TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
OCT. 1901.
41132

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME XL. — 1er JUILLET 1862.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME QUARANTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1862

TUFTS COLLEGE
LIBRARY

41132

TROIS MINISTRES

DE L'EMPIRE ROMAIN

SOUS LES FILS DE THÉODOSE.

RUFIN, EUTROPE, STILICON

III.

STILICON.

La lutte qui depuis la mort de Théodose divisait les deux moitiés du monde romain avait été favorable à l'Occident en assurant sa tranquillité intérieure et la régence de Stilicon. L'ennemi de Rufin et d'Eutrope était devenu pour l'Italie un homme nécessaire et presque sacré. Les partis se taisaient devant lui, les intrigues de cour devant Sérène, sa femme, et Honorius semblait accepter une tutelle dont la fin d'ailleurs était proche. Pour tout dire en un mot, Stilicon régnait dans l'empire, Sérène dans le palais.

I.

Nous avons esquissé en passant quelques traits de cette femme, dont le rôle doit grandir, avec les événemens, dans le cours de nos récits (1) : l'instant est venu de la faire connaître plus complétement.

Sérène, ainsi que nous l'avons dit, était fille d'un frère aîné de Théodose, appelé Honorius, comme le futur empereur d'Occident.

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er novembre 1860, l'étude sur *Rufin*; voyez aussi, sur *Eutrope*, la *Revue* du 1er mars et du 1er août 1861.

Cette famille espagnole, originaire d'Italica, établie en Galice, s'était illustrée par des gloires militaires récentes et prétendait à de plus anciennes, car elle revendiquait Trajan parmi ses ancêtres. Sœur puînée d'une autre fille nommée Thermantia, Sérène fut dès le berceau l'objet de prédilections qui s'adressent plus ordinairement aux aînés; c'était à qui la caresserait et l'aimerait davantage. Théodose, qui n'était point encore marié, se plaisait à jouer avec elle, et souvent il l'emportait furtivement dans ses bras, comme s'il eût voulu la dérober à son frère. Ces petites scènes d'affection domestique donnèrent lieu à un incident étrange que nous rapporterons ici comme un exemple des mœurs superstitieuses du temps, même chez les chrétiens les plus éclairés et les plus honnêtes.

Sept ou huit ans après la naissance de Sérène, c'est-à-dire vers 374, Valens, qui gouvernait l'Orient, eut vent d'une consultation magique faite dans la pensée de connaître le nom de son successeur. Ces dangereuses curiosités n'étaient pas rares dans ce siècle de croyance au merveilleux et sous un gouvernement électif. Un ambitieux payait un magicien ou un philosophe (métiers qui se confondaient en beaucoup de points) pour avoir le secret de l'enfer sur la vie et la mort du césar régnant; l'enfer répondait ce que souhaitait le consultant, si celui-ci était riche et libéral, et il se trouvait aussitôt assez d'hommes crédules ou intéressés pour organiser un complot. Quelquefois c'était un parti politique ou religieux qui interrogeait le sort par les mêmes moyens, afin de compromettre dans sa cause un personnage influent, mais sans ambition, et l'obliger à conspirer du moins pour sauver sa vie. Ce dernier cas était celui qui se présentait alors. Un des grands officiers du palais, nommé Théodore, citoyen d'une des provinces gauloises, homme opulent, instruit, populaire, fut l'objet d'une consultation magique faite à son insu par les philosophes les plus accrédités du parti païen. Païen lui-même et païen convaincu, mais fidèle à Valens, Théodore avait refusé de prendre couleur dans les complots que ses coreligionnaires méditaient sans cesse pour faire passer l'empire à quelque nouveau Julien; toutefois il se trouva pris malgré lui. Une incantation accomplie dans la forme la plus solennelle, au moyen de l'anneau magique, par Maxime, ami de Libanius, et en présence d'un grand nombre d'adeptes, donna le résultat suivant : l'anneau, suspendu à un fil au-dessus d'un alphabet grec, placé lui-même sur un trépied de bois de laurier, se mit en mouvement sur l'ordre du prêtre, et dans ses bonds irréguliers s'arrêta sur les quatre lettres Θ, ε, ο, δ, correspondantes aux caractères latins *Theod.* C'était la première syllabe du nom de Théodore; le démon s'arrêta là, mais il en avait dit assez. Porté de conciliabule en conciliabule par les polythéistes, le bruit

de la consultation arriva aux oreilles des chrétiens et bientôt à celles de l'empereur. Théodore eut beau protester de son innocence, il fut condamné à mort comme coupable du crime de lèse-majesté. On fit main basse aussi sur les auteurs du maléfice; on saisit les livres de magie pour les jeter au feu, on poursuivit tous ceux qui usaient d'enchantemens ou de recettes surnaturelles contre les maladies; on alla plus loin, et comme les chrétiens n'étaient guère moins crédules que les païens en fait d'opérations magiques, Valens, persuadé que le démon avait véritablement parlé et désigné son successeur, fit rechercher tous les hommes de quelque importance dont le nom commençait par les fatales lettres. Malheur à qui dans l'empire d'Orient s'appelait Théodat, Théodule ou Théodoret : il était soumis à l'inquisition la plus redoutable; sa tranquillité, sa fortune, ses jours, étaient en danger. Cette persécution remplit de ses calamités toute l'année 374, et se prolongea même durant les années suivantes.

Théodose, Occidental, au service de Valentinien II et de Gratien dans les armées rhénanes ou danubiennes, échappait à la juridiction de l'empereur d'Orient; cependant la haute position de son père, généralissime en Afrique, et sa gloire naissante lui ayant suscité beaucoup d'envieux, il put craindre qu'on abusât de son nom pour le perdre. Aussi, lorsqu'en 376 le père, victime des haines de cour, eut été décapité à Carthage, le fils reçut l'avis prudent de se retirer en Espagne, où il alla vivre dans un exil volontaire. C'est pendant ce temps que se passa le fait dont j'ai à parler maintenant. Rentré dans sa patrie près de son frère, Théodose avait repris, avec son affection paternelle pour Sérène, l'habitude de ses anciens jeux. Un jour qu'il la soulevait dans ses bras et voulait l'emporter comme à l'ordinaire, l'enfant, déjà grande et d'humeur rétive, cette fois refusa de partir. Tout en se débattant contre l'étreinte de son oncle, elle s'écria avec une sorte d'exaltation : « Celui-là doit donc toujours commander! » Et l'enfant se servit de l'expression *imperare*, consacrée pour désigner le gouvernement des césars. Ces mots et le ton dont ils étaient prononcés durent produire sur les assistans l'effet de la foudre, car on se les rappelait encore au bout de vingt ans. On apaisa l'enfant, on se tut, on attendit, et lorsque Théodose, rappelé par Gratien après la mort de Valens, reçut du jeune empereur, en 379, la couronne de l'empire d'Orient, on crut voir l'accomplissement d'une prophétie domestique. Sérène put passer dès lors dans l'intérieur de la famille pour une enfant extraordinaire, une fille fatidique, en confidence de secrets avec le ciel.

Quand son père mourut, Théodose la fit venir à Constantinople, où son éducation s'acheva sous les professeurs les plus fameux. Les

lettres grecques et latines lui devinrent assez familières pour qu'elle fût plus tard la meilleure institutrice de ses filles. L'âge développa chez elle une beauté mâle, des traits réguliers, une taille majestueuse; elle était blonde, quoique Espagnole : à cet extérieur, qui dénotait la force, se joignaient un esprit ferme et résolu et des goûts sérieux jusqu'à l'austérité. Les lectures graves lui plaisaient pardessus tout : ce qu'elle admirait enfant et se proposait d'imiter plus tard, c'étaient les héroïnes de l'histoire romaine, ces grandes matrones, qui dominent à ses commencemens l'épopée des sept collines, Lucrèce, Camille, Virginie; les héroïnes de la poésie l'attiraient moins : elle dédaignait Hélène, et, loin de pleurer comme Augustin sur les tendres malheurs de Didon, elle n'excusait d'elle que sa mort. Voilà comment nous la représentent les contemporains. Théodose trouva dans cette âme si bien trempée les soins d'une conseillère discrète, en même temps que la sollicitude d'une fille dévouée. Ce prince si éminent dans le bien, et toujours si près du mal quand la colère le dominait, avait besoin d'une main amie qui le retînt près de l'abîme où il a laissé une partie de sa gloire. Sa femme Flaccille accourait la première, et là où elle avait échoué, Sérène pouvait encore être écoutée. « Elle savait, nous dit le poète qui connut tous leurs secrets, elle savait par de douces paroles guérir son esprit malade, et détourner par des entretiens pleins de charme et de sens des transports furieux près d'éclater. » Plus d'une fois ainsi elle rendit Théodose à lui-même en dépit des ministres pervers qui l'égaraient en lui montrant ses offenses personnelles toujours mêlées à la cause de Dieu. Ce ministère de paix et de raison fut pendant de longues années celui de Sérène près de son père adoptif. Après le second mariage de Théodose, elle servit de mère aux enfans du premier lit; on raconte même que dans l'hiver de 395 elle traversa les Alpes, par un froid rigoureux, réchauffant sur son sein le jeune Honorius, que Théodose appelait à Milan pour le couronner empereur d'Occident. Son affection n'était pas moindre pour Arcadius; l'histoire lui rend ce témoignage, qu'à toutes les époques elle s'employa activement pour calmer entre les deux frères les rancunes et les haines que tant d'autres s'employaient à exciter.

Sérène pouvait choisir un mari dans toute la jeunesse patricienne : elle accepta, des mains de son oncle, Stilicon, chez qui perçaient les indices de la plus haute fortune, et en épousant ce Vandale elle crut se donner au plus distingué des Romains. Elle l'aima d'un amour enthousiaste que rien n'altéra jamais; mais ce fut entre eux surtout un échange de bons services et de gloire. Si par son intervention habile elle assurait à son mari la constante faveur du prince et rendait sa fortune inébranlable, elle recevait de lui en retour

l'éclat, dont elle était avide, la puissance, qu'elle ne convoitait pas moins. Stilicon, entraîné dans quelque expédition lointaine, était-il attaqué à la cour, elle veillait sur lui du fond du palais, dévoilait les impostures, confondait les calomniateurs, et le faisait redouter même absent. Dans les jours de péril ou d'inquiétude pour ce mari si cher, on la trouvait au pied des autels, priant avec larmes, le front contre terre, et balayant de ses longs cheveux le pavé du temple. Si grand honneur que fissent rejaillir sur elle et la régence d'Occident léguée à Stilicon et les fiançailles de sa fille Marie avec le jeune maître de l'empire, son ambition n'était pourtant satisfaite qu'à demi; elle méditait un second mariage entre son fils Euchérius et la jeune Galla Placidia, issue du second lit de Théodose, afin que la couronne impériale restât dans sa famille à tout événement. Euchérius, né en 389, avait tout au plus neuf ans à l'époque où commence ce récit, et Placidie n'en comptait guère davantage. Tout ce qu'il y avait à Rome de professeurs illustres, de philosophes en renom, se pressait autour de ce jeune homme pour le rendre digne de son père et de son aïeul, et Claudien peut-être lui donna les premières leçons de poésie. Jamais prince né sous la pourpre ne fut l'objet de tant d'adulations et d'espérances. Le peuple s'intéressait à lui comme à un maître futur de ses destinées : on aimait à le voir, au champ de mars, maîtriser de sa faible main un coursier fougueux ou forcer un cerf dans la plaine; mais toutes ces admirations n'allaient point au cœur de Placidie. L'altière jeune fille, qui pour longtemps ne devait connaître d'autres passions que l'orgueil et la haine, s'irritait à ces empressemens comme à une insulte pour son propre sang, et confondait dans une même colère et le père et la mère et ses sœurs futures, et l'enfant compagnon de ses jeux.

Trois ans s'étaient écoulés depuis les fiançailles d'Honorius et de Marie, célébrées au lit de mort de Théodose; les deux jeunes gens avaient grandi l'un près de l'autre, et Honorius touchait à sa quatorzième année, époque de la majorité des césars. Plus tourmenté par son imagination que par ses sens (la suite ne le prouva que trop), il réclamait avec ardeur la conclusion d'un hymen dont l'engagement remontait déjà si loin; Sérène n'était pas moins impatiente de joindre à tous ses titres celui de mère de l'impératrice, et quant à Stilicon, il sentait le besoin de relier à la chaîne du gendre celle du pupille, qui allait bientôt se briser. Tout le monde fut donc d'accord pour hâter le mariage avant que les quatorze ans d'Honorius fussent accomplis. Les circonstances politiques conseillaient d'ailleurs ce parti : l'expédition d'Afrique contre Gildon venait de commencer avec des chances incertaines; Alaric affichait une attitude

de plus en plus hostile en Illyrie, et le régent pouvait être amené par les événemens à se porter de sa personne vers un point ou vers l'autre; or l'Italie voyait dans la consolidation de son pouvoir par la plus haute des alliances un gage de force au dehors et de sécurité pour elle-même. Par ces motifs, on fixa à la fin de janvier ou au commencement de février 398 les noces d'Honorius, qui eurent lieu à Milan, où le prince venait d'ouvrir son quatrième consulat, et d'où sont datées toutes les lois de cette année. Claudien fut chargé de l'épithalame.

Ce serait une bonne fortune pour nous assurément que d'avoir le programme d'une noce impériale célébrée au IVe siècle sous la direction de Sérène. Un poète vulgaire, Corippus par exemple, nous l'aurait donné dans ses moindres détails; mais Claudien faisait de trop beaux vers, sa muse était trop nourrie des grandes idées mythologiques pour s'abaisser à des inventaires de mobilier ou à de puériles descriptions de jeux et de fêtes. Cependant, malgré sa riche imagination, et quelque soin, j'allais dire quelque malicieuse coquetterie, qu'il mette à entourer les jeunes époux chrétiens des plus gracieux emblèmes du paganisme, il n'a pu échapper au sentiment de la réalité, et quand on le lit attentivement, on découvre sous le voile des symboles et dans les vagues formules du langage convenu les traits dominans d'un tableau que l'historien peut compléter sans crainte d'erreur.

Nous voici transportés d'abord au milieu des apprêts, la veille ou l'avant-veille du jour qui verra s'accomplir l'auguste hyménée. Le poète nous montre le palais envahi par une troupe d'amours et de nymphes que Vénus prépose à l'arrangement des appartemens impériaux. Laissons de côté la fiction, et voyons tout simplement dans ces messagers mythologiques des intendans, des serviteurs et des esclaves obéissant aux ordres de Sérène. Ils se mettent à l'œuvre, et le palais est bouleversé. Les uns tendent des courtines de pourpre au-dessus des cours, d'autres attachent des guirlandes de feuilles et de fleurs aux murs et aux portes, d'autres enfin s'occupent de l'atrium; on court, on se heurte, on se dépêche. « De toutes parts, dit le poète, des lustres sont suspendus aux chaînes qui les attendent, afin qu'une si belle nuit soit plus éclatante que le jour. » Des servans jonchent le seuil de branches de myrte, d'autres répandent à larges flots les eaux de senteur sur les tapis et les marbres; on brûle par monceaux les parfums d'Arabie; la pourpre de Sidon, la soie, les tissus précieux jonchent le sol; enfin les plus habiles ouvriers épuisent leur art à disposer le lit conjugal. Le poète aussi s'arrête complaisamment à le décrire. Sur des colonnes émaillées de fraîches couleurs repose le dais, assemblage éblouissant de pierreries. Le lit

est chargé des plus fines et des plus rares étoffes; tout alentour, sur l'ivoire, sur le bois, sur les parois de la chambre, sont merveilleusement groupées en faisceaux les riches dépouilles rapportées par Théodose et Stilicon de leurs guerres dans le monde entier. Chaque peuple vaincu y figure pour sa part : ici le Maure, là l'Éthiopien; plus loin les présens envoyés des bords du Tigre, quand la Perse suppliante acheta la paix des Romains. « La couche nuptiale, dit le poète, s'élève comme un dépôt des trésors de la victoire : on y lit les triomphes de l'empire. »

Un autre spectacle nous appelle dans le camp des légions sur les pas du poète. L'austère appareil des armes a fait place à celui des fêtes : on pare les drapeaux de fleurs, on cache les lances sous le feuillage. Plus de hiérarchie ni de discipline, les rangs sont confondus, les sentinelles elles-mêmes désertent leur poste pour prendre part à la joie commune, des amphores distribuées dans les tentes enivrent déjà les guerriers des seuls parfums du vin. Cependant la flûte remplace le clairon, le chant fait taire la trompette; les légions, vêtues d'une tunique blanche par-dessus leurs cuirasses, s'avancent sans armes à la rencontre de l'empereur. Voici Stilicon, voici son gendre; des acclamations enthousiastes les accueillent; il n'est pas un chef, pas un soldat qui ne fasse pleuvoir les fleurs à brassées sur leurs têtes : un nuage de pourpre les enveloppe.

Mais quel sanctuaire mystérieux s'ouvre devant nous? C'est la chambre de Sérène; elle est là donnant une leçon à sa fille : les auteurs grecs et latins sont entassés pêle-mêle autour d'elles. Tout à coup les livres sont repoussés, la leçon est interrompue : on vient. C'est Honorius qui envoie du palais impérial à sa fiancée les joyaux sacrés des impératrices. L'écrin séculaire se déploie sous les yeux de Sérène et de sa fille : cette parure est celle que portait Livie, voilà celle d'Agrippine et les diadèmes des épouses superbes des césars. Marie les parcourt d'un œil étonné; mais leur éclat pâlit devant celui de ses regards. On choisit pour la nouvelle Augusta tout ce qui, en flattant son goût, peut le mieux accompagner sa beauté et relever en elle la splendeur du rang suprême.

Le moment est venu où la *pronuba* doit paraître; on appelait ainsi la femme qui présidait aux noces du côté de l'épousée : c'était d'ordinaire une grave matrone, mariée ou veuve, mais qui n'avait eu qu'un mari, afin de ne point attrister le nouvel hymen par un augure sinistre. Sa fonction est de veiller à l'accomplissement des rites religieux ou civils; elle dispose, elle commande en souveraine; c'est elle qui pare la mariée, qui la conduit à la maison du mari, qui la place de ses mains dans le lit conjugal. Au temps de Claudien, la mère de la fiancée remplissait le plus souvent près de sa fille cet

office de douce et chaste protection : le poète en charge ici la déesse Vénus, qui accourt exprès de Cythère avec son cortége habituel d'amours. Singulière *pronuba* pour une chrétienne et pour une bru de Théodose! Mais la poésie païenne, dans ses formules, avait des licences que tout Romain devait accepter sous peine de rusticité ou d'ignorance. Il avait bien fallu que l'empereur catholique, qui punissait les blasphémateurs, se laissât traiter lui-même de dieu, et apprît en vers et en prose quelle place il occuperait un jour dans l'Olympe. La déesse, de ses doigts divins, fixe donc l'aiguille dans les cheveux de Marie; elle serre ses vêtemens autour de sa taille, et entoure son front virginal du voile couleur de pourpre. Sérène se tient près de sa fille; presque aussi belle, elle attire presque autant les regards, et ceux de la déesse ne savent plus à laquelle s'arrêter. Tantôt la blonde chevelure et la blancheur de la mère l'appellent et la captivent, tantôt elle contemple avec admiration Marie, « dont les lèvres, nous dit le poète, ont la fraîcheur de la rose, les cheveux le velouté de la violette, les prunelles l'éclat de la flamme... Telles, ajoute-t-il comme dernier trait à son gracieux tableau, telles règnent dans les champs de Pœstum deux roses, filles de la même tige : l'une, mûrie par les feux du jour et abreuvée des rosées printanières, s'épanouit librement; l'autre se cache dans le bouton, et n'ose pas livrer au soleil sa corolle naissante. »

Cependant le jour s'avance; les grands se réunissent aux portes du palais, la foule dans les rues qui l'entourent. On n'entend au loin que le bourdonnement d'une grande multitude, cris de joie, fanfares d'instrumens, harmonies des voix et de la lyre. Le char qui doit amener l'auguste fiancée sous le toit du césar est attelé, les chevaux hennissent, Honorius impatient se récrie : il veut partir, il accuse ceux qui le retiennent, et dans ses murmures il gourmande le soleil, trop lent à se coucher.

Les vers fescennins formaient ce qu'on pourrait appeler la partie populaire des épithalames. C'était une espèce de chanson composée pour les convives, et que souvent le peuple répétait au dehors, en l'accompagnant d'une pluie de noix lancée sur les époux. La licence antique se donnait carrière dans la composition de ces chants, dont l'usage était venu de Fescennium, ville d'Étrurie, et qui de bonne heure avaient pris dans la langue latine l'acception de chansons ou de vers obscènes. Ceux de Claudien n'ont point ce caractère. Malgré l'entraînement de la coutume et aussi celui du sujet, la muse païenne se rappela qu'elle chantait pour un auditoire chrétien, et que l'austère nièce de Théodose était présente. On trouve même à côté des descriptions voluptueuses, inséparables d'un tel poème, des strophes d'une sérieuse mélancolie, qui nous offrent comme un

avant-goût de la poésie moderne : j'en transcrirai quelques-unes en terminant.

« Heureuse celle qui bientôt te donnera le nom d'époux et échangera avec toi les prémices de son amour!

« Que la nature entière partage leur bonheur! Le printemps est l'âge nuptial du monde : terre, couronne-toi de toutes ses fleurs, c'est l'hymen de ton maître qu'il faut célébrer. Les forêts et les fleuves mêleront leurs voix au bruissement profond de l'océan.

« Plaines de la Ligurie, monts des Vénètes, applaudissez! Que les sommets des Alpes se parent des roses de la vallée, et qu'une teinte de pourpre colore la blancheur de leurs neiges!

« Que l'Adige retentisse du bruit des chants et des danses, que le sinueux Mincio murmure doucement dans ses roseaux, que l'Éridan réponde par les frémissemens de ses aulnes aux larmes d'ambre!

« Qu'au sortir des festins, le descendant de Quirinus ébranle par ses cris joyeux les échos du Tibre, et qu'enivrée du bonheur de son maître, Rome, la ville d'or, couronne ses sept collines!

« L'Ibérie surtout entendra nos chants, l'Ibérie, berceau de nos princes. C'est là que naquit le père de l'époux, là que naquit la mère de l'épouse, et comme deux branches du même fleuve, après s'être séparées, confondent de nouveau leur cours, deux rameaux du tronc des césars se relient à la souche commune... Que l'Orient et l'Occident, rangés sous le sceptre de deux frères, n'isolent plus leur bonheur, et que les cités romaines s'unissent en paix dans un même applaudissement, soit que le soleil les salue à son lever, soit qu'il leur adresse à son coucher un dernier regard! »

Et, peut-être par un secret retour aux discordes fatales qui troublaient les deux empires et remplissaient les esprits de sombres présages, le poète s'écrie brusquement, comme s'il eût voulu conjurer les dangers qui menaçaient l'Italie à l'est, comme au nord, comme au midi :

« Silence, orageux aquilons; silence, impétueux Corus, et toi, bruyant Auster, silence! Zéphire seul a droit de régner sur une année de bonheur. »

Ces vers, où Claudien avait mis ses plus nobles inspirations et, on peut le dire, toute son âme, reçurent une récompense digne du poète et du sujet. Il avait laissé dans Alexandrie d'Égypte, sa patrie, une jeune fille dont il souhaitait ardemment la main; mais il était pauvre, quoique déjà couvert de gloire, et les parens de l'Égyptienne, peu soucieux de pareils trésors, repoussaient obstinément sa poursuite. Sérène, sa confidente, se chargea de lever les obstacles : elle écrivit aux parens une lettre devant laquelle toute résistance devait céder, et Claudien, parti pour l'Égypte avec la pré-

cieuse missive, put annoncer bientôt à sa protectrice son arrivée et son mariage. Il le fit dans des vers simples et touchans qui nous sont restés.

« O reine, lui écrivait-il, quand j'arrivai ici dans l'attirail ordinaire des prétendans, demandant la main d'une épouse, je n'avais à promettre ni pâturages couverts de troupeaux, ni collines ombragées de vignobles, ni forêts d'oliviers balançant leur chevelure verdâtre, ni moissons tombant sous des milliers de faucilles, ni faîtes de palais superbes reposant sur des poutres dorées : je ne dis rien de tout cela; mais une déesse ordonnait. Votre lettre, ô Sérène, m'a tenu lieu de palais, de moissons, de troupeaux; elle a fléchi l'orgueil des parens et couvert de la majesté de votre nom la pauvreté du poète. Qui vous résisterait? Vous possédez l'empire des cœurs en même temps que celui de la terre. »

II.

Cinq ans s'étaient écoulés depuis que le fondateur de l'unité catholique était mort à Milan, laissant son œuvre inachevée. Ses derniers conseils, ses derniers ordres, son testament enfin, signalaient un retour à des sentimens moins exclusifs que ceux qui avaient guidé sa vie. Un décret d'amnistie, qui ne reçut son exécution que plus tard et par catégories, parut ouvrir une ère nouvelle dans le gouvernement religieux et politique de l'Occident. Armé de ce décret et des confidences de l'empereur mourant, Stilicon se porta aux yeux du monde pour le dépositaire d'une pensée de Théodose, rendue sienne par l'exécution. Les débuts de sa régence durent en effet surprendre les esprits au lendemain d'une guerre faite pour briser l'opposition païenne du sénat, abaisser une aristocratie factieuse, et faire prévaloir en Occident, comme principe politique autant que religieux, l'unité catholique, déjà maîtresse en Orient. Deux partis en présence, deux armées prêtes à renouveler la lutte, car celle d'Eugène, vaincue à la Rivière-Froide, voulait et pouvait prendre sa revanche; la dévastation promenée sur l'Italie, dans Rome peut-être; les confiscations déjà commencées; les exils, les fuites volontaires, les dégradations et les sévices suspendus sur les plus hautes têtes, voilà ce qui affligeait ou menaçait l'Italie, quand Stilicon parla d'oubli. Il y eut un moment d'émotion générale et d'étonnement plutôt que de reconnaissance. Le débat sur l'Illyrie orientale, l'antagonisme passionné de Rufin, le passage d'Alaric en Grèce, détournèrent ensuite l'attention : les armées se réconcilièrent sous le drapeau, et les partis civils restèrent seuls.

Le premier, qui avait sans cesse à la bouche sa victoire et sa force, et traitait presque l'Italie en pays conquis, était le parti de l'unité

catholique. Plus puissant que nombreux en Occident, il se composait d'anciens ministres de Théodose, de grands officiers attachés à sa cour, la plupart orientaux, de chefs militaires, soit barbares, soit romains, dévoués, ceux-ci à ses idées, ceux-là à sa personne; à ce noyau se rattachaient le clergé et la population catholique, assez clair-semée en Italie. Il avait pour centre le palais impérial et les évêques, qui, après avoir provoqué l'intervention et secondé le succès des armes catholiques, désiraient ardemment une victoire plus complète. Ce parti, dont l'empereur défunt était le chef militant, avait passé de lui à son fils et à sa fille Placidie : on pouvait l'appeler le parti de la maison de Théodose.

L'autre était celui de la liberté religieuse, qu'il avait prise pour mot de ralliement. Il se composait des païens opiniâtres, des chrétiens dissidens, des juifs, des manichéens, en un mot de tous les sectaires dont l'unité catholique tendait à étouffer ou à dominer les croyances : autour d'eux se groupaient les débris des dernières factions politiques, les fonctionnaires d'Eugène et de Maxime, leurs familles, leurs partisans, tous ceux qui avaient reçu ou espéraient quelque chose de ce gouvernement de passage; enfin cette masse de mécontens et de jaloux que trouve toujours en face de lui un ordre nouveau. On pouvait l'appeler le parti ennemi de la maison de Théodose, car il faisait rejaillir sur les enfans la haine dont il avait poursuivi le père. Son siége était à Rome, son point d'appui dans le sénat, conservateur des antiques traditions, où la religion et la politique se confondaient. L'aristocratie latine tenait la tête de cette milice, qui se réunissait autour du pontife Symmaque, le plus éloquent, le plus vénéré, le plus honnête peut-être des patriciens romains. Chose bizarre en apparence, simple et naturelle pour qui pénètre au fond des choses, ces hommes de foi si diverse, polythéistes, monothéistes juifs ou chrétiens, gens du monde indifférens, philosophes railleurs, thaumaturges, devins, se croyaient frères sous le drapeau de la liberté religieuse qu'avait levé le sénat de Rome, ancien proscripteur des religions étrangères et bourreau de qui les confessait! Il avait fallu les victoires de Constantin pour que cette assemblée comprît le droit des chrétiens à servir leur Dieu, et ratifiât l'édit de tolérance. C'était elle maintenant qui réclamait la liberté contre le christianisme, devenu religion de l'état, dans celle de ses communions qui admettait le moins de discussion, et dont le symbole était le plus absolu. Réuni dans une unité factice que les chrétiens appelaient l'unité de l'erreur, ce parti n'était compacte que pour la lutte; les opinions se divisaient ensuite et se combattaient. Le sénat lui-même n'était pas un dans sa croyance : une minorité chrétienne cherchait à le dissoudre, et le scepticisme rongeait au cœur ces familles, païennes

de naissance plutôt que de conviction, qui rangeaient les dieux du Capitole parmi leurs titres de noblesse.

C'est entre ces deux partis que le régent dut asseoir son gouvernement. Il commença par arrêter le parti vainqueur sur la pente des violences, dont il n'avait donné que trop de preuves lors de la défaite de Maxime, quand les dieux de Rome avaient été mis pour ainsi dire au pillage, et que Sérène s'était parée du collier de Vesta. Toujours couvert par les ordres vrais ou prétendus de Théodose, Stilicon rendit les biens confisqués, suspendit ou révoqua les décrets d'exil: les complices d'Eugène les moins compromis reprirent d'abord leurs dignités ou leurs charges; ce fut bientôt le tour des autres. On voit dans l'histoire le progrès des concessions, suivant l'apaisement des esprits. Le fils de Symmaque reçoit la préture en 397; Florentinus est préfet de Rome dans la même année, et Atticus consul; l'année précédente, Valerius Messala avait tenu la préfecture du prétoire d'Italie: tous ces personnages étaient dévoués au paganisme. Malgré tant d'exemples, on dut être étonné quand on vit, en 399, le fils de Nicomachus Flavianus, fauteur principal de la dernière guerre et adversaire passionné des chrétiens, appelé à la préfecture de Rome, dignité qui lui avait été promise par Eugène. Des lois importantes venaient assurer l'effet de ces mesures personnelles. Les évêques avaient arraché pièce à pièce à la piété des empereurs précédens une grande concession, celle d'une juridiction spéciale ecclésiastique, bornée d'abord aux clercs, puis étendue des clercs aux fidèles. C'était la création d'un for ecclésiastique, la division de l'empire en deux sociétés, l'une chrétienne, l'autre païenne, ayant chacune ses lois et ses tribunaux. Stilicon abolit ce privilége, ou du moins le réduisit aux termes justes et raisonnables d'une protection du clergé. Par compensation, et pour apaiser les plaintes du catholicisme, il cassa diverses mesures relatives aux clercs et aux évêques, prises sous le gouvernement d'Eugène, dans une pensée de rancune et de persécution, par les magistrats des villes, presque tous païens: impositions extraordinaires, rappel des exemptions pour une certaine catégorie de charges dites *sordides*, qui ne s'appliquait point aux classes élevées de la société; vexations de tout genre qui allaient frapper jusqu'à l'évêque de Rome. Ces désordres cessèrent. Une autre satisfaction fut donnée aux catholiques par les rudes pénalités que la loi prononça contre certaines hérésies dangereuses par leur immoralité comme celle des manichéens, ou par leur turbulence comme celle des donatistes; toutefois on put remarquer que Stilicon ménageait la communion arienne, qui comptait de nombreux prosélytes dans le nord de l'Italie et aussi parmi les auxiliaires barbares.

Vis-à-vis du sénat, l'attitude du régent fut respectueuse et digne.

Il recourut à ses délibérations dans les affaires graves, telles que la paix et la guerre, les levées d'hommes et d'argent, les relations avec l'empire oriental, tandis qu'auparavant le conseil du prince suffisait pour les grands intérêts, et que le sénat s'était vu réduit de proche en proche au rôle d'une assemblée municipale. Stilicon voulut aussi qu'il conservât la liberté de certaines cérémonies religieuses inhérentes à ses attributions civiles, sans toutefois lever les restrictions apportées par Théodose à l'exercice de l'ancien culte, ni lui rendre les subventions que ce culte recevait jadis de l'état. Une des choses qui concilièrent le plus au régent la faveur des habitans de Rome, ce fut le dessein qu'il laissa percer d'y ramener un jour l'empereur et le siége de l'empire, afin de rajeunir l'autorité des césars en la retrempant pour ainsi dire dans les souvenirs de la ville éternelle. L'aristocratie applaudissait à ses généreuses pensées et venait grossir sa cour : Symmaque l'encourageait, Claudien le chantait, le sénat lui votait des statues, et Flavius Stilicon s'enivrait de cet encens; mais dans le fond il restait toujours aux yeux de Rome un Romain de hasard, et moins que cela, un demi-barbare, un Vandale.

Cette hautaine aristocratie latine qu'il avait restaurée dans ses honneurs, dans ses richesses, dans une puissance qu'elle ne connaissait plus depuis longtemps, reprit bientôt, avec la sécurité, son arrogance vis-à-vis des princes chrétiens et sa haine contre le christianisme; elle se remit à le harceler sourdement par une guerre de moqueries, de menaces, de calomnies, de prophéties prétendues, colportées dans les campagnes, et auxquelles hérétiques, juifs et philosophes mêlaient des clameurs d'une autre sorte. Si l'on ne criait plus, comme au temps de Tertullien : « Il pleut! — les chrétiens au lion! » on disait tout haut : « C'est la faute de ces gens-là et de leur Dieu! » On fit circuler un oracle duquel il résultait que saint Pierre s'était servi de sortiléges pour faire adorer le Christ pendant trois cent soixante-cinq ans, mais qu'après ce laps de temps le christianisme périrait. Or, en plaçant la mort de Jésus-Christ à l'année 33 de notre ère, la chute de la nouvelle religion devait arriver en 398. Il n'en fallut pas davantage pour exalter l'audace des païens, qui se préparèrent de toutes parts à tomber sur les chrétiens. Stilicon, pour établir un contre-poids, fit rendre par son pupille une loi qui interdisait en Occident tous les sacrifices. La scène alors changea : ce furent les chrétiens qui s'armèrent pour consommer la ruine du paganisme; ils assaillirent les temples, brisèrent les statues, s'emparèrent des propriétés affectées au service des dieux; les magistrats des provinces toléraient ou dirigaient eux-mêmes ce pillage, que le gouvernement dut enfin prohiber.

Telles furent les péripéties de la politique intérieure pendant les cinq années qui suivirent la mort de Théodose; on voit que les élémens de guerre religieuse et civile n'avaient point été étouffés par l'amnistie, mais l'explosion retardée seulement par la crainte ou les embarras de la guerre étrangère. La paix reconquise au dehors ne fit que laisser une carrière plus libre aux troubles du dedans.

L'année 400 s'ouvrit par le consulat de Stilicon; ce fut presque un fait politique considérable. Pour la première fois, le régent revêtait la trabée consulaire : moins soucieux des apparences que de la réalité du pouvoir, il avait laissé jusqu'alors à son pupille l'éclat de sa propre gloire, les pompes triomphales, les consulats; il crut son tour venu aux premiers momens de paix dont jouissait l'Italie. Un consulat de Stilicon venait d'ailleurs fort à propos immédiatement après celui d'Eutrope, commencé et fini dans les premiers mois de l'année 399; c'était un contraste honorable pour l'Occident et presque un triomphe de Rome sur Constantinople. Par une coïncidence singulière, due plutôt au hasard qu'à une pensée de concorde entre les deux princes, le consul d'Orient pour cette année fut un autre ennemi d'Eutrope, le préfet du prétoire Aurelianus, juge et exécuteur de l'eunuque. Stilicon prit la trabée à Milan dans une fête d'une magnificence extraordinaire, au milieu des personnages les plus illustres du monde occidental : Symmaque y assistait avec la fleur de la noblesse patricienne; puis la solennité alla se continuer dans Rome, où le sénat et le peuple réclamaient à grands cris la présence du consul. C'était une nouveauté à laquelle l'empereur voulut bien consentir; mais il ne quitta point Milan. Rome avait donc recouvré à demi le droit d'inaugurer l'entrée en charge du consul. Si faible que pût sembler la conquête, elle n'en était pas moins un grand événement par ses conséquences possibles, et les magistrats appelèrent Claudien pour la célébrer. Le poète et son protecteur ne s'étaient pas rencontrés dans les murs de la ville éternelle depuis cinq ans, c'est-à-dire depuis les jours d'abaissement et d'effroi qui avaient suivi pour les vieux Romains la défaite de la Rivière-Froide; ils s'y retrouvaient dans un moment de joie et d'espérance. Claudien avait à chanter à la fois les deux idoles de sa muse, Stilicon et Rome, et jamais sa lyre patriotique, animée par l'admiration, ne fit entendre de plus nobles et plus fiers accens.

Nous avons son panégyrique développé et refondu dans le poème des *Louanges de Stilicon*. Claudien s'y place lui-même avec le juste orgueil du poète et du soldat; le rôle qu'il se donne est celui d'Ennius, soldat et poète sous un autre héros. « Lorsque Scipion, dit-il, parcourait le monde de victoires en victoires, Ennius se tenait à ses côtés. Errant sur les champs de bataille, au milieu des clairons, il

ressaisissait sa lyre après le combat : le fantassin, pour l'entendre, déposait ses armes et le cavalier tout sanglant l'applaudissait. Plus tard, quand le vainqueur des deux Carthages rentra dans les murs de Rome sur le char des triomphateurs, Ennius était encore là. La victoire ramenait les muses avec elle, et la couronne du poète était aussi le laurier du soldat. » On s'attend à trouver dans ce poème, récité au Capitole ou au Forum, les évocations de dieux et de héros, matière obligée des vers composés à Rome et sur Rome : elles y sont en effet, nombreuses et magnifiques; mais on n'y trouve point le contraste qui, pour nous modernes, serait la poésie même de la scène. Claudien n'y fait aucune allusion à l'origine de Stilicon : il n'y dit point que ce Scipion était Vandale. Sans doute un Romain d'Égypte, le plus grand poète latin peut-être après Virgile, ne trouvait rien d'étrange à ce qu'un Germain né dans l'empire, élevé sur les bords du Tibre, qui avait combattu vingt ans pour Rome et égalé ses vieux généraux, fût un héros romain : tout le monde dans la ville éternelle ne pensait pas ainsi.

Cette réflexion nous ramène naturellement à un beau morceau de ce poème, le plus beau, suivant nous, où Claudien nous fait apparaître l'image d'une Rome que n'auraient certes reconnue ni les Cincinnatus, ni les Scipions, ni même les contemporains d'Auguste, l'image de Rome civilisatrice, qui n'a conquis le monde que pour en faire une seule famille. « Combien tu te rapproches des dieux, dit-il à Stilicon, toi qui veilles, comme consul, sur cette cité, que rien n'égale sous le ciel, dont l'œil ne peut embrasser l'étendue, l'esprit concevoir la puissance, la parole raconter la gloire! Regarde : ses sept collines ne nous représentent-elles pas les sept zones de l'Olympe, tandis que les faîtes dorés de ses monumens luttent d'éclat avec les astres qu'ils touchent? Reine par les lois autant que par les armes, si elle a étendu son empire sur tous les hommes, son enceinte a été pour tous le berceau du droit. C'est elle qui la première, bien moins maîtresse que mère, a ouvert son sein aux vaincus, réchauffant le genre humain par la communication de son âme divine, faisant citoyens ceux qu'elle avait domptés, et se rattachant par un lien pieux les contrées les plus lointaines. Tous, qui que nous soyons, nous devons à sa domination pacifique de trouver partout la patrie. Sans quitter son pays, le Romain peut visiter Thulé, cette borne de la terre; il peut boire à son gré dans les fleuves romains ou l'eau de l'Oronte ou celle du Rhône : habitans de l'univers, nous lui devons de ne faire tous qu'une même nation. »

Au retour du nouveau consul, Honorius fit avec lui une visite du nord de l'Italie. On le trouve le 27 mars à Altino, et pendant les mois d'août, septembre et octobre, à Brixia, à Aquilée, à Ravenne

surtout, où son séjour se prolongea. Ravenne commença dès lors à disputer à Milan le siége du gouvernement impérial. Cette prédilection pour une ville maritime, inaccessible par terre, tandis que Milan se trouvait sur le chemin de toutes les invasions barbares, sembla répondre à une secrète préoccupation du jeune prince et de son ministre. On vit bientôt des levées extraordinaires s'exécuter en pleine paix avec une rigueur excessive, et toutes les exemptions du service militaire suspendues, même celles des clercs, même celle de la corporation chargée de l'ensevelissement des morts; on put alors se demander quelle guerre était imminente, et l'on tourna les yeux du côté d'Alaric, le seul ennemi qui restât à l'Italie. C'était lui en effet qu'avaient pour but ces mesures de prévoyance et d'autres encore prises par Stilicon pendant le cours de cette année.

Les révolutions qui s'étaient opérées depuis un an dans le monde romain oriental, l'apaisement des troubles d'Afrique, la chute d'Eutrope, la révolte des Goths de Tribigilde en Galatie, la guerre que ceux de Gaïnas poursuivaient en Thrace et jusqu'aux portes de Constantinople, tout cela avait changé la situation d'Alaric dans son gouvernement de l'Illyrie. Arcadius paraissant trop chargé d'embarras pour pouvoir en susciter à autrui, le roi des Goths ne savait plus que faire de son peuple et redevenait chef barbare pour son propre compte. L'étrange magistrat romain avait d'ailleurs épuisé sa province; occupans et occupés mouraient de faim, et suivant toute apparence aucun subside ne lui arrivait plus de Byzance; force lui était de chercher un autre cantonnement dans un pays riche qui n'eût point souffert de pillages ennemis : or l'Italie présentait ces deux conditions. Alaric était donc là, rôdant autour de la frontière où le gouvernement d'Orient l'avait jeté, avançant, puis reculant, comme une bête fauve qui prépare l'attaque d'une bergerie. Ces différens mouvemens et l'apparition de quelques pillards de son armée avaient motivé les inquiétudes de Stilicon, qui mettait en état de défense les villes de la Vénétie. Enfin dans l'automne de l'année 400, Alaric, excité par une bande d'aventuriers huns venus sans obstacle à travers les Alpes, se hasarda jusqu'à la hauteur d'Aquilée, pilla un peu, et, voyant le pays assez bien gardé, rentra dans son cantonnement.

Il en avait assez vu pour ne point se risquer davantage; mais en même temps il rapporta de sa courte expédition un désir impérieux de quitter la Grèce. Jeune, ardent, rêvant des aventures éclatantes, comme ses grossiers compagnons rêvaient le pillage, fier de la force brutale qu'il tenait sous sa main, mais non moins jaloux d'honneurs, de richesses, de considération, de tout ce que donne la vie civilisée et que la vie barbare ignore, Alaric hésitait entre deux idées ex-

trêmes, dominer Rome comme Romain, ou la briser comme conquérant et maître. Ce fut là son histoire et le mystère de ses perpétuelles incertitudes pendant les dix années qu'il passa en Occident. On eût dit qu'Eutrope, en le plaçant si près de l'Italie, connaissait toutes les passions qui pouvaient agiter cette âme inflammable. La fortune de Stilicon l'irritait; il ne voyait plus Rome que dans la personne de ce Vandale, et eût voulu parfois la punir de s'être donnée à un Barbare qui n'était pas Alaric. Une autre pensée aussi se faisait jour en lui dans ses retours aux instincts de sa race, pensée sauvage, mais brûlante, et qui ne lui laissait pas de repos : c'était d'attacher son nom à une profanation qui étonnerait le monde, de violer la ville inviolable, d'arracher le diadème à la reine des nations. A force d'y penser, il se croyait prédestiné à cette mission formidable; c'était comme une obsession qui venait le saisir par intervalles et à laquelle il finit par succomber. Pour le moment, il ne songeait qu'à s'introduire en Italie avec le moins de risques possibles. Se trouvant à peu près libre de ses engagemens envers l'empereur d'Orient, il cherchait à faire une alliance quelconque avec celui d'Occident, pour mettre un pied dans ses domaines et y profiter des circonstances. Tantôt il demandait quelques terres incultes en Italie, tantôt il priait qu'on le laissât traverser la Ligurie jusqu'en Gaule, offrant de garder cette grande préfecture contre toute agression du dehors, sans doute avec son titre de maître des milices, qui lui serait confirmé. Il eût ainsi passé du service d'Arcadius à celui d'Honorius avec un accroissement de dignité. Stilicon, justement alarmé, semblait consentir, puis refusait sous divers prétextes, ne cherchant qu'à gagner du temps. On lui en sut plus tard mauvais gré, et il y eut des Romains qui l'accusèrent de perfidie vis-à-vis des Goths, dont il avait trompé, osait-on dire, la simplicité et la bonne foi.

Alaric, de son côté, préparait la guerre, tout en négociant. On apprit qu'il faisait d'immenses approvisionnemens d'armes et de vivres en Épire et en Thessalie, et qu'il achevait de ruiner le pays : c'étaient ses adieux. Il descendit alors en Pannonie par les Alpes dardaniennes, soit pour s'entendre avec le partisan Gaïnas s'il tenait encore, soit pour renforcer son armée de tous les bras barbares sans emploi dans la vallée du Danube. Il était trop tard quant à Gaïnas lui-même, dont la tête fut apportée à Constantinople le 3 janvier de l'année 401; mais la dispersion de ses bandes laissait disponible un nombre immense d'aventuriers qui accoururent près d'Alaric. Le séjour du roi goth en Pannonie lui servit encore à exciter les Barbares du Haut-Danube, qui se jetèrent en armes dans les plaines du Norique et de la Vindélicie, poussant devant eux les montagnards des

Alpes rhétiennes, et bientôt les garnisons romaines, assaillies de toutes parts, restèrent prisonnières dans leurs châteaux. L'idée d'Alaric était de créer du côté des Alpes occidentales une diversion à sa marche par les Alpes orientales, d'envelopper Milan dans le réseau d'une double irruption, et de diviser les forces romaines. En effet, la guerre qui éclata subitement en Rhétie au printemps de l'année 401, prenant l'Italie au dépourvu, Stilicon y fit passer d'urgence une partie des légions cantonnées autour de lui. Il envoya de même aux gouverneurs militaires de la Gaule l'ordre d'expédier sans délai ce qu'il restait de troupes valides soit dans les camps du Rhin, soit en Bretagne, afin d'attaquer le Norique à revers et d'étouffer rapidement l'insurrection. En attendant, il prescrivit la réparation des murailles de Rome, à peine entretenues depuis des siècles; il en agrandit même l'enceinte, ou du moins il y ajouta de nouveaux ouvrages sur les points le plus faibles. Le temps nous a conservé l'inscription qui constate ces grands travaux, lesquels, y est-il dit, « furent exécutés par les conseils de Stilicon. » A l'exemple de la ville éternelle, les autres cités de l'Italie se mirent à réparer leurs brèches, à mettre en état leurs remparts, et Ravenne probablement reçut alors des fortifications capables d'en faire, si la nécessité le voulait, un refuge pour l'administration impériale et l'empereur.

III.

Cette guerre soudaine presque en Italie et les mesures extrêmes prises par le régent produisirent une épouvante générale. Fortifier Rome! Rome était donc en danger; elle allait être prise, détruite : c'en était fait de l'empire, c'en était fait du genre humain! On récapitulait alors tous les présages qui depuis un an révélaient aux plus aveugles la fatale catastrophe : pluies de pierres et de sang, forêts embrasées spontanément, éclats de foudre, éclipses de soleil et de lune, rien n'avait manqué aux avertissemens du ciel. Un essaim d'abeilles s'était abattu sur l'étendard d'une légion pour y bâtir ses alvéoles, signe évident de la défaite des armées romaines et du morcellement de l'empire, en proie à la multitude des nations. Tout récemment enfin n'avait-on pas vu une comète, partie de la constellation de Céphée, aux limites de l'orient, aller s'éteindre au nord, entre la grande-ourse et le bouvier, au-dessus de la contrée des Goths, traçant ainsi comme un flambeau funèbre la route que devait suivre Alaric? Un dernier fait, étrange assurément et assez peu croyable, quoique personne n'en doutât alors, se passa près de Milan, sous les yeux mêmes d'Honorius, et mit le comble aux terreurs superstitieuses. Le jeune prince, accompagné d'une escorte, exerçait

ses chevaux à quelque distance de la ville, quand deux loups furieux débouchèrent d'un bois et se précipitèrent sur les chevaux. On les cerna, on les tua à coups d'épieux et de lances, mais de leurs flancs entr'ouverts sortirent, dit-on, deux mains d'homme fraîchement tranchées et encore palpitantes. « Présage funeste! s'écrièrent les uns : la louve, nourrice de Romulus, expire aux pieds de l'empereur! — Non, non, répondaient les autres : ces loups représentent les Barbares repus de sang romain; ils viennent tomber sous nos coups : que le présage soit exaucé! » Ainsi les conjectures se combattaient, et la crédulité se tourmentait de ses propres rêves. On ne manqua pas de rappeler à ce propos l'auspice de Rome naissante, les douze vautours observés par Romulus sur le mont Palatin, et l'explication donnée par l'aruspice toscan que ces douze vautours présageaient à la ville douze siècles de durée. Or le XIIe siècle n'était encore qu'à son milieu. Là-dessus les opinions se divisaient; on calculait, on supputait les années de la ville éternelle, chacun suivant sa chronologie, et pour donner raison à la peur, nous dit le contemporain de qui nous tenons ces détails, « on abrégeait le vol d'un vautour. » Les hommes d'élite parmi les chrétiens (car le vulgaire est le même partout) souriaient dédaigneusement à cette agitation de la société païenne. « Laissez là vos fables, répétaient-ils; Rome périra si Dieu le veut, et, s'il ne le veut pas, elle restera debout. Quand Dieu décrétera sa ruine, c'est qu'elle aura comblé la mesure des crimes. » Ils ne ménageaient pas plus les efforts du patriotisme que les frayeurs de la superstition. Ils disaient aux citoyens qui réparaient leurs murailles : « Dieu seul est un rempart et une garde; priez-le, invoquez les saints, cela vaudra mieux que vos citadelles. Les murs de Jéricho étaient neufs et solides : ils ont croulé au premier son d'une trompette. » Telle était l'attitude mutuelle des deux sociétés : d'un côté la peur, mais un reste d'énergie, de l'autre le mépris des choses du monde et une résignation désolante aux humiliations et aux souffrances.

La haute société romaine surtout présenta, dans ces jours de découragement, un spectacle douloureux : à Rome comme ailleurs, elle ne songeait qu'à la fuite. On ne vit bientôt plus qu'apprêts de départ, voitures de bagages sillonnant les routes, navires frétés dans les ports; chacun laissait sa maison, ses biens, pour se réfugier en Sardaigne, en Corse, en Sicile, sur un écueil même; on bravait la mer et les vents, pourvu qu'on fût loin de l'Italie. Cette désertion des riches mécontenta le peuple, et il y eut une émeute dans Rome. Honorius n'avait pas été le dernier à se ranger à ce lâche projet. D'indignes conseillers lui proposaient d'emmener une partie de l'armée en Gaule, et d'y installer le gouvernement, soit à Lyon, soit

à Arles. Le plan fut arrêté secrètement, et l'exécution se préparait, lorsque Stilicon se jeta en travers avec le mépris d'un soldat et l'indignation d'un vrai Romain. Claudien, qui nous peint cette scène sans rien dissimuler, nous rapporte au moins le sens des paroles échappées au régent dans sa généreuse colère. On avait fait sonner bien haut le danger des femmes et des enfans exposés aux outrages de l'ennemi : « Mais moi, s'écria-t-il, suis-je donc un homme dénaturé? N'ai-je pas aussi une femme, des enfans, qui me sont plus chers que tout au monde, ou plutôt qui sont ma vie elle-même? Eh bien! ils resteront près de moi, je les confie à Rome, quoi qu'il arrive : vainqueurs ou vaincus, nous ne nous quitterons point. » Ce projet de départ ne lui semblait pas seulement une lâcheté, mais une trahison. « Quoi! disait-il, on oserait priver la patrie des bras qui la protégent! L'empereur commanderait la désertion de nos légions! Il abandonnerait la terre sacrée du Latium pour aller quêter un asile aux bords de la Saône! On verrait (quel spectacle!) le siége de l'empire romain près du Rhône, et Rome aux mains des Barbares! Et cet empire sans tête, vous croyez qu'il pourrait subsister! Non, non, les lâches sanglots et les vœux superflus ne calment point la tempête; les gémissemens des matelots ne sauvent point le vaisseau qui va périr... Mais reprenez courage, que tous les bras agissent ensemble, que l'équipage se réunisse au pilote dans un commun effort, et nous sommes sauvés : aux voiles! aux cordages! aux mâts! Point de désertion ni de discorde! Osons combattre, nous serons vainqueurs. Ce n'est pas la première fois que les Cimbres et les Teutons auront engraissé les champs de la Ligurie. » L'attitude de Stilicon effraya sans doute, autant que ses paroles, le pupille et les conseillers du pupille; les instigateurs de fuite se turent, et, suivant l'expression du poète historien de la scène, « l'empereur resta comme un otage des destinées de l'Italie. »

Cependant Alaric, ayant renouvelé son armée, s'était mis en marche par la vallée de la Save, afin d'atteindre l'Italie avant l'arrivée des grands froids, car on était alors à la fin de l'automne. Le chemin qu'il suivait était la route d'étapes des légions de Sirmium à Aquilée, ligne principale de communication entre Constantinople et Rome : elle passait par les villes d'Émone et de Nauport, aujourd'hui Laybach et Ober-Laybach, pour aboutir au pied méridional des Alpes dans les prairies de l'Isonzo. Avec la guerre de Rhétie, qui se prolongeait, Stilicon ne pouvait se porter au-devant d'Alaric, et l'attendre sur le grand champ de bataille des Alpes juliennes, aux bords de la Rivière-Froide : une partie de son armée était absente, et il ne voulait pas laisser derrière lui Milan exposé à un coup de main. Par une de ces décisions rapides qui s'allaient dans son

génie aux calculs de la prudence et de la méthode, il résolut d'aller en personne finir cette malencontreuse guerre de Rhétie et ramener ses troupes, se flattant d'avoir tout achevé avant que les Goths eussent atteint la Vénétie, ou du moins qu'ils en fussent sortis. Il donna des ordres pour que Milan, où l'empereur était renfermé, fût mis en bon état de défense et reçût une forte garnison; puis il gagna précipitamment le lac de Côme, qu'il traversa sur une barque avec quelques compagnons. Au pied de la montagne, il prit un sentier plus raide et plus difficile que la route ordinaire, mais qui conduisait plus promptement au but de son voyage. Un froid précoce couvrait de neige cette partie des Alpes, et la route n'était pas sans danger : Stilicon pourtant s'y aventure à cheval, presque seul, sans provisions, mangeant ce qu'il trouve, et s'abritant la nuit tantôt dans une caverne, tantôt sous le chaume d'un pasteur. Son apparition miraculeuse exalte le courage des légions; mais ce n'est pas tout : il veut voir lui-même les bandes ennemies, se présenter à elles, les gagner à sa cause. Des Barbares qui les composaient, les uns avaient fait la guerre sous lui comme fédérés; il avait combattu les autres comme général : tous le connaissaient. Pour ceux-là, il était le Romain Stilicon; pour ceux-ci, Stilicon le Vandale, le premier, le plus grand des Barbares. A son approche en effet ils déposent les armes. Stilicon les leur rend. « Venez avec moi, leur dit-il, et soyez soldats de l'empire. » L'argent distribué à propos aide à la séduction de ses paroles. Il choisit dans ses ennemis de la veille les plus braves et les mieux disposés, et les incorpore à ses troupes. Les légions de la Gaule étaient arrivées depuis peu. Il compose de tous ces élémens une bonne et forte armée, à laquelle il ordonne de le suivre; puis, prenant les devans avec un gros de cavaliers, il redescend la montagne par la route qui longeait le côté oriental du lac de Côme et la rive gauche de l'Adda.

Cette expédition, si accélérée qu'elle eût été, avait duré quelques semaines, et pendant ce temps-là Alaric était arrivé. Informé de tout ce qui se passait par de nombreux espions italiens ou barbares qu'il payait très grassement, il avait su le départ de Stilicon ainsi que le motif de son absence, et il avait immédiatement formé le projet d'enlever l'empereur. « Frappé de terreur, éloigné de tout secours, Honorius, se disait-il, acceptera toutes les conditions qu'il me plaira de lui imposer. » Sans s'arrêter donc à faire le siége des villes de la Vénétie ou de l'Émilie, il se dirigea sur Milan à marche forcée. Il occupait le pont de l'Adda et les deux rives du fleuve, quand Stilicon, vers la tombée de la nuit, donna dans ses avant-postes. Cette rencontre et la multitude de feux qui scintillaient dans la campagne comme des étoiles apprirent au régent ce qui s'était

passé. Retournant en arrière vers un gué qu'il connaissait, il y pousse son cheval, ses cavaliers en font autant, et malgré la rapidité du fleuve ils parviennent à gagner la rive opposée. Les Barbares, accourus au bruit, font pleuvoir sur eux, des deux bords, une grêle de dards et de flèches qui, grâce à l'obscurité, ne blessent personne. Le jour commençait à poindre, quand la petite troupe se trouva en vue de Milan. Les sentinelles, averties par les tourbillons de poussière que soulevait le galop des chevaux, donnèrent aussitôt l'alarme. On accourut de tous côtés sur le rempart. « Étaient-ce des amis ou des ennemis? se demandait-on, » lorsqu'on aperçut l'aigrette qui ombrageait le casque du régent. Pour se mieux faire reconnaître, lui-même, s'avançant au pied de la muraille, se découvrit et montra sa tête d'une blancheur éclatante, car, dans la maturité de l'âge, Stilicon avait déjà les cheveux d'un vieillard. Un cri de joie parti du rempart se propage aussitôt dans toutes les rues, les magistrats accourent aux portes, et Stilicon, entouré d'une foule enthousiaste, gagne le palais impérial : la ville se croyait sauvée.

Elle l'était en effet, et avec Stilicon la confiance entrait dans l'armée romaine, le découragement dans celle des Goths. Alaric, voyant son plan déjoué et craignant d'être enfermé lui-même entre les légions qui descendaient les Alpes et la garnison de la ville, fit retraite prudemment, et établit son quartier dans la Vénétie, où il se mit à tout ravager. Stilicon profita de ce temps de répit, et de l'arrivée des légions qui le suivaient, pour prendre une mesure qu'il jugeait indispensable, vu le caractère d'Honorius. Milan était un poste trop menacé pour y laisser un jeune prince et des eunuques qui se mouraient de peur; Ravenne convenait mieux, et le fils du grand Théodose pouvait s'y rassurer à l'abri de marais impénétrables. Stilicon l'y conduisit et disposa une partie de ses troupes dans la Cispadane, couvrant les abords de Ravenne et surtout ceux de Rome, si les Goths, ce qu'on pouvait craindre, tentaient une percée sur l'Apennin par la route de Bologne. L'ensemble des mesures prises par le régent consista d'un côté à défendre l'empereur, de l'autre la cité, tête et cœur de l'empire, et d'observer les mouvemens d'Alaric, en laissant cette armée désordonnée se consumer d'elle-même. Pour cela, il fallait abandonner les villes de la Vénétie et de la Ligurie à leur propre défense : Stilicon n'hésita pas à le faire, et la suite prouva qu'il avait raison. Bloqué en quelque sorte dans la Transpadane orientale, la pillant, la saccageant tout à son aise, Alaric n'en avait pas moins renoué ses négociations avec Honorius. Les propositions du Balthe étaient toujours les mêmes, avec plus d'impudence que par le passé : « il venait se mettre au service de l'empereur d'Occident, et il demandait, suivant son habitude, soit

qu'on lui octroyât un cantonnement en Italie, soit qu'on le fît passer en Gaule, afin de garder les provinces occidentales contre les entreprises des Barbares, ennemis de l'empire. »

La situation des Goths, tout maîtres qu'ils fussent du pays, n'était pourtant ni sans fatigue ni sans danger : à chaque pas des rivières profondes, des villes closes, des plaines inondées, à l'aide desquelles parfois les habitans savaient se défendre. Quand les chariots furent remplis de butin et que les chaleurs du printemps commencèrent à se faire sentir, une partie de l'armée se dégoûta et voulut retourner en Illyrie. Alaric s'y refusa obstinément, et, comme plus d'un chef influent approuvait le départ, il se tint sous la tente du roi un conseil dont les délibérations orageuses, divulguées au dehors, ont donné matière à un des plus curieux tableaux de Claudien. Le poète nous peint sous un aspect assez imposant ce sénat de Barbares courbés par l'âge, à la chevelure fauve et pendante, au visage couturé de cicatrices, aux manteaux de peau : élite de ces hommes qui avaient épouvanté l'Orient pendant un demi-siècle, tué un empereur et dépouillé la Grèce du trésor des arts. Chacun d'eux tenait dans sa main une haute lance à poignée d'ivoire, tout à la fois son bâton, son arme et l'insigne de son rang.

L'orateur du conseil, qui comptait parmi les plus considérables et les plus âgés des Goths, avait été, au dire du poète, le père nourricier d'Alaric, son tuteur dans l'enfance, son soldat dévoué plus tard; c'était lui dont la main avait attaché le premier carquois aux épaules du jeune homme aujourd'hui son roi. Par tous ces titres, il se croyait le privilége de lui parler librement, et il voulut plaider cette fois pour le salut commun. « Alaric, lui dit-il, il y a trente hivers déjà que notre peuple a franchi le Danube, et depuis ce temps il a traversé bien des épreuves; mais sa fortune n'aura jamais été en plus grand danger que maintenant, si tu t'obstines à rester ici. L'ardeur de la jeunesse bouillonne dans tes veines et t'emporte : écoute les conseils de l'expérience. Au lieu de t'aventurer au loin comme tu le veux, hâte-toi de partir avant que l'ennemi nous presse; par l'appât d'un nouveau butin, n'expose pas celui que tu as conquis; ne fais pas comme le loup qui s'enfermerait lui-même dans la bergerie, pour expier d'un seul coup tous ses larcins passés. Cette Étrurie si riche en vignobles, ce fleuve du Tibre, cette Rome, dont les noms sont toujours dans ta bouche, que sont-ils? Je l'ignore; mais si j'en crois les récits de nos ancêtres, jamais l'insensé qui porta la guerre contre cette ville n'eut à se réjouir de son audace. Les dieux l'habitent, et des feux surnaturels protégent, dit-on, ses remparts; une puissance inconnue lance la foudre sur l'ennemi qui ose l'approcher : est-ce Rome elle-même, est-ce le ciel? Ne cherchons point à le sa-

voir. Songeons plutôt que Stilicon nous guette avec une armée redoutable, et souvenons-nous de nos échecs d'Arcadie. » Ces derniers mots portèrent peut-être au cœur d'Alaric une blessure plus profonde que tout le reste. Se levant brusquement, l'œil en feu, la colère à la bouche, il insulta ce vieillard, qu'il appelait autrefois son père : « Si le grand âge, qui a glacé tes sens, ne t'avait pas enlevé la raison, s'écria-t-il, je ne laisserais pas tes lâches paroles sans châtiment. Quoi! tu m'oses conseiller la fuite! Quand l'empereur d'Orient m'a cédé ses droits sur l'Illyrie, quand cette nation m'a reconnu pour son chef, quand je suis maître et possesseur de vingt cités romaines, tu veux que j'aille demander refuge à mes esclaves, que j'étale à leurs yeux l'ignominie d'une fuite! Non, par les dieux de nos pères! je ne reverrai jamais en fugitif des lieux que j'ai parcourus triomphant. Je ne quitterai plus le sol de l'Italie que je tiens : vainqueur, j'y régnerai; vaincu, j'y serai encore par mes os. Que me parles-tu de dieux qui défendent Rome! les dieux m'ordonnent à moi de la prendre. Ce n'est pas une fable que ceci, ce n'est pas un rêve; beaucoup ont entendu comme moi une voix me crier du fond d'un bois sacré : « Marche, Alaric, marche au-delà des Alpes; cette année même tu parviendras à *la Ville;* là doit s'arrêter ta course! » Je marcherai encore, j'obéirai aux dieux : telle est ma résolution inébranlable! » A ces mots, le conseil se sépara en tumulte.

Tel est le récit de Claudien, composé lorsqu'Alaric quittait à peine l'Italie. Il n'a rien qui puisse le faire rejeter comme une pure fiction; c'est le récit public sous une forme plus colorée, c'est le fait historique poétisé à la manière des historiens anciens. Qu'on ne s'étonne pas trop qu'Alaric, quoique chrétien, y parle des dieux, il comptait beaucoup de païens dans son armée, et d'ailleurs le christianisme des Goths, si grossier et si récent, devait se trouver singulièrement entaché de formules et de souvenirs païens. En tout cas, on est étonné malgré soi quand on lit, dans un écrit publié huit ans avant qu'Alaric ne prît Rome, cette prétendue prédiction faite au roi barbare, qu'il pénétrerait jusqu'à la ville éternelle, et que là serait la fin de sa course ou de sa vie. Un fatal enchaînement de circonstances amena en 410 l'accomplissement de cet étrange oracle, mais on ne peut nier qu'il ne se soit accompli.

Le roi des Goths n'avait plus qu'un parti à prendre, marcher en avant, puisqu'il ne voulait pas reculer; il le prit résolûment. Il traversa la Ligurie, en évitant toutefois Milan, franchit le Pô, et se rapprocha en même temps des Alpes et de l'Apennin. Stilicon le suivait à courte distance. Après quelques hésitations, Alaric vint se poster dans la Ligurie subalpine, à Pollentia, où il sembla attendre la

bataille qu'il avait évitée jusqu'alors. Maître des défilés de l'Apennin occidental et de ceux des Alpes cottiennes, il dominait dans cette position la route de Rome par l'Étrurie maritime, et celle de la Gaule par les Allobroges. Vainqueur, il pouvait prendre la première; vaincu, il faisait retraite par la seconde, et dans sa défaite encore il se trouverait possesseur d'une grande moitié de l'Occident : c'était là son calcul, auquel Stilicon ne se trompa point, et bientôt l'armée romaine vint se déployer en face des Goths dans les champs de Pollentia. Elle se composait des légions, l'élite des forces de l'empire, d'un corps de Goths auxiliaires commandés par le païen Saül, Goth lui-même, et l'un des généraux de Théodose à la bataille de la Rivière-Froide, enfin d'une aile nombreuse de cavaliers alains dirigés par un chef de leur nation. Alaric, habitué à vivre avec des Barbares dont le métier était de se vendre au plus offrant, avait toujours l'argent à la main : j'ai dit qu'il avait gagné beaucoup d'espions parmi les Italiens; il sondait en toute circonstance la fidélité des auxiliaires, et osa même s'adresser au soldat romain. On peut supposer que, durant les jours où les armées furent presque en contact, il multiplia ses tentatives de corruption; du moins Stilicon, vaguement informé, conçut de l'ombrage contre ses auxiliaires. Ses soupçons ne pouvant atteindre Saül, personnage éprouvé, qui d'ailleurs se croyait au moins l'égal d'Alaric, il les porta sur le chef alain dont il surveilla attentivement les démarches : l'événement vengea le brave auxiliaire d'une injure qu'il ne méritait point. Les deux armées se trouvèrent en présence le samedi saint, qui tombait, en l'année 402, au cinquième jour d'avril : Alaric avait déjà établi son camp, Stilicon traça le sien, et de part et d'autre l'on se tint en repos jusqu'au lendemain.

Située non loin du Tanaro, au-dessus du confluent de ce fleuve et de la Stura, Pollentia, municipe considérable au temps du haut-empire, restait encore au ve siècle une ville importante. Elle était adossée, du côté de l'est, à une vaste forêt qui longeait le Tanaro dans la direction d'Asti, et que traversait un petit cours d'eau assez bizarrement appelé Urbis ou Urbs, c'est-à-dire *la Ville*. Cette étrange appellation servit plus tard à expliquer l'oracle d'Alaric, car, aux yeux des païens, il ne fallait pas qu'un oracle, même barbare, pût avoir tort : le Balthe avait pénétré jusqu'à *la Ville;* irait-il plus loin? On peut inférer des divers mouvemens de la bataille qu'Alaric avait établi son campement en face de Pollentia, sa droite appuyée sur les premiers massifs de la forêt, et sa gauche couverte par la rivière. Au centre probablement, et dans une enceinte de palissades et de chariots, suivant l'usage des Goths, se trouvait le camp proprement dit, qui contenait la femme et les fils du roi, avec son trésor, ainsi que

les familles et le butin de l'armée. Stilicon avait dressé le sien à l'opposite, interceptant à son ennemi l'accès des Alpes, et le resserrant entre la forêt et le fleuve. Le soleil levant les trouva dans cette position. Ce jour, ainsi que nous l'avons dit, était celui de la fête de Pâques, la première des solennités chrétiennes, et comme si, par un accord tacite des deux chefs, il eût été convenu qu'on ne profanerait point la sainteté du jour par une effusion de sang humain, aucun mouvement ne s'apercevait ni dans un camp ni dans l'autre Les Romains purent même en toute assurance vaquer à des devoirs religieux, et, suivant l'expression d'un contemporain, « adorer les autels de Dieu; » mais cette quiétude fut interrompue tout à coup par des cris accompagnés d'un grand tumulte : c'était le corps de l'infanterie gothique auxiliaire qui engageait le combat. Avait-elle été provoquée? provoquait-elle elle-même? L'inimitié des Goths d'Alaric contre les Goths de Saül avait-elle amené d'abord des menaces, puis des attaques aux avant-postes des deux armées, ou le défenseur païen de la cause catholique se riait-il des scrupules chrétiens, quand s'offrait à lui une bonne occasion de combattre? On ne le sut jamais. L'histoire témoigne seulement que le général romain fut étranger à cette prise d'armes.

Le combat une fois engagé, Stilicon dut le soutenir, et fit sonner le clairon d'appel. Les légions se rangèrent en bataille, précédées du labarum, que portait le draconnaire de la première cohorte, et chaque chrétien traça le signe de la croix sur son front, comme une sauvegarde et un acte de foi. Stilicon parcourait à cheval les rangs, infanterie et cavalerie, animant de sa voix les officiers et les soldats, et donnant ses instructions aux chefs auxiliaires. Quand il arriva au commandant des Alains, au lieu d'éloges et d'encouragemens, il n'eut pour lui que paroles de défiance et duretés. C'était un homme petit et faible de corps, en qui la nature avait mis un grand cœur et une énergie indomptable. Sous les soupçons du général, il comprima son indignation, mais ses yeux lançaient de sombres éclairs. Au moment de charger, ramassant toute sa force, il fait signe à ses escadrons de le suivre, et se jette tête baissée sur les Goths, là où il voit les bataillons les plus serrés. Il les enfonce, les culbute, et fait face lui-même à vingt ennemis à la fois; mais son corps n'est bientôt plus qu'une vaste plaie. Stilicon, effrayé de son audace, lui envoie l'ordre de revenir : l'enfant du Caucase obéit, revient, montre ses blessures, et tombe aux pieds de son chef, mort et justifié.

Cet incident faillit tout perdre, car la cavalerie alaine, privée de son guide et ne sachant que devenir, tourne bride et se débande. L'armée entière eût été entraînée, si Stilicon, prenant une légion avec lui, n'eût arrêté les Goths, qui se croyaient déjà vainqueurs, et laissé

aux escadrons auxiliaires le temps de se reformer. Le combat se rétablit; mais la journée fut rude et sanglante. Stilicon se portait sur tous les points qui semblaient menacés, remplissant le double rôle de général et de soldat. Une manœuvre heureuse amena les légions jusqu'au camp d'Alaric, qui fut attaqué et pris : le roi goth perdit alors courage et donna le signal de la retraite. Tout le butin des Barbares resta au pouvoir du vainqueur : c'étaient des chariots pleins d'or et d'argent, des vêtemens somptueux, des vases, des statues, fruits des dévastations de la Grèce. Les Goths fugitifs semaient ces trésors devant les pas des Romains pour arrêter leur poursuite; mais le légionnaire songeait plus à tuer qu'à piller. Le butin le plus précieux aux yeux de Stilicon fut la femme d'Alaric prise avec ses enfans dans sa maison roulante. On trouva aussi dans le camp une foule de captifs italiens ou grecs, dont cette victoire brisait les fers. Rendus à la liberté après de longues souffrances et ne sachant comment exprimer leur joie, ces malheureux embrassaient les genoux de leurs libérateurs et couvraient de baisers des mains dégouttantes de sang.

Alaric, pendant ce temps-là, faisait retraite le long du Tanaro, abrité par la forêt, et se réfugia dans les murs d'Asti. Stilicon vint l'en débusquer, et il y eut encore sur les bords de la petite rivière appelée *la Ville* un combat où les Romains eurent l'avantage. Passant alors le Tanaro, Alaric se retrancha dans une position formidable sur un des mamelons de l'Apennin. Il eût été difficile de l'y forcer, et une bataille perdue ou bien une marche désespérée du Balthe pouvait mettre la Toscane, Rome même en danger : Stilicon préféra ouvrir l'oreille à des propositions. Pour témoigner d'un sincère désir de conciliation, il renvoya au Barbare sa femme prisonnière, ne gardant près de lui que ses fils. Ce fut Stilicon qui posa lui-même les conditions de la paix, et il ne les dicta pas trop dures. Il fut convenu qu'Alaric sortirait de l'Italie par le même chemin qu'il y était entré, sans commettre ni vexations ni dégâts : ses enfans devaient servir de gages à la fidélité de ses promesses.

Il repassa donc le Pò dans l'attitude d'un vaincu, et traversa de nouveau la Ligurie sans s'arrêter. L'armée romaine le suivait en bon ordre avec toute la confiance de la victoire et le ferme propos d'exterminer les Goths, s'ils faisaient mine de violer le traité. Cependant toutes les humiliations pleuvaient sur cet homme, jadis si fier; la désertion se mit dans son armée; les soldats lui redemandaient leur butin et leurs familles, et il avait à subir chaque jour les reproches de ceux dont il avait repoussé les avis. L'idée de reparaître en fugitif dans son gouvernement d'Illyrie, toujours présente à son esprit, le déchirait surtout comme une insupportable torture. Il n'y

tint plus, lorsque, parvenu dans sa retraite entre le Mincio et l'Adige, il vit dans la forte place de Vérone un moyen de renouveler la lutte et de rappeler peut-être la fortune : il s'y jette donc, s'y renferme et défie Stilicon. La guerre recommence alors aux bords de l'Adige, acharnée des deux parts et presque sans quartier. Le siége durait : la famine et la peste se mirent dans cette malheureuse ville; les Goths surtout souffraient, et leur mécontentement contre le chef qui les sacrifiait ainsi à son orgueil alla jusqu'à la sédition. Alaric, désespéré, quitte la ville à l'improviste, et se réfugie dans la vallée de l'Adige, pour gagner de là la Rhétie, ou, s'il le peut, les Gaules; mais Stilicon le bloque de toutes parts. En vain retranché comme un lion dans une citadelle de rochers, il brave les menaces des soldats romains qui amènent devant lui ses fils enchaînés, comme pour les égorger à ses yeux; en vain il déjoue toutes les ruses et repousse tous les efforts, la faim le chasse encore de ce repaire, car son cheval en est réduit à manger l'écorce des arbres. Recueillant tout ce qui lui restait de forces, il fait une trouée dans les lignes romaines, et parvient à s'échapper sans que Stilicon puisse ou ose l'arrêter. Telle fut la fin de la campagne de Pollentia.

Rome était délivrée du plus grand danger qu'elle eût couru depuis bien des siècles; tous les cœurs romains le sentirent, toutes les voix proclamèrent Stilicon le sauveur de la patrie. Les païens comme les chrétiens, le poète Claudien comme le poète Prudence se firent les interprètes de la reconnaissance générale, celui-là au nom des anciens dieux, celui-ci au nom du Christ : au fond, le sentiment était le même; les deux cultes se donnaient la main dans une étreinte fraternelle au sortir d'un péril commun. Rome chrétienne disait « notre Stilicon » comme Rome païenne « mon Scipion, mon Marius. » Les partis se taisaient, laissant parler l'Italie. On ne se doutait pas encore que ce n'était point Alaric, mais Stilicon qui avait été défait à Pollentia; qu'Alaric, quoique arien, était un chrétien fidèle et pieux qui ne voulait point combattre le jour de Pâques, tandis que l'impie Stilicon violait de gaîté de cœur la sainteté de cette fête, ou plutôt l'avait fait violer traîtreusement en livrant la conduite de la guerre à un général païen; qu'Alaric enfin avait été appelé en Italie par Stilicon lui-même, dans la pensée d'opprimer l'empereur, et que dix fois, pendant la campagne, le Barbare aurait pu être détruit, mais que Stilicon le laissait toujours échapper, le réservant au saccagement de Rome. Ces choses se dirent, s'écrivirent, se publièrent plus tard : on ne les avait pas encore imaginées; le temps de l'injustice et de l'ingratitude n'était pas venu pour cet homme, dont les services étaient trop récens. La gloire qui l'environnait alors était donc sans mélange. Il voulut la reverser en partie

sur son gendre en l'amenant dans Rome à la demande du sénat, comme pour rétablir la paix entre les empereurs chrétiens et la ville des dieux. Honorius y vint de Ravenne, escorté par l'armée victorieuse, et son entrée se fit dans un char triomphal, Stilicon debout à son côté. C'était la quatrième fois seulement depuis Constantin qu'un césar adorateur du Christ visitait la cité de Jules César et d'Auguste. Mû par un sentiment respectueux dont Rome lui sut gré, Honorius ne souffrit point que les sénateurs marchassent à pied devant son char, quoique ce fût le cérémonial consacré; mais il y fit marcher l'un près de l'autre sa sœur Placidie et le jeune Euchérius, son beau-frère. Le sauveur de l'Italie était tout-puissant; rien pour le moment n'osait résister à ses désirs, et il voulut engager irrévocablement le mariage qu'il souhaitait avec tant d'ardeur, en montrant à la face du monde son fils et la fille de Théodose réunis côte à côte comme deux fiancés. Avoir brisé le caractère de l'orgueilleuse jeune fille ne fut peut-être pas la moindre victoire de Stilicon; mais ce fut son dernier triomphe.

IV.

Rome en effet sembla s'être réconciliée avec les empereurs chrétiens : Honorius y prit son sixième consulat au 1er janvier 404, et la date de ses lois témoigne qu'il y demeura une grande partie de l'année : c'était une exception notable et rare que des lois romaines fussent datées de Rome. Le sénat eût souhaité l'y retenir toujours, et le poète, interprète du sentiment public, osa dire au prince, en faisant parler la ville éternelle : « Cent ans se sont écoulés depuis que les Césars ont déserté mes murs; pendant ces vingt lustres je ne les ai revus que trois fois, et chaque fois ils venaient m'offrir en spectacle les roues de leur char rougies de sang romain, comme si une pieuse mère pouvait se réjouir dans le deuil de ses enfans! Ceux qui avaient succombé étaient des tyrans, soit; mais leur perte n'en était pas moins une blessure à mon sein. Entre enfans de la même patrie, frères naguère sous le même drapeau, la victoire est sans honneur, et la défaite digne de pitié. César tirait vanité des combats livrés en Gaule; Pharsale, il n'en parlait pas!... Vos trophées, à vous, prince, sont purs de toute souillure civile; conquis sur un Barbare furieux, ils absoudront les coupables triomphes qui ont affligé mes murailles! » Ces belles et mélancoliques paroles durent pénétrer au fond de toutes les âmes. Il y avait plus qu'un noble courage à les prononcer devant un fils de Théodose : avouées par lui, dictées peut-être par Stilicon, elles prenaient l'importance d'une déclaration politique et d'un engagement de liberté pour l'avenir.

Rome voulait recouvrer un ancien droit; Milan en revendiqua un nouveau. Devenue, dans l'organisation tétrarchique de Dioclétien, la résidence de l'Auguste d'Italie, cette ville se regardait depuis plus d'un siècle comme la métropole de l'Occident. Elle avait donc envoyé dès la fin de la guerre une députation à Ravenne pour combattre la députation de Rome, dans ses prétentions sur l'empereur et le siége de l'empire : le droit de Milan se fondait sur une possession centenaire, ainsi que l'exposait un mémoire dressé par la municipalité elle-même, et que devait soutenir l'ex-consul Mallius Théodorus, chef de la députation. Le plaidoyer de Milan ne prévalut pas contre celui de Rome, mais les deux villes continuèrent la lutte avec une vivacité qu'expliquaient assez l'orgueil et l'intérêt municipal. Honorius les mit d'accord en choisissant Ravenne, séjour qui convenait à son caractère timide et à ses occupations puériles, bien mieux que Milan, où l'on courait risque d'être surpris par un coup de main, et que Rome, où, après tout, la postérité de Théodose se trouvait mal à l'aise en face d'une aristocratie hautaine, exclusive, polythéiste par situation ou par devoir.

L'année suivante, car les périls s'accumulaient sur Stilicon comme pour éprouver son génie, un danger nouveau et plus grand, parti non plus de l'est, mais du nord de l'empire, fit oublier dans Rome Alaric et les frayeurs de Pollentia. Les Huns, maîtres des steppes du Dniéper d'où ils avaient balayé les Visigoths, s'avançaient vers la frontière romaine par un progrès irrésistible. Chaque année, le camp de chariots où siégeait leur roi faisait un pas de plus le long du Danube. Ils occupaient maintenant le grand amphithéâtre des Carpathes et fondaient au milieu des marécages de la Théiss cette domination qui fut si longtemps le fléau de l'Europe. Tout cédait ou fuyait devant ces hordes hideuses où l'imagination des Germains, croyait voir une armée de démons, issus du commerce impur des sorcières avec les esprits infernaux. Des peuples de toute race, refoulés, déplacés, encombraient la vallée du Danube, se croisant, se choquant, se culbutant les uns les autres. Comme un lac soulevé qui se creuse un passage, cette masse de nations, pressée à l'est et au nord, déborda vers l'ouest et le midi. Deux grands courans d'émigration se formèrent : l'un qui menaçait l'Italie par les Alpes, à travers la Pannonie, l'autre qui, remontant le Danube sur ses deux rives, marchait dans la direction de la Gaule.

Le premier courant déboucha sur la Ligurie par les Alpes tridentines, à l'improviste, et avant qu'aucune mesure eût été prise pour fermer les passages. C'était une multitude confuse d'hommes, de femmes, d'enfans, appartenant à toutes les races, parlant tous les idiomes barbares. On y comptait, les uns disent deux cent mille, les

autres quatre cent mille hommes armés; douze cents chefs les commandaient et obéissaient à leur tour à un roi de guerre, qui se nommait Rodogaïse ou Radagaise. Radagaise était Goth de naissance, mais son nom rappelait celui d'une divinité vendo-slave, Radegast, dieu de la guerre et des conquêtes, auquel peut-être ce chef d'aventuriers s'était lui-même consacré, car il était prêtre et roi. On le voyait chaque jour consulter avec dévotion ses sombres divinités, et leur sacrifier victime sur victime. Il se vantait de leur préparer une hécatombe « qui apaiserait pour longtemps, disait-il, leur soif de sang humain : » cette hécatombe, c'était la population de Rome qu'il avait vouée tout entière à la destruction. Comme s'il eût eu hâte en effet d'accomplir son vœu, il ne séjourna point dans la Haute-Italie, il ne perdit point de temps à piller, mais se dirigea à grandes journées vers la route qui conduisait de Bologne à Rome, à travers les Apennins et l'Étrurie. Son armée, pour la facilité de la marche, se divisa en trois corps dont il commandait le premier et le plus nombreux. Tout dans cette invasion avait été inattendu, rapide, irrésistible.

Stilicon, surpris cette fois, n'eut que le temps de se renfermer dans Pavie où il se tint en observation, tâchant de rallier autour de lui les forces disséminées dans la Haute-Italie. Il réunit ainsi trente légions qui ne représentaient guère à cette époque qu'un effectif de trente mille hommes de troupes nationales, auxquelles s'adjoignirent une division de fantassins goths sous les ordres de Sâr ou Sarus, espèce de géant barbare dont l'audace égalait la force prodigieuse, un corps de cavalerie hunnique commandé par Uldin, un des rois de cette nation, et quelques escadrons alains. Sitôt qu'il eut aperçu le mouvement de l'ennemi vers Bologne et l'Apennin, il partit lui-même précipitamment pour gagner, le long de la mer, les plaines de la Toscane et saisir Radagaise, s'il était possible, à la descente des montagnes; mais, quelque diligence qu'il fît, il arriva trop tard : Radagaise était déjà devant Florence, dont il faisait lui-même le siége, tandis que les deux autres divisions de son armée se répandaient au loin pour réunir du butin et des vivres. Déjà Florence aux abois parlait de se rendre, lorsqu'un citoyen de haut rang vint trouver les magistrats et leur dit que la nuit précédente l'évêque Ambroise lui était apparu, et ordonnait de tenir bon jusqu'au lendemain, qui serait le jour de la délivrance. Cet homme avait reçu autrefois sous son toit l'évêque de Milan, mort depuis quelques années, et les Florentins aimaient à voir un protecteur de leurs foyers dans ce saint qui avait été leur hôte. Soit que les magistrats crussent à la vérité de l'apparition, soit qu'ils cédassent à un sentiment patriotique en essayant un dernier effort, la défense du rempart fut

reprise, et on attendit. Le lendemain, Stilicon paraissait en vue de la ville. Radagaise, surpris à son tour, tenta à peine de combattre. Chassé de ses lignes par l'armée romaine et repoussé l'épée dans les reins vers l'Arno supérieur, il gagna en désordre la ville de Fésules, aujourd'hui Fiesole, à trois milles de Florence. Là, sans se donner le temps de rallier ses bandes éparses, il se retrancha sur une montagne qui formait une des dernières élévations de l'Apennin. Stilicon ne chercha point à l'y forcer; il se contenta de l'entourer d'une ligne de blocus, comme il avait fait d'Alaric en Arcadie, sur la montagne de Pholoë.

Le combat de Florence avait été vivement et heureusement conduit; la bravoure des légions s'était montrée sans reproche; toutefois l'honneur de la journée appartint à l'infanterie gothe de Sarus et à la légère cavalerie hunnique, qui, battant le pays, massacra tous les Barbares qu'elle put atteindre, et dispersa le reste. Bloquée au sommet d'une montagne aride et escarpée, sans eau ni vivres, l'armée de Radagaise ne tarda pas à souffrir de la faim et de la soif. C'était le calcul de Stilicon, qui voulait laisser l'ennemi se consumer lui-même, et contenait l'ardeur du soldat romain dans ses retranchemens, où les vivres et le vin étaient à profusion. Aussi n'éprouva-t-il que de faibles pertes, tandis que les masses barbares, comme dans un spectacle funèbre joué sous ses yeux, passaient de la famine à la peste et de la peste à la frénésie du désespoir. Les malheureux ne cherchaient même pas à se battre, la contagion et la peur suffisaient à les moissonner chaque jour par milliers. Radagaise lui-même, saisi d'une folle épouvante, comme s'il eût senti la main d'un Dieu vengeur, ne songea plus qu'à fuir, et, abandonnant ses soldats qui mouraient, il parvint à franchir les lignes romaines sous un déguisement. Pris et reconnu, il fut ramené au pied de la montagne, où on lui trancha la tête à la vue de son peuple. Tout fut alors terminé, les Barbares se rendirent à merci; mais cent mille des leurs jonchaient la plaine de Florence ou les vallées de Fésules; le reste, exténué et malade, alla mourir dans les marchés à esclaves, où on les entassait la chaîne au cou. Cette marchandise humaine, selon le rapport des historiens, tomba pour lors à si bas prix que les prisonniers se vendaient en bloc, comme des troupes d'animaux, à un écu par tête.

Rome, deux fois sauvée, salua de nouveaux cris d'admiration son libérateur et son père. On arrêtait les soldats sur les routes pour les couronner de rameaux et de fleurs, et le sénat érigeait un arc triomphal en mémoire de la victoire de Fésules. Stilicon avait atteint le point culminant de sa fortune: mais son poète favori l'avait dit :

Tollunt'ur in altum,
Ut lapsu graviore ruant (1).

La prédiction allait s'accomplir.

L'invasion de Radagaise avait traversé l'Italie comme une de ces trombes qui laissent après elles plus d'épouvante que de ruines; mais, en passant, elle avait touché la corde mystérieuse qui réveillait toutes les passions de ce siècle. L'étrange et sinistre figure de ce païen, missionnaire des dieux du nord, arrivé on ne savait d'où, comme pour venger les dieux du midi, de ce pontife de Radegast ou de Thor, qui promettait pour consolation à Jupiter abandonné une hécatombe de ses adorateurs, ces sacrifices perpétuels adressés à des puissances inconnues suivant des rites inconnus, cette barbarie du ciel conjurée avec celle de la terre, tout cela avait ébranlé fortement des imaginations superstitieuses. Rome s'était crue perdue. On ne voyait plus dans ses rues, pendant tout le temps qu'avait duré cette guerre, que des troupes d'hommes et de femmes courant comme des forcenés qu'agitent les furies, ou agenouillés, les bras tendus vers des statues mutilées. On n'entendait plus que gémissemens sous les voûtes moisies des temples. « Comment résisterions-nous à un ennemi qui sacrifie, nous qu'on empêche de sacrifier? » s'écriaient les païens avec rage, et alors éclataient les imprécations, les blasphèmes, les menaces contre la religion du Christ et contre les lois des successeurs de Constantin. Les chrétiens, de leur côté, n'étaient pas moins troublés : les faibles et les douteux attendaient avec angoisse que la guerre prononçât entre les deux religions, et les plus fermes esprits n'envisageaient pas sans effroi l'effet moral qu'une défaite produirait pour la foi du monde.

Mais quand cette grande menace se fut dissipée comme un rêve, les chrétiens revendiquèrent l'honneur d'une victoire dont le profit était à eux; plus elle avait été rapide, complète, inespérée, plus elle semblait leur appartenir, plus d'ailleurs elle répondait aux perturbations secrètes qui avaient rempli toutes les âmes. Voir dans les événemens de Florence et de Fésules autre chose que le bras de Dieu exterminant des païens barbares pour confondre les païens romains, ce fut, aux yeux de leurs théoriciens, une erreur favorable au paganisme et, mieux encore, une impiété. Dans ce système, la gloire et les services de Stilicon devenaient un embarras : on les atténua, on les effaça, on les nia. Des versions combinées dans cette intention, et que nous pouvons lire encore, présentèrent ce général et l'armée romaine comme de simples spectateurs de la victoire,

(1) Plus haut on monte, plus rude est la chute.

qui n'avaient pas tiré l'épée, pas eu un seul mort, pas un blessé; mais qui buvaient, mangeaient et se divertissaient (tels sont les termes du récit d'Orose) pendant que le ciel se chargeait de tout faire. Malheur à qui fût venu réclamer sa part de gloire contre Dieu! Stilicon se tut. La secousse une fois donnée aux passions religieuses, on vit la polémique, qui avait semblé s'assoupir, se réveiller avec une âpreté nouvelle : les disciples de Symmaque d'un côté, les disciples d'Ambroise de l'autre, recommencèrent la lutte. Augustin lui-même prit la plume, et on agita de nouveau, sous toutes ses faces, en vers comme en prose, la question vitale de l'ancien monde, à savoir si le christianisme était venu le perdre ou le sauver.

V.

Les partis se reconstituèrent donc sous les traits ardens de la controverse. L'exécution de la loi prohibitive des sacrifices ne marchait d'ailleurs qu'à travers des embarras et des luttes dues souvent à la violence des exécuteurs. Un grand nombre d'édifices païens étaient tombés sous le marteau, en Gaule et en Afrique, et le fameux sanctuaire de Vénus Céleste, antique orgueil de Carthage, pris en quelque sorte d'assaut par l'évêque de la ville, venait d'être transformé en église. Cet exemple animait les fidèles et le clergé d'Italie qui accusaient de tiédeur et presque de trahison les conseillers catholiques d'Honorius. Les nouvelles arrivées d'Orient semblaient donner raison aux plus exagérés. Là Jean Chrysostome, mettant de côté le gouvernement et les lois, avait fait directement appel à la milice du désert, pour la destruction de l'idolâtrie. A sa voix, une armée de moines, étrangers au monde et presque sauvages, était sortie des solitudes cénobitiques, la masse ou le levier en main, et parcourait les campagnes de la Palestine, ne laissant après elle que des ruines de dieux ou de temples. « Voilà, disait-on à Ravenne et à Milan, comment il faut servir la foi! » Et les lauriers des moines d'Orient empêchaient plus d'un Occidental de dormir. Pour mettre à l'abri les objets de leur culte, les païens de leur côté construisaient des cachettes dans leurs maisons ou au fond de leurs jardins; tantôt les simulacres étaient transportés dans des cavernes écartées dont on dissimulait l'entrée avec des ronces, mais que les paysans connaissaient; tantôt, dans des spectacles profanes qui se donnaient surtout la nuit, on faisait apparaître tout à coup des images de dieux, et l'on représentait les sacrifices prohibés. En plusieurs lieux, les populations païennes, poussées à bout, prirent les armes et égorgèrent les chrétiens : la persécution appelait la vengeance et le fanatisme répondait au fanatisme.

On comprend qu'avec une pareille exaltation des esprits, le gouvernement de Stilicon et ses timides tempéramens ne contentèrent bientôt plus personne : païens et chrétiens l'attaquèrent à la fois. Les souvenirs des guerres civiles furent invoqués contre lui, et il redevint, dans les conciliabules du polythéisme, le spoliateur du Capitole, le destructeur des livres sibyllins, un sacrilége, un parricide « voué au Tartare à côté de Néron, et plus criminel que Néron, car le fils d'Agrippine n'avait tué que sa mère, et Stilicon tuait Rome, la mère du genre humain. » Ainsi s'exprimait, dans des vers que nous avons encore, le poète gaulois Rutilius, préfet de Rome quelques années après et païen convaincu. Les conciliabules chrétiens le ménageaient encore moins, et ils mettaient dans leurs attaques un concert, une autorité morale qui manquaient aux autres. Toutefois, n'osant pas accuser de paganisme un homme si odieux aux vrais païens, on en accusa son fils Euchérius.

Ce jeune homme, qui venait d'atteindre sa dix-septième année, avait reçu l'éducation romaine la plus libérale, la plus complète qu'on pût recevoir en ce siècle; mais plus elle était complète, plus les professeurs que le rang et la gloire du père attiraient près du fils avaient de renommée dans les sciences profanes, plus dans l'opinion des chrétiens l'éducation d'Euchérius se trouvait entachée de paganisme. Un maître de rhétorique, de philosophie, de poésie, interprète de systèmes ou d'ouvrages littéraires fondés sur le polythéisme, était assez naturellement soupçonné d'être lui-même païen, pour peu qu'il admirât ses modèles : or du maître à l'élève il n'y avait qu'un pas, et la présence assidue de Claudien dans la famille de Sérène donnait assez naturellement couleur aux suppositions. Sans s'arrêter à rien éclaircir, les partis décidèrent qu'Euchérius était païen. On alla jusqu'à citer de lui des propos menaçans contre le christianisme. Nouveau Julien, disait-on, il avait promis aux hiérophantes et aux sophistes, ses maîtres, d'inaugurer son principat par le rétablissement des temples et le renversement des églises; ceux-ci s'étaient engagés en retour à lui livrer bientôt le trône de Théodose. Tout était reproché à ce jeune homme, jusqu'à la popularité de son père, jusqu'aux efforts sincères de ce dernier pour établir la tolérance religieuse. On n'y voulait voir qu'un moyen de séductions et de complots habilement employé près des polythéistes pour perdre l'empereur et porter Euchérius à l'empire. Par cette double accusation, on espérait envelopper dans le même lacs le père et le fils.

Une autre arme tomba bientôt aux mains des partis, qui s'en servirent avec une habileté perfide. Il y avait sept ans déjà que Marie portait le double titre d'épouse et d'impératrice, et depuis ce temps elle n'avait jamais donné aucun signe, aucune espérance de gros-

sesse. Que la stérilité de cette union vînt d'elle, qu'elle vînt au contraire du dédain ou de l'impuissance d'Honorius, peu importait à la méchanceté publique : on en fit un crime à Stilicon. On prétendit que Sérène, pour faciliter à son fils l'accès de ce trône qu'elle convoitait tant, avait administré à son gendre un breuvage vénéneux qui avait éteint en lui les sources de la virilité. A une époque où la croyance aux sortiléges et aux philtres était générale, où la loi même, en prononçant contre les opérations magiques et les enchantemens des peines d'une extrême rigueur, semblait en attester la réalité, un pareil bruit, accueilli par les indifférens comme possible, devint assuré pour les ennemis. D'autres, sans nier le fait, essayèrent d'en donner une explication qui écartait faiblement l'idée d'un crime.

Maintenant qu'on ne croit plus aux philtres, quand on pèse impartialement toutes les hypothèses possibles, et qu'on fouille les replis les plus cachés du cœur humain, on se demande si Stilicon et Sérène n'avaient pas donné par leur attitude quelque matière à la calomnie; si, voyant la race directe de Théodose frappée de caducité dans ce jeune homme débile ils ne s'étaient pas dit qu'il fallait se préparer à l'événement et le faire tourner au profit de leur fils. Entre un tel calcul, s'il exista, et une conspiration politique ou un attentat odieux sur le prince, la différence est trop grande pour que l'histoire soit obligée d'y insister. Les historiens polythéistes, si contraires qu'ils soient au régent, et il y en a certes de bien opposés, n'admettent ni l'imputation de complot, ni celle d'attentat prémédité à la personne d'Honorius. Il faut y voir surtout l'œuvre du parti chrétien.

Placidie sans doute suivait d'un œil satisfait les déchiremens domestiques qui justifiaient son refus d'épouser Euchérius, ou le fortifiaient du moins. Plus Sérène s'obstinait à lui imposer ce mariage, plus la sœur d'Honorius mettait son devoir à le repousser. On avait eu beau annoncer le futur hymen par toutes les voix de la renommée, la traîner en personne devant le char de son frère, comme une victime condamnée aux fiançailles, la montrer enfin, dans les poétiques tableaux de Claudien, parée du flammeum et livrant son front pudique aux baisers d'Euchérius : elle restait inébranlable, et appelait à l'aide de ses répugnances personnelles l'exaltation de ses sentimens catholiques. Cet état d'opposition dans la famille de son tuteur put mettre en évidence la mâle énergie de son caractère, tandis que l'âge développait en elle une beauté qui devait un jour mettre à ses pieds le monde barbare comme le monde romain. Catholique enthousiaste à l'égal de son père, fière du nom de Théodose et ambitieuse de régner par elle-même, elle sentait que le sceptre tiendrait mal dans les mains du faible Honorius, et s'apprêtait peut-être à le ramasser bientôt. Elle n'avait pas encore dix-

neuf ans, et déjà le parti de l'unité catholique plaçait en elle sa plus ferme espérance. Les intrigues s'agitaient autour d'Honorius, la politique allait chercher Placidie.

De ces deux accusations liées l'une à l'autre, et au moyen desquelles on espérait perdre Stilicon, la principale, celle du crime de conspiration, ne pouvant aucunement se soutenir, la seconde tombe d'elle-même. Faire d'Euchérius un païen, sans un complot suivi d'une révolution religieuse, c'eût été pour Stilicon, d'après l'esprit du temps, un acte insensé, et, en admettant un instant le complot, l'acte n'eût guère été plus sage. Stilicon se serait aliéné, par cette apostasie indirecte, la masse entière des chrétiens, sans gagner la minorité faible et dédaigneuse dont mieux que personne il connaissait les rancunes; mais, si improbables qu'elles fussent, les deux accusations cheminèrent ensemble, alarmant d'un côté les amis de la maison de Théodose, de l'autre les partisans de l'unité catholique. Elles circulèrent d'un bout à l'autre de l'empire sous le patronage de noms vénérés, de grands évêques et de grands docteurs, que l'ardeur même de leur foi et le désir d'en écarter les périls portaient à croire beaucoup sur le compte de leurs adversaires. Les évêques qui, à l'exemple d'Ambroise, s'étaient d'abord rapprochés de Stilicon, s'en éloignèrent. Il se forma à la cour de Ravenne un gouvernement occulte tout prêt à saisir le jeune prince dès qu'il oserait secouer les derniers liens de sa tutelle. Stilicon semblait indifférent à ces attaques : soldat avant tout, il puisait sa force dans sa confiance. Quand ses amis essayaient de lui ouvrir les yeux, il les repoussait avec une incrédulité impatiente. Il avait besoin de croire toujours à la reconnaissance de Rome et à l'attachement de son pupille; surtout il ne voulait pas s'avouer à lui-même que son étoile avait pâli.

L'année suivante, 406, amena la perte de la Gaule, triste contrepartie de la victoire qui avait sauvé l'Italie. Ce second courant d'émigration barbare que nous avons fait voir remontant la vallée du Danube pour descendre dans celle du Rhin et se jeter sur la Gaule traversa la frontière romaine, près de Cologne, sans trouver presque de résistance, tant les camps permanens du Rhin étaient alors dépeuplés et presque déserts. Les Alains le conduisaient, et s'étaient grossis en route des Suèves et des Vandales-Astinges, qui avaient à leur tour traîné les Vandales-Silinges, fédérés de l'empire et compatriotes de Stilicon. Une fois entrées, leurs bandes, traversant la Gaule dans toute sa longueur, allèrent se cantonner entre les Pyrénées et la Loire, comme pour tenir à leur discrétion les deux riches provinces d'Espagne et de Gaule. Pour comble de désordre, les légions de Bretagne se révoltèrent, nommèrent empereur un simple soldat dont le nom leur parut de bon augure (il s'appelait Constantin), et vinrent

l'imposer à la Gaule, qui l'accepta ainsi que l'Espagne : la vaste préfecture transalpine se trouva par là séparée de l'Italie. Cette catastrophe lamentable arracha un cri de douleur au monde romain. Les Barbares avaient franchi aisément la frontière gauloise, parce qu'elle était dégarnie de troupes; mais ces troupes étaient en Italie, chargées de la défense du centre de l'empire : c'étaient elles qui avaient vaincu Alaric et détruit Radagaise. En les tirant de leurs cantonnemens du Rhin, Stilicon n'avait fait qu'obéir à la nécessité, puisque la Pannonie, occupée par les Barbares, et l'Illyrie, réunie à l'empire oriental, ne fournissaient plus de soldats à l'Occident. Cependant, on l'accusa non pas seulement d'imprévoyance, c'était trop peu pour les partis, on l'accusa de trahison. Le sauveur de Rome fut dénoncé au monde comme un perfide qui ouvrait les frontières de l'empire aux Barbares, qui les excitait à s'y jeter, afin d'usurper plus aisément le trône impérial à la faveur du désordre : c'était toujours la même imputation, destinée évidemment à frapper l'esprit du timide empereur. Et si difficile qu'il fût de croire qu'un général victorieux, qui n'avait qu'à vouloir pour renverser un enfant, eût préféré attendre et s'amuser à perdre l'état pour avoir l'honneur de le sauver toujours, cette croyance se propagea, et volontairement ou involontairement beaucoup d'esprits l'acceptèrent. Augustin l'admit; Jérôme, écho lointain des bruits de l'Italie, écrivait, du fond de son ermitage de Bethléem : « C'est le demi-Barbare qui tourne contre l'empire les trésors et les forces de l'empire. » — « Il nous pille afin de soudoyer les barbares, disait Orose. Que lui importerait de verser tout ce qu'il y a de sang humain sur la terre, pourvu qu'il pût voir un moment la pourpre sur les épaules de son fils unique? » Quand on lit ces lignes, quand on parcourt les écrits contemporains, on est effrayé malgré soi de l'aveuglement des préventions humaines, et l'on suit avec un sentiment douloureux les progrès de cet orage qui va s'amoncelant sur la tête du dernier homme capable de soutenir encore le nom romain.

Les attaques directes à la personne de Stilicon, et ces invasions répétées de Barbares, les uns victorieux, les autres vaincus, ramenèrent les esprits sur une question qui allait de pair, pour l'importance, avec la question religieuse, celle des étrangers, de leurs droits, de leur place dans cette société à laquelle ils donnaient leur sang : question aussi vieille que Rome, toujours disputée, presque toujours tranchée par la force, et qui éclatait par intervalle avec une violence terrible. Au IVe siècle, les étrangers, c'étaient les Barbares dans leurs différentes conditions, auxiliaires, colons, hôtes, fédérés, et plus ils s'assimilaient, plus ils devenaient Romains, plus aussi ils devenaient exigeans sur leurs priviléges; mais le vieil esprit quiritaire, exclusif et jaloux, était toujours là, marchandant, dispu-

tant le terrain aux nouveau-venus. Tantôt le sénat réclamait contre l'avilissement prétendu des dignités romaines; tantôt la jalousie gagnait les légions, qui voyaient de mauvais œil les récompenses accordées à leurs camarades auxiliaires; alors les camps se soulevaient aux cris de *mort aux Barbares!* et une soldatesque égarée massacrait ses généraux ou son empereur. Ainsi tout récemment avait péri Gratien. Ces préjugés irritables, on les excita contre Stilicon; on prétendit que l'ami de Théodose ne se fiait qu'aux auxiliaires, n'avait de faveurs que pour eux, et ménageait jusqu'aux barbares ennemis de Rome, témoin Alaric, qu'il avait laissé échapper quand il pouvait le détruire. Cette qualification injurieuse de *demi-barbare*, que ses ennemis employaient contre lui, circula comme un mot d'ordre parmi les légions, et le soldat romain, travaillé en tous sens, se détacha peu à peu du chef qui avait longtemps fait son orgueil. Par un retour naturel des choses, le soldat barbare s'attacha à Stilicon, et les ennemis de ce grand homme firent précisément pour lui ce qu'ils l'accusaient d'avoir fait. Il se forma un parti qui soutint l'égalité des Barbares contre les exclusions du parti national.

Ce parti de l'égalité des Barbares fédérés vis-à-vis des Romains, du moins quant aux dignités de l'état, se liait plus qu'on ne le supposerait au premier coup d'œil aux partis religieux. Les Goths, devenus les plus importans de tous les Barbares au service de l'empire, étaient chrétiens, mais chrétiens ariens, en vertu des conditions mêmes de leur admission en Mésie. Les autres appartenaient aux croyances païennes : aucun n'était catholique. Ils se trouvaient donc frappés par les lois religieuses de Théodose, mais ils avaient gagné assez de puissance et de fierté depuis trente ans pour ne plus changer de religion au gré d'un empereur romain. Les lois de Théodose contre les païens et les hérétiques ne leur avaient jamais été appliquées, contre le vœu du parti national, qui demandait à grands cris qu'on les y soumît. On voit comment purent se rencontrer par la communauté du but le parti national et le parti de l'unité catholique; comment, d'autre part, les religions dissidentes furent amenées à s'entendre avec les Barbares; et l'on comprendra que Stilicon, lorsque les passions qui couvaient secrètement éclatèrent au jour, se trouvât le chef naturel des deux partis, de l'égalité des Barbares et de l'égalité des religions, tandis que les deux autres se rapprochaient et se confondaient dans la même ligue. Son plus dangereux antagoniste et l'infatigable agent de la propagande militaire dirigée contre lui était un certain Olympius, officier supérieur dans la milice palatine, hypocrite ambitieux dont Stilicon avait fait la fortune, et qui déguisait, sous les dehors d'une extrême simplicité et d'un complet détachement du monde, une soif inextinguible de pouvoir. Une de ses pratiques habituelles, pour se glisser dans la confiance

des troupes, était de visiter dans leurs chambrées les soldats malades, au moyen de quoi il étudiait la disposition des esprits, semait à propos ses confidences et disposait les fils de ses intrigues. Sa feinte piété l'avait fait bien venir des évêques et de l'empereur, qui se recommandait à ses prières; il correspondait avec Augustin, et malgré l'incapacité dont il ne donna que trop de preuves après qu'il eut ramassé la dépouille de Stilicon, il devint, dans le parti contraire au ministre, un personnage important et la cheville ouvrière d'un grand complot.

Loin de fléchir et de se laisser abattre, le génie de Stilicon prit un élan nouveau sous le poids des embarras et des attaques. Par une combinaison étrange en apparence, il alla chercher le salut de l'empire où était précisément son danger, et quand les nations barbares semblaient conjurées à la perte de Rome, il rêva de lui donner pour sauvegarde le plus terrible représentant de la barbarie. Alaric, inépuisable en ressources, s'était bientôt relevé de son échec à Pollentia; les Barbares oublient vite, et la pointe hardie de Radagaise jusqu'à Florence, à une si petite distance de Rome, animait plutôt la convoitise des aventuriers du Danube que deux défaites ne la décourageaient. Une fois rétabli dans sa situation première, et tout aussi redoutable qu'en 402, le Balthe avait repris ses anciennes négociations, avec un calme imperturbable : son thème était toujours le même, il se mettait lui et son peuple à la disposition de l'empire d'Occident pour porter la guerre, soit en Grèce contre Arcadius, soit dans la Gaule contre le tyran qui l'occupait et les Barbares qui la dévastaient. Un brevet de maître des milices et de l'argent pour ses armemens, c'était tout ce qu'il demandait. Plus les affaires de Rome s'assombrissaient, et plus le roi des Goths devenait pressant, plus il sentait que Stilicon était au moment de céder. Il lui envoya enfin à Ravenne, au commencement de l'année 408, une ambassade officielle avec les bases d'un traité d'alliance qui, cette fois, fut discuté sérieusement de part et d'autre. La hardiesse, la ténacité, l'habileté militaire déployées par le roi goth dans sa campagne de Pollentia lui avaient valu l'estime de son vainqueur : Stilicon se sentait même un secret penchant pour cet autre Barbare de génie. Avoir sous sa main un tel homme, un tel peuple, se servir d'eux comme d'instrumens pour restituer à l'Occident ses territoires perdus, et replacer Rome à la tête du monde, c'était à ses yeux, en de telles conjonctures, le chef-d'œuvre de la politique romaine.

Des deux hypothèses admises dans le projet d'alliance : envoyer les Goths au-delà des Alpes ou se servir d'eux pour faire rentrer les provinces grecques sous les lois de l'Occident, la seconde était évidemment la plus facile à résoudre, puisque, Alaric étant rentré dans son cantonnement, il suffisait de changer le titre d'occupation pour

faire passer la province entière, presque sans coup férir, d'un gouvernement à l'autre. Comme l'Italie avait toujours à cœur la perte d'une contrée si magnifique, pour laquelle elle avait récemment tenté deux guerres contre Rufin et contre Eutrope, Stilicon fut d'avis qu'on commençât par là. On s'occuperait plus tard du sort des Gaules, se disait-il : il y avait même possibilité de s'entendre avec le tyran qui tenait cette province. On traita donc pour l'Illyrie, et quoique l'empereur, tout en approuvant la convention, ne l'eût pas encore signée, le brevet de maître des milices fut délivré au roi goth à qui des subsides de guerre furent assurés. Sur de tels engagemens, Alaric se mit en route pour l'Épire où Stilicon le devait rejoindre afin de prendre au nom de l'Occident possession solennelle du pays. Le régent allait partir lorsqu'il reçut une lettre d'Honorius qui lui défendait de quitter l'Italie. L'ordre était si absolu, rédigé en termes si impérieux, qu'il n'osa l'enfreindre. On lui remit en même temps un billet de Sérène qui le suppliait de ne point allumer les brandons de la guerre civile, de ne point armer le frère contre le frère : il baissa la tête et sentit que tout était perdu.

On pouvait deviner sans beaucoup de peine ce que ferait Alaric dès qu'il se croirait joué. Déjà passé en Épire, il retourna sur ses pas et vint camper à quelques milles en-deçà de la frontière italienne, menaçant et arrogant. Il demanda à l'empereur 4,000 livres pesant d'or, comme indemnité de ses frais d'armement et de marche. Stilicon, tout en reconnaissant la demande légitime, voulut la porter devant le sénat pour sa propre justification. La discussion y fut vive, et révéla dans cette assemblée, qui devait sa résurrection au régent, une sourde irritation et des jalousies inexplicables. Stilicon s'entendit gourmander, au nom de la majesté romaine, de ce qu'il n'avait point tout d'abord préféré la guerre, comme si la guerre eût été possible. Un sénateur s'écria, du ton d'un Gracchus ou d'un Caton : « Ce que tu conseilles, ô Stilicon, n'est pas une paix, mais un pacte de servitude! » puis il se réfugia dans une église, craignant ou feignant de craindre pour sa vie. Le ministre, avec un grand calme, expliqua son plan, ses engagemens vis-à-vis d'Alaric, et l'opposition de l'empereur, dont il produisit la dépêche, et finit par rejeter la faute sur Sérène, qui, dans une intention respectable, avait voulu conserver la paix entre les deux princes. « J'étais certain du succès, ajouta-t-il, et l'Illyrie orientale nous appartiendrait aujourd'hui. » Le sénat se déclara convaincu; mais son attitude n'était point faite pour rassurer Stilicon.

Un événement domestique sembla rétablir dans la famille impériale la concorde si profondément troublée. L'impératrice Marie, cette fille aînée de Stilicon, à qui la poésie avait prophétisé des jours si dorés et une longue lignée de césars, était morte assez obscuré-

ment en 407, pendant un second séjour de l'empereur à Rome. Elle était descendue dans les caveaux du Vatican parée de la pourpre des augustes, mais n'emportant avec elle que le vain nom d'épouse. Honorius, subitement épris de Thermantia, la sœur puînée de Marie, voulut l'épouser l'année suivante. Il l'arracha, non sans peine, aux répugnances de Stilicon, et ce fut pour la repousser bientôt loin de lui, et l'envoyer mourir, comme l'autre, vierge et répudiée. En politique, ce jeune homme présentait le même assemblage de caprices effrénés et d'impuissance. On le voyait tout à coup, et comme honteux de lui-même, renoncer aux amusemens d'une enfance prolongée pour tâcher de devenir homme. Désertant la volière où, de sa main impériale, il nourrissait Rome, sa poule favorite, il projetait de se rendre dans les camps, de montrer aux soldats le fils de Théodose, d'enlever l'armée à l'ascendant de Stilicon; puis, quand il fallait agir, la conscience de son néant le ressaisissait, il s'affaissait sur lui-même, et il ne lui restait de ces soubresauts douloureux qu'une haine plus implacable contre la main dont il ne pouvait pas se dégager. Aussi écoutait-il avidement toutes les calomnies répandues contre son ministre. Sérène, douce et tendre comme une mère, travaillait incessamment à calmer cette âme ombrageuse : c'était dans la maison de Théodose le génie de la paix; Placidie était celui de la guerre.

Sur ces entrefaites, Arcadius mourut, laissant pour héritier de l'empire d'Orient Théodose II, son fils, à peine âgé de huit ans. Jamais plus belle occasion ne pouvait s'offrir à l'Occident de ramener l'union entre les deux empires, et d'obtenir peut-être de la cour de Byzance, par de bons offices et une sage protection, la restitution volontaire de ces provinces grecques, objet de tant de regrets. Honorius, qui parut le comprendre, proposa d'aller lui-même à Constantinople présider à l'installation de son neveu; mais avant de partir il voulait passer une revue générale de ses troupes, visiter les auxiliaires dans leurs cantonnemens de Ravenne et de Bologne, et les légions au camp de Pavie. Le régent combattit ce projet, et pour des motifs de prudence, car le départ du prince enhardirait les ennemis de l'Italie à se jeter sur elle, et pour des motifs d'économie, car le trésor se trouvait à sec. C'était à lui de partir, disait-il, et comme le voisinage d'Alaric le préoccupait constamment, il conseilla à l'empereur d'envoyer pendant ce temps-là le roi goth, avec une adjonction de troupes romaines et sous la surveillance de généraux romains, faire une campagne en Gaule pour reconquérir cette grande préfecture. Honorius feignit d'entrer dans ses vues, lui remit deux lettres, l'une pour Alaric, l'autre pour Théodose, et n'en continua pas moins ses préparatifs de tournée. Stilicon en resta tout interdit. « Empêche ce voyage à tout prix, lui dit un de ses asses-

seurs, nommé Justinianus, avocat habile et homme de bon conseil, empêche-le, ou tu es perdu. » Et comme le régent repoussait cette supposition par orgueil ou par faiblesse : « Eh bien donc! s'écria l'autre, adieu, car je ne veux pas me perdre avec toi! »

La tournée se fit malgré Stilicon, et Olympius, maître de l'oreille du prince, y versa tout à loisir le poison de son âme. Le front d'attaque avait changé : ce n'était plus le trône d'Occident que le régent convoitait pour son fils, c'était celui d'Orient; s'il voulait aller à Constantinople, c'était pour égorger Théodose par les mains des soldats de son oncle. Encore s'il se contentait de l'Orient! Mais voilà qu'il prenait déjà position en Gaule dans la personne d'Alaric, son allié secret et son lieutenant. Ces discours, répétés à chaque moment, ébranlaient l'esprit pusillanime de l'empereur. Cependant l'armée, pour qui ces dissentimens n'étaient plus un mystère, y prenait une part plus vive de jour en jour; en général les auxiliaires soutenaient Stilicon, dont la cause se confondait avec la leur; les légions, par la raison contraire, penchaient pour Olympius. A Ravenne, l'attitude des auxiliaires goths fut telle que l'empereur refusa de s'y arrêter; sur la route de Bologne, son escorte se mutina, et il fut obligé de mander Stilicon pour la réduire. A Pavie, il resta trois jours sans oser se montrer aux troupes romaines, et Olympius (l'histoire nous a conservé ce détail) mit le temps à profit pour parcourir les chambrées, et monter le coup qui devait éclater. Le quatrième jour, l'empereur passa la revue devant le palais, et harangua les légions : il leur recommandait de se tenir prêtes à partir pour la Gaule, de compagnie avec les Visigoths d'Alaric. Ce fut alors que le tumulte commença : les soldats se jetèrent d'abord sur les fonctionnaires de la préfecture des Gaules qui avaient déserté leur poste et s'étaient réfugiés près de l'empereur; ils passèrent de là aux fonctionnaires italiens, aux grands personnages de la cour qu'on tenait pour amis du régent : tous furent massacrés. Honorius effrayé se sauva du palais sous le vêtement d'un esclave. Bientôt la fureur des assassins dégénérant en frénésie, ils firent main basse sur les magistrats de la ville, sur les habitans, sur les maisons : tout fut pillé, et les rues regorgèrent de sang et de cadavres. Olympius profita de la terreur du prince, à demi mort dans sa cachette, pour lui présenter l'ordre de tuer Stilicon, comme le seul remède à la révolte : Honorius signa sans hésiter.

Cependant le ministre, mandé à Bologne, avait vu accourir autour de lui les chefs des divisions auxiliaires : ils y tinrent conseil sur les événemens encore incertains de Pavie, et décidèrent qu'ils feraient marcher leurs troupes contre les légions pour les attaquer, s'il était vrai qu'elles eussent attenté à la vie du prince, autrement pour exiger d'elles le châtiment des coupables et de leurs instiga-

teurs. Mais quand on apprit qu'Honorius vivait et que l'ordre commençait à se rétablir, Stilicon changea d'avis : il ne pouvait se persuader qu'Honorius voulût sa mort; «et d'ailleurs, ajoute l'historien de ces événemens, commettre le soldat barbare contre le soldat romain lui semblait une chose dangereuse et impie.» Ce changement déplut aux auxiliaires, qui le lui reprochèrent vivement : il les laissa dire, et se retira dans son quartier, gardé par les Huns, sa fidèle escorte; mais au milieu de la nuit Sarus, prenant avec lui une petite troupe de Goths, attaqua les Huns dans l'obscurité, les dispersa, pilla les bagages de Stilicon, et pénétra, sans lui faire de mal, jusqu'à la tente où celui-ci veillait encore, abîmé dans ses pensées, et voyant peut-être, comme Brutus, son génie qui l'abandonnait. Le cœur serré et supportant mal cette insulte, le régent partit pour Ravenne au point du jour; le long du chemin, il recommanda aux magistrats des villes où les otages des Barbares étaient déposés de fermer les portes et de se défendre, si les auxiliaires se présentaient devant leurs murs.

Il se trouvait à Ravenne depuis un jour ou deux, lorsque arriva, vers le soir, un messager de la cour impériale, escorté de soldats et porteur, disait-on, d'un rescrit du prince. Stilicon jugea prudent de se mettre d'abord à l'abri, et se réfugia dans la basilique, qui, de même que toutes les églises chrétiennes, jouissait alors du droit d'asile. L'évêque l'y vint trouver, et ils y restèrent jusqu'au jour. Aux premières lueurs de l'aube, des soldats entrèrent et assurèrent au régent que l'ordre apporté par l'officier, et dont ils étaient les exécuteurs, enjoignait seulement de le prendre et de le tenir sous bonne garde; ils répétèrent la même déclaration à l'évêque, et la confirmèrent par serment. Sur cette assurance, Stilicon sortit; mais à peine la porte fut-elle refermée sur lui, que l'envoyé tira de son manteau une seconde lettre qu'il avait cachée jusqu'alors, et dont il donna lecture à haute voix : elle ordonnait que le patrice Stilicon, brigand public et ennemi de l'empereur et de l'empire, serait mis à mort sur-le-champ. A cette indigne trahison, tout ce qu'il y avait là de Barbares auxiliaires, d'amis, de cliens, d'esclaves du ministre, et ils étaient en grand nombre, attirés par la curiosité ou l'affection, se formèrent spontanément en bataille pour fondre sur l'escorte et le délivrer; mais il les arrêta du regard et de la voix, il saisit même la garde de son épée avec un geste menaçant. On le vit ensuite se remettre entre les mains d'un officier romain, qui le fit agenouiller et lui coupa lui-même la tête. L'officier se nommait Héraclianus. Ce bel exploit fit sa fortune et lui valut, quelques années après, le commandement de l'Afrique. Le chef frappé, la famille fut dispersée. Sérène s'enfuit à Rome, où elle se cacha; Thermantia, chassée du palais impérial, alla pleurer près de sa mère;

Euchérius aussi gagna les murs de la ville éternelle, refuge de tout ce qui tenait à Stilicon; mais Placidie n'était pas loin.

Telle fut la fin de celui qu'on pourrait surnommer plus justement que tout autre le dernier des Romains. Ce dernier des Romains était Vandale. Il se crut Romain, il s'obstina à vouloir l'être en dépit de Rome; ce fut son ambition, ce fut sa généreuse folie. Il lui rendit la paix intérieure, il restaura son sénat, il lui donna la gloire des armes, il lui donna la gloire des lettres, fit fleurir à sa couronne poétique un dernier laurier, et Rome le repoussa tout en l'adulant. Il la sauva deux fois, comme pour la fléchir, et elle le repoussa toujours. Elle avait accueilli jadis avec empressement de moins grands services et de bien moindres renommées, mais elle devenait plus exclusive à mesure qu'elle vieillissait, semblable à ces nobles maisons qui s'ouvrent au mérite roturier dans la vigueur de leur puissance et se referment arrogamment quand elles ne sont plus rien, et qu'elles passent de la réalité de la vie à la prétention des souvenirs. Au contraire, les Barbares que Stilicon avait reniés s'obstinèrent à voir en lui un frère; ils voulurent le sauver malgré lui; ils l'aimèrent, ils le pleurèrent.

La politique qu'il essaya de fonder pouvait seule opérer sans secousse le passage de la société romaine à sa dernière et plus féconde transformation, celle qui devait donner naissance aux nations modernes. Après lui, il ne se trouva plus de Barbare qui voulût abdiquer son origine et la force qu'il tirait d'elle au profit de cette société ingrate. Rome rencontra encore parmi les fils des Germains des admirateurs involontaires ou des protecteurs intéressés; mais cette ambition d'être à elle, cet amour filial, cette abnégation passionnée de la barbarie, elle ne méritait plus de les revoir.

Au reste, ce représentant de la conciliation entre deux mondes si impolitiquement sacrifié eut des funérailles dignes de sa cause. Les soldats romains, dans l'ivresse de leur triomphe, se jetèrent sur toutes les villes où l'on gardait en otage les femmes et les enfans des Barbares, et égorgèrent ces malheureux jusqu'au dernier. Un cri de vengeance parti de toutes les troupes auxiliaires répondit à cette provocation abominable. En un seul jour, trente mille braves qui avaient honoré et défendu le drapeau romain le brisèrent, et allèrent rejoindre Alaric dans les défilés de l'Illyrie : trois mois après, Alaric était aux portes de Rome.

AMÉDÉE THIERRY.

L'ANGLETERRE

ET

LA VIE ANGLAISE

XVI.

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1862.

L'idée d'une exposition universelle, — les Anglais eux-mêmes le reconnaissent, — est une idée française : elle se rattache aux principes de la révolution de 89; elle fut présentée au gouvernement du roi Louis-Philippe, qui ne crut pas que le moment fût venu de l'appliquer, et c'est à Londres qu'elle devait être mise en pratique pour la première fois, le 1er mai 1851. Quiconque connaît le caractère vraiment cosmopolite de la grande métropole britannique ne s'étonnera point qu'il en ait été ainsi; quoique frappée d'une empreinte tout anglo-saxonne, la ville de Londres peut être regardée comme un terrain d'assimilation et un vaste atelier de travail dans lequel toutes les races de la terre se donnent rendez-vous. Il y a dans cette ville unique un quartier français, et l'on évalue de trente à quarante mille le nombre de nos compatriotes qui se sont établis dans la capitale de l'Angleterre (1). Dans les environs des fabriques,

(1) Cette population, je le dis à regret, ne fait point honneur à la France; elle se compose en général d'aventuriers, de chevaliers d'industrie, de commerçans malheureux, de toute sorte de gens qui n'ont point quitté le pays pour leurs vertus. Il est d'ailleurs dans la nature du Français à Londres d'exagérer les manières et les prétentions de sa contrée natale à tel point qu'encadré dans le milieu de la société anglaise il devient souvent ridicule, même pour un autre Français.

entre Wapping et White-Chapel, il existe aussi toute une colonie d'ouvriers allemands qui ont plus ou moins conservé leurs usages, tout en les pliant et les accommodant aux mœurs britanniques. Les Italiens, en assez grand nombre, sont venus s'acclimater sous le pâle soleil de la Tamise, et ils ont à Londres le monopole de quelques menues industries. Les Polonais, les Hongrois, les Grecs, bien d'autres encore forment de même une sorte d'immigration permanente qui se perd du reste dans le mouvement bien anglais de cette cité européenne.

Ce n'est pas seulement l'Europe qui se trouve représentée à Londres par des quartiers et des industries distinctes; on y rencontre des hommes de toutes les couleurs, des Asiatiques, des Africains, des Indiens de l'Océanie. On évalue à cinq ou six mille la population plus ou moins flottante des nègres et des Malais qui visitent annuellement les docks de la métropole anglaise. Beaucoup de ceux qui viennent ne s'en retournent plus dans leur pays: quelques-uns d'entre eux ont été attirés par des aventures qui pourraient fournir carrière à l'imagination d'un romancier; mais la plupart ont été amenés à Londres en vertu d'un arrangement tout commercial. Beaucoup de vaisseaux au service de la marine marchande perdent de leurs hommes sur les côtes les plus éloignées; ils engagent alors des *lascars* (marins de l'Asie), même des naturels de toutes les parties du monde, pour remplir les vides laissés dans l'équipage par la mort, la maladie ou la désertion. Une fois ces mêmes navires ramenés en Angleterre, plusieurs des lascars ne trouvent plus l'occasion de retourner chez eux; d'autres se laissent séduire par les pompes extérieures et les vices de la civilisation, ou bien encore ils restent enchaînés par cet esprit d'indolence et de fatalisme qui est le caractère des races barbares. Cette population excentrique a paru assez nombreuse et assez intéressante à un Anglais, le lieutenant-colonel Hughes, pour qu'il ait eu l'idée de fonder, vers 1855, en faveur de ces étrangers, une société de secours à laquelle il donna le nom de *Stranger's home* (asile pour les étrangers.)

On pourrait étudier toutes les races humaines sans sortir de Londres, et c'est un plaisir que je me suis donné plusieurs fois quand je vivais dans le voisinage des docks. La plus belle statue de marbre noir que j'aie vue de ma vie était un jeune Éthiopien aux formes athlétiques, qui, demi-nu, était occupé à laver des voiles et des cordages à bord d'un vaisseau chargé de bois de senteur. Une autre fois j'entendis vers neuf heures du soir, dans une ruelle étroite et obscure de Ratcliffe-Highway, une étrange musique sortant d'une pauvre maison, et produite par un instrument qui n'avait guère plus de trois ou quatre notes. Il y avait dans la rue, devant la porte

de cette maison, un rassemblement de femmes qui m'apprirent le motif de ce concert domestique. Un Chinois avait épousé dans la matinée une Irlandaise, et le fiancé célébrait lui-même la veillée des noces en jouant un air de son pays sur une informe mandoline. Ces Chinois ne restent point, comme on pense bien, confinés aux extrémités de la ville; ils se répandent au contraire dans le West-End, où les uns vendent des poudres odorantes, tandis que les autres, tremblant de froid sous les âpres brises du nord, cherchent à exciter l'intérêt des passans. Joignez à ces figures étranges le personnel des consulats et des ambassades de toutes les nations, la population des banques et des maisons de commerce, qui traitent avec tous les pays, les sociétés bibliques où les saints livres se trouvent traduits dans toutes les langues connues, les confréries de missionnaires brûlés par le soleil des deux mondes, et vous comprendrez que la première exposition universelle ait trouvé à Londres son théâtre en quelque sorte désigné d'avance.

La grande *exhibition* de 1851, tout le monde en convient, a exercé une certaine influence sur les mœurs anglaises, et particulièrement sur les rapports de nos voisins avec les étrangers; elle a aussi affaibli quelques vieux préjugés injurieux. Si des Anglais riches ont quitté Londres cette année et se sont réfugiés sur le continent pour échapper au déluge des visiteurs, il n'en est plus qui aient pris la fuite, comme en 1851, sous une impression de crainte puérile devant une nuée d'étrangers regardés comme des barbares. On peut s'attendre à ce que l'exposition de 1862 exerce une heureuse influence sur la vie et le caractère britanniques. Aussi un événement pareil, qui remue toute l'Angleterre, qui bouleverse la ville de Londres, et qui a déjà produit des changemens à vue dont s'étonnent les Anglais eux-mêmes, nous a-t-il semblé rentrer naturellement dans le cercle de nos études (1). Comment l'exposition universelle de 1862 s'est-elle organisée? Quel théâtre de faits et d'idées présente-t-elle au visiteur? Deux questions auxquelles il nous faudra répondre en suivant le palais de l'industrie depuis l'origine jusqu'à son état présent de grandeur et d'enseignement moral.

I.

Le gouvernement anglais, s'étant assuré, vers la fin de 1860, que la Grande-Bretagne, la France et le monde entier seraient prêts

(1) Voyez, pour l'ensemble de ces études sur la *vie anglaise*, les livraisons du 15 septembre 1857, 15 février, 15 juin, 15 novembre 1858, 1er mars, 1er septembre et 15 décembre 1859, 15 avril, 15 septembre, 15 octobre, 1er décembre 1860, 1er mai, 15 juin, 1er septembre, 15 novembre 1861, 1er mars 1862.

pour une exposition universelle de l'industrie et des arts en 1862, nomma un comité qu'il revêtit de tous les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de cette œuvre. Ici s'arrête, dès le commencement, l'intervention de l'état. L'histoire financière de la présente *exhibition* nous offre un spectacle qui étonnerait partout ailleurs qu'en Angleterre, celui d'une entreprise gigantesque tirée du néant en quelques mois par le seul *fiat lux* d'une charte royale octroyée à cinq commissaires. Il est vrai de dire que ce comité se composait d'hommes dont le nom alors inspirait la confiance. C'était le comte de Granville, le marquis de Buckingham et de Chandos, M. Thomas Baring, sir Wentworth Dilke et M. Thomas Fairbairn. Ce que les Anglais appellent *guarantee fund*, garantie pécuniaire, fut créé par plus de cent individus riches, appartenant plus ou moins à l'aristocratie ou au grand commerce, qui, dans un temps très court, donnèrent leurs noms pour la somme de 450,000 livres sterling. Sur la foi de telles signatures, la Banque d'Angleterre, d'ordinaire très soupçonneuse, prêta son argent à 4 pour 100, au fur et à mesure des besoins. C'est ainsi que, sans aucun appel direct au public, on pourrait presque dire sans bourse délier, le comité eut presque aussitôt sous la main les fonds nécessaires pour faire honneur à toutes les richesses du monde qui viendraient réclamer l'hospitalité dans le palais de l'exposition anglaise. Est-il besoin d'ajouter que les souscripteurs acceptaient à leurs risques et périls la responsabilité des pertes dans le cas où l'entreprise ne ferait point ses frais, comme aussi, en cas de succès, ils se réservaient d'en recueillir les bénéfices? Au point de vue financier, cette organisation était excellente : d'un côté, elle mettait les fonds de l'état, c'est-à-dire la bourse de tous, à l'abri d'éventualités fâcheuses, et de l'autre elle empêchait que, dans aucune occurrence, les déficit pussent tomber sur le petit commerce, deux inconvéniens qui n'ont point été évités en France lors de l'exposition de 1855.

La première idée du comité constitué sur de telles bases, le premier devoir que lui prescrivait la charte royale, étaient de bâtir un édifice en rapport avec la grandeur et la magnificence de l'exposition universelle. Ici encore les arrangemens conclus avec les entrepreneurs du bâtiment se distinguèrent par un caractère de nouveauté : MM. Kelk et Lucas consentirent à accepter dans l'affaire leur part de responsabilité, et la somme qu'ils recevront pour l'exécution des travaux dépendra du succès matériel de l'*exhibition*. Quand se fermeront, en octobre prochain, les portes du palais élevé à l'industrie, le comité sera libre ou d'acheter l'édifice ou de payer pour les frais de loyer et d'usure, *use and waste*. Dans tous les cas, une somme de 200,000 livres sterling est garantie aux entrepre-

neurs de cette vaste construction; mais si l'ensemble des recettes dépasse 400,000 livres sterling, MM. Kelk et Lucas recevront en outre 100,000 livres de la même monnaie. Ces 300,000 livres sterling ne représentent guère encore que le loyer de l'édifice pendant six mois. Cependant les entrepreneurs seraient alors obligés d'abandonner à la Société des Arts (*Society of Arts*) une partie des galeries de peinture. Tout le reste leur appartiendrait; ils seraient libres d'abattre l'édifice et d'en vendre les matériaux, à moins que les commissaires ne veuillent s'en saisir. Ces derniers se sont en effet réservé le droit d'acheter le monument et de désintéresser les entrepreneurs en leur payant une dernière somme de 130,000 livres sterling, — en tout 430,000. J'appuie sur ces détails, afin de montrer la puissance du crédit anglais : d'un souffle, il remue les pierres, élève un palais à une idée, et abrite sous un toit de verre tous les chefs-d'œuvre de l'industrie humaine.

A peine ce contrat fut-il passé entre les commissaires et les entrepreneurs, que les projets affluèrent pour la construction du monument. La proposition de prendre pour modèle le palais de 1851 fut écartée à cause du caractère de permanence qu'on voulait imprimer au bâtiment de l'exhibition pour 1862. Le verre et le fer peuvent bien suffire à élever pour six mois un de ces palais de fée qui paraissent et disparaissent dans l'histoire d'une nation; mais, pour construire un édifice durable, ne convenait-il point d'appuyer la toiture de cristal sur des murs de pierre, ou tout au moins de brique? Plusieurs artistes regrettent pourtant qu'on se soit arrêté à ce dernier. Les maisons de verre, comme le palais de Sydenham, n'appartiennent point à un style d'architecture bien décidé : on pourrait même soutenir, à un certain point de vue, que c'est l'absence de toute architecture; mais du moins elles répondent bien aux tendances de notre siècle, et sous la main des Anglais ces légers édifices revêtent un caractère de grandeur, de hardiesse et de fantaisie qui défie tous les autres systèmes de construction. Quoi qu'il en soit, le choix du comité s'arrêta sur les plans du capitaine Fowke. Cet architecte avait d'abord proposé le dessin d'un édifice dont le devis s'élevait à 590,000 liv. sterl., et qui fut repoussé pour des raisons d'économie. Dès qu'on fut tombé d'accord sur le projet du bâtiment tel qu'il existe aujourd'hui, les travaux commencèrent et se poursuivirent avec une activité toute britannique. Il n'y a guère plus d'une année que le terrain sur lequel s'élève le nouveau palais était encore un immense tapis de gazon ombragé de quelques arbres. L'un de ces grands arbres avait même été respecté par la hache, et l'on eut l'idée de l'envelopper tout vivant dans les proportions colossales de l'édifice. Il n'a été abattu que peu de temps avant l'ouverture, et parce que son

voisinage menaçait de rouiller les instrumens de fer ou d'acier exposés dans une des galeries. De semaine en semaine, les Anglais, qui prennent à tout ce qui est national un intérêt extrême, lisaient avec ravissement dans les journaux combien de millions de briques, de tonnes de fonte et de mortier avait déjà dévorés le Léviathan en train de grandir. Une armée de trois mille à trois mille cinq cents ouvriers travaillait sans relâche. La plus grande difficulté fut de réunir les parties destinées à composer les dômes. Il fallut toute la science des architectes et des ingénieurs, associée à la puissance cyclopéenne des machines, pour agrafer entre elles ces monstrueuses pièces de fer destinées à soutenir et à encadrer les masses de verre. Avec tout cela, malgré les efforts surhumains et les sommes considérables que les Anglais ont dépensés dans cette énorme construction, l'édifice est très loin de présenter, surtout à l'extérieur, un modèle de beauté. Ces tristes murailles de brique jaune, ces fenêtres monotones, ces froides entrées sans ornemens, ces immenses cloches de verre posées sans motif sur un lourd entassement de formes incohérentes, en un mot tout le bâtiment donne plutôt l'idée d'un grand peuple que d'un peuple artiste.

Au moment où se construisait le palais de l'exposition, s'ouvrait tout à côté, le 6 juin 1861, un autre établissement qui était destiné à en être l'annexe et le corollaire; je parle des nouveaux jardins de la Société d'Horticulture, *Horticultural Society's New-Gardens*. Les Anglais, — et en cela du moins j'admire leur goût, — aiment à rapprocher la nature de toutes leurs œuvres d'art et de leurs grands travaux d'industrie. La Société d'Horticulture, fondée en 1804, avait eu des commencemens obscurs; ce n'est guère qu'à partir de 1816, au moment où les loisirs de la paix reportaient les esprits vers les arts utiles, qu'elle fit des progrès considérables. Son but était celui-ci : substituer la science à la routine dans la pratique du jardinage. Des amateurs, membres de la Société d'Horticulture, voyagèrent aux États-Unis, au Canada, dans l'Inde, sur les bords du Zambèze, et jusque dans les régions les plus extrêmes de la baie d'Hudson, pour recueillir des graines de plantes exotiques. Une circonstance s'opposait néanmoins au développement de cette institution, c'était le terrain même qu'elle occupait à Chiswich, et qui se trouvait trop éloigné de Londres pour attirer la foule. Depuis quelque temps, les *fellows* (membres agrégés de la société) cherchaient donc au centre de Londres un emplacement favorable sur lequel ils pourraient établir de nouveaux jardins, se proposant de conserver les anciens à Chiswich pour servir de pépinière. Les commissaires de l'exposition de 1851 venaient précisément d'acheter avec le surplus des fonds produits par cette entreprise un grand terrain connu sous le nom de Kensington

Gore. Cette fois la situation était magnifique, et la Société d'Horticulture, s'étant mise en rapport avec l'ancien comité, consentit à louer le terrain pour soixante-trois années. En quelques mois, cet espace vide fut transformé, des arcades d'un style plus ou moins mauresque, un palais de verre destiné à loger les filles de l'air, ainsi qu'un poète anglais appelle les plantes, s'élevèrent comme par enchantement au milieu des parterres et des massifs d'arbustes en fleur. Des pélargoniums, des géraniums, des familles d'orchidées, des azaléas, des fougères d'Australie, de Java, de la Chine, du Japon et de la Nouvelle-Zélande, des cactus et des vignes chargées de grappes au mois de juin, représentèrent tous les climats, étonnés de se trouver réunis sous le pâle soleil de Londres. Un autre avantage du nouveau terrain choisi par la Société d'Horticulture était la proximité du palais de l'industrie pour l'exposition de 1862, et dont, au moment où s'ouvraient les jardins, on voyait s'élever à l'horizon la masse confuse et chaque jour croissante. Aujourd'hui ces deux établissemens n'en font en quelque sorte plus qu'un pour le visiteur; sans sortir visiblement de la même enceinte, il peut reposer sur la verdure, les touffes de fleurs et l'eau murmurante d'une cascade ses regards fatigués par toutes les formes du travail humain. Les Anglais comparent les nouveaux jardins de South Kensington aux créations champêtres de Watteau; sans aller si loin dans l'admiration, on peut bien reconnaître que cette promenade est ravissante. Un goût si prononcé pour les fleurs et les jardins a lieu d'étonner chez un peuple positif qui a poursuivi avec tant d'ardeur les recherches et les conquêtes utiles de la civilisation. Les Anglais, tout en bâtissant des cités qui absorbent et transforment toutes les richesses du monde, semblent partager encore l'avis d'un de leurs vieux poètes, Abraham Cowley; selon lui, « Dieu a fait le premier jardin, et la première ville a fait Caïn. »

Au milieu de ces circonstances favorables, le comité de l'exposition universelle rencontra pourtant de graves obstacles, tels que des grèves d'ouvriers, des accidens survenus dans la construction de l'édifice qui entraînèrent la perte d'un assez grand nombre de travailleurs, mais surtout la mort du prince Albert. Cet événement se trouve si intimement lié à l'exposition de 1862, qu'on m'en voudrait de le passer sous silence. Il y a une dizaine d'années, le prince Albert était regardé avec une extrême défiance par les Anglais, si justement jaloux de leurs libertés. Je me souviens moi-même d'avoir assisté dans Londres à un concert où des allusions injurieuses pour sa personne furent applaudies avec enthousiasme. Le prince, sans en appeler à la force ni aux mesures répressives, eut le bon esprit de désarmer les soupçons par sa conduite. Heureux d'exercer ses pré-

rogatives dans les limites de la loi, il s'attacha surtout à protéger les arts, les lettres et l'industrie. Ses rares qualités apparurent surtout à travers le coup de foudre qui vint l'enlever dans la force de l'âge. Le deuil volontaire de tout un peuple fut alors un hommage rendu aussi bien à la grandeur de la constitution anglaise qu'à la sagesse de l'homme qui avait eu le noble courage de la respecter. C'est à lui qu'était due l'idée de l'exposition de 1851. Quelqu'un étant venu alors lui proposer le plan d'une *exhibition* nationale : « Pourquoi pas, s'écria-t-il, une *exhibition* universelle? » C'est aussi sur son concours, sur son influence, sur ses lumières que l'on comptait pour donner de l'éclat à l'œuvre de 1862. Cet ensemble de circonstances explique assez comment son nom a été mêlé par les Anglais à toutes les phases de l'histoire de l'exposition, et comment le jour de l'ouverture il était, ainsi qu'on l'a dit, plus présent que jamais par son absence.

L'édifice était à peine construit que commença une des tâches les plus difficiles du comité : c'était celle d'assigner une place aux différentes nations et de classer les objets qui arrivaient de tous les coins du monde. L'Angleterre, étant chez elle, se fit la part du lion; elle décida qu'une moitié de l'édifice appartiendrait à l'exposition de ses produits, et que l'autre moitié serait distribuée, selon l'ordre d'importance, entre les divers états du globe terrestre. Si le comité eût d'ailleurs cédé à la pression des demandes qui affluaient de tous les points du royaume, le monument tout entier, eût-il été trois fois plus grand qu'il n'est, n'aurait point suffi à contenir tous les envois de l'industrie britannique. Ce *combat des places*, c'est le nom que lui ont infligé les Anglais, donna lieu, ainsi qu'il était facile de le prévoir, à bien des jalousies, à d'ardentes rivalités, et quelques-uns des candidats exposans se retirèrent plutôt que d'accepter le défi sur un terrain qu'ils considéraient comme trop étroit. Un spectacle intéressant était de voir au mois de mars 1862, à l'intérieur du grand édifice vide et à peine terminé, le corps des sapeurs et des mineurs anglais occupé à tracer sur le plancher, avec de la couleur rouge, la limite des empires. Ce réseau de lignes destinées à marquer la place des nations, des provinces, des villes ou des simples fabriques, ressemblait un peu au tissu de Pénélope, car le passage continuel des ouvriers effaçait la peinture et obligeait de recommencer. C'est pourtant sur ces raies et ces diagrammes que devaient s'élever les compartimens et s'étendre les espaces destinés à représenter en quelque sorte les frontières dans la configuration géographique de notre planète. La classification des produits offrait une autre source d'embarras. En 1851, on avait jugé à propos de ranger les substances transformées par l'industrie selon les trois règnes de la nature: mais

cet ordre si logique en apparence n'avait abouti qu'à une extrême confusion. Un fabricant de tabatières par exemple avait vu ses boîtes dispersées dans trois départemens de l'exposition, selon qu'elles étaient de corne, de bois ou de métal. Les commissaires de 1862 crurent mieux faire en adoptant en principe la division des trois règnes, mais en la modifiant par des sous-classes, comme disent les naturalistes, fondées sur la différence des divers corps de métier. Ici encore se présenta une difficulté que les commissaires n'avaient point prévue : ils furent assaillis par des listes d'états et de professions dont le nom leur était complétement étranger. En face de l'immense division du travail, le meilleur plan était peut-être de n'en adopter aucun; c'est un peu ce que fit en désespoir de cause le comité.

Le 31 mars 1862 était le terme fixé pour recevoir les objets destinés à figurer dans l'exposition universelle. Ces objets arrivaient dans des caisses dont quelques-unes avaient traversé toute l'immensité des mers. Celles qui venaient de plus loin n'étaient point pour cela plus en retard; c'est ainsi que le premier envoi reçu fut une rude caisse de bois huileux qui portait écrit en lettres noires ce nom : « Liberia. » Il fallait maintenant déballer ces produits, les arranger, les étaler avec goût sur l'étroit espace assigné à chacun; ce ne fut point une des scènes les moins intéressantes de l'exposition universelle. J'ai visité plusieurs fois le palais à cette période de formation, et je n'oublierai jamais le spectacle que présentait alors sous son toit de cristal cette colossale ruche ouvrière. Le tumulte du travail, les coups de marteau mêlés à la confusion des langues, les uniformes rouges des soldats tranchant sur les groupes d'artisans aux bras nus, une partie de l'exposition déjà s'offrant glorieuse aux regards, comme le papillon sorti de sa larve, tandis que l'autre dormait encore au fond des caisses, les visiteurs heurtant les exposans, les exposans coudoyés à leur tour par les ouvriers qui terminaient l'édifice, tout cela était d'un effet extraordinaire. Le caractère des différentes nations se dessinait au milieu de cette agitation immense : l'Anglais, personnel, affairé, tout à son ouvrage, travaillait comme s'il eût été chez lui, sans se soucier du monde entier qui bourdonnait à ses oreilles; l'Allemand, grave, méthodique, doué d'une activité plus latente, n'en pressait pas moins avec un esprit de suite et de volonté la grande tâche qu'il devait accomplir; les Français, plus bruyans, plus vifs, plus légers, faisaient mille choses à la fois, tout en trouvant le temps de lancer çà et là des plaisanteries. Les machines travaillaient aussi bien que les hommes, et des échafaudages intelligens, — qu'on me permette de leur donner ce nom, — élevaient les marchandises à la hauteur des galeries en vertu d'un mécanisme dont la force n'avait

d'égale que la précision. Cette réunion de figures étrangères, ce chaos du travail, cette confusion des idiomes, tout cela rappelait la tour de Babel. Il y avait pourtant une grande différence : c'est du haut des ouvrages inachevés de Babel que, selon la Bible, les races humaines se sont dispersées sur toute la terre; c'est au contraire dans le palais de l'exposition universelle qu'elles devaient se rencontrer et se réunir en 1862.

En même temps que cette activité se déployait dans l'intérieur du bâtiment, la ville de Londres ne restait point oisive. L'exposition universelle avait été depuis plus d'un an le point de mire pour l'esprit de spéculation, si répandu en Angleterre. Nos voisins, qui aiment à baser leurs calculs sur la statistique, avaient consulté les rapports du *Board of trade* (conseil du commerce) relatifs au nombre des voyageurs. Que disent ces rapports? Le nombre des voyages par chemin de fer à travers tout le royaume-uni augmente de semaine en semaine, de mois en mois; il a plus que doublé depuis 1851 (1). Cette année-là, le nombre total des visiteurs qui affluèrent dans la ville de Londres fut de 6,039,195; mais il n'y avait alors que 6,700 milles de chemins de fer ouverts dans la Grande-Bretagne; il y en a aujourd'hui 11,000. Il est facile de prévoir les conclusions que tirent les Anglais d'un pareil état de choses : ils s'attendent depuis un an à voir Londres inondé par un déluge de provinciaux et d'étrangers. Ces espérances, qui, je l'espère, ne seront point démenties, ont donné lieu à toute sorte d'entreprises. Dès que l'intention d'ouvrir en 1862 une *exhibition* universelle fut connue, un hôtel immense, véritable palais consacré aux étrangers, s'éleva tout près du débarcadère de London-Bridge, et cet exemple fut suivi dans d'autres quartiers de la ville. Les terrains vides qui avoisinaient le siége de l'exposition se couvrirent de maisons poussées en une nuit à l'ombre du palais de l'industrie, ainsi que des champignons au pied d'un chêne. A peine terminées, et encore toutes fraîches, ces habitations, dont les fenêtres n'étaient point même posées, se voyaient déjà l'objet de demandes et de spéculations audacieuses. Un autre point sur lequel se porta la sollicitude des Anglais fut la circulation des omnibus. On en fit venir de Manchester; on inaugura même un nouveau système de grandes voitures communes, connu sous le nom de *Lancashire principle*. Ce n'était pas tout que d'augmenter les moyens de transport; il fallait des rues ou plutôt

(1) Cet accroissement atteint par année la moyenne énorme de 10 millions. Un autre fait donnera une idée des progrès accomplis dans ce système de locomotion. En 1851, les chemins de fer de Londres ne pouvaient amener et remmener en un jour que 42,000 personnes; maintenant 140,000 voyageurs peuvent venir le matin dans la métropole et s'en retourner le soir.

des routes assez larges pour faire manœuvrer de front tous ces véhicules. Une voie nouvelle s'ouvrit à travers Hyde-Park en l'honneur de l'exposition; les autres rues adjacentes élargirent la chaussée, se pavèrent à neuf ou se macadamisèrent. Ouvrir des lignes qui n'existaient point, remanier les trottoirs, bâtir de nouveaux quartiers à la vapeur, tout cela n'étonnerait pas beaucoup les Parisiens, qui vivent depuis une dizaine d'années dans une crise perpétuelle de démolition et de reconstruction; mais jamais rien de pareil ne s'était vu à Londres, qui s'accroît démesurément d'année en année, sans pour cela bouleverser l'intérieur de la ville (1). D'un autre côté, les marchands de Londres attendaient l'exposition de 1862 comme un messie qui devait redonner une vie nouvelle au commerce, guérir les malades et ressusciter les morts. Un négociant de la Cité, qui se trouvait mal dans ses affaires, assembla ses créanciers et leur demanda un répit fondé sur l'espérance qu'il avait de rétablir sa maison au moment de la grande foire industrielle : ce répit fut immédiatement accordé. Tout le monde se proposait de battre monnaie à sa manière sur les *visiteurs*. Je connais un Anglais qui, ayant loué et meublé un appartement pour lui dans le voisinage de Kensington, eut un jour l'idée de le louer pendant le temps de l'exposition universelle; peu à peu le goût de la spéculation le gagna, il en est aujourd'hui à son septième logement, et je ne voudrais point jurer qu'il ne disposera pas de celui-ci, comme il a fait des autres, *en faveur* des étrangers. Les interprètes, c'est-à-dire tous ceux qui pouvaient écorcher quelques phrases dans une langue quelconque, se mirent également sur pied pour trouver de l'ouvrage (2); mais l'industriel qui m'a le plus diverti est un joueur d'orgue, un Italien avec lequel j'échange quelques mots quand je le rencontre. Il a fait ajouter à son instrument deux ou trois airs, entre autres *la Marseillaise*, espérant ainsi réjouir le cœur et les oreilles séditieuses des Français qui viendront à Londres.

L'autorité anglaise, quoique généralement étrangère à tout ce mouvement, — car l'exposition de 1862 s'est faite, ainsi que la plupart des choses en Angleterre, par la nation et pour la nation, — crut devoir pourtant prêter main-forte à la ville de Londres, menacée par l'invasion des voleurs étrangers. Des rapports alarmans venus d'au-delà du détroit annonçaient que tous les coupe-bourse des quatre coins de l'horizon se proposaient de fondre en 1862 sur la métropole britannique. Qu'y a-t-il là d'étonnant? « Où gît un ca-

(1) Depuis 1849, le nombre des maisons s'est accru de soixante mille, et la longueur des rues de près de neuf cents milles.

(2) Un des fruits de l'exposition universelle est un journal polyglotte imprimé en trois langues et sur papier rose : c'est là d'ailleurs son seul mérite.

davre, dit l'Évangile, là se rassemblent les aigles; » où brille une grande accumulation de richesses, là aussi accourent les voleurs. L'administration métropolitaine fut obligée d'ajouter toute une nouvelle division de police aux dix-huit qui existaient déjà. En même temps se fondaient par la main des particuliers quelques autres institutions d'un caractère plus rassurant et plus honorable pour l'humanité. M. Blanchard Jerrold, fils du spirituel écrivain Douglas Jerrold, fit un appel généreux à ses concitoyens, et se mit bravement à la tête d'une société de protection pour les étrangers. Le bruit ayant été répandu par les journaux que des excursions d'ouvriers français, allemands et italiens devaient avoir lieu à Londres sur une grande échelle, cette société se proposa de leur être utile en les mettant à l'abri de l'exploitation qui s'exerce partout sur les étrangers, de leur procurer des logemens, des guides et des interprètes. Malgré cette noble pensée et l'œuvre à laquelle elle a donné naissance, je ne voudrais pas répondre qu'au milieu de la confusion inévitable produite par une telle affluence d'étrangers, les ouvriers du continent n'auront point à se plaindre çà et là de l'hospitalité anglaise. Je crois pouvoir affirmer que nos voisins ont la ferme intention de leur souhaiter, comme ils disent, la bienvenue par tous les moyens raisonnables; mais ils ne faut pas que les étrangers confondent l'hôtel avec le *home*. Le *home* (l'intérieur anglais) est hospitalier et charitable — pour les amis; — l'hôtel est à Londres ce qu'il est partout, un terrain de spéculation où l'on est plus ou moins bien reçu selon son argent.

A mesure qu'approchait le moment de l'ouverture de l'exposition, la ville de Londres prenait une physionomie plus singulière et plus affairée. Les maisons du West-End se repeignaient à neuf, les boutiques faisaient leur toilette, les théâtres grattaient leurs fresques ou les chargeaient de couleurs à l'huile. « Ne sentez-vous pas dans l'air quelque chose d'inusité? me disait un Anglais à la veille du grand jour; voyez, les cochers semblent avoir perdu la tête, les chevaux eux-mêmes ont dans l'œil et dans le mouvement de la queue une inquiétude qui me rappelle la fièvre du Derby. » Ce grand jour était le 1er mai; le comité avait décidé que ceux-là seuls seraient admis à l'ouverture de l'*exhibition* qui auraient acheté des billets pour toute la saison (*season tickets*). Ces billets, y compris le droit d'entrée dans les jardins de la Société horticulturale, coûtaient 5 guinées. Il s'en vendit dans tout Londres un nombre prodigieux. Cependant le comité n'avait réussi qu'à mécontenter presque tout le monde. Les plus aigris dans ce concert de plaintes étaient les exposans qui revendiquaient à grands cris le droit d'entrer dans le palais de l'exposition le jour de l'ouverture. En principe, leurs réclamations étaient justes; mais il faut savoir que le nombre des

exposans anglais s'élevait à environ cinq mille cinq cents, celui des exposans pour les colonies à dix-sept cents, celui des exposans étrangers à dix-sept ou dix-huit mille, en tout vingt-cinq mille personnes qui auraient envahi l'édifice (1). Un autre acte du comité provoqua non l'indignation, mais la risée universelle : ce fut l'édit annonçant que les visiteurs seraient classés selon l'ordre de leur toilette. A côté de cela, on faisait dans l'intérieur du palais de l'industrie des efforts inouis, et pour ceux qui comme moi ont vu deux jours auparavant le désordre de la mise en scène, c'est encore un problème de savoir comment l'exposition a pu sortir en si peu de temps de ses langes, non, il est vrai, dans un état d'achèvement, mais du moins avec toutes les pompes et toute la gloire d'un grand spectacle.

Le 1er mai, dès le matin, les abords du palais de l'exhibition étaient assiégés par une foule de curieux. La forme de l'édifice soulevait généralement la critique : comme l'indique la racine même du mot (*monere*), tout monument devrait être l'indication d'une idée; or celui de South Kensington pourrait être pris indifféremment pour une gare de chemin de fer, une caserne, ou une prison-modèle. Vers dix heures, un fleuve de voitures commença à couler de tous les coins de la ville dans la direction de Hyde-Park. Des drapeaux aux couleurs de toutes les nations pavoisaient les rues. A dix heures et demie, les portes s'ouvrirent; l'intérieur de l'édifice se montra très préférable, comme beauté d'architecture, à l'extérieur. Je ne veux point dire qu'il soit irréprochable; mais les nefs qui s'étendent d'un dôme à l'autre, soutenues qu'elles sont par de minces colonnes de fer, ont certainement un caractère de grandeur, de force et de hardiesse titanique, bien en rapport avec le génie national des Anglais et avec l'événement qu'on allait célébrer. Il était, je crois, difficile de ne point être saisi, en entrant, par une impression profonde et solennelle. Une pensée vraiment religieuse avait présidé à l'érection du colossal édifice; cette pensée était écrite en toutes lettres sur la rotonde qui supporte les dômes de verre : « O Dieu! toutes les richesses et tous les honneurs viennent de toi; tu règnes sur tout, dans ta main sont la puissance et la force, et dans ta main aussi réside le pouvoir de faire l'homme grand! » Elle éclatait surtout, cette pensée, dans la réunion de tous les produits et de tous les trésors du globe terrestre. Le grand congrès industriel qui allait s'ouvrir était une école mutuelle où les nations étaient appelées à s'instruire les unes les autres, une fusion et un rapprochement des climats depuis les pôles jusqu'aux tropiques, une fête du travail à

(1) Le comité fut néanmoins forcé de faire quelques concessions tardives, et un certain nombre d'exposans étrangers obtinrent des billets pour toute la saison.

laquelle manquaient, je regrette de le dire, les travailleurs, un concours des races humaines qui allait apprendre au monde que la paix a aussi ses victoires.

A une heure et quart, la procession royale, annoncée par un bruit de trompettes, entra dans la salle, qui présentait alors un spectacle merveilleux. L'éclat des uniformes militaires ou civils au milieu desquels se remarquaient des uniformes et des costumes étrangers, les drapeaux de toutes les nations, qui ne s'étaient guère rencontrés jusque-là que sur les champs de bataille, et qui confondaient leurs couleurs, ombrageant de leurs plis pour la seconde fois le champ pacifique de l'industrie, les ministres, les généraux et les hommes d'état de la vieille Angleterre réunis au milieu des trophées d'instrumens de travail aussi beaux que les faisceaux d'armes, et non moins glorieux aux yeux de l'économiste, tout cela, éclairé par le soleil de mai, qui rayonnait pompeusement dans le ciel bleu à travers la voûte transparente de l'édifice, proclamait une de ces fêtes ou, comme disent les Anglais, un de ces jubilés industriels qui marquent dans l'histoire d'une nation et de l'humanité. En face du cortége, une estrade immense se confondait, par les degrés supérieurs, avec la grande rosace de vitraux peints qui orne l'extrémité de la nef centrale, sous l'un des dômes. Cette estrade, occupée par une autre rosace de têtes éclairées de toutes les couleurs du kaléidoscope, produisait à distance l'effet le plus fantastique. C'était l'orchestre : parmi les choristes se détachait une nuée de femmes aux riches chevelures relevées par les fleurs, aux fraîches toilettes, et dont les mains gantées agitaient à la fois des milliers d'éventails. On eût dit, selon la comparaison d'un Anglais debout à mes côtés, une gigantesque queue de paon qui faisait la roue, tant les vives couleurs, les plumes, l'or et les perles vraies ou fausses éclataient dans cet hémicycle. L'absence de la reine, qui, par un motif respectable, n'avait pas voulu marier un deuil récent à la splendeur d'une fête, était généralement regrettée. C'était le duc de Cambridge qui, en sa qualité de prince du sang, présidait à la cérémonie. Après une adresse du comité et une réponse du duc, une grande composition de Meyerbeer, qui était présent dans la salle, une ouverture d'Auber, une cantate de Tennyson, le poète lauréat de l'Angleterre, une prière de l'évêque de Londres au Dieu « qui a fait du même sang toutes les nations de la terre, » et l'antienne nationale *God save the queen*, le duc de Cambridge déclara que « l'exposition de 1862 était ouverte. » Ce fut un moment électrique : la voix des trompettes et des clairons, à laquelle répondaient en dehors de l'édifice l'écho des bouches à feu sur les bords de la Serpentine et un immense hourra lancé par vingt mille poitrines, tout répétait à la ville et à l'univers la grande nouvelle.

Chacun alors se précipita pour voir l'exposition. De grandes allées, nefs ou transepts, qui forment les artères de la circulation et qui se montrent plus ou moins encombrées de statues, de trophées industriels, conduisent aux différens quartiers dans lesquels se massent les produits de toutes les nations. Un des plus beaux ornemens est une fontaine en majolique de MM. Minton, laquelle jette de l'eau et rafraîchit agréablement l'intérieur de l'édifice. Du pied de cette fontaine, la vue s'étend et se perd sur un labyrinthe de richesses, fruits éclos, suivant Tennyson, sous chaque étoile du firmament, instrumens de travail et objets de luxe, arts de la paix mêlés aux arts de la guerre, comme le bien et le mal dans la vie humaine : ici les sombres mystères des mines, là les apparitions dorées du paradis de Mahomet. Où trouver un fil conducteur qui nous permette de nous diriger dans ce dédale et de saisir les principaux groupes de faits sans nous perdre dans les détails? Ce fil conducteur, je le chercherai dans la pensée même qui a présidé aux travaux du comité, mais qui ne se dégage point assez dans l'économie un peu confuse de cette foire du monde (*world's fair*). Plus encore que l'exposition de 1851, qui laissait entrevoir beaucoup de lacunes (1), celle de 1862 est un cours de géographie pittoresque où les nations se représentent tour à tour par les produits de la nature et par les ouvrages fabriqués de main d'homme.

II.

Le premier mouvement du visiteur à son entrée dans le palais de South Kensington est de s'égarer tout de suite au milieu des merveilles étalées avec pompe par l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie. Qu'on ait pourtant le courage de résister à cette attraction bien naturelle, et, comme on l'a dit, à cette concupiscence des yeux. Est-ce pour rien que toutes les saisons, toutes les contrées ont été rassemblées dans le palais de l'exposition universelle? Les nations civilisées ont profité et profitent encore tous les jours des ressources que leur offrent les pays les plus éloignés, ainsi que du travail séculaire des nations barbares. N'est-il point alors intéressant de prendre l'industrie à son point de départ, de la suivre d'étape en étape dans le développement des races, et de voir ainsi apparaître les degrés successifs de la puissance humaine à travers les groupes de produits envoyés de tous les coins de la terre? Nous commencerons donc notre voyage dans ce cosmos industriel par la partie de l'Afrique sur laquelle règne la race noire, et qui en est encore à l'enfance des arts utiles.

(1) Voyez, sur l'exposition de 1851, l'intéressante étude de M. Alexis de Valon, *Revue* du 15 juillet 1851.

Près de l'entrée qui conduit aux jardins de la Société d'Horticulture, sous un escalier, est une place étroite et un peu sombre réservée à l'exhibition de certains produits grossiers. « Où suis-je ici? demandai-je la veille de l'ouverture à un homme d'une figure intelligente qui était en train d'arranger son étalage. — Vous êtes sous l'équateur, » me répondit-il. J'avais en effet devant les yeux des spécimens de l'industrie telle que la pratiquent les nègres dans l'Afrique centrale et occidentale : c'étaient quelques étoffes tissées avec des feuilles de palmier ou d'autres plantes exotiques, des habillemens d'homme ou de femme aux formes très simples, des calebasses, des huiles faites avec la semence du melon sauvage, des fruits de l'arbre à beurre, des feuilles sèches du palmier à vin pour recouvrir les cabanes, et, — ce qui annonçait comme le premier pas vers le comfort domestique, — des nattes teintes de différentes couleurs et tressées avec les feuilles du *phœnix spinosa*. Tout dans ces rudimens de l'industrie proclame des peuples ou des tribus stationnaires, toujours au même âge, dont l'activité s'arrête dès que les premiers besoins de la vie se trouvent plus ou moins satisfaits, et qui se plongent alors avec une indolence fatale dans les jouissances bornées de l'état barbare. Ils appartiennent à la terre, la terre ne leur appartient pas; aussi tout ce qu'ils ont à nous montrer consiste en produits du sol très peu modifiés par la main de l'homme. L'éternelle enfance de ces races endormies dans la nature contraste d'une manière pénible avec le travail des civilisations qui élèvent dans la nef centrale les trophées de leur industrie et le témoignage de leurs conquêtes. Et pourtant un grand intérêt politique et commercial s'attache aux régions mal connues d'où nous viennent ces objets de peu de valeur. L'Angleterre, depuis surtout une année, a tourné ses regards vers le monde noir; c'est de là qu'elle attend en grande partie le moyen de relever l'activité de ses fabriques, interrompue par la guerre civile des États-Unis, de donner du travail et du pain à une population ouvrière de deux ou trois millions, et d'alimenter son commerce maritime. Ne voyez-vous pas dans une des cases les feuilles et les semences de l'arbre à coton? N'apercevez-vous pas le coton lui-même à ses divers états de formation? Là est peut-être le salut pour les manufactures de la Grande-Bretagne. Selon les renseignemens que nous devons à l'exhibiteur de ces produits africains, le coton croît en abondance dans la contrée d'Yoruba, surtout à l'est et au nord. Pour obtenir une provision considérable de cette substance, à laquelle se lie si étroitement le sort des populations blanches, il ne faut qu'ouvrir des moyens de communication et apporter de l'argent sur le marché.

La guerre civile d'Amérique et les inquiétudes qu'elle excite dans

tous les grands états industriels nous auront du moins appris un fait dont on n'était point assez frappé jusqu'ici, l'importance économique de la race noire. Cet être mystérieux resté dans le centre de l'Afrique à peu près tel qu'il est sorti des mains de la nature, courbé ailleurs par le poids de l'esclavage vers la terre, dont il a gardé la couleur, sujet de division entre les Américains du nord et du sud, qui se battent pour ou contre lui sans l'aimer et sans être encore bien sûrs que ce soit un homme, — le nègre n'en tient pas moins une place à part, que nul autre ne peut remplir, dans l'armée des travailleurs. Son activité s'exerce dans des conditions où les forces de l'homme blanc l'abandonnent et sous des climats qui repoussent la race caucasique. Il se rattache dans les deux hémisphères à la culture du sucre, du café et du coton; plus d'une moitié de l'Europe vit en grande partie de son industrie, et la richesse du monde manufacturier se trouve partout intéressée au développement d'une race dont on connaît à peine la ténébreuse histoire. Deux phases curieuses de cette histoire nous apparaissent au sein de l'exposition universelle. Dans le département qui représente l'Australie, nous découvrons les dernières traces des tribus faibles et abaissées qui s'éteignent devant la civilisation, — des lances, des boucliers de bois, d'impuissantes massues, des gourdes, des *boomerangs*, sorte de sabres recourbés destinés à voler dans l'air et à frapper le dos de l'ennemi : on dirait de faibles armes ou des jouets qu'une troupe d'enfans a laissés sur le sable. La race australienne elle-même apparaît dans une suite de photographies avec l'âge des individus et dans des chants notés et recueillis par les Anglais, — tristes chants qui sont comme le dernier adieu des indigènes à une terre qu'ils n'ont point su posséder (1). Au contraire Libéria, cette île de refuge où se rendent les nègres échappés aux flétrissures de l'esclavage et formés en même temps à la rude discipline du travail, se montre peut-être dans ses produits comme le berceau de la régénération des noirs. Ces produits sont encore grossiers, je l'avoue, — des bois, des ananas, du café, des plantes fibreuses, des chapeaux tressés avec des feuilles de palmier, des hamacs, des défenses d'éléphans, des couvertures chargées de dessins et de couleurs éclatantes, des gourdes converties en instrumens de musique; — mais n'y a-t-il point là des germes qui,

(1) Je dois à l'exhibiteur des produits de *Queensland* des détails très curieux sur cette race étrange, avec laquelle il a eu des rapports durant vingt années. Qui s'attendrait à trouver chez ces sauvages l'institution de la franc-maçonnerie? Il est néanmoins certain qu'elle existe. Les initiés se reconnaissent, comme chez nous, à certains signes et au toucher de la main. Une sorte de cantique écrit en anglais par une jeune naturelle de l'Australie du sud, nommée Bessy Flower, prouve encore que cette race n'est point aussi incapable d'éducation qu'on le croit généralement.

fécondés par le travail libre, pourront donner plus tard un démenti à ceux qui nient le progrès chez cette race utile et malheureuse?

Un autre état plus ou moins africain, quoique de races très mêlées, a tenu à figurer dans l'exposition universelle : c'est Madagascar. Cette île est depuis un demi-siècle le théâtre d'une lutte des plus intéressantes entre la barbarie et la civilisation. Parmi les objets qu'elle a envoyés, j'ai remarqué une chaise de fer, grande merveille pour un peuple qui débute dans l'art de la métallurgie, des instrumens de corne, des étoffes, des armes, mais surtout des bêches et une lampe, — symboles de l'agriculture et de la vie de famille. Une île des Indes occidentales, où les nègres ont été transportés et où ils forment maintenant, quoique assez mêlés, le caractère de la population, Haïti, me rappelle, avec ses serrures de bois, l'enfance de la propriété; elle étale pourtant des richesses très réelles, son coton, ses bois d'acajou, et surtout une plante marine (*sea weed*) que l'art a convertie en une sorte de substance minérale, et dont il tire les objets les plus élégans. Il est extrêmement curieux de trouver ainsi à chaque pas, en face des produits de la nature, les industries auxquelles ils ont donné naissance, et qui ont servi à établir un lien commercial entre les diverses nations du globe.

Ici encore se présentent deux ordres de faits : tantôt la race éthiopique se montre indépendante et abandonnée à elle-même; tantôt au contraire, comme dans les colonies britanniques, elle apparaît dominée par la race blanche, qui exerce alors sur le travail des nègres l'action de l'intelligence et de la volonté. Port-Natal, cette île de l'Afrique, dont on ne soupçonnait guère jusqu'à présent les richesses, dont la topographie était même très mal connue, se trouve en quelque sorte transportée à l'exposition de Londres avec tous ses produits, tous les accidens du climat, une excellente carte géographique, des portraits d'indigènes, parmi lesquels se distingue celui d'Umpanda, le roi noir d'Amlezala, des peaux de lion, des objets de toilette, en un mot toute une histoire de la vie sauvage industrielle et domestique. D'autres colonies anglaises, le groupe des Indes occidentales, où la race noire, introduite par les marchands d'esclaves et maintenant émancipée, forme encore la base de la population travailleuse, les Bahamas, la Jamaïque, l'île Saint-Vincent et l'île de la Trinité, nous montrent à côté des richesses brutes de la nature les procédés des manufactures qui les transforment. Le travail du nègre, associé à celui de l'homme blanc, s'étend sur presque tout le sud du continent américain; il apparaît surtout dans les splendeurs du Brésil. Qui a cultivé ces lourdes grappes de coton? qui a extrait les minéraux précieux et lavé dans les sables les diamans bruts? Ces mêmes mains noires sur lesquelles nous regrettons de voir peser les

fers de l'esclavage. Croire que l'homme caucasique suffit à répandre la richesse et la fécondité sur le globe, c'est une erreur dont on revient bien vite en parcourant l'exposition universelle.

Au sortir du monde noir, nos regards devraient naturellement se porter sur la race qui lui succède dans l'ordre physiologique, — sur les peaux-rouges; mais cette race, où la retrouver? Il faut aujourd'hui fouiller les ruines et les tombeaux pour découvrir quelques vestiges de son ancienne splendeur. Dans le département, par exemple, qui a été assigné au Pérou, vous pouvez voir de la vaisselle d'argent retrouvée au milieu des ruines d'une ancienne cité indienne (Grand-Chimu), un marteau du même métal, des cachets, des médailles, une figure en bois tirée du temple du Soleil à Pachacamac, et des couvertures de coton remontant à une grande antiquité. La race rouge s'est-elle aussi complétement évanouie qu'on veut bien le dire de la face du continent américain? Je ne le crois pas; d'abord on la rencontre encore à l'état pur dans quelques possessions anglaises situées tout au nord du Nouveau-Monde. A l'endroit de l'exposition où New-Brunswick et les îles Vancouver développent leurs étoffes de poil de chien et leurs richesses minérales, les indigènes ne sont représentés que par des masques moulés sur nature, des marteaux de pierre, des costumes et des canots, dont l'un a été construit avec une seule main par un Indien estropié nommé Peter Snake (Serpent). Ces faibles tribus, dispersées tout à l'extrémité de l'Amérique, ne nous donnent pas, j'en conviens, une grande idée de l'industrie de leur race; mais il faut se souvenir que la civilisation rouge, s'il est permis de lui donner ce nom, ne s'était établie avant la conquête que vers le centre du Nouveau-Monde. Là, les naturels avaient bâti des villes, des palais, des temples qui étonnèrent les conquérans, et dont les ruines se retrouvent aujourd'hui couvertes par des forêts. Cette race, fière, belliqueuse et intelligente, avait très certainement frayé la voie aux conquêtes industrielles que les Européens développèrent sur leur propre sol. Ces animaux domestiques, dont les états du sud de l'Amérique tirent aujourd'hui de si grands profits, le lama, l'alpaca, la vigogne, ne sont-ce pas eux qui les ont élevés et cultivés durant des générations? Ce n'est pas tout : cette même race, qui a presque disparu dans le nord au souffle et au contact de la civilisation anglo-saxonne, s'est mêlée dans une forte proportion aux Espagnols et aux Portugais du sud de l'Amérique. Il y a du sang indien dans le travail de ces états qui figurent avec honneur à l'exposition de 1862, Costa-Rica, le Pérou, l'Uruguay, Venezuela. L'orgueil des Incas associé à la pompe castillane éclate dans ces dentelles, ces échantillons de bijouterie péruvienne, ces ouvrages de filigrane, surtout ces selles de Montevideo si délicatement

gauffrées et auxquelles sont suspendus des étriers d'argent. Le luxe appliqué à la monture et à l'exercice du cheval n'est-il point comme le reflet d'une ancienne race guerrière?

Les départemens consacrés aux colonies anglaises du nord de l'Amérique sont autant de musées. Il me semble que j'ai vu l'île de Terre-Neuve (*Newfoundland*), ou du moins tout ce que j'ai besoin d'en connaître, avec ses métaux, ses fourrures, ses hermines, ses élans, ses renards, ses coqs de bruyère, revêtus de leur plumage d'hiver, qui se confond avec la couleur des neiges. De Nova-Scotia je puis me faire une idée par les morues, les maquereaux, les mollusques, les crustacés énormes pêchés autour des côtes, par les canards sauvages et par les croquis offrant les principales vues du pays. Le Canada se raconte en quelque sorte par ses lourds épis de blé, ses montagnes de fer et de cuivre, ses bois, et surtout des peintures à l'huile où l'on voit tomber les cascades, se dresser au clair de lune, avec des airs de fantôme, les rochers couverts de sapins, et s'étendre ces interminables prairies où paissent des troupeaux à demi sauvages. Soixante-dix espèces d'arbres, dont cinq ou six seulement sont exportées jusqu'ici, proclament la richesse des forêts canadiennes. Ces arbres, dont le bois est pourtant estimé, se trouvent aujourd'hui regardés par les colons plutôt comme des ennemis que comme des alliés. Ne voyez-vous pas suspendues au mur, en manière de trophée, ces haches courtes et au fer tranchant? C'est avec elles que l'homme blanc a vaincu, forcé et éclairci le désert. On s'accorde à reconnaître que le colon américain est de tous les peuples de la terre celui qui tire le mieux parti de cette arme. Il fait avec sa hache ce que d'autres ne pourraient faire qu'avec le secours d'outils très compliqués. Est-il étonnant, après tout, qu'il ait gardé pour cette *épée de la civilisation*, comme l'appelle un poète du Nouveau-Monde, l'espèce de culte qui s'attache chez tous les peuples à l'instrument de la conquête?

L'idée de faire entrer dans une exposition de l'industrie les minéraux, les fossiles, divers échantillons du sol et du sous-sol, les arbres, les plantes, les coquillages, les insectes, les oiseaux, les mammifères, les portraits des races humaines, est une idée nouvelle. Jusqu'ici ces divers objets étaient relégués dans les musées et les cabinets d'histoire naturelle. Ou je me trompe fort, ou cette innovation indique un vrai progrès dans les méthodes, un grand pas vers l'application de la science aux besoins de l'économie politique. Considérer les animaux domestiques à la fois comme des œuvres de la nature et comme des produits de l'industrie humaine, c'est entrer dans une voie où le génie pratique de l'Angleterre rencontre toutes nos sympathies. N'est-il point curieux par exemple de voir les Indes occidentales céder une partie de leurs richesses animées à l'Aus-

tralie, primitivement si pauvre en mammifères? Quiconque rencontre dans les cases de la Nouvelle-Galles du sud (*New South Wales*) des exemplaires d'alpacas *nés à Sidney*, dit l'inscription, pourrait croire que de tels animaux utiles sont originaires de cette partie du monde. Qui ne sait pourtant qu'ils y ont été transportés pour les besoins de l'agriculture et du commerce? C'est l'homme qui, après les avoir conquis sur l'état sauvage, leur a donné une seconde patrie. Le lien des faits entre l'histoire naturelle et l'histoire du travail arrête à chaque pas les regards du penseur dans cette miniature du globe qu'on appelle l'exposition universelle. Pour nous en tenir à l'Amérique, n'est-ce point la présence de l'huître à perles dans les mers du sud, — et dont on peut voir des exemplaires dans le département de Costa-Rica, — qui a créé sur les côtes une race de hardis plongeurs? Des coquillages fins, nacrés et transparens ont servi de modèles, dans les îles Bahamas, pour ces ornemens de tête et ces corbeilles, véritables ouvrages d'art, qui occupent beaucoup de mains et font vivre beaucoup de monde. Les éclatans insectes du Brésil ont été convertis par les habitans en fleurs artificielles dont les pétales sont des ailes ou des organes. Est-ce en vain que la Guyane anglaise étale sa merveilleuse collection d'oiseaux (1), que la Jamaïque nous montre ses tortues, que l'île de la Trinité se glorifie de ses bois? Non, le plumage éclatant de ces riches oiseaux fournit des ornemens à la toilette des femmes, ces tortues recouvrent les meubles et fournissent une précieuse matière aux ouvrages d'écaille, ces bois se transforment en tables qui, grâce à des incrustations de diverses couleurs, ressemblent à d'anciennes mosaïques. Je m'en voudrais d'oublier le ver à soie, dont les cocons pendent comme des fruits d'or à des rameaux secs, et qui a si puissamment contribué au luxe de la toilette dans les possessions du Nouveau-Monde.

N'est-ce point encore une substance minérale cachée par la nature dans le sein de la terre qui a peuplé l'Australie? C'est autour des mines d'or comme autour d'un centre qu'a rayonné le mouvement de la colonisation (2). Ce métal précieux nous apparaît sous toutes ses formes primitives, en lingots, associé aux roches de quartz, émietté et en quelque sorte confondu avec la terre. Les procédés d'extraction et de lavage, la manière de moudre les roches et

(1) La Guyane britannique réclame peut-être une mention particulière pour le soin avec lequel elle se trouve représentée dans ses tribus ornithologiques, ses singes, ses serpens, ses colliers de dents de caïman, ses armoires de *bois de tigre*, et surtout une hutte en miniature qui contient les massues de guerre, les idoles, les hamacs, et tout le rude ameublement d'une famille indienne.

(2) Un obélisque doré ou trophée australien, pour me servir de l'expression consacrée par les Anglais, reluit depuis peu de temps au soleil, fier de représenter huit cents tonnes d'or, c'est-à-dire une valeur de plus de cent millions de livres sterling, qui a été extraite du sol de la colonie depuis ces dernières années.

d'en séparer les richesses, en un mot tout le travail des chercheurs d'or se dessine pour ainsi dire sous nos yeux dans les instrumens et dans les machines qui ont dérobé au sol le plus convoité des métaux. Si pauvre que soit le règne animal dans cette partie du monde, on le voit pourtant assez bien représenté par les cuirs de kanguroo tannés que préparent les colons. L'Australie et la Nouvelle-Zélande occupent dans l'exposition universelle une place considérable, bien conforme d'ailleurs à l'importance de ces possessions anglaises. L'étendue, la variété, la qualité excellente des produits agricoles nous indiquent assez une terre fertile, un climat qui embrasse toutes les températures, tandis que les trésors géologiques fournissent à toutes les industries le fer, le cuivre, le plomb, le charbon, la malachite et les autres matières brutes qui, transformées par l'Anglo-Saxon, fondent la prospérité des états (1). Au milieu de ces gerbes d'abondance, je regrette de ne point voir figurer davantage la race malaise, qui s'étend sur les îles de l'Océanie. A peine si je découvre même çà et là quelques traces des naturels de la Nouvelle-Zélande, cette famille d'hommes si curieuse que les ethnographes n'ont point encore réussi à classer. Tout annonce pourtant dans leur industrie, — des ustensiles domestiques, des vêtemens, des instrumens de pêche, — une race merveilleusement préparée pour recevoir la civilisation.

Arrivons maintenant à l'Asie, cette ruche des peuples d'où seraient sortis, à en croire quelques savans anglais, les premiers aventuriers qui ont peuplé l'ancienne Amérique et les îles de l'Océanie. Avec la race jaune ou mongolienne s'annonce dans l'histoire de l'industrie un grand progrès. A voir, dans la partie de l'exposition consacrée à l'Afrique et à l'Océanie, certaines contrées du globe presque uniquement représentées par l'inventaire de leurs richesses naturelles, on était porté à se demander s'il y a là des hommes. Il n'en est plus ainsi de la Chine, du Japon et du royaume de Siam. Les trois règnes de la nature, les richesses de la terre et du climat, se montrent ici modifiés par l'art et adaptés aux besoins de la vie sociale. Pour la première fois se dégage dans la recherche de l'utile un idéal quelconque. Cet idéal n'est point complet, je l'avoue : il nous reporte, avec moins de grandeur, vers les rêves étranges de l'ancienne Égypte ; il s'attache plutôt au fantastique et au grotesque qu'à la contemplation de la nature ; il abuse de la faculté de créer des monstres ; tel qu'il est néanmoins, il commande le respect des curieux et des artistes. La Chine trône à l'exposition au milieu de ses laques, de ses bronzes chargés de figures bizarres, de ses ini-

(1) Les mines de Burra-Burra ont fourni à l'exposition un bloc de minerai de cuivre qui pèse près de sept tonnes ; il s'est fait attendre quelque temps dans le palais de Kensington, tant il a été difficile de le décharger du navire et de l'amener sain et sauf à la place qui lui était réservée.

mitables porcelaines, de ses peintures, de ses éventails, de ses baignoires de porphyre, de ses pagodes d'or et de porcelaine, de ses ivoires fouillés et évidés avec tout l'art du sculpteur, de ses dentelles brodées qui réclament une patience chinoise, et de ses vases ventrus comme des mandarins lettrés. La dernière guerre, qui a porté les armes de la France et de la Grande-Bretagne jusque dans la capitale du Céleste-Empire, a aussi doté l'exposition de quelques riches dépouilles : un écran sculpté qui se dressait derrière le trône de l'empereur, des bassins et des vases énormes pris au Palais d'Été. Un objet dans cette riche collection a surtout piqué ma curiosité, c'est un crâne humain monté en or, et qu'on dit être celui de Confucius. Soyez donc le plus ancien des philosophes, le soleil du plus grand empire de la terre, presque un dieu, pour vous trouver un jour exposé à Londres comme un objet d'industrie! La race japonaise présente avec la race chinoise des traits de famille qui se retrouvent dans les produits des deux nations. C'est toujours, à côté de détails empreints d'une grande habileté, une sorte d'enfantillage dans la vieillesse, un art de convention qui tourne éternellement dans le même cercle de pratiques, une sorte de fidélité superstitieuse envers les usages et les moules dans lesquels se trouve fixée toute cette industrie, d'ailleurs fort remarquable. Le Japon semble néanmoins surpasser la Chine dans le développement des manufactures et des procédés de la science. Parmi les objets qui peuvent donner une idée de cette contrée si peu connue, je citerai une encyclopédie écrite dans la langue nationale, différens spécimens d'ouvrages illustrés sur l'histoire naturelle et la chimie, un cadran solaire, un thermomètre, un télescope, une grande variété de papiers dont quelques-uns sont des imitations de cuir, des étoffes de soie, des cocons recueillis dans toutes les provinces, des ouvrages de tapisserie, un câble fait avec des cheveux d'homme, des blocs de lave qui viennent du volcan de Fusijama, des spécimens de charbon de terre et d'autres métaux, des collections de papillons, enfin des exemplaires de cette légère porcelaine connue sous le nom de coquille d'œuf (*egg-shell*), et qui a jusqu'ici défié toute rivalité dans le monde entier (1). Le royaume de Siam a envoyé ses nids d'hirondelles, si chers à la gastronomie mongolienne, son riz, ses teintures et les jupons de soie portés par les élégantes de Lao. Dans l'industrie de ces trois peuples, on lit les caractères d'une vraie civilisation sans doute, mais d'une civilisation arrêtée, qui ne se régénérera,

(1) L'industrie de la race jaune ne se relie pas moins que celle de la race noire au bien-être des états européens. En 1861, les Anglais ont exporté du Japon une masse de marchandises consistant surtout en matières premières, et qui s'élèvent à la somme de 538,687 liv. sterl. — 96,577,382 livres de thé ont été enlevées la même année par les vaisseaux anglais aux ports de la Chine et du Japon.

si elle se régénère jamais, que par des emprunts faits à l'Europe.

Un intérêt particulier s'attache à l'Inde, cette *alma parens*, si, comme le prétendent certains érudits, nos langues modernes, nos institutions et le germe de nos industries dérivent de cette terre féconde, d'où elles se sont répandues par des migrations sur toute l'Europe. Il s'en faut pourtant de beaucoup que la force de la race caucasique apparaisse ici dans tout son développement. La civilisation hindoue se montre à l'exposition ce qu'elle est en réalité, une civilisation immobile, peut-être même une civilisation épuisée. Enveloppée comme Hercule enfant dans les plis et les replis du serpent, la race hindoue aurait peut-être l'intelligence de rompre ses liens, mais la fatalité de ses dogmes l'arrête et l'enchaîne à la nature. D'un autre côté, le régime des castes frappe l'industrie indienne d'un cachet profond d'inégalité en même temps que de routine. C'est la terre des surprises et des contrastes. Si vous regardez aux merveilleux ouvrages de bijouterie, aux draps d'or et d'argent, aux somptueux châles de cachemire, aux voiles et aux moustiquaires qui ressemblent à de l'air tissé, aux palanquins, aux armes relevées de pierres précieuses, vous seriez tenté de croire que vous avez affaire au peuple le plus riche et le plus industrieux de la terre; mais si vous tournez les yeux vers les costumes et les ustensiles des classes inférieures, il vous semblera rétrograder parmi les sauvages. C'est une erreur commise par beaucoup d'historiens que de juger uniquement d'un peuple par les objets de luxe et par le sentiment de l'art; ces conditions de goût, de beauté relative, de splendeur traditionnelle, peuvent se rencontrer chez des nations en définitive très peu avancées. Ce sont les fleurs d'un arbre sur lequel on cherche vainement des fruits. Le vrai caractère des races civilisées est dans la diffusion du bien-être, dans la puissance des machines qui créent et répandent la richesse, dans la lutte contre la nature, qu'on force de travailler au profit de tous. Le département de l'Inde, si l'on y joint surtout le musée de Whitehall-Yard, *India Museum*, d'où a été extraite une partie des objets exposés, est d'ailleurs une histoire complète d'une contrée qui n'a plus de mystères pour la société anglaise. Cette histoire de la vie morale et domestique de l'Inde est racontée par les masques moulés sur les principaux types de la race, les costumes, l'industrie des castes, les jouets d'enfans, les ustensiles de ménage chargés de figures bizarres ou monstrueuses, reflets de dogmes gigantesques et pétrifians qui nous donnent l'idée d'un peuple anéanti devant la contemplation des forces de l'univers. Après avoir parcouru, à travers une antiquité fabuleuse, tous les rêves du panthéisme, la race hindoue semble être arrivée au repos fatal, à ce terrible septième jour des peuples identifiés désormais avec l'immobilité de la nature. Son industrie vit comme tout le reste sur les grandeurs du passé, sur un

ordre religieux et civil qu'elle n'a point la force de modifier, sur la conquête étrangère, à laquelle, tout en résistant, elle n'oppose que des fureurs passagères ou une soumission passive.

En quittant l'Inde, on entre dans un monde nouveau. On vient de voir l'enfance de la race caucasique, mais c'est en Europe qu'il faut en étudier la maturité.

III.

La Turquie forme naturellement la transition entre l'Asie et l'Europe. Par le goût du luxe, de la pompe, des ornemens personnels, comme aussi, je dois le dire, par l'oubli du bien-être appliqué à la classe la plus nombreuse, elle se rattache évidemment au groupe des civilisations orientales. Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus riche que ses étoffes de soie glacées ou brodées d'or; toute la voluptueuse splendeur des harems brille à travers ces cases de verre où les tissus de velours rehaussés de pierres précieuses, les molles écharpes et les mille raffinemens de la toilette des femmes ondoient comme la ceinture de Vénus, en promettant d'ajouter des charmes à la beauté. Les habillemens des hommes ne sont pas moins somptueux; les riches narguilés, les flacons d'eau de rose, les soyeuses ottomanes, les magnifiques tapis annoncent une population sensuelle et assoupie dans les jouissances du matérialisme. D'un autre côté, quelques branches de l'industrie turque semblent indiquer de louables efforts pour se rapprocher des mœurs européennes: on sent que le progrès est devenu pour l'empire ottoman une question de vie ou de mort; mais une indolence naturelle de caractère, une religion fataliste, le mépris et l'asservissement de la femme, dont on dissimule mal l'esclavage sous les chaînes et les bracelets d'or, semblent frapper d'impuissance des essais d'où dépendent pourtant le sort et l'avenir de la nation ottomane. La Grèce, malgré la différence de religion et un esprit de liberté qui lui présage de meilleures destinées qu'à la Turquie, obéit dans ses goûts et dans la recherche du luxe aux lois du même climat. Elle triomphe dans ses velours, dans ses dentelles d'or et d'argent, dans ses couvertures de table, d'une richesse merveilleuse, mais surtout dans ses marbres, d'une blancheur incomparable, et dans ses statues, qui prouvent que l'amour des arts ne s'est point éteint sur la terre où vécut Phidias. Des traces de renaissance se montrent dans son agriculture, dont elle étale avec orgueil les produits, des grains, du coton, de la cochenille, de la cire et du miel. A la Grèce se lie naturellement le groupe des Iles-Ioniennes, où, malgré le mélange des races et la protection de l'Angleterre, domine le caractère hellénique. Ce cachet se retrouve fortement empreint sur toute leur industrie et sur les

richesses de la nature. Quel paradis terrestre nous révèlent ces figues, ces amandes, ces raisins de Corinthe, ces olives et ces vins délicats! On a dit que l'archipel ionien avait envoyé aux Anglais son soleil en bouteilles. Les produits fabriqués dans ces îles heureuses ne sont pas moins remarquables et se ressentent aussi de l'influence de la lumière : ce sont des broderies d'or, des costumes fastueux, des sachets, une mitre de l'archimandrite septinsulaire, et des peintures byzantines exécutées l'année dernière, mais qui sont exactement dans le même style que celles du temps des Comnènes.

Une autre puissance européenne, quoique placée à l'extrême nord, a gardé avec les races orientales des liens qui s'étendent plus ou moins à son industrie. On a dit d'elle que c'était un rameau de l'arbre asiatique tombé dans la glace. N'ai-je point nommé la Russie? La race slave se détache vaillamment du groupe des civilisations immobiles par l'ensemble de ses caractères et surtout par cette puissance de travail qui sait conquérir et féconder un sol ingrat; mais cette force aveugle, cette tyrannie des faits que la Russie a vaincues dans la nature pèsent encore sur ses institutions, et malgré d'incroyables progrès limitent son essor dans l'ordre moral et économique. Quoi qu'il en soit, la Russie semble avoir voulu se venger de sa défaite de Crimée en déployant aux yeux de l'Europe les ressources de son dur climat et de sa courageuse industrie. A la bonne heure, c'est là une vengeance que nous aimons. Je la loue aussi d'avoir été plus sobre cette fois dans l'étalage de ses richesses matérielles, telles que les portes de malachite, les coffrets de jaspe, les branches de diamans, les étoffes d'or, qui rappelaient un peu trop en 1851 la magnificence barbare des despotismes asiatiques. C'est sur un autre terrain qu'elle transporte aujourd'hui la lutte; elle s'attache à l'utile, au bon marché, et l'on ne saurait trop l'encourager dans cette voie, dont il est facile d'apercevoir les conséquences sociales. Elle réclame notre intérêt pour ses produits chimiques, ses peaux de chamois, de daim et de renne, ses cuirs, dont elle étale une immense variété, ses grains, ses couvertures de lit, surtout ses mouchoirs de poche, qui se vendent au marché de Moscou, sous les murs même du Kremlin, pour la modique somme de 40 kopecks. Qu'on n'aille pas croire pour cela qu'elle ait renoncé à nous entretenir de ses traditions et de ses richesses nationales. Sous une des cases de verre rayonne une Bible qu'on évalue à 100,000 francs, imprimée dans la vieille langue slavone, dont le patriarche Philarète lui-même renonce à lire les caractères, et toute garnie de turquoises, de diamans, d'améthystes, montés sur une reliure de métaux précieux. Au fond de la *cour* russe (cour est le nom que les Anglais donnent à certains départemens de l'exposition) figure un grand tableau qui était d'abord passé presque inaperçu jusqu'au mo-

ment où les employés du palais déclarèrent qu'il pesait 700 tonnes, et aussitôt l'indifférence se changea en une fièvre de curiosité. Je me soucie naturellement assez peu du poids; mais l'ouvrage a d'autres titres à notre attention : c'est un spécimen de ces peintures religieuses avec des incrustations d'or dont les artistes russes se montrent si curieux. La figure de saint Nicolas, patron de la Russie, exprime bien cet idéal de mysticisme qui répond aux croyances de l'église moscovite. Dans ses arts comme dans son industrie, l'empire du tsar reflète les traits d'une race jeune et envahissante, d'une civilisation tour à tour rude et raffinée; ce qui lui manque, surtout quand elle touche aux produits manufacturés, c'est un caractère original. On dirait qu'elle a été plutôt faite jusqu'ici pour s'assimiler avec puissance les conquêtes de l'Europe que pour leur ajouter un type. Il n'y a point lieu de s'en inquiéter, lá plupart des races adolescentes commencent par l'imitation. Un autre caractère me préoccupe : dans cette nation où tout se fait par oukases, on croirait volontiers que les produits industriels ont été aussi fabriqués par ordre du gouvernement, tant ils se montrent frappés d'un cachet d'uniformité.

Le groupe des nations scandinaves, la Norvége, la Suède, le Danemark, nous montre l'activité de la race finnoise aux prises avec les sauvages obstacles d'un ciel glacé, de longues nuits et d'un territoire avare, du moins si l'on regarde à la variété des produits. La Norvége, cette mère des minéraux, apporte à l'exposition ses humbles richesses, les échantillons des roches qui hérissent ses côtes austères, des minerais de cuivre, des fers plus ou moins travaillés, son huile de foie de morue, son duvet d'édredon, ses fourrures d'animaux sauvages, ses traîneaux, ses harnais pour la toilette du renne, ses bateaux et ses filets destinés à la pêche du hareng. Elle a aussi son luxe : regardez dans une armoire de verre ce paysan avec sa fiancée, chargés l'un et l'autre d'ornemens en or. Durant ses nuits étoilées, nuits de cristal, dit un voyageur, et dont la morne sérénité le dispute à l'intensité d'un froid limpide et sec, la science norvégienne n'a rien de mieux à faire que de contempler la mécanique céleste : de là des horloges astronomiques d'un travail ingénieux (1).

La Suède nous donne une idée de ses mœurs domestiques dans ses poêles de faïence vernie qui sont des monumens, dans ses modèles de fenêtres et de portes bien closes, dans ses paravens et dans

(1) Quoique le climat soit sévère, grâce à de tièdes courans sous-marins qui réchauffent les côtes de la Norvége, grâce aussi aux soins des habitans, il a fourni à l'exposition d'excellentes céréales et presque tous les fruits de nos contrées. On remarque aussi d'admirables sculptures sur bois, œuvres d'artistes norvégiens qui ont débuté dans la vie comme garçons de charrue, et l'un d'eux, M. Glosimodt, reçoit aujourd'hui à Rome une pension de son gouvernement.

ses appareils pour chauffer l'eau. Il est à observer que plus on s'approche du nord et plus le besoin du comfort intérieur augmente, tandis que le goût de la toilette diminue, au moins pour ce qui regarde les étoffes de luxe et de somptuosité. De tous les objets exposés par la Suède, nul n'a excité autant de surprise que le groupe de bronze et de zinc du sculpteur Molin, de Stockholm. Le sujet est une légende scandinave dont le triste souvenir est, dit-on, également familier aux Suédois, aux Norvégiens et aux Danois. Deux hommes armés de couteaux et liés ensemble par une ceinture, selon la coutume runique, luttent pied à pied, corps à corps, en cherchant à se saisir par la taille et à se renverser l'un l'autre. L'histoire de ce duel au couteau est racontée dans les quatre bas-reliefs qui entourent la base du groupe. D'abord les deux jeunes gens sont assis et en train de boire paisiblement; une querelle s'élève par suite des familiarités que prend l'un d'entre eux avec la femme de son ami; celle-ci intervient pour prévenir une funeste rencontre; enfin nous la retrouvons au dernier bas-relief abîmée dans la douleur et prosternée devant une pierre runique, laquelle ne laisse aucun doute sur les conséquences fatales de la lutte. Cet ouvrage est d'un grand style, d'une férocité d'action inimaginable, et, sans viser particulièrement à la couleur locale, a bien le caractère de sombre poésie qu'on retrouve dans les chants des bardes scandinaves.

Le Danemark, plus positif, nous ramène à l'industrie et aux arts utiles par ses huiles de poisson, ses laines d'Islande, ses chanvres, ses étoffes de crin et sa pulpe de papier faite avec du bois. Les instincts aventureux de cette race maritime se retrouvent dans les peaux d'ours et divers spécimens de l'industrie groënlandaise qui ont été envoyés par les comptoirs du gouvernement établis dans les mers de glace. Le Danemark ne néglige pourtant point la recherche du beau en même temps que de l'utile, si j'en juge par ses ornemens d'architecture domestique, ses figures en biscuit, ses porcelaines et surtout ses bijouteries. On avait d'abord cru que les bracelets et les broches exposés dans le palais de l'industrie avaient été dessinés d'après des modèles étrusques. C'est au contraire une reproduction des anciens arts du Nord. Les types originaux de ces articles de toilette, exécutés en bronze grossier, ont été portés pendant des siècles par les chevaliers scandinaves aux longs cheveux blonds et aux membres vigoureux. Nous trouvons une autre spécialité du luxe danois dans ces cornes à boire dont quelques-unes présentent un intérêt historique. Ces dernières, relevées d'or ou d'argent et chargées de dessins en ivoire, racontent de vieilles légendes, telles que les aventures de Sigurth, le tueur de dragons, et de la belle Brünhild. Les porcelaines ont aussi un caractère national; au lieu de s'attacher à l'imitation des sujets chinois, elles illustrent les tradi-

tions et les poésies de la contrée. La plupart des sujets et des dessins sur porcelaine ont été fournis par Thorwaldsen, un sculpteur danois, dont on admire aussi trois statues. Thorwaldsen était depuis quelques années à Rome, où, malgré son ardeur au travail et un véritable talent, il luttait obscur contre les dures nécessités de la vie. En proie à l'un de ces accès de découragement qui saisissent parfois les plus heureuses natures, il avait résolu de quitter Rome et de renoncer aux arts, quand à ce sombre moment de doute et de désespoir il fit la rencontre d'un Anglais, M. Hope, qui lui acheta une statue. Cette statue de *Jason*, qui figure au premier plan de la *cour* danoise, fut payée un prix beaucoup plus élevé que celui demandé par la modestie de l'artiste. A dater de ce jour, Thorwaldsen reprit courage. Quoiqu'il eût déjà fait signer ses passeports, il resta à Rome, où sa carrière ne fut plus jusqu'à sa mort qu'une suite de triomphes. Outre la statue de Jason, le département danois contient quelques autres ouvrages de Thorwaldsen, un Mercure et son portrait par lui-même. Il y a aussi une statue de Bissen, dont le nom est connu en Europe par d'autres titres à l'estime publique, comme étant le premier savant qui ait indiqué l'application de l'électricité à l'usage des télégraphes. Ne voilà-t-il pas un ensemble de témoignages bien fait pour nous donner une idée favorable de l'activité d'une race reléguée par la nature sur un des coins obscurs du globe?

L'Allemagne se trouve divisée à l'exposition comme elle l'est en réalité par les barrières et les accidens géographiques; son unité est dans la race saxonne. La Prusse, l'Autriche, la Bavière, le Hanovre, le grand-duché de Hesse, la Saxe, le Wurtemberg, le duché de Mecklenbourg-Schwerin, les villes hanséatiques, sont représentés dans des départemens particuliers, dont quelques-uns occupent une place considérable. Là tout se trouve exposé, depuis les plus riches ouvrages de bijouterie jusqu'aux boîtes d'allumettes. Pourquoi non? L'art de faire le feu est, selon Joseph de Maistre, la limite qui sépare l'homme du singe; il est donc naturel de croire que cet art se développe avec des nuances curieuses et infinies dans le mouvement successif des sociétés. On comprendra pourtant que je ne m'attache qu'aux caractères généraux de l'industrie saxonne. Dans cette lutte héroïque contre les lois du temps, de la pesanteur et des distances, qui constitue le véritable cachet des découvertes modernes, la Prusse se distingue par des qualités fortes et éminentes, un esprit philosophique, les ressources de la science mises au service du travail manuel, ce courage de la patience qui conquiert les choses, et une sorte d'ambition nationale qui ne recule devant aucun sacrifice. Ses fabriques sont représentées avec honneur par des tissus de soie, de lin, de laine et de coton. Ce n'est pourtant point dans ces grandes industries centralisées, servies par les machines et

gouvernées par un petit nombre de capitalistes, qu'il faut chercher le vrai type germanique; c'est dans les ouvrages façonnés à la main par les artisans, et sur lesquels se reflète le goût particulier de la nation. Les ouvriers allemands possèdent à fond les principes de leur état : ils ont une habileté de facture qu'on ne saurait méconnaître, et ne se montrent certes point étrangers à la recherche du beau; mais leurs œuvres manquent un peu d'éclat, d'élégance et de souplesse. En fait d'ameublement, je me souviens surtout de tables, de fauteuils et d'autres articles d'ébénisterie qui étonnent par la pureté du dessin, par la sévérité des lignes, et, comme diraient les Anglais, par la chasteté de la forme, mais qui, taillés dans un bois pâle, mat et sans vernis, ressemblent à ces peintures allemandes d'un beau style, auxquelles on désirerait seulement plus de ton et de couleur. Un goût d'ameublement qui semble particulier à la Prusse me rappelle les chasses et les mœurs baroniales des bords du Rhin : je parle de ces chaises, de ces dressoirs, de ces étagères, de ces lustres, construits avec des branches de cerf et des dépouilles d'animaux sauvages; qu'on se figure un salon où hurlent des têtes de renard, où des hiboux effarés déploient leurs ailes au milieu des lumières, et où les fauteuils ont des pieds qui ne sont plus des métaphores, car ce sont les jambes mêmes des grands daims qui couraient dans l'épaisseur des forêts! Des glaces d'une grandeur formidable, des vases en porcelaine de la manufacture royale de Berlin, des joyaux précieux, arrêtent à chaque pas le visiteur; mais ces ornemens de la civilisation ne doivent point effacer par leur éclat le côté sérieux du génie de l'Allemagne du nord, qui se montre surtout dans quelques instrumens scientifiques, dans ces horloges par exemple, chefs-d'œuvre de patience et de sagacité, où le mécanicien a fixé les pulsations du temps avec le mouvement des astres et des saisons.

L'Autriche, qui fait vis-à-vis à la Prusse dans le palais de Kensington, se distingue surtout par des objets de luxe d'un travail accompli; mais, dans l'ordre des travaux qui peuvent assurer le bien-être de la classe la plus nombreuse, l'industrie autrichienne occupe très certainement un rang inférieur. Que cette infériorité tienne aux institutions politiques, au manque de culture morale chez les ouvriers ou aux lois sur les corporations qui enchaînent l'activité nationale, c'est un point que je ne discuterai point ici; toujours est-il qu'on reconnaît à première vue dans les produits de cet empire une société aristocratique, absolue dans ses vieilles traditions, et chez laquelle le travail, d'ailleurs très ingénieux ou très habile, ne s'exerce guère qu'au profit d'une classe privilégiée. Cette remarque ne peut s'appliquer toutefois à la collection de verreries et de porcelaines venues de la manufacture de Herend, en Hongrie. Cette collection

ne se recommande pas moins par l'éclat des couleurs et par la fidélité avec laquelle se trouve reproduit le vieux type chinois que par le bon marché; c'est là, aux yeux de quelques personnes, son seul défaut, c'est là le seul obstacle à l'introduction de ses produits dans certaines familles riches. Autrement les verreries de cette fabrique ne seraient guère éclipsées que par la Bohême, qui soutient cette fois une antique célébrité, si même elle ne l'accroît point encore, par la clarté et la légèreté de ses verres, qui ressemblent à de l'air solidifié, ainsi que par l'originalité des modèles. On admire généralement les coffres ciselés et émaillés de M. Girardet, un fabricant de Vienne. La science joue aussi un grand rôle dans le département de l'Autriche, non qu'elle cherche, comme en Prusse, à répandre et à vulgariser l'instruction : c'est à surprendre les secrets de la nature par une forte direction d'études qu'elle s'attache surtout. Une journée passée à voir et à se promener dans l'exposition ne suffirait point à épuiser la curiosité du visiteur en ce qui regarde les provinces germaniques : je ne saurais pourtant quitter l'Allemagne sans signaler ses instrumens de musique et ses fameuses porcelaines de Saxe d'un goût si délicat, ses miroirs, ses lustres, ses figurines, véritables fleurs de l'art, qui ont je ne sais quel parfum local de grâce et d'élégance.

Trois petits états plus ou moins enclavés entre l'Allemagne et la France, — la Belgique, la Hollande et la Suisse, — occupent dans le palais de l'industrie une place déterminée plutôt par le caractère laborieux des habitans que par l'étendue de leur territoire. La Suisse envoie naturellement ses montres et les modèles des outils qui servent à les travailler, ses chapeaux de paille portés par les femmes de Fribourg et ses boîtes à musique (1). La Hollande se reproduit en quelque sorte dans les traits de son industrie patiente, solide et honnête, dans ses toiles, ses papiers, ses harengs et ses autres comestibles, ses poteries, la coiffure de ses femmes chargée d'ornemens en or, surtout dans ses fléaux et ses balances, images de l'équité de la race néerlandaise. A ces produits, à ces témoignages du travail, il manque nécessairement le plus beau et le plus hardi monument de l'activité des Pays-Bas : je parle de leur lutte contre la mer. La Belgique, qui suit et qui imite généralement la France, mais qui la devance quelquefois dans certaines branches d'industrie, ainsi

(1) Ces boîtes à musique avaient d'abord excité une grande curiosité en faveur de l'Helvétie, lorsque la foule se porta sur un autre mécanisme inventé par des Anglais, MM. Auber et Linton. C'est une petite boîte qu'on peut mettre aisément dans la poche de son gilet, et d'où, quand le couvercle est soulevé, s'élance un joli bouvreuil, qui chante un air en agitant ses ailes de la manière la plus naturelle. Le plumage, les mouvemens et les notes propres à cet oiseau se trouvent imités avec une exactitude vraiment singulière.

que dans l'exécution de ses chemins de fer, réclame une attention particulière pour ses fabriques d'armes à feu, surtout à une époque où l'art de s'entre-tuer fait de si rapides progrès, par ses dentelles, ses draps d'une qualité inférieure, mais d'un bon marché qui étonne, ses instrumens d'agriculture, et ses sculptures sur marbre ou sur bois. Un des plus charmans objets d'art dans toute l'exposition universelle est une chaire construite par MM. Coyers frères, de Louvain, et qui rappelle avec bonheur ces admirables ouvrages sur bois qu'on rencontre si souvent dans les églises de la Belgique.

Le groupe des races latines, l'Espagne, l'Italie et la France, présente, avec des variétés bien tranchées et des degrés de développement à coup sûr très sensibles, certains airs de famille dans la nature et le style de leur industrie. La plus reculée des trois est sans contredit l'Espagne; à Dieu ne plaise que je refuse l'énergie du travail à une nation qui a fait et qui peut encore faire de grandes choses; mais, si peu de sang arabe qu'elle ait dans les veines, la race ibérique, par son insouciance du bien-être matériel, par sa fière et superbe indolence au milieu des richesses d'un climat béni du soleil, surtout par une sorte d'immobilité dans l'ordre religieux qui entraîne toujours l'engourdissement de la vie civile, nous rappelle beaucoup trop les civilisations de l'Orient. Montesquieu, consulté dans les derniers temps de sa vie sur la nature de sa maladie, la définissait ainsi : « une grande impuissance d'être. » Une certaine impuissance d'agir et d'innover, qui n'est point, je l'espère, pour l'Espagne une maladie mortelle, et qui tient plutôt à ses croyances qu'à un défaut de race, se traduit dans son industrie par des faits évidens. Si l'on regarde à son agriculture, dont elle étale pourtant avec amour les produits variés, on y découvre plutôt la force expansive d'un climat heureux que l'effort de l'homme et des machines pour conquérir la terre. Me dira-t-on que l'Espagnol est riche, en ce sens qu'il a peu de besoins? J'admets, si l'on veut, qu'il en soit ainsi, et je le regrette, car c'est sur les besoins de l'homme toujours croissans que l'industrie greffe ses conquêtes. Le seul instinct vif par lequel la race espagnole se rattache à la famille des nations productives est le goût du luxe et le sentiment de la coquetterie. On retrouve en quelque sorte la poésie du *Romancero* dans ses éventails, ses armes, ses filigranes, ses arabesques, ses bijoux, ses étoffes d'or et de soie, ses mantilles, ses peaux de chagrin, ses blondes et ses dentelles chargées de riches broderies; mais les arts mécaniques, auxquels seuls appartient le don de multiplier les fruits du travail, se montrent encore dans un état peu avancé. Le mot de Talleyrand : « pour être puissant, il faut être riche, » est surtout vrai des nations. Si forte et si intelligente que puisse nous sembler une race à d'au-

tres points de vue, elle ne prend aujourd'hui dans le monde une place considérable que par son industrie, source de toute véritable opulence et de toute influence politique. Le Portugal, quoique avec un territoire beaucoup plus limité, développe à côté des produits du sol, de ses vins et de ses eaux de fleur d'oranger, quelques appareils et quelques produits artificiels qui témoignent du désir généreux de reconquérir par le travail ce qu'il avait perdu en d'autres temps au milieu des tremblemens de terre et des aventures maritimes, mais surtout par l'action énervante d'un ancien régime despotique.

Un intérêt particulier s'attache à l'Italie, qui apparaît pour la première fois à l'exposition de 1862 dans son unité. Cette unité n'est point encore complète, je l'avoue; mais du moins Milan, qui figurait en 1851 sous la bannière de l'Autriche, et le royaume des Deux-Siciles, qui occupait une place à part, se trouvent aujourd'hui fondus, comme ils doivent l'être, dans une seule et même nation. Ce que l'industrie italienne perdait au morcellement, ce qu'elle gagnera à l'assimilation des forces d'une grande famille sous la main d'un gouvernement constitutionnel, c'est le secret de l'avenir. Dès ce jour, elle s'annonce comme en voie de progrès. Le lien qui existe entre les institutions politiques et les conquêtes du travail se montre avec éclat dans la cour italienne du palais de Kensington. L'Italie commande l'attention par une immense variété de produits naturels ou que l'art a transformés : de l'ambre, du corail, des cristaux, des cocons, le ver à soie lui-même, dont une curieuse collection *illustre* toutes les maladies, les développemens et les métamorphoses; des étoffes de luxe ou d'utilité journalière, des gants de *byssus*, des mosaïques, des statues, des miroirs, des lits splendides, qui prouvent que le goût de la magnificence ne s'est point perdu dans la patrie des Médicis. Au milieu de toutes ces pompes, qui n'excluent point le développement de quelques autres branches d'industrie plus obscures, quoique non moins importantes, je ne m'arrêterai qu'aux poteries et aux instrumens scientifiques. Le groupe de porcelaines, imitations d'anciennes faïences, et les articles en majolique provenant de la fameuse fabrique de Doccia, près de Florence, sont l'objet d'une admiration bien légitime (1). L'origine de cette fabrique remonte aussi loin que 1735, l'année où elle fut fondée par un patricien, Carlo Ginori; elle passa ensuite entre les mains de son fils Lorenzo et d'un autre descendant de la famille, Carlo Leopoldo, qui attacha des écoles de dessin à son établissement pour répandre le sentiment de l'art parmi les enfans de la classe ouvrière. Aujourd'hui cette même fabrique ap-

(1) La Toscane a l'honneur d'être une des premières contrées qui aient cultivé depuis les temps modernes une branche de travail dont elle retrouva plus ou moins les prototypes dans les vases étrusques. Deux sculpteurs florentins, Lucca della Robbia et Benvenuto Cellini, inventèrent l'art de travailler l'argile et de la brunir avec de l'or.

partient au marquis Lorenzo Ginori, fils aîné du précédent. Appelant la pratique des voyages au secours d'une noble ambition et des goûts qu'il avait hérités de ses ancêtres, il visita l'Allemagne, la France et l'Angleterre, pour s'initier à tous les mystères et à tous les progrès de la céramique. Il trouva un auxiliaire puissant dans un chimiste nommé Giusti, mort en 1858, et qui doit sa réputation à l'habileté avec laquelle il fit revivre les ouvrages en majolique du XIVe et du XVe siècle. Parmi les nombreux et curieux produits de la manufacture de Doccia, je signalerai seulement un vase splendide dont le sujet est le triomphe de Neptune, un autre vase représentant Galatée, un grand tableau en relief des quatre saisons, un coffre décoré avec des figures de nymphes et d'autres motifs mythologiques. La terre de Galilée, de Torricelli, de Spallanzani et de tant d'autres savans, se vante aussi, et avec raison, de ses microscopes et de ses instrumens d'optique. Elle expose cette année des thermomètres et des baromètres d'une extrême délicatesse sensitive, un anémomètre qui marque sur une feuille de papier, à chaque instant, la force, la direction et la vélocité du vent, enfin de très habiles préparations anatomiques. Envisagée dans son ensemble, l'industrie italienne présente un caractère très certain de régénération. En dirai-je autant de Rome, qui, par l'effet du hasard ou en vertu d'une épigramme anglaise, se trouve placée à l'exposition sous l'aile de la France? L'exposition romaine attire un grand nombre de curieux par des objets à coup sûr fort remarquables, des statues de marbre blanc, des tables en mosaïque (1), des photographies d'anciens monumens, des lampes d'après l'antique, un bréviaire offert par le pape au cardinal Wiseman; mais au milieu de tous ces trésors d'un art sacerdotal on se demande s'il y a un peuple à Rome, ou du moins si l'on s'occupe de pourvoir à son bien-être économique, tant l'industrie romaine semble avoir pris à la lettre le précepte évangélique de vivre comme le lis des champs et de ne point songer au lendemain!

La France brille par l'étendue, l'éclat et la beauté de ses produits. Je me contenterai d'indiquer les traits généraux qui distinguent à première vue son industrie si riche et si variée. Ces traits sont assurément le goût, la délicatesse, l'élégance. Un industriel anglais, à qui j'exprimais ma surprise de rencontrer à Londres tant de magasins qui cherchent à se recommander aux acheteurs par cette devise magique : *articles de Paris*, me répondait un jour avec une certaine morgue britannique : « Ah! oui, de petites choses! » Ces *petites choses*, si l'on veut, n'en ajoutent pas moins à la vie le parfum des arts; elles font le bonheur des femmes, l'ornement des salons, quelque-

(1) La plus remarquable est celle offerte par le pape à la reine d'Angleterre, ornée sur les bords par des vues de Rome, et regardée par les connaisseurs comme un chef-d'œuvre d'habileté.

fois même la seule consolation du pauvre, car on est riche ou pauvre à différens degrés, et la distinction de la forme donne souvent une valeur à des objets qui n'en ont guère par eux-mêmes. Cet instinct du goût qu'il est si difficile de définir se découvre, pour ce qui regarde les étoffes françaises, dans l'harmonie et l'heureuse distribution des couleurs, pour l'ameublement dans la pureté des lignes et la fraîcheur des décorations habilement motivées, enfin, jusque pour les ustensiles domestiques, dans certaines grâces *sui generis* auxquelles les objets de l'usage le plus commun ne se montrent point étrangers. Les soieries de Lyon attirent l'admiration universelle, surtout celle des femmes et des connaisseurs, par la richesse du tissu, la magnificence et la variété des tons, le fini et le charme des dessins. Deux robes de satin blanc ont principalement emporté tous les suffrages des Anglaises, l'une décorée avec des fleurs d'orchidées, l'autre représentant toute une volière, avec le plumage, les formes et pour ainsi dire les *mœurs* des oiseaux, car on les voit voler, se battre entre eux et poursuivre les insectes dont ils font leur proie. La jeune fille assez riche pour porter une telle robe pourrait, tout en se livrant aux plaisirs de la coquetterie, étudier sur cette *peinture* l'histoire naturelle. Les tapisseries des Gobelins soutiennent fièrement leur ancienne réputation; des paris s'engagent tous les jours entre quelques Anglais de la province, qui de loin les prennent pour de magnifiques tableaux à l'huile jusqu'au moment où, vus de très près, ces trompe-l'œil, comme ils les appellent, montrent le point de la laine. Nos porcelaines de Sèvres semblent avoir un peu pâli cette année sous le ciel de Londres; l'opinion de nos voisins est que cette célèbre fabrique a perdu du terrain sur certains points importans; elle laisse, selon eux, à désirer pour l'originalité des sujets, l'éclat et la hardiesse des couleurs. Cette teinte rose connue sous le nom de rose du Barry et ce bleu de turquoise qui sert de fond à la plupart des ornemens sont à coup sûr d'une délicatesse exquise; mais dans un pays où la lumière elle-même manque de vigueur on aimerait quelque chose de plus chaud et de moins uniforme (1). Les verreries obtiennent au contraire le plus grand succès, autant pour la pureté du cristal que pour la suavité des formes; on remarque surtout des ouvrages de verre colorés, des coupes et des vases, véritables caméléons qui changent de teinte à chaque instant sous les diverses influences de la lumière. L'histoire raconte que Néron paya six mille sesterces une coupe de verre taillée : qu'aurait-il donc donné pour de telles merveilles! L'orfévrerie et la bijouterie françaises se distinguent aussi par un caractère particulier; chez elles du moins, la valeur des métaux et des pierres précieuses ne fait point oublier la

(1) Voyez sur *l'art décoratif à Sèvres* la *Revue* du 15 juin dernier.

main de l'homme. Un des plus grands ouvrages d'orfévrerie est le vaste plateau supportant un navire, symbole de la ville de Paris. Le principal mérite de cette composition est le mélange harmonieux des tons; l'œil passe de la couleur de l'or foncé à la blancheur de l'argent par une série de nuances insensibles et habilement ménagées. Les argenteries oxydées, les études d'après l'antique parsemées de scarabées et revêtues d'escarboucles, un ostensoir *sans rayons*, de M. Caillat, de Lyon, les coffres précieux de M. Rudolphi, les ouvrages d'émail de M. Payen, des broches d'un prix fou, des fils de perles, des diadèmes de diamans et bien d'autres ouvrages éblouissent moins encore par la richesse de la matière que par la pensée de l'artiste et par l'habileté du travail. Je pourrais citer beaucoup d'autres branches de l'industrie française qui se trouvent représentées avec éclat; mais ce dénombrement ne vous apprendrait rien de nouveau sur les tendances d'une race artiste, qui règne surtout par le charme, la sobriété et le choix des ornemens. Ajoutons seulement que les divisions de l'édifice destinées à représenter nos colonies font une triste figure, comparées à celles de l'Angleterre. On dirait que la France, toute préoccupée de semer les fleurs de la civilisation, laisse à d'autres le soin d'ouvrir la source des richesses positives et croissantes qui font la grandeur du commerce, qui alimentent les fabriques et développent l'activité d'un peuple.

C'est une opinion généralement reçue que la France est une nation démocratique, tandis que l'Angleterre est une nation aristocratique : je veux bien qu'il en soit ainsi; mais si je regarde à l'industrie des deux peuples, j'y vois exprimé un tout autre ordre de faits. A peine ai-je mis le pied dans cette partie de l'exposition où est représentée la Grande-Bretagne, que mes regards se trouvent aussitôt frappés par ces inventions destinées à alléger et à multiplier le travail, par ces colosses d'acier qui ajoutent aux bras des faibles les forces d'Antée, par ces mille procédés de la science qui se proposent d'introduire des perfectionnemens pratiques dans la nourriture, l'habillement, l'intérieur des habitations, et dont la conséquence inévitable est d'étendre les élémens du bien-être à toutes les classes. Est-ce à dire pour cela que l'Angleterre ne cultive point aussi les industries de luxe? Non sans doute : quatre ou cinq orfévres et joailliers de Londres ont envoyé à l'*exhibition* de 1862 une masse d'or, d'argent et de pierreries dont la valeur matérielle, indépendante du travail, s'élève à plus de 25 millions de francs et dépasse au moins de moitié les richesses du même genre exposées par les joailliers de toutes les autres contrées réunies (1). Les grandes

(1) Les caisses vitrées où reposent ces trésors sont un grand sujet d'attraction pour la foule. M. Garrard expose le collier, la plaque et l'étoile des différens ordres de la Jarretière, du Bain, du Chardon, de Saint-Patrick, de l'Étoile de l'Inde, une collection

manufactures de Minton, de Copeland, de Worcester et de Rose annoncent hautement l'intention de rivaliser à tout prix avec nos porcelaines de Sèvres. D'autres branches du luxe britannique, — les cristaux, les ameublemens somptueux, les tapis, les glaces, les brocarts, les dentelles et les blondes, — sont aussi représentées avec profusion; mais si là est l'orgueil de l'Angleterre, ce n'est pas là qu'est sa force. Pour remonter à la racine de son industrie, à la source de ses éblouissantes richesses, qu'on veuille bien jeter un regard sur cette collection de charbons de terre dont elle étale les nombreux spécimens et qui donnent une idée de l'opulence de ses mines. Ce diamant noir, comme l'appellent nos voisins, joue un bien plus grand rôle dans la prospérité du royaume-uni que le fameux *Koh-i-noor* et les autres dimans de la plus belle eau, lesquels ne sont après tout que des paresseux. La houille travaille, elle engendre la vapeur, et c'est appuyé sur les ressources de ce combustible que l'Anglais est devenu le roi du fer, le roi de l'acier, qu'il a brisé les résistances de la nature, et qu'appliquant aux métaux le pouvoir mécanique, il a ajouté des mains aux mains des ouvriers. Les chimistes et les ingénieurs de la Grande-Bretagne définissent le charbon de terre du *soleil en cave* (1). Par une sage compensation de la nature pour un ciel brumeux, le sol de l'Angleterre contient plus de ce soleil en cave que tous les autres pays de l'Europe. Comme l'industrie s'est modelée partout sur les produits de la terre et sur ses trésors géologiques, il est tout naturel que l'Anglais se soit attaché avec une ardeur particulière au fonds social que lui présentait la contrée, au charbon de terre, au fer, au cuivre, au plomb, aux autres métaux qui alimentent les arts utiles. Ici encore la distribution des industries, fondée sur la distribution naturelle des matériaux, rencontre une limite qu'il faut indiquer. Si ces matériaux sont d'un poids léger, rien ne s'oppose à ce qu'ils voyagent et à ce qu'on les retrouve fabriqués à une grande distance de leur origine : c'est ainsi que nous voyons le diamant travaillé à Amsterdam, l'endroit de la terre ou le diamant a le moins de raison d'être, à ne consulter que la nature du sol; mais si les matériaux sont pesans, les branches d'industrie qui s'y rattachent ne se développent jamais que dans les grands centres d'extraction. Le système du libre échange aura pour effet, si je ne

de tiares, de colliers, de bracelets et de broches revêtus d'une variété de pierres précieuses. Derrière les gerbes de perles, de diamans, de rubis aux différentes teintes, des améthystes, des émeraudes, rayonne le fameux *Koh-i-noor*, cette *montagne de lumière* qui appartient à la reine.

(1) Stephenson, causant un jour avec son ami Buckland, lui demandait : « Sais-tu ce qui fait mouvoir la locomotive? Eh bien! c'est le soleil. » Les physiciens ont en effet découvert que c'est la lumière dont ont été saturées à une époque très ancienne les plantes qui entrent dans la composition de la houille, et dont les propriétés se sont conservées sous les couches de terre, qui se dégage maintenant dans la combustion de ce minéral.

me trompe, de fortifier encore cet esprit de spécialité qui s'appuie sur les productions locales. Les nations industrielles abandonneront peu à peu les branches de travail qui vivent sur des importations ruineuses pour se consacer à celles qui sont indiquées par la nature, et où elles ont acquis une supériorité séculaire. L'Angleterre a donc toute sorte de raisons pour exercer avant tout son activité sur ses richesses métallurgiques. Aussi regardez autour de vous : ces trophées, ces temples d'acajou qui se développent dans toute la longueur du transsept, et où Sheffield, Manchester, Birmingham et d'autres villes de la Grande-Bretagne étalent le fer et l'acier sous toutes les formes, ne vous disent-ils point que là est la puissance de l'industrie anglaise, là est sa gloire (1)?

Une fois entrée dans cette voie, l'Angleterre a trouvé dans les membres de fer du travail, si l'on peut appeler de la sorte les mécaniques, le moyen d'augmenter mille fois par minute la production et de résoudre ainsi, pour les objets de commune nécessité, le problème du bon marché, qui est après tout une des formes pratiques de la démocratie. De là ses étoffes de coton à 8 pence le mètre, ses paires de bas à 2 pence 1/2, ses indiennes et ses mouchoirs aux riches couleurs, qui se vendent en quelque sorte pour rien. Quand il serait vrai que, malgré de grands progrès accomplis depuis 1851, le sentiment du goût manque encore dans une certaine mesure à ses ouvrages de luxe, je m'en consolerais volontiers aussi longtemps que la Grande-Bretagne se préoccupera d'étendre à la classe la plus nombreuse les humbles jouissances de la civilisation. Sa grandeur est dans l'utilité, dans les services qu'elle rend à tous, dans le soulagement des misères sociales et dans l'appropriation des moyens matériels au progrès moral de la multitude. Non contente de faire travailler l'air, la lumière, la vapeur, les métaux pour mettre les conditions du bien-être à la portée des petites bourses, l'industrie anglaise applique les ressources de l'art mécanique aux besoins de la science et du commerce. Parmi les curiosités de l'exposition figure une machine qui écrit en caractères microscopiques, et en vertu de laquelle toute la Bible pourrait être copiée vingt fois sur

(1) Il faut avoir vu l'exposition de 1862, et surtout la partie britannique, pour se faire une idée de tous les usages auxquels se prêtent les métaux. L'acier s'y présente sous mille aspects, depuis les cloches, les monstrueuses scies circulaires à dents de requin, les membres gigantesques des locomotives, jusqu'aux buissons d'aiguilles anglaises, d'une célébrité européenne. Une beauté particulière s'attache à ces ouvrages, dont la surface polie ressemble aux eaux profondes et reposées. Le fer excite également la surprise, soit qu'on l'examine travaillé par la main des ouvriers dans le grand jubé destiné à la cathédrale d'Hereford, ou qu'on l'observe fondu dans toute sorte de moules. Le cuivre, l'airain et d'autres compositions métalliques jouent un rôle tout spécial dans une branche d'ornemens que les Anglais ont empruntée au moyen âge, charnières, serrures, candélabres, et qui conviennent surtout aux châteaux et aux églises.

l'espace d'un pouce carré. L'objet de cette invention est de marquer les billets de banque d'une signature imperceptible à l'œil nu, et de déconcerter ainsi la contrefaçon. Un autre instrument résout les problèmes mathématiques et fait les calculs les plus compliqués, puis imprime lui-même ses résultats; on s'en sert déjà dans les administrations du gouvernement, à Somerset-House, où cette machine travaille jour et nuit pour dresser les tables d'annuités et les autres colonnes de chiffres. Dans un moment où la marine semble à la veille de subir une transformation importante, l'amirauté anglaise n'a pas oublié d'envoyer des modèles de navires invulnérables. N'est-il point aussi intéressant de retrouver dans l'industrie des races un reflet de leur vie domestique? Un moraliste pourrait observer qu'il y a dans chaque pays un objet auquel la main-d'œuvre donne une attention particulière : en Italie, c'est le lit; en France, surtout depuis Voltaire, c'est le fauteuil, symbole de la conversation; en Angleterre, c'est le coin du feu. Les devans de cheminée, les garde-feu, les pelles et les pincettes d'acier poli développent, à différens degrés sans doute, un luxe, un éclat, une puissance de réflexion métallique où se mire en quelque sorte tout un côté des mœurs anglaises (1).

Toutes les richesses de la civilisation figurent dans le palais de l'industrie; il nous reste à voir comment elles s'engendrent, et il nous faut entrer pour cela dans une immense salle recouverte de verre, où se trouvent groupées les grandes machines. Bon nombre de ces machines sont en mouvement; elles agitent leurs membres cyclopéens, font tourner des milliers de roues et poussent de temps en temps le soupir de la force aveugle enchaînée par la main de l'homme. Là on voit naître les étoffes, se transformer le coton sur des métiers d'une longueur prodigieuse et dont chaque organe représente un ouvrier, se soulever ou retomber des masses d'eau (2), en un mot la matière au service d'une idée se tordre et manœuvrer sous toutes les formes pour accumuler les produits. Ce spectacle est grand, il est moral, car il nous enseigne que c'est par la science et le travail que se développent les richesses. La couronne et la souveraineté du monde industriel ne s'usurpent point, elles se conquièrent à la sueur du front. Tous les pays de l'Europe sont représentés dans le vaste département des machines; mais sur ce terrain pratique de la force et de l'action la supériorité appartient sans contredit à l'Angleterre. Au milieu des mille pulsations du fer et de l'acier

(1) Il faut surtout citer un manteau de cheminée en marbre blanc, avec des bas-reliefs exécutés par feu le sculpteur John Thomas, et qui représente *le Songe d'une nuit d'été.*

(2) Parmi les merveilles de ce monde des machines figure en effet une pompe *centrifuge* en forme de temple, d'où s'épanche une cascade artificielle aussi puissante et aussi abondante que beaucoup de chutes d'eau que les touristes anglais vont visiter à grands frais dans les rochers de l'Yorkshire et du Cumberland.

animés par la vapeur, de ces bruits féconds qui annoncent la fièvre de la matière en train de créer, de ces divers mouvemens fantastiques exécutés par de gigantesques automates aux formes étranges, se dégage l'idéal de la Grande-Bretagne : faire l'homme riche en augmentant chaque jour la puissance du travail par le concours de toutes les énergies de la nature.

A côté des conquêtes de l'utile, les Anglais ont voulu placer la contemplation du beau et des œuvres d'art. C'est à cette idée que répond la galerie de tableaux annexée à l'exposition industrielle. Il suffit d'indiquer l'existence de cette collection, où se trouvent représentées toutes les écoles de l'Europe, et qui exigerait par conséquent un autre ordre d'étude. Dans toute entreprise du genre de l'exposition internationale, les Anglais ne perdent non plus jamais de vue les besoins matériels; au *Jardin zoologique*, au *Palais de cristal*, on trouve à dîner, si l'on veut, dans un restaurant attaché à l'institution. C'est en effet un principe tout britannique qu'un estomac vide prédispose mal au plaisir des yeux et à la lucidité du jugement. Le comité a en conséquence cédé à un Français et à un Anglais pour une somme considérable le privilége de vendre les rafraîchissemens, qui se trouvent distribués en trois classes. Toute une aile du bâtiment qui s'étend en face des jardins de la Société d'Horticulture a été consacrée à cet ordre de service.

L'Angleterre donne pour la seconde fois au monde un grand spectacle, celui du monde lui-même représenté par les produits de tous les climats et par l'industrie de toutes les races. Je laisserai volontiers au jury de l'exposition la tâche délicate de prononcer entre les états de l'Europe et de décerner les prix au plus digne. La vue de ces richesses du travail, réunies dans la même enceinte, me fournit une leçon de respect et d'estime pour tous les peuples de la terre bien plutôt qu'elle ne m'inspire une idée d'égoïsme national et de jalousie. Les caractères des diverses industries relatives aux différentes sociétés me montrent dans toute race comme l'incarnation d'un don particulier, ils m'enseignent que le concours des forces de chaque groupe de la famille humaine est aussi nécessaire à la prospérité de tous que l'échange des produits mutuels entre les climats du globe terrestre. Les uns s'attachent aux fleurs de la civilisation, les autres aux fruits; mais par la variété même de leurs efforts tous contribuent à l'unité du bien-être. Ainsi envisagée, cette grande foire industrielle est un terrain neutre où les peuples doivent se rapprocher et éteindre leurs divisions dans la noble rivalité de la science et du travail. Faut-il pour cela proclamer dès ce moment le règne de la paix universelle et déclarer que l'ouverture du palais de South Kensington a fermé les portes du temple de Janus? L'exposition de

1851 avait fait naître chez quelques rêveurs ces illusions, démenties plus d'une fois, comme on sait, en dix années. Je n'ai point d'ailleurs besoin de l'histoire pour me défendre contre de telles chimères; la vue de l'exposition elle-même, avec le canon Armstrong, les bombes perfectionnées à l'arsenal de Woolwich, les modèles de frégates cuirassées et bien d'autres inventions meurtrières, me dit assez que l'état présent de l'Europe est une paix armée, que l'arc-en-ciel de l'industrie pourrait bien encore rayonner sur des tempêtes.

Deux nations dont l'alliance semble surtout nécessaire au développement des arts utiles, la France et l'Angleterre, se rencontrent face à face dans les voies pacifiques de la concurrence, et pourraient contribuer plus que toutes les autres à écarter ces ombres menaçantes. Malheureusement il existe entre les deux peuples des antipathies de caractère qui ne cèdent point aisément, et les tentatives essayées pour les réunir ne servent le plus souvent qu'a les séparer davantage. Je ne me ferai point ici l'écho de la presse anglaise, ni de ses plaintes sur la manière dont quelques écrivains français parlent de l'Angleterre. Lorsqu'ils expriment leurs opinions sur un pays étranger, ces écrivains usent incontestablement d'un droit qu'achètent tous les voyageurs; mais on regrette de retrouver dans leurs jugemens précipités ces mêmes préjugés incurables, ces mêmes observations légères et superficielles, cette même ignorance des faits qui élèvent depuis des siècles une barrière à l'union de deux peuples que la nature semble avoir voulu rapprocher pour le bonheur du monde. Ce qui m'étonne surtout, c'est que des voyageurs qui, en y regardant bien, trouveraient peut-être chez eux des motifs d'humilité, passent devant les institutions, les libertés et les conquêtes politiques de l'Angleterre sans baisser la tête. Ces épigrammes sans valeur, dont les Anglais ont eu le tort de trop se préoccuper, ont plus refroidi qu'on ne le croirait les rapports entre les deux nations. Et pourtant qu'on ne s'effraie point, pour cimenter l'alliance industrielle des peuples, il faut bien moins compter sur les sentimens que sur les intérêts. Des concours du genre de celui qui vient de s'ouvrir à Londres tendent, en dépit des préjugés nationaux, à établir la fraternité des races sur l'échange mutuel des services. Espérons qu'ils contribueront en outre à répandre les élémens de la prospérité sociale, et que le jour viendra où, selon la noble parole du poète lauréat Tennyson, « chaque homme trouvera son bien dans le bien de tous, » — *till each man find his own in all men's good!*

ALPHONSE ESQUIROS.

LES MARINES

DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

DEPUIS 1815

III.

LES BATIMENS CUIRASSÉS ET L'ARTILLERIE RAYÉE.

I. — LA CUIRASSE ET LE CANON.

Les bâtimens cuirassés sont les plus formidables navires de guerre que l'on ait encore su construire (1); mais il ne faut pas croire pour cela qu'ils soient la dernière expression du génie des constructeurs, ni surtout que la valeur n'en sera pas modifiée par les découvertes qui peuvent se faire dans d'autres branches de l'art de la guerre.

Au point de vue de la navigation, ils peuvent égaler les navires qu'ils ont remplacés; l'exemple de la *Gloire* et ses deux ans de service si actif, même par les plus mauvais temps, sont là pour le prouver. Cependant les navires cuirassés ne sont pas encore parfaits. Ceux qu'on a construits jusqu'ici, même les meilleurs, ont encore des mouvemens de tangage et de roulis d'une amplitude considérable, qui fatiguent à la longue les équipages, et qui, dans un jour de combat, nuisent à l'exactitude du tir. Ils sont peu agréables à habiter; les prises d'air et de lumière, qu'on ne pourrait multiplier sans diminuer d'autant les vertus de la cuirasse, sont rares a

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juin.

bord de ces navires, leurs entre-ponts sont comparativement obscurs, leur ventilation laisse encore à désirer. Ce sont des causes de désagrément, ce pourrait même être des causes d'insalubrité, si l'on n'y portait une attention rigoureuse. On reproche encore à ces navires non-seulement d'être très coûteux, mais aussi d'être, dans les conditions actuelles de leur construction, menacés d'une détérioration rapide. L'alliance du fer et du bois dont se composent leurs murailles n'a jamais été très durable à la mer. Le bois pompe facilement l'humidité, et partant il offre des occasions incessantes de s'oxyder aux milliers de chevilles qui fixent les plaques. Une fois oxydées, ces chevilles diminuent de diamètre, jouent dans leurs trous, et détruisent à leur tour la muraille de bois. C'est une cause d'affaiblissement réciproque et continu. On dit enfin que sur ceux de ces bâtimens dont la membrure est en bois et dont la carène est doublée de cuivre jusqu'à la hauteur de la cuirasse, il s'établit par le voisinage des deux métaux un courant galvanique qui tend à les détruire l'un par l'autre.

A bien considérer les choses cependant, ces critiques, et quelques autres qu'il est inutile de reproduire, ne portent que sur des questions de détail que l'art de l'ingénieur résoudra, si même il ne les a pas déjà résolues en partie. La ventilation de la *Gloire* n'a-t-elle pas été améliorée au point de laisser maintenant peu de chose à désirer? Et si même ces divers problèmes devaient être insolubles, ne laisseraient-ils pas toujours subsister, à l'avantage du bâtiment cuirassé, la cause de supériorité militaire qui lui appartient sur tous les navires construits avant lui? Cette cause de supériorité, c'est un degré d'invulnérabilité et d'incombustibilité qui existera toujours, comparativement avec les constructions en bois, et que rien ne peut enlever au navire cuirassé, lors même que l'on inventerait une nouvelle artillerie qui traverserait les cuirasses comme l'ancienne traversait les murailles de bois. Cela peut arriver, mais cela n'est pas, et si la chose était, elle n'empêcherait toujours pas la supériorité de force de résistance que possède le fer de persister et de s'imposer comme élément de construction pour les navires destinés à braver le feu.

Tel que nous le construisons aujourd'hui, le bâtiment cuirassé brave impunément, même aux plus courtes distances, tous les projectiles incendiaires, asphyxians, tous les boulets creux que l'on a déjà expérimentés; ils se brisent en éclats inoffensifs contre ses murailles. Cela seul suffirait pour établir sa supériorité. Quant au boulet plein, la cuirasse de 12 centimètres ou 4 pouces 1/2 anglais d'épaisseur n'a rien à redouter des projectiles de petit calibre; elle ne se laisse entamer que par les gros calibres, et encore dans un

rayon de tir assez restreint, fort inférieur dans tous les cas à celui où l'artillerie des bâtimens de mer peut faire sentir ses coups sur tout ce qui n'est pas cuirassé. Le rapport entre ces deux rayons, qui représentent l'un la zone dangereuse pour le bâtiment, et l'autre la distance à laquelle il peut nuire à l'ennemi, ce rapport s'est trouvé être à peu près comme 8 est à 1, même dans les expériences où l'artillerie a montré la plus grande puissance. Le bâtiment cuirassé peut envoyer utilement les boulets de ses canons à une distance huit fois plus grande que celle où il a quelque chose à craindre pour lui-même. Il en résulte qu'une frégate cuirassée qui posséderait une supériorité de vitesse réelle sur tous les bâtimens d'une flotte non cuirassée pourrait non-seulement éviter le combat, si cela lui convenait, mais pourrait aussi, en se maintenant à distance convenable, combattre et détruire tous les navires de cette flotte, si nombreuse qu'elle fût. Il en résulte encore, et ceci n'est pas moins grave, qu'une division de frégates cuirassées, si elle était maîtresse de la mer, pourrait, dans l'état actuel des choses, et en se tenant aux portées requises, ruiner les ouvrages de Cherbourg ou forcer l'entrée de Portsmouth sans courir elle-même de très grands risques. Les plaques de ses cuirasses lui garantiraient presque l'impunité à des distances où elle accablerait ses adversaires; elle n'aurait à redouter que les coups d'embrasures, ou peut-être encore, jusqu'à un certain point, quelques feux courbes; mais ce ne sont pas là des chances redoutables.

Ainsi la valeur militaire des bâtimens cuirassés, si nous essayons de la résumer en ses termes essentiels, s'exprimera d'un côté par le degré de résistance des plaques au canon, et de l'autre par la puissance de l'artillerie, représentée surtout par la puissance de chacune des bouches à feu qui composent l'armement. Le nombre ne vient qu'en seconde ligne. Soit que l'on cherche à développer les propriétés offensives et défensives des bâtimens cuirassés, soit que l'on étudie les moyens de les combattre, ces deux termes, force de résistance et puissance de l'artillerie, dominent la question, et ils sont si étroitement liés entre eux que le meilleur procédé pour obtenir une formule de la valeur d'un bâtiment cuirassé serait peut-être de les multiplier l'un par l'autre, comme, pour calculer l'efficacité d'une charge de cavalerie, on dit qu'il faut multiplier la masse par la vitesse. Dans ce cas, ce serait la somme des qualités défensives de la cuirasse et celle des qualités offensives de l'artillerie qui fourniraient les deux facteurs de l'opération.

Or qu'a-t-on fait, tant en France qu'en Angleterre, pour les porter toutes les deux à leur plus haut point d'expression? Il n'est pas facile de répondre à cette question. Les deux gouvernemens qui seuls

peuvent l'avoir expérimentée sur une échelle assez large pour se procurer des résultats dignes de quelque créance se sont bien gardés de communiquer au public le produit des études qu'ils ont fait faire et qu'ils poursuivent encore. Ils réservent pour eux ce qu'ils savent, et s'il a transpiré quelque chose de leurs travaux, ce n'est pas beaucoup plus qu'il n'arrive ordinairement lorsqu'un secret est nécessairement connu de plusieurs personnes. Or les diverses commissions qui ont fonctionné, tant en France qu'en Angleterre, étaient composées d'un trop grand nombre de savans ou d'officiers pour que le public, qui s'intéressait à ce problème, n'ait pas pu pénétrer quelque chose du mystère qui l'entourait. Toutefois ce quelque chose est encore bien peu.

C'est la question des plaques qui est restée la plus obscure. La voix publique attribue la supériorité de résistance aux plaques de fabrique française. On assure que dans des expériences comparatives faites au polygone de Vincennes l'excellence des produits français a été démontrée de la manière la plus concluante. Des plaques d'origine anglaise et semblables en tout point à celles du *Warrior* ou du *Black Prince*, si même elles ne provenaient pas des mêmes usines, auraient été éprouvées concurremment avec des plaques restant de la fourniture de la *Gloire*. Les épreuves auraient été aussi variées qu'on aurait pu l'imaginer, et les résultats auraient été toujours les mêmes, c'est-à-dire toujours à l'avantage des produits fournis à notre marine par les ateliers de la maison Pétin et Gaudet, les adjudicataires de la cuirasse de la *Gloire*.

Cette opinion, qui est très accréditée en France chez les hommes spéciaux, paraît être aussi généralement répandue en Angleterre. Nous pouvons en fournir une preuve assez convaincante. Le 8 septembre 1861, l'un des métallurgistes les plus distingués de l'Angleterre, M. Fairbairn, auteur lui-même d'un système particulier de plaques, membre de la commission nommée en Angleterre pour étudier la question et président pour cette année de la *British Association*, disait en propres termes à la séance de cette société : « *From what I could learn of the quality of iron used in other countries, ours is no quite so good;* d'après ce que je puis savoir de la qualité du fer employé dans d'autres pays (à la fabrication des plaques), le nôtre n'est pas aussi bon. » L'opinion de M. Fairbairn serait à elle seule d'un très grand poids; mais ce qui ajoute considérablement encore à l'autorité de ces paroles, c'est qu'à la séance où il s'exprimait ainsi assistaient sir William Armstrong, M. Scott Russell, le capitaine Blakely, M. Reed, sir J. Dalrymple Hay, c'est-à-dire les personnes qui portaient le plus grand intérêt à la question, et aucune n'a contesté l'affirmation du président.

Maintenant à quoi tiendrait cette supériorité des produits français? Les uns disent qu'elle vient de la qualité de nos fers, qui, étant naturellement plus doux, ceux surtout qui sont traités au bois dans le Berry, en Algérie, dans les Pyrénées, sont aussi moins cassans que les fers anglais, plus élastiques, moins facilement entamés par le choc du boulet. D'autres prétendent que nous devons nos avantages aux procédés de la fabrication. Est-ce le hasard, est-ce une direction plus attentive et plus éclairée, qui nous a fait du premier coup mettre la main sur le procédé de fabrication qui serait le meilleur? Quoi qu'il en soit, la cuirasse anglaise ou française de 4 pouces et demi ou de 12 centimètres d'épaisseur a mis hors d'usage toute l'ancienne artillerie, et plus encore que tout le reste les canons et les projectiles de l'ancienne artillerie qui dans leur temps passaient à bon droit pour être les plus redoutables. C'est la vérité pure et simple; mais comme elle peut sembler paradoxale, il ne sera sans doute pas inutile de l'expliquer.

Jusque vers 1820, l'artillerie des bâtimens de mer différait très peu de celle qui s'employait à terre, sauf la carronnade, arme à courte portée, à tir très inexact qui figurait seulement sur les gaillards ou dans les batteries à barbette, mais qui rendait de bons services dans les combats engagés de près, et qui surtout avait l'avantage de pouvoir être manœuvrée par un très petit nombre de canonniers. Sauf la carronnade, l'artillerie des vaisseaux ne se composait que de pièces exactement pareilles à quelques-unes de celles qui jouaient leur rôle à terre dans les siéges, sur les remparts ou sur les côtes. Depuis le calibre de 12, qui composait l'armement des batteries des petites frégates, jusqu'au 36, qui faisait l'orgueil de la batterie basse dans les vaisseaux à trois ponts, et en passant par le 18, le 24 et le 30, bouches à feu et projectiles de la marine ou de l'armée étaient les mêmes et fonctionnaient dans les mêmes conditions, c'est-à-dire à raison de charges de poudre égales au tiers du poids du boulet pour le tir dit de plein fouet dans l'armée et le combat sur les vaisseaux. Mais si les marins avaient la carronnade, par contre ils ne savaient faire usage ni des feux courbes, ni des projectiles explosibles et incendiaires, ailleurs que sur leurs bombardes, qui n'étaient pas des bâtimens propres aux batailles navales.

Telle était la situation, lorsqu'un officier de l'armée, le chef de bataillon, depuis général Paixhans, se mit à étudier la question pour le compte des marins. Il y fit une révolution complète, et qui n'est pas sans analogie avec ce qu'avait fait Vauban lorsqu'il introduisit le tir à ricochet dans la guerre de siége. Vauban prouva par l'expérience qu'en tirant les canons à charge réduite, et sous un grand angle, le projectile animé d'une vitesse comparativement très faible

et qui le faisait rebondir par-dessus les obstacles au lieu de les pénétrer en droite ligne, conservait cependant assez de puissance pour pouvoir aller mettre hors de combat derrière leurs remparts les canonniers et le matériel de défense d'un front attaqué. Par ce procédé, il arrivait à obtenir des résultats plus rapides qu'avec la charge et le tir de plein fouet, qui enterraient un nombre énorme de projectiles dans les épaulemens avant de ruiner les moyens de défense de l'adversaire. Il réservait les grosses charges et les feux directs presque exclusivement pour battre en brèche, lorsqu'il avait poussé ses travaux jusque par le travers du fossé. Relativement à ce qu'on avait fait jusqu'alors, c'était une grande économie de temps, d'argent et de matériel, et par suite une grande force donnée à l'offensive. En réduisant volontairement la puissance absolue de ses armes, Vauban en avait augmenté, dans une proportion notable, l'efficacité pratique. Le général Paixhans fit de même. N'ayant à combattre ni des épaulemens en terre, dont la résistance inerte est si considérable, ni des murailles de pierre ou de brique, qui ne peuvent être ruinées que par des projectiles doués d'une puissance assez vive de choc ou de pénétration, il renonça aux canons dont les coups étaient capables de percer de part en part les deux murailles d'un vaisseau, mais en n'y produisant que des trous qu'il était facile de boucher. Il les remplaça par des bouches à feu dont les projectiles, animés d'une force vive très inférieure, étaient par cela même d'autant plus redoutables aux murailles de bois; au lieu de les traverser, ils ne devaient y faire que leur logement, et de plus, en réduisant la longueur de l'âme des pièces, en diminuant les charges de poudre, il faisait en sorte que les projectiles pouvaient être creux, explosibles, chargés de matières incendiaires qui éclataient dans les murailles de bois comme des fourneaux de mines, ouvrant des brèches fatales et propageant l'incendie. Comparativement à celles qu'il fit adopter, les pièces d'autrefois dépassaient le but, elles franchissaient les obstacles au lieu de s'y arrêter pour les détruire; leur longueur et la force des charges sous lesquelles elles tiraient rendaient presque impraticable l'emploi des obus. Le canon Paixhans, beaucoup plus court, réduisant les charges à moins que le septième du poids du projectile, tirant sous de grands angles pour conserver sa portée, infiniment plus léger que les autres, et mettant à profit le bénéfice de cette légèreté pour arriver à des calibres dont on n'avait encore eu jusque-là aucune idée dans l'artillerie navale, le canon Paixhans a été l'arme la plus redoutable de son temps. Il en a fourni des preuves éclatantes dans les deux engagemens où il fut employé contre des navires : au combat de Sinope, où en moins d'une heure la flotte turque fut presque complétement détruite ou brûlée par

l'artillerie des Russes, et au mois de mars de cette année même, lorsqu'il sembla que les dix canons du *Merrimac* allaient avoir raison dans une après-midi de toute une flotte en bois.

Après de pareils exemples, il n'est pas étonnant que le canon Paixhans conserve encore dans le public une réputation qui pourtant ne peut plus se soutenir en présence des faits nouveaux. En Amérique, il paraît qu'on n'est pas encore tout à fait désabusé à ce sujet, car on continue à y employer sur une grande échelle les *Dohlgreen*, les *Columbiades* et autres imitations du canon Paixhans; il est à penser cependant que l'on doit commencer à revenir de cette erreur, instruit comme on a dû l'être par la rencontre du *Merrimac* et du *Monitor*, qui ont pu se combattre bord à bord pendant plusieurs heures sans se faire presque aucun mal. Si imparfaitement cuirassés qu'ils fussent tous deux, ils sont sortis du combat presque sans blessure, et cela n'a rien qui doive surprendre quand on réfléchit que la puissance du canon Paixhans était en raison même de la faiblesse de pénétration de ses projectiles, qu'il avait été calculé pour cela par son inventeur, et le général lui-même avait une conviction si bien formée sur ce point, qu'il n'a cessé pendant toute sa vie de prêcher l'emploi des cuirasses de fer comme le seul moyen de réduire à néant sa propre invention.

Le remède est souverain : les projectiles creux du canon-obusier, et il n'en peut pas tirer d'autres, se réduisent en poussière contre des cuirasses même peu résistantes, absolument comme le feraient les bocaux de cristal dans lesquels les enfans s'amusent à voir nager des petits poissons rouges. La force de choc ou de pénétration qui était suffisante pour entamer avec de si terribles effets les murailles de bois est nulle contre les plaques de fer.

Faut-il donc retourner aux anciens canons, qui, on le sait, pouvaient être accusés, dans le tir contre les murailles en bois, de dépasser souvent le but utile par excès même de puissance? C'est le parti qu'ont pris les Anglais pour l'armement du *Warrior;* mais on doit croire que c'est en attendant mieux, car des expériences concluantes ont démontré que les plus grosses pièces des anciens systèmes étaient sans effet, même à courte distance, contre les plaques de 12 centimètres. Leurs projectiles pleins et en fonte se brisent en morceaux inoffensifs, ceux de fer forgé qui ont été essayés s'écrasent sur les cuirasses et ne les pénètrent pas. Les Anglais ne sont parvenus à percer des plaques de 4 pouces 1/2 avec un canon à âme lisse et à boulet sphérique qu'en construisant tout exprès un canon gigantesque, long de 14 pieds, du poids de 12 tonnes, du calibre de 156, se tirant avec une charge de 50 livres de poudre, et qui encore n'a donné de résultat qu'à la distance de 200 yards

ou 180 mètres. Et il faut ajouter que ce canon, fabriqué avec un soin extrême sous la direction de sir William Armstrong, a donné des signes de faiblesse après le quatrième coup, et qu'il passe pour être hors de service après avoir tiré six coups seulement! En tout cas, le poids, les dimensions, les reculs si violens de ce canon, ne permettraient pas de l'employer dans l'artillerie navale.

Dans cette lutte entre l'offensive, représentée par le canon, et la défensive, par la cuirasse, la victoire serait donc probablement restée à celle-ci, si l'invention de l'artillerie rayée n'était pas venue modifier les situations en augmentant d'une façon très notable la puissance des moyens d'attaque. En effet, et outre les qualités très supérieures qui lui appartiennent comme portée, comme justesse de tir, etc., l'artillerie rayée possède un avantage très considérable dans cette question : c'est qu'à calibre égal, ses projectiles allongés, maintenus dans leur course par leur forme et par leurs ailettes, conservent beaucoup plus longtemps et portent beaucoup plus loin que les boulets sphériques la force vive qui les a mis en mouvement dans l'âme du canon par la conflagration de la poudre. Ceci revient à dire qu'ils ont dans tous les cas une puissance de pénétration beaucoup plus grande, et en regard des cuirasses c'est la qualité principale à rechercher.

Si l'on consulte les tables de tir qui ont été dressées pour l'instruction des officiers d'artillerie, voici en effet ce qu'elles enseignent :

Le canon-obusier ou canon Paixhans, de 22 centimètres de diamètre (1), tirant avec une charge de poudre de 3 kilogrammes 1/2, lance un boulet creux avec une vitesse initiale de 411 mètres par seconde, réduite à une vitesse de 380 mètres à la distance de 100 mètres, et de 158 mètres seulement à 1,200 mètres de distance. — Le canon de la marine de 50, tirant à la charge de 8 kilogrammes de poudre, lance un boulet plein avec une vitesse initiale de 485 mètres, qui se trouve successivement réduite dans le parcours du projectile à 458, 351, 265, 190 et 162 mètres aux distances de 100, 600, 1,200, 2,000 et 2,400 mètres. — Le canon de la marine de 30 long, tirant à la charge de 5 kilogrammes, lance son boulet plein du poids de 15 kilogrammes avec une vitesse initiale de 485 mètres par seconde, comme le canon de 50; mais cette vitesse se réduit aux chiffres de 452, 328, 235, 159 et 132 mètres aux distances de 100, 600, 1,200, 2,000 et 2,400 mètres.

Comparant maintenant ces vitesses à celles du canon rayé, on

(1) Dit communément de 80, parce que le volume des projectiles aurait correspondu, s'ils avaient été pleins, au calibre de 80.

trouve que le canon rayé de 30, n° 1, lance son boulet plein dit ogivo-cylindrique, et à la charge de 3 kilogrammes 1/2, avec une vitesse initiale de 324 mètres, inférieure par suite de la différence de la charge à la vitesse initiale des canons-obusiers ou des canons ordinaires, mais qui ne se trouve réduite qu'à 309 mètres à la distance de 360 mètres, à 284, à 251, à 228, à 209, à 199, à 188, à 178, à 167, à 155 enfin aux distances de 1,000, 2,000, 3,000, 4,500, 5,000, 5,500, 6,000 et 6,150 mètres. L'avantage est, comme on le voit, très considérable pour le canon rayé. Sans parler de la portée, la puissance de pénétration, représentée par la vitesse des projectiles, croît énormément plus, ou, si on l'aime mieux, décroît infiniment moins que celle des projectiles ordinaires. En d'autres termes, les boulets ogivaux de 30 kilogrammes et du calibre de 30, lancés avec des vitesses initiales de 374 mètres, ont à 300 mètres une force vive au moins égale à celle des boulets sphériques et pleins de 50 du poids de 25 kilogrammes, et tirés à la charge de 8 kilogrammes.

Des études déjà faites, il semble résulter, comme une donnée acquise à la science, que les boulets ogivaux éprouvent de la part de l'air une résistance tout au plus égale à la moitié de celle qui retarde dans sa course un boulet sphérique de même poids, de même diamètre, et animé au départ de la même vitesse initiale. Cette résistance, pour les projectiles ogivaux du canon rayé de 30, est considérée comme proportionnelle au cube de la vitesse.

La forme du projectile étant acceptée avec les conséquences qu'elle entraîne pour la bouche à feu, la question véritablement importante est donc d'augmenter les vitesses, autant que faire se peut, par l'augmentation des charges de poudre que la pièce peut supporter avec sécurité et en restant maniable. C'est ce qu'on a obtenu en France, au moins dans de certaines limites. Les pièces dites de 30, qui sont aujourd'hui en service à bord de la *Gloire*, lancent, à la charge de 7 kilogrammes 1/2, des projectiles du poids de 45 kilogrammes qui percent les plaques des cuirasses, mais à la distance d'une quarantaine de mètres seulement. Nous pourrions cependant être assez fiers de ces pièces, car elles sont encore, parmi celles qu'emploient toutes les marines du monde, les seules qui aient donné de pareils résultats; mais nous avons fait mieux encore. Des pièces qui ont été expérimentées pendant l'été de 1861 ont produit, avec des charges de 12 kilogrammes de poudre, des résultats beaucoup plus considérables : elles ont traversé les plaques de 12 centimètres à 1,000 mètres de distance, sans que l'expérience ait jamais manqué toutes les fois qu'elle a été faite dans ces conditions. C'était un fait consommé dès le mois d'août 1861; aussi avons-nous été

très surpris de voir l'autre jour que, dans une séance de la chambre des communes, le ministre de la guerre, sir G. Cornwal Lewis, ait affirmé de la manière la plus positive qu'il n'existait sur la terre aucune pièce capable de percer les plaques à 1,000 yards, c'est-à-dire à 900 mètres de distance. Non-seulement il y en a une, mais il y en a deux, car les pièces dont nous parlons sont de modèles différens, fournies qu'elles ont été l'une par l'artillerie de l'armée, l'autre par l'artillerie de la marine. Ce sont des faits de notoriété publique; malheureusement nous ne savons rien de plus au sujet de ces armes redoutables.

II. — L'ARTILLERIE RAYÉE.

Maintenant, après avoir accusé de pareils résultats, on comprendra que c'est désormais l'artillerie rayée qui doit seule nous occuper, et que, dans cette étude, c'est la part que la France et l'Angleterre peuvent s'attribuer dans les travaux d'où sont sorties les nouvelles machines de guerre qui doit surtout attirer notre attention. A cet égard, nous sommes mieux renseigné qu'au sujet des plaques. Malgré les précautions que tous les gouvernemens ont prises pour conserver le secret de leurs travaux, il n'a pas pu cependant ne pas transpirer beaucoup de choses sur les résultats auxquels on est arrivé dans les divers pays; chacun aujourd'hui veut avoir son artillerie rayée, et chacun, tout en faisant de grands efforts pour tenir secrète la découverte qu'il croit avoir faite, ne peut pas s'empêcher de vanter quelque peu sa recette lorsqu'on annonce que des voisins ont obtenu tels ou tels résultats; à ces résultats, on oppose les siens, et ce n'est pas seulement l'amour-propre qui pousse à le faire, c'est aussi le désir d'entretenir la confiance de ses soldats dans les armes qu'on leur fournit. Ces révélations ont déjà engendré bien des discussions qui ont contribué à éclairer le public. Ensuite il y a des gouvernemens, comme le gouvernement anglais par exemple, qui ont eu la main forcée jusqu'à un certain point, et qui ont été dans l'obligation de rendre quelque compte à leurs sujets de l'argent qu'on leur demandait pour renouveler le matériel des armées nationales. Enfin il y a des artilleries, comme la nôtre, qui, s'étant déjà montrées avec un grand éclat en Kabylie, à Magenta, à Solferino, en Chine, en Cochinchine et ailleurs, sont nécessairement plus ou moins connues de l'étranger, qui ne s'est pas fait faute de les discuter.

Nous croyons que l'épreuve de la discussion ne nous a pas moins profité que celle du champ de bataille, et cela ne doit pas étonner. Quoique nous n'ayons inventé ni la poudre, ni les canons, l'artille-

rie française a toujours joui d'un prestige réel aux yeux de l'étranger. Les contemporains parlent avec admiration du parc d'artillerie que Charles VIII emmena en Italie en 1492; les canons de François Ier ont été aussi célèbres dans leur temps; le matériel réuni discrètement par Henri IV dans les bâtimens de l'Arsenal produisit une grande sensation en Europe, lorsqu'à la mort du roi on vint à connaître l'importance de ses préparatifs. L'artillerie de Louis XIV, qui fit tant de siéges, était aussi très renommée. Plus près de nous encore, le matériel qui portait le nom de l'inventeur, le général Gribeauval, matériel qui a fait toutes les guerres de la république et de l'empire, a joui d'une véritable réputation. Depuis, le matériel créé sous la restauration (1), les canons du général Paixhans et celui de l'empereur Napoléon III ont dignement soutenu notre renom comme artilleurs. Devions-nous rester en arrière des autres sur la question de l'artillerie rayée?

Nous ne pouvons pas nous vanter d'avoir eu les premiers l'idée de rayer les canons. Dès le premier jour où l'on reconnut la supériorité que possédaient à beaucoup d'égards les fusils rayés sur les fusils à âme lisse, on paraît avoir travaillé dans tous les pays à faire des pièces d'artillerie rayées. Il y a trois ou quatre siècles peut-être que ce projet n'a pas cessé de fermenter dans les imaginations; aussi est-il probable que la question de priorité ne sera jamais résolue avec quelque certitude. De nombreux témoignages existent au musée d'artillerie de Saint-Thomas-d'Aquin, qui prouvent que nos devanciers ont été fort occupés de ce problème. Ils ont fait des canons rayés de plusieurs systèmes, mais ils n'en ont pas fait un seul qui ait répondu aux exigences de la pratique. Aussi le véritable point à débattre par l'amour-propre des contemporains, c'est la question de savoir quelle est l'armée qui la première a produit sur les champs de bataille un matériel d'artillerie rayée. Or la réponse à cette question ne peut être discutée par personne : c'est la France qui, en 1859, a la première conduit en campagne une armée exclusivement pourvue d'artillerie rayée, laquelle artillerie, pour parler plus exactement encore, n'était que la reproduction sur une grande échelle d'un certain nombre de pièces qui, en 1856 déjà, avaient figuré avec un succès décisif dans la campagne de Kabylie. Toutefois la date de 1856 ne serait pas encore celle de l'année où s'est produit en France un système réellement pratique d'artillerie rayée; ce se-

(1) Pour être juste, il faut reconnaître que c'est aux Anglais que nous avons emprunté l'idée de l'artillerie montée. Ils ont été les premiers à s'en servir sur le champ de bataille, comme ce sont eux aussi qui ont inventé la carronade. Nos voisins se sont aussi donné beaucoup de peine pour perfectionner les fusées de guerre; mais c'est une arme qui paraît n'avoir jamais été très estimée chez nous.

rait à 1842 qu'il faudrait remonter. Au moins c'est ce que nous devons conclure d'une note qui parut dans *le Moniteur* du 5 août 1859, au lendemain de la campagne d'Italie, et dont la rédaction fut attribuée par le bruit public à la plus haute autorité. Cette note était ainsi conçue : « L'empereur, qui ne laisse jamais sans récompense un service rendu, vient de nommer colonel d'artillerie M. le lieutenant-colonel Treuille de Beaulieu, directeur de l'atelier de précision, pour la part capitale qu'il a prise à la création du nouveau système de canons rayés qui, dès l'année 1842, avait déjà été de sa part l'objet d'études suivies et d'ingénieuses théories que l'expérience a pleinement confirmées. »

Le véritable inventeur de notre canon rayé serait donc M. le colonel Treuille de Beaulieu, et si le journal officiel ne le dit pas plus expressément, c'est qu'à cette époque il y avait engagés dans la question beaucoup de talens et d'amours-propres respectables que l'on tenait à ne pas froisser tout en rendant justice à qui de droit. La vérité toute simple serait, si nous sommes bien informé, que, lorsqu'en 1855 la volonté de l'empereur eut saisi les sommités de l'arme du problème de l'artillerie rayée en exigeant presque une solution, un certain nombre d'officiers se trouvèrent aussitôt capables de produire des projets, et que, lorsqu'il fallut choisir entre ces projets, on trouva que non-seulement le système proposé par le colonel Treuille de Beaulieu était plus avantageux que les autres, mais encore que l'inventeur pouvait faire remonter jusqu'à 1842 l'époque où il avait exposé les principes qui ont servi de base à ses travaux.

Nos voisins cherchaient depuis quelque temps déjà à se pourvoir d'une artillerie rayée, lorsque le bruit du canon de Solferino leur apprit ce que nous avions trouvé. Alors l'administration anglaise, pressée par le désir d'avoir, elle aussi, son canon rayé, et choisissant entre les divers systèmes qui lui étaient présentés, se décida pour celui que proposait un métallurgiste du nord de l'Angleterre, M. Armstrong. Comme chez nous, il y avait eu en Angleterre un assez grand nombre de compétiteurs : M. Lancaster, M. Joseph Whitworth, le capitaine Blakely, M. Scott, etc.; mais ils étaient tous écartés au profit de M. Armstrong, dont l'invention était exaltée au-dessus de toutes les autres, à qui l'on faisait de très beaux avantages pécuniaires et à qui l'on accordait par-dessus le marché des titres honorifiques, car il devenait chevalier du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sous le nom de sir William Armstrong.

Si nous rappelons ces détails, que personne d'ailleurs ne peut avoir oubliés, c'est sans intention maligne à l'égard de sir William

Armstrong. En ce qui le concerne, nous nous en rapportons pleinement au sentiment d'admiration que l'ingénieuse fertilité de ses combinaisons a excité chez tous les hommes spéciaux, et nous ne saurions rendre un trop sincère hommage à la modestie qu'il a toujours montrée lorsque le vent de la faveur populaire semblait emplir ses voiles, à la loyauté de son langage toutes les fois qu'il a eu à parler en public, au libéralisme des idées qu'il a exposées tout récemment encore lorsque dans une question personnelle il demandait la réforme des lois relatives aux brevets d'invention. Tout cela fait grand honneur à sir William Armstrong, mais a-t-il fait un canon supérieur aux autres? et s'il ne l'a pas fait, ne devons-nous pas craindre un de ces retours de mauvaise humeur qui portent les Anglais à s'en prendre à nous de leurs mécomptes, comme ils l'ont fait à propos des vaisseaux à vapeur et des frégates cuirassées?

Le canon anglais et le canon français ont figuré ensemble dans la dernière expédition contre la Chine; lequel a le mieux fait? Dès le début de la campagne, les Anglais, on doit se le rappeler, se sont empressés de proclamer la supériorité de leurs armes; mais ensuite on a pu remarquer que tous les éloges adressés d'abord au canon Armstrong allaient toujours en s'affaiblissant, et ont même fini par suspendre tout à fait leur concert. Pourquoi? C'est que la loyauté anglaise a reculé devant des affirmations dont les faits ont peu à peu démontré l'inexactitude. A la prise des forts de Ta-kou, qui fournit la première occasion aux deux artilleries de se montrer, les Anglais attaquaient la gauche de l'ennemi, et les Français la droite; nous agissions à d'assez grandes distances les uns des autres, et, comme il arrive toujours en pareil cas, on s'est attribué chacun et de bonne foi la plus grosse part dans le succès obtenu. Les journaux anglais, en rendant compte de ce fait d'armes, étaient pour la plupart remplis de chants de triomphe en l'honneur du canon Armstrong. Le *Times* se distingua entre tous dans cette occasion, et la preuve qu'il le fit avec la meilleure foi du monde, c'est que la lettre où son correspondant annonçait avec tant d'assurance l'infériorité de notre artillerie commençait par exposer avec une adorable candeur comment, dès la première marche, les *batteries de campagne* des Anglais n'avaient pas pu suivre le mouvement de l'armée alliée, et avaient dû doubler leurs attelages en renvoyant une partie de leurs caissons à Peh-tang, tandis que nos canons et nos caissons, traînés chacun par quatre petits chevaux japonais à peine dressés, suivaient partout la troupe avec une aisance qui excitait l'admiration naïve de l'écrivain anglais. Si l'infortuné M. Bowlby eût vécu, s'il avait pu accompagner les alliés dans leur marche sur Pékin, surtout s'il avait assisté à la bataille de Pali-kao le 21 septembre 1860,

il est fort probable qu'il aurait baissé de ton. Après cette affaire, où les canonniers des deux nations, agissant côte à côte, purent apprécier mutuellement la valeur de leurs armes, les militaires anglais n'ont pas caché ce qu'ils pensaient du mérite relatif des deux artilleries. Les lettres particulières de nos officiers nous l'ont conté, et ce qui confirme à nos yeux le dire de ces lettres, c'est que nous ne connaissons pas encore un seul témoignage rendu par aucun de ceux qui ont fait cette campagne en faveur du canon Armstrong. Tous les éloges qui en ont été faits sont dus à des personnages de l'ordre civil dont la compétence peut être contestée. Quant aux militaires, ils se sont tus. Le major Hay, qui avait été envoyé en Chine avec la mission spéciale d'informer son gouvernement des résultats que la nouvelle artillerie fournirait devant l'ennemi, a fait un rapport; mais le gouvernement anglais n'a jamais permis que ce rapport fût publié, quoique bien souvent on lui en ait demandé l'impression. En Angleterre, en présence du parlement, c'est un symptôme qui ne laisse pas d'avoir une grande signification.

Laissons là toutefois l'expédition de Chine et l'artillerie de campagne pour parler des canons qui peuvent être employés sur les bâtimens de mer, et qui doivent ici nous intéresser particulièrement. C'est une question délicate, car elle n'a encore reçu, que nous sachions, aucune solution définitive, ni chez nous, ni chez nos voisins; mais on va voir la différence des bases sur lesquelles on a travaillé, et des résultats auxquels on est déjà parvenu dans les deux pays.

L'arme française, qu'elle soit canon de campagne, de siége, de côte, de rempart ou de vaisseau, est une arme nouvelle, construite sur des principes de balistique tout nouveaux. C'est une arme rayée; mais, que l'on note bien ceci, ce n'est pas une arme à projectile forcé. C'est là le caractère principal qui la distingue du canon Armstrong et de toutes les armes rayées qu'on avait fabriquées jusqu'ici : carabines, fusils, pistolets, qu'ils fussent à culasse mobile ou à canon d'une seule pièce, ils se chargeaient avec une balle de plomb que l'on forçait par suite de sa ductilité à se mouler elle-même dans les rayures du fer du canon, soit qu'elle fût introduite par la culasse dans une chambre d'un calibre plus grand que celui du fusil, soit qu'on l'introduisît par la bouche en l'écrasant au fond de l'arme avec un maillet ou avec une baguette puissante qui la contraignait à entrer dans les rayures. Dans le canon français, rien de pareil. Les divers systèmes, car il y en a encore plusieurs qui sont en présence pour ce qui tient à l'armement des vaisseaux, ont tous ce point commun, que les projectiles s'y meuvent dans l'âme des pièces avec autant de facilité que dans l'intérieur des anciennes

pièces à âme lisse. Maintenu par ses ailettes et suspendu pour ainsi dire dans une position concentrique à l'axe de la bouche à feu, le projectile semble éviter autant que possible tout point de contact avec les parois intérieures du canon, et n'était la friction que subissent les ailettes pour prendre le mouvement de rotation, on serait tenté de croire que le projectile s'échappe de la pièce presque sans l'avoir touchée. Encore cette friction est-elle très légère, comme on peut s'en convaincre en visitant dans nos polygones les boulets qui ont servi au tir des écoles. A peine si les ailettes portent les traces du frottement qu'elles ont éprouvé dans les rayures. Ce sont là les conditions qui nous ont permis de conserver le bronze avec tous les avantages qu'il offre pour le service de campagne, qui ont rendu si facile et si peu coûteuse la transformation de l'ancien matériel, qui font que tous les canons français indistinctement peuvent se charger par la bouche. Pour les petites pièces, pour l'artillerie de campagne, qui combat toujours à découvert, c'est, à tous les points de vue imaginables, une propriété très précieuse. Et si l'on a cherché à faire chez nous des pièces qui pussent se charger par la culasse, c'est uniquement pour le gros calibre, qui, soit dans les siéges, soit sur les côtes, soit sur les vaisseaux, combat toujours à l'abri de remparts ou de la muraille des navires. Dans cette position et avec les longues et pesantes pièces de cette artillerie, il est important en effet, pour la rapidité et pour la commodité du tir comme pour la sécurité des servans, de pouvoir charger les canons par la culasse. Combien d'hommes, et des meilleurs, ne seraient pas épargnés dans un combat naval, si les chargeurs et les premiers servans de gauche n'étaient pas obligés de se montrer en dehors des sabords pour charger les pièces! combien d'existences précieuses eussent été sauvées à Sébastopol, si le système de construction des pièces employées à ce siége fameux n'eût pas forcé les premiers servans à se montrer dans les embrasures où ils servaient de cible aux tirailleurs de l'ennemi!

Chez nous, l'administration de la marine, lorsqu'elle fut saisie de la question de l'artillerie rayée, partit de principes à peu près semblables à ceux qui guidaient l'armée de terre; mais, dans l'application, elle suivit des erremens assez différens. Le département de la marine compte, parmi les corps dont il se compose, un régiment d'artillerie où certes les talens ne manquent pas, et qui eut l'ambition bien naturelle et bien légitime de vouloir continuer à faire ce qu'il faisait jusque-là, c'est-à-dire à fournir l'artillerie des bâtimens de mer. De son côté, l'administration supérieure du département était sans doute bien aise de conserver l'indépendance dont elle jouit vis-à-vis du ministère de la guerre, et elle était très

désireuse, pour la commodité de son service autant que par amour-propre, de ne pas se laisser mettre dans une situation où elle aurait pu être exposée à attendre son matériel d'arsenaux qui n'étaient pas sous son autorité directe. De ce concours de désirs et de volontés naquit en 1856 un matériel d'artillerie rayée qui constituait un progrès immense sur le passé. Les découvertes et les travaux qu'on a faits depuis cette époque permettent peut-être aujourd'hui de faire la critique de cette artillerie; mais, au moment où elle parut, elle était incontestablement très supérieure à tout ce que possédaient les autres marines, et même, pour être tout à fait juste, il ne faut pas oublier qu'après tout ses canons ont subi avec quelque honneur les épreuves de la pratique. En 1858, plusieurs de nos bâtimens armés de pièces fournies par l'artillerie de marine, le *Phlégéton* entre autres, prirent une part très brillante aux opérations devant Canton, et n'eurent à regretter aucun accident. En 1860 aussi, les quatre canonnières qui, sous les ordres du vaillant amiral Page, jouèrent le rôle principal dans la réduction du grand fort de Ta-kou étaient pourvues de pièces qui venaient de la même origine. A tout prendre, c'était, même avec ses défauts, une artillerie pratique, et l'on n'en saurait peut-être pas dire autant de toutes les artilleries qui ont été adoptées en d'autres pays.

Quoi qu'il en soit, l'empressement que mettait l'administration de la marine à montrer qu'elle était capable de se suffire à elle-même ne devait pas la soustraire à la nécessité d'entrer en concurrence avec l'artillerie de l'armée. Elle avait fait des preuves honorables; mais, s'il se produisait en dehors d'elle des questions à peu près identiques à celles qu'elle avait entrepris de résoudre, n'y aurait-il pas lieu de comparer ce qu'elle avait fait avec ce que feraient les autres, et si par hasard les autres faisaient mieux, ne lui faudrait-il pas se modifier elle-même en sacrifiant quelques-unes de ses œuvres? Ces questions ne tardèrent pas à se présenter. Entre canons de remparts ou canons de côtes et canons de vaisseaux la similitude est grande, les calibres sont les mêmes, les conditions du service et du tir sont à peu près pareilles; il n'y a de différence quelque peu notable que dans les affûts, ce qui assurément n'est presque rien. Aussi, lorsque l'artillerie de l'armée, après avoir pourvu à son matériel de campagne, passa à l'étude du matériel destiné à la défense des côtes et des places fortes, il dut nécessairement y avoir lieu à comparaison entre les produits des deux départemens. Il en a été de même lorsqu'on a abordé la question des pièces à chargement par la culasse, de même encore pour presque tous les détails de l'armement.

Dès 1856, les deux départemens s'étaient vus en présence au

sujet d'une question d'intérêt commun. Chacun d'eux se trouvait alors à la tête de plusieurs milliers de pièces de fonte des anciens modèles : canons de 24, de 30, de 36, de 50, obusiers de 30 et de 80, dont la construction avait coûté un bon nombre de millions, et qu'il paraissait dur de jeter au rebut pour les revendre tout simplement au poids comme vieille fonte hors de service. Était-il possible cependant d'en tirer parti? La chose paraissait difficile, car d'une part on ne pouvait songer à leur faire subir l'opération de la rayure qu'en les affaiblissant, et de l'autre on ne pouvait en faire des canons rayés qu'en leur imposant comme conséquence nécessaire la condition de supporter des efforts de poudre plus considérables que ceux pour lesquels ils avaient été calculés, de tirer des projectiles d'un poids au moins double de celui des anciens boulets sphériques. Tel était le problème. Ce fut l'artillerie de l'armée qui le résolut, grâce encore, dit-on, à l'imaginative de M. le colonel Treuille de Beaulieu. Il proposa de renforcer la partie arrière des pièces, celle qui supporte le plus grand effort au moment de la conflagration de la poudre et du départ du boulet, au moyen d'un corset composé de bandes ou de *frettes* d'acier qui, appliquées à chaud, devaient, en se contractant par le refroidissement, se marier avec les pièces et en augmenter la solidité dans des proportions suffisantes. Ce procédé simple et d'une exécution facile a complétement réussi. Les nombreux essais qui ont été faits avec des canons frettés et pourvus d'appareils à chargement par la culasse ont uniformément produit les résultats les plus satisfaisans. Les pièces dont on a voulu absolument avoir raison n'ont cédé qu'après avoir supporté des charges énormes de boulets et de poudre (ce qui est le point le plus important), qu'après avoir tiré des milliers de coups, dont un bon nombre dans les conditions du tir à outrance. Ce qui n'est pas moins remarquable encore, c'est que ce ne sont jamais les frettes ni les appareils de chargement par la culasse qui ont succombé; tous les désordres qui ont amené la rupture des pièces se sont manifestés dans l'ancienne fonte. Sans doute des canons neufs que l'on fondrait aujourd'hui tout exprès devraient être supérieurs aux canons des anciens modèles qui ont subi l'opération du frettage, mais il n'en est pas moins vrai que grâce à ce procédé ingénieux on a pu conserver à l'état un matériel d'un prix très considérable, et qui, rajeuni comme il l'est aujourd'hui, peut soutenir la comparaison avec tout ce qu'on a fait de mieux partout ailleurs.

Autant que nous pouvons le savoir, les premières expériences des pièces frettées furent faites en 1858 et 1859 à Vincennes et à Toulon, en présence et avec le concours des marins. Dès le premier moment, ils purent voir que le débat allait commencer entre l'artille-

rie de la marine et celle de l'armée. La pièce qu'on mettait sous leurs yeux n'était pas seulement frettée, elle était encore rayée à six rayures au lieu des trois adoptées par la marine, et de plus elle était pourvue d'un appareil à chargement par la culasse. La discussion se trouvait par le fait engagée entre les deux armes; depuis lors elle n'a pas cessé, et, selon toute vraisemblance, elle durera quelque temps encore. Nous n'en connaissons pas assez sûrement les détails pour essayer de les exposer au public, et les connussions-nous, il est probable que nous ne voudrions pas intervenir dans une matière aussi délicate. Mesurer leur part à des amours-propres de corps que nous devons respecter également, déclarer la supériorité du mérite de certains officiers sur celui de leurs camarades, ce serait une tâche que nous n'oserions pas entreprendre, lors même que nous pourrions croire à une compétence que nous ne possédons pas, lors même que nous aurions en main toutes les pièces qui nous manquent, et qu'il nous faudrait connaître avant d'essayer de prononcer dans un pareil procès. Ce qu'il importe surtout de savoir, c'est si la France a été bien et heureusement servie. Or nous croyons pouvoir affirmer qu'à cet égard nous n'avons rien à envier à aucun autre pays. Si nous ignorons les questions de détails et de personnes, si nous ne connaissons pas les procédés et les inventions qui ont été proposés et débattus, repoussés ou adoptés, il est cependant de certains résultats généraux qui ne sont plus des mystères, et que nous sommes heureux de constater. Ils peuvent se résumer ainsi : — La France possède une artillerie rayée qui est le produit de conceptions originales, de théories nouvelles qui font honneur au savoir et à l'esprit d'invention de ses officiers. — Cette artillerie, dans toutes les occasions qu'elle a eues déjà de se montrer, a donné des effets formidables contre l'ennemi, et elle a soutenu avec avantage tout essai de comparaison. — Cette artillerie peut s'employer dans tous les services de terre et de mer, de campagne ou de siége, sur les remparts ou dans les batteries des vaisseaux. — Cette artillerie, qu'elle soit de bronze ou de fer, de petit ou de gros calibre, a su se créer un matériel en transformant à son usage celui qui existait avant elle, et elle l'a fait dans des conditions si économiques que le budget ne s'en est pour ainsi dire pas ressenti, car le chapitre *Matériel de l'artillerie* n'a pas varié d'un chiffre appréciable depuis qu'il est question d'artillerie rayée, et c'est seulement l'année dernière qu'on a vu réclamer pour ce service un crédit extraordinaire de moins de 4 millions : encore n'est-il pas dit que l'artillerie rayée ait absorbé toute la somme.

Et si nous voulons nous circonscrire dans la question spéciale qui nous a conduit à ces considérations, si nous ne voulons examiner

que la puissance de destruction de l'artillerie de marine sur les bâtimens cuirassés, nous pouvons établir que notre artillerie de mer n'est pas seulement rayée, mais que le problème du chargement des pièces par la culasse a été victorieusement résolu. De très nombreuses expériences ont été faites à cet égard, et elles ont toujours donné les résultats les plus satisfaisans. Jusque dans les pièces qu'on voulait ruiner et qu'on ruinait par un tir à outrance prolongé, ce n'est jamais l'appareil de culasse qui a cédé, même après des tirs de plus de deux mille coups. Nous pouvons dire enfin que déjà nos canons pénètrent les cuirasses de 12 centimètres d'épaisseur à la distance de 1,000 mètres. Ce n'est ni une espérance ni une probabilité; c'est un fait acquis, consommé. Voilà les résultats que nous pouvons présenter à nos amis et à nos ennemis, si par hasard nous en avons, et lorsqu'on essaie de récapituler tous les progrès qui ont été successivement obtenus dans l'artillerie depuis cinq ou six ans, et comme en vertu d'une loi de développement régulier, on est en droit de conclure que nos officiers n'ont pas encore dit leur dernier mot. Il est certain qu'ils sont dans une voie de progrès continu.

En regard de ces travaux, qu'a-t-on fait en Angleterre? Le canon rayé anglais, ou canon Armstrong, n'est pas, à proprement parler, une arme nouvelle. Si l'on cherche à se rendre compte de la construction de cette arme, on arrive bien vite à reconnaître que c'est tout simplement un effort fait pour transformer en canon l'*ancienne carabine à balle forcée*. C'est seulement dans les combinaisons inventées pour opérer cette transformation que sir William Armstrong a déployé la fertilité de ressources, l'esprit ingénieux et l'infatigable industrie qui le caractérisent. Quant au principe de l'arme elle-même, il l'a reçu tout fait.

Ce principe a d'abord entraîné comme conséquence nécessaire le chargement par la culasse de toutes les pièces indistinctement. La carabine, qui est exclusivement destinée à combattre les hommes et les animaux, peut se charger par la bouche, parce que, avec un petit lingot de métal mou comme le plomb, elle suffit à rendre le service qu'on lui demande. La baguette et au besoin le maillet, en écrasant la balle au fond de l'arme, la forceît sans trop de difficulté à se mouler d'elle-même dans les rayures. Il en est autrement pour le canon, qui, destiné surtout à contre-battre les batteries de l'adversaire, à ruiner les remparts des places fortes ou à traverser les murailles des vaisseaux, ne peut admettre comme projectiles efficaces que ceux qui sont composés de matières résistantes et non ductiles. Il n'y a pas moyen de forcer de pareils projectiles dans un canon en les introduisant par la bouche, et sir William Armstrong lui-même n'est encore parvenu à le faire qu'en les chargeant par la culasse et par le procédé suivant. On construit au fond de la pièce

une chambre d'un diamètre légèrement plus grand que celui de la bouche par laquelle doit sortir le projectile. Celui-ci passerait librement par cet orifice, s'il n'avait été revêtu d'une chemise de plomb qui crée une certaine résistance; mais d'un côté cette résistance est vaincue au moment de la décharge par l'énergique impulsion des gaz, et de l'autre côté la ductilité du plomb cède devant la dureté supérieure du métal dont se compose la bouche à feu. La chemise se déchire sur les rayures de fer de la pièce en contraignant le projectile à suivre leur direction, et en laissant subsister autour de lui un certain nombre de petites barbes de plomb qui servent à le diriger dans sa course, comme les barbes de plume dirigent le vol de la flèche. Cette combinaison n'a pas été inventée par sir William Armstrong, elle lui a été imposée par son point de départ. Il paraît qu'il l'a singulièrement perfectionnée dans la pratique, surtout en ce qui regarde le traitement et la soudure des deux métaux (1).

Ces deux points une fois réglés, il restait encore à résoudre la partie la plus difficile du problème, c'est-à-dire la construction d'un appareil qui, après avoir permis d'introduire le projectile dans la chambre, permît ensuite de fermer la culasse assez hermétiquement pour que les gaz produits par la conflagration de la poudre ne détruisissent pas la pièce au bout d'un nombre de coups très restreint. C'était l'écueil où étaient venus échouer jusqu'ici tous les inventeurs de canons à chargement par la culasse. Quand on se rappelle que les accidens arrivés aux lumières par suite de l'action corrosive des gaz étaient une des causes les plus fréquentes de détérioration dans les anciennes pièces, on doit comprendre facilement combien cette cause a plus de marge pour s'exercer dans une bouche à feu dont l'arrière doit être à la fois et tout ouvert pour l'intro-

(1) Il faut ajouter cependant que, même en Angleterre, ce procédé de fabrication des projectiles a été l'objet de très nombreuses et très vives critiques. On reproche à l'alliance du fer et du plomb de manquer de solidité et de produire des projectiles d'un transport difficile. On dit encore que, malgré les soins dont peut être entourée la fabrication des projectiles, il arrive souvent qu'au moment de la décharge la chemise de plomb se déchire inégalement, d'où irrégularité et défaut de justesse dans le tir. De plus, on affirme que dans le travail du déchirement la chemise de plomb, soumise à une friction très considérable et à une température très élevée, se fond presque et laisse dans les rayures de la pièce des bavures qui contrarient la suite du tir. Enfin, et ceci serait plus grave encore, on assure que le tir de ces projectiles n'est pas sans danger pour les troupes qui appuient les pièces sur le champ de bataille. Le déchirement de la chemise produit une pluie de petits morceaux de plomb qui, en Chine par exemple, ont blessé des soldats. Le fait n'a jamais été nié d'une manière catégorique, et il y a peu de jours encore un journal, revenant à la charge, affirmait que des soldats du 44e régiment de ligne avaient reçu des blessures produites par cette cause. Il ajoutait que si l'on consultait le registre des entrées aux hôpitaux tenu par les chirurgiens de ce régiment, on y trouverait spécifiés plusieurs cas qui prouveraient l'exactitude de son affirmation. Nous n'avons pas vu que cette allégation si nette et si précise ait été contredite.

duction de la charge et assez bien fermé pour résister à une pression qui s'élève, dans les gros calibres, jusqu'à des milliers d'atmosphères. Il va de soi qu'en emprisonnant, ne fût-ce que pour un centième de seconde, de pareilles puissances dans un tube de métal, il faut éviter autant que possible d'y laisser aucun interstice, si petit qu'il soit, par où ces puissances puissent chercher à s'échapper. Elles se précipitent en effet avec fureur dans le moindre espace qui reste libre ; le plus léger défaut d'adhérence rigoureuse entre les parties qui composent l'appareil de culasse est pénétré, envahi, fouillé, rongé par elles avec une force qui a bientôt mis tout le système hors de service. La difficulté n'a jamais été de faire un canon à chargement par la culasse qui pût tirer quelques coups, mais de produire, comme disent les gens du métier, une obturation assez complète pour que la pièce fût capable de résister à un tir quelque peu soutenu. Là est la difficulté qui avait arrêté jusqu'ici tous les inventeurs.

Voici comment sir William Armstrong s'y est à son tour pris pour la résoudre. Il a commencé par prolonger la culasse de sa pièce, et dans cette prolongation il a creusé intérieurement un vide destiné à un double usage : d'abord à introduire la charge, à recevoir ensuite une vis qui ferme la pièce. Néanmoins, quelque habilement faite que fût cette vis, comme il fallait qu'elle eût un certain jeu et qu'elle ne fût pas trop dure à manœuvrer, elle ne pouvait pas suffire à protéger la bouche à feu avec efficacité contre le danger des affouillemens, contre les causes de ruine que produit l'explosion des gaz. Il n'a pas pu par conséquent l'employer comme moyen de fermeture unique. Il a imaginé d'introduire entre elle et la charge de poudre un nouvel organe que les Anglais appellent indifféremment *stopper*, *obturator*, *vent-piece*. L'office essentiel et délicat de cet organe est de produire l'obturation en s'insérant entre la charge de poudre et la vis, qui ne sert plus qu'à le maintenir lui-même en place ; mais, trouvant alors qu'il était impossible de le faire parvenir à son poste par le passage de la vis, parce que c'eût été long, difficile et peu sûr, et aussi parce que cet obturateur devait, pour donner quelque garantie d'efficacité, être d'un plus grand diamètre que celui de la vis elle-même, sir William Armstrong a pratiqué dans la paroi de son canon, en arrière de la chambre où se dépose la charge, une ouverture qui sert à la mise en place de cet organe. Son obturateur est, comme on voit, le véritable souffre-douleur de tout le système. Entre la poudre et la vis, il est, comme on dit familièrement, entre l'enclume et le marteau, et en même temps, pour remplir convenablement son office, il faut qu'il soit construit avec une exactitude toute mathématique, et qu'il la conserve toujours, ayant à se défendre contre l'envahissement des gaz sur tout le développe-

ment des lignes que présentent la circonférence de l'âme de la pièce et le dessin de la tranche ouverte dans la paroi pour lui donner passage à lui-même.

Malgré la tentation qui nous est offerte, nous n'entreprendrons pas la critique de cette artillerie, et, nous bornant aux faits, nous reconnaîtrons volontiers, après l'expérience faite en Chine, que sir William Armstrong a réussi à construire un canon de campagne; mais, nous en tenant aux faits aussi, nous devons dire que nous ne savons pas s'il a réellement réussi à produire une artillerie de gros calibre, capable d'un véritable service de guerre.

Au mois de mai 1861, sir William Armstrong, s'adressant dans une occasion publique à la corporation des arquebusiers de Londres, confessait, avec une loyauté qui lui fait le plus grand honneur, que son canon avait révélé dans la pratique en Chine des défauts auxquels il espérait avoir remédié, mais qu'il n'était pas encore parvenu à construire un canon de 100 (correspondant à notre calibre de 30) qui offrît toutes les garanties de solidité désirables. Il était arrêté, lui aussi, par le problème qui avait défié les efforts de ses prédécesseurs. Aucun des obturateurs qu'il avait inventés, quelque forme qu'il lui eût donnée, de quelques matériaux qu'il l'eût composé, ne répondait encore aux exigences du service de guerre. Cet aveu si franc produisit une profonde impression sur le public, et depuis lors il est bien peu de semaines où nous n'ayons vu révéler quelque fait qui donne lieu de supposer que sir William Armstrong n'est toujours pas beaucoup plus avancé. Celui-ci critique la faiblesse des charges de poudre avec lesquelles on essaie des pièces que l'on déclare bonnes pour le service; celui-là, profitant d'une indiscrétion, raconte que tel ou tel jour, c'est telle ou telle pièce, que l'on croyait meilleure ou moins imparfaite que les autres, qui a cédé après un certain nombre de coups tirés dans des conditions qui ne justifient pas une rupture. Et toujours c'est l'obturateur qui succombe en causant quelquefois des accidens; le reste se comporte bien. Sir William Armstrong, qui a bien autre chose à faire, ne répond pas toujours à ces critiques; mais cela lui arrive parfois, et alors ce qu'il y a de remarquable dans ses réponses, c'est que le plus ordinairement il ne contredit ni ne cherche à expliquer les faits qu'on lui objecte : il se contente d'opposer à des exemples peu rassurans des exemples moins décourageans, d'opposer à une pièce qui a éclaté au cinquième ou au sixième coup des pièces qui en ont supporté cinquante ou soixante sans se rompre.

Si intéressante et si instructive que soit la polémique engagée entre sir William Armstrong et ses contradicteurs, on pourrait récuser les inductions que nous sommes porté à en tirer, si l'administration publique, si la marine elle-même ne les avait pas confirmées

tout récemment par un acte qui montre son peu de confiance dans la grosse artillerie de sir William Armstrong. Elle a refusé les pièces dites de 100 pour l'armement du *Warrior*. Tandis que la *Gloire* est armée de pièces rayées et qui se chargent par la culasse, le *Warrior* ne porte dans sa batterie que des canons de 68 de l'ancien modèle à âme lisse (1). Ce fait n'est-il pas à lui seul plus éloquent que tout ce que nous pourrions dire?

Il faut ajouter cependant, pour compléter ce que l'on sait des travaux de sir William Armstrong, qu'il a construit récemment des canons rayés se chargeant par la bouche, le gros canon de 12 tonnes et du calibre de 156 dont nous avons parlé plus haut. Nous connaissons le fait de la construction de pièces rayées se chargeant par la bouche, mais nous avouons notre ignorance des résultats qu'elles ont produits et même des données sur lesquelles elles ont été construites. Devons-nous regarder l'existence de ces pièces, qu'il serait si utile pour les gros calibres de pouvoir charger par la culasse, comme l'aveu implicite qu'aucun des procédés d'obturation imaginés par sir William Armstrong n'a encore réussi au gré de l'inventeur? Et que faut-il conclure de la construction d'une pièce à âme lisse et lançant des boulets sphériques, c'est-à-dire appartenant aux systèmes que l'on croyait relégués dans le passé par suite de l'existence de l'artillerie rayée? Cela pourrait autoriser bien des suppositions peu charitables que nous ne tenons pas à faire ressortir.

Quant aux autres puissances, qui ne s'occupent sans doute pas moins que nous de l'artillerie rayée, il nous serait bien difficile de dire où elles en sont de leurs travaux. Le secret en a été si bien gardé qu'il n'en a rien transpiré jusqu'à nous. Nous savons que les Espagnols se sont dits très satisfaits des pièces rayées qu'ils ont menées au Maroc; nous avons entendu le ministre de la guerre de Belgique, M. le général baron de Chazal, affirmer en congrès que la Belgique possédait la meilleure arme du genre qui soit au monde: en dehors de cela, nous ne connaissons que des détails insignifians et qui ne suffisent pas pour nous permettre d'avoir ou d'exprimer une opinion. L'Autriche travaille, dit-on, avec beaucoup d'ardeur sur le canon qu'elle nous a pris à Magenta; mais elle n'a rien fait savoir du point où ses officiers, qui comptent parmi les plus capables, seraient parvenus. Les Prussiens, qui avaient commencé, il y a deux ans, à faire quelque bruit des expériences de Juliers, où ils

(1) Nous sera-t-il permis d'ajouter que des expériences faites avec beaucoup de soin au polygone de Vincennes, et avec ces mêmes canons de 68, ont eu pour résultat de prouver que cette artillerie était impuissante à percer, à la distance de 100 mètres, les plaques de 12 centimètres d'épaisseur que nos nouveaux canons rayés et chargés par la culasse percent à 1,000 mètres de distance?

ont expérimenté un canon imité du système suédois du comte Wahrendorf, les Prussiens se taisent maintenant, et il est très accrédité aujourd'hui qu'après s'être laissé éblouir un jour, ils ont eu ensuite un désillusionnement continu, à ce point qu'ils auraient provisoirement renoncé à la construction des pièces dont ils avaient déjà distribué quelques exemplaires dans les régimens. L'Italie est très partagée sur le mérite des canons que le général Cavalli a employés au siége de Gaëte, et quant à la Russie enfin, elle n'a encore rien permis de savoir relativement à ses études sur une question qui la préoccupe, on peut en être certain, autant qu'aucune autre puissance.

A quelque point de vue que nous nous placions, nous nous croyons donc en résumé très fondé à croire que nos frégates cuirassées, pour ne parler que de celles qui sont armées des deux parts, valent bien celles des Anglais, et que, pour s'en tenir à l'artillerie, il n'est pas trop présomptueux de réclamer en notre faveur la supériorité. Après toutes les espérances qu'on avait conçues de l'autre côté du détroit, après les vanteries que l'on s'est permises, il est cruel pour l'orgueil de nos voisins de ne pas obtenir de meilleurs résultats, et il est possible que leur mauvaise humeur cherche cette fois encore à se déverser sur nous; mais, de bonne foi, à qui devaient-ils s'en prendre? Au lieu de nous en vouloir pour avoir fait mieux qu'eux, ne serait-il pas cent fois plus équitable et plus sage de commencer par faire leur examen de conscience, et par se demander s'ils ne s'étaient pas volontairement placés dans des circonstances où il leur était impossible de faire aussi bien que nous?

L'artillerie s'appelle, en Angleterre comme ailleurs, une arme savante; mais, que les Anglais nous permettent de le dire, en employant une expression qui leur est familière, c'était, jusqu'aux réformes introduites dans l'armée après la guerre d'Orient, c'était une désignation de courtoisie. Jusqu'à ces dernières années, les officiers d'artillerie en Angleterre se recrutaient exclusivement parmi les élèves de l'académie de Woolwich, où l'admission s'obtenait, non par voie de concours, mais par la faveur du grand-maître de l'artillerie. C'étaient des adolescens de quinze à seize ans, appartenant en général à des familles de la bourgeoisie qui, n'étant pas assez riches pour acheter des grades dans l'armée, ou ne se sentant pas assez de crédit pour espérer de faire fortune dans la cavalerie ou dans l'infanterie, cherchaient à entrer de préférence dans un corps où les brevets ne s'achètent pas et où l'avancement se règle uniquement sur les droits de l'ancienneté. Pour entrer à Woolwich, on ne leur demandait comme garantie de capacité qu'un examen dont le programme était des plus modestes, et comme les examinateurs, en

proclamant l'admissibilité des candidats, ne craignaient de faire tort à personne ni de blesser aucun droit acquis, il s'ensuivait que cette épreuve était à peu près dérisoire. Il se présentait, et c'était sans doute le plus grand nombre, des jeunes gens dont les parens n'avaient pas négligé l'instruction; mais il s'en trouvait aussi que leurs familles poussaient là parce que l'on ne savait comment leur trouver une autre carrière, parce que dans ce cas il suffisait au père de pouvoir entrer dans les bonnes grâces du grand-maître de l'artillerie pour donner à son fils un état honorable et honoré. On était allé si loin dans cette voie paternelle que, s'il fallait en croire les indiscrétions de la presse et du parlement, il paraîtrait que les candidats déclarés admissibles n'étaient pas toujours très familiarisés avec les simples mystères de l'orthographe et de la grammaire anglaise. C'étaient des exceptions sans nul doute, mais des exceptions qui devaient singulièrement contribuer à retenir la force des études faites à l'académie sur un niveau peu élevé.

Les élèves passaient deux ans à Woolwich, et ensuite ils étaient attachés à quelque batterie dont le sort était de rouler indéfiniment dans les garnisons coloniales de l'Angleterre. C'étaient des pérégrinations de huit ou dix ans, coupées au bout de chaque époque décennale par un séjour de deux ou de trois ans au plus dans la mère-patrie. Sans les congés qui suivaient les promotions ou qui étaient accordés pour cause de santé ou d'affaires de famille, cette existence eût été presque intolérable. En tout cas, elle ne pouvait pas produire des officiers instruits. Dans la plupart des stations où on les envoyait, ils n'avaient ni polygone, ni ateliers, ni même quelques pièces attelées qui pussent les aider à se tenir au courant des affaires de leur métier. Entretenir l'ordre et la propreté dans les magasins qui étaient confiés à leur garde, exécuter des saluts en l'honneur des bâtimens de guerre étrangers ou des personnages que le hasard amenait dans leurs résidences, tirer des salves aux jours anniversaires de la naissance de la reine, c'était à cela que se bornaient tous leurs devoirs. Il y avait certainement des officiers qui sous ce régime passaient des années et des suites d'années sans avoir vu tirer un coup de canon chargé à boulet. Aussi ne faut-il pas s'étonner si leur savoir était inférieur à celui des officiers des autres armées européennes, si, dans le concours qui est ouvert en Angleterre pour la création d'une artillerie rayée, on ne voit figurer parmi les compétiteurs qu'un seul officier de l'arme, le capitaine Blakely; encore faut-il ajouter que le capitaine Blakely appartenait à l'artillerie à cheval, un corps composé d'une dizaine de batteries seulement, qui avait le privilége de ne quitter presque jamais les garnisons de la métropole, et qui avait à sa disposition le polygone et les ateliers de Woolwich, l'unique terrain d'expériences, le seul

lieu d'étude que jusqu'à ces dernières années l'Angleterre entretenait pour l'instruction de ses officiers.

Dans de pareilles conditions, demander aux officiers de l'artillerie anglaise ce que l'on était en droit d'attendre des nôtres, c'eût été une exigence absurde. Où étaient pour eux les moyens de soutenir, au point de vue du savoir, la rivalité avec des confrères qui, avant d'entrer dans l'arme, avaient dû en grand nombre commencer par subir les redoutables épreuves des concours d'admission et des examens de sortie de l'École polytechnique, qui de là passaient à l'école spéciale de Metz, d'où ils ne sortaient que pour appartenir à l'état-major de la spécialité chargé de la fabrication de toutes les armes et de toutes les munitions de l'armée, ou pour être versés dans des régimens dont toutes les garnisons sont des écoles d'artillerie? Il y en a onze en France, et le travail théorique ou pratique y est incessant, comme il l'est encore aux polygones de Toulon, de Gavre, de Brest, de Châlons-sur-Marne, dans les ateliers de Paris, de Metz, de La Fère, de Châtellerault, etc. Quelquefois les études et les expériences se font dans tous ces foyers de lumière sur une échelle dont les proportions dépassent tout ce qu'on fait dans les autres pays, comme par exemple lorsqu'on a démoli le fort de Sainte-Croix à Metz, fait le siége simulé du fort de la Vitriollerie à Lyon, ouvert à coups de canon les murailles de Calais ou du fort de Gravelle. On parlait, il y a deux ans, de recherches faites sur la meilleure forme à donner aux projectiles de l'artillerie, et où l'on n'aurait pas dépensé moins de soixante mille coups de canon. Quand on songe enfin que les batteries ne quittent jamais chez nous ces centres de savoir et d'étude que pour être attachées aux camps d'instruction ou pour marcher à l'ennemi, on ne doit pas être surpris si, après avoir été recrutés comme ils le sont, et en ayant pendant toute leur carrière d'aussi grands moyens de se perfectionner dans leur art, nos officiers ont établi et maintenu la réputation dont ils jouissent dans le monde. Ils nous le devaient, comme ils se le devaient à eux-mêmes. Par suite aussi, en pensant au sort qui était fait aux officiers de l'artillerie anglaise, on ne s'étonnera pas de voir qu'à une seule exception près, aucun d'eux ne figure parmi les inventeurs qui ont entrepris de donner une artillerie rayée à l'Angleterre, et que par suite encore ces inventeurs, si habiles gens qu'ils soient dans leur industrie, mais étant étrangers à l'arme de l'artillerie, paraissent n'avoir encore produit jusqu'ici que des œuvres imparfaites.

Voilà ce qui est, mais c'est un état de choses qui sera bientôt changé. L'artillerie ne pouvait pas échapper aux réformes que les Anglais, depuis la guerre de Crimée, ont senti la nécessité d'introduire dans leur état militaire. Elle ne recrute plus aujourd'hui ses

officiers parmi les favoris des autorités : c'est par voie de concours que les élèves entrent à l'académie de Woolwich depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de vingt et un, et il est sans doute inutile d'ajouter que cette condition du concours a relevé le niveau moyen du savoir parmi les candidats. Les études s'en ressentiront nécessairement aussi, et même les désordres dont l'académie vient d'être le théâtre auront probablement pour résultat de faire réviser le programme des cours et les conditions de la discipline que la puissance de la routine était parvenue à conserver à peu près tels qu'ils étaient sous l'ancien système. D'un autre côté, les camps permanens que l'on a établis à Aldershot, à Colchester, à Curragh, offriront aussi de nouveaux moyens d'instruction aux officiers. Leur bravoure, leur distinction personnelle ne seront pas plus grandes que ne l'étaient celles de leurs devanciers; mais ils seront certainement plus instruits, et, malgré le tort que leur fera toujours la nécessité des exils dans les garnisons coloniales, on doit croire que, s'il venait à se produire dans leur arme quelque révolution aussi importante que celle dont nous sommes aujourd'hui les témoins, ils y trouveraient du moins leur mot à dire et leur rôle à jouer.

Nous avons résumé dans ses traits principaux l'histoire des marines militaires de la France et de l'Angleterre depuis 1815; c'est l'histoire de presque cinquante ans, et il semble au premier abord que cette expérience d'un demi-siècle doive permettre au lecteur attentif d'en tirer des conclusions qui l'éclairent sur la puissance relative des deux nations. Ce serait une grande erreur. Ces cinquante ans qui ont vu les deux marines agir, tantôt ensemble et tantôt chacune pour son compte, sur toutes les mers du globe n'ont cependant été à proprement parler que des années de paix malgré la multitude des expéditions auxquelles elles ont donné lieu. Pour la France comme pour l'Angleterre, ce n'étaient que des expéditions de détail qui ne sauraient donner idée de ce que l'une ou l'autre pourraient faire si elles étaient engagées dans une grande guerre. Ni la crise de 1840, ni même la guerre de Crimée n'ont mis leurs forces maritimes à une épreuve sérieuse. L'amirauté en Angleterre, le département de la marine chez nous ont seuls combattu, mais les nations elles-mêmes n'ont été forcées dans aucune de ces occasions de se compromettre avec toutes leurs ressources. Or quelles sont ces ressources? quelles sont les conditions auxquelles s'obtient ou se conserve la puissance sur mer? Ce sont de graves questions, non moins importantes que celles que nous avons déjà discutées, et dont l'examen formera le complément nécessaire de cette étude.

XAVIER RAYMOND.

LE

COMTE KOSTIA

TROISIÈME PARTIE. [1]

XII.

Le lendemain du jour où Gilbert avait formé la résolution de rester au Geierfels (1), le père Alexis se leva de bonne heure, et se rendit, comme à son ordinaire, dans sa chère chapelle : il y entra d'un pas lent, le dos courbé, le front soucieux ; mais quand il eut traversé la nef et qu'il fut arrivé en face de la porte royale du chœur, l'influence du saint lieu commença de dissiper sa mélancolie : ses pensées prirent un tour plus serein, et son visage s'éclaircit. La chapelle, qui faisait partie d'un petit corps de logis séparé du bâtiment central par une cour, prenait jour au levant par trois grandes baies ogivales donnant sur une galerie à colonnades. Pendant la nuit, le temps s'était remis au beau, et dans ce moment un rayon de soleil, pénétrant par une des croisées, détachait en lumière l'une des figures d'évangélistes qui décoraient l'iconostase; cette aimable faveur dont le ciel honorait l'un de ses chefs-d'œuvre chatouilla doucement l'orgueil paternel du bon pope. Aussitôt qu'il eut dit sa messe et dépouillé son aube de soie brochée, il ôta sa robe noire et endossa une méchante soutanelle toute couverte de taches de graisse et de couleur; c'était son costume d'artiste. Puis, ayant retroussé ses manches, il gravit solennellement une petite échelle qui conduisait à un échafaudage dressé contre une des murailles, et tout encombré

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juin.

de paille hachée, de pots remplis d'huile, de vernis, de plâtre délayé et de colle de poisson.

Depuis plusieurs jours, le père Alexis était occupé à peindre un groupe de trois personnages, Abraham, Isaac et Jacob, qui portaient leur postérité sur leurs genoux. On voyait ces patriarches gravement assis sur un banc de gazon, séparés les uns des autres par de petits arbustes d'un aspect quelque peu fantastique. Leurs chefs vénérables étaient ceints d'une auréole; leur abondante chevelure, peignée avec le plus grand soin, s'abaissait majestueusement sur leurs épaules, et leur barbe touffue descendait jusqu'au milieu de leur poitrine. Drapés d'un grand manteau aux plis raides et symétriques, ils soutenaient de leurs bras écartés un linge blanc qui contenait huit têtes d'enfant rangées en ligne, symbole insuffisant peut-être de cette postérité aussi nombreuse que les étoiles du ciel dont la promesse flattait leur orgueil. Ces héros de l'ancienne alliance avaient des figures de moines, longues, hâves, austères; mais dans la tristesse qu'elles exprimaient il n'entrait rien de rêveur ni d'extatique. Ils avaient l'air fort occupés d'un petit calcul et semblaient se dire : Voilà bien des années que nous faisons maigre et que nous nous relevons la nuit pour chanter matines; ce sont là des avances considérables... Et ils calculaient les remboursemens qui leur seraient faits un jour, ils cherchaient à se rendre un compte exact de leur doit et de leur avoir.

Le père Alexis travaillait depuis près d'une heure, quand il entendit un bruit de pas dans le préau; il retourna vivement la tête et aperçut Gilbert, qui se dirigeait du côté de la chapelle. Le pope tressaillit de joie, comme un pêcheur qui, après de longues heures d'une mortelle attente, voit un poisson de belle taille s'engager imprudemment dans sa nasse. Apre à la proie, il jeta brusquement sa brosse, descendit son échelle avec une prestesse de jeune homme et courut s'embusquer près de la porte, où, demeurant aux aguets et le souffle suspendu, dès que Gilbert parut, il se précipita sur lui et le saisit par le bras en le regardant avec des yeux qui semblaient dire : « Vous voilà pris, je ne vous lâche plus. »

Quand le premier excès de sa joie se fut calmé : — Ah! mon enfant, s'écria-t-il, quelle heureuse inspiration vous amène ici?

— M. Leminof est indisposé aujourd'hui, lui répondit Gilbert, et je n'ai cru pouvoir faire un meilleur usage de mes loisirs qu'en venant vous rendre mes devoirs.

— Oh! la charmante idée que vous avez eue là! lui dit le pope en le regardant avec une ineffable tendresse. Venez, venez, mon enfant, je vous ferai tout voir, oui, tout!

Ce mot *tout* fut prononcé avec un accent si énergique que Gilbert en fut effrayé. Comme on peut le croire, ce n'était pas précisément

de peintures byzantines qu'il était curieux en ce moment. Toutefois il se prêta avec une infatigable complaisance au minutieux examen de toutes les images de l'iconostase et de la nef; il loua tout ce qui lui parut louable, garda le silence sur des défauts saillans qui offensaient la délicatesse de son goût, se permit seulement quelques critiques de détail, et surtout il écouta avec une attention si recueillie toutes les explications dont l'accablait le bon pope, que celui-ci, au bout de quelques minutes, avait conçu pour lui la plus vive affection, et la lui témoignait par ses regards, par ses sourires, par de petites caresses tout à fait paternelles. — Je vous ai réservé les trois patriarches pour le bouquet! lui dit-il enfin. Et il le fit monter sur l'échafaudage pour les considérer de plus près; mais Gilbert interrompit les discours du bon père en lui annonçant qu'il avait à l'entretenir d'une affaire sérieuse.

— Une affaire sérieuse! — Et le visage du pope se rembrunit. — Auriez-vous quelque chose à me confesser? Que dis-je? vous n'êtes pas orthodoxe, mon enfant, et plût à Dieu que vous le fussiez! — Puis, se frappant le front : — Moi-même, j'y pense, il y a certains éclaircissemens que je serais bien aise... Allons, quittons cette estrade de crainte de distraction; mais ne faites pas vos adieux à mes patriarches : vous n'avez pas tout vu, et par exemple...

— Descendons, dit Gilbert en mettant le pied à l'échelle. Ils descendirent et allèrent s'asseoir à l'une des extrémités d'un degré de marbre blanc qui régnait à l'entrée du chœur dans toute la largeur de la nef.

— Mon enfant, commença timidement le pope, hier au soir...

— C'est justement de cela que je désirais vous entretenir! dit Gilbert.

— Ah! vous êtes un bon et généreux enfant. Vous avez deviné mon embarras, et vous avez voulu... Je l'avoue, un léger assoupissement... La chair est faible... Ah! c'est bien à vous... La faveur ne vous fait pas tourner la tête. Parlez, parlez, je suis tout oreilles.

— Il est bien entendu, mon père, que vous me garderez le secret, car vous comprenez...

— Si je comprends!... Mais nous serions perdus, moi et vous, si l'on pouvait se douter que nous causons ensemble de certaines choses. Oh! n'ayez crainte... Si Kostia Petrovitch me reparle de cette affaire, j'aurai l'air de ne rien savoir, et je m'accuserai d'avoir enfreint la prescription du grand Salomon qui a dit : « Quand tu seras assis pour manger avec un prince, considère avec attention ce qui se fera devant toi... » Oh! parlez avec confiance, mon enfant. Il y a, sachez-le bien, dans la bouche que voici, une vieille langue qui ne dit jamais que ce qu'elle veut.

Lorsque Gilbert eut achevé son récit, le père Alexis se répandit

en exclamations accompagnées de force signes de croix. — Oh! le malheureux enfant! s'écriait-il; quelle folie est la sienne! Il a donc juré sa perdition? Vouloir mourir en péché mortel! Il faut qu'un esprit de ténèbres soit entré en lui. Il n'invoque donc plus saint George chaque soir et chaque matin? Il ne fait plus ses prières, il ne porte plus sur sa poitrine la sainte amulette que je lui ai donnée! Ah! pourquoi me suis-je endormi hier soir! Que de belles choses je lui aurais dites! J'aurais commencé par lui représenter...

— Je ne mets pas en doute votre éloquence; mais ce n'est pas de remontrances ni de bons conseils que cet enfant a besoin : un peu de bonheur serait mieux son fait.

— Du bonheur!... Eh! oui, sa vie est un peu triste. On a certaines maximes d'éducation...

— Il ne s'agit pas de maximes d'éducation, mais d'un père qui a voué à son fils une haine déclarée.

— Sainte Vierge! s'écria le prêtre avec un geste d'épouvante, il ne faut pas dire de pareilles choses, mon enfant! Ce sont là des paroles que le bon Dieu n'aime pas à entendre. Ne les répétez jamais, ce ne serait ni prudent, ni charitable...

Gilbert s'obstina; énonçant comme des certitudes les conjectures qui lui étaient venues à l'esprit, il enchérit encore sur sa pensée, dans l'espérance que le pope, en le redressant, lui fournirait les éclaircissemens qu'il désirait. Le succès de ce petit artifice dépassa son attente. — Je sais de science certaine, dit-il, que M. Leminof aimait sa femme, qu'elle lui a été infidèle, qu'il a fini par concevoir des soupçons, et qu'il s'est vengé...

— Faux! faux! s'écria le pope avec une émotion profonde. A vous entendre, on croirait que le comte Kostia a tué sa femme. On vous a fait des rapports mensongers. La vérité est que la comtesse Olga s'empoisonna, et puis, sentant la mort venir, elle prit l'épouvante, implora du secours... Tout fut inutile : on ne put lui faire rejeter le poison. Alors elle m'envoya chercher en hâte. Je n'eus que le temps d'arriver, de recevoir sa confession... Oh! l'affreuse scène, mon enfant! Pourquoi m'en faire souvenir? Et surtout quelle est la langue calomnieuse...

— On m'a dit encore, poursuivit l'inflexible Gilbert, qu'après ce déplorable événement M. Leminof, prenant en horreur les lieux témoins de son déshonneur, quitta Moscou et la Russie, et se rendit à la Martinique. Arrivé là, il perdit, après quelques mois de séjour, l'un de ses deux enfans, une fille, si je ne me trompe, et cette mort aurait été hâtée par...

— Nouvelle calomnie! interrompit le pope en regardant fixement Gilbert. Cette jeune fille est morte de la fièvre jaune. Jamais Kostia

Petrovitch n'a levé le doigt sur ses enfans. Ah! dites-moi donc quelle langue de vipère...

— Ce n'est du moins pas une calomnie de prétendre qu'il a deux bonnes raisons de ne pas aimer son fils. Il lui en veut d'abord d'être le portrait vivant de sa mère, et puis il doute peut-être que cet enfant soit réellement son fils...

— Doute impie, que j'ai combattu de toutes mes forces! Cet enfant est né neuf ans avant que sa mère commît sa première et son unique faute. Je l'ai dit, je l'ai répété; on m'objecte qu'il est né après six années d'un mariage qui semblait condamné par le ciel à une éternelle stérilité : circonstance fatale, qui paraît une preuve sans réplique à un cœur vindicatif et ulcéré. Mais, encore une fois, qui a pu vous dire...

— Un mot encore : avant de partir pour la Martinique, M. Leminof fit tout ce qu'il put pour découvrir l'amant de sa femme. Ses soupçons tombèrent sur un de ses amis intimes, nommé Morlof. Dans son aveugle fureur, il le tua, et cependant Morlof était innocent!

— Vous a-t-on dit qu'il l'ait assassiné? dit le père Alexis, qui s'agitait toujours davantage. Autre calomnie! il l'a tué dans un duel loyal. Sainte Vierge! le péché est bien assez grave; mais la police a étouffé l'affaire, et l'absolution a passé là-dessus.

— Hélas! reprit Gilbert, si l'église a pardonné, la conscience du meurtrier s'obstine à le condamner; elle maudit cette main emportée qui a versé le sang innocent, et, par une étrange aberration, elle l'exhorte à laver cette fatale méprise dans le sang du vrai coupable. Ce coupable, après six ans, on n'a pas renoncé à le découvrir; on l'ira chercher, s'il le faut, jusque dans les entrailles de la terre, et s'il est par hasard quelque cœur où son nom soit écrit, on ouvrira ce cœur à la pointe de l'épée pour y déchiffrer ces lettres de sang et de feu!

Gilbert prononça ces derniers mots d'une voix vibrante. Il avait subitement oublié où il se trouvait et à qui il parlait. Il croyait revoir la scène du corridor; il croyait entendre encore ces paroles terribles qui avaient glacé son sang dans ses veines... Le prêtre fut pris d'un tremblement convulsif; mais il s'en rendit bientôt maître. Il se leva lentement et se tint debout devant Gilbert, les bras croisés sur sa poitrine. Depuis quelques instans, sa figure s'était ennoblie en même temps que son langage. En ce moment, la transformation était complète : Gilbert n'avait plus devant lui le bonhomme craintif qu'un froncement de sourcil faisait trembler, l'épicurien en quête de sensations agréables, l'artiste vaniteux mendiant naïvement des éloges. Les yeux du pope, tout grands ouverts, brillaient

dans leurs orbites profondes comme des charbons allumés; ses lèvres, plissées par un sourire amer, semblaient prêtes à lancer les foudres de l'excommunication; une majesté vraiment sacerdotale s'était répandue comme par miracle sur son front. Gilbert n'en croyait pas ses yeux: il considérait en silence, sans le pouvoir reconnaître, ce nouveau père Alexis qui venait de se révéler à lui.

Alors, se parlant à lui-même : — Mon frère! dit le prêtre, quelle simplicité est la vôtre! Quelques caresses, quelques cajoleries, en voilà donc assez pour que votre vanité satisfaite fasse taire vos défiances et désarme votre bon sens? Ne saviez-vous pas que ce jeune homme est l'ami intime de votre maître? — Puis, se penchant vers Gilbert : — On vous a donc cru de force à me faire parler? Et vous-même vous vous êtes imaginé qu'il suffirait d'un grossier artifice et de quelques propos menaçans pour m'arracher un secret que je garde depuis bientôt sept ans! Jeune présomptueux, retourne vers celui qui t'a envoyé, et répète-lui fidèlement ce que je vais te dire : Un jour, c'était à la Martinique, dans une maison écartée, à quelque distance de l'un des faubourgs de la ville de Saint-Pierre... Laisse-moi parler, mon histoire ne sera pas longue... Figure-toi une grande salle obscure avec une table au milieu... On m'y enferma vers midi; le lendemain soir, j'y étais encore, et pendant trente heures je n'avais ni bu ni mangé. La nuit venue, on me coucha tout de mon long sur la table, on me lia, on me garrotta... Alors je vis se pencher sur moi une figure telle que tu n'en verras jamais d'aussi terrible dans tes rêves, et une bouche qui ricanait comme celle d'un damné s'approcha de mon oreille pour me dire : Père Alexis, je veux avoir ton secret, je l'aurai... Je ne soufflai mot. On serra les cordes avec un cric, et je ne parlai pas; on me posa des poids sur la poitrine, et je ne parlai pas; on me chaussa de brodequins que je te souhaite de ne jamais voir à tes pieds, et je ne parlai pas; mes os craquèrent, et je ne parlai pas; je vis mon sang jaillir, et je ne parlai pas. Enfin une angoisse suprême s'empara de moi, un nuage rouge passa sur mes yeux, je sentis mon cœur se glacer, et je crus que j'allais mourir... Alors je parlai et je dis : « Comte Leminof, tu peux me tuer, mais tu ne m'arracheras pas le secret de la confession! »

Et à ces mots le prêtre, se baissant, déchaussa son pied droit, il fit voir à Gilbert des chairs meurtries et desséchées, des os déformés par la torture; puis, s'étant rechaussé, il recula de trois pas, comme s'il se fût détourné d'un serpent, et il s'écria d'une voix tonnante en levant les bras au ciel : — Dieu maudisse les vipères qui prennent des visages de colombe! O Salomon, n'avez-vous pas écrit dans vos *Proverbes :* « Quand il parlera gracieusement, ne le crois point, car il a sept abominations dans son cœur? »

En entendant le récit du pope, Gilbert s'était ressouvenu de quelques phrases incohérentes du somnambule auxquelles il n'avait pas su découvrir de sens : *Couchez sur cette table la robe noire! Serrez les brodequins!...* — Cette robe noire, se dit-il, c'était donc le père Alexis!... — Il se leva, le contempla avec des yeux où se peignaient la surprise et l'admiration; il ne pouvait se lasser de considérer cette figure qu'il croyait voir pour la première fois, et il murmurait tout bas : — Mon Dieu! que le cœur de l'homme est compliqué! Quelle découverte je viens de faire!... — Puis il voulut s'approcher de lui; mais le prêtre reculait toujours en agitant au-dessus de sa tête un bras menaçant, et il répétait : — Maudites soient les vipères qui prennent des visages de colombe!

— Et moi je dis, s'écria Gilbert : Bénies soient à jamais les lèvres qu'a touchées le charbon sacré et qui gardent leurs secrets jusqu'à la mort!... Mon père, ajouta-t-il respectueusement, pardonnez-moi le chagrin que je viens de vous faire. Et si par hasard il vous restait quelque défiance, écoutez bien ce que je vais vous dire, car je prétends me mettre à votre merci, et en trahissant quelques confidences il ne tiendra qu'à vous de me faire expulser de cette maison au jour et à l'heure qu'il vous plaira... — Là-dessus il lui conta la scène du corridor. — Vous jugez quelles impressions produisirent sur moi les terribles paroles que j'avais entendues! Depuis quelques jours, mon esprit était en travail. Je cherchais à me représenter le détail de cette lamentable aventure; mais, craignant de m'égarer dans mes soupçons, j'ai voulu en avoir le cœur net, et je suis venu vous trouver. Je vous ai affligé, mon père; encore une fois, veuillez me pardonner ma curiosité téméraire.

Le père Alexis releva la tête. Adieu le saint! adieu le prophète! Son visage venait de reprendre son expression habituelle; la sublime tempête qui l'avait transfiguré n'y avait laissé que quelques traces presque invisibles de son passage. Il regarda Gilbert d'un air de reproche. — Ah! dit-il, c'est donc pour cela seulement que tu es venu me voir? Mon cher enfant, tu n'aimes donc pas les arts?

— Rassurez-vous, répondit Gilbert en souriant, je les aime passionnément. Tantôt j'ai admiré à bon escient vos patriarches; désormais je les admirerai davantage encore, car, en les regardant, je me souviendrai de cette petite maison de l'un des faubourgs de Saint-Pierre...

— Permets-moi de te dire, mon cher enfant, interrompit le père Alexis, que ces deux choses-là n'ont point de rapport. Si j'avais révélé le secret de la confession, j'aurais mérité l'éternelle damnation. J'ai accompli mon devoir, voilà tout, et à ma place tout prêtre honnête et orthodoxe en aurait fait autant; mais mes patriarches... Ah! vois-tu, le talent d'artiste, Dieu ne le donne qu'à un petit

nombre de ses favoris; c'est un trésor dont il est avare. On peut être caloyer, archimandrite, protopope, évêque, archevêque, et ne pas être capable de dessiner seulement le bout du nez d'un patriarche ou l'une de ces petites feuilles de grenadier que j'ai peintes là-bas sur la muraille... Le talent, mon enfant, est un don de la grâce divine, dont il faut user en toute humilité; mais, je l'avoue, mon cœur danse un peu dans ma poitrine quand je fais réflexion que, si le père Alexis n'existait pas, il ne se trouverait peut-être personne, d'Astrakan jusqu'à Paris, pour faire un portrait tant soit peu ressemblant du patriarche Abraham et de sa famille... Ce qui me fâche, continua-t-il, c'est de t'avoir conté cette histoire des brodequins; je ne l'ai jamais redite à personne, et je l'avais presque oubliée. J'ai pardonné, tout pardonné, et cela ne t'étonnerait pas, si tu avais été témoin comme moi du désespoir de cet homme. En quelques mois, il avait vieilli de vingt ans. Il ne dormait plus, il était à moitié fou. Il y a en lui du Pierre le Grand. Sa volonté est de fer, et ses passions sont de feu. Il était né pour être tsar, pour gouverner un empire et pour faire étrangler ses ennemis. Pour Dieu! ne va pas te mettre sur son chemin, il te briserait comme verre. Tu ne connais pas ses fureurs; ce sont des convulsions. L'idée d'avoir été trompé le ronge comme un ulcère; c'est une plaie qui ne se refermera jamais, et les souffrances qu'il endure à certaines heures, tu en peux juger par les soupirs que tu as entendus l'autre nuit. Il faut le plaindre. Il aimait sa femme; elle était merveilleusement belle : tu en peux juger par son fils, qui lui ressemble comme un pigeon à une colombe. Et quand je dis qu'il l'aimait, c'était comme le grand padichah aime sa sultane favorite, ou, pour mieux dire encore, elle était à ses yeux comme un bijou de grand prix, une émeraude, une topaze qu'il aimait à voir reluire au soleil... Mais surtout elle était sa propriété, et jamais il ne se vit propriétaire plus jaloux de son bien. Et à propos réponds-moi bien franchement; m'as-tu bien rapporté tout ce que tu as entendu dans le corridor? Oui, tu ne sais rien d'autre?... Tu pourrais le jurer?... Allons, bon, me voilà tranquille... Mon cher enfant, ne rôde plus la nuit; il pourrait t'arriver malheur. D'ailleurs tu perdrais tes peines; je me trompe bien, ou, aussi longtemps que durera sa crise, Kostia Petrovitch se fera enfermer dans sa chambre pendant la nuit. Il en usait ainsi l'année dernière, car il faut te dire que, depuis que nous sommes revenus en Europe, il a une de ces maudites crises chaque été. Les deux premières ont commencé le 5 juillet, anniversaire de la mort de sa femme. Celle-ci est venue plus tôt et l'a surpris. Dieu veuille qu'elle soit courte! car, tant qu'elle le tiendra, son humeur ne sera pas aimable. Tu en vois une preuve dans cette petite égratignure que je porte à la joue...

— Mon père, reprit Gilbert après un silence, souffrez que je vous adresse encore une question, une seule. Comment se fait-il qu'après l'effroyable scène que vous m'avez contée vous ayez continué de vivre avec M. Leminof?

— Voilà une question, dit-il naïvement, que je ne me suis jamais faite à moi-même... Il se tut quelques instans pour y réfléchir, puis quand il se fut recueilli : — Il y a si longtemps, mon enfant, que je n'ai eu le plaisir de converser avec âme vivante, et tu es un homme de si bon commerce, que je ne puis résister à l'envie de dévider devant toi mon petit écheveau, assuré que je suis de ton absolue discrétion... Ma femme mourut trois mois après la comtesse Olga. Dieu lui fasse paix! Grande délivrance pour moi, diras-tu! J'en conviens, mais si, en devenant veuf, il m'avait fallu, selon l'usage, m'ensevelir dans un couvent... que te dirai-je? la sainte Vierge me le pardonne! j'ai peu de goût pour la vie conventuelle. J'en étais là quand un jour le comte Kostia vint me voir. Il m'annonça sa résolution de se distraire de ses chagrins en courant le monde, me demanda si je serais d'humeur à l'accompagner, m'assura qu'il aurait pour moi les plus grands égards... Il me caressa, m'enjòla, m'ensorcela. J'étais à mille lieues de soupçonner ses intentions... Je dis oui. La nouveauté de l'aventure me charmait. Il leva toutes les difficultés. Nous partîmes... A peine arrivé à la Martinique, il se démasqua. Un jour que j'errais avec lui dans la campagne, Kostia Petrovitch me dit ce que tu m'as répété tout à l'heure, qu'il y avait un nom, un nom terrible, un nom détesté qu'il voulait connaître à tout prix, que je savais à quelle erreur fatale avaient abouti ses premières recherches, que désormais il ne se fierait plus à ses divinations, qu'il lui fallait des évidences, des certitudes, qu'il voulait savoir, qu'il saurait, que du reste il ne nourrissait plus aucun désir de vengeance... Simple affaire de curiosité! Mais cette curiosité dévorait son cœur et sa vie, lui ôtait l'appétit, le sommeil, avançait d'instant en instant le terme de ses jours... Je n'avais pas de peine à l'en croire... Il ajouta... Mon enfant, je le vois encore debout devant moi, ses deux mains posées sur mes épaules, ses yeux de flamme attachés sur les miens... Il ajouta que ce nom maudit, je devais le connaître, je le connaissais... Mes regards, mon trouble, ma pâleur, mon silence lui répondirent... Cet instant commença pour moi une longue suite de souffrances et d'angoisses. C'étaient chaque jour des prières, des supplications, des obsessions. Il tournait et retournait autour de moi le sourire aux lèvres, la menace dans les yeux... On eût dit un serpent qui cherche à fasciner sa proie. — A quel prix veux-tu vendre ton secret? me disait-il. Je ne marchanderai pas... Il me faisait promesse sur promesse, il m'offrit jusqu'à la moitié de sa fortune. Et moi, je lui montrai du doigt

le crucifix qui pendait sur ma poitrine... Alors il changea de méthode. Je fus mis au régime de la terreur. Mes nerfs sont faibles, mon enfant, et Dieu sait pourtant à quelles épreuves ils ont résisté... Une nuit, en me réveillant, je le trouvai assis au bord de mon lit; d'une main il tenait une lampe et de l'autre un pistolet qu'il braquait sur moi... Mais passons, passons. Je t'ai déjà dit que j'avais tout pardonné... Après le tourment des brodequins, je fus longtemps à me rétablir. Quand je fus sur pied, d'autres épreuves commencèrent. Les privations, la solitude, une étroite captivité, mes pinceaux jetés au feu, la défense absolue de dessiner, de toucher même un crayon, voilà les moyens auxquels il recourut pour me réduire. Pour le coup je commençai à dépérir. Il s'en aperçut à temps, s'avisa que je m'en allais mourant, et il n'avait garde de vouloir ma mort. Mes yeux caves, ma maigreur, mon teint défait l'effrayèrent; je portais déjà sur mon front la pâleur de mon dernier jour. Il me fit donner des soins, leva toutes ses interdictions, me permit de manger à mon appétit, de dessiner, de peindre. Depuis lors, ma vie est devenue tolérable. J'ai bien encore quelques méchans quarts d'heure à passer; les jours se suivent et ne se ressemblent pas; au moment où j'y pense le moins, le temps se met à l'orage, alors je courbe la tête, je me tiens coi, et j'attends une embellie. L'humeur de cet homme est très inégale. Il se passe des mois entiers pendant lesquels il s'absorbe dans l'étude. Comme dit le proverbe russe, « chaque baron a sa fantaisie. » La sienne est d'aimer à la folie les gros livres. Je lui ai entendu dire un jour que le format du bonheur, c'est le grand in-folio. Et vraiment ses bouquins lui font du bien, ils lui rendent pour quelque temps le calme et la santé; mais tout à coup ses souvenirs se réveillent, sa plaie recommence à saigner. Alors le sanglier qu'on croyait apprivoisé reprend son naturel sauvage, et gare à ses coups de boutoir! J'en reçois souvent, comme tu peux croire; mais ma peau a fini par s'endurcir. Bref, si je vis sur le qui-vive, je vis, c'est bien quelque chose... Et puis il ne faut pas calomnier ce terrible homme. Il n'est pas incapable de sentiment. Croirais-tu qu'il n'a jamais parlé à Stéphane de la faute ni de la mort tragique de sa mère? Il lui a laissé tout ignorer, et il souffre que cet enfant chérisse la mémoire de la pauvre pécheresse et la vénère dans sa pensée comme une sainte... Autre trait de magnanimité que je recommande à ton admiration : Kostia Petrovitch n'a jamais daigné accorder un regard à mes peintures qu'il appelle ineptement des peinturlurages; mais il n'a jamais trouvé qu'elles fussent trop coûteuses. Cependant je n'épargne pas la couleur. Regarde ces auréoles d'or, elles ont au moins deux pieds de diamètre. Eh bien! jamais il ne m'a dit : Père Alexis, tes nimbes dorés me reviennent trop cher! Compte un peu sur tes doigts tous les roubles qu'ils m'ont coûtés... Qu'en dis-tu, mon enfant? Ne te pa-

raît-il pas que cet homme a du bon?... Enfin, quoi que tu penses de lui, sache que jamais je n'ai songé à le quitter. Je me suis accoutumé à son visage. Kostia Petrovitch m'a tant fait souffrir autrefois que je lui suis fort obligé du mal qu'il ne me fait plus. Et qu'est-ce après tout que le bonheur, si ce n'est l'art de se consoler? Je suis devenu très habile à ce jeu-là, et il n'est pas de peine que je ne sois capable d'oublier en cultivant les petits talens que le ciel m'a départis dans sa munificence... D'ailleurs, quand je voudrais m'en aller, est-il sûr que je le pourrais? Ce que cet homme veut, il le veut bien et il entend m'avoir toujours sous sa main, car s'il a renoncé à m'extorquer mon secret par la violence, il nourrit toujours l'espoir de me le dérober un jour par une adroite surprise. Sa méthode est habile : il demeure quelque six mois sans me parler de rien, et soudain, quand il croit ma défiance endormie, il jette son hameçon dans mon âme; mais le ciel soit loué! quelque appât qu'il y mette, mon secret n'y mord jamais. Ce sont, vois-tu, les anges mêmes de Dieu qui montent jour et nuit la garde autour des secrets de la confession... Mon enfant, que te dirai-je? Je suis dans un âge où l'on n'est plus tenté de changer sa destinée, et où l'on emploie ce qu'on a conservé de forces à la subir ou à l'oublier. Regarde Ivan, cette autre barbe grise. Il y a quinze ans, il suppliait son maître de l'affranchir. Il voulait se faire marchand forain, courir les grandes routes, s'en aller de son pied léger de Moscou à Tiflis et de Tiflis à Astrakan. Aujourd'hui, si on lui donnait sa liberté et qu'on le renvoyât de céans, il serait comme un aigle aux ailes rognées qu'on précipiterait en bas de son nid, en lui disant : Va où tu veux, l'espace est à toi!...

En faisant à Gilbert ce long récit, la figure du pope s'était de nouveau ennoblie et comme illuminée; mais à peine eut-il achevé que, se passant la main sur le creux de l'estomac : — Jeune homme, dit-il, viens avec moi dans la sacristie. J'ai là, au fond d'une armoire, du caviar, des rôties au beurre et une bouteille de vin muscat dont je te veux régaler. C'est un nectar qui n'a pas son pareil, tu m'en diras des nouvelles. Nous remonterons ensuite sur notre estrade, et tu me regarderas peindre. Je veux te montrer comment je couche mes couleurs.

Impatienté de ces perpétuels changemens à vue, Gilbert se leva brusquement : — Je vous remercie, mon père, il est temps que je m'en aille. Heureusement je sortirai d'ici rassuré sur votre compte; mais Stéphane!

— Tu pars déjà! répondit-il d'un ton chagrin... Et enfonçant dans sa bouche l'index de sa main droite, et l'en retirant à grand bruit: Songe que ce muscat de Fuencarral...

— Et Stéphane! répéta Gilbert en s'acheminant vers la porte.

Le pope le reconduisait : — Eh oui! dit-il en hochant la tête et caressant sa barbe, eh oui! le méchant enfant! Avoir voulu se tuer! Il chasse de race. Le mauvais génie de sa mère est en lui. Il y a des goûts de poison dans cette famille. L'un de ses grands-oncles maternels s'expédia en bonne forme à cinquante ans avec de la mort-aux-rats.

— Stéphane ressemble-t-il à sa mère de caractère comme de visage ?

— Oh! pour cela, non! Olga Vassilievna était une douce et mignonne femme, paisible comme un agneau et faible comme une branche veule. Elle fredonnait volontiers une chanson qui commençait ainsi : « Je suis une petite rose blanche, et si le vent d'orage m'effleurait de son aile... » Pauvre Olga Vassilievna! l'orage a passé sur elle et l'a brisée... As-tu remarqué ces jolis duvets blancs qui se promènent dans les airs au printemps? Ils montent, ils descendent, se laissent tomber sur le gazon et restent posés sur la pointe d'une longue herbe folle, jusqu'à ce qu'une bouffée de vent les reprenne et les emporte à quelques pas plus loin... Voilà Olga Vassilievna... Elle était si douce que Kostia Petrowitch faisait d'elle tout ce qu'il voulait. Un faucon devenu le mari d'une colombe!... Elle avait bien ses caprices, ses petites fantaisies, mais elle s'en exprimait si gentiment!... Quand elle voltigeait dans son salon, on eût dit un joli nuage de mousseline... Et ses dentelles, je t'assure, n'étaient pas plus légères que son petit cœur... En été, elle passait de longues heures blottie dans le coin d'une bergère ou couchée dans un hamac, son éventail à la main, et caquetait comme une pie avec les voisins en visite, ou bien elle trottinait tout doucement dans son jardin et parfois tombait d'épuisement au bout d'une allée. Souvent son mari l'a remportée dans ses bras à la maison. C'est par faiblesse que cette femme a péché. Si le comte Kostia ne l'eût jamais quittée, elle serait morte pure et sans tâche. Lui présent, elle n'eût jamais pensé à mettre le fin bout de ses petits pieds hors de la route du devoir... Ah! pourquoi Kostia Petrowitch a-t-il la passion des gros livres? Pourquoi s'en est-il allé à Paris s'ensevelir dans la poussière des bibliothèques? C'était la première fois qu'il se séparait d'elle. Elle relevait alors de maladie, et il eût été dangereux de l'exposer aux fatigues d'un voyage. Et lui, il ne pouvait retarder son départ. Il publiait alors de savantes dissertations dans *le Contemporain*, et il avait des recherches à faire à Paris. Il devait y passer dix-huit mois. Tout à coup il reçut de Russie une lettre qui, à peine lue, le fit partir comme un trait; il arriva dans ses terres, comme personne ne l'attendait. Il trouva la comtesse Olga grosse de sept mois, et il y en avait dix qu'il était absent. Il resta enfermé avec elle pendant trois

heures. Au sortir de cette entrevue, elle s'empoisonna... Mais observe, mon enfant, comme les événemens de ce monde sont compliqués. Si Kostia Petrowitch n'avait jamais fait ce maudit voyage, le père Alexis serait peut-être moine aujourd'hui et languirait au fond d'une cellule de couvent. Et voilà comme s'enchaînent les causes et les effets, car enfin...

— Ainsi Stéphane, dit Gilbert, ne ressemble à sa mère que de visage.

— Et en quoi d'ailleurs lui ressemblerait-il? Il est violent, emporté. C'est un volcan qui bout. Quoique petit de taille et mince comme un roseau, il courrait les bois à cheval pendant vingt-quatre heures sans se fatiguer. Ce qui m'épouvante, c'est ce goût de poison qui semble héréditaire.

— Je ne sais pas, repartit Gilbert en s'arrêtant à l'entrée du tambour garni de velours noir qui précédait la porte de la chapelle: je ne sais pas si c'est précisément par goût que Stéphane a tenté de s'empoisonner, et je doute qu'il aime le phosphore comme vous aimez par exemple la peinture. J'ai cru m'apercevoir qu'il était malheureux, très malheureux...

— Après tout, dit le pope en souriant, on ne l'a jamais chaussé de certains brodequins à vis... Et il abaissa un triste regard sur ses pauvres pieds clopinans.

— Ah! mon père, il est des souffrances morales qui pour une âme noble et fière... Gilbert n'acheva pas. La figure de vieil enfant qu'il avait devant les yeux lui en ôta le courage. — Je lui parle hébreu. pensa-t-il.

Le père Alexis se gratta l'oreille, et d'un ton grave : — Oui, tu viens de nommer son mal, c'est sa fierté, sa funeste fierté. Cet enfant commet vingt fois par jour le péché d'orgueil. Et je croirais vraiment que son caractère empire. Autrefois il était beaucoup plus doux, plus patient. Depuis un an, il est devenu sombre, irritable: il a des accès de révolte.

— Je trouve, quant à moi, très naturel, répliqua Gilbert, qu'avec le progrès des années...

— Ah! que dis-tu là? s'écria le pope d'un ton magistral. Cet enfant a déjà seize ans. L'heure n'a-t-elle pas sonné pour lui de mettre un peu de plomb dans sa tête de linotte? Sainte Vierge! il est en âge de réfléchir, de raisonner et de méditer sérieusement les enseignemens de son père spirituel. Il est bien temps qu'il comprenne que les voies de Dieu sont mystérieuses, et que nous sommes ici-bas sur une terre d'épreuves...

Et comme Gilbert mettait la main sur le bouton de la porte : — Écoute-moi, ajouta-t-il à voix basse, je veux te confier encore

un secret... Ces peintures que tu vois autour de toi ne sont pas seulement un monument d'art dont la postérité parlera; c'est encore, si j'ose ainsi dire, une pieuse machine destinée à attirer sur nos têtes les bénédictions de la très sainte Trinité. Un jour je fis le vœu de retracer sur ces murailles toutes les gloires de la religion, et je suppliai en retour la sainte Vierge qu'aussitôt ce grand travail terminé elle accomplisse quelque éclatant miracle qui mette fin à toutes les souffrances des habitans de cette maison... Eh bien! une nuit elle m'est apparue... Mon enfant, j'ai la main preste, et je me flatte qu'avant deux mois...

Gilbert sourit, s'inclina sans répondre et sortit. — Ce prêtre est étrange! — se disait-il en traversant le préau. — Ce jeune homme est singulier! — se disait le père Alexis en s'acheminant vers la sacristie.

XIII.

Ce jour-là, Gilbert passa une grande heure à sa fenêtre. Ce qui fixait son attention, ce n'était ni le Rhin, ni le précipice, ni les montagnes, ni les nuages. L'espace étroit où se confinaient ses regards était borné au couchant par la grosse tour carrée, au midi par un pignon, au nord par une gouttière : je veux dire que l'objet de ses contemplations était un toit très irrégulier, très accidenté, ou, pour parler plus exactement, deux toits adjacens et parallèles, l'un plus élevé que l'autre de douze pieds, et s'abaissant tous deux par une pente rapide vers un redoutable précipice.

En refermant sa fenêtre, il se dit : — Après tout, c'est moins difficile que je ne le pensais : deux échelles de corde feront l'affaire. A la garde de Dieu!

M. Leminof se trouvant trop incommodé pour quitter sa chambre, Gilbert dîna seul dans sa tourelle, après quoi il alla se promener au bord du Rhin. Au moment où il débouchait du sentier sur la grande route, il vit paraître à trente pas de lui Stéphane et Ivan. En l'apercevant, le jeune homme fit un geste de colère, et, détournant son visage, il lança son cheval à bride abattue. Gilbert n'eut que le temps de sauter dans le fossé pour éviter le choc. En passant devant lui, Ivan le regarda d'un air triste, secoua la tête et porta le doigt à son front, comme pour dire : — Il faut tout lui pardonner; son pauvre esprit est bien malade!

Gilbert ne tarda pas à remonter au château, et, comme il atteignait l'entrée de la terrasse, il vit le serf, qui, appuyé contre l'un des vantaux de la porte, semblait faire sentinelle.

— Mon cher Ivan, lui dit-il en s'approchant, tu as l'air d'attendre quelqu'un.

— Je vous ai entendu venir, répondit-il, et je vous prenais pour Vladimir Paulitch. C'est le bruit de vos pas qui m'a trompé; d'habitude vous n'avez pas la démarche si mesurée.

— Tu es un fin observateur, répondit Gilbert en souriant; mais, je te prie, ce Vladimir Paulitch...

— C'est un médecin de mon pays. Il demeurera deux mois avec nous. Le *barine* lui a écrit il y a quinze jours. Il sentait venir son mal. Vladimir Paulitch est parti tout de suite, et avant-hier il a écrit de Berlin qu'il serait ici aujourd'hui dans la soirée. Ce Vladimir est un médecin qui n'a pas son pareil. Je voudrais bien le voir arriver.

— Dis-moi, mon bon Ivan, ton jeune maître est-il au jardin?

— Il est là-bas, sous le frêne pleureur.

— Eh bien! il faut que tu me permettes de m'entretenir un instant avec lui. Tu pousseras même l'obligeance jusqu'à n'en rien dire à Kostia Petrovitch. Tu sais qu'il ne peut nous voir. Il garde le lit, et, supposé qu'il vienne à se lever, ses fenêtres donnent sur une cour intérieure.

Le front d'Ivan se plissa. — Impossible, impossible! répondit-il.

— Impossible? Pourquoi? Parce que tu ne veux pas.

— Et quand je voudrais, croyez-vous que Stéphane y consente? Vous ne savez donc pas comme il vous déteste? Il suffirait du son de votre voix pour le mettre en fuite. Il a l'humeur bien triste et bien brusque aujourd'hui. Ne vous souvenez-vous pas comme il a poussé son cheval sur vous? Nous sommes partis ce matin à huit heures. D'ordinaire il se plaît à galoper, à faire caracoler Soliman; aujourd'hui il l'a tenu au pas. Il ne desserrait pas les dents. Pas un mot, pas une syllabe! La tête basse, il n'entendait rien, ne regardait rien. A midi, nous nous sommes arrêtés dans une auberge pour déjeuner. Il ne voulait pas manger, j'ai dû l'y contraindre. Ce n'est qu'après être remonté en selle qu'il est sorti de son silence; mais mieux eût valu qu'il se tût. Ah! si le père Alexis l'avait entendu! Il blasphémait contre le ciel, et il se maudissait cent fois de n'avoir pas eu le courage de se tuer. Puis, un moment après : « Tout compté, je suis bien aise de n'être pas mort; il m'est encore possible de me venger de mes ennemis. Et d'ailleurs, si je n'y réussis pas, le chagrin me tuera, Ivan. Qu'est-il besoin de poison? Avant dix mois je serai mort. »

— Ivan, mon bon Ivan, dit Gilbert, il faut absolument que je parle à ton jeune maître. Contre mon gré, j'ai été cause qu'il a subi une humiliation dont le souvenir l'exaspère. Il se méprend sur mes sentimens, il me prête les intentions les plus noires, et ce lui sera désormais un supplice que d'être condamné à s'asseoir chaque jour à la même table que moi. Laisse-moi m'expliquer avec lui. En deux

mots, je lui ferai comprendre qui je suis, et que je ne lui veux aucun mal.

La discussion se prolongea pendant quelques minutes. Enfin Ivan céda; mais il fit ses conditions. Gilbert dut s'engager solennellement à ne pas mettre une seconde fois son bon vouloir à pareille épreuve. — Autrement, dit Ivan, si vous tentiez encore de l'entretenir secrètement, je ne le laisserais plus sortir, et il ne pourra s'en prendre qu'à vous. C'est bien alors qu'il aura le droit de vous considérer comme un ennemi.

De son côté, le serf promit que le comte ignorerait cette entrevue. — Rappelle-toi bien, frère, continua-t-il, que c'est la dernière complaisance coupable que tu obtiens de moi. Tu es un homme de cœur, mais en de certains momens on dirait que *tu as mangé de la belladone!...*

Stéphane avait quitté le banc circulaire où il était assis. Adossé contre le parapet de la terrasse, les bras pendans, la tête affaissée sur sa poitrine, sa rêverie était si profonde, que Gilbert put approcher jusqu'à dix pas sans être aperçu de lui; mais tout à coup, se réveillant, il releva vivement la tête et frappa la terre du pied. — Allez-vous-en! s'écria-t-il, allez-vous-en, ou je lâche Vorace après vous!

Vorace était le nom du bouledogue qui lui tenait compagnie la nuit, et qui pour le moment était accroupi dans le gazon, à quelques pas plus loin. De tous les chiens de garde du château, c'était le plus fort et le plus terrible. — Vous le voyez, dit Ivan en retenant Gilbert par le bras, vous n'avez rien à faire ici.

Gilbert se dégagea doucement et continua d'avancer.

— Otez-vous de devant mes yeux, reprit Stéphane. Pourquoi venez-vous troubler ma solitude? Qui vous donne le droit de me poursuivre, de me traquer? Comment osez-vous affronter mes regards après...

Il n'en put dire davantage. L'émotion et la colère lui coupèrent la voix. Pendant quelques instans, il regarda tour à tour Gilbert et le chien: puis, changeant de dessein, il fit un mouvement pour s'enfuir. Gilbert lui barra le passage. — Donnez-moi une minute d'audience, lui dit-il d'une voix douce et pénétrante; je vous apporte une bonne nouvelle.

— Vous! s'écria Stéphane, et il répéta : — Vous! vous! une bonne nouvelle!

— Moi! dit Gilbert, car je viens vous annoncer mon prochain départ.

Stéphane ouvrit de grands yeux et recula lentement jusqu'au mur, où, s'adossant de nouveau : — Quoi! vous partez! Ah! certes la nouvelle est excellente autant qu'imprévue; mais vous vous don-

nez une peine inutile, il n'était pas nécessaire de me prévenir. Votre départ, grand Dieu! j'en aurais été averti bien des heures d'avance par la légèreté de l'air, par les clartés plus vives du soleil, par je ne sais quelle joie répandue dans tout mon être. Oh! je comprends, vous n'avez pu digérer l'outrage que vous a fait par mon ordre cet excellent Fritz. La réparation vous a paru insuffisante. Vous avez raison, car, je le jure par saint George, mon cœur ne vous a point fait d'excuses. Moi, à genoux devant vous!... Horreur et miséricorde!... Je vous l'ai dit hier, je n'ai fait que céder à la contrainte... Mon Dieu! c'est comme si en cet instant je vous faisais renverser à mes pieds par mon bouledogue!

Gilbert ne répondit rien; il se contenta de tirer de son portefeuille et de présenter à Stéphane la lettre qu'il lui avait écrite la veille.

— Qu'ai-je affaire de ce papier? dit Stéphane avec un geste de dédain. Vous m'avez dit votre nouvelle, cela me suffit. Tout ce que vous m'apprendriez de plus gâterait mon bonheur.

— Lisez! dit Gilbert. Je me dispose à vous faire un si grand plaisir que vous pouvez bien m'en faire un petit.

Stéphane balança un moment; mais l'ennui habituel de sa vie était si profond que le besoin de distractions l'emporta en lui sur la haine et le mépris.

— Cette lettre n'est pas mal! disait-il tout en lisant. Le style en est éloquent, votre écriture aussi est admirable. Je la comparerais volontiers à votre nœud de cravate. L'un et l'autre sont si corrects qu'on ne les peut souffrir.

Gilbert porta en souriant la main à sa cravate, et, la dénouant, il en laissa pendre les deux bouts sur son gilet.

— Ce n'est pas la peine de vous gêner, poursuivit Stéphane. Nous avons si peu de temps à demeurer ensemble! De grâce, ne renoncez pas pour moi à vos plus chères habitudes! Aussi bien votre nœud de cravate, comme votre écriture, cadre à merveille avec toute votre personne. Je suppose que vous ne voulez pourtant pas, pour me complaire, vous refaire tout entier de la tête aux pieds. L'entreprise serait considérable...

Gilbert le laissait dire et n'avait garde de se fâcher, car il observait avec quelque satisfaction que Stéphane, après avoir lu sa lettre, venait de se mettre à la relire.

— Que ces dernières lignes sont charmantes! reprit le jeune homme après un silence. — « Je te jure que mes yeux étaient pleins de larmes! » Les avez-vous comptées, ces larmes précieuses?... Cependant je serai indulgent, car il y a dans cet éloquent billet un mot qui m'enchante. Je vois que vous avez eu l'esprit de deviner que mes prétendues excuses n'en étaient pas. Et puis, ce qui est

admirable... Mon cher monsieur, à quelle heure partez-vous? Oh! dites-moi l'heure! Je veux savoir l'heure; je veux assister en personne à cette scène émouvante et délicieuse... Ah! bénis, bénis soient dans les siècles des siècles tous ceux qui vous aideront à faire vos paquets, le commissionnaire qui les chargera sur son épaule, les six chevaux qui vous emporteront au triple galop, le cocher qui les animera de la voix et du fouet, la voiture qui cahotera votre chère personne dans toutes les ornières du chemin! Et surtout mille remercîmens, mille bénédictions, mille actions de grâces soient rendus à l'admirable tourbillon de poussière qui là-bas, au premier tournant de la route, dérobera à jamais à ma vue l'un des hommes qui m'ont le plus fait souffrir, et que je hais du plus profond de mon âme!...

— Je vous en prie, reprenez haleine, répondit tranquillement Gilbert, et laissez-moi parler. J'ai fait un petit changement à mon programme : ce n'est pas demain que je partirai. Je me suis accordé un sursis de huit jours.

Le visage de Stéphane s'assombrit, et son œil redevint farouche.

— Je vous jure ici, sur mon honneur, reprit Gilbert, que dans huit jours je partirai pour ne plus revenir, à moins que vous-même vous ne m'ayez prié de rester.

— Quelle noirceur! et comme ce petit complot est savamment ourdi! Je devine tout. A force de menaces, de violences, on espère me contraindre une seconde fois à plier le genou devant vous et à m'écrier les mains jointes : Monsieur, au nom du ciel, conservez-nous la faveur de votre précieuse présence!... Mais voilà une lâcheté que je ne ferai jamais! Plutôt mourir! plutôt mourir!...

— Je vous en conjure, ne délirez pas ainsi! Votre père, sur ma conscience, ne saura jamais le premier mot de ce que nous venons de dire, vous et moi. Je ne sais ce qu'en peut comprendre Ivan; mais il m'a juré le secret, et je me fie à sa parole. En vous demandant un délai, je veux seulement vous laisser le temps de réfléchir. Une semaine n'est pas un siècle. Dans huit jours, vous me direz à l'oreille l'un de ces deux mots : « Partez! » ou bien : « Restez! » et je me conformerai sans hésiter à votre désir. J'ajoute que, si vous persistez à me congédier, j'alléguerai de mon départ des raisons où vous n'entrerez pour rien.

Pendant que Gilbert parlait, Stéphane avait tenu ses yeux obstinément fixés sur lui. A ces derniers mots, il partit d'un éclat de rire. — Oh! pour le coup, voilà qui est trop fort! Si vous n'êtes pas un scélérat, monsieur, vous êtes un lunatique. Comment! vous êtes capable de vous imaginer...

— Si je désire que vous attendiez quelques jours avant de prendre une décision, reprit Gilbert avec calme, c'est que vous ne me con-

naissez pas encore. Qui sait s'il n'existe pas entre nous une secrète conformité d'humeurs et d'inclinations que vous ne soupçonnez pas, et d'où naîtra avec le temps une amitié parfaite?

Stéphane le toisa d'un œil de mépris. — C'est vous qui délirez, monsieur, répondit-il d'un ton glacial. Faites-moi grâce de vos fariboles; ma fierté ne me permet pas d'en entendre davantage... — Et, Gilbert cherchant à lui prendre la main, il s'éloigna vivement de quelques pas.

— Un mot seulement! reprit Gilbert sans se rebuter. Soumettez-moi à quelque épreuve. N'auriez-vous point de caprice qu'il fût en mon pouvoir de satisfaire?... — Et, lui montrant du doigt un fragment de quartz blanc qui se trouvait à quatre pieds au-dessous du parapet, à l'endroit même où commençait le précipice : — Regardez ce joli morceau de quartz, lui dit-il; voulez-vous que je vous l'aille chercher?

Stéphane ne daigna pas retourner la tête, et cependant le tour inattendu que venait de prendre l'entretien lui causait une surprise mêlée d'émotion. Il n'eut garde d'en laisser rien paraître. — Jetez-vous à mes pieds, s'écria-t-il impétueusement; traînez-vous dans la poussière, baisez la terre devant moi, demandez-moi grâce et pardon! A ce prix, je vous accorderai, non pas assurément mon affection, mais mon indulgence et ma pitié.

— Impossible! répondit Gilbert en secouant la tête. Je suis comme vous; je ne saurais m'agenouiller que si un plus fort que moi m'y contraignait par la violence. Oh! non! A ce jeu-là, je perdrais jusqu'à l'espérance d'être un jour estimé de vous. Aussi bien, dans l'épreuve à laquelle je désire que vous me soumettiez, je voudrais qu'il y eût quelque danger à braver, quelque difficulté à surmonter...

Stéphane ne pouvait plus dissimuler son étonnement. Depuis qu'il était au monde, on ne lui avait jamais tenu pareil langage. Toutefois la défiance et l'orgueil triomphèrent encore en lui de tout autre sentiment.

— Puisque vous le voulez!... dit-il en ricanant, et il tira un gant de peau de l'une de ses poches, le froissa entre ses mains, puis le jeta au bouledogue qui le reçut dans sa gueule et l'y garda. — Vorace, lui dit-il, tu tiens entre tes dents le gant de ton maître, fais-en bonne garde; tu m'en réponds... — Puis, se retournant vers Gilbert : — Monsieur, vous plairait-il de me rapporter mon gant, que cet animal m'a enlevé? Je vous en serais infiniment obligé.

— Ah! c'est enfin là l'épreuve à laquelle vous voulez me soumettre! lui répondit Gilbert le sourire aux lèvres.

Stéphane le regarda en face. Pour la première fois, il ne put s'empêcher d'être frappé de la noblesse de sa physionomie et de l'admirable limpidité de son regard. La figure de Gilbert était deve-

nue transparente, et elle eût révélé aux yeux les moins clairvoyans la fierté de son caractère mûri par les combats de la vie, la pureté de son cœur prédestiné à une éternelle jeunesse. Stéphane éprouva un trouble involontaire qu'il chercha vainement à déguiser par le ton badin dont il répliqua : — Non, monsieur, il ne s'agit pas d'une épreuve, mais d'une plaisanterie que nous ferons bien, vous et moi, de ne pas pousser plus loin. Cet animal n'est pas aimable. Si vous aviez le malheur de l'irriter, il me serait impossible, à moi son maître, de calmer sa fureur. Veuillez donc laisser mon gant où il est et retourner paisiblement dans votre cabinet pour y méditer sur quelque important problème de l'histoire byzantine. Ce sera là une épreuve moins périlleuse et mieux proportionnée à vos forces. Bonsoir, monsieur, bonne nuit.

— Oh! permettez, repartit Gilbert, je suis résolu à mener à fin l'aventure!... Et, repoussant doucement Stéphane, qui cherchait à le retenir, il marcha droit au bouledogue.

— Prenez garde! s'écria le jeune homme en frissonnant, ne vous jouez pas à cet animal, ou vous êtes un homme mort!

— Prenez garde! répéta Ivan, qui, n'ayant compris qu'à moitié ce qui s'était dit, se doutait à peine des intentions de Gilbert. Prenez garde! ce chien est une véritable bête féroce.

Cependant Gilbert, croisant ses bras sur sa poitrine, s'inclina lentement vers le bouledogue en tenant ses yeux attachés sur les siens, et au moment où il pensa que, déconcerté par la fixité de ce regard, l'animal lâcherait plus facilement prise, il lui arracha vivement le gant et l'agita dans l'air de sa main droite. Au même instant, Vorace poussa un hurlement de rage et bondit pour s'élancer à la gorge du ravisseur. Gilbert fit un saut en arrière en se couvrant de son bras gauche, et la gueule du chien ne fit qu'effleurer son épaule. Et pourtant, quand il retomba à terre, il tenait entre ses dents une longue bande de drap, un chiffon de toile et un lambeau de chair saignante. Ivre de fureur, le bouledogue se roula sur le gazon avec cette proie qu'il avait peine à dévorer, et tout à coup, comme saisi d'un accès de folie frénétique, il s'éloigna dans la direction du château en tournoyant sur lui-même; mais, arrivé au pied de la tourelle, il chercha du regard son ennemi et repartit comme un trait pour fondre de nouveau sur lui.

— Jetez le gant à terre, s'écria Ivan, et grimpez sur le frêne!

— Je ne rendrai le gant qu'à celui qui me l'a demandé! répondit Gilbert, et, le cachant dans son sein, il tira de sa poche un couteau. Il n'avait pas eu le temps de l'ouvrir que le dogue, le poil hérissé, la gueule écumante, était déjà à trois pas de lui, se pelotonnant pour s'élancer; mais à peine s'enlevait-il de terre qu'il retomba la tête

fracassée. La hache qu'Ivan portait à sa ceinture venait de s'abattre sur lui comme un éclair. Le terrible animal tenta en vain de se relever, roula en se débattant dans la poussière et exhala sa vie avec un rauque et formidable rugissement.

— Merci, mon bon Ivan! dit Gilbert en serrant la main du serf. Puis, s'approchant de Stéphane, qui, immobile au milieu du boulingrin, tremblait de tout son corps et cachait sa tête dans ses mains : — Voici votre gant, lui dit-il d'une voix caressante. Rassurez-vous, je suis encore en vie. Malheureusement je suis condamné à vous faire toujours du chagrin; votre chien est mort, et je suis cause qu'Ivan l'a tué. Pourrez-vous me le pardonner?

Stéphane écarta ses mains de son visage et prit le gant en s'efforçant de sourire; mais à la vue du bras mutilé et ensanglanté de Gilbert : — Oh! l'horrible plaie! s'écria-t-il en la montrant du doigt, et il tomba subitement en syncope; ses genoux vacillans se fussent dérobés sous lui, si Ivan ne l'eût soutenu.

— Frère, dit le serf à Gilbert, tu as fait là une belle besogne! N'avais-je donc pas raison de te dire que tu mangeais quelquefois de la belladone? Regarde, l'enfant est presque évanoui; il faut que je l'emporte bien vite dans sa tour... Ta blessure saigne beaucoup, serre ton mouchoir autour de ton bras... Bien, c'est cela! Maintenant viens promptement nous ouvrir la porte de l'escalier dérobé, et puissé-je ne rencontrer personne dans le corridor! Allons, faisons vite, et aussitôt que mon jeune *père* sera revenu à lui, j'irai te rejoindre dans ta chambre pour te déshabiller et te panser.

Gilbert s'achemina rapidement vers la petite porte, et, l'ayant ouverte, il laissa passer devant lui Ivan, qui gravit en trois sauts l'escalier et s'élança dans le corridor avec son précieux fardeau.

Arrivé dans sa chambre, Gilbert voulut examiner sa blessure; mais il avait perdu tant de sang, et en essayant de détacher de la plaie son mouchoir qui s'y était collé il éprouva une si vive douleur, que lui aussi se sentit défaillir. Un nuage couvrit ses yeux, il n'eut que le temps de se jeter sur une chaise qui se trouvait au chevet de son lit, et, laissant tomber sa tête sur la couverture, il perdit connaissance.

XIV.

Le docteur Vladimir Paulitch arriva au château du Geierfels fort à point pour soigner Gilbert. La blessure était large et profonde, et par les grandes chaleurs qui régnaient alors elle eût pu facilement s'envenimer; mais c'était un habile homme que le docteur Vladimir, et par ses soins la plaie fut bientôt cicatrisée. Il employa certains spécifiques dont l'usage lui était propre, et qu'il n'eut garde de faire

connaître à son malade. Sa médecine était mystérieuse comme sa personne.

Vladimir Paulitch avait quarante ans; sa figure était frappante, mais sans attrait. Jamais on n'y surprenait la trace de quelque forte émotion de l'âme. Ses yeux avaient la couleur et l'éclat dur de l'acier; ses regards ardens, mais qui s'éteignaient à volonté, questionnaient souvent et ne se laissaient jamais interroger. Bien fait, élancé, la taille mince et dégagée, il avait dans sa démarche et dans ses mouvemens la souplesse et la lenteur de la race féline. Son parler était lent aussi, bien que facile, et ne s'animait jamais: le timbre de sa voix était sourd et voilé; quoi qu'il pût dire, il ne haussait ni ne baissait le ton; point de modulations, chacune de ses phrases se terminait par une petite cadence en mineur qui sonnait mélancoliquement à l'oreille. A vrai dire, il lui arrivait bien quelquefois de sourire en parlant, mais c'était un sourire pâle qui n'éclairait pas son visage. Ce sourire signifiait simplement : « Je ne vous dis pas ma meilleure raison, et je vous défie de la deviner... »

Doué de cette admirable facilité de perception qui se rencontre fréquemment chez les Slaves, Vladimir avait tout entrevu, tout soupçonné. Il parlait avec aisance cinq ou six langues, il connaissait toutes les littératures de l'Europe, et il n'était pas de science dont il n'eût acquis quelque teinture; mais il n'avait rien creusé, rien approfondi : de tous les livres qu'il avait feuilletés, il n'avait guère étudié que la préface, de telle sorte que, hormis l'art médical, où encore l'instinct le servait mieux que l'étude, il n'y avait dans son esprit que des commencemens, et ses pensées n'étaient que des ébauches d'erreurs ou de vérités. Il se piquait d'avoir examiné tous les systèmes philosophiques et de les mépriser; aussi n'avait-il pris de leçons ni de conseils d'aucun des illustres penseurs qui ont été les écolâtres du genre humain; il se flattait de ne rien devoir à personne; il s'était fait à lui-même de toutes pièces son *credo*, sa philosophie; il était de ces esprits qui n'ont ni père, ni mère, ni famille, ni patrie : véritables enfans trouvés de l'intelligence, *heimathloses* du royaume de la pensée, pour lesquels il n'est pas de lieu dont ils puissent dire : « Ceci est mon pays! Voilà la maison paternelle! Voilà le berceau où j'ai rêvé mes premiers rêves! Voilà l'école où se délia ma langue encore nouée!... »

Vladimir se croyait un esprit libre, et pourtant la suprême servitude pour la pensée, c'est d'être sous la dépendance des choses fortuites. Malheur aux intelligences qui tirent toutes leurs lumières des accidens et des vicissitudes de la vie et qui n'ont fréquenté d'autre école que celle de la fortune! Sans doute il est bon de mettre à profit les leçons de l'expérience, et Casanova avait raison de plaindre

les hommes dont la faculté pensante n'a jamais été éveillée par un événement extraordinaire en opposition avec leurs habitudes quotidiennes. Ils ne sont pas moins à plaindre toutefois ceux qui ne raisonnent jamais que d'après leur expérience personnelle, et qui, abandonnés aux événemens, consultent comme des oracles l'heur et le malheur de leur vie. La jeunesse de Vladimir avait été comblée des faveurs du ciel, et la prospérité, épanouissant son âme, lui avait fait prendre un noble et généreux essor; mais à trente ans il avait été frappé d'une grande infortune qui avait brisé tous les ressorts de son être et dévasté du même coup son intelligence et son cœur. Une nuit de gelée avait suffi pour détruire toutes les espérances de son printemps. De ce moment il n'avait plus regardé les choses et les hommes qu'au travers de son aventure, et, Dieu n'ayant pas opéré de miracle en sa faveur, il s'était persuadé que le monde est régi par une aveugle et implacable fatalité. Ainsi infatué, et comme idolâtre de son malheur, il répondait à tous les argumens de la philosophie et de la religion : Je sais à quoi m'en tenir; la destinée m'a révélé son secret...

Un matin qu'Ivan était venu renouveler le pansement de Gilbert, conformément aux prescriptions du docteur, notre ami le questionna sur le caractère et la vie de Vladimir Paulitch. De l'homme, Ivan ne savait rien, et il se mit à vanter le génie du médecin; il s'en exprimait sur un ton de mystère. La figure imposante de cet impénétrable personnage, la puissance extraordinaire de son regard, sa gravité impassible, les cures miraculeuses qu'il avait opérées, il n'en fallait pas davantage pour convaincre le brave serf que Vladimir Paulitch donnait dans la magie et entretenait des communications avec les esprits, et il éprouvait pour sa personne une profonde vénération mêlée d'une terreur superstitieuse. Il raconta à Gilbert que, depuis l'âge de vingt-cinq ans, Vladimir dirigeait un hôpital et une maison de santé que le comte Kostia avait fondés sur ses terres, et que, grâce à lui, ces deux établissemens n'avaient pas leurs pareils dans toute la Russie.

L'an passé, ajouta le serf, il est déjà venu soigner le *barine*, et il lui annonça que sa crise reviendrait cette année, mais plus faible, et que ce serait la dernière. Vous verrez que tout se passera comme il l'a dit. Kostia Petrovitch est déjà beaucoup mieux, et je parie que l'été prochain s'écoulera sans qu'il ait senti ses nerfs.

Comme Ivan se disposait à sortir, Gilbert le rappela pour lui demander des nouvelles de Stéphane. Le serf avait été d'une absolue discrétion, et il avait raconté à son maître l'aventure de la terrasse de manière à ne compromettre personne. Il avait eu seulement de la peine à lui persuader que ce n'était pas sur un signe de Stéphane

que le chien s'était lancé contre Gilbert. — Mais, monsieur, demanda-t-il dans son langage familier, quelle intention avais-tu donc en arrachant à ce pauvre Vorace le gant de mon jeune père?

— Il m'avait mis au défi, et je me suis piqué d'honneur. C'est une grande sottise que j'ai faite là; tu peux m'en croire, je n'ai nulle envie de recommencer.

— Vous ferez bien, reprit Ivan d'un ton de légère ironie, d'autant plus que, si vous vous flattez d'avoir regagné son cœur, vous êtes loin de compte. Voilà plusieurs jours qu'il s'est refusé à remettre les pieds sur la terrasse, de peur de vous y rencontrer.

Cette fâcheuse nouvelle rendit Gilbert soucieux, mais il cacha soigneusement sa tristesse.

— Par quel motif, se disait-il en lui-même, Stéphane cherche-t-il à éviter ma présence? Est-ce une ruse de guerre destinée à endormir les défiances de son geôlier? ou bien une fausse honte lui fait-elle appréhender de me revoir? ou bien encore n'aurais-je réussi qu'à attiser la haine qu'il m'avait vouée?...

Le lendemain, Gilbert dîna dans la grande salle du château avec M. Leminof et le père Alexis.

— Ne vous inquiétez point de ce que Stéphane ne dîne pas avec nous, lui dit le comte. Il n'est pas malade; mais il a un nouveau grief contre vous : vous avez causé la mort de son chien. Je vous demande pardon, mon cher Gilbert, des déraisons de mon fils... Je lui ai accordé trois jours de bouderie. Passé ce terme, j'entends qu'il vous fasse bonne mine et qu'il vienne sans sourciller reprendre place à cette table vis-à-vis de vous.

— Et comment se fait-il que le docteur Vladimir ne soit pas des nôtres?

— Il m'a prié de l'en dispenser pendant quelque temps. Il se trouve très fatigué des soins qu'il me donne. Un traitement magnétique, vous m'entendez?... Il faut vous dire que toutes les années, dans le courant de l'été, je suis sujet à des attaques de névralgie qui me font beaucoup souffrir. A propos, vous avez vu plusieurs fois notre admirable docteur : que pensez-vous de lui?

— Je ne sais s'il est un grand savant, mais je suis porté à croire que c'est un artiste de premier ordre.

— Vous ne pouvez faire de lui un plus bel éloge. Il est aussi homme de dévouement, et vous allez savoir comment il m'a sauvé la vie. Des étalons qui s'emportent, à vingt pas de là un précipice, le docteur sortant de derrière un buisson, s'élançant à la tête des chevaux et se suspendant à leurs naseaux, que ses mains étreignent violemment... Vous voyez d'ici toute la scène. Ce qui est plaisant, c'est que, l'ayant remercié avec l'effusion que vous pouvez croire,

lui, d'un ton tranquille et s'essuyant les genoux, car les chevaux, en s'abattant, l'avaient couché de son long dans la poussière : « C'est moi qui suis votre obligé, me répondit-il; pour la première fois je viens de me trouver suspendu entre la vie et la mort, et c'est une sensation singulière que, sans vous, je ne connaîtrais pas. » Voilà qui vous peint l'homme et son sang-froid!

— Qu'il ait l'agilité d'un chat sauvage, je n'en suis pas surpris, repartit Gilbert; mais je soupçonne que le sang-froid est de commande, et que la placidité du visage est un masque sous lequel se cache une âme très passionnée.

— Passionnée,... ce n'est pas le mot, ou du moins le docteur ne connaît que les passions de tête. Il fut un temps où il se croyait éperdument amoureux : faiblesse impardonnable chez un homme aussi distingué; mais il ne tarda pas à se détromper. Depuis lors, il n'est plus retombé dans cette funeste erreur.

— Ainsi la curiosité et la médecine sont les seules passions de Vladimir Paulitch!

— Vous dites bien. Il a consacré à l'étude et à la pratique de son art tout son temps, toutes ses pensées. On ne peut imaginer une vie plus austère : il n'a jamais rien donné à son plaisir, rien accordé à ses sens, et certes ce grand retranchement de toutes les jouissances communes ne procède pas de scrupules religieux. Le docteur ne croit qu'aux atomes; mais il est ascétique par goût. Vous savez l'admirable définition que Voltaire a donnée de l'amour, — *l'étoffe de la nature que l'imagination a brodée*. Eh bien! Vladimir Paulitch est dépourvu de cette imagination qui brode au tambour, et d'autre part l'étoffe toute nue excite son mépris, je veux dire qu'il dédaigne la volupté par orgueil intellectuel. Aussi ce terrible incrédule, qui tient la morale pour une chimère, qui vit dans l'abstinence, est, à votre choix, un libertin sans vices ou un saint sans principes. Cela ne laisse pas de faire un caractère assez singulier.

— A ce compte, dit Gilbert, sa vertu n'est qu'un accident.

— Êtes-vous bien sûr que la vertu soit jamais autre chose? repartit M. Leminof.

La nuit venue, Gilbert traversa le préau dont la chapelle formait un des côtés, et, gagnant les derrières par une porte de dégagement, il se mit à la recherche du père Alexis. Il ne fut pas longtemps à le découvrir, car le pope avait laissé ses volets entr'ouverts, et il fumait paisiblement sa pipe, assis dans l'embrasure de la fenêtre. Dès qu'il aperçut Gilbert : — Oh! le brave enfant! s'écria-t-il. Qu'il entre vite! Ma chambre et mon cœur lui sont ouverts.

Gilbert lui montra son bras en bandoulière, dont il ne pouvait s'aider pour escalader la fenêtre.

— N'est-ce que cela, mon enfant? dit le père Alexis. Je vais vous hisser jusqu'ici.

Gilbert se souleva sur son bras droit, et, le père Alexis l'attirant à lui, ils se trouvèrent bientôt assis en face l'un de l'autre, mariant à l'envi les fumées bleues de leurs chibouks.

— N'avez-vous pas remarqué, dit le père Alexis, que Kostia Petrovitch était aujourd'hui d'une humeur charmante? Quand je vous disais qu'il a de bons momens! Vladimir Paulitch lui a déjà fait beaucoup de bien. Quel médecin que ce Vladimir! C'est grand dommage qu'il ne croie pas en Dieu; mais un jour peut-être la grâce touchera son cœur, et alors ce sera un homme accompli.

— A votre place, mon père, ce Vladimir me ferait peur, dit Gilbert. Ivan prétend qu'il est un peu sorcier. Ne craignez-vous pas qu'un beau jour il ne vous dérobe votre secret?

Le père Alexis haussa les épaules. — Ivan radote, dit-il. Si Vladimir Paulitch était sorcier, n'aurait-il pas pénétré depuis longtemps le mystère qu'il brûlait d'approfondir? car il fait plus que d'aimer le comte Kostia; il lui est dévoué jusqu'au fanatisme... Ce qui est certain, c'est qu'ayant découvert que la comtesse Olga était enceinte, il eut la barbarie de se faire son dénonciateur, — et cette lettre qui annonçait au comte Kostia son déshonneur, cette lettre qui le fit revenir de Paris comme un coup de foudre, cette lettre enfin qui a causé la mort d'Olga Vassilievna, c'est lui, c'est Vladimir Paulitch qui l'a écrite.

— Et Morlof, dit Gilbert, est-ce Vladimir qui l'a dénoncé aux injustes fureurs du comte?

— Au contraire, Vladimir a plaidé sa cause; mais son éloquence a échoué contre les aveugles préventions de Kostia Petrovitch. Ce Morlof était, pour son malheur, un élégant très connu par ses aventures galantes. Homme d'honneur au demeurant, incapable de trahir un ami, ce qui le perdit, ce fut cette réputation d'homme à bonnes fortunes. Et puis, quand Kostia Petrovitch interrogea sa femme, comme elle se refusait à dénoncer son séducteur, il s'avisa de nommer Morlof, et la vivacité qu'elle mit à le défendre confirma le comte dans ses soupçons. Pour le désabuser, il ne fallut rien moins que cette tragique rencontre dont je fus informé trop tard. Exhalant son dernier souffle, Morlof tendit la main à son meurtrier. « Je meurs innocent! » lui dit-il. Et dans cette dernière parole d'un mourant il y avait un tel accent de vérité que le comte Kostia n'y put résister : la lumière se fit dans son âme.

Comme la nuit s'épaississait, le père Alexis ferma les volets et alluma une bougie.

— Mon enfant, dit-il en se rasseyant et rallumant sa pipe, il faut

que je te raconte quelque chose que j'ai appris aujourd'hui, peu d'instans avant dîner, et qui me paraît bien étrange. Écoute-moi bien, je suis sûr que tu partageras mon étonnement.

Gilbert ouvrit l'oreille, car il pressentit que le père Alexis allait lui parler de Stéphane. — C'est un fait singulier, reprit le prêtre, que je ne voudrais pas raconter au premier venu, mais que je suis bien aise de te faire connaître, parce que tu es un esprit sérieux et réfléchi, bien que pour ton malheur tu ne sois pas orthodoxe. Et plût à Dieu que tu le fusses! Sache donc, mon enfant, qu'aujourd'hui samedi je me suis rendu à mon ordinaire auprès de Stéphane pour le catéchiser, et, par les raisons que tu sais, j'ai redoublé d'efforts afin de faire pénétrer dans cette tête revêche les saintes vérités de la foi. Or il paraît que sans le vouloir tu lui as causé des chagrins, et tu peux croire que, du caractère dont il est, loin de t'avoir pardonné, il s'est mis en frais pour me faire épouser ses ressentimens. Cependant lui, qui d'habitude s'emporte et bat la campagne dès qu'une mouche le pique, il avait, en me récitant ses doléances, un air de tranquillité et une modération dans le ton qui m'étonnèrent au dernier point. Comme je m'efforçais d'en découvrir la raison, il m'arriva de lever les yeux sur les images de saint George et de saint Serge qui décorent l'un des coins de sa chambre, et devant lesquelles il fait ses prières soir et matin. O surprise! ô douleur! je m'aperçois que les deux saints ont essuyé de honteux outrages : l'un n'a plus de jambes, l'autre est défiguré par une horrible balafre!... — Sainte Vierge! m'écriai-je d'une voix tremblante. Qui donc a eu l'audace de porter une main profane sur ces deux vénérables images?... — Mais lui, souriant : « Le coupable est ici, mon père, répondit-il. C'est moi qui l'autre jour, dans un accès de juste colère, ai fouetté à outrance ces deux saints pour les punir de m'être trop peu secourables. » Comment te peindre ma stupeur? Les bras me tombèrent, une sueur froide me vint au front, ma langue s'embarrassa; je ne savais que dire, que penser. Quand je fus revenu de mon saisissement, enflammé d'indignation, je ne pus trouver de paroles assez fortes pour remontrer à ce jeune impie l'énormité de son crime. Fouetter saint George! fouetter saint Serge! quel attentat! quel sacrilége!... Ah! mon enfant, c'étaient deux de mes plus beaux ouvrages!... Mais croiras-tu que Stéphane ne fit pas paraître la moindre contrition? Son impassible sang-froid m'exaspéra. La main levée au ciel, je le menaçai des foudres de Dieu; il ne s'émut pas, et, sans changer de visage, quitta son siége, vint à moi, me mit la main sur la bouche. « Mon père, écoutez-moi, me dit-il d'un ton d'assurance qui m'imposa. J'ai eu tort, si vous le voulez, et pourtant, si c'était à refaire, je recommencerais, car, depuis que

je les ai châtiés, les deux saints se sont décidés à me venir en aide, et le lendemain même de l'exécution, sans que rien fût changé dans ma vie, j'ai senti subitement mon cœur devenir plus léger; pour la première fois, je vous le jure, un rayon d'espoir céleste a pénétré dans mon âme...» Çà, mon enfant, qu'en dis-tu? Cette aventure n'est-elle pas bizarre? J'avais bien ouï conter de semblables choses, mais je n'avais garde d'en rien croire. Qu'un petit garçon, quand on le fouaille... Mais que des saints!... Ah! mon cher enfant, les voies de Dieu sont bien secrètes, et il y a de bien grands mystères dans ce monde!

Le père Alexis avait un air si pénétré en parlant de ce grand mystère, que Gilbert fut tenté de rire; mais il lui était trop reconnaissant de son obligeant récit, et il l'eût de grand cœur embrassé. — Oh! la bonne nouvelle! se disait-il en lui-même. Ce cœur devenu plus léger, ce rayon d'espoir céleste!... Ah! Dieu soit loué! je n'ai pas perdu mes peines! Saint George, saint Serge, vous me volez ma gloire! Qu'importe? je suis content!

— Et qu'avez-vous répondu à Stéphane? dit-il au pope. L'avez-vous réprimandé? l'avez-vous félicité?

— Le cas était délicat, dit le bon père de l'air d'un philosophe qui médite sur les matières les plus abstruses; mais je n'ai pas l'esprit perclus, et je me suis tiré d'affaire à mon honneur. L'invention est admirable, me suis-je écrié en le regardant avec admiration... Puis, me composant un visage sévère : Mais le péché est énorme!

Le surlendemain, à l'heure du dîner, Gilbert n'attendit pas que la cloche eût sonné pour descendre dans la grand'salle. Il ne fut pas trop surpris d'y trouver Stéphane. Debout, adossé contre le dressoir, le jeune homme, en le voyant paraître, perdit contenance, rougit et tourna la tête vers la muraille. Gilbert s'arrêta. D'une voix sourde et d'un ton à la fois doux et brusque : — Et votre bras? lui dit Stéphane.

— Il est presque guéri. Demain, je poserai mon écharpe.

Stéphane garda un instant le silence. D'une voix plus basse encore : — Que comptez-vous faire? balbutia-t-il; quels sont vos projets?

— J'attends de connaître votre bon plaisir, repartit Gilbert.

Le jeune homme couvrit ses yeux de ses deux mains, et comme Gilbert ne disait mot, il éprouva un tressaillement de dépit et d'impatience. — Son orgueil me demande grâce, pensa Gilbert. Je lui épargnerai le chagrin de me faire les avances.

— J'aimerais bien avoir un entretien avec vous, lui dit-il doucement. Ce ne peut être sur la terrasse. Ivan ne vous y laisse pas seul. Le soir, vous tient-il compagnie dans votre chambre?

— Vous plaisantez! répondit Stéphane en redressant la tête. Passé neuf heures, Ivan ne se permet pas de mettre les pieds chez moi.

— Et sa chambre, si je ne me trompe, reprit Gilbert, est séparée de la vôtre par un corridor et un escalier. Ainsi nous ne risquerions pas d'être entendus.

Stéphane se retourna vers lui, et le regardant en face : — Vous pensez à tout, lui dit-il avec un sourire ironique et triste. Apparemment, pour venir chez moi, vous vous mettrez à cheval sur une hirondelle. Lui avez-vous fait vos conditions?

— Je passerai par les toits, dit tranquillement Gilbert.

— Impossible! s'écria Stéphane. D'abord je ne veux pas que vous risquiez une seconde fois votre vie pour moi. Et puis...

— Et puis vous ne vous souciez pas de ma visite?

Stéphane ne lui répondit que par un regard.

En ce moment, des pas retentirent dans le vestibule. Quand le comte entra, Gilbert se promenait dans le fond de la salle, et Stéphane, lui tournant le dos, observait attentivement l'une des figurines sculptées de la boiserie. M. Leminof, s'arrêtant sur le seuil de la porte, les regarda tous deux d'un air narquois : — Il était temps que j'arrivasse! dit-il en riant. Voilà un tête-à-tête embarrassant.

Le jour suivant, Gilbert partit pour Francfort. Un libraire de cette ville venait d'envoyer à M. Leminof un catalogue de vieux livres parmi lesquels se trouvait le glossaire de la *grécité byzantine* de Du Cange, ouvrage capital dont le comte ne possédait qu'un exemplaire maculé et incomplet. Gilbert lui persuada de l'envoyer au plus vite faire main basse sur cette proie. Il arriva le soir à Francfort. Le lendemain, avant toutes choses, il passa chez un cordier, et lui commanda deux échelles de corde dont il indiqua la mesure. Tout le reste de sa journée fut consacré à ses achats de livres. Non-seulement il se procura le glossaire, mais comme en matière de lettre moulée il était grand dénicheur de fauvettes, à force de fureter dans la boutique d'un antiquaire, il fit des trouvailles dont il fut ravi. Il ne le fut pas moins quand on lui apporta le soir à l'hôtel les deux échelles commandées. Il les cacha dans le fond de sa malle; le jour suivant, nouvelle chasse aux bouquins. Tout en giboyant, il aperçut à la devanture d'un cordonnier une paire de souliers dont les semelles étaient de feutre, admirable chaussure pour éviter les glissades. Les souliers allaient à son pied, et il les acheta sans marchander. Il fit aussi emplette d'un ceinturon, d'un chapeau à larges ailes, d'une paire de pantalons très épais et d'une vareuse en laine rousse.

Le samedi suivant, vers midi, il était de retour au Geierfels : il espérait pouvoir, avant le dîner, échanger quelques mots avec Sté-

phane; mais le comte entra dans la salle avant son fils. Heureusement, sur la fin du repas, il se leva de table pour aller tirer d'une armoire une bouteille de Tokai dont il voulait faire fête à son secrétaire. Pendant que, le dos tourné, il cherchait la bouteille et qu'il la débouchait, Gilbert fit un geste qui attira l'attention de Stéphane, et aussitôt il traça des lettres sur la nappe avec le manche de son couteau. Ces lettres signifiaient : *A ce soir.*

Pendant le reste du repas, Stéphane eut l'air agité. A tout instant, il changeait de couleur; il sortit de table le premier, et au moment de quitter la salle, se retournant, il lança à Gilbert un regard où se peignait le tumulte de ses pensées. Dès qu'il eut disparu : — Il regrette encore son gros chien! dit le comte en ricanant. Décidément les passions de monsieur mon fils sont fort intéressantes.

XV.

Vers dix heures, Gilbert commença les apprêts de son expédition. Il n'avait pas à craindre qu'on le vînt surprendre : ses soirées lui appartenaient, c'était un point convenu entre le comte et lui. Aussi bien il venait d'entendre rouler sur ses gonds la grande porte du corridor. Du côté de la terrasse, les épaisses ramées des arbres l'abritaient contre les regards des chiens de garde, qui, s'ils se fussent doutés de l'aventure, auraient pu donner l'éveil. Rien à redouter non plus du côté du tertre : il n'était fréquenté que de la jeune chevrière, qui n'avait pas accoutumé de promener si tard ses chèvres parmi les rochers. D'ailleurs la nuit sereine, mais sans lune, était propice; nulle autre clarté que la lueur discrète des étoiles qui devaient l'aider à se guider, sans être assez vive pour le trahir ni l'inquiéter; l'air était calme; une brise presque insensible remuait par intervalles les feuilles des arbres sans agiter les branchages. Grâce à ce concours de circonstances favorables, l'entreprise de Gilbert n'était pas désespérée, mais il ne songeait pas à s'en dissimuler les périls.

L'horloge du château venait de frapper dix coups, quand il éteignit sa lampe et ouvrit sa fenêtre. Il y resta longtemps accoudé : ses regards s'accoutumèrent enfin aux ténèbres, et à la faveur du rayonnement des étoiles il commença de reconnaître sans effort la forme réelle des objets qui l'entouraient. La fenêtre était partagée en deux baies égales par un meneau de pierre, et elle était précédée d'une large tablette de basalte qu'entourait une balustrade. Gilbert assujettit fortement l'une de ses échelles de corde au meneau et à l'un des balustres du côté gauche; puis il grimpa sur le rebord de basalte et s'y tint debout pendant quelques instans, contemplant en

silence le précipice. Dans le gouffre sombre et vaporeux où plongeaient ses yeux, il distinguait une paroi de rochers blanchâtres qui semblaient l'attirer à eux et le provoquer à un voyage aérien : il n'eut garde de s'abandonner à cette attraction fatale, et, le malaise qu'elle lui causait s'affaiblissant par degrés, il avança la tête et put se pencher impunément sur l'abîme; puis il se livra au plaisir de considérer un moment une faible lumière qui paraissait à une distance de soixante pas et à quelque trente pieds au-dessous de lui. Cette lumière sortait de la chambre de Stéphane, qui avait ouvert sa fenêtre et fermé ses rideaux blancs, de telle sorte que sa lampe, placée derrière cet écran transparent, pût servir de fanal à Gilbert sans risquer de l'éblouir. — Je suis attendu! se dit Gilbert, et aussitôt, enjambant la balustrade, il descendit la tremblante échelle d'un pas ferme et leste, comme s'il n'eût fait autre chose de sa vie.

Le voilà sur le toit. Là il se trouva plus empêché. Couvert moitié en zinc, moitié en ardoises, ce toit, qu'il devait traverser dans toute sa longueur, était si rapide et si glissant qu'on ne pouvait s'y tenir debout. Gilbert s'assit et resta un moment immobile pour se donner le temps de se remettre et de bien fixer son itinéraire. A quelques pas de là s'élevait une énorme lucarne de charpente couverte en triangle, qui s'avançait jusqu'à deux pieds de la gouttière. Gilbert résolut de s'acheminer par cet étroit défilé, et de tuile en tuile il se poussa dans la direction de la mansarde. On croira sans peine qu'il n'avançait que lentement, d'autant plus que son bras gauche, encore endolori, demandait à être ménagé; mais à force de patience et d'industrie il dépassa la lucarne et finit par arriver sain et sauf à l'extrémité du toit, juste en face de la fenêtre de Stéphane. — Dieu soit loué! le plus difficile est fait, se dit-il en soupirant d'aise.

Il était loin de compte. A la vérité, il ne lui restait plus qu'à descendre sur le petit toit, à le traverser, et à enjamber la fenêtre, située à hauteur d'appui; mais, avant de descendre, il fallait trouver quelque support, pierre, bois ou fer, où attacher sa seconde échelle de corde, qu'il avait apportée enroulée autour de son cou, de ses épaules et de sa ceinture. Malheureusement il ne découvrit rien. Enfin, en se penchant, il aperçut à l'angle extérieur de la muraille un gros corbeau de fer qui servait à soutenir l'égout; mais à son vif chagrin il s'avisa du même coup que le grand toit dépassait de trois pieds l'alignement du petit, et que, supposé qu'il réussît à attacher son échelle au corbeau, les derniers échelons pendraient et flotteraient dans le vide. Cette réflexion lui donna le frisson, et, détournant ses yeux du précipice, il les reporta vers le faîte, où il crut apercevoir une pièce de fer faisant saillie. Il ne se trompait point : c'était une sorte d'ove fleuronné qui formait l'amortisse-

ment de l'arête. Ce ne fut pas sans de grands efforts qu'il se hissa jusque-là, et lorsqu'il se trouva assis à califourchon sur la poutre maîtresse, il s'arrêta quelques minutes pour souffler et pour étudier l'étrange spectacle qui s'offrait à lui. Ses regards embrassaient une immense étendue de toits abrupts et irréguliers; ce n'était de toutes parts que tourelles en encorbellement coiffées de toitures en forme d'éteignoirs, pignons pointus, encoignures, pans coupés, angles rentrans ou saillans, clochetons découpés à jour, enfoncemens profonds où l'ombre s'amassait, cheminées grimaçantes, lourdes girouettes déchirant la voie lactée de leurs tiges en fer et de leurs flèches empennées. A la lueur scintillante des étoiles, les moindres accidens d'architecture affectaient des contours bizarres et des figures fantastiques; ils se profilaient sur l'horizon comme des ombres chinoises : partout un air de mystère, de curiosité, de surprise effarée. Toutes ces ombres se penchaient vers Gilbert, l'observaient, l'interrogeaient du regard. Les unes disaient : — Quel est donc ce personnage? Assurément il n'est pas des nôtres. Que vient-il faire ici? Ce ne peut être qu'un hardi voleur qui s'en va crocheter un volet et forcer un secrétaire. — Laissez donc! disaient les autres. Ne voyez-vous pas que c'est un amoureux en bonne fortune? Sa maîtresse l'attend, et si tantôt il ne se rompt le cou, l'heure du berger sonnera pour lui. — Ce n'est rien de tout cela, leur répondait Gilbert. Je ne suis qu'un pauvre avaleur d'in-folio, lequel s'est avisé tout à coup de courir les toits pour aller ressusciter un enfant qui se meurt d'ennui et de chagrin. Au surplus, croyez-m'en sur parole, je suis plus étonné que vous de mon aventure. — Après ce muet colloque, il ramena ses regards vers le précipice, se donna le plaisir de contempler les eaux blanchâtres du Rhin, qu'il entrevoyait vaguement déroulant dans la plaine ses onduleux anneaux, comme un énorme serpent aux écailles luisantes, et prêta un moment l'oreille à son bruyant et morne grondement, qui semblait reprocher leur silence aux chiens de garde, aux hiboux, aux vents et aux girouettes endormies.

Quand il eut repris haleine, Gilbert s'approcha de cet ornement de relief où il se proposait de suspendre son échelle; mais sa déception fut grande : il reconnut que cet ove en tôle, maltraité de longue main par les autans, ne tenait plus qu'à un méchant clou, et qu'il céderait infailliblement au moindre effort. — Décidément, se dit-il, il en faut passer par le corbeau de fer! — Et quoi qu'il lui en coûtât, prenant résolûment son parti, impatienté d'ailleurs de tant de pas perdus et d'un temps si précieux consumé en vains efforts, il redescendit le toit beaucoup plus lestement qu'il ne l'avait gravi. Dès qu'il fut en bas, conjurant par la puissance de sa volonté un

nouvel accès de vertige dont il se sentait menacé, il se coucha sur le ventre parallèlement à la gouttière, et, avançant sa tête et ses bras au-delà du toit, il parvint, non sans beaucoup de peine, à nouer solidement sa corde au corbeau de fer. Cela fait, il lança son échelle dans le vide, et, sans s'amuser à la regarder flotter, il pivota tout doucement sur lui-même, tournant par degrés sa tête du côté de la mansarde et ses pieds du côté de l'échelle; puis, sa volte-face terminée, il se laissa couler en dehors du toit jusqu'aux aisselles, demeurant ainsi suspendu sur les coudes. Moment critique! Qu'une latte, qu'un clou vînt à se rompre!... Il ne se donna pas le temps de faire cette sinistre réflexion; il était tout occupé d'attirer à lui avec ses pieds la corde qui se dérobait, et quand il eut enfin réussi à les poser sur un des échelons supérieurs, détachant du toit son bras gauche, il saisit fortement le corbeau, et bientôt sa main droite, se déplaçant à son tour, vint se cramponner à l'un des montans de l'échelle. — Ce que je viens de faire, pensa-t-il, n'est pas trop mal pour un débutant! — Et il se mit à descendre, en ayant soin de mesurer tous ses mouvemens avec une scrupuleuse attention: mais au moment où ses pieds se trouvaient de niveau avec l'extrémité du petit toit, ayant eu l'imprudence de se pencher pour regarder le vide au-dessous de lui, il fut pris d'un tournoiement de tête plus terrible mille fois que ceux qu'il avait déjà ressentis. La vallée tout entière commença de s'agiter autour de lui, comme tourmentée par un formidable roulis qui tour a tour la soulevait vers le ciel ou l'abîmait dans les entrailles de la terre. Et bientôt, le mouvement s'accélérant, arbres et pierres, plaines et montagnes, tout se confondit dans un noir tourbillon qui se démenait avec une furie croissante, et d'où il sortait des éclairs et des globes de feu. Soudain il lui sembla que l'air lui manquait. Il ferma les yeux, un cri étouffé sortit de sa poitrine haletante... C'en était fait, le tourbillon avait passé sur lui et venait de l'emporter dans l'espace. Il perdit connaissance pendant quelques secondes : quelle ne fut pas sa surprise, en rouvrant les yeux, de se retrouver sur son échelle! Il s'y était cramponné avec une telle force que ses ongles étaient entrés assez profondément dans la corde, et il avait saisi entre ses dents un des échelons supérieurs, où ils s'étaient si bien incrustés qu'il eut peine à les en détacher. Il abaissa ses regards sur la vallée; elle était redevenue immobile. Il les leva au firmament : les étoiles le contemplaient avec des yeux favorables. Il passa sa langue sur ses lèvres en feu, respirant à pleins poumons l'air de la nuit, qui lui parut embaumé. Des larmes de joie s'échappèrent de ses paupières, et dans un transport naïf il se prit à baiser tendrement l'échelon que tout à l'heure ses dents dévoraient. Puis, pour dissiper l'émotion

que lui causait le souvenir de son affreux cauchemar, il recourut au vieil Homère, et il récita tout d'une haleine le passage de l'*Iliade* où le divin *aède* décrit l'allégresse d'un pâtre contemplant les astres du haut d'un rocher... Dès qu'il se sentit plus calme, il se mit en devoir d'opérer sa descente sur le petit toit, moins rapide que l'autre et couvert de tuiles creuses qui laissaient entre elles de profondes rainures; par surcroît de bonheur, la gouttière était surmontée de place en place d'ornemens de fer scellés dans le mur et enroulés en forme de volutes. Gilbert imprima un mouvement oscillatoire à l'échelle, et dès que le balancement fut devenu assez fort pour que cette escarpolette improvisée vînt affleurer la gouttière, prenant bien son temps, il dégagea son pied droit et le planta fermement à l'extrémité d'une des rainures; puis sa main droite, lâchant l'échelle, se porta vivement sur une des volutes. Un instant après, l'échelle, abandonnée à elle-même, était retournée à sa place. Minuit sonna. Gilbert fut stupéfait en découvrant qu'il avait dépensé deux heures à son aventureux voyage. Gravir le toit jusqu'à mi-hauteur, le traverser, enjamber la fenêtre, ce lui fut une affaire de rien, après quoi, écartant de sa main les rideaux : — Suis-je attendu? s'écria-t-il d'une voix douce, et il s'élança d'un bond dans la chambre.

Les genoux aux dents, la tête ensevelie dans ses mains, Stéphane était accroupi au pied des saintes images. En entendant et en apercevant Gilbert, il tressaillit, se leva brusquement et demeura immobile, les mains croisées par-dessus la tête, le cou tendu, les lèvres frémissantes et épanouies par un sourire, des éclairs et des larmes dans les yeux. Comment peindre l'étrangeté de sa physionomie? Mille sentimens divers s'y trahissaient. La surprise, la reconnaissance, la honte, l'inquiétude, une longue attente enfin remplie, un reste de superbe qui sentait sa défaite assurée, une incrédulité opiniâtre forcée de se rendre, le désordre d'une imagination ravie, éperdue, les délices de l'espérance et l'amertume des souvenirs, tout cela paraissait sur sa figure et y formait un si confus mélange qu'à le voir ainsi riant à la fois et pleurant, il semblait que ce fût sa joie qui pleurât et sa tristesse qui sourît. Son premier trouble dissipé, ce qui domina sur son visage, ce fut la gravité, l'émotion, et comme une douceur rêveuse et effarouchée. Il s'éloigna de Gilbert à reculons et se laissa tomber sur une chaise au bout de la chambre.

— Suis-je de trop? Faut-il que je m'en aille? demanda Gilbert, demeuré debout.

Stéphane ne répondit rien.

— Décidément ma figure ne vous revient point! reprit Gilbert en se tournant à moitié vers la fenêtre.

Stéphane fronça le sourcil : — De grâce, ne vous jouez point! dit-il d'une voix sourde. Ce qui se passe entre nous est bien sérieux.

— Le sérieux que je préfère, dit Gilbert, c'est celui de la joie.

Stéphane froissa vivement ses cheveux entre ses mains amaigries et effilées : — La joie? dit-il. Elle viendra peut-être à son heure. A force de m'en parler, qui sait?... Pour le moment, je crois rêver. Le désordre de mes pensées m'effraie. Ne me faites pas de questions, je ne saurais vous répondre. Et puis le son de ma voix me chagrine, m'irrite. C'est une discordance dans la musique que je crois entendre. Souffrez donc que je me taise et que je vous regarde.

Et s'approchant d'une table longue qui se trouvait au milieu de la chambre, Stéphane fit signe à Gilbert de prendre place à l'un des bouts, et s'assit à l'autre.

Après un long silence, Stéphane se prit à penser tout haut, comme s'il se fût réconcilié avec le son de sa voix : — Cet air hardi, résolu, tant de fierté dans le regard! tant de bonté dans le sourire!... C'est un autre homme. Ah! dans quelle méprise suis-je tombé! Je n'ai rien su voir, rien deviner. Je le méprisais, je le haïssais, celui que Dieu m'envoyait pour me sauver du désespoir... Ah! voilà donc ce que cachait cet air simple, uni, ce visage serein dont le calme m'irritait, cette douceur qui me semblait servile, cette sagesse que je croyais pédante, cette facilité d'humeur que je prenais pour une bassesse de chien couchant... Çà, vraiment, est-ce bien le même homme?

Il se tut un moment, puis d'une voix plus assurée : — Comment vous y êtes-vous pris pour arriver jusqu'ici? Ah! mon Dieu, ce grand toit est si rapide! D'y penser seulement, je frissonne, et la tête me tourne. En vous attendant, j'ai prié les saints pour vous. Avez-vous senti qu'ils vous fussent secourables? J'aimerais savoir à quoi m'en tenir. Ils m'ont si souvent manqué de parole!...

Nouveau silence, pendant lequel Stéphane regardait Gilbert avec une fixité qui pensa l'embarrasser.

— Vous avez donc hasardé vos jours pour moi! reprit enfin le jeune homme; mais êtes-vous bien sûr que j'en vaille la peine? Voyons, soyez franc. Quelqu'un vous a-t-il parlé de moi? Ou bien, à force d'étudier mon caractère, y avez-vous fait quelque découverte intéressante? Répondez et gardez-vous de mentir. Mes yeux sont sur vous, ils sauront bien deviner si vous êtes sincère.

— Vraiment vous m'étonnez, répondit tranquillement Gilbert, et que puis-je avoir à vous cacher? Tout mon savoir se réduit à deux points. Je sais d'abord que vous appartenez à la race, à la confrérie des âmes nobles; je sais ensuite que vous êtes très malheureux... Ah! pardon, je sais une chose encore. Je sais, à n'en pouvoir douter, que j'ai conçu pour vous une vive et tendre amitié, et que je serais, moi aussi, très malheureux, si je ne pouvais attendre de vous aucun retour.

— Vous avez de l'amitié pour moi? Comment cela se peut-il faire?

— Oh! l'étrange question! Qui a jamais pu répondre à ces questions-là? C'est le mystère des mystères. Je vous aime parce que je vous aime, je n'en sais pas d'autre explication. Assurément vous ne m'avez jamais fait d'avances bien flatteuses, je crois même avoir eu quelquefois à me plaindre de vous : eh bien! en dépit de vos mépris, de vos hauteurs, de vos injustices, je ne laissais pas de vous aimer. Demandez le secret de cette bizarrerie à celui qui a créé l'homme et qui a mis au fond de ses entrailles cette mystérieuse puissance qu'on appelle la sympathie.

— Pourquoi, dit Stéphane, cette sympathie n'était-elle pas réciproque? Moi, du premier jour que je vous ai vu, je vous ai pris en haine. Je ne sais de quels yeux je vous regardais, mais j'avais cru reconnaître en vous un ennemi. C'est qu'hélas! depuis longtemps le soupçon et la défiance avaient envahi mon cœur. Et tenez, en ce moment même, je me défie encore, je crains d'être dupe de quelque prestige, de quelque illusion; je crois et je ne crois pas, et je suis tenté de m'écrier avec un personnage des saints Évangiles : « Mon patron, mon frère, mon ami, je crois en vous; venez en aide à mon incrédulité! »

— Votre incrédulité guérira d'elle-même, et, soyez-en sûr, un jour viendra où vous vous direz avec confiance : Il est dans ce monde une âme sœur de la mienne dans laquelle je puis verser sans crainte tous mes soucis, toutes mes pensées, tous mes chagrins et toutes mes espérances. Il est un être qui s'occupe sans cesse de moi, dont mon bonheur est la grande affaire, l'intérêt suprême, un être à qui je puis tout dire, tout confesser, un être qui m'aime parce qu'il me connaît et qui me connaît parce qu'il m'aime, un être qui vit avec moi, qui vit en moi, et qui saurait, s'il le fallait, sacrifier tout, jusqu'à sa vie, sur le saint autel de l'amitié! Et alors ne vous écrierez-vous pas dans la joie de votre cœur : Dieu soit loué! je possède un ami? Dieu soit béni! j'ai appris ce que c'est que d'aimer et d'être aimé.

Stéphane se prit à pleurer : — Être aimé! disait-il; c'est un grand mot, et je l'ose à peine prononcer. Être aimé! Je ne le fus jamais. Je crois bien que ma mère m'aimait, que dis-je? j'en suis sûr; mais il y a si longtemps de cela! Ma mère... c'est pour moi une légende. Il me semble que je n'étais pas né quand je l'ai connue. Je me souviens qu'elle me prenait souvent sur ses genoux et qu'elle me couvrait de baisers. De telles délices ne sont pas de ce monde; j'ai dû les goûter dans quelque étoile lointaine où les cœurs sont moins durs qu'ici-bas, et que j'ai habitée quelque temps, séjour de paix et d'innocence... Mais un jour ma mère me laissa tomber de ses bras, et je fus précipité sur cette terre où la haine m'attendait et me reçut

dans son sein... Oh! la haine, je la connais! Cette seconde mère m'a bercé dans ses bras, elle m'a nourri de son lait, elle m'a prodigué ses précieuses leçons, elle a veillé sur moi nuit et jour. Oh! c'est une merveilleuse providence que la haine. Elle voit tout, elle songe à tout, s'avise de tout, partout présente, toujours aux aguets, ignorant la fatigue, l'ennui, le sommeil... La haine! elle est la maîtresse de ce château, elle le gouverne; ces grands corridors sont pleins d'elle, je n'y puis faire un pas sans la rencontrer; ici même, dans cette chambre solitaire, je vois flotter son image sur les lambris, sur les tapisseries, autour des rideaux de ce lit, et souvent la nuit, pendant mon sommeil, elle vient s'asseoir sur ma poitrine, et elle peuple mes rêves de terreurs et de spectres! Être haï sans savoir pourquoi, quel supplice! Et songez que dans ma première enfance ce père qui me hait a été un père pour moi. Il me caressait rarement, je le craignais, il était sévère, impérieux; mais c'était un père enfin, et il prenait dans l'occasion la peine de nous le dire. Souvent à notre vue sa gravité se déridait; je me souviens qu'il m'a quelquefois souri... Mais un jour, — jour maudit, — j'avais alors dix ans; depuis un mois, ma mère était morte... Toujours renfermé dans son appartement, une semaine s'écoula sans que je le visse. Je dis à ma gouvernante : Je veux voir mon père! J'allai frapper à sa porte, j'entrai, je courus à lui... Il me repoussa avec une telle violence que je tombai à la renverse et me blessai la tête contre le pied d'une chaise. Je me relevai tout ensanglanté; il me regarda avec mépris, se prit à rire et sortit de la chambre. Mon esprit s'égara, toutes mes idées étaient bouleversées; je crus que le soleil allait s'éteindre et le monde finir. Un père qui rit en voyant couler le sang de son enfant! Et quel rire!... Il me l'a souvent fait entendre depuis, et je n'ai pu encore m'y accoutumer!... La fièvre me prit, puis vint le délire. On me mit au lit, et je criais à ceux qui me gardaient : J'ai froid! j'ai froid! réchauffez-moi... Et dans ce corps de glace je sentais un cœur qui brûlait, qui se consumait. J'aurais juré qu'un fer rouge y avait passé.

Stéphane essuya ses larmes avec une boucle de ses cheveux, puis, accoudé sur la table, il reprit d'une voix faible : — Je ne voudrais pas que vous vous fissiez d'illusions. Vous avez de l'amitié pour moi et vous me demandez du retour; c'est tout simple, l'amitié vit d'échange. Si je n'avais rien à vous donner, vous vous lasseriez bientôt de m'aimer. Or écoutez-moi. Hier, pour la première fois de ma vie je suis rentré en moi-même, fantaisie bizarre que vous seul avez pu m'inspirer; pour la première fois je me suis examiné sérieusement, j'ai pris mon cœur à deux mains, je l'ai observé comme un médecin observe son malade, j'ai plongé mes regards jusqu'au fond, et j'y ai reconnu je ne sais quoi d'aride et de flétri qui m'a

fait peur. Il y a bien longtemps qu'il était souffrant, ce pauvre cœur; mais depuis un an il s'est fait en moi une crise terrible qui l'a tué. Et maintenant il n'y a plus dans cette poitrine qu'une poignée de cendres froides, bonnes tout au plus à jeter par la fenêtre et à disperser dans les airs.

— Eh quoi! vous êtes orthodoxe, lui dit Gilbert d'un ton d'autorité, vous croyez aux saints, bien que sous bénéfice d'inventaire, et cependant vous en êtes encore à apprendre que la mort n'est qu'un mot, ou, pour mieux dire, qu'elle est un relâche, une halte dans la vie, un temps de jachère auquel succèdent de nouvelles moissons! Vous ignorez ou vous oubliez qu'il n'est de cendres si froides que, le vent de l'esprit venant à souffler sur elles, on ne les voie tressaillir, se lever et marcher! Et vous me laissez le soin de vous enseigner que votre âme est capable de rajeunissemens, de renaissances inattendues, qu'à la seule condition de le désirer et de le vouloir vous sentirez s'éveiller dans votre sein des puissances inconnues, et que, sans sortir de votre nature, vous transformant de jour en jour, vous vous serez à vous-même une éternelle nouveauté!

Stéphane le regarda en souriant : — Ainsi vous avez traversé les toits pour venir me prêcher la conversion, comme le père Alexis!

— La conversion, je ne sais! Je ne me charge pas d'opérer des miracles; mais la métamorphose...

— Oh! oui, la métamorphose des plantes! s'écria Stéphane d'un ton d'ironie caressante, peut-être même avez-vous apporté le livre...

— Il est vraiment bien question de livres!... Un jour j'achetai chez un marchand de graines un pauvre oignon de triste apparence, une bulbe jaunâtre formée d'écailles en recouvrement qui rendait sous mes doigts un bruissement de feuilles mortes. Arrivé chez moi, je pris cet oignon dans mes mains et je lui dis : « Tu seras un lis. » Et il me répondit : — Quelle folie! Tout en moi est flétri, desséché. Regarde-moi bien, tu verras que je suis mort. — Laisse-moi faire! m'écriai-je: j'implorerai le secours des puissances élémentaires. Je dirai au ciel : Verse-lui à boire. Je dirai à la terre : Nourris-le de tes sucs. Je dirai au soleil : Échauffe-le de tes rayons. Et ainsi cette pauvre plante qui se croit morte ressuscitera, percera la pierre de son tombeau, vivra, grandira, et la gloire de sa floraison éblouira mes yeux... Je disais vrai. Cette triste racine, enfouie par moi dans le sein de la terre, se sentit travaillée comme d'une douleur de ne pas être, comme d'un confus désir d'exister, et ce désir, cette douleur, devinrent une âme, et cette âme prit vie, et cette vie entra dans le cycle divin de ses métamorphoses. Tout à la fois immuable et diverse, se ramassant en soi-même ou se dilatant au gré des pulsations d'une fièvre mystérieuse, elle apparut à la lumière sous la forme de longues feuilles frissonnantes, puis elle élança vers le ciel

une tige mince et délicate, et cette tige, s'épanouissant au sommet et se couronnant d'un diadème d'argent, étala aux regards une fleur éblouissante dont les vents aspiraient les parfums avec délices... Écoutez-moi donc, ô mon beau lis candide! Croyez aux sucs nourriciers de la terre, croyez aux rosées rafraîchissantes du ciel, croyez surtout aux splendeurs du soleil, et voyez plutôt!... Dans cette poitrine, dans ce cœur qui vous aime, je vous apporte un rayon de ce soleil tout-puissant. Ah! buvez-en à longs traits la lumière et la chaleur, et un jour, vous aussi, vous fleurirez, je vous le jure, sous les regards de l'éternelle bonté.

Stéphane se prit de nouveau à pleurer. — Je ne sais si vous dites vrai, murmura-t-il; mais votre ton, votre voix, vos regards,... vos regards surtout!... — Puis, retenant ses larmes : — Vous me parlez beaucoup de mon âme; mais ma vie, ma destinée, trouverez-vous aussi le secret de les métamorphoser?

— Ce secret, nous le chercherons ensemble. J'ai déjà des lumières là-dessus. Seulement ne nous pressons pas. Avant d'entreprendre ce grand travail, il faut que votre cœur ait recouvré ses forces et sa santé.

— Ingrat que je suis! s'écria Stéphane. Ma destinée! mais dès aujourd'hui elle a changé. Oui, dès cet instant je ne suis plus seul au monde. Vide affreux où je me dévorais, désespoirs qui de vos sombres ailes faisiez la nuit autour de l'enfant abandonné, c'en est fait, je suis délivré de vous; l'instrument du supplice est brisé. Désormais je crois, j'espère, je respire!... Mais pensez-y, mon ami, pour moi vivre, ce sera vous voir, vous entendre, vous parler. Pourrez-vous venir souvent ici?

— Aussi souvent que me le permettra la prudence, deux ou trois fois la semaine. Nous choisirons bien nos jours; nous consulterons le ciel, les vents, les étoiles. Les autres jours, aux heures propices, nous mettant tous deux à la fenêtre, nous communiquerons à l'aide de signes dont nous conviendrons, car il me semble que, comme moi, vous avez la vue très longue... Et tenez, je connais le langage des sourds-muets, je vous l'enseignerai, et si jamais vous me faisiez faire par vos doigts un message ainsi conçu : « Je suis triste, je suis malade, à tout prix venez ce soir!... » eh bien! quoi qu'en pussent dire les étoiles et les vents...

— Ah! grand Dieu! interrompit Stéphane, exposer follement vos jours!... je mourrais plutôt! Malédiction sur moi si jamais par un caprice... Ah! chassez une telle pensée! Mais, je vous prie, ce bonheur que vous me promettez, combien de temps durera-t-il? Un jour, hélas! reprenant votre liberté...

— J'ai deux ans, trois ans peut-être à passer ici; il ne tiendra même qu'à moi d'y demeurer davantage. Quoi qu'il arrive, soyez

certain qu'avant que je sorte de cette maison, votre destinée aura changé. Je vous ai dit de croire au soleil; croyez aussi à l'imprévu!

— L'imprévu! s'écria Stéphane; je crois en lui depuis que je l'ai vu entrer ici par la fenêtre!

Et tout à coup, portant la main sur son cœur, il ferma les yeux, pâlit et poussa un douloureux gémissement. Gilbert s'élança vers lui: mais le repoussant avec douceur : — Ne craignez rien, lui dit Stéphane; la joie est venue, je la sens là, elle me brûle... Laissez-moi savourer une souffrance si douce et si nouvelle pour moi.

Il resta quelques minutes les yeux fermés; puis, les rouvrant et secouant sa charmante tête bouclée : — Asseyez-vous là, dit-il d'un ton enjoué, et apprenez-moi bien vite le langage des sourds-muets.

— Impossible! répondit Gilbert; l'heure du départ a sonné.

Stéphane se fâcha, frappa du pied. — Apprenez-moi du moins les deux premières lettres; si je ne sais l'*a* et le *b*, je ne pourrai fermer l'œil jusqu'au jour... — Gilbert dut se rendre à cet impétueux caprice. Sa démonstration terminée : — Deux lettres encore! dit Stéphane, et je vous tiens quitte; mais à tout prix je veux savoir encore deux lettres. — Gilbert, le prenant par le bras, le conduisit à la fenêtre; écartant le rideau, il lui montra du doigt les étoiles déjà pâlissantes et une vague blancheur qui paraissait à l'horizon. Alors, changeant soudain de note, mais toujours emporté par son ardente nature, qui imprimait à tous les mouvemens de son âme le caractère de la passion, Stéphane entra dans une violente agitation à l'idée des dangers qu'allait braver son ami.

— Je veux vous accompagner, lui disait-il, je veux savoir quels périls vous courez en venant ici. Pour descendre du grand toit sur le petit, vous avez dû vous servir d'une échelle. Je veux la voir, cette échelle, je veux m'assurer qu'elle est solide.

— N'ayez crainte, j'y ai pourvu.

— Quand je vous dis que je veux la voir! Je n'en croirai que mes yeux et mes mains. Où est cette échelle? Il faut absolument que je la voie.

— Et moi, je vous défends d'enjamber cette fenêtre. Croyez-m'en sur parole, mon échelle de corde est toute neuve et très solide.

— Ah! mon Dieu! s'écria Stéphane, frappé d'une illumination subite. Je parierais que vous l'avez attachée à ce grand corbeau de fer qui allonge son affreux bec là-haut, à l'angle de la muraille. Et tout à l'heure vous étiez suspendu dans le vide sur cette méchante corde flottante! Triple sot qui ne m'en étais pas avisé!... Et au grand étonnement de Gilbert, il ajouta : — Vous ne m'aimez pas encore assez pour avoir le droit de courir de telles aventures!

— De grâce, un peu de calme! lui dit Gilbert. Vous faisiez pa-

raître tantôt une douceur, une sagesse qui m'enchantaient. Prenez garde; Ivan pourrait bien se réveiller et monter.

— Ces murailles sont sourdes, ces dalles sont épaisses; entre cette chambre et l'escalier, il y a une alcôve, un vestibule et deux grandes portes fermées, et entre le bas de cet escalier et la cage de mon geôlier il y a un long corridor. D'ailleurs il est capable de tout, sauf de venir rôder la nuit autour de mon appartement; mais que m'importe? Qu'il vienne nous surprendre, cet odieux Ivan! Je me résigne à tout plutôt que de vous voir remettre les pieds sur cette horrible échelle! Et à votre tour, croyez-m'en sur parole, si vous enfreignez ma défense, tout à l'heure, sous vos yeux, je me précipite tête baissée dans l'abîme!

— Votre déraison est extrême, repartit Gilbert d'un ton sévère; il faut à tout prix que je sorte d'ici. Puisque mon échelle vous déplaît, au lieu de me débiter mille folies, tâchez plutôt de découvrir...

Stéphane se frappa le front. — Ma découverte, la voici, interrompit-il : en face de cette fenêtre, de l'autre côté du toit, il y en a une autre qui, si vous réussissez à l'ouvrir, vous donnera sûrement entrée dans des greniers abandonnés. Jusqu'où ces greniers vous conduiront, je ne le sais trop, car Ivan m'a dit que, voulant y déposer de vieux meubles hors de service, il n'en avait pu retrouver l'entrée; mais vous découvrirez sans doute quelque lucarne par où vous sortirez sur le grand toit à mi-chemin de votre tourelle, et ce sera toujours beaucoup de peines et de périls épargnés. Oh! si cela était, mon ami, comme je serais fier de ma découverte!

— Vous voilà comme je vous aime! lui dit Gilbert; au lieu de vous cabrer comme un cheval qui a la bouche égarée, vous êtes calme et vous raisonnez.

— Aussi, pour me récompenser, vous allez me permettre de vous accompagner.

— Dieu m'en garde! Et si vous vous avisiez de vous passer de ma permission, je vous jure que je ne reviendrai ici de ma vie.

Et, comme Stéphane regimbait et se dépitait, Gilbert lui prit la tête entre ses deux mains, et, l'attirant sur sa poitrine, il y déposa un baiser paternel juste à la racine des cheveux. Ce baiser produisit un effet extraordinaire dont il fut effrayé; Stéphane frissonna de la tête aux pieds et laissa échapper un cri.

— Maladroit que je suis! lui dit Gilbert d'un ton inquiet; vous aurais-je blessé sans le vouloir?

— Non, balbutia-t-il, soyez sans crainte; c'était l'endroit où me baisait ma mère... Que les saints soient avec vous!... Je vous aime. Adieu!... — Et en parlant ainsi il couvrait de ses deux mains son visage en feu.

Ah! si Gilbert eût compris!... Mais il ne devina rien; il descendit sur le toit, le traversa, et découvrit en tâtonnant une fenêtre dont tous les carreaux étaient brisés; il n'eut pas de peine à l'ouvrir. Dès qu'il se fut introduit dans les greniers, il alluma la bougie qu'il avait eu la précaution d'emporter dans sa poche. La pièce où il venait de pénétrer était un méchant galetas de trois ou quatre pieds de large. En face de lui, il avisa quatre ou cinq marches, les gravit, et fit rouler sur ses gonds une vieille porte sans fermeture. Elle lui donna entrée dans un vaste corridor qui, à l'autre extrémité, n'avait point d'issue apparente; il était peuplé d'araignées et de rats et encombré de vieux meubles délabrés. Gilbert reconnut en levant les yeux qu'il se trouvait dans la mansarde qui prenait jour par la grande lucarne. Le verrou qui retenait le volet était si haut placé qu'il ne put l'atteindre de la main. Une vieille table boiteuse gisait dans un coin, ensevelie sous une triple couche de poussière. L'ayant approchée de la lucarne, Gilbert

..... En égala les appuis chancelans
Du débris d'un vieux vase, autre injure des ans.

Le verrou dégagé, il monta sur le toit, et, s'appuyant à l'un des poteaux saillans du fronton, il ramena dans son embrasure le contrevent qu'il assujetti de son mieux; puis il s'achemina de nouveau dans la direction du petit toit, car, avant de retourner dans son gîte, il fallait à tout prix détacher et enlever l'échelle, irrécusable témoin qui eût déposé contre lui. Tandis qu'étendu à plat ventre, il était tout entier à cette délicate opération, Stéphane, demeuré debout à sa fenêtre et tremblant comme la feuille, dévorait son mouchoir à belles dents. L'échelle retirée, Gilbert lui cria : — Vos greniers sont admirables; venir vous voir sera désormais pour moi une partie de plaisir.

Quand il se retrouva sur son balcon, l'aube commençait à poindre, et un chat-huant qui revenait de la chasse aux mulots passa devant lui, regagnant son trou. Gilbert salua de la main ce nocturne aventurier dont il se sentait le confrère, et, sautant lestement dans sa chambre, il s'endormit cinq minutes après d'un profond sommeil.

Au même instant, Stéphane, levant les yeux sur les saintes images auxquelles ses mains avaient porté de si terribles coups, s'écriait avec un geste passionné : — O saint George! ô saint Serge! m'aiderez-vous à garder mon secret?

VICTOR CHERBULIEZ.

(La quatrième partie au prochain n°.)

DES ANIMAUX

DANS L'AGRICULTURE

II.

LES BÊTES DE RENTE. — L'ACCLIMATATION DES ESPÈCES NOUVELLES.

I. *Étude de nos races d'Animaux domestiques*, par M. J.-H. Magne, 1857.
II. *Acclimatation et Domestication des Animaux utiles*, par I. Geoffroy Saint-Hilaire, 1861.

Tout le monde connaît la distinction théorique établie par les agronomes entre les *bêtes de travail* et les *bêtes de rente*. Cette distinction, nous l'avons rappelée au début de cette étude (1), et, quoique la trouvant quelquefois peu exacte (2), nous avons cru devoir la maintenir comme plus conforme aux habitudes du langage agricole.

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

(2) La même bête peut, on le sait, soit successivement, soit en même temps, être bête de travail et bête de rente : la jument qui laboure et qu'on fait pouliner, le bœuf qu'on engraisse après avoir utilisé ses forces, en sont des exemples frappans; mais c'est surtout en ce qui concerne les bêtes dites *de rente* que le nom de ces dernières ne nous semble pas rappeler avec une précision suffisante les multiples détails de la pratique agricole. Le nom de *bêtes de rente* ne convient bien, selon nous, qu'aux animaux représentant un capital immobilisé pour longtemps, et qui donnent à leur maître des revenus quelque peu réguliers : ainsi la vache avec son lait, la brebis avec sa laine, la poule avec ses œufs, etc. Quant aux animaux assimilables aux matières premières du fabricant, qui n'entrent dans une ferme que pour y acquérir, sous l'influence de certains soins de courte durée, une valeur plus grande, ils nous sembleraient mériter mieux le nom de *bêtes de profit*. Tels sont particulièrement les animaux à l'engrais et ceux qui sont achetés en bas âge pour être bientôt revendus plus cher, après avoir payé, d'une manière quelconque, une partie de l'entretien et de la nourriture qu'ils ont coûtés.

En tête du groupe qui doit nous occuper aujourd'hui se rencontre une espèce singulièrement intéressante, qui remplit à la fois dans nos fermes deux rôles très distincts. Se faisant tantôt les laborieux auxiliaires de nos labours, tantôt les tranquilles producteurs de la viande et du lait qu'exige notre alimentation, les animaux de l'espèce bovine servent de transition toute naturelle entre les deux parties de cette étude. C'est bien d'eux par conséquent qu'il convient de parler tout d'abord.

I. — L'ESPÈCE BOVINE.

Le bœuf a toujours été considéré comme l'emblème par excellence de l'agriculture. Force, viande, lait, fumier, corne, cuir, etc., l'espèce bovine nous fournit tout cela beaucoup plus abondamment qu'aucune autre espèce d'animaux. Il est donc à regretter que la population bovine de la France ne dépasse pas le chiffre de douze millions de têtes. La Bretagne et l'Auvergne, ces centres d'active reproduction, en comptent le plus grand nombre. Viennent ensuite l'Anjou, le Maine, le Poitou et la Flandre, c'est-à-dire les pays où la pratique de l'engraissement des bêtes bovines s'est le mieux développée. La Normandie elle-même, malgré l'extrême importance que l'agriculture y a donnée à la production du lait, ne figure (proportionnellement à son étendue) qu'après toutes ces provinces.

La diversité des services que rend l'espèce bovine contribue puissamment à maintenir les différences souvent profondes qui caractérisent les nombreuses races dont elle se compose. Tantôt c'est la rusticité que l'on demande en vue du travail, tantôt au contraire on se préoccupe surtout de la plus ou moins grande aptitude de l'animal à l'engraissement; dans certains pays enfin, l'industrie principale s'exerçant sur le lait, tout est sacrifié à cette production. Le même animal ne peut exceller au même degré, et surtout dans le même temps, comme bête de travail, comme bête laitière et comme bête de boucherie; mais, tout en conservant les caractères propres d'une race, il serait possible de corriger, dans une certaine mesure, les défauts qui la déprécient. M. Magne a donc pu dire avec raison : « Lorsque nos races bovines auront acquis toute la perfection qu'elles sont susceptibles d'acquérir, il suffira d'élever convenablement les veaux et les velles pour les rendre aptes, ou à donner du lait, ou à s'engraisser, ou à travailler (1). »

Une juste proportion des diverses parties du corps et un entier développement des organes essentiels à la vie étant en effet, dans

(1) *Etude de nos races d'Animaux domestiques*, t. II, p. 327.

tous les cas, également indispensables, tout animal bien conformé, quelle que soit sa destination, doit présenter un certain nombre de caractères anatomiques semblables. Qu'il s'agisse de force, de lait ou de viande, la question n'aboutit-elle pas toujours à un bon emploi par l'animal des fourrages qu'on lui donne, c'est-à-dire à une bonne constitution?

L'âge des bêtes bovines peut se reconnaître à leurs cornes; mais, ce signe pouvant s'altérer par le frottement et par d'autres causes, on consulte plutôt leurs dents (1), comme on le fait pour les chevaux. C'est à l'âge de deux ans, aussitôt que les cornes sont assez longues pour recevoir le joug, que l'on commence à faire travailler les bœufs. Pendant longtemps on ne s'était guère inquiété en France que du travail et du lait. Aujourd'hui l'importance toujours croissante de la boucherie a introduit dans l'administration des étables un troisième élément dont il faut désormais tenir compte. Il est facile de comprendre que l'entretien d'une bête très précoce, qui utilise de bonne heure à la production de la viande presque toute la nourriture qu'on lui donne, soit profitable à l'engraisseur. Cependant, comme ce dernier fait rarement naître tous les animaux sur lesquels il opère, on conçoit que les intérêts de l'éleveur interviennent ici puissamment, et ces intérêts semblent un peu trop oubliés par beaucoup d'agronomes. La valeur vénale des veaux et des bœufs restera toujours tellement inférieure à celle des poulains et des chevaux, que l'on ne peut pas consentir, dans l'éducation des premiers, aux sacrifices qu'exige l'éducation des seconds. Il n'y a d'exception à cette règle que lorsqu'il s'agit d'individus destinés à servir de reproducteurs, soit qu'appartenant à une race commune ils possèdent une beauté rare, soit qu'ils sortent d'une race encore peu répandue et vivement recherchée. D'ailleurs les bêtes d'un engraissement précoce sont toujours assez exigeantes; elles ne deviennent véritablement ce qu'elles doivent être que si l'on en a développé dès l'enfance les qualités natives par une nourriture abondante et par des soins assidus. Dans la plupart des contrées d'élève, il y a donc avantage à s'en tenir à des races quelque peu rustiques, se contentant d'une nourriture médiocre, et compensant

(1) Le bœuf n'a pas de dents à la mâchoire supérieure; elles y sont remplacées par un cartilage solide sur lequel viennent s'appuyer les dents de la mâchoire inférieure. Dans les races communes, deux dents adultes en remplacement des pinces de lait indiquent l'âge de deux ans; quatre dents adultes marquent trois ans; à quatre ans, il y a six dents de lait remplacées, il y en a huit à cinq ans. L'usure des dents devient ensuite le seul indice de l'âge, en tenant compte toutefois des variations qui peuvent résulter du régime alimentaire des animaux. Dans les races les plus précoces, les phases que nous venons de signaler s'accomplissent beaucoup plus tôt : à vingt et un mois, — à deux ans trois mois, — à deux ans neuf mois, — et à trois ans trois mois.

par plusieurs années de bon travail une moindre précocité. En analysant ainsi les conditions qui règlent l'économie de notre agriculture, on peut même dire que l'abondance et le bon marché de la viande dépendent plus encore de la quantité que de la précocité des animaux entretenus en France, car les races précoces ne sont pas admissibles partout, tandis qu'un très grand nombre d'exploitations parviendraient, avec de meilleurs procédés de culture, à nourrir une masse de bétail bien plus considérable.

L'entretien des vaches laitières constitue parfois une industrie spéciale qui est obligée, comme l'industrie de l'engraissement, de demander à d'autres contrées une grande partie des animaux dont elle s'occupe. Cela se passe du moins ainsi dans nos montagnes du nord-est; à la race du pays (race comtoise), nos fromagers adjoignent pendant l'été beaucoup de vaches tirées de la Suisse, tandis qu'ils vendent leurs propres bœufs aux cultivateurs du nord-ouest (1). Et ce n'est pas là un fait isolé. Tout en choisissant de préférence les taureaux dans la race flamande, l'Ile-de-France demande à la Normandie un grand nombre de vaches dont les qualités laitières sont également bonnes. Plusieurs parties du midi et du centre s'approvisionnent en Bretagne, parce que les bêtes de cette province n'ont pas été élevées dans des conditions qui les empêchent de réussir sur des terres peu fourragères. La race pyrénéenne de Saint-Girons et de Lourdes et la race bordelaise fournissent des vaches laitières au sud-ouest. C'est enfin dans la Bresse, le Cantal et la Franche-Comté que le sud-est opère ses achats.

Comme bête laitière, la vache cotentine doit être mise sans contredit au premier rang; puis vient la flamande, après laquelle la vache bretonne, la vache de Saint-Girons et quelques autres méritent encore d'être citées. Cependant il s'en faut que ces différentes bêtes fassent des alimens consommés un emploi également bon. Par exemple, la bretonne, si sobre dans les pays pauvres, devient dans les riches herbages une forte mangeuse, sans que le rendement en lait augmente en proportion du surcroît de nourriture. Certains caractères permettent heureusement d'apprécier par avance d'une façon assez exacte l'aptitude des vaches à devenir bonnes laitières. On doit se rappeler le bruit que fit à ce propos, il y a plusieurs années, le système Guenon. Quoi qu'il en soit de la valeur réelle de ce système ou de tout autre, on risquerait souvent de se tromper, si l'on s'en rapportait exclusivement à un signe unique Les meilleures vaches ne sont d'ailleurs pas toujours les plus belles. Leur train postérieur, développé par la puissance des organes qui

(1) Certains cantons de la Belgique et de l'Italie poussent cette industrie plus loin encore; ils n'élèvent pas de velles et achètent les bêtes déjà grandes à des producteurs d'autres localités.

sécrètent le lait, cesse d'être en équilibre avec leur avant-train, qui reste trop étroit. Amaigries en outre par l'excessive activité de leur mamelle, elles cachent souvent sous de médiocres apparences des qualités de premier ordre. De cinq à dix ans, la vache est en pleine valeur, ensuite elle commence à devenir moins généreuse. La quantité de lait qu'on en obtient après le premier vélage est toujours beaucoup plus faible qu'après les vélages suivans, mais elle présage un peu ce que sera l'avenir; aussi les éleveurs prudens conservent-ils pour les essayer les jeunes velles qui paraissent promettre un bon rendement. Comme les bêtes de boucherie que l'on veut engraisser de bonne heure, il est bon que les vaches laitières soient issues d'un taureau encore jeune. L'influence du taureau sur les facultés laitières de ses produits tient du reste en général aux traditions de famille, et ce genre de qualités se manifeste chez lui par des caractères extérieurs analogues à ceux que présente la vache.

On peut qualifier de bonne laitière toute vache qui fournit pendant trois cents jours une moyenne de 10 litres, soit 3,000 litres par an, et beaucoup d'étables sont loin d'atteindre un pareil chiffre. On cite bien, parmi les bêtes cotentines, quelques individus donnant par jour 40 litres de lait et 1,250 grammes de beurre; mais de tels phénomènes sont rares, et même les rendemens de 20 litres ne se présentent que très exceptionnellement pendant les premières semaines après le vélage. Le lait qui coûte le meilleur marché n'est d'ailleurs pas toujours celui qui coule le plus abondamment; c'est celui qui provient d'une moindre proportion de nourriture, car, avant de demander beaucoup à une bête, on doit commencer par lui donner beaucoup. Certain adage vulgaire, pour exprimer cette loi physiologique, compare la vache à une armoire dont on ne peut retirer que ce que l'on a commencé par y mettre. Plusieurs propriétaires, afin de prolonger la sécrétion du lait, transforment leurs vaches en *bœuvonnes*, c'est-à-dire qu'ils les font châtrer. Ce procédé paraît avoir été essayé pour la première fois dans l'Amérique du Nord; de là il fut introduit en Suisse, et il commence à se répandre en France. L'opération, quand elle est adroitement faite, maintient la bête en lait pendant un temps assez long, et facilite ensuite l'engraissement final. Nous n'oserions prétendre qu'un semblable procédé doive être tenté par tout le monde; mais nous en connaissons d'assez heureux résultats pour ne pas nous étonner que quelques personnes en essaient l'application.

Dans les environs des villes, le lait se vend facilement en nature. A défaut de ce débouché si commode, les cultivateurs fabriquent avec les produits de leurs étables soit du fromage, soit du beurre que l'on sale pour l'expédier au loin, ou que l'on porte frais au marché de la ville voisine. La façon d'un kilogramme de beurre n'exige pas

en moyenne moins d'une vingtaine de litres de lait. Trente litres sont souvent nécessaires; mais cette proportion varie beaucoup selon la race à laquelle appartient la bête, et selon la bête elle-même. Il est du reste très rare que les vaches qui donnent le plus de lait soient en même temps celles qui fournissent le plus de beurre. Ces dernières se rencontrent dans les races normande et bretonne plus souvent que dans aucune autre: aussi la Normandie et la Bretagne font-elles un commerce de beurre extrêmement actif. Divers cantons de la Lorraine, de la Franche-Comté et du Cantal en fabriquent également beaucoup; mais dans l'est et dans le centre de la France plusieurs pays d'herbages ont adopté de préférence la fabrication des fromages, qui, comme le gruyère du Jura et la *fourme* du Cantal, peuvent voyager plus loin que le beurre et se conserver plus longtemps. Cette sorte d'industrie toutefois n'est pas avantageuse seulement pour les montagnards du Jura, des Vosges et de l'Auvergne; elle peut offrir jusque dans les plaines les plus riches une source abondante de profits (1).

Les vaches, malgré tous les exemples de migrations que nous avons cités, sortent moins souvent que les bœufs des provinces natales, et ce fait s'explique par la très grande importance que le lait a prise dans notre agriculture. Nos rapports avec l'étranger obéissent aux mêmes considérations, et les comptes des douanes en donnent la preuve irrécusable (2).

Autrefois la France avait très fréquemment recours à la race de Schwitz, la meilleure des races suisses, pour développer l'ampleur et les facultés laitières de nos bêtes indigènes, sans en altérer la rusticité. On s'adressait aussi à la race hollandaise pour accroître le rendement du lait. L'importation de ces deux races persistera toujours dans un rayon voisin des pays de provenance; mais aujourd'hui les éleveurs français négligent un peu ces croisemens. On a fini par trouver mal faites les bêtes hollandaises. On a reproché aux bêtes suisses de ne pas s'acclimater facilement partout et d'être trop osseuses. Enfin ces deux races exigent une nourriture excessivement abondante et donnent un lait moins riche que celui des vaches françaises. La faveur du public agricole a donc changé d'objet et s'est presque exclusivement portée sur les races anglaises (3). Dans la

(1) La Limagne d'Auvergne avec le senectère, la Normandie avec le neufchâtel, le calembert et le livarot, la Flandre et la Picardie avec le marolles ne se sont-elles pas acquis, comme la Brie elle-même, une juste et universelle réputation?

(2) De 1827 à 1856, nous avons importé 1,558,600 têtes bovines, et nous en avons exporté seulement 469,880 têtes. Or ce double mouvement résulte de l'exportation de 15,160 taureaux, bouvillons et taurillons, 68,630 veaux, 12,440 génisses, 233,260 bœufs et 140,390 vaches, — et de l'importation de 127,040 taureaux, bouvillons et taurillons, 454,000 veaux, 65,240 génisses, 282,700 bœufs et 629,620 vaches.

(3) On confond ordinairement sous le nom de races anglaises toutes les races perfec-

race d'Angus, l'absence des cornes constitue aux yeux de plusieurs personnes un mérite réel; mais, si cette famille convient pour la boucherie (1), elle est fort médiocre laitière, et l'absence des cornes la rend inadmissible dans les nombreuses contrées qui soumettent au joug les bœufs de travail. Les bêtes de Devon et les bêtes d'Hereford sont aussi d'un engraissement facile, et elles se prêtent bien au labour; mais elles laissent beaucoup à désirer comme laitières, quoique le lait des vaches devon renferme une remarquable proportion de beurre. C'est donc entre les animaux perfectionnés du comté d'Ayr et du comté de Durham que doivent, en fin de cause, se décider la plupart des cultivateurs. On a dit des durham qu'elles étaient tout à la fois les plus précoces parmi les bêtes de boucherie et les meilleures laitières. On peut dire des ayr que, si leur lait et leur viande manquent un peu de qualité, ce sont du moins les bêtes de boucherie les plus précoces parmi les bonnes laitières. Ces motifs, qui les ont fait adopter déjà par une partie de l'Écosse, les recommandent surtout aux contrées d'une fertilité médiocre dont la culture est en voie de progrès. Quant aux pays plus riches qui récoltent une grande quantité de fourrages excellens, ils devront évidemment préférer les durham. Toutefois on est peut-être aujourd'hui trop enclin à oublier les mérites sérieux de nos races indigènes, et l'administration elle-même semble, dans nos concours agricoles, disposée à faire aux durham et aux croisemens qui en dérivent une bien large part de faveurs. Pour que cette tendance reste salutaire, il faut qu'elle sache se maintenir dans une juste mesure.

Quoique possédant en général une santé plus robuste que nos autres animaux domestiques, les bêtes bovines ont aussi des maladies spéciales. On n'a point à déplorer en France, comme dans certaines parties de l'Europe orientale, ces affreuses épizooties de typhus qui détruisent parfois le bétail d'une contrée entière. Ce sont l'affection aphtheuse, vulgairement connue sous le nom de *cocotte*, et les maladies de poitrine qui, chez nous, sont le plus souvent à redouter. La *cocotte* n'est pas une maladie mortelle, mais elle prive le cultivateur du lait des vaches qui en sont atteintes, et elle lui cause, sous le rapport du travail et de l'engraissement des bœufs, de regrettables mécomptes. Quant à la pleuropneumonie contagieuse, depuis un certain nombre d'années, elle occasionne d'assez graves accidens dans les étables du nord de la France. Les vaches laitières soumises, dans un lieu humide et bas, à une stabulation constante, sont plus que d'autres sujettes à contracter le germe de cette terrible maladie.

tionnées de l'Angleterre et de l'Écosse. Les angus et les ayr sont des bêtes écossaises; les devon, les hereford et les durham sont anglaises.

(1) C'est un bœuf de cette race qui vient d'obtenir à Poissy les honneurs du concours international des animaux de boucherie.

Comme les vaches sont partout exposées à une affection tuberculeuse qui devient mortelle quand, pour forcer leur rendement en lait, on les condamne à un emprisonnement continu et à une nourriture trop aqueuse, nous ne serions pas surpris que la forte proportion de pulpe de betterave dont se compose l'alimentation des bêtes bovines autour des établissemens industriels du département du Nord fût pour quelque chose dans le développement des péripneumonies contagieuses (1). La nature est en effet une puissance jalouse; elle ne permet guère qu'on viole impunément ses lois, et puisque les bêtes bovines sont, dans une agriculture savante, celles dont on transforme le plus les conditions essentielles de vie, il ne faut pas s'étonner qu'elles deviennent parfois les victimes de perfectionnemens excessifs.

II. — LE MOUTON. — LA CHÈVRE.

Ordinairement on rencontre assez peu de moutons là où les bêtes bovines abondent. Le mouton ne tarderait pas à périr dans les pâturages humides, qui conviennent si bien à nos grands ruminans, tandis que ceux-ci mourraient de faim sur les maigres gazons, les bruyères et les chaumes dont le mouton sait au besoin se contenter.

Le mouton, qui réussit à merveille sur les sols d'une fécondité moyenne, et qui peut vivre sur des terres pauvres et sèches, peut aussi passer facilement d'une contrée à une autre pour aller chercher les fourrages qui lui manquent. La transhumance remonte aux temps antiques. Cette méthode est usitée en Espagne et en Italie; en France, on la pratique aussi quelquefois. Le Béarn envoie ses moutons passer l'hiver dans la Gironde; la Provence envoie les siens passer l'été sur les Alpes, et c'est par centaines de mille qu'il faut compter les animaux soumis à un tel régime. Les moutons transhumans doivent appartenir à des races sobres, rustiques et marcheuses. Ils donnent peu de fumier, puisqu'ils restent peu de temps à la bergerie; ils ne parviennent pas à un état de graisse remarquable, car ils vivent comme des nomades toujours en quête de leur nourriture. Les propriétaires ont à compter, non pas seulement avec les maladies et avec les accidens de la route, mais encore avec la fidélité des gardiens, et cependant ces troupeaux constituent la richesse de plusieurs pays, parce qu'ils transforment en laine et en viande, aux moindres frais possibles, des pâturages qui trouveraient difficilement un autre emploi.

Malgré les nombreux mérites que présentent les bêtes dont il

(1) L'inoculation, qui est pour les bêtes ce que la vaccine est pour les hommes, semble promettre à nos agriculteurs un moyen efficace de diminuer notablement les ravages de la pleuropneumonie contagieuse.

s'agit, certains engraisseurs donnent toujours la préférence à l'espèce bovine. Entassés dans des bergeries souvent trop étroites où l'air se vicie, marchant sans cesse, ne fût-ce que pour se rendre au pâturage, sur la trace de troupeaux étrangers dont le passage seul peut laisser des germes de contagion, les moutons sont en effet, parmi nos animaux domestiques, ceux sur lesquels sévissent le plus fréquemment des maladies, soit contagieuses, soit épizootiques, assez graves. Dans les contrées sèches et humides, c'est le *sang de rate* (1); dans les contrées humides, c'est la *cachexie aqueuse* (2); partout c'est le *piétin* (3) et la *gale*, parfois la *clavelée*, qui causent aux bergeries, et principalement aux bergeries mal conduites, de cruels mécomptes. Comme le tempérament un peu débile des bêtes ovines souffre beaucoup des variations trop brusques de la température, et que les pluies fréquentes leur sont très funestes, on doit comprendre combien de soins exige la conduite d'animaux que leur nombre, leur délicatesse et leur peu d'intelligence exposent sans cesse à de sérieux accidens. Aussi, tant vaut le berger, tant vaut le troupeau. Dans une foule de fermes, on a le tort de confier à des enfans ou à d'ineptes valets le soin des moutons. Peut-être l'isolement dans lequel vit le berger et ses habitudes nomades finissent-ils par exercer sur son caractère, parfois même sur sa moralité, une fâcheuse influence : ce n'est pas toujours le domestique le plus commode à diriger; mais comme c'est celui qui doit le plus souvent agir d'après sa propre initiative, ce devrait être au moins le plus intelligent. Bien mauvaise est l'économie qui consiste à confier son troupeau à un berger incapable.

L'Alsace, la Franche-Comté et la Lorraine à l'est de la France, le Maine, l'Anjou et la Bretagne à l'ouest, ne possèdent pas de nombreuses bergeries. Au contraire l'Ile-de-France, l'Orléanais, la Champagne, le Berry, l'Artois et la Picardie nourrissent beaucoup de moutons. Le sud tout entier et principalement le sud-est, enfin, dans le centre même du pays, la Marche, le Limousin et l'Auvergne entretiennent une grande quantité de bêtes ovines. Cependant on ne suppose pas qu'il existe en France plus de 35 millions de moutons. En les calculant, comme il convient de le faire, à raison de

(1) La Beauce à elle seule perdrait chaque année, lit-on dans le *Recueil de Médecine vétérinaire* (n° de février 1862), pour 3 millions de francs de bestiaux par le sang de rate.

(2) J'ai vu, dans des années humides comme celles dont l'agriculture française a tant souffert dernièrement, des troupeaux entiers disparaître en peu de mois sous les atteintes de cette cruelle maladie.

(3) Le piétin paraît être une variété de la maladie aphtheuse qui porte le nom de *cocotte* quand elle affecte nos bêtes bovines. Le *Journal d'Agriculture pratique* a donné dans les nos du 20 novembre 1861 et du 20 février 1862, relativement au piétin, deux articles que nous croyons devoir signaler à l'attention de nos lecteurs.

dix bêtes en moyenne (1) pour une tête de gros bétail, notre population ovine ne représenterait donc pas les trois dixièmes de notre population bovine. Aujourd'hui en effet la grande division des propriétés tend à restreindre un peu l'importance agricole des moutons, et en ce qui concerne le commerce extérieur nous les voyons également figurer dans nos échanges avec l'étranger pour une masse moins importante que les animaux d'espèce bovine. Nous disons *pour une masse*, car lorsqu'il s'agit en même temps de ces deux sortes d'animaux, il faut tenir compte de leur poids relatif bien plutôt que de leur nombre. De 1827 à 1856 inclusivement, nous n'avons importé que 4,737,720 bêtes ovines (2), et nous en avons exporté 2,388,730 (3) seulement.

C'est dès l'âge de dix-huit mois que la brebis est apte à devenir mère. La gestation dure cinq mois, et dans certaines races, dans les races communes surtout, les agnelages doubles se rencontrent assez fréquemment. Les bêtes des environs de Cognac et les excellentes bêtes suisses à laine noire, dont l'introduction a si bien réussi dans les Vosges, offrent de nombreux exemples d'une telle fécondité; mais les brebis lauraguaises et les brebis provençales d'Istre vont plus loin encore. Il n'est pas très rare qu'elles aient deux portées par an, et que de chacune de ces portées il résulte deux agneaux. Dans les races perfectionnées, les femelles sont moins fécondes; on ne doit guère compter que sur un seul petit par an. C'est peu de semaines après l'agnelage que le troupeau présente l'aspect le plus aimable. D'ordinaire le soleil commence à raviver la campagne, car on a eu soin de faire coïncider les naissances avec le prochain retour de la végétation. Ainsi agissent la plupart des éleveurs, pour assurer aux jeunes animaux et à leurs mères le bienfait d'une nourriture fraîche. Il faut alors voir revenir les brebis qu'une courte promenade avait tenues quelque temps éloignées. Toutes les bêtes s'agitent, toutes bêlent; toutes s'appellent et s'entre-cherchent, les blancs agneaux courant de l'une à l'autre au milieu des brebis dont la toison est noircie par les ordures et la poussière. Cette inévitable confusion ne dure que peu d'instans; chaque agneau ne tarde pas à

(1) Le calcul *par têtes* du nombre d'animaux que peut entretenir une exploitation et du nombre de moutons qui correspond à l'entretien d'une bête bovine laisse toujours le lecteur dans l'incertitude. Quel est en effet le type de cette bête? S'agit-il d'une petite bretonne ou d'une grosse normande? On devrait, à la rigueur, ne parler que du poids vivant des animaux. Nous le savons; mais nous avons voulu nous servir des données habituelles, de peur d'être moins généralement compris.

(2) 4,419,560 béliers, brebis et moutons, et 318,160 agneaux. Nos importations proviennent surtout, pour les bêtes adultes, des pays allemands, de la Belgique et de la Suisse, et de la Sardaigne pour les agneaux.

(3) 1,293,350 béliers, brebis et moutons, et 95,380 agneaux. L'Angleterre et l'Espagne sont les pays qui nous en ont demandé le plus grand nombre.

reconnaître sa nourrice, chaque nourrice à reconnaître son agneau. Celui-ci s'agenouille, agitant la queue en signe de joie, comme fait un chien qui retrouve son maître; il saisit avidement la mamelle de sa mère, et à coups de tête hâte la sortie du lait. Cependant le repas se termine; les brebis rentrent, la séparation s'accomplit de nouveau. Notre bande joyeuse prend tout à coup son élan; elle court aussi vite qu'elle peut, s'arrête subitement, revient avec la même impétuosité, puis repart sans but et sans cause. Parfois au milieu de la course quelques bêtes bondissent, lançant dans l'air avec vigueur une ruade qu'explique seul le besoin de mouvement. Qui ne les a pas vues ne saurait s'imaginer combien gracieuses sont toutes ces courses, combien gais sont tous ces jeux. Mais le temps marche, le sevrage s'effectue, et bientôt le petit (1) et sa mère deviennent étrangers l'un à l'autre.

Nous avons dit que le fumier des bêtes ovines constituait aux yeux des agriculteurs les plus intelligens un de leurs meilleurs produits. Dans les provinces où les loups et l'humidité du sol ne mettent en danger ni la vie ni la santé des moutons, on utilise souvent ceux-ci à fumer directement par le *parcage* certaines terres de la ferme. Économie de litière, économie de transports résultent à la fois de cette méthode, dont l'emploi dans une sage mesure convient aux champs et aux animaux. On doit donc, dès qu'on le peut, recourir au parcage. Nous n'oserions pas en dire autant de l'habitude qui existe en plusieurs endroits de traire les brebis. L'impossibilité où se trouvent quelques habitans du midi d'entretenir des vaches laitières sur leur sol aride excuse un semblable usage. La fabrication de fromages spéciaux, qui sont devenus, comme le roquefort, une source d'abondans profits pour les fermes où ils se préparent, explique encore la préférence que les cultivateurs du Rouergue accordent au lait de leurs brebis (2); mais quand on songe à toute la main-d'œuvre exigée par la traite d'une bête aussi peu laitière que la brebis et aux inconvéniens qui résultent de cette traite pour les agneaux, on conçoit que les bêtes ovines soient bien rarement entretenues en vue du lait qu'elles peuvent fournir.

Ce qui fait le mérite spécial de ces animaux pendant leur vie, c'est, tout le monde le sait, la laine dont nous les dépouillons. Les

(1) A un an pour les races les plus précoces, quatre mois plus tard pour les races moyennes, six mois plus tard pour les races tardives commence l'émission des dents de remplacement. Celles-ci permettent, comme elles font chez les autres animaux domestiques, de préjuger l'âge du mouton. La seconde émission se fait à dix-huit mois, deux ans et deux ans six mois suivant les races. Vers deux ans trois mois, deux ans neuf mois ou trois ans six mois, on compte six dents adultes. Les huit dents de lait sont toutes remplacées à trois ans, trois ans et six mois ou quatre ans et six mois.

(2) Le Rouergue à lui seul possède peut-être un million de bêtes ovines, dont les brebis forment environ les deux tiers.

provinces qui ne produisaient autrefois qu'une laine maigre et grossière s'efforcent aujourd'hui d'en augmenter la quantité et d'en améliorer la nature par des croisemens convenables. Du reste, la force, la souplesse, la finesse, la longueur du brin, sont modifiées par plusieurs circonstances. Il existe une énorme différence entre la laine qui sert à fabriquer nos tissus les plus riches et la toison grossière, souvent entachée de poils jarreux, qui se transforme en tapis ou en simples matelas. Bien des qualités intermédiaires s'échelonnent entre ces extrêmes. Malheureusement les laines les plus fines sont fournies par des bêtes de petite taille, de formes défectueuses, de santé délicate, qui exigent par conséquent des soins fort minutieux, et qui d'ailleurs conviennent peu à la boucherie, rendent moins de viande nette et s'engraissent mal. Or le renchérissement du prix de la viande, qui ne voyage pas, comme fait la laine, exige que l'on se préoccupe davantage de la vente au boucher, et que l'on s'en tienne, pour les toisons, aux qualités moyennes. Ces sortes de laines sont en effet les plus recherchées, parce qu'elles conviennent à un plus grand nombre d'usages.

Le plus souvent nos cultivateurs vendent leurs toisons *en suint*, telles qu'elles viennent de tomber sous les ciseaux du tondeur. Le lavage est ensuite effectué, soit par les marchands de laine, soit par les fabricans eux-mêmes. Cependant en Bourgogne et dans plusieurs autres contrées on lave à dos, avant la tonte, la laine des moutons. Cette pratique ne donne qu'un lavage incomplet, et parfois elle augmente les difficultés du nettoyage définitif. Il faut bien s'y soumettre, lorsqu'elle est imposée et maintenue par les usages du commerce; mais les frais de main-d'œuvre qu'elle entraîne et les inconvéniens qui peuvent en résulter pour la santé des bêtes devraient y faire renoncer tous ceux qui peuvent s'en affranchir. Quel que soit l'état des laines que l'on livre, elles se classent en laines à cardes et en laines à peigne. Les premières sont prises sur des animaux à toison courte et frisée, comme le mérinos et le south-down, les secondes sur des animaux à toison longue et mécheuse, comme le flamand et le dishley. Quelquefois aussi on rencontre des moutons dont la laine affecte une apparence plus soyeuse. Cette particularité a même été mise à profit pour créer une famille remarquable, connue sous le nom de Mauchamp, dont les mérites spéciaux sont avantageusement utilisés dans certains croisemens.

On distingue en France de nombreuses variétés de moutons. Cependant, à bien examiner les choses au point de vue de l'industrie agricole, on peut n'établir que trois catégories principales entre lesquelles se partageraient facilement toutes nos races ovines. Il y aurait alors les moutons communs désignés dans une foule de provinces sous le nom de moutons de pays; les moutons dont la laine

a été plus ou moins perfectionnée, connus sous les dénominations d'espagnols, de mérinos ou de métis; enfin les moutons améliorés pour les soumettre à un engraissement précoce, et que dans nos campagnes l'on confond volontiers sous le nom d'anglais.

L'aspect et les mérites des races vulgaires, c'est-à-dire la taille, l'aptitude à s'engraisser, le poids, la finesse et même la couleur de la toison varient singulièrement. Ce que nos moutons *de pays* ont de commun entre eux, c'est seulement la grosseur et la rudesse de la laine qui ne convient guère qu'au peigne. Il faut toutefois reconnaître que, si la toison de ces animaux est souvent mauvaise, leur viande est savoureuse et leur rusticité extrême. Les landes de la Bretagne, les garrigues de la Lozère, les fiévreux déserts de la Sologne, les collines du Languedoc nourrissent des troupeaux qui au besoin se contentent de broussailles.

Quand, les ressources fourragères étant augmentées par la culture des prairies artificielles, on veut améliorer la laine des moutons, il faut faire intervenir des béliers de race mérine. Quelle que soit la patrie première des mérinos, l'Espagne voulut rester et resta longtemps seule à les posséder. Ils sont aujourd'hui répandus dans tous les pays, et la France, qui doit surtout à Daubenton l'acclimatation de cette race précieuse, a remplacé ou modifié par elle un grand nombre de ses bêtes indigènes, le cinquième environ. Nos moutons à laine améliorée habitent principalement l'Ile-de-France, où ils forment la majorité des troupeaux, et de là ils rayonnent dans une grande partie de la Champagne et de l'Orléanais. La Bourgogne est devenue sur plusieurs points un centre d'élevage fort actif pour les moutons de race mérine; certains cantons de la Normandie et de la Lorraine marchent également dans cette voie. Il est assez rare cependant que le sang mérinos puisse être conservé pur. L'abondance, sinon la délicatesse des alimens que consomment les animaux de cette famille, la difficulté avec laquelle ils s'engraissent, une excessive propension à contracter la pourriture, le piétin, le sang de rate, le tournis, en un mot les diverses maladies qui frappent l'espèce ovine, rendent les mérinos impossibles dans une foule de circonstances, et obligent à se contenter de métis. On comprend donc à quel point il faut se préoccuper de l'hygiène du troupeau quand il s'agit de laines superfines, comme celles fournies par la race de Naz, qui n'est qu'une tribu de mérinos à toison perfectionnée; mais, dès que la laine a été rendue par le croisement suffisamment bonne, et que l'on veut communiquer aux moutons, en vue de la boucherie, les aptitudes dont manque la race mérine, il faut recourir à un autre ordre d'améliorateurs.

Les races de boucherie les plus précoces que nous connaissions sont d'origine, nous allions dire de fabrication anglaise, et les meil-

leures parmi celles-ci sont incontestablement les dishley, les new-kent et les south-down. Les deux premières variétés conviennent plus particulièrement à nos provinces du nord et de l'ouest, ainsi qu'aux fermes où l'on peut disposer en faveur de la bergerie d'une nourriture très abondante. Le south-down, lui, est plus rustique, — si néanmoins une bête façonnée pour un engraissement précoce peut être qualifiée de rustique. Il est en somme moins exigeant, et dès lors plus convenable dans les exploitations du centre de la France (1). Le seul reproche qu'il mérite s'adresse à la laine, qui manque de suint et ne se développe jamais avec abondance. Quant au cotswold, quoiqu'il ait des formes admirables, nos cultivateurs ont sans doute eu raison de ne point l'adopter, parce qu'il passe pour racer mal, et que d'ailleurs il n'est pas supérieur au dishley, dont la laine est meilleure, et dont l'influence sur le troupeau se maintient plus active. C'est avec des béliers new-kent qu'a été obtenue la race de la Charmoise. La race d'Alfort, qui jouit maintenant d'une si grande faveur, parce qu'elle réalise à un degré fort remarquable, grâce aux soins éclairés et à la persévérance de M. Yvart, qui en est le créateur, l'alliance de la laine et de la viande, la race d'Alfort est due à l'intervention des dishley et des mauchamp. Cette nouvelle famille a perdu les cornes et le fanon qui distinguent les bêtes mérinos, tout en conservant une richesse de toison suffisante, et en empruntant au sang dishley de belles formes et de la précocité. C'est donc une race de boucherie fournissant une toison meilleure qu'aucune race anglaise. Tel est le type obtenu déjà; tels devraient être, en bonne économie rurale, la plupart des troupeaux que la France entretient.

Comme la brebis, la chèvre nous donne de la viande, une toison et du lait. Le lait de la chèvre est beaucoup plus abondant que celui de la brebis, et plusieurs départemens le transforment en fromages, parmi lesquels les produits du Mont-d'Or lyonnais conservent une grande réputation. La toison ou plutôt les poils des animaux de l'espèce caprine n'ont que peu de valeur, du moins chez la chèvre commune, et la viande ne plaît pas à beaucoup de personnes.

Pendant les trente années qui se sont écoulées de 1826 à 1857, la France n'a importé que 209,900 bêtes caprines, et elle n'en a exporté que 58,560 (2); elle n'en nourrit guère plus d'un million et

(1) Le concours de Poissy (16 avril 1862) a signalé à l'attention de nos cultivateurs une race nouvelle, la race shropshire, que la France ne connaissait pas, et qui paraît se multiplier assez rapidement en Angleterre. La sobriété, la rusticité et le rendement en viande nette de ces animaux passent pour être fort remarquables.

(2) La plupart de ces rares transactions ont été accomplies avec les états sardes et avec l'Espagne.

demi sur la surface de son territoire, et encore la Corse possède-t-elle à elle seule le dixième environ de notre population caprine tout entière. Excepté dans le Languedoc, le Dauphiné, la Provence, la Guienne et la Gascogne, notre agriculture ne laisse à la chèvre qu'une importance assez restreinte. Cela tient aux dégâts considérables que commet cet animal. Aussi la chèvre n'a-t-elle sa raison d'être que sur les rochers inaccessibles aux autres animaux, et qu'elle gravit avec agilité. Elle devient encore utile quand on l'adjoint en petit nombre aux troupeaux transhumans. Elle profite alors de ce que délaissent ou ne peuvent pas atteindre les moutons, et elle sert en même temps de bête laitière au pasteur.

L'extrême facilité avec laquelle la chèvre se nourrit de toute sorte de débris, de feuilles et de végétaux ligneux, lui a fait donner le surnom de vache du pauvre. C'est à ce titre seul que peuvent l'admettre des contrées assez fertiles pour entretenir une espèce d'animaux plus précieuse.

Afin d'augmenter la valeur des services rendus par la chèvre, on tente maintenant de substituer à la race commune des reproducteurs de la race d'Angora. La quantité de riche duvet que ces derniers fournissent dans leur pays natal diminuera-t-elle notablement en France, ainsi que cela est arrivé pour les chèvres du Thibet que l'on avait autrefois introduites? La chèvre d'Angora sera-t-elle aussi robuste et donnera-t-elle autant de lait que celle que nous possédons? Il serait sans doute imprudent de répondre par avance à ces questions, car l'expérience, déjà plusieurs fois commencée, est reprise aujourd'hui par la Société d'acclimatation. Cependant, et alors même que ces tentatives réussiraient, la nouvelle bête à toison plus précieuse ne pourra pas davantage être admise dans les contrées qui, par suite des progrès de la culture, ont dû proscrire l'ancienne. Qu'elle soit d'Angora, du Thibet ou de France, la chèvre sera toujours chèvre, c'est-à-dire toujours dangereuse pour les bois, pour les vignes, pour toutes les cultures arbustives, et comme nos fabriques de tissus ont encore plus besoin de laine que de duvet d'Angora, on peut affirmer que la vache et le mouton, partout où ils peuvent vivre, resteront bien certainement préférables.

III. — L'ESPÈCE PORCINE ET LA BASSE-COUR.

Les animaux dont il nous reste encore à parler n'occupent, dans l'économie générale de la plupart des fermes, qu'une place secondaire; ils y constituent ce qu'on nomme la basse-cour. Tels sont les cochons, les lapins et les volailles.

Dans toute exploitation rurale, le cochon est indispensable. Prompt à s'engraisser, fournissant à l'abatage une chair que l'on peut saler

et conserver longtemps, il a le grand mérite d'être omnivore, et par conséquent d'utiliser une masse de débris végétaux ou animaux qui, sans lui, seraient presque entièrement perdus. Les meuniers entretiennent beaucoup de porcs avec les déchets de leur industrie; une foule de paysans en possèdent. Cependant il ne paraît pas que l'on doive compter sept millions de bêtes porcines en France, et plus des trois quarts sont seulement des porcelets au-dessous d'un an. Un pareil chiffre ne répond évidemment ni à ce qui serait désirable pour une meilleure alimentation des classes pauvres, ni à ce que permettrait sans doute un emploi plus attentif de toutes choses. La Guienne, le Béarn, la Bretagne, la Lorraine, le Maine, l'Anjou et le Languedoc semblent être les provinces qui possèdent le plus de cochons; le Limousin, l'Artois, la Flandre, la Picardie et la Normandie en nourrissent aussi un grand nombre.

C'est en Auvergne que l'on trouve une des plus mauvaises races porcines qui existent en France; les environs de Craon et le pays d'Auge en élèvent au contraire une des meilleures. Autrefois nous ne connaissions guère que le porc, gros ou moyen, dont le type domine trop souvent dans la plupart de nos provinces. S'il donne une viande de bonne qualité, ni trop grasse ni trop maigre, il est vorace et d'un développement tardif. Aujourd'hui l'on trouve dans beaucoup de départemens des animaux perfectionnés qui présentent une prodigieuse aptitude à un prompt engraissement. Nous en avons vu (1) quelques-uns devenir tellement gras que des rats les rongeaient tout vivans, c'est-à-dire qu'ils entamaient leur peau sans que ces monstres de graisse eussent la force de remuer pour se débarrasser d'une aussi étrange agression. Les personnes qui ont assisté à nos grands concours agricoles et qui ont gardé souvenir de ces boules luisantes dont la tête et les membres disparaissent sous la graisse ne s'étonneront pas de ce que j'ai eu l'occasion de voir une fois.

Les grosses races ont été en partie améliorées par des verrats napolitains, et elles ont été si bien perfectionnées en Angleterre que les bêtes anglaises commencent à se substituer dans tous les grands concours à nos bêtes indigènes. C'est de l'Asie que sont venus les verrats à l'aide desquels nos voisins d'outre-Manche ont su façonner les familles si petites que plusieurs cultivateurs cherchent à introduire dans notre pratique agricole. Parmi ces dernières variétés, quelques-unes sont réduites à des proportions pour ainsi dire exiguës qui en rendraient l'entretien possible dans la plus humble chaumière. Néanmoins ces utiles bêtes sont encore repoussées par

(1) Au château de Randans (Puy-de-Dôme), alors qu'il appartenait à la princesse Adélaïde d'Orléans.

certaines personnes. On reconnaît leur étonnante précocité, on ne nie pas la puissance d'assimilation qui les distingue, on les accuse seulement de ne donner qu'une viande molle, trop grasse et trop fade. Nous ne prétendrons jamais que la chair d'une bête engraissée fort jeune et en très peu de temps puisse avoir autant de saveur que la chair d'un animal plus tardif; mais, en ayant soin de nourrir médiocrement et d'abattre avant un complet engraissement les porcs dont il s'agit, on remédierait en grande partie à l'excès de graisse et à la mollesse de fibre que l'on reproche aux races anglaises. Nous devons avouer cependant que ces races nouvelles ne peuvent pas convenir aux cultivateurs du centre et du midi, qui mènent aux champs ou dans les bois leurs troupeaux de cochons. Il faut, pour se plier à un tel régime, des bêtes plus marcheuses que les berkshire ou les essex. Dans plusieurs localités du centre et de l'ouest, dans le Périgord, etc., l'élève des cochons constitue une industrie spéciale. On entretient des truies que l'on fait porter, et les petits sont vendus dès l'âge de six semaines à d'autres cultivateurs qui les gardent plus ou moins longtemps et qui finissent par les revendre à des engraisseurs, ou par les engraisser pour leur propre compte.

Le commerce des cochons de lait donne lieu en France à d'importantes transactions qui ne s'effectuent pas exclusivement entre nos diverses provinces; elles s'étendent jusqu'aux pays étrangers, et principalement en Belgique, d'où nous tirons chaque année un très grand nombre de petits cochons (1).

Les truies ne sont pas d'aussi bonnes mères que les femelles de nos autres espèces domestiques. Pour peu que la faim les sollicite et qu'on les ait habituées à une nourriture animale, elles n'hésitent pas à manger leurs petits; mais leur fécondité est extrême : il n'est pas rare de compter une dizaine de gorets par portée, quelquefois on en compte jusqu'à quinze. Chacun d'eux adopte une tétine, et il est parfois amusant de voir la mère couchée sur le flanc pour allaiter sa nombreuse et vorace famille. On dirait une bande d'animaux lilliputiens acharnés sur le ventre d'une énorme bête qu'ils ne peuvent, malgré tous leurs efforts, parvenir à troubler. Vauban a calculé qu'une seule truie, dont les portées seraient aussi précoces, aussi rapprochées et aussi fécondes que possible, et dont toute la famille se reproduirait avec une égale activité, deviendrait, après une série de dix générations, la souche de six millions d'individus. On ne doit pas, dans la pratique agricole, baser ses prévisions sur une telle fécondité; mais l'élevage des gorets n'est nulle part difficile. Malheureusement le commerce des petits cochons, comme ce-

(1) Sur 4,102,440 bêtes porcines importées de 1827 à 1856, il y avait 3,775,660 cochons de lait, tandis qu'on n'en voit figurer que 431,280 dans le total de 1,026,630 bêtes exportées pendant la même période.

lui des cochons gras, subit des fluctuations singulièrement rapides. L'inconstance de ces mouvemens ne permet guère de décider lequel, de l'éleveur ou de l'engraisseur, réalise d'ordinaire les meilleurs bénéfices.

Le porc, concurremment avec certains chiens, sert d'utile auxiliaire aux chercheurs de truffes du Périgord; mais il n'est partout ailleurs qu'une bête de boucherie. Dans les pays où l'agriculture est le plus avancée, on tient le porc soigneusement renfermé. Cette claustration est nécessitée par les habitudes dévastatrices de l'animal. Fouillant la terre avec son groin puissant pour y chercher des insectes et des racines, il laboure les pâtures qu'on lui abandonne. Le bouclement (1) qu'on lui fait parfois subir ne remédie que dans une mesure imparfaite à ces graves inconvéniens. Le mieux est donc en effet de recourir au moyen radical de la stabulation permanente, mitigée par l'adjonction d'une petite cour pavée et solidement enclose dans laquelle se trouve un réservoir d'eau où le porc puisse aller prendre les bains qui lui sont si nécessaires.

Le porc n'est pas, du reste, le seul habitant de la ferme que l'on tienne ainsi prisonnier. Il en est de même d'un autre fouilleur, plus petit, mais non moins incommode : nous voulons parler du lapin. Le lapin est un mangeur insatiable, et, réduit à l'état domestique, il ne fournit plus à notre consommation qu'une viande généralement peu estimée. Aussi ne doit-on pas le considérer comme pouvant servir d'objet à une sérieuse spéculation. Nos cultivateurs conservent quelques lapins pour varier de temps à autre les mets rustiques qui paraissent sur leur table; mais ils ne donnent jamais beaucoup d'extension à un semblable élevage. Les soins et la masse de nourriture qu'exigerait une lapinerie un peu considérable ne seraient pas facilement payés par les produits que l'on en retirerait. Nous avons vu les religieux de la Grande-Trappe de Mortagne obligés de renoncer à ce genre d'industrie, quoique leur situation près des bois et les bras nombreux dont ils disposent les missent largement à même de suppléer par des végétaux sauvages à l'insuffisance des fourrages cultivés pour leur lapinerie.

Ne devrait-on pas souvent faire des réserves analogues au sujet de la volaille? Celle que l'on enferme dans des cours ou des parcs restreints coûte à nourrir plus qu'elle ne vaut. Il lui faut une certaine liberté d'allures, afin qu'elle puisse picorer et ramasser aux portes des granges et sur les fumiers de l'exploitation les grains qui tombent, les vers et les insectes qui se cachent. Et cependant cer-

(1) Le bouclement est une opération qui consiste à fixer dans le groin du cochon un anneau ou un fil de fer destiné à l'arrêter par la souffrance quand il veut fouiller la terre.

taines contrées font de la volaille l'objet d'un commerce important. La Bresse, la Brenne, le Maine, l'Anjou, etc., sont connus comme produisant des poulets et des chapons d'excellente qualité. Les Marches normandes, le Perche, l'Anjou et plus encore l'Alsace et le Languedoc fournissent à notre consommation une grande quantité d'oies. La Champagne est renommée pour ses dindons, la Normandie pour ses canards; on trouve excellens les pigeons de Picardie. Enfin on estime à 45 millions de francs environ la valeur annuelle de tout ce que donnent nos volailles. Néanmoins c'est la petite culture qui, pour la plus forte part, alimente ce genre de commerce, celui des pigeons excepté. La grande et la moyenne culture ont en effet bien autre chose à faire qu'empâter des poulardes dans leurs épinettes ou réchauffer au soleil des dindonneaux qui prennent le rouge. Pour tirer profit de nos oiseaux de basse-cour, il faut une foule de soins qui ne conviennent qu'aux femmes. Aussi voyons-nous toujours la volaille commise à la surveillance directe de la fermière et constituant son troupeau particulier. C'est la fermière qui gouverne elle-même ce monde gloussant et piaulant; presque toujours le prix de vente qu'elle en retire lui est abandonné, et ce dernier usage est pour beaucoup dans le maintien du chiffre élevé des volailles que possède la France.

La poule est, de tous nos oiseaux domestiques, le plus commun et le plus utile. Les œufs de poule sont les seuls qui donnent lieu à un commerce actif. Pendant l'année 1827, nos cultivateurs en avaient expédié à l'Angleterre 4,746,324 kilogrammes; en 1856, ces mêmes exportations atteignaient le chiffre de 8,891,167 kilogrammes. C'est pendant sa troisième année que la poule pond le plus grand nombre d'œufs, la quatrième année est encore bonne, ensuite la ponte devient insignifiante. Deux cents œufs pour ces quatre ans constituent déjà un assez beau produit. On utilise aussi, après sa mort, les plumes de la poule; mais la valeur en est minime. Nos bonnes races françaises, dont la viande est si délicate, restent comme pondeuses préférables aux diverses races asiatiques que l'on a, depuis quelques années, introduites dans nos basses-cours. Quant à ces dernières, elles sont de meilleures couveuses, et finissent par prendre un plus fort développement. Néanmoins elles méritent le reproche grave de conserver des habitudes trop sédentaires, et par conséquent de ne pas assez chercher leur nourriture dans les herbages et dans les fumiers de la ferme.

Sous le rapport de l'utilité, l'oie vient après la poule. L'oie, qui n'est pas encore domestiquée comme la poule, et qui s'envole parfois avec les bandes de camarades sauvages qu'elle rencontre, fournit à notre industrie des plumes et un duvet dont la valeur est très

grande, mais qu'il faut arracher périodiquement au corps de l'animal vivant. On soumet également ce pauvre volatile à une autre espèce de torture, celle qui a pour but de subvenir par un développement anormal, nous allions dire maladif, du foie aux cruelles délicatesses de la gastronomie. La chair et la graisse de l'oie entrent enfin pour un chiffre qui n'est pas sans importance dans notre alimentation générale.

Tout le monde connaît les mérites comestibles du dindon; mais l'éducation de ces animaux présente d'assez grandes difficultés, et ce genre d'oiseaux, d'un caractère méchant, d'un appétit vorace, conserve des habitudes sauvages et dévastatrices qu'explique sans doute le peu de temps qui s'est écoulé depuis que notre agriculture en a fait la conquête. Aussi n'en élève-t-on pas partout.

Le canard, dont la première enfance est seule délicate et qui se nourrit ensuite avec la plus grande facilité, se retrouve, lui, dans toutes les exploitations où l'on a un peu d'eau. Il anime les mares sur lesquelles il se joue, et y étale au soleil les nuances d'un plumage lustré et chatoyant. Omnivore comme le cochon, le canard met tout à profit : les débris de cuisine, les herbes aquatiques, les insectes et autres petits animaux. Il faut toutefois lui interdire l'entrée des pièces d'eau servant à élever de très jeunes poissons, qu'il saisirait entre les larges spatules de son bec sans plus de façon que s'il s'agissait de frai de grenouilles ou d'inutiles vermisseaux.

Quant au pigeon, il disparaît peu à peu de beaucoup d'exploitations agricoles. Le pigeon de volière coûte cher à nourrir, parce qu'il ne va pas marauder assez loin, et le pigeon fuyard, que l'on désigne aussi sous le nom de bizet, court partout le risque d'être impitoyablement pourchassé. Personne ne veut nourrir à ses dépens une bande d'animaux qui, bien repus des grains d'autrui, vont ensuite faire profiter un colombier voisin du produit de leurs razzias. Puis le pigeon rappelle le colombier féodal, il semble appartenir encore à l'ancien régime, dont il évoque quelques abus en prélevant sur les champs des *vilains* d'alentour une dîme indiscrète; nos mœurs démocratiques ne peuvent plus favoriser la multiplication de ce pillard emplumé.

Tels sont les oiseaux de nos basses-cours agricoles. Quelques autres s'y rencontrent encore de temps en temps, mais comme objets de fantaisie; aussi n'en parlerons-nous pas. Nous ne dirons rien non plus des animaux dont la production, utile dans certaines propriétés, ne peut se généraliser. Ici, ce sont les poissons (1) que l'on ramène dans des eaux dépeuplées; du côté de Bordeaux, ce sont

(1) Voyez à ce sujet, dans la *Revue* du 15 janvier 1861, la remarquable étude de M. J.-J. Baude, dont nous avons à déplorer la perte récente.

les sangsues; dans la Bretagne, l'Ile-de-France, l'Orléanais, etc., ce sont les abeilles que l'on multiplie; dans le Vivarais, ce sont les vers à soie qui filent leur précieux cocon. Néanmoins ces diverses industries, pas même la dernière, malgré l'immense importance qu'elle a pour la France, ne saûraient entrer dans le cadre de notre travail. Elles ne sont praticables qu'à la campagne; mais elles ne s'allient pas forcément, comme l'entretien de nos autres animaux domestiques, aux spéculations culturales dont nous nous sommes préoccupé avant tout dans cette étude.

IV. — L'ACCLIMATATION DES ESPÈCES NOUVELLES.

Les divers animaux dont nous venons de parler suffisent-ils réellement à notre agriculture, ou bien devons-nous, pour réaliser de plus rapides progrès, appeler à notre aide quelques espèces nouvelles? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

Disons-le d'abord : il ne sera jamais sans danger d'introduire sur un domaine des bêtes qui ne sont pas admises par les usages du pays. Si certaines circonstances, malheureusement trop fréquentes en agriculture, obligent à diminuer le nombre des animaux entretenus jusqu'alors dans la ferme, comment se débarrasser de ceux que la pratique agricole n'a pas encore adoptés? Est-ce à dire qu'il faille ne se prêter à aucun essai? Loin de là. Nous voulons seulement indiquer avec quelle prudence on doit procéder quand il s'agit de choses toutes nouvelles, de véritables révolutions agricoles.

On l'avouera sans doute avec nous, ce qui manque le plus à nos exploitations rurales, c'est, non pas le nombre des espèces, mais le nombre des individus et l'excellence des races. Pour rendre meilleur un tel état de choses, il faut commencer par augmenter dans de larges proportions la masse des fourrages disponibles, plutôt que d'inviter de nouvelles catégories de convives à un festin encore insuffisant. Ramenée à ce point de vue, l'acclimatation des *espèces nouvelles*, — nous insistons avec intention sur le mot *espèces*, parce qu'il ne s'agit ici ni des races étrangères, ni de leurs croisemens, — l'acclimatation, disons-nous, ne perd-elle pas un peu de l'excessive importance qu'on lui attribue parfois? Elle devrait, selon nous, se borner aux animaux qui, sans exiger une plus forte dépense de fourrages, donnent une somme plus considérable de produits, et à ceux qui savent utiliser des ressources laissées jusqu'à ce jour sans emploi. Quant à l'élève des animaux d'ornement, il est évident, d'après ce qui précède, que ce petit détail reste pour nous entièrement réservé, et, à ne nous inquiéter que des grands intérêts du pays, nous croyons

pouvoir maintenir qu'il se trouve au fond de la plupart des questions relatives à l'acclimatation moins d'utilité pratique et d'efforts franchement agricoles que de curiosité scientifique ou d'élégante distraction. Sauf le ver à soie, et le dindon, qui date pour nous du XVIe siècle, tous les animaux dont nos cultivateurs s'occupent aujourd'hui peuplaient déjà nos campagnes dès la plus haute antiquité. Quelques nouveaux esclaves viendront peut-être augmenter le nombre des bêtes qui habitent nos fermes; mais il ne faut pas nous faire à ce sujet trop d'illusions. M. Alphonse de Candolle a eu raison d'écrire dans sa *Géographie botanique :* « Un végétal ou un animal se naturalise d'emblée dans un pays qui lui est convenable; il meurt dans celui qui lui est impropre, il ne s'y acclimate pas. » Cette difficulté de l'acclimatation proprement dite n'est cependant pas le motif principal de nos doutes. Une foule d'hommes zélés se chargeront toujours volontiers des risques de l'entreprise, et chaque fois que la solution sera possible, elle sera obtenue. Ce que nous n'admettons pas, c'est que la pratique agricole soit fort intéressée à l'adoption des animaux de toute taille et de toute forme qu'on ne cesse de lui proposer.

Ainsi, supposant sans doute que nos bêtes de travail étaient réellement défectueuses ou insuffisantes, on s'est préoccupé avec ardeur des troupeaux d'hémiones que nourrissent l'Himalaya, la Mongolie et l'Hindoustan; l'on a presque envié à l'Afrique méridionale ses élégans solipèdes, le zèbre, le dauw et le couagga. Ces sauvages animaux ont été quelquefois attelés, nous le savons; mais nous savons aussi que les hommes qui leur donnent la chasse pour en manger la chair et en utiliser la peau continuent à leur préférer pour le service domestique nos vieux auxiliaires, l'âne, le cheval et le mulet. Sont-ce leurs dangereux caprices qui font négliger par les populations près desquelles ils vivent l'hémione, le zèbre, le dauw et le couagga? Ou bien leur délaissement continu serait-il sans cause? Cette seconde hypothèse ne paraît pas probable; elle l'est d'autant moins que les essais que l'on conseille ont été faits de temps à autre sans avoir pu jamais encore modifier les préférences et les habitudes d'aucun peuple. Changer pour changer est acte de fantaisie. Il est donc fort douteux que nos éleveurs consentent à se lancer dans l'inconnu d'une domestication difficile, quand ils possèdent déjà pour le même usage des animaux de valeur égale. On a aussi parlé, — de quoi n'a-t-on pas parlé? — du chameau et du dromadaire pour nos provinces méridionales. Il existe en effet quelques chameaux en Toscane; mais ils s'y multiplient peu, et M. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire reconnaissait lui-même combien sont restreintes les limites d'emploi de ces *vaisseaux du désert*. A en croire certaines

personnes, il faudrait cependant révolutionner nos étables et partout introduire du nouveau, comme si le nouveau et le progrès étaient toujours une même chose. De telles exagérations ne sont bonnes qu'à en provoquer d'autres dans un sens contraire, et c'est pour éviter le second excès qu'on ne doit pas craindre de combattre le premier.

Les animaux dont on s'occupe le plus en ce moment sont le yak et le lama avec les congénères de ce dernier, la vigogne et l'alpaga. Le yak ne vaut pas le bœuf. Il a des crins à la queue, et sur une partie du corps des poils qui rappellent la laine; mais sa force n'est pas supérieure à celle du bœuf, et ce qui décide la question, les qualités laitières de la femelle sont moindres que celles de la vache. Là où le yak pourrait être introduit chez nous, nos races montagnardes savent déjà vivre. Semblable en cela au buffle, que les contrées marécageuses acceptent faute de mieux pour le délaisser dès qu'elles sont assainies, le yak n'a jamais pu encore sortir de ses montagnes natales pour se faire adopter par des pays plus tempérés. L'industrieuse Chine, dont il est si voisin, le connaît et ne s'en occupe pas. La Suède peut-être aurait avantage à l'introduire sur quelques cimes abruptes; mais en France quelles herbes restent donc sans emploi quand descendent de la montagne nos bœufs, nos moutons et nos chèvres, chassés par les neiges de l'hiver? Quels travaux, quels transports restent donc inachevés que le yak ou toute autre bête nouvelle pourrait seule accomplir?

Nous ne trouvons pas non plus que le lama présente, relativement à nos bêtes ovines, les avantages qu'on lui attribue. On dit que dans leur pays natal le lama et ses congénères ne souffrent pas autant que le mouton des intempéries de l'atmosphère; mais en serait-il encore de même sous un climat étranger? Nous avons vu à La Haye le troupeau de lamas que le roi de Hollande s'amuse à y entretenir depuis un certain nombre d'années; or il paraît que cette expérience n'est pas en somme très concluante, car l'exemple du roi n'a été suivi par personne. D'ailleurs le plus grand mérite du lama et de l'alpaga consiste dans leur toison, et comme l'agriculture française trouve maintenant intérêt à développer, surtout en vue de la boucherie, l'aptitude et la précocité des bêtes ovines, nous ne croyons guère à l'opportunité d'une telle acclimatation. Alors que le lama réussirait, — ce qui est douteux, — sur quelques-unes de nos montagnes mieux qu'il n'a fait à l'Institut de Versailles, cette nouvelle bête resterait sans aucun doute confinée sur de très rares exploitations. Dans les Andes elles-mêmes, le lama se trouve aujourd'hui repoussé sur les hauteurs froides et arides où ne pourrait habiter le mouton, que l'on préfère multiplier sur tous les sites les plus fer-

tiles. Pour quels motifs les choses se passeraient-elles autrement en France?

Il est également question d'une foule d'animaux que l'on voit avec surprise figurer parmi les hôtes du jardin de la Société d'acclimatation, et dont la principale destination serait, paraît-il, de fournir aux chasseurs l'attrait d'un gibier délicat. Nos champs et nos bois ne souffrent cependant déjà que trop de la voracité du lapin pour qu'on ne nous afflige pas encore de l'agouti, du kanguroo, du mara ou de tout autre rongeur. En définitive, les espèces qui se nourrissent de végétaux laissés jusqu'à ce jour sans emploi lucratif sont les seules qu'il nous paraisse désirable d'acclimater dans notre pays. C'est à ce titre qu'on doit se féliciter des succès obtenus par la persévérance de M. Guérin-Menneville dans l'éducation du ver à soie de l'ailante et des chances non moins favorables que présente l'acclimatation du ver à soie du chêne. Peut-être la limite que nous établissons semblera-t-elle bien étroite; elle est cependant à nos yeux la seule qu'admettent la vérité des faits et les intérêts agricoles.

Que faut-il conclure de la série de faits et d'observations qu'il nous a semblé utile d'exposer sur le rôle des *animaux dans l'agriculture?*

La nécessité d'augmenter autant que possible l'effectif des animaux entretenus sur la ferme, en donnant toutefois une large préférence au bétail de rente et au bétail de profit, et en réduisant au strict nécessaire la proportion des attelages, — la possibilité plus fréquente qu'on ne le croit généralement de combiner le rôle des animaux de travail avec leur modification ultérieure en bêtes de rente ou en bêtes de profit, — l'avantage qu'il y a toujours à mieux nourrir un nombre limité d'animaux plutôt qu'à en entretenir une quantité plus considérable, — enfin l'utilité des conseils que fournit l'art vétérinaire sur le choix, la multiplication, l'entretien et l'engraissement des animaux domestiques, sont, il nous semble, les conséquences logiques de tout ce qui précède.

On a pu reconnaître qu'il n'existait dans aucune des espèces d'animaux domestiqués par l'homme une race quelconque qui dût être prônée partout comme portant dans ses veines le germe de toutes les perfections. Les améliorations que l'agriculture peut faire subir au bétail dépendent en grande partie des ressources fourragères dont on dispose; mais elles résultent aussi de la sagesse avec laquelle on dirige la reproduction de ce bétail. Pour atteindre rapidement le but désiré, il faudra plus d'une fois recourir au procédé si délicat du croisement par une race supérieure. Cependant les dangers que présente cette méthode, quand on ne sait pas bien la

manier, la crainte d'altérer trop le caractère primitif d'un bétail qui n'est pas mauvais sous tous les rapports, enfin le désir d'éviter les lourdes dépenses que nécessite l'emploi des reproducteurs étrangers, nous paraissent autant de motifs de préférer dans beaucoup de fermes la voie de la sélection, ou de la reprendre dès qu'elle redevient possible.

Tout le monde a sans doute remarqué le prix excessif que coûte un bon étalon *améliorateur*. Ainsi l'on sait que, dans les familles chevalines les plus distinguées, certains animaux de choix ont dépassé le prix énorme de 50,000 francs, et que les saillies du fameux *Eclipse* se sont payées jusqu'à 1,300 francs; mais peu de personnes se doutent du chiffre élevé qu'atteint quelquefois la vente des autres reproducteurs. Un excellent baudet du Poitou peut valoir 10,000 francs. A la vente des durham de C. Colling, on a payé 26,500 francs son plus beau taureau, et 10,500 francs sa meilleure vache. Jonas Webb, le fameux éleveur de south-down, avait pu obtenir 16,000 francs (8,000 francs pour chacun d'eux) de deux béliers fournis à notre administration de l'agriculture, et lorsqu'il vendit dernièrement son troupeau de Babraham, un de ses béliers fut encore acheté 6,957 francs, en même temps que plusieurs brebis s'adjugeaient au prix fort remarquable de 900 francs par tête. Ces chiffres sont exceptionnels, nous en convenons; mais il faudra toujours s'attendre à payer cher les beaux reproducteurs, car cette cherté s'explique et par l'empressement avec lequel on recherche aujourd'hui les types de grand mérite, et par les soins considérables qu'exige l'élève des animaux destinés à jouer dans une ferme le rôle d'améliorateurs.

On a pu remarquer aussi que beaucoup des animaux dont il s'agit sont, sinon personnellement, du moins par leurs ancêtres, d'origine anglaise. Les Anglais ont en effet marché plus vite que nous dans l'art de perfectionner les qualités spéciales de leur bétail. Les conditions climatériques de leur pays, les grands capitaux dont ils disposent et leur caractère propre sont autant de causes de la supériorité réelle à laquelle sont parvenus nos voisins d'outre-Manche. Il ne faut cependant pas se faire à ce sujet des illusions trop pénibles pour notre amour-propre national. En Angleterre même, les étables modèles qui fournissent les reproducteurs les plus estimés restent toujours une exception, et les troupeaux d'où sortent ces bêtes de choix n'y sont pas soumis à un régime ordinaire; ce sont tout simplement des collections précieuses, constituant des sortes de haras qui vendent au monde entier leurs meilleurs élèves. On se tromperait donc fort, si l'on croyait trouver par exemple toutes les fermes anglaises indistinctement peuplées de bêtes bovines appartenant à la race dur-

ham. Cette race ne joue encore là, comme en France, qu'un rôle de type améliorateur, si bien qu'en juin 1861 des éleveurs américains ont pu envoyer en Angleterre, où ces animaux devenaient par trop rares, et d'où étaient cependant issus les pères des nouveaux débarqués, un certain nombre de taureaux durham qui se sont vendus fort cher (1). Du reste, notre agriculture n'a pas aussi souvent qu'on le dit besoin de réduire les animaux à une spécialité puissante qui parfois compromet chez eux d'autres qualités, et nos progrès sont depuis quelque temps assez soutenus pour que nous exportions à notre tour un grand nombre de reproducteurs.

Nos mérinos et leurs divers croisemens nous sont demandés par l'Australie, par l'Amérique, par l'Angleterre elle-même; nos meilleurs chevaux percherons sont enlevés tous les ans par des officiers de remonte étrangers, etc... Nous commençons d'ailleurs, pour le plus grand bien du pays, à renoncer un peu à nos excès d'*anglomanie* en agriculture. Après avoir beaucoup trop méprisé et par suite trop délaissé nos vieilles races françaises, nous revenons à en mieux comprendre la convenance et les mérites. Au concours international d'animaux reproducteurs de 1860, notre race charolaise avait paru si belle qu'on l'avait surnommée la race durham de la France, et certains éleveurs anglais commencent à l'introduire dans leurs croisemens. Au concours international d'animaux de boucherie qui s'est tenu à Poissy le 16 avril 1862, nos races bovines landaise, garonnaise, bazadaise et limousine, nos races porcines angeronne et normande ont étonné tout le monde. Qui aurait osé supposer chez nous, il y a dix ans, d'aussi rapides progrès?

La recherche des améliorations ne doit cependant pas se ralentir en France, car le dernier mot est encore loin d'être dit. Le sera-t-il jamais? Quoi qu'il en soit de l'avenir de notre agriculture, le véritable progrès, en ce qui concerne nos animaux domestiques, consistera toujours dans le perfectionnement de ce qui a depuis longtemps déjà sa raison d'être plutôt que dans une révolution radicale de notre système zoologique ou dans de trop aventureuses innovations. En tout cas, et de quelque bête qu'il s'agisse, l'amélioration de la terre doit précéder l'amélioration du troupeau. Ne bornons donc pas nos efforts à nous procurer de bons types reproducteurs; mais partageons également nos soins entre le sol qui nourrit nos animaux domestiques et les animaux domestiques qui fécondent notre sol. C'est de ce double travail que dépend tout succès en agriculture.

L. VILLERMÉ.

(1) Plusieurs prix de vente se sont élevés de 5 à 10,000 francs.

ENCORE UN MOT

SUR

LA FRESQUE DE S. ONOFRIO

J'hésite à soumettre au lecteur les pages qui vont suivre. C'est une polémique du genre le plus technique et le moins attrayant, une vraie discussion d'état civil sur la paternité d'une œuvre de peinture. L'œuvre n'est guère connue que de quelques voyageurs; ni la gravure ni la photographie ne l'ont encore dignement reproduite. En parler, c'est donc, pour le public, faire de l'algèbre, ou peu s'en faut. Et cependant, si quelqu'un se rappelle qu'il y a douze ans, la *Revue* raconta qu'une grande et admirable fresque, oubliée depuis plus de trois siècles et comme enterrée sous la suie, venait d'être trouvée à Florence, dans l'ancien réfectoire d'un couvent (1), si l'exposé fidèle de cette découverte, des beautés de cette *Sainte Cène*, de la noble origine qui lui fut attribuée dès son apparition et des conflits qui s'ensuivirent n'est pas effacé déjà de toutes les mémoires, peut-être voudra-t-on savoir le complément de ce récit. Ce sont des notes de voyage. Depuis ces douze années, j'ai revu l'Italie et la fresque de S. Onofrio, je l'ai revue plus à mon aise et plus à fond; j'ai donc à ajouter quelques mots à ce qu'en a dit la *Revue*, ne fût-ce que pour signaler et l'état actuel de ce mystérieux chef-d'œuvre, et les controverses nouvelles dont il est devenu l'objet.

Ce n'était pas sans curiosité et presque sans émotion qu'à peine de retour à Florence j'étais allé, rue Faenza, frapper à la porte du

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1850.

vieux couvent. En quel état allais-je retrouver notre *Cenacolo?* Quel effet, à la seconde vue, produirait-il sur moi? Le nom de Raphaël serait-il encore le seul qui s'offrirait à ma pensée? — Tout d'abord j'aperçus un changement notable. La porte et la façade de l'ex-monastère avaient pris un nouvel aspect. Ce n'était plus le délabrement d'une fabrique abandonnée, c'était un certain air de propreté et d'entretien. Le gouvernement du grand-duc avait exaucé le vœu dont, en 1850, je m'étais fait l'écho. Une destination publique avait été donnée aux bâtimens des dames de Fuligno : on venait d'y transporter la collection Rosellini, on en faisait un musée d'antiquités égyptiennes, et au centre de ce musée on avait réservé, à titre de sanctuaire, le réfectoire et sa fresque. En entrant dans ce grand vaisseau, rendu à ses proportions premières, ma surprise fut grande : plus de cloison, plus d'obstacle à la vue; je me croyais dans un lieu tout nouveau, et la fresque elle-même, ainsi vue à distance et d'un regard d'ensemble, prenait une harmonie et même une souplesse dont je n'avais nul souvenir. C'était bien la même candeur de composition, la même simplicité naïve et archaïque; mais la vie de tous ces personnages et leur action commune semblaient se révéler plus clairement, plus librement.

J'étais donc rassuré, au moins quant au premier coup d'œil. En m'approchant, je reconnus, non sans chagrin, qu'une main peut-être habile, mais trop sûre d'elle-même, s'était récemment permis quelques restaurations tout au moins inutiles. On se souvient en quel excellent état cette fresque avait été trouvée sous sa couche de suie : les têtes, les pieds, les mains n'avaient pas une égratignure. Tout au plus fallait-il reboucher çà et là, dans les draperies et dans les fonds d'architecture, quelques légers accidens. Qu'avait-on donc besoin de raviver, soit sur les vêtemens des apôtres, soit sur la bordure de la nappe, l'or de tous ces galons capricieux et délicats? Cette dorure rafraîchie sort du ton général et fait tache. Je n'oserais même pas répondre qu'on ait partout exactement suivi les dessins primitifs et qu'en plus d'un endroit où l'or était usé on n'ait pas demandé à l'imagination ce que l'œil ne pouvait plus lire. Il ne s'agit, j'en conviens, que d'accessoires sans importance; mais ce n'en est pas moins une témérité grande que de les avoir traités d'une si leste façon.

A ce détail près, il n'y a dans cette salle que des éloges à donner. L'installation en est parfaitement entendue, sans luxe et sans mesquinerie. Quelques bons siéges, bien placés, où l'on peut admirer à son aise, composent tout l'ameublement; ajoutez-y pourtant un buste de Raphaël placé au milieu de la salle et les dessins de l'ancienne collection Michellozzi, exposés sous verre comme pièces du

procès. Le meilleur de tous les dossiers, c'est la fresque elle-même, ainsi mise à son jour. Quand on a passé là quelques instans, toute intention de controverse expire; on sent dans cette salle, devant cette muraille, comme un parfum raphaélesque qui dissipe le doute. Cette impression, depuis quelques années, s'est peu à peu répandue par la ville, parmi les guides, parmi les étrangers, dans le gros de la population, si bien qu'à l'heure qu'il est toute contestation semble d'abord absolument éteinte. Il n'en est rien pourtant, et même on pourrait dire que plus le simple public, revenu de sa première surprise et de sa crainte d'être dupe, accepte maintenant avec confiance et sans réserve l'hypothèse qui répond le mieux au caractère de ce chef-d'œuvre, plus certains érudits, pour se distinguer du vulgaire, affectent de persévérer dans un doute expectant ou même de hasarder de périlleuses conjectures.

C'est la conséquence obligée d'un certain genre de critique dont l'Allemagne est idolâtre et qu'elle a depuis un quart de siècle transplanté et fait fleurir en Italie, en Toscane surtout. On lui doit, j'en conviens, d'estimables travaux. Le *Carteggio* de Gaye a rendu des services qu'on ne peut méconnaître; mais ni Gaye, ni ses imitateurs, ni les fouilleurs d'archives en général, n'ont qualité pour prononcer sur l'authenticité d'une œuvre d'art. Ils donnent des pièces à l'appui, ils éclaircissent certaines circonstances de la vie d'un artiste et fournissent par là des données sur ses œuvres, données biographiques où les problèmes de l'art lui-même sont prudemment mis de côté. Pour distinguer l'œuvre d'un maître, l'érudition pure et simple est un guide à la fois insuffisant et dangereux. Je n'en veux d'autre preuve que les pages qui concernent la fresque de S. Onofrio dans deux récentes publications, pleines d'informations savantes et de curieux documens : l'édition de Vasari imprimée à Florence, chez Felice Lemonier, par les soins et sous la direction de MM. Milanesi et Pini, et l'édition française du grand travail de M. Passavant sur la vie et les œuvres de Raphaël.

Pour ne parler d'abord que des éditeurs de Vasari, c'est presqu'à leur corps défendant qu'ils prennent part à cette controverse. J'en juge par un avant-propos placé en tête de la vie de Raphaël, où ils se déclarent résolus à ne pas dire un mot des peintures de ce divin maître dont l'authenticité n'est pas incontestable, et même à ne parler, parmi ses œuvres authentiques, que de celles dont parle Vasari. Une seule exception leur paraît nécessaire : cette fresque de S. Onofrio, retrouvée par si grand hasard et déjà en si grand renom à Florence et dans l'Europe entière, comment la passer sous silence? Il faut, bon gré, mal gré, qu'ils se hasardent à en parler. Tout d'abord, affectant une sorte de neutralité, ils reconnaissent haute-

ment l'excellence de l'œuvre, voire la compétence et le juste crédit de ceux qui du premier coup l'ont attribuée à Raphaël; mais leur penchant, bientôt ils en conviennent, les porte à l'opinion contraire. Et pourquoi? Les raisons qu'ils en donnent n'ont pas grande portée, comme tout à l'heure nous le verrons. La vraie cause de leur hésitation, c'est l'absence de documens écrits. Pour eux, ce genre de preuve ayant seul quelque poids, tant qu'on ne produira pas un texte pertinent, ils resteront dans leur incertitude. Toutes les conjectures seront pour eux comme non avenues, ou plutôt elles leur sembleront toutes également respectables, sauf une seule cependant: M. Gargani Garganetti, bien qu'il s'appuie sur une pièce écrite, ne parvient pas à les convaincre que Neri di Bicci soit l'auteur du *Cenacolo*. Donner pour père à ce chef-d'œuvre un pauvre hère comme Neri di Bicci, cela les révolte tout aussi bien que nous, et ils ont le courage de le dire nettement; mais de Neri di Bicci à Raphaël, la distance est si grande, il y a tant de degrés! Pourquoi ne pas rester à moitié route? Cela pourrait tout accommoder! Si vous leur proposiez Pinturrichio par exemple, ils n'en seraient pas troublés comme de Raphaël; cette attribution terne et modeste les laisserait en sécurité. Aussi prononcent-ils ce nom sans toutefois oser le soutenir. Ils s'abritent derrière le témoignage du docteur Burckhardt, qui, dans ses notes sur l'histoire de Kugler (1), remarque avec raison, et comme nous l'avions fait nous-même, que cette fresque semble avoir une double origine, à la fois florentine et pérugineſque, et que l'auteur par conséquent ne peut être ni un Florentin pur, ni un élève du Pérugin resté docilement fidèle à ses leçons. Cette définition, j'en conviens, s'applique à Pinturrichio, mais encore mieux à Raphaël, lui qui porte au souverain degré ce double caractère d'enfant de Florence et de Pérouse. Le peintre de la librairie de Sienne a trop bien donné sa mesure, son œuvre est trop connue, il a trop laissé voir, malgré tout son talent, jusqu'à quelle hauteur il pouvait s'élever, pour qu'il y ait lieu d'admettre une sérieuse identité entre lui et le peintre inconnu de la fresque de S. Onofrio.

Mais alors pourquoi pas Raphaël? où est la difficulté? quelles sont ces objections que tout à l'heure nous annoncions? Les voici :

D'abord les têtes dans cette fresque sont, nous dit-on, trop fortes pour les corps, sorte de disproportion assurément peu familière à Raphaël; en second lieu, ces têtes n'ont pas d'analogie avec les types qu'on retrouve et dans *le Couronnement de la Vierge*, maintenant au Vatican, et dans le *Spozalizio* de Milan, et dans la fresque de San-Severo; troisièmement, l'exécution technique est trop franche, trop

(1) *Handbuch der Kunstgeschichte der Malerei*; Berlin 1847 (2e édition).

sûre, et par là trop en désaccord avec le faire timide et incertain des premières fresques du maître et notamment de celle de San-Severo. Enfin, dernier grief, peu conciliable avec celui-ci, l'archaïsme de la composition est trop complet, trop accusé, pour être sans invraisemblance imputé à ce jeune homme qui ne venait à Florence que pour se pénétrer et se nourrir des grandes nouveautés qu'alors on y voyait éclore, et en particulier des exemples de Léonard et de Michel-Ange.

Examinons ces objections, et d'abord, quant à la dernière, notre réponse est déjà faite : nous avons surabondamment constaté (1) quelle était la disposition d'esprit de Raphaël pendant son premier séjour à Florence et combien, si avide qu'il pût être d'étudier ces séduisantes nouveautés, il se montrait encore profondément fidèle, ses œuvres en font foi, aux traditions de son pays. Dès lors que signifie cette prétendue invraisemblance? Le jeune adepte de l'Ombrie devait accepter, nous l'affirmons, et accepter avec bonheur, l'obligation de maintenir dans cette sainte cène l'ordonnance et les attitudes consacrées par les anciens maîtres, sauf à traduire ces vieilles formes dans son jeune langage et à les ranimer du feu de son talent. N'est-ce pas en effet ce qui distingue cette fresque? L'archaïsme n'y règne que dans certains détails de la composition; il est exclu de tout le reste, et vous le reconnaissez vous-même, puisque l'exécution vous en paraît trop sûre, trop parfaite, trop magistrale pour provenir de ce jeune homme si novice alors, selon vous, dans l'art de peindre à fresque. Ceci, je dois le dire, est un point sur lequel nous différons encore. Je cherche vainement entre la fresque de San-Severo et celle de la rue Faenza ce notable contraste que vous nous signalez. L'exécution technique est, sur les deux murailles, la même, ou à peu près, ainsi que l'avait reconnu M. Della Porta dès 1845; s'il existe des différences, elles sont insensibles, et jamais on n'en pourrait conclure que les deux œuvres ne sont pas du même temps et du même pinceau; tout au plus serait-il permis de dire que l'une a dû précéder l'autre dans le cours de la même année. D'où il suit que pour nous deux points sont établis, et hors de contestation, savoir : que Raphaël, à vingt-deux ans, était déjà bien assez passé maître, même dans l'art de peindre à fresque, pour que le *Cenacolo* soit son œuvre, quelque perfection technique qu'on signale à bon droit dans le travail de cette fresque, et d'autre part que, même à vingt-deux ans et dans les premiers temps de sa vie florentine, il conservait encore assez de foi, de candeur et de docilité pour s'être soumis de bonne grâce à placer son Judas, à poser son

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 novembre 1850, p. 595.

saint Jean selon le vieil usage, sans tenir aucun compte ni des progrès du temps ni même de l'exemple du puissant Léonard. Admettre le contraire, c'est ne pas voir, selon nous, un des traits caractéristiques, un des plus délicieux contrastes de ce charmant génie, c'est omettre à plaisir toute une phase de son histoire.

Et maintenant est-il vrai que dans cette fresque les têtes soient trop grosses et d'un tout autre type que dans certains tableaux de Raphaël peints vers la même époque et d'origine incontestée? A ces questions la réponse est facile; il ne faut que des yeux et un compas. Mesurez ces têtes et ces corps, non-seulement les proportions sont justes, elles sont plutôt sveltes que ramassées. Vous en pouvez juger surtout par ces deux apôtres placés aux deux bouts de la table, le saint Jacques et le saint Thaddée. Bien qu'assis comme les autres, ils ne sont pas comme eux cachés en partie par la nappe; on peut les voir tout entiers. Développez-les, supposez-les debout, et mesurez. Ils ont près de huit fois la hauteur de leurs têtes, ce qui donne à la tête, relativement au corps, la plus petite dimension possible. Je ne sais donc, en vérité, ce qu'on a voulu dire en parlant de la grosseur de ces têtes, et quant aux types des figures, la querelle sur ce point ne me semble pas moins étrange. Si quelque chose est évident, c'est que tous ces personnages sont plus ou moins parens, et quelques-uns très proches, de ceux que Raphaël a maintes fois reproduits dans les œuvres de sa jeunesse. Nous avons déjà dit à quel point cette figure du Christ rappelle celle de la fresque de San-Severo, combien la ressemblance est grande entre ce saint André et le David de *la Dispute du Saint-Sacrement*, comment ce saint Jacques Mineur n'est autre que Raphaël lui-même, car c'est bien ce gracieux visage si souvent répété dans les tableaux du jeune maître, et qui passe à bon droit pour sa propre figure. Nous pourrions ajouter que le saint Pierre est ici exactement le même que dans *la Déposition au tombeau* de la galerie Borghèse. Et à propos de chacun de ces apôtres rien ne serait plus facile que d'indiquer d'autres analogies non moins incontestables. C'est donc nier l'évidence que de proclamer cette soi-disant différence de types : la similitude au contraire est un fait manifeste; nous acceptons pour juge quiconque se donnera la peine de faire la moindre comparaison.

Même dans *le Couronnement de la Vierge*, si les apôtres ne rappellent pas, traits pour traits, ceux de la fresque florentine, il n'y en a pas moins entre eux un grand air de famille. Et puisqu'on parle de ce tableau, autrefois à Pérouse et maintenant au Vatican, qu'on me permette aussi d'en dire quelques mots : il est très mutilé, grâce aux restaurations, et cependant bien précieux encore par la coexistence de deux styles tout différens, la pure et simple imitation, la

reproduction servile du Pérugin, et un commencement très marqué d'inspiration personnelle. En l'étudiant avec grande attention, très peu de jours après avoir quitté Florence, et la mémoire fraîchement éveillée sur les moindres particularités de la *Cène* de S. Onofrio, je fus frappé de voir que dans ces deux peintures les draperies étaient traitées presque de la même façon, c'est-à-dire avec un peu de maladresse et de lourdeur, mêlées d'ampleur et de noblesse. Ce ne sont plus les plis cassés et tortillés du Pérugin, c'est quelque chose de plus large et qui aspire au grand style, sans l'avoir complétement atteint, quelque chose d'analogue aux draperies de Masaccio dans les compartimens de la chapelle du *Carmine* qui sont vraiment de lui, et devant lesquels Raphaël passe pour avoir si souvent médité. Cette conformité de style et d'exécution technique entre les draperies de notre fresque et celles de l'authentique tableau du Vatican n'est pas un médiocre argument, surtout après tant d'autres, pour soutenir que les deux œuvres ont eu le même auteur. Il est clair seulement que le tableau a dû précéder la fresque (et il la précède en effet de deux ans), puisque dans le tableau, à côté de ces draperies dont je parle, il y en a d'autres d'un caractère tout différent, draperies plus ou moins contournées, qu'on dirait peintes de la main du Pérugin lui-même, tandis que dans la fresque on ne trouve plus ce mélange de style, et le mode de draper est à peu près le même pour toutes les figures.

Encore un mot sur un détail de ce *Couronnement de la Vierge :* en regardant de près les draperies des apôtres, vous remarquerez sur les bordures des manteaux un certain nombre de lettres entrelacées dans des ornemens d'or. Ces lettres sont exactement du même genre et disposées de la même manière que celles qui bordent la tunique du saint Thomas dans la fresque de S. Onofrio. Il y a notamment sur le premier manteau, de couleur verte, à droite, un R et un F très lisibles. Voilà donc un nouvel exemple de ces signatures furtivement glissées dans les méandres d'un passement, exemple tiré d'une œuvre contemporaine de notre fresque à un ou deux ans près. Nous avons déjà dit que nous n'attachions pas à cet ordre de preuves une importance exagérée, mais n'est-ce pas aussi en faire trop bon marché que de se borner à dire, comme les éditeurs de Vasari, que l'inscription tracée sur la tunique du saint Thomas *è una prova incerta?*

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que cette inscription qu'ils traitent si cavalièrement quand il s'agit d'y voir une induction favorable à l'authenticité de la fresque, ils la tiennent pour bonne, ou du moins ils acceptent la date qu'elle indique, l'année 1505, comme une date officielle, et cela, parce qu'ils se croient en mesure d'établir qu'en

cette année le temps a dû manquer au jeune peintre pour mener à fin un aussi grand travail. Voici leur argumentation : Raphaël, arrivé à Florence en octobre 1504, ne put d'abord faire autre chose que visiter et admirer tant de chefs-d'œuvre, nouveaux pour lui, dont il était entouré. Les premiers mois de son séjour se passèrent donc en études et en recherches qui ne lui permettaient d'entreprendre aucune œuvre de longue haleine ; puis, dans l'année 1505, nous savons, disent-ils, qu'il dut se rendre à Pérouse pour exécuter au moins deux grandes compositions, la fresque de San-Severo et le tableau d'autel pour la chapelle Ansidei dans l'église de San-Fiorenzo. Enfin le 29 décembre de cette même année il s'engageait à peindre un autre tableau d'autel pour les religieuses de Monte-Luce, près Pérouse. Tels sont les faits qui, à en croire les éditeurs de Vasari, démontrent que dans l'année 1505 Raphaël ne peut pas avoir peint la fresque de S. Onofrio. Cette façon de raisonner aurait peut-être quelque valeur, s'il s'agissait d'un bon étudiant fraîchement descendu de Bâle, d'Augsbourg ou de Bamberg, encore mal dégrossi, et se débrouillant à grand'peine dans la contemplation de l'Italie. Nos savans éditeurs oublient de qui ils parlent, et ce qu'était à vingt-deux ans, même au milieu des trésors de Florence, ce merveilleux jeune homme, ardent à étudier sans doute, mais non moins ardent à produire ; ils oublient que dans sa courte vie tout est prodige et que l'emploi du temps n'en est pas le moindre miracle, que quelque chose de plus extraordinaire que la perfection même de son œuvre, c'est qu'un seul homme en soit l'auteur. Songez qu'il nous reste de lui, d'origine authentique, près de trois cents tableaux. Et s'il y a dans ce nombre des portraits, des peintures de petite dimension, combien n'y a-t-il pas aussi de fresques et de grandes toiles, sans compter l'innombrable série de ses études et de ses dessins ! Et c'est sur trente-sept ans, que dis-je, sur vingt ans seulement, que tout cela se répartit ! Quelle production moyenne ! quel contingent pour chaque année ! Et qu'on est loin de compte lorsqu'on croit faire la part à l'an 1505 avec la fresque de San-Severo, plus un tableau de maître-autel ! Ce voyage à Pérouse, qu'aura-t-il pris de cette année ? Deux ou trois mois tout au plus. Pourquoi dès lors ne pas admettre que le reste appartienne, et au *Cenacolo*, et même aussi à quelques petites toiles bien connues, que dans cette même année il a dû peindre en se jouant ? pourquoi ne pas vouloir que dès la fin de 1504, après le premier feu de sa curiosité et de ses admirations, il ait commencé son travail chez les dames de S. Onofrio ? Si l'on se bornait à prétendre qu'il n'a pas, à lui seul et de sa propre main, couvert tout ce grand mur, qu'il aura dû se faire aider, nous pourrions bien ne pas dire non ; peut-être même trouverions-nous dans l'exécution de la

fresque certaines inégalités qui pourraient au besoin justifier cette conjecture; mais soutenir que dans toute une année cette ardente et féconde nature n'aura pas su trouver le temps de concevoir et même d'exécuter, moitié par soi, moitié par d'autres, une page de peinture si grande qu'elle soit, c'est méconnaître la puissance, le privilége du génie. A ce compte, on pourrait démontrer que Raphaël n'est l'auteur ni de *l'École d'Athènes*, ni du *Parnasse*, ni des douze autres fresques, grandes et petites, dont il a tapissé la chambre de *la Signature*, attendu que ces trois années, pendant lesquelles il passe pour les avoir peintes, sont pleines aussi d'autres travaux de date incontestable, qui largement suffisent à l'emploi de son temps.

On le voit donc, les objections des éditeurs de Vasari ne sont pas formidables. Ce sont des ombres qui s'évanouissent dès qu'on les voit de près. Les raisons que nous donnions, il y a douze ans, non pas pour affirmer, mais pour admettre comme sérieuse et plausible l'hypothèse de MM. Della Porta et Zotti, restent entières, et ne sont même pas discutées. Maintenant, si le lecteur n'est pas trop fatigué de ces arides détails, nous passerons aux objections de M. Passavant.

Ce n'est pas sans surprise, je dois le dire d'abord, que je rencontre ici comme contradicteur ce critique éminent dont le monde savant déplore la perte encore récente. Lorsque je vis pour la première fois la fresque de S. Onofrio en octobre 1847, M. Passavant venait de quitter Florence, et aucun de ceux qui durant son passage l'avaient vu le plus assidûment, et qui l'avaient suivi dans toutes ses recherches, ne m'avait dit qu'il eût exprimé même un doute sur l'origine de cette peinture. On m'avait au contraire rapporté son jugement comme plus décidé et plus affirmatif encore que celui de M. Cornélius. Il va sans dire qu'il n'en transpirait rien dans son savant ouvrage, publié à Leipzig en 1839, puisque l'œuvre mise en question n'avait vu le jour qu'en 1845; mais l'édition française, revue et complétée par l'auteur il y a deux ans, ne pouvait pas manquer de s'expliquer à ce sujet. Aussi, lorsque parurent ces deux volumes, je les ouvris en toute confiance, et, après avoir reconnu que M. Passavant, sans changer expressément d'avis sur le mérite de l'œuvre, paraissait incertain sur le nom de l'auteur, et repoussait la conjecture que d'abord il avait soutenue, je demeurai convaincu ou qu'un nouveau voyage, un examen sur place plus complet et plus approfondi, ou bien quelque heureuse trouvaille d'un document inattendu avait chez lui produit cette métamorphose. J'eus beau consulter pourtant, et écrire à Florence, personne, depuis 1847, n'avait revu dans cette ville le savant inspecteur du musée de Francfort, et quant à la découverte d'un document quelconque, comme il n'en disait

rien lui-même, évidemment elle n'avait pas eu lieu. C'était donc à distance, et sur la foi d'autrui, que la conversion s'était faite. C'était par correspondance que l'historien de Raphaël avait pris le parti d'enlever à l'œuvre du maître une page de cette importance, contrairement au témoignage de ses yeux et de son propre esprit. Bien qu'en lisant ces deux volumes, si pleins d'ailleurs d'excellentes recherches, il me fût survenu plus d'un doute sur la parfaite exactitude de certaines affirmations, jamais je n'aurais supposé que M. Passavant, sans plus de précautions, fît ainsi bon marché de ses jugemens personnels pour se soumettre à ceux de ses amis. C'est cependant lui qui nous le fait savoir. La clé de sa transformation est dans le passage que voici. Il s'agit de l'inscription tracée sur la bordure supérieure de l'habit du saint Thomas. « Cette inscription, ainsi conçue, dit-il : RAP. VR. ANNO MDV, donna lieu de supposer que Raphaël avait au moins participé à cette peinture... *On nous a assuré* que plus tard l'inscription s'effaça au premier nettoyage, et que dès lors on put douter de son authenticité. »

Comprend-on qu'on avance un tel fait, qu'on le publie, et qu'on lui donne une part de cette autorité si justement acquise par de longs et solides travaux, sans avoir pris la peine, sinon de le vérifier soi-même, du moins de l'avoir fait contradictoirement constater? Que la légèreté française prenne de ces licences, on le conçoit encore; mais la gravité germanique! Rien n'était pourtant plus facile que d'avoir là-dessus le cœur net. Le premier Florentin venu aurait pu rendre ce service. Tout le monde aurait répondu que telle était l'inscription le jour où elle fut découverte, telle elle est encore aujourd'hui. Ce sont les mêmes lettres et les mêmes méandres; elle n'est ni plus lisible, ni mieux formée, ni plus pâle, ni plus effacée qu'elle ne l'était alors. Ceux qui ont *assuré* le contraire au docte historien, ou se sont amusés de lui, ou sont tombés eux-mêmes dans quelque étrange erreur. Peu importe après tout : cette inscription, nous l'avons dit, n'est ici qu'une preuve surabondante et secondaire. Il est moins nécessaire de constater qu'elle existe qu'il ne l'est d'établir qu'elle n'a pas disparu, car on pourrait conclure de sa disparition qu'elle était née d'une supercherie. Or c'est là l'impression que M. Passavant, à son insu ou volontairement, communique au lecteur en accueillant cet *on-dit*. Un peu de réflexion aurait suffi pour le convaincre que l'inscription n'avait pas dû s'effacer au premier nettoyage, puisqu'au contraire c'était le premier nettoyage qui l'avait mise au jour. Pour que sa clairvoyance ait ainsi pris le change, il faut qu'il eût quelques raisons d'être infidèle à Raphaël. Et en effet nous voyons au paragraphe suivant qu'une autre idée lui tient au cœur, et qu'il propose un autre candidat à l'honneur d'avoir peint notre *Cenacolo*.

Il a vu au *British Museum* une tête de saint Joseph dessinée, dit-on, par le Spagna, cet élève du Pérugin dont Vasari dit quelques mots sans lui donner une bien haute place, et qui n'est guère connu qu'en Italie, notamment à Assise et à Spoleto, où sont encore quelques tableaux de lui. Dans ce dessin, M. Passavant croit reconnaître le même faire que dans les fragmens d'études provenant du palais Michellozzi, et maintenant exposés en face de la fresque dans le réfectoire de S. Onofrio, d'où il conclut que ces études sont de la main du Spagna et non de celle de Raphaël, quoi qu'en dise la tradition. Or, puisque les études sont incontestablement les préparations de la fresque, qui a fait les unes a dû faire l'autre, et c'est ainsi que M. Passavant est logiquement conduit à nous dire que l'auteur du *Cenacolo* n'est autre que le Spagna. Ainsi, grâce à ce dessin du *British Museum*, d'une attribution plus ou moins incertaine, voilà un grand peintre de plus! voilà le Spagna subitement élevé à l'honneur d'avoir fait un chef-d'œuvre!

Notez que, quand bien même la tradition qui attribue à Raphaël les études trouvées chez les Michellozzi ne serait pas tout à fait exacte, ce qui est très loin d'être prouvé, quand bien même ces détails préparatoires ne seraient pas de sa propre main, il ne s'ensuivrait nullement que la fresque ne fût pas de lui. Jamais Raphaël, dites-vous, dans ses dessins à la pointe rehaussés de blanc, n'a fait usage du lavis, jamais surtout il ne s'est permis cette légère coloration que vous remarquez sur un de ces fragmens : l'assertion est tout au moins douteuse et voudrait être vérifiée; mais tenons-la pour bonne. J'admets, puisqu'on le veut, que ces dessins ne sont pas l'œuvre du jeune maître d'Urbin, qu'ils proviennent d'un de ses condisciples, d'un auxiliaire, d'un Ombrien quelconque, et qui sait? du Spagna lui-même, à supposer qu'il ait jamais mis les pieds à Florence, ce que Vasari n'a pas l'air d'admettre, puisqu'il ne le fait quitter Pérouse que pour venir droit à Spoleto, s'y établir et y mourir. N'importe, je suppose qu'il se soit trouvé là tout exprès, que ces dessins soient de sa main; vous n'en avez pas moins un abîme à franchir pour nous faire accepter qu'il ait conçu, composé, dessiné cet admirable ensemble avec ce style, cette pureté, ce calme, cette grandeur, cette simplicité.

M. Passavant ne se dissimule pas ce que sa gageure a de téméraire. Il avoue qu'au premier aspect cette fresque reproduit les principaux caractères du style de Raphaël. Lui-même, en la décrivant, il retrouve son admiration première, reconnaît et professe ce qu'il avait si bien reconnu et professé avant que sa visite au *British Museum* et je ne sais quel désir de ne pas trop déplaire à ses compatriotes de Florence lui eussent suggéré l'idée de bâtir un roman. « Judas Iscariote, dit-il, assis en face du Seigneur, détourne

la tête avec une expression d'effroi et d'inquiétude. Son air de fausseté contraste avec l'air candide de Jacques le Mineur, qui, les mains croisées l'une sur l'autre, semble demander s'il est possible que quelqu'un puisse trahir son divin maître. La tête du Seigneur, qui est d'une grande beauté, exprime une douleur calme et résignée. Saint Pierre, indigné, semble menacer de son couteau le traître qu'il ne connaît pas encore. Le peintre a caractérisé de la manière la plus frappante la personnalité de chaque apôtre... Il est à remarquer que la forme de la tête de saint Pierre est tout à fait semblable à celle que Raphaël lui a donnée dans son *Couronnement de la Vierge*, qui est au Vatican. »

Après de telles paroles, vous pensez qu'il renonce au Spagna? vous le croyez rendu? Pas du tout. Il persiste à soutenir sa thèse. Cette fresque, dit-il, a l'air raphaélesque; rien de moins étonnant. Ne sait-on pas que le Spagna excellait à imiter son ancien condisciple? Cette apparence qui vous trompe ne vient que de son savoir-faire. — A ce compte, il n'y aurait pas dans les galeries d'Europe un seul tableau de maître qui ne fût mis en question, car presque tous les grands peintres ont eu des imitateurs; mais, Dieu merci, ces singeries sont plus visibles qu'on ne pense. Au lieu de raisonner, ouvrez les yeux : y a-t-il ici la moindre trace d'imitation, de parti-pris, de procédé systématique? Sentez-vous la contrefaçon? Tout ne semble-t-il pas naïf, spontané, naturel? Comment confondre deux choses aussi distinctes que l'effort d'un artiste qui cherche à en imiter un autre et l'œuvre libre d'un esprit en travail qui ne sait pas encore où il va, qui s'étudie et se cherche lui-même?

Un seul mot suffisait pour trancher la question. Le Spagna a imité Raphaël, soit, avec bonheur, je l'admets, bien qu'on pût contester; mais quand l'a-t-il imité? Lorsqu'il y avait honneur et profit à le faire, lorsque le grand artiste était déjà glorieux et puissant, lorsque Rome était à ses pieds. Quant au Raphaël de Florence, à peine arrivé de la veille, à peine connu dans la ville, encore presque écolier, vouloir qu'il y eût quelqu'un qui s'étudiât dès lors à se faire son imitateur, c'est de l'anachronisme tout pur. On ne copie pas les gens avant qu'ils soient célèbres, avant qu'ils aient au moins une physionomie à eux. Or en 1505 telle chose n'existait pas que le style de Raphaël : il y avait un jeune homme plein d'avenir qui s'essayait à devenir original; mais ce jeune homme, sur presque tous les points, n'était encore qu'imitateur lui-même.

Aussi M. Passavant se hâte-t-il d'appeler à son aide un autre peintre dont Raphaël, aussi bien que le Spagna, avait reçu les leçons. Dans cette fresque, selon lui, il ne faut faire honneur de la composition pas plus au Spagna qu'à Raphaël; elle n'est ni de l'un

ni de l'autre, « elle appartient incontestablement au Pérugin. On ne la retrouve pas seulement dans son école, mais encore deux planches gravées qui se trouvent à Gotha semblent être faites d'après l'œuvre originale du Pérugin. Elles sont absolument conformes, du moins dans la partie principale du sujet, à la fresque; mais l'architecture est plus riche dans la gravure, et l'on n'y trouve pas la scène du mont des Oliviers. »

Ainsi voilà le Pérugin directement mis en scène. Ce n'est pas seulement sa lointaine influence, le souvenir de son école, un certain reflet général de sa manière et de son style, qu'on prétend retrouver ici; — tout le monde en tomberait d'accord : — il s'agit d'autre chose. Cette fresque est son œuvre, ou du moins l'œuvre de sa pensée; la composition est de lui, incontestablement de lui. M. Passavant insiste sur ce point, et son opinion se résume dans cette triple conclusion : « L'œuvre est du Spagna, d'après une composition du Pérugin, dans la manière de Raphaël. »

Je ne sais pas, quant à moi, de plus grosse hérésie que cette cote mal taillée. Si quelque chose est plus impossible encore que d'attribuer au Spagna l'exécution de cette fresque, c'est d'admettre que le Pérugin soit l'auteur de la composition. Qu'a-t-il fait d'analogue? qu'a-t-il conçu dans cet esprit? Où l'avez-vous vu donner à ses personnages ces attitudes simples et naturelles, ce franc langage, ces regards sans manière et sans affectation? Où sont les draperies qu'il a traitées avec ce calme, cette largeur et cette fermeté? Est-ce à Pérouse, au *Cambio*, ou à San-Severo? est-ce même au Vatican ou sur les toiles du musée de Lyon? Dans ses meilleurs tableaux, quand il nous ravit par sa grâce, ou même quand il s'élève au sérieux, au pathétique, comme dans *l'Ensevelissement du Christ* au palais Pitti, ne sent-on pas toujours certaines traces de subtilité, d'afféterie scolastique ou conventionnelle? Ici, pas l'ombre de ces faux brillans. D'où vient donc que M. Passavant affirme avec tant d'assurance, comme s'il en avait la preuve, que cette composition est l'œuvre du Pérugin? Et d'abord quel sens attache-t-il au mot composition? Si ce n'est qu'une certaine distribution hiérarchique de ces treize personnages et la pose convenue de quelques-uns d'entre eux, tout est dit : ne parlons ni du Pérugin, ni de son école, ni d'aucune autre. Cette composition appartient au moyen âge tout entier; on la retrouve, depuis le XIIe siècle, chez tous les maîtres peintres et sculpteurs. Nous l'avions rencontrée à Tours, sur une verrière de la cathédrale; depuis, nous l'avons vue à Pistoïa, sculptée sur le linteau d'une porte d'église (1). C'est un motif traditionnel

(1) L'église Saint-Jean-l'Évangéliste. Non-seulement le Judas est seul d'un côté de la table, mais il est à genoux.

dont personne n'a le droit de revendiquer l'invention. Si au contraire on entend par composition l'attitude, le geste, l'individualité de chaque personnage, et la combinaison, l'arrangement de l'ensemble, la création pittoresque en un mot, alors je ne crains pas d'être aussi décidé, aussi affirmatif que M. Passavant, et je dis que jamais le Pérugin n'a mis au monde et n'a transmis à ses élèves le prototype de cette fresque. Il y a là des qualités de dessinateur et de peintre que jamais il n'a possédées. C'est infiniment plus fort, et, comme dit le docteur Burkhardt, plus florentin que tout ce qu'il a fait. Michel-Ange ne s'y serait pas trompé, et devant ce cénacle jamais il ne se fût permis les plaisanteries peu charitables dont il aimait à poursuivre le vieux peintre de Pérouse. Au lieu de la rondeur banale qu'il reprochait à ses compositions, il eût trouvé dans celle-ci un accent ferme et varié, une jeune et puissante séve, une étude délicate et profonde de la vie et du caractère. Cette personnalité de chaque apôtre, que M. Passavant, avec toute raison, trouve exprimée ici d'une manière si frappante, n'est-ce pas un infaillible indice contre la thèse qu'il soutient? Aussi, je le répète, si quelque chose est pour moi hors de doute dans toutes ces questions obscures, c'est que le maître de Raphaël et du Spagna n'a jamais mis la main pas plus à la composition qu'à l'exécution de la fresque de S. Onofrio.

Qu'est-ce donc alors que cette gravure de Gotha dont M. Passavant invoque le témoignage, et qui, selon lui, semble faite d'après l'œuvre originale du Pérugin? Il faut qu'en terminant je dise un mot de cette énigme.

Il s'agit d'une planche en deux feuilles, qui peut avoir un mètre de longueur sur près d'un demi-mètre de haut, ancienne gravure allemande d'un assez gros travail. Il en existe un exemplaire dans la collection de Gotha; un calque de cet exemplaire est au dépôt des archives de Florence. C'est une sainte cène, et la disposition générale des personnages est en effet conforme à celle de notre fresque. On peut même dire qu'il y a complète ressemblance dans les mouvemens et les gestes principaux; mais là s'arrête l'analogie: sur tout le reste, complète différence. Le fond d'architecture, la table, le couvert, les ornemens, les vêtemens, les draperies, en un mot tous les accessoires sont totalement changés. Il n'y a pas jusqu'aux noms des apôtres, écrits, comme on sait, sur la fresque, en patois du duché d'Urbin et des montagnes de l'Ombrie, qui ne soient ici traduits en latin et inscrits à une autre place. Tout cela n'a pas grande importance, mais, ce qui est plus grave, les physionomies elles-mêmes sont entièrement dénaturées; les expressions sont aussi lourdes, aussi plates, aussi communes qu'elles sont dans la fresque nobles et distinguées. Les chevelures surtout affectent une ampleur et un défaut de style

tout à fait teutoniques. Ainsi le saint Jean, couché sur son divin maître, semble affublé d'une énorme perruque; le saint Jacques n'a guère moins de cheveux, et ils sont encore plus bouclés. Quant à la tête du Sauveur, elle est sénile et débonnaire, et le saint Pierre est larmoyant. N'est-ce pas assez dire que si cette gravure reproduit les données principales du cénacle de S. Onofrio, elle n'en est, à bien prendre, que la caricature?

Qu'y a-t-il donc là qui permette de dire, comme le fait M. Passavant, que le graveur a travaillé d'après une *œuvre originale* du Pérugin? Quoi de commun entre le Pérugin, même dans ses moins bons jours, et ces lourdes figures, ces gros visages, ce désordre de draperies, ces plis cassés à l'allemande? La méprise n'est-elle pas étrange? Ce qu'il y a de péruginesque dans la fresque de S. Onofrio est précisément ce qui, dans la gravure, a complétement disparu, si bien qu'à prendre cette planche telle qu'elle est, et à juger de l'original par la copie, ce serait de quelque Allobroge, de quelque peintre italo-germanique, que le graveur aurait dû s'inspirer. Or de deux choses l'une : si vous supposez que la gravure est antérieure à la fresque et qu'elle en est le germe, l'idée première, vous devez convenir que, pour transfigurer un si grossier modèle et en tirer tant de nobles et suaves créations, ce n'était pas trop d'un Raphaël; si au contraire vous admettez que c'est la fresque qui est antérieure, alors à quel propos citez-vous la gravure, et quelle argumentation en pouvez-vous tirer? Or l'antériorité de la fresque ne peut pas faire question : elle est du commencement du XVIe siècle; la gravure est du milieu, peut-être même de la fin. Le style de l'architecture ne permet pas de s'y tromper. Au lieu des motifs délicats dans le goût du Bramante qui décorent le portique de la fresque, vous ne trouvez dans la gravure que de lourdes moulures, des pilastres contournés en forme de candélabres, des chapiteaux composites, épais et écrasés, en un mot tous les caractères de la décadence italienne doublée de lourdeur germanique. Évidemment cette gravure est l'œuvre de quelque artiste, enfant de l'Allemagne, qui avait entrevu la fresque de S. Onofrio ou en avait connu soit le carton, soit l'ébauche, et qui, ne gardant dans sa mémoire que les principaux linéamens, avait suppléé de lui-même aux détails qui lui faisaient défaut. On voit, dans tous les cas, que ce document n'est d'aucune conséquence pour la question qui nous occupe, et qu'on ne peut comprendre le bruit qu'on en a fait.

En somme, toutes les objections, toutes les conjectures, aussi bien de M. Passavant que des éditeurs de Vasari, sont de nature si légère que nous aurions bien pu les traiter moins sérieusement. Si d'autres hommes les avaient présentées, notre réfutation aurait été

sommaire. En insistant, nous avons tenu compte de la valeur des personnes, non de la force des argumens. Et puis, quand l'occasion s'en trouve, n'est-il pas bon de rappeler combien, en matière d'art, la critique a parfois d'étranges partis-pris, combien on s'évertue pour établir des choses cent fois plus difficiles à croire que celles qu'on repousse comme trop incroyables? Par peur de l'extraordinaire et du surnaturel, on se lance dans l'impossible. Ainsi c'est un fait bizarre à coup sûr qu'un grand peintre, même dans sa jeunesse, ait pu peindre dans une grande ville une œuvre considérable sans que nulle part il en soit fait mention; mais ce qui deviendrait un tout autre prodige, ce serait qu'une grande œuvre sortît d'un petit pinceau. Voilà pourtant ce qu'on veut établir comme une solution plus simple et plus naturelle! Que de gens qui n'osent pas croire à l'Évangile, et qui sans hésiter croient aux esprits frappeurs!

Le vrai moyen, nous ne saurions trop le redire, de ne pouvoir douter qu'un maître incomparable a mis la main à cette fresque, c'est de la voir, c'est de sentir au lieu de disserter. Comparez-la aux autres saintes cènes que de grands artistes aussi ont peintes sur mur à Florence, depuis Giotto jusqu'à Andrea del Sarto. Voyez même aux Offices comment Bonifazio, ce Vénitien trop peu connu et si digne de l'être, a traité sur toile ce sujet. Voyez surtout à Ogni-Santi et à San-Marco les deux saintes cènes de Ghirlandaïo. Ce sont des œuvres d'un grand prix, vous y trouvez de vraies beautés, des têtes expressives, sérieuses, recueillies, un certain aspect de grandeur et d'onction; mais que de parties communes, que de faiblesses et d'incohérences! quel dessin hésitant! comme ces mains sont lourdes et à peine indiquées! avec quel soin le peintre évite de faire paraître les pieds nus de ses apôtres! La nappe tombe assez bas pour que le bout des doigts seulement soit visible, tandis que rue Faenza tous les pieds sont à découvert et jusqu'au bas des jambes. Le maître joue franc jeu, et la difficulté est abordée de front. Quelle merveille que ces pieds! Les poses les plus diverses, les raccourcis les plus scabreux, sont exprimés avec un art, un bonheur, une audace vraiment incomparables. Ces pieds, ces mains, ces pieds surtout, ce sont autant de signatures d'une invincible autorité.

Le malheur, c'est que bien peu de gens s'en vont jusqu'à Florence. Les heureux qui voyagent, qui librement laissent là leurs foyers pendant un mois ou deux, sont en si petit nombre! Comment donner aux autres, à ceux qui restent, c'est-à-dire au public, l'idée de ces perfections de dessin et de forme, de ces trois figures juvéniles, si attrayantes et si simples, mêlées avec tant d'art à ces nobles vieillards, de ce beau regard du Christ si tendrement voilé, de ce geste charmant du saint Thomas, qui, tout en se versant à boire,

prête l'oreille aux paroles du maître et devient pensif et rêveur, de l'adorable tête du saint Jean, de ce bouillant et indigné saint Pierre, et du Judas enfin, chef-d'œuvre de bassesse sans grossière exagération? Ce n'est pas comme dans *la Cène* de Giotto une sorte de hideux Kalmouk; il y a de la beauté dans ses traits, mais le regard est trouble et l'expression est basse. Comment faire voir, faire sentir tout cela seulement par des mots? La photographie n'en a donné jusqu'ici et n'en donnera jamais qu'une imparfaite image, la clarté n'étant pas assez vive sous une voûte aussi épaisse. Il n'y aurait donc que la gravure qui pourrait divulguer ce trésor, et encore la gravure telle que la pratiquait Jesi, fidèle aux grandes traditions, interprète exacte et vivante. La mort n'a pas permis à ce vaillant artiste de terminer sa tâche; elle l'a surpris lorsqu'il venait d'achever son dessin, lorsque déjà il commençait à attaquer le cuivre. Ce beau dessin est encore à Florence; je voudrais qu'il fût à Paris. L'acquérir, le placer au Louvre, ne serait-ce pas une heureuse conquête? Qui sait même si, à la vue de ce dessin complet et terminé, de ces contours exquis, de cette composition si chastement poétique et d'un effet si neuf dans son ancienneté, l'idée de conduire à fin l'entreprise de Jesi, d'exécuter sa planche, ne naîtrait pas au cœur de quelque graveur français?

Nous ne saurions mieux terminer ce complément d'étude sur la fresque de S. Onofrio qu'en rendant un public hommage à l'homme qui la connaissait le mieux. Personne n'a jamais aimé Raphaël comme l'aimait Jesi; personne ne l'a si bien compris et étudié d'aussi près. Il avait voué sa vie à cette fresque du premier jour qu'il l'avait vue; il en sentait les beautés avec un amour que l'étude rendait plus ardent tous les jours. Je n'ai pas besoin de dire que la question d'origine n'existait pas à ses yeux. Il avait cent raisons techniques que je n'ai pas même indiquées, et qui pour lui équivalaient au plus clair des documens écrits. Parmi les œuvres de Raphaël, il n'en connaissait pas de plus incontestables que cette fresque. On l'aurait mis à la torture sans lui faire confesser qu'elle n'était pas de lui.

L. Vitet.

L'ART DU MOYEN AGE

ET

LES CAUSES DE SA DÉCADENCE

Album de Villard de Honnecourt, architecte du XIIIe siècle, manuscrit publié en fac-simile, etc., par J.-B.-A. Lassus, ouvrage mis au jour après la mort de M. Lassus et conformément à ses manuscrits par M. Alfred Darcel, Paris 1858.

L'histoire de l'art chez les peuples modernes présente un phénomène qui, pour n'être pas sans exemple dans l'antiquité, n'en reste pas moins étrange : je veux parler de cette rupture singulière avec la tradition, qui, à partir de la fin du XVe siècle, nous rend dédaigneux pour notre passé et nous engage à la poursuite d'un autre idéal. Du XIe au XIVe siècle, l'Europe avait eu un art original dans le sens toujours restreint qu'il est permis de donner à ce mot quand il s'agit des choses de l'esprit. Le XIe siècle avait été témoin, en philosophie, en poésie, en architecture, d'une renaissance comme l'humanité en compte peu dans ses longs souvenirs. Le XIIe et le XIIIe siècle avaient développé ce germe fécond, le XIVe et le XVe siècle en avaient vu la décadence. Chose étrange! ces deux siècles qui, sous le rapport politique, présentent un sensible progrès, ces deux siècles qui assistent à la sécularisation de l'état par Philippe le Bel, à la première proclamation des droits de l'homme, au réveil de la vie mondaine avec les Valois, au premier règne de la bourgeoisie patriote et intelligente avec Étienne Marcel, à l'inauguration d'une royauté administrative et dévouée au bien public avec Charles V, à la grande proclamation de la sainteté de la patrie avec Jeanne d'Arc,

puis à de prodigieuses découvertes qui changèrent la face du monde, ces deux siècles, dis-je, assistèrent en même temps à la plus triste déchéance du goût, virent mourir tout ce qui avait fait l'âme du moyen âge, et semblèrent, en fait d'art, comme les paralytiques de la piscine, attendre la vie d'un souffle nouveau. Ce souffle vint de l'antiquité, qui, vers la fin du xve siècle, sortit de son tombeau, au moment juste où elle devenait nécessaire à l'éducation de l'humanité. La vieille terre d'Italie recélait tant de trésors, que les restes de l'art ancien s'y trouvaient presque à fleur du sol. De très beaux monumens d'architecture existaient encore presque intacts. Ce n'était pas la Grèce, alors totalement ignorée; c'était une antiquité de second ordre, mais c'était l'antiquité. A peine la belle ressuscitée se montra-t-elle dans sa sobre élégance et sa sévère beauté, que tous furent fascinés. Chacun renia ses pères, se fit aussi irrespectueux que possible, et, pour plaire à sa nouvelle maîtresse, se crut obligé de commettre des excès de zèle qu'elle-même eût désapprouvés.

Le commencement de notre siècle a vu la première réaction contre ce changement du goût accepté par trois siècles sans une seule protestation. Quand M. de Chateaubriand eut révélé au monde étonné et d'abord scandalisé d'un tel paradoxe qu'il y a une esthétique chrétienne, il fut permis de trouver qu'une église gothique résout à sa manière le problème de l'architecture, et que les sculptures de Saint-Gilles près d'Arles, de Chartres, d'Amiens, de Reims, ne peuvent être oubliées dans une histoire de l'art. Les hommes les plus étrangers à l'esprit de système se déclarèrent touchés. « Plus je vois les monumens gothiques, disait un homme qui avait le droit d'être juge en statuaire (1), plus j'éprouve de bonheur à lire ces belles pages religieuses si pieusement sculptées sur les murs séculaires des églises. Elles étaient les archives du peuple ignorant. Il fallait donc que cette écriture devînt si lisible que chacun pût la comprendre. Les saints sculptés par les gothiques ont une expression sereine et calme, pleine de confiance et de foi. Ce soir, au moment où j'écris, le soleil couchant dore encore la façade de la cathétrale d'Amiens; le visage calme des saints de pierre semble rayonner. »

On alla plus loin, et pour plusieurs ce mouvement, que jusque-là tout le monde avait appelé *renaissance*, devint un sujet de blâme et de regrets. Aux malédictions de Vasari contre l'art gothique succédèrent des malédictions contre cet art païen qui, selon les zélateurs du nouveau système, avait tué l'art chrétien. Une école fort sérieuse, puisqu'elle a soutenu dans leurs travaux des hommes

(1) David d'Angers.

comme Lassus, Viollet-le-Duc, inspiré un poète comme M. de Montalembert, entreprit systématiquement la réhabilitation de l'art du moyen âge, et essaya même de renouer la tradition interrompue depuis près de quatre cents ans. Ici de cruelles déceptions l'attendaient. Les systèmes d'esthétique, toujours vrais en un sens, quand ils sont conçus par des esprits élevés, ne doivent jamais chercher à se réaliser. Les seuls chefs-d'œuvre que produisit l'école néo-gothique sont de très bons livres d'archéologie. L'impuissance des idées théoriques à rien créer en fait d'art, le rang secondaire fatalement assigné à tout ce qui est pastiche et imitation furent prouvés par un exemple de plus; mais la meilleure série de travaux que la France ait produite en notre siècle sortit de cette direction, ou, si l'on veut, de cette mode. Inférieur à l'Allemagne pour les ouvrages de haute critique et de très fine analyse, notre pays prit sa revanche en ces travaux d'une méthode exacte et sobre où, par une fortune rare, le savant et l'homme de goût collaborèrent dans une juste proportion. Grâce au travail de ces trente dernières années et à l'accord des résultats obtenus, les principaux problèmes relatifs à l'art du moyen âge ont reçu une solution qu'on peut dire assurée.

I.

Comment cet art naquit-il? Au milieu de quelle société réussit-il à grandir? Comment cette société ne suffit-elle pas pour l'amener à sa perfection? Comment la grande génération qui créa le style gothique n'eut-elle pas pour élèves des artistes analogues à ceux de l'Italie du XVIe siècle? Voilà les questions que tout esprit philosophique se pose, et sur lesquelles les documens sont rares ou discrets. Les artistes français du moyen âge ont peu de personnalité; dans cette foule silencieuse de figures sans nom, l'homme de génie et l'ouvrier médiocre se coudoient, à peine différens l'un de l'autre. Il faut des recherches minutieuses pour prendre sur le fait le travail obscur et, comme nous disons aujourd'hui, inconscient d'où sont sorties tant d'œuvres étranges. Je ne connais pas à cet égard de plus précieux témoignage que celui que M. Lassus a livré il y a quelques années aux discussions du monde savant.

En 1849, M. Jules Quicherat fit connaître un manuscrit du fonds de Saint-Germain, à la Bibliothèque Impériale, contenant un livre des plus singuliers. C'était, sous une chemise de vieux cuir, une série de feuillets de parchemin contenant les dessins, les essais, toutes les notes, toutes les confidences d'un architecte du XIIIe siècle, Villard de Honnecourt. Le docte et pénétrant investigateur auquel l'histoire de France doit tant de judicieuses recherches décrivit ce

curieux document; M. Lassus en entreprit la publication intégrale et y trouva une excellente occasion pour développer ses idées favorites : la mort le surprit dans ce travail, que les soins d'un de ses élèves viennent de mettre au jour (1).

L'album de Villard est le plus curieux miroir de l'état d'esprit où vivait un artiste du temps de saint Louis. Villard était originaire de Honnecourt, village situé entre Cambrai et Vaucelles. C'est un Picard, et il écrit dans le dialecte de la Picardie. Sa vie fut celle d'un artiste du moyen âge, agitée, mobile, toujours nomade. Il voyagea, comme il nous le dit lui-même, « en beaucoup de terres. » On trouve dans son album les églises de son pays natal, Vaucelles et Cambrai, la rosace occidentale de l'église de Chartres, l'église Saint-Étienne de Meaux et la rosace de Lausanne. Sa renommée le fit appeler jusqu'en Hongrie. Au verso du dixième feuillet est une madone avec l'enfant Jésus, auprès de laquelle on lit ce texte : « J'estoie mandes en le tierre de Hongrie qant io le portrais por ço l'amai io miex (2). » Au quinzième feuillet, on trouve un croquis d'un pavé en mosaïque, avec ces mots : « J'estoie une foi en Hongrie, la u ie mes mains jor, la vi io le pavement d'une glize de si faite manière (3). » D'ingénieuses recherches ont permis, du reste, de retrouver en Hongrie même les traces du séjour de Villard (4). Le seul lieu de Hongrie où l'influence de l'architecture française se montre avec évidence est Kaschau. Le plan de l'église de Sainte-Élisabeth à Kaschau est conforme au système du gothique français tel qu'on le voit dans l'église Saint-Yved de Braine et dans l'église Saint-Étienne de Meaux. Villard travailla à cette dernière église. Il est donc tout à fait naturel de supposer que l'église de Kaschau est aussi son ouvrage. Sa part dut au reste se borner à l'indication du plan général, car l'ensemble de la construction est du XIVe siècle.

Villard avait des connaissances assez étendues en physique. Son éducation fut évidemment celle des esprits les plus cultivés de son temps. Il s'occupa du mouvement perpétuel. Ses idées sur la « portraiture » sont originales et neuves. L'étude de la nature est sensible dans les groupes des lutteurs, des joueurs de dés, et dans plusieurs figures. Il a aussi dessiné d'après nature divers animaux, lion, porc-épic, ours, cygne, perroquet, chien. Près du lion, Villard ne manque

(1) Une édition anglaise du même ouvrage a paru, avec de savantes additions de M. Robert Willis, professeur à l'université de Cambridge (Londres, 1859).

(2) « J'étais mandé en la terre de Hongrie quand je la dessinai, parce que je la préférais. »

(3) « J'étais une fois en Hongrie, là où je demeurai maints jours, et j'y vis un pavement d'église fait de cette manière. »

(4) Voyez les *Mittheilungen des k. k. Central-Commission zur Erforschung und Erhaltung der Baudenkmale*, Vienne, juin 1859 (quatrième année).

pas de noter expressément : « Et bien sacies que cil lions fu contrefais al vif. » Enfin l'étude ou plutôt l'observation des monumens antiques paraît d'une manière très remarquable dans le tombeau d'un « Sarrazin » c'est-à-dire d'un païen (pl. LX), et dans un homme revêtu d'une chlamyde (pl. LVII), qui ressemble à un personnage des comédies de Térence. Il y a aussi quelques esquisses d'après des modèles byzantins. Villard, on le voit, prend de toutes mains. L'activité extrême, l'audace, l'esprit d'innovation qui caractérisent les artistes de son époque ne se sentent nulle part mieux qu'ici. On dirait par momens Léonard de Vinci ou Michel-Ange, à voir cette ébullition d'idées hardies, cette fièvre d'enchérir sur les autres, cette variété naïve dans les objets de la curiosité. On se croirait à la veille d'une renaissance, et l'on était en réalité à la veille d'une décadence. Pour s'expliquer ce phénomène singulier, il faut se rendre compte des origines de l'art gothique, de son principe, de sa tendance et du fatal principe de dissolution qu'il contenait en son sein.

Grâce aux excellentes recherches de MM. Lassus, Viollet-le-Duc, Vitet, Mérimée, Quicherat, la date de l'invention du style gothique est maintenant bien connue. Les parties de Saint-Denis bâties par Suger (1137-1140) sont encore plus romanes que gothiques. La cathédrale de Chartres, commencée de 1140 à 1145, offre au contraire très peu de style roman. Les cathédrales de Noyon, de Senlis, commencées vers 1150, sont décidément dans le style nouveau, quoique montrant encore plus d'un lien de transition avec les habitudes anciennes. Les cathédrales de Laon, de Paris, de Soissons, l'abbaye de Fécamp, postérieures de dix ou vingt ans, ne gardent plus du roman que des traces presque imperceptibles. C'est donc vers 1150 qu'il convient de placer le moment où le style nouveau apparaît avec ses caractères distinctifs. Encore de savans critiques, tels que M. Quicherat, pensent-ils que cette date est trop moderne, et que, pour trouver la véritable origine du style ogival, il faut remonter assez près de l'an 1100.

Le pays où il se produisit peut être déterminé avec non moins de précision. Ce fut sans contredit en France, puisque notre pays présente des monumens gothiques au moins cent ans avant tous les autres. Ce ne fut ni dans le midi, ni dans le centre de la France, puisque ce style n'y fut transporté que tard, et n'y prit jamais de fortes racines; ce ne fut pas en Bretagne, où l'on ne trouve aucun monument gothique antérieur au XIVe siècle, et où tous ces édifices ont été bâtis par des étrangers. Ce ne fut ni en Normandie, ni en Lorraine, ni en Flandre, où ce style fut introduit à une époque relativement moderne. Ce fut sans contredit dans l'Ile-de-France et la région environnante, le Vexin, le Valois, le Beauvoisis, une partie

de la Champagne, tout le bassin de l'Oise, dans la vraie France enfin, c'est-à-dire dans la région où la dynastie capétienne, cent cinquante ans auparavant, s'était constituée.

L'aspect archéologique de cette région de la France démontre d'une façon incontestable la proposition que nous venons d'énoncer. Les constructions qui expliquent la transition du style roman au style gothique, les cathédrales de Noyon, de Senlis, Saint-Remi de Reims, Notre-Dame de Châlons, l'église de Saint-Leu d'Esserans, y sont toutes groupées. Quand on entre dans la cathédrale de Noyon, comme l'a très bien fait observer M. Vitet, on croit au premier moment entrer dans une église purement ogivale; mais on remarque bientôt que le plein-cintre y est presque aussi souvent employé que l'ogive, et l'on arrive à se convaincre que pendant quelque temps on suivit simultanément les deux systèmes. Les arcs romans en effet se trouvent dans toutes les parties de l'église, mais principalement, chose frappante, dans les ordres les plus élevés. Presque toutes les églises de cette région présentent le même phénomène. Les deux styles s'y mêlent profondément; quand elles sont ogivales, l'aspect général de l'édifice est encore roman, et quand elles sont romanes, on y voit facilement poindre les traits qui, en se développant, formeront le caractère du style ogival. Il suffira de citer Saint-Denis, Saint-Étienne de Beauvais, Saint-Martin de Laon, Saint-Pierre de Soissons, l'église de l'abbaye d'Ourscamps, Saint-Évremont de Creil, les petites églises romanes des environs de Laon et de Beauvais, les petites églises, plutôt gothiques, d'anciens prieurés qu'on trouve dans le Valois. Partout on sent l'effort du style roman pour produire quelque chose de plus léger, ou la simplicité naïve du gothique naissant, encore pur de tout raffinement subtil. L'ogive, dans les édifices décidément gothiques, est à peine sensible, tant l'angle des deux arcs est ouvert. La hauteur est très modérée. Le style a encore une pureté et une sévérité qu'il ne gardera pas dans les pays où il sera transporté. Quand des textes formels ne nous apprendraient pas que les cathédrales de Noyon, de Senlis, de Laon, de Paris et de Chartres furent les premières églises gothiques, le style seul de ces édifices l'indiquerait. Les petites églises de Saint-Leu d'Esserans, de Longpont, d'Agnetz, sont également des chefs-d'œuvre de proportion, de justesse, de hardiesse mesurée, que l'architecture gothique n'a pu produire qu'à son début. Ajoutons que tous les architectes célèbres de l'école gothique, Robert de Luzarches, Pierre de Montereau, Eudes de Montreuil, Raoul de Coucy, Thomas de Cormont, Jean de Chelles, Pierre de Corbie, Villard de Honnecourt, sont de l'Ile-de-France, de la Picardie ou des pays voisins, et qu'aucune région ne justifie aussi bien que celle-ci l'apparition du style nou-

veau. Les matériaux y sont abondans et d'excellente qualité. La pierre, facile à travailler, semble inviter aux essais hardis, aux tâtonnemens périlleux, et explique cette fièvre d'innovation qui porta les architectes gothiques à surenchérir sans fin les uns sur les autres en fait de témérité.

Le style gothique nous apparaît ainsi comme un art purement français. Il naît avec la France, au centre même de la nationalité française, dans ce pays florissant et riche qui se dégageait le premier de la féodalité germanique, fut le berceau de la dynastie capétienne, et en recueillit avant tous les autres les bénéfices. Ce fut, comme l'a dit M. Viollet-le-Duc, l'architecture du domaine royal. Soumis à l'influence essentiellement française de la royauté et de l'abbaye de Saint-Denis, ce pays, aux XIe et XIIe siècles, fut le théâtre d'un grand éveil de l'esprit humain, d'une sorte de renaissance qui se traduisit en poésie par les chansons de geste, en philosophie par l'apparition de la scolastique, en politique par le mouvement des communes et l'administration de Suger, en religion par saint Bernard et les croisades. L'architecture gothique ou, pour mieux dire, le mouvement de construction d'où elle sortit fut le produit des mêmes causes. En ce qui concerne les communes, ce ne fut pas sans doute une circonstance fortuite qui fit coïncider leur établissement avec la rénovation architecturale. L'église, à cette époque, avait hérité du forum et de la basilique antiques; c'était le lieu des réunions civiles, et en effet ce sont des villes de communes, Noyon, Laon, Soissons, qui élèvent les premières cathédrales gothiques.

Qu'aucun élément, ni italien, ni allemand, ne se mêlât à cette première renaissance toute française du XIe et du XIIe siècle, si tristement arrêtée au XIVe, c'est ce qui, pour l'architecture, est de toute certitude. Cent ans au moins le style ogival reste la propriété exclusive de la France. Les bords du Rhin se couvraient encore de constructions romanes, quand les chefs-d'œuvre du style ogival étaient déjà élevés dans la France du nord. L'Angleterre eut des églises gothiques bâties dès le XIIe siècle, mais par des Français. En 1174, la reconstruction de la cathédrale de Cantorbéry ayant été décidée, on ouvrit un concours : ce fut Guillaume de Sens, célèbre par de grands travaux, qui fut choisi, et qui commença le chœur dans le système nouveau qui déjà régnait exclusivement en France. Au XIIIe siècle, les innombrables maîtres maçons qui portèrent ce style jusqu'aux confins de l'Europe latine étaient des Français. Le premier architecte gothique non français dont le nom nous soit connu est Erwin de Steinbach (1277). En Allemagne, jusqu'au XIVe siècle, ce style s'appelle « style français, » *opus francigenum*, et c'est là le nom qu'il aurait dû garder. Malheureusement la fatalité qui priva la

France de la gloire de ses chansons de geste se retrouve ici. L'esprit étroit qui domine à partir de saint Louis, les violences de l'inquisition, les malheurs de la guerre de cent ans, éteignent chez nous le génie. Strasbourg et Cologne deviennent les écoles du style que nous avions créé. La France voit à son tour chez elle des artistes étrangers. Le *style français* passe pour allemand; l'Italie l'appelle *tudesque*, puis, par un contre-sens des plus bizarres, fait prévaloir pour le désigner l'absurde dénomination de *gothique*. Il faut se rappeler que les Barbares furent surtout connus à l'Italie par les Goths. *Gotico* devint synonyme de *barbaro*, et une légende représenta les Goths comme des êtres fantastiques acharnés à la destruction des monumens romains, qu'ils venaient marteler pendant la nuit. Dans leur dédain pour cette architecture, qui n'était pas conforme aux ordres grecs, et qui leur était profondément antipathique, les Italiens du XVIe siècle l'appelèrent *gotica*, et ce nom fut d'autant plus facilement accepté par la France du XVIIe siècle, que le mot gothique avait pris en français, par suite de l'influence italienne, une nuance analogue (*écriture gothique*, *les temps gothiques*, etc.). De là à prétendre que les Goths avaient inventé ce style, il n'y avait qu'un pas : Vasari le franchit, et aujourd'hui ce non-sens historique n'est pas encore déraciné de l'Italie (1).

Comment se forma ce style extraordinaire, qui, durant près de quatre cents ans, couvrit l'Europe latine de constructions empreintes d'une si profonde originalité? Les doctes et judicieuses recherches que je rappelais tout à l'heure ont résolu la question. Les anciennes hypothèses, et d'une influence orientale, et d'une origine germanique, et d'un prétendu type xyloïdique (architecture en bois), doivent être absolument abandonnées. Le style gothique sortit du style roman par un épanouissement naturel, ou, si on l'aime mieux, par le travail d'hommes de génie tirant avec une logique inflexible les conséquences de l'art de leur temps : il fut la continuation d'un style antérieur, créé vers l'an 1000 et déduit lui-même des lois qui jusque-là avaient présidé en Occident à la construction des temples chrétiens.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître que les églises antérieures au XIe siècle, à l'exception de celles que l'on bâtissait sous l'influence directe de Byzance, n'étaient que de chétives imitations des anciennes basiliques du temps des empereurs chrétiens. Le toit était soutenu par une charpente qui se voyait de l'intérieur; le travail était le plus souvent défectueux et sans style. Le mouvement

(1) On le trouve développé avec une assurance surprenante dans l'opuscule de M. Troya, *Della Architettura gotica*, Naples, 1857.

extraordinaire de construction qui suivit l'an 1000 amena dans l'architecture chrétienne le plus grave changement qu'elle ait jamais subi. On n'ajouta rien d'essentiel à la vieille basilique, mais on en développa tous les élémens. A la charpente on substitua la voûte; des contre-forts sont acculés aux murs pour soutenir les poussées; les rapports de l'élévation et de l'écartement sont changés. En même temps tout prend du style, et bientôt ce style devient de l'élégance. La colonne s'applique comme décoration au lourd pilier; le chapiteau vise à copier le corinthien ou le composite, même quand il est historié. La forme de l'église est nettement déterminée : c'est une croix latine, dessinée par une nef élevée, flanquée de bas-côtés. Deux tours, d'ordinaire carrées, percées de plusieurs étages de petites fenêtres en plein-cintre, ornent l'entrée. Une rosace, au moins rudimentaire, complète la façade. Le chœur s'allonge un peu et parfois s'entoure de bas-côtés. Les fenêtres sont étroites, et souvent divisées par le milieu. Une coupole centrale s'élève à la jonction de la nef et du transept. Un progrès non moins sensible se fait sentir dans l'exécution. On se préoccupe de la durée. A l'intérieur, on vise surtout à une grande richesse; les murs et les pavés sont revêtus d'incrustations colorées, les colonnes resplendissent d'une éclatante polychromie. Il semble qu'on veuille modeler l'église sur la Jérusalem céleste, resplendissante d'or et de pierreries.

Ainsi naquit le style dit *roman*, qui, au XIe siècle et dans la première moitié du XIIe, couvrit la France d'édifices pleins d'harmonie et de majesté, Saint-Étienne de Caen, Saint-Sernin de Toulouse, Notre-Dame de Poitiers, etc. Quand on étudie bien ces églises, on voit que c'est au moment de leur apparition qu'il faut placer l'acte vraiment créateur de l'architecture du moyen âge. Ce sont déjà des églises gothiques pour la forme générale, l'aménagement intérieur, le jeu des nefs et des galeries. Le principe est posé, il n'y a plus qu'à le développer. Le midi, le Poitou, l'Auvergne, procédèrent timidement dans ce développement. La Provence et le Languedoc continuèrent à bâtir en roman jusqu'au XIVe siècle. Le nord au contraire ne s'arrêta pas. Soit que les églises romanes y fussent moins bien construites et qu'un grand nombre d'entre elles se fussent écroulées dans le commencement du XIIe siècle, soit que cette partie de la France obéît à des besoins d'imagination plus élevés, le mouvement architectural s'y continua sans relâche, et cent cinquante ans après sa naissance le style roman y subissait une profonde modification.

Le travail abstrait d'où sortit cette modification dut être quelque chose de surprenant. D'une part, les maîtres maçons du nord trouvèrent que les églises romanes avaient quelque chose de lourd et

de trapu; ils virent qu'on pouvait beaucoup les amincir et y employer bien moins de matériaux. D'un autre côté, de fréquens accidens avaient prouvé que dans les églises du XIe siècle la poussée de la voûte avait été mal calculée; on chercha à y remédier. En suivant cette double tendance, on fut conduit à substituer la voûte d'arêtes à la voûte en berceaux et à préférer l'arc aigu au plein-cintre. L'arc aigu avait l'avantage d'opérer un bien moindre écartement et de faire porter l'effort sur des points isolés et certains. Ce changement ne fut pas d'abord systématique. L'ogive (pour employer le nom très impropre qu'on donne de nos jours à l'arc aigu) fut adoptée pour les grands arcs, qui poussent beaucoup; le plein-cintre fut conservé pour les petits, qui poussent peu ou point. Une vaste compensation d'ailleurs fut cherchée dans les arcs-boutans et les contre-forts, sur lesquels toutes les poussées se réunissent. Les églises romanes en avaient, mais dissimulés et peu considérables. Ici, ils devinrent la maîtresse partie et permirent des légèretés inouies. Les vides s'augmentent dans une effrayante proportion. Les reins puissans qui soutiennent toutes ces masses branlantes sont au dehors, et l'on arriva à réaliser cette idée singulière d'un édifice soutenu par des échafaudages, et, s'il est permis de le dire, d'un animal ayant sa charpente osseuse autour de lui.

Un souffle puissant semble dès lors pénétrer la basilique romane et en dilater toutes les parties. Devenue en quelque sorte aérienne, l'église nage dans la lumière, l'éteint, la colore à son gré. Les murs arrivent au dernier degré de maigreur. Les colonnes amincies et divisées en colonnettes ont l'air de n'être là que pour l'ornement. L'église semble l'épanouissement d'un faisceau de roseaux. Le style roman, qui vise surtout à la solidité, n'affecte pas les hauteurs extraordinaires; il offre plus de pleins que de vides; ses fenêtres sont petites, ses colonnes massives. Le gothique pousse le goût de la légèreté jusqu'à la folie. Les fenêtres étroites deviennent des baies énormes qui font de l'édifice une cage à jour. Les galeries rudimentaires du style roman deviennent des églises superposées. Les lignes verticales se substituent aux lignes horizontales, les plans en saillie et en retrait aux surfaces unies. L'artiste, surtout avide de produire un sentiment d'étonnement et de terreur, ne recule pas devant des moyens d'illusion et de fantasmagorie. Il dissimule, au moins sous certains profils, ses moyens de solidité. Cette voûte semble poser sur des colonnettes, tandis qu'elle pose en réalité sur les murs latéraux. Ces murs eux-mêmes effraient par leur peu de masse; mais au dehors une forêt de béquilles, s'il est permis de s'exprimer ainsi, suppléé à leur insuffisance. Ces fenêtres sous la voûte produisent une sorte de terreur; mais cette voûte est soutenue d'ailleurs. Les frêles

étais qui ont l'air de la porter sont là pour détourner l'attention et tromper l'œil sur la direction réelle des effets de la pesanteur.

Ainsi naquit l'église dite *gothique*. Elle n'a rien de plus, rien de moins que l'église romane. C'est la vieille basilique évidée, amincie, remplie de souffle et d'âme. La basilique du moyen âge était complète avant l'adoption de l'ogive. L'ogive, en d'autres termes, n'est pas un trait de style, elle est applicable à tous les styles. Des églises purement romanes, comme Saint-Maurice d'Angers, Saint-Gilles près d'Arles, en font un emploi suivi. Souvent on pratiqua simultanément le plein-cintre et l'ogive, et assez longtemps après le triomphe de l'ogive on continua d'employer le plein-cintre dans les clochers. Enfin une foule d'églises, non-seulement dans la région qui servit de berceau à l'ogive, mais en Guienne, en Normandie, flottent entre les deux procédés et peuvent presque indifféremment s'appeler romanes ou gothiques. De la basilique romaine à la basilique chrétienne du temps de Constantin, de la basilique constantinienne aux églises du IXe et du Xe siècle, de l'église du IXe et du Xe siècle à la basilique romane, de la basilique romane à l'église gothique, il n'y a donc pas une seule solution de continuité. Quelque peu d'analogie qu'offrent au premier coup d'œil Saint-Paul-hors-les-Murs et Notre-Dame, l'une de ces constructions vient de l'autre par une série de développemens non interrompus.

On ne nie pas qu'une influence grecque assez forte ne se soit exercée en France au Xe et au XIe siècle; mais cette influence entra pour peu de chose dans le grand mouvement de notre art national. Elle produisit Saint-Front de Périgueux, quelques églises du Quercy et de l'Angoumois; mais ce n'est certes pas de ce côté qu'il faut chercher l'origine de l'art gothique. Encore moins faut-il parler des croisades et de l'influence arabe. L'architecture gothique et l'architecture arabe ont des ressemblances; mais ces ressemblances viennent de la similitude de leurs points de départ. L'une sort du roman, l'autre du byzantin; or le roman et le byzantin étaient frères, issus tous les deux par dégradation de l'art antique. Le gothique et l'arabe arrivèrent ainsi par la logique à des résultats analogues, mais ils ne se doivent rien l'un à l'autre, et représentent des tendances profondément différentes. L'ogive a existé de tout temps en Orient à l'état sporadique, l'Orient même en adopta l'usage général avant l'Occident; mais ce n'est pas de là que les grands constructeurs du XIIe siècle la prirent. Ils y arrivèrent d'eux-mêmes, et indépendamment de tout emprunt fait au dehors.

C'est donc un seul développement qui a produit les églises romanes et les églises gothiques. Tout se rattache au mouvement de construction qui part de l'an 1000, produit nos belles églises ro-

manes, arrive vers 1150 à l'ogive et vers 1200 à un type mûr, fixe, parfait à sa manière, qui ne varie plus jusqu'au XVe siècle. Une seule grande révolution, la substitution de la voûte à la charpente, a produit, par des déductions en quelque sorte nécessaires, toutes les transformations qui remplissent l'intervalle du XIe siècle au XIVe. La production du style gothique fut parfaitement logique; elle ne suppose l'introduction d'aucun élément étranger. L'ogive, employée dans des cas exceptionnels au XIe siècle, pour donner de la solidite aux arcs qui devaient avoir une grande portée, devient la règle à partir de 1150; mais on peut dire qu'elle était en germe dans les nécessités intimes de l'art antérieur. Certaines parties des basiliques nouvelles, les absides par exemple, l'appelaient presque forcément. Enfin elle arrivait à des effets qui parlaient beaucoup à l'imagination et répondaient mieux au sentiment religieux du temps. En somme, il se passa en architecture un phénomène analogue à celui qui avait lieu dans la langue et la poésie. Avec des élémens antiques, brisés, transposés, recomposés selon ses idées et ses sentimens, le moyen âge se créait un instrument tout différent de celui de Rome. Nos églises sont à l'art antique ce que la langue de Dante est à celle de Virgile, barbares et de seconde main si l'on veut, mais originales à leur manière et correspondant à un génie religieux tout nouveau.

Comme tous les grands styles, le gothique fut parfait en naissant. Trop habitués à juger ce style par les ouvrages de sa décadence, nous oublions souvent qu'il y eut pour le style ogival, avant les exagérations des derniers temps, un moment classique, où il connut la mesure et la sobriété. Les petits édifices, élevés en quelques années et d'une parfaite unité, nous renseignent bien mieux à cet égard que les grandes cathédrales, achevées presque toutes au XIVe siècle. L'église de Saint-Leu d'Esserans, dont M. Vitet a, je crois, le mérite d'avoir le premier révélé la rare élégance, celle d'Agnetz, près de Clermont, la salle d'Ourscamps, la belle église cistercienne de Longpont, ou même celle de Saint-Yved de Braine, sont d'excellens modèles, aussi purs, aussi frappans d'unité, que le plus beau temple grec. Les églises élevées par les croisés en Palestine brillent aussi par leur sévérité. On ne peut placer trop haut ces constructions simples et grandioses du premier style ogival. Les lignes verticales n'empêchent pas de fortes lignes horizontales de se dessiner. Les chapiteaux, tous semblables entre eux dans un même édifice et composés de feuilles élégantes, rappellent encore le galbe corinthien. Les bases sont rondes et ornées de moulures simples; tout l'aspect de la colonne est antique et d'une juste proportion. L'ogive, dont on exagérera plus tard l'acuité, est à peine sensible; à Saint-Leu, l'abside, à distance, paraît toute romane. On ne vise

qu'à des hauteurs modérées; le bâtiment paraît assez large; les fenêtres sont de taille moyenne, presque sans divisions intérieures. Tout l'édifice respire une droiture de jugement, un sentiment de justesse dont on ne tardera pas à se départir.

Comment, après être arrivé à une sorte de type classique, à un *ordre*, si l'on peut s'exprimer ainsi, où le caprice n'avait plus de place, l'art gothique manqua-t-il tout à coup à ses promesses? Comment ne réussit-il pas à durer et ne devint-il pas l'art des temps modernes? C'est ce qu'il faut maintenant rechercher. Les causes de ce phénomène furent de deux sortes : les unes étaient dans les principes de l'art lui-même, les autres dans les vices essentiels de la société du temps. L'âpreté de Philippe le Bel, la légèreté des Valois, le peu de sérieux de la noblesse, l'esprit étroit de la bourgeoisie, ne sont pas les seules raisons qui ont empêché la renaissance de se faire en France au XIVe siècle; c'est l'art lui-même qui était impuissant à produire pour de longs siècles une forme définitive. L'album de Villard est à cet égard le document le plus instructif.

II.

Ce que cet album nous apprend en effet, ce n'est pas comment le style gothique se forma, mais bien plutôt comment il s'altéra. L'ivresse de combinaisons hardies que chaque page révèle donne de l'inquiétude. On sent que ce beau style périra par le tour de force et l'abus des plans faits sur le papier. Le feuillet 28 nous montre Villard et Pierre de Corbie créant de compagnie, et par une sorte de concours (*inter se disputando*), des formes nouvelles, plus remarquables par leur difficulté et leur bizarrerie que par leur solide beauté. L'admiration de Villard est quelquefois un peu puérile; celle qu'il professe pour la tour de Laon, par exemple, tient à des raisons géométriques plus ingénieuses que réelles, ou à des accessoires de mauvais goût exagérés par son imagination. On sent que le but a été dépassé, sans qu'une complète maturité de jugement soit intervenue pour recueillir la tradition, la régler et la préserver de toute exagération.

Certes, ce qui faisait défaut, ce n'était ni le mouvement ni l'esprit. L'activité qui régna parmi les architectes de cette époque est quelque chose de prodigieux. Leur genre de vie, renfermée dans une sorte de collége ou de société à part, entretenait chez eux une ardente émulation. Pour que de tels hommes se soient peu souciés de la renommée, il faut qu'ils aient trouvé dans l'intérieur de leur confrérie un mobile suffisant, qui les rendait indifférens à toute autre chose qu'à l'estime de leurs pairs. Ce ne sont plus en effet ces efforts im-

personnels du XIe et du XIIe siècle, où l'individualité de l'artiste est complétement voilée : ici chaque artiste a un nom, chacun est jaloux de son église, chacun y inscrit son nom et s'y fait enterrer. L'album de Villard est un témoignage incomparable de la vie et de la jeunesse d'imagination qui distinguaient alors nos artistes, et il n'est pas en cela un document isolé. On possède, soit sur parchemin, soit sur pierre, beaucoup de plans du XIIIe et du XIVe siècle. Bien qu'ils soient tous d'une géométrie élémentaire, n'employant que les arcs du cercle, ils montrent un grand travail de réflexion. Les concours enfin étaient ordinaires. La cathédrale de Strasbourg conserve dans ses archives les dessins présentés à un concours ouvert pour sa façade. Les légendes sur les rivalités des artistes rappellent celles qui eurent cours en Italie aux époques où l'attention y fut le plus éveillée sur les choses de l'art.

Cependant les défauts qui minaient ce grand système se dévoilaient avec une effrayante fatalité. L'unité des édifices devient impossible : on n'y voit plus deux chapiteaux semblables; les fenêtres se chargent de dessins intérieurs, si légers qu'ils semblent des fantaisies de l'imagination; on touche à l'exagération et à l'impossible : on s'obstine à faire tenir en l'air l'inconcevable chœur de Beauvais et ces édifices qui, s'ils ne nous étaient connus que par des dessins, passeraient certainement pour chimériques. Le sentiment de tous est un profond étonnement; l'œuvre paraît surhumaine, et c'est grâce à un pacte avec le diable qu'on a pu la faire passer du monde des rêves à celui de la réalité.

Le XIVe siècle continua toutes ces tendances en les poussant à l'extrême. L'architecture gothique du XIIIe siècle était pleine de défauts, mais chacun de ces défauts était à sa manière une source de beautés saisissantes et étranges. Il n'en sera bientôt plus ainsi. Exagérant encore la hauteur des vides, l'architecture gothique engage une sorte de défi avec la pesanteur et l'espace. Tantôt elle le gagna, comme à Beauvais; mais souvent les justes exigences de la raison dans l'art de bâtir se vengèrent d'être traitées avec si peu de souci. Les clochers s'élancent à des hauteurs démesurées; leurs formes sveltes, leurs découpures évidées, laissent une impression douteuse entre l'imagination, qui est charmée, et le jugement, qui réprouve. L'extrême richesse des détails amène trop de formes anguleuses ou saillantes, statues surmontées de dais et de pinacles, trèfles en pignons, galeries à jour, toute une broderie de pierre, qui, comme le dit Vasari, a l'air d'être faite en carton. En général, l'unité de l'édifice est sacrifiée; on ne veut plus de surfaces unies; l'addition des chapelles latérales, qui dans presque toutes les cathédrales date de ce siècle, montre que l'attention donnée aux subdi-

visions et aux détails l'emporte sur l'effet de l'ensemble. L'aspect général tend à pyramider; tout se couronne de triangles aigus et de tabernacles. Les lignes horizontales, qui dans le premier gothique ont encore de l'ampleur, disparaissent tout à fait. L'unique souci est de monter toujours et de revêtir l'édifice sacré d'une éblouissante parure qui le fait ressembler à une fiancée. Hélas! pendant ce temps, le mal croissait à l'intérieur, et la ruine de ces beaux rêves éclos dans un moment d'enthousiasme se préparait lentement.

Le mal du style gothique en effet, c'est que, né de l'enthousiasme, il ne pouvait vivre que d'enthousiasme. L'église du XIIe et du XIIIe siècle avait été à la lettre élevée par amour. Qu'on lise les récits charmans relatifs à la construction de la cathédrale de Chartres et de la basilique de Saint-Denis. Au XIVe siècle, il s'y mêle l'idée de corvée, d'émeute, de châtiment. On élevait des églises par pénitence; on ne les entretenait qu'à force d'impositions et par des mesures administratives. La foi qui avait créé ces merveilles n'était pas diminuée : en un sens, elle trouvait dans les esprits moins de doutes et d'objections, car le XIVe siècle pense bien moins librement que le XIIIe: mais elle avait perdu sa spontanéité naïve, c'était un étroit formalisme, une routine pesante et grossière. L'architecture gothique était malade du même mal que la philosophie et la poésie, la subtilité. L'art n'était plus qu'un prodigieux tour de force, après lequel il n'y avait plus que l'impuissance. L'antiquité put se reposer durant des siècles dans le style d'architecture que la Grèce avait créé; les ordres grecs sont devenus une sorte de loi éternelle, parce que le style grec est la raison même, la logique appliquée à l'art de bâtir. Ici, au contraire, tout avenir était impossible, tant on avait poussé dès l'abord aux dernières conséquences. La décadence était en quelque sorte obligée; on se demande en vain à quel moment d'un art aussi tourmenté on eût pu trouver un point stable pour fixer le canon et fournir un point de départ à l'art de l'avenir.

Un défaut général de solidité fut, quoi qu'on en dise, la conséquence de ce système compliqué d'architecture. L'édifice grec et romain est éternel, à la seule condition qu'on ne le détruise pas. Il n'a besoin d'aucune réparation. L'édifice gothique est assujetti à des conditions si multipliées qu'il s'écroule vite, à moins de soins perpétuels. Visant à l'effet, cachant plus d'une négligence dans les parties soustraites à l'œil du spectateur, les constructions gothiques souffrent toutes de deux maladies mortelles, l'imperfection des fondemens et la poussée des voûtes. Un simple dérangement dans le système d'écoulement des eaux suffit pour tout perdre. Le Parthénon, les temples de Pœstum, ceux de Baalbek, n'aspirant qu'au solide, seraient intacts aujourd'hui, si l'espèce humaine eût disparu le lendemain de la construction. Dans ces conditions-là, une église

gothique n'eût pas vécu cent ans. Ces églises ont été perpétuellement entretenues et rebâties; elles auraient toutes disparu en notre siècle, si un zèle intelligent ne nous avait portés à les restaurer. Dans les villes où il y a des édifices romains et des édifices gothiques, les seconds comparés aux premiers paraissent des ruines. Il n'y aura plus au monde une église gothique quand les constructions grecques et romaines étonneront encore par leur solide beauté. Je sais ce que l'on peut répondre. Le Parthénon couvre 400 mètres, la cathédrale d'Amiens 7,000. Si les Grecs avaient eu à faire un édifice couvert de cette dimension, ils ne l'auraient pas fait aussi solide que le Parthénon. Nous ne blâmons pas la tentative: nous constatons seulement les conséquences inévitables qu'elle entraînait. Nulle part aussi bien qu'en architecture on ne sent les conditions limitées auxquelles sont assujetties les œuvres de l'homme, gagnant en un sens ce qu'elles perdent en un autre, condamnées à choisir entre la médiocrité sans défauts ou le sublime défectueux.

En même temps que l'architecture gothique renfermait en elle-même un principe de mort, elle eut le malheur de nuire beaucoup aux autres arts plastiques en les condamnant à un rôle subalterne. Comme la théologie tuait la science rationnelle en la réduisant au rôle de suivante, l'architecture gothique, étant tout l'art à elle seule, rendait le progrès impossible pour la peinture et la sculpture. Qu'aurait dit Phidias, s'il eût été soumis aux ordres d'architectes qui lui eussent commandé une statue destinée à être placée à deux cents pieds de haut? Les grandes beautés savantes étant de la sorte écartées, l'artiste dut se rabattre sur les détails insignifians et faciles, dont chacun a peu de valeur en lui-même, et qui, n'étant pas distribués avec mesure, produisent un effet de banalité. Sans partager la colère de Vasari contre ces maudites fabriques qui ont empoisonné le monde (*questa maledizione di fabbriche... che hanno ammorbato il mondo*), sans y voir simplement avec lui un chaos monstrueux et barbare, une folle invention des Goths, qui ne la firent réussir qu'après avoir préalablement détruit les ouvrages romains et tué tous les bons architectes, on peut trouver qu'il n'a pas tort quand il y trouve un manque général de proportion et de raison. Ce n'est pas l'architecture logique, elle sort des conditions humaines. Elle naquit d'un effort d'abstraction, d'un travail de raisonnement trop prolongé sur des coupes. Ivres de leurs épures, les architectes allaient, affaiblissant toujours les masses; leurs plans sur parchemin les aveuglaient sur les exigences de la réalité. C'est ce qui fait que le dessin d'une église gothique est, en un sens, plus beau que l'église elle-même, car les artifices qui sont nécessaires pour accommoder le plan aux conditions de la matière n'existent pas dans le dessin.

Paradoxe architectural d'un éclat sans pareil, le gothique fut une

exagération d'un moment, non un système fécond, un tour de force, un défi, non un style durable. Aussi n'a-t-il eu de continuation que grâce au goût qui porte notre siècle à copier tour à tour les différens types du passé. Arrêtée brusquement par la renaissance, cette architecture ne survécut au coup qui la frappait que par un compromis singulier, je veux parler du gothique orné de détails grecs que l'on voit à Saint-Étienne-du-Mont, à Saint-Eustache; puis elle disparaît sans retour. On a reproché aux artistes du XVIe siècle de ne pas l'avoir développée : rien de plus injuste, c'était un style épuisé qu'il était impossible de faire revivre. Les imitations du XIXe siècle ne l'ont que trop prouvé. Les efforts pour donner de la raison à un paradoxe, pour rendre sensé un moment d'ivresse, ont prouvé par leur gaucherie que l'architecture du XIIe et du XIIIe siècle doit être classée parmi les œuvres originales qu'il est glorieux d'avoir produites et sage de ne pas imiter.

III.

Un grand fait résume donc toute l'histoire de l'art français au XIVe et au XVe siècle. L'art du moyen âge meurt avant d'avoir atteint la perfection : au lieu de tourner au progrès, il tourne à la décadence. En d'autres termes, la renaissance ne se fit pas par la France. Aux XIe et XIIe siècles, la France surpasse de beaucoup l'Italie dans toutes les directions de l'art. L'Italie, à cette époque, n'avait rien à comparer à nos basiliques romanes, aux peintures de Saint-Savin, aux sculptures des premiers portails gothiques. Au XIIIe siècle, la France égale encore sa rivale. La France n'eut pas de Giotto, mais elle eut des architectes supérieurs à ceux de toute l'Europe. Au XIVe, la France est définitivement surpassée. Les *peintres d'Avignon*, tous Italiens, sont reconnus pour des maîtres qu'on ne savait pas égaler. La France ne recule pas, mais l'Italie avance à grands pas. Ce siècle n'est chez nous ni un siècle de progrès, ni un siècle de décadence : c'est un siècle stationnaire. L'art gothique hésite, s'attarde, et finalement n'arrive pas à une forme acceptée de tous. Au XVe siècle, l'Italie s'engage seule avec un éclat sans pareil dans cette voie glorieuse où tout le monde devait essayer de la suivre. Pourquoi ce grand événement de l'histoire de l'esprit humain ne s'est-il pas accompli par la France? Pourquoi le pays où se produisit le grand éveil de l'art chrétien s'arrête-t-il ensuite dans une sorte de médiocrité routinière? Pourquoi le goût si élevé du premier style gothique fait-il place au goût plat et bourgeois qui nous blesse si souvent dans les ouvrages du XIVe et du XVe siècle? Les causes de ce grand fait sont nombreuses, et tiennent à ce qu'il y eut de plus profond

dans l'histoire morale et sociale de l'époque qui commence avec l'avénement des Valois.

On ne doit guère alléguer ici les causes politiques. Si la France peut donner pour excuse les circonstances difficiles où elle se trouva engagée, l'Italie peut répondre qu'elle en traversa de bien plus graves. La nationalité française en ce siècle ne courut que des périls; la nationalité italienne disparut sans retour, sans que le génie italien souffrît aucune éclipse. Au milieu d'une société profondément troublée, d'une anarchie sans égale, qui maintenait la terreur en permanence, les œuvres les plus délicates ne cessèrent de se produire, l'art se développa avec une liberté absolue, des villes entières furent possédées de l'émulation des belles choses. Jamais on ne vit par un plus frappant exemple combien les arts qu'on appelle de la paix s'accommodent d'une société agitée, pourvu que cette agitation ait de la grandeur et qu'elle corresponde à des passions élevées.

A y regarder de près, on reconnaît que cette société française, en apparence si menacée, n'était pas au fond dans un état défavorable au développement de l'art. Les malheurs publics pesaient de tout leur poids sur les populations sédentaires des villes et des campagnes; mais ils n'atteignaient guère la noblesse armée qui menait le train du monde et en faisait tout l'éclat. Pour cette classe de la nation, qui se battait bien plus par plaisir et par état que par le sentiment d'une cause nationale, le temps qui s'écoula de la journée de Crécy au règne réparateur de Charles V ne fut nullement une époque néfaste. Froissart, écho des sentimens de la chevalerie, présente les années dont il fait l'histoire bien plus comme des années brillantes, riches en faits d'armes et en aventures, que comme des années de désolation. Il peut paraître étrange de le dire : au milieu de ces horreurs, le siècle était gai; ni la littérature, ni l'art ne portent l'empreinte d'un profond abattement. Le roi Jean, dans sa prison, oubliait son royaume avec une facilité qui nous étonne au milieu de ses peintres et de ses musiciens (1). L'année 1400, qui, d'après les idées répandues, serait le cœur même d'une des périodes les plus calamiteuses de notre histoire, fut pendant plus de cinquante ans le point brillant vers lequel se tournèrent tous les souvenirs. Paris, à ce moment, eut un éclat sans pareil. Un curieux texte récemment publié (2) exprime avec naïveté l'admiration des provinciaux pour ce centre de tous les raffinemens. Ce n'est que dans la première moitié du xve siècle que les suites de la guerre et de l'abaissement

(1) Voyez les curieux documens publiés par M. le duc d'Aumale dans le tome II des *Miscellanies of the Philobiblon Society*, 1855-56.

(2) Guillebert de Metz, *Description de la ville de Paris*, publiée par M. Le Roux de Lincy (Paris, Aubry, 1855).

politique se firent sentir d'une manière profonde sur l'état social.

L'absence de vie municipale d'une part, et de l'autre au contraire le grand développement des institutions républicaines, ont bien plus d'importance pour expliquer le contraste que présente l'histoire de l'art en France et en Italie. Ce qui le prouve, c'est que le seul pays en-deçà des monts où nous trouvions le germe d'un mouvement d'art comparable à celui de l'Italie, la Flandre, est aussi le seul où fleurissent des petites républiques à peu près indépendantes. Ces états, concentrés en quelques milliers d'hommes, produisent une activité merveilleuse, et favorisent le développement des écoles locales. Des villes de troisième et de quatrième ordre en Italie ont une école ayant son caractère propre, n'empruntant rien aux autres, ne sortant pas des murs de la cité, donnant à celle-ci sa physionomie à part. A partir du XIVe et du XVe siècle, les écoles entendues comme des centres distincts, où l'art se développe d'une façon indépendante, s'effacent presque parmi nous. Certaines spécialités, comme celle de l'orfévrerie et des émaux de Limoges, se défendent seules avec obstination. Une sorte d'éclectisme est dès cette époque la loi de l'art français. Chaque artiste a son point de départ dans la mode générale de son temps, non dans la manière particulière du maître qui l'a précédé.

La cour constitue en France, dès le XIVe siècle, le principal foyer de la culture de l'art. Or il semble au premier coup d'œil que, sous ce rapport, la fin du moyen âge fut très bien partagée. Au commencement comme à la fin de leur long règne, au XIVe comme au XVIe siècle, les Valois se distinguèrent par leur goût délicat. L'historien de l'art n'est pas toujours amené à porter sur certains personnages les mêmes jugemens que l'historien de la politique et des mœurs. Tel tyran des villes d'Italie, souillé de crimes et digne des malédictions de la postérité, occupe dans l'histoire de l'art une place honorable. De même il faut reconnaître que cette dynastie des Valois, à laquelle l'historien politique est en droit d'adresser de si sévères reproches, créa le côté brillant de la civilisation française, et contribua puissamment à fonder la suprématie en fait d'élégance et de goût qui ne devait plus nous être enlevée. A partir de Philippe de Valois, la cour de France est le centre le plus distingué du monde. Les fêtes, les tournois, les mœurs chevaleresques et polies y attirent le monde entier. Trois ou quatre rois, les rois de Bohême, de Navarre, de Majorque, d'Écosse, une foule de princes à peu près étrangers à la France, y faisaient leur résidence habituelle. Paris réglait la mode et attirait les regards de l'Europe entière. Philippe de Valois et son fils Jean apparaissaient en quelque sorte à l'imagination de leurs contemporains comme des rois de chanson de geste, passant

leur vie en guerre et en fêtes, dans un cercle continu d'actions brillantes et de spectacles; mais l'art véritable ne va pas sans une solide culture du jugement : de joyeuses folies ne suffisent pas pour produire des œuvres durables et un mouvement vraiment fécond.

L'idéal sembla être atteint quand le hasard porta au trône celui des fils du roi Jean qui joignait aux goûts libéraux de son père et de ses frères un sérieux et un jugement qu'ils n'avaient pas. Artiste lui-même, architecte, mécanicien, entouré de ses habiles compères Raymond du Temple, Jean Saint-Romain, Charles V donna la mesure de ce que peut une dynastie amie des arts en un siècle dénué de génie. Toutes les histoires italiennes n'ont rien à comparer, pour la droiture et le bon sens, à ce prince, le plus accompli de tout le moyen âge; mais il garda toujours, en fait de goût, quelque chose de lourd, de commun, de bourgeois, s'il est permis de le dire. L'architecture civile produisit des ouvrages charmans, sans qu'il se formât un goût décidément national. L'artiste devint le favori, le commensal, souvent l'agent secret et le confident des princes. Ce n'est plus le mâle et intelligent ouvrier du XIIe et du XIIIe siècle; c'est le valet adroit, bon à toute sorte de services, cumulant la sellerie avec la peinture, les commissions secrètes avec les ouvrages d'art, prenant rang dans la domesticité du prince à côté du fou, du ménestrel et du tailleur d'habits.

L'aristocratie de princes du sang qui se forme à partir du roi Jean, et qui règne sous le nom de l'infortuné Charles VI, créa de brillantes cours féodales, assez analogues aux familles princières de l'Italie. Ces princes, si funestes à la France sous le rapport de la politique, furent tous des hommes de goût et peuvent être considérés comme les premiers grands amateurs laïques qu'aient eus les sociétés modernes. S'ils ruinaient le royaume, du moins ils l'embellissaient, et c'est à eux en particulier que la France dut ce brillant aspect féodal qu'elle perdit par les démolitions souvent inintelligentes du XVIe et du XVIIe siècle. Quel collecteur raffiné que le duc de Berri! Où trouver des goûts de luxe plus développés que dans la maison de Bourgogne? Quel prodigue se fit jamais pardonner plus facilement ses folies que Louis d'Orléans, ce séduisant abrégé des défauts et des qualités de son siècle? Mais que nous sommes loin pourtant avec ces princes des amateurs illustres qui ont fait la renaissance italienne! Les princes du sang de la maison de Valois, ne représentant pas des souverainetés territoriales bien délimitées et n'ayant pas de capitales fixes, ne pouvaient créer des régions d'art comme les Visconti, les della Scala, héritiers eux-mêmes de républiques longtemps indépendantes. La royauté ne suffit pas pour soutenir un grand mouvement d'art spontané. Il faut pour cela des républiques

municipales ou de petites cours correspondant à des divisions naturelles. La maison de Bourgogne réalisa quelques-unes de ces conditions; mais le mauvais goût flamand la maintint dans un luxe vulgaire, pesant, sans idéal. Louis d'Orléans est bien déjà un homme de la renaissance; mais une certaine faiblesse d'esprit et de caractère, qui contribua plus qu'on ne pense au charme qui s'attachait à sa personne et qui s'attache encore à son souvenir, l'empêcha d'exercer une influence bien sérieuse. Son goût est plus délicat que celui d'aucun autre prince avant lui, mais c'est bien encore le goût du moyen âge : beaucoup d'esprit et de charme, mais une absence presque complète de grand style et de noblesse. L'amour du beau touchait trop souvent chez lui aux penchans les plus frivoles, et sa piété superficielle n'aboutissait ni à des créations solides, ni à la règle des mœurs. Le grand art n'est ni le fruit d'efforts honnêtes, ni le jeu frivole d'aimables étourdis : il y faut du génie. On ne doit pas oublier que cette Italie, qui produisait la renaissance des arts, présidait en même temps à la renaissance des lettres et de la pensée philosophique, à ce grand éveil, en un mot, qui replaçait l'humanité dans la voie des grandes choses dont l'ignorance et l'abaissement des esprits l'avaient écartée.

Dans la masse de la nation, le contraste n'était pas moins sensible. La bourgeoisie française du XIVe siècle est rangée, sérieuse, pleine de justes aspirations à la vie politique. Il se forma une haute bourgeoisie de fonctionnaires enrichis par les opérations financières de la royauté, tels que les Barbette, les Montaigu, plus tard Jacques Cœur. Ces parvenus firent preuve en général d'un goût éclairé, et l'histoire doit être pour eux plus indulgente que ne le furent leurs contemporains. La jalousie des princes les écrasait; presque tous périrent de mort violente. La bonne bourgeoisie des villes, surtout de Paris, était arrivée à un haut degré de bien-être et de culture; mais elle n'avait, heureusement peut-être, aucune des qualités brillantes de la bourgeoisie italienne. Le soin extrême de la maison que nous révèle le *Ménagier de Paris* était tourné bien plus vers ce qu'on nomme maintenant le comfortable que vers le goût de l'art. L'hôtel bourgeois du XIVe siècle devait ressembler à ces vieilles demeures remplies d'une solide richesse qu'on trouve encore au fond des provinces éloignées. Ce n'était ni l'élégante maison de la renaissance ni le luxe banal de nos demeures modernes. « Et pour ce que aux hommes, dit le *Ménagier*, est la cure et le soing de besongnes de dehors, et en doivent les maris coigner, aler, venir et racourir de çà et de là, par pluies, par vents, par neges, par gresles, une fois moullié, autre fois sec, une fois suant, autre fois tremblant, mal peu, mal hébergié, mal chauffé, mal couchié. Et tout ne lui fait mal

pour ce qu'il est reconforté de l'espérance qu'il a aux cures que la femme prendra de lui à son retour, aux aises, aux joies et aux plaisirs qu'elle lui fera ou fera faire devant elle, d'être deschaux (1) à bon feu, d'être lavé les piés, avoir chausses et souliers frais, bien peu, bien abreuvé, bien servi, bien seignouri, bien couchié en blancs draps et couvre-chefs blancs, bien couvert de bonnes fourrures, et assouvi des autres joies et esbattemens, privetés, amours et secrets dont je me tais. Et lendemain, robes-linges (2) et vêtemens nouveaux. Certes, belle sœur, tels services font amer et désirer à homme le retour de son hostel et veoir sa preude femme et estre estrange des autres. Et pour ce je vous conseille à reconforter ainsi vostre autre mary (3) à toutes ses venues et demeures, et y persévérez. »

Il y avait dans ce goût délicat du *chez soi* le germe d'une solide moralité bourgeoise qui, si elle n'eût été étouffée par les élémens plus légers venus du midi au XVIe siècle, eût fait de nous une nation sérieuse à la façon anglaise. Mais que ce bon bourgeois, si heureux de trôner dans son hôtel du quartier des Tournelles, est différent d'un bourgeois de Pise ou de Florence! La naissance de l'art est accompagnée d'une certaine facilité dans les mœurs. Conduite par l'austère université, la bourgeoisie ne voyait dans le luxe, fort critiquable, il est vrai, des princes du sang, que des déréglemens et une augmentation des taxes. En Italie, tout était pardonné à celui qui embellissait la cité et créait des monumens dignes d'un peuple libre. En France, cela s'appelait des prodigalités, de l'argent perdu. Florence, dépeuplée par la peste, applaudissait à la *seigneurie* qui commandait les portes du baptistère; en France, Hugues Aubriot, le promoteur des grands travaux de Paris, était considéré comme un oppresseur : on l'accusait d'hérésie et d'incrédulité; il n'échappait au feu que par un hasard, et le peuple poursuivait ses partisans comme les ennemis de Dieu.

La religion de la France enfin, beaucoup plus profonde que celle de l'Italie, ne la portait pas autant vers les créations délicates. L'église n'avait plus l'enthousiasme qui, pendant le XIIe et le XIIIe siècle, inspira tant d'œuvres originales. Elle semble obéir en général aux tendances mondaines qui entraînent le siècle loin de la mysticité pure et élevée de saint Bernard, de saint François d'Assise, de saint Bonaventure. La foi était intacte encore, mais elle tournait à la routine, elle n'inspirait plus rien de grand. Le catholicisme français a déjà sa nuance triste et austère. Une église comme Santa-

(1) Déchaussé.

(2) Chemises.

(3) L'auteur du *Ménagier*, par une pensée délicate, suppose toujours qu'étant vieux, ses conseils ne serviront à sa femme que pour le mari qu'elle prendra après lui.

Maria-Novella, portant sur ses murs les charmantes images de la gaîté et des élégantes folies de la vie florentine, eût été un scandale à Paris. Le bon Nicolas Flamel et la grave Pernelle, son épouse, s'y fussent trouvés mal à l'aise. La France faisait sans doute plus de sacrifices que l'Italie pour ses constructions religieuses, mais elle n'y sortait pas d'une certaine sécheresse. Ces églises de Florence, de Bologne, de Milan, tristement inachevées, respirent un sentiment de l'art plus délicat que nos cathédrales de la même époque. Une pensée plus vivante les a élevées; ici ce sont des œuvres d'artistes, là des œuvres d'ouvriers : on sent que les unes sont dans la voie du progrès, et que les autres font partie d'un art condamné.

Tout contribuait ainsi à donner à l'artiste italien plus de liberté et de dignité. Au lieu d'ouvriers obscurs, anonymes aux yeux de l'histoire, chaque monument de l'Italie rappelle un nom illustre, une gloire municipale, un grand artiste, honoré durant sa vie comme un personnage politique, objet de légendes après sa mort. L'exagération même de quelques-unes de ces réputations est un fait significatif; elle atteste le haut prix que l'opinion attachait aux belles choses et le charme puissant qui attirait les imaginations vers le domaine de l'art.

Si nous considérons les circonstances extérieures au milieu desquelles l'artiste travaillait en Italie et en France, nous reconnaîtrons aussi sans peine que l'artiste italien était à meilleure école. L'étude de l'antique fit bien moins défaut à nos artistes qu'on ne l'a supposé : à Reims, elle se trahit à des signes évidens; trois figures au moins de l'album de Villard sont des études faites sur l'antique ou le byzantin; mais ici l'Italie avait de grands avantages. Les restes de l'art antique y étaient bien plus considérables que dans la France du nord. Quelques belles statues, les trois grâces du dôme de Sienne par exemple, furent connues dès le moyen âge. Les ordres de l'architecture romaine, au moins depuis Brunelleschi, attirèrent l'attention. En peinture de même, l'art byzantin avait offert aux Giunta et aux Cimabue des œuvres bien plus avancées que celles que purent étudier nos peintres du XIIIe siècle.

L'art est en grande partie le reflet de la société que l'artiste a sous les yeux. Or la société italienne offrait dans le type et les manières une élégance que la nôtre ne présentait pas. La race y était plus belle, le costume et les allures plus distingués. Quelque part que l'on fasse à l'idéal, le monde qu'on entrevoit derrière le *Sposalizio* de Raphaël, ou la *Vie d'Enéas Sylvius* au dôme de Sienne, ou les fresques de Santa-Maria-Novella, l'emportait immensément en finesse et en grâce sur le monde de Saint-Jacques-de-la-Boucherie et des Célestins. Le type général du siècle, tel que les miniatures nous le

présentent, est chez nous soucieux et laid; les poses sont vulgaires, les costumes lourds et disgracieux; nulle noblesse, nul génie. La grande infériorité de l'art moderne vis-à-vis de l'art ancien se révèle déjà. Déshérités en tout ce qui tient à la beauté des formes extérieures, les peuples modernes, pour arriver à la noblesse, seront obligés d'abdiquer leurs costumes et leurs allures nationales. Ils n'auront pas de choix entre la vulgarité bourgeoise ou la noblesse théâtrale. Leurs arts plastiques, leur statuaire surtout, seront frappés de quelque affectation et d'une certaine gaucherie.

L'exagération du style ogival ne nuisit pas moins au développement des arts du dessin. Suivant leur principe d'amincissement et de maigreur générale jusqu'aux dernières limites, nos architectes en vinrent presque à supprimer les surfaces planes. Chassée de son domaine naturel, qui est la grande composition murale, la peinture s'abaissa peu à peu au niveau de la peinture en bâtimens. On ne songe plus qu'à entourer les colonnettes de mesquines torsades; on se rejette, pour la décoration des autels, sur une imagerie en pierre, lourde et sans accent. Qu'on songe à ce que fût devenue la peinture en Italie, si les églises du temps de Giotto eussent été construites dans ce style, si le génie de ce grand homme et de ses successeurs n'eût eu pour se déployer les vastes murs des églises d'Assise ou du Campo-Santo de Pise! Notre grande supériorité en architecture nous perdit. De tours de force en tours de force, nos maîtres maçons arrivèrent à des églises sèches, abstraites, froides, exclusivement architecturales. Le vide et la nudité de ces églises, quand elles ont échappé à l'ornementation désastreuse du XVIIe et du XVIIIe siècle, est quelque chose d'attristant. Les détails y étant secondaires, le plan seul étant la partie vivante et voulue, elles sont plus belles en dessin que dans la réalité. Une fois qu'on a épuisé le grand sentiment d'infinité qui résulte de l'ensemble, on sent le défaut de cette architecture égoïste et jalouse, n'ayant pour but qu'elle-même et régnant dans le désert. Je ne connais aucun grand vaisseau du moyen âge en Italie qui puisse se comparer à nos cathédrales de la même époque. Pourquoi cependant les églises toscanes et ombriennes sont-elles d'un art plus fin que Saint-Ouen, que la cathédrale de Beauvais? Parce que l'architecte s'y est borné à son rôle, parce que chaque détail y conserve son prix. Elles sont supérieures à nos églises comme Pétrarque est supérieur aux troubadours. Elles remplissent la condition essentielle de l'art classique, un cadre fini, laissant place à toutes les délicatesses de l'exécution.

L'Italie, il est vrai, a eu deux bonnes fortunes refusées à la France, et dont il importe de tenir un grand compte : celle d'avoir conservé intactes les œuvres de ses anciens maîtres et celle d'avoir eu, grâce

à Vasari, sa *légende dorée* de l'art. Maîtres de l'opinion au XVIe et au XVIIe siècle, les Italiens dispensèrent trop souvent la renommée selon leurs préventions ou leurs dédains. Sans contredit, la France du XIIe et du XIIIe siècle posséda dans son sein un mouvement d'écoles comparable à celui de l'Italie du XIVe siècle; mais elle n'eut pas de narrateur légendaire pour ce grand développement. Ses génies créateurs ne sont guère connus que de nom ou par les chétives images qui nous les montrent sur le pavé de leurs églises, revêtus de l'humble manteau de l'ouvrier. La façon dont leurs œuvres furent traitées a été bien plus déplorable encore. La France a toujours eu le tort de détruire quand elle a voulu bâtir. Trois ou quatre fois au moins la France a changé de face, et chaque fois elle s'est crue obligée de faire table rase du passé. La renaissance eût volontiers supprimé les édifices gothiques du moyen âge; les amateurs du style classique du XVIIe siècle crurent bien servir la cause de l'art en effaçant la trace de constructions qu'ils tenaient pour irrégulières. De nos jours enfin, il semble qu'on s'efforce, en détruisant jusqu'aux vestiges des fondations anciennes, de rendre toute image du passé impossible et de dérouter jusqu'aux souvenirs. L'Italie au contraire, même au temps de Raphaël, n'effaça jamais un Giotto. Ses vieilles écoles lui furent toujours chères. La perfection de l'âge classique ne la rendit pas injuste pour la naïveté des époques de tâtonnement. L'attention que Vasari accorde aux anciens maîtres eût passé en France pour puérile, les essais des époques primitives y paraissant tout simplement grotesques ou barbares.

La fortune de l'art italien tient donc à des causes profondes et à la supériorité même du génie de l'Italie. Avant tout autre pays en Europe, l'Italie attacha un sens au mot de gloire et travailla pour la postérité. Le respect des origines tient chez elle au même principe. L'art étant pour l'Italie la réalisation du beau, non un caprice futile, elle n'éprouva pas le fatal besoin de sacrifier les œuvres du passé aux convenances des artistes à la mode. Toutes les couches de l'histoire de l'art sont représentées sur son sol. Chacun de ses chefs-d'œuvre a un nom, une date, une légende. Si elle eût eu nos architectes du XIIe et du XIIIe siècle, elle eût égalé leur gloire à celle des Bramante et des Michel-Ange. Même les noms obscurs des Colart de Laon, des Girard d'Orléans, seraient chez elle inscrits au livre d'or. Chez nous, ils n'ont échappé à l'oubli que par le hasard qui les a fait figurer sur d'insipides registres de dépenses, mêlés aux détails les plus vulgaires, *illacrymabiles,... carent quia vate sacro.*

En somme, si notre art du moyen âge n'a pas vécu, ce n'est pas le caprice du XVIe siècle qu'il en faut accuser; c'est qu'il manquait des conditions nécessaires pour arriver à la pleine réalisation du

beau. L'art du moyen âge tomba par ses défauts essentiels et parce qu'il ne sut pas s'élever à la perfection de la forme. L'antiquité seule pouvait révéler aux nations modernes le secret d'un art qui ne sacrifiât jamais la beauté à l'expression et s'arrêtât toujours devant la difformité. La renaissance n'est pas, comme on l'a dit souvent, coupable d'avoir étouffé l'art du moyen âge : l'art du moyen âge était mort avant qu'elle commençât à poindre. Il était mort faute d'un principe suffisant pour l'amener à un entier succès. Aussi sa décadence ne ressemble-t-elle pas à celle d'un art qui dépasse le but à force de raffinement et par l'impossibilité où est l'esprit humain de se tenir longtemps dans la limite de la perfection : ce fut une décadence avant la maturité, une sorte de jeunesse flétrie avant d'arriver à un complet développement. Ce qui manqua à l'art de la fin du XIVe siècle, ce ne fut ni le talent des artistes, ni une aristocratie brillante et spirituelle pour l'encourager; ce fut un mobile moral élevé, une noble conception de la nature humaine, et ce sentiment du grand et du beau, sans lequel les ouvrages de l'art comme ceux de la littérature ne peuvent arriver à revêtir une forme durable et achevée.

L'art du moyen âge est original, en ce sens qu'il cherche à représenter, en dehors de toute imitation d'un type classique étranger, le beau tel qu'on le concevait alors; mais que cette conception de la beauté fût très inférieure, si on la compare à la beauté antique, c'est ce qu'on ne peut nier. Un art complet ne pouvait en sortir. La condition essentielle du progrès était de renoncer à des conditions désavantageuses pour revenir à celles de l'antiquité; mais on sent combien l'art moderne tout entier, hors de l'Italie, était dès lors frappé d'infériorité. Ce n'est jamais impunément qu'on renonce à ses pères. Pour fuir la vulgarité, on tombait dans le factice. Un idéal artificiel, une statuaire forcée d'opter entre le convenu ou le laid, une architecture mensongère, voilà les dures lois que trouvèrent devant eux les transfuges qui, tournant le dos au moyen âge, se mirent à copier l'antique. Heureusement la civilisation moderne possède assez de grandes parties qui n'appartiennent qu'à elle seule pour se consoler d'être condamnée, sous le rapport de l'art, à une irréparable infériorité. Parce que les qualités de l'âge mûr excluent celles de la première jeunesse, ce n'est pas une raison pour regretter d'avoir échangé les dons brillans qui ne donnent qu'un jour contre les solides avantages de la maturité.

ERNEST RENAN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 juin 1862.

Obligés, par la discussion du corps législatif, de nous occuper de l'affaire mexicaine, nous sommes heureux du moins de pouvoir rentrer dans ce débat sous une meilleure impression : nous sommes rassurés sur la situation de notre petite armée par les favorables nouvelles que nous apporte le dernier paquebot. Depuis le regrettable accident de Guadalupe, la plus grave des préoccupations excitées par l'expédition du Mexique ne s'attachait plus au caractère et à la portée politique de l'expédition. On s'inquiétait avant tout du sort de nos soldats et des embarras auxquels ils pouvaient être exposés. Nous sommes aujourd'hui édifiés sur ce point. Nous savons que nos troupes pourront attendre dans une position excellente, tant que durera la saison des pluies, les renforts qui leur arriveront successivement de France, et qui leur permettront de reprendre l'offensive au commencement de l'automne. C'est pour nous un grand soulagement de cœur d'avoir ainsi la certitude que nos soldats n'auront point à subir les pires conséquences des fautes politiques commises dans la conception et la conduite de cette entreprise. Ce bonheur ne nous permet pas seulement d'examiner avec plus de sang-froid le caractère politique de l'expédition du Mexique, il fait à l'opinion et au gouvernement une loi d'autant plus étroite de porter dans cet examen un esprit de sévère circonspection que ce n'est point à notre prudence que nous en avons été redevables.

Résumons d'abord les principales circonstances qui, d'après les dernières nouvelles, établissent la situation de la petite armée du général Lorencez. L'incertitude dans laquelle on vivait à cet égard depuis un mois nous a fait passer par de pénibles alternatives d'anxiété ou d'espoir. On voyait la troupe du général Lorencez coupée de sa base d'opérations, traversée dans ses approvisionnemens par des guérillas, submergée dans un soulèvement national. La récente arrivée de l'amiral Jurien de La Gravière à Paris avait

un peu calmé ces alarmes. L'amiral avait quitté Orizaba le 3 mai, deux jours seulement avant l'affaire de Guadalupe. Il avait pu venir d'Orizaba à la Vera-Cruz avec une simple escorte de soldats mexicains déserteurs, sans être inquiété nulle part sur une route de plus de quarante lieues. Rien n'était donc disposé dans le pays pour une levée en masse contre la France : il était probable que les guérillas ne s'improviseraient pas contre nous au sein de populations dont les sentimens nous étaient favorables; il paraissait certain au surplus qu'aucune guérilla ne pourrait tenir contre nos colonnes mobiles le jour où nous serions assez nombreux pour en lancer quelqu'une entre la Vera-Cruz et Orizaba. On assure donc que l'amiral Jurien de La Gravière, au lieu de s'être laissé entraîner à des sentimens pessimistes par les appréciations si peu généreuses et si peu justes que *le Moniteur* avait portées sur sa politique, redressa les alarmes exagérées qui avaient suivi l'échec de Guadalupe. Cet échec ne pouvait compromettre d'une manière grave le général Lorencez. C'était un avertissement donné au général et à la France sur les précautions que nous avions à prendre. L'événement de Guadalupe venait nous montrer combien il eût été téméraire et périlleux de pousser jusqu'à Mexico avec une poignée d'hommes. Il fallait se féliciter encore de n'avoir pas couru la chance de rencontrer plus au nord la résistance qui nous avait arrêtés devant Puebla. Plus nous aurions été éloignés de notre base, et plus eût été grand le péril d'un échec. L'obstacle rencontré par nous à Guadalupe pouvait donc tourner à notre profit. Le général Lorencez pouvait, en augmentant sa sécurité et la force de son offensive future, se replier sur Orizaba. Là, il lui serait facile de rétablir les communications avec la Vera-Cruz, d'assurer le transport de ses approvisionnemens et de ses munitions, de loger ses soldats dans d'excellentes casernes durant la saison des pluies, qui ne permet pas de bivaquer, de mettre à profit cette trêve forcée des mois pluvieux pour recevoir et organiser ses renforts. Ainsi, quant à la sécurité de nos soldats, les inquiétudes ressenties en France étaient exagérées. Il n'était pas nécessaire de hâter l'expédition des renforts, d'exposer de nouvelles troupes à la cruauté du *vomito;* il suffisait que nous missions nos renforts en mesure de rejoindre le général Lorencez vers le mois de septembre, à la fin de la saison des pluies, à l'époque où les ravages de la fièvre jaune diminuent, au moment où l'on peut commencer une campagne efficace.

S'il est vrai que la situation ait été ainsi présentée par l'amiral Jurien de La Gravière, l'événement vient aujourd'hui confirmer heureusement l'opinion de cet éminent officier-général. Samedi, l'on avait reçu à Paris, par la voie de Vigo, de mauvaises nouvelles du Mexique : ces nouvelles étaient le reflet des rumeurs erronées qui couraient à la Vera-Cruz; les informations venues par le paquebot anglais les ont promptement démenties. Le corps du général Lorencez est rentré à Orizaba le 18 mai. Le même jour, le général Marquez, opposé au gouvernement de Juarez, et qui a trois mille In-

diens sous ses ordres, vint de sa personne avertir le général Lorencez qu'un détachement de l'armée de Zaragoza cherchait à empêcher la jonction de ses Indiens avec l'armée française. Le général Lorencez envoya au secours de Marquez un simple bataillon du 99e, sous les ordres du commandant Lefebvre. Cette petite colonne surprit l'ennemi, lui mit huit cents hommes hors de combat, et effectua la jonction des bandes de Marquez avec notre armée. Ce facile succès nous prouve que nos soldats sont à l'abri de toute insulte de la part des Mexicains. Nous sommes solidement et commodément cantonnés à Orizaba; nos soldats y sont logés dans de bonnes casernes et bien nourris; nos officiers, comme nous l'apprennent plusieurs lettres de l'armée, y reçoivent des habitans une hospitalité cordiale et gaie. Au-dessous d'Orizaba, Cordoba est occupée par notre infanterie de marine, qui de là rayonne jusqu'au Chiquihité, c'est-à-dire à la limite de la terre chaude. Marquez et ses Indiens sont à la Soledad, à mi-chemin entre le Chiquihité et la Vera-Cruz. A la Vera-Cruz, le général Douay organise avec son petit détachement ses convois de munitions et de vivres. Les communications entre le corps expéditionnaire et sa base sont donc rétablies. L'on peut attendre sans inquiétude la fin de la saison des pluies.

La contre-partie de ces bonnes nouvelles, ce sont les victimes que la fièvre jaune fait à la Vera-Cruz; c'est encore le mouvement qui s'opère contre nous au-delà d'Orizaba. Des lettres de Mexico annoncent que d'immenses levées sont ordonnées et s'accomplissent dans tous les états du Mexique. Il y a cependant une circonstance qui peut rendre moins redoutable pour nous la levée en masse, c'est que ce mouvement national, qu'il soit factice ou sincère, est prématuré. Comme nous l'avons dit, nous ne pouvons commencer une campagne décisive avant l'automne. Jusque-là, les pluies imposent à la guerre une suspension forcée. En appelant le peuple aux armes dès le mois de mai, le gouvernement mexicain s'impose une charge qui est au-dessus de ses ressources. Comment pourra-t-il maintenir jusqu'en septembre tant de soldats improvisés? L'argent lui fera défaut, ses soldats ne seront pas payés, et le moment de la reprise des hostilités sera justement celui où ses troupes mécontentes ne songeront probablement plus qu'à se débander. Quelque fondement que puissent avoir ces conjectures, il doit être bien entendu qu'il ne faut pas que la France s'expose au renouvellement des fautes qu'elle a commises. Si nous voulons que notre drapeau aille à Mexico, il ne nous est point permis d'ignorer qu'il faut employer dans cette expédition des forces beaucoup plus considérables que celles qu'on a jusqu'ici regardées si étourdiment comme suffisantes. Vingt mille hommes, plus peut-être, il faut s'y attendre, doivent être engagés par nous dans cette affaire. Sans fixer de chiffres, il s'agit d'une expédition bien plus grosse qu'on ne l'avait cru d'abord et qu'on ne l'avait dit à la France. Le bon sens et la prudence nous en avertissent assez aujourd'hui. C'est aussi le sentiment de notre armée mexicaine, qui s'attend à de grands renforts. C'est la conclusion à laquelle

arrivent ces conversations d'officiers qui forment l'opinion publique d'un corps expéditionnaire, ce bourdonnement militaire, cette « chronique de la mèche, » suivant la pittoresque expression de nos marins, dont les correspondances mexicaines nous transmettent l'écho.

Maintenant que nous n'avons plus à redouter de désastres pour nos troupes engagées, c'est sur l'ampleur de l'expédition devenue nécessaire que nous voudrions voir se fixer avec précision et fermeté l'attention des hommes politiques et du public. Deux conditions s'imposent à la politique française, si elle veut se préserver à l'avenir des choquantes déceptions au-devant desquelles elle est allée avec tant de légèreté et d'insouciance dans les débuts de cette entreprise mexicaine. La première, c'est de ne rien épargner quant aux moyens qui doivent rétablir l'honneur de nos armes et la renommée de la France en Amérique; la seconde, c'est d'appliquer la même prévoyance et la même énergie de volonté à limiter nos prétentions politiques envers le Mexique. Il faut que nous soyons résolus à nous montrer forts et modérés, d'autant plus modérés que nous aurons été plus forts. En d'autres termes, il est nécessaire que, par la limitation précise de nos prétentions politiques aussi bien que par l'efficacité de notre action militaire, nous enlevions pour ainsi dire au hasard toutes les chances qui pourraient faire dévier cette guerre et l'éterniser. Il n'est permis de soulever des questions comme celle-là, si excentrique, si éloignée du courant des affaires et des vocations de la France, aussi peu utile à notre gloire qu'elle risque d'être onéreuse à nos finances, que lorsque l'on est sûr d'avance que l'on en sortira promptement, et que l'on possède le moyen certain d'en sortir. Il n'est pas supportable en vérité que, dans un temps comme le nôtre, un grand pays joue ses ressources à la loterie et fasse de la politique au petit bonheur. Nous voulons donc à la fois, afin de mettre le terme le plus prochain possible à cette triste question mexicaine, et que l'on n'épargne rien pour obtenir promptement le succès militaire qui nous est indispensable, et que l'on n'affiche envers le Mexique aucune exigence qui puisse dénaturer et prolonger la lutte. Être contraint d'adresser à la politique française une telle réclamation, c'est résumer en deux mots toutes les critiques que cette politique a encourues depuis le commencement de l'affaire mexicaine, critiques que n'a point réussi à réfuter le plaidoyer prononcé l'autre jour par M. Billault devant le corps législatif.

Ce discours de M. Billault est à notre sens un des moins heureux que l'habile orateur ait fait entendre depuis qu'il est dans nos chambres l'apologiste officiel de la politique du gouvernement. Que M. Billault eût eu beau jeu, lui qui est un argumentateur politique d'une rare adresse, s'il eût eu à réfuter un système de défense tel que celui qu'il a présenté! — Quoi! aurait-il pu dire, vous vous êtes embarqués dans cette affaire en embrassant les perspectives à la fois les plus vastes et les plus flottantes, et avec les moyens d'action les plus médiocres et les plus insuffisans! Vous envisagiez

la chance d'un changement de gouvernement au Mexique, vous aviez pris la résolution d'aider au renversement du gouvernement actuel, et vous songiez à favoriser la substitution d'une monarchie à la forme républicaine; vous couriez donc de votre propre aveu au-devant d'une guerre qui, de la part de vos adversaires, pouvait devenir une guerre nationale, la guerre d'un peuple, quelque dégradé qu'il soit, qui défend contre l'étranger ses institutions et son indépendance! Et pour accomplir un tel dessein vous avez commencé par envoyer à deux mille lieues de la France, sur une côte malsaine, deux mille hommes dépourvus de moyens de transport! Mais en politique ne pas proportionner ses moyens d'action à ses vues, c'est se condamner à n'être plus maître de sa conduite future, c'est se livrer à la merci des accidens. L'événement vous l'a prouvé tout de suite, et votre première petite troupe expéditionnaire, pour avoir un campement salubre, a été obligée de l'accepter dans une stipulation d'armistice de cet ennemi même que vous ne vouliez pas reconnaître comme un gouvernement de fait, et avec qui vous ne vouliez pas traiter! Vous avez ainsi, dès le début, perdu, faute de prévoyance, votre liberté d'action. — Mais, dites-vous, nous avions des alliés sur le concours desquels nous devions compter, et qui ont trompé nos espérances. — Ici encore se sont reproduites les mêmes contradictions. L'on s'embarquait à trois dans une action commune; or chacun parmi ces trois avait une opinion différente sur l'objet le plus grave de l'expédition : la question du gouvernement mexicain à renverser ou à réformer. M. Billault l'a reconnu avec franchise : ni l'Angleterre, ni l'Espagne, ni la France n'avaient à ce sujet le même avis. L'Angleterre, qui ne fait pas métier de renverser ou d'établir des gouvernemens chez les peuples étrangers, l'Angleterre, qui reconnaît toujours les gouvernemens *de facto*, ne pouvait se proposer comme un but avouable la destruction de la république au Mexique et s'interdire la faculté de traiter avec Juarez. L'Espagne, dit-on, n'était pas gênée par ces scrupules; mais elle avait laissé voir clairement qu'elle ne prêterait pas les mains à l'érection d'un trône au Mexique, si ce n'est au profit d'un prince de la maison de Bourbon. La France, au dire de M. Billault, avait une opinion intermédiaire : entre l'Angleterre et l'Espagne, elle occupait le juste milieu; c'était elle qui représentait la sagesse! Soit; mais était-il sage à elle d'attendre l'unité d'action de trois intérêts différens et de trois opinions diverses? Lorsqu'on a été assez chimérique pour croire à un tel miracle, est-on bien venu à se plaindre de la défection d'alliés sur lesquels on n'avait pas raisonnablement le droit de compter, et peut-on espérer de se décharger de sa faute en essayant, avec beaucoup de ménagemens, de la faire glisser sur les épaules de l'Angleterre, et, avec une mauvaise humeur moins contenue, de la reporter sur l'Espagne? Enfin, de pareilles divergences dans les intentions existant dès l'origine, on ne s'explique pas comment on a pu laisser prendre à l'Espagne la supériorité des forces dans l'expédition active. Le général Prim disposait de sept ou huit

mille hommes, quand le commandant français n'en avait que deux mille. L'Espagne ne voulait pas ce que nous voulions, elle était odieuse aux Mexicains, parmi lesquels nous nous flattions d'être populaires, et c'était à elle que nous laissions prendre, par la supériorité numérique de ses troupes, la prépondérance dans l'alliance; nous abandonnions implicitement la conduite politique de l'entreprise à cet illustre rêveur de Vichy, parti pour être un héros, et, à notre grande confusion, revenu diplomate.

Dans une affaire ainsi conduite, nous n'avons pas plus été d'accord avec nos principes qu'avec nos intérêts. Nous ne pouvions mettre en avant dans cette guerre que nos réclamations légitimes en faveur de nos nationaux indignement spoliés depuis trente années; quant à la chute du gouvernement actuel du Mexique, elle pouvait être la conséquence de la guerre, si la nation soulevée voulait punir ce gouvernement de n'avoir pas su ou voulu détourner la calamité d'une invasion étrangère : si un tel mouvement emportait Juarez, nous devions sans doute, en respectant l'indépendance des Mexicains, prêter notre concours à l'établissement au Mexique d'un gouvernement honnête et modéré; mais la chute de Juarez ne pouvait être pour nous l'objet légitime et raisonnable de la guerre : elle ne pouvait être à nos yeux qu'une éventualité à prévoir. Tout au plus avions-nous le droit de la désirer; si nous avions l'arrière-pensée de l'accomplir, la décence et l'habileté nous prescrivaient de cacher cette arrière-pensée, et de ne la produire que lorsque nous y serions invités par la faveur de l'événement et de l'occasion. Commencer la guerre en disant que nous ne voulions pas traiter avec Juarez, c'était manquer aux principes de la France et aux conditions élémentaires de l'art politique; c'était désavouer les principes de la révolution française, car ces principes nous interdisent d'imposer aux autres peuples des gouvernemens qu'ils n'auraient pas choisis, livrés aux inspirations spontanées de leur indépendance; c'était débuter avec le Mexique comme les alliés firent envers Napoléon lorsqu'ils refusèrent de traiter avec lui. La formalité du suffrage universel agitée comme une promesse, et dont M. Billault fait tant d'ostentation, ne change rien à l'injustice et à la brutalité du fait; elle ajouterait l'hypocrisie à l'usurpation, et, quant à nous, nous remercions les alliés de n'avoir pas eu en 1814 et 1815 la pensée d'accroître les humiliations de la France en présentant à la consécration d'un suffrage universel déshonoré par la présence et la pression des baïonnettes les œuvres de la force et les jeux de la fortune. Ouvrir la guerre en annonçant la résolution de ne pas traiter avec Juarez, c'était manquer également aux premières notions de la prudence pratique. On ne fait la guerre que pour arriver à la paix, et, à moins d'être insensé, pour arriver à la paix la plus prompte et la mieux garantie. La première condition pour que la guerre soit courte, c'est qu'il y ait à la tête du pays que l'on combat un gouvernement avec qui l'on puisse traiter; pour que la paix soit sérieuse, il faut que le gouvernement avec qui l'on traitera conserve autant que pos-

sible la réalité, ou tout au moins l'apparence de l'indépendance nationale. C'est pour cela que, sans parler des principes, au point de vue des convenances pratiques, une politique prudente et avisée s'abstiendra toujours de mettre directement en question l'existence des gouvernemens à qui elle déclarera la guerre, et se ménagera toujours la commodité de traiter avec les gouvernemens de fait sans s'inquiéter de la légitimité de leur origine. Quand on fait la guerre, la première préoccupation que l'on doive avoir, si l'on ne veut pas se jeter dans une entreprise sans limite et sans issue pratique, c'est de conserver en face de soi un gouvernement avec qui l'on puisse traiter. Que si au contraire l'on se donne pour mission première de renverser le gouvernement existant du pays que l'on est obligé de combattre, au lieu d'une guerre positive ayant son terme dans son objet même, on entreprend une guerre de propagande et de conquête; les charges de cette guerre ne s'arrêteront point au moment où l'on fera la paix avec le gouvernement que l'on aura substitué à celui que l'on aura renversé. Pour s'assurer les résultats de cette paix précaire, il faudra continuer longtemps à protéger et à défendre le gouvernement dont on aura favorisé la création. L'on se sera ainsi engagé dans une affaire d'où l'on ne pourra plus sortir à volonté, et pour un résultat incertain l'on assumera les lourdes charges d'une entreprise indéfinie.

L'oubli de ces considérations, la disproportion que nous avons laissée entre nos moyens et notre objet, nous ont forcés, dès le début de l'expédition, à faire paraître au premier plan cette intention hostile au gouvernement de Juarez, à laquelle nous aurions pu renoncer sans disgrâce, si nous avions su la conserver comme une pensée de derrière la tête. La convention de la Soledad, conséquence de l'insuffisance de nos prévisions, nous irrite au point de nous arracher notre secret. On désavoue cette convention, on retire à l'amiral Jurien la conduite diplomatique de l'affaire. La modération de l'amiral, sa prudence, son esprit élevé de conciliation et sa droiture connue et appréciée de tous les partis mexicains faisaient de lui un agent unique, celui qui pouvait faire pénétrer le plus efficacement, sous la forme la plus honorable pour eux, l'influence persuasive de la France parmi ces partis, celui en un mot qui pouvait le mieux empêcher la résistance du gouvernement de Juarez de se confondre dans un mouvement d'indépendance nationale. Et à quel moment un dépit irréfléchi nous prive-t-il des services de l'amiral? C'est quand l'action commune des trois puissances vient de cesser au premier effort tenté pour la faire fonctionner, lorsque les émigrés reçus dans notre camp divulguent avec intempérance le moins avouable de nos desseins, lorsque M. de Saligny a déclaré qu'il ne voulait pas traiter avec Juarez, lorsque les commissaires anglais et espagnols, en se séparant de nous, nous ont découverts devant les Mexicains comme irréconciliablement hostiles à leur gouvernement et décidés à ne reconnaître leur indépendance qu'après le renversement du pouvoir actuel! Et toute cette

série de desseins mal digérés, de fausses mesures et de contre-temps est venue aboutir à l'insuccès de Guadalupe, à la retraite de notre armée sur Orizaba, à la levée des Mexicains, c'est-à-dire à une guerre toute différente de celle qu'on nous annonçait lorsqu'on se contentait d'envoyer au Mexique d'abord deux mille hommes, puis quatre ou cinq mille, toute différente de celle à laquelle nos ministres s'attendaient encore il y a un mois, lorsqu'ils disaient à la commission des finances qu'il n'y avait pas à en prévoir les charges sur le budget de 1863, car, selon toute apparence, elle serait terminée avant la fin de l'année!

Voilà certes des critiques qui survivent tout entières au discours de M. Billault, et si nous les répétons, ce n'est point pour nous complaire en des récriminations dénigrantes. La guerre du Mexique se présente aujourd'hui à la France sous un aspect tout nouveau. Ce n'est point la petite expédition à l'idée de laquelle l'opinion s'était d'abord accoutumée. Nous ne faisons plus cette guerre avec le concours des deux autres puissances : nous la faisons seuls. Nous n'y employons plus un petit corps de troupes, nous devrons y occuper, soit dans les opérations actives, soit dans les réserves, quinze mille hommes, peut-être vingt mille, peut-être plus encore. Ce n'est plus une entreprise qui devait à peine laisser trace dans nos budgets, c'est par millions que nous en porterons les charges. Si nous voulons empêcher que cette affaire ne s'aggrave encore, ne s'amplifie, ne dégénère comme le premier dessein dont elle est une déviation, il importe de bien voir où sont les fautes commises jusqu'à présent et de prendre la résolution de ne plus retomber dans les erremens dont l'expérience nous a montré les fâcheux résultats. Or les apologies mêmes que M. Billault a présentées des actes passés nous laissent dans l'inquiétude touchant l'avenir. Si nous voulons poser un terme précis et prochain à cette guerre, bornons et définissons notre objet : ne parlons plus que de nos réclamations, et mêlons-y le moins possible des créances Jecker; mais alors aussi ne nous laissons pas aller, comme l'a fait M. Billault, à des invectives qui donneraient à croire que nous poursuivons la destruction du gouvernement actuel du Mexique, et n'essayons pas de justifier le projet de renverser ce gouvernement en faisant intervenir sur ses ruines, et sous la protection de nos baïonnettes, la promesse d'un suffrage universel libre, impartial et sincère; n'essayons pas surtout d'assimiler ce suffrage universel, que nous tournerions contre un gouvernement que ses ennemis intérieurs n'ont pu abattre, aux acclamations par lesquelles l'Italie affranchie d'un joug étranger a pris possession de son indépendance et de son avenir.

Nous aimons à croire que les portions du discours de M. Billault qui donneraient à penser que la politique future de la France sera semblable à celle du passé dans les affaires mexicaines n'expriment pas avec une justesse suffisante les intentions présentes du gouvernement. Le ministre-orateur aura été emporté trop loin par le courant apologétique de son discours. La

vraie pensée actuelle du gouvernement est dans la dépêche de M. Thouvenel du 31 mai et dans la lettre de l'empereur au général Lorencez, écrite sans doute vers la même époque : « Si le Mexique doit sortir transformé de la crise actuelle, dit très nettement notre ministre des affaires étrangères, ce n'est pas du camp des Français que doit partir l'initiative de sa régénération. » — « Il est contraire à mes intérêts, à mon origine et à mes principes, dit l'empereur, d'imposer un gouvernement quelconque au peuple mexicain; qu'il choisisse en toute liberté la forme qui lui convient : je ne lui demande que la sincérité de ses relations extérieures, et je ne désire qu'une chose, c'est le bonheur et l'indépendance de ce beau pays sous un gouvernement stable et régulier. » Certes de telles assurances excluent toute proscription inconditionnelle du gouvernement de Juarez. Cette proscription, disons-le en passant, n'eût été, même au point de vue des causes qui ont amené la guerre, qu'une inconséquence nouvelle ajoutée aux premières erreurs de notre politique. Le gouvernement de Juarez est sans doute un mauvais gouvernement; mais c'est à peu près le seul parmi ceux qui ont dévasté le Mexique depuis vingt ans qui puisse attacher à son origine un titre légal. Ce n'est pas tout : nous demandons à ce gouvernement la réparation des spoliations depuis longtemps commises sur nos nationaux; or la plupart de ces spoliations sont le fait de gouvernemens antérieurs à Juarez, d'hommes et de partis que nous semblons considérer comme nos amis actuels, tandis que nous allons punir sur Juarez les méfaits dont ils ont été eux-mêmes coupables. Quoi qu'il en soit, nous devons respecter l'indépendance du Mexique, et comme l'indépendance des peuples dans la formation de leurs gouvernemens ne souffre pas d'exception, nous ne devons rien retrancher à l'indépendance du Mexique, pas même la faculté de conserver son présent gouvernement. La déclaration solennelle de l'empereur confirme cet engagement, par lequel la guerre peut être restreinte et abrégée. Mieux eût valu sans doute que ce principe eût été plus tôt exprimé avec cette vigueur. Si à la conférence d'Orizaba le général Prim, qui a connu, lui aussi, la faveur des correspondances impériales, eût pu opposer au commissaire français, qui prétendait ne pas vouloir traiter avec Juarez, une lettre semblable à celle qui a été récemment écrite au général Lorencez, il eût embarrassé singulièrement notre commissaire; mais bien des difficultés eussent été épargnées à notre politique.

L'occasion est d'autant plus favorable au reste pour diminuer nos prétentions à l'égard du Mexique qu'un certain ensemble de circonstances meilleures nous permet d'être modérés sans que nous ayons à faire aucun sacrifice pénible à notre dignité. L'Espagne n'a pas traité avec le Mexique: le ministre anglais s'était hâté de conclure un traité à Mexico, mais le cabinet anglais n'a point ratifié cette convention, ne voulant point subordonner les satisfactions qu'il exige aux conditions d'un arrangement particulier récemment intervenu entre le Mexique et les États-Unis. Enfin le président

Lincoln n'a pas ratifié le traité américain, et nous avons le droit d'espérer qu'il ne sera point donné suite à cet arrangement. Ces circonstances sont heureuses pour nous, car elles laissent le gouvernement mexicain sous le coup des justes réclamations de plusieurs grandes puissances. Nos griefs ne demeurent pas isolés; une habile diplomatie peut tirer parti de la situation respective des États-Unis, de l'Angleterre et de l'Espagne pour arriver, sinon à un règlement en commun des difficultés pendantes, du moins à une certaine simultanéité dans les accords devenus nécessaires. Cette situation diplomatique nous permettra, si nous en savons profiter, d'en combiner les incidens avec notre action militaire de telle façon que nous puissions arrêter honorablement celle-ci sans que nous nous exposions à encourir des responsabilités extrêmes. Parmi les raisons qui nous commandent de restreindre nos exigences à l'égard du Mexique à la stricte limite du nécessaire, une des plus importantes est la situation financière. Les difficultés pour nos finances sont surtout provenues, dans ces derniers temps, de l'abus des expéditions lointaines. Ces expéditions ont été la cause de nos découverts exagérés; ceux-ci ont rendu nécessaire la promesse de réforme financière que M. Fould a été chargé de réaliser. On se souvient de la fermeté avec laquelle, dans le rapport de M. Fould, était signalé le danger financier des expéditions lointaines. On avait espéré que cet abus, dont les effets étaient si vivement ressentis, serait désormais évité, et l'opinion éprouva une déception réelle lorsqu'elle vit se préparer une expédition au Mexique au moment même où l'on décidait de lever de nouveaux impôts et où l'on demandait aux rentiers convertis le sacrifice de la fameuse soulte. Jamais, on en doit convenir, capitalistes et rentiers n'ont fait à aucun gouvernement un cadeau plus bénévole et plus splendide que l'abandon auquel les porteurs de 4 1/2 ont consenti en faveur du trésor de plus d'une année de leurs arrérages. La condition sous-entendue de cette offrande héroïque déposée sur l'autel de la patrie était que les rentiers regagneraient sur le capital ce qu'ils perdaient en revenu, en d'autres termes que, grâce à l'extinction des découverts et à la prudence de la politique extérieure, le 3 pour 100 arriverait à des cours élevés et y serait maintenu. Il nous semble que, dans l'arrangement passé entre le ministre des finances et les porteurs de rentes, il y a implicitement cette obligation pour le gouvernement de veiller sévèrement à ses dépenses, et par suite de mettre un frein à son penchant pour les expéditions lointaines. C'est un engagement moral qui ne doit point être traité légèrement, et qui ne pourrait être méconnu sans dommage pour le crédit public. Que l'on prenne donc garde que les charges de l'entreprise mexicaine ne viennent à une année de distance donner un démenti au programme si favorablement accueilli de M. Fould.

La discussion du budget a bien été contenue dans les courtes limites de temps qui lui avaient été assignées. M. de Morny, en adressant ses adieux à ses collègues, a parlé de cette session comme si elle eût été extrêmement

laborieuse. En vérité, le président du corps législatif a étonné le public par une révélation si imprévue. Le public n'a rien connu des travaux de la chambre, car il n'a pas pu considérer comme d'extraordinaires labeurs la joute oratoire de l'adresse et les huit ou dix jours consacrés au budget de la réforme financière. Que la commission des finances ait travaillé longuement, soit; mais elle comprenait moins de vingt membres de la chambre, et nous ne nous sommes pas aperçus que l'on ait rien donné à faire aux autres députés. Aucune loi de quelque importance n'a été votée. Il est vrai qu'un projet sérieux avait été présenté, le projet concernant les sociétés de commerce : il s'agissait d'une réforme attendue et réclamée par l'industrie française, et qui peut lui procurer par les conditions libérales de l'association les capitaux dont elle a besoin; mais le travail de la confection des lois est chez nous plus imparfaitement organisé qu'on n'a l'air de le croire. Notre machine se compose de trop de rouages, et ces rouages, ne s'engrenant pas, tournent à vide. Ce qui est arrivé pour la loi sur les sociétés de commerce en est la preuve. L'initiative d'une telle loi doit appartenir à l'homme d'état économiste, car ce sont surtout de grands et heureux effets économiques qu'on en doit attendre. Le projet, tel qu'il était sorti du ministère du commerce, avait donc surtout le caractère commercial; mais du ministère du commerce il a dû passer au conseil d'état. Là, le point de vue a changé : c'est dans un esprit juriste et réglementateur que le conseil d'état a compris la loi et l'a remaniée. Le projet tel qu'il a été présenté à la chambre en sortant du conseil d'état était hérissé de tant de restrictions et de pénalités, que la valeur économique en était altérée. La chambre, qui a tant fait, suivant son spirituel président, et qui en effet aurait eu tant à faire, ne fût-ce que pour tuer le temps, a reçu le projet des sociétés trop tard pour pouvoir le convertir en loi. Nous ne doutons pas qu'au corps législatif ce projet n'eût subi une nouvelle transformation, qui l'eût mieux accommodé aux besoins pratiques de l'industrie française; mais il nous faut attendre une année pour voir se vérifier à cet égard la bonne opinion que nous avons du corps législatif. Ainsi, trois ans après la conclusion du traité de commerce avec l'Angleterre, nous n'aurons pas encore placé notre législation sur les associations industrielles à la hauteur de la législation anglaise. Le remaniement du budget opéré par la commission des finances, la confusion bizarre qui a régné dans la discussion de l'impôt des chevaux et des voitures, sont d'autres exemples du peu d'harmonie qui règne dans notre travail législatif. On en arrive, par suite de ce défaut d'harmonie, ou à laisser ajourner par nonchalance des lois importantes d'année en année, ou à improviser une loi d'impôt au sein d'un débat incohérent. Pourquoi le gouvernement prend-il l'habitude de lancer dans chaque session quelque projet de loi qui excite la curiosité et l'attente, une fois le drainage, une autre fois le crédit agricole, aujourd'hui les sociétés à responsabilité limitée, sans plus pousser à l'exécution que s'il n'avait besoin que d'écrire des

noms alléchans sur un prospectus? Un honorable député, M. L. Javal, si nous ne nous trompons, adressait naguère avec une bonhomie narquoise cette question au gouvernement. M. Javal ne partage pas l'opinion de son président sur la fécondité laborieuse du corps législatif; aussi, dès qu'il se lève pour parler, M. de Morny l'invite-t-il à s'asseoir, invitation à laquelle l'infortuné législateur répond par ce malicieux écho des temps anciens : Je suis satisfait. Pour le coup, le corps législatif doit être satisfait en ce moment, car les bruits qui avaient récemment couru sur une prochaine dissolution ne paraissent pas devoir se vérifier, et M. de Morny aurait pu dire à ses collègues non-seulement adieu, mais au revoir!

Quoique l'adresse des évêques au pape ne fût point publiée encore, nous en avions exactement pressenti, il y a quinze jours, l'argumentation et la portée. Les évêques de la catholicité ont en effet revendiqué, au nom du droit supérieur, du droit divin des intérêts de leur foi, la souveraineté temporelle, une souveraineté indépendante et des intérêts, et des volontés, et des droits politiques et civils de ceux sur lesquels on prétend qu'elle s'exerce. Cette grande manifestation épiscopale ne nous cause aucun trouble, si nous nous plaçons au point de vue de la société moderne, dont la cause est unie dans cette circonstance à la cause italienne; elle nous fait éprouver de sincères regrets, quand nous nous plaçons au point de vue des vrais intérêts du catholicisme. La protestation des évêques n'entravera pas le triomphe inévitable de l'Italie sur la souveraineté pontificale, elle ne fera plutôt que l'accélérer; elle pose en effet une contradiction absolue et radicale entre les principes de la société moderne et le principe théocratique. On voit par la propre déclaration des évêques que la question qui s'agite autour de Rome est exactement la même qui s'est posée partout à propos des priviléges politiques ou civils de l'église, et que partout jusqu'à présent la société moderne a résolue contre l'église. Une seule exception survivait à cette victoire de la société laïque sur la théocratie, c'était l'exception de Rome. Que, faisant appel à la logique, les évêques, pour défendre le privilége expirant du pontificat romain, heurtent de front les principes de la civilisation moderne, et leur lancent d'impuissantes menaces, la logique inexorable se retourne contre eux, et prescrit à Rome cette séparation du spirituel et du temporel, qui s'est partout ailleurs accomplie. Que d'autres admirent cette passivité indomptable de l'église ne se relâchant, même au terme d'une lutte désespérée, d'aucune de ses prétentions; quant à nous, cette obstination, lorsque nous nous préoccupons de l'avenir de la religion catholique, nous inspire une affliction profonde. Le terrain sur lequel l'église catholique sera forcée de se placer le jour prochain où aura cessé le pouvoir temporel des papes est parfaitement connu : c'est le terrain où se sont placés les catholiques en Angleterre, en Irlande, en Amérique, en Hollande; c'est le terrain de la liberté. Les catholiques vont être forcés de chercher dans l'invocation du droit commun et dans les garanties de la liberté poli-

tique la sécurité de leur liberté religieuse. Plus ils seront sincères et fervens dans leur foi, et plus ils seront contraints de se recommander de la liberté politique et de s'en servir. Nous ne pouvons donc qu'être attristés de l'aveuglement et de l'inutile opiniâtreté de l'épiscopat. Nous déplorons qu'il ne comprenne pas qu'il lui importe de se ménager une transition vers l'ordre de choses où il va entrer. Il va avoir besoin de la liberté; croit-il pouvoir, sans danger pour son honneur et sans scandale pour les consciences, maudire la liberté jusqu'au moment même où il sera contraint de l'invoquer?

Les vieillards qui vont répétant tristement depuis si longtemps que le monde est malade ont sans contredit raison aujourd'hui. Le monde aujourd'hui est une grande maladrerie de peuples; les malades vont-ils mieux ou plus mal? L'épidémie a-t-elle fait quelque nouvelle victime? C'est à ces questions que répondent les bulletins sanitaires de la politique. Il est bien rare qu'ils fassent mention d'une guérison. Cette fois nous ne nous occuperons point des malades; nous laisserons la sombre Russie en proie au fléau des incendies, l'Autriche éprouvée essayer de bonne foi le gouvernement parlementaire en dépit de l'opposition rétrograde de sa chambre haute, de la résistance passive des Hongrois, et de cette étrange ovation populaire que deux mille Hongrois ont reçue à Trieste sans que les journaux en aient rien su. Nous laisserons l'inerte Turquie se quereller avec ses populations chrétiennes du Danube, qu'elle pourrait cependant se rattacher plus facilement que ne le feront jamais ni la Russie ni l'Autriche. Nous ne parlerons pas du grand drame américain. Nous nous contenterons d'annoncer l'heureuse guérison politique du petit état de Genève. Genève, on le sait, était depuis bien des années dominée par le radicalisme; elle a eu à sa tête pendant cette période un dictateur spirituel et hardi, M. Fazy, qui, il est juste de le reconnaître, n'a jamais songé à se protéger par la suppression de la presse et l'intimidation des élections. M. Fazy et sa constitution ont duré ce que durent en moyenne les gouvernemens en France depuis 1789, c'est-à-dire une quinzaine d'années. M. Fazy éprouva, il y a quelque temps, un sérieux échec électoral, et voici que la révision de sa constitution vient d'être votée. Dimanche 15 juin, les Genevois ont élu la constituante qui doit accomplir cette œuvre de régénération. Les libéraux paraissent avoir obtenu dans cette élection un éclatant succès, car, sur 104 membres dont se compose l'assemblée constituante, les partisans de l'ancien dictateur ne figurent qu'au nombre de 18, et encore grâce à l'appui que leur ont donné les voix catholiques. Un sentiment d'honnête moralité, non une pensée réactionnaire, paraît avoir inspiré cet intéressant mouvement de l'opinion genevoise. C'est le début d'une ère nouvelle, et l'on cite le mot du président du collége de Genève. Il était quatre heures du matin, le dépouillement était assez avancé pour faire prévoir le résultat; le président, s'adressant au concierge du bâtiment électoral, lui dit : « Monsieur

P..., un nouveau jour se lève, éteignez le gaz, et commençons les économies. » Manifeste de bon augure, car, dans les petites républiques où les pompes de l'éloquence administrative sont inconnues, les programmes, pour être bons, n'ont pas besoin d'occuper plusieurs colonnes du *Moniteur*.

E. FORCADE.

REVUE LITTÉRAIRE.

LES ROMANS NOUVEAUX.

Un des plus curieux, peut-être un des plus profonds problèmes du monde moral et littéraire de notre temps serait le simple problème de la nature et des destinées du roman. Le roman est partout aujourd'hui en effet, il court le monde et n'est point à l'abri des aventures. C'est le cadre libre et facile de toutes les inventions, de tous les caprices, de toutes les humeurs de l'imagination vagabonde et créatrice. Il a cet avantage, qu'il se prête à tout et qu'il est à la portée de tous les goûts, de toutes les curiosités irritées ou paresseuses. C'est vraiment l'épopée d'un temps qui n'a point d'épopée, ou qui du moins n'a point eu encore la fortune de voir se fixer dans une poésie souveraine tout ce qu'il contient de puissant et de dramatique, et qui, en attendant, au courant d'une vie affairée, aime à s'entendre raconter sa propre histoire, à se voir peint avec ses passions, ses mœurs, ses vices, ses contrastes, ses luttes intimes et ses excitations violentes. De là cette multitude de récits, de fictions, qui, à côté de l'histoire et de la réalité, sont comme le journal romanesque de la vie contemporaine. Et comme le nombre de ceux qui lisent s'est prodigieusement accru dans une société élargie, transformée par le nivellement des rangs, des mœurs et des goûts, la légion des conteurs s'est aussi prodigieusement multipliée. Tout a changé, et alors on a vu se produire ce phénomène étrange d'une littérature romanesque périssant par le morcellement et la dispersion, se subdivisant en mille courans diminués, allant parler à une foule de publics divers et spéciaux, aux goûts contradictoires et équivoques, au lieu de parler à ce grand public qui est tout le monde, se préoccupant infiniment moins, dans ses peintures de l'humanité, de la société véritable que de certaines régions distinctes, de certaines excentricités, de certaines nuances qui ont la saveur de l'inconnu, et en définitive s'atténuant ou s'égarant dans la confusion immense de cette nouvelle carrière ouverte devant elle. Littérature singulière par ses mœurs, par la nature de ses procédés, par les sujets qu'elle préfère, par la facilité avec laquelle elle vit et meurt! On a imaginé autrefois ce mot de *littérature facile* pour caractériser tout un ordre d'œuvres légères et sans durée : que dirait-on aujourd'hui, où chaque heure presque voit naître un roman, et où toutes

les inventions courent les rues sous des formes qui semblent combinées uniquement pour propager la banalité et la vulgarité? Voilà le dernier mot, à vrai dire, de l'alliance du génie de la fiction et du génie de la spéculation.

C'est dommage pourtant, car un roman, un vrai roman, est une œuvre pleine d'attrait, la plus séduisante peut-être de toutes les œuvres de l'esprit. Il peut avoir la vérité de l'histoire sans s'asservir à la tyrannie de l'exactitude officielle. Il a sa philosophie quelquefois profonde sans se perdre dans les froides abstractions. Il touche à la poésie sans se confondre avec un lyrisme souvent factice. C'est le poème libre et familier de la vie humaine surprise dans ce qu'elle a de varié, de complexe et de saisissant. Dans ce cadre flexible, tout a sa place, la passion et la satire, l'observation des mœurs et l'analyse psychologique, la description des phénomènes sociaux et les exaltations d'un cœur solitaire, l'étude des caractères et la peinture du monde extérieur, de la nature locale, du paysage. Un vrai roman est souvent le témoin d'une époque et d'une société pour lesquelles il parle, dont il exprime l'essence morale et l'esprit. C'est ainsi que, sous des rapports bien différens et dans une mesure bien diverse, *Don Quichotte* est la plus éloquente histoire de l'Espagne, et *la Princesse de Clèves* l'exquise peinture d'une grande société. *René* et *Adolphe* sont le résumé brûlant de tout un ordre de luttes intimes qui ont agité l'âme d'une génération. Il est telle œuvre de Mme Sand où, à travers la fiction, à travers la grâce énergique d'un récit tout d'imagination, se dessinent quelques-uns des phénomènes, quelques-uns des chocs intérieurs d'une société où tout se transforme, où tout est en fusion. Sans atteindre enfin à l'idéal un peu ambitieux d'une *comédie humaine*, les romans de Balzac, quelques-uns du moins, révèlent assurément certains côtés du monde contemporain; ils fouillent dans les mœurs modernes et en font surgir des types frappans, bien que souvent ressaisis avec la confusion d'un talent inégal. Je ne sais si je me trompe, mais il est, ce me semble, des êtres une fois créés, vivant uniquement par la puissance de l'imagination, qui sont aussi vrais que des personnages réels, qu'on reconnaît à leur allure, à leur physionomie, qu'on est tenté de saluer comme si on les avait vus la veille, et la plus belle œuvre romanesque est celle où la conception est si naturelle, où l'observation est condensée avec tant d'art, qu'on ne sait plus bien où finit la réalité, où commence la fiction; c'est ce qu'on nomme la vraisemblance, non cette vraisemblance vulgaire qui est comme la photographie terne et équivoque de la vie, mais cette vraisemblance lumineuse et saisissante qui résulte d'une juste combinaison de tous les élémens humains, qui se retrouve là même où la fantaisie semble avoir le plus grand rôle. C'est là justement le charme d'un vrai roman; il repose de la réalité, il la continue sous une forme nouvelle, et il y supplée quelquefois.

C'est le charme du vrai roman, dis-je, et c'est justement aussi l'attrait qui manque à tant d'œuvres éphémères qui n'ont du roman que le nom.

qui ne sont qu'un artifice violent ou frivole. Elles passent et se succèdent, ces œuvres, comme une moisson nécessaire de tous les pays dans un temps où il faut un aliment à toutes les curiosités inassouvies. Le malheur du roman d'aujourd'hui, c'est de secouer toutes ces conditions d'un art supérieur, toutes ces lois de la création intellectuelle, pour se créer à lui-même un art nouveau, qui consiste dans des combinaisons de hasard, dans des jeux futiles ou dans des reproductions effrénées, systématiquement brutales, de la réalité, et qui, en fin de compte, n'arrive qu'à défigurer l'histoire quand il y touche, la vie, la société, les caractères, les mœurs. La tendance prédominante est bien visiblement un certain matérialisme d'observation, d'expression, allant jusqu'à la crudité, jusqu'à la licence, quand il ne reste pas simplement vulgaire. Sous des noms divers, dans une mesure et avec des nuances diverses, il s'est formé une sorte d'inspiration monotone qui se retrouve dans une multitude d'œuvres. Quoi de plus rare, dit-on quelquefois, qu'un bon et vrai roman, intéressant par la nouveauté de la conception, par la vérité des portraits, par la justesse du sentiment ou de l'observation, par le naturel du récit et des peintures, un roman vrai, humain, qui n'ait point d'autre ambition que de retracer une image nouvelle de l'âme et de la vie! Il est pourtant des exceptions éclatantes, et M. Victor Hugo achève en ce moment même ce vaste récit des *Misérables*, qui dans sa pensée est assurément plus qu'un roman, qui vise à être la comédie infernale de ce siècle.

Certes ce n'est ni la puissance de l'inspiration ni la vigueur de la touche qui manquent dans cette œuvre énergique. Tout s'y presse, tout s'y concentre et prend ce relief étrangement saillant que le poète donne à toutes ses inventions. Dans ces volumes mêmes qui ont paru, il y a quelque temps, sous les titres de *Cosette* et de *Marius*, avant ceux qui paraissent aujourd'hui et terminent l'œuvre, les marques de l'imagination supérieure sont partout. Quoique toutes les scènes n'aient pas un intérêt égal et que toutes les figures ne soient pas également heureuses, il en est certainement qui saisissent et révèlent la puissance du peintre. Rien n'est plus dramatique, à un certain point de vue, que cette inquiétante chasse stratégique à travers les rues du vieux Paris, où le forçat Jean Valjean, traînant sa petite-fille Cosette comme un avare son trésor, fuit devant l'agent de police Javert, et finit par lui échapper en disparaissant dans le couvent du Petit-Picpus. Rien n'est plus gracieux et n'a plus de charme émouvant que ce drame de l'amour naissant entre le jeune Marius et Cosette dans les allées du Luxembourg. Bien qu'il y ait peut-être quelque exagération et que le portrait touche parfois à la caricature, rien n'est aussi plus vivant et plus original que ce bourgeois du Marais du XVIIIe siècle qui, dans une société transformée par la démocratie, se trouve presque être un aristocrate, se révolte contre les parvenus de l'empire, devient un personnage du royalisme dans les salons de la restauration, et à travers tout garde l'esprit de son temps,

l'humeur licencieuse et graveleuse. Ce ne sont donc pas les scènes émouvantes ou les figures originales qui manquent dans cette vaste action des *Misérables*, déroulée d'une main puissante, combinée de façon à tout comprendre, à embrasser tous les contrastes, le bagne et le couvent, la prière et le blasphème, les plus purs types d'honnêteté et l'écume des rues de Paris, la prostitution et la candeur de l'âme. Et cependant n'est-il point certain que ce livre d'un talent incontestablement supérieur, d'un génie qui se retrouve tout entier, est moins un vrai roman que la gageure presque héroïque d'une grande volonté et d'une grande imagination? A la place d'une juste et humaine conception, ne sent-on pas l'artifice d'une nature supérieure d'artiste jouant avec une multitude d'élémens laborieusement rassemblés, faisant mouvoir des personnages qui en de certains instans laissent voir tout à coup ce qu'ils ont de factice, le ressort de leurs mouvemens et de leurs gestes? Enfin l'intérêt même qu'excite ce livre dans les scènes les plus dramatiques n'est-il pas d'un ordre particulier et inquiétant? C'est moins une émotion morale qu'une sensation en quelque sorte toute matérielle, ébranlant les nerfs, échauffant le sang, comprimant l'haleine et laissant l'impression pénible et confuse d'un vrai cauchemar.

Je n'entre point évidemment dans les détails. Ce n'est pas à moi de chercher à résumer cette œuvre aux immenses proportions, à en caractériser le fond et la forme. Elle arrive à son terme maintenant. Quel sera le dernier mot de M. Victor Hugo? Quelle est la pensée qui se cache dans cette fable aux épisodes multipliés? Quel est en un mot le sens définitif des *Misérables?* Je ne sais encore. Une chose est certaine, c'est qu'on s'était trop hâté d'avance de donner à cette œuvre longuement méditée le caractère d'une sorte d'épopée démocratique et socialiste. L'impression que laissent quelques-unes des scènes les plus caractéristiques des *Misérables* serait plutôt d'un autre ordre, et je ne sais en définitive si dans la pensée de M. Hugo le socialisme est destiné à soulager bien des misères; pour le moment du moins, ce n'est pas là ce que son œuvre met en lumière. Son œuvre serait plutôt, en un certain sens, la démonstration de la supériorité de la religion, et même de la religion catholique. Lorsque le forçat Jean Valjean, traqué de toutes parts, abandonné des hommes, ne trouve pas même une pierre pour appuyer sa tête dans la petite ville de Digne, où rencontre-t-il un refuge, un secours, une sympathie? Auprès de l'évêque Myriel, qui l'accueille, l'aide à se relever de son abaissement, et met en lui par sa parole le germe de la rédemption morale. Lorsque le forçat, un moment transformé et devenu le maire d'une ville du nord, est trahi tout à coup dans ses efforts et sent retomber sur lui la mauvaise fortune, où trouve-t-il une âme compatissante, héroïque jusqu'à mentir pour lui? Chez une sœur de charité qui vient à son secours. Et enfin, lorsque Jean Valjean, retombé dans l'obscurité, réduit à vivre d'une vie clandestine et toujours menacé d'être repris comme un forçat évadé qu'il est, se sent un jour près de désespérer et de succomber

aux tentations du mal, d'où lui vient le salut, je dirai même le salut matériel en même temps que le salut moral? C'est l'écho de la prière nocturne de Picpus qui le raffermit, et c'est le couvent qui lui fait une sécurité. Cet homme chassé comme une bête fauve à travers les rues, par la nuit noire, se trouve étrangement conduit au pied de ce mur, au-delà duquel est un abri nouveau contre toutes les poursuites. N'est-ce point là une coïncidence singulière, et cet ensemble de choses ne dénote-t-il pas qu'il y a dans cette œuvre des *Misérables* comme un tumulte d'idées ou d'instincts contradictoires, d'impressions anciennes de l'auteur se réveillant et venant se mêler à des préoccupations nouvelles? C'est l'homme d'autrefois en M. Hugo qui a tracé le portrait de l'évêque Myriel, qui a écrit certaines pages sur le couvent de Picpus ou à propos de ce couvent; c'est l'homme d'aujourd'hui ou de ces dernières années qui a esquissé cette figure de conventionnel devant laquelle s'abaisse l'évêque. Et au fond, à travers toutes les inégalités, les hors-d'œuvre qui se succèdent, les épisodes qui ne sont pas toujours d'une remarquable nouveauté, les scènes d'un comique équivoque, c'est assurément un grand artiste qui a écrit ce livre des *Misérables,* où l'imagination du poète de *Notre-Dame de Paris* se retrouve encore rentrant avec sa puissance dans le domaine du roman.

C'est l'événement littéraire et le succès de l'heure actuelle, bien que le bruit et l'intérêt aient semblé s'affaiblir un peu à mesure que s'est étendu ce récit, trop prolongé pour ne pas finir par être empreint de quelque monotonie de couleurs, de procédés et de coups de théâtre. Quoi qu'il en soit, c'est une œuvre exceptionnelle, l'acte de vie d'une des plus puissantes individualités poétiques dans un domaine livré à tant d'explorateurs vulgaires, et où pousse la moisson quotidienne des inventions contemporaines. Connaissez-vous ces têtes d'épis qui sont vides et qui ne se dressent que plus superbes sur le sillon? Le jour de la moisson venu, elles retombent et ne sont plus qu'une paille légère et stérile. C'est l'image de beaucoup de ces livres nouveaux qui meurent pour renaître sans cesse d'eux-mêmes, et ne sont pas plus durables parce qu'ils reparaissent sous des noms divers. Combien en est-il de ces livres, de ces romans où l'on découvre une idée, la marque d'une fécondité créatrice, d'une originalité vraie? Certes, je le répète, s'il ne fallait que le nombre et la fécondité apparente, l'inspiration romanesque serait florissante aujourd'hui. Les œuvres se succèdent à rangs pressés; elles procèdent de systèmes divers. Il y a des écoles ou des ombres d'écoles qui s'agitent : réalisme, fantaisie, analyse intime, tout se mêle. Où est cependant un vrai et bon roman sortant de la foule, révélant un inventeur, un observateur de la vie sociale, un peintre de l'âme humaine? Est-ce donc le livre de M. Ch. Bataille, *Antoine Quérard,* qui paraissait tout récemment, et autour duquel s'est fait d'abord quelque bruit? Y a-t-il là réellement la séve de l'invention et de l'observation? Y a-t-il surtout dans *Antoine Quérard* la marque d'une inspiration sérieusement originale? Sans

doute l'auteur entre délibérément dans la carrière, puisque le récit qu'il publie aujourd'hui n'est que le premier d'une série d'épisodes qu'il semble se proposer d'écrire sous le titre de *drames de village*. De plus, on ne peut le méconnaître, il y a dans ces pages par lesquelles le romancier nouveau commence son œuvre un art de dissection et d'analyse qui n'est pas sans une certaine vigueur inexorable, une couleur chaude d'expression, de la sagacité et des intentions sérieuses. Pour tout dire, *Antoine Quérard* est un roman qui inquiète, qui trouble par ce qu'il a de violent, par ce qu'il contient de scènes dangereusement scabreuses, mais qu'on lit, et ce n'est point déjà le signe d'une médiocrité banale. N'y a-t-il pas cependant quelque chose de factice dans le genre d'intérêt qu'excite le livre, dans ces personnages qui se mêlent? L'impression d'une lecture rapide évanouie, que reste-t-il?

Et d'abord, il faut bien l'avouer, *Antoine Quérard* est une de ces histoires telles que semblent les affectionner beaucoup d'écrivains nouveaux, une histoire prise au plus vif des mœurs intimes de la société ordinaire, une histoire tragique dans des conditions vulgaires. Il y a peu ou point d'événemens extérieurs. Tout est analyse, anatomie, peinture de toutes les nuances d'une situation où la passion conduit au crime, un crime qui dévore celui qui le commet en restant le secret de la conscience du criminel. L'auteur, il est vrai, a mêlé au tissu de son drame quelques personnages qui représentent l'élément comique, quelques types de provinciaux; mais ces personnages ont le défaut d'être tout artificiels, de n'avoir d'autre originalité que celle d'une habitude, d'un vêtement, d'une locution familière qui les fait reconnaître; ils ressemblent un peu à des hommes dont toute l'originalité consisterait dans une infirmité physique. Ces honnêtes et ridicules habitans d'un village du Perche, le Bourguy, n'ont d'autre valeur que d'être placés là pour égayer la scène sans y réussir toujours. Au fond, tout l'intérêt est dans le personnage principal et dans la situation qu'il se crée, dans le drame lugubre dont il devient le héros, si l'on peut se servir d'un tel mot ici. Quel est donc ce personnage, cet Antoine Quérard dont M. Charles Bataille raconte l'histoire? C'est un jeune homme né d'un père honnête et pauvre qu'il a perdu, et recueilli par un oncle opulent, un gros Limousin, hanté de quelques velléités aristocratiques, mais possédé surtout du démon de la propriété, qui veut marier son neveu avec la fille d'un propriétaire du voisinage, afin de fonder par l'alliance des fortunes une riche maison. Le malheur est qu'Antoine Quérard, quoique déjà médecin et ayant passé quelques années à Paris, a d'étranges chimères dans l'esprit et a l'idée, au moins imprévue, d'aller s'éprendre d'un amour singulier pour une jeune fille qu'il découvre dans un café borgne d'une petite ville voisine. La jeune Clémentine lui apparaît comme l'incarnation humaine de son rêve, et il fait si bien que, n'ayant pas d'autre moyen de la posséder, il veut l'épouser. Là éclate la rupture entre l'oncle et le neveu, et Antoine Quérard, sans res-

sources, abandonnant la ferme qui lui était réservée, accablé des malédictions du bonhomme d'oncle, va s'établir comme médecin au Bourguy avec celle dont il a fait sa femme. L'histoire, jusque-là, ne laisse pas d'être vulgaire. Ce n'est, à tout prendre, que le prologue.

Antoine Quérard va-t-il du moins être heureux dans cette situation nouvelle de son choix? Bien au contraire, l'enfer commence pour lui. En apparence, tout lui sourit sans doute. Il prospère comme médecin, il est entouré de la considération de tous. Sa femme est une honnête personne, une placide ménagère qui se renferme dans son foyer, dans sa maison, et qui s'occupe à peine de ce qui se passe autour d'elle. Voilà le ver rongeur pour Antoine Quérard! Ni le succès, ni le bien-être matériel, ni la considération ne lui suffisent. Le calme vulgaire de sa femme semble une ironie à son âme toujours ardente, et il se livre au tourment intérieur; il devient sombre, il s'oublie à errer dans la campagne en allant voir ses malades, et il promène partout des désirs inassouvis. Il s'épuise dans des luttes obscures, lorsqu'un jour il fait une terrible découverte : c'est que la réalisation humaine de son rêve, ce n'est pas sa femme, c'est la sœur de sa femme, Rosette, une jeune fille à la beauté ardente, au corps plein de dangereuses séductions. Rosette aime-t-elle son beau-frère de son côté? Elle n'y songe guère; seulement elle a des curiosités de femme, des hardiesses de jeune fille élevée fort librement, l'instinct d'une nature débordant de vie. Je ne sais si elle se livre par passion et volontairement; elle ne se défend pas, et un jour le lien se trouve formé. Un moment de fièvre des sens a fait de la jeune fille la maîtresse d'Antoine Quérard. Ce n'est pas tout : bientôt Rosette se sent mère, ou plutôt c'est le médecin qui surprend dans une défaillance de la jeune fille ce terrible secret. Alors se déroule pour Antoine Quérard une effroyable situation. Il veut étouffer ce redoutable secret, et il n'a d'autre moyen que de recourir à son art pour détruire le germe d'un être que Rosette porte dans son sein. Il est emporté par une inexorable logique. Ce qu'il fait une première fois, il est conduit à le faire une seconde fois; il épuise toutes les ressources de sa profession sur cet être souffrant, auquel il s'attache encore plus par le crime. Cela même n'est rien. Rosette lui a donné son corps, elle a donné son cœur à un autre, à un jeune homme qui l'aime, qui est prêt à demander sa main, et Antoine Quérard, sans redouter ce rival auquel il se sent supérieur, n'est pas moins mordu en certains instans par la jalousie. Il vit dans les angoisses, tantôt ramené au crime, tantôt sentant dans une hallucination fiévreuse la main de la justice s'abattre sur lui, et ce drame s'accomplit sans que personne ait un soupçon: il s'accomplit jusqu'au bout : il se dénoue par la mort de la jeune fille. Quant à Antoine Quérard, il vit quelque temps encore, morne, l'âme troublée, pleine de remords et de défiances, et un jour on le trouve dans son cabinet, devant sa table, immobile, inerte, frappé d'une apoplexie foudroyante, et ayant devant lui un papier où il a écrit : « Ceci est ma con-

fession;... » puis plus rien. La mort a fait justice, emportant le sombre secret, que le romancier a pourtant connu.

Certes c'est là une effroyable histoire. Ce qu'il y a de vulgaire, l'auteur le dissimule par un talent assez habile, par des scènes dramatiques, par des analyses poignantes de la conscience d'un homme qui s'agite dans le crime. Au fond, ce qui lie ces deux êtres, ce qui les conduit par de si redoutables chemins jusqu'à la mort, ne reste pas moins vulgaire, car le médecin Antoine Quérard a beau parler de rêves, d'aspirations indéfinies, il n'est agité après tout que par l'ardeur des sens, et cette jeune fille elle-même, Rosette, est une malheureuse créature sans innocence, sans candeur, qui a tout ce qu'il faut pour devenir une courtisane, et dont l'âme n'est pour rien dans la sombre destinée qu'elle subit. Ce sont les sens qui nouent ce drame; c'est une intrigue peu relevée qui finit par le crime et la mort après avoir passé par des péripéties où il n'y a d'intérêt véritable que dans les agitations de la conscience de Quérard. Que reste-t-il donc? Une œuvre de plus dans la littérature réaliste, dans cette littérature qui a produit, à des points de vue différens, *Madame Bovary* et *Fanny*, une œuvre procédant toujours de cette idée, que l'unique objet de l'art est de prendre indifféremment toutes les réalités quelles qu'elles soient, de mettre en lumière les replis les plus grossiers, souvent les plus vulgaires, de la nature humaine. On est conduit ainsi à des conceptions toutes matérialistes, à la suppression de tout un côté de la nature humaine et de l'art, et, sous prétexte d'exactitude, à une altération systématique de la vérité. Le talent de M. Charles Bataille est sans doute de ceux qui s'élèveraient en évitant de tomber dans ces piéges, en observant le monde, la société, la nature morale sous leurs aspects divers, en se pénétrant de cette pensée que l'art n'est pas un simple procédé de reproduction photographique, et qu'il n'est justement une création que parce qu'il transforme les élémens humains en les combinant dans la mesure d'une vérité plus générale et plus pure.

C'est malheureusement le propre du roman réaliste, et *Antoine Quérard* n'échappe pas à la loi commune, d'offrir le plus souvent le spectacle de toutes les misères humaines, de représenter les passions, les caractères dans ce qu'ils ont de plus criant ou de plus banal. Plus il met de crudité dans ses peintures, plus il croit avoir réussi. La vérité est qu'il y a un charme indéfinissable dans une certaine lumière de l'idéal répandue sur la réalité, dans l'élévation morale d'une œuvre romanesque. Je ne veux pas dire qu'il suffise pour intéresser d'ouvrir son esprit à d'autres idées que celles d'où est sorti le réalisme contemporain, et c'est peut-être surtout dans la littérature, dans le roman, que les bonnes intentions n'égalent pas une bonne œuvre: mais elles peuvent la préparer et la rendre possible, quand elles ont le talent pour complément. Ces bonnes intentions, M. Charles Gouraud les a évidemment; il les montre dans son roman de *Cornélie*, qui n'est la glorification ni des instincts matérialistes ni des passions gros-

sières, qui est au contraire un drame d'immolation et de sacrifice s'accomplissant au sein de la plus riante nature, en Italie, à Rome, à Naples, devant l'éclat du ciel et la majesté des monumens. *Cornélie* est l'histoire des amours épurées, inavouées, touchantes et impossibles d'une fière Anglaise, lady Salmere, et du jeune peintre Wilfrid; amours impossibles, dis-je, non-seulement parce que la fierté de lady Salmere ne se prêterait pas à une liaison vulgaire, mais encore par suite de cette mystérieuse fatalité qui fait que Wilfrid se trouve, en fin de compte, être l'enfant de lord Salmere lui-même et d'une noble Italienne morte depuis longtemps. Lady Salmere est une Phèdre chrétienne qui, en s'occupant sans cesse du jeune peintre qu'elle protége, met la main sur son cœur pour en comprimer les battemens. Wilfrid est un autre Hippolyte qui sent avec effroi la passion grandir dans son âme, et qui cache son secret. Il meurt à la peine, tandis que lady Salmere finit par se faire catholique et sœur de charité. Il y a plus d'une scène délicate dans *Cornélie;* malheureusement la main qui a ourdi le tissu est accoutumée à remuer des questions d'histoire, d'économie politique, et il en résulte une certaine confusion de tons, certains procédés de narration, une tension, qui embarrassent un peu la marche du récit. On sent un peu trop l'économiste et l'érudit.

Et puis, quand on se mêle de politique, on en met partout, même dans un roman. La politique dans *Cornélie* est bien représentée par quelques conspirateurs, mais elle se personnifie surtout dans lord Salmere, le type de l'Anglais dominateur et magnifique, faisant partout où il passe les affaires de son pays. En Italie, lord Salmere sert l'Angleterre en servant la révolution, et si la péninsule est aujourd'hui ce qu'elle est, c'est le grand Anglais qui a tout fait par haine de la France et de la papauté, dont les causes sont politiquement communes. C'est lui qui pendant quelques années a tout fait par sa diplomatie habile pour préparer les événemens qui sont survenus, si bien qu'avant de mourir, après la guerre d'Italie, nous dit l'auteur, « il put voir poindre toutes les conséquences de la politique qu'il avait si habilement travaillé à faire prévaloir: le monde latin divisé, la France en train de perdre au profit de l'Autriche le prestige de gardienne du catholicisme, l'Italie dans l'anarchie et sur les bras de la France, la couronne de Naples vacante et l'Angleterre profitant de toutes ces divisions... » Lord Salmere a vu là bien des choses avant de mourir, et il est dommage qu'il n'ait pas vécu pour en voir bien d'autres encore. Ce sont là évidemment de bien grosses questions pour un roman. J'aime mieux les nobles et délicates amours de la fière lady Salmere et du jeune peintre Wilfrid.

Il est donc vrai que le roman est placé entre tous les écueils : s'il n'est pas réaliste, s'il ne sert pas la doctrine de l'art pour l'art, il se perd dans l'idéalité ou se mêle à la politique. Entre ces deux extrêmes, il y a heureusement la vie humaine à observer, l'âme à interroger, les caractères à peindre, les mœurs, les ridicules à représenter. Et c'est là certes une

source assez abondante pour que le roman, dans ses incessantes métamorphoses, puisse s'y retremper et s'y rajeunir. CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

DEUX POÈMES POPULAIRES DE LA FINLANDE.

Peut-être n'a-t-on pas oublié ce que plusieurs fois déjà nous avons dit et cité du poète populaire de la Finlande, Runeberg (1). Nous avons montré ses récits épiques prenant leur origine et puisant leur inspiration première dans le sentiment national, excité parmi les Finlandais jusqu'à l'enthousiasme et jusqu'à l'héroïsme pendant la guerre de 1809, à la suite de laquelle les Russes s'emparèrent définitivement de la Finlande. Toutefois ces récits ne font pas entièrement connaître le poète; ils ont été précédés de quelques poèmes qui auraient pu leur servir d'introduction fort naturelle. Quelques morceaux traduits d'après le texte suédois prouveront que ces premiers poèmes ont un double mérite : ils montrent les mœurs, la religion simple, naïve, sincère, du peuple finlandais, avant de montrer ce même peuple aux prises avec un ennemi auquel il dispute pied à pied le sol de la patrie. Ces petits tableaux de Runeberg, où l'habileté de l'artiste intervient si heureusement à côté de l'inspiration du poète, reproduisent avec une remarquable fidélité les plus beaux traits de la nature et de la vie finlandaises. On trouvera ici les mêmes qualités que dans *la Journée de Doebeln, la Fille du Hameau* et *le Frère des Nuages,* par-dessus tout une rare noblesse de sentiment et une énergique simplicité d'expression.

L'ÉGLISE.

« De dures vicissitudes, d'amères épreuves ont chassé de son pauvre *hemman* (2) et précipité dans la misère profonde le paysan Onni. Ce que la destinée avait épargné, le poids des années l'a ravagé; soixante-quinze hivers ont couvert sa tête de cette neige qui ne fond à aucun été; une seule chose lui est restée de ce qui jadis a fait toute sa joie, une seule, la confiance dans le Dieu qui envoie le secours à l'adversité. Onni habite maintenant sur le *hemman* d'autrui, relégué vers la porte, dédaigné, nourri par charité.

« C'est le jour de la mi-été (3). De bon matin tout s'éveille; jeunes et vieux revêtent les habits de fête; tous vont partir pour aller à l'église louer

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre 1854 et celle du 1er septembre 1857.

(2) Coin de terre.

(3) *Midsommars dag,* le grand jour de fête dans le Nord.

le Seigneur. Onni va trouver le maître : « Frère, dit-il, permets-moi de te suivre aujourd'hui à l'église; je suis resté tout le printemps perclus et courbé dans l'ombre, et il y a une demi-année que je n'ai entendu la parole divine. »

« Le maître d'un geste lui montre le lac. Un brouillard épais le couvrait encore; on n'apercevait ni les eaux, ni la rive, ni les îles : « Cherche là ton chemin, si tu le veux; personne que toi n'ira en bateau; à pied, par la côte, la route est longue; tous les chevaux sont retenus. »

« Onni entendit la dure parole. Il s'achemina, morne et silencieux, vers le rivage, détacha un bateau et se mit à ramer dans le brouillard épais : « Celui qui conduit le poisson dans l'océan et l'oiseau dans les airs et qui les mène où sa loi les appelle saura bien me montrer aujourd'hui le chemin de sa sainte église! »

« Onni rame déjà depuis une heure, mais il n'aperçoit toujours que l'eau et le brouillard; ses forces commencent à le trahir; la rame devient lourde à ses mains engourdies... Tout à coup, à travers le silence matinal, il entend les tintemens de la cloche qui retentit dans le lointain; il est épuisé de fatigue, et pourtant il est plus loin de l'église, hélas! qu'au moment où il se séparait du rivage. La cloche retentit une seconde, puis une troisième fois; c'est toujours de bien loin que vient le son. Sans force, sans direction, sans espérance, Onni lève les yeux vers l'épais nuage comme pour l'interroger.

« Au même instant, interrompue dans sa marche lente, la barque touche, et dans le brouillard se dessine un rivage qui semble inviter le vieillard au repos. Il descend sur la plage, regarde autour de lui, et reconnaît la plage où cent fois, jeune homme, il aborda. Il s'assied pensif sur la rive rocheuse, et son âme, comme la terre et le ciel, est enveloppée d'un sombre nuage.

« La cloche retentit encore. Au Dieu puissant le vieillard s'est-il donc fié en vain? Il lève au ciel un regard sans espoir... Tout à coup le nuage se déchire; entre ses plis apparaît un pur fragment bleu, présage de la lumière. Sans doute les chants commencent dans l'église; sur l'île solitaire, un doux frémissement glisse au milieu du feuillage; l'alouette éveillée s'élance vers le ciel; la nature engourdie secoue son sommeil. A chaque murmure succède un murmure; dans la vallée, sur les hauteurs, des voix s'éveillent; elles tournent autour du vieillard; elles s'emparent de lui, ces voix joyeuses; la fatigue et le chagrin sont oubliés, et le psaume, le psaume sublime de la mi-été : « Il est venu le temps des fleurs... » s'échappe de ses lèvres tremblantes.

« Quand il achève, un air pur règne autour de lui; le soleil sort lentement de son lit de nuages pour inonder la terre de ses rayons; l'atmosphère est redevenue muette, le souffle du vent se tait, la nature ne chante plus, elle contemple... Le vieillard, recueilli d'abord dans sa prière, suit involon-

tairement ensuite le spectacle qui se développe devant lui. Chacune de ces formes vagues subitement éclairée, un rocher, puis un autre, une île après une île, sort lentement de l'obscur horizon vers le monde de la beauté.

« La matinée était depuis longtemps écoulée quand Onni se leva, l'œil limpide, le front sans nuage, ému et reconnaissant. Il retourna vers sa barque; mais, avant de quitter ce rivage, son regard et ses lèvres lui adressèrent tout bas un dernier adieu : « Que la paix soit avec vous, fleurs, arbres, oiseaux, mes jeunes frères et sœurs, assemblée sainte qui aujourd'hui avec moi, dans la même église, avez béni le Seigneur et chanté sa louange! Merci, lac brillant, soleil qui nous parles de Dieu! Avec nos corps échauffe nos cœurs, et, pour que nous connaissions toute sa bonté, déploie son œuvre devant nos yeux! »

LA TOMBE DE PERRHO.

« Où est la tombe qui dans le désert, depuis bientôt un siècle, verdit oubliée, sans pourtant mériter l'oubli? — Ne le demande pas, étranger! Vois-tu là-bas le long lac boisé se courber en se rétrécissant vers la vallée de pins et de bruyères? Là est la place. Les bouleaux agitent au-dessus leurs verdoyantes couronnes; parmi leurs racines, la terre recouvrit un jour cette tombe. En quel lieu précis, nul ne le sait.

« Toi dont le souvenir est plus constant que celui des hommes, muse sainte, fille de la Finlande, réponds : Est-ce un roi puissant qui est caché dans cette tombe, ou bien l'égal d'un roi? — Non, ce n'est pas un roi, ce n'est pas son égal; c'est le vieux paysan Sven, et avec lui ses six nobles fils. — Sieds-toi sur le bord de ce rivage élevé; je veux te raconter leur belle histoire pendant que la rosée scintille encore sur la bruyère, et que les pins de la falaise nous abritent des rayons du soleil...

« ... La paix dorée s'était enfuie; le meurtre et le ravage désolaient les campagnes de Finlande; les hommes succombaient, et les femmes prenaient la fuite. De Lintulax et de Saarijärvi, de Storkyro et de Lappo arrivaient coup sur coup des messages, de tristes et menaçans messages.

« Le vieux Sven était assis dans sa cabane, devant la longue table, dînant avec ses fils, quand un fugitif, un garçon de douze ans à peine, accourt tout haletant, et du seuil s'écrie : « Que Dieu soit avec vous, vieux père Sven! Vingt cavaliers aux longues lances viennent de brûler notre maison cette nuit. Ils font halte en ce moment dans le village où est l'église, sur le chemin de Perrho. Ils seront ici avant ce soir. »

« Sven se lève irrité : « Dieu m'a donné heureusement six fils, garçons nerveux et aux larges épaules. Si j'en avais douze, n'iraient-ils pas tous joyeux à la mort pour sauver leur patrie et le foyer paternel? » Il dit, et détache tranquillement de la muraille son fusil rouillé.

« Rudolf, l'aîné des fils, se lève fièrement, sourit, et dit : « Les armes ne siéent pas aux mains d'un vieillard, pas plus que la lâcheté à de jeunes cœurs. Re-

mets ton arme à sa place accoutumée, mon père. Mes frères et moi, allons éprouver nos forces! »

« Sven se réjouit de ces paroles, et il obéit. Chacun des frères s'en va prendre résolûment son bon fusil, le tire de sa gaîne, le met sur son épaule, pendant que de l'autre main il saisit son court et redoutable épieu. Ainsi armés, ils s'en vont silencieux, mais résolus dans leur âme, quelque part qu'ils rencontrent la troupe ennemie, à la détruire ou à mourir sous ses coups.

« Ils avaient à peine marché dix minutes et avaient atteint le chemin étroit qui conduit à l'église. Rudolf dit à ses frères : « Suivez le chemin jusqu'à ce que vous ayez atteint la courbure du lac, à l'entrée de la vallée, un peu plus loin encore, parmi les pins et la bruyère;... c'est là que nous attendrons l'ennemi. Il ne viendra sans doute pas avant le soir, si d'abord il veut s'occuper de ravager et de piller; moi, je vais m'arrêter un instant dans ce hameau sombre, ici près du chemin, où ma fiancée m'attend. »

« Les cinq frères, marchant lentement, atteignent le lieu désigné, sur les bords du lac, où les sapins s'élèvent et dominent le chemin de la vallée. Cachés adroitement dans les replis du bois, ils examinent la route au loin. En aussi peu de temps qu'il en faut au chasseur, quand, de sa hutte de sapin, il épie dès l'aurore, un jour de printemps, les jeux amoureux du coq de bruyère, pour voir s'abaisser sur terre le fier animal, qui fait retentir de son cri le lac et ses bords, aussi promptement les cinq frères voient arriver en hâte la troupe des ennemis détestés, qui s'élancent en avant, les lances au poing.

« Otto, le frère jumeau de Rudolf, les a le premier aperçus : « Aux armes! mes frères, tirez vos fusils des fourreaux, et, aussitôt que l'ennemi aura atteint l'extrémité du ruisseau, de l'autre côté de la vallée, que celui qui aura une balle toute prête commence le feu! »

« Il dit; au même instant que la petite troupe ennemie a franchi au trot de ses chevaux le revers de la colline, et au premier pas qu'elle fait pour la descendre, retentissent en même temps les coups de feu des cinq frères. Leurs balles vont se refroidir dans quatre têtes; une tête en a reçu deux. Quatre chevaux s'échappent sans cavaliers, les seize autres sont retenus par leurs maîtres surpris. « Frères, chargez! » crie alors Otto, qui sort hardiment de sa retraite. Mais déjà la troupe ennemie est prête et s'élance à l'attaque. A peine les assaillans ont-ils pu charger leurs armes et se préparer à faire feu pour la seconde fois que les ennemis dépassent le ruisseau, et, se répandant sur la plaine, se précipitent les lances en avant; avec leurs épieux, maniés de leurs mains fermes, les cinq frères marchent courageusement sur eux.

« Le combat commence avec cris et fracas, personne ne fléchit ni ne gagne du terrain; mais un coup de pistolet renverse Eric le premier; Ulrik le venge d'un coup d'épieu. Le combat s'échauffe, les blessures s'échangent; six des

ennemis sont gisans, mais les quatre frères sont blessés. Otto résiste le dernier. Déjà blessé à la jambe et à l'épaule, il frappe autour de lui avec un sabre qu'il a pris à ses adversaires, jusqu'à ce que, la poitrine percée à mort, mais redoutable encore dans son dernier soupir, il tombe abattu. Sa tête, séparée du corps, est fixée par le chef de la troupe ennemie sur la pique pointue; tout hors d'haleine, ce chef s'éloigne avec sa troupe; de vingt ils restent six, et l'un d'eux est blessé.

« Sur le pont étroit jeté dans le bois épais, voici le vieux père. Il n'a pu rester, après le départ de ses fils, dans sa pauvre cabane; sans armes, il arrive pour leur donner de sûrs conseils, s'ils ont un combat. Il aperçoit au loin l'ennemi quittant le champ de bataille, et il reconnaît au haut de la pique la tête de son fils Otto. Frémissant d'horreur dans ses vieux membres, il précipite sa marche et parvient au lieu où les corps de ses fils gisent noblement parmi ceux des ennemis. Il écarte vivement les larmes qui troublent ses yeux, et, regardant avec fierté, il compte les morts, amis et ennemis. Il trouve tous ses fils, excepté Rudolf. « Où est Rudolf? Survit-il seul, et n'est-il donc pas ici gisant avec ses frères? »

« Assez loin de là, dans le hameau sombre, le noble Rudolf s'était assis auprès de sa fiancée; tout à coup il retire sa main d'entre les siennes. « Qu'est-ce que cela? dit-il épouvanté; ne vois-je pas mes frères morts! » Il dit, saisit brusquement son épieu, son fusil, et sort en hâte de la cabane. La route est souillée de sang; parvenu au rendez-vous fixé tout à l'heure par lui-même, il aperçoit parmi les arbres les corps de ses frères, et au milieu d'eux le vieux Sven. Il s'arrête; immobile, il regarde et entend. Son père s'écrie : « Malheur à mes cheveux blancs! Où est Rudolf? où est Rudolf? Il a fui seul, lui naguère le plus cher de mes fils! il a fui et trahi ses frères! Malédiction sur le traître! malédiction sur le lâche! Puisse-t-il errer, farouche comme Caïn, à travers les bois, épouvanté par la feuille du tremble qui frissonne, épouvanté par la gelinotte qui fuit, en déployant ses ailes bruyantes, loin de la passerelle dont il approche! O Dieu qui résides dans les cieux, si tu es juste, déteste-le autant que je l'ai aimé, et, là où il se réveillera, dans la mort, refuse-lui une patrie et refuse-lui un frère! »

« Glacé d'horreur, Rudolf entend ces paroles, et il détourne les yeux. Comme le chien qui poursuit l'ours avec ardeur, suivant sa piste parmi les bois sauvages, il se remet en marche : à ses marques sanglantes, il remonte le chemin; il ne dit pas un mot, mais le désir du meurtre a crié dans son cœur. Il passe devant la demeure de son père : le feu y éclatait déjà, et la fumée tourbillonnait en sortant du toit; mais il ne voit pas, il n'entend pas, son œil est irrésistiblement fixé sur les rouges traces du chemin.

« Le soleil était déjà couché derrière le bois quand il atteint un village abandonné. Près de la route, caché derrière une meule de blé dans un champ, un enfant lui fait signe avec précaution et lui dit à voix basse : « N'avancez pas, ou vous êtes perdu. Les ennemis font halte là-bas dans cette maison. Il y en a six, armés de longues piques, et le plus grand d'entre

eux, le plus farouche aussi, porte au bout de sa lance une tête sanglante! »

« Rudolf en marche plus vite. A la porte de la cabane où sont les ennemis, il aperçoit la chère tête de son frère. En rugissant, il arme son fusil et s'élance. Le premier qu'il rencontre, il lui enfonce son épieu dans la poitrine; puis, dédaignant dans sa rage armes ou défense, il s'élance ici et là comme l'aigle, et de ses seuls bras répand la mort et la terreur. Les coups qu'il reçoit, il ne les sent pas; l'un après l'autre, il égorge quatre ennemis et les jette expirans à terre.

« Le chef restait seul. Rudolf le saisit au milieu du corps et lui brise en même temps la poitrine et le dos. Quand il l'a renversé, il lui coupe la tête, prend à la porte celle de son frère avec douleur, et blessé, épuisé, sanglant, mais le cœur allégé, il retourne au village.

« Il était minuit quand, tout couvert de sang, il atteint la place où avait été la demeure de son père. Il y aperçoit cendres et fumée; une seule grange, près de là, est restée intacte; il y va, il cherche un toit et du repos. Comme il franchissait le seuil, il entend au dedans la voix de son père: « Qui pourra me répondre? s'écrie le vieillard. Rudolf a-t-il trahi? Peut-être, peut-être n'a-t-il pas été lâche. Fais, ô Seigneur, qu'il soit innocent! Envoie-le ici avec la tête de cet homme, de celui qui portait celle de mon autre fils, afin que mon regard puisse voir Rudolf resté fidèle, et ensuite cette malédiction que j'implorais de toi contre lui, fais-la descendre sur ma vieille tête! Alors, sur la cendre de ma maison qu'ils ont brûlée, sur les corps de mes fils qu'ils ont tués, je te louerai, ô Seigneur, de m'avoir laissé survivre. »

« Rudolf entra en entendant ces mots. « Paix à tes cheveux blancs, mon père! dit-il. Au moment où je reparais devant toi, les meurtriers de tes fils n'existent plus. » Et il jeta sur le sol la tête de son cruel ennemi.

« Le vieux père s'élança aussitôt, il entoura son fils de ses bras; mais déjà celui-ci s'affaissait vers la terre, et dans sa chute dernière Sven le suivit. Rudolf mourait de ses blessures en perdant tout son sang, et c'était de joie qu'expirait son vieux père. »

Les morceaux qu'on vient de lire, devenus populaires dans le Nord, marquent bien le point de départ de cette poésie profondément nationale de la Finlande, dont Runeberg est aujourd'hui le représentant le plus fidèle. L'auteur des *Récits de l'Enseigne Stal* a publié il y a peu de temps une seconde partie de sa série épique, et ces nouveaux essais de la poésie finlandaise mériteront une étude spéciale. En attendant, *l'Église* et *la Tombe de Perrho* nous offrent les premiers et peut-être les plus éloquens témoignages de cette protestation énergique de tout un peuple à laquelle le talent d'un grand poète a prêté de si nobles accens.

A. GEFFROY.

V. DE MARS.

UN PROJET

DE MARIAGE ROYAL

ÉTUDE HISTORIQUE.

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Les mariages royaux suscitent chez ceux qui y assistent ou qui s'en entretiennent des impressions très diverses. Les uns, et c'est le plus grand nombre, ne pensent qu'à la grandeur des destinées qui s'unissent par de tels liens, à l'importance des motifs qui les déterminent et des négociations qui les préparent, à l'éclat des fêtes qui les accompagnent. Les autres, et ce sont les plus délicats, se préoccupent du sort intime des personnes ainsi engagées l'une à l'autre, et s'attendrissent sur la condition de ces jeunes princesses, victimes dévouées de la politique, enlevées à leur patrie comme à leur famille, et livrées à qui ne les connaît point et n'est point connu d'elles, sans souci de leur volonté et de leur bonheur. De ces spectateurs si différemment affectés, les premiers voient souvent leurs brillantes attentes démenties par les faits, et je crains bien que l'honnête compassion des seconds ne soit jamais satisfaite. Les politiques ont raison de croire que les alliances entre les familles royales ne sont pas sans valeur entre les états, et ils ont tort quand ils se confient dans leur forte efficacité; ces liens influent sur les événemens, mais n'en décident point: il y a des causes plus profondes qui

unissent ou divisent les gouvernemens et les peuples. Les scrupuleux déplorent un mal incurable : les nécessités et les convenances politiques, soit de crainte, soit d'espérance, sont trop puissantes pour que les sentimens personnels les fassent taire ou les surmontent. Au jour de leur mariage, comme en bien d'autres circonstances de leur vie, les grands du monde ont à payer, quelquefois bien cher, le prix de leur grandeur; elle leur coûte souvent du bonheur et à coup sûr de la liberté. On dit que l'empereur Nicolas, quand il s'agissait de mariage, tenait grand compte des inclinations de ses enfans, et j'ai vécu auprès d'une famille royale dans laquelle les affections et les vertus domestiques occupaient une grande place. Je souhaite que telles deviennent partout les mœurs des rois; mais j'incline à croire qu'à parler en général, notre siècle et ceux qui le suivront ne différeront pas beaucoup à cet égard de ceux qui les ont précédés.

II.

En 1623, vingt ans après le règne puissant et populaire de la reine Élisabeth, trois hommes, mal assortis entre eux et mal appropriés à leur temps, le roi Jacques Stuart Ier, son fils Charles Stuart, prince de Galles, et leur favori commun, George Villiers, duc de Buckingham, disposaient ensemble du gouvernement de l'Angleterre.

Le roi Jacques Ier ne manquait ni d'esprit ni de savoir; mais il les étalait vaniteusement dans ses entretiens et dans ses écrits, bien plus qu'il ne s'en servait habilement et avec fruit dans le gouvernement de ses états. Encore presque enfant et en Écosse, il eut un jour à recevoir un ambassadeur étranger; l'audience se passait en latin: l'ambassadeur commit quelques fautes grammaticales; le jeune roi s'empressa de les relever : « Comment avez-vous fait de votre illustre pupille un pédant? » demanda le lendemain l'ambassadeur au précepteur royal, le célèbre historien Buchanan. « Bien heureux, dit Buchanan, d'avoir pu en faire même cela! » En Angleterre comme en Écosse, Jacques resta toute sa vie un pédant subtil et prolixe, astucieux avec vanterie et entêté sans vigueur. Il était poltron en même temps que disputeur, mêlait des instincts pusillanimes à des prétentions hautaines, et redoutait le péril autant qu'il se plaisait à la controverse. Il avait les nerfs étrangement susceptibles et faibles; un bruit soudain, une apparition inattendue le faisaient tressaillir d'effroi; ses grands yeux roulaient incessamment de tous côtés quand un étranger était devant lui. Son pourpoint et tous ses vêtemens étaient fortement doublés et piqués pour le mettre à l'abri du poi-

gnard, ce qui lui donnait l'air d'une excessive et fausse corpulence. Il avait peu de barbe. Sa langue était trop grosse pour sa bouche, de sorte qu'il mangeait et buvait malproprement et de mauvaise grâce. Ses jambes grêles avaient peine à le porter; à l'âge de sept ans, il ne se tenait pas encore debout, et il eut toujours besoin de s'appuyer sur l'épaule de quelqu'un pour se soutenir. Il portait dans des mœurs honteusement dissolues une tendresse ridiculement expansive et familière, toujours dominé et gouverné par des favoris qu'il traitait comme des enfans. Dans ses fréquens accès d'inquiétude ou d'humeur, tantôt il jurait comme un charretier, tantôt il pleurait comme une femme. Nul souverain n'affichait plus pompeusement en principe les prérogatives royales, et nul ne représentait en fait la royauté d'une façon plus subalterne, plus vulgaire et souvent plus choquante.

Son fils, le prince Charles, était au contraire, dans sa personne comme dans son âme, un modèle de réserve et de dignité. Né avec un tempérament délicat, les jambes faibles comme son père, bégayant un peu et placé, dans la faveur publique, bien loin de son frère aîné Henri, jeune prince actif, énergique, ouvert et résolu, il avait contracté dans sa première enfance des habitudes silencieuses et studieuses qu'il ne perdit pas entièrement lorsqu'à la mort de son frère, en 1612, il se trouva héritier du trône, et dont l'influence se fit sentir dans tout le cours de sa vie. Devenu prince de Galles, Charles entra pourtant sans peine dans les mœurs de sa nouvelle situation : il fut bientôt bon cavalier, bon chasseur, bon tireur, bon jouteur, adroit et hardi dans tous les exercices du corps; mais son naturel, en se développant, contrasta singulièrement avec le caractère et la cour du roi son père; les bavardages familiers, les bouffonneries vulgaires lui déplaisaient souverainement. A la fois sérieux et romanesque, grave et inconsidéré, il avait à vingt ans un grand respect de lui-même, l'esprit élégant et imprévoyant, le goût des aventures nobles et l'aversion des moindres mécomptes. « Je ne saurais, disait-il dès lors en parlant des avocats, ni défendre une mauvaise cause, ni céder dans une bonne; » mais dès lors aussi il n'avait pas le jugement assez sûr pour distinguer les bonnes causes des mauvaises, les bons conseillers des serviteurs agréables, et il pouvait, soit de lui-même, soit sur des suggestions frivoles, se lancer témérairement dans des démarches pleines d'erreur et de péril.

Par une étrange fortune, un seul et même favori agréait également à ces deux princes si divers. Jeune, beau, aimable, hardi, prêt à tout faire pour réussir auprès d'un maître et capable de le dominer arrogamment après l'avoir complaisamment charmé, c'était dans la faveur du roi Jacques que George Villiers, petit gentilhomme du comté de Leicester, s'était d'abord poussé et établi. Il avait reçu par

les soins de sa mère une éducation élégante, qu'à dix-huit ans il était allé compléter par un assez long séjour en France. Quand il parut pour la première fois à la cour d'Angleterre, il était aussi pauvre que beau; à peine avait-il 50 livres sterling (1,250 francs) de revenu, et en 1615, aux courses de Cambridge où le roi Jacques était allé faire une visite solennelle, on vit le jeune George Villiers se promener vêtu d'un vieux pourpoint noir mal réparé. Là pourtant commencèrent ses succès. Il plut au roi en jouant un rôle dans une comédie que représentèrent les étudians de Cambridge. Les courtisans excellent à pressentir les fortunes naissantes; George Villiers eut bientôt à la cour d'utiles patrons : « les uns, irrités contre la faveur des Écossais, lui voulaient du bien, dit l'un de ses biographes, par cela seul qu'il était Anglais, les grands seigneurs parce qu'il était gentilhomme, le roi à cause de sa beauté et de ses talens, les dames parce qu'il était le plus accompli galant de la chrétienté. » Mais il avait bien des obstacles à surmonter; Jacques ne prenait guère un nouveau favori sans qu'il fût agréé par la reine sa femme, Anne de Danemark; les protecteurs du jeune Villiers tentèrent de lui concilier les bonnes grâces de la reine, qui s'y refusa d'abord. « Vous ne savez ce que vous faites, leur dit-elle; je connais votre maître mieux que vous tous; si ce jeune homme est une fois introduit, les premières personnes qu'il attaquera, ce sera vous qui travaillez pour lui; moi aussi, j'aurai ma part : le roi lui apprendra à nous mépriser tous pour qu'il ne doive rien qu'au roi lui-même, et il sera plus insupportable qu'aucun de ses prédécesseurs. » Le nouveau-venu avait en effet un prédécesseur à détrôner. Robert Carr, Écossais d'origine, était, sans de meilleurs titres, en possession de la faveur de Jacques, qui l'avait fait successivement vicomte de Rochester, grand-trésorier d'Écosse, chevalier de la Jarretière, comte de Somerset, grand-chambellan et enfin premier ministre; mais Jacques commençait à se lasser de lui. Une rivalité, sourde d'abord, s'établit entre les deux prétendans, et la reine finit par prendre parti pour George Villiers. L'hostilité mutuelle éclata bientôt : un jour, au dîner du roi, l'un des serviteurs, créature du comte de Somerset, en posant un plat sur la table, en laissa tomber à dessein des taches sur le bel habit de George Villiers, qui, prompt à repousser l'insulte, lui donna à l'instant un soufflet. C'était, aux termes d'un statut de Henri VIII, s'exposer à avoir la main coupée, et le grand-chambellan réclama ce châtiment; mais Jacques en défendit son jeune protégé, et ce fut dès lors le bruit de toute la cour que George Villiers l'emportait sur son rival. Jacques essaya un moment de les faire vivre en bon accord; il avait le goût des éducations et des conseils paternels; il recommanda à son futur favori une vie modeste, l'art de la con-

versation et l'étude des affaires. George Villiers se prêta de bonne grâce aux recommandations du roi et n'en grandit que plus rapidement dans son exclusive faveur. En moins de sept ans, il fut fait gentilhomme de la chambre, maître des écuries royales, chevalier de la Jarretière, baron de Whaddon, vicomte Villiers, comte de Buckingham et conseiller privé, gardien des cinq ports, lord amiral d'Angleterre, chancelier de l'université de Cambridge, etc. Il jouissait de sa faveur avec fierté et de sa fortune avec magnificence, étalant partout, sur sa personne comme dans sa maison, dans ses habitudes quotidiennes comme dans les fêtes de cour, un luxe que n'avait atteint aucun de ses prédécesseurs, pas même Leicester sous Élisabeth. Le public l'admirait et s'en indignait tour à tour; on trouvait Buckingham le plus beau de tous quand il paraissait vêtu de velours blanc, avec des nœuds des plus riches couleurs, aussi éblouissant que les diamans et les perles dont ses vêtemens étaient couverts. On murmurait en revanche quand on le voyait passer dans une splendide chaise à porteurs, dont, le premier, il avait introduit à Londres l'usage. « Quelle indignité, disait-on, de faire faire à des hommes le métier des chevaux! » Il avait en lui-même, comme dans son extérieur, de quoi plaire et irriter à la fois. Aussi généreux que vaniteux, point fourbe, point hypocrite, sans bassesse dans ses vices, sans dureté envers ses inférieurs, libertin téméraire, patron fidèle, protecteur intelligent et libéral des arts, capable d'émotions affectueuses et patriotiques pour son maître et son pays, quoique prêt à tout sacrifier, sans scrupule et sans prévoyance, pour pousser sa fortune et satisfaire sa fantaisie, il avait des serviteurs dévoués, des amis sincères, et, malgré les difficultés chaque jour renaissantes d'une telle situation, il possédait la confiance du romanesque héritier du trône, comme la faveur du peureux et disgracieux monarque qui y était assis.

Mais deux grands défauts, source infaillible de grands périls, pesaient à leur insu sur ces trois hommes. Ils étaient tous trois imbus des maximes et des habitudes du pouvoir absolu à une époque où le pouvoir absolu, triomphant sur le continent, devenait en Angleterre inopportun et contesté. Ils venaient dans un grand temps et ils n'étaient point grands eux-mêmes; ils trouvaient pendantes de grandes questions naguère débattues entre de grands princes, et ils étaient incapables de les traiter au niveau de leurs prédécesseurs.

Le pouvoir absolu a ses conditions sociales et personnelles. Il est quelquefois naturel et nécessaire, mais il ne faut pas se méprendre sur son heure, et même à son heure une certaine mesure d'éclat et de respect public lui est nécessaire. Quand les peuples ont un souverain maître, au moins faut-il qu'ils ne le méprisent pas. Comme

souverain maître de l'Angleterre, Jacques Stuart venait trop tard et était trop décrié; sous les deux grands Tudors, ses prédécesseurs, Henri VIII et Élisabeth, le pouvoir absolu avait brillamment fourni sa carrière et fait son œuvre; Jacques n'avait plus à en rendre les services et à en recueillir les gloires; il ne faisait qu'en professer hors de saison les maximes et en pratiquer scandaleusement les abus. Son fils Charles entrait avec plus de dignité et plus d'aveuglement dans les mêmes voies; Buckingham exploitait avec un égoïsme arrogant et frivole les faiblesses de ses deux maîtres.

Quand le XVIIe siècle s'ouvrit, le grand drame qui avait rempli le XVIe durait encore; le catholicisme et le protestantisme, la domination de l'Espagne en Europe et l'indépendance de la Hollande soutenue par la France et l'Angleterre, étaient encore aux prises. Dans l'ordre moral et dans l'ordre politique, les grandes questions restaient flagrantes et en suspens; mais presque tous les grands acteurs avaient disparu. Guillaume d'Orange, Philippe II et Élisabeth étaient morts; à leur place, l'Espagne n'avait plus que l'apathique Philippe III, l'Angleterre que le pusillanime Jacques Ier, la Hollande que les enfans de son héros et les agitations intérieures de ses états. Des grandes figures du XVIe siècle, Henri IV seul survivait, et maintenait seul la grande politique européenne.

On a beaucoup disserté sur le *grand dessein* d'organisation européenne de Henri IV, tel que l'a exposé Sully : on y a vu tantôt un plan sérieux, tantôt une chimérique utopie. Les grands esprits qui ont fait de grandes choses sont à la fois sérieux et rêveurs; quelque vaste que soit le champ où s'exerce leur action, il ne suffit pas à leur pensée, et, quelque efficace que soit leur puissance, ils conçoivent plus qu'ils ne peuvent faire et aspirent plus haut qu'ils ne montent. Que de rêves, que de chimères, que de conceptions fantastiques et de projets impossibles se rencontrent dans les conversations de Napoléon, non-seulement prisonnier et oisif à Sainte-Hélène, mais aux Tuileries et dans les jours les plus actifs de son empire! C'est le plaisir de ces imaginations souveraines de prendre leur vol hors des limites d'espace et de temps où s'enferme leur vie, et de régler comme il leur plaît le monde et l'avenir, sans se soucier des obstacles. Et ce n'est pas seulement pour leur propre et platonique satisfaction que de tels hommes entrent ainsi dans de tels rêves; ils s'en servent souvent pour charmer et entraîner à leur suite, dans leurs desseins positifs et pratiques, les peuples qu'ils commandent, car les masses aussi se plaisent aux vastes perspectives, et livrent volontiers leur force à qui les leur ouvre. Henri IV était plus sensé et moins puissant que Napoléon; mais lui aussi avait ses élans au-delà de ses œuvres, et se complaisait dans des conceptions qu'il ne

se flattait probablement guère de réaliser. Peu importe ce qu'a pu y mettre du sien Sully, lorsque, retiré dans son château de Villebon, il a raconté la république chrétienne, la paix perpétuelle et la confédération permanente des quinze états chargés de la maintenir. Sully était digne de s'associer, dans l'intimité de leurs entretiens, aux généreuses rêveries comme aux sages déterminations de son maître. Deux idées très précises et très pratiques, l'abaissement de la maison d'Autriche et l'établissement de l'équilibre européen, étaient le fond solide de ses rêveries et le but vers lequel Henri IV et son conseiller se repliaient toujours quand, après avoir librement pensé et causé, ils en venaient à mesurer ce qui se pouvait faire et à l'entreprendre réellement.

Dès qu'il apprit la mort d'Élisabeth et l'avénement de son successeur, Henri s'empressa d'envoyer Sully à Londres (1) comme ambassadeur extraordinaire, avec la mission non-seulement de renouveler l'intime alliance pratiquée, sous le règne précédent, entre la France et l'Angleterre, mais d'étendre et de fortifier cette alliance par le double mariage du dauphin, qui fut depuis Louis XIII, avec la princesse Élisabeth d'Angleterre, fille de Jacques, et du prince de Galles, Henri, avec Élisabeth de France, fille aînée de Henri IV. Sully avait pour instruction de sonder à fond les dispositions du nouveau roi sur toutes les questions pendantes en Europe, de lui montrer le roi de France prêt à s'unir avec l'Angleterre, dans toutes les hypothèses et par tous les moyens, pour combattre ou contenir l'Espagne, enfin de lui faire entrevoir les grandes combinaisons européennes que Henri avait en vue, et les grands avantages que les deux nations et les deux couronnes de France et d'Angleterre en devraient retirer. Sully s'acquitta de sa mission avec un tact admirable, à la fois ferme et caressant, habile sans petite ruse, tantôt froid observateur du roi et de la cour d'Angleterre, tantôt leur présentant nettement les propositions dont il était chargé, tantôt leur insinuant, par voie de libre et féconde conversation, les idées et les espérances qui pouvaient les attirer à la politique de son maître. Sur un seul point, il s'écarta des instructions qu'il avait reçues. Henri lui avait ordonné de se présenter à sa première audience « vêtu de deuil, pour se *condouloir*, au nom de sa majesté, de la mort de la feue reine d'Angleterre, comme le méritent l'heureuse mémoire de ladite dame et les plaisirs que sa majesté a reçus de son amitié. » Après un mûr examen et selon les avertissemens qui lui furent donnés, « je me résolus, écrivit Sully au roi (2), de mander à vos

(1) En juin 1603.

(2) Le 14 juin 1603 ; *OEconomies royales* ou *Mémoires de Sully*, t. IV, p. 261, 337, 339, collection Petitot.

serviteurs (dont la plupart étaient déjà vêtus en deuil) qu'ils eussent à changer de vêtement, ce qu'ils firent, et chacun se para comme il fut, convertissant notre pleur en allégresse. Quoi que ce soit, tout le monde a su le commandement que j'avais, et que j'en ai changé la forme à l'appétit d'autrui, tellement que cela ne laissera de produire le même effet dans l'esprit des hommes, et peut-être avec plus de vertu, encore que peu de personnes osent faire ou fassent mention de la défunte reine, étant sa mémoire et tous ses gestes tant recommandables ensevelis avec sa personne. Je supplie votre majesté me pardonner si en cela j'ai manqué à ses commandemens, lesquels je n'ai pas estimé devoir être si absolus, en pareille charge qu'en celle dont il lui a plu de m'honorer, que les occasions et les accidens inopinés n'y puissent changer quelque chose, principalement quand elle n'est point substantielle, et plutôt pour la bienséance que pour la nécessité ou utilité qui en revienne. Si j'ai failli, je me soumets au châtiment, si non que, par le reste de mes procédures et par ce qui réussira de ma négociation, il apparaisse que j'ai prudemment fait. »

Jacques accueillit avec de grandes marques de satisfaction l'ambassadeur et les propositions de Henri. Il prenait plaisir à disserter avec Sully sur toutes les combinaisons et toutes les chances de la politique des divers états, et se répandait en protestations d'attachement à l'alliance française, la regardant, disait-il, comme également importante pour l'Angleterre et pour lui-même dans l'hypothèse de la paix, qu'il préférait infiniment, et dans celle de la guerre, toujours possible avec l'Espagne. Sur un point cependant, le double mariage des enfans de Henri IV avec les siens, il restait fort réservé, et il n'en avait pas ouvert la bouche à Sully, quand le 29 juin il le fit inviter à dîner, pour le lendemain 30, à Greenwich, avec toute la noblesse qui l'avait accompagné. « Le commencement de nos discours, écrivait Sully à son roi en lui rendant compte de cette journée (1), fut encore de la chasse et de la chaleur qu'il faisait alors, non ordinaire en Angleterre. Après les discours communs, le roi se mit à parler de la feue reine d'Angleterre avec un peu de mépris, et à faire grand cas de la dextérité dont il usait pour la manier, par le moyen de ses conseillers qu'il se vantait avoir tous gagnés dès son vivant, en sorte qu'ils ne faisaient que ce qu'il voulait, tellement que ce n'était pas de cette heure qu'il gouvernait l'Angleterre, mais plusieurs années avant la mort de la feue reine, dont la mémoire ne lui est point trop agréable. Après, demandant du vin, où il ne met jamais d'eau, il commença à me dire qu'il vou-

(1) Le 6 juillet 1603, *OEconomies royales*, t. IV, p. 381.

lait boire à votre santé, ce qui fut fait réciproquement par lui et moi, sans oublier les reines vos femmes et vos communs enfans, desquels me parlant il me dit tous bas à l'oreille qu'il allait boire au double parentage qui s'en devait faire, dont je fus étonné pour être la seule fois qu'il m'avait montré y penser, me semblant avoir pris le temps un peu mal à propos pour l'ouverture de chose si digne, et qu'il m'en devait avoir parlé auparavant. Je recueillis néanmoins cette parole avec quelque signe d'allégresse, et lui dis que votre majesté, étant recherchée d'Espagne pour monseigneur le dauphin, saurait bien choisir et faire différence entre l'alliance d'un bon frère et assuré ami, avec lequel il n'aurait jamais rien à quereller, et celui dont, jusqu'à cette heure, il n'avait reçu que des offenses. Lors il me dit qu'il en faisait ainsi, ayant été requis par les Espagnols du même mariage pour son fils, et qu'ils offraient cette infante à tout le monde, seulement pour abuser les princes. »

Les protestations et les caresses de Jacques, soit qu'il les fît avec faste ou à l'oreille, ne trompaient point la sagacité de Sully, et, en les transmettant à Henri IV, il lui faisait part en même temps de ses doutes et de ses méfiances. « Je vois ici, lui disait-il, un prince à l'entretenement duquel il y a grand plaisir et ne s'y saurait-on jamais ennuyer, car il sait beaucoup en toutes sortes de sciences, parle fort bien, prend plaisir que l'on discoure largement avec lui, et ne laisse rien qu'il n'examine, ni sur quoi il ne veuille être éclairci; mais je crains qu'il n'ait plus de méditation que d'action..... Le secrétaire résidant ici pour la seigneurie de Venise m'est venu visiter, et m'a tenu plusieurs discours sur l'état présent des affaires, notamment sur l'incertitude où chacun était de la résolution de ce prince à cause des différens langages dont il usait, semblant qu'il eût pour seul but et dessein principal de ne se laisser encore entendre ni connaître absolument..... Et voici maintenant marcher en campagne les incertitudes ordinaires du monde, les mécontentemens publics et privés, les jalousies et envies des courtisans, et les brouilleries domestiques et du cabinet, non entièrement éclaircies, ni si bien discourues et particulièrement représentées qu'il serait nécessaire pour en pouvoir faire un jugement certain. » Les propositions de la cour de Madrid à Londres et l'accueil qu'elles y recevaient étaient surtout l'objet de la sollicitude de Sully; on annonçait la prochaine arrivée d'un ambassadeur d'Espagne. « Le roi s'est enquis de moi, écrit-il à Henri (1), si l'ambassadeur d'Espagne avait passé en France; je lui dis que oui, et fis récit de ce que j'en avais appris; lors il répliqua : — On m'envoie un ambassadeur cour-

(1) Le 24 juin 1603, *OEconomies royales*, t. IV, p. 334, 347, 349, t. V, p. 6.

rier, afin qu'il aille plus vite et qu'il fasse nos affaires en poste. — Il ne tombait fois sur le roi d'Espagne et ses affaires qu'il n'en parlât comme par mépris et dédain. » Mais quelques jours plus tard Sully, toujours sur ses gardes, écrivait à son maître (1) : « Les Anglais sont mal disposés et quasi tout changés depuis hier seulement pour avoir été assurés de l'acheminement de l'ambassadeur d'Espagne, de la venue duquel ils avaient été, ces jours passés, en doute; j'ai appris de bon lieu qu'ils voulaient arrêter toutes nos résolutions et affaires jusqu'à ce qu'ils eussent entendu les grandes offres qu'ils s'imaginaient leur devoir être faites par le roi d'Espagne. » Et Henri répondait à son ambassadeur : « Il faut que je vous dise que l'on m'a dépeint le roi d'Angleterre pour prince si irrésolu, timide et dissimulé, que je crains fort que les effets ne suivent pas les bonnes paroles et les espérances qu'il a données, et que nous ne demeurions incertains de sa volonté et de ce que nous en aurons pour maintenir et défendre la cause publique (2). »

Henri IV avait raison. C'était en lui l'une des marques d'un esprit et d'un caractère supérieurs que, sur toutes les affaires et dans toutes les circonstances, il avait un avis positif et un parti-pris, sachant choisir entre les buts et les chemins divers, et se gardant bien d'ajouter à l'incertitude des événemens les troubles de sa propre pensée et les fluctuations de sa volonté. Jacques Ier était au contraire un de ces esprits perplexes et faibles qui ne savent ni se former une opinion ni prendre une résolution, se figurent qu'ils peuvent entrer dans tous les camps pour courir à la fois toutes les chances, et mettent leur habileté à rester toujours indécis et doubles, attendant que les événemens décident pour eux, et prêts non-seulement à accepter les plus contraires, mais à s'en applaudir, comme s'ils les avaient voulus et faits. Par engagement de controverse et par nécessité de situation au moins autant, je crois, que par conviction religieuse, Jacques demeurait hautement protestant, et blâmait Sully d'appeler le pape *sa sainteté*. « C'est offenser Dieu, lui disait-il, d'en user ainsi, et il n'y a sainteté qu'en lui seul; » mais quand survenait pour lui-même le besoin de traiter avec le pape, il le qualifiait aussi de *saint-père* et disait en confidence : « J'irai avec les catholiques jusqu'à l'autel exclusivement. » Il voulait maintenir l'alliance française telle que la lui avait léguée Élisabeth; mais il recherchait en même temps l'alliance espagnole, tour à tour également caressant avec les deux rois, quoique Philippe III, dans la lettre qu'il lui adressa à son avénement, ne l'eût pas appelé *mon frère*, mais seulement *mon*

(1) Le 6 juillet 1603, *OEconomies royales*, t. IV, p. 384.
(2) Le 3 juillet 1603, *ibid.* p. 457.

cousin. Sully quitta Londres dans les premiers jours de juillet 1603, emportant la signature du roi Jacques au bas d'un traité sommaire d'alliance intime, défensive en tout cas et offensive au besoin, avec Henri IV (1), et quelques mois après deux ambassadeurs d'Espagne, d'abord le comte de Villa-Mediana, puis le duc de Frias, don Alonzo de Velasco, connétable de Castille, arrivaient en Angleterre et signaient le 18 août 1604, avec son roi, un traité qui non-seulement rétablissait la paix entre les deux royaumes, mais qui ouvrait à coup sûr bien d'autres perspectives, car, parmi des documens tirés des archives de Simancas et jusqu'ici inédits (2), je trouve une note rédigée pour Philippe III par un père jésuite, et qui porte : « Le roi d'Angleterre est résolu de marier le prince de Galles à une princesse d'Espagne ou à une princesse de France. Le roi et les Écossais penchent du côté de la France non-seulement à cause de l'ancienne amitié entre la France et l'Écosse, mais encore par l'espérance qu'a le roi de conclure ce mariage à des conditions plus faciles quant à la religion. La reine et la majeure partie du conseil et de la nation, hérétiques comme catholiques, désirent, quoique par des motifs différens, que le prince se marie avec une princesse d'Espagne. Les hérétiques le souhaitent, afin d'éviter que les Français et les Écossais ne s'unissent au sein de l'Angleterre contre les Anglais, qui ont déjà bien assez à faire de lutter contre les Écossais seuls. Les catholiques croient que, si ce mariage a lieu, ce sera un puissant moyen, non-seulement d'apaiser la fureur de la si longue persécution dont ils sont l'objet, mais encore de convertir à notre sainte foi ce royaume et toutes les contrées qui en dépendent. Une fois que votre majesté aura arrêté, avec le roi d'Angleterre, que l'infante et toute sa maison auront le libre exercice de la religion catholique, et que son altesse sera entourée et servie par des personnes des deux nations, d'une vie exemplaire ainsi que d'une prudence et d'un zèle éprouvés dans les choses de notre sainte foi, le mariage, d'après l'avis desdits catholiques, sera non-seulement licite selon les lois divines, mais encore justifié ou du moins admissible à dispense selon les lois humaines, et même méritoire devant Dieu, glorieux pour l'Espagne et de grande édification pour toute l'église. »

Ainsi dès 1604, dans l'année même de l'avénement de Jacques Ier au trône d'Angleterre, la question d'un mariage français ou d'un mariage espagnol pour son fils le prince de Galles était posée à Londres, à Paris et à Madrid, et le sort de la politique de l'Europe semblait dépendre de la décision du nouveau roi d'Angleterre, qui s'en

(1) *OEconomies royales*, t. V, p. 21.

(2) Ces documens, au nombre de trente-sept, de 1611 à 1623, ont été textuellement copiés dans un volume in-folio, coté, aux archives de Simancas, sous le n° 7026.

croyait l'arbitre en restant indécis. Les deux négociations suivaient leur cours caché, quand la mort de Henri IV vint les pousser vers la crise, et mettre Jacques dans l'embarras en l'obligeant à prendre un parti, du moins à en avoir l'air.

III.

En quittant l'Angleterre, dans l'automne de 1604, après y avoir conclu la paix, le connétable de Castille, don Alonzo de Velasco, avait traversé la France, s'était arrêté à Fontainebleau, où se trouvait Henri IV, et avait jeté, à travers la négociation commerciale qui se suivait alors entre la France et l'Espagne, de pompeuses ouvertures pour une alliance politique des deux couronnes, même, dit Sully, « pour un double mariage de leurs communs enfans, qu'il semblait que Dieu eût rendus d'un âge sortable pour l'établissement d'un si grand bien. » Henri IV, toujours accueillant et prudent à la fois, avait écouté ces ouvertures de bonne grâce, mais sans y répondre autrement que par de belles paroles, se réservant de s'en entretenir avec Sully, qui, prudent à son tour comme son maître, même dans leur intimité, lui demanda tout un jour pour y bien penser avant de lui donner son avis, « afin, disent ses mémoires, que si d'aventure vous disiez quelque chose contre son goût, il ne vous accusât plus de trop grande promptitude, comme il avait accoutumé de faire lorsque vous faisiez sur-le-champ des répliques qui ne lui plaisaient pas. De laquelle réponse et demande le roi se mit à sourire, et vous l'accorda en vous donnant un petit soufflet en se jouant, comme c'était sa coutume lorsque vous le preniez en bonne humeur, et lui disiez de ses vérités qui ne lui désagréaient pas (1). » Le lendemain, l'avis de Sully fut très clair et positif. « Après avoir bien examiné les discours du connétable de Castille, il y aurait, dit-il au roi en se promenant avec lui sur la terrasse des Tuileries, de quoi faire quelque chose de bon, si tous les Espagnols étaient devenus blancs en loyauté comme des anges, et non pas demeurés basanés en perfidie comme des diables; il n'est pas fort difficile à comprendre que ce connétable n'a eu d'autre dessein que de faire abandonner au roi les provinces-unies des Pays-Bas, détruire ses plus certains et confidens alliés, et le priver des bonnes assistances que les Anglais et les Hollandais lui ont données... Il n'y a, au moins selon mon opinion, nuls mariages, quelque redoublés ou bien assortis qu'ils puissent être proposés, dont l'on doive espérer des fruits et des

(1) *OEconomies royales*, t. V, p. 369, 372. On sait que les mémoires de Sully ont été écrits, sous ses yeux et presque toujours sous sa dictée, par ses secrétaires qui les lui adressent, comme lui racontant à lui-même ses actes et sa vie.

avantages si doux et désirables que ce connétable se les est imaginés, ou que pour le moins il a tâché de les faire imaginer aux autres, surtout ayant affaire à une nation si pleine d'arrogance, de ruse et de cautèle (1). » Telle était en effet l'impression qu'avait laissée en Europe sur le compte de l'Espagne la politique obscure et fourbe, quoique immobile dans son principe et dans son but, de Philippe II. Henri IV n'hésita pas plus que Sully : ils avaient l'un et l'autre l'esprit trop ferme et trop grand pour rechercher en même temps l'alliance anglaise et l'alliance espagnole, c'est-à-dire pour embrasser à la fois les causes contraires, ou plutôt pour n'embrasser aucune cause, et les avances matrimoniales de la cour de Madrid demeurèrent alors sans effet.

Mais, Henri IV mort, l'état des choses changea promptement en France, et Jacques Ier ne tarda pas à s'en apercevoir. Il fut bientôt évident d'une part que la politique française n'était plus la même et que les cours de Paris et de Madrid s'empressaient à se rapprocher, d'autre part que le gouvernement français n'aurait plus en Europe la même autorité ni le même éclat. Jacques avait ainsi bien moins à espérer de l'appui de la France et bien plus à craindre d'une entente entre elle et l'Espagne. Les ambassadeurs espagnols venus à Londres en 1604 pour traiter avec lui de la paix, entre autres don Alonzo de Velasco lui-même, lui avaient fait, pour le mariage du prince de Galles, les mêmes insinuations qu'à Henri IV. « S'il demandait, lui avaient-ils dit, la main de l'infante, la proposition serait bien reçue, car le roi désirait non-seulement vivre en paix avec le roi d'Angleterre, mais s'unir à lui par une étroite alliance. » Jacques, qui venait de prêter l'oreille aux propositions de Sully, écouta assez froidement alors, sans les repousser tout à fait, celles du connétable de Castille : cette double recherche convenait à sa politique, et son amour-propre, comme son caractère, se plaisait à la prolonger par l'indécision. Cependant il penchait vers la France; mais quand il vit, sous la régence de Marie de Médicis, l'intimité s'établir entre les cours de Paris et de Madrid, il se tourna vers l'Espagne, et se hâta d'y renvoyer son ambassadeur, sir Charles Cornwallis, en le chargeant de reprendre les ouvertures espagnoles, qui, depuis 1604, avaient été plusieurs fois renouvelées, et de demander formellement à Philippe III la main de sa fille aînée, l'infante Anne, pour Henri, prince de Galles. Arrivé à Madrid en juillet 1611, sir Charles Cornwallis, dès sa première audience, exprima à Philippe III le désir du roi son maître, rattachant sa proposition aux paroles prononcées à Londres par les ambassadeurs de sa majesté catholique. Philippe,

(1) *OEconomies royales*, t. V, p. 372, 375.

un peu embarrassé, répondit que ce témoignage de l'amitié du roi d'Angleterre lui était fort agréable; mais il renvoya l'ambassadeur anglais à son premier ministre, le duc de Lerme, qui aurait ordre, lui dit-il, de traiter avec lui de cette affaire. Le duc de Lerme vint en effet, deux ou trois jours après, rendre visite à sir Charles Cornwallis, qui lui répéta ce qu'il avait dit au roi. Presque aussi embarrassé que son maître et peu hardi lui-même de son naturel, le ministre espagnol se répandit en protestations amicales; c'était sur ses propres suggestions, dit-il, que le comte de Villa-Mediana d'abord, puis don Pedro de Zuniga, puis aussi don Alonzo de Velasco avaient fait au roi d'Angleterre ces ouvertures, et personne ne savait mieux que lui de quelle importance il était, pour le bien de l'Espagne comme de l'Angleterre, qu'elles fussent étroitement et fermement unies. Une seule et bien grande difficulté le préoccupait, la différence de religion; il ne voulait du reste exprimer, sur la façon dont cette difficulté pouvait s'accommoder, aucune opinion, car c'était une chose qui dépendait du pape, et sur laquelle ni le roi d'Espagne, ni son conseil ne pouvaient prendre aucune détermination positive. L'Anglais s'étonna à double titre : le roi son maître, dit-il, ne voulait avoir à traiter dans cette affaire avec nul autre que le roi d'Espagne et ses ministres; il supposait d'ailleurs que, si on n'eût pas déjà sondé le pape et entrevu son consentement probable à ce mariage, on n'aurait pas chargé don Alonzo de Velasco d'encourager le roi d'Angleterre à en faire la proposition. « Le roi mon maître, répondit le duc de Lerme, ne dépend en ceci que du pape; mais il ne peut ni ne veut nier cette dépendance, et il ne décidera rien sans l'approbation du pape. Si l'infante était mariée et par conséquent soumise à un prince non catholique, il y aurait un grand danger qu'elle fût pervertie dans sa foi, et c'est ce que mon roi ne pourrait ni ne voudrait admettre, s'agît-il du salut de son royaume. — Si on s'en tient strictement à ces termes, répliqua l'ambassadeur anglais, l'affaire sera bientôt vidée; je désire qu'on ne se méprenne pas sur le caractère de ma proposition : je n'ai aucune mission ni aucun pouvoir pour traiter, à moins que l'ouverture du roi mon maître ne soit très bien reçue du roi d'Espagne et de son conseil, et que vous ne vous chargiez de lever vous-mêmes les difficultés qui pourraient s'élever de votre côté. » Un peu troublé par ce ferme langage, le duc de Lerme modifia le sien : il savait à merveille, dit-il, quel bien immense ce serait non-seulement pour les deux couronnes, mais pour le monde chrétien en général, qu'un tel mariage pût s'accomplir; ce qu'il venait de dire n'était point une réponse à la proposition, mais l'indication des difficultés qu'il prévoyait. Il avait reçu du roi son maître l'ordre de donner bientôt la réponse demandée, et il

prenait plaisir à assurer sir Charles Cornwallis qu'elle serait de nature à satisfaire à l'honneur comme au désir du roi d'Angleterre.

Sir Charles Cornwallis attendit pendant six semaines la réponse qu'on lui avait promise. Justement impatient, il demanda une nouvelle audience au roi Philippe III, qui, toujours embarrassé, le reçut très brièvement et le renvoya de nouveau au duc de Lerme. Aussi embarrassé que son roi, le premier ministre était de plus malade et retenu au lit par la fièvre : il essaya de renvoyer à son tour l'ambassadeur anglais à son secrétaire intime, don Juan des Idiaques; mais sir Charles Cornwallis s'assit auprès du lit, et après quelques circonlocutions caressantes : « J'userai avec vous, lui dit le duc de Lerme, d'une entière sincérité et droiture; la vérité est qu'avant l'ouverture que vous êtes venu nous faire de la part du roi votre maître au sujet de l'infante doña Anna, mon roi était engagé ailleurs; il a différé de vous répondre afin de voir s'il pourrait se dégager et accepter votre proposition. Cela lui est impossible, les promesses qu'il a faites pour sa fille aînée sont formelles et près de recevoir leur accomplissement; mais le roi mon maître a d'autres filles qui lui sont également chères : s'il convenait à votre roi de demander l'une d'elles pour le prince de Galles, le mien serait très disposé à accueillir ce vœu, pourvu que l'affaire de la religion pût être arrangée, et que le roi mon maître n'eût rien à craindre pour celle de sa fille. »

Outre l'infante Anne, Philippe III avait en effet deux autres filles, Marie et Marguerite; mais l'infante Marie, la plus âgée des deux, n'avait en 1611 que cinq ans. Sir Charles Cornwallis, sans répondre à cette nouvelle offre, s'étonna que l'ambassadeur d'Espagne à Londres eût été si peu informé des engagemens du roi son maître quant à l'infante Anne, qu'il eût pu dire et redire au roi d'Angleterre que, s'il demandait la main de cette princesse pour le prince de Galles, sa demande serait bien accueillie. De plus en plus embarrassé, le duc de Lerme essaya d'abord d'expliquer la conduite de l'ambassadeur espagnol; puis il la blâma, puis il rejeta la faute sur les hésitations du roi Jacques lui-même. « Il est vrai, dit-il, nous avions d'abord reconnu la convenance de ce mariage; mais, voyant que l'affaire n'avançait pas, le roi mon maître a pris la résolution, qui est maintenant près de s'accomplir, de donner sa fille aînée au roi de France. Toute autre manière d'entrer en alliance avec votre roi, en donnant au prince son fils une autre des infantes, sera bien venue de notre cour, si la question de la religion peut s'arranger. » Et les deux négociateurs se séparèrent de mauvaise humeur l'un et l'autre. « Je ne puis, écrivait sir Charles Cornwallis à Londres, comparer l'attitude de ces Espagnols envers nous qu'au temps qu'il a fait dans

cette saison, où nous avons eu un ou deux jours d'une chaleur extrême et beaucoup de jours d'un froid excessif. »

A son tour, le roi Jacques fit attendre à la cour de Madrid sa réponse à la nouvelle offre qu'elle lui adressait. En février 1612, le duc de Lerme demanda à sir Charles Cornwallis s'il avait reçu de Londres une décision à ce sujet. « Non, lui dit l'ambassadeur; le roi mon maître n'a que deux fils : ce qui lui tient le plus au cœur, je crois, c'est l'espoir d'une prompte et nombreuse descendance; le prince de Galles est déjà en âge d'homme; votre seconde infante n'a pas encore six ans; notre prince aurait à l'attendre bien des années, et la fleur de sa jeunesse, à lui, passerait avant qu'il se vît des héritiers. C'est là, je pense, ce qui fait que mon roi délibère avant de répondre à votre offre. » Un peu plus tard, le roi Jacques chargea son ambassadeur de demander à la cour de Madrid ce que signifiait précisément cette phrase toujours répétée chaque fois qu'on parlait de ce mariage : « Pourvu que la question de religion puisse s'arranger. » Après deux mois de délibération, le duc de Lerme répondit à sir Charles Cornwallis : « Le roi mon maître, désirant vraiment faire alliance avec votre roi, a consulté le pape et d'autres graves personnages compétens dans cette grave affaire; si, pour régler la question de la religion, votre prince veut devenir catholique romain, mon roi l'embrassera et le traitera comme son propre et cher fils. Sans cela, la foi de l'infante serait infailliblement mise en péril, ce dont mon roi, fût-ce pour le monde entier, ne veut, directement ni indirectement, être jamais la cause. — En fait de religion et d'honneur, répondit l'ambassadeur anglais, le roi mon maître n'est pas moins exact, ni moins exigeant que le vôtre; il m'a donc ordonné de déclarer que, tout en regardant l'offre que votre roi lui fait de sa fille comme une offre digne et amicale, il regarde aussi la demande que le prince son fils devienne catholique romain comme tout à fait indigne de lui, et qu'il refuserait absolument de le marier à de telles conditions, quand même la princesse qu'on lui offrirait serait l'unique héritière de la monarchie universelle. » Cette double déclaration mutuelle mit pour le moment fin à la négociation.

Pour l'honneur du roi d'Angleterre, il était temps qu'elle cessât; depuis plusieurs mois déjà, il était dupe et battu. Quand on avait proposé à Henri IV le double mariage de son fils Louis avec l'infante Anne d'Autriche et de sa fille Élisabeth avec l'infant don Philippe, plus tard Philippe IV, il avait décliné cette offre en disant : « Pour faire mon fils un grand roi, il n'est pas du tout nécessaire que ma fille soit reine. » Dans sa politique générale, il avait dès lors en vue le mariage de sa fille avec le duc de Savoie Victor-Amédée Ier; mais, Henri IV à peine mort, la cour de Madrid chargea son ambassadeur

à Paris, le duc de Feria, de faire à la reine-régente, Marie de Médicis, la même ouverture. Son cousin Côme de Médicis, grand-duc de Toscane, et le pape Paul V eurent peu de peine à la lui faire agréer. Dès le 30 avril 1611, le marquis de Villeroi, secrétaire d'état pour les affaires étrangères de France, et don Inigo de Cardeñas, ambassadeur d'Espagne, signèrent à Fontainebleau des articles préliminaires qui stipulaient les deux mariages proposés. Malgré la mémoire de Henri IV et l'opposition de Sully, ils furent officiellement adoptés l'un et l'autre dans un grand conseil tenu le 26 janvier 1612 par la reine-régente. Le 25 mars, le duc de Mayenne, fils du grand ligueur et grand-chambellan de France, alla en grande pompe chercher l'ambassadeur d'Espagne dans sa maison et le conduisit au Louvre, où le chancelier Brûlart de Sillery, en présence de toute la cour, proclama la double union royale. Au mois d'août suivant, le duc de Mayenne, accompagné d'un brillant cortége, se rendit à Madrid, où il signa (1) le contrat de mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche. Le duc de Pastrana vint à Paris accomplir (2), pour l'infant don Philippe et la princesse Élisabeth de France, la même cérémonie. Vu l'âge des époux, les mariages ne devaient être et ne furent effectivement célébrés que trois ans plus tard, le 18 octobre 1615, le premier à Burgos, le second à Bordeaux, et ce fut seulement le 9 novembre que le duc de Guise alla à Andaye, sur la Bidassoa, remettre aux commissaires espagnols la princesse Élisabeth et recevoir de leurs mains l'infante Anne d'Autriche, qu'il ramena à Bordeaux, où Louis XIII et Marie de Médicis l'attendaient; mais il paraît que, dès la première conclusion, le goût de l'infante, qui n'avait encore que onze ans, était d'accord avec la politique de l'Espagne, car lorsque le duc de Mayenne, en quittant Madrid, lui demanda ce qu'elle voulait qu'il dît de sa part au roi très chrétien : « Que j'ai une extrême impatience de le voir, » lui répondit-elle en français. La réponse parut un peu vive à la comtesse d'Altamira, sa gouvernante, qui lui dit en espagnol : « Eh quoi! madame, que dira le roi de France quand M. de Mayenne lui rapportera que vous avez tenu un tel discours? — Madame, reprit l'infante, vous m'avez appris qu'il fallait toujours être sincère; vous ne devez donc pas vous étonner si je dis la vérité. »

Quoi qu'il en fût des mouvemens de ce jeune cœur, la question politique entre les cours de Paris, de Madrid et de Londres était vidée; le *grand dessein* de Henri IV ne vivait plus que dans la mémoire de Sully; l'alliance espagnole prévalait complétement à Paris

(1) Le 22 août 1612.
(2) Le 25 août.

et l'alliance française à Madrid; auprès de l'une et de l'autre cour, l'alliance anglaise avait échoué.

Le roi Jacques ressentit l'échec; mais il était obstiné et point fier. Il lui fallait absolument un grand mariage monarchique, et les deux grandes puissances catholiques, la France et l'Espagne, pouvaient seules le lui fournir. Ni ses revers diplomatiques, ni l'antipathie déclarée de la libre et protestante Angleterre pour l'une et l'autre de ces alliances, surtout pour l'espagnole, ne l'y firent renoncer. Il suspendit pourtant quelque temps ses démarches; deux événemens de famille lui furent des motifs d'attente et des moyens de distraction. Son fils aîné, le prince Henri, mourut le 6 novembre 1612, aimé et honoré de son pays plus que regretté de son père, à qui il ne ressemblait point et dont il prenait soin de se distinguer. Le prince Charles devint prince de Galles et héritier du trône. Sur ces entrefaites, Frédéric V, comte et électeur palatin du Rhin, avait demandé la main de la princesse Élisabeth d'Angleterre; il l'obtint du roi Jacques, à la grande joie de la nation anglaise, et vint à Londres pour l'épouser. Il était magnifique, aimable, mélancolique et zélé protestant; la princesse Élisabeth ne l'était pas moins que lui. La reine Anne sa mère, à qui ce mariage ne plaisait pas, l'appela un jour « la bonne ménagère palatine. » « J'aime mieux, dit la princesse, être la femme du palatin que la plus grande reine papiste de la chrétienté. » Le mariage fut célébré avec grande pompe à Whitehall le 14 février 1613; les deux époux partirent le 27 pour l'Allemagne, et le roi Jacques, resté seul avec son fils Charles, ne tarda pas à reprendre, pour le seul mariage qu'il eût désormais à faire, ses projets favoris. Depuis le mauvais succès de ses propositions à Madrid, il avait entamé à Paris une négociation pour le futur mariage du prince Henri avec la princesse Christine, seconde fille de Henri IV, qui n'avait encore que six ans, et neuf jours après la mort du prince Henri, il s'était hâté de lui substituer, comme prétendant à cette union lointaine, le nouveau prince de Galles, Charles. La démarche faite à ce sujet par sir Thomas Edmonds, ambassadeur d'Angleterre en France, fut d'abord bien accueillie : on alla jusqu'à débattre l'époque du mariage, ses conditions religieuses, la dot de la princesse Christine; mais la cour de France avait au fond pour elle d'autres vues auxquelles les états-généraux de 1614 se montrèrent favorables. Quand sir Thomas Edmonds demanda une réponse définitive, Villeroy éleva des difficultés, ajourna toute décision; la négociation fut interrompue, et le roi Jacques, après quelques mois d'inaction décente, reporta vers Madrid ses désirs et ses ouvertures.

Parmi les documens inédits que j'ai puisés dans les archives de Simancas, je trouve, sous la date du 14 juin 1614, une note du roi d'Espagne Philippe III, ainsi conçue :

« En l'an 1611, l'ambassadeur anglais, qui vint ici, nous entretint d'un mariage entre l'infante doña Anna, ma fille aînée, et le prince de Galles; il lui fut répondu et écrit en Angleterre ce que vous verrez dans la relation ci-jointe de ce qui se passa à ce sujet (1), et depuis lors on ne parla plus de l'affaire. Maintenant don Diego Sarmiento de Acuña m'écrit de Londres, en date du 9 du mois dernier, qu'il conviendrait fort de ne pas faire perdre au roi d'Angleterre tout espoir de ce traité, afin d'éviter de nouvelles inquiétudes, et qu'ainsi il serait bon de suivre activement la négociation pour le mariage du prince de Galles avec ma fille doña Maria, dont l'âge laisse tout le temps nécessaire pour voir ce qu'il sera convenable de demander et de faire avant d'arriver à la conclusion définitive. Cette affaire étant de la plus haute importance et gravité à

(1) Cette relation porte textuellement : « Au mois de juillet 1611, le roi de la Grande-Bretagne écrivit à sa majesté une lettre de créance pour son ambassadeur ici résidant, lequel demanda, de la part de son maître, l'infante doña Anna en mariage pour le prince de Galles. Sa majesté répondit qu'elle étoit dans une autre négociation très avancée pour son altesse (il est écrit en marge : *avec la France*), et que, malgré cela, elle avoit attendu quelques jours pour voir s'il surviendroit quelque chose de nouveau qui lui permît de répondre d'une façon satisfaisante; mais, voyant que rien n'étoit changé, elle déclara franchement qu'elle se trouvoit engagée. Elle ajouta que si le message du roi de la Grande-Bretagne étoit arrivé auparavant, elle l'auroit pris, comme de juste, en considération. Elle dit de plus qu'elle avoit d'autres filles qui lui étoient très chères, et qu'elle estimoit et aimoit beaucoup le roi de la Grande-Bretagne et le prince son fils, mais qu'il convenoit de savoir ce que le prince de Galles avoit dessein de faire en matière de religion; s'il devenoit bon catholique, sa majesté seroit prompte à l'accueillir les bras ouverts, comme on le verroit par ses actes, et elle seroit bien aise d'apprendre par l'ambassadeur ce qu'en diroient le roi son maître et le prince son fils. Sa majesté ordonna qu'on écrivît à don Alonzo de Velasco, son ambassadeur à Londres, pour qu'il informât de ceci le roi et ses ministres, lesquels se montrèrent fort contrariés que la demande de la main de l'infante pour le prince de Galles n'eût pas été accueillie; mais don Alonzo leur répliqua que cette demande étoit arrivée trop tard, et qu'ils ne pouvoient se plaindre si sa majesté se trouvoit engagée ailleurs et ne pouvoit leur offrir que sa seconde fille, l'infante doña Maria. A quoi le roi répondit qu'il faisoit grand cas de la réponse de sa majesté, mais que, désirant que son fils eût promptement des enfans, il trouvoit une difficulté dans l'extrême jeunesse de l'infante, et que c'étoit encore une difficulté plus grande de proposer que le prince son fils abandonnât sa religion; on pouvoit, pensoit-il, se contenter en Espagne que l'infante et toute sa maison vécussent dans la religion catholique. Don Alonzo répliqua que les femmes se développoient de bonne heure, et que sa majesté ne pouvoit donner sa fille à un prince qui ne fût pas catholique; sur quoi il se retira de l'audience, chargé par le roi de la Grande-Bretagne d'écrire à sa majesté ce qui s'étoit passé. Plus tard, don Alonzo apprit que, si l'ambassadeur d'Angleterre n'avoit pas reçu de son maître l'ordre de suivre la négociation pour le mariage du prince de Galles avec la seconde fille de sa majesté, l'infante doña Maria, c'étoit parce que le roi d'Angleterre se trouvoit blessé dans son honneur, qui consiste à ne jamais paraître inférieur à la France, mais que ce roi avoit l'intention de laisser passer quelques mois, après quoi il reprendroit la négociation, et qu'en matière de religion il iroit jusqu'à permettre tacitement la liberté de conscience, de quoi dépend le retour de l'Angleterre à l'église catholique. »

cause du grand bien ou du grand mal qui peut s'ensuivre pour la religion catholique dans le royaume d'Angleterre, j'ai résolu, avant de m'y engager plus avant, de mettre la question entre les mains de sa sainteté, pour qu'elle me conseille ce que j'ai à faire dans cette circonstance après avoir premièrement demandé à Dieu sa lumière. Pour ma part, je suis disposé à faire tout ce qui me sera possible pour le bien et la propagation de notre sainte foi. Vous communiquerez ceci à sa sainteté en mon nom, en lui remettant la lettre ci-incluse, qui vous servira, ainsi que la présente, de lettre de créance, et vous me rendrez compte de ce qu'elle vous aura répondu et exprimé quant à son avis. Cette négociation devra être suivie avec le secret qu'exige sa nature. »

Don Juan de Ciriza, secrétaire de Philippe III, envoya le 19 juin cette note et les pièces incluses au comte de Castro, ambassadeur d'Espagne à Rome, qui répondit à son roi le 14 juillet suivant :

« Conformément aux ordres qu'il a plu à votre majesté de me donner par sa lettre du 19 juin, j'ai donné connaissance au pape de l'état où se trouvent les négociations relatives au mariage entre l'infante doña Anna et le prince de Galles, ainsi que de ce qu'écrit d'Angleterre don Diego Sarmiento de Acuña sur la convenance qu'il y aurait à reprendre activement quelque négociation de mariage entre les deux couronnes. Dès la première audience, sa sainteté me donna à entendre qu'elle avait en aversion une telle négociation. Elle ne me donna cependant point de réponse définitive, car je la suppliai d'y penser à loisir et d'invoquer les lumières de Dieu à ce sujet. Le pape y consentit de bonne grâce et me promit le secret, que je lui demandai avec instance. A la seconde audience, le saint-père me dit qu'il rendait des grâces infinies à votre majesté de ce que, en si bon catholique, elle n'avait pas voulu entrer dans une semblable négociation sans avoir d'abord consulté le saint-siége, et de l'honneur qu'elle lui faisait, à lui personnellement, en lui demandant son avis. En témoignage de sa reconnaissance et pour s'acquitter de son devoir, il ne pouvait, ajouta-t-il, en cette occasion, faire à votre majesté une meilleure réponse que ce qu'avait dit naguère le duc de Lerme à l'ambassadeur de France à propos d'une négociation analogue : il ne convenait nullement, selon lui, d'entrer en traité pour donner une fille de votre majesté au prince de Galles, qui n'est pas catholique. Il se fondait pour cela sur quatre raisons. La première, c'est que l'infante, en épousant un hérétique, serait dans un péril manifeste pour sa foi. La seconde, c'est que les fils nés de ce mariage se perdraient sans nul doute, puisqu'ils suivraient la secte de leur père. La troisième, c'est qu'on ouvrirait ainsi de plus en plus la porte au commerce et aux communications entre les deux nations,

chose très préjudiciable à la pureté de notre religion, aujourd'hui seule vivante en Espagne. La quatrième, c'est que les rois d'Angleterre, comme on sait, tiennent le divorce pour permis, et le mettent en pratique quand leurs femmes ne leur donnent pas d'enfans. Le saint-père ajouta que la liberté de conscience, tacitement convenue, avait si peu de valeur, qu'il n'y avait nul compte à en tenir dans l'affaire.

« Que Dieu garde votre majesté! »

Alors commença à Madrid, de la part de Philippe III et autour de lui, une série de consultations et d'hésitations politiques et religieuses où se révélèrent l'incapacité et la faiblesse de ce gouvernement, naguère si actif et si puissant chez lui et dans toute l'Europe. Les ministres, le conseil d'état, une assemblée de théologiens présidée par l'archevêque de Tolède, le confesseur du roi, des moines réputés savans ou influens, les divers diplomates qui avaient été employés dans les relations de l'Espagne avec l'Angleterre, furent successivement appelés à délibérer sur la négociation proposée et à donner à Philippe III leur avis (1). Contre ce qu'on serait tenté de présumer, les grands seigneurs laïques furent les plus timides et les théologiens espagnols les plus disposés à conseiller le mariage anglais; mais ils étaient tous plus préoccupés d'éluder la responsabilité qu'on leur imposait en les consultant que de résoudre la question. Les uns se montraient inquiets que le roi d'Angleterre, rebuté, ne se retournât vers la France; les autres témoignaient un vif désir de délivrer les catholiques anglais des lois iniques qui pesaient sur eux. Au fond de leur âme, la plupart regardaient l'union de l'infante avec le prince de Galles comme désirable pour l'Espagne et même pour l'église; mais personne n'osait conclure nettement pour ou contre une solution positive : tous avançaient et reculaient tour à tour devant les difficultés de l'affaire et les périls de leur propre avis. Nulle grandeur, nulle fermeté de pensée et de volonté n'apparaissent dans les documens où sont consignées ces diverses délibérations. Malgré la fierté persistante du caractère espagnol, l'absence de toute liberté politique et le poids du pouvoir absolu du roi et du pape avaient abaissé les esprits et énervé les courages. En vain une grande question d'intérêt public et de conduite royale était livrée à leur examen; il y avait dans tous les ordres et tous les personnages éminens de l'état une invincible impuissance à se former une opinion et à prendre un parti.

(1) J'ai, parmi les documens tirés des archives de Simancas, une délibération d'une junte de théologiens, présidée par l'archevêque de Tolède, en date du 21 septembre 1614, et deux délibérations du conseil d'état d'Espagne, en date des 12 août et 10 septembre 1614.

Impatienté de ces incertitudes et toujours incertain lui-même entre le mariage espagnol et le mariage français, le roi Jacques résolut de donner à la cour de Madrid un coup d'éperon en renouvelant auprès de la cour de Paris la démarche qu'il avait déjà vainement tentée. Louis XIII et Anne d'Autriche venaient de faire, le 16 mai 1616, leur entrée solennelle à Paris, au milieu des bruyantes joies de douze mille bourgeois réunis en armes dans la plaine de Montrouge, et qui, charmés de trouver leur jeune reine plus belle qu'on ne l'avait dit, déchargèrent leurs mousquets sur son passage, au grand trouble de l'infante, dont les mulets qui traînaient sa litière prirent peur, ce qui la mit un moment en péril. Jacques, pour qui ce mariage de Louis XIII avait été à Madrid un si désagréable échec, s'empressa d'envoyer à Paris un ambassadeur pour l'en féliciter, espérant trouver là une occasion de prendre sa revanche. Il chargea de cette mission lord Hay de Sawley, plus tard comte de Carlisle, gentilhomme écossais dont sa faveur avait fait la fortune, et l'un de ses plus brillans courtisans. La prodigalité magnifique de lord Hay était à Londres un sujet de curiosité et d'admiration populaires : on disait qu'à l'une de ses fêtes un des serviteurs du roi avait mangé à lui seul un pâté chargé de musc et d'ambre qui avait coûté dix livres sterling, et que, pour un dîner somptueux donné à l'ambassadeur de France, il avait fait venir de Russie des esturgeons si énormes qu'il avait fallu faire faire exprès à Londres des plats pour les contenir. Arrivé à Paris, lord Hay ne pouvait manquer une si belle occasion d'étaler sa magnificence ; quand le jour de son audience fut fixé, il mit en délibération la question de savoir s'il se rendrait au Louvre avec sa suite en carrosse ou à cheval. Le premier mode fut écarté, comme ne laissant pas voir la splendeur des costumes, et il fut décidé que toute l'ambassade irait à cheval, superbement vêtue et enharnachée. « Six trompettes et deux écuyers en habit de velours brodé d'or ouvraient le cortége, dit un contemporain ; l'ambassadeur venait après, entouré d'un grand nombre de pages dans la même riche livrée, et toute sa maison suivait deux à deux, tous en bel ordre d'équipage. Le cheval de l'ambassadeur était ferré, dit-on, de fers en argent légèrement attachés. En arrivant à une place où de belles dames de haut rang s'étaient réunies pour le voir passer, il fit caracoler et piaffer son cheval, qui lança ses fers de côté et d'autre. La foule se précipita pour s'en saisir, et l'ambassadeur resta là à se faire admirer jusqu'à ce qu'un maréchal ferrant ou plutôt l'argentier de sa maison s'approchât en brillante livrée et tirât d'un coffre recouvert en velours d'autres fers en argent qui durèrent jusqu'à la station suivante. Avec cette pompe et à pas lents, l'ambassadeur atteignit enfin le Louvre. »

Son succès politique ne répondit pas à sa splendeur extérieure :

quand il reporta à la cour de France les désirs du roi son maître pour obtenir en faveur du prince de Galles la main de la princesse Christine, parvenue alors à l'âge de dix ans, il se trouva devancé par le duc de Savoie, Victor-Amédée Ier. Fidèle en ce point à la politique de Henri IV, qui avait toujours voulu s'assurer contre l'Autriche l'alliance piémontaise, Marie de Médicis préféra ce mariage italien et catholique aux offres anglaises, et Jacques, malgré l'éclat de son ambassadeur, ne réussit pas mieux à Paris qu'à Madrid.

Mais son échec en France ne fut pas pour lui tout à fait perdu : il obtint en Espagne le résultat qu'il s'en était promis. La cour de Madrid prit l'alarme; le duc de Lerme, fastueux et timide, ne voulait ni que l'Espagne se brouillât avec l'Angleterre, ni que la royauté française éclipsât en Europe la royauté espagnole. Il fit faire au roi Jacques de nouvelles ouvertures pour le mariage de l'infante Marie avec le prince de Galles. Il avait à Londres l'ambassadeur le plus propre à reprendre et à poursuivre cette négociation. Don Diégo Sarmiento de Acuña, comte de Gondomar, vivait depuis longtemps en Angleterre et en connaissait à merveille le roi, la cour, le peuple. Par ses grandes manières, par sa tranquille finesse, par l'enjouement de son esprit et de sa conversation, par son habile complaisance à entrer dans les mœurs et les goûts qui n'étaient pas les siens, il avait acquis auprès du roi Jacques non-seulement une faveur de courtisan, mais un crédit de politique; il parlait en mauvais latin pour donner au roi le plaisir de le redresser. Quand le roi, malgré son humeur pacifique, avait quelque boutade d'orgueil anglais, Gondomar n'y prenait pas garde. « J'ai plus de gibier et de poisson dans un comté d'Angleterre qu'il n'y en a dans toute l'Espagne, lui dit un jour Jacques. — Oui, sire, répondit Gondomar, et le roi mon maître a les mines d'or et d'argent dans les deux Indes. — Sur mon âme! reprit Jacques, j'ai bien de la peine à empêcher mes gens de les lui prendre. » Et Gondomar ne répliqua rien. C'était bien assez, à son avis, que le roi Jacques s'employât à contenir l'ardeur conquérante et protestante de son peuple; on pouvait sans péril lui laisser le plaisir de le dire. Gondomar ne se préoccupait pas seulement du roi : par ses libéralités, tantôt répandues avec profusion, tantôt insinuées avec un art discret, il s'était assuré à la cour et hors de la cour, dans les rangs élevés et dans les conditions subalternes, des partisans et des agens. Quoiqu'il ne fût plus jeune, il excellait à plaire aux femmes, soit par son élégante galanterie, soit par des présens bien placés et bien offerts, et il savait, selon sa convenance, les faire parler ou les faire taire. « Quand il se rendait au palais, dit un contemporain, les dames qui demeuraient sur son passage se mettaient à leur balcon ou à leur fenêtre avec une curiosité bienveillante, et de sa chaise à porteurs ou de sa litière il y ré-

pondait par de grandes marques de respect. Comme il passait un jour devant la maison de lady Jacob dans Drury-Lane, elle se montra pour avoir de lui un salut, à quoi il ne manqua point; mais elle ne fit de son côté aucun mouvement, si ce n'est de la bouche, qu'elle ouvrit toute grande devant lui. Étonné de cette impolitesse, il la regarda d'abord comme l'effet d'un bâillement inopportun; mais, en repassant le lendemain, il n'obtint à ses démonstrations courtoises point d'autre réponse qu'une bouche ouverte. Curieux de savoir pourquoi, il trouva moyen de faire dire à lady Jacob qu'il avait remarqué le fait et qu'il n'en comprenait pas le motif. « Le comte de Gondomar, répondit-elle, a très bien su s'y prendre avec d'autres; moi aussi, j'ai une bouche qui vaut la peine qu'on la ferme. » L'incident ne se renouvela plus. En sa qualité d'étranger, d'Espagnol et de catholique, et précisément à cause de sa faveur à la cour et des procédés trop connus par lesquels il l'obtenait, Gondomar était suspect et odieux au peuple de Londres, qui le lui témoigna plus d'une fois par de bruyantes manifestations autour de sa maison ou contre ses gens. En pareil cas, Gondomar réclamait fièrement une réparation, l'obtenait sans peine du roi Jacques, et n'insistait pas pour qu'elle fût très sévère. Il se remit volontiers à l'œuvre pour le mariage du prince de Galles avec l'infante Marie, prêt à servir en tous sens la politique de sa cour, mais fort aise qu'elle s'accordât dans cette occasion avec les intérêts de son importance diplomatique et de son amour-propre.

A cet habile Espagnol et pour la même affaire, le roi Jacques associa, comme son ambassadeur à Madrid, sir John Digby, qu'il fit plus tard comte de Bristol, moins actif, moins habile en intrigue, moins magnifique que Gondomar, mais judicieux, prévoyant, discret, bon Anglais, quoique sans préjugés et sans passions anti-catholiques, se plaisant en Espagne, où il fut bientôt très estimé, et travaillant sérieusement à faire réussir la mission spéciale dont il était chargé, sans compromettre la politique générale et sans blesser le sentiment public de son pays.

Un événement grave vint compliquer la négociation ainsi rengagée. En 1618, peu après la mort de l'empereur d'Allemagne et roi de Bohême, Matthias, les protestans de Bohême, inquiets pour leurs priviléges et leur liberté religieuse, se soulevèrent contre son successeur, Ferdinand II, prévalurent dans les états réunis à Prague et élurent pour leur roi l'électeur palatin Frédéric V, gendre du roi d'Angleterre, dont ils se promettaient l'appui. Jacques déconseilla vivement, mais en vain, à son gendre l'acceptation de cette douteuse couronne. L'électeur et sa femme, la princesse Élisabeth, étaient l'un et l'autre protestans zélés, ambitieux et imprévoyans. Devenu roi de Bohême, Frédéric eut à soutenir contre l'empereur Ferdinand II et

la plupart des princes allemands catholiques une lutte inégale; après de courtes vicissitudes de guerre, ce *roi de neige*, comme on l'appela, succomba définitivement, le 8 novembre 1620, dans la bataille de Prague, erra quelque temps en Allemagne, puis se retira en Hollande avec sa famille, fut en 1621 mis au ban de l'empire, et se vit enfin dépouillé, au profit de Maximilien, duc de Bavière, de ses états héréditaires, aussi bien que de la couronne de Bohême, dont l'empereur Ferdinand reprit possession.

Sauf dans sa propre personne, Jacques ne pouvait guère être frappé d'un coup plus rude : il était atteint comme père, comme protestant, comme roi puissant en Europe. Il n'avait ni le cœur bien tendre pour ses enfans, ni une foi religieuse bien vive, ni une fierté royale bien susceptible; mais il était vain et faible, aisément entraîné par sa vanité au-delà de son opinion ou de son courage, incapable de résister aux instances passionnées de sa famille et de ses favoris. La ruine de l'électeur palatin et l'échec du protestantisme en Allemagne suscitèrent en Angleterre un grand mouvement national; le parlement accorda, bien qu'avec parcimonie, des subsides pour venir à leur aide. Jacques envoya sur le Rhin quatre mille hommes, non pour rétablir son gendre et sa fille dans le royaume de Bohême, mais pour les maintenir dans leurs états héréditaires. Il faisait profession de détester les insurrections populaires, les élections de rois, et ne voulait qu'assurer à tous les princes la perpétuité de leurs possessions et de leurs droits. Pendant trois ans, en même temps que ses troupes gardaient à grand'peine les principales places du Palatinat, ses ambassadeurs parcoururent l'Allemagne, tentant à Bruxelles, à Vienne, à Prague, à Ratisbonne, divers moyens de pacification. Après quelques apparences favorables, ils échouaient toujours; l'empereur Ferdinand était intraitable. De l'influence de la seule cour de Madrid, le roi Jacques pouvait attendre, pour l'électeur palatin, un bon résultat; mais comment se flatter que la branche espagnole de la maison d'Autriche entrerait en lutte avec la branche allemande? Comment obtenir à la fois du roi Philippe III la main de l'infante sa fille pour le prince de Galles et le concours de sa diplomatie ou même de ses troupes contre l'empereur Ferdinand II? Ce fut là pourtant, après les désastres de son gendre, la double tentative et l'espérance du roi Jacques; il ne voulait ni renoncer au mariage espagnol, ni déserter complétement en Allemagne la cause protestante, et ses divers ambassadeurs en Espagne à cette époque, sir Walter Aston et lord Digby, eurent pour constante instruction de poursuivre à la fois ce double but, toujours sous la condition de ne brouiller le roi leur maître avec personne et de ne pas compromettre la paix européenne.

Autant les intentions du roi Jacques étaient compliquées et diffi-

ciles à accomplir, autant les dispositions de la cour de Madrid étaient obscures et incertaines. Quand le comte Gondomar annonça à son roi que lord Digby allait se rendre en Espagne pour voir ce qu'il y avait réellement à espérer quant au mariage projeté, l'anxiété de Philippe III fut grande; les réunions et les délibérations de ses conseillers, laïques et ecclésiastiques, recommencèrent, et presque tous, sous des formes plus ou moins embarrassées, furent d'avis qu'il fallait traîner et en référer toujours au pape, dont la résistance très probable ou les exigences dans l'intérêt des catholiques d'Angleterre épargneraient au roi d'Espagne la responsabilité d'un refus. On pouvait en effet compter sur l'esprit absolu de Paul V et sur son antipathie pour toute concession. J'extrais des documens inédits, puisés dans les archives de Simancas, quelques-uns des nombreux passages qui prouvent que tel était en effet le dessein du gouvernement espagnol. Le 17 juillet 1617, dans l'assemblée des théologiens convoqués pour prendre connaissance des dépêches de Gondomar, « le cardinal archevêque de Tolède dit qu'il a toujours été d'avis que tous les maux que nous souffrons et tous ceux qui menacent cette monarchie proviennent de ce qu'au lieu de persister dans une guerre défensive, on a cherché à faire la paix ou des trèves avec les hérétiques. Il lui paraît donc que sa majesté doit faire traîner cette affaire en longueur, autant que cela se pourra, et du moins jusqu'à ce qu'on puisse faire avec sécurité ce que demande le roi de la Grande-Bretagne, sécurité que ledit archevêque tient pour impossible quand on traite avec un prince qui ne se soucie ni de Dieu, ni de la religion, ni de ses saints. » Quelques jours après, le 3 août 1617, le conseil d'état, réuni pour examiner la délibération de l'assemblée des théologiens, « est d'avis que, dans l'état actuel des choses, il convient de faire traîner les négociations en longueur, et même de chercher quelque manière de les abandonner, à cause des inconvéniens qui s'ensuivraient pour la religion, et qui doivent être pris en grande considération... Quant à ce que disent les théologiens qu'il faudrait demander au roi d'Angleterre de plus grands avantages qu'on n'a encore fait, on pourrait dire à l'ambassadeur de ce monarque qu'on agit ainsi parce que d'aucune autre façon sa sainteté ne donnera son consentement; en tout cas, puisque cet ambassadeur est près d'arriver, il faut déterminer ce qu'il y aura à lui répondre, afin que l'obstacle vienne de sa sainteté. »

Lord Digby arriva. Le bruit courut à Madrid qu'il apportait de Londres l'opinion que deux prêtres espagnols, le père Federico et le père Francisco, étaient bien disposés en faveur du mariage anglais, mais que le père confesseur du roi s'y opposait fortement. Le conseil d'état engagea le roi à interdire aux deux premiers toute con-

versation avec Digby, et le 14 septembre 1617 Philippe III mit en marge de cet avis : « Qu'il soit fait comme il paraît bon au conseil; je charge mon confesseur de conférer seul avec l'ambassadeur au sujet de cette affaire. » Dans le cours de sa négociation, lord Digby demanda qu'on déterminât les conditions du mariage en matière de religion, et que, lorsque son roi aurait accepté celles qui seraient raisonnables, sa majesté espagnole s'expliquât sur la dot qu'on évaluait en Angleterre à deux millions d'écus; Philippe III répondit le 13 janvier 1618 : « Le service à rendre à Dieu notre Seigneur, en arrangeant bien les affaires de la religion en Angleterre, est de si grande importance que, si la satisfaction convenable et la sécurité nécessaire sont données à cet égard, cela facilitera beaucoup la question d'intérêt. Le duc de Lerme et le père confesseur peuvent dire à l'ambassadeur que, les affaires de la religion une fois réglées, la négociation ne rencontrera nulle difficulté quant à la dot. »

Le roi Jacques s'efforçait en vain de surmonter les obstacles qu'opposaient à son désir tantôt les exigences et les lenteurs espagnoles, tantôt les méfiances et les colères anglaises, qui éclataient dès qu'on le voyait sur le point d'accorder aux catholiques d'Angleterre la liberté et la sécurité que leur refusaient les lois et les passions du pays, car la tyrannie religieuse, la plus impie de toutes, était alors générale et obstinée, chez les protestans comme chez les catholiques, et au sein des institutions libres comme sous le régime du pouvoir absolu. A chaque entrave nouvelle que rencontrait leur négociation matrimoniale, Gondomar et Digby, sous des prétextes de santé ou d'affaires personnelles, allaient et venaient de Londres à Madrid et de Madrid à Londres pour reprendre les instructions de leurs maîtres, mais sans se trouver, après leurs voyages, plus avancés dans leur dessein. Le roi Jacques commit, pour complaire à l'Espagne, une lâcheté sanglante : un homme dont le hardi génie, l'indomptable courage, le vaste savoir et les brillantes aventures comptent parmi les gloires de l'Angleterre, sir Walter Raleigh, était depuis seize ans sous le poids d'un arrêt de mort qu'on n'avait pas osé exécuter; il avait passé treize ans enfermé à la Tour, ignorant chaque jour si on le laisserait vivre le lendemain, et employant ses incertains loisirs à écrire de savans livres ou à rêver de nouveaux exploits au-delà des mers. Mis en liberté en 1616 par l'intervention chèrement achetée de Buckingham, mais sans que grâce lui fût faite et en restant toujours sous le coup de la condamnation capitale, il avait repris avec plus de hardiesse que de bonheur ses expéditions en Amérique contre les possessions espagnoles, et de retour en Angleterre il avait été arrêté et remis à la Tour, où il était encore pour l'Espagne un objet de haine et d'alarme. Le roi d'Angleterre sacrifia à la vengeance espagnole ce glorieux serviteur du pays, et le 29 oc-

tobre 1618 Raleigh fut légalement, mais odieusement décapité. Le comte de Gondomar se trouvait alors en Espagne, chargé, de concert avec le confesseur de Philippe III, de suivre la négociation du mariage. Une lettre du roi Jacques arriva à Madrid. « Il paraît convenable, dirent à Philippe, dans une note dont j'ai le texte sous les yeux, les deux négociateurs, d'informer sans retard votre majesté du contenu des dépêches reçues d'Angleterre. Elles annoncent qu'on a coupé la tête à Walter Raleigh. Il est résulté des informations prises par ordre du roi d'Angleterre que son expédition aux Indes a été suscitée et encouragée par l'agent français dans ce royaume, lequel lui avait promis assistance de la part de son maître, s'il s'emparait de quelque place importante. C'est le même agent qui, depuis que Raleigh avait été arrêté, s'est efforcé de le faire évader et passer en France, et un secrétaire-interprète de l'ambassade de France à Londres a été accusé d'avoir pris part à ce dessein. Ledit agent a reçu du roi d'Angleterre l'ordre de ne plus se mêler dans ce royaume des affaires de son maître; le roi a écrit au roi de France pour demander son rappel, et il a de plus rappelé lui-même son agent à Paris. A raison de cet incident, et aussi parce que le roi de France a renvoyé de son royaume, où il était allé pour quelques affaires, le docteur Mayernrath, médecin de la chambre du roi d'Angleterre, ces deux rois sont maintenant brouillés. Celui d'Angleterre est aussi fort mécontent des Hollandais. Le comte de Gondomar, pendant son séjour en Angleterre, comprenant qu'il convient beaucoup au service de votre majesté que le roi de ce pays soit mal avec la France et la Hollande, a excité et encouragé leurs dissensions dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, et ledit comte tient pour certain que, si le roi d'Angleterre avait une suffisante certitude de l'amitié de l'Espagne, il romprait facilement avec les Français et les Hollandais, car c'est là son suprême désir. A cause donc de ce qui peut arriver en France et en Hollande, et pour les tenir du moins en bride, il convient fort de maintenir le roi d'Angleterre brouillé avec ces pays-là et content de celui-ci, ce qui se peut faire en restant avec ledit roi en bonne harmonie. C'est pourquoi il est désirable que votre majesté ordonne qu'il soit répondu amicalement à la lettre de ce roi que vient d'apporter don Francisco Cottington, et qu'on lui dise, sans entrer dans plus de détails, que la principale affaire qu'il a à cœur sera traitée ici avec le désir d'arranger les choses pour la bonne fin qu'on a en vue. Il importe aussi d'agréer ce qu'il vient de faire quant à Walter Raleigh, de lui dire qu'on n'attendait pas moins de son amitié, et qu'il trouvera dans votre majesté la même bonne volonté et intelligence en tout ce qui pourra l'intéresser. »

Pendant quelque temps en effet, les intentions de la cour de Ma-

drid parurent plus décidées et plus efficaces. Gondomar retourna à Londres, et affirma au roi Jacques « qu'on ne lui demanderait, en faveur des catholiques anglais, rien qui ne convînt à sa conscience et à son honneur, ni qui pût porter atteinte à l'amour de son peuple. » Avant de se rendre à Londres, il avait ordre de passer et il passa en effet par l'Allemagne; mais on lui prescrivit de s'entendre, à cet égard, avec l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid, de ne pas prolonger son séjour à Vienne, et il fut autorisé à déclarer au roi Jacques que ce voyage n'avait d'autre objet que de faire à l'empereur Ferdinand II une visite de condoléance, et de lui donner, quant à la guerre engagée alors avec l'électeur palatin, des conseils de conciliation. Le frère Diego de la Fuente fut en même temps envoyé à Rome, chargé de prendre part aux démarches entamées auprès du pape pour obtenir la dispense nécessaire au mariage de l'infante, et pour déterminer les concessions et les garanties qu'à cette occasion on devait demander au roi d'Angleterre en faveur des catholiques anglais. « Ce moine connaissait très bien, disait-on, l'état de la négociation, et ce qu'on pouvait espérer de l'Angleterre pour le bien de la foi catholique; » mais, pour éviter toute apparence de menées doubles et secrètes, il avait ordre « de se régler toujours selon l'avis de l'ambassadeur d'Espagne à Rome, le duc d'Albuquerque, et de ne s'entretenir de l'affaire qu'avec les personnes que l'ambassadeur lui désignerait. » Arrivé à Londres en juillet 1619, Gondomar informa sur-le-champ sa cour que Digby allait repartir pour Madrid. « Il est très bien disposé en faveur de l'Espagne, écrivait le comte, et il mettra tout en œuvre pour conclure le mariage, attendu que son avancement dépend de la réussite de cette négociation; mais avant tout il est un serviteur zélé de son roi, et s'il s'aperçoit qu'il y a de la tiédeur ou qu'on élève des difficultés, il ne manquera pas de lui en rendre compte immédiatement. Il convient donc de traiter John Digby avec toute sorte de politesse et de lui faire entendre des paroles de bon vouloir; mais il faut avoir grand soin de ne pas entrer dans des détails, car si en Angleterre on venait à perdre tout espoir de réussir, on ne manquerait pas de prêter l'oreille aux propositions que fait la France, avec qui, d'après ce qu'on m'a assuré, le contrat serait conclu en huit jours, vu que, dans ce pays, on n'épargne rien pour arriver au but : on va jusqu'à offrir de décider l'affaire sans qu'il soit question de dispense, et avec des conditions très limitées en fait de religion. » La cour de Madrid ne négligeait rien pour persuader au gouvernement anglais qu'elle voulait réellement le mariage, et qu'à Rome et à Vienne, comme à Madrid et à Londres, elle faisait tous ses efforts pour lever les obstacles qui en retardaient la conclusion.

Deux événemens survinrent qui semblaient devoir donner à l'af-

faire une impulsion nouvelle et favorable : le pape Paul V et le roi Philippe III moururent, l'un le 28 janvier, l'autre le 31 mars 1621. Paul V avait hautement manifesté son antipathie pour le mariage anglais et ses exigences indéfinies pour la dispense qu'on lui demandait. Philippe III s'était montré de plus en plus incertain, excepté dans sa résolution de ne rien faire sans le consentement du pape. On se promettait de leurs successeurs, Grégoire XV et Philippe IV, des dispositions à Rome moins obstinées, à Madrid plus actives. Au premier moment, les faits parurent confirmer les conjectures : Philippe IV fit annoncer à Londres son intention de presser l'envoi de la dispense ; le frère Diego de la Fuente écrivit de Rome que « le nouveau saint-père avait nommé le cardinal Ludovisi, son neveu, pour traiter du mariage avec les quatre autres prélats désignés à cet effet, et qu'au sujet de la dispense l'opinion contraire du feu pape n'était pas considérée comme un grand empêchement à ce que maintenant on l'accordât. »

A ces nouvelles, le roi Jacques redoubla de confiance et d'ardeur. Lord Digby, renvoyé sur-le-champ à Madrid pour complimenter le nouveau roi sur son avénement, lui porta, de la part du roi d'Angleterre et du prince de Galles, des lettres non-seulement de félicitation, mais de vive sollicitation pour qu'il accomplît enfin entre les deux couronnes l'œuvre d'alliance que le roi son père avait commencée. Jacques écrivit en même temps à don Balthazar de Zuniga, précepteur du jeune roi et oncle du comte d'Olivarez, premier ministre en perspective, pour le presser d'employer son influence en faveur du mariage. Il ne borna pas à Madrid ses efforts; quoiqu'il eût toujours dit qu'il n'avait point à traiter lui-même avec la cour de Rome, et que c'était au roi d'Espagne à lever de ce côté les obstacles, il envoya au pape un négociateur secret, George Gage, chargé de lui donner les plus fortes assurances du bon vouloir royal, et de presser la dispense matrimoniale en en débattant les conditions. Des mesures favorables aux catholiques furent prises immédiatement, en Angleterre même, comme preuve de la sincérité du roi et gage de ce qu'il ferait à l'avenir : la plupart de ceux qui étaient en prison furent mis en liberté, les ecclésiastiques anglicans eurent ordre, non-seulement de s'abstenir, dans leur prédication, de toute parole violente contre les papistes et les puritains, mais aussi de ne point traiter les questions dogmatiques qui étaient entre les diverses communions chrétiennes un sujet d'ardente controverse. L'archevêque de Cantorbéry reçut l'instruction de veiller à l'observation de ces défenses, et comme elles rencontraient, dans le clergé et le peuple, une forte opposition, le garde des sceaux, John Williams, évêque de Lincoln, se chargea de les expliquer. « Au moment, dit-il, où le roi intervenait avec instance, auprès des souverains du conti-

nent, pour faire obtenir aux protestans de leurs états un peu d'adoucissement et de liberté, il ne pouvait décemment faire exécuter lui-même, dans toute leur rigueur, les lois contre les catholiques. D'ailleurs ceux-là mêmes des papistes à qui il accordait leur mise en liberté ne sortaient de prison que sous de bonnes cautions et les fers encore aux pieds, car ils ne continueraient à jouir de cette grâce qu'autant que leur propre conduite et le succès des négociations du roi en faveur des protestans du continent en justifieraient la concession. »

La cour de Madrid accueillait bien ces mesures, et semblait faire, de son côté, des démarches pour les payer de retour. Le roi Philippe IV écrivait au pape Grégoire XV pour le presser d'accorder la dispense nécessaire au mariage (1), et à l'empereur Ferdinand II pour qu'il se prêtât aux négociations suivies à Bruxelles en faveur de l'électeur palatin. Il promettait même au roi Jacques de s'unir à lui pour faire recouvrer à son gendre ses états héréditaires, si l'empereur se refusait à un accommodement raisonnable. On disait chaque jour à Madrid que la dispense papale allait arriver. On parlait même de fixer, à quarante jours après qu'elle serait arrivée, la cérémonie des fiançailles, et à vingt jours après cette cérémonie le départ de l'infante pour l'Angleterre. On allait enfin jusqu'à faire indiquer à Philippe IV, par son conseil, les trois personnages qui convenaient le mieux pour accompagner sa sœur dans ce voyage, et Philippe désignait spécialement don Duarte de Portugal comme celui auquel il confèrerait cet honneur (2). Lord Digby, qu'en récompense de ses services le roi Jacques venait de faire comte de Bristol, lui mandait : « Je ne voudrais pas inspirer, sur des raisons incertaines, un vain espoir à votre majesté; mais je dois lui dire que la cour d'Espagne proclame hautement son intention de lui donner réelle et prompte satisfaction. Si ce n'est pas vraiment leur dessein, ils sont plus faux que tous les diables d'enfer, car ils ne sauraient faire plus de protestations de sincérité, ni de plus ardens sermens. »

(1) Voici le texte de cette lettre en date du 4 mars 1623 :

« Très saint-père, le comte de Bristol, ambassadeur extraordinaire du roi de la Grande-Bretagne et chargé de suivre dans ma cour la négociation relative au mariage, m'a informé de la déférence avec laquelle le roi son maître a accordé tout ce qui a été demandé, de la part de votre sainteté, en matière de religion : la tolérance qu'on désirait a été concédée; mais ledit roi, n'ayant qu'un fils unique, déjà âgé de vint-trois ans, il lui importe de le marier promptement pour assurer la succession de sa couronne, laquelle, si le prince de Galles venait à manquer, irait à l'électeur palatin. Prenant ceci en considération et connaissant les dispositions du palatin quant à la religion catholique, j'ai cru devoir en informer votre sainteté et la supplier humblement de prendre une prompte et bonne résolution au sujet de la dispense qui lui a été demandée de ma part, en quoi je recevrai une singulière grâce et faveur de votre sainteté, comme le lui dira avec plus de détails le duc d'Albuquerque, à qui je m'en réfère. »

(2) 12 février 1623, documens espagnols inédits.

Cependant ni l'une ni l'autre des deux affaires engagées à Madrid n'avançait réellement. L'électeur palatin voyait les places qui lui restaient encore, Heidelberg, Manheim, tomber successivement entre les mains de l'empereur. Le pape ajoutait chaque jour aux concessions demandées en faveur des catholiques anglais des exigences nouvelles et de plus en plus inconciliables avec les lois du pays et les sentimens du parlement et de la nation. Jacques s'impatientait, ordonnait à lord Bristol de poser à la cour de Madrid des questions précises, des *ultimatums* péremptoires, fixait un délai d'abord de deux mois (1), puis de dix jours (2), pour attendre une réponse satisfaisante, à défaut de quoi l'ambassadeur devait prendre congé du roi d'Espagne et revenir à Londres; mais le lendemain même du jour où il adressait à lord Bristol cet ordre, Jacques lui disait dans une lettre particulière (3) : « Nous vous avons donné certaines instructions signées de notre main, vous prescrivant de témoigner au roi d'Espagne le sentiment que nous avons de l'outrage que nous fait l'empereur d'Allemagne à raison de notre confiance dans les promesses de ce roi, et vous avez ordre de revenir sans aucun délai, si vous ne recevez pas satisfaction à nos demandes, telles que nous vous avons chargé de les exposer. Cependant nous vous rappelons ce que nous vous avons déjà dit : en cas d'une rupture entre le roi d'Espagne et nous, nous désirons l'expliquer et l'exploiter à notre avantage. Quand même donc vous ne recevriez pas la satisfaction que nous vous enjoignons de demander au roi d'Espagne, et que nous avons droit d'attendre, nous voulons que vous ne reveniez pas immédiatement vers nous, mais que vous nous avertissiez d'abord du fait en nous déclarant par lettre particulière, et si telle est votre opinion, qu'il n'y a rien de bon à faire et qu'on a dessein de ne nous donner aucune satisfaction, mais en nous disant publiquement et officiellement le contraire, afin que nous puissions faire usage de vos dépêches auprès de notre peuple réuni en parlement, selon ce qui conviendra le mieux à notre service. »

Ces hésitations, ces menaces et ces faiblesses alternatives produisaient leur conséquence naturelle. La cour de Madrid, tout en prodiguant toujours ses bonnes paroles, persistait dans ses obscurités et ses lenteurs.

Elle était au fond et depuis longtemps décidée, bien plus décidée que ne le savaient ou ne voulaient le savoir le roi Jacques et ses agens, et que ne l'ont dit les historiens. Le 30 mars 1621, veille de sa mort, le roi Philippe III avait fait appeler ses enfans pour leur dire adieu. En voyant entrer sa fille, l'infante Marie, il s'attendrit et

(1) Le 9 (19) septembre 1622.
(2) Le 3 (13) octobre 1622.
(3) Le 4 (14) octobre 1622.

lui dit : « Marie, je suis désolé de mourir avant de t'avoir mariée; mais ton frère en prendra soin. » Et, se tournant vers l'infant Philippe : « Prince, lui dit-il, ne l'abandonnez pas jusqu'à ce que vous ayez fait d'elle une impératrice. » C'était à l'empereur Ferdinand II qu'il voulait la marier, mariage qui s'accomplit en effet dix ans plus tard, quand les divers projets que je rappelle en ce moment eurent, les uns réussi, les autres échoué. Les successeurs de Charles-Quint et de Philippe II en Espagne désiraient à la fois rentrer en paix avec la France et maintenir avec l'Allemagne catholique l'intimité qui avait fait l'éclat et qui faisait encore la force de leur maison. En donnant sa seconde fille à l'empereur Ferdinand II, après avoir donné l'aînée à Louis XIII, le roi Philippe III atteignait ce double but, et auprès de cette double union le mariage anglais n'avait à ses yeux qu'une importance secondaire. Tout en continuant la négociation entamée avec Jacques Ier, Philippe IV persista dans les vues de son père, et le 5 novembre 1622, quand les négociateurs anglais devinrent pressans, il écrivit au comte Olivarez, son confident intime, quoiqu'il ne fût pas encore son premier ministre : « Le roi mon père a déclaré, au moment de sa mort, qu'il n'avait jamais eu l'intention de marier ma sœur, l'infante doña Maria, avec le prince de Galles. Votre oncle don Balthazar en a été instruit, et ainsi on n'a jamais traité de ce mariage qu'en travaillant à l'ajourner. Cependant l'affaire est maintenant si avancée, et l'infante témoigne à ce sujet tant d'éloignement, qu'il est temps de chercher quelque moyen d'écarter ce traité. Je désire que vous trouviez ce moyen, et je l'adopterai, quel qu'il soit. Ayez soin de donner en toute autre chose satisfaction au roi de la Grande-Bretagne, qui a bien mérité de nous, et je serai content, pourvu que ce ne soit pas par le mariage que nous ayons à le satisfaire. »

Olivarez ne trouva d'autre moyen de dégager son roi du mariage anglo-espagnol qu'en proposant à la place deux mariages allemands-anglais, celui de la princesse Marie-Anne, fille aînée de l'empereur Ferdinand II, avec le prince de Galles, et celui de la princesse Cécile-Renée, seconde fille du même empereur, avec le fils de l'électeur palatin. Cet expédient mettait fin, selon lui, aux embarras de l'Allemagne comme de l'Espagne dans leurs relations avec l'Angleterre, et il le proposa au roi son maître, en disant : « L'affaire est grande, et les difficultés plus grandes peut-être que dans aucun autre cas; mais je me sens obligé de proposer ce plan à votre majesté, et si elle me l'ordonne, je dirai ce qui me paraît propre à en préparer le succès. »

J'incline à croire que, par cette proposition, Olivarez cherchait à se faire valoir lui-même auprès de son maître en lui fournissant un

prétexte spécieux pour échapper à l'embarras de ses promesses, plus qu'il ne s'inquiétait de mettre en avant une idée vraiment praticable. Rien n'indique que Jacques Ier ait alors été appelé à discuter ce plan, ni qu'il ait eu connaissance d'aucune résolution secrètement prise par Philippe III et Philippe IV de ne pas conclure, en dernière analyse, le mariage de l'infante Marie avec le prince de Galles; mais il ne pouvait méconnaître les froideurs cachées et les lenteurs calculées de la cour de Madrid. Sa perplexité était grande : fallait-il renoncer à son projet favori? Y avait-il, après une si longue et vaine attente, quelque moyen de précipiter la conclusion qu'il désirait, et de prendre la main de cette princesse qu'on marquait si peu d'empressement à lui donner?

IV.

Pourquoi le prince Charles n'irait-il pas, soudainement et sans bruit, presser lui-même à Madrid son mariage et mettre, en gagnant le cœur de l'infante, le roi d'Espagne et ses conseillers dans l'impossibilité d'en ajourner sans cesse la conclusion? Cette idée n'avait alors, surtout pour un prince anglais, rien de nouveau ni d'étrange. En 1536, le roi d'Écosse Jacques V, parti d'abord en secret, puis solennellement et avec une escadre, était allé en France voir si sa fiancée, Marie de Bourbon, lui convenait à lui-même comme à ses ambassadeurs; débarqué à Dieppe et invité aussitôt à Paris par François Ier, il s'introduisit déguisé chez son beau-père futur, le duc de Vendôme, et là, malgré son déguisement, bientôt reconnu d'après un portrait qu'il avait envoyé naguère à sa fiancée, il lui inspira, dit-on, un goût très vif; mais il ne partagea point ce sentiment, et au lieu de Marie de Bourbon ce fut Madeleine de France, seule fille de François Ier, jeune princesse de seize ans, élégante, délicate et déjà malade de la poitrine, qui attira les regards et le cœur du roi d'Écosse. Il l'épousa en grande pompe à Notre-Dame de Paris, et après avoir passé neuf mois en France, il la ramena en Écosse si éprise de lui qu'en descendant du vaisseau elle se mit à genoux sur la rive, prit une poignée de sable et la baisa avec transport, en invoquant sur sa nouvelle patrie et son bien-aimé mari les bénédictions du ciel. Deux ans après, le 7 juillet 1538, elle mourut du mal qui la consumait depuis son départ, et un an ne s'était pas encore écoulé que le roi Jacques V épousait, dans la cathédrale de Saint-Andrews, Marie de Guise, veuve du duc de Longueville, venue de France sans qu'il allât lui-même l'y chercher. En 1581, le duc d'Anjou, depuis Henri III, alla en Angleterre et tenta en personne, mais sans succès, la conquête du cœur et de la main d'Élisabeth.

Tout récemment, en 1620, le jeune roi qui devait être dans ce siècle le héros de la Suède, je pourrais dire de l'Europe, Gustave-Adolphe, avait traversé *incognito* l'Allemagne pour aller voir et vraiment connaître, à Berlin, la princesse Éléonore de Brandebourg, qu'on lui proposait d'épouser. Enfin en 1589 Jacques Ier lui-même, alors roi d'Écosse seulement sous le titre de Jacques VI, impatienté de ne pas voir arriver sa fiancée, la princesse Anne de Danemark, était allé l'épouser à Upsal, laissant à son départ cette lettre adressée au conseil privé d'Écosse : « Comme je crois qu'on parlera très diversement de mon voyage et qu'on l'interprétera à tort et à travers, tantôt à ma honte, tantôt pour blâmer injustement des innocens, je me suis décidé à écrire de ma main la présente déclaration... Il est connu de tout le monde que tout le monde m'a reproché de différer si longtemps mon mariage: j'étais seul, disait-on, sans père ni mère, frère ni sœur, roi de ce royaume et héritier présomptif d'Angleterre. Mon isolement me rendait faible et mes ennemis forts, j'étais un homme qui ne semblait pas un homme, et le défaut de successeurs engendre le mépris. Ces raisons et bien d'autres m'ont déterminé à presser mon mariage, car Dieu m'est témoin que, par ma nature, j'aurais pu m'en abstenir plus longtemps, si le bien de ma patrie l'eût permis... J'ai donc résolu de mettre à la voile pour aller chercher ma fiancée, retenue en Norvége par les tempêtes. J'ai tenu ma résolution secrète et ignorée de tous, même du chancelier, à qui j'ai coutume de parler de mes plus grandes affaires. J'ai agi ainsi par deux raisons : d'abord parce que si j'avais pris à ce sujet son conseil, on l'eût blâmé de m'avoir mis cette idée en tête, ce qui eût été contre son devoir, ensuite parce que je sais qu'il est injustement et haineusement accusé de me mener par le nez et selon toutes ses fantaisies, comme si j'étais une créature sans raison ou un bambin incapable de rien faire par lui-même. Pour mon propre honneur, je ne veux pas être considéré comme un âne irrésolu, pas plus que je ne veux qu'on calomnie l'honnêteté de cet homme. D'ailleurs le passage est court, exempt d'écueils et de bancs de sable : les ports de cette contrée sont sûrs, et il n'y a sur ces mers point de flotte étrangère. » La résolution du roi Jacques était plus chevaleresque que ses motifs; mais en tout cas son fils, le prince Charles, avait là assez et d'assez grands exemples pour courir à son tour une semblable aventure.

Qui fut le premier à concevoir et à conseiller ce dessein? Les assertions des contemporains à ce sujet sont diverses. Quelques-uns affirment que ce fut le comte de Gondomar qui dit un jour à Madrid, où il était alors en congé : « Si jamais ce mariage se fait, ce sera quand le prince de Galles viendra lui-même le conclure, » et ce propos, rapporté à Londres, y fut considéré comme une insinuation

décisive. D'autres l'attribuent au comte d'Olivarez, qui aurait dit que si le prince doutait de la sincérité du roi son maître, il n'aurait qu'à venir y regarder pour en être assuré. Selon d'autres, et d'après quelques paroles de Charles lui-même devant le parlement, « l'héroïque pensée de sa visite à la cour de Madrid naquit dans son propre cerveau. » La plupart, avec raison, je crois, attribuent à Buckingham la première idée de l'entreprise et le travail préliminaire pour la faire adopter. « Il était jaloux, dit Clarendon, que le comte de Bristol eût seul la conduite de cette grande affaire; il déplora un jour, en s'entretenant avec Charles, le malheur commun des princes, qui n'avaient eux-mêmes aucune part dans leur mariage, d'où dépendait si essentiellement leur bonheur en ce monde, et qui ne connaissaient que par les rapports d'autrui, et de gens rarement désintéressés, le caractère, l'humeur, la figure de la dame qu'ils devaient épouser. Quelle brave et galante résolution ce serait, de la part de son altesse, de faire un voyage en Espagne et d'aller chercher chez elle sa maîtresse! Cela mettrait fin à toutes ces formalités qui, d'après les lentes habitudes de cette cour, et quoique toutes les conditions essentielles fussent déjà réglées, pouvaient retarder pendant bien des mois l'arrivée de l'infante en Angleterre. La présence du prince couperait court en un moment à tout cela, et l'infante elle-même lui en aurait une obligation dont elle ne croirait jamais pouvoir s'acquitter, car jamais tant de respect n'aurait été, en pareil cas, témoigné par un prince, et l'infante ne pouvait manquer d'y voir une haute estime pour sa personne. De plus la grande affaire qui restait encore un peu en suspens, quoique en bon train de délibération, la restitution du Palatinat au prince son beau-frère, en recevrait une impulsion favorable; le roi d'Espagne saisirait probablement cette occasion de trancher lui-même une question qui, entre les mains d'un ambassadeur, pouvait traîner encore bien longtemps; l'infante mettrait certainement son ambition à payer, par sa médiation dans cette affaire, une part de sa dette envers le prince, et de concert avec elle et par son influence il pourrait ainsi présenter au roi son père la prospérité et la paix rétablies dans sa famille, ce qu'aucun autre moyen humain ne pourrait accomplir. »

La conversation et le raisonnement sont puissans quand ils s'accordent avec le caractère et les penchans de celui qu'il s'agit de persuader. Malgré sa dignité un peu froide et hautaine, Charles était naturellement chevaleresque et romanesque, enclin aux résolutions brillantes et aux sentimens tendres, confiant en lui-même et peu habile à considérer et à débattre les diverses faces d'une question et d'une conduite. Quelque nombreuses qu'y fussent les mascarades et les fêtes, la cour de Jacques Ier était peu variée et

peu attrayante pour un jeune prince de goûts nobles et fiers. Dans le voyage dont on lui offrait la perspective, il devait voir, l'une en passant et sans s'y faire connaître, l'autre pleinement et à son aise, les cours de France et d'Espagne, les deux plus grandes, et l'une la plus élégante, l'autre la plus pompeuse des cours européennes. Il adopta avec une fierté satisfaite la proposition de Buckingham, et ils concertèrent ensemble comment ils s'y prendraient pour obtenir le consentement du roi Jacques, « qui excellait, dit Clarendon, à prévoir les difficultés et à élever les objections, mais qui était très lent à les résoudre, et ne savait guère dénouer les nœuds qu'il avait faits. »

Charles et Buckingham l'abordèrent ensemble dans un moment qu'ils jugèrent favorable, et le prince lui demanda d'abord sa parole de ne communiquer à qui que ce fût, avant d'avoir pris lui-même sa résolution, le désir qu'il avait à cœur de lui exprimer, et dont la satisfaction dépendait de sa seule volonté. Le roi, toujours charmé de décider seul et de l'hommage rendu à son pouvoir, promit sans peine le silence qu'on lui demandait. Le prince alors tomba à genoux devant son père et lui exposa avec chaleur le projet pour lequel il sollicitait son approbation. Buckingham restait immobile et silencieux. Jacques, après quelques paroles à son fils, moins vives et moins troublées qu'ils ne s'y attendaient, tourna les yeux vers son favori, comme pressé d'entendre ce qu'il avait à dire. Buckingham se borna à faire valoir l'infinie reconnaissance qu'aurait le prince pour le roi son père, s'il obtenait son consentement, et la profonde affliction que lui causerait un refus. La conversation continua. Charles et Buckingham développèrent toutes les raisons, toutes les bonnes chances de leur dessein. Jacques, sans se faire trop presser, donna son assentiment. Poussant alors vivement leur avantage, le prince et le favori lui représentèrent que la sécurité de l'entreprise dépendait d'une prompte exécution, que toute flotte équipée pour transporter en Espagne le prince de Galles, tout grand cortége pour l'accompagner, toute demande officielle d'une autorisation pour traverser publiquement la France, entraîneraient des délais sans fin et détruiraient l'effet de surprise et de reconnaissance qu'il fallait produire; un profond secret, un *incognito* absolu, deux serviteurs pour toute suite, et un départ si prompt qu'ils eussent traversé la France avant qu'on s'aperçût qu'ils n'étaient pas à Whitehall, c'étaient là, dirent-ils, les conditions et les moyens de succès. Jacques, ainsi pressé, consentit à tout, remettant seulement au lendemain la fixation du moment précis de leur départ et le choix des deux personnes qui devraient les accompagner.

Mais pendant cet intervalle et dans sa solitude tous les inconvé-

niens, tous les périls de ce voyage se présentèrent à l'esprit du roi et le rejetèrent dans ses incertitudes accoutumées. Quand le prince et Buckingham vinrent le lendemain lui demander la dépêche qu'il devait leur remettre, ils le trouvèrent perplexe, désolé, et à peine avait-il commencé à leur parler, qu'il fondit en larmes et se répandit en objections et en lamentations sur leur dessein : les difficultés de l'*incognito* en traversant la France, les nouvelles exigences que produirait infailliblement la cour de Madrid quand elle aurait le prince de Galles entre ses mains, les exigences bien plus grandes encore qu'élèverait le pape, et dont la cour de Madrid serait ou complice ou esclave, l'irritation publique qui éclaterait en Angleterre, toutes ces alarmes, toutes ces prédictions sinistres se pressaient sur ses lèvres en paroles précipitées et confuses. Le prince et le favori ne tentèrent point de répondre aux objections et aux inquiétudes du roi; Charles se borna à lui rappeler sa promesse de la veille, déclarant que, si elle n'était pas tenue, il ne penserait plus jamais, lui, à aucun mariage. Moins respectueux et connaissant mieux le caractère de Jacques, Buckingham le traita plus rudement. S'il manquait ainsi, lui dit-il, à sa parole, personne n'aurait plus en lui la moindre confiance; il avait sans doute parlé de ce projet à quelque drôle qui lui avait fourni les pitoyables objections qu'il venait de leur faire; il se promettait bien, lui Buckingham, de découvrir quel était ce conseiller, et à coup sûr le prince ne lui pardonnerait jamais. Le roi interrompait, s'emportait, se désespérait; mais, tout en se défendant, il perdait peu à peu du terrain, si bien que le prince et Buckingham en vinrent à nommer les deux personnes qu'ils se proposaient, si le roi les approuvait, de prendre pour leurs compagnons de voyage, sir Francis Cottington et Endymion Porter, deux hommes d'esprit fort au courant de l'Espagne, où ils avaient longtemps vécu, et bien connus du roi, qui leur portait confiance. Jacques approuva ces deux choix. « Il faut les faire venir, dit-il; ils vous indiqueront, pour ce voyage, une foule de choses nécessaires auxquelles, vous deux, vous ne penseriez jamais. » On envoya chercher Cottington, qui appartenait à la maison du prince et se trouvait de service ce jour-là. « Il sera contre le voyage, dit tout bas Buckingham à Charles. — Il n'osera pas, répondit Charles. — Cottington, lui dit le roi dès qu'il le vit entrer, vous avez toujours été un honnête homme; je veux vous consulter sur une affaire de la plus haute importance, et dont, sur votre vie, vous ne direz un mot à qui que ce soit. Voilà mon garçon Charles et Steenie (c'était le nom qu'il donnait familièrement à Buckingham) qui ont grande envie d'aller en poste à Madrid chercher l'infante; ils ne veulent avoir que deux compagnons, et ils vous ont choisi pour l'un des deux. Que pen-

sez-vous du voyage? » Cottington tremblait de se compromettre; mais, le roi insistant, il répondit qu'il n'en pouvait bien penser. « Cela ne servira, dit-il, qu'à rendre inutile tout ce qui a déjà été fait pour le mariage. Quand les Espagnols auront le prince entre leurs mains, ils ne se croiront plus obligés par les articles déjà convenus; ils feront de nouvelles conditions qu'ils croiront plus avantageuses pour eux, et parmi lesquelles il y en aura certainement de relatives à l'exercice de la religion catholique en Angleterre. — Je vous l'ai dit, s'écria le roi en se jetant sur son lit; je serai perdu, et mon fils Charles aussi. » Buckingham maltraita Cottington. « De quoi se mêlait-il de donner son avis sur une affaire d'état? Le roi ne lui parlait que du voyage même et des meilleurs moyens de le faire; sur cela seulement il était un conseiller compétent; il se repentirait de sa présomption. — Non, de par Dieu, Steenie, dit le roi d'un accent douloureux. Vous avez grand tort de le traiter ainsi; il a répondu positivement et honnêtement à la question que je lui ai faite. Vous savez bien qu'il n'a dit que ce que je vous disais avant qu'il arrivât. » Cottington se retira. La conférence se prolongea quelque temps; mais, quand elle finit, le roi Jacques avait complétement cédé, la question du voyage était résolue, et il ne s'agissait plus, comme la veille, que de fixer le jour du départ des voyageurs.

V.

Ils quittèrent Londres le 27 février 1623, le prince disant qu'il allait chasser à Theobalds, et Buckingham qu'il allait prendre médecine à Chelsea. Ils se rendirent à New-Hall, terre récemment acquise par Buckingham dans le comté d'Essex, et en partirent le lendemain, prenant les noms de John et de Thomas Smith, portant de fausses barbes et suivis d'un seul serviteur, sir Richard Graham, écuyer du marquis. Ils devaient trouver à Douvres les deux compagnons de leur aventure, Cottington et Porter. Les embarras commencèrent pour eux dès leurs premiers pas; en sortant de Rochester, ils rencontrèrent l'ambassadeur de France, le comte de Tillières, qui faisait une course aux environs de Londres dans un carrosse du roi. Quelqu'un des gens de la cour qui l'accompagnaient ou l'ambassadeur lui-même aurait probablement reconnu les voyageurs: ils firent sauter par-dessus la haie de la route leurs chevaux de poste, peu accoutumés à cet exercice, et laissèrent passer l'ambassadeur. En traversant la Tamise à Gravesend, et faute de monnaie, ils donnèrent au batelier du bac une pièce d'or; le batelier surpris supposa que les deux gentilshommes allaient se battre en duel sur l'autre rive de la Manche, et parla tout haut de sa conjecture. Le bruit en

vint au maire de Cantorbéry, qui, au moment où Charles et Buckingham changeaient de chevaux à la poste, les fit sommer de se rendre chez lui. Buckingham, en entrant, le tira à part, ôta sa barbe et se nomma, disant qu'il allait, comme grand-amiral, inspecter en secret l'état de la flotte. Selon d'autres, ce fut le maire de Douvres qui, sur le soupçon du duel projeté, fit appeler devant lui les deux voyageurs. Un postillon qui les suivait avec leur bagage leur donna à entendre qu'il les reconnaissait; ils le traitèrent bien, et il se tut. Ils trouvèrent à Douvres Cottington et Porter, s'embarquèrent le lendemain, à six heures du matin, en laissant là leurs fausses barbes, et arrivèrent vers deux heures de l'après-midi à Boulogne, d'où ils repartirent aussitôt pour Paris. A quelques lieues de la ville, et en changeant de chevaux, ils rencontrèrent deux voyageurs allemands qui revenaient d'Angleterre, où ils avaient vu plusieurs fois la cour à New-Market, et qui dirent à leur écuyer, Richard Graham : « Certainement c'est avec le prince de Galles et le marquis de Buckingham que vous courez la poste. » Graham les en dissuada de son mieux, et les deux Allemands n'insistèrent pas, tout en disant que ce qu'il y avait de plus difficile au monde, c'était de n'en pas croire ses yeux. Le 3 mars, toujours sur le point d'être découverts, Charles et Buckingham arrivèrent à Paris.

On était précisément dans les derniers jours du carnaval et au milieu des plus brillantes fêtes de la cour; la jeune reine, Anne d'Autriche, devait danser, le surlendemain 5 mars, dans un grand ballet allégorique où Junon, entourée des divinités de l'Olympe, venait s'humilier devant Marie de Médicis et Anne, en disant :

Je ne suis plus cette Junon
Pleine de gloire et de renom;
    Pour deux grandes princesses
    Je perds ma royauté;
L'une a fait le plus grand des rois;
L'autre le tient dessous ses lois.
    Pour vous, grandes princesses,
    Je perds ma royauté.

Charles et Buckingham, sans se découvrir, sans aller voir l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, lord Herbert de Cherbury, se firent présenter, comme deux gentilshommes anglais de passage, au duc de Montbazon, qui présidait aux fêtes royales, et s'étant, au lieu de barbes postiches, affublés des grandes perruques à la mode, ils assistèrent d'abord au dîner de la reine-mère, puis à la représentation du ballet, où dansa en effet Anne d'Autriche, et où sa belle-sœur, la troisième fille de Henri IV, la princesse Henriette-Marie, âgée alors de quatorze ans, se trouvait à côté de sa mère. On a dit

que le prince Charles, en la voyant, avait été frappé de sa beauté, et qu'ainsi, au moment même où il allait chercher à Madrid une autre princesse pour femme, il avait ressenti à Paris, pour celle qui devait l'être un jour, un tendre penchant. Le témoignage de Charles lui-même ne permet pas de croire à cette tradition galante. Ce fut la beauté d'Anne d'Autriche, non celle d'Henriette-Marie, qui le frappa, car en sortant du ballet il écrivit au roi son père : « Depuis notre dernière lettre, nous sommes allés de nouveau à la cour, et pour que vous ne soyez pas en peine, nous vous assurons que nous n'avons pas été reconnus. Nous avons vu la jeune reine, le petit Monsieur (1) et Madame à la répétition d'un ballet masqué dont la reine se propose de donner le spectacle au roi. La reine et Madame y ont dansé avec dix-neuf belles danseuses, parmi lesquelles la reine était la plus belle, ce qui me donne un désir encore plus grand de voir sa sœur. » Pressé de ce désir, Charles partit le lendemain pour Madrid, et lorsqu'en 1624, après le complet abandon du mariage espagnol, les ambassadeurs du roi Jacques, lord Carlisle et lord Holland, vinrent à Paris demander pour son fils la main de cette princesse Henriette-Marie, qu'il avait si peu remarquée, la reine Anne d'Autriche dit à lord Holland « qu'au ballet où le prince de Galles les avait vues l'année précédente, elle avait bien regretté que sa belle-sœur eût paru devant lui si peu à son avantage, car il ne l'avait vue que d'assez loin et dans une pièce sombre, tandis que sa figure et toute sa personne étaient infiniment plus agréables vues de près. »

Charles se trompait quand il écrivait au roi son père qu'il n'avait pas été reconnu. Le soir même du jour où il avait quitté Paris, un Écossais, nommé Andrews, vint trouver l'ambassadeur d'Angleterre et lui demanda s'il avait vu le prince. « Quel prince? — Le prince de Galles. — Je ne voulais pas le croire, ajoute lord Herbert dans le récit qu'il a fait de sa vie, jusqu'à ce qu'il m'eût assuré, avec tous les sermens du monde, que le prince était en France, et qu'il avait charge, lui, de suivre son altesse; sur quoi il me demanda, au nom du roi mon maître, de le servir de mon mieux pour ce voyage. » Une fille de service rapporta aussi qu'elle avait vu le prince de Galles, et qu'elle était sûre que c'était bien lui. Quoique piqué que le prince ne l'eût ni visité ni instruit du secret, lord Herbert alla le lendemain, de grand matin, trouver le secrétaire d'état, M. de Puisieux, encore endormi, et le fit prier de se lever, car il avait à l'entretenir d'une affaire importante. « Je sais votre affaire aussi bien que vous, lui dit le ministre; votre prince est parti ce matin pour l'Espagne. » La nouvelle circula rapidement partout, et suscita en

(1) Gaston, duc d'Orléans, frère de Louis XIII.

Angleterre, parmi le peuple encore plus qu'à la cour, une surprise pleine de blâme et d'inquiétude. « Mes chers enfans et aventureux chevaliers, dignes d'être mis dans un roman nouveau, écrivit le 8 mars le roi Jacques aux deux voyageurs, je vous remercie de vos rassurantes lettres; mais, hélas! ne croyez pas que vous restiez bien des heures sans être reconnus : le bruit de votre départ était déjà si répandu le jour même où vous arriviez à Douvres que l'ambassadeur de France y envoya sur-le-champ un homme qui trouva le port fermé; mais je ne me fie pas à la simple fermeture des ports : il y a tant de petites criques par où l'on peut partir! J'ai expédié sur-le-champ Duncaster (1) au roi de France avec une petite lettre de ma main, voulant avoir pour lui cet égard de l'informer que mon fils traversait *incognito* son royaume. J'ai fait cela de peur que, sur le premier bruit de votre passage, il ne saisît un prétexte pour vous arrêter. Ainsi, mon cher enfant Charles, vous ferez bien, dès que vous serez arrivé en Espagne, d'écrire courtoisement au roi de France pour vous excuser de votre traversée précipitée, et de lui envoyer votre lettre par un gentilhomme, si vous en avez un dont vous puissiez vous passer. » L'inquiétude et le déplaisir public en Angleterre étaient tels que le roi Jacques resta plusieurs jours à Newmarket pour en éviter les marques. Revenu cependant à Whitehall, il demanda à son garde-des-sceaux, l'évêque de Lincoln : « Croyez-vous que ce voyage de chevalier errant réussira, qu'il fera la conquête de sa dame et la ramènera bientôt en Angleterre? — Sire, dit l'évêque, si mylord marquis de Buckingham traite avec de grands égards le comte-duc Olivarez, se souvenant qu'il est en Espagne le favori, et si le comte-duc Olivarez est très poli et soigneux pour mylord marquis de Buckingham, se souvenant qu'il est le favori en Angleterre, le prince votre fils pourra faire heureusement sa cour à l'infante; mais, si le comte-duc et le marquis oublient mutuellement ce qu'ils sont l'un et l'autre, ce sera bien dangereux pour le dessein de votre majesté. Dieu veuille que ni l'un ni l'autre ne tombe dans cette erreur! » Avec les pressentimens de son garde-des-sceaux, Jacques eut à subir les railleries de son fou Archie, petit bossu spirituel qui, selon l'usage du temps, avait à sa cour la charge de l'amuser à tort et à travers. « Sire, dit un jour Archie au roi, il faut que je change de bonnet avec votre majesté. — Pourquoi? demanda Jacques. — Pourquoi? Qui donc a envoyé le prince en Espagne? — Et si le prince revient sain et sauf en Angleterre? — En ce cas, dit Archie, j'ôterai mon bonnet de ma tête, et je l'enverrai au roi d'Espagne. »

(1) Lord James Hay, vicomte de Duncaster et peu après comte de Carlisle.

Pendant que son père et son pays étaient ainsi perplexes, Charles traversait rapidement la France, pressé lui-même, tout en s'en amusant, d'arriver au terme de son aventure. A Bordeaux, le duc d'Épernon voulut les inviter, lui et Buckingham, à passer quelques jours chez lui, comme des étrangers de marque, et ils n'y échappèrent qu'en lui faisant dire par Cottington qu'ils étaient de trop obscures personnes pour mériter cet honneur. Le gouverneur de Bayonne, M. de Gramont, soupçonnant quelque mystère, fut sur le point de les faire arrêter; mais un courrier que don Carlos de Coloma, ambassadeur d'Espagne à Londres en l'absence de Gondomar, avait expédié à sa cour pour la prévenir, l'en détourna en lui disant que le prince de Galles se rendait secrètement en Espagne, et qu'il pourrait bien être l'un de ces voyageurs. Près de la frontière, un troupeau de chèvres se trouva sur leur chemin; Richard Graham dit à Buckingham qu'il saurait bien mettre la main sur un de ces chevreaux et l'emporter sans bruit. « Croyez-vous donc, Richard, lui dit le prince, que vous allez recommencer ici vos tours d'Écosse? » Et, faisant payer d'avance le chevreau au pâtre, Charles l'abattit lui-même d'un coup de pistolet. Entrés en Espagne, aucun incident ne ralentit leur course, et le 17 mars au soir ils arrivèrent à la porte de l'ambassadeur d'Angleterre, le comte de Bristol, « plus gais qu'ils ne l'avaient été de leur vie. » Buckingham entra le premier, son portemanteau sous le bras, pendant que Charles se tenait de l'autre côté de la rue avec le postillon; trouvant à la porte Jermyn, attaché à l'ambassade : « Je m'appelle Smith, lui dit le marquis; j'ai rencontré en route un serviteur de l'ambassadeur, Gresly, qui est tombé entre les mains des voleurs; ils l'ont fort maltraité et lui ont pris ses lettres, et moi j'ai fait une chute, et je me suis blessé à la jambe, ce qui fait que j'ai grand'peine à monter l'escalier. » Un autre secrétaire de l'ambassade reconnut à l'instant Buckingham, le conduisit dans une chambre, et alla en toute hâte chercher dans la rue le prince, sans rien dire d'abord à l'ambassadeur, qui, averti enfin, trouva les deux voyageurs réunis, et les reçut « avec une admiration et une joie, » écrivait-il le surlendemain au roi Jacques, qui n'étaient probablement pas à cette heure ses véritables sentimens.

GUIZOT.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LE

COMTE KOSTIA

QUATRIÈME PARTIE.[1]

XVI.

JOURNAL DE GILBERT.

10 juillet.

Je suis retourné hier soir auprès de Stéphane par la lucarne et les greniers : le voyage ne m'a pris que vingt minutes. Il faisait un peu de vent, et j'ai été charmé de n'avoir rien à démêler avec le corbeau de fer. Arrivé à dix heures, reparti à minuit et demi. En quittant le jeune homme, je me sentais à la fois effrayé et ravi, effrayé de l'ardeur bouillante de son caractère et des efforts qu'il m'en coûtera pour tempérer ses fougues, mais ravi, émerveillé de la promptitude et de l'ouverture de son esprit, de la vivacité de son imagination et de la souplesse toute slave de son heureux naturel. A coup sûr la triste et aride existence qu'il mène depuis des années eût brisé le ressort d'une âme moins bien trempée que la sienne; mais la vigueur et l'élasticité de son tempérament l'ont sauvé. Seulement je suis arrivé à point, car il m'a confessé que l'idée du suicide l'obsédait depuis sa malencontreuse escapade punie de quinze heures de prison. — Mon coup d'essai a été malheureux, me disait-il, mais j'étais décidé à recommencer; j'avais sondé le gué : une autre fois

(1) Voyez la *Revue* du 1er et 15 juin et du 1er juillet.

j'aurais passé la rivière. — Je me suis hâté de rompre le propos. Aussi bien n'était-il pas d'humeur à s'appesantir sur un si lugubre sujet. Comme il paraissait heureux de me revoir! que sa joie se peignait naïvement sur son visage, et que ses regards étaient parlans!

Nous nous sommes d'abord occupés de la langue des signes. Rien n'échappait à son intelligence avide; il se plaignait seulement de ma lenteur à m'expliquer. — J'ai compris, j'ai compris, s'écriait-il; autre chose, mon cher monsieur, autre chose, je ne suis pas une bête. — Sur mon honneur, je n'avais pas d'idée d'une telle soudaineté de conception. — Les Slaves apprennent vite, lui ai-je dit, et oublient de même. — Pour me prouver le contraire, il m'a répondu assez correctement par signes : « Vous êtes un impertinent! » J'étais confondu. Puis tout à coup : — Homme extraordinaire, m'a-t-il dit avec une gravité qui m'a fait sourire, racontez-moi un peu votre vie.

— Extraordinaire, je ne le suis ni peu ni prou, lui ai-je dit.

— Et moi je vous affirme, a-t-il répondu, que l'humanité se compose de tyrans, de valets et du seul et unique Gilbert.

— Allez, les Gilbert sont nombreux.

— Il n'y en a qu'un, il n'y en a qu'un! s'est-il écrié avec un feu et une énergie d'accent qui m'ont enchanté.

Je l'ai laissé dire; je ne suis pas fâché que pour le moment il voie en moi un être exceptionnel, car il est bon que je lui impose. Pour le satisfaire, je lui ai conté l'histoire de ma jeunesse. Cette fois il m'a reproché d'être trop bref et de ne pas descendre dans le détail. Comme ses questions ne tarissaient pas : — N'épuisons pas dès aujourd'hui cette matière! lui ai-je dit. D'ailleurs le dessus du panier est ce qu'il y a de mieux à montrer.

— Auriez-vous par hasard quelque chose à me cacher?

— Non, mais je vous avouerai que je n'aime pas à parler trop longtemps de moi; cela me fatigue très vite.

— Eh quoi! m'a-t-il dit d'un ton de reproche; ne sommes-nous pas ici pour nous entretenir sans cesse de toi, de moi, de nous?

— Sans doute, et notre occupation favorite sera de nous occuper de nous; mais, pour rendre ce passe-temps plus délicieux, il sera bon que nous nous occupions quelquefois d'autre chose.

— D'autre chose? Et de quoi?

— De ce qui n'est pas nous.

— Eh! que m'importe ce qui n'est ni toi ni moi?

— Ah! voici : celui qui a la sagesse de sortir souvent de soi finit par se retrouver dans les choses qui lui paraissaient le plus étrangères à son être; il s'aperçoit que l'homme est apparenté à tout l'univers, et que les astres mêmes sont de sa famille; il découvre des conformités secrètes entre son âme et la nature, entre les lois

de sa pensée et les plantes, les élémens et toutes les formes de la vie universelle; il se convainc que le monde et lui ont été faits l'un pour l'autre et façonnés de la même main, et en même temps qu'en l'étudiant il apprend à se mieux connaître, il répète avec joie le mot d'un sage : « L'esprit de l'homme est l'esprit de ce qui est. »

—Un si beau discours passe de cent piques mon intelligence; mais ce que je sais bien, c'est que ce grimoire s'accorde mal avec cet admirable programme de l'amitié que vous m'étaliez l'autre jour. Un véritable ami, disiez-vous, s'occupe sans cesse de son ami; il vit avec lui, en lui, pour lui.

— Loin de rien retrancher à mon programme, je le complète... S'aimer en Dieu! C'est une expression que le père Alexis a dû souvent vous faire entendre. Je la traduis ainsi : penser ensemble, jouir ensemble de l'univers, adorer ensemble le même idéal.

— A ce compte, je ne serai jamais l'ami que vous rêvez, car je ne pense pas, je jouis très peu de l'univers, et l'idéal, je ne sais ce que c'est, ni ne me soucie de le savoir.

— Bah! il ne faut jurer de rien. Quand le lis aura fleuri... En attendant, n'estimez-vous pas que l'un des plus grands plaisirs que puissent goûter deux amis, c'est de voyager ensemble? Et que sont les voyages à pied ou à cheval au prix de ceux que peuvent faire, emportées sur leurs ailes, deux âmes étroitement unies qui s'envolent de concert dans le royaume des idées!

Il demeura quelques instans silencieux; puis il me dit : — Le maître de cette maison a raison de vous traiter d'idéologue... Les idées! les idées! je n'ai jamais rien eu à démêler avec elles, et je vous en préviens, j'ai la tête aussi vide qu'une coquille de noix grignotée par une souris.

— Mais enfin vous travaillez quelquefois, vous lisez, vous étudiez?

— A la Martinique, le père Alexis me donnait chaque jour deux ou trois heures de leçons. Il m'enseignait l'histoire, la géographie, et, avec d'autres balivernes du même genre, les inconcevables mérites et les perfections surhumaines de son éternel Panselinos. Les dissertations de ce spirituel magister me divertissaient fort peu, comme vous le pensez bien, et j'étais furieux de ce que son ennuyeux verbiage s'incrustait malgré moi dans ma mémoire, qui est la plus tenace du monde.

— Et vous continue-t-il ses enseignemens?

— Dès notre retour en Europe, mon père lui commanda de ne plus me montrer que le catéchisme. C'était, disait-il, la seule étude dont fût capable ma sotte cervelle.

— Ainsi depuis trois ans vous passez vos journées dans un désœuvrement absolu?

— Point du tout : j'ai toujours été occupé du matin au soir.

— Et à quoi donc ?

— A m'asseoir, à me lever, à me rasseoir, à me promener en long et en large dans ma chambre, à bayer aux corneilles, à compter les jointures de ces dalles et les tuiles du petit toit, à contempler le corbeau de fer et la gargouille qui le surmonte, à regarder cheminer les nuages dans le vague des airs, et puis à me coucher là, dans cet enfoncement de la muraille, à y demeurer immobile, les yeux fermés, ruminant l'énigme de ma destinée, me demandant ce que je puis avoir fait à Dieu pour qu'il me châtie si cruellement, me rappelant mes souffrances passées, savourant d'avance mes souffrances à venir, pleurant et rêvant, rêvant et pleurant, jusqu'à ce que de fatigue, de lassitude, d'épuisement, je finisse par m'endormir, ou bien qu'exaspéré par l'ennui je descende en courant dans loge d'Ivan, et que j'y exhale à pleine gorge mes mépris, mes fureurs et mon désespoir.

Ces paroles, prononcées d'un ton où respirait toute l'amertume de son âme, me causèrent un violent chagrin. Je frémissais en pensant à cette jeunesse délaissée dont les peines étaient incessamment aigries par la solitude et l'oisiveté, à cette âme abandonnée sans défense à ses sombres ennuis, à ce pauvre cœur accroupi et acharné sur soi-même comme sur une proie, se dévorant, rouvrant comme à plaisir ses blessures et les envenimant, sans que jamais le travail ni l'étude vinssent l'arracher un seul instant à son monotone supplice. Oh ! comte Kostia, que votre haine est raffinée !

— Ce qui m'étonne, lui dis-je, c'est qu'à vivre de la sorte vous ne soyez pas encore devenu fou !

— Désormais, continua-t-il sans me répondre, j'aurai des occupations plus douces. Je penserai à vous, je croirai vous voir, je repasserai dans mon souvenir toutes vos paroles, tous vos gestes ; j'observerai attentivement l'état du ciel, et je dirai aux nuages : Allez, versez plus loin ces ondées qui rendent les toits glissans ! Et aux vents : Faites rage jusqu'à la nuit ; mais, aussitôt le soleil couché, suspendez votre souffle, pour que mon ami puisse venir ! Et aux étoiles : Brillez ce soir de vos feux les plus vifs, pour éclairer ses pas ! Et je regarderai souvent ma montre, et je m'écrierai : Dans dix heures, dans cinq heures, dans deux heures, il sera ici ! Et pour tromper l'ennui de mes longues attentes je me mettrai à la fenêtre, et, que je vous aperçoive ou non, je vous ferai dire par mes doigts toutes les folies qui me traverseront l'esprit.

Je lui ai pris les mains et je lui ai dit : — Mon enfant, écoutez-moi, et croyez-en mon expérience. La vie de sentiment ne suffit pas à l'homme, et c'est une illusion fatale que de se flatter de combler

le vide du temps avec son cœur. Quelques joies que vous puisse procurer la tendre et fidèle amitié que je vous ai vouée, elle ne sera jamais capable de remplir toute votre existence. Ne vous récriez pas, je sais ce que je dis. Aujourd'hui cette amitié a pour vous un charme de nouveauté et comme un air d'aventure qui exalte et enflamme votre imagination. Pauvre incrédule subitement frappé de la grâce, défiez-vous des leurres et des piperies de l'enthousiasme! Les mécréans convertis deviennent aisément superstitieux. Ah! n'allez pas vous repaître de vent et de chimère ni rêver des félicités impossibles. Retombant de vos nuages sur vous-même, vous vous en prendriez à moi de vos déceptions... Est-ce ainsi que tu tiens tes engagemens? me diriez-vous. Faux prophète, où est ce bonheur que tu me promettais? Hélas! je brûle d'une soif que tu ne peux étancher, et je m'aperçois qu'avec toute ton industrie tu ne saurais guérir les aridités de ma vie ni de mon âme... Ah! je vous le demande, si jamais vous me teniez ce langage, vos plaintes, vos exigences, vos récriminations, mon impuissance à vous satisfaire, n'en serait-ce pas assez pour remplir d'amertume notre amitié, et nous en faire une gêne, un fardeau, une source de tourmens et de dégoûts?... Enfant, je t'en conjure, n'imite pas le sauvage qui, prosterné devant son fétiche, répand son âme en idolâtries et en espérances insensées, et le lendemain le fouette outrageusement en lui reprochant ses impostures et ses mensonges! Pauvre fou, ta fureur aveugle se trompe d'objet, car l'imposteur, c'est toi-même, toi qui imaginas ce dieu dont le seul crime est de n'être pas!

A ces mots, il jeta un regard furtif sur les images des saints, puis il baissa la tête en soupirant. Je repris : — Tôt ou tard le moment viendra où vous devrez rassembler toutes vos forces pour vaincre ou désarmer votre destinée. Alors, debout à vos côtés, je combattrai pour vous; mais sans vous je ne pourrai rien, et c'est de votre sagesse et de votre courage que dépendra la victoire. Préparez-vous donc dès aujourd'hui à ce grand combat, et quand l'heure aura sonné, puissiez-vous vous trouver en possession de la santé de l'âme et du corps! Stéphane, Stéphane, songez-y : la force c'est la santé, la santé c'est le calme, et le calme est le don précieux que fait à un cœur bien réglé une raison mûrie par la réflexion et l'étude. Exercez donc et nourrissez votre esprit, et un jour vous sentirez vos reins s'affermir et les langueurs de votre poitrine défaillante subitement ranimées par un souffle fécondant. Si vous refusiez à votre intelligence l'aliment qu'elle réclame pour ne pas dépérir et s'éteindre, si, méprisant mes conseils, vous vous obstiniez à ne vivre que par le cœur, si à force de haïr et d'aimer vous pouviez oublier de penser et de réfléchir, alors, je le crains, vous seriez condamné pour toujours

à de stériles agitations, à ces fièvres qui consument l'âme et à l'incurable impuissance de la volonté.

Son visage prit une expression de tristesse, et je crus voir des larmes briller entre ses cils. — Ah! dit-il, comme vous parliez mieux l'autre jour! « Dans cette poitrine, dans ce cœur que voici, me disiez-vous, je vous apporte un rayon de soleil; buvez-en la lumière et la chaleur, et je vous le jure, mon beau lis, vous finirez par fleurir sous les regards de l'éternelle bonté! » Vous voyez que j'avais raison de vous vanter ma mémoire, elle est fidèle et tenace, ce qui ne laisse pas d'être embarrassant pour les beaux parleurs qui se démentent sans pudeur d'un jour à l'autre.

— Oh! permettez, lui ai-je répondu, je ne me dédis de rien; mais, puisque votre mémoire est si exacte, ne vous souvient-il point que je ne vous parlai pas seulement de la lumière du soleil, mais des sucs nourriciers de la terre? Sans doute c'est la chaleur qui anime et fait éclore les germes, mais les plantes ne se nourrissent pas de soleil; les rayons célestes sont des excitans qui éveillent en elles un secret appétit de vivre, et aussitôt leurs racines, s'attachant comme des nourrissons gloutons aux mamelles de la terre, en pompent les sucs vivifians, la séve monte, monte... et le divin mystère s'accomplit.

Je me trompe bien, ou la vérité de mes paroles le frappa; mais il s'en cacha soigneusement. Il se promena dans la chambre d'un air délibéré et mutin; puis, s'arrêtant en face de moi et se croisant les bras : — A cette heure, me dit-il, je découvre que le coureur de nuit et l'*autre* sont inséparables!

— Et vous ne vous êtes pas encore réconcilié avec l'*autre?*

— Je ne lui dis plus d'injures, cela doit lui suffire. Toute mon affection est pour le héros; le pédant n'a droit qu'à ma tolérance.

— Eh bien! puisque vous tolérez le pédant, tolérez aussi ses impertinentes questions et répondez, je vous prie, à celle-ci : N'y a-t-il point de livres dans cette chambre?

— Ah! que je le reconnais bien là! s'écria-t-il... Des livres! des livres! Eh! certes oui, nous avons la joie d'en posséder. Tenez, voilà une grande armoire qui en est pleine; mais je vous préviens que je n'en ai pas lu un seul.

J'ouvris l'armoire qu'il me montrait du doigt. Dieu! quelle étrange bibliothèque! Je suppose que le comte a entassé là tous ses livres de rebut avec d'autres moins méprisables dont il n'a pas l'occasion de se servir. Au milieu de l'affreux désordre où gisait ce poudreux ramassis, je démêlai une histoire universelle en hollandais formant quatre énormes in-folio, les œuvres complètes de Paracelse, une grammaire zend, un tome dépareillé de la *Bibliothèque historique*

de la France du père Lelong, la *Bibliotheca mediæ et infimæ latinitatis* de Fabricius, les œuvres de Muret,... que sais-je encore? Cependant j'avisai aussi quelques ouvrages d'histoire en français et un manuel de botanique. Je commençais à faire un triage, quand Stéphane, le visage enflammé, s'approcha de moi, et me regardant avec des yeux étincelans : — Médecin de mon âme! me dit-il, prescris-moi toutes les ordonnances qu'il te plaira; mais ne me parle pas de lire, car je me laisserais tuer plutôt que de t'obéir.

— Vous haïssez donc bien les livres? lui dis-je d'un ton contristé.

— Dans mon enfance, répliqua-t-il, j'étais un liseur infatigable. A la Martinique encore, j'ai dévoré force voyages pittoresques, quelques classiques français et toutes les tragédies de la terre, et de tout cela il m'est bien resté quelques bribes dans la tête; mais depuis trois ans, c'est-à-dire du jour où j'ai commencé de réfléchir, j'ai pris les livres en horreur. — Et s'échauffant toujours davantage : — Oh! oui, croyez-moi, je les hais et je les haïrai toujours du plus profond de mon âme.

— Mais pourquoi cela?

— Ah! tu veux savoir pourquoi!...

Et alors lâchant la bride à sa fougue : — Je les hais, s'écria-t-il d'une voix étranglée par l'émotion, je les hais parce qu'ils sont les délices du père qui me hait, et qu'ils m'ont supplanté pour toujours dans son cœur! Me ferez-vous la grâce de me comprendre? Il n'est pas de marbre, lui; il n'est pas de bronze; il est fait d'os et de chair comme nous. Et à de certaines heures peut-être, se sentant las et triste, il cherche du regard autour de lui quelque chose à aimer, à caresser, à presser dans ses bras, et peut-être se souvient-il alors qu'il a un enfant, et qu'un enfant est une de ces choses qu'un père se plaît à aimer, à caresser, à presser contre son sein,... car enfin cela s'est vu, n'est-ce pas? Cela n'est pas trop contraire à la nature, ou, si c'est un miracle, ce miracle s'est parfois opéré?... Mais dans le moment où de telles pensées lui viennent et qu'il sent son cœur s'amollir, se fondre dans sa poitrine, il aperçoit ses livres, ses livres bien-aimés, ses livres adorés; il en ouvre un, il s'y enfonce... Adieu sa fatigue! adieu sa tristesse! adieu le souvenir de son enfant! Le voilà content, rien ne manque à sa félicité... Ce n'est pas tout. Il est des instans aussi, j'en atteste le ciel, où il se sent pris d'un trouble secret en pensant qu'il y a près de lui, dans sa maison, un être que ses froideurs, ses rudesses, ses mépris, ses sourires de glace, ses cruautés, ses injustices révoltent et désespèrent, un être qui souffre, qui se désole, qui se ronge le cœur... Et alors il entend comme un soupir ou comme le bruit d'un sanglot qui arrive jusqu'à lui à travers l'épaisseur des murailles, et malgré lui il frémit, il res-

sent au fond de son âme je ne sais quoi qui ressemble à des remords... Mais tout à coup il aperçoit ses livres... Adieu son trouble, adieu son repentir! Que sa victime sanglote tout à son aise, il ne l'entendra plus. Il est bien loin d'elle, il voyage, il est à Rome, il est à Byzance, il est par-delà l'Océan, il est par-delà les nuages! Est-ce que les cris d'un enfant peuvent monter jusqu'à lui?... Et vous me demandez pourquoi je n'aime pas les livres! Ah! sur mon âme, je les hais à l'égal de la mort! Je les hais parce qu'il les aime à la fureur, je les hais parce qu'ils sont sa maladie, je les hais parce qu'ils endurcissent et dessèchent son cœur, je les hais parce qu'ils sont sa volupté suprême, et que dans cette volupté il noie sans honte et sans regret le bonheur de son enfant et ses entrailles de père!

A ces mots, hors de lui, il se saisit de quelques-uns des volumes que je venais de trier, et, les jetant à terre, il se mit à les piétiner avec fureur. Je le conjurai de se calmer; il finit par entendre raison, et, ramassant ces volumes froissés et lacérés, il les lança dans l'armoire, dont il referma la porte et mit la clé dans sa poche... — Puisqu'il en est ainsi, lui dis-je en me rasseyant, je ne vous parlerai plus de lecture; mais, dites-moi, n'auriez-vous point quelque goût, quelque talent, quelque passe-temps favori?...

— Autrefois j'aimais à la folie le dessin. Dans le temps, le père Alexis m'en a donné des leçons. Je dessinais de fantaisie ou d'après nature. Il avait commencé aussi de m'apprendre à peindre. Je faisais des aquarelles. J'ai encore là mes crayons, mes pinceaux, ma palette, mes boîtes à couleurs, mais je n'y touche plus guère. Depuis longtemps je n'avais plus de goût à rien...

Là-dessus il tira du fond d'un buffet un grand portefeuille rempli de dessins, et il l'ouvrit devant moi. Je ne pus retenir un cri de surprise et de joie. Ces dessins n'étaient la plupart que des esquisses, mais j'y reconnus du premier coup d'œil un crayon facile, moelleux, un goût délicat, le sentiment de l'ordonnance et des proportions, des instincts d'artiste, les germes d'un heureux et vrai talent... — Nous sommes sauvés, dis-je à voix basse... — Je m'arrêtai à considérer une figure de femme aux trois crayons. — C'est le portrait de ma mère, me dit-il, et ses yeux devinrent humides... Je l'ai dessinée mille et mille fois d'après un médaillon que je porte sous ma tunique. et qui est un chef-d'œuvre...

Il tira de son sein le médaillon d'or et le mit sous mes yeux. Je ne pus m'empêcher de me récrier sur la ressemblance de la mère et du fils : ressemblance des traits, s'entend, car les physionomies diffèrent du noir au blanc. Le visage mélancoliquement placide de la comtesse Olga semble dire : « Chargez-vous de vouloir pour moi, je ne réponds de rien... » Oui, il y a de l'*irresponsable* dans cette

figure. Je distinguai aussi dans le portefeuille quelques aquarelles touchées d'une main ferme à la fois et légère, et un peu plus loin je ne sais quelle composition fantastique, des diables entrelacés, des têtes de mort... Je passai vite, et je tombai sur un papier long tout couvert de caricatures à la plume. Je reconnus le père Alexis et Ivan pris dans toute sorte d'attitudes et jouant entre eux des scènes grotesques. J'éprouvai une impression de vif soulagement en constatant que son père n'y figurait point. Sur le revers de la feuille, je lus cette inscription en majuscules : « Le plus sot des rats de Hollande dans son fromage... » Le fromage était un lourd in-folio, et le rat... Ah! mon Dieu! le rat avait une tête humaine, et cette tête ressemblait si fort à celle d'un mien ami très intime... — Oui, c'est moi, c'est bien moi, lui dis-je en riant. — Il se pencha par-dessus mon épaule et se mit à rougir : — Qu'est-ce que vous regardez donc là? s'écria-t-il. — Et m'ayant arraché la feuille des mains, il l'alluma à la lampe et la jeta dans l'air tout enflammée, au risque de mettre le feu aux rideaux. Puis, frappant des mains : — Une idée! dit-il. Puisque vous voulez que je travaille, je ferai au premier jour votre portrait. Je vous représenterai tel que je vous vois, depuis que vous avez opéré ma cataracte, ou plutôt c'est du héros que s'occupera mon crayon, du coureur de nuit, de l'homme à la vareuse. Quant au pédant, s'en charge qui voudra!

— Nous verrons cela plus tard, lui répondis-je, il n'y a rien qui presse. — Et après avoir pris le temps de réfléchir : — J'ai, moi aussi, mon idée. Vous aimez les fleurs et la peinture. Peignez un herbier.

— Qu'est-ce que cela?

— Voici du grand papier. Vous y peindrez à l'aquarelle une collection de toutes les fleurs de ce pays, de toutes celles du moins que vous découvrirez dans vos promenades. Si vous n'en savez pas les noms, je vous les enseignerai, et nous les chercherons ensemble.

— Pourvu que les livres ne soient pas de la partie.

— Nous nous en passerons autant que possible. Je rassemblerai tout mon savoir pour vous raconter l'histoire de ces jolies fleurs peintes, je vous parlerai de leurs familles, je vous instruirai à les classer; bref, je vous ferai part du peu, du très peu que je sais de botanique... Il me fit cent objections saugrenues, celle-ci entre autres, qu'il trouvait à toutes les fleurs des champs et des bois de ce pays-ci un air rampant et servile, et puis ceci, et puis cela, s'exprimant d'un ton vif, mais enjoué. — Mon jeune cheval échappé, lui disais-je à part moi, je t'apprendrai la botanique et à ne pas rompre ta gourmette! — Cependant je n'ai pu tirer de lui aucune promesse positive.

14 juillet.

Victoire! A grands coups de marteau, j'ai fini par faire entrer l'idée de l'herbier peint dans cette méchante tête revêche. Seulement il m'a fait ses conditions. Il ne consent à peindre que les fleurs que j'aurai cueillies moi-même, et que je lui apporterai. Après quelques difficultés, j'ai dû céder. — Ah! lui ai-je dit, ayez soin d'en cueillir aussi, car autrement Ivan...

Dimanche 15 juillet.

Cette après-midi, j'ai fait une grande promenade dans les bois. J'ai réussi à rassembler quelques labiées, des lamiers, la bugle pyramidale, la germandrée sauvage, l'épiaire des marais. Au milieu de ma cueillette, j'entendis le trot d'un cheval... C'était lui, une botte d'herbes et de fleurs à la main. Ivan, qui à son ordinaire le suivait à dix pas de distance, me regarda de loin d'un air inquiet: évidemment il craignait que je ne les accostasse; mais, arrivé à dix pas de moi, Stéphane, détournant la tête, lança son cheval au grand galop. Et Ivan de me jeter en passant un sourire de pitié triomphante! Pauvre simple Ivan, n'avais-tu pas entendu nos âmes qui se parlaient?

16 juillet.

Je lui ai porté hier soir mes labiées. Après quelques propos rompus, j'ai tâché de lui détailler de mon mieux les caractères de cette intéressante famille. Il m'écoutait par complaisance. Avec le temps, il m'écoutera par curiosité... d'autant que, soit dit entre nous, je ne suis pas un maître ennuyeux; mais je n'ose pas encore l'interroger socratiquement. Les *petites questions courtes* le mettraient aux champs, notre jeune homme a la tête près du bonnet. La leçon finie, il a voulu commencer son herbier sous mes yeux. Les honneurs de la préséance ont été décernés à la germandrée; ses petites gueules blanches finement découpées et le port délicat de la tige lui agréaient, tandis qu'il trouvait l'épiaire, les lamiers et la bugle *extrêmement* vulgaires, et, prononcé par lui, le mot *extrêmement* est des plus expressifs. Pendant qu'il faisait des esquisses au crayon, je lui ai conté trois histoires, un conte de fée, une anecdote de Plutarque et quelques traits de la vie de saint François d'Assise. Il a écouté le conte de fée sans sonner mot ni sourciller; mais les deux autres récits lui ont fait plus d'une fois hocher la tête... — Ce que vous me dites là est-il bien vrai? s'écria-t-il. En donneriez-vous votre tête à couper? — Et quand j'en vins à saint François embrassant le lépreux : — Oh! pour le coup vous brodez! — Puis, parlant à saint George : — En conscience en auriez-vous fait autant?... — Il a fini par s'égayer et folâtrer. Comme il me suppliait de lui chanter une chansonnette,

j'ai fredonné *Cadet Roussel*, qu'il ne connaissait pas; les *trois cheveux* l'ont fait rire aux larmes, mais il a bien expié cet excès de joyeuseté. Au moment où je me levais pour partir, il a été pris d'un accès de pleurs, et j'ai eu beaucoup de peine à le consoler. Aussi me suis-je repenti de l'avoir trop excité. Je dois ménager ses nerfs, ne le jamais mettre dans un état d'esprit qui tranche trop fortement avec les réalités de sa vie. A tout prix, il faut éviter certains réveils.

17 juillet.

Avant-hier, pendant qu'il dessinait, je l'ai regardé tout à mon aise. Quelle finesse de traits! quelle pureté dans les lignes! Je voudrais être peintre. Quel parti je tirerais de ce visage! Je n'y trouve rien à redire, si ce n'est que la bouche est un peu trop petite : quand il est de méchante humeur, elle lui donne un air dur et pincé; en revanche, dès qu'il se déride, les sourires se pressent, ne trouvant pas de place pour sortir, les coins des lèvres se relèvent et se tordent légèrement avec une grâce piquante et singulière. Quant à ses yeux, ils sont bien de leur pays : ils sont gris de fer et n'ont guère d'éclat par eux-mêmes; mais que la passion s'en mêle, ils pétillent ou flamboient. Ce qui me frappe, c'est qu'en dépit de sa destinée sa figure est restée jeune. Ses joues et le tour de son menton sont d'un enfant. Où la souffrance se trahit, c'est dans sa pâleur, dans le réseau de petites veines bleuâtres qui se dessine sur ses deux tempes, dans ses mains un peu sèches, dont la maigreur n'est pas de son âge. Et puis d'habitude il y a comme un voile sur ce visage : on dirait ces vapeurs à demi transparentes de l'automne qui enveloppent et noient dans leur gaze flottante les contours des collines. Quand, par l'effet de quelque mouvement subit de l'âme, le voile vient à tomber, on est étonné, ébloui. Une bizarrerie charmante, c'est que ses cheveux sont châtain clair, ses sourcils presque bruns, et ses longs cils bouclés d'un noir de jais. Cela donne à cette figure si régulière quelque chose d'étrange; on ne s'y habitue pas : elle est toujours nouvelle.

19 juillet.

J'admire sa tenue à table. Assis en face de moi, il n'a pas l'air de me voir, tandis que vous, grave Gilbert, vous ne savez parfois que faire de vos yeux; mais l'autre jour il a traversé la grande salle d'un pas si vif et si léger que le comte l'a regardé de travers. Il faut que je l'engage à s'observer encore plus. Je m'inquiète aussi de ce que, dans nos tête-à-tête nocturnes, il élève souvent la voix, remue des meubles, tourbillonne dans la chambre; mais il m'assure qu'il n'y a rien à craindre. Les murailles sont épaisses, et le bas de la cage de l'escalier est séparé du corridor par une avance de maçonnerie qui

doit intercepter les sons. Et puis l'alcôve, le vestibule, les deux portes en plein chêne! Ces deux portes, il ne les ferme jamais à clé. Ivan, m'a-t-il dit, est à mille lieues de rien soupçonner, et la seule chose qui pût exciter sa défiance, ce serait un excès de précautions. — Et d'ailleurs, a-t-il ajouté, par la grâce de Dieu, il commence à se faire vieux, son esprit s'appesantit, et il est plus crédule qu'autrefois. Aussi lui ai-je aisément persuadé que je ne vous pardonnerais de ma vie la mort de mon chien. Avec cela, il devient dur d'oreille et il dort comme un sabot. Quelquefois, pour le déranger dans son sommeil, je m'amusais à faire aboyer Vorace; j'en étais pour mes peines. Le seul bruit qu'il ne manque jamais d'entendre, c'est le coup de sonnette de mon père. J'accorde aussi que, si l'on s'avisait de toucher à sa grosse vilaine porte de chêne,... ah! c'est bien alors qu'il s'éveillerait en sursaut! C'est que cette porte est sa propriété, sa chose, son idée fixe; il a une manière de la regarder qui signifie : Vous voyez bien cette porte, elle est à moi! Il faut dire qu'à ses yeux ce qu'il y a de plus beau au monde, c'est une porte fermée. Aussi cette horrible porte, cette infâme porte, il la chérit, il lui fait de grands sourires, il compte ses clous et les mange de baisers.

— Et vous dites que passé neuf heures il ne monte jamais ici?

— Jamais, au grand jamais. Et je voudrais bien voir qu'il en fût autrement! s'écria-t-il en relevant la tête d'un air indigné.

— Vous voyez bien que c'est un geôlier capable de procédés. Je conçois que vous ne l'aimiez guère; mais après tout, en vous gardant sous clé, il ne fait qu'exécuter les ordres qu'il a reçus.

— Et moi je vous dis qu'il est heureux de me faire souffrir. Ce méchant homme n'a fait dans toute sa vie qu'une bonne action : c'est quand il vous a sauvé des fureurs de Vorace. En considération de ce bon mouvement, je ne lui dis plus ce que je pense de lui, mais je n'en pense pas moins, et je trouve très singulier que vous me demandiez de l'aimer.

— Encore un coup, je ne vous demande pas de l'aimer, mais de croire qu'au fond il vous aime...

A ces mots, il entra dans une telle fureur que je m'empressai de changer de discours. — Vous ne regrettez pas quelquefois Vorace?

— Je le chargeais de me garder contre les loups-garous, mais ils ne me font plus peur depuis que l'un d'eux est devenu mon ami... — A quoi il ajouta d'un ton plus grave : — Je suis superstitieux, je crois aux esprits; mais je les défie d'approcher désormais de mon lit. Il me suffit d'évoquer l'image de l'homme à la vareuse...

Il rougit et n'acheva pas sa phrase. Pauvre enfant! le douloureux mystère de sa destinée, loin d'abattre son imagination, l'exalte et la grise, et je ne m'étonne pas qu'il accommode l'amitié au tour romanesque de ses pensées...

— Vous vous trompez, lui ai-je dit, ce n'est pas mon image, c'est la botanique qui vous garde des esprits. Il n'est pas de meilleur remède contre les folles terreurs que l'étude de la nature.

— Toujours pédant! s'est-il écrié, et il m'a jeté sa barrette à la figure.

22 juillet.

Il se répand quelquefois en torrens de paroles. Cela ne me surprend pas. Voilà tant d'années qu'il se tait! Comment a-t-il pu supporter une mise au secret si prolongée? C'est sa souplesse qui l'a sauvé. Quelque passionné qu'il soit, son âme est une de ces étoffes qui prêtent

23 juillet.

Vladimir Paulitch a paru hier sur la fin du dîner. La présence de cet homme me cause un invincible malaise. Il est d'un froid qui me glace,... et puis son ton dogmatique, son sourire d'une politesse méprisante... Il sait toujours d'avance ce que vous allez lui dire, il vous écoute par bon procédé... Ce Vladimir a l'intolérance ironique des matérialistes. Au demeurant, ce peut être un fort honnête homme; mais par quelle raison s'est-il fait le dénonciateur de la pauvre Olga? Je ne le crois pas capable du fanatisme de l'amitié. Quant à son habileté comme médecin, elle ne se peut contester. Le comte est entièrement rétabli; il est mieux que je ne l'ai jamais vu. Quelle vigueur! quelle alacrité d'esprit! Ce qui me confond, c'est que, dans nos conférences, j'en viens, au bout d'une heure, à ne plus voir en lui que l'historien, l'esprit supérieur, l'érudit; j'oublie entièrement l'homme aux brodequins, le somnambule, le persécuteur de mon Stéphane, et je me livre sans réserve au charme de sa conversation... O gens de lettres! gens de lettres!

26 juillet.

Stéphane me disait hier : — Ce qui fait que je me surprends par intervalles à bien espérer de l'avenir, c'est que je découvre une sorte d'enchaînement dans tout ce qui m'arrive depuis trois mois. Un jour j'eus le bonheur et la folie de tromper la surveillance d'Ivan; je descendis à l'écurie, je sellai moi-même mon cheval et j'allai courir les champs tout seul. Je me sentis à peine en liberté que je conçus le désir de me sauver pour ne plus revenir; mais projeter n'est rien, il faut vouloir. Je voulais et je ne voulais pas; je flottais entre le désir et la crainte, et tour à tour j'éperonnais mon cheval et je lui retirais brusquement la bride. Enfin je dus me confesser que, quelle que fût mon envie de m'enfuir, je n'en aurais jamais le courage, et, l'âme en proie au plus cuisant chagrin, je repris, la tête basse, la route qui me devait reconduire à ma prison. Chemin faisant, je rencontrai un

jeune rustre qui me regarda d'un air narquois, et de l'humeur dont j'étais je lui cinglai la figure d'un coup de cravache. Un peu plus loin, voulant faire boire mon cheval, je rencontrai un quidam assis près de la fontaine où je désirais faire une halte, et vous savez comment je déchargeai sur ce fâcheux ma bile et mon dépit. Sans conteste, je fus injuste, brutal, perfide; mais je n'y saurais avoir regret, car enfin, si la première fois que je vous vis je n'avais pas fait sauter votre chapeau dans un fossé, vous n'auriez pas été irrité contre moi; si vous n'aviez pas été irrité, vous ne vous seriez pas occupé de moi, vous n'auriez pas deviné ma situation, vous n'en auriez pas eu pitié, et vous n'auriez pas sauvé des mains des philistins mon bel œillet panaché; si, par une folle méprise, je ne vous avais pas soupçonné de vouloir vous approprier ledit œillet, je ne vous aurais pas fait insulter par ce benêt de Fritz, et partant on ne m'aurait pas forcé de vous faire des excuses; sans l'humiliation que j'en ai ressentie, je ne me serais pas décidé de si tôt à me tuer; si je n'avais pas tenté de me tuer sous vos yeux, vous n'auriez pas conçu le projet de me sauver du désespoir, vous ne seriez pas venu me trouver sur la terrasse, vous n'auriez pas arraché mon gant à Vorace, et Vorace n'eût pas été tué. Or, si Vorace vivait encore, vous ne pourriez pas venir ici, et si vous ne veniez pas ici, nous ne serions pas occupés en ce moment à nous regarder, à nous parler, à discourir de plantes, de héros, de saints, de toi, de moi, et, pour finir mon raisonnement, je ne saurais pas encore ce que c'est que le bonheur.

— Voilà raisonner, lui dis-je, à la façon du père Alexis...

Il s'en est fort défendu, et m'a administré trois petits soufflets.

27 juillet.

Il me disait : — Je ne possède pas encore le bonheur; mais il me semble par instans que le vois, que je le touche...

28 juillet.

Aujourd'hui encore le docteur Vladimir a paru au dessert. Il m'a lancé quelques lardons. Je soupçonne que je ne lui plais guère. Son affection pour le comte irait-elle jusqu'à le rendre jaloux de l'estime et de l'amitié qu'il me marque? Nous avons causé philosophie. Il s'est évertué à prouver que tout est matière. Je l'ai piqué au vif en lui représentant que tous ses argumens se trouvaient dans d'Holbach. J'ai tâché de lui démontrer que la matière elle-même est spiritualiste, que les pierres mêmes croient à l'esprit. Au lieu de répondre, il a battu la campagne. Du reste il parlait bien, c'est-à-dire qu'il exprimait avec finesse des idées grossières. Ce qui lui manque surtout, c'est la gaîté. Il a quelque chose de saturnien dans l'esprit;

ses idées ont le teint plombé. Le comte, par bon goût, a trouvé qu'il s'obstinait trop, sans compter que Kostia Petrovitch déteste l'absolu aussi bien dans la négative que dans l'affirmative. Il m'a remercié par un sourire quand j'ai dit au docteur pour clore le débat : — Monsieur, on ne peut dépenser plus d'esprit à le nier. — Et il a ajouté, faisant allusion à la maigreur du personnage : — Mon cher Vladimir, si vous niez l'esprit, que vous restera-t-il?...

30 juillet.

Hier, à mon grand chagrin, je l'ai trouvé tout en larmes. — Ce soir, mon ami, m'a-t-il dit, nous laisserons là, si vous le voulez bien, le thym, les sauges et la lavande, car il m'est impossible de vous parler d'autre chose que de moi. — La nuit précédente, il avait fait un rêve qui l'a profondément agité. Il traversait le corridor; tout à coup il sent une main se poser sur son épaule et le tirer tout doucement par une boucle de ses cheveux; il se retourne et reconnaît son père qui le regarde en souriant. Il s'est réveillé en poussant un cri. Hélas! ce n'était qu'un rêve!

— Ah! si vous l'aviez vu sourire, me disait-il, il me semblait que le corridor s'illuminait...

Adieu la botanique! Nous ne nous sommes entretenus que de sa vision et de toutes les réflexions qu'elle lui suggérait. Cette longue et triste devisée a eu cela de bon de me convaincre qu'il ne rend pas à son père haine pour haine. Il déteste cordialement Ivan, il méprise le père Alexis, dont il ignore les nobles et glorieuses souffrances, et qu'il considère tout crûment comme un pique-assiette. Et comme Ivan et le père Alexis représentent à ses yeux les deux tiers de l'humanité, il a peu de tendresse pour l'*humanum pecus*. Quant à son tyran, il ne le hait ni ne le méprise; seulement il ressent en sa présence cet effroi mêlé de surprise et d'horreur qu'inspirent les grands désordres de la nature... Aussi que demain ce père lui rouvre ses bras, il s'y précipitera en s'écriant : — Père dénaturé, vous avez été fou pendant huit ans. Ah! grand Dieu! ne laissez plus s'obscurcir votre raison!

— Que ce maître inexorable me batte, disait-il, pourvu qu'il me dise son secret. Il n'est pas de mauvais traitemens que je ne préférasse à son silence. Quand nous étions à la Martinique, il avait parfois des accès de violence qui me faisaient dresser les cheveux sur la tête : j'aurais voulu rentrer sous terre, je tremblais qu'il ne me brisât en morceaux; mais du moins il s'occupait de moi, il me regardait, j'existais pour lui, et malgré mes épouvantes je me sentais moins malheureux qu'aujourd'hui. Et ne croyez pas que ce soit ma captivité qui me chagrine le plus. Sans doute à mon âge il est bien dur et bien humiliant d'être gardé à vue et tenu sous clé; mais je

m'y résignerais plus facilement, si c'était mon père lui-même qui ouvrît et fermât le guichet. Hélas! je suis si peu de chose à ses yeux qu'il se décharge sur un serf du soin de me tyranniser. Puis, pendant les courts instans où il se contraint à subir ma présence, quel front sévère! quels sourcils hautains! quel silence mortel! Pensez que depuis plus d'un an il ne m'a parlé que deux fois, et vous savez dans quelles circonstances! Songez encore qu'il n'est jamais entré dans cette tour; non, il n'a jamais eu la curiosité de savoir comment ma prison était faite. Encore ne peut-il ignorer que je loge au-dessus d'un précipice : eh bien! il sait qu'un jour l'idée du suicide s'est emparée de moi, et il ne s'est pas même avisé de faire griller cette fenêtre.

— C'est qu'il n'a pas pris votre tentative au sérieux...

— Alors comme il me méprise!...

Je lui ai représenté que son père était malade, qu'il était en proie à des crises nerveuses qui jetaient le désordre dans les organisations les plus robustes, que le docteur Vladimir se portait garant de sa guérison, qu'une fois rétabli son humeur changerait, et que ce serait le moment d'assiéger cette place rendue plus accessible... — Cependant il ne faut rien précipiter, lui ai-je dit, ayons le courage de la patience. — J'ai si bien raisonné qu'il a fini par surmonter son abattement. Quand je le vois se rendre à mes raisons, il me prend fantaisie de l'embrasser; mais c'est un plaisir que je me refuse. Je sais par expérience ce qu'il en coûte...

Un moment après, je ne sais à quel propos, il m'a parlé de sa sœur morte à la Martinique. — Pourquoi Dieu l'a-t-il enlevée à ma tendresse?

— Hélas! lui ai-je dit, elle n'aurait pu supporter la vie où l'on vous a condamné!

— Et pourquoi donc?

— Parce qu'elle aurait souffert dix fois plus que vous. Songez-y, des nerfs et un cœur de femme!...

Il m'a regardé d'un air singulier: apparemment il ne concevait pas qu'on pût souffrir plus que lui. Là-dessus il m'a parlé longuement des femmes, qui sont pour lui, à ce qu'il dit, un impénétrable mystère, et il répétait avec insistance : — Vous ne les méprisez donc pas comme lui?

— Je n'aurais garde, il me souvient d'avoir eu une mère!

— C'est votre seule raison?

— Je vous dirai un jour les autres.

Comme je partais, et que déjà j'enfourchais la fenêtre, il m'a saisi impétueusement par le bras en me disant : — Pourriez-vous me jurer que vous seriez moins heureux, si vous ne me connaissiez pas?

— Je le jure!...

Son visage s'est illuminé, et ses yeux ont lancé des éclairs.

7 août.

La séve monte, monte... Ciel et terre, soyez bénis!

8 août.

Et toi aussi, tu te métamorphoses, mon vieux Gilbert; tu rajeunis à vue d'œil. Un esprit nouveau est entré en toi; ton sang circule plus librement; tu portes plus haut la tête, ta démarche est plus vive, il y a plus de lumière dans tes yeux, il y a plus de souffle dans ta poitrine, et tu sens fermenter dans ton cœur comme un céleste levain... Mon vieil ami, tu es sorti de ta longue inutilité... Enfanter une âme! oh! la glorieuse besogne! Dieu bénisse la mère et la fille!

9 août.

Ce qui étonne douloureusement Stéphane, c'est l'amitié que son père me porte. — Il a donc la faculté d'aimer, et il ne m'aime pas? C'est que je suis haïssable! — Pauvre innocent!... Il est certain que malgré lui le comte en est venu à m'aimer. Le bon père Alexis me disait l'autre soir : — Vous êtes un habile homme, mon enfant; vous avez jeté un charme sur Kostia Petrovitch, et il vous porte une affection dont il ne fit jamais l'aumône à personne. — Après tout, cela se comprend, et il y a de bonnes raisons pour qu'il m'aime un peu. Première raison : je lui suis très utile; deuxième raison : il me trouve commode à vivre, d'autant qu'il ne sait pas et, je l'espère, ne saura jamais;... troisième raison : j'ai du jugement et de la critique, et cela fait qu'il me passe mon idéalisme, mes marionnettes, ce qu'il appelle mes *lanternes*; quatrième raison : j'ai dans l'esprit un tour spinoziste qui lui agrée : *non flere, non indignari, sed intelligere*; cinquième, sixième, septième raisons : nous portons tous les deux la Byzantine dans notre cœur. Oh! pour le coup, voilà de quoi lier deux hommes à la vie et à la mort... — Mon Stéphane bien-aimé, mon enfant, mon nourrisson, ne t'irrite pas contre cette amitié qui t'étonne; elle sera quelque jour notre ancre de salut.

11 août.

L'armoire aux livres est toujours close, il prétend même en avoir jeté la clé par la fenêtre; mais qu'avons-nous besoin de livres? Les plantes nous en tiennent lieu. Son herbier peint s'enrichit chaque jour. Il compte déjà vingt espèces et cinq familles. Hier Stéphane s'est oublié jusqu'à le regarder d'un air d'orgueil satisfait... Que j'étais heureux! Pourtant j'ai mis ma joie au secret. Ce qui m'a aussi ravi, c'est qu'il s'est décidé à écrire de souvenir au bas des pages les noms français et latins de chaque plante. — C'est une concession que j'ai faite au pédant! — m'a-t-il dit, ce qui n'empêche pas qu'il était fier d'avoir écrit sans faute ces quarante noms. Je lui

ai porté en dernier lieu des renoncules et des anémones. Il a pris dans sa main la petite éclaire en s'écriant : — Laissez-moi faire, je m'en vais vous conter l'histoire de cette jeune et jaune personne! — Et il m'en a détaillé tous les caractères avec une merveilleuse exactitude. Quelle vive et lumineuse intelligence! mais aussi quelle bouillante humeur! Les mains lui tremblaient si fort que je lui ai crié : — Du sang-froid! du sang-froid! C'est d'une main ferme et assurée qu'il faut soulever le voile d'Isis!... — J'en ai été quitte pour lui expliquer en deux mots qui est Isis, ce qui l'a médiocrement intéressé... Son chef-d'œuvre, comme reproduction fidèle de la nature, c'est sa renoncule des marais, que je lui avais désignée, d'après le latin, sous le nom de *renoncule scélérate*. Il a représenté avec tant de vie ces insignifiantes fleurettes jaunes qu'il est impossible de ne s'en pas éprendre. — Cette empoisonneuse m'a inspiré, disait-il. A force de pratiquer le père Alexis, je commence à vouloir du bien aux scélérats! — Je l'ai vertement tancé, mais il ne s'est pas ému de mon algarade.

13 août.

La conduite du comte est atroce, et cependant je la comprends. Son orgueil, son caractère entier, despotique, l'horreur d'avoir été trompé... Et d'ailleurs est-il bien le père de Stéphane?... Ces deux enfans nés après six ans de mariage, et quelques années plus tard découvrir... Il est des soupçons moins fondés. Et puis cette fatale ressemblance qui lui remet sans cesse sous les yeux l'image de l'infidèle abhorrée!... A mesure que cette ressemblance s'est prononcée, la haine a dû s'accroître... Son sourire même, ce sourire étrange qui n'est qu'à lui, Stéphane, si j'en crois le père Alexis, l'a hérité de sa mère... *J'ai enterré le sourire!* Effroyable cri que j'entends encore!... Du reste, dans la haine barbare de ce père, je crois démêler plus d'instinct que de système ; elle vit au jour le jour. Je suis sûr que le comte Kostia ne s'est jamais demandé : Que ferai-je de mon fils quand il aura vingt ans?...

14 août.

Ivan, à qui je demandais des nouvelles de Stéphane, m'a dit : — Ne vous inquiétez plus de lui. Depuis un mois, il est beaucoup mieux, et il se radoucit de jour en jour; voilà ce que c'est que d'avoir vu la mort de près...

15 août.

M. Leminof m'a bien étonné ce matin. — Mon cher Gilbert, m'a-t-il dit à brûle-pourpoint, je ne me donne pas pour un homme parfait; mais je suis assurément ce qui s'appelle un bonhomme, et je possède par-dessus le marché une certaine délicatesse de conscience

dont je suis parfois incommodé. Sans compliment, vous êtes, mon cher Gilbert, un homme de grand mérite. Eh bien! je vous exploite indignement, car vous êtes à l'âge où l'on se fait un nom et une carrière, et ces années décisives, vous les employez à travailler pour moi et à rassembler, comme un manœuvre, les matériaux d'un grand ouvrage qui ne vous rapportera ni gloire ni profit. J'ai une proposition à vous faire. Devenez mon collaborateur : nous composerons ensemble cet ouvrage monumental, qui paraîtra sous nos deux noms, et qui, je le jure sur ma tête, vous procurera la célébrité. Nous sommes d'accord sur presque toutes les questions de faits, et quant à nos dissentimens sur les idées,... mon Dieu! nous ne sommes nés ergoteurs ni l'un ni l'autre; nous finirons par nous entendre, et supposé que nous ne nous entendions pas, je vous donnerai carte blanche, car, à parler franc, il n'est pas d'idée pour laquelle je voulusse mourir. Çà, qu'en dites-vous, mon cher Gilbert? Nous ne nous séparerons point jusqu'à ce que la besogne soit terminée, et j'imagine que nous mènerons ensemble joyeuse vie.

Malgré ses instances, je n'ai pas dit oui; il a seulement tiré de moi la promesse que je lui donnerais réponse avant un mois... Stéphane, Stéphane, que je serai maladroit, si je ne fais tourner au profit de ta délivrance cet heureux incident! Oui, un jour viendra où il me sera permis de dire à ton père : — Au nom de votre santé, au nom de votre repos, au nom de vos études, qui réclament toute la liberté de votre esprit, au nom de l'œuvre commune que nous avons entreprise, éloignez de votre maison cet enfant dont la vue vous afflige et vous irrite! Envoyez-le dans une maison d'éducation, dans un collége... D'un seul coup vous ferez deux heureux... Juste ciel! que cette place forte sera rude à assiéger! Mais à force de patience, d'habileté, de vigilante attention... N'ai-je pas déjà emporté d'assaut un camp retranché,... le cœur de Stéphane? Non, je ne désespère pas de réussir... Et cependant qu'il me coûtera cher, le succès dont je me flatte! Le voir sortir de cette maison, me séparer à jamais de lui!... A cette idée, mon cœur saigne et se déchire...

16 août.

Le docteur Vladimir partira dans les premiers jours du mois prochain. Je n'en serai pas fâché. Décidément cet homme ne me plaît point. L'autre jour, à table, il regardait Stéphane avec des yeux qui m'ont fait peur.

17 août.

Que se passe-t-il dans le cœur de Stéphane? Je suis content de lui à tous égards. D'abord il m'aime beaucoup; ensuite il travaille, il s'intéresse chaque jour davantage à son herbier, *à ce qui n'est pas nous*. Son intelligence s'ouvre et s'épanouit à vue d'œil : c'est une

floraison qui m'enchante;... mais il est travaillé par momens d'une secrète inquiétude dont il me cache la cause... L'autre jour, le voyant tressaillir, je lui ai dit : — Qu'avez-vous? — Il m'a répondu en passant ses mains sur son front : — Ce n'est rien. Parlons de renoncules, de gentianes, d'anémones...

18 août.

Le ciel est propice à mes expéditions nocturnes. Il n'est pas tombé une goutte de pluie depuis six semaines. Le vent du nord, qui souffle quelquefois avec violence dans la journée, s'abat régulièrement sur le soir. Quant au vertige, plus de nouvelles. O puissance de l'habitude!

19 août.

Quel malheur! Avant-hier Stéphane, en traversant le vestibule qui précède la grand'salle, est parti, je ne sais à quel propos, d'un grand éclat de rire. Le comte a fait un bond sur sa chaise, et son visage est devenu livide. Aujourd'hui Soliman a été vendu. Tantôt un maquignon l'emmenait. Ivan, que je viens de rencontrer, avait de grosses larmes dans les yeux. Pauvre Stéphane, qu'en dira-t-il?

20 août.

Chose étrange! Je m'attendais hier à le trouver dans le désespoir. Il était gai, souriant. — J'étais sûr, m'a-t-il dit, que je paierais cher ce malencontreux éclat de rire. Mon père s'est trompé; ce n'était point un éclat de gaieté, mais une convulsion purement nerveuse qui m'a pris en pensant à certaines choses et dans un moment où je n'étais pas gai du tout... Du reste, hormis la vie, il ne pouvait plus m'enlever que deux choses, mon cheval ou mes cheveux, et, Dieu soit loué! il n'a pas été bien inspiré dans son choix, et ce n'est pas à l'endroit le plus sensible qu'il a frappé.

— Quoi! entre Soliman et vos cheveux...

— Ne sont-ils pas beaux? m'a-t-il dit d'un ton vif.

— Magnifiques sans aucun doute! lui ai-je répondu en souriant.

— J'en ai toujours été un peu vain, reprit-il en les faisant flotter sur ses épaules; mais j'y tiens bien davantage depuis que je sais qu'ils vous plaisent.

— Oh! pour cela, lui répliquai-je, eussiez-vous la tête rase, je ne vous en aimerais pas moins... — Cette réponse, je ne sais pourquoi, l'a piqué au vif. Pendant le reste de la soirée, il a été soucieux et sombre.

23 août.

Mais oui, que se passe-t-il donc en lui? Il semble plus résigné à son sort; il ne se plaint plus ni d'Ivan ni de son père; il prétend ne

point regretter ces longues chevauchées qu'il faisait deux fois la semaine à travers les bois; bref il affecte une indifférence étonnante pour tout ce qui agitait et passionnait son cœur. Et cependant il est en proie à des perplexités qui m'effraient. Je crois deviner par momens que ses regards m'adressent de muets reproches. Il a l'air de me dire : — A présent ma tristesse me vient de toi, mon ami, mon consolateur!... — Bah! quelque caprice, quelque fantaisie... Je réussirai bien à le confesser.

25 août.

J'ai cru bien faire en lui communiquant les ouvertures que m'a faites son père et le projet qu'elles m'ont suggéré. Je lui ai dit : — Quelle joie ce serait pour moi de vous arracher de cette prison, et cependant que cette joie serait mélangée de tristesse! Mais où que vous alliez, nous trouverons moyen de nous écrire et de nous revoir. L'amitié qui est entre nous est un de ces liens que la destinée ne peut briser...

— Oh! oui, m'a-t-il répondu d'un ton sarcastique, vous viendriez me voir une fois l'an, le jour de ma fête, et vous auriez bien soin de m'apporter un bouquet...

Et là-dessus il est parti d'un éclat de rire qui ressemblait beaucoup à celui de l'autre jour.

30 août.

Qu'il m'a fait souffrir hier! Je n'en suis pas encore remis. Quoi! c'est lui,... c'est à moi... Dieu! quelle amertume de langage! quelle âpreté d'ironie!... Comte Kostia, vous vous trompez, cet enfant est bien à vous; je veux qu'il ait les traits et le sourire de sa mère, mais il y a un peu de votre âme dans la sienne... Quels griefs peut-il donc avoir contre moi? Je n'en devine que deux. Dimanche dernier, vers trois heures, nous nous sommes mis tous deux à la fenêtre. Il m'a fait par signes un discours très animé et beaucoup trop long, contrairement aux règles de prudence que je lui ai prescrites. Il me parlait, je crois, de Soliman et d'une promenade à pied qu'il avait refusé de faire avec Ivan. Je ne lui prêtais qu'une attention distraite, car j'étais occupé à chercher du regard s'il n'y avait là personne qui pût nous voir. Tout à coup j'ai aperçu à l'extrémité du tertre, assis sur un rocher, le grand Fritz et la petite chevrière à laquelle il fait la cour. Au moment où j'allais répondre à Stéphane, ils ont levé les yeux vers moi. Je me suis mis à regarder le paysage, et je n'ai pas tardé à quitter la place. De sa fenêtre, Stéphane ne pouvait les voir. Il n'aura pas compris le motif de ma retraite... Autre grief. Pour la première fois je suis demeuré plus de trois jours sans l'aller trouver, mais avant-hier le vent était si violent qu'il a renversé une cheminée ici tout près,... et c'est pour me punir d'un si grand crime

qu'il s'est permis de me dire que j'étais sans doute un excellent botaniste, un philanthrope sans pareil, mais que je n'entendais rien aux *délicatesses du sentiment*. Et puis : — Vous êtes de ces hommes qui portent toute la terre dans leur cœur. Vous avez beau dire, je suis sûr que vous avez pour le moins une centaine d'amis intimes?

— Vous avez raison, ai-je répliqué, il en est jusqu'à cent pour qui j'ai risqué ma vie...

Après cela est venue son éternelle tirade sur le suicide. Je l'ai supplié dix fois de quitter cet odieux sujet; avec quelle insistance il y revenait! Il ne parlait que de laudanum, de morphine, d'arsenic: il affectait de me consulter avec une vive curiosité sur les propriétés de toutes les espèces de toxiques. — Quand on veut s'expédier en bonne forme, disait-il, le poison est la meilleure méthode, et je connais quelqu'un qui s'y tiendra. — Puis, prenant entre ses mains une fleur de jusquiame qui était sur la table : — Que ta laideur me semble belle! se prit-il à lui dire. J'aime tes larges feuilles découpées, pareilles à des mains effrontées qui ne lâchent pas prise, j'aime ta vilaine tige velue, j'aime aussi ton âcre et repoussant parfum; mais, si tu veux le savoir, ce que j'aime surtout en toi, c'est que ta poitrine est gonflée de poison et que ta face est livide et hideuse comme la mort!...

Je lui ai arraché des mains cette malheureuse plante, et, l'ayant jetée par la fenêtre, je suis parti sans lui dire adieu... A vrai dire, je l'ai toujours soupçonné d'être plus passionné que sensible; mais ne serait-il que passionné? ou bien, quoi qu'il s'en cache, la perte de son cher alezan...

31 août.

J'étais injuste envers lui. Son cœur est inégal, orageux, sujet à de fâcheux retours de défiance et d'incrédulité; mais c'est un cœur enfin! Hier soir, malgré l'orage, malgré le ferme propos que j'avais formé de rester plusieurs jours sans retourner le voir, je n'ai pu y tenir, je me suis mis en route. Le voyage n'a pas été facile; la pluie et le vent collaient mes cheveux sur mon visage, l'air était plein de bruits funèbres, et les chevrons de la toiture tremblaient et craquaient sous moi... Enfin je suis arrivé. Quel cri de joie et d'épouvante il a poussé en me voyant paraître! Avec quel élan d'affection il a serré mes mains dans les siennes! Comme le repentir se peignait bien sur sa figure, et avec quelle effusion il a répandu son cœur a mes pieds!... Je ne lui ai point demandé d'explications, je les ai en horreur, et il est des cas où le silence est le meilleur truchement des âmes. Je l'ai laissé s'asseoir par terre, la tête appuyée sur mes genoux; il est demeuré près d'une heure dans cette posture, ne di-

sant mot, les yeux fermés, pendant que la pluie battait les carreaux à coups précipités, et que la meute hurlante des vents promenait ses fureurs dans la nuit sombre. Quand il s'est relevé : — Voilà, m'a-t-il dit, les momens les plus heureux que j'aie encore passés dans ce monde. — Mais ce qui a singulièrement troublé son bonheur, c'est qu'à minuit, comme je me disposais à partir, l'orage a redoublé de violence. Le pauvre enfant a pâli d'angoisse. — Vous voilà bien puni, lui ai-je dit, cela vous apprendra à ne plus gâter par de méchans accès d'humeur cette belle et sainte chose qu'on appelle l'amitié... — Au moment où je venais de gravir ma flottante échelle secoué par le vent, lorsque, debout sur mon étroit balcon, je m'apprêtais à la retirer, le ciel s'est ouvert, je me suis senti comme fouetté par un tourbillon de flammes, et à trente pas de moi la foudre s'est précipitée sur la cime d'un grand arbre avec un horrible fracas. Comment il se fait que je ne sois pas tombé, j'en suis encore à me le demander. Ce que je sais, c'est que je suis rentré dans ma chambre trempé jusqu'aux os, mais le cœur content.

7 septembre.

Pendant ces huit derniers jours, je l'ai vu trois fois. Il ne m'a donné aucun sujet de plainte; il travaille, il réfléchit, son jugement se forme; pas un instant d'humeur, il est calme, docile, doux comme un agneau... Oui, mais c'est l'excès même de sa douceur qui m'inquiète. Il y a dans son état je ne sais quoi qui ne me paraît pas naturel, et j'en suis réduit à regretter ces emportemens, ces enfances dont je m'étais appliqué à le guérir... Stéphane, vous êtes devenu trop différent de vous-même. Il y a peu de temps encore, vos pieds ne tenaient pas à la terre : vif, brusque, ardent, il partait tour à tour de vos lèvres des fusées de colère ou de gaîté, et en un instant vous passiez du désespoir à l'enthousiasme; mais dans nos derniers tête-à-tête je ne vous reconnais pas. Plus de gestes d'enfant mutin, plus de ces familiarités que j'aimais! Vos regards mêmes, en rencontrant les miens, semblent moins assurés; quelquefois ils flottent incertains autour de moi, et à l'étonnement qui s'y peint je suis tenté de croire que ma taille a subitement grandi de quelques coudées et que vous ne pouvez plus la mesurer d'un coup d'œil... Et puis ces soupirs qui vous échappent... Et cependant vous ne vous plaignez plus de rien, votre destinée semble vous être devenue étrangère; il faut qu'à mon insu... Ah! malheureux enfant! je veux savoir,... tu parleras, tu me diras...

10 septembre.

Ciel! quel trait de lumière! Père Alexis, vous ne m'aviez pas tout dit!... Plus j'y pense... Ah! Gilbert, quelles écailles couvraient tes yeux!... Hier je lui ai porté cette copie du poème des *Métamor-*

phoses que je lui avais promise. Quelques fragmens que je lui en avais récités lui avaient inspiré le désir de lire toute la pièce, non sur le livre, mais transcrite de ma main... Nous la lisions ensemble, distique par distique. Je traduisais, expliquais, commentais. Quand nous arrivâmes à ces vers : « Qu'il te souvienne seulement comme la liaison qui se fit entre nos âmes fut un germe d'où naquit avec le temps une douce et charmante habitude, et bientôt l'amitié révéla sa puissance à nos cœurs, jusqu'à ce que l'amour, arrivant le dernier, la couronna de fleurs et de fruits... » A ces mots, il fut pris d'un frisson. — N'allons pas plus loin! me dit-il en repoussant loin de lui le papier. C'est assez de poésie pour ce soir!... Et, s'accoudant sur la table, il ouvrit et feuilleta son herbier; mais ses regards et ses pensées étaient ailleurs. Soudain il se lève, fait quelques pas dans la chambre, puis, se retournant vers moi : — Pensez-vous aussi que l'amitié puisse jamais se convertir en amour?

— Goethe l'assure, il faut l'en croire...

Il prit une fleur sur la table, la contempla un instant, et l'ayant laissé tomber à terre : — Je suis un ignorant! murmura-t-il en baissant les yeux. Dites-moi ce que c'est que l'amour!

— C'est la folie de l'amitié.

— Avez-vous jamais été fou?

— Non, et j'imagine que je ne le serai jamais...

Il resta une minute immobile, les bras pendans; puis, les relevant lentement et, par un geste dont il est coutumier, croisant ses mains par-dessus sa tête, il détacha ses yeux du sol et me regarda fixement... Oh! l'étrange expression!... Sa vue égarée, un sourire triste et mystérieux errant sur ses lèvres, sa bouche qui voulait parler et à qui la voix manquait... Ce visage, depuis hier soir, il est toujours devant mes yeux, il me poursuit, il m'obsède, en cet instant même son image vient s'imprimer sur le papier où j'écris... C'est donc un déguisement forcé que cette tunique de velours noir! Oui, le caractère de Stéphane, son âme, les bizarreries de sa conduite, tout ce qui m'étonnait, tout ce qui m'effrayait, il n'est plus rien que je ne m'explique à cette heure... Gilbert! Gilbert! qu'as-tu fait? dans quel abîme... Et pourtant peut-être me trompé-je, car enfin comment croire?... J'entends sonner la cloche du dîner... Je vais *le* revoir!... Je tremble, je sens en moi... O mon pauvre cœur tourmenté, cache du moins ton désordre à tous les yeux!

XVII.

Quelques heures plus tard, Gilbert s'introduisait dans la chambre de Stéphane, qui, frappé de sa pâleur et du trouble de sa voix, s'informa anxieusement de ses nouvelles.

— Je vous assure que je me porte fort bien, lui répondit Gilbert en maîtrisant son émotion.

— M'avez-vous apporté des fleurs?

— Non, je n'ai pas eu le temps d'en aller chercher.

— C'est-à-dire que vous n'avez pas eu le temps de penser à moi?

— Oh! pardon! Je peux penser à vous en travaillant, en lisant du grec, même en dormant. Et tenez, la nuit dernière, je vous ai vu en rêve : vous me traitiez de pédant et me jetiez votre barrette à la figure.

— Voilà un rêve bien extravagant.

— Ah! permettez... Il me semble qu'un jour...

— Oui, un jour, autrefois, il y a deux siècles.

— Y a-t-il donc si longtemps que nous nous connaissons?

— Il n'y a peut-être pas deux siècles, mais il ne s'en faut guère. Moi, j'ai déjà vécu trois fois. Ma première vie, je l'ai passée auprès de ma mère. La seconde,... n'en parlons pas! La troisième, elle a commencé la nuit où, pour la première fois, vous avez enjambé cette fenêtre. Et il y a bien longtemps de cela, si j'en juge par tout ce qui s'est passé depuis lors dans mon âme, dans mon imagination, dans mon esprit. Est-il donc bien possible que ces deux siècles n'aient duré que deux mois? Et comment peut-il se faire que dans un si court intervalle il se soit fait en moi de si grands changemens? Car ils sont tels que j'ai peine à me reconnaître.

— L'un de ces changemens, dont je suis fier, c'est que vous ne me jetez plus votre barrette à la tête.

— C'est une privauté que je prenais seulement avec le pédant.

— Et vous vous êtes enfin réconcilié avec lui?

— J'ai découvert que le pédant n'existe pas. Il y a en vous un héros et un philosophe.

— Voilà une découverte que je n'attendais pas de vous, et qui m'étonne autant qu'elle me flatte.

— Quand je vous dis que j'ai changé du tout au tout, et que je ne me reconnais plus!

— Et moi, en dépit de vos transformations, je vous reconnais fort bien. Mon cher Stéphane a conservé son penchant à exagérer toutes ses impressions. Autrefois j'étais un homme à étouffer; aujourd'hui je suis un être extraordinaire qui passe sa vie à concevoir et à exécuter des actions héroïques. Nenni-da, mon poète, je ne suis ni un scélérat ni un paladin, et ce qu'il y a de mieux à dire de moi, c'est que je ne suis pas un sot, que je ne manque pas de cœur, et que je cours sur les toits avec une remarquable agilité. Oh! sur ce dernier point, je me rends justice, et je suis prêt à soutenir envers et contre tous que je n'ai pas mon pareil pour gambader sur des chevrons;

mais ce n'est pas tout, et pour épuiser le chapitre de mes perfections, il sera bon d'ajouter que j'ai les yeux couleur de pervenche, que je fais les nœuds de cravate à merveille, et que je sais distinguer une labiée d'avec une papilionacée.

— Taisez-vous! s'écria Stéphane avec son impétuosité d'autrefois. Taisez-vous!... Je vous défends de parler sur ce ton de mon saint patron, de mon ange gardien, de l'incomparable ami qui m'a sauvé du désespoir, de la folie et de la mort!

Puis, se radoucissant : — Non, je n'exagère rien, je dis les choses telles qu'elles sont, et la preuve que vous êtes un homme extraordinaire, c'est que tout ce que vous faites vous paraît tout simple et naturel.

Et comme Gilbert haussait les épaules en souriant : — A qui en avez-vous? poursuivit-il. Tâtez-moi le pouls, vous verrez bien que je n'ai pas la fièvre... Et n'avez-vous pas remarqué comme je suis calme depuis quelques jours?

— Je confesse que votre calme me surprend; mais est-ce bien du calme? Je soupçonne que vous avez seulement couvert le brasier, et que le feu couve sous la cendre.

— Et vous tisonnez cette cendre pour en faire sortir des étincelles. A votre aise, mais je vous préviens que vous ne réussirez pas, et que je demeurerai insensible à toutes vos provocations.

— Ainsi depuis une semaine vous vous sentez réellement l'esprit et le cœur plus tranquilles?

— Oui, et j'en ai sujet. Il y avait en moi un grand fauteur de séditions, un grand ourdisseur de complots. C'était mon orgueil. Eh bien! vous savez... la jolie scène que je vous fis il y a dix jours,... ce beau discours sur la jusquiame,... c'était un coup de désespoir de mon orgueil qui faisait des siennes jusqu'au bout, et qui, se sentant blessé à mort, voulait vendre chèrement sa vie.

— Tout cela est bien mystérieux pour moi.

— Oui, c'est un grand mystère qu'il est bien temps que je vous découvre.

— Parlez, je vous écouterai avec une religieuse attention, dit Gilbert, qui avait peine à respirer.

Stéphane cacha son visage dans ses mains; puis, après un long silence : — Non, dit-il, je n'ai pas encore le courage de parler. Aussi bien, avant de vous faire une révélation que vous taxerez peut-être d'extravagance, je veux vous prouver encore mieux que je suis de sens rassis et comme je suis devenu sage à votre école. Sachez donc qu'avant de vous connaître, la religion n'était à mes yeux qu'une magie grossière à laquelle je croyais avec une déraison passionnée. Je considérais la prière comme un sortilége auquel j'attri-

buais la puissance de forcer les volontés divines; chaque jour, je sommais le ciel d'accomplir un miracle en ma faveur, et, m'en voyant rebuté, mes prières inexaucées retombaient comme du plomb sur mon cœur. Alors je me révoltais contre les intelligences célestes, qui refusaient de se rendre à mes enchantemens, ou bien je recherchais avec angoisse à quel vice de forme, à quelle précaution négligée, à quel péché d'omission je devais imputer l'impuissance de mes opérations magiques et de mes formules... Ah! saint George, saint Serge, si vous pouviez parler, quels récits étranges vous auriez à lui faire! Vous lui rediriez les questions extravagantes dont je vous accablais, les absurdes prodiges que je réclamais de vos épées, les obsessions dont je lassais votre patience, et tour à tour mes agenouillemens, mes prosternations, mes sanglots, les torrens de larmes que je répandais à vos pieds, ma tête battant les murailles ou balayant les dalles de ses cheveux épars, et tout à coup mes révoltes, des éclairs de fureur jaillissant de mes yeux, des cris de rage, des emportemens, des injures, mes mains en délire menaçant le ciel, et mes pieds broyant vos nimbes d'or sous leurs trépignemens insensés!... Ah! mon ami, que je sois devenu absolument incapable de pareilles folies, je n'en voudrais pas jurer; mais ce que je sais bien, c'est qu'un soir... ce soir-là, mon Gilbert, votre éloquence si tranquille à la fois et si passionnée avait pris un sublime essor, et à propos d'une pauvre camomille au front pâle vous aviez cherché à me révéler quelques-unes des grandes lois de la nature... Je vous avais écouté d'une oreille distraite; mais après votre départ, comme il m'arrive souvent, tout ce que vous m'aviez dit me revint avec force à l'esprit, et, oubliant mon passé, mon présent, oubliant jusqu'à mon existence, je m'élançai loin de ce château, je m'envolai dans l'espace jusqu'à cette étoile bleuâtre que de ma fenêtre je vois scintiller à l'horizon, et du haut de ce belvédère aérien je me mis à converser avec cette raison suprême qui se manifeste également dans les fleurettes des bois et dans les splendeurs des nuits. Alors, sentant soudain une douceur secrète couler au fond de mon être, je me demandai : Ce que j'éprouve en cet instant, ne serait-ce pas la religion? Et je me répondis : Oui, la religion, c'est de se trouver bien dans la vérité!... Mon Gilbert, ce que j'ai senti ce jour-là, peut-être ne le ressentirai-je pas de longtemps; mais ne suffit-il pas qu'une fois dans ma vie j'aie goûté de si saintes délices pour que vous ne me traitiez plus en enfant déraisonnable que l'on rougirait de prendre au sérieux?

Gilbert ne lui répondit que par un serrement de main. Hélas! se disait-il, quand *il* me révélera son secret, je n'aurai plus le droit de lui dire qu'il est fou.

— Vous êtes devenu plus traitable, poursuivit Stéphane, cela me donne le courage de continuer. Autrefois donc, vous dirai-je encore, après avoir prié, je m'asseyais là sur cette dalle, au-dessous de la veilleuse, et, fermant les yeux, je m'abandonnais de longues heures durant à de folles rêveries. C'étaient, je vous assure, de véritables visions, tant je réussissais à me rendre présentes les chimères dont je berçais mon esprit. Je voyais les cieux s'ouvrir et le Père éternel tenant conseil dans son palais. « Esprits célestes, disait-il en passant sa main sur sa barbe blanche, il est bien temps de venir en aide à cet enfant! » Et aussitôt il donnait ses ordres à ses messagers et à ses serviteurs. Saint George se revêtait de son éclatante armure, il descendait à travers les airs avec le bruit de la foudre; d'un coup de sa formidable épée, il pourfendait ce sombre château; les murs croulaient; je me sentais enlevé dans l'espace, des anges m'emportaient sur leurs ailes de feu et m'allaient déposer dans quelque île fleurie où m'attendaient ma mère et la félicité. Quelquefois je me contentais de savourer les âpres plaisirs de la vengeance. Par l'ordre de Dieu, des diables pénétraient ici, armés de leurs fourches enflammées; ils saisissaient Ivan à la gorge, le mettaient sur la roue, sur le gril... Vaines et hideuses imaginations qui ne servaient qu'à irriter ma peine et à redoubler mes terreurs! Eh bien! mon Gilbert, l'autre soir, vous me parliez ici d'une joie qui ne doit rien à la fortune et sur qui elle ne peut rien, joie divine que l'homme peut savourer au sein même de la souffrance et qui charme ses plus mornes ennuis... A peine m'eûtes-vous quitté que j'allai m'asseoir aux pieds des saints, et, après leur avoir récité mes oraisons, je me livrai à la rêverie; mais cette fois je n'imaginai plus le Père éternel oubliant l'univers pour ne s'occuper que de mon sort, je ne vis non plus de diables torturant mon geôlier... Ce qui s'offrit à mes regards ce fut le Christ;... vêtu d'un manteau noir, il se tenait debout au milieu du ciel, et les soleils se pressaient en foule autour de lui pour mieux voir son visage, comme des enfans curieux qui font la haie pour regarder passer un roi dans la rue. La terre silencieuse le contemplait aussi, l'océan secouait en frissonnant sa crinière d'écume, les palmiers se balançaient doucement sur leurs rochers, et de grands aigles, l'aile étendue, tournoyaient lentement en traçant dans le vague des airs un long sillage de feu. Alors il écarta les plis de son manteau et laissa voir une large blessure par où s'échappait un sang rouge, et, lui regardant couler ce sang, un sourire si doux se fit jour sur ses lèvres, qu'on eût dit une aube nouvelle se levant sur l'univers. Et cependant son sang coulait toujours, et les astres, l'océan, les palmiers du désert, les aigles du ciel s'écrièrent tous éperdus : « Seigneur, qui donc êtes-vous?... » Alors une

voix suave comme le soupir lointain d'un orgue leur répondit : « Je suis la joie dans la passion! »

A ces mots, les yeux de Stéphane s'allumèrent, et, regardant fixement Gilbert : — Et maintenant ne suis-je qu'un esprit chimérique, un enfant à demi fou, un cerveau malade qui se repaît de billevesées, un incorrigible brise-raison?... Non, vous convenez que j'ai profité de vos leçons, qu'il m'est entré un grain de sagesse dans la tête, et que, sans avoir vu le fond des choses, à tout le moins j'ai des intervalles lucides... S'il en est ainsi, mon Gilbert, crois comme parole d'Évangile ce que je vais te dire : Tu as travaillé de toutes tes forces à guérir mon âme, et il n'est pas dans le monde de plus habile médecin que toi. Et cependant toutes tes peines eussent été perdues, si tu n'avais eu à tes côtés un allié tout-puissant que tu ne connais point, et que je te vais révéler... Ah! dis-moi, quand pour la première fois tu as pénétré dans cette chambre, n'as-tu pas senti qu'un esprit céleste s'y glissait à ta suite? Tu es parti, il est resté, il ne m'a plus quitté, il ne me quittera jamais... Regarde, ces murailles ne te parlent-elles pas de lui? Ces saints ne remuent-ils pas les lèvres pour te murmurer son nom? Et l'air qu'on respire ici n'est-il pas plein de ces parfums délicieux que répandent sur leur passage les envoyés du ciel?... Que ce génie me parut d'abord étrange! Son visage m'était inconnu, jamais ses traits ne m'étaient apparus dans mes songes. Inquiet, confondu, je lui disais : Qui donc es-tu? quel est ton nom? Et un jour, Gilbert, un jour, c'est par ta bouche qu'il m'a répondu... Gilbert, Gilbert, oh! la bizarre compagnie que vous m'aviez donnée en sa personne! Parfois il s'asseyait auprès de moi, pâle, lugubre et vêtu de deuil, et il me soufflait au cœur des tristesses empoisonnées dont je n'avais jamais soupçonné l'amertume. Et me sentant pris d'un inexprimable désir de mourir : Je te connais, lui disais-je, tu dois être le frère de la mort... Mais tout à coup, se transformant, il m'apparaissait tenant à la main une marotte dont il agitait les grelots, et il me chantait des chansons qui remplissaient mes oreilles de fiévreux bourdonnemens. La tête me tournait, des fumées passaient devant mes yeux, mes regards vacillans s'enivraient de visions, et il me semblait à moi, pauvre enfant nourri de fiel et de larmes, que la vie était une fête éternelle sur laquelle le ciel se penchait en souriant. Alors je disais au génie : A cette heure je vous connais mieux, vous êtes le frère de la folie... Mais il se transformait encore, et soudain je le voyais se dresser devant moi enveloppé de longues ailes blanches comme un séraphin; sérieux et doux à la fois, une raison divine paraissait dans ses regards, et la sérénité qui brillait sur son front annonçait un habitant du ciel... Dans ces momens-là, mon Gilbert, sa voix était

plus pénétrante et plus persuasive que la tienne; il me répétait tes paroles et me donnait la force d'y croire, il gravait tes leçons dans mon esprit, il insinuait ta sagesse dans ma folie, ton âme dans mon âme; et, sache-le bien, si le lis a bu les sucs de la terre, si le lis a grandi, si le lis doit fleurir un jour, ce n'est pas à l'impuissant soleil que tu m'as apporté dans ta poitrine qu'il en faut rendre grâce, mais à lui, l'esprit céleste, à lui qui alluma dans mon cœur une flamme sainte dont plaise à Dieu qu'il embrase aussi le tien!

Et à ces mots, se levant : En ai-je dit assez? s'écria-t-il d'une voix entrecoupée, et m'as-tu enfin compris?

— Non, répondit résolûment Gilbert, cet esprit céleste, je ne le connais point!

Stéphane se tordit les bras : — Cruel, tu ne veux donc rien deviner! murmura-t-il d'un air égaré. — Et, s'approchant de la fenêtre, il y demeura quelques instans accoudé. Quand il se retourna vers Gilbert, ses yeux étaient mouillés de pleurs; mais, par un de ces changemens à vue qui lui étaient familiers, il avait le sourire sur les lèvres. — Ce que je n'ose vous dire, je l'ai écrit tout à l'heure, reprit-il. — Et tirant une lettre de son sein : — C'est une dernière ressource que je me suis ménagée. J'espérais que vous me dispenseriez d'y avoir recours. O cœur dur! à quels abaissemens réduis-tu ma fierté!... — Et il lui présenta la lettre; mais se ravisant : — J'y veux ajouter quelques mots. — Et il courut s'asseoir à sa table, et comme sa plume était tombée à terre et qu'il ne la pouvait retrouver, il tailla vivement un crayon avec un poignard très affilé qu'il prit au fond d'un tiroir.

— Quel singulier canif vous avez là! lui dit Gilbert en s'approchant.

— C'est un stylet russe de la fabrique de Toula. Il appartient à Ivan, qui me le prêta avant-hier à la promenade pour déraciner une plante. Il a oublié de me le reprendre.

— Vous m'obligerez en le lui rendant, répondit Gilbert; c'est un joujou que je n'aime pas à voir dans vos mains.

Stéphane fit un signe d'assentiment, et se pencha sur son papier. La lettre qu'il avait écrite quelques heures auparavant était ainsi conçue :

« Mon Gilbert, écoute une histoire. J'avais onze ans quand *mon frère Stéphan* mourut. A peine était-il enseveli, que mon père me fit appeler auprès de lui. Il tenait dans ses mains des vêtemens semblables à ceux que je porte aujourd'hui, et il me dit : Stéphane, comprenez-moi bien. C'est ma fille qui vient de mourir, c'est mon fils qui vit encore. Et comme je m'obstinais à ne pas comprendre, ayant fait apporter un cercueil, il le plaça sur une table et me cou-

cha dedans, et, refermant peu à peu le couvercle, il me disait : « Ma fille, êtes-vous morte? » Quand le couvercle fut entièrement fermé, je me décidai à parler et je criai : « Mon père, votre fille est morte. Qu'il soit fait comme vous l'entendez!... » Alors il me retira du cercueil, éperdue d'horreur et d'épouvante, et il s'écria : « Stéphane, souvenez-vous que ma fille est morte. S'il vous arrivait de l'oublier jamais... » Il n'en dit pas davantage, mais ses regards achevèrent son discours... Gilbert, en cet instant, la fille de mon père ressuscite pour te dire qu'elle t'aime d'un invincible amour qu'elle ne te peut cacher plus longtemps. Dans ma simplicité, j'ai cru d'abord que je vous aimais comme vous m'aimiez; mais vous-même avez pris soin de me désabuser. Un jour, vous m'avez parlé de notre séparation prochaine, et vous me disiez : Nous nous reverrons quelquefois. Et vous n'entendiez pas le cri de mon cœur qui vous répondait : Passer un jour sans te voir, quel enfer! Quand j'eus bien reconnu que votre amitié était un dévouement, une vertu, une sagesse, et que la mienne était une folie, alors la fille de mon père pensa mourir, si durs étaient les tourmens que lui infligea son orgueil en révolte. Ah! que n'eussé-je donné, mon Gilbert, pour que, devinant qui j'étais, tu tombasses à mes genoux en t'écriant : Moi aussi, je sais aimer follement!... Mais point; tu n'as rien compris, rien soupçonné. Mes cheveux, la ressemblance de ma mère empreinte sur mon visage, ce sourire qu'on assure avoir passé de ses lèvres sur les miennes... O le plus aveugle des hommes! que je te haïssais par instans!... Mais ne semble-t-il pas en vérité qu'il y ait une fatalité qui me poursuive? Cette main armée de griffes qui, s'appesantissant sur mon épaule, me força de me prosterner devant toi, aujourd'hui je ne sens plus ses ongles dans mes chairs, et cependant mes genoux vacillent, faiblissent, se dérobent sous moi, et de nouveau tu me vois tomber à tes pieds... Oh! oui, mon pauvre orgueil est bien mort. La foudre grondait quand il rendit son dernier soupir. Il te souvient, je pense, de cette nuit d'orage... Collée à la vitre, je dévorais du regard les ténèbres pour te découvrir au sein de la tourmente... Tout à coup les cieux s'embrasèrent, et je t'aperçus debout sur le rebord de ta fenêtre, te penchant fièrement sur l'abîme auquel tu semblais jeter un défi. Enveloppé d'une lumière étincelante, tu m'apparus comme un esprit bienheureux, et je m'écriai : C'est un des élus de Dieu! je puis sans honte lui demander grâce et merci!... Et à présent, mon Gilbert, ne t'avise pas de me dire que mon amour est une maladie, et qu'en la soignant bien... Mon Dieu! tout cela ne servirait de rien, les saints eux-mêmes ont refusé de me guérir! Ne cherche pas non plus à m'épouvanter, ne me parle pas d'obstacles insurmontables, de l'impossibilité de notre union, des dangers qui nous menacent... L'ave-

nir! nous en causerons plus tard; à cette heure, je ne veux savoir qu'une chose, c'est que tu es capable de m'aimer comme je t'aime... Ami, si la haine se peut changer en amour, cela serait-il donc impossible à l'amitié? Gilbert, Gilbert, oubliez ce qu'a fait de moi la barbarie raffinée d'un père; oubliez mes emportemens, mes violences, mes mutineries d'enfant mal élevé; oubliez la véhémence de mon langage, la brusquerie de mes gestes; oubliez la fontaine, ma cravache levée sur vous; oubliez ces jeunes villageois par qui je me faisais baiser les pieds; oubliez jusqu'à cette barrette que je vous jetai à la figure, car, le ciel m'en soit témoin! je sens s'éveiller dans mon sein un cœur de femme; il secoue son long sommeil, il remue, il soupire, il parle, et le premier nom qu'il prononce, le seul qu'il veuille jamais savoir, c'est le tien!...

« Que te dirai-je encore? Je veux t'apparaître dans tes rêves parée comme pour une fête, vêtue de blanc, le sourire aux lèvres, des perles autour du cou, autour de ma tête les fleurs que tu aimes, des anémones blanches, des gentianes bleues... Seulement, prends-y garde, dans ma couronne il s'est glissé des fleurs de jusquiame. Arrache-les toi-même de mes cheveux, de crainte que leurs parfums ne me versent au cœur un poison mortel!... Mais non, je ne veux pas t'effrayer. Stéphane est sage, elle est raisonnable, elle ne demande pas l'impossible; elle te donne le temps de respirer, de te recueillir. Demeure, si tu le veux, une semaine, quinze jours, un mois, mon Dieu! sans reparaître ici, jusqu'à ce qu'il se lève, ce jour bienheureux où tu pourras t'écrier avec ton poète adoré : « A son tour, l'amitié révéla sa puissance à mon cœur, et enfin l'amour, venant le dernier, la couronna de fleurs et de fruits. »

A cette lettre, Stéphane ajouta les mots que voici : « Et si ce jour, Gilbert, si ce jour ne devait jamais venir!... »

Mais ici elle hésita, sa main tremblait; elle regarda tour à tour Gilbert et le couteau; puis, se levant : — Je ne sais comment finir ma lettre, lui dit-elle. Vous suppléerez aisément à ce qui manque. Gardez-vous de la lire ici; emportez-la dans votre tourelle, vous l'y méditerez plus à loisir...

Et à ces mots, lui ayant remis le papier, elle laissa échapper un éclat de rire convulsif.

— Toujours ce même rire que je déteste! dit Gilbert en s'efforçant de cacher l'angoisse qui le dévorait.

— Voulez-vous savoir ce qu'il signifie? lui dit la jeune fille en le regardant en face. Lorsqu'il y a trois ans nous passâmes à Baden-Baden, le père Alexis eut la fantaisie de me conduire dans la maison de jeu, et en entrant j'entendis un éclat de rire qui devait ressembler beaucoup à ceux qui vous choquent si fort... — Qui donc se

permet de rire ainsi? dis-je au bon père. Il alla aux informations, et me rapporta que le rieur était un homme qui venait de gagner des sommes énormes, et qui se disposait à jouer quitte ou double... Quitte ou double! ajouta-t-elle; jouer à quitte ou double! Si j'allais perdre!

Tout à coup ses prunelles se dilatèrent, son regard devint étincelant, elle renversa la tête en arrière, et, étendant le bras vers Gilbert, elle s'écria : — Tu sais qui je suis, et tu m'as condamnée dans ton cœur. Ah! penses-y à deux fois, tu tiens ma vie dans tes mains.

Et, après avoir reculé de quelques pas, elle se retourna brusquement, s'enfuit à travers la chambre, ouvrit à la hâte une petite porte latérale et disparut.

Comment Gilbert s'y prit-il pour retourner chez lui?... Tout ce qu'il en sait lui-même, c'est qu'au sortir de la lucarne, hors de sens, oubliant toute idée de péril, il commit pour la première fois l'insigne imprudence de traverser debout ce toit où d'ordinaire il avait peine à cheminer assis. Ne voyant et n'entendant rien, absorbé tout entier dans une seule pensée, il s'élance devant lui au pas de course. A son allure et à son maintien, la lune, qui brillait au ciel, dut le prendre pour un fou ou pour un somnambule. Il atteignait l'extrémité du toit, quand, une ardoise brisée venant à glisser sous son pied, il tomba lourdement, et c'en était fait de lui, si dans sa chute sa main n'avait rencontré par miracle le bout traînant de son échelle, à laquelle il eut la force de se retenir. Les ardoises sont friables, et quand elles heurtent contre un corps dur, elles se brisent en mille morceaux. Celle que Gilbert venait de précipiter dans l'espace rencontra une pointe de rocher qui la fit voler en éclats, et l'un de ces éclats frappa à la main, sans le blesser, un homme qui d'aventure rôdait à cette heure au haut du ravin.

La destinée avait voulu que ce soir-là M. Leminof eût une lettre pressée à expédier par la poste, et vers neuf heures, contrairement à tous les us et coutumes de sa maison, il avait envoyé Fritz à un gros bourg, distant d'une lieue, où le courrier passait pendant la nuit. Malheureusement à son retour Fritz vit briller une lumière dans la chaumière de sa Dulcinée. L'appétit, l'occasion, *quelque diable aussi le poussant*, il quitte la route, marche droit à la cabane, ouvre la porte, qui n'était fermée qu'au loquet, entre à pas de loup, et surprend sa belle assise sur un escabeau et ravaudant son linge. Il s'assied auprès d'elle, lui conte fleurette, et bientôt de s'émanciper! La donzelle, espiègle et fort dégourdie, au lieu d'éveiller son père, qui dormait dans la pièce voisine, se précipite vers la porte, s'élance dehors, et gagne à la course le sentier serpentant qui longeait la crête du ravin. Cent fois plus agile que Fritz, elle

prend de l'avance, puis elle fait halte, l'appelle, et dans le moment où il croit la saisir elle s'échappe et court de plus belle. Elle continue ce jeu jusqu'à ce que, se sentant lasse, elle s'éclipse derrière un buisson, et, riant sous cape, voit passer devant elle l'amoureux géant, qui continue de monter, trempé de sueur, faisant force glissades, et craignant à tout coup de tomber dans le précipice. Enfin, à force de grimper, le voilà parvenu à l'endroit où le sentier s'arrête, à deux pas de la corniche, haute de quarante pieds. Le moyen que sa fantasque princesse ait escaladé cette muraille! Tout à coup il entend une voix argentine qui l'appelle d'en bas. Dans son dépit, il se donne un grand coup de poing sur le front; mais au moment où il va redescendre, son oreille est frappée d'un bruit singulier, un éclat d'ardoise effleure sa main et lui arrache un cri de surprise. Il lève vivement la tête, et à la faveur des clartés de la lune il aperçoit sur sa droite une ombre suspendue dans les airs. Il la voit monter, s'arrêter sur le rebord d'une fenêtre, se pencher, et bientôt disparaître à ses yeux.

— Oh! oh! dit-il tout ébahi, voilà qui est particulier! M. le secrétaire s'en va donc la nuit faire des rondes sur les toits? Et à cet effet nous nous sommes procuré des échelles de corde. Je me trompe bien, ou son excellence monsieur le comte goûtera peu cette invention. Peste! le luron a bon pied et bon œil! Pour risquer ainsi sa peau, il faut qu'il y ait gros à gagner... Ma foi! fiez-vous donc à ces faces de chattemite!

Le grand Fritz était si stupéfait de sa découverte, qu'il s'assit un moment sur une pierre pour en conférer avec lui-même. La belle idée dont accoucha son épaisse cervelle fut que M. le secrétaire appartenait à l'illustre confrérie des ambidextres, et que ses tournées nocturnes avaient pour but la recherche d'un trésor caché. Fier de sa sagacité et enchanté de l'occasion qui s'offrait à lui de satisfaire ses ressentimens, il redescendit le sentier, non sans peine, et, sourd à la voix et aux éclats de rire de la chevrière, qui le provoquait à de nouveaux ébats, il regagna la route et se dirigea à grands pas vers le château.

— Oh çà! monsieur le secrétaire, se disait le drôle avec un méchant sourire, vous m'avez précipité à bas d'un escalier et vous avez pensé me faire mettre à la porte de cette maison. Que diriez-vous si je vous en faisais sortir par la fenêtre?

VICTOR CHERBULIEZ.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

LA GRÈCE

DEPUIS

L'AVÉNEMENT DU ROI OTHON

Rapports adressés à la commission chargée par les trois puissances protectrices d'examiner l'administration financière de la Grèce (1857-59). — *Parliamentary Papers* (1860-61). — Tricoupi, *Histoire de l'Insurrection grecque*. — Pellion, *La Grèce et les Capo d'Istria*, etc.

Quand on a gravi la plus haute des deux cimes de l'Hymette, quand, parvenu à ce sommet désolé que bat toujours une brise âpre et forte, on laisse tomber ses regards d'abord éblouis par l'éclatante pureté de l'atmosphère sur la scène majestueuse qui environne la montagne, on se sent tout à coup tristement ému et comme accablé par de douloureux souvenirs. Peu à peu la vue et la pensée se dégagent de cette vague et pénible contemplation; les points les plus saillans se dessinent, et, à mesure qu'ils émergent de l'horizon lumineux, la mémoire évoque les faits illustres dont ils ont été les témoins. Nous en avons tous lu la glorieuse histoire ou le lamentable récit. Les grandeurs de la Grèce libre, les malheurs et les abaissemens de la Grèce asservie ont tour à tour excité notre enthousiasme ou notre pitié, mais nos cœurs n'ont jamais cessé de battre d'orgueil et d'espoir pour les destinées de cette régénération à laquelle les sympathies de l'Occident ont si largement concouru.

Du côté de l'Orient se dressent, sous un manteau de neige, les fiers sommets de l'Eubée, la constante et fidèle alliée du peuple athénien; vers le nord et vers l'ouest, soit qu'on regarde à ses pieds, soit que l'on contemple les aspects si divers de cette région mon-

tueuse et hardiment tourmentée, soit qu'on laisse errer sa vue jusqu'aux plus lointains horizons, on découvre successivement les plages de Marathon, la chaîne des Thermopyles, l'île de Salamine, où la Grèce fut trois fois sauvée; le gracieux Pentélique aux marbres immortels; les hauteurs de la Mégaride, encore teintes du sang des Turcs de Kourchid-Pacha et de Dram-Ali; Corinthe, si renommée entre les plus célèbres villes de la Grèce, le dernier boulevard des libertés helléniques contre l'ambition romaine, et dont il ne reste plus maintenant que quelques masures à demi détruites; la verdoyante Égine et la blanche colonnade du temple de Jupiter; Athènes enfin avec ses jardins royaux, son moderne palais et les fameuses ruines qui la couronnent. Au sud s'étendent jusqu'à la mer les croupes arrondies du Laurium, dont les riches mines d'argent alimentaient au temps de Xénophon le trésor public, et d'où l'on ne songe plus maintenant à extraire le précieux métal; elles s'abaissent graduellement et se terminent au cap Sunium, où la jeunesse de l'Attique venait recevoir les enseignemens de Platon. Les flancs noirs de l'Hymette sont sillonnés, du côté de l'Attique, par deux ou trois déchirures qui, réunies au bas de la montagne, forment une crevasse plus large et plus profonde : ce sont les affluens du charmant Ilissus, qui baignait autrefois les murs d'Athènes et portait aux campagnes environnantes l'humide et fécondant tribut des forêts. Aujourd'hui l'Ilissus n'est plus qu'un grand ravin, affreusement desséché. On dirait qu'il n'a plus de larmes à répandre sur les infortunes de la Grèce, et pourtant aux grandes épreuves, aux luttes héroïques dont le souvenir éveille partout un classique enthousiasme, ont succédé pour ce noble pays des difficultés d'un ordre nouveau, non moins dignes peut-être d'attirer l'attention sympathique du monde civilisé. L'état de l'Orient en général, de l'empire turc en particulier, suffirait d'ailleurs à expliquer notre sollicitude pour la Grèce. Il est impossible de ne pas voir que les bases de la domination ottomane en Europe sont aujourd'hui chancelantes, et l'on ne saurait nier que les rivalités européennes n'en soient le plus ferme appui. Que les puissances chrétiennes consentissent à se parler à cœur ouvert et à s'entendre de bonne amitié, qu'un congrès chargé de résoudre les questions d'Orient se rassemblât à Paris, à Londres ou à Saint-Pétersbourg, et la signature de quelques plénipotentiaires suffirait pour modifier profondément les proportions de l'édifice social et politique dont les victoires de Mahomet II ont jeté, il y a quatre siècles, les puissantes assises sur les rives septentrionales du Bosphore.

Les destinées européennes de l'empire turc intéressent et engagent dans une large mesure l'honneur et la responsabilité des

gouvernemens de l'Europe. Ils ont appris, par une longue et douloureuse expérience, que, pour garantir la sécurité des sujets chrétiens de la monarchie ottomane, pour étouffer le feu des insurrections qui battent en brèche ses frontières, il ne suffit pas de faire parler avec fermeté et sagesse les ambassadeurs et les consuls, de dicter des *hatti-humayoun* réparateurs, de mettre au jour, par les travaux des commissions ou les rapports des fonctionnaires, les désordres de l'administration turque et les remèdes efficaces que les intentions libérales du sultan y voudraient apporter. Ils savent qu'il ne s'agit de rien moins que de corriger des abus séculaires et de réformer pour ainsi dire l'islamisme dans ce qui fait son essence, qu'il faut réconcilier des races et des traditions ennemies, faire en sorte que les maîtres de Constantinople soient à la fois tolérans et respectés, les chrétiens armés et obéissans, obtenir en un mot (et c'est là le point difficile) des concessions sincèrement consenties, qui ne servent point elles-mêmes à préparer un dénoûment fatal. Dans cette organisation nouvelle des nationalités qui constituent aujourd'hui l'Orient européen, les Hellènes joueront nécessairement un des premiers rôles. Les traditions de leur histoire et de leur politique, les intérêts de leur commerce les y convient; la longue expérience qu'ils ont acquise des affaires de l'empire turc et qu'ils ont si chèrement achetée, l'influence qu'ils exercèrent longtemps dans les conseils du divan, l'importance de leur culte, que professent en Turquie des millions d'hommes, les y appellent naturellement : ils y sont poussés par cette aspiration patriotique qu'ils nomment la *grande idée*, que flattent et que patronnent leurs plus intelligens et leurs plus habiles hommes d'état, et qui a entraîné quelquefois leur gouvernement hors des limites de la prudence en faisant franchir à leurs soldats les frontières ottomanes.

La Grèce est-elle bien préparée à ce rôle éminent qui satisferait ses ambitions les plus ardentes et les plus chères? Ne serait-il pas trop lourd pour ses forces administratives et son expérience politique? Est-elle capable de le remplir sans tutelle comme sans danger pour l'honneur du nom chrétien et le repos de l'Europe? Ces questions sont graves en présence des intérêts si importans et si divers engagés au sein de l'empire ottoman. Au moment où les efforts unitaires des principautés danubiennes, les aspirations autonomiques de la Serbie, l'insurrection de l'Herzegovine et du Montenegro, les tendances catholiques d'une partie de la communion bulgare et les frémissemens inquiets de la Syrie sollicitent toute l'attention des puissances chrétiennes, au moment en un mot où d'évidens et nombreux symptômes semblent devoir hâter l'événement si redouté des cabinets européens, il est utile de connaître l'usage que la Grèce

a fait dans ces derniers temps de son indépendance, les perfectionnemens et les progrès que son gouvernement a réalisés, les efforts qu'elle a sincèrement tentés pour conquérir son complet affranchissement et ses droits de majorité, pour épurer son administration, améliorer ses finances, son industrie, son commerce, et se rendre propre aux destinées que lui garde peut-être un prochain avenir.

I.

Au mois d'août 1832, la commission administrative des sept, qui gouvernait la Grèce depuis la déchéance du comte Augustin Capo-d'Istria, adressait aux Hellènes une proclamation pour leur annoncer la prochaine arrivée de leur jeune souverain et l'avénement de l'ère fortunée qui allait naître. « O Grecs! y disait-elle, le sort de notre patrie est aujourd'hui glorieux; mais, pour nous montrer dignes d'elle, il faut que la paix et la concorde règnent parmi nous, il faut oublier nos souffrances. Que les divisions cessent, que chacun s'occupe de ses affaires, que le citoyen honore l'autorité, en un mot que grands et petits unissent leurs vœux dans une seule pensée, celle d'une entière obéissance à notre souverain. » Rien ne pouvait être plus opportun que ces exhortations paternelles : elles peignent au vif la situation de la Grèce il y a trente ans. Ce petit pays avait usé en moins de douze ans cinq congrès (1), deux constitutions (2) et nous ne savons combien de pouvoirs exécutifs, sans réussir à dompter l'esprit de rivalité et de faction qui le dévorait et à fonder un édifice social sur les ruines de l'anarchie. La Grèce avait laissé tomber sous le poignard des Mavromichalis le président Capo-d'Istria. Elle venait de frapper l'administration de son frère, le comte Augustin, d'illégalité, parce que son arrogance militaire lui déplaisait, et que sa présence au pouvoir gênait des ambitions coupables. En désespoir de cause, elle attendait d'un prince allemand ce qu'elle était incapable de se donner à elle-même, l'apaisement des discordes civiles, l'établissement d'un pouvoir régulier et réparateur qui la ferait respecter au dehors, parce qu'il s'appuierait sur la sanction européenne, et lui donnerait le repos intérieur, précisément parce que, n'étant pas Grec, il pourrait être accepté par les rivalités intestines.

Au moment où la commission des sept réclamait l'obéissance pour le jeune roi qui allait porter cette lourde couronne, la Grèce, après

(1) Ces congrès s'étaient réunis successivement à Argos et à Épidaure en 1821, à Astros en 1823, à Épidaure et à Trézène en 1826, à Argos en 1829.

(2) La constitution républicaine d'Épidaure, promulguée le 13 janvier 1822, et celle qui fut votée par les députés réunis à Trézène le 17 mars 1827.

tant d'efforts malheureux et de funestes épreuves, subissait une des crises les plus difficiles et les plus laborieuses qu'elle ait eues à traverser. La commission administrative siégeait à Nauplie, ses pouvoirs étaient réguliers, ils avaient l'approbation des ministres résidens; mais elle n'aurait pu les exercer ou plutôt en maintenir les humbles apparences sans la protection d'un détachement français. Par le fait, il lui eût été parfaitement impossible de gouverner la Grèce. Au nord du Péloponèse, le général Tzavellas tenait l'Achaïe avec un corps de troupes; il avait mis une forte garnison dans Patras, protesté contre la commission, et juré qu'il maintiendrait son commandement jusqu'à l'arrivée du roi; au centre, le vieux Colocotronis, un des plus braves et des plus habiles, mais assurément le plus avide et le plus rusé de tous les chefs pallikares, avait fondé en Messénie, de sa propre autorité et sous le nom modeste de *système local*, un gouvernement de son choix. Il avait attaché à sa fortune celle de son parent et ami, Nikitas le *Turcophage* (1), et tous deux appliquaient le *système local* en frappant sur les villages qu'ils étaient censés défendre contre la tyrannie des sept d'énormes contributions qu'ils encaissaient à leur profit. Une partie des Maïnotes était en armes, et Kitzaco Mavromichalis, sous prétexte de tenir en échec l'ambition de Colocotronis, faisait de temps à autre des excursions armées dans les riches plaines de l'Arcadie et de la Messénie pour maintenir en haleine la fidélité de ses partisans. Afin de se garantir également de la protection ruineuse de Colocotronis et des avides sympathies de Kitzaco, plusieurs grands villages de Messénie s'étaient entourés de fossés, avaient crénelé leurs murailles et formé une confédération qui s'administrait elle-même. Sur les hauteurs que domine Nauplie, un des plus chauds partisans du président Capo-d'Istria, le général Kalergis, s'était établi avec un corps de troupes; il suivait la fortune de Colocotronis, et, soutenu, dit-on, par les conseils de l'amiral Ricord (2), il protestait par son attitude armée contre la légitimité des pouvoirs de la commission. Grivas, ennemi personnel de l'auteur du *système local*, était le seul des chefs rouméliotes qui fût resté fidèle au gouvernement; mais la présence à Nauplie de ses bandes affamées était un perpétuel sujet d'alarmes pour le pouvoir exécutif, qui se voyait contraint de les faire tenir en respect par la garnison française.

Cependant le cinquième congrès national venait de se réunir; il manifesta des dispositions sages et conciliantes envers tout le monde,

(1) Les exploits sanglans de Nikitas pendant la guerre de l'indépendance, dont il fut l'un des héros, lui avaient valu successivement les surnoms de « pourfendeur de Turcs (*Turkalekas*) » et de « Turcophage. »

(2) L'amiral Ricord commandait l'escadre russe.

excepté envers les sénateurs. Accusé de connivence avec les bandes armées du Péloponèse et le parti de Capo-d'Istria, le sénat fut dissous par une loi et s'enfuit à Argos. Quelques jours après, la commission, jalouse de l'ascendant que le congrès commençait à prendre, faisait envahir la salle des délibérations par une compagnie d'irréguliers, mettait en fuite les députés et restait seule maîtresse du terrain. De son côté, le sénat déchu se réunissait à Spezzia, lançait une proclamation fulminante pour annuler tous les actes de la commission, et poussait la démence jusqu'à élire l'amiral Ricord président de la Grèce. On eût dit que tous ces vieux pallikares, habitués à une vie d'agitations et de périls, n'envisageaient pas sans effroi l'établissement d'un pouvoir régulier, et qu'ils conspiraient entre eux pour perpétuer l'anarchie. Il est un fait qu'il ne faut jamais perdre de vue quand on veut apprécier les circonstances qui ont amené un prince étranger sur le trône de Grèce et les mérites de son gouvernement, c'est que l'impuissance des Grecs à s'administrer eux-mêmes a été la cause déterminante de la fondation d'une monarchie hellénique.

Deux graves accusations ont été portées contre le comte Capo-d'Istria. On a dit que, par l'application de ses principes administratifs, il avait corrompu la nation, et qu'il aspirait secrètement à la royauté. La première de ces accusations nous a toujours trouvé parfaitement incrédule. Il est impossible de supposer qu'à l'issue des longues et pénibles luttes de l'indépendance, alors que la nécessité de défendre leur vie, leur bien, leur honneur, avait mis les armes aux mains de tous les Grecs, alors que les pratiques aventureuses de cette longue guerre de partisans leur avaient naturellement inspiré l'aversion des paisibles occupations de l'agriculture, l'ennui des habitudes régulières du foyer domestique, le goût du luxe audacieusement, mais facilement acquis; il est impossible, disons-nous, de supposer qu'au moment où, devenus impatiens de toute discipline et jaloux de toute supériorité, ils allaient laisser l'anarchie dégénérer en guerre civile, le président n'ait eu qu'à développer en eux, pour remplir sa tâche, le germe heureux des vertus civiles et politiques. Il ne s'agissait pas alors pour la Grèce d'améliorations et de perfectionnemens, il s'agissait presque d'une transformation sociale. Capo-d'Istria entreprit l'œuvre que lui confiait sa destinée avec un grand courage, et il la poursuivit avec une admirable persévérance. La Grèce était tout entière sous les armes, mais elle n'avait pas d'armée; elle était sans finances, sans administration, sans législation, sans agriculture, en un mot sans organisation d'aucune sorte. Tout y était intrigue, rivalité, confusion et misère. Capo-d'Istria procéda d'abord au rétablissement de l'ordre

avec une très intelligente fermeté. Il commença par donner des garanties sérieuses aux habitans des campagnes contre l'avidité des gens de guerre en instituant un corps complet de gendarmerie qui fut placé sous les ordres de l'autorité civile (1). Les populations fugitives furent réunies et rappelées à leurs berceaux, on releva plusieurs villages de leurs ruines, et les libertés communales furent remises en vigueur (2). Capo-d'Istria établit des primes pour l'agriculture et fonda une ferme-école à Tirynthe, sur le modèle de l'établissement français de Rouville. Il créa le trésor public et sut lui trouver immédiatement des ressources par la perception plus exacte de l'impôt foncier, par l'établissement d'un système complet de douanes et d'une banque nationale à laquelle il versa immédiatement une partie de sa fortune. Ses soins infatigables donnèrent successivement à la Grèce les bienfaits d'une administration réparatrice, d'une justice régulière, d'une législation empruntée en partie à nos codes français, et d'une instruction primaire organisée d'après les principes de l'enseignement mutuel. Il se croyait appelé à dompter la licence, et l'objet constant de ses préoccupations fut de donner aux besoins légitimes du peuple grec une suffisante satisfaction, tout en protégeant son œuvre naissante contre les dangers dont la menaçait l'ambition inassouvie des pallikares. Ce fut pour atteindre ce double but qu'il ajourna indéfiniment l'assemblée d'Argos après qu'elle lui eut conféré les pouvoirs nécessaires, et qu'il garda seulement près de lui un sénat dont les membres dévoués étaient en même temps son conseil et son appui. Les stériles tumultes d'une assemblée délibérante lui paraissaient aussi suspects que les écarts de la presse. Sa conviction était qu'il faut aux époques de transition un pouvoir prudent, mais concentré et fort. Il se peut que son ombrageuse sollicitude ait quelquefois manqué de mesure et d'habileté, et qu'il ait paru trop attentif à servir les intérêts du gouvernement russe, auquel il devait sa fortune. Toujours est-il qu'il s'était gagné les sympathies des populations agricoles, auxquelles appartient l'avenir de la régénération hellénique, et qu'il n'avait pas encore eu la main assez ferme, puisque l'acte de vengeance odieuse sous lequel il succomba avait été précédé des troubles du Magne, de l'insurrection d'Hydra et de l'héroïque folie de Miaoulis. Pour rester dans le vrai à l'égard du président Capo-d'Istria, il ne faut pas le

(1) Il fit plus tard de sérieuses tentatives d'organisation militaire en soumettant les troupes régulières de la Grèce à la législation qui régit l'armée française et en chargeant le général Gérard de discipliner les irréguliers.

(2) Sous la domination turque, les communes grecques jouissaient de franchises municipales assez étendues. Elles élisaient leur maire, qui répartissait lui-même l'impôt sous la surveillance du conseil de la province.

rendre responsable des imperfections sociales contre lesquelles il avait son œuvre à défendre et la Grèce elle-même à protéger. Ces imperfections, que les malheurs de la servitude et les épreuves de la lutte ont naturellement développées, chacun de nous les connaît. Elles sont vieilles comme l'impérissable génie du peuple grec, dont tant de siècles et d'aventures politiques n'ont pu altérer la vivace originalité. Les historiens, les orateurs, les poètes de la Grèce antique nous les ont signalées; nous les retrouvons sévèrement appréciées et fidèlement peintes dans quelques pages ironiques et vraies de l'auteur d'un livre bien connu sur la *Grèce contemporaine*. « Le peuple grec, dit M. About, aime passionnément la liberté, l'égalité et la patrie; mais il est indiscipliné, jaloux, égoïste, peu scrupuleux, ennemi du travail des mains. » Capo-d'Istria n'a pas corrompu l'inaltérable génie des Grecs. Sa destinée a voulu qu'il engageât la lutte contre les imperfections de ce génie à une époque où l'indiscipline était dans toutes les têtes et la licence dans tous les esprits. Il ne fut pas assez fort pour vaincre, et ses ennemis l'ont injustement accusé d'avoir lui-même déchaîné la tempête qui, après sa mort, a ruiné son gouvernement et son système.

A-t-il porté ses vues jusqu'à la royauté, comme ils lui en ont fait également un reproche? La vérité, sur ce point, nous a paru plus douteuse. Il est certain que les soucis du pouvoir allaient bien à son âme ambitieuse, et qu'il n'envisageait pas sans regret le moment où il allait abdiquer son autorité absolue. On sait que le prince Léopold de Cobourg, actuellement roi des Belges, avait d'abord accepté le trône de Grèce, et qu'il avait presque aussitôt décliné l'honneur de s'y asseoir à cause des conditions auxquelles on voulait assujettir sa jeune souveraineté. Capo-d'Istria avait entretenu avec lui une correspondance qu'on a publiée depuis et dans laquelle on a voulu voir un chef-d'œuvre de diplomatie. Il y peignait l'état des choses sous les couleurs les plus sombres, engageait le prince à se hâter afin de mettre fin à la pesante responsabilité qui l'accablait, et paraissait regarder comme parfaitement convenue la conversion immédiate de Léopold au culte grec. Les impressions que causèrent au prince de Cobourg les lettres du président ne furent pas sans doute étrangères à la décision qu'il prit. Il se peut que ces impressions aient été le résultat d'appréciations habilement calculées, et que le comte Capo-d'Istria ait voulu prolonger indéfiniment son mandat en exagérant à dessein, aux yeux de ses compétiteurs, les inconvéniens et les difficultés qui en faisaient le péril.

Quoi qu'il en soit, au moment où le protocole du 7 mai 1832 confiait au jeune fils du roi Louis de Bavière le poids de cette couronne qu'un des princes les plus judicieux de l'Europe avait dédaignée ou jugée trop lourde, son naissant pouvoir se trouvait en présence des

embarras les plus graves et des plus imminens dangers. Le roi Othon avait déjà reçu à Munich l'expression des vœux du peuple grec et l'hommage de sa fidélité. Quand il débarqua sur la plage de Nauplie, il y fut salué par les explosions de cette joie expansive et follement bruyante dont les peuples du midi sont si volontiers prodigues. Déjà pourtant il ne se faisait illusion ni sur les misères profondes que cachaient pour un jour ces habits et ces cris de fête, ni sur l'austérité des devoirs que lui imposait sa royale mission. « Hellènes, disait-il à ses sujets dans une proclamation que fit immédiatement publier la régence (1), vous vous êtes montrés, par votre courage, les dignes descendans de vos ancêtres; mais jusqu'ici vous n'avez pu recueillir le prix de vos glorieux efforts. Vos champs sont incultes, votre industrie à peine naissante, votre commerce entièrement paralysé. En vain les arts et les sciences attendaient le moment où, sous l'égide de la paix, ils croyaient retrouver leur ancienne patrie; le despotisme n'a été remplacé que par l'anarchie qui pèse sur vous comme un horrible fléau. Ce que l'amour de la patrie vous avait conquis par un noble élan, la discorde et le plus honteux égoïsme vous l'ont ravi. Mettre un terme à vos maux, à une guerre civile qui consume vainement vos facultés les plus brillantes, concentrer désormais vos efforts vers un seul but, celui de la prospérité, du bonheur et de la gloire de votre patrie, devenue désormais la mienne, telle est la tâche pénible, mais glorieuse, que je me suis imposée. Je lui sacrifie une existence douce et heureuse au sein du pays chéri de mes ancêtres, pénétré que je suis des sentimens qui animaient mon auguste père lorsque, le premier parmi les souverains, il vous tendait une main secourable aux jours de votre lutte héroïque... Puisse la divine Providence bénir nos efforts réunis et faire refleurir avec un nouvel éclat ce beau pays, dont le sol recouvre les cendres des plus grands hommes et des plus grands citoyens, dont les souvenirs rappellent les plus belles époques de l'histoire, et dont les habitans ont récemment prouvé aux contemporains que l'héroïsme et les sentimens élevés de leurs immortels aïeux ne sont point éteints dans leurs cœurs! »

Ce mélange de paternelle sévérité, de noble et touchante franchise, ne peut être considéré sans doute comme un témoignage de grande habileté politique. Il eût été sage de parler avec beaucoup d'indulgence et de mesure à une nation d'autant plus irritable que ses plaies étaient plus saignantes, et qu'elle croyait assurément faire grand honneur à la maison de Bavière en se donnant à elle. C'eût été faire preuve de prudence et de tact que de ménager tant de susceptibilités rivales, tant de consciences troublées, tant d'intentions

(1) A cette époque, le roi Othon était mineur.

encore craintives et hésitantes. La proclamation royale n'en est pas moins, ce nous semble, un signe irrécusable de la parfaite sincérité du nouveau gouvernement que la protection des puissances donnait à la Grèce. Le jeune Othon-Frédéric ne dissimulait pas à son peuple que ses malheurs et ses souffrances, ses fautes et ses vices lui étaient bien connus; il n'hésitait pas à les déplorer ou à les flétrir; il le conviait hardiment à se mettre à l'œuvre et à partager avec lui les épreuves de la régénération.

Le protocole du 7 mai 1832 est la vraie charte d'alliance, le vrai pacte d'union de la Grèce indépendante et de l'Europe civilisée. Les Grecs, les puissances protectrices, le gouvernement du roi Othon, y peuvent lire leurs mutuelles obligations, auxquelles il n'a encore été dérogé par aucun engagement diplomatique. Les premiers articles proclament l'indépendance hellénique et la souveraineté royale du prince Frédéric-Othon de Bavière. Les articles 8, 11 et supplémentaire stipulent que, si le roi vient à mourir sans descendance directe, le trône passera à ses frères et à leurs enfans sans pouvoir être réuni à une autre couronne, et qu'à défaut de mâles, les femmes de la famille royale de Bavière seront aptes à occuper le trône. Les articles 9 et 10 portent que la majorité du prince est fixée à l'âge de vingt ans, et que, pendant sa minorité, la régence sera confiée à des conseillers choisis par le roi de Bavière. Il est convenu par les articles 12, 13 et 14 que les trois puissances faciliteront à la Grèce et garantiront, chacune pour un tiers, un emprunt de 60 millions, que les recettes effectives du royaume devront être consacrées avant tout au paiement des intérêts et à l'amortissement, sous la surveillance des représentans des trois cours, et que la compensation de 12 millions, qui est due à la Porte, sera prélevée sur le produit de l'emprunt (1). Les articles 14 et 15 décident qu'un corps de trois mille cinq cents hommes, armé, soldé et équipé par la Grèce, sera levé en Bavière pour remplacer les troupes françaises, et que des officiers bavarois seront autorisés par le roi de Bavière à organiser une force militaire en Grèce. La question de la succession au trône et celle de l'emprunt garanti par les trois puissances sont encore à l'heure qu'il est les plus grosses questions de la Grèce.

Ainsi une nation profondément divisée en coteries avides et rivales, la violence des habitudes et l'irritation des esprits poussées à ce point que l'anarchie était devenue un état normal, presque une nécessité, et qu'il n'eût pas été possible de trouver dans le pays même les élémens d'un gouvernement régulier, — une couronne acceptée d'abord avec reconnaissance, rejetée ensuite parce que la ré-

(1) Le chiffre de cette compensation avait été fixé par le traité du 20 juillet 1832, qui stipula que les frontières de la Grèce s'étendraient du golfe d'Arta au golfe de Volo.

flexion et l'examen l'avaient fait trouver trop pesante, — les finances dans un tel désarroi que l'acte diplomatique auquel était due la nouvelle royauté stipulait un emprunt en même temps que l'établissement du trône, les troupes nationales si effrayantes par leur indiscipline que le pays tout entier sous les armes était cependant incapable de produire une armée, et que l'arrêt des puissances protectrices le condamnait à payer lui-même un corps de soldats étrangers, en un mot l'impuissance, la colère et l'humiliation, tel était, malgré les nobles sacrifices des guerres de l'indépendance et l'incontestable habileté de Capo-d'Istria, le désastreux bilan des administrations qui avaient précédé le gouvernement royal en Grèce.

A tant de périls intérieurs contre lesquels le nouveau pouvoir allait entrer courageusement en lutte, il faut ajouter les graves embarras que devaient naturellement lui créer les exigences de ses bienfaiteurs et les devoirs de la gratitude. Ce ne fut pas dans des vues absolument désintéressées et par pure chevalerie que les puissances européennes accordèrent à la cause hellénique le concours de leurs sympathies. En lui prêtant l'appui de ses orateurs, de sa presse, de sa diplomatie ou de ses soldats, chacune d'elles obéissait bien plus aux traditions de sa politique nationale qu'aux entraînemens de l'époque, et à l'heure qu'il est, malgré la sincérité des intentions, malgré la loyauté des explications mutuellement données, on n'est pas bien sûr que les gouvernemens aient le pouvoir de consacrer uniquement en Grèce leurs communs efforts à l'œuvre si noblement utile de sa régénération. La France, l'Angleterre et la Russie ont concouru toutes trois à l'indépendance de la Grèce, elles y ont travaillé isolément ou de concert, mais non par des procédés semblables ni dans des vues identiques. La France a voulu que la Grèce fût libre, et elle l'a secourue de ses soldats et de son argent parce qu'elle protége de temps immémorial en Orient la civilisation chrétienne contre les empiétemens du mahométisme, parce que l'ambition de la Russie lui faisait peur et qu'elle ne voulait pas que la Grèce devînt une province russe, ou tout au moins une principauté turque sous la protection de la Russie, parce qu'elle sait consentir sans hésiter à tous les sacrifices que lui demandent ses généreuses aspirations.

L'Angleterre redoutait comme la France l'agrandissement de la Russie, mais elle craignait en même temps le développement de l'influence française en Orient, et la concurrence que la marine grecque pouvait faire un jour à celle des Iles-Ioniennes. Elle eût tout risqué pour empêcher que la Grèce ne devînt russe, mais elle n'eût point voulu affaiblir la Turquie, dont l'intégrité, toute compromise qu'elle soit, est une garantie pour ses ombrageuses méfiances. De là ce mauvais vouloir auquel l'Autriche s'était asso-

ciée et qui représenta au congrès de Vérone l'insurrection grecque comme l'œuvre démocratique des carbonari; de là ses complaisances coupables pour Ali-Pacha, la cession qu'elle fit à prix d'argent au grand-seigneur du territoire de Parga et les horribles représailles qu'elle laissa le féroce despote de Janina y accomplir; de là cette neutralité punique qui fut scandaleusement bienveillante pour la Porte, qui ravitailla ses forteresses et ses flottes, qui lui fournit des pilotes, qui recueillit ses vaisseaux dans les ports ioniens, qu'elle ferma constamment aux héroïques matelots de la Grèce; de là en un mot cette déplorable politique dont l'honnête Pouqueville fut l'historien indigné et sir Th. Maitland le représentant inflexible. Le gouvernement de George IV désirait sincèrement sans doute alléger les souffrances de la Grèce, et nous aimons à croire qu'il encouragea de sa tacite approbation ces Anglais illustres qui consacrèrent à la défense de la cause hellénique leur fortune et leur génie; mais il eût fait en sorte que les Grecs, secourus et soulagés, restassent soumis à la Turquie, s'il n'eût craint que le tsar ne les couvrît de ce protectorat menaçant qu'il accordait aux principautés danubiennes.

Le complet affranchissement de la Grèce ne pouvait entrer non plus dans les vues secrètes du cabinet de Saint-Pétersbourg. Il n'y acquiesça pour ainsi dire qu'en désespoir de cause et lorsqu'il lui fut bien démontré que ni la France ni l'Angleterre ne voudraient consentir à ce protectorat religieux qu'il avait rêvé après avoir été contraint de renoncer à la possession. C'était bien la conquête que se proposait l'ambition de la Russie, lorsque la grande Catherine exaltait les espérances des Grecs opprimés et invoquait la fraternité d'une foi commune, lorsqu'elle lançait sur les côtes du Péloponèse ces deux expéditions du faux Pierre III et du comte Alexis Orlof, qui aboutirent à l'incendie de la flotte ottomane dans le golfe de Tchesmé, à la dévastation de la Messénie et au massacre des bandes albanaises; lorsque l'empereur Alexandre accueillait favorablement les Grecs exilés, lorsqu'il leur donnait des grades militaires et des emplois administratifs, lorsqu'il encourageait secrètement les patriotiques imprudences de l'hétairie, afin d'enfermer Constantinople entre la mer et trois révoltes, celle de la Morée, celle de l'Épire et celle des principautés danubiennes; lorsqu'enfin on affectait de donner de jeunes Hellènes pour compagnons d'étude au grand-duc Constantin, et que, pour célébrer sa naissance, on faisait frapper des médailles où de transparentes allégories présageaient ses grandes destinées (1). Plus

(1) Les unes représentaient les trois vertus cardinales tenant un jeune enfant dans leurs bras, et l'étoile du Nord guidant un vaisseau vers Sainte-Sophie surmontée d'une croix grecque. A l'exergue on lisait ces mots : « Avec elles (μετ'αυτῶν); » sur les autres, on voyait une ville turque renversée d'un coup de foudre qui partait d'une croix à demi cachée dans les nuages.

tard, le traité d'Andrinople, qu'un général victorieux signa en frémissant au seuil même du sérail, stipula seulement la vassalité de la Grèce sous la protection du tsar. Puis il fallut encore faire un pas en arrière devant l'intervention des puissances occidentales, et on reconnut avec elles l'indépendance hellénique dans l'espoir qu'on pourrait un jour tout attendre du concours intéressé et reconnaissant de ses coreligionnaires affranchis.

Autour de ces trois influences, dont la rivalité plus ou moins chevaleresque a délivré la Grèce du joug ottoman, sont venus se grouper trois partis nationaux, le parti français, l'anglais et le russe. Les hommes qui se sont ainsi enrôlés sous la bannière des puissances ne partagent pas assurément leurs méfiances mutuelles et n'ont pas entendu s'associer pleinement à leurs vues particulières. En général, ils ont voulu s'assurer des protecteurs qui appuyassent leurs prétentions ambitieuses, et ils ont eu le soin de mesurer leur dévouement à la faveur dont ils jouissaient auprès des légations étrangères. Il s'est trouvé cependant parmi eux de vrais patriotes, dont les convictions, sincèrement sympathiques au gouvernement qui les patronnait, ont servi en même temps leur patrie avec intelligence et avec zèle. Coletti, Mavrocordatos, Canaris, Michel Soutzo, Metaxa, Zographos, d'autres encore, ont fait preuve des talens politiques qui distinguent les véritables hommes d'état, ou au moins des vertus qui font les bons citoyens, et ce serait les traiter avec une injuste rigueur que de les confondre parmi les intrigans qui ont déserté leur drapeau dès qu'il ne les a plus conduits sûrement aux emplois et aux honneurs. Les partis anglais et français n'ont jamais eu ni l'importance ni la popularité du parti russe, qui s'est fait l'apôtre de la *grande idée*, et qui a pris pour auxiliaire la communauté des intérêts et des croyances. La Grèce, éclairée et intelligente, commence à moins aimer la Russie depuis qu'elle a vu clair dans sa politique; mais il est une tradition populaire à laquelle les simples habitans des campagnes sont restés fidèles : c'est que le nord est habité par une nation à la blonde chevelure qui porte le nom de *Ros*, et que cette nation, orthodoxe comme la race hellénique, détruira un jour l'empire ottoman.

Le gouvernement du roi Othon n'avait donc pas seulement à combattre les graves désordres et les effrayans symptômes dont la société grecque était atteinte; il fallait encore qu'il s'ingéniât, tout en ménageant sa propre dignité, à plaire aux trois puissances, dont chacune avait à suivre, en protégeant la Grèce affranchie, sa politique particulière, et qu'il satisfît à tour de rôle, dans une certaine mesure, les exigences des personnages influens qui s'étaient placés, par conviction ou par convoitise, sous leur puissant patronage, c'est-à-dire qu'au début même de sa laborieuse mission il se trouvait en

présence de dangers sans nombre et de difficultés presque inextricables.

II.

Ce serait s'écarter du plan que nous nous sommes tracé que de suivre pas à pas, dans l'accomplissement de leur périlleuse entreprise, la régence et la royauté. Nous ne voulons raconter ici ni les divisions fâcheuses, les tâtonnemens, les maladroites préférences de ces fonctionnaires allemands qui marchaient pour ainsi dire à l'aveugle sur un terrain administratif si nouveau pour eux, ni les espérances trompées, les indignations naïves, les réclamations séditieuses des pallikares évincés par les Bavarois (1), ni la fermentation tristement féconde qu'entretenaient sans relâche dans le pays les constantes intrigues des napistes, les prétentions rivales des partis, les agitations religieuses et les insurrections locales qui en étaient la suite (2), ni enfin cette aventure politique à laquelle s'associèrent les légations en méfiance de la Bavière, qui donna à la Grèce une représentation nationale que ne comportaient pas encore ses mœurs, et une constitution incompatible avec ses traditions administratives. Nous n'exposerons pas non plus les tentatives vraiment nationales de Zographos et de Coletti, les infatigables et stériles efforts que firent les conseillers de la couronne pour remédier à la pénurie du trésor, pour supprimer le brigandage, pour maintenir la balance égale entre les partis et donner satisfaction à tous les systèmes, — l'action exercée secrètement par le gouvernement hellénique à Candie et aux Iles-Ioniennes, la bienveillance partiale de l'Angleterre envers la Turquie, la violence des récriminations mutuelles qui aboutirent à cette grosse affaire du Juif Pacifico, dans laquelle l'énergique habileté de M. Thouvenel et l'intervention française ont sauvé la Grèce, — la diversion militaire et diplomatique opérée par la Russie en 1856, diversion qui provoqua les rêves ambitieux de la cour et l'inflexible répression des puissances alliées; enfin tous ces excès et toutes ces calomnies de la presse, tous ces espoirs déçus, tous ces désirs inassouvis, toutes ces rivalités mécontentes d'où est issue l'insurrection de Nauplie, récemment domptée. Nous avons hâte d'arriver au point capital de cette étude et de mettre en regard des obstacles et des efforts les résultats obtenus.

(1) On fut obligé d'envoyer une expédition de troupes bavaroises pour maintenir la paix parmi les klephtes et les Maïnotes.

(2) Complot des philorthodoxes, dirigé par Augustin Capo-d'Istria, et qui avait pour but de placer la Grèce sous l'influence directe de la Russie; — insurrections d'Hydra, du Magne, de l'Eubée; — révoltes des troupes en Acarnanie et à Athènes; — conspiration du général Makryanni; — agitation religieuse propagée dans le Magne par les prédications fanatiques du moine Papoulaki.

La situation administrative et financière de la Grèce a été récemment soumise par les puissances protectrices à une enquête très impartiale et très lumineuse Le protocole du 7 mai 1832, dont nous avons indiqué les principales dispositions, stipulait, sous la garantie des puissances protectrices, un emprunt de 60 millions de francs en faveur du gouvernement hellénique, et lui imposait en même temps l'obligation de consacrer avant tout ses recettes effectives au paiement des intérêts, ainsi que du fonds d'amortissement. Cette obligation n'avait été qu'imparfaitement remplie pendant un temps très court et sous la pression de la nécessité. La Grèce s'en était complétement affranchie envers la France depuis 1838, et depuis 1843 envers les autres puissances. Elle fit bien figurer pendant quelque temps parmi les prévisions de son budget, sous le titre de restitutions à faire aux puissances, une somme qui montait environ au tiers des annuités dont elles étaient créancières (1); mais on savait que cette somme n'y était inscrite que pour mémoire et comme en témoignage d'une bonne volonté impuissante à mieux faire. Cependant il était d'usage qu'à l'ouverture de toutes les sessions législatives le ministère vînt à la tribune rassurer les élus de la nation et flatter l'opinion du pays en présentant une séduisante apologie de son système, accompagnée naturellement du compte-rendu des résultats excellens qu'il avait produits. Bientôt ce compte-rendu devenait un manifeste imprimé dans les journaux dévoués à la cour, distribué soigneusement aux légations et aux consulats, adressé en toute hâte aux organes les plus accrédités de la presse étrangère, destiné en un mot sinon à égarer les appréciations de l'Europe, au moins à caresser ses sympathies. — Il était naturel de se demander si l'administration hellénique était d'une bonne foi bien scrupuleuse lorsqu'elle prenait à tâche, en face de cette prospérité croissante, d'éluder les engagemens que lui avait créés l'emprunt. Le droit d'investigation et d'enquête résultait strictement, pour chacune des puissances, de ces engagemens et de cette apparente anomalie. Les événemens de 1856 offrirent à la France et à l'Angleterre l'occasion de l'exercer. On sait qu'elles avaient envoyé des troupes pour maintenir le gouvernement grec dans le respect des devoirs de la neutralité. L'occupation était devenue pour lui une humiliante contrainte et une gêne excessive, et d'un autre côté elle n'avait plus d'utilité réelle depuis la conclusion de la paix : on eût donc voulu de part et d'autre y mettre fin. On cherchait une transaction qui ménageât la dignité des partis et qui sauvegardât les intérêts des puissances occidentales en leur offrant désormais des garanties sérieuses.

(1) Une somme de 1,278,491 drachmes a été comprise sous ce titre dans les prévisions des budgets depuis 1848 jusqu'en 1852. (Le drachme vaut environ 90 centimes.)

Si nous sommes bien informé, le ministère hellénique fit des ouvertures. La France et l'Angleterre s'opposaient à la vente des biens nationaux de la Grèce, que le gouvernement du roi Othon voulait aliéner en partie afin de les rendre plus productifs, mais qu'elles considéraient, non sans raison, comme le gage le plus solide du remboursement de l'emprunt. Il promit, pour les désintéresser, de consacrer *effectivement* à l'acquittement de ses obligations financières une somme annuelle qui serait progressivement portée de 300,000 dr. à 1 million et payée sans interruption jusqu'à l'entière extinction du capital de la dette. Seulement il exprima le discret espoir que les trois puissances voudraient bien compléter leur œuvre bienfaitrice en consacrant cette somme annuelle à des travaux d'utilité publique dont le besoin se fait depuis longtemps sentir en Grèce, et qu'elle accepterait avec reconnaissance de leur générosité. — Ces offres, déclinées en partie, devinrent le point de départ de la transaction qui était dans les nécessités du moment. Les cabinets de Londres et de Paris crurent la trouver dans l'établissement d'une commission qui serait chargée de s'enquérir, par un examen attentif des ressources de la Grèce, de fixer la mesure dans laquelle il lui serait possible de remplir ses obligations financières, et quand cette première tâche, essentiellement temporaire, serait terminée, de surveiller longtemps encore l'emploi auquel seraient appliquées ces ressources dans l'intérêt bien entendu de la Grèce elle-même. Il fut convenu que cette double mission serait remise non pas à des agens spéciaux, mais aux légations, qui, connaissant de longue date les hommes du pays, y apporteraient sans doute plus de tact et moins de rigueur. On demanda la coopération du cabinet de Saint-Pétersbourg, dont la bienveillance pour le gouvernement du roi Othon ne pouvait être suspectée, et il fut arrêté que les trois puissances feraient abnégation, sur ce terrain commun, des tendances particulières de leur politique en Orient pour consacrer leurs efforts sincèrement unis à la régénération de la Grèce.

La commission temporaire ouvrit ses séances à Athènes le 18 février 1857 à l'hôtel de la légation britannique et y siégea pour la dernière fois le 24 mai 1859, après avoir eu soixante réunions. Elle se composait des représentans de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Les deux premiers avaient chacun pour auxiliaire un agent des finances de son gouvernement. Le ministre d'Angleterre présidait, et le premier secrétaire de la légation de France rédigeait les procès-verbaux. Il fut résolu, dans la première séance, que l'on procéderait successivement à l'étude des ressources de la Grèce et du mode de perception de ses revenus, à l'inspection des dépenses de l'état, enfin à l'examen des réformes qu'il lui serait avantageux d'accomplir.

Le gouvernement hellénique n'était pas sans inquiétude sur le résultat de cette enquête, qui allait s'ouvrir dans un moment d'irritabilité mutuelle, et que devait diriger un homme dont les précédens ne témoignaient pas précisément la bienveillance. On connaissait déjà de vieille date le caractère parfaitement honorable de sir Th. Wyse, on savait que le défenseur des droits de Pacifico voulait être avant tout consciencieux et juste; mais on craignait que la rigueur de ses principes constitutionnels et la fougue de son caractère, comme aussi ses préventions contre la cour, où il n'était pas aimé, ne l'entraînassent vers des conclusions inflexibles. On comptait bien sur la modération courtoise et conciliante du ministre de France et sur les favorables dispositions de son collègue de Russie; mais on éprouvait une sorte de frayeur instinctive en songeant à la gravité des révélations qu'il faudrait faire et des remontrances qu'il faudrait accepter. « Le vrai sage, a dit un moraliste ancien, couvre de la main gauche les plaies de son cœur, et lutte avec la droite contre les difficultés de la vie. » Ce fut assurément une grande épreuve pour le gouvernement du roi Othon que cette investigation minutieuse à laquelle il était soumis par ses bienfaiteurs offensés, et nous devons lui rendre cette justice, que, s'il a su la subir avec dignité et courage, il n'a rien épargné non plus pour cacher la profondeur des plaies saignantes de son administration. L'inébranlable volonté de M. Wyse, la persévérance éc airée de MM. de Montherot et Ozerof (1), avant tout le zèle infatigable et la fine pénétration du marquis de Plœuc (2), qui assistait notre égation, triomphèrent en partie de ces répugnancees si facilement explicables. — Sans sortir de ses attributions financières, la commission a dû, pour les exercer pleinement, faire porter son examen sur la plupart des branches de l'administration hellénique, le ministère des finances, en Grèce comme ailleurs, ayant pied dans tous les autres départemens. Elle n'a pas obtenu sans doute tous les documens qu'elle a demandés, et qui eussent éclairé ses conclusions en facilitant son contrôle; on peut même supposer, sans trop calomnier le ministère grec, que bon nombre des plus compromettans ont dû être dissimulés avec soin.

(1) M. Ozerof remplit maintenant les fonctions de ministre de Russie à Berne; M. Wyse est mort dernièrement à Athènes. M. de Montherot, lui aussi, n'est plus. Il a succombé à Carlsruhe, où il représentait la France, aux atteintes d'une maladie cruelle qui l'a emporté à la fleur de son âge. Nous avons eu l'honneur de servir sous les ordres de cet homme excellent et distingué, et nous saisissons avec empressement l'occasion de rendre un sincère hommage aux nobles et éminentes qualités qui faisaient de lui un de nos meilleurs diplomates, en même temps qu'elles m'ont rendu son amitié si précieuse et sa mémoire si chère.

(2) On sait que M. le marquis de Plœuc, inspecteur-général des finances, a été chargé depuis par le gouvernement français de remplir auprès de la Porte-Ottomane une mission financière importante.

Il n'en est pas moins vrai que les travaux de la commission financière, tels qu'ils ont été communiqués aux ministres de sa majesté hellenique et aux chambres anglaises dans les *parliamentary papers*, sont très curieux et très concluans, qu'ils font pénétrer dans les plus secrets arcanes de l'administration du pays, et qu'ils mettent en relief ses imperfections et ses misères.

L'examen que se proposait la commission eût été beaucoup plus difficile et surtout plus délicat, si les mutuelles obligations du souverain et des sujets n'étaient pas très nettement définies en Grèce par une charte constitutionnelle et les lois organiques qui en sont les corollaires. Rien de plus sagement libéral que la charte octroyée par le roi Othon en 1844. La Grèce l'a copiée sur les grands modèles. Elle consacre l'égalité des citoyens et celle des impôts, l'inviolabilité du roi et la responsabilité des ministres, la liberté de la presse et de la tribune, l'inamovibilité des juges. Elle interdit le cumul des fonctions salariées et l'expropriation, si ce n'est pour cause d'utilité publique; elle veut que la puissance législative soit exercée collectivement par le roi, les députés et le sénat, que les traités et conventions signés par le roi ne soient pas exécutables sans le consentement des deux chambres, que leur intervention soit nécessaire pour la suspension des lois, que les impôts soient consentis par les députés et les sénateurs avant d'être sanctionnés par le roi, que le corps législatif vote chaque année le budget de l'année suivante, et approuve par une loi les comptes du précédent exercice. Elle supprime le conseil d'état, attribue l'initiative des lois à la royauté et aux chambres, et confie le contentieux administratif aux tribunaux ordinaires, ce qui est une précieuse garantie pour les administrés. Elle impose au gouvernement l'obligation de résoudre sans retard les graves questions qui préoccupaient alors les esprits les plus soucieux du bien public, de pourvoir par de bonnes lois à l'entretien du clergé, à la liquidation et à l'amortissement des emprunts nationaux, à l'amélioration du système des impôts, à l'éducation des fonctionnaires administratifs, à l'achèvement des codes (1), à l'encouragement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, enfin de régler par des dispositions pratiques la destination et le partage des terres nationales.

Quels progrès le gouvernement du roi Othon a-t-il réalisés depuis dix-huit ans? Avait-il consciencieusement accepté, a-t-il consciencieusement rempli la mission que lui ont imposée les circon-

(1) La législation civile de la Grèce était réglée par le manuel d'Harménopule, jurisconsulte du bas-empire, qui vivait au XIVe siècle, et qui dans ses ouvrages a résumé *les Basiliques*. Elle reposait donc tout entière sur les principes du droit romain. On l'a déjà remplacée en partie par plusieurs de nos lois françaises, et on s'occupe activement d'en achever la transformation.

stances? Ses efforts ont-ils été sincères? Quels fruits la Grèce en a-t-elle retirés? Le programme que la constitution a tracé au souverain soumis était-il en rapport avec les mœurs publiques, les habitudes sociales, les coutumes administratives du peuple triomphant? Ce programme n'était-il pas lui-même un anachronisme dans l'histoire de la Grèce moderne? Telles sont les questions que les représentans des puissances se proposèrent d'examiner et de résoudre.

La commission constata d'abord, au premier chef, l'impuissance et l'incurie de l'administration financière. Depuis l'arrivée du roi Othon jusqu'à la veille de la révolution de 1844, l'ensemble des droits acquis au trésor (recettes intérieures) s'était élevé à la somme de 159,103,424 drachmes 23 *leptas*, et les recouvremens à celle de 138,412,648 drachmes 94 leptas (1), ce qui constituait un arriéré de 20,690,775 drachmes 29 leptas. D'un autre côté, pendant la même période, les dépenses intérieures étaient montées à 152,627,336 dr. 33 leptas, en sorte que l'ensemble du déficit eût été réellement de 14,214,687 drachmes 39 leptas, si le gouvernement ne l'eût comblé à l'aide des ressources extérieures que lui procuraient les emprunts. La Grèce ne payait pas ses créanciers, et nulle amélioration sérieuse n'était venue compenser les sacrifices qu'ils faisaient pour elle. A la suite des mémorables événemens de 1844, cette situation aurait dû recevoir des améliorations sensibles, puisqu'elle avait été, disait-on, une des causes principales de la révolution qui allait régénérer le pays. La responsabilité ministérielle, le vote préalable des impôts, la présentation des budgets, l'examen et l'approbation des comptes, en un mot le contrôle législatif des chambres devait nécessairement perfectionner la gestion des ressources de l'état. Cependant il fut prouvé que ce salutaire contrôle, le plus sacré des priviléges de nos assemblées constitutionnelles, n'avait pour ainsi dire jamais été subi, et que l'indifférence générale n'en avait point réclamé l'usage. Sur une douzaine de budgets, deux ou trois seulement avaient été mis sous les yeux du corps législatif avant l'ouverture de l'exercice, et plusieurs n'avaient été promulgués que dans les derniers jours de l'année qui leur donnait son nom. La plupart des comptes d'exercice n'avaient jamais été produits devant les chambres ni demandés par elles, et il est permis de supposer qu'ils n'eussent jamais été présentés par l'administration, si la commission financière ne les eût sollicités avec instance. Aucun ministre ordonnateur n'avait exposé publiquement son administration financière, et par conséquent aucune loi des comptes n'avait pu être rendue. La loi de 1852, qui devait préciser davantage les obligations de la res-

(1) Le budget annuel des recettes intérieures montait en moyenne à un peu plus de 13 millions de drachmes.

ponsabilité ministérielle en appliquant à la Grèce les principales dispositions de la comptabilité française, n'avait nullement modifié ce triste système. Quinze ministres des finances s'étaient succédé depuis 1844, et s'y étaient montrés plus ou moins fidèles. En 1856, l'arriéré sur les recettes intérieures s'élevait à plus de 43 millions de drachmes, et l'ensemble du déficit eût été de près de 8 millions, si la Grèce n'eût fait usage de toutes les ressources que lui ont fournies ses emprunts.

Le recouvrement et l'emploi des deniers publics, qui ne subissaient pas la surveillance législative, n'étaient pas non plus soumis au contrôle judiciaire. La Grèce possède un grand nombre de bonnes lois et d'institutions excellentes; mais tous ces rouages, en apparence si compliqués, qui simplifient cependant, par une sorte d'harmonie générale, le gouvernement des grands pays, sont encore beaucoup trop puissans et trop nombreux pour une administration qui commence à peine ses études. Établie par une ordonnance du 27 décembre 1833, organisée et dirigée pendant longtemps par un financier français d'un vrai mérite, M. de Rigny, la cour des comptes de Grèce est investie d'une triple mission. Elle examine chaque année la gestion des agens du ministère des finances, et prononce, après cet examen, des arrêts de conformité entre leurs comptes et les comptes généraux des ministres; elle vérifie périodiquement les caisses des comptables; enfin elle sauvegarde par une surveillance active l'intégrité du domaine national, qui constitue la plus grande richesse de l'état. La cour des comptes est présidée, depuis la retraite de M. de Rigny, par un homme dont le zèle est ardent et la probité incontestable (1). On va voir toutefois comment elle a rempli les trois attributions dont elle est revêtue. Pour qu'elle ne s'en écartât point, il eût fallu nécessairement que le concours régulier et sincère du ministère des finances, qui est son allié naturel, lui fût assuré, et qu'elle pût disposer d'un personnel suffisamment nombreux et capable. Si aucun des ministres ne fournit un état détaillé de ses dépenses, si les comptes individuels des agens sont seuls produits et que le ministère des finances néglige ou évite systématiquement de présenter les comptes généraux avec lesquels ils doivent être comparés; si les documens que fournit ce ministère, et qui doivent éclaircir le contrôle de la cour, sont toujours incomplets et souvent inexacts; s'il affecte de faire peu de cas de son importance et de ses décisions; si les membres de la cour sont en trop petit nombre pour qu'il leur soit possible de surveiller sur les lieux mêmes les caisses des comptables, ou s'ils n'ont pas encore assez d'expé-

(1) M. Silivergo.

rience pour prêter un concours suffisamment actif et éclairé à leur président; si les comptables que la cour trouve en défaut ne sont pas punis, parce que le ministre des finances les protége, ou si l'on n'a nulle prise sur eux parce qu'ils n'ont pas fourni le cautionnement que la loi exige; si d'un autre côté le gouvernement grec n'a pas encore fait dresser l'inventaire des biens qui composent le domaine national, — le contrôle de cette magistrature suprême, instituée pour maintenir l'ordre dans les finances de l'état, deviendra presque insignifiant, son influence sera nulle, son action sans efficacité et sans crédit, et aucun des documens financiers que produira l'administration hellénique ne pourra être considéré comme étant revêtu d'une authenticité suffisante.

Tels sont pourtant les affligeans symptômes qui ont frappé les yeux de la commission. Elle a pu se convaincre que la théorie était toujours excellente, mais que presque partout la pratique était mauvaise. Elle a vu que les nombreux agens comptables à qui est confiée, dans les villes et les campagnes, la gestion de la fortune publique, par qui les impôts sont constatés, répartis et perçus, qui administrent les revenus des communes ou gardent les principales sources d'où l'état tire ses revenus, les éphores, les caissiers, les percepteurs, les magasiniers des dîmes, les agens des douanes, des salines, des mines, des forêts, ne sont point assujettis en général à la surveillance prescrite par les règlemens, qu'on ne vérifie point leurs comptes et qu'on n'inspecte pas régulièrement leurs caisses, qu'ils ne fournissent presque jamais le cautionnement légal, qu'enfin ils sont presque partout livrés à eux-mêmes, abandonnés à leurs propres instincts, aux bonnes ou aux mauvaises inspirations de leur nature. Un tel état de choses, au sortir des discordes civiles, quand la paix des consciences n'est pas encore faite, quand le désordre des passions et la licence des esprits ont régné longtemps sans contrôle, un tel état de choses, disons-nous, ne constitue pas un médiocre péril pour un gouvernement pauvre, dont les besoins surpassent infiniment les ressources, qui aligne péniblement ses budgets, et qui est créancier de 43 millions envers une foule de débiteurs inconnus!

Les ordonnances de 1833, 1836 et 1845, en complétant les dispositions que le président Capo-d'Istria avait déjà prises, ont organisé l'administration départementale de la Grèce, et l'ont dotée d'un système libéral qui consacre de précieuses garanties en faveur des sujets du roi Othon. Au sommet de cette administration, elles ont placé le *nomarque* (préfet), qui, assisté, surveillé au besoin par un conseil électif, exerce particulièrement son contrôle sur la gestion financière des *éparques* (sous-préfets) et des *démarques* (maires). Le nomarque établit chaque année, avec le concours de son conseil,

le budget du département. Tout ce qui intéresse la police, la sécurité publique, l'état civil, est de son ressort. Il doit se mettre en rapport direct avec tous les fonctionnaires qui administrent sous ses ordres, et la loi lui prescrit deux tournées d'inspection par an. L'éparque est assujetti, dans l'étendue de sa juridiction, aux mêmes devoirs que le nomarque; mais sa surveillance, étant plus limitée, doit être aussi plus active. Elle s'étend aux moindres détails de l'administration communale, à la comptabilité des percepteurs et des maires, à l'inspection de leurs caisses, à la vérification de tous leurs registres, et elle est elle-même aidée par un conseil électif dont le concours est en même temps un contrôle. Le maire (*démarque*) et son conseil occupent le dernier échelon de la hiérarchie. Au temps même de la domination ottomane, les Grecs jouissaient de certaines franchises municipales dont l'exercice était confié à un magistrat du pays, le *démogéronte*, qui administrait sous la surveillance d'un haut fonctionnaire national, le *codja-bachi*. Le démogéronte était élu par la commune: il fixait annuellement la totalité des charges foncières, et soumettait ensuite ses estimations au grand conseil de la province (1); quand ses propositions avaient été admises, il répartissait l'impôt, sous sa responsabilité, entre les familles de son village. Aujourd'hui l'intervention active et constante d'un conseil communal élu protége les contribuables contre les dangers de la partialité et de l'arbitraire. Ce conseil choisit son percepteur, examine et approuve tous ses comptes, et distribue lui-même entre les habitans l'impôt que l'éparque et le conseil d'éparchie ont réparti entre les diverses communes, après que le nomarque, également assisté de son conseil, en a fait le partage entre les éparchies du département. A tous les degrés de la hiérarchie administrative et sociale, que la constitution a définitivement organisée, — l'état, la nomarchie, l'éparchie, la dîme, — la théorie légale veut que la bonne et honnête gestion de la fortune publique soit assurée par l'examen, le consentement, l'approbation, en un mot par le concours intéressé des assemblées électives. Toutefois la pratique administrative n'entend point se soumettre à ces tutélaires garanties. Les conseils de nomarchie n'ont jamais été convoqués; ceux d'éparchie fonctionnent très irrégulièrement, plusieurs années se passent sans qu'on les convoque, et cependant les graves abus qu'ils ont pour mission de prévenir peuvent se renouveler annuellement; les préfets et les sous-préfets, débarrassés ainsi de toute surveillance régulière, s'abstiennent souvent des tournées d'inspection qui leur sont prescrites, se dispen-

(1) Le grand conseil se composait du gouverneur, du *cadi* (juge), de l'*ayan* (primat turc) et du *codja-bachi* (primat grec).

sent d'instruire leur supérieur ou lui présentent des rapports plus ou moins exacts; les maires sont aussi de petits despotes gouvernant à leur guise; les percepteurs ne tiennent pas leurs registres, et le désordre en est venu à ce point que le ministère de l'intérieur, qui concentre tous les détails de l'administration financière des communes, ne connaît ni la valeur des biens qu'elles possèdent, ni le montant des revenus qui leur sont assurés.

On conçoit sans peine les abus de toute sorte qui doivent naître de ce désordre dans un pays où une partie de l'impôt foncier est encore perçue en nature, et où par conséquent les portes sont toutes grandes ouvertes à des fraudes sans nombre. Le gouvernement hellénique, malgré de louables efforts, n'a pas encore réussi à s'en affranchir, et les contribuables, qui doivent payer annuellement environ 6 millions de drachmes (1), étaient débiteurs envers l'état, en 1856, d'un arriéré qui ne montait pas à moins de 17 millions. D'après la loi de 1855, qui régit actuellement la matière, ils acquittent aujourd'hui en argent presque toutes leurs charges: un seul produit, l'un des plus importans il est vrai, les céréales, est taxé en nature; mais l'impôt foncier, qui se perçoit d'ailleurs en partie par l'intermédiaire odieux des fermiers (2), repose tout entier sur des bases essentiellement incertaines. En France et dans tous les pays de l'Europe qui possèdent un cadastre, cet impôt est évalué d'après la nature des terres et les produits que la culture en peut tirer. Les ressources qu'il procure à l'état sont fixées par la loi. Elles ne varient que de loin en loin et uniformément, sous l'empire de nécessités transitoires, ou quand la pratique vient à démontrer qu'une modification est indispensable pour maintenir la proportion légalement établie entre les revenus et les charges. En Grèce, tout au contraire, ce n'est pas la qualité du sol, c'est le caprice du propriétaire qui détermine le montant de la contribution à laquelle il est assujetti. Elle est fixée annuellement d'après l'étendue et l'espèce

(1) Les prévisions de l'impôt foncier figurent au budget de 1855 pour 5,500,000 drachmes et ont été évaluées pour 1859 à 6,870,000.

(2) L'impôt sur les céréales, les huiles, les cocons, les figues sèches, les raisins de Corinthe et en général les produits des forêts est affermé. Pour les céréales, le fermier prélève la dîme en nature et acquitte le montant de son fermage également en nature. Il constate lui-même, et sans l'assistance d'aucun fonctionnaire public, tous les impôts dont il a la ferme. Toutefois le contribuable qui se croit lésé peut invoquer l'arbitrage du démarque ou de l'agent du fisc. De là une foule de fraudes envers l'état, de vexations envers les paysans qui ne peuvent invoquer un puissant patronage, de contestations irrégulières et de lenteurs. Le moindre inconvénient du système est le retard dont souffre inévitablement l'état dans la perception de l'impot sur les céréales. Le fermier s'acquittant en nature des charges spéciales qui résultent pour lui de cet impôt, l'état en recueille seulement le bénéfice après la vente des produits en nature qui lui ont été livrés, c'est-à-dire vers la fin de la seconde année de l'exercice.

des cultures. Le champ qui ne produit rien ne doit rien à l'état. Dans tous les pays civilisés, l'impôt foncier est une cause d'émulation en même temps qu'il est une charge pour les classes agricoles: en Grèce, il décourage l'agriculture.

Une circonstance bien autrement grave que l'irrégularité des perceptions foncières est de nature à compromettre sérieusement en Grèce la fortune et la moralité publiques. Après l'expulsion des Turcs, l'état affranchi s'était trouvé légitime propriétaire des vastes terrains qu'ils possédaient. C'était alors l'unique source de ses richesses; les divers gouvernemens qui se sont succédé au pouvoir y ont souvent puisé pour reconnaître par des récompenses les services militaires de certains corps irréguliers, pour réunir les populations éparses ou fugitives, donner des bras à l'agriculture et occuper ainsi, au profit de tous, la menaçante anxiété des primats et des pallikares. On a doté les *phalangistes*, les *crétois*, les *néophytes*, les *brulotiers*, les *marins;* on a fait à diverses époques de larges concessions à titre définitif ou provisoire. Depuis 1822, une foule de lois et d'ordonnances ont été rendues pour régulariser ces aliénations du domaine national, en facilitant aux concessionnaires l'acquittement des avances que l'état leur avait consenties. La plupart d'entre eux n'ont pas daigné faire usage des moyens qu'une législation paternellement indulgente mettait à leur portée. Les registres où Capo-d'Istria avait inscrit les premières concessions ne se retrouvèrent plus. La politique a fermé temporairement les yeux sur quelques usurpations, le temps en a consacré plus d'une. Il en résulte que le domaine national n'est pas limité et que par conséquent la propriété particulière, la propriété de bonne foi elle-même est irrégulière et indéterminée. En Grèce, nous pouvons le dire sans exagération, il n'est pas un citoyen qui puisse cultiver ses terres en parfaite sécurité et qui ne soit plus ou moins exposé aux réclamations du fisc : incertitude particulièrement périlleuse pour la moralité d'un peuple qui devrait demander l'achèvement de sa régénération aux labeurs de l'agriculture et qui jouit constitutionnellement de la liberté de ses votes (1).

Le gouvernement grec n'a pas apporté une sollicitude moins vive et, il faut le dire à regret, moins stérile à prescrire les règlemens qui doivent assurer la bonne et fidèle administration des douanes, des mines et des forêts. La nouvelle législation douanière, inaugurée en 1843, révisée en 1857 et dictée par des intentions libérales, protége suffisamment l'industrie à peine naissante par les taxes modé-

(1) Nous ne voulons pas dire que le gouvernement abuse de cette influence souveraine pour violenter les consciences. Il suffit qu'il en puisse disposer pour que, dans un temps de crise politique, l'indépendance du vote devienne tout à fait illusoire.

rées auxquelles sont assujetties les marchandises importées, par le maintien de l'échelle mobile pour l'importation des céréales, par la suppression de tous les droits dont les exportations étaient frappées. Elle protége en même temps les finances nationales contre les funestes effets de la contrebande, si facilement pratiquée sur les côtes étendues et accidentées de la Grèce, par le minutieux système de surveillance mutuelle auquel sont soumis les agens des douanes. L'industrie et la culture paraissent avoir prospéré d'une façon très sensible sous l'empire de cette législation bienveillante, puisque les exportations, qui s'élevaient seulement au chiffre de 9,677,460 dr. en 1844, ont atteint en 1857 celui de 21,351,642 (1). Les lois de 1836 et 1844 organisent le régime forestier, et l'ordonnance du 27 décembre 1833 réglemente l'administration des salines, dont l'état possède le monopole, par de nombreuses dispositions également tutélaires pour les intérêts du trésor. Malheureusement les employés qui dirigent ces machines administratives ne peuvent offrir les garanties d'une gestion fidèle. Leurs traitemens ne suffisent point à assurer leurs plus impérieux besoins. On ne leur demande pas en général le cautionnement qu'ils doivent fournir, ils ne sont pas surveillés, et ils le savent. Comment, dans un pareil état de choses, les rigoureuses prescriptions des règlemens ne seraient-elles pas plus ou moins éludées par les faveurs et les complaisances mutuelles? Il est à peu près certain que les douanes ne versent pas tous leurs produits dans les caisses publiques. Les forêts sont également presque improductives; la propriété en est encore en partie litigieuse; l'incendie les dévaste périodiquement; elles sont irrégulièrement aménagées, et les agens font preuve d'une telle tolérance dans la distribution du bois de chauffage à laquelle ont droit les communes riveraines, que ces distributions, soi-disant exigées par les besoins du peuple des campagnes, fournissent à l'étranger plus de 2 millions de kilogrammes de bois, tandis que toutes les ressources forestières ne donnent à l'état qu'une somme annuelle d'environ 290,000 dr. (2). Le monopole des salines est aussi bien loin de lui rapporter tout ce qu'il serait en droit d'en attendre. On remarque avec surprise que les débitans d'Athènes vendent aux consommateurs de 14 à 25 leptas ce que le gouvernement leur délivre, dans ses magasins généraux, au prix de 8 leptas, et que la tribune officielle ait cherché à établir la nécessité d'emprunter du sel aux pays étrangers quand

(1) Elles s'étaient élevées à 25,065,643 drachmes en 1856, mais n'avaient pas dépassé 11 millions en 1855. Dans la même période de temps, les importations n'ont pas aussi sensiblement progressé. Elles ont atteint le chiffre de 18,543,115 drachmes en 1844, et celui de 22,779,939 en 1859.

(2) Pour une étendue approximative de 1,200,000 hectares.

toutes les salines du royaume ne sont pas encore en état d'exploitation.

Les faits que nous venons d'exposer expliquent d'eux-mêmes comment le gouvernement grec, accablé dès la première année de son installation par des exigences désastreuses, servi par des agens administratifs dont rien ne lui pouvait garantir la scrupuleuse honnêteté, a dû se trouver dans l'obligation de recourir à la bienveillance intéressée des banques étrangères, et comment il lui eût été jusqu'ici fort difficile de satisfaire complétement à ses créances. Le 1er janvier 1822, l'assemblée nationale d'Épidaure proclamait ce principe tristement fécond, que le pouvoir exécutif avait le droit d'hypothéquer le domaine public, et elle se hâtait d'en inaugurer l'application par un emprunt de 5 millions de piastres. Une fois engagés sur cette pente funeste, les pouvoirs qui ont successivement gouverné la Grèce ne s'arrêteront plus. Les banquiers de Londres leur feront des prêts de 800,000 livres sterling en 1823, et de 2 millions en 1825, à des conditions tellement onéreuses, que 920,000 livres seulement viendront soulager la pénurie du trésor. En 1832, la Grèce demandera 60 millions de francs, par l'intermédiaire de la Bavière, aux puissances qui l'ont affranchie. Plus tard elle acceptera, à titre d'avances, 2 millions de florins de la Bavière elle-même. Ses gouvernemens n'ont fait que de rares et stériles tentatives pour se libérer des lourdes obligations qui grèvent ses finances. Capo-d'Istria a prétendu que les précédens congrès s'étaient arrogé, en imposant à l'état des charges aussi pesantes et aussi peu productives, un droit qui ne pouvait leur appartenir. Les titres qui constituent les emprunts de Londres ont été relégués dans les cartons du ministère des finances où ils dorment encore sous le nom de *dettes différées*. A partir de 1845, la Bavière, qui devait être remboursée en dix ans, ne reçoit plus rien de la Grèce, et elle est aujourd'hui sa créancière pour une somme qui dépasse sensiblement, à cause de l'interruption des intérêts, la totalité de ses avances. Enfin, et c'est là le point capital sur lequel s'est fixée l'attention des commissaires, les informations puisées à Paris au ministère des finances et fournies par l'administration hellénique elle-même permettent de constater qu'au 1er mars 1870 les sacrifices annuels des puissances auront complétement désintéressé, en capital et intérêts, la maison Rothschild, par laquelle a été souscrit l'emprunt des 60 millions, mais qu'à cette époque la Grèce devra à la France près de 40 millions de francs, à l'Angleterre un peu plus de 40 millions, et environ 42 millions à la Russie, ce qui fait en tout plus de 121 millions de francs, somme vraiment énorme pour ses finances! Nous avons vu que, sans le secours de ses emprunts, elle n'aurait pu combler les déficit de ses budgets inté-

rieurs. Les ressources qu'elle en a tirées l'ont aidée puissamment à établir son crédit sur son propre territoire, à se constituer un fonds de réserve qui lui permet d'attendre le recouvrement des impôts, à fonder cette banque nationale qui est devenue, grâce surtout aux talens financiers de son directeur (1), la providence du commerce et de l'industrie. La commission était trop bien informée et trop prévoyante pour exiger des sacrifices qui eussent anéanti tous ces avantages. Elle a voulu éclairer le gouvernement hellénique sur sa propre situation, lui faire voir que les puissances en étaient parfaitement instruites, lui donner des leçons utiles et des avis pratiques. Toutefois elle a émis l'opinion qu'il pouvait dès aujourd'hui, sans désorganiser l'harmonie de son service public, donner aux trois puissances un gage positif de son respect pour les obligations qu'il a contractées envers elles, et consacrer annuellement une somme d'un million de drachmes à l'accomplissement d'un devoir qu'il n'aurait jamais dû se dispenser de remplir.

III.

A qui devrait appartenir, en bonne justice, la responsabilité de ces défaillances sociales, de ces infirmités administratives? Serait-ce à ce souverain qui poursuit, depuis trente ans déjà, avec une circonspection patiente et une lenteur souvent judicieuse, l'accomplissement de l'œuvre pleine de périls que lui a confiée le choix des puissances? Nous ne le croyons pas. La faute n'en est pas non plus à tel ou tel personnage, à tel ou tel parti : ce sont avant tout les circonstances qui l'ont commise. Nous avons montré, au début de cette étude, combien l'influence des discordes civiles a été funeste au peuple grec et désastreuse pour son gouvernement. Devenue un foyer de mécontentemens et de rivalités, la Grèce n'a pu donner pâture à toutes les ambitions impatientes qui s'agitaient dans ses étroites limites, et qui délaissaient les profitables labeurs de l'agriculture ou de l'industrie pour les séduisantes visées de la politique. Le pays est pauvre, il est mal vêtu, mal nourri, mal logé, et cependant il a toutes les fantaisies orgueilleuses des nations opulentes. Le peuple grec passe son temps à discuter les affaires du gouvernement au lieu de penser à faire les siennes, et il ne s'aperçoit pas que ses champs sont incultes, qu'il habite des masures, que son industrie est encore à naître, enfin que son esprit public se laisse guider par de dangereux instincts et risque fort de s'égarer.

(1) M. Stauros.

Ces tristes erreurs entretiennent dans toutes les classes une fermentation continuelle; il est impossible qu'elles n'arrivent pas tôt ou tard à déplacer les conditions sociales, à fausser même les directions et les intelligences. En Grèce, l'université fait tort aux champs: elle réunit dans la capitale tous les jeunes gens dont les familles peuvent subvenir à de modestes frais d'éducation, et elle n'enseigne pas seulement à ses élèves les sciences exactes et les arts libéraux. La jeunesse d'Athènes croit fermement que les destinées de la Grèce sont unies par des liens intimes et douloureux au sort de l'Italie, comme à celui de toutes les nationalités opprimées et misérables; elle se passionne pour les victoires que remportent ses frères d'infortune. Nous l'avons vue nous-même faire éclater ses enthousiasmes sous les fenêtres de la légation française, et fort peu soucieuse assurément des embarras qu'elle causait ainsi au gouvernement du roi Othon. Elle se croit déjà maîtresse de Constantinople et se déclare prête à suivre la bannière du premier aventurier qui voudra l'y conduire. Elle consacre une bonne partie de son temps à apprécier publiquement les mérites de tel ou tel fonctionnaire, les chances ou les avantages de telle ou telle combinaison; elle organise, à l'ombre mystérieuse des intimités de collége, d'innocentes conspirations; naturellement elle est bien convaincue que le gouvernement est animé d'intentions détestables, et que son égoïsme a démoralisé la nation en exploitant ses généreux instincts au profit des vues ambitieuses de la royauté. A ses yeux, le roi est un tyran et un oppresseur, et peu s'en est fallu récemment que ses passions irréfléchies n'aient cru voir un moderne Aristogiton dans le jeune fou qui a failli tuer la reine.

Le 18 septembre 1861, à neuf heures du soir, cette princesse revenait à cheval de la ferme qu'elle a fondée dans les environs d'Athènes, au pied du mont Parnès. Au moment où elle arrivait près du palais, entourée de son escorte ordinaire, un homme armé d'un *revolver* fit feu sur elle presque à bout portant, et la manqua. L'émotion l'empêcha de renouveler sa criminelle tentative. Saisi par une patrouille que le bruit de la détonation avait attirée sur les lieux, il remit tranquillement son arme au sous-officier qui la commandait, et se laissa conduire en prison sans résistance. Ce régicide avait dix-sept ans; son identité fut reconnue le soir même. On constata qu'il s'appelait Aristide Dosios, et qu'il appartenait à une des familles les plus respectables d'Athènes. Neveu d'Alexandre Mavrocordatos et allié par sa mère à tous les Phanariotes qui habitent la capitale de la Grèce, le jeune Dosios n'avait reçu dans sa maison que de nobles exemples. Son père est un des hommes les plus érudits et les plus recommandables d'Athènes; sa mère, qu'il a perdue, était douée

d'une instruction remarquable et d'un vrai mérite littéraire (1). L'un et l'autre avaient voulu diriger eux-mêmes les études de leur fils; mais la déplorable exagération des maximes qui ont cours parmi la jeunesse athénienne avait exalté son imagination et perverti son jugement au point de lui faire envisager comme une belle action le crime qu'il voulait commettre. Lorsqu'il avait été fouillé au moment de son arrestation, on avait trouvé dans ses vêtemens un papier écrit de sa main et intitulé : « Mon apologie. » Il y exposait sans emphase, dans un style net et froid, que son amour et son dévouement pour la Grèce avaient armé son bras contre la tyrannie, qu'il croyait remplir en la frappant un devoir sacré, que d'ailleurs il n'aurait point dirigé ses coups contre une femme, si, dans sa conviction, celles qui osent encourir la responsabilité royale n'abdiquaient point par là même les faiblesses et les priviléges de leur sexe. Interrogé par le conseil des ministres, il commenta avec beaucoup de calme et de simplicité les raisonnemens de son apologie; puis il affirma sous serment qu'il n'avait ni remords ni complices. Évidemment il se croyait de bonne foi martyr de son patriotique héroïsme.

La considération dont jouissait sa famille, la commisération profonde que l'on ressentait pour son vieux père, son âge, sa douceur, avant tout sans doute sa haine fanatique contre les prétendus tyrans de son pays, inspiraient en sa faveur à la plus grande partie de la population d'Athènes un sentiment qui se rapprochait plutôt de l'intérêt que de la pitié. Ses camarades avaient juré qu'ils ne reculeraient pas au besoin devant le meurtre pour sauver ses jours, s'ils étaient menacés. Il avait attendri ses geôliers. Une nuit l'un d'eux le fit sortir de sa cellule et l'introduisit dans sa chambre, où il le laissa en conférence avec ses coaccusés. Un souper était tout prêt, et la santé du jeune assassin de la reine y fut portée avec frénésie. Les prisonniers firent des petites bagues en écaille où étaient gravées ses initiales et que les jeunes gens d'Athènes se disputaient avec passion. On envoya en France sa photographie afin qu'elle fût reproduite et qu'on pût en distribuer à Paris de nombreux exemplaires. Sa comparution devant le jury fut pour toute la Grèce un grand événement. On racontait que sans les instances réitérées de son père il n'eût pas pris de défenseur, et qu'il avait composé lui-même un long discours où il justifiait, par des considérations politiques, l'attentat qu'il avait commis. L'attitude de cet enfant de dix-sept ans en face de ses juges fut réellement dramatique. Son avocat, interrogeant le passé de sa famille, dont presque tous les membres se sont

(1) Mme Dosios s'est livrée avec passion à l'étude de la poésie dramatique : elle a écrit en vers grecs des traductions estimées.

fait plus ou moins remarquer par l'exaltation de leur caractère, voulut prouver qu'il était atteint de monomanie. Lorsqu'il eut fini son plaidoyer, Dosios se leva, et, s'adressant au jury d'un ton calme et naturel, bien qu'un peu précipité : « Messieurs, dit-il, une promesse solennelle m'a forcé de me taire devant un système de défense que je désavoue absolument; si on n'avait exigé de moi cette promesse, je vous aurais prouvé comment trente ans de tyrannie m'ont imposé le devoir que j'ai voulu accomplir! » Il fallut que son père, qui se tenait à ses côtés depuis le commencement de ces douloureux débats, l'accablât de ses supplications et couvrît son visage de ses larmes pour obtenir qu'il ne poussât pas plus loin cette folle provocation. Déclaré coupable d'attentat à la vie de sa souveraine avec cette circonstance atténuante, qu'il n'était pas en possession de toutes ses facultés mentales au moment où il avait commis le crime, Aristide Dosios fut condamné à subir la peine de la décapitation sur la place de Thésée. Il écouta sans émotion apparente, sans manifester aucun signe de désespoir ou de colère, le verdict de ses juges. Le 10 janvier 1862, un décret du roi, rendu pour satisfaire aux désirs clémens de la reine et salué par les unanimes applaudissemens de la nation, commuait le châtiment capital dont le jury d'Athènes avait frappé Dosios en la peine des travaux forcés à perpétuité.

La sympathie que l'opinion publique accordait à ce jeune insensé n'était pas un des plus fâcheux symptômes de la situation difficile dans laquelle se trouvait engagé le gouvernement du roi Othon. Depuis dix-huit mois, on n'entendait parler en Grèce que de conspirations et de complots. Les organes de l'opposition et la presse semi-officielle avaient engagé mutuellement une lutte de récriminations violentes, d'allusions agressives, et la soutenaient avec une infatigable ardeur. Les journaux dévoués à la cour prétendaient que les partis étaient prêts à tout oser et à tout faire; ils signalaient hautement leurs séditieux désirs et leurs coupables manœuvres. L'opposition, de son côté, protestait hardiment contre la perfidie de ces accusations, imaginées à dessein pour la décrier dans l'opinion publique, et affirmait tous les jours que la justice les aurait bientôt mises à néant, si elle osait être impartiale. Les esprits étaient particulièrement excités depuis la session de 1860, que le roi avait brusquement interrompue par la dissolution d'une assemblée qui s'était montrée indocile jusqu'à la licence. Les nouvelles élections avaient porté à son comble l'agitation du pays. On avait dit bien haut à la nation qu'elle devait se sentir cruellement humiliée par les hardiesses d'un ministère (1) qui ne montrait nul respect pour l'inviola-

(1) Le ministère se composait de M. Miaoulis, chef du cabinet, de MM. Condouriotis

bilité des urnes électorales, qui faisait voter les morts, supprimait les bulletins suspects et les remplaçait par des votes imaginaires, qui choisissait d'un seul coup dix-huit sénateurs parmi ses partisans, qui, en un mot, usait de tous les moyens, quelque illégaux qu'ils fussent, pour assurer le succès de ses candidats et de sa politique en violentant les libertés constitutionnelles.

Le gouvernement grec avait ouvert la campagne législative de 1861 par une fausse manœuvre. Voulant donner un gage à l'opposition et satisfaire en même temps un des vœux du pays, il avait fait publier un projet de loi qui accordait une pension de 12,000 dr. à l'amiral Canaris. On sait que les hauts faits de Canaris sont une des illustrations de la Grèce moderne. Aucun nom n'y est plus populaire que celui de l'audacieux marin dont les brûlots ont tant de fois porté l'incendie et l'épouvante au milieu des flottes ottomanes. Il s'était vu préférer autrefois l'amiral Criesis, à qui l'on avait conféré une dignité militaire supérieure à celle dont il était revêtu, et la haute faveur dont son collègue se voyait l'objet lui avait paru une injustice criante commise à son égard, une injure faite à sa gloire, qui est aussi celle de son pays. Il avait protesté par l'envoi de sa démission et l'abandon de tous les honneurs que lui avait valus la reconnaissance publique. Le roi n'avait point voulu accepter la démission du brave marin; mais l'amiral est de la trempe des hommes qui n'oublient pas, et encore aujourd'hui les Athéniens s'indignent quand ils voient paraître dans les cérémonies publiques, au milieu des brillans costumes de cour, leur vieux héros en simple frac noir, sans uniforme officiel, sans décorations militaires. Les qualités de Canaris, sa loyale sincérité qui ne transige pas, ses habitudes de candide franchise, ne lui permettent pas d'ailleurs de jouer un rôle éminent sur la scène politique de la Grèce. Il est incapable de conspirer en secret; mais l'opposition s'est fait un drapeau de son nom si respecté et si populaire, et il ne s'est pas aperçu qu'il a été plus d'une fois l'instrument involontaire de ses intrigues. Quant à la réparation tardive que lui offrait le gouvernement grec en 1861, il la déclina par un refus formel publié dans le journal *le Siècle*. Sa renommée n'en fut que plus grande, et l'opposition, qui s'appuyait sur lui, n'en devint que plus forte.

La nouvelle chambre avait adopté en moins de six mois, avec un

et Potlis, représentant l'élément sage et modéré, et de trois autres membres beaucoup plus actifs et passionnés, MM. Crestenitis, Simos et Botzaris, ministre de la guerre. M. Crestenitis remplaçait depuis 1859 M. Zaïmis, qui avait donné sa démission parce qu'il n'était pas d'accord avec ses collègues sur plusieurs questions importantes, et qui était allé grossir les rangs de l'opposition, à laquelle il avait apporté l'appui de sa popularité et de ses talens.

empressement docile, quatre-vingt-seize projets émanés de l'initiative ministérielle. Elle avait sanctionné par son vote l'augmentation notable de l'indemnité dont jouissent les représentans de la nation, les budgets de 1861 et 1862, qui se montent à 25 millions de drachmes et qui comprennent parmi les dépenses prévues la somme de 900,000 francs destinée annuellement aux puissances, la formation d'une réserve militaire, sorte de landwehr organisée d'après le système prussien (1). Elle venait de rejeter unanimement, à la suite des honorables démarches de la légation française, la loi sur les mariages mixtes, à laquelle les députés avaient fait d'abord un accueil favorable (2), lorsque le 28 mai 1861, vers le soir, la nouvelle se répandit dans Athènes qu'on venait de découvrir un vaste complot organisé par l'opposition et une partie de l'armée. Le but de ce complot était de renverser le gouvernement et d'exiler le roi. Déjà quatre officiers avaient été saisis; on parlait de ramifications nombreuses s'étendant jusqu'en Italie et jusqu'au cœur de l'Autriche. Des personnages illustres, de grands noms étaient compromis. On citait MM. Botzaris, oncle du ministre de la guerre, Colocotronis, parent du grand écuyer, Vassos, frère de l'officier d'ordonnance, un certain nombre de sénateurs, MM. Canaris, Christidis, Boulgaris et Spiro-Milio. La procédure, lentement conduite au milieu des vives anxiétés qui agitaient le gouvernement, révéla des faits infiniment moins graves qu'on ne l'avait d'abord supposé. Il y avait eu des paroles imprudentes, des plaintes séditieuses échappées à des officiers sans emploi et à des ambitieux mécontens. Sur vingt-huit accusés, vingt et un ne comparurent point en justice; les sept autres, traduits par décision de l'aréopage devant la cour d'assises d'Athènes, purent compter sur l'indulgence de leurs juges (3).

La conspiration du 28 mai 1861 fut suivie d'un autre complot que déjoua, d'après les assertions ministérielles, la vigilance administrative, mais dont l'opposition n'a jamais voulu admettre l'existence. Le 30 octobre, le roi revenait d'Allemagne, où il avait été prendre

(1) Cette institution est destinée à satisfaire en partie, et sans mettre positivement en danger le repos de la Grèce, l'opinion qui réclame l'établissement de la garde nationale, afin de hâter la réalisation de la *grande idée* et de garantir la nation des attentats de la tyrannie. L'opposition n'a su nul gré au gouvernement de cette concession.

(2) Voici les principales dispositions de cette loi, bien faite pour flatter les sentimens philorthodoxes de la nation : tout individu qui n'appartient pas au rit grec et qui épousera une orthodoxe sera tenu, avant son mariage, de s'engager par serment à élever ses enfans dans la religion nationale; s'il ne remplit pas cette promesse solennelle, il sera poursuivi comme parjure. Tout mariage mixte sera célébré, à peine de nullité, par un prêtre orthodoxe. Parmi les mariages mixtes antérieurs à la loi, ceux-là seulement sont valides qui ont été célébrés par un ministre du culte grec.

(3) C'étaient MM. Colocotronis, Cléomène, Coronaios, Boulgaris, Zico, Scaltzogiannis, Lalaouni.

les eaux. Son intention était de rentrer de nuit dans sa capitale. Il prenait quelques heures de repos à Corinthe, lorsqu'une dépêche télégraphique vint précipiter son départ. Elle lui faisait connaître que les sous-officiers de l'escorte qui devait l'accompagner du Pirée à Athènes avaient formé le projet de s'emparer de sa personne et de le tuer, s'il faisait résistance. Le roi quitta immédiatement Corinthe, débarqua au Pirée longtemps avant l'heure à laquelle on l'attendait, prit à peine le temps d'écouter le *Te Deum* et les félicitations d'usage, et arriva sans encombre à Athènes. Les sous-officiers qu'on accusait d'avoir voulu attenter à la vie de leur souverain furent traduits devant un conseil de guerre et déclarés innocens le 9 janvier 1862.

Un autre procès criminel qui n'inquiétait pas moins vivement l'opinion publique venait d'être jugé par le conseil de guerre que présidait M. Démétrius Soutzo. Il s'agissait de la tentative d'évasion du jeune Dosios. Les prévenus étaient accusés d'avoir voulu ouvrir les portes de son cachot et d'avoir conspiré, de concert avec les autres prisonniers, dans l'intention de s'emparer du palais et de renverser le gouvernement royal. Il y avait parmi eux des militaires, des gens soudoyés par le père du jeune régicide, des hommes de toutes les classes. M. Boulgaris, compromis déjà dans l'affaire du 28 mai, était du nombre. La défense avait d'abord allégué l'article de la constitution qui défère au jury tous les crimes politiques, quels qu'en soient les auteurs; mais le conseil de guerre s'était déclaré compétent à l'unanimité. L'un des avocats, M. Déligeorges, parla avec beaucoup d'éloquence et d'habileté. Il combattit l'un après l'autre, par une argumentation serrée et brillante, les témoignages plus ou moins respectables sur lesquels s'était fondée l'accusation, n'hésita point à passionner les débats en accusant le ministère, et fut bruyamment applaudi. Le conseil délibéra pendant cinq heures; un seul des prévenus, le sergent Zyakaki, fut reconnu coupable et condamné à cinq ans de réclusion, le minimum de la peine. Les autres furent mis en liberté. On admira beaucoup à Athènes l'impartialité du tribunal qui les avait jugés, et qui faisait ressortir aux yeux de la nation, par son équitable sentence, la perfidie des manœuvres ministérielles. Les faits ont cependant prouvé que, si le gouvernement hellénique s'était mépris parfois sur les vrais coupables, il n'avait point toujours poursuivi des conspirations imaginaires. Ce n'a pas été seulement pour frapper l'opposition et faire triompher le *système*, — c'est ainsi que ses ennemis appellent sa politique, — qu'il a déféré aux cours d'assises et aux conseils de guerre les trois complots de 1861. L'événement lui-même a donné tort sur ce point à ses adversaires. La révolte de Nauplie, la tentative insurrectionnelle de Syra, ont dé-

menti hautement leurs assertions. Nous savons maintenant que l'armée grecque n'est plus fidèle, que les manœuvres des partis hostiles y ont ruiné la discipline, qu'elles y entretiennent des passions funestes pour le repos du pays, qu'enfin l'opposition ne reculera devant aucune extrémité quand elle jugera le moment venu d'imposer à la nation ses hommes et ses théories.

Au commencement de 1862, le roi n'avait pas hésité à lui faire des avances et à lui offrir lui-même un gage de réconciliation. Il avait mandé M. Canaris, et, après l'avoir questionné longuement sur la situation morale et politique du pays, il l'avait invité à former un ministère. Le vieil amiral était resté deux heures dans le cabinet de sa majesté, et, quand on l'avait vu sortir du palais, la foule qui était alors rassemblée dans la cour pour entendre la musique, l'avait acclamé comme le sauveur de la patrie. Le soir, M. Canaris annonçait à ses amis, avec un visage radieux, que sa majesté avait bien voulu prêter à ses remontrances une attention soutenue et sympathique, que les vœux du peuple avaient été bien compris, que le gouvernement y donnerait satisfaction, et que « le monstre était enfin garrotté. » Il s'agissait cependant de former la combinaison ministérielle que lui avait confiée le roi. M. Canaris s'adressa successivement aux chefs les plus connus et les plus estimés de l'opposition, MM. Christidis, Boulgaris, Zaïmis. Ces messieurs ne purent ou ne voulurent pas s'entendre, et l'amiral en fut réduit à mettre sous les yeux du roi des noms si obscurs ou si peu estimables qu'il était positivement impossible de les accepter. Il eût mieux valu pour lui qu'il déclinât le dangereux honneur qu'on lui avait fait, que de risquer une aussi compromettante démarche. Cette fois encore il avait été dupe de sa candide confiance dans l'union et le désintéressement de son parti. Le roi garda vingt-quatre heures la liste que M. Canaris lui avait présentée, et lui écrivit une lettre bienveillante pour le remercier des soins inutiles qu'il avait pris. Par le fait, l'opposition avait refusé le gage qu'on lui offrait, et le ministère Miaoulis restait au pouvoir.

Quelques jours après, la garnison de Nauplie levait l'étendard de la révolte. On a prétendu que la mésaventure de l'amiral Canaris avait exaspéré le parti militaire de l'opposition, et qu'il s'était décidé brusquement à obtenir par la force des armes les concessions qui jusqu'alors lui avaient été refusées. Les insurgés ont affirmé hautement dans leurs proclamations qu'ils n'avaient d'autre désir que de contraindre le gouvernement à la fidèle observation des principes constitutionnels, si souvent et si audacieusement violés au préjudice de la dignité publique et du caractère national; ils ont protesté de leur respect pour les personnes du roi et de la reine, de

leur déférence pour les conseils salutaires des légations. La vérité est qu'il y avait un complot parfaitement organisé entre les militaires que le mécontentement légitime du pouvoir avait relégués à Nauplie et la garnison d'Athènes, que ce complot s'étendait à Syra, à Tripolitza, à Naxos, à Santorin, qu'il devait éclater dans la nuit du 15 au 16 février, et qu'on aurait saisi d'un seul coup la cour et tous les hauts fonctionnaires au grand bal qui avait lieu cette nuit-là au palais. Des indiscrétions furent commises et sauvèrent le gouvernement en forçant l'insurrection à se déclarer plus tôt. La réflexion vint ensuite et lui conseilla la prudence. Les chefs principaux de l'opposition se tinrent soigneusement en dehors du mouvement. Nul doute qu'ils eussent tout fait pour l'apaiser, s'il leur eût donné des portefeuilles et des honneurs, mais que l'insurrection ne s'en fût point tenue à la stricte exécution de son programme officiel, au renvoi du ministère, à la dissolution de la chambre, à l'établissement de la garde civique, à la révision des lois électorales, au complet affranchissement du vote et de la presse dans le cas où le succès eût couronné sa tentative audacieuse. Une grande partie de l'armée grecque était renfermée dans Nauplie; il fut question de demander secours à la Bavière. L'habile temporisation du général Hahn, qu'on envoya pour réduire les troupes rebelles, la modération et la courtoisie de ses procédés, l'appui moral que donna au pouvoir le parti de l'ordre, l'attitude des légations étrangères, leur abstention ouvertement sympathique au gouvernement royal, protégèrent heureusement le trône. Une amnistie fut accordée d'abord aux soldats et étendue plus tard aux officiers sur leur demande. Dix-neuf seulement en furent exclus; mais, si nos informations ne nous trompent pas, on ménagea sous main un compromis en vertu duquel on les laisserait sortir librement. Suivis de cent trente exilés volontaires, ils furent reçus à bord de deux bâtimens étrangers, l'un anglais, l'autre français, et transportés à Smyrne. Le même jour, les chambres furent convoquées en session extraordinaire, afin de discuter un projet de loi relatif à l'organisation de la garde nationale. Il est probable que cette concession avait été secrètement promise.

C'est ainsi que se termina l'insurrection militaire de Nauplie (1). Elle n'a pas été vaincue sans que la dignité et l'indépendance du gouvernement hellénique aient souffert une grave atteinte. Le pouvoir royal n'en sera certainement ni plus respecté ni plus fort; l'opposition en deviendra sans doute plus hardie et plus exigeante.

(1) Les insurgés syriotes, après s'être emparés du vapeur *Karteria*, avaient fait voile pour Chalcis, qu'ils espéraient soulever contre le gouvernement. Ils furent attaqués en mer et faits prisonniers par le brick de guerre *Amelia*. Il suffit de cette facile victoire pour rétablir l'ordre à Syra.

IV.

Au fond, ce que les partis en Grèce ne peuvent pardonner au gouvernement royal, ce ne sont pas précisément ses procédés irrespectueux envers les libertés constitutionnelles, sa facile indulgence pour une administration négligente ou corrompue : c'est avant tout de ne pas satisfaire leurs chefs par des emplois largement rétribués et des dignités lucratives: c'est aussi, et par là ils captivent l'imagination publique, de ne point avoir une foi aveugle dans les destinées de la nation et de ne point se laisser entraîner à leur suite sur la voie glorieuse de la *grande idée*. L'Europe connaît par une laborieuse et pénible expérience l'activité féconde des idées vraiment nationales. Elle les a vues assez souvent à l'œuvre depuis le commencement de ce siècle. Nous avons été témoins des merveilles d'initiative et d'énergie, des prodiges de patience et d'abnégation, des folies sublimes qu'elles accomplissent une fois qu'elles possèdent l'âme et l'esprit de tout un peuple et alors même que les sympathies qu'on leur accorde sont impuissantes ou inactives. La Grèce a des convictions ardentes et patriotiques, et nous les devons respecter non pas seulement parce qu'elles excitent notre intérêt, mais encore et surtout parce qu'elles semblent véritablement inspirées par la Providence, et qu'elles préparent naturellement la solution du grand problème politique dont s'inquiètent tous les cabinets européens. Ces convictions ennoblissent les infortunes du peuple hellène et lui font pardonner ses erreurs. Modérées par les sages conseils des puissances qui le protégent, soumises à une direction prudente et habilement éclairée, elles le feront sortir des périlleux chemins où il s'égare, et le guideront elles-mêmes vers l'illustre achèvement de ses destinées.

Dans l'état actuel des choses de l'Orient, la politique occidentale commettrait, nous en sommes convaincu, une erreur funeste, si elle abandonnait la monarchie grecque à ses propres forces, si elle venait à désespérer de sa fortune. Nous croyons que le perfectionnement et le développement de cette monarchie sont une des solutions les plus logiques du grand problème, et en supposant que les souverains de l'Europe ne se sentissent plus disposés à l'indulgence pour tant de vaniteuses imperfections, qu'ils fussent tentés un instant de refuser désormais au peuple hellénique la faveur de leur tutelle, nous disons qu'ils devraient encore la leur conserver et sauver la Grèce en dépit d'elle-même, dans l'intérêt de l'ordre public et de l'équilibre des puissances. S'ils permettent jamais que les passions anarchiques et les divisions intestines viennent à détruire

l'œuvre internationale de 1832, les données de la question d'Orient n'en seront que plus ardues et plus complexes. Si au contraire ils achèvent et couronnent cette œuvre laborieusement enfantée, s'ils affermissent par leur protection efficace le trône qu'ils ont établi, si leurs conseils réforment les abus qui minent sa base, développent les perfectionnemens déjà réalisés, corrigent les institutions politiques que ne comportent point les mœurs du peuple grec, et impriment à son génie une direction sagement nationale, ils auront grandement facilité la tâche que leur réserve peut-être un avenir prochain.

Ce n'est pas sans motif qu'en face des désordres politiques et des irrégularités administratives nous signalons les perfectionnemens obtenus. L'impartiale enquête dont nous avons présenté une courte analyse démontre que les bonnes intentions du gouvernement grec, les efforts de l'activité nationale et les généreux avis des puissances ne sont pas restés complétement stériles. Depuis 1845, les droits constatés par les budgets en faveur de l'état se sont accrus de 45 pour 100, et les revenus publics ont augmenté de 68 pour 100, ce qui établit, par des preuves incontestables, que la Grèce est sensiblement plus riche, et qu'elle paie beaucoup mieux ses impôts. En 1838, elle possédait 3,269 navires ou barques de toute grandeur, jaugeant ensemble 88,500 tonneaux; elle a maintenant plus de 4,000 bâtimens de commerce ou de pêche, qui mesurent 300,000 tonnes et portent 27,000 matelots. Ses relations maritimes et commerciales se sont considérablement étendues; les intérêts de son négoce, utilement servis par le concours zélé et le solide crédit de sa banque, ont prospéré. Son industrie et son agriculture, toutes négligées qu'elles soient, ont réalisé de grands progrès, puisque les exportations, qui s'élevaient en 1844 à 10 millions de drachmes, ont atteint en 1857 le chiffre de 22 millions. Enfin la Grèce n'est pas restée étrangère au mouvement intellectuel du XIXe siècle. La plupart de ses habitans ont pour l'instruction un goût très vif et une aptitude remarquable. Depuis trente ans, toutes les classes du nouveau royaume ont beaucoup étudié et beaucoup appris, et il serait aujourd'hui dans une situation florissante, si elles avaient su appliquer leurs théories par la sage pratique des vertus qui font la grandeur et la fortune de l'état en même temps que l'honneur et la richesse du citoyen.

Il est impossible qu'une nation à qui l'amour de la liberté inspira, il y a quarante ans à peine, de si nobles sacrifices, n'ait pas le germe de la plupart de ces vertus, et que l'heureuse influence des gouvernemens protecteurs ne puisse le développer rapidement. Il suffirait, croyons-nous, qu'on l'entretînt de ses propres intérêts dans un langage ferme, qu'elle pût comprendre, qui dominât la rumeur

de ses passions, et qu'elle apprît à respecter. Ce n'est pas seulement à ceux qui la gouvernent, et qui sont parfois impuissans à la diriger ou à la contenir, c'est aussi à elle-même qu'il faut parler. Ce sont ses yeux qu'il faut frapper par l'éclat de nos sympathies, son esprit qu'il faut séduire et convaincre par les grands et salutaires effets de notre intervention. La Grèce étouffe dans le cercle politique de ses frontières, permettons-lui de croire qu'un jour viendra où elle les pourra franchir. Lorsque nos exhortations amicales auront adouci en elle l'ardeur des désirs inassouvis et des convoitises illégitimes, lorsque nos encouragemens officiels, en lui permettant d'entrevoir des horizons plus vastes, lui auront inspiré ces sentimens qui ennoblissent toutes les nationalités malheureuses, la dignité calme et la foi patiente, elle en sera plus docile à nos remontrances et plus confiante en nos préceptes. Nous ne la corrigerons point sans doute de ces imperfections et de ces défauts qui, à toutes les époques de son histoire, ont terni le lustre de son caractère national, et qui sont comme les taches ineffaçables de son génie, mais nous lui enseignerons à les tenir en bride par le développement fécond de ses facultés et de ses ressources; nous la rendrons plus soumise aux nécessités de sa situation politique et plus respectueuse envers son gouvernement, qui, avec l'aide efficace de nos conseils, travaillera utilement enfin dans l'intérêt de sa prospérité et de sa grandeur. Nous la ferons, pour son bien et pour le nôtre, plus réfléchie, plus grave, plus forte, en un mot plus virile.

Il faut d'abord, en Grèce, encourager, rassurer et honorer l'agriculture. Qu'on fixe donc par un cadastre les limites des possessions privées et publiques, et par conséquent les droits des propriétaires; que l'enseignement des écoles et de la presse, les bons exemples des nations étrangères, l'institution des concours, des primes, des médailles, mettent les travaux des champs en honneur chez ce peuple avide de toutes les nouveautés intelligentes; que la dîme soit définitivement abolie, que les charges foncières deviennent invariables, et qu'ainsi toute la terre paie l'impôt, non pas en raison de ce qu'elle produit annuellement, mais bien, comme dans tout le reste de l'Europe, d'après sa valeur réelle et ce qu'elle est susceptible de produire; que l'on construise des routes praticables pour l'exploitation de 1,200,000 hectares de forêts et de 3 millions d'hectares arables que possède le royaume (1), on verra bientôt toutes ces intelligences oisives et déclassées, tous ces esprits inquiets, s'appliquer avec ardeur à la culture de l'olivier, du mûrier, de la vigne, au

(1) On conçoit que ces évaluations ne peuvent être qu'approximatives, puisque la Grèce ne possède point de cadastre.

perfectionnement des races ovines, pour lesquelles le sol montueux du pays est si favorable, à la fabrication de la soie. Les villages à demi déserts recevront une population vigilante et active; on boisera les flancs dénudés des montagnes, les terrains incultes se couvriront de moissons fertiles; la Grèce exportera des céréales, des huiles, des soieries, des vins excellens; elle aura plus d'argent et partant plus de besoins; le luxe y fera naître et y développera l'industrie (1). Elle ne demandera plus aux contrées voisines les richesses naturelles qu'elle renferme dans son propre sein. Secourue, s'il en est besoin, par les capitaux étrangers, elle fouillera ses admirables carrières de Paros et du Pentélique, elle mettra à profit ses salines, ses pêcheries, ses houillères; elle explorera peut-être les mines oubliées du Laurium. La nation tout entière sera laborieuse et satisfaite.

Mais pour qu'elle puisse profiter largement de ces progrès, pour que son gouvernement lui-même soit susceptible d'y puiser les moyens d'influence et d'action qui lui font défaut, il est nécessaire de le mettre en mesure d'empêcher que la négligence, la partialité et la maladresse administratives ne viennent à en paralyser le développement progressif. La réforme de l'administration est une des premières nécessités de la Grèce moderne, et nous doutons que le pouvoir soit en état de l'accomplir, s'il n'est pas puissamment secondé. Il ne s'agirait de rien moins que de déraciner des abus bien plus vieux que la monarchie et de déployer une vigueur qui soulèverait les classes les plus influentes de la société. En Grèce, il n'est pas un homme de quelque influence et de quelque éducation qui ne se croie apte à remplir tous les emplois publics, et il n'est pas de personnage de quelque crédit qui n'ait de nombreux cliens à pourvoir. Il est impossible, dans ces conditions, que le personnel des fonctionnaires ne soit pas essentiellement variable; aussi en est-il bien peu dont l'éducation soit complète et bien peu aussi qui ne doivent être tentés de mettre plus ou moins à profit, dans l'intérêt de leur ambition ou de leur fortune, leur importance momentanée. Épurer l'administration, ne confier les charges de l'état, à tous les degrés de la hiérarchie, qu'aux plus instruits et aux plus capables; maintenir, sous tous les ministères, les employés qui ont bien servi; punir sans hésitation ceux qui démèritent, leur demander à tous le cautionnement et la surveillance mutuelle que la loi exige, telle est

(1) On peut dire que l'industrie hellénique n'est pas encore née. Trois ou quatre fabriques de soie végétant à peine à Calamata et à Athènes, deux tanneries fonctionnant tant bien que mal à Syra, une filature de coton et un laboratoire de réglisse établis à Patras, une poterie à Athènes, une fabrique de peignes à Hermopolis, voilà, si nous sommes bien informé, le bilan de l'industrie manufacturière du royaume.

peut-être la plus grosse tâche du gouvernement hellénique : nous serions surpris que ses hommes d'état fussent capables de la remplir, s'ils n'étaient soutenus, aux yeux de tous, par le patronage énergique et désintéressé des puissances.

La bonne gestion de la fortune publique ne serait pas un des moins féconds résultats que produirait la réforme administrative. Le recouvrement et l'emploi des impôts seraient soumis au contrôle législatif et judiciaire que réclament les lois constitutionnelles, et qui ne voit que l'état mieux servi et plus riche, serait aussi plus respecté et mieux obéi? Les finances du royaume étant administrées au grand jour et se trouvant dans une situation plus heureuse et plus normale, le pays serait rassuré, les puissances créancières ne pourraient demander des sacrifices qui ne fussent point en rapport avec les ressources de la Grèce. Elle irait d'elle-même au-devant des engagemens qui la pourraient délivrer du lourd fardeau de sa dette nationale, et s'empresserait de les remplir au grand profit de sa dignité et de son indépendance.

Il est d'ailleurs un point délicat sur lequel la plus vulgaire prudence devrait appeler, ce nous semble, l'attention sérieuse des amis de la Grèce. Ne conviendrait-il pas d'ajourner momentanément et dans une certaine mesure la pleine et entière exécution des lois constitutionnelles qui la régissent? La charte que lui a donnée l'émeute de 1844 était-elle d'accord avec les mœurs, les traditions et les caractères, était-elle vraiment réclamée par les besoins du pays? Le terrain politique était-il bien préparé pour la recevoir? Au sortir du despotisme oriental et de douze ans d'anarchie, la nation pouvait-elle devenir capable en un jour de cette vie sage et réglée, de ces habitudes laborieuses et vigilantes, de cette initiative incessante et éclairée sans lesquelles les constitutions modernes ne sauraient être que des fictions impuissantes? Son éducation publique a-t-elle été complétée par les épreuves qu'elle vient de subir? Nos convictions sont faites à cet égard. Loin de nous sans doute la pensée qu'il faille restreindre ses libertés nationales. Nous croyons seulement que pour achever de les mûrir en paix, pour mettre la dernière main à son perfectionnement social, à sa transformation politique, il serait utile de fortifier pendant quelques années encore le gouvernement de la royauté; est-il besoin d'ajouter que les conseils des puissances ne lui feront pas défaut, et qu'il devrait provoquer lui-même, dans une intention largement conciliante, leur contrôle bienveillant et périodique?

Enfin la grande question de l'hérédité royale entretient dans le pays une vague inquiétude qu'il serait important de calmer. Il se peut que la nation se fût donnée tout entière à une famille; elle

hésite encore à accorder toute sa tendresse et toute sa confiance à un prince qui n'est ni de même religion ni de même race que ses sujets et dont ils ne connaissent point le successeur. Le protocole du 7 mai 1832 stipule (art. 8) que, le roi venant à mourir sans descendance directe, la couronne passera à ses frères et à leurs enfans; mais la constitution veut que la Grèce soit gouvernée désormais par des souverains orthodoxes. Là est toute la difficulté. Il faudra ou enfreindre la charte constitutionnelle en appelant à la succession un prince bavarois et catholique, ou éluder le protocole en confiant le trône à un allié de la famille impériale de Russie, à moins, ce qui serait certainement plus sage, que la conversion de l'un des frères du roi au culte grec ne vînt concilier sur ce point le protocole et la constitution. Le problème est grave. Il y a longtemps que la Grèce aurait dû le résoudre avec l'assentiment de l'Europe politique.

Ainsi le développement de l'agriculture, la délimitation par le cadastre de la propriété particulière et du domaine public, la réforme radicale de l'administration, la restauration des finances par la surveillance législative et l'acquittement consciencieux des obligations de l'emprunt, l'affermissement du pouvoir monarchique et la continuation du contrôle judicieux des puissances jusqu'à la majorité du pays, le règlement définitif de l'hérédité royale : tels sont les points importans et les questions vitales qu'il convient de signaler à la sollicitude attentive des protecteurs de la Grèce moderne. Elle était, il y a trente ans, sur le point de périr, si l'on peut dire que les nationalités périssent, quand les sympathies de l'Europe chrétienne l'ont secourue et sauvée. Elles ont secondé ses héroïques efforts en lui tendant une main ferme et généreuse; elles l'ont relevée de ses tristes humiliations et de sa longue déchéance, et on peut dire que l'expédition de 1827 a été l'un des plus glorieux épisodes de la mission française en Orient. Le royaume de Grèce a été créé pour soustraire un noble pays au joug à demi barbare de ses dominateurs, pour opposer aux empiétemens de la propagande russe le patriotisme d'un peuple rajeuni et reconstitué. Les puissances occidentales n'ont pas encore terminé leur œuvre : elles n'abandonneront pas la monarchie qu'elles ont fondée en face des périls intérieurs qui la menacent et des vastes perspectives qui lui sont ouvertes.

René de Courcy.

LE BRÉSIL

ET LA COLONISATION

II.

LES PROVINCES DU LITTORAL, LES NOIRS ET LES COLONIES ALLEMANDES.

Reise durch Süd-Brasilien im Jahre 1858; Reise durch Nord-Brasilien im Jahre 1859, von Dr Avé-Lallemant; 4 vol., Leipzig, 1859 et 1860. — *Deux années au Brésil,* par M. F. Biard; Paris, 1862. — *Brasilianische Zustænde und Aussichten im Jahre 1861,* Berlin 1862. — *Historisch-geographisch-statistische Skizze der brasilianischen Provinz Rio-Grande-do-Sul,* von Woldemar Schultz, Berlin 1860. — *Brazil pittoresco,* por Charles Ribeyrolles.

I.

Le voyageur qui parcourt les provinces du littoral brésilien après avoir visité les régions amazoniennes est frappé d'un singulier contraste : à des pays riches et néanmoins presque déserts (1) succède une zone où une civilisation relativement avancée a partout marqué son empreinte. Ce contraste s'explique facilement par la position géographique des deux moitiés de l'empire. Les courans maritimes indiquaient d'avance la direction que suivraient les colons européens, et les navires entraînés par les tempêtes venaient, en s'échouant sur la plage, marquer l'endroit où s'élèveraient un jour les grandes cités du Brésil. En quittant le Portugal, les embarcations se dirigeaient d'abord vers le sud-ouest sous la double pression des vents alizés et du reflux du *gulfstream,* puis elles se laissaient pousser par les eaux de l'Atlantique équinoxial vers les côtes du Nouveau-Monde, et s'engageaient dans le courant qui longe les rivages brésiliens au sud de l'équateur. Lorsqu'Alvarès Cabral débarqua près de l'île Paschoal

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin.

et prit possession de la rive qui porte aujourd'hui la ville de Porto-Seguro, à plus de cent lieues au sud de Bahia, il n'avait fait que suivre l'impulsion du flot.

Ainsi privilégiée par la direction des courans qui viennent baigner son littoral, la partie orientale du Brésil ne l'est pas moins par son climat. L'hivernage y est mieux réglé que dans les provinces amazoniennes; la température n'a pas cette moite chaleur des calmes équatoriaux, et la marche du soleil y entretient ce rhythme périodique des saisons si nécessaire aux constitutions européennes, accoutumées au flux et au reflux annuels de la chaleur et du froid. A une petite distance au sud de Rio-Janeiro, le Portugais des Algarves retrouve déjà une température moyenne égale à celle de son pays natal, et peut risquer sans trop de danger l'épreuve de l'acclimatation, parfois si redoutable. Aussi bien que le climat, le relief géographique du sol favorise la colonisation du Brésil oriental. Au sud du cap Saint-Roch, les régions du littoral ne sont pas de vastes plaines basses comme le territoire immense arrosé par l'Amazone et ses affluens; mais, à l'ouest de la côte hérissée de rochers, le sol se relève, soit par terrasses successives, soit par un redressement soudain. Une barrière empêche ainsi les émigrans de se répandre au loin dans les solitudes où leurs forces isolées pourraient se perdre; elle leur assigne dans les premiers temps une zone étroite de cultures et les retient dans un même groupe de familles; elle les force à coloniser les embouchures des rivières et les rivages des baies admirables qui frangent le littoral, et, limitant l'espace où doit s'élaborer la civilisation, en augmente proportionnellement la puissance. Cependant, si de hardis pionniers franchissent la barrière qui défend l'accès de l'intérieur, ils atteignent des contrées analogues à celles de l'Europe par le climat et la végétation. De la zone des palmiers, ils montent graduellement jusqu'aux forêts d'araucarias, qui ressemblent à nos bois de conifères; enfin ils arrivent au sommet de la chaîne et voient s'étendre au loin vers l'ouest le plateau accidenté des *campos* parsemés de bouquets d'arbres : c'est là que l'émigrant d'Europe retrouve l'air fortifiant, les froidures de son pays et ces terres qui, malgré leur fertilité naturelle, attendent néanmoins, pour produire, d'être sollicitées par le travail de l'homme. Cette disposition des chaînes côtières est un précieux avantage, à la fois pour la grande masse des émigrans qui peuvent se constituer d'autant plus fortement que leur territoire offre moins d'étendue, et pour les hommes d'initiative qui vont conquérir sur les plateaux un sol mieux approprié à leur travail. C'est ainsi que les arêtes des Alleghanys dans la Nouvelle-Angleterre, que les Petites-Cordillères, qui traversent le Chili parallèlement à la grande épine dorsale des Andes, ont exercé dans ces deux pays une

influence des plus heureuses sur les progrès de la civilisation; mais si le Brésil oriental doit en grande partie à ce bourrelet de montagnes sa population relativement nombreuse, il la doit aussi à l'excellence de ses ports : Bahia, Rio-Janeiro, Desterro, San-Francisco. Enfin ses mines d'or et de diamans, jadis si riches, exerçaient une fascination souveraine sur la plupart des émigrans. Parmi les causes qui ont le plus contribué au peuplement rapide des côtes du Brésil, faut-il indiquer encore la proximité du rivage africain? Faut-il dire que, grâce au peu de largeur de la nappe d'eau marine qui sépare en cet endroit l'ancien monde du nouveau, les négriers pouvaient exercer facilement leur mission prétendue civilisatrice et transporter à peu de frais des milliers de nègres dans les colonies portugaises de l'Amérique?

On ne saurait donc s'étonner que les grandes cités du Brésil aient été fondées sur la partie du littoral qui s'étend au sud du cap Saint-Roch. Aujourd'hui Rio-Janeiro, Bahia, Pernambuco, peuvent se mesurer avec les villes secondaires d'Europe pour le chiffre de la population et l'importance du commerce; elles reconnaissent à peine une ou deux rivales dans l'Amérique du Sud. Presque tous les étrangers qui visitent ces reines du Brésil en parlent avec un profond sentiment d'admiration, dû, il faut l'avouer, moins à leur beauté qu'à la magnificence du paysage qui les environne. Rio-Janeiro, que les voyageurs comparent à Naples et à Constantinople, en lui donnant parfois l'avantage, doit son apparence grandiose à sa ceinture d'arbres, aux eaux bleues de sa baie parsemée de navires, à ses îles qui se groupent dans le plus harmonieux désordre, au Paõ d'Assucar, qui garde l'entrée du port, au Corcovado, aux Tres Irmaoës, qui dressent au-dessus des campagnes leurs formes fantastiques, diversement éclairées par la lumière, à l'arête dentelée de la Serrados-Orgaoës, qui se prolonge au loin et va se perdre à l'horizon bleuâtre : toutes ces splendeurs réunies composent un spectacle merveilleux, que M. Charles Ribeyrolles, dans un ouvrage malheureusement interrompu par la mort, a su décrire avec une singulière éloquence. La ville, simple trait de cet admirable tableau, participe à la splendide poésie de l'ensemble; mais quand on s'engage dans ses carrefours, on s'aperçoit bien vite que Rio-Janeiro doit peu de chose au bon goût et à l'industrie de ses habitans. A part deux ou trois boulevards élégans, à part quelques édifices modernes que la capitale du Brésil a cru nécessaires à son rang de première cité du continent colombien, elle n'offre guère que des rues malpropres, des constructions sans grandeur, et, bien que son bel aqueduc lui fournisse de l'eau en très grande abondance, ses rares égouts sont encore des foyers d'infection. Bahia, ancienne capitale du Brésil, est assise, comme Rio-Janeiro, sur le rivage d'une baie ou plutôt d'une

mer intérieure. Elle est riche en couvens, en églises magnifiques, et justifie ses prétentions monumentales par de belles fontaines de bronze et de charmans groupes de sculpture; mais ses rues ne sont qu'un labyrinthe d'escaliers, de passages, de carrefours et d'impasses où l'on voit la population grouiller dans les ordures. Pernambuco est la Venise du continent colombien. Séparée de la mer par un étroit récif semblable à un brise-lames régulier qu'aurait construit la main des hommes, elle groupe ses différens quartiers autour de charmantes lagunes, dominées au nord par l'antique cité d'Olinde; ses quais offrent des rangées de maisons splendides qui rappellent les grandes cités commerciales de l'Europe; de beaux édifices s'élèvent de toutes parts; les environs sont parsemés de villas élégantes. Un certain esprit d'entreprise, très rare dans le Brésil, se fait jour dans l'ancienne cité de Maurice de Nassau, grâce peut-être à la persistance de l'élément hollandais. Peuplée d'une race plus énergique, Pernambuco possède aussi sur ses rivales du sud le privilége inappréciable d'être plus rapprochée de l'Europe. Poste avancé du continent, elle voit passer tous les navires qui se dirigent vers le sud et s'efforce de les retenir au passage. C'est là que les lignes de navigation à vapeur doivent nécessairement chercher un point d'attache commun.

En général, les municipalités des grandes villes brésiliennes, à l'exception de Rio-Janeiro, semblent tenir principalement à la construction d'édifices de luxe et négligent assez les améliorations qui ont rapport à la propreté urbaine. A Bahia, à Pernambuco, on a dépensé bien des millions afin de bâtir des théâtres somptueux et s'assurer de célèbres *prime donne;* mais on s'est donné moins de peine pour les égouts, si nécessaires dans cet empire de la fièvre jaune, pour les prisons, abominables sentines où les Howard ne se sont jamais aventurés, pour les hôpitaux, que les pauvres redoutent à bon droit comme les antichambres de la mort. Rio-Janeiro est la seule des grandes villes du Brésil qui possède un asile de fous; encore le ministre fondateur de cette institution utile a-t-il sacrifié plus au luxe qu'au véritable comfort, et l'on dit que pour recueillir les fonds nécessaires il a dû faire appel, non pas à la charité, mais à la plus mesquine des ambitions, celle des titres de noblesse. On pourrait aussi reprocher aux Brésiliens cette imprévoyance ambitieuse avec laquelle ils commencent des travaux que leur fait abandonner plus tard le manque de fonds. Partout on voit des routes ouvertes à grands frais que la végétation obstrue déjà et qui vont se perdre au milieu de la forêt, partout des ponts dont il ne reste que des piles ou des culées penchant sous l'effort des terres ou bien à demi renversées par les inondations, partout des fondemens d'édifices qui devaient être splendides, mais dont les murailles à peine élevées au-dessus

du sol ne servent aujourd'hui qu'aux reptiles. Il en est de même dans le domaine de la science et des arts. Une expédition de savans, organisée avec le plus grand soin sous les auspices immédiats de l'empereur du Brésil, s'est bornée aux explorations préparatoires et aux magnifiques promesses : elle a dû être remise à des temps meilleurs après avoir coûté près de 2 millions au trésor public. A Rio-Janeiro, le musée d'histoire naturelle, bel édifice admirablement disposé, n'offre aux étrangers que des objets sans importance, et, si nous devons en croire le témoignage de M. Biard, l'École des beaux-arts comptait en 1858 neuf professeurs pour un auditoire de trois élèves seulement. Ce sont là des ridicules qui se retrouvent aussi dans la plupart des sociétés hispano-américaines. Les jeunes nations n'ont pas toujours l'énergie nécessaire pour donner suite à leurs ambitieux désirs; mais les tentatives inutiles se répètent souvent et sont enfin suivies d'efforts plus heureux. En dépit d'insuccès répétés, de déboires lamentables, d'entreprises dévoyées, les routes s'ouvrent, les villes se multiplient, les édifices s'achèvent. Une première couche de ruines prépare le sol sur lequel doivent un jour s'élever des monumens durables.

Les voies de communication sont, au point de vue matériel, l'œuvre la plus importante que se proposent les Brésiliens. En effet, la population de l'empire se distribue en deux longues zones parallèles et distinctes dont l'une se développe au bord de la mer, tandis que l'autre occupe les plateaux de l'intérieur. Quelques rivières coupées de cataractes (1), quelques sentiers périlleux et deux routes à peine font communiquer les plaines du rivage avec les hautes vallées : presque partout une lisière de forêts vierges, devenues la retraite des onces, des tapirs et des Indiens féroces, sépare les deux rangées de colonies habitées par les Brésiliens civilisés. Réunir ces deux zones, mettre en rapport constant la région des diamans et de l'or avec celle du sucre et du café, faciliter l'échange des produits entre les consommateurs de la plaine et ceux des hauteurs, telle est la tâche principale que se donne le Brésil. Aujourd'hui les transports s'opèrent avec tant de difficulté que les cités du littoral, dont l'horizon lointain est borné par l'immense étendue des forêts vierges, sont obligées de demander leurs bois de construction à la Scandinavie. La province de Minas-Geraës, qui contient à elle seule plus de la septième partie de la population de tout l'empire, est depuis quelques années à peine reliée à Rio-Janeiro par une route de voitures; mais ses communications avec les provinces limitrophes de Saõ-Paulo, de Bahia, de Pernambuco, sont encore très longues et très

(1) La chute du San-Francisco, connue sous le nom de cataracte de Paulo-Affonso, rivalise en beauté avec la chute du Niagara.

difficiles; tout le commerce doit se faire au moyen de mulets de charge.

L'ouverture de routes entre les villes maritimes et celles de l'intérieur est indispensable à d'autres points de vue que celui du trafic. Au premier abord, le Brésil semble un des empires les plus compactes de la terre; cependant il n'est guère qu'une agglomération de territoires presque complétement distincts. L'immense bassin de l'Amazone est un domaine à part que la navigation à vapeur rattache aux provinces du littoral; la mer seule permet d'atteindre ce pays, que l'on pourrait croire réuni au reste du Brésil par la double artère du Tocantins et de l'Araguay. Ainsi une escadrille ennemie stationnant devant l'estuaire de l'Amazone suffirait pour couper le Brésil en deux moitiés presque aussi distinctes l'une de l'autre que la France l'est de l'Algérie. De même, les districts de Cuyaba et de Matto-Grosso, que pourrait tôt ou tard menacer la Bolivie, sont séparés de la capitale par les montagnes, les forêts et les Indiens, si bien qu'une année entière s'écoule entre le départ d'une expédition envoyée dans ces provinces de l'ouest et son retour à Rio-Janeiro. Le Brésil, malgré l'apparente cohésion de ses diverses parties, se compose donc en réalité de trois contrées juxtaposées, mais distinctes : les provinces du littoral, reliées les unes aux autres par la navigation côtière, le bassin de l'Amazone, enfin les régions occidentales, arrosées par le Paranà, le Paraguay et leurs divers affluens. Un pareil état de choses prouve l'importance que doit avoir la question des voies de communication aux yeux de tous les Brésiliens désireux d'assurer à jamais l'intégrité de leur patrie.

C'est une œuvre bien difficile que la construction de routes dans un pays si vaste et si faiblement peuplé, surtout lorsque la majorité des habitans valides tient la paresse en grand honneur. Quelques-unes des pages les plus dramatiques du livre de M. Avé-Lallemant sont consacrées à la description d'un voyage qu'il entreprit avec un ingénieur de ses amis pour se rendre de la colonie de Donna-Francisca aux pâturages du plateau de Corityba. Ils partirent accompagnés d'une dizaine d'hommes vigoureux qui portaient leurs provisions, et devaient leur frayer un chemin dans la forêt à coups de sabre et de hache. Ils se promettaient d'arriver en huit jours, car le plateau s'élève de 1,000 mètres à peine au-dessus de la mer et n'est éloigné de la colonie que de 35 kilomètres à vol d'oiseau. Guidés par la boussole et par les souvenirs de l'ingénieur, qui en était à son second voyage, ils croyaient n'avoir à courir aucun danger, et c'est avec une sorte de joie triomphante qu'ils commencèrent le percement de leur *picada* à travers les solitudes sacrées de la forêt; mais les difficultés de la route calmèrent bientôt leur héroïsme juvénile. A chaque pas, ils rencontraient des branches épineuses, qu'ils de-

vaient écarter soigneusement pour ne pas se déchirer, des lianes au-dessous desquelles ils étaient obligés de se glisser, des troncs renversés qu'il fallait contourner ou franchir péniblement. Malgré tous leurs efforts, ils ne purent jamais fournir une marche de plus de 3 ou 4 kilomètres par jour. Le huitième jour, lorsqu'ils croyaient se trouver à quelques centaines de mètres à peine des pâturages et se félicitaient déjà de leur succès, ils virent se dresser devant eux une muraille de rochers à pic, infranchissable en apparence. M. Avé-Lallemant grimpa jusqu'à la cime d'un arbre élevé; mais, par-dessus la mer de feuillage dont l'immense étendue lui donna le vertige, il ne put découvrir aucune fissure qui permît d'atteindre les *campos*. Il fallut revenir en arrière, descendre de branche en branche la pente rapide d'un étroit ravin, et monter à travers un fourré presque impénétrable sur une terrasse doucement inclinée. La traversée de ce ravin occupa plusieurs jours, et sembla d'autant plus pénible aux voyageurs qu'ils avaient dû prudemment se mettre à la ration. Le quatorzième jour, les provisions manquèrent tout à fait, et lorsqu'on atteignit enfin le plateau tant désiré où les vastes pâturages alternaient avec les bosquets de sombres et majestueux araucarias, le repas de la journée s'était composé de trois perroquets partagés en douze morceaux.

Tous les voyageurs qui veulent se frayer une *picada* à travers les forêts inviolées rencontrent des obstacles analogues, et lorsqu'il s'agit de transformer ces sentiers à peine indiqués en chemins praticables aux mulets ou même en routes carrossables, les difficultés sont centuplées. Heureusement les grandes entreprises, qui doivent coûter de fortes sommes, sont précisément celles qu'on s'occupe le plus soigneusement de mener à bonne fin. On cite de nombreux exemples de routes ordinaires ouvertes à grands frais, puis abandonnées aux ronces et aux lianes; mais tous les chemins de fer commencés se poursuivent, soit que les Brésiliens tiennent à honneur de posséder aussi leur réseau de voies ferrées, comme les États-Unis et les pays d'Europe, soit plutôt parce qu'ils ont fait appel aux capitalistes anglais, et que ceux-ci mettent leur persévérance britannique au service de l'œuvre commencée. Le premier chemin de fer exécuté au Brésil réunissait la baie de Rio-Janeiro à la base des montagnes de Pétropolis : pendant longtemps, il ne fut guère qu'un coûteux joujou de cinq milles de long; mais aujourd'hui les ingénieurs ont pour seul but de surmonter l'obstacle que forment la chaîne ou les terrasses côtières, et de mettre en communication les plateaux cultivés de l'intérieur avec les ports d'embarquement. Ainsi une voie de fer part de Pernambuco et se dirige vers le San-Francisco pour l'atteindre en amont de la cataracte de Paulo-Affonso et se rattacher à une ligne de navigation intérieure. Un autre chemin

de fer, ayant Bahia pour *terminus*, remonte également vers le San-Francisco pour prendre sa part des produits que la province de Minas-Geraës expédie par ce fleuve. Rio-Janeiro, plus favorisée, possède déjà plusieurs lignes qui traversent la Serra-dos-Orgaoës, pénètrent dans la vallée populeuse du Parahyba et servent d'avenues commerciales aux riches districts de Cantagallo, d'Ouro-Preto, de Barbacena. Enfin la province de Saõ-Paulo est dotée, du moins en espérance, d'un chemin de fer qui doit réunir le port de Santos à la ville de Jundiahy et mettre ainsi en rapport avec l'Atlantique les régions jadis peu accessibles qu'arrosent les affluens du Paranà. En outre on a mis à l'étude plusieurs autres lignes ferrées qui auront toutes pour résultat de rapprocher de la mer les districts que le relief du sol en sépare encore aujourd'hui. Pour allécher les capitaux, le congrès offre, conjointement avec les législatures des provinces que doivent traverser les nouvelles artères, une garantie de revenu de 7 pour 100 par an. L'avidité des planteurs, qui, non contens de s'enrichir par le voisinage des voies ferrées, se font encore payer leurs terres à des prix très élevés, a souvent retardé la marche des travaux; mais elle n'a jamais pu les arrêter. Malgré de nombreux obstacles, ces œuvres se poursuivent et s'achèveront graduellement. Si l'empire brésilien est encore bien éloigné d'avoir son réseau, même en projet, il commence du moins à posséder des points d'attache importans autour desquels rayonneront plus tard toutes les voies ferrées. Grâce aux bateaux à vapeur, elles continueront sur le Nouveau-Monde cette grande ligne européenne, non encore terminée, qui vient aboutir à Lisbonne, et promet de restituer à cette cité commerciale son antique importance.

Seule, la république du Chili devance l'empire brésilien par les progrès matériels et la civilisation extérieure; mais on doit avouer qu'elle ne jouit pas encore d'une tranquillité politique aussi profonde. Ce n'est pas que le Brésil n'ait eu aussi sa part de convulsions politiques pendant les quarante années qui se sont écoulées depuis sa déclaration d'indépendance. Pernambuco inaugura les troubles en proclamant en 1824 la confédération de l'Équateur. Ensuite vint la guerre civile, qui se termina en 1828 par l'abandon définitif de l'estuaire de la Plata et la reconnaissance de la république de l'Uruguay. Apaisée dans le sud, la guerre recommence à l'autre extrémité de l'empire, et la terrible et longtemps victorieuse révolte des *cabaneiros* éclate dans les provinces du nord et sur les bords de l'Amazone; puis les habitans du Rio-Grande-do-Sul se révoltent à leur tour en 1831 et forment une république indépendante, qui ne fut réduite définitivement qu'après douze années de lutte. En 1838, les nègres et les mulâtres s'emparent de Bahia, organisent un gouvernement régulier, et ne rendent la ville qu'après avoir soutenu un

siége de plusieurs jours contre une armée et une flotte nombreuses. En 1840 et 1841, une nouvelle révolte éclate aux portes mêmes de Rio-Janeiro, et pendant plus d'une année la province centrale de Minas-Geraës, la clé de voûte de l'empire, reste au pouvoir des insurgés. Plus tard, de nouveaux troubles se succèdent dans les provinces d'Alagoas, de Maranhaõ; enfin l'année 1848 ne s'écoule pas sans que le Brésil n'ait sa petite révolution dans la ville de Pernambuco. Depuis cette époque, une paix inviolée règne sur toute l'étendue de l'empire, et les paquebots venus du Brésil n'apportent que le cours du change et du café, quelques échos affaiblis des discussions des chambres, ou tout au plus la nouvelle de quelque changement pacifique de ministère.

Cependant, quand on étudie les raisons secrètes des guerres et des révolutions successives qui ont longtemps entravé les progrès de l'empire brésilien, on s'aperçoit que les grandes causes de désordre qui agissaient avant 1848 n'ont pas cessé d'exister. L'une de ces causes, toute politique, est l'antagonisme des intérêts provinciaux. On comprend en effet que l'entente cordiale entre les populations diverses soit difficile dans cet immense Brésil, qui d'un côté dépasse l'équateur, de l'autre plonge à une grande distance dans la zone tempérée, et se perd à l'ouest dans les forêts inexplorées des Andes, tandis qu'à l'orient ses côtes offrent sur l'Atlantique plus de 2,000 kilomètres de développement. Tel ordre émané du gouvernement emploie près d'une année pour atteindre les frontières; aussi toute centralisation administrative devient facilement une insupportable tyrannie aux extrémités du territoire brésilien, et tout naturellement les provinces éloignées de la capitale cherchent à s'y soustraire en adoptant le système de la fédération. C'est là ce qu'essayèrent inutilement d'accomplir les révolutionnaires du Rio-Grande-do-Sul et de Minas-Geraës. C'est là ce que désire encore la ville remuante de Pernambuco, surveillée avec tant d'anxiété par le gouvernement (1). Pour éviter le retour de convulsions semblables à celles qui bouleversaient autrefois l'empire, le pouvoir central a soin de ne pas trop s'ingérer dans l'administration particulière des provinces et des communes; mais on peut douter que cette politique prudente suffise à elle seule pour résoudre en une paix générale l'antagonisme des Brésiliens de l'est et de l'ouest, du nord et du midi, et l'on se demande si la réconciliation des diverses provinces n'est pas due bien plus à leur solidarité en présence d'un même danger qu'à toutes les précautions du gouvernement. L'esclavage, cette plaie qui ronge

(1) La rapidité singulière avec laquelle se succèdent les présidens de la province de Pernambuco est un signe de cette sollicitude. Du mois de novembre 1858 au mois de juin 1859, c'est-à-dire en six mois, cinq personnages envoyés de Rio-Janeiro ont tour à tour occupé le siége présidentiel de Pernambuco.

plus ou moins toutes les portions de la société brésilienne, crée aux maîtres une communauté d'intérêts et les force à négliger la politique locale pour se prémunir de concert contre le péril qui les menace tous ensemble. Autrefois, lors des insurrections serviles de Parà, de Pernambuco, de Bahia, les noirs et les Indiens soulevés demandaient à grands cris la mort des blancs, et même dans les révolutions de Minas-Geraës et de Rio-Grande-do-Sul, qui avaient un caractère plus spécialement politique, la lutte à main armée menaçait de dégénérer en une véritable guerre de races. Ce sont là des actes dont la signification redoutable ne pouvait échapper à l'aristocratie brésilienne, et qui ont fait sacrifier sur l'autel de l'ordre public toutes les dissensions de province à province. Les propriétaires du sol se sont réconciliés par crainte des noirs et des métis, des esclaves et des affranchis, des prolétaires de toute nuance et de toute origine. C'est donc à la guerre sourde qui sévit entre les races qu'on doit, sans craindre d'émettre un paradoxe, attribuer cette paix, si profonde en apparence, qui distingue le Brésil entre tous les pays de l'Amérique du Sud.

II.

On n'a pas encore opéré un seul recensement sérieux de l'empire brésilien, et l'on ne possède sur le chiffre total de la population (1) que des évaluations approximatives. On ne peut donc établir d'une manière satisfaisante ni le nombre des esclaves, ni le rapport qui existe entre la population asservie et la population libre, d'autant moins que par insouciance ou à dessein on laisse planer une ombre mystérieuse sur cette partie de la statistique brésilienne. D'après quelques économistes, les noirs et les mulâtres réduits en esclavage formeraient une armée de plus de 4 millions d'hommes et dépasseraient ainsi le nombre des Brésiliens libres de toute race et de toute couleur ; d'autres indiquent comme plus probable le nombre de 3 millions ; enfin, si l'on s'arrête au témoignage des planteurs, qui ont intérêt à dissimuler le nombre des esclaves à cause de l'impôt de capitation, on ne saurait fixer à moins de 2,500,000 le chiffre des Africains et des hommes de couleur condamnés à la servitude. Ainsi, même en acceptant cette dernière évaluation comme la moins effrayante, le Brésil se trouverait, au point de vue du travail, dans une position bien plus dangereuse que celle de la république américaine avant la guerre civile : là, sur huit hommes, un seul était

(1) Elle dépasse probablement 8 millions d'habitans, en y comprenant plus de 400,000 Indiens sauvages. En 1856, on l'estimait à 7,677,800 âmes, c'est-à-dire à un habitant par kilomètre carré. A ce compte, le Brésil est soixante-quinze fois moins peuplé que la France.

esclave: au Brésil, la proportion est d'un esclave sur trois habitans, et, grâce à la rapidité avec laquelle se déroulent les événemens de l'Amérique du Nord, il n'est pas douteux que, dans un avenir rapproché, l'empire brésilien n'ait le triste honneur d'occuper le premier rang comme puissance esclavagiste, non-seulement par la proportion relative, mais encore par le nombre absolu de ses esclaves. Dans presque toutes les provinces du littoral, entre Rio-Janeiro et Pernambuco, la population des nègres asservis dépasse considérablement celle des hommes libres. Bahia fourmille de noirs au point de ressembler à une cité d'Afrique.

Certaines formes de l'esclavage, il est vrai, sont incontestablement beaucoup plus cruelles dans les plantations américaines que dans celles du Brésil, et cependant, si je ne craignais de commettre un véritable blasphème en associant des idées aussi contradictoires, je dirais que l'institution servile offre aux États-Unis une apparence de moralité qu'on chercherait vainement au Brésil. Les planteurs américains, avertis par la réprobation de leurs compatriotes et par la voix de leur propre conscience, n'ont jamais cessé de discuter l'esclavage au point de vue de la justice. Ils l'avaient même condamné d'abord et avaient pris çà et là quelques mesures pour en préparer l'abolition; puis, quand les intérêts particuliers et les ambitions politiques vinrent modifier leurs opinions premières, ils tâchèrent du moins de justifier leur cause par tous les argumens imaginables. Cette prétention témoigne au moins d'un certain besoin de justice que les institutions ont pu pervertir, mais qu'elles n'ont pas complétement supprimé.

Immergée au contraire complétement dans l'esclavage, la société brésilienne ne saurait en apprécier la justice ou l'iniquité : ce fait monstrueux de la possession de l'homme par l'homme lui paraît si naturel, si peu répréhensible, que l'état lui-même achète ou reçoit en héritage des nègres et les fait travailler pour le compte du budget. Les couvens ont aussi leur domesticité africaine, que les contrats de vente déclarent être la propriété réelle du grand saint Benoît ou du non moins grand saint Ignace. De même, par pure charité d'âme, les administrateurs de l'hospice de Rio-Janeiro font l'acquisition de négresses nourrices pour allaiter les enfans trouvés. Ailleurs, d'après M. Avé-Lallemant, ce sont des médecins spéculateurs qui s'adressent au public par la voie des journaux et se portent acquéreurs de nègres malingres ou épuisés qu'ils tâchent de remettre sur pied pour les revendre ensuite à un bon prix; enfin on a vu des noirs posséder d'autres noirs, auxquels ils transmettaient leur propre besogne sans pouvoir se libérer eux-mêmes, tant la condition d'esclave semble normale dans ce malheureux pays. C'est même en partie à la sim-

plicité plus ou moins naïve avec laquelle les propriétaires d'esclaves envisagent le sort de leur bétail humain que celui-ci doit la douceur relative de son existence. Les maîtres peuvent être bons princes, puisque d'importuns abolitionistes ne viennent pas menacer leur propriété sacrée. Ils ne se croient pas obligés, comme leurs confrères d'Amérique, d'inventer pour le nègre un nouveau péché originel, ni d'ériger en système la distinction absolue des races, ni de poser une infranchissable barrière entre la descendance des esclaves et celle des hommes libres. Ils n'éprouvent aucunement le besoin de s'acharner à la découverte d'une philosophie qui leur permette d'aggraver la servitude. D'ailleurs le plus ou moins d'âpreté déployé dans l'exploitation des esclaves est toujours en raison directe de la valeur monétaire des bras; or jusqu'à ces dernières années le travail des nègres brésiliens, alimenté sans cesse par la traite, représentait un capital beaucoup moins fort que celui des nègres américains (1).

Pour excuser l'esclavage imposé par les planteurs du Brésil, des gens de bonne foi ont souvent prétendu qu'il avait seulement le nom de commun avec l'esclavage américain, et réalisait en entier l'idéal tant prôné de la vie patriarcale. Une comparaison rapide établie entre les deux pays où règne la servitude involontaire semble en effet donner au premier abord quelque valeur à cette affirmation. Les esclaves des plantations brésiliennes, formant environ les cinq sixièmes de la population asservie (2), jouissent le dimanche d'une liberté relative, comme les nègres américains; mais ils ont de plus que ceux-ci de nombreux jours de fête distribués pendant tout le cours de l'année. De quinzaine en quinzaine, la plupart des planteurs leur accordent en outre la journée du samedi pour qu'ils puissent cultiver leurs propres enclos, honorés du titre de *fazendas*, et ajouter ainsi quelques fruits et quelques racines à la provision réglementaire de viande sèche (*carne secca*) fournie par l'économie. Dans les grandes villes de commerce, les maîtres, trop insoucians pour faire travailler eux-mêmes leurs esclaves, vont jusqu'à les laisser complétement libres de gagner leur vie à leur guise, à la condition qu'ils rapportent chaque jour une certaine somme fixée d'avance. Les nègres, laissés à leur propre initiative, s'organisent plus ou moins librement en bandes de travailleurs, se choisissent un

(1) Un vigoureux *nègre de champ* représente actuellement au Brésil un capital de 5,000 francs environ.

(2) En admettant le chiffre minimum de 2,500,000 esclaves, on peut diviser cette population d'une manière approximative en 2 millions de *nègres de champ*, 200,000 ouvriers de toute espèce, 200,000 hommes de peine loués à des tiers, et 100,000 domestiques.

chef, et vont offrir leurs services, comme portefaix ou arrimeurs, aux négocians ou aux capitaines de navire. Pendant la journée, ces esclaves, que ne surveille pas l'œil du maître, peuvent s'imaginer pendant quelques heures qu'ils possèdent leur liberté. Précédés d'une espèce de musicien qui les excite en secouant des chevrotines contenues dans une calebasse, ils s'encouragent mutuellement par un chant rhythmé ou par des cris poussés en cadence. Beaux, vigoureux, semblables à des statues détachées de leurs piédestaux, ils traversent les rues sans fléchir sous le poids de leurs énormes charges, et mettent souvent dans l'accomplissement de leur travail un véritable enthousiasme de combattans (1). Des milliers de nègres, appartenant pour la plupart aux diverses tribus des Minas, ou noirs de la Côte d'Or, qui se distinguent entre tous par leur beauté physique, leur intelligence et leur indomptable amour de la liberté, peuvent ainsi réaliser chaque jour un certain bénéfice qu'ils accumulent soigneusement et contemplent avec avarice comme le gage de leur future émancipation. En effet, la loi brésilienne, moins terrible que les codes noirs des états confédérés, n'enferme pas l'esclave dans un infranchissable cercle de servitude : elle ne l'empêche pas de se racheter par son travail et de secouer la poussière de ses habits pour s'asseoir à côté des hommes libres. Bien plus, elle lui donne aussi la permission tacite de s'instruire, s'il en trouve le temps et le courage; elle l'autorise à fortifier son intelligence en vue d'une libération possible, et ne condamne pas à la prison le blanc charitable qui lui enseigne l'art diabolique de la lecture. Le hasard de sa naissance peut également sauver l'esclave et lui rendre son indépendance, car il est d'usage au Brésil d'émanciper les mulâtres, et la loi ne s'est pas encore interposée entre le père et le fils pour interdire au premier de reconnaître son propre sang. On évalue à un septième seulement de la population brésilienne de couleur le nombre des mulâtres condamnés à l'esclavage (2), tandis que dans toute l'étendue de la république anglo-saxonne, en y comprenant même les états libres, on compte près de deux hommes de couleur encore esclaves contre un seul affranchi.

On peut dire aussi, à l'avantage de l'empire sud-américain, que le gouffre creusé entre le blanc et le noir émancipé y est beaucoup moins large qu'aux États-Unis. Il ne saurait en être autrement dans un pays où le nombre des blancs purs de tout mélange s'élève à un

(1) Quelques sénateurs, fatigués de cette mélopée qu'on ne cesse d'entendre dans les rues de Rio-Janeiro, firent promulguer un décret interdisant aux nègres de chanter pendant leur travail. Ce fut comme un changement à vue. Faibles, épuisés, malingres, les esclaves se traînaient paresseusement en portant leurs fardeaux : il fallut leur rendre au plus tôt le droit de rhythmer leur tâche par des cris poussés à temps égaux.

(2) 300,000 mulâtres esclaves, 2 millions d'hommes de couleur libres.

million à peine en y comprenant les étrangers, et forme ainsi tout au plus le huitième de la population. C'est en vain qu'on applique diverses mesures pour rappeler aux nègres affranchis leur ancienne servitude et les rejeter du sein de la société brésilienne : protégés par les mœurs, ils se croisent librement avec les castes supérieures, la population mêlée s'accroît sans cesse dans une proportion considérable, et malgré la fierté de ceux qui sont restés purs de tout mélange on peut prévoir le jour prochain où le sang des anciens esclaves coulera dans les veines de tout Brésilien. Cet envahissement graduel a déjà fait ployer bien des barrières. Les fils de noirs émancipés deviennent citoyens; ils entrent dans l'armée de terre et de mer, le plus souvent, il est vrai, à la suite d'un recrutement forcé, et peuvent, au même titre que leurs compagnons d'armes de race caucasique, parler de la cause de la patrie et de l'honneur du drapeau. Quelques-uns montent de grade en grade et commandent à des blancs restés leurs inférieurs; d'autres s'adonnent aux professions libérales, et deviennent avocats, médecins, professeurs, artistes. Il est vrai que la loi n'accorde pas aux nègres le droit d'entrer dans la classe des électeurs ni dans celle des éligibles; mais les employés dont la peau est plus ou moins ombrée ne font aucune difficulté de reconnaître comme blancs tous ceux qui veulent bien se dire tels, et ils leur délivrent les papiers nécessaires pour établir légalement et d'une manière incontestable la pureté de leur origine. C'est ainsi que les fils des anciens esclaves peuvent entrer dans la carrière administrative, et même siéger dans le congrès à côté des nobles planteurs. Au Brésil, ce n'est pas la couleur qui fait la honte, c'est la servitude.

Tous ces faits sont de la plus haute importance pour l'avenir du pays, mais ils ne peuvent aucunement servir d'excuse à l'esclavage brésilien, qui, par sa nature même, est identique à « l'institution divine » des Anglo-Américains. Que le maître soit un patriarche ou bien un tyran, il n'en est pas moins le possesseur d'autres hommes dont il use à son gré, et envers lesquels sa justice elle-même n'est que de l'arbitraire. S'il le juge convenable, il peut battre et torturer; il peut imposer les chaînes, les menottes, le collier de force, ou tout autre instrument de supplice. Telle maîtresse vaporeuse qui, par vanité, vient de couvrir ses négresses de ses propres bijoux afin de donner aux étrangers une haute idée de sa richesse, peut un instant après faire fustiger ces mêmes femmes, ornées encore de leurs colliers d'or ou de perles. Tel propriétaire appauvri qui a toujours usé de la plus grande douceur envers ses esclaves en vend une partie pour dégager ses propriétés obérées : il sépare l'ami de l'ami, peut-être le fils du père, et le laisse emmener par quelque avide étranger sur une plantation lointaine. Et de pareils drames entraî-

nent après eux une démoralisation d'autant plus grande que la familiarité semblait plus intime entre le maître et l'esclave. Les joyeux éclats de rire des nègres et des négresses retentissent souvent dans les carrefours de Bahia et de Rio-Janeiro; mais si l'on passe devant les maisons de correction, où des fouetteurs aux gages de l'état fustigent l'esclave à la simple requête du propriétaire, on entend des hurlemens de douleur faire écho à la bruyante hilarité des rues.

Ce fut l'Angleterre qui donna au Brésil le premier avertissement sérieux sur la question de l'esclavage en concluant avec cet empire la convention de 1826 pour l'abolition de la traite des nègres. La convention ne fut pas observée, et la traite continua sans interruption en dépit des croisières anglaises; avec l'aide de leurs complices les armateurs américains, les planteurs du Brésil achetaient de légers navires, admirablement taillés pour la marche, qui, sous le prétexte d'un commerce légitime, se rendaient sur la côte de Guinée, se cachaient dans les baies et les marigots pour prendre leur chargement de *bois d'ébène*, et, quand le moment favorable était venu, s'échappaient pour franchir en quelques jours cette étroite partie de l'Atlantique qui sépare l'Afrique du Brésil. Protégés par la complicité des autorités locales, les négriers n'avaient plus qu'à déposer leur cargaison dans quelque hâvre de la côte du Brésil équatorial. Les croiseurs anglais, exaspérés par cette insigne violation du traité, pourchassaient les négriers dans les eaux brésiliennes, forçaient l'entrée des ports, allaient même jusqu'à faire usage de leurs canons pour réduire au silence les forteresses de la côte (1). En 1845, l'Angleterre revendiqua formellement par le bill Aberdeen le droit de saisir les embarcations suspectes dans les eaux du Brésil; mais en dépit de cette mesure énergique, qui constituait presque un état d'hostilité entre les deux pays, le trafic de chair humaine ne cessa de prendre chaque année des proportions plus considérables. La certitude de recevoir sur les marchés brésiliens la somme de 400 francs pour chaque tête de nègre achetée 100 francs sur la côte de Guinée excitait les appétits immondes de nombreux négriers, et l'on importait tous les ans 50, 60 et même 80,000 esclaves (2). Enfin le gouvernement brésilien comprit son devoir, et vers la fin de 1850 il fit passer une loi qui assimile l'importation des nègres à la piraterie. Les autorités provinciales bravèrent longtemps cette me-

(1) On voit encore les boulets anglais sur les murailles du port de Nossa Senhora dos Prazeres, à l'entrée du port de Paranagua.

(2) Un document émané du *foreign office* fixe à 325,615 le nombre des Africains transportés au Brésil au su des croiseurs anglais pendant la décade de 1842 à 1851. Et combien de négriers ont échappé inaperçus! Il est probable que les plantations brésiliennes ont reçu depuis 1826, en violation des traités, plus de 1,500,000 nègres. En 1857, le baron de Maua avoua devant ses collègues du congrès que le Brésil avait importé jusqu'en 1851 environ 54,000 Africains par an. Aucune protestation ne se fit entendre.

sure, qui portait un rude coup à l'aristocratie féodale. Une clause de la convention faite avec l'Angleterre disait que les esclaves arrachés aux négriers ne jouiraient de leur liberté qu'après avoir fait un apprentissage de sept années sous la tutelle d'agens du gouvernement brésilien. Ces agens étaient eux-mêmes des planteurs qui recevaient dans leurs propriétés les nègres nouvellement débarqués, les faisaient travailler comme esclaves, et pour s'éviter l'embarras de les rendre à la liberté avaient soin de leur faire changer de noms avec les travailleurs vieux ou malades. Toutes les fois qu'un de ces derniers expirait, on portait à sa place un des nouveau-venus sur la liste des morts, et de cette manière on se mettait en règle avec l'administration, qui fermait débonnairement les yeux sur toutes ces peccadilles. Cependant il paraît que la loi est aujourd'hui beaucoup plus fidèlement observée, et que la traite des nègres entre l'Afrique et le Brésil a complétement cessé. Le fameux négrier Gordon, dont la mort a si vivement préoccupé les esprits en Amérique, était un de ceux qui avaient réussi pendant les dernières années à faire les plus brillantes opérations sur les côtes brésiliennes.

La cessation de la traite est regardée presque universellement au Brésil comme une grande calamité nationale, et les propriétaires du sol poussent à ce sujet de violentes clameurs. Ils se plaignent de manquer de bras pour la culture de leurs terres, et c'est à cette pénurie de travailleurs qu'ils attribuent l'énorme écart qui se manifeste presque chaque année au détriment de l'empire entre les importations et les exportations (1). Obligés de laisser en friche d'immenses étendues de terrain qui pourraient leur rapporter des tonnes de sucre et de café, ils prétendent que leur ruine est imminente, que les progrès du Brésil sont enrayés, que la civilisation elle-même est menacée dans son essor. Les possesseurs de mines d'or ou de diamans se plaignent également de ne pouvoir exploiter comme autrefois les immenses richesses qui dorment dans les veines de leurs montagnes et les alluvions de leurs fleuves (2). Il semble positif en effet que le nombre des nègres esclaves diminue au Brésil. D'ailleurs on ne comprendrait pas qu'il en fût autrement. Les négriers, désireux de gagner 300 francs par tête de nègre importé, ne gaspillaient pas la place si précieuse de leurs fonds de cale en y entassant des femmes ou des enfans qui seraient morts pendant la traversée; ils ne transportaient que des hommes dans la force de l'âge, des travailleurs

(1) C'est ainsi qu'en 1858 la valeur des importations de l'empire du Brésil s'est élevée à 338,539,778 francs, tandis que l'exportation totale ne représentait qu'une somme de 250,119,185 francs.

(2) Les mines d'or de la province de Goyaz étaient exploitées autrefois par 100,000 esclaves. En 1855, le nombre des noirs avait été réduit, par les maladies, les traitemens barbares et l'insalubrité de leur travail, à 10,000 environ.

robustes, qui pouvaient se mettre à l'ouvrage dès le jour de leur débarquement. Ainsi ces mêmes noirs à qui on avait déjà ravi la liberté et la patrie étaient, par un surcroît de barbarie insouciante, condamnés au célibat à cause du manque de femmes et périssaient lentement sans se reproduire : la population mâle des plantations se recrutait non par des naissances, mais par de continuelles importations d'Afrique. Actuellement le surplus des noirs inutiles à la reproduction est enlevé graduellement par la mort; mais l'équilibre n'est pas encore rétabli entre les sexes, et les esclaves femelles, dont un bon nombre, il faut le dire, est déjà accaparé par leurs maîtres, ne suffisent pas aux esclaves noirs. En outre la différence des travaux imposés aux nègres amène souvent la séparation des sexes et contribue pour sa part à la diminution de la race. La culture de la canne à sucre et la garde des bestiaux exigent surtout le travail de l'homme; en revanche, l'on emploie dans les caféteries le travail moins coûteux de la femme, et sans comprendre ce qu'offre d'insensé, au point de vue de leur propre intérêt, cette séparation des sexes, les planteurs préfèrent accuser la destinée et cette loi fatale qui a supprimé la traite. Pour comble de malheurs, le choléra, qui n'avait jamais visité le Brésil, a franchi l'équateur en 1855. Depuis lors, cette maladie, qui s'attaque principalement aux noirs, tandis que la fièvre jaune choisit ses victimes parmi les blancs, n'a cessé d'exercer de terribles ravages sur les plantations, et pendant les deux premières années elle a fait périr près de 110,000 nègres. D'ailleurs les mesures hygiéniques les plus simples sont presque toujours négligées par les propriétaires d'esclaves, et la mortalité des négrillons est extrêmement considérable, surtout dans les plantations de l'intérieur. On dit qu'autrefois, lorsque les jésuites du Brésil faisaient cultiver leurs terres par des noirs, la mortalité était moindre de moitié sur leurs négrillons que sur ceux de leurs voisins laïques. Aujourd'hui ceux-ci ont amélioré l'état sanitaire de leurs camps; mais sous ce rapport ils ont encore certainement beaucoup à apprendre de leurs confrères de la Virginie et du Maryland, qui ont amené l'élève des esclaves à la hauteur d'une véritable science.

L'aggravation de l'esclavage est la conséquence naturelle de l'abolition de la traite et de la pénurie des travailleurs. Au lieu de rehausser l'éclat de son faste par une foule de nègres inutiles paradant autour de sa demeure, le planteur économe condamne maintenant aux durs travaux des champs tous ceux qui ne sont pas strictement nécessaires au service de sa personne; il apprend à ne plus gaspiller son précieux capital vivant, et réfléchit longuement avant de rogner l'héritage de ses fils en émancipant un serviteur favori. De son côté, le nègre, qui gagne péniblement quelques *reis* en travaillant pour son propre compte dans les rares instans de répit qu'on lui accorde,

voit ses chances de libération diminuer à mesure que sa valeur monétaire augmente. Ses faibles épargnes ne suivent pas le mouvement ascensionnel de son prix marchand, et malgré ses efforts il voit la liberté s'enfuir devant lui. Ainsi l'institution servile du Brésil suit parfaitement l'exemple fourni par la république américaine. Dans les deux pays, l'esclavage est devenu plus dur à chaque nouvelle concession qui lui est arrachée, et la suppression de la traite, ce grand triomphe de l'Angleterre abolitioniste sur l'Amérique esclavagiste, n'a servi qu'à rendre plus douloureux le sort des noirs. Cependant certains optimistes ont encore la naïveté de croire que la servitude involontaire finira par s'éteindre d'elle-même au Brésil. Le mal ne meurt pas ainsi : sa nature est d'empirer sans cesse, de gagner de proche en proche, de corrompre tout ce qui l'entoure, et de disparaître seulement à la suite d'une crise violente où toutes les forces vitales se réunissent pour l'expulser.

En même temps que le poids de l'esclavage devient plus lourd, la puissance de la féodalité territoriale s'accroît. Le grand planteur dont les vastes propriétés couvrent tout l'espace visible dans un même horizon, qui voit ses bestiaux paître par milliers dans ses *campos*, ses esclaves travailler par centaines dans ses plantations de cannes ou de cafiers, est entouré d'un cortége d'hommes de toute couleur qui vivent de sa munificence et prouvent leur gratitude par de complaisans bulletins jetés dans l'urne électorale. Au milieu de tous ses satellites, le propriétaire féodal, qui du reste a le plus souvent titre de comte ou de baron et possède toute l'autorité politique et judiciaire, est en réalité roi dans son domaine; il a ses vassaux et ne reconnaît pour suzerains que l'empereur et le congrès de Rio-Janeiro, composé pour la plus grande part de planteurs comme lui. La non-existence du majorat et la constitution si libérale du Brésil ne peuvent rien contre cette féodalité territoriale que la nature même des choses a fait naître, et qui devient chaque jour plus puissante, car, dans tous les pays où il existe, l'esclavage est le fait primordial et crée une société qui lui ressemble. C'est ainsi qu'aux États-Unis, des institutions bien plus démocratiques encore que celles de l'empire brésilien n'ont pas empêché la formation d'une oligarchie de planteurs qui a fini par mener la république aux abîmes.

Par une conséquence naturelle qui prouve l'étroite solidarité du mal, les deux aristocraties américaine et brésilienne en sont arrivées à chercher la source de leurs richesses et de leur pouvoir dans la production de deux ou trois denrées agricoles obtenues par le travail de leurs esclaves à l'exclusion de tous les autres produits. Naguère encore les planteurs des états à esclaves de l'Amérique du Nord étaient les grands producteurs de coton, et gouvernaient despotiquement les marchés où venaient s'approvisionner toutes les

filatures du monde civilisé. Dans la Louisiane, un millier de propriétaires s'occupaient exclusivement de la culture de la canne à sucre. Un nombre beaucoup plus grand, établis dans les états frontières, s'adonnaient à la plantation du tabac; mais à l'exception des Caroliniens des côtes, dont les terrains, périodiquement inondés, forment d'admirables rizières, les riches planteurs daignaient rarement tourner leur attention vers la production des *vivres;* ils abandonnaient aux *petits blancs* cette agriculture vulgaire, et n'employaient leurs bataillons de nègres qu'à la grande culture des plantes industrielles. De même au Brésil, les propriétaires se gardent bien d'imposer à leurs esclaves des travaux agricoles qui demandent la présence d'esprit, la mobilité d'intelligence réservées seulement aux hommes libres. Ils savent, au moins par instinct, que la culture du blé, du maïs, des racines et des plantes si nombreuses qui constituent l'ensemble de la flore agricole, exige le concours de volontés diverses, habiles à prévoir et promptes à se décider; or que pourraient-ils attendre de leurs esclaves, corps sans âmes, auxquels la servitude enlève toute initiative, qui se meuvent tout d'une pièce comme de lourdes machines? Les planteurs sont donc obligés d'employer exclusivement leurs nègres à la production de quelques rares denrées, et ne peuvent s'enrichir qu'à la condition d'imposer une routine invariable. Autrefois c'était la recherche de l'or et des diamans qui occupait la majorité des esclaves; puis les planteurs se sont tournés vers les cultures industrielles. Pernambuco, Maranhaõ, Bahia, s'adonnent à la production du coton et du sucre; le plateau de Saõ-Paulo monopolise la culture du thé; enfin, dans le district de Rio-Janeiro et les provinces limitrophes, la faveur des propriétaires s'est portée sur le café. Depuis quarante ans environ, la production de cette dernière denrée s'est accrue avec une rapidité merveilleuse. L'empire brésilien en fournit aujourd'hui au commerce une aussi grande quantité que tout le reste du monde (1), et, par une coïncidence singulière, c'est précisément aux États-Unis, cet autre pays d'esclavage, qu'il vend presque toute sa récolte.

Cet accroissement de la production du café au Brésil semblerait vraiment inouï, si les états à esclaves de l'Amérique ne nous fournissaient l'exemple d'une culture qui s'est développée bien plus rapidement encore jusqu'au moment fatal qui l'a tout à coup interrompue. C'est à l'esclavage que les planteurs des deux pays ont dû de pouvoir activer d'une manière si étonnante la production de leur

(1) En 1836, le Brésil exportait 50 millions de kilogrammes de café; en 1846, le chiffre de l'exportation était monté à 106 millions de kilog., et la production totale du pays s'élevait probablement à 120 millions. En 1859, on évaluait cette production à 173 millions contre 175 millions de kilogrammes produits par tous les autres pays de la terre.

denrée principale, mais c'est aussi l'esclavage qui a soudain mis un terme à la culture du cotonnier dans les états confédérés et qui peut de même arrêter celle du cafier dans le Brésil. Il est temps d'y songer : les planteurs de l'empire sud-américain doivent comprendre que la concentration de tous les capitaux, de toutes les forces nationales, dans une production qui dépend exclusivement du travail servile, met en péril la propriété publique tout entière. Actuellement le Brésil n'a qu'une agriculture incomplète, puisqu'il s'adonne surtout aux productions de luxe, et ce pays si riche et si admirablement fertile est obligé d'acheter aux États-Unis, en Angleterre, dans l'Uruguay, une grande partie des denrées qui servent à l'alimentation de ses habitans : sur un grand nombre de plantations, les nègres doivent se passer de manioc, de riz, de haricots, et récemment encore on a vu dans les provinces exclusivement cultivées par le travail esclave, Bahia, Pernambuco, Maranhaõ, des populations entières se traîner sur les chemins en mendiant quelque nourriture (1). Que la sécheresse, la guerre, des dissensions intérieures, une révolution servile, viennent forcer le pays à compter sur lui seul, et, le monopole du café disparaissant, le Brésil n'a plus pour unique moyen de salut national qu'une exploitation rudimentaire du sol. Et combien d'années ne faudrait-il pas au travail libre avant qu'il pût rendre leur antique fertilité aux plantations appauvries par cette culture brutale que les Brésiliens décorent du nom de *lavoura grande!* car « l'institution patriarcale » utilise la terre et l'homme avec la même barbarie, et ne leur rend jamais rien en échange de leurs services; elle brûle le sol où elle passe.

Fatal pour l'agriculture vraiment digne de ce nom, l'esclavage des nègres brésiliens ne l'a pas été moins pour les diverses branches du travail national. Aujourd'hui le commerce extérieur de l'empire est entièrement monopolisé par des étrangers : malgré l'énorme développement des côtes du Brésil et l'excellence de leurs ports, les descendans des Portugais n'ont pas hérité du génie entreprenant de leurs ancêtres, et se bornent à longer leurs rivages sans jamais s'aventurer à travers l'Océan. Quant à leur industrie, elle est presque nulle. Une statistique officielle constate qu'en 1859 11,698 Brésiliens et 8,339 étrangers payaient patente pour avoir le droit d'exercer un commerce, une industrie ou un métier; mais si l'on défalque du nombre des nationaux 1,309 notaires, 626 avocats et 8,371 aubergistes, on voit que l'industrie brésilienne proprement dite compte, dans l'empire même, cinq fois moins de représentans que l'industrie étrangère. Encore faut-il ajouter qu'une forte proportion des paten-

(1) La valeur annuelle des substances alimentaires importées au Brésil s'élève au quart de son exportation. Le reste de l'importation consiste presque uniquement en objets manufacturés et en articles de luxe.

tés nationaux utilisent le travail esclave. Ces chiffres prouvent jusqu'à l'évidence que la population du Brésil se compose uniquement de planteurs, de noirs asservis et d'une classe intermédiaire de paresseux qui ne savent pas acquérir une vraie liberté par le travail.

Telles sont les conséquences économiques qui découlent naturellement de l'esclavage; mais quelles en sont les conséquences sociales? Nous savons qu'autrefois les planteurs craignaient à bon droit une guerre servile, et que cette crainte même leur a donné une organisation politique plus compacte. Ils redoutaient surtout les nègres Minas, cette race fière que l'esclavage avilit difficilement, qui garde avec un soin jaloux les habitudes, les mœurs, la religion et jusqu'à l'idiome du pays natal. Reliés les uns aux autres par une espèce de franc-maçonnerie qui rappelle le culte du Vaudoux chez les Haïtiens, les Minas étaient les principaux organisateurs des révoltes qui ont éclaté jadis sur divers points du Brésil. Pendant le XVIIe siècle, ils avaient même réussi à fonder, dans la province de Pernambuco, la puissante république de Palmarès, qui résista trente années aux attaques des blancs, et ne succomba que devant une armée de dix mille hommes; mais depuis l'abolition de la traite les farouches Minas ne peuvent plus faire de recrues parmi leurs frères débarqués. En outre un grand nombre d'entre eux conquièrent la liberté à force d'intelligence et de travail, et prennent place à côté des hommes de couleur depuis longtemps affranchis. La guerre servile proprement dite devient donc chaque jour moins probable; on pourrait à plus juste titre redouter, principalement dans la province de Bahia, une lutte entre les blancs et les hommes de couleur libres.

Quoi qu'il en soit, l'influence morale de l'esclavage au Brésil est la même que dans tous les autres pays où la servitude des noirs est la pierre angulaire de la société. Sans me permettre de juger ici la nation brésilienne d'après les récits contradictoires des voyageurs, je puis dire que l'esclavage a certainement déshonoré le travail libre et transformé en titre de noblesse cette oisiveté qu'en d'autres pays on appelle « la mère de tous les vices. » La connaissance de la nature humaine ne suffit-elle pas aussi pour faire croire à cette âpreté d'ambition, à ce désir immodéré, à cet amour des titres et du faste insolent qu'on reproche généralement aux Brésiliens enrichis par le travail de leurs noirs? De même l'ignorance générale au Brésil n'a-t-elle pas une explication naturelle dans ce mépris que la classe dominante professe pour le travail des esclaves (1)? L'état d'infériorité dans lequel on tient la femme ne provient-il pas des habitudes de despote contractées par le mari? La colère, la ven-

(1) En 1857, le nombre des élèves qui recevaient une instruction quelconque dans les écoles et les lycées de toute sorte s'élevait à 88,707 : c'est la proportion d'un élève seulement par 90 habitans.

geance et toutes les passions ne doivent-elles pas se donner plus facilement libre cours dans un pays où le mépris et la haine sont les sentimens qui s'échangent naturellement entre le blanc et le nègre? Enfin pourrait-on s'étonner si la débauche déprave cette société, dans laquelle la femme asservie n'a pas le droit de se défendre, où le maître a licence pour tout oser (1)? Dans une page éloquente de sa correspondance, Victor Jacquemont flétrit en paroles âprement indignées les mœurs brésiliennes telles que l'esclavage les a faites. « A mon avis, dit le grand voyageur, Saint-Domingue est plus près que le Brésil de la civilisation. » Ces paroles vraies autrefois ne le sont-elles plus aujourd'hui? Vingt années, pendant lesquelles le crime social de l'esclavage s'est aggravé, auraient-elles élevé le niveau moral des Brésiliens?

III.

Depuis longtemps déjà, les hommes d'état de l'empire brésilien reconnaissent l'immense intérêt qu'aurait l'introduction du travail libre, et il ne se passe guère de session du congrès sans que le discours de l'empereur ou les rapports des ministres ne contiennent quelques paroles au sujet de cette question vitale; mais, il faut le dire, ce sont les embarras et non pas les horreurs de l'esclavage qui semblent préoccuper surtout les législateurs du Brésil, et l'on n'entend jamais d'éloquentes imprécations retentir dans leurs assemblées souveraines au sujet du crime national commis contre les noirs. Tout en profitant de la servitude de ces êtres avilis, les planteurs brésiliens voudraient aussi faire jouir leur pays de cette industrie active et intelligente que la liberté donne dans l'Amérique septentrionale aux émigrans d'Europe. Comparant avec envie la prospérité si étonnante de la république américaine à l'hésitation que montre leur patrie dans la voie du progrès, ils espèrent que, pour imprimer au Brésil tout l'élan de la jeune nation anglo-saxonne, il suffirait de détourner vers leurs plantations une partie de ce courant d'émigration qui va féconder les terres libres du nord: mais ils ne s'occupent pas de déblayer le terrain et de le préparer à la réception des étrangers, soit par l'émancipation immédiate des esclaves, soit par l'atténuation graduelle de la servitude. Ignorant qu'une population d'émigrans ne peut prospérer qu'à la condition de cultiver un sol affranchi, ils caressent le rêve insensé de pouvoir faire travailler paisiblement à côté les uns des autres des paysans d'Europe et des esclaves d'Afrique : ils comptent les attacher à la même glèbe.

(1) Dans la province de Minas-Geraës, la plus importante de l'empire, les enfans illégitimes forment le tiers de la population totale.

Pour attirer au Brésil un nombre considérable de cultivateurs laborieux, le plus simple eût été d'imiter le procédé qui a déjà réussi d'une manière si admirable dans la république américaine. Il suffisait de cadastrer les terres, de les partager en domaines d'une contenance rigoureusement spécifiée, d'en fixer la valeur à un prix modique, de fournir à l'acheteur toutes les garanties désirables, et d'attendre patiemment que les populations faméliques de l'Europe occidentale vinssent profiter de ces champs et de cette indépendance qu'on leur offrait dans les solitudes de l'ouest. Le gouvernement brésilien semble pencher vers ce système et l'a même appliqué sur une petite échelle dans les provinces méridionales de l'empire; mais dans toutes les autres parties du Brésil les propriétaires d'esclaves, qui tiennent seulement à disposer d'un plus grand nombre de bras pour la mise en culture de leurs propres domaines, ne veulent à aucun prix se créer des concurrens dans la personne des émigrans libres : pour recruter leurs travailleurs, ils ont donc en général employé des moyens bien différens de ceux que leur fournissait l'exemple si concluant du gouvernement américain. Les uns ont donné la préférence au système du salaire, qui maintient l'émigrant dans une dépendance pure et simple; les autres ont choisi le système plus compliqué de la *parceria*, qui ressemble au métayage, mais qui, dans la pratique, aboutit à de tout autres résultats.

Il est vrai que la condition sociale des métayers et celle des simples mercenaires à gages n'ont en elles-mêmes rien de bien séduisant pour les cultivateurs d'Europe, dont l'idéal par excellence est dans la propriété. La simple annonce des avantages offerts par les planteurs brésiliens n'eût donc pas suffi pour allécher un nombre considérable d'émigrans, si les agens recruteurs envoyés en Allemagne, en Suisse, en Belgique, n'avaient eu soin de vanter les merveilles du Brésil dans les termes les plus enthousiastes. Leurs circulaires, leurs brochures, répandus à profusion, faisaient briller aux yeux des cultivateurs accablés par le besoin la perspective d'une terre généreuse où le bananier, l'oranger, le citronnier, fleurissent presque sans culture, où la misère est à peu près inconnue, où l'aisance vient récompenser les efforts de tous ceux qui consentent à faire œuvre de leurs mains. Pour entrer dans cette terre de promission, l'émigrant n'avait pas même besoin de payer les frais du voyage : le planteur les lui avançait généreusement; il le transportait de Hambourg à Rio-Janeiro, de Rio-Janeiro à la colonie; il le nourrissait pendant la traversée et pendant les premiers mois ou même la première année de son séjour au Brésil. Est-il étonnant que des milliers de pauvres cultivateurs aient prêté l'oreille à ces offres séduisantes? Mais quand ils arrivaient avec leurs familles au lieu de leur destination après avoir coûté à leur patron une somme considé-

rable, ils comprenaient enfin combien il est dur de ne pas débarquer en qualité d'hommes libres sur un sol étranger. Accueillis par un maître soupçonneux qui voyait en eux un capital exposé aux diverses chances de la mort, de la maladie ou de la désertion, écrasés de dettes avant d'avoir coupé une branche ou retourné une motte de terre, ils se mettaient à l'ouvrage avec la conscience de ne pas travailler pour eux-mêmes. Dès le premier jour, ils devaient abandonner une forte partie de leur salaire, ou bien, s'ils étaient métayers, aggraver leur dette par de nouveaux emprunts. Ils ne recevaient de nourriture que sous la condition d'en payer l'intérêt au taux de 6 pour 100 par an; si quelque difficulté s'élevait entre eux et le propriétaire, elle était résolue sans appel par le verdict d'un tribunal entièrement composé d'amis ou de créatures du planteur. Pressés par la nécessité, les pauvres émigrans n'avaient pas même le temps de se préparer à un climat où tout leur était hostile : le soleil brûlant, l'ombrage de la forêt, la fraîcheur des nuits, les miasmes fiévreux du sol, l'humidité des marécages. Bientôt les fièvres d'acclimatation venaient les assaillir, et si la souffrance, jointe à la nostalgie et à la nouveauté de leur situation, diminuait leur courage, ils risquaient fort de périr misérablement. Ceux qui ne succombaient pas se relevaient plus endettés qu'auparavant, et parfois ils devaient tristement comparer leur sort à celui des nègres, leurs compagnons de servitude. Ceux qui mouraient laissaient après eux des fils qui, en vertu du contrat de la *parceria*, étaient solidaires des dettes paternelles et devaient travailler pendant de longues années pour rembourser les avances du planteur. Bien faible est la proportion des colons qui ont pu, à force d'énergie, de constance et d'habileté, se libérer autrement que par la fuite.

La première tentative de colonisation au moyen de travailleurs libres importés aux frais des propriétaires eut lieu en 1819, deux ans avant que le Brésil ne se détachât du Portugal. Près de dix-sept cents paysans suisses du canton de Fribourg s'établirent dans la vallée du Parahyba-do-Sul, au nord de Rio-Janeiro, et fondèrent une colonie qu'ils appelèrent Novo-Friburgo, en souvenir de leur patrie. Le choix de la localité était heureux, puisque Novo-Friburgo est situé à l'extrême limite méridionale de la zone torride, à une assez grande élévation au-dessus du niveau de la mer et dans le voisinage d'une grande ville. Cependant, dix ans après l'arrivée des colons, leur effectif était diminué déjà de plus d'un tiers par la mort ou par la désertion, et maintenant Novo-Friburgo, comme les colonies voisines, est une ville complétement brésilienne, ne renfermant plus qu'un petit nombre de familles fribourgeoises. En 1845, une nouvelle tentative, faite sous les auspices mêmes du gouvernement brésilien, amena plusieurs milliers de Badois et de Bavarois du Palatinat à

Rio-Janeiro. On leur assigna près de la résidence impériale de Pétropolis des vallées boisées, mais peu fertiles, que dominent des pentes abruptes et qu'une chaîne de montagnes escarpées sépare de la baie. Les colons se mirent courageusement à l'ouvrage sur ces hauteurs, qui ont du moins le mérite de la salubrité; mais c'est probablement au voisinage du palais d'été de l'empereur qu'ils durent de ne pas être dispersés par la misère. On leur livra des terres à bas prix, on leur avança des sommes considérables avec facilité de remboursement, on remplit tous les engagemens qu'on avait pris envers eux: pour faciliter le transport de leurs denrées, on leur fit construire une belle route qui contourne élégamment les corniches des montagnes, et qu'on a longtemps désignée sous le nom de Simplon de l'Amérique. Sur les 3,016 colons qui habitaient Pétropolis en 1859, la plupart étaient encore de simples terrassiers, cependant on ne comptait pas un seul misérable, et tous les enfans, sans exception, fréquentaient les écoles. C'est là un état de choses rassurant; mais il ne faut pas oublier que ces Allemands forment à Pétropolis la colonie privilégiée par excellence, celle qui a profité le plus largement des munificences du budget.

En général, les étrangers jugent de la colonisation au Brésil par l'exemple de Pétropolis; mais, pour se rendre compte du système de recrutement adopté par les planteurs, il faut aller visiter l'une des cinquante ou soixante colonies fondées loin de la capitale. Le célèbre voyageur et naturaliste suisse Tschudi, envoyé par son gouvernement comme plénipotentiaire, afin d'étudier le sort de ses compatriotes émigrés au Brésil, ne nous fait que trop bien apprécier les douleurs des Européens engagés. Pendant un voyage de plusieurs mois entrepris à travers les plantations, il a pu, en dépit du mauvais vouloir des propriétaires d'esclaves, constater des faits navrans, et son rapport officiel du 9 octobre 1860, dans lequel il les a consignés avec une noble modération, est un monument historique désormais indiscutable. Plus tard, M. Avé-Lallemant, chargé à son tour d'une mission sinon officielle, du moins officieuse, a parcouru les colonies allemandes du Brésil, et nous a laissé de plusieurs d'entre elles des descriptions vraiment effrayantes. Les établissemens du Mucury, qui ont reçu le plus grand nombre de travailleurs, sont précisément ceux qu'il trouva dans l'état le plus déplorable. Il est douloureux de penser que la civilisation inaugure ainsi par d'horribles drames ses premiers pas dans la solitude.

Le Mucury est un fleuve de la province de Porto-Seguro qui se jette dans l'Atlantique vers le 18e degré de latitude. Il est connu par les géographes comme la principale artère de la région qu'habitent les Botocudos, ces Indiens à la peau d'un blanc sale, aux jambes grêles, au ventre énorme, aux yeux sans regard, aux lèvres garnies

d'un disque de bois; d'interminables forêts dont les arbres gigantesques ont peu de rivaux, même au Brésil, font du bassin de ce fleuve une immense nappe de verdure, coupée seulement par les ramifications des eaux. En 1816, lorsque le prince de Wied pénétra dans la contrée du Mucury pour contempler la forêt vierge dans toute sa grandeur et prendre sur le fait les mœurs des aborigènes, on ne songeait pas encore qu'il fût possible d'utiliser la vallée de ce fleuve pour mettre en communication les plateaux de l'intérieur avec les bords de la mer. Dans les derniers temps seulement, de hardis Mineiros (1) résolurent d'ouvrir par le Mucury un nouveau débouché à leurs produits, et de maintenir cette voie au moyen d'une chaîne de colonies espacées de distance en distance sur une longueur de 340 kilomètres. Une compagnie se forma, et réunit, au moyen d'actions, un capital de 3,120,000 francs. Des agens recruteurs partirent pour l'Europe, puis des Allemands, des Hollandais, des Suisses, des Alsaciens, furent débarqués sur les plages humides du Mucury, au pied des énormes fromagers, et, la hache à la main, commencèrent leur œuvre pénible de défrichement.

M. Avé-Lallemant débarquait à son tour, le 27 janvier 1859, à l'embouchure du Mucury, près du village qui porte, comme par ironie, le nom de Porto-Alegre (port joyeux). Dès le premier pas, un spectacle de désolation se présentait à ses regards. Deux familles d'Alsaciens, composées d'hommes, de femmes et d'enfans de tout âge, étaient campées sur le sable, à quelques pas de l'embarcadère. N'ayant pas voulu accepter les dures conditions imposées par le directeur de la colonie, le groupe désolé était revenu instinctivement sur le bord de la mer. On eût dit que, sans espoir désormais de trouver de la pitié parmi les hommes, les malheureux exilés attendaient vaguement quelque secours de cette mer farouche qui les séparait de la patrie si lointaine. Depuis soixante-douze heures, ils n'avaient pas quitté la plage, exposés le jour à cette chaleur intolérable qui transforme les sables en brasier, la nuit aux brouillards saturés de miasmes qui rampent sur l'estuaire marécageux du Mucury. Quelques-uns, appuyés sur le coude, regardaient les flots sans les voir; presque tous gisaient sans force sur le sol, accablés par la maladie. Une femme venait d'accoucher d'un enfant vivant qu'elle sentait périr entre ses bras; un vieillard se mourait de la fièvre typhoïde; une jeune fille de quinze ans respirait à peine et semblait un cadavre; un garçon plus jeune, en proie aux premières souffrances du typhus, poussait des cris déchirans; un enfant de quatre ans, encore épargné par la contagion, demandait en pleurant un morceau de pain que personne n'aurait pu lui donner, car les provisions

(1) Habitans de la province de Minas-Geraës.

étaient épuisées de la veille. Non loin de la plage où gisaient ces malheureux s'élevait une maison vide qui aurait pu leur servir d'abri; mais l'économe de la colonie avait reçu l'ordre formel de ne pas leur accorder l'hospitalité, et il obéissait fidèlement à la consigne.

En remontant le cours du fleuve, M. Avé-Lallemant fut partout le témoin de semblables misères. La première colonie, celle de Pendurados, avait autrefois appartenu à un planteur qui avait été forcé de l'abandonner avec ses nègres à cause de l'insalubrité du climat. La compagnie du Mucury y avait expédié, à titre de métayers, des Alsaciens qui, presque aussitôt après leur arrivée, furent attaqués par la fièvre des forêts, non moins terrible que sa lugubre compagne, la fièvre des marécages. Lors de la visite de M. Avé-Lallemant, les onze colons, presque tous malades, avaient interrompu leurs travaux de défrichement et, pleins de désespoir, attendaient la mort. La colonie voisine, appelée Paredes et naguère assignée à des Suisses, était complétement déserte : les habitans étaient morts ou s'étaient enfuis, et la forêt commençait à reprendre possession de son domaine. Plus loin venait l'importante colonie de Santa-Clara, formée près d'une cascade où l'on devait opérer le transbordement des marchandises. Cette colonie possédait encore un nombre considérable d'émigrans, et sa grande cour offrait une certaine animation; mais la maladie y faisait aussi de terribles ravages, que les efforts d'un commis, institué médecin par ordre du directeur, ne pouvaient arrêter. L'établissement de Bellavista, que le docteur Avé-Lallemant eut ensuite à visiter, consistait en une seule maison renfermant soixante habitans, dont plus de la moitié étaient alités et présentaient un horrible aspect. Et partout se renouvelait le navrant spectacle de la misère, de la maladie et de la mort. Des cabanes qu'on voyait à droite et à gauche de la route sortaient toujours les mêmes plaintes, les mêmes gémissemens; parfois on entendait aussi les cris de la faim, car les provisions que la compagnie s'était engagée à fournir, déjà beaucoup trop faibles pour sustenter des travailleurs, étaient encore le plus souvent rognées par des employés infidèles qui s'enrichissaient de la misère des colons. Pour vivre, les émigrans étaient forcés de vendre leurs vêtemens et leurs meubles; ils allaient ramasser dans les bois du pourpier et d'autres plantes renfermant quelque vertu nutritive; mais cette maigre nourriture ne les empêchait pas toujours de tomber d'inanition. Une semaine avant le passage de M. Avé-Lallemant, trois engagés hollandais étaient morts de faim sur le bord de la route. Telles sont les tristes scènes qui valurent à cette colonie le nom de boucherie (*carnificina*) du Mucury, sous lequel la désignent encore les habitans de la province.

Il est inutile de dire que les modestes plantations des émigrans

sont dans le plus triste état de délabrement, même aux environs de la capitale des colonies européennes du Mucury, qui porte le nom, si beau et si peu justifié, de Philadelphia. C'est là cependant que le directeur et les autres agens de la compagnie ont réuni les émigrans favorisés qui leur semblaient devoir le plus contribuer par leur santé physique, leur intelligence et leur zèle à la splendeur du chef-lieu. Partout les résultats du travail prétendu libre sont déplorables, et, pour comble d'humiliation, de grandes *fazendas*, récemment fondées dans la vallée du Mucury et cultivées exclusivement par des noirs esclaves, offrent l'aspect d'une véritable prospérité. Cela se comprend : les parens et les amis du directeur de la colonie, qui se sont distribué ces *fazendas* tout à fait en famille, ont les bénéfices de la colonisation sans en avoir les charges et les dangers. Sûrs de la complicité de la compagnie, ils profitent gratuitement du labeur des colons, des routes que ceux-ci ont frayées, des ponts qu'ils ont jetés, des embarcadères qu'ils ont construits. Leurs travailleurs nègres ont le mérite inappréciable de ne pas exister aux yeux de la loi : le planteur peut en user et en abuser sans violer un article du code, sans craindre les discussions du congrès ou les réclamations d'un ambassadeur; il n'est pas responsable du traitement qu'il inflige à sa propriété vivante, et s'il la ménage et la soigne, c'est précisément parce qu'il la possède sans contestation. De même s'il laisse dépérir l'Allemand à côté de son domaine, c'est que l'étranger, encore entaché d'un vice originel, a tort de se considérer comme un homme libre et d'insister sur la validité des contrats.

Dans les plantations du Brésil, une seule classe de travailleurs est encore plus détestée que celle des émigrans d'Europe : ce sont les Chinois, qu'on a commencé à importer en 1855 à titre d'engagés. « Le Chinois, au dire d'un écrivain brésilien, n'est pas un homme; c'est une espèce de monstre, soit de corps, soit d'esprit; c'est de la boue, c'est de la poussière, ce n'est rien!... » Nous ignorons comment les engagés chinois ont pu mériter cette condamnation sans appel; il est certain seulement qu'ils ont aux yeux des planteurs brésiliens l'impardonnable défaut de se considérer comme solidaires les uns des autres : l'injustice commise contre un seul d'entre eux les trouve tous debout, prêts à se venger, et le plus souvent, au lieu de céder eux-mêmes, ils font céder le maître. Les émigrans d'Europe ne montrent pas tous, il faut l'avouer, cet esprit de résolution fraternelle qui distingue les Chinois, et parmi eux on en trouve un grand nombre que les menaces, les flatteries, les promesses, décident à trahir la cause de leurs compatriotes; il en est même qui se laissent nommer économes, régisseurs, surveillans, et ne dédaignent pas, dans cette condition nouvelle, d'exploiter leurs anciens compagnons d'infortune.

En présence de tant d'horreurs, M. Avé-Lallemant ne pouvait pas rester inactif, et il résolut d'utiliser la haute considération que lui avaient procurée dix-sept années de services rendus dans les hôpitaux de Rio-Janeiro. Il écrivit à l'empereur du Brésil pour lui exposer la triste situation de ses compatriotes du Mucury, et, laissant de côté toutes ses préoccupations de voyageur et de savant, il n'eut plus d'autre soin que de rendre l'espoir et la santé aux malades des colonies. Pendant plus d'un mois, il ne cessa de parcourir les campemens, distribuant de la nourriture aux faméliques et des remèdes aux patiens, faisant enterrer décemment les cadavres, promettant la liberté aux émigrans qui de désespoir voulaient s'enfuir dans la forêt au risque de mourir de faim ou d'être égorgés par les Botocudos. Et ses efforts ne furent pas complétement vains. Le 2 mars 1859, un vapeur de l'état, envoyé spécialement par l'empereur avec ordre de prendre à son bord « les malades, les malheureux et les *désespérés* » de la colonie, passait la barre du fleuve Mucury, et M. Avé-Lallemant pouvait déposer dans l'entre-pont du navire un premier chargement de quatre-vingt-sept patiens à destination de l'hôpital de Rio-Janeiro.

L'émotion fut grande dans la capitale lorsqu'on vit revenir, couverts de plaies et de pustules, pâles, sans regard, ces jeunes émigrans qui étaient arrivés d'Europe pleins de force et de santé quelques mois auparavant. Parmi les malades, plusieurs étaient à l'agonie : l'un expirait au moment même où la felouque de débarquement allait toucher la rive, un autre était mort pendant la traversée. Les négocians réunis en ce moment au palais de la Bourse se précipitèrent vers le quai pour aider à transporter les corps vivans et les cadavres. Le consul de France, profondément ému, se jeta dans les bras de son ancien ami, M. Avé-Lallemant, pour le remercier. Tous les assistans témoignaient de la plus vive indignation. Quelques jours après, une nouvelle cargaison, comprenant également deux cadavres, vint redoubler le sentiment de réprobation générale contre le trafic de chair humaine. M. Avé-Lallemant s'empressa de faire son rapport verbal à l'empereur, alla visiter ses amis influens, et de toutes parts reçut l'assurance que de pareilles horreurs ne seraient plus tolérées. Plein de joie, il pensa que rien désormais ne devait l'empêcher de continuer son voyage d'exploration vers le nord. Ce fut une grande faute. A peine était-il parti que le directeur de la colonie publia une longue justification de sa conduite; en même temps le commissaire que l'empereur avait envoyé sur le Mucury se mourait d'une fièvre paludéenne contractée sur ce fleuve insalubre (1), et son

(1) Des bruits très répandus chez les Allemands du Brésil attribuent la mort du commissaire à une cause plus grave.

rapport, aussi sévère que celui de M. Avé-Lallemant, était purement et simplement supprimé. Bientôt le sort des victimes fut oublié, et le sénat votait en faveur de la compagnie de Mucury un crédit de 3,120,000 fr. avec une garantie de 7 pour 100 d'intérêt. Ainsi la prospérité de la *carnificina* du Mucury était déclarée d'intérêt national. Ajoutons, pour l'honneur du Brésil, qu'en prenant, peu de temps après, le portefeuille des finances, un Brésilien noblement soucieux des véritables intérêts de son pays, M. Silva Ferraz, fit supprimer ce crédit, si facilement voté. L'empereur dom Pedro rayait de son côté comme indigne le nom du directeur de la colonie du Mucury, que les électeurs de Minas-Geraës lui avaient par deux fois proposé en tête de la liste sénatoriale.

On pensera peut-être que les horreurs de la colonisation du Mucury appartiennent désormais à l'histoire du passé, et ne sauraient plus se reproduire; mais en un pays d'esclavage de pareils événemens sont dans la nature des choses, et l'on devrait s'étonner que des planteurs habitués à procéder arbitrairement à l'égard de leurs travailleurs noirs n'essayassent pas aussi les effets du despotisme sur leurs travailleurs blancs. Dans toutes les contrées du Brésil où le travail des champs était naguère réservé aux nègres esclaves, les colons d'Europe peuvent tous s'attendre à une servitude plus ou moins déguisée. En certains districts, si nous en croyons le rapport des savans embarqués sur la frégate autrichienne la *Novarra*, on aurait même poussé la logique du système jusqu'à faire le trafic des blancs, et l'on cite un Italien de Catumbez-Grande qui aurait longtemps servi de courtier pour cet abominable commerce, sans que jamais la police brésilienne ait pu le prendre sur le fait.

Il n'est pas besoin toutefois de signaler des barbaries exceptionnelles pour apitoyer l'Europe sur le sort des colons brésiliens. L'histoire de la colonisation, prise dans son ensemble, prouve que les émigrans d'Europe, soit allemands, soit portugais, employés à côté des nègres dans les provinces tropicales du Brésil, ne peuvent nourrir l'espoir d'être jamais traités en hommes libres, car la possession du sol, cette première garantie de la liberté, leur est pratiquement interdite. Peu de temps après la découverte du Brésil, le pays tout entier fut partagé d'abord entre neuf, puis entre dix-huit seigneurs. En 1754, ces capitaineries, dont chacune se développait sur une longueur de cinquante lieues de côtes, furent rachetées par le gouvernement; mais la constitution de la propriété ne fut modifiée qu'en apparence, et le sol n'en resta pas moins entre les mains de puissans propriétaires féodaux : maintenant encore une grande partie du sol du Brésil est distribuée en vastes domaines dont les limites, souvent indécises, sont marquées par des forêts, des fleuves ou des montagnes. En outre il existe un nombre considérable de *sesmarias* qui recou-

vrent une superficie d'une demi-lieue, d'une lieue, même de trois et de cinq lieues, et qui, n'ayant jamais été mises en culture par leurs propriétaires, devraient faire retour au domaine public pour être cadastrées et mises en vente. Le gouvernement a souvent revendiqué ces *sesmarias;* mais partout où les intérêts de la *grande culture* sont en jeu, les planteurs coalisés savent fort bien empêcher ce qui pourrait nuire à la constitution féodale de leur société. Tandis que la nation anglo-américaine, représentée par le gouvernement de Washington, est encore propriétaire des trois quarts de la superficie de la république, environ les quatre cinquièmes du sol de l'immense empire brésilien se trouvent déjà entre les mains des particuliers, et cinq ou six mille riches propriétaires d'esclaves ont à eux seuls accaparé la moitié du Brésil (1). Le sol qui n'est pas encore approprié est trop infertile, trop insalubre ou trop mal situé pour qu'on veuille se donner la peine de l'acquérir. Ainsi la possession d'un domaine est interdite par la force même des choses, non-seulement aux émigrans d'Europe, mais encore à trois millions de Brésiliens libres : récemment on présentait à l'empereur dom Pedro un de ses sujets, le vieillard Francisco Thomas da Silva, dont la famille, composée de deux cent soixante-trois descendans de quatre générations successives, n'avait jamais possédé un mètre carré de terre. On comprend qu'une pareille organisation de la propriété rejette presque toujours le colon d'Europe dans une position subalterne, lors même qu'il réussit à se dégager des étreintes du planteur en remboursant toutes les avances faites pour sa traversée et son entretien. De guerre lasse, il est obligé d'abandonner le travail des champs et de se réfugier dans une grande ville où la loi le protége d'une manière plus efficace, où l'exercice d'un métier quelconque peut lui procurer une indépendance relative. D'ailleurs un climat meurtrier lui interdit la culture du sol dans les régions tropicales, et ce n'est pas impunément qu'il le brave. Les seules parties du Brésil où les colons de l'Europe occidentale puissent s'établir sans danger pour leur santé sont les plateaux qui s'étendent parallèlement à la mer, au sud de la zone tropicale.

IV.

C'est en effet dans les provinces méridionales de l'empire que se trouvent les colonies véritablement prospères; mais on aurait tort d'en attribuer le succès uniquement à la beauté du climat, car au sud, aussi bien qu'au nord de l'empire, les tentatives de colonisation faites d'après la méthode de la *parceria* ont abouti à la ruine la plus

(1) On évalue diversement leur nombre à 80,000, 100,000 ou 130,000.

complète. Ainsi des milliers de colons allemands amenés à grands frais sur les plateaux salubres de Saõ-Paulo n'ont pu trouver l'aisance qu'à la condition de briser leurs contrats tyranniques, et de s'enfuir des plantations où ils vivaient dans une espèce d'esclavage. Le travail libre a seul rendu prospères les colonies du Brésil méridional que l'on cite en exemple. Telle est la cause qui attire également vers les républiques voisines un nombre si considérable de Basques et d'Italiens; sûrs d'obtenir dès leur arrivée dans leur nouvelle patrie le titre de citoyens et les droits de travailleurs libres, ils émigrent par milliers dans les villes de l'estuaire de la Plata, et s'adonnent énergiquement à leur œuvre de colonisation sans s'effrayer des révolutions ni des *pronunciamentos*.

La province de Rio-Grande-do-Sul, où se trouvent les principales colonies allemandes, est enveloppée, au sud, à l'ouest et au nord-ouest, par des républiques où l'esclavage des noirs n'existe plus, et qui sont une terre d'asile pour les nègres asservis de l'empire brésilien. Voyant leurs plantations se dépeupler et ne pouvant d'ailleurs entrer en concurrence avec les travailleurs allemands, les propriétaires d'esclaves du Rio-Grande se décident à quitter le pays pour aller s'établir avec leur propriété vivante loin de ces terres espagnoles d'où souffle un vent de liberté. En même temps les souvenirs de la guerre civile, pendant laquelle les généraux du gouvernement et les officiers rebelles promettaient à l'envi l'affranchissement aux nègres de leurs ennemis, ont singulièrement affaibli l'institution servile. Tout ce que le travail forcé a perdu en importance, le travail libre l'a gagné en dignité et en valeur. Les habitans de la province, en partie délivrés du fléau de l'esclavage (1), ont appris à respecter ces colons allemands qui leur apportent tous les arts de la paix si nécessaires dans un pays libre : c'est ainsi qu'ont été jetés les fondemens d'une colonisation sérieuse qui pourra donner à cette partie du Brésil une influence capitale dans les destinées de l'empire.

Les premières colonies allemandes de la province de Rio-Grande-do-Sul ont été établies aux environs de Saõ-Leopoldo, au nord de la vaste lagune bourbeuse connue sous le nom de Lagoa-dos-Patos. Le territoire assigné aux colons est une région accidentée, mais fertile, qu'arrosent de nombreux cours d'eau, et où les *campos* alternent avec les bois. N'ayant pas à lutter contre une ligue de propriétaires, le gouvernement a pu faire mesurer les *terras devolutas* qui lui appartenaient et les mettre en vente à des prix raison-

(1) Pendant les deux années 1856 et 1857, la province de Rio-Grande-do-Sul a gagné par l'immigration 1,713 travailleurs libres, tandis que les planteurs emmenaient avec eux 748 esclaves. Presque toute la population asservie est réunie dans les parties basses de la province de Rio-Grande; elle y forme encore le quart ou même le tiers des habitans. Dans les districts élevés, l'esclavage existe à peine.

nables. Un petit nombre de colonies ont été fondées sous les auspices directs de l'état; mais la plupart des terres sont achetées par des compagnies qui les revendent ensuite aux émigrans en leur accordant cinq années de répit pour le paiement intégral de leur propriété. Ce fut en 1824 que les premiers Allemands, au nombre de 126, débarquèrent à Rio-Grande. Depuis cette époque, les colonies n'ont pas joui d'une prospérité complétement inaltérable : elles ont eu aussi leurs mauvais jours, principalement pendant la guerre civile qui désola la province de Rio-Grande, de 1831 à 1843, et leur ferma toute communication avec la mère-patrie ; mais, comparées au reste du Brésil, elles n'en sont pas moins aujourd'hui dans un état très florissant. Les Allemands et les Brésiliens germanisés par le croisement ont acquis presque sans exception une véritable aisance, et plusieurs de leurs domaines peuvent déjà soutenir la comparaison avec les grandes fermes de la Westphalie et du Thüringerwald : en les visitant, on pourrait se croire en Allemagne. La population des colonies s'accroît dans une proportion très rapide par le surplus des naissances sur les décès, et bien que l'immigration ait fourni seulement de 10 à 12,000 (1) habitans à la province de Rio-Grande-do-Sul, celle-ci compte déjà de 35 à 40,000 individus de race germanique. Certains districts, principalement ceux qui forment le centre de la province, ne sont peuplés que d'Allemands, et grâce à cette force d'expansion qui les pousse sans cesse vers l'ouest, comme elle pousse aussi leurs frères des États-Unis, on peut prévoir le jour prochain où ils occuperont toute la largeur de la province et du Brésil entre Porto-Alegre et le cours de l'Uruguay.

Et non-seulement ils augmentent en population et jouissent d'une prospérité qui se développe sans cesse, mais ils gagnent également en noblesse et en dignité. Les Allemands nouvellement débarqués sont timides, grossiers, lourdement naïfs : gardant encore l'empreinte d'une longue misère et d'un fatigant labeur, habitués à l'obéissance passive par les exactions continuelles de la bureaucratie germanique, ils n'ont en général aucune initiative et ne savent agir que sur l'ordre du directeur de la colonie; mais les Allemands domiciliés depuis longtemps dans la province, surtout ceux qui appartiennent à la génération née sur le sol brésilien, ont perdu le souvenir de l'antique oppression. Fiers, décidés, courageux, ils se rendent désormais le témoignage qu'ils sont vraiment des hommes libres; ils possèdent à un degré remarquable ce sentiment d'égalité qui manquait à leurs pères. Tandis que dans presque tous les pays du monde, aux États-Unis surtout, les Allemands sont rapidement ab-

(1) De 1824 à 1853, 7,401 Allemands ont débarqué dans le port de Rio-Grande.

sorbés par le reste de la population, et dans l'espace d'une vingtaine d'années perdent leurs mœurs, leur langue et souvent jusqu'à leur nom, ils s'assimilent au contraire les Brésiliens dans la province de Rio-Grande-do-Sul. Loin d'oublier leur langue, ils l'enseignent. Les cours ne se font en portugais que dans une seule école allemande. Les trente autres écoles des colonies, contenant 1,031 élèves en 1857, n'ont pas même un seul professeur de portugais, tandis que l'étude de l'allemand est obligatoire dans tous les établissemens de la province destinés aux Brésiliens. Cette prépondérance de l'influence germanique doit être attribuée certainement à l'énergie civilisatrice des Allemands. Ils donnent au pays ses instituteurs, ses agriculteurs, ses industriels. Ce sont eux qui ont enseigné aux habitans de la province l'usage de la charrue, qui était complétement inconnue avant leur arrivée dans le pays; ce sont eux qui fournissent les céréales, les légumes, les racines qu'on devait autrefois importer à grands frais pour l'alimentation de la province, et que le port de Rio-Grande exporte aujourd'hui en grande abondance à Rio-Janeiro et dans les républiques voisines; ce sont eux qui possèdent les principaux établissemens industriels du pays, raffineries, scieries, tanneries. Grâce aux Allemands, les lignes de bateaux à vapeur établies sur les petites rivières des colonies, le Jacuhy, le Rio-dos-Sinos, transportent annuellement dix ou douze fois plus de voyageurs que les grands bateaux à vapeur desservant l'immense fleuve des Amazones. En outre ils exercent librement leurs droits de citoyens; ceux qui professent la religion protestante peuvent se bâtir des chapelles et entretenir des pasteurs : ils ont même le droit de se marier, et rarement la loi brésilienne ose intervenir, comme elle le fait dans les autres parties de l'empire, pour casser les mariages mixtes et déclarer bâtards les enfans qui en sont issus.

La province de Santa-Catarina, qui occupe au nord de celle de Rio-Grande-do-Sul une zone de cent lieues de longueur entre le plateau des *campos* et les bords de la mer, est également redevable à l'émigration allemande de son importance sans cesse croissante. Elle ne jouit point, comme la province méridionale du Brésil, d'un climat analogue à celui de l'Allemagne du sud et n'a pas le privilége de relier l'Atlantique avec les vastes régions qu'arrosent l'Uruguay et le Paranà; mais sous d'autres rapports elle est particulièrement favorisée par la nature. Les terres sont d'une excessive fertilité, et produisent la plupart des plantes de la zone tropicale aussi bien que celles de la zone tempérée; les montagnes renferment des gisemens de charbon de terre d'une grande richesse; plusieurs des nombreux fleuves qui arrosent la province de Santa-Catarina sont navigables jusqu'à la base de la chaîne côtière; enfin le rivage dentelé offre

au commerce des ports excellens, qui le cèdent à peine en étendue à ceux de Bahia et de Rio-Janeiro. Dans ce magnifique empire du Brésil, si riche en admirables points de vue, il n'est peut-être pas de région où l'on puisse contempler de plus beaux paysages que dans la province de Santa-Catarina. Plusieurs voyageurs prétendent que la physionomie du pays tout entier ressemble singulièrement à celle des îles élevées de l'Océanie; ce sont les mêmes collines mollement ondulées, les mêmes groupes pittoresques de palmiers et de fougères, les mêmes courbes gracieuses des plages. D'après M. Avé-Lallemant, la lagune de Desterro et l'île de Santa-Catarina rappelleraient plutôt, par l'harmonie des contours, la baie de Naples et l'île de Capri; mais elles n'auraient pas la mélancolie profonde qui caractérise le golfe napolitain.

Deux ou trois colonies de cette heureuse province de Santa-Catarina sont encore dans un état pénible de gêne et de dépendance. Une de celles qui ont le moins réussi est la colonie du docteur Blumenau, qui jouit cependant d'une grande réputation, grâce à l'énorme publicité que lui a donnée le fondateur et aux subsides considérables votés par le gouvernement brésilien. Le site du village Blumenau est parfaitement choisi : les terres sont des plus fertiles, le fleuve qui parcourt la colonie est accessible aux navires d'un faible tonnage; mais l'aspect de la plupart des cabanes révèle la détresse des habitans. Une forte proportion des émigrans consiste en bourgeois déclassés qu'avaient séduits les descriptions splendides des agens recruteurs. Arrivés dans la forêt vierge et n'ayant que leur hache pour réaliser leurs rêves de fortune, ils ont compris trop tard que l'habitude du travail matériel était le premier élément de réussite pour tous les colons, et la plupart d'entre eux ont dû se louer comme mercenaires pour acquitter leurs dettes et sustenter leur misérable existence. Plusieurs aussi sont morts accablés par la nostalgie. Si le choix des colons est une grande cause de retard pour l'entreprise, les fautes de la direction sont peut-être plus fâcheuses encore. Au lieu de vendre ses terrains et de laisser le colon libre de cultiver à sa guise, la compagnie préfère rester suzeraine et profiter du travail des émigrans pour donner plus de valeur à ses propriétés. La misère pour tous est la conséquence de ce système.

En revanche, les colons qui ont abandonné Blumenau pour s'établir aux environs comme cultivateurs libres ont conquis le bien-être matériel et possèdent déjà de magnifiques plantations. On observe les mêmes résultats dans toutes les autres colonies fondées par des sociétés de spéculateurs. Tant qu'on leur applique le système de la protection, les travailleurs restent dans la misère; mais, dès qu'ils sont devenus les propriétaires du sol, l'aisance entre dans leurs ca-

banes. Quant aux émigrans libres qui, dès leur arrivée, se sont installés sur leurs propres terres, ils ont fait merveille, et leurs communes jouissent de la plus grande prospérité. En 1858, les deux colonies de Santa-Izabel et de San-Pedro-de-Alcantara comprenaient ensemble une population de 1,600 habitans, tous propriétaires. M. Avé-Lallemant n'en rencontra pas un seul qui ne fût à son aise, pas un seul qui désirât revenir en Allemagne. Ils produisaient en abondance du maïs, du manioc, du riz, qu'ils exportaient à Desterro et dans la capitale du Brésil; ils commençaient même à planter la canne à sucre sur de grandes étendues de terrain et se promettaient de lutter avec succès contre le travail esclave. Déjà maîtres d'une partie centrale de la province, ils germanisent fortement la ville de Desterro, et l'accroissement vraiment prodigieux de leurs familles peut leur faire espérer dans un avenir prochain une influence tout à fait prépondérante.

La colonie la plus importante de la province de Santa-Catarina et peut-être de tout l'empire brésilien est celle de Donna-Francisca, fondée par une compagnie hambourgeoise sur les terres que M. le prince de Joinville a reçues en dot. Il y a quinze ans, l'homme blanc n'osait pas s'aventurer dans ces immenses forêts où se cachaient les Bugres meurtriers : en 1850, on abattit le premier arbre; en 1851, les premiers colons arrivèrent d'Allemagne, et sept ans après, en 1858, Donna-Francisca était une colonie modèle qui faisait l'admiration des étrangers. La population s'élevait à 2,500 habitans environ, distribués sur un territoire considérable. Le chef-lieu, désigné sous le nom de Joinville, se composait de maisonnettes charmantes, entourées de jardins et de cultures que de larges rues découpaient en carrés réguliers. De beaux chemins, exécutés avec un soin inconnu dans tout le reste du Brésil, même dans les colonies allemandes du Rio-Grande-do-Sul, faisaient communiquer Joinville avec Annaburg et les divers défrichemens du district de Donna-Francisca; 6,400 hectares de terre étaient déjà vendus et en grande partie mis en culture; d'autres terrains, mesurés par les ingénieurs de la compagnie, se vendaient tous les jours, non-seulement, il faut l'avouer, à des travailleurs sérieux, mais malheureusement aussi à des spéculateurs étrangers qui voulaient profiter de la plus-value donnée au sol par le travail des colons; des *picadas* tracées dans la forêt indiquaient l'emplacement des villages futurs, et, l'œuvre de la colonisation avançant toujours, le gouvernement s'occupait de faire mesurer pour les émigrans l'importante forêt de la couronne qui s'étend à une grande distance en dehors des limites de la colonie. Divers établissemens industriels, des usines à sucre, des scieries, s'élevaient sur différens points du district, les ouvriers

jouissaient de la même prospérité que les agriculteurs, et déjà les meubles fabriqués à Donna-Francisca s'expédiaient en assez grand nombre à Rio-Janeiro. Étonnante au point de vue du progrès matériel, la colonie allemande de Donna-Francisca l'est encore bien plus par la société policée qui l'habite. D'après M. Avé-Lallemant, « il n'est peut-être pas d'endroit au monde qui possède, relativement à sa faible population, un aussi grand nombre d'hommes remarquables par leur intelligence et leur instruction. » Les vigoureux pionniers qui travaillent pendant le jour, la hache ou la charrue à la main, causent le soir sur divers sujets scientifiques, comme s'ils se trouvaient dans une ville d'université germanique, ou bien se récréent l'âme par la musique de Beethoven, de Mendelssohn, de Schubert. On devine l'influence civilisatrice qu'exercera la colonie de Donna-Francisca si bien située, si prospère, et peuplée d'hommes qui travaillent à leur développement intellectuel autant qu'à leur bien-être matériel. Quand on compare la société allemande des nouvelles colonies aux populations encore semi-barbares qui campent sur les plateaux de la province limitrophe de Paranà et croupissent dans la paresse la plus profonde, on ne saurait douter que Joinville ne devienne un jour le grand centre d'où le commerce et les progrès sociaux rayonneront au loin dans la direction du Paraguay (1). L'excellente baie de San-Francisco qui sert de port à la colonie, et qu'on pourrait comparer au magnifique bassin de Rio-Janeiro, contribuera certainement pour une forte part à la prospérité future de Donna-Francisca. Déjà ce port, naguère complétement négligé par les Brésiliens, commence à se peupler de navires.

En étudiant les résultats obtenus au Brésil par la colonisation, il est impossible de ne pas être frappé du rôle prépondérant que jouent dans cette œuvre les émigrans de race allemande. Ils sont peu nombreux, il est vrai, et l'on évalue à 50,000 à peine ceux que contient l'empire; chaque année, ils ne forment qu'une fraction minime des étrangers qui débarquent au Brésil (2), et ceux d'entre eux qui sont transportés dans les provinces de la zone torride succombent rapidement à la peine; mais ceux qui restent font plus que tous les autres émigrans pour la transformation du pays, car, plus que tous les autres, ils représentent la liberté. Les Portugais, qui viennent en foule dans les grandes villes du littoral et dans les plantations du nord, n'ont d'autre intention que de faire promptement fortune sur cette terre où leurs ancêtres s'étaient enrichis avant

(1) Le quart des Allemands débarqués dans la colonie de Donna-Francisca sont allés s'établir sur le plateau voisin.

(2) En 1858, sur 19,000 émigrans, 9,329 étaient Portugais, et 2,300 seulement étaient d'origine allemande.

eux; méprisés des planteurs, haïs par les Indiens et les nègres, ils acceptent tous les métiers possibles, travaillent à côté des esclaves quand ils ne peuvent faire autrement, deviennent intendans, contremaîtres, économes lorsque la fortune leur sourit, et s'amassent lentement un pécule qu'ils espèrent dépenser un jour comme de vrais gentilshommes près de Lisbonne ou d'Oporto. S'ils ne peuvent retourner dans leur patrie, il leur est facile, grâce à la communauté de langue et d'origine, de se transformer graduellement en Brésiliens, et dans l'espace d'une génération ils perdent tout ce qui les distinguait du reste du peuple. Quant aux Français, aux Génois, aux Sardes, qui s'adonnent au commerce ou bien exercent divers métiers manuels dans les grandes villes, ils n'ont pas assez de force de cohésion pour exercer une influence considérable sur la population brésilienne. Les Allemands, au contraire, sont groupés en colonies compactes; distincts des habitans du pays par leurs traits, leur langue, leurs mœurs et le plus souvent par leur religion, ils s'attachent cependant au Brésil comme à leur patrie définitive et s'empressent d'y conquérir et d'y exercer leurs droits de citoyens; ils s'approprient le sol qu'ils cultivent, et ne se servent que de leurs propres bras. Représentans du travail libre dans les campagnes du sud, ils sont dans les grandes villes les représentans du progrès intellectuel et scientifique; ils fournissent au Brésil des ingénieurs, des professeurs, des officiers; ils fondent des établissemens industriels, des journaux, des librairies, des imprimeries. Par leur nombre, ils ne forment que la cent-soixantième partie de la population totale; mais au point de vue historique ils sont déjà l'un des deux pôles de la société brésilienne. En vérité, les Allemands peuvent se réjouir quand ils songent à l'œuvre immense qu'ils accomplissent sur la terre. Autrefois ils firent par l'épée la conquête de l'empire romain; aujourd'hui c'est par les livres et la charrue qu'ils s'emparent du monde. A l'Amérique du Nord, ils donnent ses paysans les plus énergiques et ses plus intrépides soldats; au Brésil, qui n'avait que des maîtres et des esclaves, ils fournissent un contingent d'hommes libres.

Des hommes libres cultivant un sol libre peuvent seuls en effet sauver l'empire brésilien et l'arracher à une imminente désorganisation. L'inimitié des diverses races du Brésil crée des élémens de désordre qu'une forte centralisation et la ligue des intérêts commerciaux peuvent réprimer longtemps, mais qui n'en troublent pas moins les profondeurs de la société, et ne cesseront d'exister tant que l'esclavage sera la pierre angulaire de l'empire. Quand même les planteurs seraient assez habiles pour conjurer à jamais la révolte et contenir les mulâtres, qui se distinguent en général par tant

d'audace et d'initiative, sauront-ils donner une solution favorable à tous les problèmes économiques posés par la servitude des noirs? Malgré les milliers de nègres asservis, les plantations n'en manqueront pas moins de bras; en dépit de la prodigieuse fécondité des femmes noires, les camps ne cesseront de se dépeupler; les consommateurs du Brésil seront, comme par le passé, obligés de demander à l'étranger leur approvisionnement de vivres; le sol continuera de s'appauvrir, et la grande majorité des citoyens réclamera en vain un patrimoine. Qu'on laisse au contraire les colonies allemandes de Rio-Grande-do-Sul et de Santa-Catarina gagner de proche en proche, et bientôt les bras suffiront amplement à la culture; la population s'accroîtra dans une proportion rapide, le Brésil pourra subvenir à son alimentation, et le sol, plus équitablement distribué, s'enrichira aussi bien que ses possesseurs.

Si le Brésil ne peut prospérer que par le travail libre, il est juste d'ajouter que ce même travail libre peut tôt ou tard créer à l'empire une situation des plus périlleuses, tant il est vrai que le bien aggrave le mal avant de le détruire. Autrefois les propriétaires d'esclaves occupaient en force presque toutes les parties du Brésil, et donnaient à l'ensemble de cet immense territoire une certaine homogénéité d'intérêts; de nos jours, l'esclavage est lentement refoulé vers le nord par cette classe naissante des paysans libres qui germe dans les provinces du sud. C'est là une révolution qui peut sembler insignifiante, parce qu'elle s'opère sans bruit; mais elle n'en est pas moins certaine, et l'on peut d'avance en prédire les résultats. On voit se préparer au Brésil ce qui s'est accompli par la force même des choses dans la république anglo-américaine. Là, les états peuplés de citoyens libres se sont peu à peu débarrassés de l'esclavage, et finalement une frontière géographique a séparé les deux fractions du pays. Sous l'influence des mêmes causes, compliquées de haines nationales, le Brésil, jadis possesseur d'une rive de la Plata, a dû se résigner à perdre la province de l'Uruguay, devenue république indépendante : aujourd'hui les propriétaires d'esclaves de Rio-Grande-do-Sul et de Santa-Catarina émigrent vers le nord et sont remplacés par des travailleurs libres; en même temps le nombre des esclaves diminue dans les provinces de l'intérieur et dans celles qui touchent au Paraguay et à la république bolivienne. C'est ainsi que la population se distribue suivant ses affinités naturelles, et que l'esclavage se concentre peu à peu dans les provinces du littoral entre Maranhaõ et Saõ-Paulo. Un cercle de districts où le travail libre se fortifie sans cesse entoure la région compacte et peuplée où se sont cantonnés les propriétaires d'esclaves. Cette séparation graduelle de l'empire en deux régions où les intérêts sont diamétrale-

ment opposés ne renferme-t-elle pas de sérieuses menaces pour l'avenir, et dès aujourd'hui les hommes d'état du Brésil ne doivent-ils pas porter leur attention sur ce grave antagonisme, qui peut un jour partager la nation en deux peuples hostiles? Et quand même le procès pendant entre l'esclavage et la liberté ne se plaiderait pas au Brésil, n'amènera-t-il pas tôt ou tard un conflit entre l'empire et les républiques grandissantes qui l'environnent?

Ce sont là des difficultés qui demandent un remède héroïque, et non pas des expédiens. Le pouvoir central du Brésil est devenu plus fort : les voies de communication, à peine ébauchées, ont déjà rendu l'empire plus compacte et plus solide, une longue paix lui a donné de la considération, un gouvernement sincère et honorable a fait rejaillir sur l'aristocratie tout entière le respect qu'on porte à son chef; mais l'esclavage est toujours là, menaçant en silence la prospérité de l'empire naissant. Pour conjurer la catastrophe qui se prépare, pour éviter le conflit qui ne pourrait manquer d'éclater entre le travail libre et le travail esclave, il n'est qu'une ressource : s'occuper sérieusement de l'émancipation des noirs, sans attendre, comme on prétend le faire aujourd'hui, qu'une bonne Providence veuille bien faire disparaître peu à peu l'esclavage. La liberté, tel est le moyen d'inaugurer une ère de prospérité véritable; malheureusement on peut douter que ce moyen soit accepté par les planteurs, qui tirent leur influence et leurs richesses du labeur de leurs nègres. Ils préféreront peut-être, comme leurs confrères des états confédérés, s'exposer aux terribles hasards que leur réserve l'avenir, et se vouer d'avance à la farouche Némésis qui venge les opprimés de toutes les races; ils tiendront peut-être à honneur d'être les derniers civilisés qui se donnent le droit d'acheter, de vendre et fouetter leurs semblables. Ils apprendront alors à leurs dépens que la véritable civilisation ne consiste pas dans la fondation de vastes cités, dans l'inauguration de chemins de fer et l'exportation de marchandises nombreuses; une immense catastrophe leur prouvera que la justice est le seul fondement durable des institutions et des empires. Quoi qu'il en soit, la mission de ceux qui s'intéressent aux destinées de la race latine en Amérique est clairement tracée. Instruits par la guerre civile qui désole les états anglo-saxons, jadis unis, ils ne doivent cesser d'avertir le Brésil et de signaler le nuage gros de tempêtes qui se forme au loin sur l'horizon.

Élisée Reclus.

LES MARINES

DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE

DEPUIS 1815

IV.

DES CONDITIONS DE LA PUISSANCE MARITIME.

I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Nous avons essayé de résumer les principaux traits qui caractérisent l'histoire des marines militaires de la France et de l'Angleterre depuis 1815 (1). La part qui revient à notre pays dans ce travail de comparaison est faite pour nous inspirer la satisfaction la plus légitime : elle prouve surabondamment que le génie de la mer, qui nous a été parfois dénié, ne nous manque pas plus qu'à d'autres; mais nous n'aurions pas atteint le but que nous nous étions proposé, si nous ne cherchions pas à compléter l'enseignement que contient cette histoire par quelques vues d'ensemble sur la puissance relative des deux peuples.

Nous avons obtenu pendant cette longue période de brillans et de persévérans succès : ils sont la preuve des ressources que nous pouvons trouver dans le mérite et dans la valeur de nos compatriotes, mais ils n'indiquent pas la somme des forces que nous pourrions développer en cas de besoin, d'autant plus que pendant tout ce temps nous n'avons pas eu, même en 1854 et 1855, de véritable guerre

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juin, et du 1er juillet.

maritime à soutenir. C'est une considération qu'il faut avoir sans cesse présente à l'esprit, comme en pensant à l'Angleterre il ne faut pas oublier qu'elle non plus, pendant ce demi-siècle, elle n'a pas donné la mesure de ce qu'elle pourrait faire dans une grande occasion, et que la faiblesse des résultats obtenus par l'amirauté en retour des sommes immenses qu'elle a dépensées représente seulement une infirmité qui lui est particulière, mais ne permet de rien préjuger sur les forces latentes de la nation.

N'ayant eu à traiter que de la marine militaire, nous avons dû nous occuper exclusivement de ce qui s'est fait chez nous par l'agence du ministère de la marine, — en Angleterre par les mains de l'amirauté. Ce serait néanmoins se tromper étrangement que de prendre les termes produits par ce travail de comparaison comme les exposans de la puissance maritime de l'un ou de l'autre des deux peuples. De même qu'en géométrie il faut trois points pour déterminer un plan, de même la puissance maritime se détermine par trois choses, qui, chacune pour sa part, sont aussi indispensables à la vitalité de cette puissance que chacun des points à la détermination du plan. Ces trois choses sont l'argent, une industrie déjà forte, puis une population de marins qui n'est elle-même qu'une résultante proportionnelle à l'importance de la marine commerciale de chaque peuple. La puissance maritime est en raison du produit de ces trois termes multipliés l'un par l'autre, et si l'un fait absolument défaut, tout l'ensemble reste boiteux, invalide, quelle que soit l'importance des deux autres; il en arriverait comme en géométrie, où la suppression de l'un des trois points du plan ne laisse plus au pouvoir des deux autres que la détermination d'une ligne sans largeur, sans épaisseur, sans profondeur, sans surface et sans solidité. Aussi, quand les affaires d'un pays seront sagement menées, le verrez-vous d'un côté faire tous ses efforts pour développer ces trois élémens de sa puissance, et de l'autre ne pas chercher en temps ordinaire à dépasser les proportions qu'ils lui imposent. L'histoire à la main, on pourrait sans doute démontrer que si dans la guerre par terre les peuples ont parfois réussi en risquant même ce qui semblait être l'impossible, dans la guerre par mer ils n'ont jamais fait que compromettre leur fortune et leur gloire en voulant obtenir plus qu'ils n'étaient autorisés à espérer de leurs ressources normales. En marine, on peut arriver à des résultats très considérables quand on sait ne compter que sur ce que l'on possède réellement, alors qu'on sait l'employer judicieusement : l'histoire de la guerre soutenue en 1812 par les États-Unis contre l'Angleterre, et si bien racontée ici même par l'amiral Jurien de La Gravière (1), démontre victorieusement cette

(1) Voyez la série sur *la dernière guerre maritime*, et notamment la *Revue* du 1er et du 15 novembre 1846.

vérité : mais en marine aussi on se ruine toujours quand on cherche à paraître plus qu'on n'est dans la réalité. Qu'est-il arrivé de la marine de Louis XIV, lorsqu'il en est venu à développer les armemens au-delà de ses moyens? Quel rôle ont joué les quatre-vingts vaisseaux de ligne que possédait l'empereur Napoléon? A quoi donc a servi à l'Espagne de Charles IV d'avoir l'air d'entretenir une armée navale qui n'était plus en rapport avec ses ressources? A quoi donc a servi à la Russie la flotte qu'elle s'était donné tant de peine à créer, et qui semble avoir disparu dans la guerre de 1854-56 sans avoir eu l'honneur de tirer un coup de canon?

L'argent, a-t-on dit, est le nerf de la guerre, et il n'est pas besoin de chercher à prouver que cela est aussi vrai des armées navales que des autres. Il est cependant quelques données de la question qu'il peut être bon de mettre sous les yeux du lecteur pour achever de le convaincre que sur mer, bien moins qu'ailleurs, l'argent ne saurait être suppléé par l'énergie des hommes ou par l'enthousiasme des populations. Les procédés révolutionnaires, auxquels certaines gens croient encore, n'y peuvent pas davantage. L'importance des prix auxquels reviennent maintenant les engins perfectionnés et indispensables de la marine contemporaine, les dépenses qu'entraînent ce que nous regardons aujourd'hui comme les plus simples de ses opérations, serviront aussi à faire ressortir les distances que la force des choses a créées entre les divers pavillons, et les chances que chacun peut avoir de changer à son bénéfice l'ordre des préséances actuelles. Ainsi au commencement du siècle, du temps de Nelson, les Anglais, en divisant le chiffre des dépenses de la flotte par le nombre des canons dont elle était armée, calculaient que chaque canon, considéré comme l'expression de la puissance militaire, revenait à 25,000 francs. Avec le vaisseau à vapeur, cette somme variait entre 125,000 et 150,000 francs; elle est aujourd'hui de plus de 250,000 fr. par pièce en batterie sur la frégate cuirassée le *Warrior*, qui, d'après la déclaration faite en chambre des communes par le secrétaire de l'amirauté, lord Clarence Paget, a coûté 9,175,000 francs (1). Dans un grand nombre d'états, le budget total de la marine n'est pas aussi considérable que les sommes exigées pour la construction d'un seul de ces bâtimens. Ajoutez que le moins qu'il faille compter pour amortissement, entretien, réparations, etc., c'est 20 pour 100 du prix de revient. Comptez encore que le *Warrior* ne peut pas naviguer, même en beau temps, sans coûter, pour le charbon seulement, 35 ou 40 francs par lieue parcourue. Or, les bâtimens cuirassés étant de-

(1) La frégate la *Gloire* a coûté 4,700,000 francs seulement, mais il est juste d'ajouter qu'elle ne porte que trente-six canons au lieu de quarante, que sa machine est de 900 chevaux au lieu de 1,250.

venus les navires de bataille, combien de marines secondaires, qui ont joué autrefois un rôle honorable, glorieux même, se trouvent aujourd'hui distancées par la seule question de finances! En prenant les choses par l'autre bout, on arrivera à un résultat analogue, mais bien plus désavantageux encore pour les puissances de second ordre. Au commencement du siècle, il fallut que l'Angleterre armât une grande flotte pour réduire Copenhague; aujourd'hui combien faudrait-il de frégates cuirassées pour produire tout autant d'effet que la grande flotte de Nelson et de Hyde Parker (1)? Ne serait-ce pas assez de deux et trop peut-être de trois? Et qu'on ne croie pas qu'en consacrant tout l'argent qu'il dépense pour sa marine à construire, lui aussi, des bâtimens cuirassés, le Danemark pourrait au moins se maintenir dans les anciennes proportions. Cela ne serait pas exact. D'abord les fortifications qui, en 1807, contribuèrent à sa défense ont perdu presque toute leur efficacité contre les bâtimens à cuirasse de fer; ensuite le Danemark n'est pas libre de convertir toutes les ressources de son budget de la marine en bâtimens de ce genre: il faut qu'il fasse la police de ses côtes et de ses eaux, qu'il protége son commerce, qu'il entretienne des rapports avec ses colonies, qu'il montre son pavillon sur les mers. Il lui faut être présent sur un trop grand nombre de points à la fois pour qu'avec ce qu'il pourrait construire et entretenir de bâtimens cuirassés, il pût suffire aux besoins du service même de paix. Ce qui est vrai du Danemark l'est aussi de beaucoup d'autres pays.

On n'est pas une puissance maritime, si l'on ne dispose pas d'un gros budget, si l'on n'est point capable à un moment donné de se procurer des capitaux très considérables. C'est une condition essentielle, mais elle ne suffit pas à résoudre le problème. On n'est pas non plus une puissance maritime, si l'on n'a pas encore à son service le concours d'une grande industrie. Autrefois, et c'est un passé qui n'est pas bien loin de nous, car il y a de cela trente ou quarante ans au plus, la force d'une marine pouvait, jusqu'à un certain point, se calculer sur les moyens de production qu'elle avait su concentrer dans les magasins et dans les ateliers de ses arsenaux. Il y avait à ce fait beaucoup de raisons : c'était d'abord l'exiguïté des moyens de transport et l'imperfection correspondante des voies de communication. Sans être un vieillard, on peut se rappeler les doléances que poussèrent les Belges, qui pouvaient cependant déjà se vanter d'avoir des routes mieux entretenues que celles de la plupart des autres pays de l'Europe, lorsqu'en 1832 il fallut acheminer par leur

(1) La flotte de l'amiral Parker se composait de cinquante-trois voiles, dont vingt vaisseaux de ligne, deux à trois ponts, onze de 74 canons, cinq de 64 et deux de 50.

territoire le matériel nécessaire à l'armée française qui fit le siége d'Anvers. Leurs attelages étaient épuisés, leurs routes étaient défoncées, et, si l'on s'en souvient, le fameux mortier monstre du général Paixhans était accusé d'avoir à lui seul causé de très sérieux dégâts. S'il en était ainsi de l'effet produit par le transport du matériel d'une armée qui n'emploie en général que des objets dont les unités représentent seulement des poids très peu considérables et peuvent se diviser presque à l'infini pour augmenter la facilité des transports, que devait-ce être lorsqu'il fallait assurer les approvisionnemens des arsenaux, où il s'emploie tant d'objets encombrans et pesans qui ne peuvent pas être divisés? Il y avait même de ces objets, comme les mâtures, les vergues, les courbes, les canons de gros calibre, les grandes ancres, les caisses à eau, etc., qui ne pouvaient être transportés en quantités utiles que par mer, par la voie fluviale ou par les canaux. On se rappelle sans doute que l'exécution des canaux de Bretagne fut ordonnée par l'empereur Napoléon surtout en vue d'assurer les approvisionnemens du port de Brest, qu'il était devenu presque impossible de ravitailler et d'entretenir par la voie de terre. Tout cela est fort changé maintenant : les chemins de fer, qui couvrent toute l'Europe de leur réseau, n'ont pas seulement agrandi le rayon dans lequel les arsenaux peuvent trouver un marché pour se pourvoir, mais ils ont aussi économisé les frais de travail et d'argent que la marine avait à faire autrefois de ce chef. Ainsi par exemple, avec les chemins de fer, qui vont aujourd'hui par une ligne continue de Saint-Pétersbourg à Toulon, à Rochefort, à Cherbourg, qui l'année prochaine iront à Lorient et à Brest, il serait infiniment plus simple et beaucoup moins coûteux de demander des bois de mâture en Pologne ou en Russie qu'il ne l'était sous l'empire d'aller en prendre en Suisse ou dans les Vosges, quoique la Suisse et les Vosges parussent avoir presque à portée, pour faire descendre leurs produits sur le bord de la mer, les vallées de la Saône, du Rhône et de la Loire. En ce temps-là, il était assez juste d'estimer les ressources matérielles d'une marine sur les ressources qui étaient emmagasinées dans ses arsenaux; l'apport éventuel des autres était chose trop incertaine et trop difficile à assurer, comme aussi il était assez raisonnable de calculer la puissance de production des arsenaux sur l'importance de leurs ateliers et sur le nombre des ouvriers qu'ils employaient. C'était le temps où le vaisseau de ligne à voiles régnait sur les océans non-seulement à raison de la force militaire qu'il représentait, mais aussi à raison de la grandeur tout à fait exceptionnelle de ses dimensions, de la taille des pièces de bois ou de fer qui entraient dans sa construction, des engins qui composaient son armement. Il y a trente ans, un navire marchand de 5 ou de 600 tonneaux était encore montré presque comme une merveille

dans les ports de commerce, ce qui revenait à dire que ni les travailleurs ni les ateliers de l'industrie privée n'étaient suffisamment approvisionnés, outillés ou expérimentés pour fournir un concours puissant à la marine militaire. Dans la vie ordinaire, on n'était pas en meilleure position pour lui venir en aide : ni le charpentier ni le métallurgiste n'employaient ou ne fabriquaient rien qui les mît en mesure de fournir aux ports de guerre les esparres, les canons, les fameuses ancres dites de miséricorde qui faisaient l'étonnement de nos pères. La marine militaire conservait le monopole de l'approvisionnement et de la fabrication des objets qu'elle seule consommait. C'était une conséquence naturelle de la situation, et partant il était assez juste de mesurer la puissance d'une marine à la puissance de ses ateliers.

Aujourd'hui tout cela est très modifié. Le développement merveilleux des échanges entre les peuples, en augmentant les espérances de fret, en permettant aux armateurs de s'assurer des cargaisons importantes, a fait que l'industrie privée construit des navires aussi grands que les plus grands bâtimens de guerre, et d'un tonnage plus considérable que ceux que l'on appelait des colosses au commencement du siècle. Il n'y avait peut-être pas alors une marine de guerre qui n'eût un vaisseau de ligne baptisé de ce nom orgueilleux, et pas un de ces vaisseaux sans doute n'était de plus de 2,000 tonneaux. Le *Victory*, vaisseau à trois ponts de 120 canons, qui portait à Trafalgar le pavillon de Nelson, dépasse à peine ce chiffre. Maintenant, et même sans compter les paquebots chargés d'un service postal, c'est par centaines que les marines commerciales de l'Angleterre et des États-Unis ont construit des navires d'un tonnage supérieur. Les progrès gigantesques qu'a faits la métallurgie et l'emploi de plus en plus général de la vapeur n'ont pas moins contribué à changer l'ancien état de choses et à faire en sorte que la marine militaire puisse trouver en dehors d'elle des auxiliaires qui jadis n'existaient pas. Autrefois elle était seule à fabriquer de certains engins, aujourd'hui sa fabrication n'est plus qu'un détail dans l'ensemble du travail national. Indret, que le gouvernement acheta en 1831 pour y construire des machines de 160 chevaux que personne alors en France n'était capable de produire, Indret le cède aujourd'hui comme importance aux forges et chantiers de la Méditerranée, au Creuzot, à la Ciotat et à d'autres établissemens qui construisent tout autant et tout aussi bien des machines de 500, de 800, de 1,000 chevaux de force, et qui en livreraient de plus puissantes même, si on les leur demandait. En Angleterre, c'est encore mieux : la marine militaire, qui a commandé jusqu'à 18,000 chevaux de vapeur en une seule année, ne possède que des ateliers de réparation; elle n'a pas fabriqué elle-même une seule des machines

qu'elle emploie sur sa flotte. Or ce qu'il faut avoir présent à l'esprit, c'est que les usines qui produisent ces admirables engins sont capables de produire tout ce que la marine militaire consomme d'objets de métal. Qui peut le plus peut le moins. Pour les ateliers qui fondent les cylindres, qui forgent les arbres de couche des machines de 1,000 chevaux ou les plaques des frégates cuirassées, ce serait presque un jeu de fondre et de forer les canons de tous les calibres, de forger les plus grosses ancres, etc. Ces travaux seraient presque indignes des intelligences qui dirigent ces grands ateliers et de l'outillage dont elles disposent; ce ne serait en réalité pour elles que des détails, mais des détails qu'elles produiraient en quantités immenses, et avec une rapidité dont une grande guerre pourrait seule donner la mesure.

Le mouvement qui entraîne à augmenter sans cesse l'emploi du fer dans la marine, à tel point déjà que l'on peut prévoir l'époque où les coques de presque tous les navires seront en fer, ce mouvement aide à l'évolution qui s'accomplit en créant chaque jour des rapports de plus en plus étroits entre la marine militaire et l'industrie, entre ce qui était jadis un monde à part et ce qui est aujourd'hui le monde ordinaire, entre la force guerrière et la force productrice des ateliers où se cultivent de préférence les arts de la paix. Tous, ou presque tous, ils pourraient devenir des machines de guerre d'une puissance incalculable; comme la laborieuse abeille qui est armée d'un dard acéré pour défendre son miel, ils se retourneraient avec une effrayante énergie contre celui qui viendrait les troubler dans la paix de leurs travaux. Les Russes en ont fait l'épreuve en 1855, et cependant ils n'étaient encore qu'au début de ce qui se préparait contre eux, lorsque déjà ils étaient forcés d'accepter les conditions de leurs adversaires. Malgré le nombre et la vaillance de leurs troupes, qui combattaient pourtant sur le sol national, ils ont été accablés par l'immensité du matériel que les ateliers de la France et de l'Angleterre se sont mis à vomir si vite et si loin contre eux. Il leur est arrivé ce qui arrive aux États-Unis. Non moins braves que leurs ennemis, peut-être même ayant un esprit militaire plus distingué et se battant chez eux pour leurs foyers, les confédérés sont forcés de reculer partout devant les armées du nord, devant ses canonnières, devant la supériorité de son armement, devant les conséquences du blocus qui prive les états du sud de tout moyen de ravitaillement. Ils apprennent par l'expérience qu'on peut être un pays riche et se trouver sans force lorsqu'on n'a pas derrière soi une industrie capable d'armer, d'équiper, d'habiller et de nourrir ses soldats.

Aussi, quand on essaie de faire des calculs de proportions sur la puissance des états, sur celle de leurs marines surtout, ne faut-il

pas se contenter de savoir ce qu'ils peuvent dépenser, ce qui figure de vaisseaux et de frégates dans les dénombremens officiels, ce qui se trouve dans les magasins des ports, ce que peut représenter le travail des arsenaux : ce sont des termes dont, sans aucun doute, il faut tenir compte; mais on s'exposerait à se tromper aussi beaucoup, si l'on ne faisait pas entrer dans ses calculs le contingent que fournirait au noyau des forces déjà régulièrement organisées l'ensemble du travail national. Aujourd'hui, dans le cas d'une grande lutte, ce contingent deviendrait presque le principal, au lieu de rester l'accessoire, comme cela est en temps de paix, et il se ferait sentir avec une rapidité telle que celui qui de son côté ne serait pas pourvu à l'avance d'une façon semblable n'aurait pendant la guerre aucune chance de pouvoir, même au prix des plus grands sacrifices, racheter les suites nécessaires de son imprévoyance.

Si par malheur une grande guerre venait à éclater aujourd'hui, le trait caractéristique qu'elle présenterait sans doute entre tous, ce serait l'inépuisable fécondité avec laquelle l'industrie produirait du matériel de guerre pour les belligérans, la puissance et la presque soudaineté des coups qu'aidés par l'industrie ils pourraient se porter dès le début des hostilités. D'ailleurs nous en avons déjà fait l'expérience. Un gentilhomme russe qui, dans l'état-major du prince Gortchakof, a pris part à la défense de Sébastopol nous disait que bien souvent il arrivait aux Russes d'apprendre par le télégraphe l'arrivée dans le port de Kamiesch de navires chargés d'un matériel qui n'avait pas même été commandé (ils le savaient par les intelligences qu'ils avaient conservées en Europe), lorsque des convois chargés de munitions et expédiés de Toula ou d'ailleurs, avec des semaines et des mois d'avance, n'étaient pas encore arrivés en Crimée. Et dans quel état arrivaient-ils? Des centaines de charrettes que l'on avait mises en route en épuisant tous les moyens des provinces, quelque vingtaine parvenait; le reste, hommes, animaux et chargement, avait péri dans la neige ou dans la boue des steppes, et le pays était impuissant à les remplacer. La campagne d'Italie n'est pas moins instructive. La déclaration de guerre est du 26 avril, le combat de Montebello est du 20 mai, la bataille de Magenta du 4 juin, et le 24 du même mois se livrait celle de Solferino, qui mit fin à la guerre en coûtant aux trois armées engagées dans cette sanglante journée plus de soixante-dix mille hommes tués ou blessés. Un si effroyable massacre nous fait frémir d'horreur, mais il montre aussi quels sont les coups que l'on peut aujourd'hui se porter, et il explique la résignation de l'empereur François-Joseph, dont l'intérêt semblait être de prolonger la guerre. L'Autriche fut presque désarmée par cette catastrophe, et après tout ne vaut-il peut-être pas mieux résoudre ainsi ces horribles difficultés que de tuer un plus

grand nombre d'hommes en détail et dans une campagne plus longue? Cela ne vaut-il pas mieux que de faire périr plus de monde encore par les fatigues ou par les maladies, dans l'obscure et navrante misère des hôpitaux? Ce sont là de tristes problèmes à discuter; mais ce qui n'est plus douteux, c'est la rapidité inouie des opérations, c'est la puissance gigantesque des résultats qu'elles peuvent produire en si peu de temps, quand elles sont aidées par des chemins de fer, par des locomotives, par des manufactures où se tissent les habits des soldats, par des usines où se fabriquent leurs armes, par tout ce que donne en un mot une industrie puissante. Les États-Unis nous fournissent un exemple analogue. Il y a un an à peine, c'était un pays dont l'armée régulière se composait de 18,000 hommes, répandus sur un territoire plus grand que l'Europe. Aujourd'hui, entre le Potomac et le Mississipi, ils ont plus d'un million de soldats en campagne, ayant improvisé ces armées, et l'immense matériel qu'elles traînent après elles, et les innombrables navires qu'elles emploient sur les fleuves ou sur les mers, dans la circonférence si étendue de leurs opérations, avec une rapidité qui doit faire réfléchir l'Europe. Les États-Unis cependant auraient-ils pu nous donner le spectacle de ce déploiement de forces, s'ils n'avaient pas eu à leur disposition les usines et les moyens industriels de la Nouvelle-Angleterre?

Or ces instrumens de puissance ne se créent point par enchantement. Ni la volonté des despotes, ni la terreur que répandent les comités de salut public ne peuvent leur donner une vitalité comparable à celle qu'ils puisent dans la paix, dans le développement régulier des transactions, dans l'heureuse situation des pays où le régime social et politique assure à chaque citoyen la liberté de son génie et de son travail. Non moins que de l'argent, il faut du temps pour créer les industries. Si l'on attendait la guerre pour vouloir les acclimater chez soi et dans des circonstances critiques comme celles du temps de guerre, ce serait impossible: eût-on même la libre disposition des capitaux sur lesquels elles s'édifient, on se ferait battre aujourd'hui, avant d'avoir eu le temps de dépenser ces capitaux, par l'adversaire qui n'aurait pas attendu la guerre pour sentir le besoin d'avoir des ateliers. L'empereur Nicolas affichait le plus profond mépris pour les industriels, qu'il regardait comme une classe de gens infectés de libéralisme, et qui mériteront toujours en effet ce reproche, parce que sans liberté ils n'ont ni raison, ni moyen d'être; il parlait des épiciers et des bourgeois avec un dédain sans pareil : ces gens-là, ces perruquiers, comme il affectait souvent de dire, ont contribué pour une part énorme à le battre, et l'amertume de ses réflexions devait être cruelle lorsqu'aux heures de sa douloureuse agonie il comparait ce qui sortait de leurs ruches bourdonnantes à l'impuissance des ateliers et des magasins impériaux où il

s'était flatté, pendant les erreurs d'un long règne, d'avoir préparé les ressources nécessaires à la conquête de l'Orient.

On ne saurait donc pas aujourd'hui être une puissance militaire ni surtout une puissance maritime sans argent et sans industrie, on ne le saurait pas être non plus sans avoir à son service une population maritime pour y recruter le personnel de son armée navale. Autrement dit, il n'y a pas de marine sans marins. Il semble qu'il serait presque humiliant pour le sens commun d'insister sur cet aphorisme, que reconnaît d'ailleurs instinctivement le bon sens du genre humain. Les États-Unis, qui n'ont jamais eu quatre-vingts bâtimens de guerre armés ou même en mesure d'être armés, ont toujours passé pour être une grande puissance maritime, parce qu'on savait cependant qu'ils avaient de l'argent, de l'industrie et des matelots. La guerre de 1812 et celle qu'ils font aujourd'hui ont donné ou donnent entièrement gain de cause à cette manière de voir. Il peut être juste de croire que le matériel naval qui sert aujourd'hui à leurs opérations ne pourrait pas soutenir la comparaison avec celui que possèdent la France et l'Angleterre; mais ce n'est peut-être pas ainsi qu'il convient de considérer les choses. Ce matériel, quel qu'il soit, suffit à atteindre le but pour lequel il a été préparé; c'est là le point important, et la rapidité avec laquelle il a été improvisé est une preuve de plus de la puissance des États-Unis. Une autre preuve, c'est la facilité avec laquelle il a été armé au personnel, ce que l'on n'aurait pas pu faire si l'on n'avait eu par devers soi une population de marins où puiser, et Dieu sait où en seraient les chances de la guerre civile, si les états du nord avaient eu à faire l'éducation de leurs matelots pour déclarer le blocus et surtout pour le maintenir! Où en seraient-ils sans les canonnières et les remorqueurs qui ont transporté leurs troupes, qui les ont nourries, qui les ont sauvées, à la bataille de Pittsburg-Landing par exemple, qui ont forcé les confédérés à évacuer sans combat les lignes d'Yorktown? C'est encore un exemple à citer de l'immensité des avantages que le commerce et l'industrie procurent pendant la guerre. Les états du sud sont presque exclusivement agricoles, le nord est commerçant, industriel et marin.

Par contre, est-il personne qui ait jamais compté la Russie parmi les puissances maritimes? Même pendant la paix, même en étant le pays de production par excellence de la plupart des matières qui pendant longtemps ont été les matières premières des constructions navales, même avec un gros budget et des finances en assez bon ordre, même avec des arsenaux qui ne le cédaient pas à ceux des autres nations, les Russes, ni sous Pierre le Grand, ni sous Catherine II, ni sous l'empereur Nicolas, qui s'était donné tant de peine pour avoir une flotte, n'ont jamais passé pour être une puissance

maritime. A eux-mêmes l'amour-propre national ne pouvait pas persuader qu'il en fût ainsi. C'est une chose curieuse à remarquer dans les notes du comte de Nesselrode que, parlant en 1853-54 de la France et de l'Angleterre, il les appelle presque le plus souvent les puissances maritimes, à l'exclusion de la Russie, qui, au moment où l'affaire des lieux saints finit par prendre une tournure menaçante, se vantait cependant d'avoir quarante-deux vaisseaux de ligne armés, c'est-à-dire une dizaine de plus que la France et l'Angleterre ensemble. Le comte de Nesselrode avait raison avec tout le monde. Cette flotte, on n'a pu par aucun moyen, par aucun appât, la décider à montrer son pavillon au large, même en lui offrant les conditions de combat les plus avantageuses. Les gens qui la montaient n'étaient pas des marins, car il n'y en a pour ainsi dire pas en Russie; néanmoins c'étaient de braves gens. Ils nous l'ont montré à Sébastopol, où ils ont été l'âme de la défense. Il en a été d'eux comme de la marine impériale de Napoléon : les marins de la garde contribuaient à gagner les batailles de Lutzen et de Bautzen, ils se couvraient de gloire dans les campagnes d'Allemagne et de France en 1813 et en 1814, mais en thèse générale ils n'allaient pas à la mer. La France possédait quatre-vingts vaisseaux de ligne du temps du premier empire, mais elle n'était pas une puissance maritime, parce que sa population maritime avait été détruite ou dispersée par la guerre. La Russie en 1854 n'était pas, malgré le nombre de ses vaisseaux, une puissance maritime, parce qu'elle n'avait pas de marins. Il n'y a pas de marine sans marins.

C'est une vérité que personne aujourd'hui ne songe plus à contester ouvertement, et cependant presque tous les jours on lit, et avec une certaine complaisance, on écrit et on imprime des choses qui sont en contradiction avec cette vérité, et qui sont aussi la source de beaucoup d'erreurs. Ne dit-on pas encore quelquefois que la machine à vapeur a rétabli ou rétablira l'équilibre et l'égalité sur les océans? La vapeur cependant a tourné d'une manière incontestable à l'avantage de la prépondérance anglaise, c'est un résultat trop évident pour qu'il dût être nécessaire d'en rechercher et d'en discuter les causes. Le fait certain, c'est la diminution d'importance qu'ont subie les marines des puissances de second ordre depuis que la machine à vapeur est devenue une machine de guerre. La Hollande pourrait-elle aujourd'hui livrer une seconde bataille de Camperdown? Les Hollandais, toujours vaillans, toujours habiles navigateurs, toujours dignes de leurs glorieuses traditions, pourraient-ils faire des armemens qui fussent aux armemens anglais ce que la flotte du brave et malheureux amiral de Winter était à la flotte de l'amiral Duncan? Les Hollandais ne possèdent ni un seul vaisseau de ligne à vapeur, ni une seule frégate cuirassée, et dans la situation

ils n'ont sans doute pas tort de ne pas songer à se procurer quelqu'une de ces coûteuses machines : qu'en feraient-ils? Ce qui est vrai de la Hollande est vrai de bien d'autres, à tel point que, le 11 mars 1861, le secrétaire de l'amirauté, lord Clarence Paget, pouvait dire à la chambre des communes en lui proposant le budget de l'exercice 1862 : « Nous avons 67 vaisseaux de ligne à hélice à flot ou en construction; la France en a 37, l'Espagne 3, la Russie 9 et l'Italie 1 : total, 50. » A ce moment-là, on considérait encore en Angleterre le vaisseau de ligne à hélice comme l'unité militaire et le navire de bataille par excellence; l'Angleterre en accusait 17 de plus pour elle seule que pour le reste du monde réuni, et encore lord Clarence Paget ne comptait-il pas à son actif les 9 vaisseaux du service des gardes-côtes, qui sont armés! Depuis, le vaisseau de ligne a perdu aux yeux des marins sa valeur de combat; c'est la frégate cuirassée qui est devenue la grande machine de guerre, et il est vrai qu'à cette heure même, nous qui avons commencé à construire des bâtimens de cette espèce trois ans plus tôt que les Anglais, nous conservons encore l'égalité numérique avec nos voisins; mais qui peut douter que les causes qui avaient produit une si grande disproportion dans le nombre des vaisseaux de ligne n'agiront pas avec tout autant de force pour amener bientôt les mêmes résultats en matière de bâtimens cuirassés?

Ceux qui n'osent plus nous annoncer bien haut que la vapeur rétablira l'égalité sur les mers nous disent parfois cependant qu'avec des instrumens aussi parfaits que ceux dont on dispose aujourd'hui il n'est plus nécessaire pour les armer d'hommes aussi expérimentés, aussi rompus à la vie exceptionnelle du bord qu'il en fallait pour donner la vie aux vaisseaux à voiles du temps jadis. C'est une erreur tout aussi grande et non moins dangereuse que l'autre. N'ayant pour ainsi dire plus de mâture, puisque les nouveaux navires se présenteront désormais au combat ras comme des pontons, il est incontestable que nous n'avons plus autant besoin que nos prédécesseurs de ces hommes d'élite, de ces gabiers qui étaient le type du matelot d'autrefois; mais, en amoindrissant le rôle de cette spécialité, nous en avons créé d'autres : mécaniciens, chauffeurs, soutiers, etc., qui, pour remplir leurs fonctions, doivent avoir pour le moins tout autant de vigueur, d'adresse, de courage, d'expérience et surtout de savoir que les plus accomplis des anciens gabiers. Faire son quart dans une hune, c'était une grande douceur comparativement à le passer dans l'enfer des fourneaux ou dans les ténèbres suffocantes des soutes. Pour courir dans la mâture, pour larguer une bonnette ou pour aller prendre une empointure au bout d'une vergue, même en mauvais temps, il ne fallait pas être plus agile que pour circuler au milieu des inflexibles et redoutables organes de la

machine, comme, pour la diriger, pour l'entretenir et pour la réparer, il faut plus d'instruction, plus de force, et prendre plus de peine que pour entretenir et réparer les fourrures ou les détails d'un gréement. Il en est de même pour les autres fonctions du bord. L'emploi de la machine à vapeur et les progrès de l'artillerie imposent aux matelots et aux canonniers des efforts plus considérables qu'autrefois, et les hommes ne peuvent suffire à ces efforts que grâce aux améliorations qui ont été introduites dans la discipline, dans l'hygiène, dans les aménagemens, dans les procédés de conservation des vivres, etc. A moins de l'avoir vu faire sous ses yeux, on ne peut imaginer combien est pénible et rebutant le service nouveau du charbon, qui se renouvelle bien souvent cependant, car nous ne construisons pas de navire qui en prenne dans ses soutes pour une consommation de plus de douze jours. Dieu sait ce qu'il en coûte de fatigue aux hommes lorsqu'il faut renouveler cet indispensable approvisionnement, et ce qu'il en coûte de travail encore lorsqu'il faut effacer toutes les traces de saleté que laisse nécessairement après lui l'embarquement de plusieurs centaines de tonnes de combustible : 675 tonnes sur la *Gloire*, 900 sur la *Couronne!* Laver, nettoyer, briquer, fourbir, polir, astiquer, c'est à ces soins que se passe en grande partie la vie du marin, mais avec cette différence, pour les gens du temps présent comparé au temps passé, que d'un côté nous avons augmenté les dimensions de nos navires, et que de l'autre nous avons réduit le nombre des hommes d'équipage. Nos anciens vaisseaux à trois ponts portaient plus de douze cents hommes; nos frégates cuirassées d'aujourd'hui, qui présentent une capacité presque double, n'ont pas cependant un personnel qui soit en nombre la moitié de celui qui revenait au *Montebello* ou à la *Ville-de-Paris*. Le travail a ainsi beaucoup augmenté, et il doit aller sans dire que, pour fournir plus de travail, il faut des hommes plus vigoureux et plus expérimentés. Et au lieu de considérer les choses en général, si nous descendions dans les détails, nous verrions que chacun de ces détails exige de la part des hommes une instruction de plus en plus grande. Qu'y avait-il sur nos anciens vaisseaux qui demandât autant de vigilance et de pratique pour être entretenu en bon état qu'en demandent les engins qui donnent le mouvement aux frégates d'aujourd'hui? Quelle différence entre le service du canonnier d'autrefois et celui du chef de pièce qui doit prendre soin d'une bouche à feu rayée, pourvue d'un appareil de chargement par la culasse, armée de projectiles et d'apparaux dont le maniement et la conservation sont devenus chose très délicate!

Le service ordinaire du bord, d'où dépendra la valeur du navire au moment critique, impose aux hommes des conditions d'aptitude plus rigoureuses que jamais; il en est de même pour la plus simple

action. Considérée à un point de vue général, la fonction principale du matelot, c'est de déplacer des poids; or les poids de tous les objets ont augmenté, de ceux qui se manient par un seul homme comme de ceux qui ne peuvent se manœuvrer que par un travail d'ensemble. Prenez le service qui semble demander le moins d'instruction ou d'intelligence, celui du passage des poudres par exemple, auquel on emploie tout ce qu'il y a de plus faible ou de moins instruit à bord, et vous retrouverez toujours les mêmes conditions. Autrefois un tir de deux coups par cinq minutes était regardé comme très nourri; aujourd'hui on en est arrivé à tirer deux coups par minute et à augmenter par conséquent dans une proportion correspondante la rapidité avec laquelle il faut fournir à la consommation des pièces. Aujourd'hui encore l'on tend à augmenter les charges de poudre comme poids et comme volume; jadis on avait ramené les projectiles au calibre presque uniforme de 15 kilogrammes, les nouveaux projectiles sont du poids de 30 et de 45 kilogrammes. Même pour être employé au passage des poudres, il faut plus d'activité, plus de force et plus d'habitude que par le passé. Voulez-vous prendre pour exemple des fonctions plus relevées, vous verrez que le canonnier doit faire un feu presque cinq fois plus rapide que jadis, que sa vigueur, son adresse et son coup-d'œil ne doivent pas s'être développés dans une moindre proportion. Il manie des instrumens plus lourds, et la distance normale de combat, qui était autrefois fixée réglementairement à 1,200 mètres, s'étend aujourd'hui on ne sait plus où, avec des pièces qui lancent leurs projectiles à 6,000 et à 8,000 mètres. Le but sur lequel il devait tirer était soumis aux mêmes conditions de manœuvre et de mouvement que le navire sur lequel il était lui-même porté; il a maintenant affaire à un ennemi qui peut marcher dans tous les sens, avec une indépendance complète de la position des vents, avec une vitesse de 25 ou de 26 kilomètres à l'heure!

Cette puissance et cette sécurité de manœuvre est bien souvent invoquée comme la preuve que les marins d'aujourd'hui peuvent être dispensés des qualités qui étaient nécessaires à leurs devanciers. C'est encore une idée des plus erronées. Ceux qui font ce beau raisonnement ne tiennent pas compte en effet que les exigences du métier ont naturellement augmenté avec les moyens d'y satisfaire. Nous ne sommes plus au temps où il n'y avait qu'un seul ordre de bataille connu, la ligne étant formée au plus près du lit du vent, tribord ou babord amures. Aujourd'hui toutes les formations et tous les ordres sont possibles pour une flotte, et ce n'est plus en gardant une distance d'une encâblure (200 mètres) entre les navires qui la composent qu'elle se présentera au combat, mais en sentant les flancs ou les coudes à gauche et à droite, comme les soldats de l'infanterie.

Nous ne sommes plus au temps où l'on n'appareillait, où l'on ne mouillait que de nuit, où les blocus se levaient aux premiers symptômes du mauvais temps, où l'officier que l'on chargeait d'une mission rendait compte de tout en arguant de l'inconstance des flots et des vents. Aujourd'hui l'on quitte et l'on prend un mouillage de nuit comme de jour, on maintient un blocus sans perdre de vue la côte observée, et à l'officier que l'on envoie même à mille lieues de distance, on fixe le jour et presque l'heure où il devra arriver. Dans la liberté de ses mouvemens comme dans les manœuvres d'ensemble, on exige de lui, comme service courant, des choses que nos prédécesseurs eussent tout simplement écartées comme des impossibilités. Le brave amiral Hugon a laissé dans la marine une réputation exceptionnelle pour la hardiesse et l'habileté avec lesquelles il dirigeait en 1841 et 1842 les mouvemens de l'escadre de la Méditerranée; cependant, malgré toute sa hardiesse et tout son talent, il n'eût jamais songé à faire faire une foule de choses qu'on accomplit aujourd'hui en se jouant, mais qu'on ne peut accomplir ainsi que parce que nos officiers n'appliquent pas aux devoirs de leur profession moins de vigilance et d'activité, de savoir et d'expérience qu'en ont jamais eu leurs devanciers. Quoi qu'on fasse, la puissance des navires sera toujours en raison des qualités et des talens que posséderont comme gens de mer les hommes qui les montent.

Aussi l'empire de la mer appartiendra-t-il toujours aux marins. A ceux qui peuvent douter encore de la justesse absolue de cet axiome et qui ne seraient pas convaincus par les raisons que nous venons de donner, il en est une encore que nous pouvons invoquer, et qui, selon nous, devrait suffire à elle seule pour trancher la question. Les armées de mer, comme les autres, ne vivent pas seulement des chapitres du budget et des armes ou des approvisionnemens que les arsenaux mettent à leur disposition. Ce sont là les moyens matériels de leur existence, mais non pas l'âme qui leur donne la vie, qui en fait des personnes morales. L'esprit de corps, le sentiment marin, le principe d'ardeur et de passion qui résulte des traditions, des souvenirs, des instincts que développe la fréquentation de la mer, ne peuvent être ressentis, conservés, entretenus, animés que par les marins eux-mêmes. Admettez dans vos équipages une trop forte proportion d'hommes qui ne sont pas voués à la profession par état et par goût : vous aurez des corps officiels composés de gens qui remplissent une obligation légale, mais sans lien avec le passé et sans espérance d'avenir, sans précédens à soutenir ou à venger, et sans ambition pour eux-mêmes et pour leurs enfans; vous n'aurez pas une armée composée d'hommes qui ont mis depuis longtemps leurs sentimens et leurs habitudes en harmonie avec les circonstances où vous les placez, qui défendront la mer

et ses libertés comme on défend sa chose. Il y a bien longtemps qu'on a dit, et l'histoire démontre la justesse de cette observation, que la garantie la plus réelle pour la défense d'un territoire ne réside pas autant dans l'armée qui le protége que dans la population qui l'occupe, attendu que le clocher ne recule pas, tandis que le régiment ne prend racine nulle part. Eh bien! il en est de même pour la mer; elle est le domaine, le territoire des marins, et le pavillon est leur clocher. Eux seuls, ils l'aiment de cet amour qui enfante les dévouemens héroïques, parce qu'il n'est pas seulement le résultat de la réflexion, mais aussi de la passion instinctive. Plus que personne, ils sont capables de faire respecter le pavillon et de défendre la mer, comme les armées nationales sont seules capables de faire respecter et de défendre jusqu'aux dernières extrémités le sol sacré de la patrie.

II. — L'ANGLETERRE.

Si la puissance maritime de l'Angleterre n'avait pour raison d'être que les résultats produits depuis cinquante ans par l'administration de l'amirauté, l'Angleterre serait peut-être toujours une puissance du premier rang; mais elle ne serait pas ce qu'elle est réellement, capable de tenir tête, au moins pendant un certain temps, à toutes les marines du monde réunies contre elle.

Ce n'est certainement pas à l'amirauté qu'il faut faire honneur de cette situation, et bien qu'il soit recommandé par la sagesse autant que par le bon goût de ne juger qu'avec réserve les institutions des autres, nous croyons cependant pouvoir dire en toute sécurité de conscience que c'est une organisation administrative aussi peu rationnelle qu'il en existe en aucun pays. Les Anglais, chatouilleux sur ce point, comme tous les peuples d'ailleurs, vous font ordinairement observer que, leurs institutions et leurs lois étant des compromis perpétuels entre les traditions du passé le plus lointain et les besoins de l'avenir qui agitent une population aussi vivante et aussi active que celle des trois royaumes, il est extrêmement difficile à un étranger de se former des opinions éclairées sur ces compromis, et presque toujours les Anglais ont raison quand ils parlent ainsi, néanmoins, comme c'est en prenant pour base des faits acquis, incontestables, avoués par les Anglais eux-mêmes, que nous sommes arrivé à nos conclusions, nous imaginons n'être pas trop téméraire en persistant dans notre sentiment.

D'ailleurs, et c'est un point à noter, la constitution de l'amirauté n'est à peu près défendue par personne en Angleterre. Nous avons bien souvent causé de ce sujet avec des Anglais, et la seule raison qu'on nous ait jamais donnée pour expliquer l'organisation de l'ami-

rauté telle qu'elle existe aujourd'hui est une raison d'ordre, de gouvernement, de politique intérieure, mais non pas d'efficacité et de services rendus. La marine, c'est la vie même de l'Angleterre. Ce n'est pas seulement la condition d'existence de son empire colonial, la cause de la prospérité de son commerce, la source principale de ses richesses et de sa gloire militaire; c'est encore au dedans le bouclier qui l'a protégée depuis huit siècles contre toute tentative d'invasion, le rempart à l'abri duquel s'est développée sa liberté; c'est encore à l'extérieur l'intermédiaire par lequel elle communique avec le reste du genre humain. Aussi, et à cause même de l'immensité des intérêts qu'elle représente, on ne croit pas qu'il serait prudent de confier à une seule main le pouvoir suprême sur un organe aussi important de la vie nationale. Il existe bien parmi les dignités qui dépendent de la couronne une charge de *lord high admiral* (lord grand-amiral), haut fonctionnaire qui devrait concentrer sous sa direction toutes les branches de l'administration maritime; mais depuis la révolution de 1688 cette charge n'a été remplie qu'une seule fois, et encore très passagèrement : le reste du temps, elle a été, comme on dit en Angleterre, *mise en commission*, et c'est cette commission que l'on appelle le bureau d'amirauté ou, plus simplement encore, l'amirauté.

Depuis le règne de Jacques II, il n'y a eu qu'un lord grand-amiral en Angleterre, sous le règne de George III. L'un des fils de ce prince, le duc de Clarence, exerça cette charge pendant quelques mois. Il avait servi dans la marine et y avait laissé de très honorables souvenirs, il devait lui-même occuper le trône sous le nom de Guillaume IV, et avec le surnom populaire de *king sailor* (le roi-matelot); malgré tout, il ne resta pas longtemps en place. L'histoire raconte qu'en 1827, et lorsqu'il était au pouvoir, ayant à signer les instructions que le gouvernement adressait à l'amiral Codrington qui commandait l'escadre du Levant, le duc de Clarence ajouta, aux longues considérations où se déployaient à l'aise toute la prudence et toute la prévoyance ministérielles, un *post-scriptum* ainsi conçu : *Go on, my dear, and burn those damned rascals;* « allez de l'avant, mon cher, et brûlez-moi ces maudits coquins. » L'amiral Codrington, convaincu que, pour venir de son chef direct et pour être tracé par une main royale, ce *post-scriptum* ne devait pas moins qu'à l'ordinaire être considéré comme donnant la clé de toute la correspondance, livra, au reçu du paquet, la bataille de Navarin. Il en coûta sa charge au duc de Clarence. La nouvelle de la bataille, qui excita de si vifs transports de joie en Europe, fut très mal accueillie en Angleterre par le gouvernement d'alors, qui la qualifia, à l'ouverture de la session suivante, on se le rappelle sans doute, de *untoward event* (événement malencontreux). Aussi, lorsque l'amiral Codrington, sommé

de s'expliquer sur les motifs qui avaient déterminé sa conduite, eut allégué les conseils du prince, on contraignit celui-ci à se démettre de la position qu'il occupait. Dans les traditions des hommes d'état de la Grande-Bretagne, ce petit épisode est resté comme la preuve qu'il ne saurait être prudent de confier à une seule volonté tous les pouvoirs sur la marine. Par la force des choses, cette volonté pourrait avoir trop d'action et sur les affaires les plus importantes du pays et sur un trop grand nombre d'intérêts. Depuis lors, la charge de grand-amiral est restée en commission.

Nous ne condamnons pas absolument cette manière de voir, ni cette jalousie qui conduit un peuple aussi passionnément amoureux de sa liberté et de son *self government* à prendre toutes ses précautions pour faire en sorte qu'il ne soit confié à personne des pouvoirs qui pourraient devenir dangereux pour la chose publique. C'est un sentiment honorable et juste au fond, et qui, en retour des grands biens qu'il conserve, a sans doute le droit de se satisfaire au prix de quelques anomalies administratives; néanmoins cela ne prouve point que le bureau d'amirauté n'est pas, en tant que gouvernement de la marine, une des institutions les plus singulières de ce monde et le plus fatalement condamnées à consommer des ressources immenses pour arriver à des résultats comparativement médiocres.

Le grand Frédéric disait un jour qu'il y avait pour une armée quelque chose de pire qu'un mauvais général, c'étaient deux bons généraux. Il avait parfaitement raison, et ce qu'il appliquait à une armée peut s'appliquer au gouvernement de toutes choses : plus même elles sont considérables, et plus cela est vrai. Le pouvoir exécutif, dans quelque ordre de faits que ce soit, ne saurait être exercé utilement que par une seule intelligence ou par une seule volonté. Autrement il flotte dans l'impuissance, et il s'endort dans l'incurie, dans l'indolence où l'entretient le défaut absolu de responsabilité. C'est l'histoire de tous les siècles et de tous les peuples, de toutes les institutions où la puissance d'agir est partagée entre plusieurs mains. Notre époque a fourni à cet égard des enseignemens et des exemples plus instructifs qu'aucune autre. Je ne parle pas seulement du déplorable gouvernement du directoire ou de l'éphémère pentarchie qui nous mena en 1848 aux journées de juin. Notre temps a vu naître en effet, par toutes les contrées de l'Europe et de l'Amérique du Nord, une multitude de sociétés industrielles, financières ou commerciales, de compagnies de chemins de fer, de canaux, de navigation, de crédit public, etc., qui ont débuté toujours en s'organisant par les soins d'un conseil d'administration, et qui pour la plupart déjà ont fini par se donner un directeur, un administrateur délégué, un président, un gouverneur chargé des attributions réelles du pouvoir exécutif. Et ce qu'il y a de remarquable, c'est que le plus sou-

vent la chose s'est faite, non pas sous la pression des actionnaires, mais à la demande même des conseils d'administration. Qu'étaient-ce cependant que les administrateurs de ces compagnies? A coup sûr, ils étaient du nombre de ceux que le grand Frédéric appelait de bons généraux, des hommes éminens dans les affaires, dans la finance ou dans l'industrie, des hommes capables, et qui n'avaient certainement aucun désir de voir diminuer leur position, car nous voyons que, dans ce qu'on appelle la féodalité industrielle de nos jours, on recherche le titre d'administrateur de telle ou telle compagnie avec autant d'ardeur que les titres de l'aristocratie nobiliaire d'autrefois. Qu'est-ce donc qui les a poussés ou qui les pousse dans cette voie, si ce n'est la conviction de l'impuissance d'un conseil comme directeur de l'action, et aussi le sentiment de la responsabilité qui pesait indirectement sur eux? Les faits sont là pour prouver que leur responsabilité légale est à peu près nulle; mais ils avaient presque tous une portion de leur fortune engagée dans l'entreprise à laquelle ils s'étaient associés; puis les capitaux sur lesquels ils pouvaient compter pour réaliser leur œuvre étaient limités, et enfin leur crédit était compromis, si l'affaire qu'ils avaient contribué à créer venait à tourner à mal.

Aucun de ces contre-poids qui ont ramené les conseils d'administration des grandes compagnies aux vrais principes n'existe dans la constitution actuelle du bureau de l'amirauté anglaise. On y entre en vertu du degré d'influence que l'on possède dans le parti politique auquel on appartient, on en sort parce que ce même parti a été battu sur telle ou telle question de finance, de politique étrangère ou de législation pénale; mais on ne sort du bureau de l'amirauté qu'avec une position agrandie. L'honneur d'en avoir fait partie suffit pour vous y faire rentrer, ou pour vous obtenir quelque commandement lucratif et important. C'est l'indemnité gracieuse que les vainqueurs des luttes parlementaires paient en général aux vaincus. De responsabilité, il n'en est d'aucune sorte, et, comme si tout conspirait pour qu'il n'en puisse pas exister, les opérations du bureau se liquident avec purge complète d'année en année sur les ressources d'un budget dont on n'a pas plus de souci une fois qu'il est consommé que s'il était tombé du ciel, au lieu d'être sorti des poches des contribuables. Les contribuables, c'est tout le monde, ou, pour mieux dire, ce n'est personne. Et qui donc s'embarrasse de savoir si le shilling qu'il porte au percepteur sera dépensé par la marine ou par l'armée, par la magistrature ou par la diplomatie? D'ailleurs, comme la moyenne d'existence des bureaux d'amirauté ne dépasse guère deux ans, on peut toujours dire, et l'on ne s'en fait pas faute, que, sur les deux budgets dont on devrait être responsable, il en est un qui était déjà

compromis, engagé quand on est arrivé au pouvoir, et ce sont les autres qui ont à s'expliquer sur celui qu'on avait proposé soi-même.

Lorsque l'on cause de ce sujet avec les Anglais, ils vous disent souvent que sur les six personnages qui sont qualifiés de lords de l'amirauté, il en est un désigné sous le nom de premier lord, qui a officiellement autorité sur les autres, et qui est responsable devant le parlement. Même en théorie, cela n'est exact que jusqu'à un certain point, car il faut la présence de trois membres pour constituer un bureau autorisé à prendre des décisions, et cela ne peut pas du tout être vrai dans la pratique. Le premier lord, puisque premier lord il y a, est un personnage politique qui n'appartient jamais lui-même à la marine, et qui est par conséquent presque toujours fort peu compétent sur les questions qu'il est censé avoir à décider. Le voyez-vous assis en conseil autour du tapis vert avec ses collègues, qui, à l'exception d'un seul, sont tous gens du métier, et qui l'accablent sous un déluge d'objections techniques, si par hasard il veut s'aviser de faire ce qui ne leur convient pas? Ils le mènent, comme on dit vulgairement, ou bien ils le réduisent à l'impuissance; puis, quand ils ont produit ce beau travail sur l'esprit du premier lord, à quoi voulez-vous qu'ils aboutissent eux-mêmes? Connaissez-vous quatre médecins qui soient d'accord sur la manière de traiter une maladie, quatre théologiens sur une matière philosophique, quatre ingénieurs sur le problème de la distribution des eaux dans la ville de Paris? pourquoi espérer que quatre capitaines de vaisseau seront d'accord sur une question de discipline, d'administration, d'hygiène, d'armement, de construction? On lève donc la séance, on renvoie la discussion à un autre jour, et, en attendant la solution qui ne vient pas, la routine des subalternes continue à dépenser en souveraine l'argent que fournit le public, les sommes énormes que de temps à autre on est obligé de lui demander lorsque, après avoir longtemps sommeillé, on s'aperçoit qu'il faut reconstruire la marine, ou regagner au prix des efforts les plus coûteux l'avance que l'on a laissé prendre aux autres.

Par une bizarrerie qui n'est pas moins grande que le reste, en même temps que l'on donnait plusieurs chefs à une institution militaire, on s'arrangeait de telle sorte que ces chefs étaient pris exclusivement dans une seule des nombreuses spécialités dont l'ensemble constitue l'établissement naval. Sur les six personnes qui composent le bureau, deux sont membres du parlement et n'appartiennent pas à la marine; les quatre autres sont exclusivement des officiers de vaisseau, des officiers à épaulettes, comme nous dirions. Ils ont la majorité dans le bureau; de fait, ils y règnent en maîtres. Administration proprement dite, travaux hydrauliques, construction navale, artillerie, santé, tous les autres services en sont rigoureusement

exclus. Non seulement ils en sont exclus, mais la jalousie des officiers militaires à leur égard a su se donner si large satisfaction qu'ils n'existent pas à l'état de corps. Il y a des individus qui remplissent telle ou telle fonction, mais dans l'exercice de leurs fonctions ils ne sont hiérarchisés entre eux que par la différence de leur solde ou par les nécessités absolues du service; ils ne forment pas de corps organisés, doués d'une vie propre, et possédant des emplois qui ne peuvent être occupés que par leurs membres. En tout et pour tout, ils sont sous la dépendance rigoureuse des officiers militaires, qui d'ailleurs fournissent la plupart des candidats aux places vacantes dans les bureaux, dans les ports ou dans les administrations. Autrefois il existait un corps d'ingénieurs des constructions navales qui avait été fondé par la reine Élisabeth; il a été complétement détruit par les officiers de vaisseau. On sait qu'en tout pays il existe toujours de grandes causes de rivalité et de discussion entre ces deux branches de la marine; en Angleterre, l'une a pu supprimer l'autre. Pour qu'il ne restât en quelque sorte aucune trace du vaincu, la bibliothèque même qu'il possédait à Deptford a été systématiquement dispersée dans tous les ports. Afin qu'il ne puisse pas renaître, la direction des constructions navales est toujours confiée à un officier militaire, mais à titre provisoire seulement et sans cesser d'appartenir au grand corps. Sir Robert Seppings, sir William Symonds, sir Baldwin Walker étaient des marins comme l'amiral Robinson, qui occupe aujourd'hui ce poste. D'ailleurs, comme si l'on eût craint que malgré toutes ces précautions l'ennemi vînt à ressusciter, il n'y a pas encore longtemps que le directeur des constructions navales, le *surveyor*, aujourd'hui le *comptroller of the navy*, n'avait pas le droit d'entretenir des rapports directs avec les ateliers des ports: ses communications devaient toujours passer par l'intermédiaire de l'amirauté, qui ne recevait de lui que des pièces qualifiées officiellement de « requêtes. » Quant aux constructeurs mêmes des ports, si on ne leur marchandait pas trop l'argent, on les tenait vis-à-vis des officiers de vaisseau dans une position d'infériorité indigne du talent et des services de beaucoup d'entre eux. Aussi en est-il un certain nombre, et parmi les plus distingués, qui n'ont pas pu tenir dans la situation qui leur était faite. Citons par exemple M. Reed, dont le nom a souvent occupé le public dans ces derniers temps, et qui, après avoir été attaché au port de Portsmouth, est aujourd'hui le directeur du *Mechanic's Magazine*, un des recueils les plus estimés de l'Angleterre, le secrétaire de la société des *Naval architects*, l'auteur d'un projet de navires cuirassés que l'amirauté vient d'être contrainte par la force de l'opinion de prendre en considération très sérieuse. Ce projet aurait-il même pu voir le jour, si l'auteur eût encore été l'un des *masters-shipwrights* de Portsmouth?

Nous en avons dit assez sans doute pour faire voir comment l'amirauté, en dépit du mérite des hommes qui composent son bureau, est un corps indolent, inerte, doué d'une force de consommation désordonnée et d'une puissance de production relativement petite, condamné par sa constitution même à l'imprévoyance et aux surprises, très peu capable en somme de maintenir l'ordre dans ses affaires. Un fait considérable à citer parmi tant d'autres qui pourraient motiver cette appréciation, c'est qu'avec un budget qui souvent est double du nôtre, la marine anglaise, gouvernée comme elle l'est par l'amirauté, n'a pas donné depuis cinquante ans seulement, comme produit matériel de ses efforts, des résultats très supérieurs à ceux qu'a obtenus chez nous le ministère de la marine. Le nombre brut de ses créations, comme navires, travaux hydrauliques, constructions de tout genre, est bien loin d'être en rapport avec la différence des ressources qui appartiennent à chacun des deux budgets. Au lieu du nombre, si nous prenons la valeur des études, le mérite des inventions, la part contributive de chacune des deux administrations aux progrès généraux de l'arme, la supériorité nous appartiendrait incontestablement, car nous avons beaucoup fait, et il nous serait difficile de citer ce que depuis un demi-siècle on doit à l'amirauté. Sa prévoyance, nous la trouvons sans cesse en défaut; elle ne se tient pas même au courant de ce qui se fait à côté d'elle. Il y avait sept ans que nous avions abandonné la construction des vaisseaux à voiles, lorsqu'en 1851 la chambre des communes la força d'y renoncer à son tour. Il y avait quatre ans déjà que le parti était pris chez nous de ne plus mettre de vaisseaux à vapeur en chantier, lorsque tout à coup, mais un peu tard, l'amirauté, s'apercevant que nous en possédions cependant presque autant qu'elle, fit décider en 1859 ce que le discours de la reine, à l'ouverture du parlement, appelait la reconstruction de la flotte. Le moment était certes bien choisi, lorsqu'il était patent que depuis 1855 nous ne construisions plus de vaisseaux à vapeur, et que depuis un an déjà la *Gloire* était en vue sous sa cale de Toulon! Encore a-t-il fallu attendre jusqu'en 1862, une autre période de sept ans, pour que l'amirauté, vaincue cette fois comme toujours par la chambre des communes, renonçât à son tour à construire des vaisseaux à vapeur! Si ce n'est pas de l'imprévoyance et de l'incurie, il n'en est pas sur la terre. Pour ce qui est de l'ordre dans l'administration, nous rappellerons qu'en 1859 lord Clarence Paget démontrait à la chambre des communes qu'il disparaissait tous les ans dans les mains de l'amirauté plus d'un million de livres sterling, plus de 25 millions de francs, de l'emploi desquels il était absolument impossible de rendre compte, ou de trouver quelque part que ce fût la contre-valeur. Et tandis que lord Clarence Paget parlait ainsi,

une commission, qui ne pouvait être accusée d'aucun mauvais vouloir par le gouvernement, car elle avait été nommée par lui pour informer sur l'état des arsenaux, proclamait dans son rapport qu'ayant fait examiner la comptabilité de l'un des principaux ports de l'Angleterre pendant huit mois, elle y avait relevé plus de huit mille erreurs. Enfin, pour ce qui touche à l'ordre moral, si important à maintenir toujours, et surtout dans un corps militaire, on n'a sans doute pas oublié les exemples d'indiscipline flagrante qui signalèrent la campagne de 1840, ni ceux que l'on put observer dans la Mer-Noire en 1854, ni ce que disait sir Charles Napier de la flotte qu'il commandait dans la Baltique, ni les actes d'insubordination collective qui se sont manifestés plus récemment parmi les équipages du vaisseau le *Princess Royal*, de la frégate le *Liffey*, du vaisseau-amiral le *Marlborough*, etc.

Nous aurions beaucoup à dire encore sur cette question, mais on trouvera peut-être que nous avons déjà trop longuement insisté, et que s'il convient aux Anglais de voir les affaires de leur marine gouvernées de cette façon, nous devrions les laisser faire. C'est ainsi que sans doute on pense dans l'école dont M. le marquis de Boissy s'est fait au sénat l'infatigable organe; mais ceux qui croient que le maintien des bons rapports entre la France et l'Angleterre est un devoir pour les deux pays, un bienfait pour le genre humain tout entier, doivent considérer les choses d'un autre point de vue. Les défaillances perpétuelles de l'amirauté peuvent souvent leur inspirer des regrets, parce qu'en Angleterre elles contribuent à provoquer indirectement contre nous des sentimens de défiance qui nuisent au développement de la bonne intelligence, parce qu'en France elles sont la cause d'erreurs dangereuses. Il n'est pas dans la nature humaine de convenir volontairement de ses fautes. Aussi, lorsque l'amirauté éprouve quelque déconvenue nouvelle, lorsqu'elle se voit manifestement devancée par quelque progrès qui a reçu chez nous la consécration de la pratique, elle emploie, pour se tirer de peine, un procédé qui lui a toujours réussi jusqu'à ce jour, mais qui n'est pas fait pour entretenir la sympathie réciproque: c'est la plus grande preuve d'habileté qu'elle ait fournie, mais c'est une preuve d'habileté détestable. Au lieu de convenir loyalement de ses fautes, elle pousse des cris contre l'ambition de la France, elle nous accuse de conspiration et de projets d'invasion que rien ne justifie, elle agite l'esprit de la nation contre nous, et alors, en même temps qu'elle obtient des centaines de millions destinés à réparer le passé, nous entendons les discours où lord Palmerston nous enseigne cette singulière théorie, que pour maintenir la paix entre ces deux grands peuples il convient de pousser jusqu'à la limite extrême les dépenses improductives de leurs armemens! Quel est l'intérêt avouable qui gagnera quoi que ce

soit à une pareille manière d'être? Ne vaudrait-il pas mieux pour nous-mêmes que l'amirauté ne se fût jamais trouvée dans cette position ridicule et dangereuse à la fois?

D'un autre côté, lorsque nous voyons l'amirauté aux prises avec quelqu'une de ces déconvenues où elle s'embarrasse presque périodiquement, nous voyons aussi en France la foule des gens honnêtes, mais peu éclairés, pour qui le patriotisme suprême consiste à dénigrer ses voisins ou ses adversaires possibles, s'empresser de tirer d'une situation qu'ils ne sont pas capables de bien apprécier les conclusions les plus erronées. Jugeant de ce qui est chez les autres par ce qui est chez eux, ils prennent l'amirauté pour l'expression vivante de la puissance maritime de l'Angleterre, ils croient à la décadence et à la faiblesse, ils conçoivent les idées les plus extravagantes.

La vérité cependant, c'est que l'Angleterre est toujours la plus grande puissance maritime du monde; c'est qu'il est absurde de vouloir estimer le degré de cette puissance sur les faits et gestes de l'amirauté, attendu que l'amirauté, telle qu'elle est aujourd'hui, n'est pas en Angleterre plus qu'un détail, plus qu'une fraction du budget, plus qu'un premier enjeu, plus qu'un cadre ou que l'avant-garde d'une armée qui, en cas de lutte sérieuse, trouverait dans la nation d'inépuisables ressources, s'il en est d'inépuisables sur la terre. En France, l'administration de la marine représente la beaucoup plus grande partie de ce que nous possédons de vaillant pour établir nos titres à être une puissance maritime; en Angleterre, la marine, ce n'est pas l'amirauté, c'est la nation presque tout entière.

Nous avons dit quelles sont les bases sur lesquelles repose la réalité de la puissance maritime; si nous appliquons ces principes à l'Angleterre, que trouverons-nous?

En matière de budget et d'argent, l'Angleterre possède les meilleures et les plus florissantes finances du monde. Nous n'en sommes plus sans doute à l'époque où l'on s'amusait à prédire chaque jour qu'écrasée sous le poids de sa dette, elle serait en banqueroute le lendemain. Probablement personne aujourd'hui ne partage plus cette erreur. Les faits en démontrent la fausseté d'une manière trop éclatante; ils prouvent trop que l'Angleterre est de tous les pays celui qui supporte le plus aisément la charge de sa dette publique. Nous avons vu ses consolidés, son 3 pour 100 atteindre et dépasser quelquefois le pair, et il se tient en moyenne au cours de 90 à 92. Notre 3 pour 100 ne s'est jamais élevé au-dessus de 86; pendant plusieurs années du gouvernement parlementaire, on l'a vu flotter aux environs de 80; aujourd'hui il se tient le plus ordinairement entre 68 et 70. Ce sont des faits qui n'ont pas besoin de commentaires.

Il n'est pas non plus besoin de dire que l'Angleterre est aussi une

très grande puissance industrielle, ni qu'elle est surtout très puissante dans les branches de l'industrie qui intéressent le plus spécialement la marine. Au lieu de discuter ce point ou de nous livrer sur ce sujet à des considérations théoriques, nous préférons citer un fait qui date pres que d'hier, et qui vaudra mieux comme enseignement que tout ce que nous pourrions dire.

En 1855, après la prise de Malakof, les Anglais, étant eux-mêmes peu satisfaits du rôle qu'ils avaient joué en Crimée, se proposaient de prendre une revanche dans la Baltique, si la guerre avait continué. Ils voulaient détruire Cronstadt, qu'ils avaient eu le loisir d'étudier pendant les deux campagnes précédentes; le moyen fût-il bon ou mauvais, cela n'est pas en discussion ici, ils avaient imaginé de l'écraser et de l'incendier sous une pluie de projectiles lancés par de petits navires, canonnières et bombardes, qui étaient à construire pour ce service spécial. On s'adressa, pour la création de ces petits bâtimens, à l'industrie privée, et entre autres au célèbre constructeur M. Laird, aujourd'hui membre du parlement pour la ville de Birkenhead, où ses chantiers sont situés sur la Mersey, en face de Liverpool. Ce fut le 25 octobre que les plans de la première canonnière arrivèrent à M. Laird, et que par conséquent il put commencer ses travaux. Le 11 novembre suivant, la canonnière tout armée, moins sa machine, entrait à la voile dans la rade de Portsmouth. Nous ne savons pas quel était le tonnage de ce navire; mais, pour l'édification du lecteur, nous rappellerons qu'il fut construit à cette époque des canonnières de plusieurs classes, depuis 212 jusqu'à 868 tonneaux de capacité. C'était donc un navire de plus de 200 tonneaux. Après avoir fourni cette preuve d'activité, M. Laird signa avec le gouvernement un marché en vertu duquel il était autorisé à construire, sur des plans et sur des prix convenus, autant de canonnières qu'il lui serait possible jusqu'au jour où le contrat serait dénoncé, le gouvernement s'engageant à prendre pour son compte, et jusqu'à entier achèvement, tout ce qui serait alors en chantier. Partant de cette base, M. Laird organisa ses ateliers, où l'on travaillait de jour et de nuit, sur un pied de telle puissance de production que lorsqu'il reçut l'ordre de s'arrêter il livrait au gouvernement un navire par jour. Des marchés semblables ayant été passés avec d'autres maisons, la marine anglaise se trouva enrichie, lorsque la paix fut signée à Paris, c'est-à-dire en moins de cinq mois, de plus de 200 canonnières et d'une centaine de bombardes, armées, en armement ou en construction.

Le gouvernement fit pour les machines comme il faisait pour les coques des navires, et les résultats ne furent pas moins significatifs. Pour n'en citer qu'un exemple, nous dirons ce qu'il obtint de la seule maison Penn et fils, de Greenwich. Au mois de décembre 1855,

il conclut avec cette maison un traité par lequel elle s'engageait à avoir fourni au 1er avril 1856 quatre-vingts machines à vapeur de la force de 60 chevaux chacune, c'est-à-dire à peu près une machine par jour. Le traité fut exécuté dans toute sa teneur, et si bien exécuté qu'à la date convenue les machines n'avaient pas seulement été livrées, mais qu'encore elles étaient montées à bord des navires qu'elles devaient armer. Ce sont des faits qui ont eu l'univers pour témoin. Le 24 avril 1856, nous assistions, nous aussi, à la revue que la reine passa de sa flotte dans la rade de Spithead, et nous y trouvions cinquante bombardes toutes prêtes à entrer en campagne; nous y voyions défiler cent quarante canonnières à vapeur, complétement armées, équipées, pourvues, marchant, manœuvrant, tirant le canon sous les yeux de plus de cent mille spectateurs. C'était la création des mois d'hiver qui venaient de s'écouler, c'était l'avant-garde d'une armée qui comptait déjà d'imposantes réserves, et qui aurait pu facilement être doublée dans l'année; c'était aussi un grand enseignement donné au monde, et que lord Palmerston résumait dans cette phrase significative lorsque, le 8 mai suivant, il disait à la chambre des communes : « Nous avons commencé la guerre (février 1854) avec 212 navires armés, nous en avions 590 quand elle a fini (30 mars 1856). »

Ce remarquable exemple doit suffire à prouver la justesse de ce que nous disions : d'abord que l'amirauté n'est en Angleterre qu'un détail, car elle n'eut pour ainsi dire aucune part à l'improvisation de ce redoutable armement; ensuite que l'industrie anglaise et ses ateliers renferment dans leurs flancs des trésors de puissance dont le secret est encore à donner, et qui éclateraient avec une merveilleuse fécondité le jour où l'Angleterre serait engagée contre un adversaire plus considérable que la marine russe, où elle ne songerait pas seulement à relever au loin l'éclat de son prestige, mais où elle croirait avoir à combattre pour son existence même.

A l'égard du personnel marin dont elle pourrait disposer, la puissance de l'Angleterre se manifeste par des chiffres non moins éloquens que ceux que nous venons de citer. Elle ne possède pas des statistiques aussi bien faites et aussi précises que les nôtres; cependant tout le monde s'accorde à reconnaître que, sans compter les 80,000 hommes que la marine militaire entretient sous le pavillon, la marine commerciale de l'Angleterre emploie 230,000 hommes au moins à ce que nous appelons la navigation de long cours et le grand cabotage, et que si on appliquait à la population qui vit de la marine les règlemens que nous pratiquons en fait d'inscription maritime, on arriverait très probablement, en y comprenant, comme chez nous, le petit cabotage, la pêche, la batellerie, les ouvriers des chantiers de l'industrie privée et des arsenaux, au chiffre de 700,000 ou

même de 800,000 hommes. Ce serait tout dire, s'il n'était juste d'ajouter encore que dans cette population la qualité correspond à la quantité. Que les erreurs de l'amirauté ne nous fassent pas croire que le génie de la mer a abandonné les Anglais. Ils l'exploitent aujourd'hui avec une énergie et avec des talens qui n'ont rien à envier aux temps passés et qui se sont même développés de nos jours avec plus de grandeur qu'à aucune époque peut-être. Laissons de côté pour un moment les défaillances de l'amirauté et voyons ce que la marine commerciale de l'Angleterre, à vapeur ou à voiles, a su faire (1). Il serait bien difficile de dire en quoi elle n'a pas accompli de remarquables progrès, son matériel flottant est à la fois le plus considérable et le plus beau qui soit au monde. Les navires que MM. Green, Dunbar, M'Key et autres envoient à l'autre bout de la terre sont des œuvres admirables de construction et d'aménagement. Dans la pratique, ils ont résolu des problèmes à la solution desquels nos devanciers n'auraient peut-être jamais cru. En perfectionnant leurs dimensions et leur armement, en étudiant surtout les routes que la nature a préparées sur les océans, ils ont réussi à diminuer les traversées dans des proportions notables. Les voyages entre l'Inde et l'Europe, qui étaient, il y a trente ans encore, de cent cinquante et cent soixante jours, ne sont plus aujourd'hui que de quatre-vingt-dix jours en moyenne pour une foule de navires. Mettre plus de cent jours pour aller en Chine ou pour en revenir, c'est être un pauvre marcheur. Une campagne en Australie, qui demandait autrefois des années, s'accomplit maintenant, aller et retour, relâches comprises, en neuf ou dix mois, et cela en faisant le tour du monde, en passant, à l'aller, par le cap de Bonne-Espérance, au retour par le cap Horn.

Le développement qu'a pris la navigation a permis de créer des spécialités qui constituent des progrès immenses sur le passé. Au lieu du navire qui devait être propre à tous les services, il y a le charbonnier à voiles ou à vapeur, la barque destinée au transport des bois, le *cotton-ship* des mers de l'Inde, le trois-mâts qui va chercher les thés de Shang-haï, le *clipper* qui rapporte l'or de Port-Melbourne, comme il y avait naguère encore, entre Calcutta, Bom-

(1) Qu'il nous soit permis à cette occasion de citer le propos d'un amiral de nos amis, qui tout récemment encore a visité l'Angleterre. C'est de la conversation familière, mais par cela même qu'elle n'était pas destinée au public, elle n'en aura qu'un mérite plus grand de sincérité. A un interlocuteur qui s'opiniâtrait à lui rappeler les erreurs de l'amirauté, notre amiral disait avec un accent aussi animé que convaincu : « Ah! monsieur, laissons là, je vous prie, l'amirauté. C'est une vieille commère qui est en arrière de deux cents ans sur le plus modeste constructeur de son pays. Ce n'est pas à elle qu'il faut demander la clé de la puissance maritime de l'Angleterre. En France, la marine est dans l'administration; en Angleterre, elle est dans la nation. Cela fait une différence énorme, et dont nous ne saurions pas être trop jaloux. »

bay et Hong-kong, ces *clippers* qui, pour l'activité, pour la vitesse et pour l'audace de leur navigation, en remontraient aux bâtimens de guerre de tous les pavillons. Les *clippers* qui fendaient si rapidement les mers de l'Inde et de la Chine sont remplacés par des navires à vapeur, cette autre gloire de l'Angleterre commerciale et maritime. Elle n'a pas inventé la machine à vapeur, elle n'a pas été la première à l'appliquer comme moyen de propulsion; mais il n'est que juste de reconnaître qu'elle a fait, à elle seule, plus que toutes les autres nations ensemble pour perfectionner la machine ou pour en généraliser l'emploi, et cela en passant par tous les degrés de l'échelle, depuis les élégans, rapides et petits *watermen* ou *citizen*, qui fourmillent sur les flots de la Tamise, qui circulent avec une si admirable aisance au milieu des multitudes de navires dont elle est perpétuellement encombrée, jusqu'au gigantesque *Great-Eastern*. Pour la navigation à vapeur, les constructeurs, les armateurs et les marins de l'Angleterre ont déployé l'esprit d'invention le plus infatigable et l'activité la plus féconde. Le public lui-même s'est attaché à l'œuvre avec une ardeur et une générosité qui lui font honneur, et qui montrent combien profondément la question a pénétré dans les entrailles de la nation. On l'a vu lorsqu'il s'agit d'établir des communications régulières avec l'Amérique, lorsqu'il fallut trouver des fonds pour expérimenter l'hélice, lorsqu'il fallut fournir des millions pour construire le *Great-Eastern*. Entre les milliers de souscripteurs qui ont donné leur argent pour cette entreprise, n'est-ce pas la presque totalité qui n'y a vu qu'une grande et belle expérience à faire, sans espoir de rentrer dans ses capitaux? Aussi les Anglais sont-ils les véritables créateurs de ces innombrables services de navigation à vapeur qui lient entre eux tous les peuples jusqu'à leurs antipodes, et qui sont une des merveilles de notre âge. L'amirauté a pu rester stérile ou ne produire que des œuvres contestables; les flottes des compagnies qui font le service de la poste dans les quatre parties du monde, et qui emploient aujourd'hui beaucoup plus de 100,000 chevaux de vapeur, sont des créations admirables, et que l'on serait presque tenté de regarder comme parfaites, si l'on ne voyait les hommes éminens qui les dirigent, les ingénieurs qui construisent et les habiles marins qui conduisent leurs paquebots, leur faire faire tous les jours de nouveaux progrès.

La marine est par excellence l'affaire nationale des Anglais. C'est le foyer vers lequel convergent les ardeurs d'un patriotisme que vivifie l'air pur et sain de la liberté. Ce n'est pas la moindre raison de sa puissance. La supériorité que l'Angleterre possède déjà au point de vue des finances, des moyens de la production matérielle et du chiffre de sa population maritime, n'est encore à nos yeux qu'assez peu de chose, comparativement à la force morale qui lui est ac-

quise comme au peuple le plus libre et le plus uni de la terre. D'autres ont la centralisation administrative, l'uniformité légale et politique; elle a, elle, l'union des cœurs et des sentimens, qui est une bien autre source de vigueur et de confiance dans l'avenir. Cette affirmation peut paraître contestable à ceux qui, jugeant les choses d'un point de vue superficiel, croient avoir tout dit quand ils ont reproché à l'Angleterre d'être une société aristocratique. Ils comprennent par cette qualification ce qui a pu être autrefois dans certains pays de l'Europe continentale, mais ce qui n'a jamais été et ce qui surtout n'est pas en Angleterre. Par aristocratie, ils entendent une superposition de classes ou de castes exclusives, revêtues de priviléges iniques et absurdes, qui se jalousent, qui s'exploitent, qui s'oppriment réciproquement à tous les degrés de l'échelle sociale. Rien n'est moins exact. Les Anglais savent et doivent vivre sans morgue vis-à-vis de leurs inférieurs, sans envie à l'égard de ceux qui sont au-dessus d'eux. Chacun peut désirer et désire en effet énergiquement monter, mais personne n'est admis à se plaindre de la position qu'il occupe. De pareilles plaintes seraient ridicules et exciteraient la pitié pour celui qui oserait les proférer hautement, parce que nul ne peut dire que les institutions sociales, les mœurs ou les lois l'empêchent d'atteindre là où ses vertus, son travail et son mérite devraient le porter. Sous ce rapport, la société anglaise est en réalité la moins exclusive qui soit au monde, celle qui fait la meilleure part, et de la meilleure grâce, à tous les services et à tous les talens. Son aristocratie est la seule qui ait toujours su accueillir avec une cordialité loyale, on pourrait presque dire avec déférence, tous ceux qui se distinguaient assez parmi leurs concitoyens pour conquérir une place dans ses rangs. Cela est si vrai et de l'aristocratie anglaise et du peuple anglais tout entier, que, comme on l'a fait remarquer, il n'existe pas de mot dans la langue pour rendre l'idée que nous exprimons par le terme de *parvenu*; c'est une idée qui n'est pas anglaise. Quiconque parvient est salué comme un vainqueur heureux et méritant, comme aussi les fils qui ne savent pas continuer à mériter sont certains de retomber dans la foule, d'où leur père était sorti. Les lois et les institutions y forcent, et le droit de primogéniture, qui excite tant d'antipathies chez nous, y contribue particulièrement en forçant les cadets au travail pour maintenir leur rang et leur situation dans le monde. Aussi a-t-il raison, cet écrivain anglais qui nous représente dans une riante campagne un duc et un laboureur, l'un promenant avec satisfaction ses regards sur ses vastes domaines, mais se disant que ses fils descendront au niveau de l'homme qu'il aperçoit là-bas, employé aux plus humbles fonctions, s'ils ne savent pas être dignes de leurs aînés; l'autre, le laboureur, essuie la sueur de son front en contem-

plant avec admiration le manoir seigneurial, et il se dit que la journée est rude, mais que ses fils pourront, eux aussi, être des ducs ou des marquis, s'il a lui-même assez de bon sens, d'ordre et d'industrie pour les faire élever convenablement, et si, eux, ils sont capables de se faire leur place au soleil. La scène est tout à fait anglaise, comme la devise : *Help yourself, sir;* « aidez-vous vous-même, monsieur. » On sous-entend le complément nécessaire de la phrase, qui doit être : « car vous avez la liberté de le faire. » C'est chose trop évidente pour qu'il soit nécessaire de l'énoncer. Les faits surabondent pour le démontrer. Nous n'en citerons qu'un seul, mais qui aura sans doute sa valeur, même aux yeux les plus prévenus : c'est que, bien que l'Angleterre n'ait pas écrit dans sa charte l'article sacramentel qui figure dans tant d'autres constitutions, pour garantir aux citoyens qu'ils sont tous admissibles aux fonctions publiques, l'Angleterre est aujourd'hui le pays de l'Europe et du monde qui met au concours le plus grand nombre de places ou d'emplois. Le concours n'est pas encore la loi d'entrée dans tous les corps militaires, quoiqu'il soit adopté déjà pour l'artillerie, pour le génie, pour l'état-major; mais il s'applique à toutes les carrières de l'ordre civil qui peuvent se prêter à ce mode de recrutement de leur personnel.

Ceux qui ne veulent pas reconnaître que la société anglaise est probablement dans l'infinie variété de ses manifestations la société la plus unie sous le rapport moral qui existe aujourd'hui ne s'aperçoivent pas que pour soutenir leur manière de voir ils sont obligés d'admettre une prémisse assez étrange, à savoir que la liberté, qui est la meilleure preuve comme elle est la plus forte garantie de cette union, n'existe pas en Angleterre. En effet, ou il faut nier résolûment l'existence de cette liberté, ce qui peut passer pour un paradoxe plus que hardi, ou bien il faut confesser que, s'il était dans ce pays des causes de désunion, des opprimés ou seulement des gens ayant des griefs sérieux à faire valoir contre les principes sur lesquels repose l'ordre social et politique, les symptômes de cette situation ne sauraient manquer de se manifester, grâce à la liberté de parole et d'action qui est le privilége de chaque citoyen, car dans ce pays on appelle priviléges des choses et des droits qui appartiennent à tout le monde. Or il ne se révèle aucun de ces symptômes. Sans doute il y a des partis en Angleterre; mais ils ne ressemblent en rien à ce que l'on connaît ailleurs sous le même nom. Sur le continent, les partis sont des agglomérations d'individus, ou, ce qui est plus dangereux encore, des classes qui ont chacune des manières différentes et souvent très opposées de concevoir les principes du gouvernement et de l'ordre social. Ils sont représentés par des hommes, parce qu'il faut bien que les choses

humaines prennent un corps; mais ce qu'ils représentent surtout eux-mêmes, ce sont des causes de désunion pour la société au milieu de laquelle ils existent, et, quand ils ont une vitalité réelle, des aspirations de la nature humaine qui, ne trouvant pas leur satisfaction légitime dans le milieu où ils vivent, protestent contre la façon dont il est ordonné. C'est au moins ce que doivent confesser tous ceux qui prétendent appartenir à l'opinion libérale. En Angleterre, rien de pareil : whigs, tories, radicaux et autres sont, malgré leurs noms, d'accord sur tous les principes; ils ne diffèrent que sur l'application, et encore arrive-t-il quelquefois qu'ils sont d'accord sur le fond de certaines questions avant que la nation elle-même consente à s'en occuper. Ainsi en est-il en ce moment de la réforme électorale, qui n'est pas un principe, mais qui pourrait être une question importante. Cependant ni lord John Russell, lorsqu'il apporte tous les ans son bill sur la réforme, ni M. Disraeli, quand il a proposé le sien, ni l'amiral Berkeley, quand il demande le scrutin secret, ni M. Bright, quand il prêche le *manhood suffrage* ou suffrage universel, ne parviennent à faire discuter sérieusement leurs projets dans la presse, à obtenir l'attention du parlement, à faire agiter la question autre part que dans d'obscurs *meetings*. Évidemment les grandes et magnifiques réformes qui ont signalé la première moitié de ce siècle, et que l'Angleterre a conquises par la liberté, sans qu'il lui en coutât, comme ailleurs, aucune révolution : l'émancipation des catholiques, les concessions faites aux dissidens et aux israélites, la réforme parlementaire, celle de la taxe des pauvres et des corporations municipales, l'abolition des droits sur les céréales, le *free trade*, le rappel des droits de navigation, et tant d'autres mesures bienfaisantes, en même temps qu'elles donnaient un essor inoui à la prospérité du pays, assainissaient aussi l'esprit public et désarmaient les passions contraires à l'ordre social. Depuis tantôt trente ans et plus, on n'a vu de procès politiques qu'en Irlande, et encore qu'étaient-ils, comparés, soit pour le nombre, soit pour l'importance, avec ce qu'on a vu ailleurs? La liberté de parole et d'action qui prépare la solution de tous les problèmes d'intérêt public est une des causes comme elle est aussi une conséquence de cette union dont l'Angleterre nous fournit aujourd'hui deux nobles preuves. Si l'on souffre en Europe des suites de la crise américaine, les souffrances qui en résultent ne sont rien comparativement à ce qu'elles sont en Angleterre qui consomme à elle seule quatre fois autant de coton que le continent tout entier. La faim, la faim, mauvaise conseillère, se fait cruellement sentir dans les districts manufacturiers qui sont voués à cette industrie, qu'arrive-t-il cependant? A-t-il encore éclaté aucun désordre? Non, nous voyons seu-

lement une population qui se résigne avec un mâle courage, des *meetings* librement convoqués, auxquels tout le monde vient prendre part pour discuter, avec la plus louable confiance les uns dans les autres, les moyens à prendre pour combattre cette calamité nationale. Les riches, les propriétaires, les directeurs des travaux qui sont arrêtés, apportent non pas leur aumône, ce n'est pas le mot, mais le concours de leurs fortunes, de leurs lumières et de leurs sympathies pour les victimes; les ouvriers exposent leur situation, discutent ou formulent à leur tour des projets de soulagement, avec un talent réel souvent, avec convenance et modération toujours. Est-il beaucoup de pays où de pareilles épreuves pourraient être supportées sans scandale et sans danger pour la paix publique en laissant aux citoyens une aussi grande liberté d'action? Et en même temps que les choses se passent ainsi à Manchester ou dans le Lancashire, ce qu'on a appelé le mouvement des volontaires poursuit son développement régulier. Les motifs qui ont déterminé cette prise d'armes nationale ne nous paraissent pas fondés, ce sont à nos yeux des alarmes imaginaires; il n'en est pas moins vrai qu'on doit être touché de la sincérité et de l'ardeur de ce patriotisme qui s'arme même à propos de chimères. Les volontaires n'auront peut-être jamais d'ennemis à combattre, mais ils auront donné au monde un grand enseignement. Lorsqu'on voit les ombrages qu'ont excités ailleurs des organisations aussi inoffensives que la franc-maçonnerie ou la société de Saint-Vincent-de-Paul, on doit être très frappé de la confiance en soi et dans les siens d'un pays où il peut être permis à une armée de 170,000 hommes de se lever et de s'organiser spontanément, de provoquer des réunions tantôt sur un point du territoire, et tantôt sur l'autre, de 25 ou 30,000 hommes armés et pourvus de cartouches sans que le gouvernement ou les pouvoirs publics en conçoivent aucun souci. Bien loin de là, ils applaudissent au mouvement, ils le favorisent de toutes les manières, et leur sécurité est si grande que non-seulement ils fournissent les armes et les munitions, mais que de plus ils ont décliné toutes les occasions qui leur ont été offertes de s'ingérer dans l'administration des volontaires et d'en prendre la direction. Est-il beaucoup de pays où il serait possible de laisser vivre une pareille institution sans qu'elle devînt bientôt une cause certaine de désordre, d'anarchie et de guerre civile?

L'Angleterre possède la supériorité financière et industrielle; en fait de marine, elle possède la supériorité du nombre, et ces élémens de puissance, vivifiés par la liberté qui permet à chaque citoyen de fournir le maximum de sa valeur, vivifiés par l'union qui fait la force, produiraient en un jour de crise des résultats qu'il serait impossible aujourd'hui d'estimer avec quelque certitude. Il ne

faut pas juger de ce que peut l'Angleterre par ce qu'elle a fait depuis 1815, car depuis lors elle n'a été soumise à aucune épreuve véritable. Les moyens qui lui servirent il y a un demi-siècle à établir sa prépondérance sur les océans, ces moyens ne lui restent pas seulement tout entiers : ils ont encore été développés par la paix, par la prospérité intérieure, par les progrès de son état politique, social ou économique. Les modifications qui ont été introduites dans le matériel des armées navales ont même tourné au profit de l'Angleterre, par cela seul qu'elles exigent des finances et un emploi du fer et de la vapeur plus considérables que jamais. De même la nonchalance et les fausses manœuvres de l'amirauté n'ont amoindri en rien les forces vitales de la nation, elles ont complétement échappé à son influence, et aux yeux des gens sages l'amirauté n'est toujours qu'une avant-garde derrière laquelle vit, s'agite, s'enrichit et se fortifie dans sa liberté tout un peuple de marins.

III. — LA FRANCE.

La France ne possède pas tous ces avantages.

Les faits que nous avons exposés dans cette longue étude tendent à prouver qu'en tant qu'organisation la machine administrative de la marine militaire est instituée en France sur des bases plus sages et plus pratiques que chez nos voisins. Nos ministres ne sont pas tous des Colbert, peut-être même en est-il dans le nombre qui, pour valoir mieux que les excellens lords de l'amirauté, n'ont pas eu d'autre raison à produire que celle qui faisait attribuer par le grand Frédéric à un général d'une certaine catégorie la supériorité sur deux bons généraux. Nos ministres ont pour eux l'unité du commandement et la responsabilité directe et personnelle soit envers le pays, soit envers le chef de l'état. A tous les égards, c'est une très bonne chose et qui, entre tous ses mérites, a celui de forcer les gens à avoir une volonté, la qualité la plus rare à rencontrer chez ceux qui gouvernent. Ensuite les attributions des services qui fonctionnent sous les ordres des ministres sont sans doute mieux réparties et mieux définies chez nous que de l'autre côté de la Manche. Les conseils qui sont institués à côté de chacun de ces services, et qui n'existent pas en Angleterre, sont restés jusqu'ici bien circonscrits dans la sphère qui leur appartient; ils donnent des avis, mais ils n'agissent pas, et le pouvoir exécutif n'a rien à craindre de leur ingérence dans ses attributions. Il faut dire encore que les agens de ces services sont constitués en corps spéciaux doués d'une vie propre et d'une force de résistance qui, en empêchant qu'aucun d'eux soit sacrifié aux autres et en créant une salutaire émulation entre tous,

maintient l'harmonie dans l'ensemble. Commissariat, infanterie, artillerie, hydrographie, santé, pharmacie même, sont des personnes morales capables de se défendre, avec qui il faut compter non moins qu'avec les officiers militaires, les ingénieurs des constructions navales ou les officiers des travaux hydrauliques que la marine emprunte à la puissante administration des ponts et chaussées. Enfin, et ce qui ne vaut pas moins que le reste, l'entrée dans le service de la marine ne dépend pas uniquement du caprice de l'administration supérieure ou du patronage des gens puissans. Tandis que chez nos voisins l'avancement même jusqu'au grade de capitaine de vaisseau appartient exclusivement au choix de l'autorité, l'entrée dans tous les corps de la marine française est réglée presque uniquement par des concours publics qui assurent un recrutement distingué, et l'avancement dans l'intérieur des corps est entouré de garanties qui réussissent le plus souvent à protéger les officiers méritans contre les effets désordonnés du favoritisme.

A égalité de valeur personnelle dans les individus qui composent les deux administrations rivales, la supériorité de l'organisation devait produire en France des résultats supérieurs. C'est ce qui est arrivé. Nous nous plaignons souvent de l'élévation du chiffre auquel parvient le budget de notre marine; mais il n'y a pas grande justice dans ces plaintes. Le budget est élevé parce que la marine est une chose chère, mais non pas parce qu'elle est mal administrée chez nous. Il s'y commet des erreurs sans doute; mais comparativement à ce qui se fait ailleurs nous devrions nous dire que nous en avons pour notre argent encore plus que les autres. Il y a économie relative, et les cris qui se poussent périodiquement en Angleterre contre le développement que prennent nos constructions ou nos armemens, contre l'égalité que parfois ils semblent atteindre, devraient nous convaincre qu'après tout il est fait bon usage des deniers publics, car en moyenne notre budget n'est bien souvent pas égal à la moitié du budget de la marine anglaise. Ce serait bien autre chose si nous voulions faire la comparaison avec ce qui se passe en Amérique. Non-seulement il y a modération certaine dans le chiffre des dépenses, mais il y a une supériorité de vie, d'invention, de zèle qui s'est manifestée depuis quarante ans par une activité vraiment remarquable, si l'on met en regard nos ressources avec ce que nous avons fait, par tous les progrès que nous avons fait faire à l'organisation des armées navales, par toutes les révolutions que nous avons introduites dans la composition des flottes, dans la construction des navires et dans tous les détails de l'armement. A ce point de vue, nous avons produit plus que personne, et nous pouvons même dire sans infatuation que nous avons produit plus que tous les autres

ensemble. Nos modèles, nos installations, nos armes, nos procédés sont universellement copiés et imités. Dans les petites comme dans les grandes choses, l'inspiration, l'exemple vient presque toujours de nous, qu'il s'agisse du canon, du vaisseau à vapeur, de la frégate cuirassée, ou du cabestan, ou du four à cuire le pain. Il y a plus, et ceci doit toucher profondément les cœurs honnêtes et les esprits sensés, ce grand mouvement de renaissance et de progrès qui emporte depuis un demi-siècle bientôt la marine militaire de la France dans des accès d'activité presque fébrile a été signalé aussi par l'établissement d'une discipline aussi excellente peut-être que le comporte l'imperfection humaine. Cela est vrai dans les grades élevés et dans les équipages, dans la grand'chambre ou dans le carré comme sur le gaillard d'avant. La discipline est exacte, mais elle est aussi douce et paternelle, comme est d'ailleurs l'esprit qui anime l'administration de la marine tout entière. On en peut juger dans les ports par la confiance avec laquelle les marins, leurs femmes et leurs enfans s'adressent pour leurs affaires à tous les agens du département; on en peut juger sur les vaisseaux par la facilité des rapports entre les officiers de tous les grades, depuis l'aspirant jusqu'à l'amiral, par le ton de déférence sans embarras et d'autorité affectueuse qui règne dans les relations des matelots avec les états-majors, et particulièrement par la position que les sous-officiers, voire le capitaine d'armes, occupent sans gêne au milieu des équipages. L'harmonie et la concorde, la sympathie et le dévouement réciproques unissent tous les membres de la grande famille des marins.

C'est une famille, mais ce n'est pas un peuple, et c'est là le revers de cette médaille si brillante. L'édifice est admirablement construit, il faut le reconnaître; mais la base sur laquelle il repose moralement a le défaut de lui créer une position exclusive, isolée, au milieu de la nation. Au lieu d'être, comme en Angleterre, un cadre dans lequel entrerait, en un jour de crise, tout un peuple de marins, il représente la marine de la France tout entière. Même à l'état de paix, il en consomme, il en absorbe presque toutes les ressources, il en contrarie le développement normal, car il n'est pas fondé sur le principe, vrai cependant, que pour être fort dans les grandes épreuves il lui faudrait ménager plus qu'il ne le fait en temps ordinaire la liberté, l'industrie, l'activité et la force de chacun, qui est sa force; il n'a pas de réserves, et les lois rigoureusement exceptionnelles qui le régissent le laissent presque sans lien avec le reste de la société.

On dira que depuis cinquante ans, depuis trente ans surtout, le sentiment public s'est montré presque toujours très sympathique à la marine. Il y a du vrai dans cette observation; mais ce qui est

vrai aussi, c'est qu'en vertu de son organisation, la marine est chez nous une institution tellement isolée au milieu de la nation, tellement ignorée, que cette sympathie a produit peu d'effets réels. Ordinairement elle s'est manifestée par des votes d'argent au budget; mais encore doit-on ajouter que, dans les circonstances difficiles, c'est toujours ce budget que l'on met en cause le premier, et que l'on diminue dans les proportions les plus considérables, jusqu'à lui enlever des crédits déjà votés. Après les désastres du premier empire, la marine s'est trouvée tout d'abord réduite presque à rien. Après la catastrophe du 24 février, l'une des premières mesures financières que prit l'assemblée constituante fut de supprimer l'annuité du crédit de 90 millions que la chambre des députés avait voté d'enthousiasme en des temps plus heureux. La sympathie du public pour la marine est sincère, mais elle n'est pas toujours effective, même seulement en matière d'argent. Aussi, quand nous entreprenons de comparer notre marine à celle de l'Angleterre, devons-nous nous dire, entre autres choses, que non-seulement la nôtre ne puise pas dans un budget aussi riche que sa rivale, mais que de plus, au cas d'une grande lutte, la nôtre n'aurait pas, selon toute probabilité, la chance de voir augmenter ses ressources financières dans des proportions très importantes, tandis que l'on prodiguerait à l'autre tous les trésors d'un échiquier dont les fonds se soutiennent déjà sur le marché général du monde avec un écart à leur avantage de 20 à 22 pour 100 sur les fonds français.

Pour ce qui est de l'industrie, cette autre nécessité de la puissance maritime, l'écart est moins considérable. C'est seulement comme richesse de moyens de production que l'Angleterre nous est encore supérieure; pour la qualité des produits, nous pouvons sans présomption réclamer l'égalité. En ce qui concerne les bâtimens de guerre, il n'est pas besoin d'insister, non plus que pour aucun des détails d'armement. Sur la question si importante des machines, bien des gens compétens affirment qu'à l'user la machine française n'a sous aucun rapport à craindre la concurrence, et que, même en tenant compte des services rendus, elle ne demande pas beaucoup de temps pour prendre des avantages certains. On va jusqu'à dire que, même comme premier prix d'achat, nous pouvons aujourd'hui lutter sans défaveur. On oppose au prix qu'a coûté la machine de 1,250 chevaux du *Warrior* celui auquel est revenu la machine de 900 chevaux de la *Gloire*. On assure en effet, mais nous ne connaissons aucun moyen de prouver officiellement la chose, que l'unité du cheval nominal serait revenue dans la machine anglaise à 66 livres sterling, soit 1,650 francs. S'il en est ainsi, elle a coûté réellement plus cher que la machine française, car cette même

unité n'a été payée à la *Compagnie des forges et chantiers de la Méditerranée* que 1,380 francs; ceci, nous le savons de science certaine. Il est vrai que le constructeur anglais avait à fournir l'hélice de la frégate, tandis que chez nous c'était le gouvernement qui se chargeait de ce soin; il est vrai encore que, d'après les conditions des marchés, la machine anglaise devait pouvoir déployer aux essais une force quintuple de l'exposant nominal, et la machine française une puissance triple seulement; mais néanmoins ce ne sont pas des conditions desquelles il puisse résulter que la machine française a coûté aussi cher que l'autre. Au reste, la réputation de nos machines se fait dans le monde; nous commençons à en fournir à l'étranger, notamment cette même *Compagnie des forges et chantiers* dont nous parlions plus haut, et qui a fourni des paquebots et des frégates à la Russie, à l'Espagne, à l'Italie, etc. C'est elle aussi qui, en 1860, a construit en trois mois les vingt petites canonnières à vapeur qui ont été expédiées en Chine dans des caisses et qui ont rendu de si bons services tant au Peï-ho qu'en Cochinchine, où elles combattent toujours. Nous ne serions sans doute pas encore en état de faire ce que les Anglais ont fait pendant l'hiver de 1855-56, mais nous y marchons. Les progrès si remarquables et si rapides que l'industrie métallurgique a faits chez nous depuis si peu d'années, le développement de nos voies de communications, qui contribue dans une proportion si considérable à réduire les frais de toutes les productions, et enfin les pas que nous avons faits dans la voie d'une politique commerciale plus sage nous sont de sûrs garans que notre pays regagnera la distance qui le sépare de ses voisins.

Il dépend en grande partie de l'administration de la marine de hâter ce mouvement pour toutes les industries qui peuvent contribuer à sa puissance. Qu'elle se livre avec plus de résolution qu'elle ne le fait encore à la tendance du siècle, qui la conduit bon gré, mal gré, à associer de plus en plus l'activité nationale à tous ses travaux : elle a beaucoup à faire encore à cet égard, quoique nous reconnaissions qu'elle a déjà grandement modifié ses traditions. Néanmoins elle conserve toujours des établissemens où elle fabrique une foule d'objets qu'elle devrait aujourd'hui prendre sur le marché général; elle confectionne encore dans ses arsenaux, transformés bien souvent en véritables ateliers de charité, beaucoup de choses qu'il serait avantageux pour elle de demander à l'industrie privée. Quoi qu'elle fasse, elle ne travaillera jamais à des prix qui ne soient pas plus élevés que ceux auxquels sait travailler l'intérêt individuel stimulé par la concurrence. Elle n'est pas, elle ne peut pas être un établissement commercial; elle produira toujours plus chèrement que le commerce. Et ce n'est là que le petit côté de la question, le

point important pour elle serait de se créer des liens avec toutes les forces productives du pays, de développer, d'entretenir autour d'elle le plus grand nombre qu'il serait possible d'ateliers, qui viendraient en temps de crise ajouter toute leur puissance à la sienne. Aujourd'hui elle recherche la perfection dans ses travaux, elle semble être à la poursuite du beau idéal, et c'est très louable assurément; mais nous ne pouvons nous empêcher de croire qu'il est un autre point de vue dont une institution militaire ne doit pas être moins préoccupée : la nécessité de multiplier ses racines dans le sol national en pensant aux jours de tempête qui peuvent survenir.

Toutefois c'est le chiffre du personnel qui accuse réellement le point faible de notre marine. Ici la disproportion est énorme, car, d'après ce que disait l'année dernière au sénat M. l'amiral Romain-Desfossés, la France ne compterait en tout et pour tout que 62,000 marins capables du service de guerre, en regard des 80,000 hommes que l'Angleterre entretient en temps de paix sous le pavillon, en regard des 230,000 hommes qu'elle emploie à sa navigation du long cours et du grand cabotage seulement. Après cinquante ans de liberté des océans, en être arrivé là, c'est, il faut l'avouer, humiliant pour un pays qui possède dans les mers de l'Europe six ou sept cents lieues de côtes, qui figure au second rang dans le monde pour la richesse de ses finances et pour l'importance de son commerce extérieur, qui compte une population de presque quarante millions d'habitans! Quand on étudie les proportions dans lesquelles s'est multiplié le personnel de toutes les autres industries, c'est presque à n'y pas croire. Il faut qu'il y ait là un vice radical, et si la chose peut être expliquée pour nous, ce n'est pas, après tous les faits que nous venons d'exposer, que les Français n'aient point le goût de la mer, mais c'est assurément que nos institutions font aux gens de mer un sort impossible. Le vice, il est dans ces lois que M. l'amiral Romain-Desfossés qualifiait à juste titre de *draconiennes*, mais que tout son talent ne saurait justifier à nos yeux. Aussi longtemps que, conformément à la loi, mais en violation directe de tous les principes sur lesquels reposent notre état social et notre constitution politique, il sera interdit aux Français d'exercer aucune des industries qui se rattachent à la marine sous peine de rester depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de cinquante à la disposition du ministre ou d'un décret qui peut les envoyer au premier jour faire des campagnes de trois, de quatre, de cinq ans même, — les exemples n'en sont pas rares, — aux Marquises, à la Nouvelle-Calédonie ou en Cochinchine, il ne faut pas espérer de voir augmenter d'une manière un peu sensible le nombre de nos marins. Il y aura toujours sans doute des vocations et des nécessités irrésistibles qui pousse-

ront sur les abîmes de l'Océan un certain nombre d'hommes entraînés comme par un vertige, mais toujours aussi ce nombre restera faible. En thèse générale, le Français qui pourra le faire ne manquera pas à se dérober à ce servage, comme on a encore appelé, et malheureusement avec trop de raison, notre régime de l'inscription maritime. Loin de la nier, nous constatons avec une véritable reconnaissance la sincérité des efforts que l'administration a faits dans ces derniers temps pour améliorer la condition des gens de mer; mais, nous le croyons aussi, tous ces efforts n'agiront que comme des palliatifs presque impuissans. Ils soulageront des souffrances individuelles, ils n'auront pas, du moins nous le craignons, la vertu de faire entrer un plus grand nombre d'hommes dans les cadres de l'inscription. C'est la base fondamentale du système lui-même qui a besoin d'être réformée et mise en harmonie avec ces principes de 89 qui, appliqués à toutes les autres classes de la population, à toutes les autres branches de l'activité humaine, ont produit de si admirables résultats pour tout le monde, pour les individus et pour l'état. Pourquoi ne pas renoncer à cette dure exception?

L'état en effet ne saurait rien gagner à maintenir le servage des gens de mer. On lui dit le contraire, et c'est au nom de son intérêt qu'on lui conseille de ne pas se dessaisir de son pouvoir. Les fruits si chétifs qu'a produits cette institution après deux siècles d'existence devraient cependant le convaincre, et ne plus lui permettre de douter que le plus souvent le pouvoir qu'il possède sur la liberté et sur les intérêts des individus, il ne le conserve qu'au détriment de sa grandeur, de sa richesse et de sa véritable puissance. Cela n'est pas moins vrai dans l'ordre des choses maritimes que dans tout autre, et j'en puis citer un exemple qui me paraît concluant. Je veux parler de la mesure qui fit passer en 1851, des mains de l'état dans celles de la compagnie des Messageries impériales, le service des paquebots de la Méditerranée, que l'administration des postes dirigeait depuis 1838. Il nous en coûta (j'étais de ceux qui poussaient à la roue), il nous en coûta presque trois années d'efforts pour atteindre le but que nous poursuivions; c'est dire que la discussion fut longue. Et quel était l'argument qui nous était toujours opposé dans toutes les commissions parlementaires ou administratives devant lesquelles nous eûmes à comparaître? C'était l'intérêt de l'état que l'on invoquait et celui de sa marine, déjà si pauvre, disait-on, et qu'il ne fallait pas appauvrir encore. La chose s'est faite cependant, et qu'est-il arrivé? Au lieu des quatorze paquebots qui naviguaient sous le pavillon de la poste et qui faisaient quatre-vingt-dix mille lieues par an, la compagnie des Messageries impériales en emploie aujourd'hui cinquante-huit, qui fournissent un parcours annuel de quatre

cent trente-quatre mille quatre cent soixante-deux lieues; au lieu de 2,700 chevaux de vapeur, il s'en emploie maintenant 16,240; au lieu d'être réduit à un rôle subalterne dans la Méditerranée, le pavillon de notre marine à vapeur a pris dans cette mer une prépondérance réelle, il s'est élancé à travers l'Océan jusqu'au Brésil, où il soutient avec un avantage manifeste la concurrence contre le pavillon anglais, et au moment même où nous parlons, il va se montrer à côté de nos rivaux dans les mers de l'Inde et de la Chine. Au lieu de 8 ou de 900 hommes qui étaient occupés sur les navires de la poste, il y en a presque 4,000 sur les paquebots de la compagnie. Au lieu d'un trafic presque nul, 32,000 voyageurs et 10,700 tonnes de marchandises en 1851-52, il se fait un trafic très considérable et qui rapporte des millions au trésor, 120,676 voyageurs et 120,000 tonnes de marchandises en 1861. Sous quel rapport l'état a-t-il donc perdu, ou, pour mieux dire, n'a-t-il pas gagné à ce changement? Sa puissance militaire même en a ressenti les plus heureux effets, lorsqu'en 1854, 1855, 1856, les paquebots de la compagnie transportaient 292,941 passagers militaires et 37,065 tonnes de matériel de guerre entre l'Algérie, la France et la Crimée, lorsqu'en 1859, pour la courte campagne d'Italie, ils transportaient encore 125,939 passagers militaires et 13,446 tonnes de matériel de guerre. Pour être ce qu'elle pourrait et ce qu'elle devrait être, la marine de la France a, elle aussi, besoin d'air et de liberté.

C'est peut-être l'enseignement le plus solide qui devra ressortir de cette étude, car elle a suffisamment prouvé, je pense, que sous tous les autres rapports : talent, courage, activité, dévouement, il n'est rien que nous ne puissions attendre de nos marins. Ayant vécu au milieu d'eux, ayant passé à bord de leurs navires et sous leur pavillon bien-aimé des années dont le souvenir me restera toujours cher, je me tiendrais pour heureux si, après avoir exposé les titres que possède à la reconnaissance nationale cette race si vaillante, si généreuse et si éprouvée, je réussissais à faire croire à d'autres, comme je le crois moi-même, que si la puissance maritime de la France n'est pas aussi grande encore que nous le désirons, ce n'est pas à nos marins qu'il serait juste de nous en prendre.

XAVIER RAYMOND.

LE

ROMAN EN FRANCE

DEPUIS L'*ASTRÉE* JUSQU'A *RENÉ* [1]

Le penchant qui nous porte à la lecture des romans n'est pas simplement l'attrait de notre esprit vers les choses qui le touchent sans lui coûter d'efforts. Il est vrai que l'on ne cherche souvent dans les œuvres de la littérature romanesque qu'un allégement des lourdes heures de la paresse ou de l'ennui, une distraction facile, un réveil de l'émotion; mais c'est vouloir s'ignorer soi-même que d'en méconnaître le véritable esprit. L'*esprit* du roman n'est pas tout entier dans le récit d'événemens dramatiques ou vulgaires, dans l'expression des sentimens et des idées, dans la peinture de la société sous ses différens aspects; il est dans l'union intime de tous ces élémens de la composition avec l'idée morale qu'ils contiennent, et il reçoit, de l'alliance du réel et de l'idéal, ce caractère de vérité qui nous touche par ses rapports avec notre double nature.

Le sentiment du *vrai* agit même sur la forme, sur cette forme si libre et si indéterminée que le romancier peut choisir au gré de son inspiration. Quand elle voile des idées trop hardies ou qu'elle prête une apparente beauté aux idées faibles ou fausses, elle ne les fait

(1) L'Académie Française a couronné, dans les pages qu'on va lire, un agréable et fidèle tableau du mouvement de la littérature romanesque en France depuis plus de deux siècles. L'histoire même de cette littérature a été l'objet de nombreuses études dans la *Revue*, et une série qui se continuera lui est même consacrée. On trouve ici indiqués et rapprochés avec finesse les traits principaux d'un sujet qui occupera longtemps encore, et à bon droit, l'histoire et la critique littéraires.

pas pénétrer jusqu'aux plus intimes profondeurs de notre être, comme lorsqu'elle exprime tout ce que nous pouvons ressentir, rêver ou observer, en même temps que l'auteur bien inspiré qui nous rend nos propres impressions.

Dans cet esprit du roman, comme dans la variété des formes qui reproduisent tous les libres mouvemens de la nature humaine, il y a une action puissante dont les esprits austères ont le droit de s'alarmer. Mal dirigée ou mal comprise, la littérature romanesque présente, pour l'imagination, des dangers plus grands que toute autre forme littéraire en raison directe de sa ressemblance avec nous-mêmes. C'est là un point délicat pour l'observateur. Le bien et le mal s'y trouvent au même degré, et comme tout est *sain aux sains*, tout est danger ou tentation aux faibles et aux vicieux. Cependant, de l'étude attrayante et sérieuse qui a mis sous nos yeux toutes les œuvres de cette littérature féconde, nous avons gardé une impression qui nous fait conclure que le roman lui-même, image de l'âme humaine, tend comme elle à la beauté idéale et parfaite. Ce qui le prouve, c'est que les seules productions du genre romanesque qui soient restées en possession de la faveur publique sont celles où l'on retrouve, à quelque degré, l'élévation morale et l'expression vraie, soit qu'elles peignent les mœurs dans cet esprit de haute critique qui est à lui seul une protestation contre le mal, soit qu'elles nous fassent assister à ce jeu des passions humaines, toujours mêlé de luttes et de souffrances, enseignement douloureux dont nous pouvons nous faire la sévère application.

Il est à remarquer qu'à deux époques très distantes l'une de l'autre c'est par le roman que le goût de l'idéal, uni au sentiment de la nature, a été rendu à la société. L'*Astrée* et *la Nouvelle Héloïse*, deux grands événemens littéraires, ont amené cette rénovation que la poésie seule, moins applicable à la vie intime, eût plus lentement introduite dans les mœurs. Au début du XVIIe siècle, la fiction de d'Urfé inaugurait en France le genre sentimental et romanesque, y introduisait une sorte de raffinement social en faisant goûter ce rêve de l'âge d'or qui enlevait les âmes aux intérêts grossiers et vulgaires. A la fin du XVIIIe siècle, l'éloquence passionnée de Jean-Jacques Rousseau semblait régénérer des cœurs frivoles et corrompus.

L'*Astrée*, œuvre douce et factice, est une création en ce sens que jusqu'à son apparition aucun roman en France n'a réuni les conditions d'harmonie, d'élégance, de beauté morale, qui se trouvent en celui-ci. Le genre pastoral n'est pas de l'invention de d'Urfé; il règne depuis longtemps en Italie et en Espagne, et Cervantes, dont le goût est cependant difficile, le qualifie d'*heureuse invention* dans la préface de sa *Galathée*. D'Urfé, séduit par cette forme qui fait

croire à un certain idéal champêtre, y ajoute des élémens étrangers. Aux molles langueurs du génie italien importées sur le sol natal, il mêle l'esprit français, subtil et galant, non essentiellement platonique. Des personnages réels sous des déguisemens de bergers et de chevaliers, de bergères et de châtelaines, transportent sur les bords du « doux coulant Lignon » leurs aventures véritables, et sous ces masques transparens les contemporains reconnaissent les physionomies des seigneurs de la cour de Henri IV. Cette ingénieuse fiction, la scolastique amoureuse de ces bergers qui discourent dans un langage recherché, un certain talent descriptif, toutes ces nouveautés succédant sans transition aux grossiers romans de chevalerie, dont on commençait à se lasser, parurent si admirables aux lecteurs de l'*Astrée* qu'ils n'attendirent rien de plus parfait du genre romanesque et s'arrêtèrent à cette forme sentimentale, certains qu'elle ne pouvait être dépassée. Ce culte littéraire eut ses détracteurs aussi bien que ses défenseurs, mais son influence n'en fut pas moins constante sur les meilleurs esprits. Tout le XVIIe siècle garda la même admiration pour ce roman précurseur de la littérature noble et polie, et c'est déjà bien loin du moment de son apparition que Mme de La Fayette fait encore chaque après-midi une lecture de l'*Astrée*, dont ses aimables ouvrages conservent pour ainsi dire le reflet dans ce ton de galanterie exquise et délicate que d'Urfé a mise à la mode sous le nom d'*honneste amitié*.

Inspirée, nous dit l'auteur, par « le riant souvenir des belles années de jeunesse, » l'*Astrée* semble avoir le tour d'imagination romanesque plutôt que l'émotion naïve de la jeunesse. Il y a bien chez d'Urfé un souvenir, mais transformé dans l'esprit du courtisan, et cependant cette impression, quoique presque entièrement effacée, a encore quelque charme. Sans prendre le même plaisir que les contemporains aux soupirs de Céladon ou aux sages discours du druide Adamas, nous aimons cette teinte douteuse de poésie et d'abstraction; nous trouvons une certaine grâce dans cette langue qui s'essaie avant d'être la belle langue du XVIIe siècle, et n'a plus la verdeur un peu âpre du vieux français. C'est comme une clarté d'aube blanchissante qui nous fait penser à ce vers de La Fontaine :

Et que, n'étant plus nuit, il n'est pas encor jour.

Le judicieux Patru, qui a recherché avec ardeur la clé des noms et des aventures de l'*Astrée*, nous dit que, dans cet *ouvrage exquis*, l'auteur a *romancé* des histoires véritables. Les écrivains médiocres, imitateurs de d'Urfé, usent fréquemment de ce procédé, par lequel ils savent exciter un intérêt de curiosité. On voit dans le *Romant*

satyrique ou *Romant des Indes*, du médecin Lannel, paraître toute la cour de Louis XIII. Les allusions y sont aussi peu voilées que dans les *Adventures de la Cour de Perse* et les *Amours du Grand Alcandre*, c'est-à-dire de Henri IV, forme choisie par la spirituelle princesse de Conti pour raconter agréablement la chronique scandaleuse de son temps. La *Chrysolite*, d'André Mareschal, ne prend pas ses héros dans des rangs aussi élevés; mais l'auteur nous apprend que son ouvrage est à la fois une *histoire* et un *roman*, et qu'il n'a pas le *faste menteur* des romanciers de son temps. Il en a du moins l'inexpérience, il en a la pauvreté du style et de l'invention, car cette première période du XVIIe siècle, enfance de la littérature romanesque qui dure environ trente années, n'a produit aucun roman remarquable, depuis l'*Astrée* jusqu'aux ouvrages de Mlle de Scudéry. Cependant, parmi toutes ces productions justement oubliées, il en est quelques-unes, très aimées du public, où ne se trouvent précisément ni goût ni véritable talent, mais dans lesquelles on entrevoit quelques idées qui plus tard seront exploitées par des romanciers plus habiles. Ainsi Gomberville, dans ses fastidieuses compositions, entre autres *Polexandre*, si remplies d'aventures qu'il appelle « rares et surprenantes, » ouvre la voie au roman qui ira chercher des effets pittoresques dans des régions encore inconnues et depuis lors tant explorées. Ses aventures maritimes, ses combats contre des corsaires, ses narrations de voyage, ont un mérite supérieur à l'invention romanesque, qui passait pour si ingénieuse, et l'on est surpris de trouver une certaine connaissance des mœurs et des lieux qu'il décrit, quand on se reporte à son temps, et qu'on le voit promener hardiment ses héros du Pérou au Danemark, du Mexique à la Grande-Bretagne, des îles Fortunées jusqu'à Tombouctou.

Un autre romancier, Camus, évêque de Belley, cherche à faire servir le roman à l'édification des âmes. Prenant conseil de d'Urfé et même de saint François de Sales, ses amis particuliers, il écrit avec une facilité merveilleuse cinquante romans, *terminés*, dit Perrault, par des *catastrophes chrétiennes*, et dont *Palombe*, agréable réduction faite de nos jours, peut nous donner une suffisante idée.

Toute cette littérature romanesque, assez métaphysique, pare la société d'ornemens si factices, que nous la connaîtrions mal, si nous n'allions chercher le roman réel, mais en nous défiant également de son exagération brutale. Il y a toujours un certain antagonisme entre les natures délicates et les natures essentiellement positives, qui fait que, d'un côté, on s'élève à des hauteurs où l'air devient trop subtil, et que, de l'autre, on descend dans des bas-fonds où il est corrompu, et souvent dans le seul dessein d'indiquer plus fortement

l'éloignement instinctif et réciproque. Sorel, un des rares adversaires de l'*Astrée*, qu'il a parodiée sous le titre de *Lysis ou le Berger extravagant*, a donné la contre-partie du genre sentimental dans *Francion*, où les mauvaises mœurs du temps sont retracées ouvertement avec la rude franchise du vieil esprit gaulois. Attaquant sans vergogne tout ce qui a des faux semblans, trouvant des traits dignes de Molière contre les médecins, les moines, les pédans, les poètes de la cour et de la ville, dans cette liberté impudemment naïve, le *libre-penser* de Sorel s'exerce sur toutes les matières, et souvent en dehors de la morale, avec un certain bon sens, des vues philosophiques même en avance d'un siècle. Sorel veut innover avec Rousseau pour l'éducation; il prétend, comme lui, que les mères allaitent leurs enfans. Avec Voltaire, il veut réformer la déclamation du théâtre et changer l'orthographe. Il a des idées neuves, prématurées peut-être; mais on ne sent pas dans cet esprit satirique le sérieux de la pensée, le sens moral qui doit guider tout réformateur de la société. Il semble même se complaire dans les tableaux licencieux. Francion, que l'on a cru à tort l'original de Gil Blas, est un jeune gentilhomme libertin qui passe par une foule d'aventures, intitulées *comiques*, en compagnie d'un seigneur, sous les traits duquel l'auteur a peint Gaston d'Orléans, le lâche frère de Louis XIII, modèle de cette jeune noblesse, remuante et dissipée, pour laquelle il avait institué un conseil de *vauriennerie*. On comprend que, sous cette inspiration, le roman de Sorel ne représente que la mauvaise compagnie, et de curieux détails de mœurs ne sauraient en racheter la liberté cynique. Toutefois il serait à regretter qu'un esprit aussi observateur n'eût pas, dans sa franchise grossière, fait connaître la société sous cet aspect, qu'il est important d'étudier, ne fût-ce que pour se convaincre du bien que pouvait produire le genre honnête et délicat que l'on appelait *précieux*, et qui tentait avec succès la réforme des mœurs et du langage.

Il ne faut pas juger l'esprit des sociétés dans la période de leur décadence. Celui de l'hôtel de Rambouillet a dans son beau temps l'influence la plus salutaire. Il dégénère bientôt, il est vrai, et les imitations maladroites, les exagérations ridicules en font apparaître les côtés faibles. L'illustre coterie qui a donné la direction au mouvement général s'égare elle-même dans la voie qu'elle a ouverte, et cependant il faut reconnaître qu'elle a ramené par son exemple le goût de la politesse, du savoir-vivre, de la conversation facile et spirituelle, en même temps que l'élévation des sentimens. Le plus habile interprète de cette bonne compagnie, Mlle de Scudéry, résume dans ses grands romans toutes les qualités et tous les défauts de l'esprit précieux à ses différentes périodes.

A travers les longueurs d'un récit interminable, diffus, apparaissent dans les ouvrages de Mlle de Scudéry, notamment dans *Cyrus*, des beautés très réelles, même pour nous, lecteurs blasés, qui voulons être touchés et intéressés par une action vive ou par des événemens dramatiques, disposés dans un certain art qui manque à ces estimables romans. Les sentimens y sont analysés avec une délicatesse psychologique qui touche au raffinement, les conversations sont rendues avec esprit et grâce, les portraits sont fins et ressemblans, les narrations ont de l'intérêt au point de vue de l'histoire. Malheureusement ces parties, belles dans le détail, ne sont pas animées de ce souffle créateur qui donne la vie aux inspirations des grands artistes. On sent qu'il y manque une certaine flamme dont la chaleur circule dans une composition, tandis que sa lumière en fait ressortir les reliefs et briller le coloris. Chez Mlle de Scudéry, le retour des mêmes formes, la phrase souvent languissante, quelque chose de guindé et de solennel, là où la situation demanderait du mouvement et de la variété, jettent une froideur mortelle sur cette lecture. Nous avons qualifié l'impression qu'elle nous laisse du nom triste et injurieux d'*ennui*, et il n'est pas d'œuvre qui se relève de cette fatale condamnation. Toutefois, pour être juste, il faudrait rendre quelque estime aux qualités réelles et solides de ces grands romans, et en particulier savoir gré à l'auteur du choix d'une forme si critiquée d'ailleurs, et à laquelle nous devons des renseignemens plus précieux encore depuis que nous étudions avec tant d'intérêt tout ce qui se rapporte au XVIIe siècle. Mlle de Scudéry est un historien fidèle et véridique, et sous le voile de la fiction comme sous les noms antiques dont il lui plaît de déguiser les événemens et les personnages de son temps, nous retrouvons la vie sociale et politique des règnes de Louis XIII et de Louis XIV, les héros de la fronde, les beaux esprits de l'hôtel de Rambouillet. Si nous voulons admettre quelques anachronismes, ne pas chercher Ecbatane ou Babylone dans ces descriptions, qui ne frappent pas nos sens comme le fait le moindre de ces fragmens enlevés récemment à la poussière des siècles, nous pouvons y reconnaître une autre Babylone, tout aussi intéressante pour nous, bien qu'elle ne soit pas celle de l'antiquaire et de l'archéologue.

Une appréciation lumineuse a dégagé les romans de Mlle de Scudéry des obscurités qui en rendaient la lecture difficile. Nous sommes moins exposés à nous égarer à travers ces événemens compliqués d'épisodes, maintenant que nous possédons presque aussi bien que les contemporains le secret qu'ils renferment dans leurs longs développemens. Ces caractères héroïques et tendres, sauf quelques embellissemens permis au romancier, sont ceux des personnages dont les

noms nous sont familiers. Dans *Cyrus*, c'est Condé, c'est Mme de Longueville, c'est toute cette élite de la société française, noble, spirituelle, élégante. Dans *Clélie*, dont nous avons quelque peine à supporter le vêtement romain, dans *Ibrahim* et *Mathilde d'Aguilar*, nous découvrons encore des physionomies que nous aimons à retrouver. Voici Arnauld au milieu de son désert, voici Fouquet et les magnificences trop royales du château de Valterre ou de Vaux, voici l'aimable Henriette d'Angleterre, Mazarin et tant d'autres encore. Un tel cortége de noms illustres, une collection de portraits historiques si finement dessinés, l'esprit de la conversation rendu avec toute sa grâce et toute sa distinction, telles sont les qualités des romans de Mlle de Scudéry, et elles devraient faire oublier la carte de Tendre, qui n'est après tout qu'un badinage littéraire.

Entre l'*Astrée* et les romans de Mme de La Fayette, Mlle de Scudéry se place presque seule sur le devant de la scène, offrant à une société *désoccupée* l'unique intérêt qu'elle demandait à la littérature romanesque, c'est-à-dire la peinture idéale de sentimens raffinés et non l'expression naturelle et saisissante des mouvemens du cœur humain. Ce n'est que quand un astre nouveau et charmant se lève à l'horizon que la renommée vieillie s'affaisse graduellement, mais en laissant encore un souvenir honoré, car en 1671, près du moment où paraît *Zayde*, l'Académie Française décerne à Mlle de Scudéry ce prix d'éloquence, objet d'une si vive émulation depuis plus de deux siècles.

Laharpe dit des héros de La Calprenède qu'ils ont *le front élevé*. Si nous rapprochons cette expression de celles de Mme de Sévigné, qui trouve que *la droite vertu est bien dans son trône*, dans *Cléopâtre*, où *il y a d'horribles endroits*, nous aurons l'idée du ton des cinquante volumes de l'auteur gascon. La Calprenède est fréquemment nommé avec Mlle de Scudéry, mais fort injustement pour celle-ci, qui a sur lui une si grande supériorité quant à l'esprit et au style, car chez l'illustre précieuse le style est souvent excellent: *Cassandre*, *Cléopâtre*, *Faramond*, rappelleraient plutôt les anciens romans de chevalerie, que n'eussent pas déparés les *grands coups d'épée de l'invincible Artaban*. Malgré cette *humeur gasconne*, on comprend assez que de nobles âmes fussent touchées par l'héroïsme et les beaux sentimens de ces personnages romanesques, et l'on aime l'ingénuité qui leur fait accepter une insipide lecture en faveur de la *droite vertu*.

Si nous avions parcouru aussi les dix volumes de *Clélie*, nous y aurions rencontré la chétive et spirituelle figure de *Scaurus*, c'est-à-dire de Scarron, ayant à ses côtés la jeune et prudente Liriane. *Le Roman comique* de cet auteur original se détache agréablement

sur le fond un peu terne des romans de sentiment, et dès le début, à l'entrée pittoresque des comédiens dans la ville du Mans, on est saisi par l'accent naturel et vif de cette composition, où Scarron a su éviter, sauf en quelques endroits, ce que la bassesse du sujet pouvait offrir à un esprit naturellement enclin à la bouffonnerie. Cette troupe nomade, sous ses aspects tristes et joyeux, c'est l'humanité étudiée dans une de ses fractions les plus humbles. On quitte les hauteurs où l'on se trouvait avec les héros de d'Urfé et de Mlle de Scudéry pour avoir une échappée de vue sur un autre côté de la société, et avec Destin, Léandre et Angélique on est initié à la vie de bohème du XVIIe siècle. Mais si, en s'amusant de cette plaisanterie mélancolique, on songe involontairement que Scarron semble raconter les tribulations auxquelles était alors asservi le premier génie de son temps et peut-être de tous les temps, si on se souvient que Molière, à la tête d'une troupe de comédiens de campagne, partageant sa mauvaise fortune et ses humiliations, subissait les caprices de ses camarades et les volontés d'un public de province souvent ignorant et grossier, alors le cœur se serre de pitié pour le pauvre grand homme, obligé de cacher sous le rire des misères qui devaient atteindre au plus profond de ce cœur vulnérable malgré son apparente philosophie. De tels rapprochemens, qu'ils soient ou non dans la pensée de l'auteur, communiquent un vif intérêt à un roman; il s'anime de toute personnalité, car c'est un des instincts de l'esprit humain de chercher à fixer par une image distincte l'idée, le sentiment, le personnage fictif qu'on lui présente, et avec lequel il veut se mettre en rapport par des côtés réels et vivans.

L'implacable ennemi de Scarron, Cyrano de Bergerac, qui, dans un pamphlet cruel, fait de lui une espèce de Prométhée de la fronde enchaîné dans son fauteuil de paralytique, est un de ces esprits bizarres auxquels nous donnons aujourd'hui le nom d'*humoristiques*. Ceux-là ne sont précisément d'aucun temps, n'appartiennent à aucune école, ne dépendent que de la fantaisie qui conduit leur imagination. Chez Cyrano, la satire libre et mordante est d'autant plus vive que l'auteur est souvent emporté par une certaine verve méridionale toute particulière. Il est à remarquer qu'au XVIIe siècle, lorsqu'une création nouvelle du genre romanesque a quelque caractère d'originalité, elle reste isolée, et, quoique bien accueillie du public, elle rencontre peu d'imitateurs. Le roman n'est fécond que sous cette forme de convention modérée, noble et pompeuse, qui représente la partie aristocratique de la société. Les œuvres qui s'éloignent de cette forme, soit pour reproduire certains écarts de l'imagination, soit pour peindre la vie réelle dans sa vulgarité, sont des accidens, des innovations dont on ne tient pas compte dans la littérature sé-

rieuse. Les satiristes appartiennent bien à cette race d'esprits qui rompt les barrières, mais elles se referment si promptement derrière eux que l'on ne peut indiquer qu'un petit nombre de romanciers qui se soient avisés de prendre la société sous ces côtés assez vrais, mais moins agréables pour les esprits délicats qui dirigeaient le goût public. Parmi ces exceptions que nous devons citer, nous rencontrons Furetière, que son humeur atrabilaire et maussade a rendu plus célèbre peut-être que son *Roman bourgeois*, lequel a cependant du mérite. Il ne vole pas, comme Cyrano, dans les royaumes fantastiques de la Lune et du Soleil, pour en faire descendre la critique de notre monde; mais il le peint dans les conditions assez étroites des intérêts matériels et mesquins, qui absorbent si souvent la dignité humaine. Cependant Mlle Javotte, son héroïne, est une jeune fille de la classe bourgeoise, intelligente et éveillée, dont on pourrait retrouver le type, de nos jours, presque sous les mêmes traits.

Les satires du temps de la fronde, grossières et injurieuses personnalités, ont pendant un moment abaissé le niveau des ouvrages de l'esprit; mais leur influence dure peu, et ce vieux levain gaulois, qui fermente toujours, ne reparaît que rarement sous un règne où tout est empreint de grandeur et de bienséance. Le genre héroïque et sentimental au contraire, en harmonie avec l'ensemble social, plaît, même dans sa forme un peu monotone, et bien plus lorsqu'il a trouvé son expression la plus parfaite dans les adorables romans de Mme de La Fayette, *Mademoiselle de Montpensier*, *Zayde*, *la Princesse de Clèves* et *la Comtesse de Tende*. L'imitation des romans de Mlle de Scudéry, encore sensible dans *Zayde*, ne se laisse plus apercevoir dans *la Princesse de Clèves* que dégagée de tous les défauts reprochés à *Cyrus* et à *Clélie*. Inspirée par sa *divine raison*, par son goût et sa délicatesse, Mme de La Fayette a deviné enfin les proportions exquises que l'on pouvait donner à certains romans de l'âme qui perdraient à être développés. Tout en appartenant à cette école de sentimens élevés et tendres qui procède de l'*Astrée* et se continue jusqu'à *la Princesse de Clèves* dans une filiation non interrompue, elle rajeunit un genre, déjà un peu suranné, par l'invention plus naturelle, par l'heureux emploi, dans le roman, de cette langue élégante et pure du XVIIe siècle, et par la mesure, la *mesure*, cette qualité qui n'appartient pas à tous les gens d'esprit, mais que possèdent tous les gens qui ont du goût, et qui est à la composition ce que la propriété d'expression est au style. Mme de La Fayette a le mot juste, l'accent pénétrant, passionné sans emphase, une distinction parfaite jusque dans la douleur, semblable en cela à Racine, lorsque, dans la touchante élégie de *Bérénice*, il retrace

un romanesque épisode de la courte existence de Mme Henriette d'Angleterre, cette aimable princesse qui fut le génie inspirateur de Mme de La Fayette, et eut aussi la gloire d'arracher à Bossuet ce cri éloquent qui retentit toujours dans nos cœurs.

Ces courts romans sont les derniers du siècle, qui a encore devant lui vingt années où la grande littérature produit des chefs-d'œuvre, mais où la littérature romanesque semble sommeiller après avoir épuisé tout l'intérêt de ses lecteurs. Nous n'osons comprendre parmi les romans *Télémaque*, cette œuvre d'une beauté antique et d'une douceur majestueuse, qui se place plus naturellement parmi les poèmes et clôt dignement le grand siècle, et nous devons franchir cette ligne indéterminée qui le sépare du XVIIIe siècle, de physionomie si différente.

Vers la fin du règne de Louis XIV, le foyer où s'étaient enflammées les nobles intelligences s'éteint graduellement sur les sommets et s'allume dans les régions intermédiaires. Il jette de vives lueurs sur des parties inexplorées où le roman va s'élancer en toute liberté. Représentant fidèle d'une société privilégiée, le genre romanesque, jusque-là, en avait eu la gravité noble et décente, plus extérieure peut-être que réelle pour le plus grand nombre, mais du moins gardant le respect de soi-même, des autres et de la majesté royale. Mais déjà sous la tristesse des dernières années de Louis XIV on peut entrevoir les désordres de la régence. La société, impatiente du joug austère que lui impose encore cette puissance à son déclin, cache à peine le désir d'en être délivrée, se réjouit avec scandale quand elle a retrouvé sa liberté, et, mettant au grand jour des vices jusque-là dans l'ombre, montre aussi ses facultés nouvelles, les audaces de son esprit, son aptitude singulière à tout comprendre comme à tout oser.

C'est alors que le roman semble aussi avoir conscience de ses moyens d'action et du parti qu'il peut tirer de ce qui se passe dans la société. Le champ est ouvert pour lui, il ne lui faut que des hommes de génie ou de talent pour l'exploiter, et il s'en présente en assez grand nombre pour donner à la littérature romanesque la variété et la puissance qui en font le charme et le danger. Il y a dans le XVIIIe siècle un large mouvement d'idées qui coule comme un fleuve à pleins bords. Le roman les recueille, les adopte toutes, les revêt d'une forme qui les rend plus distinctes et plus universelles, et va les répandre dans le monde, où elles font tour à tour beaucoup de bien et beaucoup de mal.

Le premier roman du commencement du siècle, c'est *Gil Blas*, que nous plaçons par ordre de mérite avant *le Diable boiteux*, bien que celui-ci l'ait précédé. La première partie de *Gil Blas* paraissait

l'année même de la mort de Louis XIV, et semblait annoncer une société nouvelle, tout en gardant de l'ancienne certaines traditions de goût et de bon sens, et l'excellent style facile et nerveux qui rend si parfaitement la pensée et reste *classique* en tous les temps. Lesage, peignant les mœurs d'une époque, mais avec ce coup d'œil profond et sagace qui pénètre le cœur humain, a fait un livre éternellement vrai et toujours nouveau. On lui reproche de voir le mal avec trop d'indulgence et de n'avoir que la *morale de l'expérience;* peut-être en effet représente-t-il avec trop peu de sévérité les mauvais côtés de la société, mais peut-être aussi a-t-il voulu placer devant les yeux de son lecteur ce tableau de la vie humaine, ainsi que dans la réalité il se développe devant nos yeux, en laissant au cœur et à la conscience le soin d'en tirer les conclusions morales. Lesage n'a pas, il est vrai, les vertueuses colères d'Alceste, les haines vigoureuses du duc de Saint-Simon; cependant on sent l'âme d'un honnête homme au fond de ces récits, dont l'immoralité, sans grossièreté, peint plus particulièrement ces dernières années du règne de Louis XIV, où certaines mauvaises actions passaient pour du savoir-faire et de l'habileté. Dans *Gil Blas*, et nous n'insisterons pas davantage, car devant ce facile chef-d'œuvre on est trop disposé à s'arrêter longtemps, l'impression finale est sérieuse et salutaire. Il y a plus que de la philosophie pratique dans le calme des derniers chapitres, il y a un sentiment de quiétude morale qui corrige, ce nous semble, par le contraste, ce que l'agitation des passions humaines avait jeté de trouble dans notre esprit. Les autres romans de Lesage, *le Diable boiteux*, qui parut en 1707, *le Bachelier de Salamanque*, *Guzman d'Alfarache*, rappellent le chef-d'œuvre, sans affaiblir son caractère original. Tous ont emprunté à l'Espagne leur sujet, leur titre, quelques détails de la composition, notamment celui des épisodes étrangers au sujet principal; mais l'esprit en est toujours éminemment français.

Nous sommes tenté de rapprocher le léger et spirituel Hamilton du président de Montesquieu, parce que dans ces deux éminens satiristes la société trouvait ses deux détracteurs, mais l'un frivole très naturellement, l'autre n'ayant que les dehors de la frivolité. Hamilton, grand seigneur du XVIIe siècle, qui touche à la régence, donne à l'immoralité si grand air, tant de grâce à la fatuité, que l'on semble pédant en se montrant plus sévère que l'aimable esprit qui condescend agréablement à nous amuser du piquant récit des intrigues de cour. Cependant au déclin de ce grand règne, esclave des bienséances, il était plus qu'imprudent de montrer des personnes illustres dans un *déshabillé* qui, leur ôtant tout prestige, mettait pour ainsi dire *à nu* les vices de cette aristocratie, trop disposée alors à oublier que,

dans son intérêt comme au point de vue de sa dignité, elle devait le bon exemple. Chez Hamilton, on retrouve ce caractère d'imprévoyance et ce *laisser-aller* si général dans ce monde d'épicuriens beaux esprits qui donna le ton dès que la majesté imposante de Louis XIV eut été remplacée par les scandaleuses folies de la régence. Les *Mémoires de Grammont* précèdent ce moment, et l'on peut dire qu'ils l'annoncent; mais, encore une fois, on n'ose faire de reproches sérieux à cette satire, dont notre délicatesse s'alarme, mais dont notre goût apprécie le tour libre, élégant et parfaitement naturel.

Les *Lettres persanes* paraissent plus tard, et quand le XVIIIe siècle a déjà pris sa physionomie particulière. La forme épistolaire, adoptée par Montesquieu, avait cet avantage d'animer la discussion, et le cadre de son roman était choisi à dessein pour en dissimuler adroitement les intentions sérieuses et la satire souvent amère. Sous cette forme ingénieuse et leste, Montesquieu faisait accepter de dures vérités. Dans le même ordre d'idées qui lui permet de passer de l'*Esprit des Lois* au *Temple de Gnide*, il prépare des réformes sociales en paraissant donner à un public frivole un roman fait pour lui plaire, mêlé de galanterie, d'irréligion, de persiflage, de détails quelquefois licencieux, excitant au plus haut point sa curiosité, amusant, spirituel, mais au fond triste et menaçant. Le succès en fut immense; il donna naissance à quelques autres ouvrages où la science et la philosophie s'enveloppèrent aussi de fictions agréables. On écrivit une foule de *lettres* pour l'instruction des belles dames. Fontenelle consentit à leur enseigner l'astronomie; l'abbé Terrasson leur donna des leçons d'archéologie en les faisant pénétrer, avec *Séthos*, au fond des nécropoles égyptiennes, et dans ce dernier mouvement de la fin du siècle, à la veille des mauvais jours de la révolution, l'abbé Barthélemy offrit encore aux Athéniens de Paris, dans un sage roman, les trésors de son érudition.

Loin d'avoir l'unité de la littérature du XVIIe siècle, celle du XVIIIe exprime, dans sa diversité, un ardent désir de tout connaître et de tout éprouver. Elle se met à la poursuite de tout ce qui appartient à l'intelligence et à la sensation, besoin sans cesse renouvelé qu'elle semble nous avoir légué; mais, à travers les nouvelles formes que le mouvement de la civilisation imprime à la société, les traits principaux de l'humanité apparaissent pour qui veut les chercher et les étudier dans la littérature romanesque. Cette alliance confuse du bien et du mal, signe distinctif de notre nature, se retrouve dans ces œuvres de caractères si divers, qui peignent si bien la variété des esprits dans ce siècle où soixante ans de paix intérieure laissèrent aux lettres leur libre développement.

C'est d'abord la passion franche et impétueuse qui se montre dans *Manon Lescaut*, et, par sa vérité émouvante, nous fait presque absoudre les coupables héros de ce livre, qui eût bien surpris, pour ne pas dire révolté, les lecteurs de *la Princesse de Clèves*. Jamais les romanciers du XVIIe siècle ne se fussent avisés de rendre intéressans des personnages dégradés sans que le sentiment de l'honnêteté s'en trouvât affaibli, et cependant, de ce qui pourrait n'être qu'un paradoxe habilement soutenu, l'abbé Prévost a fait une histoire dramatique et touchante, et qui plus est morale, car on hait le vice qui avilit ces natures au fond pures et belles. « La jeunesse est si aimable, dit quelque part Mme de Sévigné, qu'il faudrait l'adorer, si l'âme et l'esprit étaient aussi parfaits que le corps. » Pour cette aimable jeunesse, en sa fleur dans ce roman où tout est jeune, les fautes et les malheurs viennent si bien de la faiblesse, de cette *infirmité* de l'âme humaine qui ne sait résister au facile entraînement des passions, que l'effet moral est produit quand nous ressentons en nous-mêmes une sorte de colère contre ces chutes fréquentes. Le même thème, repris si souvent par le roman moderne, est loin de nous laisser la même impression. Il traîne notre pensée sur des objets indignes d'intérêt, et ne nous offre pas ces contrastes d'attendrissement et d'indignation qui font de *Manon Lescaut* une lecture douloureuse et d'un intérêt sérieux. La jeune courtisane se relève assez par le dévouement et l'expiation de la souffrance pour qu'il soit permis de la comparer, après la sublime page de sa mort au désert, aux douces figures de Virginie et d'Atala, bien que la passion qui règne dans le chef-d'œuvre de l'abbé Prévost dût éloigner l'idée d'un rapprochement avec ces créations idéales et pures.

Dans une existence laborieuse et inquiète, l'abbé Prévost, ayant ressenti et souffert tout ce qu'il raconte, a eu le courage d'entreprendre d'immenses publications, outre ses longs romans, et dont nous n'aurions pas à parler, si elles n'avaient un rapport direct avec la littérature romanesque. En traduisant Richardson, il est le premier qui, avec Voltaire, a fait pénétrer en France le génie anglais sous sa forme la plus populaire. Son *Histoire générale des Voyages*, en partie traduite, en partie composée par lui, a ouvert des horizons lointains à l'imagination des romanciers, qui devaient y aller chercher de nouveaux effets et de vifs contrastes. Lui-même a puisé à cette source abondante. *Cléveland*, dans les récits de la vie sauvage, a presque le coloris vrai des romans modernes qui retracent les mêmes scènes, et si l'on peut voir en l'abbé Prévost un précurseur de Cooper, on peut aussi lui accorder la gloire d'avoir devancé Walter Scott en introduisant avec art, dans ses compositions romanesques, les élémens vrais de l'histoire politique et religieuse d'une

époque intéressante. Il emploie ce procédé avec beaucoup de naturel et de vraisemblance dans *le Doyen de Killerine*, agréable roman malgré ses longueurs.

Quelques femmes ont aussi, vers le milieu du XVIIIe siècle, écrit avec talent et succès des ouvrages d'imagination qui peuvent se lire encore avec plaisir. Mme Riccoboni imite les romans anglais, mais elle y ajoute quelques déclamations toutes françaises. Une teinte philosophique y apparaît déjà au milieu des élans de la sensibilité. Les *Lettres d'une Péruvienne* de Mme de Graffigny sont également entachées de ce défaut, qui sera si sensible dans la plupart des productions romanesques de la seconde moitié du siècle. Mme de Tencin a deux romans très agréables, *le Siége de Calais*, dont la vérité historique est cependant plus que douteuse, et *le Comte de Comminges*, histoire pathétique et passionnée, où elle montre plus de cœur et d'élévation d'âme qu'on ne devrait en attendre d'elle, si l'auteur donnait dans ses ouvrages l'expression de ses propres sentimens.

On ne doit pas regretter le naufrage qui a englouti une portion de la littérature romanesque, ces romans licencieux et frivoles qui ne répondaient qu'à un instinct destructeur de toute délicatesse et de toute morale. Sous la surface brillante et menteuse des écrits corrupteurs de Crébillon fils, de Voisenon, de Duclos, de Caylus, dans ces poésies badines qui se lisaient ouvertement, sans faire monter la rougeur au front, doit-on trouver la peinture fidèle de la société? Ils en sont sans doute l'image superficielle : ils s'adressent à une classe de lecteurs indélicats dont ils représentent les mœurs faciles, les vices élégans; mais d'autres témoignages nous apprennent qu'au XVIIIe siècle il y a encore des vertus morales, une bonne compagnie, des intérieurs honnêtes et bien réglés. Seulement un vent fatal a soufflé sur cette société et lui a donné ces contradictions, ces anomalies, cette liberté désordonnée dont on ne peut faire un ensemble homogène qu'en appuyant sur les traits principaux. La légèreté et la frivolité sont le caractère qui frappe au premier abord dans l'examen de cette littérature corruptrice, répondant au dessein de flatter et d'amuser un public trop indulgent et avide de nouveauté. Depuis les romans froids et didactiques comme *Bélisaire* ou *les Incas*, ceux qui sont faux et ennuyeux comme les cinquante volumes de Mme de Villedieu, de Mme de Gomez, de Mlle de La Force, ceux encore qui ont pour titre : *le Palais de la Frivolité*, *le Pouvoir de la Vertu*, jusqu'aux piquantes satires que lance de loin Voltaire comme des flèches acérées, jusqu'aux fougueux romans de Diderot, jusqu'à ces subtiles compositions de Marivaux et aux ardentes rêveries de Jean-Jacques Rousseau, tout est accueilli, lu, recherché, par toutes les classes de la société. L'intelligence n'est plus un privilége de race,

et les auteurs prodiguent sans mesure et sans choix tout ce qui peut satisfaire ce désir insatiable d'émotions et de distractions.

Comme pour s'associer à ce mouvement d'idées, les littératures étrangères pénètrent en France de toutes parts et viennent se fondre dans notre littérature, qui se les assimile avec une remarquable facilité. Elle avait déjà, au XVIIe siècle, mêlé quelques reflets des influences italiennes au génie espagnol, dont elle acceptait la grandeur un peu pompeuse. Le Cid en était la première expression, que nous retrouvions bientôt dans le roman. Après ces influences du midi, celles du nord pénètrent, mais graduellement, dans quelques productions littéraires. L'Angleterre a révélé Shakspeare pour l'art dramatique. Le roman intime nous apparaît avec Richardson. Les épopées nébuleuses ou sauvages d'Ossian, des Niebelungen, des Sagas, les légendes allemandes, qui ajoutent leur merveilleux à celui des contes d'Orient et de nos vieux romans de chevalerie, sont des germes déposés dans une terre féconde que l'on verra s'accroître et se développer à une époque plus accessible aux influences extérieures, car l'esprit du XVIIIe siècle se suffit encore à lui-même. L'intérêt et l'ardeur qu'il apporte dans le débat de ses propres idées ne lui donne, pour celles qui viennent du dehors, qu'un intérêt secondaire.

Parmi les écrivains du XVIIIe siècle, qui tous ont l'esprit léger ou paradoxal, systématique ou licencieux, il est un romancier moraliste rempli d'indulgence, qui peint la société avec une grâce délicate et coquette, et reste original, non par le génie, car Marivaux ne possède pas ce qu'on appelle précisément du génie, mais un talent fin et particulier, vrai au fond sous des dehors maniérés, observateur et sensible. Son style, que lui-même appelle *précieux* et *singulier*, convient au tour que veut prendre sa pensée. Le *naturel*, dans ses romans, ressemble assez à celui des tableaux de Greuze. C'est la nature légèrement fardée, ce sont les types consacrés de la jeunesse ingénue et souriante, de la vieillesse vénérable et respectée, ce sont des portraits bien faits, purs de tons et de lignes, mais dont l'excessive délicatesse n'est pas exempte d'affectation. Pour qui ne craint pas ce genre subtil et recherché que l'on appelle *marivaudage*, ces romans ont encore à la lecture un charme extrême. Sans émouvoir vivement, ils plaisent à l'esprit comme l'étude la plus habile des nuances infinies du cœur humain.

Ce n'est pas précisément ce qu'il faut chercher dans les romans où Voltaire a mis tant d'esprit et de verve, mais où la nature humaine est loin d'être embellie. Se servant d'apologues transparens, de fictions brillantes, pour la libre discussion de l'ordre social et de l'ordre moral, dans ces écrits légers, l'immortalité de l'âme, la Providence, le libre arbitre, tous les problèmes de la destinée,

comme tous les travers et tous les abus de la société, sont discutés de manière à jeter dans l'âme un trouble inexprimable, et comme ce génie prodigieux possède tous les moyens de fasciner les esprits qu'il veut convaincre, non-seulement il y emploie l'agrément d'un style net et lumineux, la logique apparente, la vérité quelquefois, mais encore les armes si redoutables du sarcasme et de la plaisanterie. *Candide*, l'expression la plus originale en même temps que la plus évidente de la pensée de Voltaire, est la satire la plus amère qui se soit jamais faite de notre monde, tel qu'il existe; mais en même temps cette satire jette le ridicule sur les bons mouvemens de notre nature, et, sous prétexte de nous ôter nos illusions, nous enlève nos sympathies et nos croyances. *Zadig*, *la Princesse de Babylone*, *le Blanc et le Noir*, *Micromégas*, sont des thèses où l'esprit de Voltaire se moque agréablement de la raison humaine; *l'Ingénu*, qui mérite plutôt le nom de roman que ces contes dangereux et charmans, chefs-d'œuvre d'art et de style, a des parties véritablement pathétiques; mais au fond l'intention philosophique enchaîne l'imagination du lecteur, et lui laisse une sorte de malaise et de défiance à la place du charme entraînant que font éprouver d'ordinaire les bons romans.

Les questions brûlantes agitées par Voltaire étaient assez à la mode parmi ce monde des salons, spirituel et positif, qui avait gardé ces traditions aimables et toutes françaises de l'esprit de la conversation, mais les représentait alors sous des formes tout autres que celles des cercles aristocratiques du XVIIe siècle. La littérature romanesque est imbue des idées qui ont cours dans la société; cependant elle n'a pas, comme sous le règne de Louis XIV, l'empreinte particulière des salons célèbres. Les encyclopédistes forment une coterie à part, qui écrit des romans plutôt pour y exposer des systèmes que pour émouvoir ou charmer d'une manière désintéressée le cœur et l'intelligence. Parmi eux, Diderot, ce fougueux naturel, écrit des romans cyniques et violens dans lesquels il semble souvent que son imagination dépasse sa conviction; mais ils sont remarquables, *la Religieuse* surtout, comme preuve de l'excessive liberté où était arrivée la littérature dans le grand désordre des idées morales. Diderot, éloquent et enthousiaste, agit sur les esprits par les qualités d'une nature sympathique, comme Voltaire par cette nature sceptique et moqueuse qui recouvre les idées sérieuses d'une si brillante ironie.

La Nouvelle Héloïse, paraissant au milieu de ce desséchement général, y rapporte des élémens de vie. Le sentiment de la nature, le goût des détails intimes et simples, la passion vraie, une langue rajeunie par l'emploi heureux et original de toutes les expressions

qui naissent de l'émotion, toutes ces qualités, si neuves à leur moment, parurent aussi comme la révélation d'un monde nouveau dans lequel on pénétrait avec ravissement. Rousseau a les défauts de son siècle : il en a la sensibilité déclamatoire, la manie du paradoxe, l'abus du sophisme, le besoin de la discussion ; mais son génie est à lui-même. Il s'isole dans son orgueil misanthropique, et c'est de cet isolement qu'il rapporte aux hommes les impressions les plus vraies et les plus délicieuses. La nature, qui est la vérité même, l'inspire et le touche d'une manière si intime et si profonde, qu'il la fait comprendre, dans sa grâce suprême, à tous ces cœurs indifférens ou blasés.

Jean-Jacques Rousseau écrivit *la Nouvelle Héloïse* dans un de ces intervalles de repos que rencontra si rarement son existence inquiète. Il voulut y réaliser des idées systématiques et les y expose avec une éloquence qui n'en dissimule pas toujours les erreurs; mais les pages admirables de ce beau livre, celles qui séduisirent toutes les imaginations, sont les pages animées d'une émotion vraie. Les figures qui ont passé devant ses yeux ou dans son cœur se réveillent au souffle de la passion. Elles semblent si réelles qu'au risque de faire sourire ceux qui ne se souviennent plus, nous osons rappeler combien il est difficile de ne pas évoquer Julie et Saint-Preux au milieu de ce paysage doux et imposant dont il a le premier fixé les lignes, rendu le coloris, dans ses descriptions fraîches et charmantes. La puissance sympathique de la vérité est infinie, et en ouvrant les cœurs aux jouissances simples qui sont en dehors de nous, mais se rattachent à notre âme par des liens invisibles, à ces mille détails de la vie agreste, aux franches et saintes joies du foyer, Rousseau a été plus créateur que dans le débat des idées philosophiques, dans les utopies sociales dont il a occupé son siècle et le nôtre. Loin de s'effacer par le raisonnement, cette forme particulière de son génie se ravive perpétuellement. Elle est l'inspiration de notre littérature moderne, spiritualiste, pittoresque, descriptive, qui transporte l'idéal dans les conditions de l'existence matérielle, et quelquefois aussi transporte la sensation dans le domaine de l'idéal. Son style, d'une magie incomparable, son caractère, même avec ses singularités, ont gardé leur puissance jusqu'à nos jours. Sous forme de rêverie, il a donné à la contemplation du monde extérieur un charme pénétrant et une expression toujours élevée.

Passer de celui qui a rajeuni la littérature aux auteurs qui l'ont souillée, c'est un pénible effort, et cependant il faut, dans le cadre de cette étude, nommer Restif de La Bretonne, qui suivait Rousseau pas à pas, pour offrir dans ses grossiers ouvrages la contre-partie de ceux du grand écrivain. Restif a fini par s'engloutir, avec les *deux cents*

volumes de romans qu'il a imprimés et publiés, dans la boue des dernières années de la révolution. Il y a là un coin de littérature inouie, abominable, dont il ne faut pas remuer les productions heureusement oubliées, mais qui eurent leur jour de succès à une triste et sombre époque. Il faut y distinguer cependant le coupable roman de Laclos, *les Liaisons dangereuses*, où se trouve un grand talent, mais où la corruption s'étale trop au grand jour pour produire l'effet moral qu'en attendait l'auteur, et que Richardson a su atteindre, dans un même sujet, par le sérieux et l'élévation de la pensée.

Le roman plaît autant par les contrastes que par les analogies. Cette société artificielle et corrompue goûte autant les romans moraux que les romans licencieux, ceux de Marmontel autant que les audacieuses productions de Diderot. Elle aime le sentiment de la nature chez Rousseau et les grâces factices de Florian. Elle s'amuse des sceptiques romans de Voltaire et va se passionner pour l'adorable idylle de Bernardin de Saint-Pierre, tout imprégnée de poésie, d'idéal, de salutaires croyances.

Paul et Virginie est dans toutes les mémoires; mais pourrait-on se défendre de rappeler le charme qu'on éprouve à cette lecture, d'une harmonie toujours égale, dès que l'on pénètre dans cet Éden où deux êtres candides s'éveillent au milieu de cette nature qui a la beauté des premiers jours de la création? C'est de la pastorale antique, mais avec la végétation des régions australes, le peuple noir, naïf et bon, l'habitation solitaire, la mer à l'horizon, tout ce qui contribue à jeter l'imagination dans un monde nouveau dont elle se représente l'étrangeté, la solennité et la grâce. Après les charmans récits de ces heureuses enfances, après les vagues émotions de l'adolescence qui s'ignore, on entend un écho lointain de la vieille Europe. Les mères se troublent et s'inquiètent de l'avenir. C'est la condition des intérêts de la terre qui se mêle au bonheur trop idéal; puis, quand vient le dénoûment, avec quelle angoisse le cœur se serre aux premières scènes qui l'annoncent! D'abord les bruits éloignés, précurseurs de la tempête, des gens qui passent, comme dans la tragédie grecque, en laissant un de ces mots qui portent le trouble dans l'âme du spectateur. Ce roulement lointain des tambours qui appellent les habitans de l'île pour secourir un navire en détresse, cette foule qui s'assemble au rivage tandis que Paul, silencieux et désespéré, s'épuise en efforts inutiles, le chaste sacrifice de la jeune fille, ses funérailles, tout est touchant, même dans le souvenir, tout vient d'une âme facilement émue, éprise de la beauté et de la vérité, et qui nous les transmet, sans artifices, sous la forme la plus simple. Le style a la fraîcheur de ces fraîches solitudes; il est coloré comme ces teintes chaudes qui se répandent sur les sommets, sur les mornes

de l'Ile-de-France. Comme ces héros innocens enlevés au matin de la vie, ce livre ravissant garde une éternelle jeunesse.

Si une légère teinte philosophique apparaît dans *Paul et Virginie*, elle se fond dans l'ensemble et n'est pas l'esprit même du roman, comme dans *la Chaumière indienne* et *le Café de Surate*, écrits dans le dessein d'exposer une théorie d'idéal social, chimérique dans la plupart de ses moyens d'exécution. Quoi qu'il en soit des rêveries philanthropiques de Bernardin de Saint-Pierre, elles partaient d'un cœur bien intentionné, et pouvaient paraître des vérités douces à côté des violentes réformes réclamées par les esprits exaltés qui allaient amener la ruine de la société. La littérature romanesque, qui a émis toutes les idées, a souffert aussi de cette violence faite à son caractère. A part quelques imaginations tendres, se séparant de la foule pour aller à l'écart rêver à des temps meilleurs, la fin du XVIIIe siècle n'offre plus que des esprits inquiets, subissant une douloureuse transformation. Le roman devait cependant sortir de cette crise sociale, la plus grande qu'un peuple ait jamais traversée, représenté par deux puissans génies qui inauguraient noblement le nouveau siècle. M. de Chateaubriand et Mme de Staël lui rapportaient la souveraineté de l'idée, et replaçaient la France, déjà renouvelée par la gloire des armes, à la tête des nations intelligentes. Nous n'établissons pas de parallèle entre deux écrivains qui marchent simultanément dans des voies différentes; nous n'examinons d'ailleurs que le *roman* sous la plume de ces deux grands esprits.

Avec Mme de Staël, il acquiert les qualités sérieuses que ce génie viril donnait à toutes ses productions. Ce n'est pas que *Delphine* et *Corinne* n'aient aussi une portion romanesque et exaltée. Cette puissante et généreuse imagination comprend la passion aussi bien que le raisonnement; mais la discussion des grands intérêts qui agitent la société fait encore pénétrer la *thèse* dans le roman, et, bien que Mme de Staël y apporte l'ardeur enthousiaste d'un cœur féminin, on peut trouver que la pensée prédomine trop dans ces œuvres d'imagination.

Le contraire arrive pour les romans de sentiment dus à des femmes, et qui, après ces années d'agitation, venaient reposer l'esprit d'une manière douce et tranquille. Toute cette littérature romanesque des commencemens du XIXe siècle a des qualités distinguées sans en avoir de supérieures. Mme de Souza s'y fait remarquer par sa grâce. Mme de Montolieu a aussi un joli roman. Mme Cottin arrive au succès par quelques productions touchantes. Mme de Charrière et Mme de Krudener ne sont pas françaises, et cependant elles écrivent très purement dans notre langue des romans d'une grande délicatesse. Mme de Genlis tient une place à part, en dehors

de cette aimable réunion de talens gracieux. Avec une certaine supériorité, des connaissances étendues, une activité prodigieuse, elle a passé sa vie à vouloir régenter le monde, et à quelques égards elle y a réussi. Ses ouvrages d'éducation sous forme romanesque ont eu une assez grande influence, ses romans de sentiment ont été très goûtés; mais, dans les uns comme dans les autres, on sent toujours une sorte de sécheresse et de pédanterie.

Bien différente est Mme de Staël, dont les facultés sympathiques et ardentes ont une expansion libre et spontanée, soumise toutefois, comme tous les dons admirables de sa riche nature, à l'équilibre merveilleux de la raison et du bon goût. Cependant ses beaux romans laissent une impression assez pénible. Mme de Staël va, elle le dit elle-même, *au fond de tout jusqu'à la peine*, et c'est la disposition que nous apporte en particulier *Delphine*, cette peinture si habile de la société contemporaine, plus encore que *Corinne*, où l'exaltation poétique tient la place de cette douloureuse et profonde analyse. Le roman analytique et psychologique est une forme toute moderne, non par sa nature même, car de tout temps les romanciers ont usé de l'analyse, mais par ses tendances à chercher dans les plus insaisissables mouvemens de l'âme humaine des secrets qu'il est quelquefois dangereux d'y découvrir. Chez Mme de Staël, qui met une ardeur inquiète à sonder les problèmes de la destinée, la chaleur des convictions et la passion entraînante et communicative empêchent quelquefois d'apercevoir la tristesse des conclusions. Chez M. de Chateaubriand, cette impression désolante est rendue pour ainsi dire avec amour et offerte avec une sorte d'ostentation.

M. de Chateaubriand, c'est l'esprit des générations nouvelles sorties du chaos, qui s'interrogent avant d'agir, ne voient dans le spectacle des choses extérieures qu'une foule de mécomptes, et avec un grand dégoût du passé, peu de foi dans l'avenir, un besoin de croire et une sorte de doute mélancolique, refusent d'employer leurs facultés d'une manière simple et régulière. Ce n'est pas cette voix éloquente qui les rappellera à la pratique des devoirs, bien qu'elle leur ait donné la conscience et le sentiment de leur valeur. M. de Chateaubriand s'éloigne au contraire des conditions d'ordre et de régularité sans lesquelles il n'est point de bonheur, et nous donne dans *René*, dans cette figure hautaine et solitaire, qui est la sienne, le secret de la maladie morale de ce siècle, dont ce beau roman a été l'expression.

Les grandes tempêtes révolutionnaires et les grandes agitations guerrières exaltent certaines natures, mais il en est d'autres qu'elles écrasent de leurs émotions trop violentes. C'est à celles-là que s'adressaient les poétiques aspirations d'une imagination ardente et

découragée, avide d'un bonheur qu'elle était incapable de goûter. Elle leur apportait le sentiment de la mélancolie âpre et maladive; elle leur dispensait ce que René appelle un *trésor d'ennuis et de vagues tristesses*.

L'*inexorable ennui* dont parle Bossuet n'est pas cette disposition où l'âme peut se complaire en la prenant pour le signe de sa supériorité. La religieuse tristesse inhérente à notre nature et marque de notre déchéance n'a pas les résultats fatals de la tristesse d'imagination, et elle est compatible avec l'emploi de nos facultés actives. S'il est permis de s'associer aux *illustres mélancoliques*, comme le dit Mlle de Scudéry, qui ont senti au fond de leur cœur le trait dont tous les hommes sont blessés, s'il est permis d'applaudir à cette expression qui se retrouve sous toutes les formes, même sous ces formes naïves ignorantes de l'analyse, de se rappeler cette parole que dit à son enfant en le mettant au monde la mère de Tristan de Léonois : « *Triste* est la première fête que je te fais, » il n'est pas permis de donner à cette tristesse les proportions d'une faculté supérieure, en s'isolant dans ce profond ennui qui a longtemps paralysé les forces d'une société renaissante, lorsque M. de Chateaubriand, trompé lui-même par son imagination, eut en quelque sorte *divinisé* cette rêverie énervante.

La jeunesse se laissa gagner par cette admirable éloquence du découragement; elle crut qu'il était grand de s'élancer, à la suite du génie séducteur, vers la *città dolente*, peuplée de tous ceux qui souffrent des angoisses sans nom, des tourmens sans objet, un martyre sans couronne. Ces illusions lui étaient présentées sous des formes enchanteresses. L'art et la poésie leur prêtaient une admirable beauté. *Atala*, cette sœur de Virginie, moins simple et plus passionnée, apportait le souffle des savanes brûlantes qui donnait le vertige. La grandeur que l'on avait déniée à la religion y apparaissait et parlait à l'imagination, car, si *René* faisait goûter une volupté amère, une autre séduction, plus noble et plus élevée, exaltait encore les jeunes âmes à la voix du grand écrivain. Le *Génie du Christianisme* visait à l'effet : ce n'était pas la religion dans sa vérité solennelle; mais c'était le sentiment religieux rapporté par l'artiste, et il le faisait, sinon comprendre, du moins admirer à cette société qui retrouvait avec joie dans ces pages éloquentes quelque chose de ses croyances effacées. *Les Martyrs*, cette épopée du paganisme et du christianisme, eurent la même puissance d'émotion. *Le Dernier des Abencerrages* éveilla aussi les instincts d'un noble passé. Dans tous ces écrits de M. de Chateaubriand, le sentiment chevaleresque, poétique, religieux, idéal, empruntait l'incomparable magie de la langue la plus sonore et la plus accentuée, la plus suave dans

les demi-teintes, comme la plus brillante dans les parties lumineuses.

A quelque degré que ce soit, toute la littérature française et étrangère est de l'école de M. de Chateaubriand durant un quart de siècle, et les romans qui peignaient cet état maladif des âmes, comme *Adolphe*, livre douloureux, dont les personnages souffrent de sentimens qu'ils n'éprouvent plus, — *Werther*, où le héros se tue pour ne pas faire l'effort de vivre, — *Obermann*, rêveur extatique et impuissant, — *Childe-Harold*, sceptique et blasé, — *Jacopo Ortis*, *le Lépreux*, existences incomplètes, offrent tous des variétés de douleur qui se rapportent à la même source.

La réaction se fait tous les jours contre cette influence des écrits de M. de Chateaubriand, mais elle est loin d'en avoir encore effacé toutes les traces dans nos âmes. Nous comprenons mieux le chagrin superbe de cet homme de génie : nous le jugeons, et nous sommes sévères, trop sévères peut-être, envers lui, parce qu'il nous a livré, dans ses révélations posthumes, le secret de sa propre nature; mais ce qu'il nous a laissé est plein de grandeur. On lui doit ce retour à la haute littérature, à l'expression élevée et poétique que revêt la pensée humaine.

Le roman, qui donne un corps aux sentimens et à la pensée pour les transmettre sous ces formes qui plaisent à toutes les imaginations, se faisant, au gré de l'inspiration du romancier et dans la mesure de sa puissance, l'interprète de tout ce qui intéresse l'humanité; le roman peut avoir, nous l'avons vu, une mission utile et rénovatrice, comme il peut également pervertir le sens moral en flattant les passions, ou en apportant le trouble dans le jugement. Son action n'est pas indifférente; elle s'exerce individuellement et se propage avec une rapidité singulière, précisément à cause de cette souplesse de la forme, qui lui donne tant d'avantages sur toutes les autres formes littéraires. Tour à tour despote ou flatteur, il s'impose à la société ou reçoit d'elle son caractère et ses tendances. En le suivant dans ses transformations successives, nous avons pu saisir ces rapports avec l'esprit des temps et l'esprit des sociétés aux différens âges de la civilisation. Nous l'avons vu se montrant, à son origine, sous une forme sentimentale et abstraite, celle qui parle le plus aux âmes tendres, gardant cet esprit idéal jusqu'au moment où l'esprit du monde le dépouille de ses illusions, et devenant alternativement sceptique, positif, galant, moqueur, moraliste. Le naturel et la passion l'enlèvent quelquefois à ce tourbillon brillant et frivole, dans lequel il se trouve comme entraîné et entraîne à sa suite les folles imaginations qu'il amuse. Le sérieux lui revient par la disposition méditative des esprits qui le régénèrent, par la contemplation du monde

extérieur, si intimement lié au monde moral. *La vérité et la passion*, ces deux élémens sans lesquels il n'est pas de bon roman, rentrent insensiblement dans la littérature romanesque quand elle ne se met plus au service de l'esprit de secte ou des pures abstractions.

Cette puissance que le roman doit à la variété de tous les élémens qui peuvent entrer dans sa composition, chaque jour encore il l'étend et l'accroît. Notre siècle, malgré l'indifférence qu'il affecte, est sensible à la vérité, épris de la beauté, spiritualiste et sensualiste tout à la fois; il aime dans cette double acception tout ce qui l'affecte par la sensation comme tout ce qui l'élève par l'intelligence et le sentiment. Le romancier qui comprend sa mission, tout en acceptant les lois immortelles de l'art, les règles pures et discrètes du goût, a tout pouvoir pour exprimer les passions tendres ou exaltées, les découvertes inépuisables de l'observation, les brillans mirages de la fantaisie, les beautés splendides ou mystérieuses du monde créé, et jusqu'à ces idées confuses et flottantes auxquelles il donne une interprétation; mais il doit apporter dans cette expression le sentiment du *vrai*, c'est-à-dire le double caractère de toutes les choses humaines, *l'idéal et la réalité*, car la beauté morale et élevée, pure et abstraite, l'idéal enfin n'est pas au-dessus de la nature. Il s'unit avec elle dans des proportions comprises des grands artistes et des grands écrivains, et senties par tous les hommes qui aiment la vérité instinctivement. Aucune forme littéraire ne réclame plus impérieusement cette vérité toujours aimable que celle du roman, qui représente la vie dans toutes ses conditions, soit intimes, soit extérieures, se fait l'interprète des mouvemens de l'âme aussi bien que l'historien fidèle de la société, et, dans cette expression si étendue, élevée, morale et passionnée, est sous certains rapports, comme l'a dit un éloquent écrivain, *le poème épique des nations modernes*.

E. Du Parquet.

POÉSIE

PAGES INTIMES.

I. — DÉMÉNAGEMENT.

Nous étions deux dans ce logis,
Depuis le jour où nous montâmes,
Graves, émus, les yeux rougis,
Élevant vers Dieu nos deux âmes!

Nous sommes deux pour en sortir!
Le livre est à la même page.
L'aveu nous coûte, sans mentir!
Nous sommes deux, pas davantage.

Il nous plaisait, le cher abri,
Paré pour un long tête-à-tête,
Où l'avenir nous a souri,
Où deux ans l'amour nous fit fête.

Tranquilles nous avons goûté,
Sous le toit qu'elle sanctifie,
La tendre et pure intimité
Qui par le temps se fortifie.

Et cependant nous vous quittons,
Chambrettes du premier ménage!
Cœurs ingrats! et nous emportons
Tout ce passé dans le bagage!...

Bientôt l'oubli, dans son lointain,
Effacera, comme un vain songe,

L'asile où pour nous le destin
A noué ce fil qui s'allonge.

Bientôt de ce foyer discret
D'autres vont profaner le charme.
Et nous partons! et nul regret
N'attendrit nos regards sans larme!

C'est qu'au logis décoloré
Il a manqué le bien suprême :
C'est que l'enfant n'a pas pleuré,
C'est qu'il manque un chant au poème!

O la plus étrange des lois!
Est-on seul, à deux l'on veut être;
Est-on deux, l'on veut être trois :
L'amour est né, l'enfant veut naître!

Adieu, petit coin bien aimé,
Où fut le lit, où fut la table;
Où maint flambeau s'est consumé
Dans mainte veille interminable!

Adieu, petit foyer sans bruit,
Bosquet muet et sans ramage,
Grenier sans blé, jardin sans fruit,
Printemps sans fleur et sans feuillage!

Adieu! le ciel qui nous bénit
Peut-être sourit à l'échange,
Cage qui n'as pas eu de nid,
Vigne qui n'as pas fait vendange!

II. — LA MORTE VIVANTE.

A D. L. GILBERT.

Lentement elle est morte, et nous l'avons tous vue,
La belle et sainte femme au sourire glacé,
Errer dans ses salons ainsi qu'une statue,
Forme déjà pareille aux ombres du passé!

Que ses traits étaient purs! Sa chevelure noire
En deux bandeaux épais pressait son front charmant;
Moins pâle était la cire et moins ferme l'ivoire;
Nul pli n'y trahissait son intime tourment.

Elle avait à la mort fait le grand sacrifice,
La priant seulement de venir pas à pas.

Tous les jours, goutte à goutte, épuisant le calice,
Elle avait sa visite, et lui parlait tout bas!

On voyait remuer sa lèvre violette,
Qui murmurait alors des mots mystérieux.
Son regard commentait la parole incomplète :
Le secret de la mort éclatait dans ses yeux.

Elle vivait d'adieux depuis bien des années,
Attendant le signal, un pied dans le cercueil;
Elle ne comptait plus le temps que par journées,
Toujours en noir, portant déjà son propre deuil!

Seuls, ses fils retenaient ici cette ombre vaine,
Jusqu'au jour où, voyant l'avenir affermi,
Elle ôta de son front la dernière verveine,
Et laissa retomber son visage endormi.

Hier, avec respect nous l'écoutions encore;
Ce matin, la poussière a cessé de souffrir,
Et, comme un dernier grain d'encens qui s'évapore,
La noble créature a fini de mourir.

Mai 1861.

III. — DISCRÉTION.

Ne le dis pas à ton ami
Le doux nom de ta bien-aimée :
S'il allait sourire à demi,
Ta pudeur serait alarmée.

Ne le dis pas à ton papier,
Quand tout bas la Muse t'invite :
L'œil curieux peut épier
La confidence à peine écrite.

Ne le trace pas, au soleil,
Sur le sable, le long des grèves;
Ne le dis pas à ton sommeil,
Qui pourrait le dire à tes rêves;

Ne le dis pas à cette fleur
Qui de ses cheveux glisse et tombe,
Et s'il faut mourir de douleur,
Ne le dis pas même à la tombe :

Car ni l'ami n'est assez pur,
Ni la fleur n'est assez discrète,

Ni le papier n'est assez sûr
Pour ne pas trahir le poète;

Ni le flot qui monte assez prompt
Pour couvrir la trace imprimée,
Ni le sommeil assez profond,
Ni la tombe assez bien fermée!

IV. — SONNET.

La nature a pour moi le charme de l'enfance :
Elle en a la fraîcheur et la sérénité.
Ainsi que l'être jeune, elle n'est que bonté;
Ainsi que l'être faible, elle a Dieu pour défense!

Le plus méchant lui doit des retours d'innocence,
Et le plus malheureux des réveils de gaîté.
Elle apporte le calme à mon cœur irrité,
Et, même sans la voir, il suffit que j'y pense!

— Songe à l'enfant, disait le poète païen :
De tes mœurs en péril respecte le gardien;
Rougis en contemplant la chaste créature!

— Et moi, quand l'oiseau chante au faîte du buisson,
Quand murmure la source ou jaunit la moisson,
Je dis : Sois pur, mon cœur! respecte la nature!

V. — L'AVEUGLE.

Sur un des ponts de la cité,
Où coule à flots la foule active,
Est assis, hiver comme été,
Un vieillard à mine chétive.

Je l'aperçois sur mon chemin
Par le vent, la pluie ou la neige :
Un flageolet est dans sa main;
Un auvent de cuir le protége.

Il est aveugle : son regard,
Scellé sous ses paupières closes,
N'a plus même rien de hagard
A promener sur toutes choses.

Son âme est, comme en un tombeau,
Dans des profondeurs enfouie;

Jamais par la splendeur du beau
Sa face ne fut éblouie.

L'enfant qui s'arrête à le voir
A son soleil ne fait point d'ombre;
Pour lui, le monde c'est du noir,
Comme au naufragé la mer sombre!

Ni reflet vague, ni lueur :
A fond de cale est sa pensée;
Rien que le jour intérieur
Pour éclairer la traversée!

Impassible sous son abri,
Il promène ses longs doigts maigres,
Et de loin son air favori
M'arrive à l'oreille en sons aigres.

Cet air autrefois m'a bercé :
La simplicité m'en est chère;
Mais qu'il est triste, ainsi faussé!
C'est : « Que ne suis-je la fougère! »

Pauvre vieillard, aveugle-né,
Comprends-tu ta chanson naïve,
Toi dont jamais l'œil étonné
N'a vu forêt, campagne ou rive?

« Que ne suis-je!... » Ah! tu ferais mieux
D'être le brin d'herbe qui pousse,
Ou bien l'insecte au vol joyeux
Qui vient s'ébattre sur la mousse!

Pour toi, la nature est un mot
Plein de promesse et de mystère!
L'ombre et la nuit, voilà ton lot.
Dans ta prison, dors solitaire!

Parfois ton aspect m'a rempli
D'inquiétude et d'épouvante;
Je n'ai pu te couvrir d'oubli,
Sphinx de chair, énigme vivante!

Sur ce pont, j'ai passé souvent
Depuis ma lointaine jeunesse,
Hâtant le pas ou bien rêvant,
Dans la joie ou dans la tristesse.

J'y passai, fier de mes vingt ans,
Qui me parlaient d'indépendance,
Jours de folie, heureux instans,
Qui me font sourire à distance!

J'y passai le jour où la mort,
Ami, dans mon cœur fit un vide,
Quand je suivais avec effort
Ce char qui t'emportait livide!

J'y passai le jour où, frappé
Par l'abandon d'une infidèle,
J'effeuillai, sombre et détrompé,
Cette fleur qui me parlait d'elle!

J'y passai quand la liberté
Secoua mon indifférence,
Quand chaque jour eut emporté
Un lambeau de notre espérance;

Quand Paris pleurait ses enfans,
Quand les pavés, à peine en place,
Montraient aux frères triomphans
Le sang dont ils gardaient la trace;

Quand je vis mendier au loin
Ces proscrits jouant aux apôtres,
Et sous mes yeux, morne témoin,
Monter les uns, tomber les autres!

J'y passai, lorsque, dans mon cœur
Le doute amer venant à naître,
D'un premier sourire moqueur
J'insultai l'homme, et Dieu peut-être!

Et j'ai trouvé toujours assis
Contre le parapet de pierre
L'aveugle au sourire indécis,
Le prisonnier de sa paupière!

Sans un tremblement dans le son,
Sans un effort sur le visage,
Il jouait sa même chanson,
Faussant l'air au même passage!

Plaisirs ou larmes, passions,
Tout ce qui ravit ou torture,

Rumeurs des révolutions,
Démagogie ou dictature :

Qu'importe à lui ce qui déplaît
Ou rit à la foule légère!
Il rêve, et puis son flageolet
Dit : « Que ne suis-je la fougère! »

VI. — LE DÉPART.

Les mourans font toujours des projets de voyage :
Ils disposent du temps qui ne reviendra pas;
Et faibles, chancelans, trahis à chaque pas,
Ils parlent de soleil et de lointaine plage!

« O campagne de Nice, éclatant paysage!
Nous partirons demain; le salut est là-bas! »
Et quand déjà la mort les presse entre ses bras,
On tâche de sourire à leur pâle visage.

Ils ne partiront point. Mais, ô Dieu de bonté,
Cache-leur jusqu'au bout que le temps est compté!
Accorde-leur de croire et d'espérer encore!

Dérobe à leurs regards le funèbre chemin!
Puissent-ils s'endormir pour l'éternelle aurore
Et murmurer tout bas : « Nous partirons demain! »

VII. — LE BERCEAU.

Quel temple pour son fils elle a rêvé neuf mois!
Comme elle fêtera l'enfant dont Dieu dispose!
Il lui faut un berceau tel que les fils de rois
N'en ont point de pareils, si beaux qu'on les suppose!

Fi de l'osier flexible ou bien du simple bois!
L'artiste a dessiné la forme qu'elle impose :
Elle y veut incruster la nacre au bois de rose;
Il serait d'or massif, s'il était à son choix!

Rien ne semble trop cher, dentelle ni guipure,
Pour encadrer de blanc cette tête si pure
Dans le lit qu'on apprête à son calme sommeil.

Il est venu, le fils dont elle était si fière!
Il est fait, le berceau, — le berceau sans réveil!
Il est de chêne, hélas! et ce n'est qu'une bière.

EUGÈNE MANUEL.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 juillet 1862.

Nos affaires au Mexique n'ayant éprouvé aucune vicissitude nouvelle qui soit dans cette dernière quinzaine parvenue à la connaissance de la France, nous n'avons à mentionner chez nous d'autre événement que l'excursion d'été commencée par l'empereur et l'impératrice. L'incident piquant du voyage impérial a été le discours que M. de Morny a prononcé en présentant au souverain le conseil-général de son département. La harangue du spirituel président du corps législatif est destinée à prendre place parmi les pièces curieuses et originales de l'histoire de ce temps-ci. M. de Morny nous apprend qu'en Auvergne le sentiment napoléonien est depuis cinquante ans une religion qui, elle aussi, a eu ses catacombes, — catacombes bien choisies, sous des collines couvertes de vignes, et que M. de Morny, qui n'a pas la dévotion déclamatoire, se contente d'appeler d'immenses chais! L'impie Henri Heine, en goûtant la délicieuse fraîcheur des églises d'Italie pendant la canicule, s'écriait que le catholicisme est une admirable religion d'été. Quel blasphème n'eût pas proféré cet oiseau moqueur, s'il eût pénétré dans ces cryptes celtiques où la secrète et jalouse adoration du dieu s'accomplissait au milieu des futailles, sans doute au chant des vêpres de Béranger, et pouvait s'allier au commerce des vins! Si l'industrie humaine a fait de ces grottes sombres des caves utiles, c'était bien une religion qui y cherchait un refuge, car M. de Morny, confident depuis un quart de siècle de cette adoration légendaire, nous apprend qu'on y fêtait mystérieusement la Saint-Napoléon et que l'on n'y voulait pas croire que le héros fût mortel. M. de Morny est un philosophe indulgent, mais il est philosophe; aussi applique-t-il à cette candeur de la crédulité populaire les mots de superstition et de fanatisme, et ne craint-il pas, devant la formation du mythe contemporain, de laisser parler la philosophie de l'histoire : « Ces voûtes qui ont peut être servi à organiser la résistance contre le césar romain ont abrité

depuis cinquante ans le fanatisme pour le césar moderne! » Rapprochement grandiose! M. de Morny ne fournit pas là seulement un thème d'amplification à quelque moderne compatriote de Sidoine Apollinaire; il propose un redoutable problème à ces nobles esprits de nos jours que la poésie ou la philosophie du patriotisme ramène sans cesse à nos origines pour y découvrir l'unité et la continuité des traditions dans la race française. Vous, monsieur Jean Reynaud, le théologien, le philosophe, le puissant géomètre de *Ciel et Terre,* qui voulez réchauffer aux inspirations druidiques nos croyances nationales; vous, monsieur Henri Martin, qui avez animé votre volumineuse histoire d'une sorte de piété filiale envers nos ancêtres gaulois; vous, monsieur Edgar Quinet, qui avez reçu de Merlin l'enchanteur les magiques effluves de l'esprit celtique, entendez l'appel que M. de Morny vous adresse, méditez son antithèse. Conciliez le druidisme anti-césarien de Gergovie avec ce culte auvergnat qui, au témoignage de M. de Morny, a si longtemps pratiqué ses rites dans les caves de Clermont-Ferrand.

Quittons la philosophie de l'histoire et la mythologie. M. de Morny, après son discours, a reçu de l'empereur le titre de duc. Certes nous n'avons rien à dire contre une si haute et si gracieuse faveur. L'empereur l'a accordée à l'élégant président du corps législatif comme un témoignage de son estime et de son amitié. La récompense eût été plus haute encore, qu'elle n'eût point paru imméritée à ceux qui, comme nous, connaissent et apprécient les qualités de M. de Morny.

La question de personne mise à part, doit-on considérer de nos jours la création d'un duché civil comme un événement sur lequel se puisse engager une discussion politique? Nous croyons que non. De notre temps, la question de la noblesse et des titres, bien qu'elle ait été rajeunie par une loi récente, ne peut plus être en France une question politique. Il n'y a plus lieu de l'envisager qu'au point de vue des mœurs et de la société. Ce n'est pas à dire pour cela qu'elle ait perdu toute importance; à nos yeux au contraire, elle fournirait au moraliste un intéressant et piquant sujet d'études. La noblesse et les titres, ne conférant plus de priviléges dans l'état, ayant perdu leur caractère politique parmi nous, n'étant plus que des distinctions sociales, n'ont plus d'autre place que celle que l'opinion veut bien leur accorder. Il faut reconnaître le fait tel qu'il est : l'opinion tient encore compte apparemment de la noblesse et des titres; non-seulement ceux qui les possèdent par une transmission séculaire ne les répudient point, mais l'on voit tant de gens qui ne sont pas nés nobles et titrés les poursuivre par des usurpations ridicules ou les convoiter comme de désirables récompenses! Comment en effet ceux qui ont ce goût-là hésiteraient-ils à rechercher les titres dans un temps où les plus hautes autorités nous apprennent que des populations ont pu croire que Napoléon n'était pas mort? La noblesse et les titres n'ayant plus qu'une valeur d'opinion, les questions qui s'y rattachent ont pour premiers juges les meilleurs interprètes de l'opinion en telles ma-

tières, les personnes instruites, les gens de goût et les hommes d'esprit.

A l'usage de ce tribunal, il existe un code qui, pour n'avoir pas été rédigé en articles, domine toutes les lois positives que l'on aurait écrites ou que l'on voudrait promulguer à ce sujet. Ce code est écrit dans notre histoire, car c'est l'histoire qui a fait chez nous les conditions de la noblesse et qui a donné à nos titres leur signification. Un des premiers articles de ce code, c'est qu'en France la noblesse est une affaire de race : une famille n'est véritablement noble parmi nous qu'à la condition de l'avoir toujours été; un anoblissement n'est que l'affiche d'une roture; un anobli n'est pas plus noble qu'un affranchi n'était un véritable citoyen romain. La vraie noblesse est indépendante des titres, elle leur est antérieure et supérieure. Combien de bons gentilshommes en France auraient pu à bon droit monter dans les carrosses du roi, sans être ni comtes, ni marquis! En Angleterre, de nos jours, que de rejetons des plus anciennes familles historiques peuvent montrer les plus brillantes généalogies sans avoir même, comme en France, la faculté de se distinguer par une particule du commun des plébéiens! Aujourd'hui quiconque dans la société française veut s'anoblir tente une chose impossible en dépit des parchemins qu'il obtient, fait preuve de grossière ignorance autant que de vanité puérile, et n'acquiert aux yeux des juges compétens qu'un profond ridicule. Molière a dit l'ineffaçable mot de ce ridicule-là : bourgeois-gentilhomme! mot que les moralistes devraient de temps en temps répéter aux bourgeois-gentilshommes trop nombreux et parfaitement grotesques qui ont survécu à la révolution française. Puisqu'on lui parle encore de noblesse, notre démocratie doit adopter en cette matière les plus rigides maximes de la plus fière et de la plus jalouse noblesse de l'ancien régime, non-seulement parce qu'elles sont un frein à un travers absurde et injurieux à notre révolution, mais parce qu'elles sont sanctionnées par l'histoire.

Quant aux titres, la vérité consiste aussi à penser comme Saint-Simon. Le furieux adversaire des bâtards légitimés, le contempteur des princes *étrangers*, le bouillant chicaneur des préséances avait raison quand il ne faisait cas dans l'ancienne France que de la dignité et du titre de duc et pair. Là du moins le titre avait conservé un sens, il était attaché à une fonction. Mais puisque dans l'ancien régime les titres étaient ouverts aux anoblis, et puisqu'on a voulu conserver dans la France moderne l'habitude d'en conférer, il faudrait au moins tenir grand compte des leçons de l'histoire dans l'application et l'usage qu'on en fait. Les titres sont des précédens historiques, puisque c'est l'histoire qui en a formé et fixé le sens et la valeur. Or les précédens de l'histoire sont semblables à la langue; même après les révolutions, il faut tâcher, en appliquant ces précédens, de rester fidèle aux règles et aux traditions de la langue nationale. Malheureusement, quand Napoléon eut l'idée bizarre de créer une noblesse, l'histoire de France était mal connue et mal comprise, et lui-même il n'eut pas le sens historique de

l'ancienne noblesse française. De là dans son œuvre, dans la hiérarchie et l'adaptation de ses titres, des contre-sens et de véritables barbarismes. Telle fut, par exemple, l'idée de créer une noblesse civile, de conférer à ses fonctionnaires civils des titres de comte, de duc, de prince. La tradition française et l'opinion eussent permis jusqu'à un certain point la formation d'une noblesse militaire. Cela est si vrai que les services militaires se prêtent naturellement à la création des titres, et qu'il est tout simple d'attacher le souvenir d'une action d'éclat à la famille de celui qui a eu l'honneur de l'accomplir. Le titre devient alors un trophée militaire, une sorte d'inscription triomphale, un lumineux trait d'union entre l'action d'éclat et celui qui l'a fait rejaillir sur la patrie. La dignité personnelle des maréchaux Pélissier et Mac-Mahon n'est ni accrue ni diminuée parce qu'ils sont ducs; mais personne n'est choqué, tout le monde est heureux d'entendre, à l'écho de leur nom, le bruit glorieux de Malakof et de Magenta, car Malakof et Magenta sont des souvenirs où la gloire de la France se mêle à leur gloire. Dans les carrières civiles, de telles occasions, de telles dates, de telles rencontres, de telles dénominations par conséquent font défaut. Excellence du mérite, grandeur des services, éclat du succès, le nom seul porte tout; le nom seul est grand : à quoi bon le titre alors? le titre qui, avec son sens historique, viendrait, comme l'accoutrement d'un autre âge, faire sur le nom une malséante grimace! On prête à Napoléon un mot qui a fait les délices de tous les petits-fils de M. Jourdain, mais qui montre bien l'étrangeté de sa méprise en matière de noblesse : « Si Corneille eût vécu de mon temps, je l'aurais fait prince! » Le bel honneur pour Corneille, et comme l'auteur de *Cinna* eût été grandi par un titre qui l'eût fait l'égal du sage prince Cambacérès! Quel est, dans l'ordre civil, l'homme vraiment illustre de notre temps, Guizot, Thiers, Victor Hugo, Lamartine, qui penserait élever sa renommée sur de telles échasses? Les ambitions qui ne tentent pas les premiers hommes d'un pays n'affriandent guère ceux qui viennent après. Nous ne croyons donc pas au danger d'un système de distribution de titres, encore moins à la création d'une nouvelle noblesse, œuvre impossible. Que si les titres sont encore un appât pour quelques hommes, nous espérons qu'ils seront conférés discrètement et avec une juste défiance du ridicule. Si Saint-Simon vivait de nos jours, il ne pourrait plus éclater de colère à propos de légitimés, de duchés et de noblesse : tout au plus de temps en temps son œil moqueur pétillerait-il de malice.

L'homme illustre qui vient de s'éteindre dans une vieillesse que l'intelligence et le plus honorable bon sens ont accompagnée jusqu'au bout, M. Pasquier, a eu un jour, lui aussi, la fantaisie d'être duc. Cet anachronisme dans l'ambition d'un homme si pratique surprend au premier abord; on se l'explique pourtant à la réflexion. M. Pasquier était né en 1767. Il avait été du parlement avant la révolution, il avait été de l'exil à Troyes. Il savait ce qu'étaient des ducs et pairs. Il avait pu voir dans les lits de justice ces fiers

grands seigneurs tirer gloire du siége qu'ils occupaient au parlement, et pourtant accabler de leurs dédaigneux regards les magistrats auxquels la pairie les associait. La duché-pairie dans sa jeunesse devait éblouir ses yeux comme le chimérique idéal placé hors de son atteinte, et plus d'une fois alors le démon de la chose impossible a dû murmurer à son oreille : Si tu étais duc!... M. Pasquier voulut être duc pour satisfaire à un de ces vœux utopiques de la jeunesse qui parfois poursuivent l'homme jusqu'au tombeau. Ce n'était pas aux ducs, ses contemporains de 1844, qu'il se comparait lorsqu'il eut enfin reçu la couronne ducale; c'était l'ancienne assemblée des pairs que devait évoquer son imagination, et dans ce rêve il prenait place au parlement à côté du plus insolent des anciens pairs; il soutenait victorieusement le regard du duc d'Aiguillon, du premier ministre qui fit Maupeou chancelier. Le duché fut sur la tête de M. Pasquier la dernière vengeance, la représaille suprême de la robe longue contre la robe courte. Cela voulait dire : Il n'y a plus de ducs. Aussi l'opinion de la société distinguée, indulgente pour cette boutade d'un vieux parlementaire, la couvrit de son silence. Qui jamais dans le monde s'avisait de dire : Le duc Pasquier? On disait : Le chancelier. Ce titre était une autre vétusté : nous vivons dans un temps où un garde des sceaux est plus qu'un chancelier; mais cette décoration nominale avait été du moins attachée à une fonction remplie avec une distinction extrême : la présidence de la chambre des pairs; elle était plus dans le sens de notre histoire, et elle seyait mieux à un Pasquier.

Il est bizarre qu'un petit incident survenu presque en même temps que la mort du chancelier ramène ainsi notre attention sur un des moindres épisodes d'une vie si pleine. Ce n'est point à nous d'essayer ici le portrait de l'homme éminent que la France vient de perdre. Les événemens ont eu dans ce siècle en France une versatilité immorale. La situation de M. Pasquier l'a presque toujours placé dans le courant des événemens; mais ce que l'histoire pourra dire à son honneur, c'est que toujours, sous quelque gouvernement auquel il ait été associé, c'est la cause de la modération, du bon sens, des transactions honnêtes et raisonnables avec l'esprit progressif du temps, qui a été par lui représentée. Le plus beau moment de la vie politique de M. Pasquier est celui où il fut le collègue de M. de Serre dans le ministère Dessole, et surtout dans le second ministère du duc de Richelieu. M. de Serre a été par l'élévation de la pensée et la chaude générosité de l'éloquence le plus grand ministre de la restauration. L'amitié naturelle de M. de Serre était avec les doctrinaires; mais à un moment décisif les doctrinaires, par une raideur que l'histoire, croyons-nous, condamnera lorsqu'elle aura le loisir de s'occuper de ces minuties, firent défaut à M. de Serre. Cette nature nerveuse, peu propre à l'action, brisée par la maladie, privée de ses auxiliaires naturels, ne voulut point cependant abandonner le poste où elle espérait établir par une loi électorale largement conçue la véritable constitution du gouvernement représentatif de la restauration.

M. Pasquier, dans cette crise, aida et suppléa M. de Serre malade avec une présence d'esprit, une habileté pratique, une promptitude et une souplesse de parole, un bon vouloir et une activité en un mot qui, pour n'avoir pas été couronnés de succès, n'en sont pas moins dignes de louange. Plus tard, après 1830, à la tête de la chambre des pairs, cette netteté, cette activité d'un esprit alerte et toujours prêt à démêler les hommes et à pénétrer par le juste point les grandes affaires, se sont exercées d'une façon plus continue encore et avec des effets qui, par leur durée relative, avaient pris par momens la couleur d'une réussite définitive; mais une des plus remarquables phases de la vie de M. Pasquier fut sans contredit la retraite de sa vieillesse. Déjà octogénaire en 1848, la révolution seule put interrompre sa carrière active et lui fournir l'occasion de mettre, comme on disait autrefois, un intervalle entre la vie et la mort. Le chancelier tira un merveilleux parti de cet intervalle; dans sa vie devenue privée, il donna un exemple de cette jeunesse d'esprit prolongée au-delà des limites de l'âge qui nous étonne dans la vie publique des hommes d'état de l'Angleterre. Il ne s'était point réfugié, avec la vanité quinteuse de la vieillesse, dans les sentiers touffus de ses souvenirs. Il continuait à vivre dans le présent avec une curiosité inaltérée. Événemens, hommes, livres, journaux, il demeurait au courant de tout, et, n'ayant pas de moyen digne de lui de s'en expliquer publiquement avec ses contemporains, il prenait ses précautions envers la postérité, et lui en disait d'avance son avis par de nombreuses et longues dictées qui seront sans doute jointes un jour à ses mémoires : mémoires volumineux, destinés à être utiles comme l'œuvre d'un homme de faits qui connaît la valeur des détails et ne les omet point; amples récits qui seront un des plus importans anneaux de la chaîne de notre histoire et par conséquent le plus grand service que le Pasquier du XIXe siècle aura rendu à son pays.

L'histoire! quand commence-t-elle pour ceux qui, en l'animant de leurs actes et de leur influence, allument autour de leur nom les passions de leur siècle? Il y a là une limite indécise vaguement fixée par la suite des événemens et l'apaisement des sentimens intéressés qui peu à peu laisse percer l'équité de l'opinion. Nous aurions craint que l'heure de l'équité historique ne sonnât bien tard pour la mémoire d'un des hommes qui dans ce siècle ont exercé sur la France l'influence la plus bienfaisante : nous voulons parler du roi Louis-Philippe. Louis-Philippe n'a guère encore été traité dans les écrits du temps que comme un vaincu qui serait encore vivant, c'est-à-dire avec l'ordinaire injustice que la fortune contraire inspire à l'imbécillité et à la lâcheté humaines. Nous nous trompions : le magnifique portrait de Louis-Philippe que M. Victor Hugo a tracé à l'ouverture du septième volume des *Misérables* commence noblement, pour le roi de 1830, les réparations de l'histoire. Nous ne ferons pas à un grand esprit qui a toujours fait passer la franchise avant le péril le vulgaire éloge de la sincérité qu'il a mise dans

ces pages; mais nous le louerons de la sagacité avec laquelle il a compris que Louis-Philippe est une des grandes figures qui appartiennent à notre révolution et qui l'ont le plus honorée; nous le louerons de cette intuition de poète, fine et attendrie, qui lui a fait démêler les traits complexes de cette intelligente, honnête et bonne nature. Nous ne sommes pas de ceux qui, avec une maladresse, hélas! funeste, ont dédaigné les jugemens des grands poètes sur les choses et les hommes de la politique. Les poètes peuvent commettre des erreurs sur les faits au-delà desquels vont leurs perçans regards, ils peuvent montrer une certaine gaucherie quand ils descendent au terre à terre de la vie politique; mais, la dernière de nos révolutions l'a prouvé, ils ont un certain sentiment des choses, intime et profond, des éblouissemens d'imagination, des révélations soudaines qui vont plus loin dans la vérité que les hommes d'état vulgaires ne le pensent. Aujourd'hui encore ils ont cette double vue que les peuples leur attribuaient dans leur jeunesse. Même en croyant qu'ils se trompent, la politique, frappée de myopie par la proximité des faits, fera toujours bien de s'inquiéter de leurs pressentimens généreux et d'en tenir grand compte. A nos yeux, la vaste toile politique sur laquelle M. Victor Hugo a distribué avec sa puissance cyclopéenne les personnages et les péripéties de son récit romanesque mérite d'être étudiée par les hommes politiques comme un des signes du temps les plus vigoureux. Nous n'aurions pas le courage d'affaiblir par une copie à l'aquarelle ou de mesquines retouches le vivant et émouvant portrait de Louis-Philippe que M. Victor Hugo livre à la conscience des contemporains et à la justice de l'histoire avec le dessin et les couleurs impérissables de la poésie Nous ne relèverons pas les beaux traits: « Louis-Philippe a été un roi de plein jour, » et tant d'autres. Ce qui fait honneur à M. Victor Hugo, c'est, dans ce chef de nation, philosophe, serein, gai, clément, c'est d'avoir vu avant tout et d'avoir recommandé à la sympathie la bonté. Hélas! lorsqu'en 1831 M. Auguste Barbier écrivait ces magnifiques ïambes *l'Idole*, lorsqu'il s'écriait avec une lyrique amertume :

Ainsi passez, passez, monarques débonnaires,
Apôtres de l'humanité.
. . . . . .
. . . . . .
Du peuple vainement vous allégez la chaîne :
Vainement, tranquille troupeau,
Le peuple sous vos pas, sans sueur et sans peine,
S'achemine vers le tombeau.
Sitôt qu'à son déclin votre astre tutélaire
Épanche son dernier rayon,
Votre nom qui s'éteint, sur le flot populaire,
Trace à peine un léger sillon.
Passez, passez, pour vous point de haute statue,

Le peuple perdra votre nom :
Car il ne se souvient que de l'homme qui tue
Avec le sabre ou le canon;
Il n'aime que le bras qui dans les champs humides
Par milliers fait pourrir ses os;
Il aime qui lui fait bâtir des pyramides,
Porter des pierres sur le dos;

le poète ne semblait-il pas écrire la destinée de celui qui régnait alors? « Louis-Philippe, dit M. Victor Hugo, était doux comme Louis IX et bon comme Henri IV. Or, pour nous, dans l'histoire, où la bonté est la perle rare, qui a été bon passe *presque* avant qui a été grand. » Pourquoi *presque?* pourquoi une sourdine à ce cri humain? Nous ne désobligerons point M. Victor Hugo en avouant que ce beau passage nous a fait penser à un sublime élan de Bossuet; mais Bossuet n'a pas eu sa timidité. « Loin de nous les héros sans humanité! Ils pourront bien forcer les respects et ravir l'admiration; mais ils n'auront pas les cœurs. Lorsque Dieu forma le cœur et les entrailles de l'homme, il y mit premièrement la bonté. »

L'Angleterre n'est pas encore décidée à sortir de sa troisième panique; son gouvernement ne veut pas démordre des fortifications. Il vient d'y avoir à ce sujet plusieurs vives escarmouches entre lord Palmerston et M. Cobden dans la chambre des communes. La question de parti, la destinée ministérielle, n'était pas engagée dans ces derniers débats. Ce n'était plus une portion du parti tory qui venait réclamer la réduction des dépenses militaires. Le petit éclat qui vient d'avoir lieu entre M. Cobden et lord Palmerston n'en mérite pas moins d'être remarqué, et peut être le commencement d'une combinaison nouvelle dans la situation des partis. Au début de cette session, lord Palmerston et M. Cobden paraissaient être en parfaite intelligence; mais la session s'achève par un changement singulier de partenaires entre ces deux hommes d'état. M. Cobden se détache de lord Palmerston. Or M. Cobden et ses amis ont jusqu'à présent fourni environ 80 voix à la majorité ministérielle. Ce que lord Palmerston est exposé à perdre de ce côté-là, il le regagne parmi les tories; M. Cobden, pour sa part, a l'air, lui aussi, de compter dans sa campagne d'économie sur le concours d'un certain nombre de tories, car il a clairement donné à entendre que, si le cabinet persistait dans sa politique dépensière, il saisirait une occasion pour mettre l'opposition en demeure de prendre le pouvoir. Vivement piqué des sarcasmes de lord Palmerston, M. Cobden a cru pouvoir avancer que deux ministres à qui, suivant lui, le cabinet serait redevable de son existence, M. Gladstone et M. Milner-Gibson, désapprouvaient les dépenses militaires. Cette déclaration a obligé M. Gladstone à revendiquer honorablement la part de responsabilité qui lui revient dans les mesures du gouvernement, et à opposer par conséquent à son ami en libre échange une contradiction au moins indirecte. Certes nous faisons des vœux pour que M. Cobden réussisse dans

l'œuvre qu'il a entreprise. Pour le moment, il n'a la faveur ni de la chambre des communes, ni du peuple anglais. Il y a dans la politique de M. Cobden une inconséquence qui fait tort à ses efforts. M. Cobden ne veut pas tenir compte de l'influence qu'exerce naturellement sur la sécurité générale la situation de la France, tant que la liberté politique n'y est point en jouissance de toutes ses garanties, tant que le couronnement de l'édifice se fait attendre. M. Cobden nous a apporté les premières semences de la liberté commerciale; mais il eût mis plus sûrement un frein aux prodigalités de la politique militaire, s'il eût eu moins de dédain pour les destinées de la liberté en France, s'il eût eu le pouvoir et le bonheur de nous procurer une plus abondante dose de liberté politique.

Chose curieuse! ce grand effort des armemens trouble aussi jusqu'à un certain point la paisible et prospère Belgique. Les armemens d'Anvers fournissent un thème d'opposition à une coalition étrange où des libéraux s'unissent à des catholiques. Adversaires partout de ces ruineuses dépenses auxquelles la paix armée condamne l'Europe, nous ne pouvons voir sans déplaisir pour la Belgique les charges qu'une telle situation lui impose. Il semble au premier aspect que les petits états, eux qui n'ont pas de gloriole guerrière, qui n'ont pas la prétention de jouer un rôle décisif dans les luttes des grandes puissances, qui n'aspirent même pas à faire de petites guerres lointaines et qui n'amusent pas leurs loisirs d'une expédition en Chine ou au Mexique, devraient par compensation être exemptés des charges de la paix armée. Un examen plus positif et plus politique de la question démontre pourtant qu'ils ne peuvent pas échapper à la loi commune. Les charges militaires doivent pour eux se proportionner à la volonté qu'ils ont de conserver leur nationalité, leur indépendance, leur autonomie. Il est évident que ces petits états ne peuvent point, dans un grand conflit de guerre européenne, exister par eux-mêmes. Ils ne peuvent trouver la force défensive qui leur manque que dans un système d'alliances. Or, dans la crise prévue, ils ne trouveraient d'alliances et ils n'occuperaient au sein de ces alliances une place qui pût leur assurer le maintien de leur autonomie que tout autant qu'ils y apporteraient un contingent respectable. Telle est la loi par laquelle la Belgique, comme les états de second et de troisième ordre, est nécessairement dominée. La Belgique, dans la mesure même de son patriotisme, est donc obligée par la plus simple prévoyance de participer au regrettable mouvement des armemens européens. Peuple industrieux, accoutumé déjà par une longue pratique à faire lui-même ses affaires, connaissant le prix de l'argent et répugnant aux dépenses improductives, la Belgique, nous le comprenons, est plus sensible aux effets de la stupide manie régnante que ces nations énormes, espèces de Goliaths ayant autant de muscles que peu d'esprit, qui croient la privation de la liberté suffisamment payée par ce nom de grande puissance que l'étiquette européenne décerne à leur force physique. La Belgique a néanmoins dans

cet ennui passager de quoi se consoler. Sous l'administration d'un homme doué de facultés rares, M. Frère-Orban, dont l'exemple devrait être une leçon pour les premiers rôles des grands théâtres politiques de l'Europe, elle suffit à ses dépenses utiles ou importunes sans compromettre et embarrasser ses finances. Loin de là : la Belgique est moins lourdement taxée que la France; malgré les frais de l'armement d'Anvers et de son établissement militaire, elle n'a pas besoin de recourir aux emprunts, elle n'a pas de dette flottante, elle ignore les découverts, elle a son budget en équilibre. Bien plus, elle seule en Europe possède ce que les Anglais appellent un surplus, ce que nous nommons un excédant, cet oiseau rare sur lequel depuis une quinzaine d'années nos ministres des finances n'ont pu mettre la main qu'une fois. Cet excédant pour l'année courante sera de près de 9 millions, somme considérable sur un budget prévu à 147 millions, c'est-à-dire le treizième environ de celui de la France, tandis que la population de la Belgique ne représente que le septième de la nôtre. Ce n'est pas tout encore. Ce boni de 9 millions est porté à 20 millions par les excédans des précédens budgets, et dans un remarquable projet de travaux publics, M. Frère-Orban a pu fournir 11 millions pris sur les ressources ordinaires pour aider ou accomplir des entreprises d'utilité générale. Dans un moment où les dépenses militaires sont en train en Europe de désorganiser toutes les finances, les Belges peuvent, ce nous semble, se consoler aisément du peu d'argent improductif que leur consomme Anvers, et ils peuvent en tout cas montrer avec orgueil un tel résultat à leurs grands voisins. Nous demandons, quant à nous, à nous associer à cet orgueil, car nous sommes fiers que dans un pays qui parle français la liberté produise sous nos yeux des fruits si vigoureux et si sains.

Nous ne sommes point trompés dans les espérances que nous ont depuis longtemps inspirées les destinées de l'Italie renaissante. La reconnaissance de l'Italie par la Russie et par la Prusse est une victoire qui, pour n'être que diplomatique, est à l'Italie un juste sujet de félicitations dans le présent et de confiance dans l'avenir. La Russie traverse une crise si périlleuse que, par le rétablissement des relations diplmatiques, elle ne donne pas plus à l'Italie qu'elle n'en reçoit. Le grand avantage de cette adhésion de la cour de Saint-Pétersbourg, c'est qu'elle a entraîné la Prusse. C'est un profit réel pour le nouveau royaume italien, obligé à voir encore dans l'Autriche un ennemi naturel, d'acquérir la reconnaissance de la puissance qui balance l'Autriche au sein de la confédération germanique. Ce succès diplomatique constate un progrès moral et politique considérable pour l'unité italienne, et honorera le ministère de M. Rattazzi. La session du parlement de Turin va s'achever par la discussion d'importantes lois économiques qui hâteront le développement matériel de la péninsule. Parmi ces lois, le projet qui concerne le crédit foncier est, dans la situation où se trouvent les finances italiennes, celui peut-être qui présente la plus

haute importance. Nous regrettons que, sous le poids de nécessités pressantes, le ministère ait cru devoir accepter les onéreuses et périlleuses conditions que contient la convention arrêtée avec une société parisienne. Les attributions diverses du crédit sont mêlées dans ce projet avec une confusion que ne permettent plus de nos jours les principes économiques et l'expérience commerciale. On le comprendra aisément. Ce qui fait la solidité et la sécurité des valeurs du crédit foncier, c'est que ces valeurs sont assises sur des propriétés immobilières hypothéquées pour la moitié de leur prix réel. Il y a là un gage qui ne peut disparaître, et qui, se déprécièt-il, couvrirait largement encore l'emprunt effectué. Si les opérations d'un crédit foncier se trouvaient confondues avec celles d'une banque d'escompte, de dépôt, de circulation, de crédit mobilier, la solidité du crédit foncier et des valeurs créées par lui serait aussitôt compromise et altérée. L'élément de la spéculation pénétrerait par tous les pores dans cet établissement, et ses valeurs courraient toutes les chances de la spéculation. Or c'est la confusion que l'on a commise dans le projet de crédit foncier soumis au parlement italien. Sous la garantie du même capital, dans l'unique et même société, on a placé le crédit foncier, l'escompte de valeurs à trois mois et renouvelables, les dépôts, l'ouverture de comptes-courans, enfin, outre la création des lettres de gage, l'émission de valeurs indéterminées.

L'erreur commise nous paraît avoir une double portée, que l'on aura plus tard, si l'on y persiste, lieu de regretter. Il est évident d'abord que l'on compte placer sur le marché français les titres qu'émettra la société. Une première difficulté sera d'obtenir pour ces valeurs la cote officielle; mais, sans parler de ce premier embarras, les capitaux français se détourneront des titres d'un établissement dont les opérations n'auront pas été étroitement limitées à l'objet que son nom indique, qui sera en réalité tout autre chose que le crédit foncier français, qui ressemblera plutôt à ces banques russes, conception indigeste et barbare, faisant à la fois l'escompte et le prêt hypothécaire, suspendues aux nécessités gouvernementales et, par l'anarchie de leurs fonctions, perdant les garanties propres de leur crédit. Aura-t-on des moyens particuliers de diffusion tels que ceux dont a joui le crédit foncier de France? La vulgarisation et la popularité des obligations de notre établissement sont dues surtout au concours de nos receveurs-généraux. Le trésor chez nous, lié étroitement à notre crédit foncier, a pu mettre ainsi ses agens à son service; pense-t-on qu'il les prête non-seulement à une société étrangère, mais à une société conçue sur des principes qu'un ministre des finances français ne pourrait pas approuver aujourd'hui dans la création d'une société française? On s'expose sous ce rapport à de pénibles mécomptes.

Mais c'est à un point de vue plus élevé que nous nous plaçons pour condamner ce projet trop peu mûri. Le gouvernement italien compte évidemment sur l'influence de l'institution de crédit pour subvenir au déficit de son budget. Ce déficit dépasse 400 millions. Le ministre se propose d'y pourvoir,

pour une moitié, par des négociations de bons du trésor, et pour l'autre moitié par des ventes de biens nationaux. Un établissement de crédit foncier peut aider puissamment à la réalisation de ces biens; mais il semble que les auteurs du projet présenté au gouvernement italien aient combiné les attributions qu'ils s'adjugent, et dont on ne comprendrait pas sans cela l'étrange confusion, de telle sorte qu'ils pussent concentrer dans leurs mains toutes les opérations par lesquelles s'accomplira cette grande aliénation du domaine public. Devant une telle organisation financière, toute concurrence se sentira découragée, et le gouvernement italien s'expose à n'avoir d'autres soumissionnaires que ceux qui seront représentés directement ou indirectement par la société; c'est la concurrence au contraire que le gouvernement italien à notre avis devrait appeler, seconder, exciter. Pour cela, il eût fallu créer un véritable crédit foncier, une banque hypothécaire qui ne répondît qu'à son titre et qui méritât un crédit incontesté non-seulement sur le marché français, mais sur tous les marchés européens. Le crédit de cette banque, fortement établi, eût suffi pour encourager et aider efficacement toutes les combinaisons qu'une féconde concurrence eût pu créer pour l'acquisition des biens nationaux. Il nous semble du moins que c'est ainsi que se fût efforcé d'agir M. de Cavour, qui avait porté dans la politique commerciale et financière du Piémont les vrais principes et les bonnes règles de l'économie.

Nous espérons que la louable pensée qu'a eue l'empereur Alexandre de reconnaître l'Italie s'unira à des inspirations non moins heureuses pour le gouvernement intérieur de son empire; mais, dans les circonstances présentes, nous éprouvons une insurmontable répugnance à parler des mystères de la Russie. Nous craignons l'influence fâcheuse qu'une parole inconsidérée, une opinion téméraire pourraient exercer sur la situation violente de la Russie telle qu'elle nous est dépeinte. Le grand-duc Constantin, qui semble entreprendre en Pologne une tâche semblable à celle que l'archiduc Maximilien avait essayée en Italie, sera-t-il plus heureux que l'archiduc? Il a échappé à un abominable attentat; mais, dans l'intérêt de la Pologne et dans l'intérêt du progrès libéral de la Russie, peut-être eût-il mieux valu ne pas envoyer un prince à Varsovie, et se contenter de mettre à la tête du royaume un Polonais, tel par exemple que le marquis Wielopolski.

E. FORCADE.

LES SOPRANISTES.

GIZZIELO ET GUADAGNI.

Je veux aujourd'hui réunir dans un seul médaillon l'histoire de deux chanteurs remarquables, dont l'un appartient à la première moitié du XVIIIe siècle, et l'autre à une période de l'art moins éloignée des temps où

nous vivons. Le premier a été l'interprète ému de la musique simple de Vinci et des opéras de Handel; le second a eu l'insigne honneur de poser devant Gluck pour son chef-d'œuvre, *Orfeo*.

Gizzielo, qui fut le compatriote et le contemporain de Farinelli et de Caffarelli, dont nous avons raconté la vie (1), est né à Arpino, petite ville du royaume de Naples, le 28 février 1714. Il s'appelait Joachino Conti, et, comme l'avaient fait ses deux illustres confrères, il prit aussi, par reconnaissance le nom du maître qui lui enseigna les élémens de son art. Ce maître, qui se nommait Domenico Gizzi, était un élève très aimé d'Alexandre Scarlatti, qui avait ouvert à Naples une école de chant d'où sont sortis plusieurs virtuoses remarquables. Issu d'une pauvre famille, Conti subit de très bonne heure la cruelle opération qui a fait de ce sopraniste un des plus admirables chanteurs de son temps. Quelques biographes affirment qu'il ne fut soumis à cet outrage qu'à cause d'une maladie qui rendait l'opération nécessaire. Quoi qu'il en soit de ces légendes dont la vie des sopranistes est remplie, il est certain que Gizzielo fut conduit à Naples par ses parens et confié aux soins du maître célèbre dont il a pris le nom. On croit que c'est à Rome, à l'âge de quinze ans, c'est-à-dire en 1729, que Gizzielo aborda le théâtre pour la première fois. Son succès fut instantané et général. Gizielo retourna deux ans après, en 1731, à Rome, où il produisit un plus grand effet encore dans deux opéras de Vinci, *Didone abbandonata* et *Artaserse*. C'est à propos du succès prodigieux que Gizzielo obtenait à Rome dans ces deux ouvrages qu'on rapporte l'anecdote suivante. Caffarelli, qui se trouvait alors à Naples, ayant entendu parler de l'enthousiasme qu'excitait à Rome le nouveau sopraniste, prit la poste et partit pour la capitale du monde catholique. Il entra au parterre du théâtre d'Apollo, dit aussi *Théâtre des Dames*, enveloppé dans un grand manteau pour n'être pas reconnu. Après le premier air, chanté avec une merveilleuse bravoure, Caffarelli, qui n'était rien moins que modeste, saisissant un moment de silence, s'écria : — *ravo, bravissimo, Gizzielo, è Caffarelli chi tel' dice;* — très bien, bravo, Gizzielo, c'est Caffarelli qui te parle.

En 1732 et 733, Gizzielo chantait à Naples avec un succès toujours croissant, et deux ans après il fut engagé à Londres au théâtre que dirigeait Handel, alors en grande opposition avec une partie de l'aristocratie qui soutenait un autre théâtre d'opéra italien, sous la direction de Porpora. Celui-ci avait pour interprètes de sa musique son élève Farinelli, le contraltiste Senesino, qui s'était brouillé avec le grand maître saxon, et la célèbre cantatrice Francesca Cuzzoni. Gizzielo débuta à Londres le 5 mai 1736 dans un opéra de Handel, *Ariodant*, et l'immense succès qu'obtint le virtuose rétablit un peu les affaires de l'illustre *impresario*. Le 12 du même mois, Gizzielo chanta dans un opéra de circonstance, *Atalante*, que Handel avait composé pour le mariage de la princesse de Galles, et son succès, fondé sur

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1861 et du 15 avril 1862.

une admirable voix et un beau physique, se maintint pendant plusieurs années. En 1743, Gizzielo fut engagé au théâtre de la cour à Lisbonne le roi de Portugal était un très grand amateur de musique italienne. La réputation de Gizzielo s'était tellement accrue en Europe que le roi de Naples Charles VII, devenu plus tard Charles III d'Espagne, fit engager Gizzielo et Caffarelli pour les entendre ensemble dans une grande représentation. C'était en 1744, à l'occasion de la victoire de Velletri, que le roi avait remportée sur les impériaux, commandés par le prince de Lobkowitz (1). Gizzielo venait du Portugal et Caffarelli de la cour de Pologne, assure-t-on, ce qui ne semble douteux. Quoi qu'il en soit, Gizzielo n'avait jamais entendu Caffarelli lorsqu'il dut chanter avec lui dans un opéra de Pergolèse, *Achille in Sciro*. Gizzielo était chargé du rôle d'Ulysse, et Caffarelli représentait Achille. Ce fut Caffarelli qui commença d'abord par un air de bravoure dont les difficultés, héroïquement surmontées par le gosier merveilleux du virtuose, terrifièrent le pauvre Gizzielo, qui tremblait de tous ses membres. Néanmoins, dit-il, *je me recommandai à la bonté du ciel, et je pris courage*. Il chanta à son tour un air d'un style moins fleuri, mais avec tant de sentiment, de grâce et de douceur que la victoire resta indécise. Les deux lutteurs eurent chacun leurs partisans, et le public se retira enchanté de l'incomparable bravoure de Caffarelli aussi bien que du sentiment pathétique qui était le caractère du talent de Gizzielo.

En 1749, Gizzielo fut mandé en Espagne par son compatriote Farinelli. Il chanta au théâtre de la cour avec la célèbre Mingotti, une élève de Porpora dont le talent avait beaucoup d'analogie avec celui de Gizzielo. Trois ans après, ce virtuose nomade retourna en Portugal et débuta dans *Demofoonte*, opéra d'un compositeur espagnol, David Perez. Le succès de Gizzielo fut si grand auprès du roi de Portugal, qu'il le combla des marques de sa munificence. A l'occasion de la naissance d'un fils du roi, Gizzielo ayant chanté devant lui une cantate où se trouvait un air charmant d'un caractère tendre et pastoral, le roi en fut si touché qu'il donna au virtuose, en témoignage de sa satisfaction, une poule avec vingt poussins d'or : singulier cadeau fait par un roi mélomane à un sopraniste! On croit, mais rien ne l'atteste, que Gizzielo quitta le théâtre vers la fin de l'année 1753. Il se retira à Rome avec une grande fortune, et y vécut pendant quelques années dans une belle position. Grétry parle de Gizzielo dans ses mémoires. « Un fameux chanteur que j'ai vu à Rome, dit l'auteur de *Richard Cœur de Lion*, Gizzielo, envoyait son accordeur dans les maisons où il voulait montrer ses talens, non-seulement de crainte que le clavecin ne fût trop haut,

(1) Dans l'article Conti (Gizzielo) de la seconde édition de la *Biographie universelle des Musiciens*, M. Fétis se trompe en disant que c'était pour l'inauguration du théâtre Saint-Charles qu'eut lieu cette représentation célèbre. Construit par le roi Charles VII par l'architecte Madrano et achevé par Carasale, le premier théâtre Saint-Charles fut ouvert le 4 novembre 1737. Voyez Coletta, *Histoire du royaume de Naples*, t. Ier, p. 157 de la traduction française.

mais aussi pour la perfection de l'accord. » Gizzielo est mort à Rome le 25 octobre 1761, à l'âge de quarante-sept ans. Son portrait se trouve dans l'ouvrage de Grossi : *Biographia degli uomini illustri del regno di Napoli.*

A côté de Farinelli et de Caffarelli, ses compatriotes, Gizzielo a été l'un des sopranistes les plus remarquables de la première moitié du XVIIIe siècle. D'une figure agréable, doué d'une voix très étendue et d'une merveilleuse flexibilité, Gizzielo chantait avec sentiment la musique simple et pathétique de Vinci, qui a composé pour ce virtuose deux opéras : *Didone abbandonata* et *Artaserse,* qui passe pour son chef-d'œuvre. « C'est le Lulli de l'Italie, dit le président De Brosses en parlant de Vinci dans son voyage; son chant est vrai, simple, expressif et le plus beau du monde. *Artaserse* passe pour son plus bel ouvrage, et c'est en même temps une des meilleures pièces de Métastase. Je ne l'ai pas vu jouer, mais j'en connais tous les morceaux. Tout excellent qu'est cet ouvrage de Vinci, la scène du désespoir d'Artaban, ajoutée par le poète et mise en musique par le *Sassone* (Hasse), surpasse peut-être toutes les autres. Le récitatif, — *Eccomi alfine in libertà,* — est admirable, ainsi que l'air qui suit : — *Pallido il sole.* — Ce morceau ne se trouve pas facilement; c'est le prince Édouard qui a eu la bonté de me le donner, et je le regarde comme ce que j'ai de plus précieux parmi *sept ou huit cents airs* que j'ai fait copier. » L'air dont parle ici le président est celui que chantait Farinelli au roi d'Espagne Philippe V. Grétry, dans son *Essai sur la Musique,* dit aussi que Vinci fut un des premiers compositeurs italiens qui se préoccupa du sens des paroles et de la vérité de l'expression. Il parle d'un air d'*Artaserse :*

Vo solcando il mare infido,

qui, chanté par le sopraniste Gizzielo, excita les transports du public romain.

Ce fut un chanteur bien remarquable aussi que Gaetano Guadagni. On croit qu'il est né à Lodi en 1725, mais on ignore et la position de sa famille et le nom des maîtres qui lui ont enseigné les premiers élémens de l'art. Guadagni aurait débuté à Parme en 1747 et serait venu en France dans l'année 1754, où il aurait chanté au concert spirituel et à la cour de Versailles avec un très grand succès. Ce qu'il y a de plus certain, c'est que Guadagni a eu la bonne fortune de rencontrer Gluck dès le commencement de sa carrière. Ce grand musicien a composé pour Guadagni deux rôles importans, — celui de *Telemaco,* à Rome, en 1754 ou 1755, et celui d'*Orfeo,* à Vienne, en 1762. Par ces deux partitions de Gluck, nous savons quelle était la voix du contratiste Guadagni; nous savons aussi quel goût et quel sentiment profond distinguaient cet artiste. Comme tous les chanteurs célèbres de son époque, Guadagni se fit entendre à Londres, probablement vers 1771, et il y excita un vif enthousiasme, ainsi que le rapportent le docteur Burney et lord Edgecumbe. Ce qui est bien certain encore, c'est que le docteur Burney, voyageant en Allemagne en 1772, trouva Guadagni à Munich, où il

était en grande faveur auprès de l'électeur de Bavière. « Je fus assez heureux, dit le docteur, pour trouver à Munich Guadagni et la Mingotti. Tous deux me rendirent des services dont je fus reconnaissant. Je devais me trouver d'autant plus flatté de l'accueil aimable qu'ils me faisaient, que ce sont l'un et l'autre des virtuoses remarquables. Je me rappelais avec délices combien ils m'avaient charmé pendant leur séjour en Angleterre. Ils paraissaient avoir conservé un doux souvenir de plusieurs personnes qu'ils avaient connues à Londres, mais ils se plaignaient tous deux de l'accueil du public. Guadagni se plaignit à moi d'avoir été maltraité dans l'opéra l'*Orfeo* par une cabale. Il était venu de Vérone à Munich avec l'électrice douairière de Saxe, sœur de l'électeur de Bavière et fille de l'empereur Charles VII. C'est une princesse connue dans toute l'Europe par son grand goût pour la musique; elle chante, s'accompagne au clavecin, et compose même des opéras, dont plusieurs, *Talestri* et *Il Trionfo della Fedeltà,* ont été gravés à Leipzig... Un jour que j'étais à Nymphenbourg, château de plaisance de l'électeur, la princesse dont je viens de parler me dit que Guadagni chantait avec autant d'art que de sentiment, et qu'il avait surtout l'adresse de bien cacher ce qu'il avait de défectueux dans la voix. Guadagni chanta, après Rauzzini, un air pathétique de Traëtta avec sa grâce et son expression ordinaires, mais avec moins de voix qu'il n'en avait quand il était en Angleterre. »

Quelques années après, en 1776, nous savons que Guadagni était à Venise, où Bertoni composa pour lui un opéra, *Orfeo*, sur le même poème que Calzabigi avait écrit pour Gluck en 1762. Ce procédé étrange, qui de nos jours serait presque impossible, n'avait alors rien de blessant. Tous les compositeurs italiens du XVIIIe siècle, depuis Pergolèse jusqu'à Paisiello, ont tour à tour mis en musique *l'Olympiade* de Metastase, sans croire manquer de respect à ceux qui avaient traité le même sujet. L'*Orfeo* de Bertoni eut un si grand succès à Venise, qu'on le donna à Londres deux ans après, en 1778, où la partition fut gravée avec un grand luxe de typographie. Ce qui peut donner la mesure de l'omnipotence que les sopranistes exerçaient sur les compositeurs et la musique dramatique de leur temps, c'est que Guadagni exigea de Bertoni qu'il mît dans le rôle d'Orfeo plusieurs passages touchans du chef-d'œuvre de Gluck. L'année suivante, en 1777, Bertoni composa encore pour Guadagni un nouvel opéra, *Ezio,* qui fut accueilli presque avec la même faveur. Il n'est pas hors de propos de rapporter ici que Bertoni, se trouvant à Londres en 1778, déclara formellement, dans une lettre qui fut publiée à Paris, que l'admirable phrase d'*Iphigénie en Tauride* de Gluck, — *le calme entre dans mon cœur,* —se trouvait dans un opéra de sa composition, *Tancredi,* qu'il avait écrit à Turin pour la cantatrice Girelli. M. Fétis, dans l'article de sa *Biographie universelle des Musiciens* consacré à Bertoni, combat cette opinion; il constate que le *Tancredi* de ce compositeur très fécond a été représenté à Turin le 26 décembre 1778, et qu'à cette date même Gluck terminait à Vienne son dernier chef-d'œuvre,

qui fut joué à l'Opéra de Paris le 18 mai 1779. D'ailleurs, ajoute le savant biographe, Gluck a mis dans cette phrase, comme dans tout le reste, l'empreinte indélébile de son génie (1). La plupart des biographes assurent aussi que Guadagni fut appelé à Potsdam par le grand Frédéric, qui, émerveillé de son talent, lui remit une tabatière en or ornée de diamans, le plus riche cadeau, dit-on, que ce roi mélomane, mais très économe, ait jamais donné à un chanteur. On ne sait pas au juste en quelle année Guadagni a quitté le théâtre. Lord Edgecumbe, qui voyageait en Italie en 1784, entendit Guadagni à Padoue chanter un motet dans l'église de Saint-Antoine. Il était attaché à la chapelle très riche de cette église depuis l'année 1780. Guadagni parla beaucoup de l'Angleterre au noble dilettante, il se louait de quelques puissans amis qu'il y avait rencontrés.

Guadagni était assez grand de taille et d'une très jolie figure. Sa voix avait le caractère et l'étendue d'un contralto, comme nous pouvons le vérifier par le rôle d'Orfeo que Gluck a écrit pour lui. Cette voix était d'une grande douceur et d'un timbre pénétrant. Guadagni chantait avec un grand goût et beaucoup plus de simplicité de style que la plupart des sopranistes de son temps. Il disait surtout admirablement le récitatif et brillait par la manière dont il savait développer la phrase d'un *cantabile*. Doué, comme tous les sopranistes, d'une longue respiration, il la dirigeait avec *maestria*, et produisait des effets étonnans avec des moyens fort simples. Homme instruit, comme l'étaient en général les chanteurs de son espèce, bon musicien, Guadagni s'accompagnait sur le clavecin et composait lui-même d'agréables *canzonette*. Son succès fut grand, et il gagna une belle fortune. Il vécut à Padoue pendant vingt-cinq ans, entouré de la considération générale, car il était charitable et libéral. Il est mort très âgé, dans une maison de campagne qu'il avait près de cette ville, la veille de la chute de la république de Venise, en 1797.

J'ai entendu dire dans ma jeunesse à Venise, par quelques personnes qui avaient pu voir Guadagni au théâtre, que c'était un chanteur vraiment admirable. Lablache, qui a connu Pacchiarotti à Padoue, où il avait succédé à Guadagni comme chanteur de la chapelle de Saint-Antoine, m'a bien souvent assuré que ce dernier sopraniste parlait de Guadagni comme d'un *portento* de sentiment et d'expression pathétique. C'est l'opinion de tous les biographes et de tous les écrivains du temps qui ont parlé de Guadagni.

(1) Il paraît certain cependant que Gluck a eu l'étrange faiblesse d'emprunter à l'opéra de Bertoni, *Tancredi*, un air qu'il aurait intercalé dans son *Iphigénie en Tauride*. Ce fait curieux de plagiat serait consigné dans une lettre de Bertoni à l'architecte Coqueau, qui a été un grand amateur de musique. M. Berlioz a eu tout récemment l'occasion de vérifier l'assertion de Bertoni en consultant sa partition de *Tancredi*, qu'on trouve à la Bibliothèque impériale. Cette inexplicable faiblesse de Gluck me rappelle celle bien plus grande de Paisiello, qui fit représenter à Saint-Pétersbourg tout un opéra de Piccini, *Alessandro nell' Indie*, qu'il donna pour une œuvre de sa composition! Le fait est raconté par Ginguené dans une note de sa *Vie de Piccini*.

Nous avons eu souvent occasion de dire combien les sopranistes étaient exigeans, impérieux, et combien les compositeurs qui écrivaient pour eux avaient peine à les diriger. Ces êtres maladifs, qui avaient dû payer d'un si grand prix la réputation et la fortune qu'ils s'étaient acquises, se croyaient bien supérieurs aux pauvres *maestri* dont ils consentaient à chanter la musique. A de rares exceptions près, comme Handel et Gluck, deux Germains de vieille race, qui ne se laissaient point faire la loi, les sopranistes étaient les inspirateurs de la plupart des effets qu'ils voulaient produire dans un opéra italien. Souvent ils traçaient eux-mêmes le plan de la pièce, indiquaient le rôle qu'ils voulaient représenter et se dessinaient le canevas mélodique des morceaux importans qu'ils désiraient chanter dans telle ou telle situation. Guadagni paraît avoir été un des virtuoses de ce genre les plus difficiles à satisfaire, puisque nous avons vu qu'il exigea du compositeur vénitien Bertoni de lui conserver des passages de l'*Orfeo* de Gluck dans l'opéra qu'il écrivit pour lui à Venise. Ginguené rapporte, dans sa notice sur Piccini, que Guadagni essaya aussi d'imposer ses caprices à ce grand maître, dont le caractère était si doux et si bienveillant; mais l'auteur déjà illustre de *la Cecchina* remit le sopraniste à sa place, et le força de chanter exactement la musique qu'il daignait composer pour lui. C'est à Rome qu'eut lieu la rencontre de Guadagni et de Piccini, probablement en 1761, alors que Piccini composait dans cette ville son opéra de *l'Olympiade,* qui eut un si grand succès. Guadagni aimait à raconter à ses amis la leçon de modestie qu'il avait reçue, au commencement de sa carrière, du célèbre Caffarelli. Celui-ci se trouvait à Naples, dans le salon d'un prince où Guadagni avait chanté avec un très grand succès je ne sais plus quel morceau. Caffarelli, qui était présent, s'approcha de Guadagni en lui disant à haute voix qu'il lui prédisait une brillante carrière de virtuose,... « si vous retournez à l'école, — *se tornate da capo... a principiar dalla scala,* » ajouta-t-il tout bas. Guadagni avouait qu'il avait mis à profit le conseil de Caffarelli, et qu'il s'en était bien trouvé.

Il existe au cabinet des estampes de la Bibliothèque impériale de Paris un portrait de Guadagni avec le costume de chapelain-chanteur de la cathédrale de Padoue. Quand je vis pour la première fois cette bonne figure encapuchonnée comme un moine pénitent, je ne pus m'empêcher de sourire en pensant que c'était là le virtuose qui avait chanté devant l'Europe émerveillée :

Che farò senza Euridice!
Che farò senza il mio bene!

P. SCUDO.

ESSAIS ET NOTICES.

SAINT AUGUSTIN ET LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE.

I. *Études sur saint Augustin*, par M. l'abbé Flottes; 1 vol. in-8°. Paris 1862. — II. *Essai sur l'avenir de la tolérance*, par M. Ad. Schaeffer; 1 vol. in-18.

Les génies les plus heureux dans le groupe sacré des maîtres, ce sont ceux qui, ayant saisi avant tous les autres quelques-unes des vérités premières, ont travaillé à la fois pour leur temps et pour une longue suite de siècles. Platon et Aristote dans le monde hellénique, saint Augustin dans la société chrétienne, ont eu cette fortune et cette gloire. Les générations passent devant ces esprits de haut vol, et quels que soient les changemens de la pensée publique, les derniers venus trouvent encore chez eux de nouvelles richesses à recueillir après tant de devanciers qui semblaient avoir pris le meilleur lot. C'est que, par le bénéfice de leur place dans les annales humaines comme par le privilége du génie, les penseurs souverains dont nous parlons ont été les premiers à fonder les principes d'une science qui demeure l'éternel souci des âmes d'élite. La lumière qu'ils ont fait éclater peut subir des éclipses, il est impossible qu'elle disparaisse. Dante, qui place leurs disciples au quatrième ciel, les appelle la couronne de l'humanité; n'est-ce pas le plus magnifique éloge de cette clarté divine qu'ils ont répandue sur la terre? Le tableau des impressions que les différens âges ont reçues de leur enseignement est à lui seul un grave sujet de méditations et d'études; il forme une part, et une part considérable, de l'histoire de l'esprit humain. Chercher ce que sont devenues de siècle en siècle la dialectique de Platon, la métaphysique d'Aristote, montrer l'influence qu'elles ont exercée, les mouvemens d'idées qu'elles ont produits, les révolutions cachées ou bruyantes qui ont accompagné leur développement parmi les hommes, c'est une tâche assez grande pour remplir toute une vie.

La même chose est vraie de saint Augustin. Du ve au xixe siècle, combien de générations ont emporté avec elles la pensée de ce maître puissant, et l'ont mêlée, pour ainsi dire, aux événemens de l'histoire! Théologien, philosophe, moraliste, témoin et acteur dans les luttes de son temps, placé entre le vieux monde qui s'écroule et la société qui se forme, agissant sur l'une et sur l'autre et les peignant toutes deux à la fois, l'évêque d'Hippone, de quelque côté qu'on examine ses œuvres, tient une place immense dans les siècles qui ont suivi le renouvellement du monde. Ni le travail ardent et confus du moyen âge, ni le développement lumineux de la pensée moderne, n'ont échappé à son action. Il est présent au milieu de toutes les batailles de l'esprit. Qu'on traduise exactement ses formules, ou qu'on les défigure, on n'y peut rester indifférent. Il a si bien marqué son empreinte

sur le christianisme, que l'interprétation de sa pensée devient aussi importante en maintes occasions que l'interprétation même de l'Évangile. Le moyen âge commente ses paroles, la réforme s'inspire de ses doctrines sur la grâce, le XVIIe siècle devient le plus glorieux de ses disciples, la publication définitive de ses œuvres par les bénédictins (1689-1699) est tout un événement, un événement qui a préoccupé les hommes d'état et qui a mérité d'avoir ses historiens. En un mot, la pensée de saint Augustin, pendant une période de plus de mille années, est comme la substance de la littérature chrétienne, et dans les camps les plus divers, dans les églises rivales, dans les rangs mêmes de la philosophie et des lettres, elle peut compter avec orgueil toute une lignée d'esprits sublimes dont elle a soutenu l'essor vers les hauteurs,

Centum complexa nepotes,
Omnes cœlicolas, omnes supera alta tenentes.

Parmi tant de travaux consacrés aux œuvres de ce grand homme, il en est un qui manquait jusqu'ici à la littérature : c'est l'exposé complet de sa philosophie. La philosophie de saint Augustin est dans tous ses ouvrages; on en trouve des fragmens dans ses sermons, dans ses traités de théologie, dans ses lettres, dans ses dialogues, dans ses commentaires de l'évangile de saint Jean, et surtout dans les pages enthousiastes de *la Cité de Dieu;* mais où est l'ensemble? où chercher le monument? Génie plus ardent que méthodique, Augustin semait les trésors de sa pensée avec une prodigalité vraiment éblouissante, sans songer à en construire un édifice. Cet édifice, qui n'existait que dans l'esprit de l'auteur, et dont il n'avait pas exécuté le plan sublime, personne, avant les penseurs de nos jours, n'avait essayé de le restituer depuis la base jusqu'au faîte. Il y a sans doute, et en grand nombre, d'excellentes études sur saint Augustin, soit qu'on ait interrogé sa vie, sa conversion, son divin enthousiasme, son rôle politique et religieux, soit qu'on ait caractérisé à larges traits l'inspiration générale de ses écrits. Sans remonter jusqu'au XVIIe siècle, où Bossuet, nourri de la moelle de sa pensée, l'assimile à la sienne par la puissance d'un génie original et va prendre sa place à côté de l'*aigle des docteurs,* sans parler des mémoires de Tillemont, de l'édition des bénédictins et de l'analyse si complète qu'en a donnée Rémy Ceillier, sans parler même des jugemens si libres qu'Ellies Du Pin et Richard Simon, au grand scandale de l'évêque de Meaux, ont portés sur la théologie de l'évêque d'Hippone, on peut affirmer que la physionomie de saint Augustin a été admirablement comprise et reproduite par la haute littérature du XIXe siècle. En des pages où la sagacité de la critique est unie à la perfection de l'art, quelques-uns de nos maîtres ont renouvelé hardiment ce grand sujet d'études. Le point de vue change en effet à mesure que les générations se succèdent; instruits par les révolutions modernes, nous avons des choses toutes nouvelles à dire, même après les Bossuet et les Fénelon. Au sortir du XVIIIe siècle, ne devions-nous pas trem-

per avec bonheur nos lèvres altérées aux sources vives d'Hippone et de Cassisiacum? Les *Confessions* de Jean-Jacques Rousseau ne devaient-elles pas nous faire mieux apprécier les *Confessions* du fils de Monique? Il n'est pas nécessaire, je pense, de rappeler ici les éloquens tableaux de M. Villemain, ni les pages exquises où M. Saint-Marc Girardin nous a montré l'ardent catéchumène élevant avec tant de scrupules et de tendresse *le fils de son péché*, ce brillant Adéodat, si beau, si pur, si noblement doué, d'une intelligence si précoce et si haute, et que Dieu rappelle à lui à peine âgé de seize ans, au lendemain de son baptême (1). Ajoutez à ces peintures excellentes quelques aperçus intéressans de M. Edmond de Pressensé dans la *Revue chrétienne*, quelques belles pages de M. de Montalembert dans ses *Moines d'Occident*. J'ose croire, en présence de pareils témoignages, que la figure de l'évêque d'Hippone, cette figure si sublime et si tendre, si sainte et si humaine, nous est presque aussi bien connue aujourd'hui qu'à Possidius lui-même, l'un de ses chers disciples et le premier de ses biographes. Grâce à l'art intime et pénétrant de l'école historique renouvelée, nous l'apercevons assis auprès de sa mère, ravi par la contemplation, absorbé dans les extases de l'amour, comme le montre à nos yeux le poétique tableau d'Ary Scheffer. Voilà certes une belle conquête sur le passé; avouons cependant qu'il manque toujours quelque chose d'essentiel à cette résurrection morale du grand docteur, tant que nous n'avons pas recomposé son monument philosophique.

La tâche est délicate, je le sais, et de nature à effrayer les plus hardis. Lire avec une attention religieuse un si grand nombre d'écrits (2), tant d'œuvres, tant de controverses, où les plus subtils problèmes de la métaphysique sont mêlés aux questions les plus ardues de la théologie chrétienne, pénétrer le sens de chaque pensée, peser la valeur de chaque mot, c'est à peine la moitié du travail; le grand point ici, c'est le choix et l'art, le choix intelligent et l'art industrieux, car il faut extraire à propos tel fragment, tel passage, le détacher de ce qui l'entoure sans en altérer l'importance, lui assigner une place nouvelle sans lui faire dire plus ou moins que l'auteur n'a voulu. Voilà bien des écueils, et qui reparaissent à chaque pas; celui-là seul pourra les éviter qui se sera initié de longue date à toutes les idées philosophiques de saint Augustin. Si vous n'avez pas conversé intimement avec le maître et discuté avec ses commentateurs, à combien de méprises n'êtes-vous pas exposés! En présence de telles difficultés, le découragement ne serait que trop excusable, si une merveilleuse récompense n'était promise au vainqueur. Un des grands écrivains du XVIIe siècle, un de ceux qui ont jugé le plus librement les pères, ne craint pas d'affirmer qu'en

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 août 1840 l'étude intitulée *les Confessions de saint Augustin*.

(2) Il y en a mille et trente au dire de Possidius, et si Augustin ne compte lui-même que quatre-vingt-treize ouvrages distribués en deux cent trente-deux livres, c'est qu'il ne parle ni de ses sermons ni de ses lettres, où la philosophie peut cependant réclamer bien des pages.

rassemblant tous les fragmens de philosophie épars dans les ouvrages de l'évêque d'Hippone, on y trouverait plus de métaphysique que dans Socrate et Descartes. Cette louange est magnifique sur les lèvres d'un platonicien comme Fénelon, et il valait la peine assurément d'entreprendre un labeur qui devait être payé d'un tel prix. D'où vient donc que les contemporains de l'archevêque de Cambrai n'ont pas répondu à son appel? Soit que notre curiosité scientique ait plus d'ardeur et de précision, soit que nous sentions plus vivement le besoin d'opposer aux influences funestes de nos jours ces immortelles doctrines où le spiritualisme moderne peut retremper ses forces, on a compris enfin qu'il y avait là une œuvre d'un grand intérêt, une œuvre salutaire et neuve bien digne d'être recommandée aux recherches des penseurs. La philosophie de saint Augustin, son action sur le XVIIe siècle, sa valeur, ses mérites, ses imperfections, voilà précisément le sujet que l'Académie des sciences morales et politiques, sur la proposition de M. Victor Cousin, a mis récemment au concours. Or, sans se tracer tout à fait le même programme, deux hommes avaient devancé les vœux de la docte compagnie : M. Émile Saisset dans son *Introduction à la Cité de Dieu*, et M. l'abbé Flottes dans le livre qu'il vient de publier sous ce titre : *Études sur saint Augustin, son génie, son âme, sa philosophie.*

L'auteur de l'*Introduction à la Cité de Dieu* est trop bien connu de nos lecteurs pour qu'il soit nécessaire de dire quelle élévation de sentimens et quelle vigueur de pensée l'avaient préparé à cette tâche. Quant à M. l'abbé Flottes, un des premiers maîtres de M. Saisset alors que ce ferme esprit n'avait pas encore déployé toutes ses forces, nous honorons en lui un des plus dignes représentans de cette noble église gallicane, qui unissait si bien le goût des fortes études à maintes inspirations libérales. Cette tradition, si effacée aujourd'hui, est toute vivante encore chez l'homme dont nous parlons. Lorsque M. de Lamennais, en 1823, publia le premier volume de son *Essai sur l'Indifférence*, M. l'abbé Flottes comprit immédiatement le danger auquel ces nouvelles doctrines exposaient l'autorité de la raison et avec elle une des bases essentielles de l'église et de la foi; il établit avec autant de précision que de prudence des principes qui devaient se retrouver un jour, et si des voix nouvelles, du sein du clergé, commencent à s'élever contre les erreurs du traditionalisme (1), l'histoire des idées doit une mention à l'esprit clairvoyant qui condamnait, il y a quarante ans déjà, ce qu'on se décide enfin à combattre aujourd'hui.

Cette fidélité aux meilleures traditions de l'église gallicane, fidélité soutenue par l'érudition la plus exacte et la plus saine critique, fait aussi l'importance principale des études que M. l'abbé Flottes a publiées sur les *Pensées* de Pascal et sur les écrits de l'évêque d'Avranches. Un des hommes qui ont pris le plus de part à cette grande controverse sur Pascal soulevée

(1) Je ne puis prononcer le nom de cette école sans rappeler les remarquables travaux que M. Charles de Rémusat a consacrés dans la *Revue* à ses vicissitudes. Voyez les livraisons du 1er et du 15 mai 1857.

en 1843 par M. Victor Cousin, celui dont M. Sainte-Beuve lui-même n'a été en cette occasion que le brillant disciple, M. Alexandre Vinet, a rendu un bel hommage au livre de M. l'abbé Flottes. Pour moi, ce qui me frappe surtout dans ces études, où j'aurais des réserves à faire, c'est l'empressement de l'auteur à prouver que le scepticisme théologique est contraire aux traditions de l'église gallicane, que cette doctrine funeste ne peut invoquer aucun nom parmi les maîtres de la science religieuse, qu'elle est née seulement de nos jours sous l'influence d'une théologie pusillanime et d'une foi sans courage. Cette inspiration, que j'accentue peut-être plus vivement que ne l'a fait l'auteur, est l'âme de tous ses travaux, et elle anime encore ces savantes études sur Daniel Huet, où toutes les subtilités de ce bel-esprit paradoxal sont si ingénieusement démêlées.

Tel est l'homme qui essaie aujourd'hui d'exposer scientifiquement la philosophie de saint Augustin. On voit assez la confiance qu'il mérite et quelle forte préparation l'a soutenu dans cette laborieuse entreprise. Tandis que les théories ultramontaines, associées à je ne sais quel romantisme religieux, troublaient les traditions de l'église de France, M. Flottes cherchait un refuge dans le passé. Je ne dis pas qu'il fût le seul, à Dieu ne plaise! la province conserve encore un grand nombre de ces esprits fidèles protégés par leur retraite contre les tumultueux courans de l'opinion; je crois seulement pouvoir affirmer qu'aucun d'eux n'a plus vécu par l'étude dans les grandes époques de l'église, qu'aucun n'a mieux aimé ce refuge et n'y a cherché plus avidement les consolations dont il avait besoin. La période des pères de l'église du XVIIe siècle, voilà la patrie intellectuelle de M. Flottes. Que d'autres y poursuivent les souvenirs du génie et les chefs-d'œuvre de l'art, lui, ce qu'il cherche avant tout, ce sont des principes éternels. Son exposé de la philosophie de saint Augustin est l'œuvre de toute une vie de méditations et de recherches.

Les prolégomènes de la philosophie, les notions premières sans lesquelles toute science est impossible, les idées, les nombres, le temps, l'éternité, l'espace, puis l'homme avec son âme et son corps, puis Dieu tel que l'âme nous le révèle, puis enfin l'œuvre de Dieu, l'univers et toutes les questions que ce mot embrasse, depuis l'âme du monde jusqu'à l'âme des bêtes, voilà le cadre magnifique où viendront se ranger naturellement les pensées du grand contemplateur; mais avant de retrouver la philosophie de saint Augustin, il faut le connaître lui-même. Si l'histoire d'un écrivain est presque toujours le commentaire le plus lumineux de sa pensée, c'est surtout à propos de saint Augustin qu'il convient de rappeler ce principe. Il ne s'agit pas ici d'une science morte, d'une métaphysique abstraite; quelle doctrine sortit jamais plus brûlante des épreuves de la vie? La biographie de l'évêque d'Hippone par M. l'abbé Flottes a surtout le mérite de la précision philosophique; on dirait une psychologie en action, et cette psychologie est la source de toutes les vérités que va dérouler devant nous l'interprète du sublime docteur.

Parmi tant de questions qui demanderaient une étude à part, j'en choisirai une dont l'intérêt n'est pas de pure spéculation; il s'agit de l'un des principes de la société moderne, d'un principe contenu dans le christianisme et consacré par la France de 89, mais qui est encore méconnu de nos jours soit par les fanatiques de la révolution, soit par de faux gardiens de l'Évangile. Au milieu des chapitres où M. l'abbé Flottes résume la pensée de saint Augustin sur l'ordre social, sur le patriotisme, la propriété, l'esclavage, le pouvoir temporel, la peine capitale, il y en a un qui porte ce titre : *la Liberté de Conscience*. Quel est, d'après l'auteur des *Confessions*, le droit de la conscience religieuse? Un écrivain protestant, M. Adolphe Schaeffer, avait essayé de répondre à cette question dans un écrit intitulé : *Essai sur l'avenir de la tolérance*. Le livre de M. Schaeffer, qui contient des pages excellentes à côté de quelques parties faibles et d'assez graves erreurs, avait passé inaperçu il y a trois ans; c'est le moment d'y revenir aujourd'hui que l'étude de M. l'abbé Flottes éclaire d'une lumière nouvelle le rôle de saint Augustin dans la question de la liberté de l'âme et l'horrible abus qui a été fait de son nom aux heures les plus sinistres de notre histoire.

La liberté de conscience! Voilà un de ces dogmes vraiment évangéliques auquel saint Augustin était digne d'attacher éternellement son nom, et qui lui a été au contraire une douloureuse occasion de se démentir. Rien de plus chrétien que la conduite et le langage de l'évêque d'Hippone dans ses premiers rapports avec les hérétiques de son temps. C'est à peine s'il ose définir l'hérésie, tant il craint de condamner des consciences pures. Saint Augustin tenait depuis longtemps ce généreux langage lorsque les représentations de ses collègues, inspirées par le progrès croissant des donatistes, le décidèrent à changer d'opinion. Nous avons peine à comprendre aujourd'hui les motifs d'un revirement d'idées si complet. Les lettres où il cherche à justifier ses contradictions, osons le dire, sont bien peu dignes d'un tel génie. Ces excuses sont trop humbles, venant d'une âme si grande et si saintement inspirée. L'histoire des quatre premiers siècles ne disait-elle pas à Augustin quelle est la force invincible des armes évangéliques? Il y avait une tradition consacrée par des exemples admirables et d'immortelles paroles, une tradition de patience, de charité, de fraternité religieuse, de conquêtes spirituelles accomplies par l'amour; l'évêque d'Hippone le premier (je dis le premier, bien qu'il ait obéi à l'impulsion de ses collègues; mais plus le génie est grand et la sainteté glorieuse, plus grande aussi est la responsabilité qu'elle assume), l'évêque d'Hippone le premier parmi les pères a créé une tradition différente.

On connaît la parabole du maître qui, voulant donner un festin, a invité de nombreux convives; elle est rapportée par saint Luc au chapitre XIV de son Évangile. Déjà la table est prête, on attend les invités; mais chacun se fait excuser, celui-ci pour une raison, celui-là pour une autre. Alors le père de famille entre en colère et dit à son serviteur : « Va sur les places

et dans les rues de la ville chercher les pauvres, les estropiés, les aveugles et les boiteux. » Le serviteur obéit, et quand il a fait asseoir à la table du festin tous les pauvres qu'il a pu trouver, il vient annoncer au maître qu'il reste encore plus d'une place vide. « Eh bien! dit le maître, va dans la campagne, va chercher de nouveaux convives par les chemins et le long des haies, et force-les d'entrer afin que ma maison soit remplie. » Que signifient ces mots : force-les d'entrer, *compelle intrare?* Sans remonter du texte latin au texte grec et du texte grec au texte hébreu, sans rechercher si la force du mot *compelle* se retrouve exactement dans l'expression primitive, la critique du sens commun ne suffit-elle pas à éclairer ce passage? Jésus, dédaigné par le peuple de Dieu, s'adressera aux indigens, aux estropiés, c'est-à-dire aux gentils; il les enverra chercher dans leur misère, et, tout honteux qu'ils sont d'être traités magnifiquement, il triomphera de leur timidité, il les forcera de s'asseoir au festin. Est-il question d'une contrainte violente? s'agit-il du droit de l'épée? On a honte, en vérité, de poser seulement cette question. C'est pourtant ce verset de saint Luc qui, à l'aide d'une interprétation judaïque, a servi de preuve au plus chrétien des docteurs, et, s'ajoutant à d'autres argumens meilleurs en apparence, confirmera une erreur de raisonnement par une erreur de texte.

Il faut que cette rupture de la tradition évangélique ait eu des suites bien funestes pour que M. l'abbé Flottes maintienne, sans déclamation aucune, mais avec une fermeté inflexible, le jugement qui, dans l'une et l'autre communion chrétienne, a condamné l'interprétation donnée par saint Augustin au verset de saint Luc. Il sait et il rapporte tout ce que de zélés apologistes ont écrit à la justification du saint évêque, il connaît les explications d'Henri Basnage, les atténuations de M. de Pressensé, les plaidoiries du père Thomassin, de dom Ceillier, de Muratori, il est heureux de recueillir tous les témoignages qui prouvent avec quelle douceur l'adversaire des donatistes a su appliquer un faux système; mais ce système, quoi qu'on puisse dire, n'obtiendra point grâce devant lui. Cette sévérité respectueuse et tendre, nous dirons volontiers ce loyal amour de la justice, est facile à expliquer quand on lit l'ouvrage de M. Flottes. Plus on est attaché par les liens du cœur à la sympathique personne du grand évêque, plus on souffre pour lui des disgrâces auxquelles cette seule faute l'a exposé dans la suite des siècles, je parle des commentaires indignes qui ont défiguré sa pensée et des crimes hideux qui se sont autorisés de son nom. Un jour est venu, un des plus mauvais jours d'une époque de sang, où des assassins ont prétendu justifier leurs forfaits en invoquant les doctrines de l'homme qui fut le modèle de la charité. M. l'abbé Flottes, malgré le soin qu'il a pris de faire resplendir avec amour la mystique auréole du fils de Monique, n'a pu complétement dissimuler cet épisode. Ce n'était pas à lui sans doute d'insister sur ces douloureux souvenirs. Nous demandons la permission d'être plus explicite.

Six mois après la Saint-Barthélemy, le frère de Charles IX, Henri d'An-

jou, celui qui devait s'appeler un jour Henri III, était allé prendre possession du trône que lui offrait la Pologne. Il venait d'arriver dans la ville de Cracovie; c'était au commencement de l'année 1573. Un soir, une nuit, vers trois heures du matin, il envoie chercher par un valet de chambre son premier médecin nommé Miron, qui logeait dans le château, non loin de sa chambre, et qui souvent lui faisait la lecture pendant ses insomnies. Miron arrive, et le roi de Pologne lui parle en ces termes : « Je vous ai fait venir ici pour vous faire part de mes inquiétudes et agitations de cette nuit, qui ont troublé mon repos en repensant à l'exécution de la Saint-Barthélemy, dont possible n'avez-vous pas su la vérité, telle que présentement je veux vous la dire. » Aussitôt, pour décharger son âme, il raconte au médecin toute l'histoire du forfait et la part qu'il y a prise. La confession est complète. Miron, rentré chez lui, prend la plume, écrit ce qu'il vient d'entendre, et ce récit, arraché par l'aiguillon de la conscience à l'âme tourmentée d'un des principaux coupables, du plus criminel peut-être, ce récit, immédiatement consigné par le confident, est aujourd'hui le document le plus authentique et le plus complet que nous possédions sur les préliminaires du crime.

Nous voilà loin de saint Augustin, dites-vous; hélas! non, pas aussi loin qu'il semble. L'obsession de ce souvenir, qui arrache ainsi la vérité du cœur du duc d'Anjou, cette obsession sinistre, épouvantable, toute la France l'a subie. Assassins et victimes, ou même simples spectateurs du drame, tous sont poursuivis pendant un quart de siècle par cette horrible image. Ceux-ci veulent s'étourdir, ceux-là veulent se venger; il en est qui se mettent à douter de tout, qui ne croient plus ni au bien ni au mal, ni à la Providence ni à l'homme. De 1572 à 1595, notre littérature n'est que le contre-coup de ces remords, de ces colères vengeresses ou de ces vagues épouvantes. C'est le moment où les prédicateurs de la ligue, comme pour étouffer le cri de la conscience, s'enivrent de fureurs nouvelles et de clameurs infernales; c'est le moment où Agrippa d'Aubigné, dans son poème des *Tragiques*, écrit avec son sang le portrait des meurtriers. Les fureurs du XVIe siècle sont déchaînées dans tous les sens. Et quand au milieu de cette littérature fiévreuse un homme paraît, doux, fin, indulgent, gracieux, toujours le sourire aux lèvres, quand Montaigne donne à cette société déchirée le plus charmant livre, mais aussi le plus dissolvant, qu'aient produit les lettres françaises, quand l'auteur des *Essais* montre si finement à ses semblables la duperie de leurs croyances et le néant de leurs pensées, ne faut-il pas croire que deux sentimens l'inspirent avant tout, premièrement le désir de désarmer les fanatiques en brisant les convictions farouches, ensuite le besoin de chercher dans une raillerie douce et triste à la fois un refuge contre d'abominables souvenirs? Le scepticisme de Montaigne, étudié dans ses causes, ne serait donc pas un système absolu, mais une théorie d'occasion, un contre-coup des événemens, en un mot un produit de cette obsession générale dont je parlais tout à l'heure, de cette obsession qui faisait que Henri d'Anjou, au fond d'un château de la Pologne, envoyait chercher son médecin pendant

la nuit pour alléger son âme et conjurer ses fantômes. Eh bien! au milieu de ce trouble universel et qui se manifeste sous des formes si différentes, l'épisode le plus étrange et le plus douloureux, le voici : un homme du parti des assassins, sans doute pour imposer silence à la voix intérieure qui le poursuit, ose soutenir que la Saint-Barthélemy était autorisée par les principes de l'évêque d'Hippone, et traduisant ces pages si fâcheuses que nous avons signalées, traduisant et commentant les réflexions de saint Augustin au sujet du *compelle intrare*, il les publie sous ce titre : *Epistre de saint Augustin à Vincent, fort convenable au temps présent, tant pour réduire et remettre à l'unité de l'église les hérétiques, comme pour y maintenir ceux qui y sont demeurés* (1).

Ainsi, ô punition cruelle! pour une seule faute dans ce long et glorieux ministère du saint évêque, pour une seule erreur atténuée par tant de ménagemens et rachetée par tant d'actes de mansuétude, voilà le nom de saint Augustin irrévocablement attaché au souvenir exécrable de la Saint-Barthélemy. Les fanatiques, je le sais bien, en se couvrant de ce grand nom, l'outragent par de calomnieux éloges et falsifient l'histoire; n'importe, il est trop vrai malheureusement que l'adversaire des donatistes a interrompu la tradition primitive et ouvert au prosélytisme des voies inconnues jusque-là, voies terribles où il s'est arrêté dès le second pas, mais où les âmes violentes et ténébreuses s'enfonceront avec rage. Ah! quand on a reçu tant de grâces, quand on a les dons du génie et les inspirations de la sainteté, ce n'est pas impunément qu'on laisse échapper certaines erreurs : l'exemple, venu de si haut, peut tomber dans un mauvais terrain comme une semence de mort. Un jésuite du temps de Louis XIV, le père Étienne Deschamps, dans une page consacrée à l'éloge de saint Augustin, l'appelle *la langue de la vérité, l'arsenal de l'église, l'oracle des treize siècles*, et Bossuet est heureux de répéter ces *grandes et magnifiques paroles* (2). L'oracle des treize siècles! Il s'agit ici de la période qui s'étend du siècle de saint Augustin au siècle de Bossuet : eh bien! comptez pendant ce long espace de temps combien d'attentats ont été commis contre la liberté de l'âme, contre cette liberté sainte que Jésus-Christ a fondée à jamais par sa vie comme par sa mort, et demandez-vous combien de fois le nom du doux évêque africain a pu être invoqué par les terroristes (3)! Au lendemain de la révocation de l'édit de Nantes comme au lendemain de la Saint-Barthélemy, on voit se reproduire le même scandale. L'avocat Ferrand, en 1686, publie un manifeste intitulé : *la Conduite du roi à l'égard des protestans*

(1) Paris 1573, in-8°.

(2) Bossuet, *Défense de la tradition et des saints pères*, livre VI, chap. XXI.

(3) On peut consulter ici l'*Essai sur l'avenir de la tolérance*. M. Ad. Schaeffer trace avec soin l'histoire de l'intolérance depuis le IVe siècle jusqu'à nos jours. Ces premiers chapitres sont les meilleurs du livre; dans la seconde partie, l'auteur s'adresse à des adversaires qu'il eût mieux fait de dédaigner et, entraîné par une polémique un peu vulgaire, il finit par oublier cette tolérance qui était le principal objet de son travail.

semblable à la conduite de l'empereur Honorius et de saint Augustin à l'égard des donatistes. « Cette apologie, dit M. l'abbé Flottes, eut un grand retentissement en Europe. Il est certain que les principes de saint Augustin justifiaient pleinement cette révocation de l'édit de Nantes, dont le prudent évêque d'Avranches, Daniel Huet, n'a pas craint de dire qu'elle avait été un obstacle à la réunion des communions chrétiennes et une occasion de troubles civils. »

Ce n'est pas ici une question de parti; la condamnation de l'erreur de saint Augustin ne doit pas être prononcée au nom de telle ou telle église, mais au nom du christianisme universel et de l'éternelle raison. On a reproché aux écrivains catholiques de n'avoir pas été assez prompts à désavouer les docteurs de l'intolérance. S'il a fallu, pour les convaincre, les grandes épreuves de la révolution ainsi que les vicissitudes de nos jours, n'oublions pas qu'ils ont réussi pourtant à se dégager de la tradition qui pesait sur eux. Leurs représentans les plus autorisés ont formulé sur ce point des déclarations définitives. Je ne parle pas seulement de M. Albert de Broglie, de M. l'abbé Maret, du père Gratry, du sage auteur des *Études sur Saint Augustin*, de bien d'autres encore: un homme qui, par l'âpreté de ses convictions et l'amertume de son langage, avait trop souvent pris plaisir à blesser le christianisme naturel du genre humain, M. de Montalembert, a fini par repousser la tradition augustinienne de l'intolérance pour s'attacher aux premières doctrines de l'évêque d'Hippone, c'est-à-dire à la tradition de l'Évangile et des temps apostoliques (1).

Laissons donc de côté des discussions surannées et des récriminations stériles; si nous avons insisté sur cet épisode de la philosophie de saint Augustin, c'est pour laver à jamais l'outrage fait à une mémoire vénérée, pour mettre un terme à son supplice, pour proclamer l'extinction d'une époque où ses paroles, interprétées à faux, servaient à justifier des violences que son cœur aurait cent fois maudites. Et quelle leçon dans ce dramatique incident! Puisqu'une opinion imprudemment admise par l'esprit le plus détaché de nos misères, par l'âme la plus pure et la plus tendre, a pu autoriser de telles choses, ah! qui que vous soyez, vous qui avez autorité sur les hommes, vous qui, par le caractère ou le talent, pouvez être un jour appelés en témoignage, vous enfin qui avez charge d'âmes, pour quelque raison et à quelque degré que ce puisse être, philosophes ou pontifes, artistes ou magistrats, veillez sur vous, veillez sur vos paroles et sur les exemples que vous laissez au monde; n'oubliez pas ce fatal enchaînement d'idées qui a fait reparaître si douloureusement le nom béni de saint Augustin au lendemain de la Saint-Barthélemy et de la révocation de l'édit de Nantes!

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

(1) Voyez *les Moines d'Occident depuis saint Benoît jusqu'à saint Bernard*, tome Ier, pages 203-204; Paris 1860.

V. DE MARS.

LE

COMTE KOSTIA

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XVIII.

Le lendemain (c'était le second dimanche de septembre), Gilbert sortit vers dix heures du matin et dirigea ses pas du côté d'un réduit solitaire et sauvage qui lui semblait propice à ses rêveries. C'était une étroite clairière, au bord d'une petite mare desséchée par les ardeurs de l'été, et près de laquelle il avait souvent déjà herborisé pour Stéphane. Entre des massifs d'arbres qui s'écartaient de toutes parts, sous un pan de ciel bleu, un fond de limon noirâtre inégal et crevassé, des herbages, des scirpes, des joncs flétris; çà et là quelques flaques d'eau croupissante dont la surface était ridée par les ébats de l'araignée aquatique; plus loin, une grande touffe de longs roseaux empanachés qui frissonnaient au moindre souffle et berçaient sur leurs quenouilles tremblantes des papillons rouges assoupis et des libellules rêveuses; sur les berges escarpées de la mare, des fleurs tristes, des épiaires, le trèfle d'eau, le plantain des sables; dans un coin, un saule aux racines déchaussées, qui se penchait sur l'étang tari comme pour y chercher son image disparue; alentour, des orties, des ronces, des bruyères sèches, des genêts défleuris; cette atmosphère moite et épaisse qui est propre aux lieux humides, la lumière du jour légèrement voilée par les

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juin, du 1er et du 15 juillet.

vapeurs de la terre, une odeur de plantes en fermentation, de longs silences interrompus par des bruits sourds; un air d'abandon, de désœuvrement, de lassitude, la langueur mélancolique d'une vie qui s'éteint et qui se regrette,... et comme le ressouvenir de quelque chose qui fut et ne renaîtra jamais... Jamais! c'est bien là le mot que murmurait tout bas aux oreilles de Gilbert cette agreste solitude. Jamais! se répétait-il à lui-même, et son cœur était oppressé par le sentiment de l'irréparable. Il s'assit sur le gazon, à quelques pas du saule, et, les coudes appuyés sur ses genoux, la tête dans ses mains, il se plongea dans une longue et douloureuse méditation.

Je dirai tout : il ressentait par intervalles au fond de son être, tout au fond, le frémissement d'une joie secrète qu'il n'eût osé se confesser; mais c'était là un mouvement passager de son âme qu'il ne réussissait pas à démêler au milieu du tourbillon qui l'agitait. Et puis dans un tel moment il ne songeait guère à se demander ce qu'il pouvait sentir ou ne pas sentir. Son esprit était ailleurs. Tantôt il cherchait à se représenter toutes les phases successives de cette douloureuse existence dont il possédait désormais la clé, tantôt il éprouvait une tendre admiration pour l'énergie et la souplesse de cette jeune âme dont une infortune sans nom n'avait pu briser le ressort. Et maintenant l'abandonner, rompre des nœuds si étroits et si doux, n'était-ce pas la condamner au désespoir, la livrer en proie à la violence de ses passions exaltées par le malheur? Ne devait-il pas tenter au moins de lui arracher du cœur cette flèche fatale, ce funeste amour qui était à ses yeux un péril, une extravagance, une calamité?... Et de réflexion en réflexion, d'inquiétude en inquiétude, il en revenait toujours à déplorer son propre aveuglement. Les bizarreries de conduite de Stéphane, certaines saillies de caractère, l'abandon passionné de son langage, sa figure, ses cheveux, ses regards, les grâces de son sourire, comment ne s'était-il pas rendu à tant d'indices qui combattaient son erreur? Et ce manque de pénétration qui procédait du tour peu romanesque de son esprit, il le taxait de grossièreté de sens et se l'imputait à crime...

Il était profondément enfoncé dans sa rêverie quand le cri d'un corbeau le réveilla. Il rouvrit les yeux, et lorsqu'il eut perdu de vue l'oiseau croassant qui traversa la clairière à tire-d'aile, il regarda un instant un beau papillon diapré qui voltigeait autour du saule; puis, apercevant dans l'herbe, à la portée de sa main, une jolie parnassie de marais, il la détacha soigneusement du sol avec sa racine et se mit à l'observer d'un œil attentif. Il admirait la teinte pourprée de son pistil et l'or de ses étamines qui se mariaient agréablement à l'éclatante blancheur de la corolle, et il se surprit à dire :

— Voilà une charmante fleur que je n'ai pas encore montrée à mon

Stéphane; il faut que je la lui porte... — Mais aussitôt, revenant à lui-même et jetant au loin avec dépit l'innocente fleurette, il s'écria: — O destinée, que vos jeux sont bizarres!

— Oui, la destinée est bizarre! lui répondit une voix qui ne lui était pas inconnue, et avant qu'il eût le temps de se retourner, le docteur Vladimir s'était assis à ses côtés.

Vladimir Paulitch avait fort bien employé sa matinée. Au sortir du lit, il avait reçu en audience privée le grand Fritz, qui, n'osant s'adresser directement à son maître, dont les sourcils le faisaient trembler, était venu prier le docteur de recevoir ses révélations et de vouloir bien les transmettre à son excellence. Sitôt que, d'un ton échauffé et mystérieux, il se fut ouvert de son important secret : — Il n'y a rien là d'étonnant, lui avait répondu froidement Vladimir. Ce jeune homme est somnambule, et la conclusion de votre petite histoire, c'est qu'il faut faire griller sa fenêtre. J'en parlerai au comte Kostia. — Sur quoi Fritz s'était retiré la tête basse, fort capot du tour que prenait l'aventure. Après son départ, Vladimir Paulitch avait eu la fantaisie d'aller se promener sur le monticule gazonné, et chemin faisant il se disait : — Mes soupçons seraient-ils donc fondés? — Il avait passé une heure parmi les rochers, étudiant les lieux, examinant l'aspect du château de ce côté-là et tout particulièrement les divers accidens de la toiture. Comme il contemplait la tour carrée qu'habitait Stéphane, il la vit paraître à sa croisée et y demeurer quelques instans, les yeux attachés sur la tourelle de Gilbert. — Oh! pour le coup, je sais à quoi m'en tenir! se dit-il; mais, pour risquer ainsi sa tête, il faut que notre idéaliste soit éperdument amoureux. Il ira bien jusqu'au bout de son rôle. Tâchons de le voir et de lui parler. — En remontant au château, Vladimir avait vu Gilbert s'enfoncer dans les bois, et, sans être aperçu, il l'avait suivi de loin.

— Oui, la destinée est bizarre! répéta-t-il, et il faut ou lui résister en face et la braver résolûment, ou se soumettre humblement à ses caprices et faire le mort. Il n'y a que cela de raisonnable, et les demi-mesures sont le propre des sots. Quant à moi, j'ai toujours été partisan du *sequere Deum* que j'interprète ainsi : abandonne-toi aux impulsions de la fortune, et marche devant toi les yeux bandés.

Et comme Gilbert ne répondait mot : — Oserais-je vous demander, poursuivit-il, ce qui vous faisait dire tout à l'heure que les jeux de la fortune sont bizarres?

— Je pensais, répondit tranquillement Gilbert, à l'empereur Constantin le Grand, lequel, comme vous savez...

— Ah! c'est trop fort, interrompit Vladimir. Eh quoi! par une

belle matinée, au milieu des bois, en face d'une petite mare desséchée qui ne manque pas de poésie, assis dans l'herbe et une jolie fleur blanche à la main, c'était l'empereur Constantin qui faisait le sujet de vos méditations? Quant à moi, je n'ai pas la tête aussi rassise, et je vous confesserai que tantôt, en rôdant parmi ces fourrés, je n'étais occupé que des jeux bizarres de ma propre destinée, et, chose singulière, j'éprouvais le besoin de les conter à quelqu'un.

— Vous m'étonnez, repartit Gilbert; je ne vous croyais pas si expansif.

— Et qui de nous, reprit Vladimir, ne dément jamais son caractère? En Russie, les devoirs de mon état m'obligent d'être obscur, ténébreux, cousu de mystères de la tête aux pieds, un grand pontife de la science ne parlant que par sentences et d'un ton d'oracle; mais ici je ne suis plus tenu de faire mon métier, et par une réaction de la nature, me trouvant seul dans un bois avec un homme de sens et de cœur, la langue me démange comme à une pie borgne. Voyons, si je vous racontais mon histoire, me promettez-vous d'être discret?

— Sans doute. Pourtant, s'il vous faut à tout prix un confident, à quoi tient-il que, lié comme vous l'êtes avec le comte Kostia...

— Ah! justement, quand vous saurez mon histoire, vous comprendrez par quelle raison, dans mes tête-à-tête avec Kostia Petrovitch, je lui parle souvent de lui et rarement de moi.

Là-dessus Vladimir Paulitch retroussa ses manchettes, et montrant ses poignets à Gilbert : — Regardez bien! lui dit-il. Ne voyez-vous là aucune marque, aucune cicatrice?

— J'ai beau regarder...

— C'est bizarre. Il y a pourtant quarante années que je porte les menottes, car tel que vous me voyez, moi Vladimir Paulitch, moi l'un des premiers médecins de la Russie, moi le savant physiologiste, je suis le rebut de la terre, je suis l'égal d'Ivan; en quatre mots, je suis un serf!

— Vous, un serf! s'écria Gilbert stupéfait.

— Ne vous étonnez pas trop; ces aventures-là sont communes en Russie, dit Vladimir Paulitch en souriant du bout des lèvres. Et il reprit : — Oui, monsieur, je suis un des serfs du comte Kostia, et jugez si je lui suis reconnaissant de ce qu'il lui a plu dans sa bonté de façonner, avec l'humble argile dont la nature avait pétri l'un de ses moujiks, la glorieuse statue du docteur Vladimir Paulitch? Cependant de toutes les faveurs dont il m'a comblé, celle qui me touche le plus, c'est que, grâce à sa discrétion, tout à l'heure encore il n'y avait dans le monde que deux hommes, lui et moi, qui me connussent pour ce que je suis. Depuis deux minutes, il y en a trois.

« Mes parens, poursuivit-il, étaient des paysans de l'Ukraine, et

mon premier métier fut de garder les moutons; mais j'étais né médecin. Un malade, homme ou mouton, était à mon sens le plus intéressant des spectacles. Je me procurai quelques livres, j'acquis une légère teinture d'anatomie et de chimie, et tour à tour je faisais des dissections ou je recherchais des simples, dont j'expérimentais les vertus avec une ardeur infatigable. Pauvre, dénué de toutes ressources, élevé dès l'enfance dans de sottes superstitions dont j'avais peine à m'affranchir, vivant au milieu d'hommes grossiers, ignorans, avilis par l'esclavage, rien ne put me rebuter, me décourager. Je me sentais né pour déchiffrer le grand livre de la nature et pour lui arracher ses secrets. J'eus le bonheur de découvrir des spécifiques contre le tac et la clavelée. Cela me rendit célèbre trois lieues à la ronde. Après les quadrupèdes, je m'essayai sur les bipèdes. J'opérai quelques cures heureuses. On venait de toutes parts me consulter. Fier comme Artaban, le petit berger, assis à l'ombre d'un arbre, rendait ses infaillibles oracles, et on l'en croyait d'autant plus volontiers que la nature avait mis dans ses yeux ces regards obscurs et voilés dont le mystère impose aux sots. La terre à laquelle j'appartenais était possédée par une vieille parente du comte Kostia. A sa mort, elle lui laissa son bien. Il vint visiter son nouveau domaine; il entendit parler de moi, me fit appeler auprès de lui, m'interrogea, fut frappé de mes dons naturels et de mon génie précoce. Il projetait déjà de fonder un hôpital dans celui de ses villages où est sa résidence d'été, il pensa qu'il pourrait un jour tirer parti de moi. Je pars avec lui, il m'emmène à Moscou. Cachant à tout le monde ma situation, il me fait instruire avec le plus grand soin. Maîtres, livres, argent, j'avais tout à foison. Ma félicité était si grande que j'osais à peine y croire, et il m'arrivait parfois de me mordre le doigt pour m'assurer que je ne rêvais pas. Quand j'eus vingt ans, Kostia Petrovitch me fit entrer à l'école de médecine; quelques années plus tard, je dirigeais son hôpital et une maison de santé qu'il fonda par mon conseil. Mes talens et mon bonheur ne tardèrent pas à me faire connaître. On parla de moi à Moscou; j'y fus appelé en consultation. Me voilà en passe de faire fortune et, ce qui me touchait davantage, recherché, fêté, courtisé, adulé! Le petit berger, le *moujik* était devenu roi et plus que roi, car un médecin qui a la main heureuse est adoré comme un dieu par ses cliens, et je ne crois pas qu'une jolie femme gratifie ses amans de la moitié des sourires qu'elle prodigue à pleines lèvres au magicien de qui dépendent sa vie et sa jeunesse. Dans ce temps-là, monsieur, j'étais encore dévot. Jugez de la place que tenait le comte Kostia dans mes prières, et avec quelle ferveur je le recommandais à l'intercession des saints et de la bienheureuse Marie... La prospérité a néanmoins ceci de mauvais,

qu'elle porte l'homme à se méconnaître. Enivré de ma gloire et de mes succès, j'oubliai trop ma jeunesse et mes moutons, et cet oubli pensa me perdre. Je fus appelé à donner des soins à un officier de cavalerie retiré du service. Il avait une fille qui se nommait Pauline; elle était belle et charmante. Je me croyais insensible à l'amour, et cependant à peine l'eus-je entrevue que je m'épris pour elle d'une violente passion. Songez que j'avais vécu jusqu'alors dans une continence de moine ascétique; la science avait été mon adorée et superbe maîtresse. Quand les passions s'allument dans un cœur chaste, elles y deviennent des fureurs. J'aimais Pauline avec rage, avec idolâtrie. Un jour elle me fit comprendre que ma folie ne lui déplaisait point. Je me déclarai à son père, j'obtins son agrément, et pensai mourir de bonheur. Le lendemain, j'allai trouver le comte Kostia, je lui contai mon aventure, je le suppliai de m'affranchir. Il se mit à rire, me remontra qu'une telle extravagance était indigne de moi. Le mariage n'était point mon fait. Une femme, des enfans, bagage inutile dans ma vie! Les petits bonheurs et les petits tracas du foyer domestique éteindraient le feu de mon génie, tueraient en moi l'esprit de recherche et l'audace de la pensée. D'ailleurs ma passion était-elle sérieuse? De l'humeur dont il me connaissait, j'étais incapable d'aimer. C'était un méchant tour que me jouait mon imagination. Que je demeurasse huit jours sans voir Pauline, et ma guérison était assurée!... Pour toute réponse, je me précipitai à ses pieds, je collai ma bouche sur ses mains, j'arrosai de larmes ses genoux, je baisai la terre devant lui... Il riait toujours, et finit par me demander en ricanant si, pour posséder Pauline, il était nécessaire de l'épouser.

« Mon amour était un culte. A ces paroles insultantes, la colère me prit; je me répandis en imprécations, en menaces. Bientôt pourtant, rendu à moi-même, je le conjurai d'excuser mes emportemens, et, reprenant le langage d'une servile humilité, je m'efforçai d'amollir par mes larmes ce cœur de bronze. Peines perdues! il demeurait inflexible. Je me roulais sur le plancher en m'arrachant les cheveux. Et lui de rire toujours!... Ce dut être, monsieur, une scène curieuse. Représentez-vous qu'à cette époque j'étais assez recherché dans ma mise. J'avais un jabot brodé, de fort belles manchettes en point d'Alençon; je portais des bagues à tous les doigts, et mon habit était de la dernière fraîcheur et d'une coupe fort élégante. Songez aussi que d'habitude mon maintien, ma démarche, mon air de tête respiraient la hauteur et l'arrogance. Les parvenus ont beau faire, ils se décèlent toujours. J'avais le verbe haut, le ton dominateur; je m'enveloppais de mystérieuses obscurités que déchiraient par instans les éclairs de mon génie, et comme j'avais accompli quelques guérisons extraordinaires qui ressemblaient fort à des miracles ou à des tours

de sorcier, mes poses d'hiérophante ne semblaient point trop déplacées, et j'avais des dévots qui encourageaient les licences de mon orgueil par l'excès de leur humilité... Et voilà que tout à coup cet homme d'importance, ce miraculeux personnage, il était là, couché à plat ventre, implorant la merci d'un maître inexorable, et il se tordait comme un ver de terre sous le pied qui lui broyait le cœur!... Enfin Kostia Petrovitch perdit patience; il me saisit dans ses puissantes mains, me remit sur mes pieds, et, me poussant violemment contre la muraille : Vladimir Paulitch, s'écria-t-il d'une voix tonnante, fais-moi grâce de tes contorsions de femmelette et rappelle-toi qui je suis et qui tu es. Un jour j'aperçus sur le grand chemin un méchant morceau de charbon; je le ramassai, au risque de me salir les doigts, et, comme je suis un peu chimiste, je le mis dans mon creuset et le convertis en diamant. Et au moment où je viens de sertir mon bijou et où je le porte en bague à mon doigt, tu me demandes de m'en défaire! Ah! mon fils, sur mon honneur, je ne sais à quoi il tient que je ne te renvoie vers tes moutons. Allons, fais un effort sur ta passion, sois raisonnable, rentre en toi-même. Attends ma mort, mon testament t'affranchira; mais jusque-là, ne t'en déplaise, tu seras ma chose et ma propriété. Garde-toi de l'oublier, ou je te brise en morceaux comme ce verre!... — Et, saisissant une fiole sur la table, il la lança contre la muraille et la fit voler en éclats...

« En ce moment-là, monsieur, le comte Kostia montrait un peu trop de vivacité, mais au fond il avait raison. Était-il juste qu'il perdît tout le fruit de ses peines? Pensez-y, ce lui était une grande jouissance d'orgueil que de pouvoir se dire : Le grand docteur si fêté, si admiré, il est ma chose et ma propriété... Son mot était juste; il me portait en bague à son doigt. Et puis il prévoyait l'avenir. Voilà deux années de suite qu'il lui a suffi de remuer le bout de son index pour que j'accourusse en hâte du fond de la Russie soulager ses pauvres nerfs tourmentés. Vous savez comme est fait le cœur de l'homme. S'il avait eu l'imprudence de m'affranchir, l'an dernier je serais venu par bon procédé; mais cette fois-ci... »

Pendant que Vladimir parlait, Gilbert se disait en lui-même : Cet homme est bien le compatriote du comte Leminof. — Et puis, se rappelant l'aimable et généreux Moscovite avec lequel il avait été lié autrefois, il concluait équitablement que la Russie est grande, et que, la nature se plaisant aux contrastes, ce grand pays produit tour à tour les âmes les plus dures ou les plus tendres qui soient au monde.

« Encore un coup, poursuivit Vladimir, le comte Kostia avait raison; le malheur est que la passion n'entend pas raison. Je le quittai

la mort dans l'âme, mais fermement résolu à lui tenir tête et à pousser ma pointe. Vous voyez que dans cette occasion j'observais mal la grande maxime *sequere fatum*. Je me flattais de surmonter le courant. Vaine illusion! Mais si l'on n'en avait point, serait-on amoureux?... Pauline habitait une petite ville située à deux lieues de notre village. Dès que j'avais quelque loisir, je montais à cheval et volais auprès d'elle. Le surlendemain de la terrible scène, je fis avec cette aimable fille et son père une promenade en voiture. Comme nous allions sortir de ville, je fus saisi d'un subit tressaillement... Je venais d'apercevoir sur le trottoir le comte Kostia, qui, tenant sous son bras sa canne à pommeau d'or, s'acheminait paisiblement à notre rencontre. Il me reconnut, sourit agréablement, et fit signe au cocher d'arrêter ses chevaux et à moi de descendre. — Peste de l'indiscret! Fouette, cocher! s'écria gaîment Pauline... — Mais j'avais déjà ouvert la portière... Excusez-moi, lui dis-je, je suis à vous dans un instant... Et en disant ces mots j'étais si pâle qu'elle pâlit aussi, comme assaillie d'un sinistre pressentiment. Kostia Petrovitch ne me retint pas longtemps. Après m'avoir salué avec une politesse cérémonieuse, il me dit d'un ton goguenard : Vladimir, elle est, ma foi, charmante. Ce qui me chagrine, c'est que, si ton mariage n'est pas rompu avant ce soir, demain cette jolie fille apprendra de moi qui tu es... Et là-dessus, me saluant de nouveau, il s'éloigna en fredonnant une ariette...

« L'argent, monsieur, m'avait toujours paru si peu de chose auprès de la gloire et de la science, et d'ailleurs mon amour pour Pauline était si pur de tout alliage, que je n'avais jamais eu l'idée de m'informer de sa fortune ni de la dot qu'elle devait m'apporter. Le soir de ce même jour, comme nous prenions le thé en famille dans le salon de mon futur beau-père, j'affectai de mettre sur le tapis cette importante question, et je fis paraître des vues si intéressées et une si sordide cupidité que le vieil officier finit par s'en indigner. Pauline a l'âme fière; elle nous écouta quelque temps en silence, puis, se levant, elle m'écrasa d'un regard de mépris, et, le bras étendu, me montra du doigt la porte... Ce diable de regard, monsieur, je ne l'ai pas oublié, il m'a longtemps poursuivi; aujourd'hui encore il m'arrive de le voir en rêve...

« En rentrant chez moi, j'essayai de me tuer; mais je m'y pris maladroitement, je me manquai. Ce sont de ces choses où l'on ne réussit jamais du premier coup. Ce qui m'empêcha de recommencer, c'est que le *sequere fatum* me revint à la mémoire. Je dis aux flots qui battaient ma poitrine épuisée : — Emportez-moi où il vous plaira! vous êtes mes maîtres, je suis votre esclave... — Et croyez-moi, monsieur, cette douloureuse mésaventure ne laissa pas de

me profiter. Elle me fit faire de salutaires réflexions. Pour la première fois je m'avisai de réfléchir, je dépouillai mon esprit de tous les préjugés qui lui restaient, je pris congé de toutes les chimères, je vis le monde et la vie tels qu'ils sont, et je prononçai que le ciel est vide. Mes manières ne tardèrent pas à se ressentir de l'assagissement de mon esprit. Plus d'arrogance, adieu les forfanteries. Je n'abdiquai pas mon orgueil, mais il devint plus traitable et plus commode; il renonça à piaffer, à faire la roue; le paon se changea en un homme de bonne compagnie. Et voilà, monsieur, à quoi sert l'expérience, assistée du *sequere fatum*. Elle m'a rendu sage, honnête homme et athée... Aussi peu de temps après je disais un beau matin au comte Kostia : — De tous vos bienfaits, le plus précieux fut de me délivrer de Pauline. Cette femme m'aurait perdu. Ah! comte Kostia, comme je ris dans ma barbe en me ressouvenant des ridicules litanies dont je régalai un jour vos oreilles! Vous me connaissiez bien. Amour de tête, feu de paille! Kostia Petrovitch, grâce à vous, mon esprit a acquis des clartés dont il vous aura une reconnaissance éternelle... — Cette déclaration le toucha, il m'en aima davantage. Il a toujours eu un faible pour les hommes qui entendent raison. Jusqu'alors, en dépit des marques d'affection qu'il me prodiguait, il m'avait toujours fait sentir la distance qui était entre nous. A partir de ce jour, j'entrai dans son intimité, je participai à ses secrets, et ce qui resserra encore notre amitié, c'est que j'eus un jour occasion de lui sauver la vie au péril de la mienne! »

— Et Pauline? dit le curieux et sympathique Gilbert.

— Ah! Pauline vous intéresse!... Rassurez-vous. Six mois après notre rupture, elle fit un riche mariage. Elle habite encore sa petite ville; elle est heureuse et n'a rien perdu de sa beauté. Je la rencontre quelquefois dans la rue en compagnie de son mari et de ses enfans, et j'ai le plaisir de la voir détourner la tête... Et moi aussi, monsieur, j'ai des enfans; ce sont mes élèves. On les appelle à Moscou *les petits Vladimir*, et l'un d'eux deviendra un jour un grand Vladimir. Je lui ai révélé tous mes secrets, car je ne veux pas qu'ils meurent avec moi, et ma fin pourrait bien être proche. J'ai encore un important travail à mettre au net; aussitôt ma besogne achevée, que la mort me prenne! La vie du petit berger de l'Ukraine a été trop agitée pour durer longtemps. Courte et bonne, voilà ma devise.

Et à ces mots, se penchant brusquement vers Gilbert et le regardant dans le blanc des yeux : A propos, lui dit-il, pensiez-vous réellement à Constantin l'empereur quand vous vous êtes écrié : O destinée, que vos jeux sont bizarres?

Peu s'en fallut que Gilbert ne se laissât déconcerter par cette vive apostrophe; mais il fut prompt à se remettre. — Ah! ah! pensait-il,

ce n'est pas pour rien que tu m'as conté ton histoire; tu avais des intentions. Qui sait si ce n'est point le comte Leminof qui t'a chargé de me confesser?

Vladimir déploya pour faire parler Gilbert tout ce qu'il possédait d'habileté; ses questions insidieuses ne tarissaient pas : Gilbert demeura impénétrable. De temps en temps ils se regardaient fixement l'un l'autre, chacun cherchant à troubler son adversaire et à surprendre son secret; mais en vain leurs regards croisaient le fer, ils étaient tous les deux si sûrs à la parade que pas une botte ne portait. Enfin Vladimir perdit patience. — Mon cher monsieur, s'écria-t-il, j'ai la faiblesse d'ajouter foi aux songes, et j'en ai fait un l'autre nuit qui m'a fort troublé. Je rêvai que le comte Kostia avait une fille et qu'il la rendait fort malheureuse parce qu'elle avait le double tort de n'être pas sa fille et de ressembler comme deux gouttes d'eau à une femme dont il ne chérissait pas le souvenir. Vous voyez que les rêves sont aussi bizarres que les jeux de la fortune. Ce qui est plus grave, c'est que le malheur et la beauté de cette enfant avaient fortement touché votre cœur et que vous aviez conçu pour elle une vive passion. — Que faut-il faire? me dites-vous un jour. — Alors je vous contai mon histoire, et je vous dis : Vous voyez de quelle trempe est le caractère de Kostia Petrovitch. N'espérez pas le fléchir, il se ferait un jeu de vous briser le cœur. Si j'avais été aussi amoureux que vous l'êtes, j'aurais enlevé Pauline et me serais enfui avec elle au bout du monde. Un enlèvement! voilà votre seule ressource. Et notez... (c'est dans mon rêve que je vous parlais ainsi), et notez que si vous exécutez heureusement ce hardi coup de main, le comte, d'abord furieux de voir sa victime lui échapper, finira certainement par en prendre son parti. La vue de cette enfant lui fait horreur; la tyrannie même qu'il exerce sur elle l'agite, et porte le désordre dans ses nerfs. Dès qu'elle l'aura quitté, il respirera plus librement, se portera mieux et pardonnera au ravisseur qui aura délivré sa vie du ferment de haine qui la troublait. Alors vous pourrez traiter avec lui, et je serai bien trompé si votre chère maîtresse tarde à devenir votre femme... C'est ainsi, je vous le répète, que je vous parlais dans mon rêve, et j'ajoutai : Ne perdez pas un instant; il y a péril en la demeure. Kostia Petrovitch a conçu des soupçons; demain peut-être il sera trop tard!...

— Et là-dessus vous vous êtes réveillé, interrompit Gilbert en éclatant de rire. — Puis se levant : — Vos rêves n'ont pas le sens commun, mon cher docteur, car, sans compter que M. Leminof n'a pas de fille, le don d'aimer m'a été refusé par la nature, et le seul enlèvement dont je sois capable, c'est celui des taches d'encre d'un in-folio. Avec un peu de chlore, voyez-vous... — Puis, ayant fait

quelques pas pour ramasser la parnassie qu'il avait jetée loin de lui : — Parlons de choses plus sérieuses, continua-t-il en reprenant avec Vladimir le sentier qui conduisait au château. Cette jolie fleur n'est-elle pas une capparidée? et n'est-il pas vrai que les capparidées?...

Chemin faisant, ils ne s'entretinrent que d'étamines hypogynes. Arrivés à l'entrée de la terrasse, ils se séparèrent amicalement. Vladimir regarda Gilbert s'éloigner, et il murmura entre ses dents : — Ah! tu n'as pas voulu parler, tu me refuses ta confiance et tu n'enlèves que les taches d'encre! Alors que ta destinée s'accomplisse!

Dirai-je tous les mouvemens divers qui agitaient le cœur de Gilbert? On les devinera sans peine. A toutes les inquiétudes qui le dévoraient, il venait de s'en ajouter une autre plus poignante encore, la crainte que tout ne fût découvert. — En dépit de mes précautions, se disait-il, quelque espion aposté par le comte m'aurait-il aperçu courant sur les toits? Il n'y a pas d'apparence. Je croirais plutôt que les yeux de lynx de Vladimir Paulitch ont su lire sur le visage de Stéphane. A table, il l'observe curieusement. Peut-être aussi mes regards m'ont-ils trahi. Cet esprit, grossier dans sa subtilité, a pris pour un amour vulgaire la tendre et généreuse pitié que m'inspirait une grande infortune. Sans doute il s'en est ouvert au comte, et c'est par son ordre qu'il a tenté de forcer ma confiance et de m'arracher des aveux. Stéphane! Stéphane! tous mes efforts n'auront-ils donc abouti qu'à faire fondre sur votre tête de nouveaux malheurs?... — Ce qui le calma un peu, ce fut la réflexion qu'il fit qu'elle l'avait autorisé de son propre mouvement à demeurer au moins deux semaines sans retourner auprès d'elle. — D'ici là, pensait-il, j'aviserai à quelque expédient. Il importe avant tout de faire perdre la piste à ce basset qui est sur nos traces. Aussi bien n'est-il plus ici pour longtemps. Son départ me sera un grand soulagement, car c'est un dangereux personnage. Pourvu seulement que Stéphane soit sage!

Le dîner se passa bien; Vladimir n'y parut pas. Le comte fut gai, aimable. Stéphane, quoique très pâle, était aussi calme que les jours précédens, et ses regards n'essayèrent pas de rencontrer ceux de Gilbert, qui sentit diminuer ses alarmes; mais, quand on se fut levé de table, Kostia Petrovitch étant sorti de la chambre le premier, sa fille eut le temps, avant de le suivre, de se retourner vivement, de tirer de sa manche un petit papier roulé et de le jeter aux pieds de Gilbert, qui le ramassa. Quelle ne fut pas sa douleur quand, après s'être enfermé à double tour dans sa rotonde, il lut les lignes suivantes : « L'esprit de ténèbres est rentré en moi! Je n'ai pu fermer l'œil la nuit dernière. J'ai la tête en feu. J'ai peur, je doute, je me

désespère. Mon Gilbert, il faut à tout prix que je te voie ce soir, car il n'est rien dont je ne me sente capable. O mon admirable ami! viens du moins me consoler, viens ôter de devant mes yeux le couteau qui est resté ouvert sur ma table... »

Gilbert passa deux heures dans une indescriptible angoisse. Tant qu'il fit jour, il demeura debout accoudé sur la tablette de basalte, espérant toujours que Stéphane paraîtrait à sa fenêtre et qu'il pourrait l'entretenir par signes; mais il attendit en vain. Et déjà la nuit commençait à s'épaissir. Il délibérait, il balançait, il hésitait. Enfin dans ce combat intérieur une pensée finit par dominer toutes les autres. Il croyait voir Stéphane échevelée, le désespoir dans les yeux, il croyait voir aussi dans ses mains un couteau dont la lame effilée jetait dans la nuit de funèbres éclairs... Épouvanté de ces horribles images, il ferme son cœur à tous les conseils de la prudence, il suspend son échelle, il descend, il traverse les toits, enjambe la fenêtre, s'élance dans la chambre... Stéphane l'attendait, accroupie aux pieds des saints. Elle se lève, bondit, saisit avec un geste convulsif le couteau qui était sur la table, en dirige la pointe vers son cœur, et s'écrie d'une voix vibrante : — Gilbert, pour la première et la dernière fois, m'aimes-tu?... — Effrayé, tremblant, hors de lui, Gilbert lui ouvre ses bras. Elle rejette le poignard loin d'elle, pousse un cri de joie, de délire, s'élance d'un bond vers son ami, l'enlace de ses bras, et se suspendant à ses lèvres, elle s'écrie : — Il m'aime! il m'aime! Je suis sauvée!... — Gilbert, tout en lui rendant ses caresses, cherche à calmer sa fièvre et ses emportemens... Mais tout à coup il a pâli. De l'alcôve voisine vient de sortir un soupir pareil à celui qu'il entendit une nuit dans l'un des corridors du château. — Nous sommes perdus! murmure-t-il d'une voix étouffée. On est venu nous surprendre. — Mais elle, se cramponnant à lui, et le visage illuminé d'une joie insensée : — Tu m'aimes, je suis heureuse. Que m'importe le reste?...

En cet instant, la porte de l'alcôve s'ouvre, et le comte Kostia paraît sur le seuil, terrible, menaçant, la lèvre contractée par un sinistre sourire. A cette vue, sa fille releva lentement la tête, puis elle fit quelques pas au-devant de lui, et pour la première fois elle osa regarder en face ce père qui, depuis tant d'années, la tenait ployée et frissonnante sous sa main de fer. Alors, semblable à une jeune lionne au poil hérissé, faisant flotter sur ses épaules ses cheveux en désordre, le corps frémissant, les sourcils froncés, l'œil en feu, d'une voix sombre et rauque : — Ah! vraiment, c'est donc bien vous, monsieur! s'écria-t-elle; soyez le bienvenu!... Vous ici, grand Dieu! En vérité, ces murailles doivent être surprises de vous voir... Oui, entendez-moi, vieilles murailles sourdes, l'homme que vous voyez là

sur le seuil de cette porte, c'est mon père! Ah! dites-moi, ne l'auriez-vous pas deviné à la tendresse qui paraît dans ses regards, à ce sourire plein de bonté qui se dessine sur ses lèvres?... — Et elle ajouta : — Père dénaturé, vous souvient-il encore que vous aviez jadis une fille? Cherchez bien, vous la retrouverez peut-être au fond de vos souvenirs... Eh bien! cette fille que vous aviez tuée, elle vient de sortir de son cercueil, et celui qui l'a ressuscitée, c'est l'homme que voici!... — Et, s'exaltant toujours plus : — Oh! comme je l'aime, cet homme divin! et en l'aimant, fille attentive à vous complaire, qu'ai-je fait autre chose que d'exécuter vos volontés? car enfin n'est-ce pas vous-même qui un jour m'avez précipitée à ses genoux?... J'y suis restée!...

Mais à ces mots, épuisée par l'excès de son émotion, ses forces l'abandonnèrent : elle poussa un cri, ferma les yeux, s'affaissa sur elle-même. Cependant Gilbert s'était déjà élancé vers elle : il l'enleva dans ses bras et la déposa inanimée dans un fauteuil; puis il se plaça devant elle, lui faisant un rempart de son corps. Quand il reporta ses regards sur le comte, il ne put s'empêcher de frémir, car il crut revoir le somnambule! Les traits de Kostia Petrovitch s'étaient décomposés, ses yeux étaient injectés de sang, et ses prunelles ardentes et fixes semblaient près de sortir de leurs orbites. Il se baissa lentement et ramassa le couteau, après quoi il demeura quelque temps immobile, sans donner aucun signe de vie, si ce n'est que par intervalles il passait sa langue sur ses lèvres, comme pour apaiser la soif de sang qui le consumait... Enfin il se mit en marche, la tête haute, le bras et le couteau suspendus en l'air, et ne demandant qu'à frapper. Alors, le voyant venir à lui, Gilbert recouvra tout son calme, et il s'écria d'une voix claire et forte : — Comte Leminof, rappelez à vous votre raison, qui est près de vous échapper!...

Et comme l'effroyable fantôme avançait toujours, il découvrit brusquement sa poitrine, et s'écria d'une voix plus forte encore : — Comte Kostia, frappe, voici mon cœur! Mais tes coups n'arriveront pas jusqu'à moi,... le spectre de Morlof est entre nous.

A ces paroles, le comte poussa un rugissement de bête fauve, suivi d'un gémissement long et plaintif. Un combat terrible s'engagea en lui; son front crispé, les mouvemens convulsifs qui agitaient son corps par saccades, et les flots d'écume qui débordaient sur ses lèvres témoignaient de la violence de l'effort qu'il se faisait. Enfin la raison l'emporta; son bras retomba et laissa échapper le couteau, les muscles de son visage se détendirent, ses traits reprirent par degrés leur expression naturelle; il se retourna du côté de l'alcôve et s'écria : — Ivan, viens donner des soins à ta jeune maîtresse, qui s'est évanouie.

Ivan parut. Qui se chargera de peindre le regard qu'il jeta à Gilbert? Cependant le comte était rentré dans l'alcôve; il en rapporta une bougie éteinte qu'il ralluma tranquillement, puis avec un geste aisé : — Mon cher monsieur, dit-il à Gilbert, il me semble que nous sommes de trop ici. Veuillez sortir avec moi par l'escalier, car à Dieu ne plaise que vous retourniez chez vous par-dessus les toits. S'il vous arrivait malheur, Byzance et moi, nous en serions inconsolables!

Gilbert était ainsi fait qu'en ce moment M. Leminof lui inspirait plus de pitié que de colère. Il obéit, et, le précédant de quelques pas, il traversa l'alcôve et le vestibule et descendit l'escalier. Quand il fut à l'entrée du corridor, se retournant et s'adossant contre la muraille : — J'aurais deux mots à vous dire, murmura-t-il tristement.

Le comte, s'arrêtant sur la dernière marche, s'accouda nonchalamment sur la balustrade et lui répondit en souriant : — Parlez, je suis prêt à vous entendre; vous savez que j'ai toujours du plaisir à causer avec vous.

— Je vous supplie, lui dit Gilbert, de pardonner à votre fille l'amertume de son langage. Elle parlait dans le délire. Je vous jure qu'au fond de son cœur elle vous respecte, et que vous n'auriez qu'à le vouloir pour qu'elle vous aimât comme un père.

M. Leminof ne répondit que par un haussement d'épaules qui signifiait : Que m'importe?

— Je tiens à vous dire encore, reprit Gilbert, que votre colère doit retomber tout entière sur moi seul. C'est moi qui suis allé trouver cette enfant, qui me haïssait; je l'ai contrainte de me recevoir, je lui ai imposé mes soins, et je n'ai eu ni cesse ni repos que je n'eusse gagné son affection.

Le comte haussa encore les épaules, comme pour dire : Je vous en crois, mais en quoi cela change-t-il la situation?

— Quant à moi, poursuivit Gilbert, je vous affirme, sur mon honneur, qu'hier seulement j'ai arraché à votre fille son secret.

Le comte lui répondit : — Je vous crois sans peine; mais dites-moi, je vous prie, est-il vrai qu'à cette heure vous aimez cette petite fille comme elle vous aime?

Gilbert réfléchit un instant, puis, ne prenant conseil que des intérêts et de la dignité de Stéphane, il répondit : — Oui, j'ai conçu pour elle une pure et chaste passion.

Une joie ironique parut sur le visage du comte. — A merveille! dit-il; c'est tout ce que je désirais savoir. Nous n'avons plus rien à nous dire.

Gilbert redressa la tête : — Un mot encore, monsieur! s'écria-t-il. Je ne vous quitte pas avant que vous m'ayez juré que vous ne tou-

cherez pas à l'un des cheveux de votre fille, et que vous ne vous vengerez pas sur elle de ma généreuse imprudence!

— Peste! dit le comte en riant, vous le prenez sur un ton superbe; mais je vous dois de la reconnaissance. Tantôt votre sang-froid m'a empêché de commettre un crime qui eût été une sottise, car il n'y a que les sots qui se vengent à coups de couteau. Aussi je vous accorderai plus encore que vous ne demandez. Désormais ma fille n'aura plus à se plaindre de moi, et je m'occuperai paternellement de son bonheur. Il lui déplaît d'être sous la garde d'Ivan, il ne sera plus que son humble serviteur. J'entends qu'elle soit libre comme l'air, et toutes ses fantaisies me seront sacrées. Je commencerai par lui rendre son cheval, s'il n'est pas encore vendu. Je ferai plus, je lui permettrai de reprendre les vêtemens de son sexe; mais je mets à tant de faveurs deux conditions : la première, c'est que vous resterez ici au moins six mois encore; la seconde, c'est que vous n'essaierez ni de voir ma poupée, ni de lui parler, ni de lui écrire sans mon agrément.

Gilbert poussa un profond soupir. — Je vous le jure sur mon honneur! répondit-il.

— Donnant, donnant! reprit M. Leminof. J'ai votre parole, et j'y crois comme à mot d'Évangile.

Quand le comte rentra dans son cabinet, le docteur Vladimir, qui l'attendait avec impatience, l'examina des pieds à la tête, comme s'il eût cherché à découvrir sur ses vêtemens ou sur ses mains quelque tache de sang; puis, comprimant son émotion : — Eh bien! lui dit-il froidement, comment l'affaire s'est-elle passée?

— Fort bien! dit le comte en se jetant dans un fauteuil. Je n'ai tué personne. La raison de ce jeune homme m'a rendu la mienne.

Vladimir Paulitch pâlit. — Ainsi, dit-il avec un sourire forcé, cet audacieux séducteur en a été quitte pour une algarade!

— Vous n'avez pas le sens commun, Vladimir Paulitch! Que parlez-vous de séduction? Les Gilbert sont pour vous une énigme. Ils ne sont pas nés sous la même planète que les docteurs Vladimir et les comtes Leminof. Il y a là dedans de l'humanitaire, du chevalier errant, de la sœur grise, du saint Vincent de Paul! Avec cela, notre philanthrope a la passion des marionnettes, et dès son arrivée il me prévint qu'il s'entendait à les faire jouer. Il faut croire qu'il a voulu se donner à lui-même la représentation de quelque *acte sacramentel*, de quelque mystère du moyen âge. La pièce a bien débuté. Les personnages principaux étaient la foi, l'espérance et la charité. Par malheur, l'amour s'est mis de la partie, et le mystère s'est transformé en un drame de cape et d'épée. J'en suis fâché pour lui; ces drames-là finissent toujours mal.

— Vous vous trompez, comte Kostia, répondit ironiquement Vladimir; ils se terminent souvent par un mariage.

— Vladimir Paulitch, s'écria le comte en frappant du pied, tu as le don de m'exaspérer. Aujourd'hui tu as passé plus d'une heure à souffler dans mon âme le feu de la vengeance. Tu hais ce jeune homme. Je crois, sur mon honneur, que tu es jaloux de lui. Crains-tu donc que je ne le mette dans mon testament au lieu et place du petit berger de l'Ukraine?... Penses-en ce qu'il te plaira, mon cher docteur; ce qui est certain, c'est que si j'avais eu l'affreuse maladresse de tuer cet aimable compagnon de mes études, dans ce moment je le pleurerais avec des larmes de sang, car, je ne sais qu'y faire, il m'est cher en dépit de tout; mais qui aime bien châtie bien, et je ne puis m'empêcher de le plaindre en songeant à toutes les souffrances que je lui vais faire endurer. Là-dessus va te coucher, docteur. Demain matin, tu t'en iras de ton pied léger à trois lieues d'ici, de l'autre côté de la montagne, jusqu'à une jolie auberge dont je t'indiquerai le chemin. Je m'y rendrai à cheval. J'ai besoin d'exercice et de distraction. Nous nous retrouverons là et dînerons ensemble. Entre la poire et le fromage, nous causerons physiologie, et tu te mettras en quatre pour me divertir.

— Mais y pensez-vous? s'écria Vladimir surpris au dernier point. Vous allez permettre à ces deux amans...

— Oh! le pauvre esprit en dépit de sa sagesse! interrompit le comte. En matière de vengeances, tu ne connais que le calicot et la cotonnade. Moi, je me plais à ourdir les miennes avec des fils d'or et de soie!

Étant rentré dans sa chambre, Vladimir Paulitch se dit à lui-même : — Ces deux hommes sont par trop raisonnables. La pièce ne marche pas. Il faut que je me charge du dénoûment.

XIX.

Ivan entra de grand matin dans la chambre de Gilbert. La figure du pauvre serf faisait peine à voir. Il avait les yeux rouges et gonflés, et tous ses traits étaient bouffis. Partout sur son visage on apercevait la marque sanglante de ses ongles, dont il avait labouré son front et ses joues. Il prévint Gilbert que vers midi le comte Kostia sortirait avec Vladimir Paulitch et serait absent le reste du jour. « Il me laissera ici pour vous surveiller et lui rendre compte à son retour de tout ce que j'aurai vu et entendu. Je ne suis pas méchant; mais, après ce qui s'est passé, vous seriez fou d'attendre de moi la moindre complaisance. Mes yeux, mes oreilles et ma langue feront leur devoir. Sachez d'ailleurs que le *bârine* est aujourd'hui d'une humeur

très sombre. Il a les lèvres blanches, et il passe fréquemment sa main gauche sur ses sourcils, ce qui est un signe certain que son âme est à l'orage.

— Mon cher Ivan, répondit Gilbert, moi aussi je serai absent tout le jour; comme tu le vois, ton office de surveillant en sera plus facile.

Ivan poussa un soupir de soulagement. Il lui sembla qu'une montagne tombait de dessus sa poitrine. — Je vois avec joie, dit-il, que vous vous repentez de votre péché et que vous promettez d'être plus sage à l'avenir. Ah! si mon jeune père pouvait entendre raison comme vous!

— Ton jeune père, comme tu l'appelles, sera aussi raisonnable que moi. Mais fais-moi la grâce de me dire...

— Oh! rassurez-vous; son évanouissement n'a pas été long. A peine m'étais-je approché de lui qu'il a rouvert les yeux et m'a demandé si vous étiez encore vivant. Sur ma réponse il s'est écrié : — Ah! mon Dieu! que je suis heureux! Il a la vie sauve et il m'aime! — En parlant ainsi, il a voulu se lever; mais il était si faible qu'il est retombé. Alors je l'ai transporté sur son lit, et il m'a dit : « Ivan, voilà quatre nuits que je n'ai fermé l'œil... » Et à ces mots il a souri, et au milieu de son sourire il s'est endormi. Il dort encore.

— Pour que Stéphane soit sage, reprit Gilbert, il faut qu'elle s'occupe, qu'elle travaille des doigts et de l'esprit... Tiens, prends cette fleur blanche, ajouta-t-il en lui présentant la parnassie qu'il avait cueillie la veille. Tu lui diras de ma part de la peindre aujourd'hui dans son herbier.

Et comme Ivan examinait la plante d'un air de défiance : — Va, ne crains rien! Je n'y ai point caché de billet. Je suis un homme d'honneur, mon cher Ivan, et je ne reprends jamais ma parole.

Ivan enfouit la fleur dans une de ses manches, et il sortit en murmurant : — Comment tout cela finira-t-il? Ah! puisse la très sainte Trinité regarder enfin en pitié cette maison, ou nous sommes tous perdus!

Gilbert sortit. Laissant sur sa droite le plateau et ses épais fourrés, il gagna la grande route et suivit longtemps le bord du Rhin. Il passa toute la journée à courir. Mille pensées lui roulaient confusément dans l'esprit; mais il en revenait toujours à se dire : — J'y perdrai la vie ou je sauverai cette enfant!

Comme le soleil commençait à décliner vers l'horizon, il retourna au château. Il chercha le père Alexis, il le trouva dans la chapelle. Le bon père avait appris d'Ivan ce qui s'était passé la veille. Il adressa les plus vifs reproches à Gilbert; toutefois, après avoir entendu ses explications, il se radoucit, et d'un ton d'indulgence grondeuse il lui rappela le vieux proverbe : « A chacun son métier. » Les bœufs,

ajouta-t-il, sont nés pour tirer la charrue, les oiseaux pour voler, les abeilles pour faire du miel; la vocation des Gilbert est de lire de gros livres et d'en faire, celle des père Alexis d'édifier et de consoler leur prochain. Tu as empiété sur mon emploi, tu as voulu courir sur mes brisées. Et à quoi ont abouti tes efforts? A gâter ma besogne. N'avais-tu donc pas remarqué comme cette enfant se portait mieux depuis deux mois, comme elle était plus tranquille, plus douce, plus résignée? Je l'avais si bien prêchée qu'elle avait fini par entendre raison. Et toi, tu es venu lui mettre en tête une folle amourette qui vous coûtera à tous les deux bien des larmes!

Mais là-dessus, lui saisissant le bras avec force : — Et quel besoin avions-nous de ton aide, le bon Dieu et moi? Avais-tu donc oublié?... Ouvre les yeux, regarde! Aujourd'hui, mon enfant, aujourd'hui même j'ai mis la dernière main à mon grand ouvrage.

Et il lui montrait du doigt deux longues files de figures blêmes, surmontées de nimbes d'or, que deux lampes suspendues à la voûte éclairaient d'un jour mystérieux. Puis, semblable à un général qui fait le dénombrement de ses troupes : — Regarde ces trois barbes blanches, lui disait-il; c'est Isaïe, c'est Jérémie, c'est Ezéchiel. De ce côté, voilà les saints guerriers martyrs. Voilà saint Procope, voilà saint Théodore, qui brûla le temple de Cybèle... Sa torche n'est pas si bien éteinte qu'elle ne se puisse rallumer... Et ces archanges qui sont là, penses-tu que leurs bras soient engourdis et que leurs épées se soient à jamais endormies dans leurs fourreaux?

Et à ces mots, tombant à genoux : — Et vous, sainte mère de Dieu, souffrez que votre indigne serviteur vous somme de tenir votre parole! Que votre droite auguste paraisse enfin! Qu'à la vue de votre sourcil froncé il s'accomplisse un mystère d'épouvante et de larmes dans les cœurs endurcis! Que le col de l'orgueilleux soit brisé, et que sa tête altière, courbée par le souffle de vos lèvres comme par un vent de tempête, ploie jusqu'à terre, et balaie de ses cheveux la poussière de ce parvis!

En ce moment, on entendit une voix qui criait : — Père Alexis, père Alexis, où êtes-vous? — Le prêtre pâlit, frissonna. Il essaya en vain de se relever, l'un de ses genoux resta cloué au sol. — Ah! mon enfant, s'écria-t-il, n'as-tu pas entendu une voix divine qui me répondait?

Mais, l'aidant à se remettre sur ses pieds, Gilbert lui dit avec un sourire triste : — Il n'y a rien de divin dans cette voix-là. Elle a un accent provençal fort prononcé, et, si je ne me trompe, c'est celle du cuisinier Jasmin, qui est là dans la cour, une lanterne à la main, et qui vous appelle.

— Tu as peut-être raison, lui répondit le bon père en secouant la

tête et passant la main sur son front baigné de sueur. Allons voir ce que nous veut ce cher Jasmin. Peut-être m'apporte-t-il mon dîner. Je l'avais pourtant prévenu que je me proposais de jeûner aujourd'hui.

Jasmin ne les vit pas plus tôt sortir de la chapelle qu'il accourut vers eux et dit au pope : — Je ne sais, mon père, ce qui vient d'arriver à Ivan; mais tantôt j'étais entré dans sa loge pour lui porter son repas, je l'ai trouvé étendu sur son lit. Je l'ai appelé, je l'ai secoué, impossible de le réveiller.

Un frisson parcourut tout le corps de Gilbert. S'emparant de la lanterne de Jasmin, il s'élança à la course, et en deux secondes il fut auprès d'Ivan. Jasmin avait dit vrai : le serf dormait d'un profond et pesant sommeil. A force de le tirer par le bras, Gilbert réussit à lui faire ouvrir un œil; mais il le referma bientôt, se tourna vers la muraille et se rendormit de plus belle.

— Il faut qu'on lui ait donné un narcotique! dit Gilbert, parlant à l'oreille du père Alexis, qui venait de le rejoindre. Puis, s'adressant à Jasmin, qui avait suivi le pope : — Personne n'est-il venu ici cette après-midi?

— Je vous demande pardon, dit le cuisinier. Le docteur Vladimir est revenu de la promenade vers cinq heures. Cela m'a fort surpris, le comte Kostia m'ayant prévenu avant de partir que M. Stéphane seul dînerait ici aujourd'hui.

— Et dans ce moment le docteur est-il à table?

— Pardon, pardon! Il n'a pas voulu dîner. Il m'a dit, par manière de plaisanterie, qu'avant peu il s'en irait faire un repas qui l'attendait dans l'autre monde.

— Mais où est-il donc? Dans son cabinet?

— Au bout de deux heures, il est sorti accompagné de M. Stéphane.

— Et de quel côté sont-ils allés? s'écria Gilbert en lui secouant violemment le bras.

— Ah! pardon, monsieur, prenez garde! Vous allez me disloquer le bras! répondit le gros Provençal.

— Jasmin, mon bon Jasmin, réponds-moi donc : où sont-ils allés?

— Ah! je m'en souviens; ils ont pris le chemin des bois.

Et Gilbert de courir. Le père Alexis eut beau lui crier : — Attends-moi, mon enfant, je t'accompagnerai. Je suis un homme de bon conseil... — Autant en emportait le vent. Gilbert était déjà dans les bois.

La tête nue, pâle, hors d'haleine, il courait à toutes jambes. La nuit était venue, et la lune commençait d'argenter les feuillages qui frémissaient au souffle du vent. Gilbert était aveugle aux clartés de

la lune, il était sourd aux soupirs du vent. Il n'entendait rien qu'un bruit décroissant de pas dans le lointain, il ne voyait rien qu'un nuage de sang qui flottait devant ses yeux et lui marquait son chemin; la seule pensée qui se fît jour dans son esprit, en proie aux ténèbres, était celle-ci : — Je n'ai pas compris cet homme; c'est une alliance offensive qu'il me proposait hier. J'ai refusé de le venger, il se venge lui-même, et un serf russe qui se venge est capable de tout...

Et il courait, courait toujours; il eût couru jusqu'au bout du monde, si, à l'un des coudes du chemin, il n'eût aperçu tout à coup Stéphane à quelques pas devant lui, éclairée de la lune, immobile et debout. Gilbert s'arrêta, étendit les bras, poussa un cri. Elle tressaillit, se retourna, et, courant à lui : — Gilbert, s'écria-t-elle, m'aimes-tu?

Il ne lui répondit qu'en la pressant contre sa poitrine, et, apercevant en ce moment le docteur Vladimir, qui était assis sur le rebord du fossé, la tête dans ses mains : — Cet homme ici, avec vous!... balbutia-t-il.

— Je ne sais, dit-elle d'une voix tremblante, si c'est un fou ou un scélérat; mais ce qui est sûr, c'est qu'il va mourir, car il s'est empoisonné.

— Que dites-vous donc? fit Gilbert en contemplant d'un œil effaré la face morne du docteur, que la lune éclairait en plein; ah! je vous en conjure, expliquez-moi...

— Que sais-je? dit-elle. Depuis hier soir, je crois rêver. Il me semble cependant que cet homme est venu me trouver dans ma chambre. Il avait eu la précaution d'endormir Ivan... J'étais triste à mourir. Il m'a persuadé que vous, mon Gilbert, vous m'attendiez à l'un des carrefours de cette forêt pour vous enfuir avec moi dans une contrée lointaine... Partons! partons! me suis-je écriée; mais, chemin faisant, j'ai réfléchi, j'ai conçu des soupçons, et à ce tournant de la route j'ai dit à mon sinistre compagnon : Amenez-moi mon Gilbert ici, je ne vais pas plus loin!... Alors il m'a regardée avec des yeux effrayans, et je crois qu'il m'a dit : Que m'importe ton Gilbert? Suis-moi, ou tu es morte!... Et en parlant ainsi il fouillait dans son sein, comme pour y chercher une arme cachée; mais, si je ne me trompe, je l'ai regardé fixement en croisant les bras, et je lui ai dit : Tue-moi, mais tu ne me feras pas faire un pas de plus!...

Vladimir releva la tête. — Que les ressemblances sont trompeuses! dit-il d'une voix sourde. J'ai connu autrefois une femme qui avait le même tour de visage, et un soir, par la seule puissance de mon regard, je l'obligeai de tomber à mes pieds en s'écriant : —

Vladimir Paulitch, fais de moi ce qu'il te plaira!... Mais votre jeune amie a l'âme faite d'une bien autre étoffe. Vous me croirez si vous voulez, monsieur, le fait est que son charmant visage me frappa subitement d'un respect involontaire. Il me sembla que sa tête était ornée d'un bandeau royal. Son front respirait une noble fierté, la colère gonflait ses narines, et pendant qu'un sourire de mépris errait sur ses lèvres, ses regards annonçaient la candeur d'une âme aussi pure que le rayon de lune qui nous éclaire!... A cette vue, je me suis pris à penser à la femme dont je vous parlais hier, j'ai conçu un mouvement d'horreur pour le guet-apens que j'avais prémédité, et moi, docteur Vladimir, je me suis prosterné aux pieds de cette enfant en lui disant : Pardonne-moi, je suis un misérable!... Après quoi j'ai avalé une assez forte dose d'un poison de ma composition auquel je ne connais point d'antidote, et dans deux heures d'ici je ne serai plus.

— Gilbert le regardait fixement : — Ah! grand Dieu! pensait-il, ce n'est pas la vie de Stéphane, c'est son honneur qui était en danger! Mais le miracle promis s'est opéré; seulement ce n'est pas celui qu'attendait le père Alexis, puisqu'il a été l'œuvre du Dieu de la nature.

Stéphane s'approcha de lui, et, joignant les mains : — Gilbert, Gilbert, murmura-t-elle, fuyons, fuyons ensemble, il en est temps encore!

Mais lui : — Je devine tout!

Et se tournant vers Vladimir : — Monsieur, suivez-moi! lui dit-il d'un ton d'autorité. Il est bon que le comte Kostia recueille vos derniers soupirs.

Vladimir réfléchit un instant, puis, se levant : — Vous avez raison, il faut que je le revoie avant de mourir; mais donnez-moi le bras, car le poison commence à opérer, et j'ai les jambes fort engourdies.

Ils se mirent en marche. Stéphane les précédait de quelques pas. Par intervalles, Vladimir s'écriait : — Mourir! ne plus respirer! ne plus voir le soleil! ne plus se souvenir! oublier tout!... Et il ajoutait : — Une seule chose trouble mon bonheur; je ne suis pas assez vengé!

Enfin la voix expira sur ses lèvres et les jambes lui manquèrent. Il fallut que Gilbert le chargeât sur son épaule. Il était près de succomber sous le faix, quand il vit venir à lui le père Alexis tout essoufflé. Il ne lui laissa pas le temps de reprendre haleine : — Prenez cet homme par les pieds! lui cria-t-il. Je le soutiendrai par les épaules. En route, mon bon père, en route! Il y va de notre vie à tous!

Le père Alexis s'empressa de faire ce que Gilbert lui demandait. Ils se remirent en route. Ils marchaient tous la tête basse et se renfermaient dans un funèbre silence, à l'exception de Stéphane, qui,

sa barrette enfoncée sur ses yeux, prononçait par instans des mots sans suite, et tour à tour observait Gilbert à la dérobée ou échangeait de mornes regards avec la lune. Arrivés au château, ils traversèrent la cour, montèrent l'escalier sans rencontrer personne; mais en entrant dans le vestibule du premier étage, dont toutes les lanternes étaient allumées, ils entendirent un bruit de pas dans le corridor qui conduisait à la tour carrée. — M. Leminof est de retour! dit Gilbert en tressaillant. Père Alexis, transportez cet homme dans sa chambre. Je vais parler au comte. Dans un instant je vous l'amènerai.

Et, saisissant Stéphane par le bras : — Au nom du ciel, éloignez-vous, lui dit-il à l'oreille. Descendez sur la terrasse, tenez-vous cachée! Il ne faut pas que votre père vous voie avant de m'avoir entendu!

— Crois-tu donc que j'aie peur? répondit-elle.

Et, lui échappant, elle s'élança à la course dans le corridor.

Cependant le père Alexis venait d'entrer dans la chambre de Vladimir Paulitch, qu'il soutenait avec peine dans ses bras tremblans. Au moment où il le déposait sur son lit, une voix arriva jusqu'à eux, qui proférait ces mots terribles : — Ah! c'est trop me braver!... Qu'elle périsse!

Et un cri aigu déchira les airs, suivi du bruit sourd d'un corps qui tombait lourdement sur le carreau.

Le père Alexis saisit Vladimir à la gorge. — Ce n'était pas assez de la mère, s'écria-t-il, tu viens de tuer la fille!

Puis, lâchant prise, il s'élança éperdu hors de la chambre.

Vladimir se mit sur son séant. Une joie atroce illuminait son visage, et, recouvrant l'usage de la parole : — Ma vengeance est complète! murmura-t-il.

Mais à ces mots un gémissement lui échappa; le poison commençait à lui brûler les entrailles. Pourtant il oublia sa souffrance quand il vit paraître le comte, suivi du pope, et tenant à la main une épée qu'il jeta dans un coin. — Comte Kostia, s'écria le mourant, qu'as-tu fait de ta fille?

— Je l'ai tuée, répondit-il d'un ton bref en l'interrogeant du regard.

Vladimir garda un instant le silence. — Mon bon maître, reprit-il, te souvient-il de cette Pauline que j'aimais? Te souvient-il aussi de m'avoir vu me rouler à tes pieds en te criant : Grâce! grâce pour elle et pour moi? Mon bon maître, aurais-tu oublié ce coin de rue où tu me dis un jour : Cette femme est charmante; mais si votre mariage n'est pas rompu avant ce soir, demain elle apprendra de moi qui tu es?... Ce jour-là, Kostia Petrovitch, vous aviez l'air heureux et souriant... Dites, Kostia Petrovitch, vous en souvient-il?

Le comte ne répondit que par un sourire dédaigneux.

— O le plus simple et le plus crédule des hommes! poursuivit Vladimir, comment avez-vous pu penser que je viderais jusqu'à la lie ce calice de douleur et de honte, et que je ne me vengerais pas de celui qui avait souri en me le faisant boire?

— Six mois plus tard, tu me sauvas la vie! fit le comte en haussant légèrement les épaules.

— C'est que tes jours m'étaient chers. Tu ne connais donc pas les tendresses de la haine! Je voulais que tu vécusses et que ta vie fût un enfer...

Et il ajouta d'une voix haletante : — L'amant de la comtesse Olga,... c'était moi.

Le comte chancela comme frappé de la foudre. Il s'appuya au dossier d'une chaise pour ne pas tomber; puis, s'élançant vers la table, il se saisit d'un carafon plein d'eau, et, buvant à même, il le vida d'un seul trait. Alors d'un ton convulsif : — Tu mens! dit-il. La comtesse Olga n'a pu se donner à un serf!

— Un peu plus de mémoire, Kostia Petrovitch. Vous oubliez qu'à ses yeux je n'étais pas un serf, mais un docteur illustre, une façon de grand homme... Cependant je te veux consoler. La comtesse Olga ne m'aimait pas plus que je ne l'aimais. Mes regards mystérieux, mes menaces avaient comme ensorcelé cette pauvre tête; elle était mourante de peur dans mes bras, et quand au sortir d'un si doux entretien elle m'eut entendu m'écrier : « Olga Vassilievna, votre amant est un serf!... » à ce coup, elle pensa mourir de honte et d'horreur.

Le comte jeta à son serf un regard d'indicible dégoût, et, faisant un effort surhumain pour lui adresser une fois encore la parole : — Impossible! dit-il. Cette lettre que tu m'adressas à Paris...

— Je craignais que votre déshonneur ne vous demeurât caché, et d'ailleurs que m'importait de vivre?

M. Leminof se tourna vers le prêtre, qui était resté debout au fond de la chambre. — Père Alexis, cet homme dit-il vrai?

Le pope s'inclina silencieusement.

— Et c'est ainsi, prêtre imbécile, que tu as enduré mort et martyre pour prolonger les jours d'un ver de terre!

— Je me souciais peu de sa vie, répondit-il avec dignité, mais beaucoup de ma conscience et de l'inviolable mystère de la confession.

— Et deux années de suite tu as souffert, sans m'en avertir, que mon ennemi mortel vînt loger sous mon toit?

— J'ignorais son histoire et qu'il eût des raisons de vous haïr. Je m'imaginais qu'une folle passion l'avait rendu traître à l'amitié, et que dans son repentir il cherchait à expier sa faute par les soins empressés dont il vous entourait.

— Pauvre hère! fit le comte en l'écrasant d'un regard de pitié.

Alors Vladimir reprit d'une voix de plus en plus faible : — Depuis

l'heure maudite où j'ai rampé à tes pieds sans pouvoir attendrir par mes larmes ton cœur de pierre, j'avais pris la vie en dégoût. Sentir que je t'appartenais, c'était un supplice de tous les instans! Que si tu me demandes pourquoi j'ai si longtemps différé ma mort, je te répondrai que puisque tu avais une fille, ma vengeance n'était pas complète. Je l'ai laissée grandir, cette enfant; mais, quand l'horloge du destin a sonné l'heure que j'attendais, le courage m'a subitement failli, et j'ai conçu des scrupules dont tu me vois encore étonné... Que dis-je? je bénis ma faiblesse, puisque je t'ai ramené ici une victime pure et sans tache, et que sa virginale innocence ajoute à l'horreur de ton forfait... Ah! dis-moi, le fer dont tu lui as déchiré le cœur n'est-il pas celui dont tu transperças Morlof? Oh! l'épée véritablement prédestinée!

L'œil du comte Kostia s'illumina. Il eut comme un pressentiment qu'il allait enfin être délivré de ce doute fatal qui depuis tant d'années empoisonnait sa vie, et attachant sur Vladimir ses yeux de vautour : — Cette enfant, dit-il, n'était pas ma fille.

Vladimir déboucla son col, en déchira la doublure avec ses ongles, en retira un papier plié en huit qu'il jeta aux pieds du comte : — Ramasse cette lettre! lui cria-t-il. L'écriture t'en est connue. Je voulais te la faire tenir par ta fille déshonorée. Va la lire près de ta fille morte.

M. Leminof ramassa la lettre, la déplia et la lut jusqu'au bout d'un regard ferme et calme. Les premières lignes en étaient ainsi conçues:

« Vil *moujik*, tes embrassemens impurs m'ont rendue mère. Sois heureux et fier. Tu m'as révélé que la maternité peut être une torture. Dans mon ignorante simplicité, je n'avais connu jusqu'à ce jour que celle qui est une ivresse, un orgueil, une vertu, celle que Dieu et son église regardent avec complaisance, celle que les anges abritent de leurs ailes blanches. Quand pour la première fois je sentis mon Stéphan et ma Stéphane remuer dans mon sein, mes entrailles tressaillirent d'allégresse, et je ne pus trouver assez de paroles pour bénir le ciel qui récompensait enfin une attente de six années; mais à cette heure ce n'est pas un enfant que je porte dans mon sein, c'est un crime, et je voudrais l'en arracher avec des tenailles et te le jeter tout fumant à la face... »

Cette lettre de quatre pages répandit la lumière et porta la conviction dans l'esprit du comte Kostia. — Elle était bien ma fille, dit-il froidement... Heureusement je ne l'ai pas tuée.

Il sortit de la chambre, et l'instant d'après il reparut accompagné de Gilbert et portant dans ses bras sa fille échevelée et blême, mais vivante. Il s'avança jusqu'au milieu de la chambre. Là, comme se parlant à lui-même : — Ce jeune homme est mon bon génie. Il m'a arraché mon épée. Dieu soit loué! il nous a sauvés, elle et moi. Cette

chère enfant a eu peur; elle est tombée à la renverse, mais elle ne s'est fait aucun mal. Vous le voyez bien, elle est vivante, elle a les yeux ouverts, elle entend, elle respire. Demain elle sourira,... demain nous serons tous heureux.

Puis, l'entraînant au chevet du lit et appelant à lui Gilbert, il mit leurs mains droites l'une dans l'autre, et debout derrière eux, étreignant leurs épaules de ses bras puissans, passant son cou entre leurs deux têtes, il les força malgré eux de s'incliner avec lui sur le moribond.

Gilbert et Stéphane fermaient les yeux. Ceux du comte et de Vladimir étaient tout grands ouverts et s'entre-dévoraient. Les prunelles du maître flamboyaient comme des torches; celles du serf étaient caves, vitreuses, et l'épouvante les remplissait, mêlée à l'horreur du sépulcre. Comme pétrifié, il murmurait d'une voix mourante : — Je me suis perdu. J'ai défait mon œuvre. Demain, demain, ils seront heureux... Un dernier regard chargé de haine jaillit de son œil, qu'envahissait déjà l'ombre éternelle, après quoi tous ses traits se contractèrent, sa bouche se tordit, et, ayant poussé un effroyable cri, il rendit l'âme.

Alors le comte se redressa lentement. Ses deux bras, dont il tenait les deux jeunes gens serrés comme dans un étau vivant, se détendirent, et Stéphane se laissa tomber sur le sein de Gilbert. Interdite, sans couleur, l'œil effaré, ivre à la fois de joie et de terreur, se cramponnant à son ami comme fait un naufragé à sa planche de salut : — Dans la vie à laquelle vous me condamnez, mon père, dit-elle d'une voix indistincte, les joies sont aussi terribles que les douleurs!

Le comte dit à Gilbert : — Rassurez-la, qu'elle se remette de son émotion. Elle est à vous, je vous l'ai donnée; ne craignez pas que je vous la reprenne... Puis se retournant vers le lit : — Quelle rude épine la mort vient de m'arracher du cœur!

En dépit de tant d'émotions tragiques, le père Alexis était content et ne songeait pas à s'en cacher. Il allait et venait, il remuait les meubles, il passait sa main sur sa barbe, il se frappait la poitrine à tour de bras, et bientôt, dans le transport de sa passion, il se jeta sur Stéphane, il se jeta sur Gilbert, il les caressa, il les embrassa. Enfin, s'étant précipité au chevet du lit funèbre, sous les yeux du comte, il prit la tête du mort entre ses deux mains et le baisa à la bouche et sur les deux joues en lui disant : — Mon pauvre frère, tu as peut-être été plus malheureux que coupable. Puisse Dieu, dans l'insondable mystère de ses miséricordes infinies, te donner un jour comme moi le baiser de paix!

Et aussitôt s'agenouillant : — Sainte mère de Dieu, soyez bénie! s'écria-t-il. Vous en avez fait plus que je n'osais vous demander.

Au même instant, Ivan, enfin sorti de sa longue léthargie, apparut sur le seuil de la porte. Pendant quelques minutes, il y demeura cloué par l'étonnement et promena autour de lui des regards éperdus; puis, se jetant aux pieds de son maître en s'arrachant les cheveux : — Seigneur père, je ne suis pas un traître! Cet homme avait mêlé dans mon thé je ne sais quelle drogue qui m'a endormi. Seigneur père, tuez-moi, mais ne me dites pas que je suis un traître.

— Relève-toi, repartit gaîment le comte; relève-toi, te dis-je! Je ne te tuerai point. Je ne tue personne, moi. Mon fils, tu es un vieil outil rouillé. Veux-tu savoir ce que je ferai de toi? Je te glisserai dans la corbeille de noce de Mme Gilbert Savile!

XX.

Stéphane passa tout le jour suivant renfermée dans sa tour. Une heure avant le dîner, M. Leminof se rendit auprès d'elle. Lorsqu'il entra, elle était occupée à peindre. Elle se leva et vint à sa rencontre. Le comte lui prit la main, qu'il pressa galamment sur ses lèvres; puis, lui offrant son bras, il la conduisit vers le canapé, où il prit place à côté d'elle. Pendant quelques instans, elle le contempla en silence, et tout à coup elle se prit à trembler de tout son corps. — L'homme qui est assis là est mon père, pensait-elle, et sans Gilbert c'était mon assassin. — Le comte fronça légèrement les sourcils. Il prévoyait une scène de larmes, d'explications orageuses, d'effusions sentimentales, et il avait en horreur les larmes, les explications et le sentiment.

— Ma chère enfant, lui dit-il d'un ton brusque et dégagé, pendant les six années qui viennent de s'écouler, vous n'avez guère eu à vous louer de ma tendresse; mais quand nous disserterions là-dessus jusqu'à demain, de quoi cela vous servirait-il? Qu'il vous suffise de savoir que, trompé par de faux indices, je ne vous considérais pas comme ma fille. Hier soir, un heureux incident m'a tiré de cette fâcheuse erreur, et il n'est pas à craindre que j'y retombe. Oublions donc le passé et ne nous occupons que de l'avenir.

Stéphane s'était promptement remise de son trouble, et elle répondit à son père d'un ton enjoué : — Veuillez croire que je suis la plus grande oublieuse du monde, pour peu qu'on m'y aide.

M. Leminof fut si enchanté de sa réponse et de son enjouement qu'il lui donna trois petites tapes d'amitié sur la joue droite.

— Du reste, poursuivit-elle, vous m'avez surprise dans un moment de fort belle humeur. J'ai fait aujourd'hui une découverte qui me ravit. Je me suis aperçue que j'avais une âme forte et, pour trancher le mot, un grand caractère.

— Vous en doutiez? dit le comte en souriant.

— Je me savais violente, très violente; mais ce n'est pas la même chose. Depuis quelques semaines, — permettez-moi de ne pas préciser la date, — je vivais dans un tel tourbillon d'émotions que je n'avais pas le temps de me reconnaître; mon cœur battait trop vite, j'avais la fièvre. Hier soir, en fixant ma destinée, vous avez rendu le calme à mon âme, et cette nuit ce ne sont pas des spectres qui sont venus s'asseoir à mon chevet, mais une grave et tranquille personne dont le visage m'était tout nouveau, et à laquelle ayant demandé son nom : — Je suis ta raison, — m'a-t-elle répondu. Sur quoi nous nous sommes embrassées, et nous sommes devenues bien vite bonnes amies.

— Vous êtes charmante, ma chère, fit le comte. Rapportez-moi fidèlement, je vous prie, ce qu'a bien pu vous dire votre raison.

— D'où sortez-vous? lui ai-je demandé. — D'un coin de cette chambre, m'a-t-elle répondu. — Par où y êtes-vous entrée? — Par la fenêtre, sur les pas de votre grand ami... — Il faut vous dire, monsieur...

— Appelez-moi votre père.

— Je vous disais, mon père, que lorsque mon grand ami vint visiter pour la première fois Stéphane, il était escorté d'une troupe d'esprits célestes dont l'un s'appelait l'Espoir, un autre la Santé, un autre la Joie...

— Un autre l'Amour, interrompit le comte.

— Je vous remercie de le nommer pour moi. La Raison formait l'arrière-garde, et tout d'abord, à ce qu'elle m'a conté, elle fut si effarouchée du bruit que faisait l'Amour, et des airs de maître qu'il se donnait, qu'elle courut se tapir dans un petit coin, en attendant son heure.

— Elle est patiente parce qu'elle est éternelle, dit M. Leminof. Or, dites-moi, pour se rattraper, elle vous a sûrement adressé une verte et longue mercuriale?

— Courte, mais bonne. Elle m'a représenté qu'au mépris de ma dignité et du bon sens je n'avais pas craint de dire à mon grand ami : — Si vous ne m'aimez pas, je me tue! — et qu'en me répondant : — Je vous aime! — il m'avait traitée comme une folle furieuse dont on flatte les lubies pour la calmer. Bref, elle a si bien parlé, et ce qu'elle disait s'accordait si bien encore avec l'air du personnage, avec ses façons d'agir, avec ses regards compatissans, avec sa tendresse mélancolique, que je me suis laissé convaincre, et j'ai passé condamnation. J'ai mal dormi, et mon réveil a été triste; mais ma raison m'a donné la force de recourir au grand remède que m'a souvent recommandé mon grand ami : j'ai occupé mon esprit, je me suis mise à peindre, si bien que, touchée de ma docilité, cette bonne personne m'a voulu tenir compagnie et qu'elle est

venue s'installer au fond de la jolie corolle blanche dont mon pinceau s'efforçait de rendre le port et la nuance. Elle s'y est accroupie, les jambes croisées sous elle et les mains jointes par-dessus la tête, comme font les petites filles russes quand elles méditent, celles du moins que j'ai l'avantage de connaître. Il est certain que c'est dans cette posture que je croyais la voir, et je lui disais : — Parlez-moi donc! — Mais elle avait tant discouru pendant la nuit qu'elle donna la parole à la parnassie, et cette fleurette de marais me conta longuement son histoire... — J'ai gagné mon procès, me disait-elle, puisque j'ai fleuri; et cependant, comme tous les plaideurs, que de lenteurs ne dus-je pas essuyer! — Elle me remontra aussi que ces grandes rapidités de fortune qui éblouissent parfois les hommes et les petites filles russes sont trompeuses, que *chi va piano va sano*, et que les bonheurs durables se font pièce par pièce, au jour le jour, comme les plantes des bois et les soleils eux-mêmes. Quand elle eut tout dit, il s'éleva du fond de sa corolle une autre voix qui murmurait : — Gilbert ne t'aime pas encore; mais je te jure qu'un jour il t'aimera. — O ma chère raison! m'écriai-je, je vous prends au mot!.. — Et dans ce moment je me sentais si calme que je fus saisie d'un bel accès d'enthousiasme pour votre fille. — Tu as une âme forte, me disais-je, tu as un grand caractère! — Et je courus m'embrasser dans mon miroir.

M. Leminof était charmé, ravi, émerveillé. — Moi qui appréhendais si fort cette entrevue! pensait-il. Je m'attendais à des larmes, à des syncopes, avec des coups de griffe pour intermède. Il est certain qu'elle est charmante et que ce Gilbert est un sorcier!

— Vous faites bien d'en croire votre raison sur parole! dit-il. Votre grand ami est un grand original; je veux croire pourtant qu'il n'est pas aveugle, et vous êtes belle, ma chère enfant. A vrai dire, vous avez les yeux battus et des joues un peu maigres et toutes pâlottes. Prenons patience : le bonheur...

— Il est des pâleurs qui ne s'effacent pas, interrompit-elle. Mon cœur oubliera tout, mais je crains que mon visage ne se souvienne toujours. Après tout, qu'importe? ajouta-t-elle avec gaîté. S'il me trouve trop pâle, je mettrai du rouge.

— Je vous le défends! s'écria le comte en reprenant son air de despote. Votre mère avait l'insupportable manie du peinturlurage. Point de pots de rouge chez moi; car s'il faut tout vous dire, ma chère, ce que j'aime le mieux en vous, c'est votre pâleur même. Elle sera votre cachet; je ne suis pas fâché que vous en ayez un.

Stéphane ne lui répondit pas; mais se levant et frappant ses mains l'une contre l'autre : — Allons, envoyez-moi bien vite dans un pensionnat où j'achèverai mon éducation. J'y apprendrai à marcher, à m'asseoir, à me coiffer, à remuer la tête avec grâce, à toucher un

éventail sans le casser... Dans les premiers temps, j'aurai l'air d'un garçon déguisé; mais je me formerai bientôt, et dans un an je ne serai plus pour lui le petit homme à la tunique noire, et il m'aimera!

— Bien qu'en matière de grâces vous n'ayez rien à apprendre, lui répondit son père, qui était redevenu un modèle de galanterie paternelle, je ferai tout ce qui vous plaira. Aussi bien êtes-vous fort jeunette; vous n'avez pas dix-sept ans encore. Ce n'est pas l'hiver ni ses glaces. D'ailleurs vous devez avoir besoin de changer d'air et de mettre quelque distance entre vous et ce donjon, ces corridors et la sombre figure de votre père.

— Vous ne me faites plus peur, lui répondit-elle; cependant, comme vous, je trouve bon que nous demeurions quelque temps sans nous voir.

— Je suis charmé que nous soyons d'accord, dit-il. J'ai toujours pensé que dans la vie comme dans le style il est important de ménager les transitions.

Il se leva à son tour et s'approcha de la table où l'herbier peint était demeuré ouvert. Il était enchanté de trouver sa fille si raisonnable, car il chérissait la raison des autres; mais le bon vouloir dont il se sentait porté pour elle se compliqua d'estime et d'admiration quand il eut passé les yeux sur l'herbier. Il savait considérer et goûter le talent dans tous les genres. — Quelle découverte je viens de faire! s'écria-t-il. Quoi! ma chère enfant, c'est vous qui avez fait ces charmantes peintures? Quelle finesse dans le trait! quelle vérité de coloris! Vous avez des yeux et des doigts d'artiste... Où donc avez-vous pris votre talent? Votre mère, à qui vous ressemblez si fort de visage, n'en avait pas l'ombre. Je suis bien trompé si elle a jamais peint autre chose que son visage... Voilà une renoncule qui est un chef-d'œuvre. C'est la nature même prise sur le fait.

Et il regardait sa fille avec des yeux presque tendres,... je dis presque, car le récit que j'achève n'appartient point à la *légende dorée*; puis, couvrant de sa main le nom d'une plante écrit au bas de la page : — Comment appelez-vous cette fleur brunâtre? — Stéphane se prit à rire : — Mon cher monsieur, lui dit-elle, c'est le *gnaphalium sylvaticum*. Ce mot vient du grec. *Gnapto* (je carde), *gnapheus* (cardeur), *gnaphalon* (de la bourre, du duvet). Les fruits des gnaphales sont cotonneux. Et maintenant désirez-vous savoir le nom de la famille, son histoire? Vous n'avez qu'à parler, je suis prête à vous satisfaire.

— Vous me faites marcher de surprise en surprise. Figurez-vous que je vous croyais incapable de lier deux idées! Quelle furieuse injustice je vous faisais là!... Ah çà! dites-moi, la botanique était donc l'un de ces esprits célestes que votre grand ami...

— C'est le premier que Gilbert m'ait présenté. Je le reçus d'abord

assez mal; mais peu à peu je découvris qu'il était du plus charmant commerce. L'idée de Gilbert était que pour se bien porter Stéphane devait s'occuper d'autre chose que de Stéphane, et, ce qui est singulier, Stéphane s'est décidée à l'en croire.

— Il avait mille fois raison. C'est jouer dans ce monde un sot personnage que de passer son temps à se pêcher à la ligne, et je vous admire infiniment tous les deux, lui pour vous avoir prêché une si sage morale, vous pour avoir souffert qu'il vous la prêchât. Et Dieu sait tous les livres qu'il vous a fait lire!

— Ah! s'écria-t-elle, qu'il me demande ma vie, je la lui donnerai; mais de me faire lire autre chose que ses pattes de mouche, je l'en défie.

— Comment donc? dit le comte étonné. Il me semble que dans votre enfance vous étiez une grande liseuse.

— Apprenez que depuis bientôt trois ans j'ai pris la lettre moulée en aversion.

— Et pourquoi cela?

— Je vous le dirai franchement : parce que vous l'aimez trop.

— Ingrate! dit-il. Vous n'y pensez pas. Si je n'adorais les in-folio, votre grand ami serait resté dans son grand Paris, et vous, ma chère...

— Et moi, je ne serais plus de ce monde! interrompit-elle avec un sourire amer... Puis, recouvrant aussitôt sa gaîté : Oui, vous dites bien, je suis fort obligée aux in-folio. Aussi, pour leur mieux témoigner ma reconnaissance respectueuse, je me garderai d'y toucher, de peur de les user, et j'étendrai même ma tendre sollicitude jusque sur les in-douze et les in-trente-deux.

— Moi, je sais bien, dit le comte, qui vous a dégoûtée de la lecture : c'est le père Alexis. Ce pauvre sire...

Mais elle, se redressant : — Ne dites plus de mal de ce bon père. Il a fait hier soir une grande chose... Il a embrassé sous vos yeux le cadavre de votre ennemi que vous aviez le tort d'insulter!

Le comte se mordit le bout de la moustache; mais de l'humeur dont elle l'avait mis, il ne s'offensa point de la liberté de son langage. — Avec tes attitudes de reine, lui disait-il à part soi, avec tes grands airs, tes grandes manières, tes grands gestes et tes coups de griffe, tu es bien mon sang, mes entrailles te reconnaissent.

— Allons dîner, lui dit-il en lui offrant le bras.

— Voulez-vous me faire un plaisir? répondit-elle d'un ton caressant. Faites-moi monter ici une aile de poulet. Je voudrais ne revoir mon grand ami que pour lui faire mes adieux. Vous lui direz que j'ai la migraine; mais ne lui parlez pas, je vous prie, de mes réflexions ni de mes projets. Je suis curieuse de le voir venir. Et d'ailleurs si par aventure il s'était mis subitement à m'aimer...

— Je l'ai vu ce matin, dit le comte, et je ne dois pas vous dissimuler qu'il était tranquille comme une image.

Stéphane poussa un soupir. — O ma chère raison! dit-elle, venez-moi en aide!

— Adieu, ma chère enfant, lui dit son père. Sur mon honneur, il y a une petite fille russe dont je suis depuis un quart d'heure l'admirateur passionné.

— Un peu d'affection ferait mieux mon compte, lui répondit-elle. Et comme il s'inclinait pour lui prendre la main et la baiser, elle le prévint et se jeta dans ses bras. Par bonheur, elle baissait la tête et elle ne vit pas l'air d'hésitation, d'angoisse et de répugnance farouche qui se peignit tout à coup sur le visage du comte. Il lui couvrit précipitamment la figure de ses deux mains, et alors, n'apercevant plus que le haut de sa tête et ses cheveux : — Ils sont d'une nuance plus foncée, murmura-t-il, et à deux reprises il les effleura de ses lèvres.

En redescendant l'escalier, il se disait : — Elle est très remarquable, ma fille. Hier elle a fait rentrer d'un regard dans la poussière l'infâme qui menaçait son honneur; aujourd'hui elle est calme, sensée, elle ne pleurniche point, ne fait point de scènes; elle plaisante, elle s'entretient avec sa raison, elle peint. Et quel facile et délicat pinceau! Elle a de l'esprit, du courage, de la flamme dans le regard. Comme il faut se défier des ressemblances! Cette pauvre Olga n'avait ni talent, ni bon sens, ni caractère. C'était une jolie perruche qui passait ses journées à lustrer son plumage... Et puis décidément les cheveux de l'autre sont plus foncés.

Le jour suivant, sur la fin de la matinée, on enterra Vladimir Paulitch. Le comte et Gilbert accompagnèrent son corps jusqu'à sa dernière demeure. Quand la première pelletée de terre tomba sur le cercueil avec ce retentissement creux et rauque qui est comme le cri de l'éternité engloutissant sa proie, l'œil du comte Kostia s'alluma, et il en jaillit un éclair; mais il se hâta d'abaisser ses paupières sur ses ardentes prunelles, et il dissimula sous un air de gravité et de recueillement l'émotion délicieuse qui faisait palpiter sa poitrine. La cérémonie achevée, comme il avait atteint déjà les dernières maisons du village, il pria Gilbert de l'attendre, retourna sur ses pas, rentra dans le cimetière, que les fossoyeurs venaient de quitter, et, se tenant immobile au milieu du tertre sous lequel dormait Vladimir, il demeura quelques instans en contemplation les bras croisés, le sourire aux lèvres, jusqu'à ce qu'ayant craché sur la terre, il s'écria dans le terrible langage de Job : — Le sépulcre est ta maison. Dresse ton lit dans les ténèbres. Meurtrier de Morlof, crie à la fosse : Tu es mon père! — crie aux vers : Vous êtes ma mère et mes sœurs! Tes espérances sont descendues avec toi dans les profondeurs du tombeau, et ensemble vous vous reposerez dans la poussière!

S'éloignant ensuite du cimetière à pas lents, il rejoignit Gilbert, et comme il gravissait avec lui le chemin pavé qui montait au château : — Mon cher Gilbert, lui dit-il avec une brusquerie amicale, j'espère que vous n'avez pas de préjugés et que vous ne voyez aucun inconvénient à posséder un jour quelque cent mille écus de rente. Notez bien qu'en vous donnant ma fille, c'est moi qui suis l'obligé; j'ai une dette considérable à lui payer; vous seul pouvez l'acquitter pour moi. D'ailleurs je m'assure ainsi de votre personne. Vous ne me quitterez plus. Nous passerons nos jours à lire du grec ensemble. Il n'y a que cela de sérieux dans la vie.

— Veuillez, monsieur, repartit Gilbert, mander votre fille auprès de vous; c'est en sa présence que je vous répondrai.

Sitôt qu'ils furent entrés dans le cabinet du comte et que Stéphane les eut rejoints : — Comte Kostia, reprit Gilbert, c'est une vérité de bon sens qu'un amour réciproque est la seule excuse valable d'une union disproportionnée. Or, si je suis assuré d'aimer passionnément votre fille, oserai-je dire en sa présence que je ne suis pas également certain de ses sentimens pour moi? L'amour est un choix et une préférence. Vivant dans la solitude et dans une étroite réclusion, elle ne m'a point choisi, elle ne m'a pu préférer à personne. Une bienheureuse fatalité que je bénirai toujours, quel qu'en puisse être le dénoûment, a voulu que je fusse son consolateur et, s'il m'est permis de le dire, l'instrument de son salut. Ne prend-elle point pour de l'amour la reconnaissance que mon dévouement a inspirée à son noble cœur? Est-il sûr que, rendue à la liberté, le hasard ne lui fera pas rencontrer dès ses premiers pas dans le monde quelque objet plus digne de son affection? Et ne dois-je pas craindre que, faisant quelque jour des comparaisons terribles pour moi?... Ah! monsieur, cette épreuve que je redoute, qu'elle consente à la faire avant de m'engager sa foi! Fournissez-lui des occasions de fréquenter et d'observer le monde, et qu'elle décide si, parmi les empressemens que lui attirera sa beauté, il n'en est point qu'elle préfère aux hommages de son Gilbert! Si, dans un an, j'ai gagné mon procès et que son cœur m'appartienne encore, je m'abandonnerai sans scrupule à la tendresse que je lui ai vouée, et mon orgueilleuse félicité ne sera égalée que par ma gratitude!

Pendant ce discours, Stéphane avait échangé plus d'un regard avec son père. — Ne l'avais-je pas deviné? lui dit-elle en se levant. Il ne m'aime pas encore. Je suis toujours pour lui le petit homme à la tunique de velours noir... — Et comme Gilbert se récriait : — Oh! ne craignez pas que je me tue! lui dit-elle en souriant; le temps des empoisonnemens et des coups de poignard est passé. Homme de peu de foi, qui craignez de marcher sur les eaux, je vous guérirai de votre incrédulité; mais si le médecin vous fait souffrir, ne

vous en prenez qu'à vous-même. Imprudent! vous venez de me faire un affront superflu. Si, comme les bienséances l'exigeaient, vous m'aviez laissée parler la première, vous m'auriez entendue demander moi-même à mon père l'ajournement de mon bonheur. J'ai beaucoup réfléchi depuis vingt-quatre heures, et j'ai décidé qu'avant de se marier une fille qui se respecte doit avoir appris à danser et à faire la révérence... Gilbert, Gilbert, votre précipitation pourrait vous être fatale. Songez que vous venez de m'offenser, songez aussi qu'un jour vous m'aimerez. Cela est écrit là-haut. Que penseriez-vous si dans ce temps-là je m'écriais à mon tour : Je ne suis pas certaine de sa tendresse, mettons-la à l'épreuve?... Gilbert, les femmes sont vindicatives, et vous ne doutez pas, je pense, que la fille de mon père ne se connaisse en vengeances... Mais rassure-toi, je suis généreuse. Attends sans crainte le 14 septembre de l'an prochain; ce jour-là, je te le jure, il se célébrera dans deux cœurs une fête dont les anges mêmes seront jaloux!

A ces mots elle lui tendit la main; mais, comme il la voulait porter à ses lèvres, elle la retira vivement, et, relevant la tête avec fierté : — Ne te presse pas tant! lui dit-elle; un jour, tu peux m'en croire, tu la baiseras en pleurant et à genoux!

Et, le saluant d'un sourire, elle s'élança hors de la chambre.

Le comte serra la main de Gilbert. — Vous êtes, lui dit-il, le plus galant homme du monde; mais les femmes sont les femmes! Vous jouez gros jeu, je vous en préviens. A vos risques et périls!

XXI.

FRAGMENS DU JOURNAL DE GILBERT.

Paris, 20 septembre.

Petite fontaine, petite fontaine, c'est à l'entrée de votre grotte rustique, c'est au bruit de votre onde bouillonnante que le destin a tracé les premières lignes du chapitre le plus marquant de ma vie. Que dis-je? un chapitre! ne s'agit-il pas d'une vie tout entière?...

27 septembre.

En arrivant aux enfers, Ulysse immola des brebis et un bélier noir, et, ayant creusé une fosse avec son épée, il la remplit du sang ruisselant des victimes. Alors accourut des profondeurs de l'Érèbe le pâle essaim des ombres vaines, et elles vinrent tournoyer autour du héros, vagues et flottantes à l'égal des songes, sans voix, sans couleur, sans visage, sans mémoire, et comme dépossédées d'elles-mêmes et délaissées de leur âme; mais, quand Ulysse leur eut permis

de se pencher sur la fosse pour y boire, la vie rentra en elles, et des paroles de vérité descendirent de leurs lèvres...

Dieu a placé de ses mains dans la poitrine des grands hommes un calice sanglant, et, comme un bon berger menant ses ouailles, il conduit à ce divin abreuvoir le long troupeau des filles du ciel, des idées invisibles, impalpables et immortelles. Aussitôt que ces fantômes ont bu quelques gouttes de ce sang miraculeux, ils prennent un corps, un visage, et les hommes voient avec étonnement passer au milieu d'eux de rayonnantes figures, qui, le doigt levé vers le ciel, leur racontent les secrets de l'avenir.

Mais si, pour accomplir de tels prodiges, il est besoin du cœur d'un grand homme, une vertu moins puissante, mais semblable, est attachée à tous les cœurs nobles et sincères. Ne sentons-nous pas, nous les petits de ce monde, ne sentons-nous pas à de certaines heures rôder mystérieusement autour de nous des ombres gémissantes qui nous demandent à vivre? Approchons de leurs lèvres cette coupe enchantée que nous portons dans notre sein; pour n'être qu'un vase d'argile, elle n'en est pas moins l'ouvrage de l'artiste suprême. Après s'y être désaltérées, les augustes mendiantes que le ciel nous envoie n'éblouiront pas le monde de leur gloire, mais elles la révéleront à celui-là même qui aura étanché leur soif.

Filles du ciel, ô mes fantômes adorés, vous que j'appelais autrefois d'un nom familier que désormais je ne vous redonnerai plus, un jour, chastes colombes, un jour, vous êtes venues vous presser autour de la coupe encore pleine de mon cœur, et vous y avez bu la vie à longs traits. Et maintenant, quand je suis seul et que je me parle à moi-même, il est des voix qui me répondent...

1er octobre.

En quittant le père Alexis, je lui dis : — Mon père, à ma connaissance vous avez fait deux miracles que j'admire infiniment. Un jour on vous a mis à la torture pour vous faire parler, et vous n'avez pas parlé. Un autre jour, sous les yeux d'un homme dont vous avez sujet de redouter la colère, vous avez embrassé son plus cruel ennemi, qui expirait dans les convulsions. En cet instant, l'infortuné avait encore un souffle de vie; il a senti vos lèvres se presser sur sa bouche, et une sérénité mystérieuse s'est répandue soudain sur son visage. Mon père, voilà deux miracles bien authentiques. Quant aux autres...

30 octobre.

Elle est à Munich, non dans un pensionnat, mais chez une amie de son père, la baronne de N... Elle vit, dit-elle, dans un tourbillon auquel elle a peine à s'accoutumer.

3 novembre.

Je travaille beaucoup, mais non sans distraction. Ah! qu'il m'arrive souvent d'oublier Byzance, mes paperasses et mon encrier!... Ce que je vois sans cesse, c'est un vieux château bâti sur le roc, de grands bois sombres, un précipice, une petite fontaine, des toits escarpés, des pignons, des cheminées, des girouettes, et un fleuve aux ondes argentées scintillant à la lumière des étoiles. Et au milieu de tout cela passe et repasse devant moi une petite tunique de velours noir qui joue dans mes rêves les personnages les plus divers. Tantôt c'est un garçonnet à l'humeur sauvage, à l'œil dur et hautain, qui galope sur un cheval alezan en coupant l'air de sa cravache; puis tout à coup je vois venir à moi un pauvre enfant, pâli par la douleur, qui s'assied à mes pieds et laisse reposer sa tête sur mes genoux. Bientôt, se redressant, l'enfant se transforme en une jeune fille impétueuse, à l'œil enflammé, agitant dans l'air un couteau. Et enfin je la revois telle qu'elle m'est apparue peu d'instans avant mon départ. — Ah! vous le voyez bien, disait-elle à son père, il ne m'aime pas encore!... — Non, ce n'était plus *lui*, c'était bien une femme qui parlait.

3 janvier.

Dans sa dernière lettre, elle m'apprend qu'elle a déjà cassé trois éventails. L'autre jour, elle a eu un accès d'humeur... « Ah! si j'avais eu sous la main la houssine que vous savez! »

15 janvier.

Elle a assisté à un bal de la cour. Elle s'y est amusée. « Je me sentais jolie, et les complimens ne m'ont pas manqué. » Gilbert, vous savez aujourd'hui ce que c'est que la jalousie.

16 avril.

L'amour! l'amour!... Ah! c'est de ce matin seulement que je le connais! A onze heures, on m'a remis une boîte. Mes mains tremblaient en l'ouvrant. La boîte renfermait un médaillon, le médaillon renfermait un portrait. Au bas du portrait étaient inscrits ces mots: *Nouvel épisode des métamorphoses d'un lis.* Quelle explosion subite s'est faite dans mon cœur!... Oui, c'est elle, c'est bien elle!... Ses cheveux, ses yeux, sa bouche, je reconnais tout, hors la robe de satin blanc... Et cependant je n'aurais jamais imaginé qu'elle fût si belle! Le bonheur a mis la dernière main à ses grâces, et le voile qui assombrissait son visage s'en est détaché pour toujours... Tu es donc à moi! Tu m'appartiens, tu es mon bien, tu es mon joyau, tu es ma couronne! Et cela est juste, car tu es mon œuvre, ma création. C'est moi qui ai soufflé dans ta poitrine le feu de la vie, c'est

moi qui ai ressuscité ton sourire, c'est moi qui ai découvert le ciel à tes regards; mais, malgré mes titres, suis-je digne de te posséder?... J'ai passé trois heures à errer dans les allées les moins fréquentées du bois. Près de succomber sous mon bonheur, je me traînais d'un pas chancelant, comme un invalide de la joie : une vapeur dorée flottait devant mes yeux, et mes pensées s'égaraient dans les vagues royaumes de la folie.

30 juillet.

Depuis près d'un mois, elle ne m'a pas écrit! Mon Dieu! qu'est-il arrivé? Que se passe-t-il?

9 août.

Je viens de recevoir ce billet : « Gilbert, jurez-moi que, quoi qu'il arrive, je puis compter sur votre amitié. Si vous ne m'en donniez l'assurance, je serais la plus malheureuse des femmes. » J'ai répondu : « Oui, je vous le jure en pleurant. »

17 août.

Voici sa réponse : « Je vous remercie de votre promesse; je vous remercie aussi de vos larmes, que le temps séchera. Attendez quelques jours encore, et vous saurez tout! »

18 août.

Quel terrible pouvoir possède la passion, de nous glacer subitement d'indifférence pour tout ce qui occupait et charmait notre esprit, d'anéantir en nous et hors de nous tout ce qui n'est pas elle, d'offusquer à nos yeux le monde des vivans et de nous plonger dans des espaces imaginaires peuplés de larves et de spectres!... O vous, les filles de mon esprit, je n'ai plus d'yeux pour vous voir, je n'ai plus d'oreilles pour vous entendre! Je n'entends, je ne vois que l'idole de mon âme. Elle passe et repasse devant moi, appuyée au bras d'un autre, et elle lui offre son cœur dans un sourire.

21 août.

De quoi puis-je donc l'accuser? N'est-ce pas moi-même qui l'ai dégagée de la foi qu'elle m'avait jurée? Était-ce donc une comédie que je jouais? Hélas! je prévoyais ce qui arrive, et c'est pour cela que j'ai tenu à éprouver son cœur. L'événement condamne notre amour; mais où est son crime? où est sa perfidie?

10 septembre.

Je suis en proie à des défaillances, à des accablemens si profonds, qu'il me semble que le souffle va me manquer.

13 septembre.

Hier j'ai trouvé parmi des décombres une plante de jusquiame.

C'est à mon tour, pensais-je, de regarder cette triste fleur d'un œil de complaisance et de souhaiter qu'elle pût verser la mort dans mon sein... Mais non, je vivrai, je supporterai vaillamment ma peine, je sauverai ma dignité, je consommerai l'œuvre de mon dévouement. Quand je la reverrai, je collerai si bien à mon visage le masque de l'amitié qu'il lui sera impossible de ne s'y pas tromper. Je veux qu'elle soit heureuse. Je lui cacherai mes larmes, je contemplerai sa joie le sourire aux lèvres, et pas une plainte, pas un murmure, pas un soupir échappé de ma poitrine ne troublera la sérénité de sa conscience...

14 septembre au matin.

Je crains de n'avoir pas la force de vivre. Gilbert, rappelle à toi la raison qui t'abandonne!

Même jour, à minuit.

... O cruelle! c'était donc une épreuve, une vengeance!... Quand la porte s'est ouverte et que je l'ai vue paraître, je suis tombé à genoux. Et elle de s'approcher lentement. — J'avais juré de vous rendre un peu fou! — Et, avançant toujours, elle m'a tendu une petite main blanche que j'ai arrosée de mes larmes. — A genoux et en pleurant, — me disait-elle à voix basse. Et elle ajouta plus bas encore : — Moi à genoux, toi debout, c'était le monde renversé; il fallait bien que cela changeât... — Et j'ai senti ses lèvres se coller sur mon front... En ce moment le comte est entré : — Mon cher Gilbert, m'a-t-il dit, je vous félicite. Sur ma foi! vous avez de la chance!

XXII.

Après avoir demeuré un hiver au Geierfels, ils sont tous partis pour Constantinople. C'est sur les lieux qu'il faut écrire l'histoire de Byzance. Cette année, ils ont passé la belle saison à Ménémen, sur les bords de l'Hermus, à quelques lieues de Smyrne, dans une charmante maison qu'un banquier grec de leur connaissance avait mise à leur disposition. Au moment où j'écris, ils sont de retour à Péra. L'an prochain, ils visiteront la Perse. Stéphane était d'avis qu'on poussât jusqu'au Caboul. Pourquoi pas jusqu'au Thibet? Qui vivra verra!

Ivan a été affranchi, et il a *pris ce que Dieu lui envoyait;* mais il est fermement décidé à finir ses jours auprès de son ancien *bârine*. Le père Alexis a encore toutes ses dents, et il en fait bon usage. Est-il besoin d'ajouter qu'il peint toujours à tour de bras? Dernièrement il a décoré de figures apocalyptiques la modeste église grecque de Ménémen. Son bonheur n'est cependant pas sans nuage; il craint que les fresques immortelles du Geierfels ne se détériorent par l'humidité

et les gelées; aussi se promet-il de les aller restaurer avant qu'il soit peu. Le comte Kostia se porte bien, mais c'est à la condition d'être sans cesse occupé. Dans ses furies de travail, il met parfois son gendre sur les dents. L'histoire de Byzance est en bon train; le premier volume est sous presse : avis aux amateurs! Kostia Petrovitch donne d'ailleurs beaucoup d'exercice à son corps. Sitôt qu'il sent que son humeur se brouille, c'est par un excès de fatigue qu'il se guérit. Du reste, il traite sa fille avec une irréprochable courtoisie, qui jamais ne se dément; mais toute sa tendresse est pour le petit Kostia qu'elle a mis au monde il y a dix mois, et dont il se flatte d'être un jour le Mentor. En attendant, il le dorlote, il le choie, il le gâte à plaisir. Il faut savoir que, par une bizarrerie très fréquente de la nature, cet enfant est tout le portrait de son grand-père. Il est né avec des pommettes assez saillantes et avec une paire de gros sourcils qui vont s'épaississant de jour en jour. C'est un certificat qui en vaut un autre.

Stéphane a toujours une sainte horreur pour la lettre moulée; c'est une maladie dont elle ne guérira pas. En revanche elle aime d'amour tendre son bel herbier, qui fait l'admiration des connaisseurs et qu'elle se promet d'enrichir de toutes les plantes du Caboul. Gilbert fait souvent jouer ses marionnettes devant sa femme. Un soir que ce spectacle l'avait ravie d'admiration, elle lui récita avec feu les derniers vers du poème des *Métamorphoses :* « Que ce jour nous soit cher! A la fleur succèdent les fruits. L'amour sacré enfante en nous l'unité des sentimens et des pensées, de telle sorte que, confondues dans une harmonieuse contemplation, nos deux âmes découvrent ensemble les demeures éthérées! »

Cependant les plantes ont beau fleurir et fructifier, elles ne renoncent pas à leurs feuilles et à leurs racines. Le printemps dernier, le comte Kostia et son gendre firent une excursion à Pergame, et en partant ils s'engagèrent à être de retour à Ménémen le quatrième jour, vers le milieu de la matinée; mais, dans des pays où il n'y a pas de chemins, on n'arrive pas à point nommé, et les voyageurs se firent attendre. Stéphane s'inquiète, se tourmente, rêve brigands et précipices : elle rudoie le père Alexis, qui cherchait à la rassurer; elle menace d'un soufflet le pauvre Ivan, qui lui récitait un proverbe russe sur la patience. Enfin, perdant le sens, elle ordonne qu'on lui amène un cheval, et quand Gilbert arriva vers midi, il la trouva qui partait à bride abattue pour se mettre à sa recherche, et qui s'en allait courir des solitudes suspectes sans autre protecteur qu'un méchant pistolet de poche. Il la gronda sur sa déraison, comme on peut croire. Elle se fâcha, s'emporta, frappa du pied et courut s'enfermer à double tour dans sa chambre; mais après vingt minutes elle en ressortit le front serein, et tout fut dit.

Quelques heures plus tard, peu avant le coucher du soleil, vous la pouvez voir assise au milieu de la vérandah qui règne sur le devant de la maison. Elle est vêtue d'un peignoir oriental couleur vert pistache, orné de broderies d'or et de dentelles. Sa taille, mince et souple comme un jonc, est serrée par une écharpe de crêpe amarante, aux bouts flottans et aux longues franges. Ses pieds mignons sont chaussés de babouches à bouffettes. Un collier de perles enlace son cou blanc comme la neige et fait au tour. Chaque jour elle change de coiffure. Aujourd'hui elle a relevé ses cheveux en couronne au-dessus de son front. D'une main elle tient un éventail, de l'autre une houssine. Dans ce monde, on ne saurait prendre trop de précautions. La voilà qui se blottit et se pelotonne dans le coin d'une causeuse avec la grâce fantasque d'une jolie chatte angora. A ses pieds sont couchés deux chevreaux, l'un de couleur mordorée, l'autre d'un gris argenté, chevreaux tels qu'il ne s'en voit que dans les pays du soleil. Devant ses yeux, un beau jardin fleuri. Par-delà le jardin, un cimetière turc planté de cyprès et de térébinthes d'où sortent des roucoulemens de tourterelles. Le ciel est d'un bleu ardent au zénith; il est presque vert à l'horizon.

Stéphane appelle Ivan, qui ratissait une allée. — Pour le consoler, offrez-lui un verre de raki! Versez jusqu'au bord! dit-elle au père Alexis. J'ai été un peu vive ce matin. Hélas! mon pauvre Ivan, ce n'est peut-être pas la dernière fois.

Dans ce moment, apercevant Gilbert : — Venez vite ici! lui cria-t-elle. Asseyez-vous près de moi; j'ai une histoire à vous conter. Elle vous paraîtra aussi neuve qu'intéressante.

Et quand il se fut assis, agitant son éventail :

— Figurez-vous qu'il y avait une fois dans l'une des tours d'un vieux château un pauvre enfant qu'un tyran farouche se plaisait à persécuter. Il était si triste, si triste, qu'il était en danger de mourir ou de devenir fou. Heureusement arriva dans le château un aimable et vaillant chevalier, l'un de ces chevaliers policés qui savent la botanique, le grec et la langue des marionnettes. Ce chevalier était compatissant, et il eut pitié de l'enfant. Il était brave, et il risqua ses jours pour pénétrer dans le donjon où languissait le petit captif. Il était sage, et il lui fit part d'un peu de sa sagesse. Il avait de l'adresse et du sang-froid, et il lui sauva jusqu'à deux fois la vie. Et voilà comment il se fit que le pauvre enfant ne mourut pas, et que je suis aujourd'hui la plus heureuse femme de l'univers... Qu'en dites-vous? N'est-ce pas que mon conte est joli?

— Oh! que voilà mal raisonner! s'écria le père Alexis, qui à trois pas de là fumait paisiblement un narghilé en sablant à petits coups un excellent vin de la commanderie. Vous êtes un esprit superficiel,

ma chère fille, et vous ne discernez que les causes secondes. Il fallait dire que, dans ce château où végétait le pauvre enfant, il y avait un brave homme de prêtre qui savait peindre, et qui, au milieu de ce siècle de barbarie, était seul à représenter les saines traditions du grand art. Et ce brave prêtre passa un contrat avec la sainte mère de Dieu, et quand il eut peint à fresque les grandes murailles blanches d'une chapelle, il prit la liberté de lui dire : — J'ai tenu ma parole, ne tiendrez-vous pas la vôtre? — Et aussitôt il s'opéra un miracle, et les fers du pauvre enfant furent brisés. Ce n'est pas tout encore : il se trouva que cet enfant était une jeune fille, et qu'elle était aimée d'un jeune homme qu'elle devait épouser après un an d'absence. Le vieux prêtre, qui avait assez vécu pour se défier beaucoup des femmes, s'avisa de remettre à notre fillette une image en miniature où il avait peint de sa main deux cœurs traversés d'une flèche, et il lui dit : — Ma fille, porte sur toi ce médaillon, regarde-le chaque soir et chaque matin. C'est une amulette qui te rendra fidèle à tes premières amours! — Elle prit l'image, et voilà comment il se fait que nous sommes aujourd'hui les plus fortunés mortels de la terre, fumant d'excellent tabac, buvant du vin de Chypre, sans soucis, sans chagrins, et devisant agréablement en face d'un joli jardin et sous un beau ciel qui est bleu là-haut et vert là-bas.

Sur ces entrefaites, le comte Kostia parut un sarcloir à la main, et comme il avait entendu la péroraison du père Alexis : — Cela est fort bien dit, seigneur Pangloss! s'écria-t-il en le secouant par la barbe; mais il faut cultiver son jardin.

— Et la peinture! répliqua le bon père sans s'émouvoir.

— Et notre raison! murmura Gilbert en regardant sa femme entre deux yeux.

— J'y consens, repartit-elle, à une condition, c'est que nous croirons toujours à la folie de l'amitié!

Et s'élançant d'un bond loin de la causeuse, elle s'écria de son air tragique d'autrefois : — O ma chère folie! je me tuerai le jour où je n'entendrai plus tinter vos charmans grelots!...

Et cela dit, elle fit une triple pirouette sur la pointe de son pied droit. Les chevreaux épouvantés lui répondirent en agitant leurs sonnettes...

Ami lecteur, j'ai sujet de croire qu'elle ne se tuera pas, et j'en suis ravi. Je n'ai jamais goûté le proverbe qui dit que « les plus courtes folies sont les meilleures. » Il en est de divines; le point est de choisir.

VICTOR CHERBULIEZ.

UN PROJET

DE MARIAGE ROYAL

ÉTUDE HISTORIQUE.

SECONDE PARTIE.[1]

VI.

Trois jours après leur arrivée à Madrid (2), le prince et Buckingham, écrivant ensemble, selon leur étrange coutume, et signant tous deux leur lettre, rendirent ainsi compte au roi Jacques de leur début à la cour d'Espagne :

« Cher père et compère,

« Nous sommes arrivés ici vendredi dernier, à cinq heures du soir, en parfaite santé. Nous ne vous en avons pas informé plus tôt, sachant que vous seriez bien aise de savoir comment nous avions été reçus, aussi bien que notre arrivée. Nous nous sommes décidés à démasquer sur-le-champ l'amoureux, car, les ports ayant été promptement ouverts, les courriers faisaient derrière nous une telle hâte que tout aurait été découvert ici au bout de douze heures, et il valait mieux qu'on nous en sût gré à nous qu'à un postillon. Le lendemain matin nous avons fait appeler Gondomar, qui s'est rendu aussitôt chez le comte d'Olivarez, et m'a sans délai obtenu, à moi votre chien Steenie, une audience particulière du roi. Quand je suis revenu à mon logis, le comte d'Olivarez seul m'y a accompagné pour saluer le prince au nom du roi. Nous avons eu le lendemain une visite particulière du roi, de la reine, de l'infante, de don Carlos et du

(1) Voyez la première partie dans la *Revue* du 15 juillet dernier.
(2) Le 10 (20) mars 1623.

cardinal, au vu et su de tout le monde, et je puis bien dire que cette visite particulière n'a été ignorée de personne, car là se trouvaient le nonce du pape, l'ambassadeur de l'empereur, l'ambassadeur de France, et les rues étaient remplies de gardes et de peuple; devant le carrosse du roi marchaient les principaux de la noblesse, et après venaient les dames de la cour. Nous étions dans un carrosse invisible, car il n'était permis à personne de le remarquer, quoique tout le monde le vît. Ce cortége passa et repassa trois fois auprès de nous; mais, avant que nous nous retirassions, le comte d'Olivarez vint dans notre carrosse et nous ramena chez nous, disant que le roi mourait d'envie de voir notre amoureux. Il me prit alors dans son propre carrosse pour me conduire au roi; nous le trouvâmes se promenant dans les rues, l'épée au côté et le visage caché sous son manteau. Le roi monta dans le carrosse et se rendit à un lieu déterminé où il trouva l'amoureux, et tout se passa entre eux avec beaucoup de complimens et de courtoisie. Vous voyez par ceci combien ce roi est touché du voyage de votre fils, et certes, à en juger par les démonstrations extérieures et les discours généraux, nous avons droit de reprocher à nos ambassadeurs de ne vous en avoir pas dit assez plutôt que de vous en avoir trop dit. Pour conclure, nous trouvons le comte d'Olivarez si ravi de notre voyage, et il est d'une telle courtoisie, que nous prions votre majesté de lui écrire la plus aimable lettre de remercîmens. Il nous a dit, pas plus tard que ce matin, que si le pape ne voulait pas accorder une dispense pour que l'infante devînt la femme de ton fils, on la lui donnerait comme sa maîtresse, et il a écrit aujourd'hui même au cardinal Ludovisi, neveu du pape, que le roi d'Angleterre, en envoyant ici son fils, avait imposé au roi d'Espagne de telles obligations qu'il suppliait le pape d'accorder en hâte la dispense, ledit roi n'ayant rien dans son royaume qu'il vous pût refuser. Nous devons vous dire encore que le nonce du pape travaille contre nous aussi malicieusement et aussi activement qu'il peut; mais il reçoit des réponses si rudes que nous espérons qu'il en sera bientôt las. En résumé, nous croyons que le pape répugnera beaucoup à accorder la dispense, et s'il ne veut pas l'accorder, nous voudrions fort savoir de vous jusqu'à quel point nous pourrions vous engager quant à la reconnaissance du pouvoir spécial du pape, car nous penchons à croire que, si vous vouliez le reconnaître comme chef principal sous Christ, alors le mariage se ferait sans lui. En vous demandant votre bénédiction, nous restons

« De votre majesté l'humble et obéissant fils et serviteur,

« CHARLES.

« Et votre humble esclave et chien,

« STEENIE.

« Madrid, le 10 (20) mars 1623.

« Au meilleur des pères et des maîtres. »

A côté de cette lettre, modèle de fatuité familière et étourdie, je place la relation espagnole du même incident, telle qu'elle fut écrite à la même époque, et qu'elle se trouve dans les archives de Simancas :

« Sans qu'on eût connaissance de la venue du prince de Galles, il arriva soudainement à cette cour le 17 mars 1623, à dix heures du soir, accompagné seulement du marquis de Buckingham, chevalier de la Jarretière, conseiller d'état et grand-écuyer du roi de la Grande-Bretagne, grand-amiral d'Angleterre, et qui a le gouvernement des affaires de ce royaume. Il descendit à la maison du comte de Bristol, ambassadeur extraordinaire dudit roi auprès de cette cour, et fut bientôt rejoint par les autres personnes de sa suite, qui étaient sept en tout. Le premier qui apprit ce soir-là l'arrivée du prince fut le comte de Gondomar, qui en informa aussitôt le seigneur comte d'Olivarez; et quoiqu'on s'efforçât de tenir le fait caché jusqu'à ce que l'on comprît bien l'intention et le désir du prince, cela ne se put, et la nouvelle fut divulguée par l'arrivée d'un courrier qu'avait expédié de Londres don Carlos Coloma, ambassadeur extraordinaire de notre roi en Angleterre, et qui arriva le 18 mars, porteur de lettres pour sa majesté.

« Le même jour, samedi, à six heures du soir, le marquis de Buckingham, dans un carrosse du roi notre seigneur, alla trouver le comte d'Olivarez, qui lui donna la bienvenue en termes très amicaux et courtois, et, après avoir conversé quelque temps, le comte monta en voiture avec le marquis, et alla visiter le prince au nom du roi son maître. Le comte s'acquitta de cette commission avec la prudence qu'on devait attendre d'un homme qui sert sa majesté avec tant d'intelligence, de zèle et d'amour.

« Le roi notre seigneur, en témoignage de la joie que lui causait justement la venue d'un tel hôte, sortit en public le dimanche suivant, 19 mars, ayant dans son carrosse la reine notre souveraine et nos seigneurs l'infante Marie et les infans Carlos et Fernand. Le cortége fut grand ce jour-là, tant des dames de la reine et de son altesse l'infante que de la noblesse et des principaux de la ville et des gens de la maison du roi. Leurs majestés se rendirent aux *Recoletos Agustinos* en passant par la *Calle Major*. A la porte de Guadalajara se tenaient, enfoncés dans leur carrosse, le prince de Galles et le marquis de Buckingham, les ambassadeurs extraordinaire et ordinaire d'Angleterre, et le comte de Gondomar, qui était resté auprès du prince depuis son arrivée. Au moment où le carrosse de leurs majestés rencontra celui du prince, le roi notre seigneur salua les ambassadeurs de son chapeau, dans la forme accoutumée, et sans autre démonstration, et il continua sa promenade. Le prince, traversant plusieurs rues, s'arrêta près de *San-Geronimo*, et leurs ma-

jestés, prenant par le haut, allèrent aux *Recoletos*, où elles firent leurs prières. Le prince, prenant place près de là, attendit le retour des carrosses, qui arrivèrent, la nuit étant survenue, avec un grand nombre de torches allumées, ce qui était un brillant spectacle. Le concours des gens à cheval, à pied et en voiture fut, ce jour-là, des plus grands qu'on eût vus dans cette cour, et la satisfaction de tous répondait à la démarche du prince. Leurs majestés rentrèrent assez tard au palais, et le prince dans sa demeure, où se rendit aussitôt le seigneur comte d'Olivarez, pour régler l'entrevue secrète de sa majesté avec le prince. Elle eut lieu au Prado, le même soir, à minuit. Avec le roi notre seigneur étaient le marquis de Buckingham et le seigneur comte d'Olivarez, et avec le prince l'ambassadeur extraordinaire d'Angleterre et le comte de Gondomar. A la rencontre des carrosses, sa majesté et le prince descendirent tous deux en même temps. Le roi notre seigneur reçut le prince avec de grandes démonstrations de bon vouloir et de courtoisie, et le prince se montra très content de voir sa majesté et d'avoir passé une si agréable journée. Il y eut entre eux lutte de politesses, surtout lorsqu'ils eurent à monter dans le carrosse de sa majesté, où le prince resta comme en visite. Le prince ne voulait pas monter le premier, et le roi insistait, disant qu'il devait le traiter comme son hôte. A la fin, le prince monta le premier, assurant sa majesté qu'en cela il n'obéissait pas au roi son père. Sa majesté lui donna la droite dans le carrosse, ce à quoi le prince consentit, non sans résistance. Ils s'entretinrent longtemps, se traitant de *majesté* et d'*altesse*, et il y eut entre eux de grands complimens pour reprendre chacun au même moment son carrosse, car sa majesté ne permit pas qu'il en fût autrement.

« Le roi notre seigneur, de l'avis du seigneur comte d'Olivarez, qui s'est conduit dans toute cette affaire avec une notable prudence et convenance, ordonna qu'on préparât la réception publique et l'hospitalité dues à un si grand prince, qui venait à sa cour sans vouloir y paraître le fils d'un roi pour qui sa majesté professe une sincère amitié. Pendant qu'on faisait ces préparatifs, sa majesté et le prince eurent plusieurs entrevues, et des deux parts on s'envoya plusieurs messages de grande courtoisie. Sa majesté trouva convenable que le prince fît son entrée publique par *San-Geronimo*, et pour que rien ne manquât aux égards solennels dus à un si haut personnage, elle suspendit, pour le temps qu'il passerait à sa cour, certaines lois qu'elle avait rendues, peu de jours auparavant, en matière somptuaire. Elle ordonna en outre que les détenus pour fautes légères, soit dans sa capitale, soit dans son royaume, fussent mis en liberté. »

Le contraste était grand entre les cours et les personnes mises ainsi brusquement en présence : deux souverains, l'un indolent et

incapable, l'autre indécis et pusillanime, essayant, non-seulement de faire vivre en paix, mais de marier, dans la personne de leurs enfans, deux politiques contraires; deux favoris, l'un arrogant, l'autre fourbe, tous deux vaniteux, chargés, l'un de poursuivre effectivement ce mariage, l'autre de l'éluder en ayant l'air de le désirer : d'un côté une réserve solennelle, de l'autre une hardiesse présomptueuse. A coup sûr il y avait là de quoi susciter et alimenter, dans une telle négociation, des complications, des obscurités, des alternatives et des lenteurs infinies. Ce fut en effet le spectacle qu'offrit la cour de Madrid tant que Charles et Buckingham y prolongèrent leur aventureux séjour.

Au début, le contraste ne parut guère, et ce ne fut d'abord à Madrid que joie et fêtes; cette résolution inattendue du prince anglais, ce voyage secret et rapide à travers la France, la figure et les manières élégantes et dignes de Charles, la personne et l'aventure également chevaleresques, avaient saisi et charmé l'imagination des Espagnols : « Je n'ai jamais vu la gravité espagnole plus complétement mise de côté, écrivit lord Bristol, ni aucun homme plus ravi que ne fut le roi quand il apprit que le prince était là... Le comte d'Olivarez tomba à genoux, s'écriant : — Nous n'avons plus qu'à jeter l'infante dans ses bras, — et se tournant vers Buckingham : — Maintenant nos maîtres peuvent se partager le monde. » L'émotion publique répondait à la satisfaction royale, et des circonstances fortuites vinrent encore la rendre plus générale et plus vive : depuis sept mois avant l'arrivée de Charles, l'Espagne souffrait de la sécheresse; une pluie abondante arriva en même temps que lui, et donna à la nature le plus fécond aspect et aux hommes les plus belles espérances. Jusque dans les rues de Madrid, la superstition populaire vit des augures favorables; quand Charles fut logé au palais du roi, un pigeon vint se percher habituellement auprès des fenêtres de son appartement sans qu'on sût ce qui l'y attirait. Aussi quand, le 27 mars, Charles traversa solennellement la ville pour aller prendre auprès du roi sa demeure, toutes les classes de la population l'accueillirent avec la même faveur; les plus riches tentures, les plus beaux tableaux ornaient la façade des maisons; des gradins partout dressés étaient couverts de spectateurs; on récitait sur le passage du cortége des discours et des vers à l'honneur du prince; Lope de Véga le célébra dans une chanson dont le refrain retentissait partout :

Carlos Estuardo soy,
Que, siendo amor mi guia,
Al cielo d'España voy
Por ver my estrella Maria.

« Je suis Charles Stuart qui, prenant l'amour pour guide, viens sous le ciel d'Espagne pour voir Marie, mon astre. »

Arrivé au palais, le prince y fut logé splendidement; le roi lui remit une clé d'or qui ouvrait ses appartemens particuliers; la reine, cette princesse Élisabeth de France dont Henri IV aurait voulu lui donner la main, lui envoya des présens choisis avec une délicatesse féminine et une magnificence royale; la ville fut illuminée pendant trois jours; les promenades, les hommages publics, les combats de taureaux, les fêtes de tout genre se succédèrent sans relâche; à la cour et dans le pays, tous avaient à cœur de témoigner au prince leur confiance et leur espérance.

La surprise est un plaisir puissant sur les peuples, mais c'est un plaisir qui s'use vite et qui se tourne aisément en exigence ou en ennui. Les affaires d'ailleurs reparaissent bientôt au-dessus des plaisirs avec leurs difficultés et leurs lenteurs. Au milieu des caresses qu'on lui prodiguait, Charles écrivait au roi son père : « Pour notre grande affaire, nous les trouvons, à en juger par les apparences, aussi désireux que nous-mêmes de la conclure; cependant ils soupirent encore après notre conversion, car, disent-ils, il n'y a point de ferme amitié sans union dans la religion; mais ils mettent toujours la main de l'infante hors de question, et de notre côté nous en faisons autant pour la religion, disant que ni notre conscience ni le temps actuel ne se prêtent à leur désir. Nous vous assurons du reste que, ni dans les choses spirituelles, ni dans les choses temporelles, on ne nous demande rien que ce qui est déjà convenu... Pour conclure, nous n'avons jamais vu l'affaire en meilleure voie qu'elle n'est maintenant; nous vous conjurons donc humblement de ne point perdre de temps pour nous envoyer les vaisseaux, afin que nous puissions vous demander bientôt en personne ce que nous vous demandons par lettre, votre bénédiction. »

Jacques répondit (1) à son fils et à Buckingham : « Mes chers enfans, Dieu vous bénisse pour les bonnes nouvelles que j'ai reçues de vous hier, qui était le jour de mon couronnement. J'ai écrit au comte d'Olivarez une lettre pleine de remercîmens et de douceurs, comme vous le désiriez; mais vous avez mis à la fin de la vôtre une phrase très refroidissante, savoir que le nonce est opposé à notre affaire, d'où vous concluez que le pape l'est également. Souvenez-vous bien qu'en Espagne ils n'ont jamais mis en doute que la dispense serait accordée; ils en ont réglé eux-mêmes les conditions spirituelles; je les ai acceptées; ils les ont envoyées à Rome, et leur consulte de théologiens a déclaré qu'à ces conditions le pape pouvait, bien plus, que, pour le bien de la chrétienté, il devait accorder la dispense. Remettez-leur ces faits sous les yeux. Je ne sais ce que vous voulez dire quand vous me parlez de reconnaître la suprématie

(1) Le 25 mars (4 avril) 1623.

spirituelle du pape. Je suis sûr que, pour rien au monde, vous ne voudriez que je renonçasse à ma religion; tout ce que je puis deviner de votre avis, c'est que vous faites allusion à un passage de mon livre contre le cardinal Bellarmin, dans lequel, si le pape veut renoncer à sa divinité et à son usurpation sur les rois, j'offre de le reconnaître comme l'évêque-chef auquel tous les appels ecclésiastiques doivent être soumis en dernier ressort. Ce sont mes propres paroles que je vous répète, et c'est le dernier terme auquel ma conscience me permette d'aller, car je ne suis pas un monsieur qui change de religion comme on change de chemise quand on vient du jeu de paume.

« Quant à la souveraineté temporelle du pape sur l'état de Rome, je n'y fais non plus aucune objection; qu'il soit, au nom de Dieu, le premier entre les évêques et le prince des évêques, mais comme saint Pierre était le prince des apôtres. »

La confiance de Charles et de Buckingham dans leur prochain succès ne tarda pas à être ébranlée. Les principales conditions du mariage déjà convenues entre les deux souverains étaient que l'infante et sa maison auraient en Angleterre le libre et plein exercice de la religion catholique, que l'éducation des enfans issus de ce mariage resterait entre les mains de leur mère jusqu'à l'âge de sept ans, et qu'ils ne perdraient point, fussent-ils catholiques, leur droit de succession au trône; qu'aucun prêtre catholique ne serait mis à mort pour avoir exercé son ministère spirituel; enfin que les lois de rigueur qui existaient en Angleterre contre les catholiques en général ne seraient pas effectivement exécutées. C'était sur ces bases que la dispense papale avait été demandée. Dans la négociation suivie à Rome à ce sujet par l'agent du roi Jacques comme par l'ambassadeur d'Espagne, le pape Grégoire XV avait ajouté à ces conditions diverses demandes nouvelles : Jacques avait accordé les unes, contesté les autres, et quoiqu'au départ du prince de Galles pour l'Espagne, rien n'eût encore été définitivement réglé, on se croyait, on voulait du moins se croire d'accord. Cependant Charles et Buckingham (1) écrivirent au roi Jacques : « Nous sommes bien fâchés de ne pouvoir vous annoncer l'arrivée de la dispense. Elle est certainement accordée, certainement aussi elle est en route pour venir ici; mais elle est chargée de quelques nouvelles conditions qu'il sera facile, nous l'espérons, de faire écarter. Ils demandent deux ans de plus pour l'éducation des enfans, qu'il ne soit exigé de tous vos sujets catholiques romains aucun autre serment que celui qui sera prêté par les serviteurs de l'infante, et qu'ils puissent tous aller librement à son église... Quant au second point, notre réponse sera que le serment

(1) Le 22 avril (2 mai) 1623.

a été réglé par acte du parlement, et que vous ne pouvez l'abroger sans le consentement de votre peuple. Nous espérons aussi leur faire comprendre qu'outre les inconvéniens et l'ennui que cela causerait à l'infante elle-même, il n'y aurait aucun avantage pour les catholiques, et qu'il leur vaut mieux avoir le libre exercice de leur culte dans leurs propres maisons qu'aller publiquement à son église, car, s'ils se réunissent tous dans un centre, leur nombre paraîtra bien plus grand, le public sera bien plus méfiant, et leur sécurité bien moindre. Ceci n'est rien moins d'ailleurs que demander à mots couverts la liberté de conscience, qu'il n'est ni dans votre intention ni dans votre pouvoir d'accorder. »

Le prince et les négociateurs anglais s'efforcèrent en vain d'écarter les nouvelles demandes du pape et de s'entendre avec les Espagnols à des termes précis. Le 29 avril (9 mai), Charles écrivit au roi son père : « Je m'aperçois que, si je n'ai pas à montrer une pièce signée de votre majesté et où vous vous engagiez à faire tout ce que je promettrai en votre nom, l'affaire traînera encore bien longtemps. Je supplie donc humblement votre majesté de m'envoyer un acte portant : « Nous promettons, sur notre parole de roi, d'accomplir ponctuellement tout ce que notre fils promettra en notre nom. » Je reconnais, sire, que je vous demande là une ample confiance, et si la nécessité ne m'y contraignait pas, je ne l'oserais jamais; mais j'espère que votre majesté n'aura pas à s'en repentir. » Et à cette lettre de Charles, Buckingham, écrivant cette fois à part et pour son compte, ajouta : « C'est à cause de son extrême désir de vous revoir bientôt que votre fils vous écrit ainsi; il croit que, si vous lui envoyez cette pièce signée de vous, les Espagnols, quand même (ce qu'il n'aperçoit pas encore) ils voudraient susciter de nouveaux délais, seraient fort embarrassés. Vous ne pouvez douter de la discrétion de votre enfant, et quant à ma fidélité, je mourrais plutôt que d'y porter la moindre atteinte. »

Jacques leur répondit (1) à tous deux ensemble : « Mes chers enfans, j'ai reçu hier soir, par deux courriers différens, vos deux paquets. Je vous avais écrit la veille mon opinion sur les trois conditions ajoutées à la dispense. Je vous envoie aujourd'hui, mon enfant, le pouvoir que vous désirez. Je ne refuserai pas de mettre, dans mon seul fils et dans mon meilleur serviteur, une confiance même étrange. Je sais que, tels que vous êtes tous deux, vous ne promettrez jamais en mon nom rien qui ne soit d'accord avec ma conscience, mon honneur et ma sûreté. Je les remets pleinement entre les mains de l'un ou de l'autre de vous. Ma précédente lettre vous montrera ma pensée, et maintenant je vous remets ce plein pouvoir, priant Dieu qu'il

(1) Le 11 (21) mai 1623.

vous bénisse, et qu'après un bon succès là-bas il vous ramène promptement et heureusement ici, dans les bras de votre cher père. »

Plus la négociation se prolongeait, plus la fausse situation mutuelle des trois souverains qui y étaient engagés devenait évidente : ils se demandaient réciproquement un acte de respect pour la liberté religieuse qu'au fond et en principe aucun d'eux ne reconnaissait et n'entendait accorder. Le roi d'Angleterre voulait que son fils épousât une princesse catholique tout en restant exclusivement protestans, lui, son fils et son peuple. Le roi d'Espagne voulait que sa fille et tous les serviteurs personnels de sa fille restassent hautement catholiques tout en vivant dans une famille et chez un peuple protestans, et tout en excluant absolument lui-même les protestans de ses états. Le pape réclamait, pour les catholiques d'Angleterre, la pleine liberté de conscience, tout en l'interdisant péremptoirement partout où il dominait, et en sommant le roi d'Angleterre de rentrer, lui et son peuple, sous le joug de l'église unique et souveraine. « Telle est, dit Adam Smith, l'insolence naturelle du cœur de l'homme qu'il ne se résigne à accepter les bons moyens qu'après avoir épuisé les mauvais. » A cette profonde remarque, j'ajoute que les hommes chérissent et maintiennent avec bien plus d'obstination le pouvoir qu'ils possèdent illégitimement que celui qui leur appartient à bon droit; l'instinct de la vérité les poursuit au sein de l'erreur; ils pressentent que, s'ils laissent échapper ce qu'ils n'ont pas droit de garder, ils ne le retrouveront jamais. D'ailleurs ce que les hommes possèdent au-delà de leur droit satisfait seul l'orgueil humain, toujours mécontent quand il n'obtient que ce qui lui est dû. Ces passions ou plutôt ces infirmités morales jetaient à chaque pas, dans la négociation que je retrace, toute sorte d'entraves, et dans ce travail diplomatique la situation du roi Jacques était la plus mauvaise, car c'était lui qui désirait le plus vivement le succès et qui avait le plus d'incohérences à accepter et de sacrifices à faire pour l'obtenir.

Le peuple espagnol, de son côté, ne conservait déjà plus, six semaines après l'arrivée du prince Charles, l'enthousiasme qu'elle lui avait d'abord inspiré : on avait vu dans cette éclatante démarche et dans le mariage qu'elle annonçait un triomphe de la foi comme de la politique espagnole; « le prince de Galles, disait-on partout, va se faire catholique. » Charles dissipa promptement cette confiance; en même temps qu'il témoignait pour l'église romaine un grand respect, il ne laissait, sur sa fidélité à l'église anglicane, ouverture à aucun doute. « Je suis venu, disait-il, chercher en Espagne une femme, non une religion. » Il tenait ce langage avec cette dignité un peu sèche et hautaine qui lui était naturelle, et à mesure qu'il se montrait plus fermement Anglais, la faveur espagnole se retirait de lui.

Quoi que les courtisans contemporains prissent plaisir à en dire et qu'en aient répété depuis les historiens, la relation du prince avec l'infante elle-même n'était pas en meilleur progrès. « Nous avons omis dans notre dernière lettre ce qu'il y a de plus essentiel, écrivait Buckingham au roi Jacques dix jours après son arrivée à Madrid et avec sa familiarité hardie : nous ne vous avons pas dit combien votre fille, sa femme et ma souveraine maîtresse, nous plaît; sans flatterie, je crois qu'il n'y a pas au monde une plus charmante créature. *Baby Charles* lui-même en est touché au cœur, déclare que tout ce qu'il a vu n'est rien auprès d'elle, et jure que, si on ne la lui donne pas, il y aura des coups. » Buckingham en disait plus que son prince et lui-même n'en pensaient. L'infante Marie-Anne avait alors dix-sept ans; petite, assez grasse, elle avait les cheveux blonds, le teint plutôt flamand qu'espagnol, et les lèvres un peu fortes, selon le type de la maison d'Autriche. Rien ne donne lieu de croire qu'elle fût d'un esprit très animé et développé; comme on devait s'y attendre, elle était avec le prince à la fois curieuse et embarrassée. Il n'eut d'abord avec elle que des rapports rares et courts; même quand, logé au palais, il la vit de plus près et plus souvent, l'étiquette de la cour et les mœurs espagnoles ne permettaient pas entre eux ces communications fréquentes et franches où les jeunes cœurs se révèlent et s'éprennent. Charles faisait à l'infante une cour assidue; il l'attendait pour la voir à l'entrée et à la sortie des églises; au théâtre de la cour, il arrêtait complaisamment sur elle ses regards; il se plaisait à courir et à emporter la bague devant elle. Informé un jour qu'elle devait aller à la *Casa di campo* pour cueillir des fleurs, il se leva de grand matin, et, suivi d'un seul confident, Endymion Porter, il pénétra dans la maison et le jardin. Ne trouvant pas *la dame de ses pensées*, dit le chroniqueur, il arriva à un enclos particulier dont un mur et une grosse porte fermaient l'entrée. Charles escalada le mur et sauta dans l'enceinte; l'infante poussa un cri et s'enfuit; le vieux serviteur qui l'accompagnait tomba à genoux, conjurant le prince de ne pas compromettre l'honneur et la sûreté de ses cheveux blancs. Charles était respectueux et réservé : pendant tout son séjour à Madrid, il continua d'être avec l'infante galant et empressé; mais ni ses actes, ni ses lettres, ni les documens contemporains ne témoignent que son cœur ait été sérieusement engagé, et dans cette négociation l'amour ne vint point en aide à la politique.

Un fâcheux et grave embarras, provenant des personnes, s'ajouta pour Charles aux difficultés politiques de la situation. Par ses prétentions, sa présomption, son arrogance, l'étalage de son luxe, le sans-gêne de ses manières et la licence de ses mœurs, Buckingham

déplut souverainement aux Espagnols. « Il restait quelquefois couvert quand son prince était tête nue, et assis quand son prince était debout; tout à coup et n'importe devant qui, il faisait des pas de danse ou marmottait entre ses dents des fins de sonnet. » Ennemi de lord Bristol, à qui la cour d'Espagne portait estime et confiance, il fut bientôt en aussi mauvais termes avec le comte d'Olivarez. Comme ils discutaient un jour entre eux la possibilité que le prince de Galles se fît catholique, Olivarez dit que Buckingham lui en avait donné l'espérance : « C'est faux! s'écria Buckingham, et je suis prêt à le soutenir de la façon qui vous conviendra! » Soit prudence, soit respect pour le prince qui était présent, Olivarez se contint; mais il voua de ce jour à Buckingham une haine profonde. Il en eut, selon quelques récits du temps, un motif encore plus personnel et plus intime. Buckingham fit, dit-on, à la comtesse d'Olivarez une cour téméraire, et en obtint un rendez-vous; mais, quand vinrent le jour et l'heure de la rencontre, la comtesse, saisissant cette occasion de venger son mari, fit trouver à sa place une fille de profession honteuse, et Buckingham, qui se fût peut-être vanté de sa bonne fortune, n'eut qu'à bien cacher sa mésaventure. Invraisemblable en soi, car la comtesse d'Olivarez, bossue et laide, au dire des contemporains, était déjà à cette époque d'un âge assez avancé, l'anecdote est démentie par les témoignages les plus authentiques. Quoi qu'il en soit, Buckingham devint à la cour et dans Madrid l'objet d'une antipathie de plus en plus prononcée : le roi Philippe IV le traitait avec une extrême froideur; le conseil d'état espagnol trouva irréguliers ses titres pour prendre part à la négociation, et lui en contesta le droit; on allait jusqu'à dire « qu'on aimerait mieux jeter l'infante dans un puits que la mettre entre ses mains. » Les Anglais de sa suite étaient encore plus impertinens que lui : ils se moquaient de l'orgueil espagnol dans la pauvreté espagnole; ils passaient leur temps à jouer aux cartes, ne trouvant, disaient-ils, à Madrid rien de plus agréable à faire; ils affichaient pour les croyances et les cérémonies religieuses de l'Espagne un mépris ironique, et unissaient ainsi dans une même aversion pour eux le clergé, la cour et le peuple.

Cependant la négociation pour la dispense papale suivait à Rome son cours : les 20 avril et 19 mai 1623, Grégoire XV écrivit au prince Charles et à Buckingham des lettres caressantes, n'entrant avec eux dans aucune discussion sur les conditions de la dispense qu'on lui demandait, mais se félicitant qu'ils ne cherchassent le mariage espagnol que comme une preuve qu'ils étaient disposés à rentrer dans le sein de l'église catholique, et les pressant d'aller jusqu'au bout de la voie où ils marchaient. Le 20 juin, Charles répondit au pape, sans prendre aucun engagement précis, mais en termes respectueux et doux :

« Que votre sainteté soit bien persuadée que nous nous abstiendrons de tout acte qui témoignerait d'un sentiment de haine pour la religion catholique romaine; nous saisirons bien plutôt toutes les occasions de dissiper, par des procédés loyaux et bienveillans, les dispositions et les méfiances sinistres, afin que, de même que nous confessons tous une seule et même Trinité et un seul et même Christ crucifié, nous puissions nous unir tous dans une seule et même foi. » En même temps que s'échangeait cette correspondance, le projet d'articles à l'adoption desquels le pape attachait la concession de la dispense arriva à Madrid.

Ce projet était loin de se borner aux conditions d'abord indiquées et que le roi Jacques s'était montré prêt à consentir; il allait même au-delà des premières demandes qu'avait exprimées la cour de Madrid. Non-seulement l'infante et tous ses serviteurs devaient avoir dans le palais le libre et plein exercice de leur culte, mais à Londres et partout où elle ferait sa résidence une église spacieuse et publique devait être ouverte, où seraient célébrés tous les offices de la religion catholique. L'éducation des enfans royaux devait rester jusqu'à l'âge, non plus de sept, mais de dix ans, entre les mains de leur mère. Les personnes attachées au service de l'infante ne devaient être sujettes à aucune des lois rendues en Angleterre contre les catholiques; les ecclésiastiques de sa maison ne devaient être justiciables que de leur supérieur ecclésiastique, et si quelque juge séculier anglais faisait arrêter un de ces ecclésiastiques pour un délit quelconque, il devait le remettre au supérieur ecclésiastique, qui procéderait contre lui selon le droit canon. Un traité en vingt-cinq articles, conclu entre les deux souverains, réglait les détails et l'exécution de ces conditions diverses. Indépendamment de ce traité, et par quatre articles secrets, le roi Jacques devait s'engager : 1° à ne plus faire exécuter à l'avenir, sous quelque cause ou prétexte que ce pût être, directement ni indirectement, les lois rendues en Angleterre contre les catholiques; 2° à faire tout ce qui serait en son pouvoir pour faire révoquer par le parlement lesdites lois; 3° à ne plus sanctionner désormais aucune loi pareille, et à assurer dans les maisons particulières, tant en Écosse et en Irlande qu'en Angleterre, une perpétuelle tolérance de la religion catholique; 4° à ne jamais tenter, directement ni indirectement, de détourner l'infante de sa foi, et à ne jamais traiter ni permettre qu'on traitât devant elle aucune question contraire aux préceptes de l'église catholique. Outre ces stipulations royales, le prince Charles devait s'engager personnellement à faire en sorte que les lois d'Angleterre contre les catholiques fussent abrogées dans trois ans, à obtenir du roi son père que l'éducation de ses enfans restât jusqu'à l'âge de douze ans entre les mains de leur mère, et à écouter lui-même, toutes les fois que l'infante le

désirerait, les théologiens catholiques qui l'entretiendraient de leur religion. Enfin, et sans que ceci fût exprimé dans aucun article public ou secret, le gouvernement espagnol annonça l'intention de ne conclure définitivement le mariage que lorsque le roi d'Angleterre aurait accepté sous serment tout ce qu'on lui demandait, et de ne laisser partir l'infante pour l'Angleterre qu'au printemps de l'année suivante, lorsque les dispositions du traité en faveur des catholiques seraient d'une façon incontestable en voie d'accomplissement.

La plupart de ces dispositions n'avaient rien que de juste en soi et de conforme au droit moral et au bon sens; mais elles étaient en contradiction flagrante avec les lois, les idées et les passions anglaises, et elles exigeaient de la protestante Angleterre ce que les nations catholiques, l'Espagne en tête, n'accordaient point aux protestans. Aussi, quand les articles de ce traité commencèrent à être connus ou seulement soupçonnés en Angleterre, l'émotion publique fut extrême : de toutes parts on réclamait, on déplorait, on refusait de croire que le roi et le prince pussent jamais consentir à de telles conditions. L'archevêque de Cantorbéry, George Abbott, prélat populaire, de convictions sincères et de mœurs douces, crut de son devoir d'adresser au roi une remontrance pleine de prédictions sinistres. A Madrid, Charles et Buckingham firent un effort pour faire atténuer ce que les nouvelles exigences du pape avaient de plus difficile à faire accepter ou plutôt subir par le parlement et le peuple anglais; mais ils y réussirent si peu et ils sentaient si bien eux-mêmes le péril d'un tel traité, qu'en le transmettant au roi Jacques (1), ils lui dirent : « Si vous vous effarouchez de la clause secrète par laquelle vous promettez que, dans trois ans, le parlement révoquera les lois pénales contre les papistes, nous vous ferons observer que, dans notre opinion, lorsque vous aurez fait de votre mieux pour obtenir ce résultat, si vos efforts ne sont pas efficaces, vous n'aurez pas manqué à votre parole, car ce que vous promettez, c'est que vous ferez pour réussir tout ce qui sera en votre pouvoir (2). »

(1) Le 6 (16) juin 1623.

(2) Je joins ici la traduction d'une conférence du prince de Galles avec le comte d'Olivarez et le conseil de Philippe IV, qui montre quelles étaient les difficultés de la négociation avec la cour de Rome. Ce document est tiré des archives de Simancas.

Note remise à la cour de Madrid par son altesse le prince de Galles au sujet des additions faites par la cour de Rome aux articles qui lui avaient été envoyés de Madrid en demandant la dispense pour le mariage.

« Sa majesté catholique et ses ministres ayant traité avec son altesse le prince de Galles de la sécurité que pourrait avoir sa majesté pour prêter le serment que sa sainteté exige, serment par lequel sa majesté s'obligerait à insister jusqu'à obtenir du parle-

Ce subterfuge ne rassura nullement le roi Jacques; il attendait le retour prochain de son fils, amenant avec lui l'infante; sa flotte, sous les ordres du comte de Rutland, était prête à mettre à la voile pour aller les chercher. Lorsqu'il apprit à quelles conditions le mariage

ment d'Angleterre, dans le terme d'une année, l'exécution de ce qui a été convenu en faveur des catholiques,

« Son altesse promit de ne rien négliger pour en arriver là, et pour faire différer l'exécution des lois publiées contre les catholiques, en attendant que le parlement les abrogeât. Et les ministres de sa majesté, ayant prié son altesse de vouloir bien fixer l'époque vers laquelle le parlement approuverait les propositions de sa majesté catholique, son altesse promit sur parole que le parlement les approuverait dans trois ou six mois ou une année, lorsque l'occasion se présenterait, mais irrévocablement dans le terme de trois ans.

« Le comte d'Olivarez et les autres ministres de sa majesté, d'accord avec son altesse, ayant trouvé que certains articles du traité fait entre les deux rois et envoyé à Rome avaient subi quelques changemens par ordre du pape, et supposant que le nonce aurait la faculté d'approuver les explications et modifications exigées à raison de leur sévérité, cherchèrent ensemble la manière d'aplanir les difficultés survenues par les demandes de sa sainteté. Les changemens exprimés étaient les suivans :

« 1° Au lieu de dire : « que les femmes choisies pour allaiter les enfans de leurs altesses *pourraient* être catholiques et devraient être nommées par l'infante, » le pape veut qu'il soit dit : « devraient être catholiques ; »

« 2° Qu'il soit permis à tout catholique romain des royaumes et domaines de sa majesté le roi de la Grande-Bretagne d'entrer librement à l'oratoire, chapelle ou église de la sérénissime infante, et d'y assister aux offices divins;

« 3° Que les susdits catholiques, vassaux de sa majesté, ne prêtent d'autre serment que celui dont la formule a été insérée, pour les gens de l'infante, dans le contrat de mariage;

« 4° Que les enfans soient élevés sous la surveillance directe de l'infante jusqu'à l'âge de douze ans.

« Sur le premier point, son altesse fit observer combien la susdite clause d'exclusion pourrait amener d'inconvéniens et de mécontentemens dans le royaume d'Angleterre, et qu'en accordant à la sérénissime infante le droit de nommer les nourrices, on accède à la demande du pape, car il est clair que l'infante les choisira de sa religion.

« Sur le second point, après avoir représenté tous les inconvéniens qu'une trop grande affluence de monde pourrait causer au service du roi son père et aux catholiques eux-mêmes, son altesse a fait observer qu'il n'était pas absolument nécessaire d'accéder à la demande du pape, attendu que les catholiques étaient libres de célébrer chez eux les offices divins. Toutefois, désirant faire connaître qu'il était très disposé à aplanir toutes les difficultés, son altesse promit que l'on tolérerait la présence des catholiques à l'église de l'infante, et elle se chargea d'arranger tout pour le mieux, afin que personne n'eût à se plaindre; mais son altesse assura qu'il était impossible d'accorder à tous la liberté d'aller au susdit oratoire, chapelle ou église, car autrement il s'ensuivrait que l'exercice de la religion romaine serait publiquement toléré, ce qui, selon sa majesté catholique elle-même, ne devait pas se proposer, vu l'opposition formelle du roi de la Grande-Bretagne.

« 5° Son altesse fit aussi comprendre que la formule du serment que l'on devait demander aux catholiques leur était plutôt désavantageuse, les déclarant incapables, par cela, de toutes les fonctions publiques qui exigent un serment, et comme on avait déjà arrêté qu'on ne pourrait leur en demander contre leur conscience et religion, il n'y avait aucun motif pour faire prêter un nouveau serment à tous ceux qui n'appartiendraien

était définitivement attaché, il écrivit à Charles et à Buckingham (1) : « Votre lettre, que m'a remise Cottington, m'a porté un coup mortel; je crains bien que mes jours n'en soient abrégés; je ne sais comment satisfaire ici à l'attente du peuple, ni que dire à notre conseil; la flotte attend depuis quinze jours un bon vent; il faut que je retienne Rutland et tous ceux qui sont à bord, quel motif en donnerai-je? Vous me demandez mon avis et mes ordres en cas qu'ils ne veuillent rien changer à leur résolution; mon avis est, en un seul mot, que vous reveniez promptement, si on vous permet de partir, et que vous laissiez là tout traité. Et je dis cela, quelque garantie

point à la maison de l'infante. Son altesse fit remarquer en outre combien il était inconvenant que le pape ordonnât pareille chose et dictât la formule du serment de fidélité dû au roi de la Grande-Bretagne par ses vassaux.

« Quant à la quatrième proposition, relativement à l'éducation des enfans sous la surveillance de l'infante jusqu'à l'âge de douze ans, son altesse rappela qu'en premier lieu on avait fixé l'âge de sept ans, et qu'après de vives instances le roi son père avait accordé trois ans de plus, déclarant qu'il en resterait là. Son altesse ajouta que, d'après la coutume d'Angleterre, les fils des rois ne sont pas aussi longtemps sous la surveillance de leur mère, et qu'il était évident qu'en ceci il ne pouvait rien accorder; il promit néanmoins d'intercéder auprès du roi son père pour obtenir cette faveur qu'il n'hésiterait point à concéder, si cela était absolument en son pouvoir.

« Son altesse crut avoir ainsi donné toute satisfaction à sa majesté et à ses ministres, non-seulement en ce qui regardait les difficultés énoncées ci-dessus, mais encore par le zèle qu'il avait déployé pour les aplanir et arriver à un heureux résultat. Le comte d'Olivarez l'affermit dans son opinion, assurant qu'à son avis son altesse avait accédé à tout ce que consciencieusement on pouvait exiger de lui.

« Son altesse attendait la résolution de sa majesté catholique, lorsque le marquis de Monte-Claros et le comte de Gondomar sont venus le prévenir que le nonce avait déclaré qu'on ne pouvait rien changer de ce qui avait été fait à Rome, et que lui, nonce de sa sainteté, se verrait contraint à refuser la dispense, ce qui par conséquent empêcherait de passer outre, si les articles subissaient la moindre modification. Les susdits ministres, sans excepter le comte d'Olivarez, ont avoué que jusqu'alors ils avaient été dans la confiance que le nonce aurait la faculté d'approuver des changemens devenus absolument nécessaires. Le comte (poussé par son zèle afin de surmonter toutes les difficultés) a donné à son altesse le conseil de choisir un des moyens suivans : 1° faire en sorte que le roi de la Grande-Bretagne approuve les articles tels qu'ils ont été envoyés de Rome; 2° dépêcher quelqu'un à Rome, de la part de sa majesté catholique, afin de persuader à sa sainteté qu'elle s'en tienne aux propositions faites par son altesse le prince, pour procéder ainsi au mariage.

« Cependant son altesse a jugé que les deux moyens proposés par le comte d'Olivarez offraient aussi de trop grandes difficultés à surmonter : il a prié sa majesté de vouloir bien en indiquer un troisième, et de faire toutes les concessions possibles pour arriver à une bonne et prompte solution, de quoi son altesse lui saura gré. Si on ne peut trouver ce troisième moyen, son altesse s'en tiendra aux indications du comte d'Olivarez, d'après les conseils duquel il prie sa majesté de vouloir bien intercéder en sa faveur auprès de sa sainteté. Et puisqu'il faut absolument avoir recours aux moyens ci-dessus indiqués, son altesse demande à sa majesté la permission de partir tout de suite, car il n'est pas douteux que par sa présence il n'obtienne quelques concessions du roi son père, et il prie sa majesté de faire expédier à Rome sans perte de temps. »

(1) Le 14 (24) juin 1623.

qu'on vous offre, car je crains que vous ne revoyiez jamais votre vieux père, si vous ne le voyez pas avant l'hiver. Hélas! je me repens bien maintenant de vous avoir laissé partir; je ne me soucie ni du mariage, ni de rien, pourvu que je vous serre encore une fois dans mes bras. Dieu le fasse, Dieu le fasse, Dieu le fasse! *Amen, amen, amen.* Je proteste que vous serez aussi bien venus que si vous aviez fait toutes les affaires pour lesquelles vous êtes partis. Que je vous presse encore une fois dans mes bras, et que Dieu vous bénisse tous deux, mon unique et cher fils, mon meilleur et cher serviteur! Et que j'aie le plus tôt possible de vos nouvelles, si vous tenez à ma vie! Et que Dieu vous donne un heureux et joyeux retour dans les bras de votre cher père! »

Après s'être ainsi lamenté et avoir quelque temps hésité, plutôt peut-être pour bien constater devant le peuple anglais son déplaisir que par un doute sérieux, Jacques se décida néanmoins à signer, sous serment, les articles proposés, tant secrets que publics, et à faire signer les articles publics par les membres de son conseil, comme on le lui demandait. La cérémonie fut solennelle; le roi, ses conseillers, les principaux officiers de sa cour et les deux ambassadeurs d'Espagne, don Carlos de Coloma et don Juan, marquis de Jnojosa, l'un ambassadeur ordinaire, l'autre extraordinaire, se réunirent le 20 (30) juillet dans la chapelle de Whitehall; lecture fut faite des vingt-cinq articles du traité, le roi et les ambassadeurs assis et découverts; le roi, à genoux, en jura la fidèle observation, et les ambassadeurs reçurent son serment au nom de leur maître. Vint ensuite un hymne d'actions de grâces, puis un banquet dans lequel le roi Jacques porta lui-même deux santés, l'une au roi d'Espagne, l'autre au succès de leurs affaires communes. Les membres du conseil prêtèrent à leur tour, dans la salle de leurs réunions, serment d'observer aussi les articles que le roi venait de jurer : « Serment conditionnel, déclara l'archevêque de Cantorbéry, George Abbott, et valable seulement pourvu que le prince épouse l'infante, et que tous les engagemens pris à ce sujet par le roi d'Espagne soient exactement accomplis. » Le soir du même jour, dans son cabinet particulier et en présence des ambassadeurs espagnols, Jacques jura l'observation des quatre articles secrets. « Et maintenant, dit-il, tous les diables d'enfer ne parviendraient pas à empêcher le mariage. »

En entendant cette parole, l'un des assistans, protestant zélé dans le cœur, dit tout bas à son voisin : « Il n'y a plus un diable en enfer, ils sont tous allés en Espagne pour faire ce mariage. »

Le lendemain (1), Jacques écrivit à son fils et à Buckingham : « Mes

(1) 21 (31) juillet 1623.

chers garçons, pendant que j'étais hier soir, avec les ambassadeurs, occupé de prêter mon serment particulier après avoir prêté le matin mon serment public avec grande solennité, Audover a paru à ma porte comme un fantôme et m'a remis vos lettres. Puisque la chose ne peut pas se passer autrement, il faut bien que je m'en contente; mais ce procédé est un déshonneur pour moi, et il m'impose une double charge, puisqu'il faudra que j'envoie deux flottes. S'ils ne veulent pas envoyer ici l'infante avant le mois de mars, qu'ils l'envoient, au nom de Dieu! par leur propre flotte. Leurs ambassadeurs parlent hautement contre ce délai et protestent qu'ils écriront sérieusement pour faire changer cette résolution. Si cela ne se peut pas, pressez vous-même vos affaires; la flotte sera à vos ordres dès que la saison et le vent lui permettront de partir, et mon messager vous porte des pouvoirs pour traiter au sujet du Palatinat et de la Hollande. En attendant, mon cher enfant, faites signer le contrat et obtenez les meilleures assurances possibles qu'on nous enverra l'infante l'année prochaine; mais sur ma bénédiction n'en faites pas votre femme en Espagne, à moins que vous ne soyez sûr de l'emmener avec vous. Et n'oubliez pas de leur faire tenir leurs engagemens quant à la dot, sans quoi nous ferons banqueroute, mon garçon et moi. »

Avant d'avoir reçu cette lettre du roi son père et de pouvoir dire à Madrid qu'il avait consenti aux articles proposés et prêté le serment désiré, Charles avait fait de vains efforts pour obtenir que le gouvernement espagnol changeât, quant au départ de l'infante, ses dispositions dilatoires; il annonça (1) au comte d'Olivarez que le roi son père lui ordonnait péremptoirement de retourner à Londres, et il lui demanda « en termes tristes et doux » par quel moyen il pourrait obéir à cet ordre sans ruiner l'affaire du mariage? « Il y a deux bons moyens d'en finir, lui dit Olivarez, et un mauvais. Les deux bons sont, l'un, que vous vous convertissiez, l'autre que nous agissions avec vous en pleine confiance et que nous remettions toutes choses, y compris l'infante, entre vos mains; le mauvais, c'est que nous persistions à marchander et que nous nous en tenions à nos conditions aussi longtemps que nous le pourrons. » Quant au premier moyen, écrivit Charles à son père, nous l'avons absolument rejeté; le comte d'Olivarez nous a avoué que, s'il était le roi, il adopterait le second, et il le pourrait faire, car il est le roi; mais il craint d'avoir à souffrir plus tard dans sa personne, si les choses ne tournent pas bien. Il reconnaît que le dernier moyen est impraticable, puisque votre ordre de retour est formel. — En résumé, dit Buckingham en continuant la lettre, le comte nous a promis d'y réfléchir, et quand

(1) Le 27 juin (7 juillet) 1624.

moi, votre chien, je l'ai reconduit à la porte, il m'a dit de prendre courage, et votre fils aussi. Notre avis est que le plus longtemps que nous puissions rester encore ici sans emmener en partant l'infante avec nous, c'est un mois, et cela tout au plus. Si nous ne nous croyons pas sûrs du succès, attendez-nous plus tôt. »

Le gouvernement espagnol avait un prétexte spécieux pour recommencer, malgré ses bonnes paroles, à faire traîner l'affaire en longueur. Le pape Grégoire XV mourut le 8 juillet 1623, et un mois après, le 6 août, Urbain VIII fut élu pour lui succéder. On déclara à Rome et à Madrid que sa ratification de la dispense provisoirement accordée par son prédécesseur était indispensable, et on entra en négociation avec lui pour l'obtenir.

Cependant, lorsqu'on apprit à Madrid que le roi Jacques avait juré tous les articles proposés et que les mesures favorables aux catholiques commençaient à s'exécuter, l'obstination et la réserve espagnoles se relâchèrent un peu; les articles préliminaires du mariage furent rédigés et officiellement acceptés par le roi Philippe IV, qui se porta caution du roi Jacques pour l'accomplissement des promesses faites en faveur des catholiques. On annonça que les fiançailles auraient lieu le 29 août suivant. Charles fut autorisé à voir l'infante plus souvent et plus librement. « Elle assiste publiquement avec moi au théâtre, écrivait-il (1) au roi son père, et dans deux ou trois jours elle prendra rang comme princesse d'Angleterre. » Deux grandes fêtes publiques, un combat de taureaux et un brillant jeu de cannes, furent données à Madrid en l'honneur de l'union prochaine; l'infante y parut « avec les couleurs du prince de Galles, en blanc, comme une colombe sans tache, ainsi qu'il convient à la majesté de l'Angleterre. » — « Nous n'avons pas été oisifs, écrivaient le 29 juillet (8 août) au roi Jacques son fils et son favori; nous pouvons maintenant vous dire avec certitude que le 29 août nous nous mettrons en route et que nous espérons emmener avec nous l'infante. Pourtant, s'ils ne voulaient pas la laisser partir avant le printemps, que notre contrat soit signé ou non, nous prions humblement votre majesté de laisser la décision de ce point à notre discrétion; nous sommes sur les lieux, nous voyons les choses de plus près et mieux sous leur vrai jour que vous ne pouvez le faire, vous et votre conseil. En tout cas, il n'y aura point de mariage que l'infante ne vienne avec nous, et nous pouvons dès à présent vous donner le plaisir de savoir que nous avons déjà convaincu le comte d'Olivarez qu'il convient qu'elle parte avec nous avant l'hiver; il fait faire des préparatifs pour son voyage; il forme sa maison : ce sont ses propres paroles qu'il nous chassera d'Espagne aussitôt qu'il pourra. Vous n'avez, quant à vous,

(1) Le 15 (25) juillet 1623.

rien de plus à faire que de nous envoyer l'ordre péremptoire de partir; veuillez le faire le plus tôt possible, non que nous craignions d'en avoir besoin, mais afin que votre fils (qui a témoigné pour la personne de l'infante beaucoup d'affection) puisse, à la faveur de votre ordre, se montrer pressé de partir sans passer pour un froid amant. »

Si Buckingham eût été moins léger et moins présomptueux, il n'aurait pas témoigné tant de confiance. Le lendemain même du jour où, de concert avec son prince, il se montrait si sûr de son prochain succès, il rendit au roi Jacques un compte détaillé des démarches qu'il venait de faire pour l'obtenir, et son récit seul prouve que ce succès était bien plus incertain qu'il ne se plaisait à le croire et à le dire : « Au milieu de la joie de cette cour, quand elle a su que ces propositions étaient acceptées, nous avons pensé, écrivait-il, que le moment était opportun pour mettre à l'épreuve leur bon vouloir et pour presser le départ immédiat de l'infante. Le prince m'a envoyé au comte d'Olivarez, pour lui en exposer les raisons. Je lui ai dit d'abord que cela prolongerait vos jours, à vous qui aviez si bien mérité de l'Espagne dans cette affaire et dans tant d'autres. Cela tournerait d'ailleurs à l'honneur du prince, qui autrement ne laisserait pas d'avoir à souffrir. L'infante gagnerait ainsi plus tôt les cœurs de votre peuple, ce qui permettrait de faire plus tôt aussi et plus aisément ce qu'elle désire et ce qu'ils désirent eux-mêmes en faveur des catholiques. En agissant autrement, nous n'atteindrions que l'un des deux buts pour lesquels nous sommes venus en Espagne; nous contracterions mariage, mais non pas amitié, ce qui ressemblerait beaucoup à l'alliance française. Les affaires de la chrétienté seraient d'ailleurs, si nous emmenions l'infante, plus promptement et plus aisément réglées. Si le comte avait en vue quelque avantage d'état qu'il se flattât d'obtenir au printemps prochain, je me faisais fort de lui prouver qu'il l'obtiendrait bien mieux à présent que lorsqu'en nous témoignant sa défiance il aurait éveillé la nôtre. J'ajoutai que votre majesté avait eu cette année de lourdes charges, et que ce délai les aggraverait pour les deux royaumes. Enfin je le priai de penser à mon pauvre petit intérêt à moi, qui avais emmené d'Angleterre notre prince parfaitement libre, et qui l'y ramènerais lié par un contrat et hors d'état d'avoir des héritiers jusqu'à ce qu'il plût à l'Espagne de lui donner sa femme. Si je n'étais pas le fidèle ami et serviteur du comte, je ne pourrais, lui dis-je, penser sans horreur et sans effroi à une telle responsabilité. Le comte m'interrompit souvent en murmurant et grommelant, et à la fin il me dit que je l'avais ensorcelé. Je suis sûr que, s'il y avait entre nous un sorcier, il y avait aussi un diable. De lui, j'allai à sa femme, qui, pour vous le dire en passant, est la meilleure femme du monde, ce qui me fait croire que tous les favoris ont de bonnes femmes. Je dis à la com-

tesse ce que j'avais fait; elle m'en approuva et me promit son assistance. Trois ou quatre jours après, le prince me renvoya conjurer le comte de former la maison de l'infante et de donner les ordres nécessaires pour leur voyage. Le comte me demanda quel jour le prince voulait partir, et indiqua lui-même notre 29 août, ce que le prince accepta. Deux ou trois jours après, la comtesse d'Olivarez me fit appeler, et je la trouvai désolée. L'infante lui avait dit, me dit-elle, que le prince voulait partir sans elle, et elle avait tant d'humeur de le voir si peu soucieux d'elle, qu'elle ne voulait pas être fiancée avant le jour où il quitterait Madrid. Le moyen de réparer cela, me dit la comtesse, était d'aller au comte et de remettre toute l'affaire entre les mains du roi d'Espagne en lui déclarant que le prince resterait plutôt ici sept ans que de partir sans sa maîtresse, tant elle possédait son cœur. Si je voyais que cette démarche ne fît point d'effet, le prince alors pourrait partir quand il voudrait, selon l'ordre de votre majesté. Je me rendis avec cette offre chez le comte d'Olivarez, qui me reçut comme un chien. Je demandai le lendemain une audience à l'infante pour la sonder. Votre majesté, lui dis-je, m'avait ordonné de lui rendre compte de tout ce qu'elle avait fait. Vous aviez surmonté bien des difficultés pour déterminer votre conseil à adopter les articles, et vous les aviez adoptés vous-même uniquement à cause d'elle. Vous aviez donné des ordres pour leur prompte exécution, et après avoir tout fait pour faire sa conquête, sans doute ses vertus vous feraient faire encore bien davantage. Cela dit, j'entretins l'infante de la résolution du prince, et je l'assurai qu'il n'avait jamais parlé de partir que pour obtenir plus tôt sa main; mais il n'osait plus renouveler ses instances, les voyant si mal interprétées, à moins qu'elle ne tînt pour convenu qu'il ne partirait jamais sans elle. Ceci lui plut fort... J'espère n'avoir pas mal fait en agissant ainsi; ce dont je suis sûr, c'est que cela n'a pas nui à notre affaire, car ce matin la comtesse d'Olivarez m'a fait dire que le roi, l'infante et le comte étaient parfaitement contens, et maintenant le prince se tient pour assuré de partir bientôt et d'emmener avec lui l'infante. »

Dès qu'il eut reçu ces lettres, Jacques fit ce que lui demandaient son fils et son favori : « Je vous ai donné, il y a déjà longtemps, leur écrivit-il (1), l'ordre de ne pas perdre de temps là où vous êtes et d'amener promptement ici votre maîtresse, ce qui est mon sincère désir, ou bien, si cela ne se pouvait pas, de revenir sans elle plutôt que de traîner plus longtemps à Madrid. J'ai de pressantes raisons de vous renouveler cet ordre. Je vous enjoins donc, au nom de ma bénédiction, de revenir promptement, avec elle ou sans elle.

(1) Le 10 (20) août 1623.

Je sais que votre amour pour elle vous a seul fait tarder à exécuter mon premier commandement, et c'est, j'en conviens, ma première joie en ce monde que vous l'aimiez ainsi; mais la nécessité de mes affaires me contraint à vous dire que vous devez mettre l'obéissance à un père au-dessus de l'amour pour une maîtresse. Que Dieu vous bénisse! »

Si la cour de Madrid eût vraiment souhaité le mariage, cette menace du prompt départ du prince de Galles, soit qu'il emmenât ou n'emmenât pas avec lui l'infante, n'eût probablement pas été sans effet; mais, malgré l'enthousiasme des premiers momens, malgré les protestations et les fêtes, le séjour prolongé de Charles et de Buckingham, loin de hâter le succès de la négociation, la rendait de jour en jour plus épineuse et plus vaine. Attirés, soit par la curiosité, soit par le désir de ne pas rester étrangers à l'important événement qui se préparait, un grand nombre d'Anglais, depuis les lords Carlisle, Kensington, Denbigh, etc., jusqu'au bouffon du roi Jacques, le bossu Archie, allaient en Espagne et entouraient le prince de telle sorte qu'il y avait, disait-on, à Madrid, une cour anglaise à côté de la cour espagnole. Par leurs idées et leurs mœurs, les Anglais étaient en contraste si profond avec les idées et les mœurs des Espagnols, qu'à chaque instant et sans s'en douter ils se déplaisaient et s'offensaient mutuellement. En présence des cérémonies catholiques de la semaine sainte, plusieurs des assistans anglais ne surent ou ne voulurent pas cacher leur antipathie ou leur dérision. Le roi Jacques avait envoyé à Madrid, pour le service religieux de son fils, deux ecclésiastiques anglicans, les docteurs Mawe et Wren, avec tous les ornemens nécessaires à la célébration de leur culte; ils n'osèrent pas en faire publiquement usage à Madrid, et de simples prières dans sa chambre à coucher furent le seul acte de sa religion que Charles crut pouvoir se permettre. Un de ses pages mourut d'une fièvre chaude; quelques heures avant sa mort, un prêtre vint pour le convertir. Sir Edmond Varney, le rencontrant sur l'escalier ou, selon d'autres, dans la chambre du mourant, se prit de querelle avec lui, et si le comte de Gondomar ne fût intervenu, l'affaire serait devenue sérieuse. Olivarez avait promis au prince de Galles, peu après son arrivée, qu'on ne le tracasserait point sur sa propre religion; on n'en fit pas moins, pour le convertir, les plus importuns efforts, et Olivarez lui-même insistant un jour dans ce sens : « Comte, lui dit Charles, vous manquez envers moi à votre parole; je ne manquerai pas à ma foi. » Un gentilhomme de la maison du prince, James Eliot, retournait en Angleterre; admis à prendre congé de Charles : « Plaise à Dieu, lui dit-il, que votre altesse ne demeure pas longtemps ici! C'est un lieu bien dangereux et bien propre à troubler et changer un homme; j'y ai éprouvé ma propre faiblesse,

et je m'en vais tout changé. — En quoi donc? lui dit Charles. — Dans ma religion. — Et qu'avez-vous donc vu qui ait pu vous faire changer? — Hélas! mon prince, en Angleterre j'avais tourné et retourné en tous sens la Bible pour y chercher le purgatoire, et, ne l'y ayant pas trouvé, je n'y croyais pas; mais depuis que je suis venu en Espagne, j'y ai trouvé le purgatoire, et votre altesse y est. Nous, les serviteurs de votre altesse, qui reprenons le chemin du paradis, nous offrirons à Dieu nos ardentes prières pour que vous en soyez délivré. »

Ce n'était pas seulement en matière de religion que se manifestaient les déplaisances et les antipathies; l'occasion s'en rencontrait dans les plus insignifiantes circonstances de la vie. « On prend ici, écrivait l'un des assistans, beaucoup de soins pour contenter le prince et ses gens, et quelques-uns des serviteurs du roi d'Espagne les servent à table dans le palais; je suis fâché d'entendre là souvent des moqueries sur la mauvaise chère espagnole, et toute sorte de paroles dédaigneuses. » Je trouve dans une dépêche inédite (1) de l'ambassadeur de Venise à Londres, Louis Valaresso, ce détail domestique : « Ici les ambassadeurs d'Espagne dînent avec le roi d'Angleterre, tandis qu'à Madrid le fils même du roi d'Angleterre ne dîne pas avec le roi d'Espagne... Le comte d'Olivarez a fait au prince un présent de figues et de raisins secs, de câpres et autres fruits semblables; envoyés au palais sur deux chariots, ils y sont arrivés le soir; le prince n'a pas voulu qu'on les déchargeât aussitôt, et le lendemain, en plein jour, il les a fait distribuer sans retenir pour lui la moindre chose. L'impertinence du présent et le dédain du prince sont connus, et on en fait des chansons dans toute la ville (2). »

Archie le fou ne supportait pas, de la part des Espagnols, la moindre parole désagréable, et se passait sur leur compte toutes ses fantaisies. On dit un jour devant lui qu'il était bien surprenant que le duc de Bavière, avec quinze mille hommes seulement, eût osé attaquer le gendre du roi Jacques, l'électeur palatin, qui en avait vingt-cinq mille, et qu'il l'eût mis en pleine déroute. « Je vous dirai, reprit Archie, quelque chose de bien plus surprenant : comment a-t-il pu se faire, en 1588, qu'une flotte de cent quarante vaisseaux soit partie d'Espagne pour envahir l'Angleterre, et qu'il n'en soit pas revenu seulement dix pour dire ce qu'étaient devenus les autres? » Un autre jour, on parlait du mariage de son prince avec l'infante. « Moi qui suis fou, dit Archie, je dirai ce que les sages n'osent pas écrire : le mariage n'aura jamais de fin, si on ne montre pas les dents aux Espagnols. »

(1) Du 1er décembre 1623. (Bibliothèque impériale, collection Dupuy, vol. 541.)
(2) *Ibidem.*

Buckingham croyait peut-être montrer les dents aux Espagnols quand il était avec eux plein d'arrogance, d'exigence et d'humeur capricieuse; mais les plus médiocres observateurs ne tardent guère à reconnaître si l'attitude et les paroles altières proviennent d'un ferme dessein ou d'un vice naturel de la personne. Dès ses premières relations avec Olivarez, l'orgueil frivole et susceptible de Buckingham avait éclaté; l'Espagnol était moins franc, mais aussi fier; ce ne fut bientôt plus entre eux un mauvais vouloir caché; l'inimitié en vint à ce point « qu'ils furent, écrit l'ambassadeur vénitien Valaresso, plusieurs jours sans se parler. » — « Ils ne se rencontraient jamais, raconta le garde des sceaux du roi Jacques à son biographe Hacket, sans se donner quelque marque de dédain; quand ils avaient à traiter ensemble, ils étaient comme deux grandes barques sur une mer agitée, qui ne peuvent s'approcher sans se heurter; à quelque proposition que ce fût, si l'un disait *oui*, l'autre disait *non*. » Soit qu'Olivarez l'eût en effet mérité, soit que Buckingham eût fait partager à son prince sa propre animosité, Charles, de retour à Londres et rendant compte, dans le conseil du roi son père, de son séjour à Madrid, témoigna sur Olivarez les mêmes sentimens : « Plus je suis resté en Espagne, dit-il, moins je l'ai trouvé mon ami, et plus il m'a parlé, moins il m'a tenu parole. » En même temps que Buckingham était ainsi avec le premier ministre espagnol en hostilité presque déclarée, il ne vivait pas en meilleure intelligence avec son propre collègue, le comte de Bristol, toujours ambassadeur ordinaire du roi Jacques en Espagne. La prudence de lord Bristol le gênait; sa faveur auprès de la cour de Madrid l'offusquait; il était venu en Espagne avec l'espoir d'enlever à l'ambassadeur ordinaire l'honneur de marier son prince, et maintenant il craignait ou que le mariage ne manquât, ou que lord Bristol n'eût plus de crédit que lui pour le mener à bonne fin; il s'efforça de ruiner à Londres et à Madrid ce crédit, qui lui portait ombrage. En vain le roi Jacques, par l'entremise de son garde des sceaux, lui fit signaler sa faute et l'engagea à s'en abstenir; Buckingham avait mesuré la faiblesse de son maître, et prenait plus de soin de le flatter que de lui obéir; le favori anglais resta en lutte plus ou moins ouverte avec le favori espagnol, et l'ambassadeur extraordinaire du roi d'Angleterre avec son ambassadeur ordinaire. Aussi, lorsque Charles et Buckingham retournèrent à Londres sans emmener l'infante, disait-on tout haut à Madrid : « Si le prince était venu seul, il ne s'en serait pas allé seul. »

De sa personne en effet Charles convenait et plaisait aux Espagnols; mais il n'était ni assez ferme ni assez habile pour réprimer ou pour réparer les fautes de son compagnon : il posait nettement et d'une façon absolue les questions qu'il avait à résoudre, et n'avait

ensuite ni assez d'autorité pour imposer les solutions qu'il désirait, ni assez d'adresse pour les faire accepter, ni assez de fermeté d'esprit pour reconnaître qu'il ne les obtiendrait pas et pour renoncer à les poursuivre. Quand Olivarez, conformément à l'expédient qu'il avait imaginé pour tirer son roi d'embarras, proposa que le fils aîné de l'électeur palatin, enfant de six ans à cette époque, fût fiancé à la seconde fille de l'empereur Ferdinand, et qu'il fût ensuite élevé à Vienne, ce qui impliquait sa conversion au catholicisme, Charles demanda au comte si, dans le cas où l'empereur se refuserait à tout arrangement raisonnable, le roi d'Espagne prêterait main-forte au roi d'Angleterre pour l'y contraindre. « Quoi! s'écria le comte, que mon maître prenne les armes contre son oncle, contre la ligue catholique, contre le chef de sa maison? Il ne le fera jamais. — Pensez-y bien, lui répondit Charles; si c'est là votre résolution arrêtée, tout est fini; ne comptez ni sur mariage, ni sur amitié. » Et pourtant il resta à Madrid et continua de négocier pour épouser l'infante. Quoi qu'en aient dit la plupart des historiens anglais, et malgré quelques paroles tendres qu'ils rapportent des deux parts, Charles ne trouvait ni dans ses sentimens pour cette princesse, ni dans ceux qu'elle lui portait, une impulsion et un point d'appui suffisans pour surmonter les obstacles religieux et politiques qui tenaient en suspens leur union; le confesseur de l'infante était très opposé à cette union et en détournait ardemment sa jeune pénitente : « Savez-vous, lui disait-il, quel malheur et quelle malédiction vous encourrez? Vous aurez toutes les nuits à côté de vous un homme condamné aux feux de l'enfer. » L'infante s'épouvantait, devenait mélancolique, et évitait soigneusement le prince, qui persistait à la rechercher sans l'aimer et sans être aimé.

Plus on approchait du terme, plus éclataient le vice de la politique incohérente des deux cours et, pour l'une comme pour l'autre, l'impossibilité du succès. Pour paraître un aussi grand monarque que les rois absolus du continent, le roi d'Angleterre avait voulu vivre non-seulement en paix, mais en alliance intime avec les catholiques comme avec les protestans, et pendant qu'en Allemagne il vouait sa fille à la cause protestante, il avait mis en Espagne la personne et la dignité de son fils entre les mains de la cour la plus catholique de l'Europe. Le roi d'Espagne de son côté, pour rompre l'intimité de l'Angleterre avec la France en restant en paix avec toutes deux, avait promis la main de sa sœur au plus protestant des grands princes européens, et s'était montré disposé à soutenir en Allemagne, sinon par ses armes, du moins par son influence, un petit prince protestant détrôné par la ligue catholique. Ni l'un ni l'autre des deux souverains n'avaient prévu dans quels embarras inextricables, dans quelles inconséquences choquantes et quels men-

songes alternatifs ils s'engageaient en poursuivant ce double et contradictoire dessein. Tant qu'il ne s'agit que de parler et de négocier, on put croire qu'on marchait vers le but; mais, quand vint le moment d'exécuter ce qu'on s'était dit, on se sentit perplexe et forcé de s'arrêter. Le roi Jacques n'osait ni abandonner en Allemagne les intérêts des protestans et de sa fille, ni tenir efficacement à Londres les promesses que, par la bouche de son fils, il avait faites à Madrid en faveur des catholiques. Philippe IV, de son côté, n'osait ni faire en Allemagne la guerre à l'empereur Ferdinand, son oncle et chef des catholiques, ni se refuser à rien de ce qu'exigeait le pape pour consentir au mariage protestant de l'infante sa sœur. Soit préméditation, soit imprévoyance, les deux gouvernemens se voyaient réduits à la fourberie ou à la duperie, et impuissans l'un et l'autre à accomplir ce qu'ils s'étaient mutuellement promis.

Pour sortir de cette ridicule situation, le roi Jacques et le prince Charles ne virent d'autre moyen, l'un que de rappeler formellement son fils à Londres, l'autre que d'y retourner précipitamment, laissant en suspens à Madrid toutes les questions que, par son chevaleresque voyage, il s'était flatté de résoudre. Cottington arriva le 15 août à Madrid, porteur de l'ordre de retour; quinze jours après, Charles et Buckingham écrivirent au roi Jacques : « Nous n'avons été si longtemps sans vous répondre que parce que nous voulions tenter tous les moyens possibles pour décider cette cour à laisser partir l'infante avant l'hiver. Par pure forme, ils ont convoqué et consulté l'assemblée des théologiens, après quoi ils ont persisté dans leur résolution. Les circonstances nous persuadent que la conscience n'est que la cause apparente, et non la vraie, qui les décide à retenir l'infante. N'ayant pu réussir à vous amener celle que nous désirions, nous nous consolons dans l'espérance de baiser bientôt les mains de votre majesté. » Le 7 septembre, le roi d'Espagne et le prince de Galles confirmèrent par un nouvel acte les articles, tant secrets que publics, que le roi Jacques avait jurés à Londres le 30 juillet, et qu'ils avaient signés eux-mêmes à Madrid le 4 août précédent. Sur la demande de Charles, Philippe IV lui promit que, s'il se retrouvait à Madrid au prochain jour de Noël, le mariage serait immédiatement célébré, quoique le délai pour le départ de l'infante restât fixé à l'ouverture du printemps. Enfin les stipulations relatives au paiement de la dot furent réglées, et le 9 septembre Charles écrivit à son père : « Nous prenons congé aujourd'hui, et nous commençons demain notre voyage. Voici dans quel état nous laissons nos affaires. Le pape étant malade, à ce qu'on dit ici, n'a pas encore donné pouvoir de remettre la dispense aux conditions convenues, ce qui fait que cette cour ne peut pas, quoique plusieurs

théologiens disent le contraire, contracter avec moi, votre fils; et, comme ils ne nous ont pas donné assez de réalités pour nous encourager à nous contenter d'incertitudes, j'ai jugé convenable, moi, votre fils, de laisser ma promesse de mariage au roi d'Espagne dans les mains de mylord Bristol, qui la lui remettra lorsque l'autorisation de remettre la dispense viendra de Rome. Quant à l'affaire du Palatinat, nous avons découvert les deux obstacles : d'abord ils disent qu'ils n'ont aucun espoir d'accommodement sans le mariage de votre petit-fils avec la fille de l'empereur. Nous savons que la proposition de ce mariage vous convient; mais nous ne savons pas si votre gendre et votre fille, et vous-même, vous vous arrangerez de la condition que votre petit-fils soit élevé à la cour de l'empereur. Le second obstacle, c'est qu'on veut bien rendre au palatin ses domaines et à son fils le rang et les droits d'électeur avec les domaines; mais ils ne veulent pas s'engager à rendre ce rang et ces droits au palatin, votre gendre, lui-même. Quant à la dot et aux intérêts matériels, nous vous en rendrons un compte exact quand nous aurons le bonheur de baiser les mains de votre majesté. »

Le même jour 9 septembre, pour bien constater que, si la célébration du mariage restait encore en suspens, l'engagement mutuel et définitif était en pleine vigueur, l'infante écrivit elle-même au roi Jacques : « J'ai été heureuse de recevoir la lettre que votre majesté a bien voulu m'adresser et par laquelle elle me témoigne tant de bienveillance et d'affection. Quoique j'éprouve ces sentimens dans la même mesure et à un égal degré, je reconnais que de la part de votre majesté ils sont pour moi une faveur, et je désire avoir quelque occasion de répondre (autant qu'il est en mon pouvoir) à un si grand bienfait. J'ai aussi à satisfaire au bon plaisir du roi, mon seigneur et frère, qui aime et estime si hautement votre majesté, ainsi que tout ce qui lui appartient. Que Dieu garde votre majesté comme je le désire!

« Votre très affectionnée,

« MARIE. »

Depuis longtemps déjà, l'infante avait reçu les présens de mariage; on commençait à former sa maison; elle portait le titre de princesse d'Angleterre, prenait assidûment des leçons d'anglais, et quand les deux ambassadeurs ordinaires du roi Jacques, lord Bristol et sir Walter Aston, paraissaient devant elle, ils n'avaient garde de rester la tête couverte selon l'usage espagnol, la considérant non plus comme infante, mais comme leur princesse.

Quand le bruit du prochain départ du prince de Galles se répandit dans Madrid, on s'en étonna, on en chercha le sens et la cause, on se demanda s'il avait quelque inquiétude d'être retenu contre

son gré, et s'il partirait en secret. A ce soupçon, Buckingham répondit fièrement : « C'est l'amour qui a poussé le prince à venir en Espagne; ce ne sera pas la peur qui l'en fera sortir; il s'en ira comme il lui convient, en plein jour. » L'infante dit en l'apprenant : « S'il m'aimait, il ne s'en irait pas. » Avant de quitter Madrid, on se fit de part et d'autre de magnifiques présens; le roi d'Espagne donna au prince dix-huit chevaux espagnols, six barbes, six jumens poulinières et vingt poulains, tous superbement harnachés. Charles offrit à l'infante un collier de deux cent cinquante perles de la plus belle eau, deux paires de boucles d'oreilles aussi en perles, et un diamant de grande valeur. Buckingham et Olivarez firent et reçurent aussi des présens. Quand les deux favoris se séparèrent : « Je reste à jamais, dit l'Anglais à l'Espagnol, le serviteur du roi d'Espagne, de la reine, de l'infante, et je leur rendrai tous les bons offices qui seront en mon pouvoir. Quant à vous, vous m'avez si souvent desservi et désobligé que je ne vous fais aucune déclaration d'amitié. — J'accepte vos paroles, » répondit Olivarez, et il s'éloigna brusquement. Le roi, la reine, l'infante, les deux infans ses frères et toute la cour accompagnèrent le prince jusqu'à l'Escurial, où il s'arrêta deux jours avec ce brillant cortége, admirant la majesté sombre de ce palais que les Espagnols appelaient la huitième merveille du monde, et dont ils se complurent à faire voir à leur hôte toutes les richesses. Le 12 septembre, on quitta l'Escurial. Le roi d'Espagne voulait conduire le prince encore plus loin. Charles s'y refusa. La reine était grosse et ne pouvait supporter cette fatigue. On convint qu'on se séparerait à quelque distance du palais. Comme on se rendait au point déterminé, un cerf se leva sur la route. La chasse s'engagea. Le cerf fut forcé dans un petit bois, où les chasseurs et le cortége trouvèrent une table richement servie. On s'arrêta encore là. Le roi et le prince, descendus de cheval, s'entretinrent une demi-heure en se promenant. Une petite colonne de marbre avait déjà été dressée sur cette place. Philippe et Charles, la main sur ce monument, se renouvelèrent leurs promesses d'alliance et d'amitié. On se sépara enfin. Le roi reprit la route de Madrid, et le prince se mit en marche pour Santander. Ils se quittaient l'un et l'autre sans confiance et pleins de doute sur l'avenir de leurs engagemens mutuels; mais les princes se servent également des démonstrations brillantes et caressantes pour manifester ou pour couvrir leurs sentimens.

En arrivant à Ségovie, Charles reçut du roi d'Espagne cette lettre écrite le jour même de leur séparation, en rentrant à l'Escurial :

« Au sérénissime prince de Galles, mon frère.

« Sérénissime seigneur,

« Puisque je n'ai pu, à cause du départ si prompt de votre altesse, l'accompagner jusqu'à la mer, comme je le désirais, j'ai voulu dire par cette lettre à votre altesse que je me tiens pour si obligé envers elle et envers le sérénissime roi de la Grande-Bretagne, qu'aucun pouvoir au monde ne me détournera d'accomplir tout ce qui a été convenu avec votre altesse, et de faire tout ce qui pourra resserrer encore nos liens d'alliance et d'amitié. Je promets à votre altesse d'écarter tous les embarras et les obstacles qui pourraient s'y opposer dans mes royaumes, et j'espère que votre altesse et le sérénissime roi de la Grande-Bretagne en feront autant, car nos intentions et nos désirs sont les mêmes. Et pour gage de cette confiance et sincère amitié, je confirme tout ce qui a été dit, j'embrasse votre altesse et je lui donne cette lettre écrite de ma main à Saint-Laurent, le 12 septembre 1623. »

Charles répondit sur-le-champ au roi :

« Sérénissime seigneur,

« Je ne puis me consoler d'avoir quitté votre majesté et de la solitude où je me trouve, après avoir joui, dans sa compagnie, de tant de bonté et de contentement, qu'en me disant que j'ai empêché votre majesté de venir avec moi jusqu'à la mer comme elle le voulait, car sa majesté la reine est si avancée dans sa grossesse et les chaleurs sont si fortes que c'eût été mettre en péril la santé de vos majestés, dont je désire la complète sécurité; cela nous importe beaucoup, au roi mon seigneur et père et à moi, après tout ce que j'ai éprouvé d'affection de votre majesté et après la lettre qu'elle vient de m'écrire de sa main. C'est pourquoi j'ai voulu dire, de ma main aussi, à votre majesté que j'ai la ferme résolution d'accomplir tout ce dont nous sommes convenus, mon père et moi, avec votre majesté, et de faire tout ce qui sera propre à resserrer, autant que possible, notre alliance et sincère amitié. Et quand même le monde entier voudrait y mettre obstacle, cela n'aurait, sur mon père ni sur moi, aucun effet, et nous tiendrions hautement pour ennemis ceux qui le tenteraient. Et en preuve d'amitié véritable, je confirme de ma main tout ce qui a été dit et j'embrasse votre majesté, que Dieu garde comme je le désire. — Ségovie, 13 septembre 1623, le bon frère et ami de votre majesté,

« CHARLES (1). »

(1) Documens espagnols inédits.

Au même moment, et de cette même ville de Ségovie où il écrivait au roi d'Espagne cette lettre, Charles faisait partir pour Madrid M. Clarke, attaché au duc de Buckingham, avec ordre de se rendre chez l'ambassadeur d'Angleterre, le comte de Bristol, et d'y attendre, sans rien dire, l'arrivée de la nouvelle dispense papale. Dès qu'elle arriverait, Clarke devait remettre à lord Bristol des instructions secrètes qui lui enjoignaient de ne point se dessaisir, jusqu'à nouvel ordre, de la procuration que le prince avait déposée entre ses mains, et par laquelle il autorisait le roi Philippe IV ou l'infant don Carlos à procéder, en son nom, à la célébration du mariage. Le bruit s'était répandu parmi les Anglais que, cette célébration une fois accomplie, l'infante Marie, plutôt que de se donner à un hérétique, se retirerait dans un couvent, laissant ainsi le prince de Galles marié et sans femme. Soit crédulité, soit empressement à saisir un prétexte pour éluder des engagemens qui lui devenaient importuns, Charles se hâta de se mettre en garde contre ce ridicule péril. Telles étaient les méfiances et les menées qui s'unissaient aux solennelles protestations et promesses d'amitié.

Pendant son voyage de l'Escurial à Santander, qui dura neuf jours, Charles fut partout reçu sur sa route avec des démonstrations à la fois magnifiques et populaires : les officiers royaux, civils et militaires, avaient ordre de lui témoigner les plus grands respects, et le peuple espagnol comptait toujours sur sa conversion et son mariage. Charles aimait les arts et s'arrêtait volontiers, à la grande satisfaction des magistrats municipaux et de la foule, pour visiter et admirer les églises, les monumens, les tableaux. A Valladolid, il eût voulu voir le vieux duc-cardinal de Lerme, qui y vivait dans la retraite, et qui, sous le règne précédent, s'était montré fidèle partisan de l'alliance anglaise; mais Olivarez, jaloux et soupçonneux, avait fait ordonner, au grand déplaisir du ministre déchu, qu'il s'éloignât momentanément de la ville. « De tout ce que m'a fait subir mon successeur, dit le duc de Lerme, rien ne m'a été plus amer. » A six lieues de Santander, Charles rencontra deux de ses compatriotes, sir Thomas Somerset et sir John Finett, venus au-devant de lui pour lui annoncer que la flotte anglaise, forte de dix bâtimens et commandée par le comte de Rutland, beau-père de Buckingham, l'attendait impatiemment en rade. « Quand j'appris au prince cette nouvelle, dit Finett, il me regarda comme s'il eût vu la figure d'un ange, et le duc de Buckingham, que j'en informai aussi un moment après, m'embrassa avec transport, et, tirant de son doigt un diamant qui valait bien cent livres, m'en fit don à l'instant. » Arrivé le 21 septembre à Santander, Charles voulut aller aussitôt visiter la flotte anglaise, et il emmena avec lui, pour se satisfaire en la leur mon-

trant, la plupart des Espagnols qui l'avaient accompagné; mais, dans son contentement, il resta si tard à bord du vaisseau amiral le *Prince* que, lorsqu'il en descendit dans sa barque pour retourner à la ville avec sa suite, la nuit était déjà venue. Il y avait une lieue de la flotte au rivage; une tempête s'éleva. « Les matelots qui conduisaient la barque du prince s'étaient trop livrés à la joie de le revoir en sûreté au milieu d'eux; ils avaient négligé de prendre un maître pilote; quelque hardis et habiles qu'ils fussent, ils ne savaient pas se servir de leurs rames sur cette mer furieuse aussi bien que dans les eaux de la Tamise; la marée et le vent étaient contre eux. Après avoir fait la moitié du chemin, ils virent qu'ils ne pourraient atteindre la terre sans courir le risque d'être brisés contre les rochers : ils essayèrent de regagner la flotte; mais l'obscurité et la force des courans ne leur permettaient pas de se diriger avec précision. » Le danger devenait grave; le capitaine du vaisseau la *Défiance*, sir Sackville Trevor, reconnut la barque royale, fit couvrir son bâtiment de torches allumées et jeter de tous côtés des cordes; les matelots de la barque s'en saisirent, et quelques minutes après le prince et sa suite étaient en sûreté à bord. Charles passa encore sept jours entre la rade et la ville, tantôt fêté à Santander par les Espagnols, tantôt les fêtant à bord de son vaisseau. « Son altesse avait dit adieu à l'Espagne, et se trouvait enfin dans son propre empire, la mer. Là elle recevait, avec la largesse britannique les grands de l'Hespérie étonnés de trouver, dans le désert de l'Océan, des fêtes qui surpassaient celles de leur superbe Madrid. »

C'était ainsi que le poète Waller célébrait, quelques mois après, le départ de Charles, qui, malgré ces brillantes apparences, dit à son bord, en mettant enfin à la voile le 28 septembre : « C'est une grande faiblesse et folie aux Espagnols de me laisser partir si librement après m'avoir au fond si mal traité. »

VII.

Dans la même flotte qui ramenait le prince de Galles en Angleterre, sur le vaisseau le *Saint-George*, était un grand seigneur espagnol, don Diego Hurtado de Mendoza, que le roi Philippe IV envoyait comme ambassadeur extraordinaire au roi Jacques pour le féliciter sur le retour de son fils, et sans doute aussi pour observer, pendant le voyage et à l'arrivée, l'attitude et les dispositions du prince, du roi, de la cour et du peuple anglais. Charles débarqua à Portsmouth le dimanche 5 (15) octobre au milieu des acclamations enthousiastes de la population, qui se trouvait à cette heure réunie dans les églises, et qui accourut tout entière sur le port au bruit de

son arrivée. Il en repartit sur-le-champ avec Buckingham pour aller coucher le même soir à Guilford, chez lord Annandale, d'où il se rendit le lendemain matin à Londres. L'ambassadeur espagnol aurait bien voulu suivre partout de près le prince; mais soit hasard, soit par suite de quelques soins prémédités, il ne put ni débarquer, ni repartir assez vite pour remplir exactement sa mission. « Le prince sortait de Portsmouth par une porte, dit sir John Finett, qui était chargé d'escorter Mendoza, que nous n'avions pas encore réussi à y entrer par l'autre. Logés dans la ville par billet du maire, nous y passâmes trois jours, tant il y avait de foule et d'embarras, avant que nous pussions nous pourvoir de voitures, de fourgons et de chevaux pour aller à Londres. » L'ambassadeur parvint enfin à se mettre en marche et à rejoindre à Londres (1) les deux autres ambassadeurs, ordinaire et extraordinaire, de son roi, don Carlos de Coloma et le marquis d'Inojosa, qui le reçurent à Exeter-House. Instruit de son arrivée, le roi Jacques lui envoya son grand chambellan pour lui offrir un logement et le défrayer pendant son séjour; mais Mendoza s'y refusa. « Le marquis d'Inojosa est mon parent, dit-il; je resterai chez lui et je me défraierai moi-même; c'est assez d'honneur pour moi que le roi me fournisse les meubles et les tentures de ma chambre. »

L'enthousiasme de Londres à l'arrivée du prince Charles fut, dit l'archevêque Laud dans son journal, « la plus vive et la plus universelle explosion de joie que j'aie vue en ma vie. » Dès qu'on sut qu'il allait arriver, toutes les cloches de la ville furent en branle, toutes les rues et toutes les églises pleines pour le voir passer et pour bénir Dieu de son retour. Il descendit d'abord au palais épiscopal de Lambeth, d'où l'archevêque Abbott le conduisit par la Tamise à York-House et de là à Whitehall, où le conseil du roi vint le féliciter. Charles ne s'arrêta que quelques heures à Londres, se refusa à l'empressement peu opportun du marquis d'Inojosa, qui lui demanda à l'instant même une audience, et repartit le soir pour Royston, où l'attendait le roi son père. « Toute cette journée, dit dans sa prose sincèrement affectée et emphatique un témoin oculaire, se passa, de la part de tout le monde, grands et petits, riches et pauvres, en divertissemens, fêtes, triomphes et actions de grâces; les quatre élémens, le feu, l'eau, l'air et la terre, semblaient applaudir à ce bienheureux jour; le ciel versa pendant neuf heures une pluie que la terre sèche et avide buvait avec joie, je pourrais dire avec amour, à la santé d'une si belle solennité. Dans toutes les places, rues, cours, coins et recoins, le feu ou plutôt les feux de joie s'élevaient au ciel

(1) Le 20 (30) octobre 1623.

en dépit de la pluie, et l'air vaste et vide retentissait des acclamations du peuple et du bruit de tous les instrumens, canons, mousquets, cloches, tambours et trompettes. Pas une boutique n'était ouverte; du matin au soir personne ne fit rien qu'apporter du bois pour alimenter les feux de joie ou vider les tonneaux et les pots, comme si le monde venait d'être sauvé d'un second déluge, et vraiment nous étions sauvés d'un déluge de chagrin. Les cabaretiers brûlaient jusqu'à leurs enseignes et faisaient couler auprès des feux leurs tonneaux, leurs cruches, leurs bouteilles pleines d'un vin brillant des couleurs de l'arc-en-ciel, et que de bons garçons, pareils à des salamandres en gaîté, buvaient sans se brûler ni se rassasier. La nuit comme le jour, il y eut, entre Saint-Paul et London-Bridge, cent huit feux de joie permanens, et toute la ville fut illuminée. » Ces joyeux transports populaires étaient l'expression des plus sérieuses passions nationales; le peuple anglais croyait sa religion comme son prince sauvés des périls qu'ils venaient de courir en Espagne, et le chapelain Hacket, qui fut plus tard évêque de Lichfield et de Coventry, fait de cette journée les mêmes récits que le poète-batelier Taylor, avec cette réflexion de plus : « Saint Augustin a raison de dire : « La joie publique éclate à la honte publique (1); » il y eut à Londres et à Westminster trop de bacchanales d'ivresse, et bien des gens furent offensés de voir payer au diable des actions de grâces qui n'étaient dues qu'à Dieu. »

Pendant que Londres et presque toutes les villes d'Angleterre, Cambridge, Oxford, Chester, Coventry, Leicester, Norwich, se livraient à cette allégresse, Charles et Buckingham arrivaient à Royston, où le roi Jacques les recevait en pleurant de joie. A peine réunis, ils s'enfermèrent ensemble dans le cabinet du roi, où ils restèrent plusieurs heures seuls, en conversation intime. Les courtisans de service dans le salon qui précédait le cabinet entendaient leurs voix sans distinguer leurs paroles : ils se parlaient tantôt très haut, tantôt tout bas; tantôt ils riaient, tantôt ils semblaient se quereller. On était pressé de savoir quel serait le résultat de leur entretien. On put s'en douter le soir au souper royal, car le roi Jacques se montra satisfait que le voyage n'eût pas amené une solution plus décisive; les engagemens des Espagnols pour le rétablissement de son gendre l'électeur palatin dans ses états n'étaient pas assez formels : « Je n'ai nulle envie, dit-il, de marier mon fils avec les larmes de ma fille pour dot. » Quelle était la portée de ce langage? Le compte que venaient de lui rendre Charles et Buckingham de leur séjour en Espagne avait-il convaincu le roi Jacques que la cour de Madrid ne vou-

(1) *Publicum gaudium celebratur per publicum dedecus.*

lait pas sincèrement le mariage, et y renonçait-il sérieusement lui-même? ou bien cédait-il à contre-cœur, et sauf meilleur avis, au déplaisir que Charles et Buckingham rapportaient de Madrid et à leur éloignement pour l'union qu'ils étaient allés y chercher? Il y eut, je pense, à ce moment, dans le langage et la conduite du roi Jacques, plus de faiblesse que de résolution réelle, et il se laissa dominer par l'humeur de son fils et de son favori, sans abandonner effectivement son propre et ancien désir. Quoi qu'il en soit, le surlendemain même du retour des deux voyageurs (1), il envoya à son ambassadeur, lord Bristol, l'ordre de demander à la cour de Madrid des paroles plus catégoriques quant au rétablissement de l'électeur palatin, et aussi de faire ajourner aux fêtes de Noël la cérémonie des fiançailles, où, selon la procuration qu'il avait laissée en partant, le prince Charles devait être représenté par le roi Philippe IV ou par l'infant don Carlos.

Rien ne pouvait être plus embarrassant pour l'ambassadeur, ni plus blessant pour le roi d'Espagne et pour l'infante elle-même. Depuis le départ du prince Charles, lord Bristol, dévoué au mariage, avait assidûment travaillé à dissiper les doutes de son prince et de l'infante sur leurs sentimens mutuels, et à établir qu'ils étaient vraiment épris l'un de l'autre. « J'ai à donner à votre altesse, écrivait-il à Charles (2), quelques détails sur la princesse qu'il lui sera, je pense, agréable de connaître. Après que votre altesse a eu quitté Madrid, quelques soupçons se sont élevés, surtout à cause des lettres de quelques personnes qui avaient accompagné votre altesse à Santander, sur votre affection pour l'infante et sur l'exacte observation des engagemens convenus; mais je puis assurer votre altesse qu'il n'a pas été possible de faire naître dans le cœur de l'infante la moindre méfiance sur vos sentimens pour elle : elle a toujours témoigné son déplaisir à ceux qui osaient lui tenir ce langage, et elle a toujours parlé de votre altesse avec un respect et un attachement dont les personnes qui l'entourent ne laissent pas d'être un peu surprises.

« Avant l'embarquement de votre altesse, quelques personnes avaient témoigné le désir que la princesse vous envoyât quelque gage d'affection. Je puis dire à votre altesse que la comtesse d'Olivarez n'y était point contraire, ni, j'en suis sûr, la princesse elle-même; mais on a dit que cela ne pouvait se faire sans l'autorisation du conseil, et les membres de ce conseil ont allégué que, si votre altesse n'accomplissait pas ce qui a été convenu, de telles marques

(1) Le 8 (18) octobre 1623.
(2) Le 21 septembre (1er octobre) 1623.

d'engagement rendraient la princesse impropre à tout autre mariage, de quoi la princesse, en apprenant ce propos, a été très offensée, et elle a dit que les gens du conseil étaient des impertinens de croire qu'elle fût une femme prête à un second amour et à recevoir deux fois leur approbation pour divers maris. La vérité est qu'en l'absence de votre altesse la princesse a déclaré son affection pour vous plus qu'elle n'avait jamais fait quand vous étiez ici, et votre altesse ne peut imaginer combien le roi, l'infante et toute la cour sont charmés de vos lettres quotidiennes au roi et à elle.

« Depuis que j'ai su votre altesse embarquée, j'ai parlé de l'appréhension où vous aviez paru être que l'infante n'entrât en religion après les fiançailles. La comtesse d'Olivarez en a entretenu l'infante, qui s'est fort égayée à l'idée qu'on pût avoir un tel doute; jamais en sa vie, a-t-elle dit, elle n'a pensé à se faire religieuse, et elle aurait grand'peine à le devenir maintenant, uniquement pour éviter le prince de Galles, à qui elle doit une reconnaissance infinie. J'ai répondu que vous ne doutiez nullement de la bienveillance de la princesse, mais qu'elle pourrait être contrainte à ce que d'autres personnes exigeraient d'elle, car votre altesse voyait qu'on ne faisait rien ici que ce que voulaient les théologiens ou le conseil. A cela, et après en avoir parlé à la princesse, on m'a répondu qu'après les fiançailles la princesse serait elle-même sa maîtresse, que ni le roi ni le conseil n'auraient rien à voir auprès d'elle en pareille affaire, et qu'elle ne doutait pas que, s'il était convenable qu'elle écrivît elle-même au prince, elle dissiperait aisément ce doute et tout autre qui pourrait s'élever sur son affection pour votre altesse. La vérité est que je n'ai jamais parlé de ce scrupule sans que la comtesse d'Olivarez éclatât de rire, et elle m'a dit que la princesse en faisait autant. Et pour dire mon opinion à votre altesse en fidèle serviteur, je dois la prévenir que, si l'on insistait sur ce doute, il y serait à l'instant répondu et satisfait de telle sorte qu'on n'y pourrait plus voir qu'un prétexte d'ajournement ou de rupture. Je demande donc humblement à votre altesse de promptes instructions à ce sujet.

« Je finirai cette lettre en disant à votre altesse que je rends mes devoirs une fois par jour à la princesse en présence de la reine. Elle me reçoit très gracieusement, et me parle toujours très affectueusement de votre altesse. Je prie Dieu de rendre votre altesse aussi heureuse en toute chose qu'elle le sera en femme, car il n'y a certainement pas au monde une plus digne et plus vertueuse princesse. »

Quoiqu'on se méfiât un peu à Madrid des dispositions et de l'influence de Buckingham, on ne se doutait pas des hésitations de Lon-

dres et des nouvelles difficultés qui s'y préparaient. On croyait le désir du mariage espagnol toujours si vif dans l'esprit du roi Jacques, et ses engagemens, comme ceux du prince son fils, paraissaient si formels, qu'on était convaincu qu'ils se contenteraient l'un et l'autre de ce qu'on leur promettait en faveur de l'électeur palatin, comme ils avaient accepté ce qu'on avait exigé d'eux en faveur des catholiques. Dans cette persuasion, et comptant aussi sur l'arrivée très prochaine de la dispense définitive du nouveau pape, le roi d'Espagne faisait faire tous les préparatifs du mariage; on construisait et on ornait de magnifiques tentures une galerie couverte allant du palais à l'église; on expédiait dans les principales villes du royaume des ordres pour les réjouissances publiques; enfin, la dispense papale arrivée, on fixa le jour des fiançailles au 29 novembre, celui du mariage au 9 décembre; on adressa à la noblesse espagnole l'invitation d'y assister, et, en attendant ces solennelles cérémonies, les deux ambassadeurs d'Angleterre, sir Walter Aston et le comte de Bristol, étaient traités avec la faveur la plus familière. « Nous n'avons pas besoin, comme les autres ambassadeurs, de demander une audience pour voir le roi, écrivait lord Bristol (1); nous avons libre accès auprès de lui en lui faisant dire, par un gentilhomme de sa chambre, que nous sommes là. Le 7 de ce mois, à l'occasion d'un incident dans l'affaire du Palatinat, il nous fit appeler à l'Escurial, où il était allé passer quelques jours pour la chasse; à peine étions-nous arrivés que le comte d'Olivarez nous emmena dans la chambre du roi, que nous trouvâmes en robe de chambre, comme il est avec ses serviteurs personnels; il nous reçut avec une affabilité singulière : maintenant, nous dit-il, qu'il regardait notre prince comme son frère, il voulait nous traiter, non comme des ambassadeurs, mais comme des personnes de sa maison. Après le dîner, il nous mena promener dans son carrosse, où nous étions seuls avec son frère don Carlos et le comte d'Olivarez. Le lendemain matin, il voulut que nous allassions chasser librement dans les bois voisins du palais, où nous tuâmes chacun un cerf, et, de retour à l'Escurial, nous fûmes admis à voir dîner le roi. Ces façons d'agir, qui paraîtront de peu d'importance en Angleterre, où elles sont habituelles, sont ici regardées comme des faveurs extraordinaires, et telles, j'ose le dire, qu'on n'en avait encore pas vu d'exemple. »

Il y eut quelques embarras sur la question de la dot. « Non-seulement le comte d'Olivarez, écrivit lord Bristol au prince Charles (2), mais tout le conseil ignorait ce qui s'était passé du temps du feu

(1) Le 24 octobre (3 novembre) 1623.
(2) Le 24 septembre (4 octobre) 1623.

roi. Ils ont fait rechercher les précédens, et ils ont trouvé que les deux millions d'écus demandés étaient quatre fois plus qu'on n'avait jamais donné à une fille d'Espagne. Ils ont allégué qu'on dirait que le roi d'Espagne achetait l'amitié et l'alliance de l'Angleterre, et qu'après un tel précédent l'Espagne ne pourrait plus marier ses filles. J'ai insisté en disant que le feu roi en était ainsi convenu avec moi, et que le roi régnant m'avait plusieurs fois assuré par écrit qu'il poursuivrait l'affaire comme l'avait engagée son père, et qu'il tiendrait tout ce qui avait été promis. J'ai demandé qu'on examinât les documens originaux et les délibérations du conseil du feu roi. Le secrétaire, don Juan de Ciriça, les a produits très honnêtement, et j'ose dire que quiconque les a vus ne peut douter que le feu roi ne voulût réellement le mariage. C'était là certes l'occasion la plus commode pour désavouer de précédentes démarches, et j'étais bien décidé à les mettre à cette épreuve; mais le roi et son conseil, en voyant ce qui avait été promis par son père, ont aussitôt résolu de tenir parole pour les deux millions, en représentant à sa majesté le roi mon maître combien cette dot était grosse, et en espérant que sa majesté prendrait ce fait en considération dans les négociations qui pourraient avoir lieu désormais entre les deux royaumes. »

Le comte d'Olivarez remit en effet à lord Bristol une note portant : « Le roi catholique mon maître consent volontiers à donner les deux millions de couronnes, de douze réaux chacune, que le roi son père a offertes au très sérénissime prince de Galles avec la main de l'infante doña Maria, sa fille. Le mode de paiement de ces deux millions est à considérer encore plus que la somme même, laquelle étant si forte et si supérieure à ce qui a été l'usage de cette couronne dans les mariages dont elle a eu à traiter, il est convenable d'admettre quelque délai et facilité pour l'acquittement. En conséquence, et en témoignage de l'affection et de l'estime qu'elle porte au prince et du prix qu'elle attache à l'alliance et à l'union avec la personne et la couronne du roi de la Grande-Bretagne, son père, sa majesté catholique paiera les deux millions comme il suit : 1° trois cent mille écus en espèces au moment du départ de l'infante; 2° autres trois cent mille écus en diamans et joyaux estimés à leur valeur réelle et en accord avec la grandeur de leurs altesses; 3° les quatorze cent mille écus restans seront le fonds d'une annuité, au taux de vingt mille écus d'intérêt pour un million de capital, à compter du jour de la célébration du mariage, laquelle rente sera remise annuellement à Anvers, au compte et risque de sa majesté catholique mon maître. »

Après avoir ainsi transmis au prince Charles, sur la question d'affection et sur la question d'argent, des informations qui lui sem-

blaient, à lui, pleinement satisfaisantes, le comte de Bristol, touché aussi de la question d'honneur, lui écrivit en outre : « Que votre altesse me permette maintenant de lui parler en fidèle et franc serviteur. Si c'est le vœu de votre altesse qu'il soit fait usage, pour votre mariage, des pouvoirs que vous avez laissés entre mes mains, je ne doute pas que votre altesse n'obtienne à cet égard telle satisfaction que tout le monde trouvera raisonnable; mais si votre altesse désire qu'il ne soit pas fait usage de ces pouvoirs, ils pourraient être retenus pour d'autres bonnes raisons qui naîtront dans la négociation des intérêts matériels, et on pourrait, je crois, faire différer les fiançailles sous des prétextes plausibles. Mais voici, à mon sens, les inconvénients qui en résulteront. D'abord ce sera un grand déplaisir pour l'infante, qui, tant que les fiançailles ne sont pas faites, ne s'appartient pas à elle-même, et est gouvernée selon le bon plaisir du conseil, ce dont elle commence, je crois, à être lasse. Jusque-là elle ne peut déclarer qu'elle vous appartient, ni vous plaire en répondant à vos lettres et à vos messages, et en vous témoignant les respects et les soins qu'elle serait, je le sais, charmée de vous rendre. Si elle pouvait, d'une façon quelconque, supposer que le retard des fiançailles vient de votre altesse, elle le prendrait, je pense, avec beaucoup d'amertume. Cela inspirerait d'ailleurs au roi et à ses ministres de grandes méfiances, et les résolutions qu'il faut prendre pour exécuter ce qui a été convenu en seraient fort ajournées. Voici donc ce que je soumets à la sagesse de votre altesse : quand vous aurez reçu, sur le point spécial qui vous a préoccupé, la satisfaction quelconque que vous désirerez, et quand les articles de la dot seront réglés, votre altesse veut-elle que, même après l'arrivée de l'approbation du pape, je me fasse encore scrupule de remettre au roi d'Espagne les pouvoirs de votre altesse pour le mariage? Si c'est là votre intention, je suis sûr qu'on ne me pressera point, car il ne serait pas décent qu'on insistât, du côté de la femme, pour la prompte célébration; mais, indépendamment même du mécompte et du chagrin qu'en ressentira l'infante (ce qui me touche par-dessus tout), cela fera naître de tels ombrages et de telles méfiances que toute l'affaire en sera entravée, et que nous verrons le roi d'Espagne et ses meilleurs conseillers arrêter toutes les démarches, tous les préparatifs auxquels ils se livrent aujourd'hui de bonne humeur et avec confiance, décidés, comme je crois qu'ils le sont, à accomplir ponctuellement tout ce dont ils sont convenus avec votre altesse. »

Ces lettres de lord Bristol, les informations qu'il transmettait, les observations qu'il présentait, embarrassèrent un peu à leur tour le roi Jacques et son fils. Ils reconnurent que la crainte de voir l'infante se retirer dans un couvent, quand une fois les fiançailles au-

raient eu lieu, n'avait nul fondement, et ne pouvait décemment servir de prétexte au retard de cette cérémonie. Quant au mariage même, Bristol leur fit observer que les pouvoirs laissés entre ses mains pour autoriser le roi Philippe IV ou l'infant don Carlos à représenter ce jour-là le prince de Galles expiraient précisément à Noël, et qu'ainsi on ne pouvait honorablement demander que la célébration fût ajournée jusqu'à cette époque, puisque Charles n'aurait plus alors à Madrid de représentant légal. On envoya à Bristol de nouveaux pouvoirs qui prolongeaient au-delà de Noël ceux qui lui avaient d'abord été remis; mais, sur la question encore en suspens, la restitution du Palatinat à son gendre, le roi Jacques définit et maintint plus rigoureusement qu'il n'avait encore fait ses exigences. Il demanda formellement que le roi d'Espagne intervînt comme médiateur auprès de l'empereur Ferdinand II, pour faire rendre complétement et sans réserve au palatin ses états, son rang et ses droits d'électeur, qu'un terme fût fixé à cette médiation, et que si, ce terme arrivé, la médiation n'avait pas réussi, le roi d'Espagne unît ses armes à celles de l'Angleterre pour contraindre l'empereur à la restitution demandée. Et ce ne fut pas sur les seules questions politiques que le roi Jacques se montra exigeant. « Quant à la dot, écrivit-il à lord Bristol, nous repoussons absolument les joyaux et la rente annuelle, comme contraires au premier arrangement, et nous attendons la somme totale en espèces, à des termes dont on conviendra. Nous vous enjoignons de régler expressément cet article avant de remettre les pouvoirs qui sont entre vos mains. »

La cour de Madrid fut surprise : Jacques ne l'avait pas habituée à tant de raideur. Un incident diplomatique vint accroître ses défiances. Peu de jours après l'arrivée du prince Charles auprès de son père, les deux ambassadeurs espagnols, qui ne l'avaient pas encore vu, le marquis d'Inojosa et don Carlos de Coloma, partirent de Londres pour aller à Royston le féliciter. Dans la route, à Buntingford, un messager vint au-devant d'eux leur dire, de la part du roi, que soit le jour même, soit le lendemain, comme cela leur conviendrait, il leur donnerait audience à Royston, et le prince après lui, mais que, dans l'une et l'autre hypothèse, ils seraient obligés de retourner immédiatement à Buntingford, Royston étant un lieu mal préparé pour de telles réceptions. Le marquis d'Inojosa fut choqué d'autant plus que, la semaine précédente, l'ambassadeur de France, le comte de Tillières, avait été reçu et logé à Royston avec une extrême courtoisie de toute la cour. Le vent soufflait donc là vers la France. Les deux Espagnols se rendirent à Royston et en repartirent aussitôt, se disant satisfaits de l'accueil qu'ils avaient reçu, mais irrités et pleins de soupçons. Ils rendirent sur-le-champ compte à

Madrid de leur déplaisir, et de ce moment leur correspondance ne cessa d'inquiéter leur cour sur le tour nouveau que prenaient à Londres les affaires, et d'imputer à Buckingham le travail hostile dont le mariage espagnol devenait évidemment l'objet.

La réponse de Philippe IV aux demandes du roi Jacques pour le rétablissement de l'électeur palatin fut telle qu'on pouvait et qu'on devait l'attendre d'après son attitude et son langage dans tout le cours de la négociation : il promit d'agir comme médiateur, et en y employant toute son influence, auprès de l'empereur Ferdinand II, il approuva qu'un terme fût fixé à cette médiation et parut en espérer le succès; mais il se refusa à l'engagement de faire la guerre en Allemagne, de concert avec l'Angleterre, si les voies pacifiques ne réussissaient pas : « Par une telle menace, je sortirais, dit-il, de mon caractère de médiateur et d'arbitre dans l'affaire, et je donnerais à l'empereur mon oncle un juste motif d'offense, en manquant au respect que je lui dois. »

Jacques fut très perplexe: il voyait approcher ce qui lui déplaisait le plus, la nécessité d'une résolution definitive, la ruine de ce mariage espagnol qu'il poursuivait depuis sept ans, et, à la suite de la rupture avec l'Espagne, peut-être la chance d'une guerre. Pour échapper à cette situation, il eût fallu que Jacques domptât les prétentions obstinées de son gendre et les passions vindicatives de son favori : c'était plus de courage et d'autorité qu'il n'en avait. Dans son impuissance, il restait triste et presque solitaire à Newmarket, oubliant jusqu'à son divertissement habituel de la chasse, et ne recevant plus ses courtisans, même dans les jours de fêtes et d'hommages solennels. Il essaya de résoudre la question du Palatinat par une négociation directe avec le rival de son gendre, le duc Maximilien de Bavière; un capucin alla et vint à plusieurs reprises d'Allemagne en Angleterre et des Pays-Bas en Hollande, pour amener les deux prétendans à des concessions mutuelles. Les ambassadeurs d'Espagne à Londres furent un moment inquiets de cette tentative, et demandèrent à Jacques une audience pour l'en entretenir : ils ne furent admis auprès de lui qu'à grand'peine, en présence de Buckingham, et sans succès. Mais le palatin détrôné et le duc de Bavière vainqueur se refusèrent également à tout accommodement efficace; c'était toujours le parti protestant et le parti catholique aux prises et tous deux intraitables. Jacques, lassé, céda en hésitant toujours. Sans rompre ouvertement avec la cour de Madrid, il lui montra clairement qu'elle ne pouvait plus compter sur lui; il rappela le comte de Bristol de son poste d'ambassadeur extraordinaire en Espagne, donnant ainsi satisfaction à la double haine de Buckingham, et retirant de Madrid le seul Anglais en qui les Espagnols

eussent confiance, le seul aussi qui persévérât dans la pensée primitive de sa mission.

Dans les premiers jours de janvier 1624, lord Bristol avec sir Walter Aston, son collègue, qui devait rester à Madrid après lui, se présenta chez le comte d'Olivarez pour lui annoncer son rappel et le prier de demander pour lui au roi Philippe IV une audience de congé. « J'ai beaucoup de choses à vous dire par ordre du roi, lui dit Olivarez. Nous avons reçu d'Angleterre de complètes informations; nous savons que la mesure dont vous souffrez est l'œuvre de vos ennemis, et qu'ils n'ont pu vous imputer d'autre crime que votre zèle à accomplir le mariage pour lequel vous avez été envoyé ici. Le roi mon maître ne peut pas ne pas prendre cela fort à cœur; il se tient pour obligé de déclarer au monde que vous n'avez rendu au roi de la Grande-Bretagne que d'excellens services, et pour encourager ses propres ministres et tous les autres ministres d'Europe à servir fidèlement leurs maîtres, je suis chargé de vous offrir un blanc seing de mon roi, où vous pourrez mettre, pour votre propre compte, toutes les conditions et demandes qui vous conviendront. Mon roi ne se propose point de corrompre un serviteur du roi de la Grande-Bretagne, mais de manifester hautement ce qui est dû à la conduite de votre seigneurie. Dans l'offre que je vous fais sont compris tous les domaines, toutes les dignités dont le roi mon maître peut disposer; vous avez le choix. — J'ai un vif regret, répondit Bristol, des paroles que vous voulez bien m'adresser. Sa majesté catholique ne me doit rien. Ce que j'ai fait, je l'ai fait par ordre du roi mon maître, et non pour servir l'Espagne. Quelque motif que je puisse avoir de craindre le pouvoir de mes ennemis, je me confie dans l'innocence de ma cause et dans la justice de mon roi. Je ne puis me croire dans aucun danger; mais, dût-il m'en coûter la tête en arrivant à Londres, j'irai me mettre aux pieds et à la merci de sa majesté. Plutôt mourir sur un échafaud que d'être duc de l'Infantado en Espagne ! »

On ajoute qu'indépendamment de cette démarche solennelle, Olivarez, informé que Bristol, loin de s'enrichir dans son ambassade, y avait dépensé une grande partie de sa propre fortune, lui offrit, au moment de son départ, une somme considérable, le pressant de l'accepter, car personne ne le saurait. « Pardon, reprit Bristol, il y aura quelqu'un qui le saura et qui le dira au roi d'Angleterre : c'est le comte de Bristol. »

Dès qu'ils apprirent que lord Bristol était rappelé, Philippe IV et son conseil regardèrent le mariage de l'infante comme abandonné, et, sans la déclarer formellement, ils manifestèrent leur conviction par leurs actes. Soit accident, soit chagrin, l'infante était souffrante

et retenue dans son lit. On cessa de lui donner le titre de princesse d'Angleterre, elle ne prit plus de leçons d'anglais; l'ambassadeur anglais ne fut plus admis à la voir ni à lui remettre des lettres; les diamans et autres présens de mariage ne furent pas immédiatement renvoyés au roi Jacques, mais on dit tout haut qu'ils le seraient quand les dépêches des ambassadeurs espagnols à Londres auraient confirmé ce que le rappel de lord Bristol faisait présumer. Enfin Philippe IV partit de Madrid pour aller visiter les ports d'Andalousie et la flotte, qui eut ordre de s'y réunir. « Les langues sont ici déchaînées sur les procédés de sa majesté et de son altesse, écrivit sir Walter Aston au secrétaire d'état Conway. Je fais tout ce que je puis et tout ce qu'autorisent mes instructions pour leur donner, des intentions réelles de notre roi, une meilleure idée; mais plusieurs me disent nettement que, pendant que je dis une chose, les actions de sa majesté et de son altesse sont toutes contraires. Je crois donc de mon devoir de vous avertir qu'ils ne s'attendent ici à rien moins qu'une guerre, qu'ils ont déjà tenu plusieurs conseils à ce sujet, et qu'ils se mettent sérieusement à l'œuvre pour se préparer à ce qui peut arriver. Autant que j'en puis juger, il est grand temps que sa majesté prenne quelque moyen de dissiper cet orage, ou qu'elle fasse des préparatifs analogues. »

Rien ne déplaisait plus au roi Jacques qu'une telle perspective : « La guerre, disait-il, ne rendra pas à mon gendre le Palatinat. » Vers Noël, il quitta Newmarket, revint à Londres, convoqua son conseil et lui soumit ces deux questions : le roi d'Espagne a-t-il voulu sincèrement le mariage de l'infante avec le prince de Galles? dans la négociation relative au Palatinat, a-t-il violé l'alliance entre les deux royaumes de façon à mériter qu'on lui déclare la guerre? La perplexité du conseil fut extrême; la plupart de ses membres étaient dans la clientèle de Buckingham : tous savaient avec quelle ardeur il était devenu l'ennemi de l'Espagne, tous redoutaient son pouvoir sur le roi et sur le prince, les exigences et les emportemens de son orgueil. « Que la liberté d'un pauvre homme est préférable à la servitude d'un grand-officier de la couronne! disait le garde des sceaux Williams à ses affidés; faut-il que je perde mon patron ou ma raison? » Buckingham le menaça hautement de le ruiner s'il ne lui demeurait pas fidèle. La loyauté politique et sans doute aussi la connaissance qu'on avait des désirs secrets du roi prévalurent dans cette occasion sur les instances et les menaces du favori; presque tous les membres du conseil votèrent que le roi d'Espagne avait voulu sincèrement le mariage et qu'il n'y avait pas, dans sa conduite quant au Palatinat, motif de lui déclarer la guerre. Buckingham sortit furieux du conseil, « poursuivant et querellant les conseillers

de chambre en chambre, comme une poule qui a perdu sa couvée et qu'aucun de ses poussins ne suit plus. » Jacques de son côté se lamentait de la discorde de ses serviteurs et disait tristement : « Si j'avais envoyé mon garde des sceaux Williams en Espagne avec mon fils, il m'aurait conservé le repos d'esprit et l'honneur, deux chances qui me manquent à la fois. » Mais sa tristesse ne lui donnait pas plus de courage contre son favori, soutenu par son fils, et ses habitudes domestiques avaient sur lui bien plus d'empire que ses convictions de roi. N'osant pas se décider contre Buckingham, et selon l'avis de son conseil, il convoqua le parlement pour décider à sa place, sachant bien d'avance que le parlement serait de l'avis de Buckingham et non pas du sien.

Loin de s'attiédir, le sentiment public qui avait accueilli Charles et Buckingham à leur retour de Madrid s'était de jour en jour échauffé et répandu dans le pays; de jour en jour, l'antipathie anglaise pour le mariage espagnol était devenue plus générale et plus hardie. Imprimés ou écrits à la main, tolérés ou interdits, des pamphlets destinés à la justifier et à la fomenter étaient partout colportés et lus avec avidité. Tantôt c'était *Tom le Véridique* (1) qui s'adressait au roi Jacques et lui exposait avec une rudesse campagnarde les idées et les jugemens populaires; tantôt on s'appliquait à exciter contre les Espagnols les colères anglaises en racontant les froideurs et les mauvais procédés que rencontraient en Espagne les Anglais, même lord Bristol dans quelques-unes de ses missions. On publiait, sous le nom de *Voix du Peuple ou Nouvelles d'Espagne*, de prétendues conversations et délibérations dans le conseil de Madrid, où Gondomar expliquait complaisamment toutes les menées, tous les artifices par lesquels il abusait et dominait, au profit de la politique papale ou espagnole, le roi d'Angleterre et ses conseillers. Dans un autre pamphlet intitulé *Voix du Ciel ou Nouvelles venues du Ciel*, le roi Henri VIII, les reines Marie et Élisabeth, le feu prince de Galles Henri et d'autres morts célèbres s'entretenaient des affaires du monde, « entretiens dans lesquels étaient démasquées et fidèlement mises au jour l'ambition et les perfidies de l'Espagne envers la plupart des royaumes et des états libres de l'Europe, surtout envers l'Angleterre et surtout à l'occasion du mariage projeté entre le prince Charles et l'infante doña Maria. » La liberté de la presse n'était alors ni reconnue en principe ni légalement garantie; mais les libertés générales de l'Angleterre étaient assez fortes pour que les idées et les sentimens publics ne pussent être étouffés, et pour que leur influence pénétrât dans le gouvernement.

(1) *Tom tell truth.*

Les favoris des rois ont leurs jours de bonne fortune auprès des peuples : Buckingham ne manquait ni de hardiesse, ni de savoir-faire; ses passions personnelles étaient en ce moment d'accord avec la passion nationale: il l'exploita en la servant. Sans se soucier des désirs secrets et des alarmes du roi son maître, il encouragea toutes les manifestations, toutes les publications anti-espagnoles; un ministre puritain, Preston, l'un des chapelains du prince Charles, devint son intermédiaire auprès des protestans les plus ardens; il se concerta avec les chefs de l'opposition dans le parlement près de se réunir. En présence de son pouvoir et de son succès, ses adversaires dans la question du mariage espagnol, le garde des sceaux Williams et le comte de Bristol lui-même, s'intimidèrent et firent effort pour se réconcilier avec lui. « L'état actuel des affaires du roi exige le concours de tous ses serviteurs et de tous ses ministres, lui écrivit Bristol (1), qui n'avait pas encore quitté Madrid; c'est ce qui me fait offrir à votre grâce mes services, et s'il y a eu entre nous quelques malentendus, j'espère que, par ce même motif, votre grâce n'y pensera plus. Quant à moi, je m'appliquerai à vous donner des satisfactions qui méritent votre amitié, et si je ne réussis pas, on ne me trouvera pas dépourvu de patience, quoi qu'il me puisse arriver. » Quelques jours avant l'ouverture du parlement (2), le garde des sceaux Williams fit à Buckingham des avances encore plus empressées et plus humbles. « Je n'osais pas écrire à votre grâce, que je savais si irritée contre moi, et j'étais résolu avec chagrin à tout supporter avec patience, sans la moindre pensée d'opposition à votre volonté; mais son altesse (3) m'a encouragé, et même commandé d'agir autrement, m'assurant que votre grâce ne ressentait contre moi aucun réel déplaisir... Bien résolu donc, quoique nous différions d'opinion, à rester debout ou à tomber fidèle et constant serviteur de votre grâce, je vous supplie de recevoir mon âme en preuve et en gage que, depuis le premier jour où je vous ai vu, je n'ai jamais nourri dans mon cœur aucune pensée d'opposition à votre grâce, que je crois votre grâce aussi fermement établie dans la faveur de sa majesté et son altesse qu'elle l'ait jamais été, et que je n'ai jamais révélé à personne les secrets de votre grâce. Enfin je demande humblement et cordialement pardon à votre grâce d'avoir douté (et c'est là mon principal tort) d'un si sincère et noble ami. Et pour que je ne paraisse pas un véritable sot, permettez-moi de me rappeler une fois et d'oublier ensuite à jamais les motifs qui m'ont fait agir ainsi. »

Le parlement s'ouvrit donc le 19 (29) février 1624 sous ces aus-

(1) Le 6 (16) décembre 1623.
(2) Le 2 (12) février 1624.
(3) Le prince Charles.

pices : le roi Jacques triste, mais toujours soumis à son favori; le prince Charles et Buckingham étroitement unis; les ennemis de Buckingham vaincus et lui demandant pardon; les deux chambres et le peuple regardant Buckingham, en religion et en politique, comme le sauveur du prince et du pays.

Le discours du roi Jacques, en ouvrant la session, fut, selon sa coutume, prétentieux et pédantesque, mais au fond embarrassé et modeste. Il donna pour motif du voyage du prince Charles en Espagne la nécessité de voir clair enfin dans les intentions de la cour de Madrid, « de qui je relevais, dit-il, d'aussi grandes promesses que je pouvais le désirer, mais les actions étaient contraires. » Il déclara qu'il avait donné Buckingham pour compagnon à son fils « comme l'homme en qui il avait le plus de confiance. » Il annonça que ses secrétaires, d'après les informations et sous la garantie de son fils et de Buckingham, raconteraient aux deux chambres tout ce qui s'était passé dans cette négociation, et que lorsqu'elles auraient tout entendu *super totam materiam*, il leur demanderait leur bon et salutaire avis pour la gloire de Dieu, la paix du royaume et le bien de ses enfans. »

Les deux chambres accueillirent avec une joie fière ces paroles du roi, qui remettait ainsi entre leurs mains le sort de son fils et la politique extérieure du pays. Elles se réunirent en conférence dans la salle des banquets de Whitehall (1), et là, Buckingham, en présence et avec l'adhésion formelle du prince Charles, exposa lui-même, avec une verve prolixe, mais adroite, tous les faits et toutes les questions de la négociation. La tâche ne lui fut pas difficile : depuis qu'il avait ramené le prince en Angleterre et qu'il se montrait opposé au mariage espagnol, « il était devenu, dit le chapelain du garde des sceaux Williams, l'Alcibiade qui charmait la république. Quand il affirma qu'il n'avait voulu s'accorder en rien avec les Espagnols tant que le prince électeur, le mari de la princesse d'Angleterre, ne serait pas rétabli dans ses états, il émut jusqu'à la moelle les cœurs de ses auditeurs. Et quand il raconta avec quelle fermeté le prince avait maintenu les principes de la vraie foi, et avec quel zèle scrupuleux il avait veillé, lui Buckingham, à ce que nul émissaire ne vînt empoisonner l'âme de son altesse, il enleva l'approbation universelle; tous dirent que le prince s'était comporté en vaillant capitaine de la sainte vérité, et que le duc méritait le beau nom d'un lieutenant dévoué, sous lui, à la cause de Dieu, car il a toujours été facile d'éblouir le bon peuple d'Angleterre avec le flambeau de la religion. »

(1) Les 24 février et 1er mars (5 et 10 mars) 1624.

Un seul homme, le comte de Bristol, eût pu contester, sinon avec la faveur publique, du moins avec précision et autorité, les assertions du duc de Buckingham; mais il tarda à rentrer en Angleterre, et quand il y arriva, le roi Jacques, en lui faisant parvenir des paroles d'estime et de regret, lui interdit de paraître au parlement et à la cour. Bristol se prêta au silence, et Buckingham parla sans contradicteur.

Les ambassadeurs d'Espagne, Inojosa et Coloma, tentèrent contre lui une forte attaque; ils l'accusèrent d'avoir, dans son récit, porté atteinte à l'honneur du roi d'Espagne : « Si un sujet du roi notre maître, dirent-ils, eût dit de telles choses sur le roi d'Angleterre, il eût payé ses paroles de sa tête. » Buckingham informa lui-même la chambre des lords de cette accusation, demandant qu'elle examinât et déclarât s'il eût pu légitimement laisser en dehors aucun des détails de son récit. Les lords répondirent sur-le-champ que « le duc n'avait rien dit qu'il ne fût à propos de dire et à quoi il ne fût naturellement conduit par son sujet, et, après en avoir conféré ensemble, les deux chambres présentèrent au roi Jacques un mémoire portant : 1° qu'elles acquittaient et déchargeaient absolument le duc de Buckingham du reproche d'avoir prononcé des paroles offensantes pour le roi d'Espagne; 2° que, si le duc eût omis quelque chose de ce qu'il avait raconté, il eût manqué à ce qu'il devait au roi et au parlement; 3° que, pour leur compte, elles l'honoraient à raison de ce récit, et lui exprimaient leur reconnaissance pour la fidélité et l'habileté qu'il y avait déployées. » Le roi Jacques remercia les chambres de cette déclaration, et y adhéra lui-même dans les termes les plus pompeux et les plus affectueux pour son favori.

Les Espagnols ne se tinrent pas pour battus. Après avoir vainement tenté d'obtenir du roi Jacques une audience particulière, ils saisirent, dans une réunion de la cour, un moment où le prince Charles et Buckingham étaient occupés ailleurs, et le marquis d'Inojosa glissa furtivement dans la main du roi un papier que Jacques, averti par un signe, mit aussi furtivement dans sa poche. Le soir même, curieux et un peu inquiet de ce que ce papier lui faisait entrevoir, Jacques permit que, vers minuit, on introduisît dans son cabinet un secrétaire de l'ambassade espagnole, don Francisco Carondelet, qui lui représenta vivement, au nom des ambassadeurs, qu'il était prisonnier dans son propre palais, entouré de gardiens et d'espions; qu'aucun de ses serviteurs n'osait exécuter ses ordres ni l'informer de rien sans s'être assuré de l'approbation de Buckingham; que l'Angleterre n'était plus gouvernée par son roi, mais par un homme qui, pour satisfaire ses propres vengeances, travaillait à engager son maître et son bienfaiteur dans une guerre injuste et

impolitique. Jacques demanda autre chose que ces imputations générales, et trois jours après Carondelet lui revint porteur d'un écrit dans lequel les ambassadeurs espagnols affirmaient que Buckingham avait des rapports intimes avec les meneurs de l'ancienne opposition dans les deux chambres, qu'il leur révélait les plus secrètes démarches et intentions du roi, qu'avec leur aide il se promettait d'engager une guerre que le roi ne pourrait soutenir qu'en se mettant à leur discrétion, que, si le roi s'opposait à leurs desseins, ils avaient résolu de le confiner dans un château, à la campagne, et d'instituer le prince Charles régent du royaume. Enfin, ajoutait-on, la présomption et la trahison de Buckingham allaient à ce point qu'il nourrissait l'espérance d'ouvrir à sa propre famille des chances de succession au trône en mariant sa fille au fils aîné de l'électeur palatin. Quelque confus et incohérens que fussent ces bruits, Jacques en fut ému. Il les repoussa en disant que son fils et son favori étaient incapables de former contre lui de si méchans desseins; mais, tout en les défendant, il poussait Carondelet de questions, et avouait qu'au moment de son départ pour l'Espagne, le prince son fils était très favorable au mariage espagnol, mais qu'il avait été entraîné par de folles conceptions de Buckingham, « qui depuis son retour, dit-il, a en lui je ne sais combien de diables. » Un jésuite, le père Maestro, qui avait été employé à Rome dans la négociation relative à la dispense du pape et qui se trouvait en ce moment à Londres, fut aussi admis auprès du roi, et confirma les dires de Carondelet. De plus en plus troublé, Jacques, les jours suivans, laissa voir sa tristesse; il était silencieux, évitait la conversation avec son fils et Buckingham, ou ne leur parlait qu'en termes contenus et obscurs. Allant un jour à Windsor, il dit au prince de venir avec lui, et à Buckingham de rester à Londres. Au moment où il montait en voiture, Buckingham s'approcha, et, les yeux pleins de larmes, dit-on, le conjura de lui dire en quoi il l'avait offensé, protestant, au nom de Jésus-Christ, que, s'il savait de quoi il était accusé, il s'en justifierait ou l'avouerait sincèrement. Jacques ne répondit rien et partit avec son fils; mais pendant la route il répéta plusieurs fois qu'il était le plus malheureux des hommes, car il se voyait abandonné de ceux qu'il aimait le mieux. Buckingham, de son côté, s'enferma chez lui, à Wallingford-House, en proie à la plus vive perplexité, et ne comprenant pas d'où partait le coup qui le menaçait, ni comment il pourrait s'en défendre.

Le secours lui vint d'une main de laquelle il était loin et n'avait guère droit de l'attendre. Le secrétaire espagnol Carondelet avait à Londres une maîtresse et un confesseur qui lui étaient presque également chers, et à qui il racontait indiscrètement tout ce qu'il

avait occasion de savoir et de faire. La femme, intelligente et besoigneuse, se mit en rapport, par un autre homme de ses amis, avec le garde des sceaux Williams, qui faisait dans Londres, sans grand scrupule, une police très active, et, moyennant une ou deux belles pièces d'argenterie qu'elle reçut de lui, elle l'instruisit de ce que lui avait dit à elle Carondelet sur le travail des ambassadeurs espagnols contre Buckingham, et sur l'espoir qu'ils avaient de le perdre dans l'esprit du roi et de faire en même temps dissoudre le parlement, qui leur était si ennemi. Le garde des sceaux ne se contenta pas de ces premières informations : il fit arrêter sans bruit le confesseur de Carondelet et se le fit amener, en le menaçant de toute la rigueur des lois contre les prêtres catholiques qui disaient en secret la messe et faisaient des entreprises de conversion. Saisi d'effroi pour son ami, Carondelet fit demander au garde des sceaux un rendez-vous, et vint en grand mystère, de nuit, par une porte dérobée, le solliciter instamment pour le prêtre arrêté, « qui lui était, dit-il, aussi cher que sa propre vie.—Comment voulez-vous, lui dit Williams, que je mette en liberté un homme mort selon nos statuts, un prêtre sorti de son séminaire pour venir surprendre et pervertir les fidèles qui vivent dans le sein de notre église, et cela au moment où le parlement veille avec plus d'ardeur que jamais à l'exécution des lois? — Mylord, reprit avec passion Carondelet, ne vous inquiétez pas de ce parlement; je puis vous dire, si vous ne le savez déjà, qu'il est bien près de sa fin. » Rien n'est plus difficile que de retenir une indiscrétion commencée; profitant de ce moment d'abandon, le garde des sceaux, à la faveur d'un long entretien, obtint de Carondelet tout ce qu'il avait envie de savoir sur les menées et les espérances espagnoles. Vers deux heures de la nuit, il le congédia satisfait, en faisant mettre secrètement le prêtre en liberté, et, resté seul, il rédigea un récit détaillé de tout ce qu'il venait d'apprendre, l'accompagna de notes pour en démontrer soit le mensonge, soit le péril, et se rendant aussitôt chez Buckingham, qu'il trouva toujours plongé dans l'anxiété et l'abattement : « Mylord, lui dit-il, voici ce que j'ai découvert. Allez sans délai à Windsor, instruisez de tout ceci le roi en gardant sur la source de vos informations le plus profond secret; soyez avec lui très doux, très caressant, et surtout faites en sorte de ne le quitter ni jour ni nuit, de peur que dans quelque intervalle on ne décide sa majesté à dissoudre le parlement, ce qui amènerait, on l'espère bien, votre envoi immédiat à la Tour, et Dieu sait ce qui viendrait après! » A ce service inattendu, Buckingham se répandit en remercîmens, et, prompt à suivre le conseil du garde des sceaux, il partit sur-le-champ pour Windsor, où il n'était nullement attendu.

Le lendemain, le garde des sceaux, en arrivant à la chambre des

lords, y trouva le prince Charles, qui, l'emmenant aussitôt à l'écart, le remercia chaudement du salutaire avis qu'il avait donné à Buckingham : « Et je vous remercierai encore bien plus, lui dit-il, pour moi comme pour le duc, si vous dévoilez pleinement cette noire intrigue qui a fait perdre à Buckingham la bonne opinion de mon père, et m'a mis moi-même en presque aussi mauvaise situation. Mais, dites-moi, comment êtes-vous parvenu à savoir que ce sont les agens espagnols qui ont accusé Buckingham, auprès de mon père, de tous ces méfaits, et presque de trahison? » Le garde des sceaux raconta alors avec détail au prince comment, par la maîtresse de Carondelet, il était parvenu à ces découvertes : « Ah! ah! lui dit le prince en riant, vous faites donc le commerce de cette marchandise? — Monseigneur, reprit l'évêque-magistrat, je n'ai jamais vu la figure de cette femme; mais, dans mes études de théologie, j'ai trouvé cette maxime, qu'il est permis de faire un bon usage du péché d'autrui. »

De retour à Windsor, Charles se concerta avec Buckingham, et ils présentèrent ensemble au roi le récit du garde des sceaux avec les commentaires qu'il y avait joints. Jacques le lut devant eux, s'arrêtant de temps en temps, tantôt pour leur faire quelques questions, tantôt pour dire avec un accent de satisfaction : « C'est bien, c'est très bien, c'est cela. » Sa lecture terminée, il embrassa vivement son fils et son favori : « Je n'ai plus que le regret de m'être laissé aller à une méfiance fomentée par de perfides ennemis. Nous voilà réconciliés, et pour prix de notre réconciliation je ne vous demande qu'une chose : dites-moi quel est l'ingénieur qui, de son briquet, a fait jaillir l'étincelle et allumé le flambeau qui m'éclaire? — Je l'ignore absolument, sire, dit Buckingham. » Charles resta muet. « Allons, dit le roi, j'ai bon nez, et je répondrai moi-même à ma question : c'est mon garde des sceaux qui a mis le levain dans la pâte. Que Dieu l'en récompense! Il vous a rendu, et à moi aussi, un grand service. »

Jacques ne s'en tint pas à cette réconciliation familière; il voulut qu'elle devînt publique et fût officiellement expliquée; il déclara qu'il dresserait, sur les faits et les desseins imputés à Buckingham, une série de questions au sujet desquelles il provoquerait, sous serment, les réponses des membres de son conseil. Il fit préparer en effet cet interrogatoire, et le communiqua au prince Charles, qui écrivit confidentiellement à Buckingham : « Steenie, je vous envoie ci-jointes les questions que le roi juge à propos de faire concernant les malicieuses accusations de l'ambassadeur d'Espagne. Quant à la façon de les présenter, mon père a résolu (à moins que vous n'y fassiez des objections fondées en raison) de faire lui-même d'abord prêter serment aux membres du conseil; le secrétaire Calvert et le

chancelier de l'échiquier recevront ensuite, par écrit et sous leur signature, les réponses des membres interrogés. Ainsi le veut le roi. Mon avis est que vous ne courez en ceci aucun danger, tandis qu'en vous opposant à ce mode de procéder, vous vous rendriez suspect d'avoir dit des choses dont vous ne voudriez pas entendre parler. Nul homme ne sera assez fou pour risquer sa tête en disant contre vous quelque mensonge; car tout le monde sait que je suis vraiment votre ami, et si on ne dit que la vérité, on ne dira que ce que le roi sait déjà et ce que vous avez partout déclaré, c'est-à-dire que vous pensez, comme je le pense moi-même, que la continuation de ces traités avec l'Espagne ne peut nous être que très nuisible. Mon avis est donc que vous ne vous montriez nullement mécontent de la façon de procéder que veut le roi. Je crois qu'au lieu de vous faire aucun mal, ceci mettra sous vos pieds ces quelques pauvres drôles qui sont vos ennemis. Maintenant, mon très cher, si vous croyez que je me trompe, faites-moi savoir ce que je puis faire, de façon ou d'autre, pour te servir, et tu verras ce que tout le monde verra plus clairement chaque jour, que je suis et serai toujours ton fidèle, cordial et constant ami, « CHARLES. »

Au jour fixé et le conseil réuni, le roi entra dans la salle, tenant la Bible à la main. On remarqua qu'il avait la figure altérée et toutes les apparences d'une santé en déclin. Les membres du conseil prêtèrent le serment demandé, et déclarèrent qu'ils n'avaient aucune connaissance d'aucun des sinistres desseins signalés dans les questions présentées, et qu'ils regardaient le duc de Buckingham comme l'un des plus fidèles sujets et serviteurs du roi. Cet acte une fois accompli et connu, Jacques fit demander aux ambassadeurs espagnols quels étaient les Anglais qui leur avaient donné les informations d'après lesquelles ils avaient agi. Pour toute réponse, le marquis d'Inojosa sollicita une audience particulière que le roi lui refusa en le renvoyant à ses ministres. Le marquis, irrité, annonça qu'il allait quitter Londres et retourner à Madrid en passant par Bruxelles. Jacques, qui avait manifesté l'intention de lui faire don d'un beau diamant, ne lui donna pas même un sauf-conduit pour le mettre, dans la traversée, à l'abri des croiseurs hollandais; l'ambassadeur fut obligé de recourir au ministre de Hollande en Angleterre pour être assuré qu'il ne serait pas arrêté en mer, et, sans avoir eu même une audience de congé, il s'embarqua à Calais, sur un bâtiment marchand, le cœur plein contre le roi Jacques, le prince Charles, le duc de Buckingham et toute l'Angleterre, d'une rancune qu'il exhala à Bruxelles et à Madrid avec plus de violence que d'effet.

Il avait mal compris la situation d'un ambassadeur dans un pays libre, et mal connu le prince auprès duquel il était accrédité. Il s'é-

tait mêlé, lui étranger, du gouvernement intérieur de l'Angleterre en s'efforçant de renverser un ministre, favori en ce moment du peuple comme du roi. Il avait attaqué Buckingham à la fois par des paroles hautaines et par des menées souterraines, blessant ainsi à la fois l'orgueil et le sentiment d'honneur du parlement et du public anglais. Il avait compté sur le désir passionné que témoignait depuis longtemps le roi Jacques pour le mariage espagnol, oubliant que Jacques était d'un caractère faible et double, et que, si le mariage espagnol manquait, il avait encore en perspective le mariage français pour contenter sa passion. L'insuccès et le départ du marquis d'Inojosa n'eurent d'autre effet que de dégager pleinement le roi Jacques envers la cour de Madrid et de le mettre à l'entière disposition du parlement, ennemi de l'Espagne. En vain les Espagnols essayèrent de ressaisir le fil qu'ils avaient eux-mêmes brisé; en vain on parla du prochain retour à Londres du comte de Gondomar, naguère si habile à ménager la cour et si influent auprès du roi : ni le roi ni la cour n'étaient plus maîtres de la question. Les chambres votèrent que le roi ne pouvait, ni avec sûreté pour son propre honneur, ni avec convenance pour la religion et pour l'état, poursuivre la négociation entamée pour le mariage du prince de Galles avec l'infante, ni compter sur cette négociation pour le rétablissement de l'électeur palatin. Elles présentèrent de concert au roi une adresse pour lui faire de ce vote une déclaration solennelle. Elles déclarèrent en outre que, le roi se montrant disposé à suivre leur conseil, elles le soutiendraient de tous leurs moyens à travers toutes les conséquences de sa résolution, et elles votèrent immédiatement des subsides très insuffisans pour faire longtemps face à la guerre, mais suffisans pour pousser à la rupture. En présence de toutes ces manifestations, Jacques se décida enfin, avec tristesse et inquiet de l'avenir, mais en termes clairs et péremptoires. Il dit aux deux chambres : « Je vous déclare que je consens à suivre votre conseil en annulant et rompant les deux traités avec l'Espagne pour le mariage et pour le Palatinat. Je m'assure en même temps que vous effectuerez ce que vous m'avez dit, à savoir que vous me soutiendrez de votre sagesse, de vos conseils et de vos forces autant que besoin sera. Ce que vous venez de voter est assez, j'en conviens, pour entrer aujourd'hui dans l'affaire, mais bien loin de ce qu'elle exigera. Il est sans exemple, je dois le dire, qu'aucun parlement, à son début, ait donné au roi un si large subside à percevoir en si peu de temps. Je vous remercie aussi de la résolution générale par laquelle vous m'avez engagé vos fortunes et vos vies; cela est plus que quarante subsides et vaut mieux qu'un royaume, car la force d'un roi, après la protection de Dieu, réside dans les cœurs de son peuple... Mylords et messieurs, je vais faire préparer toutes choses pour que

mon gendre l'électeur rentre en possession du Palatinat. Je proteste devant Dieu que pas un sou de ce que vous m'avez donné pour cette œuvre ne sera employé à nul autre dessein. La guerre diminuera le revenu de mes douanes et augmentera mes charges; mais, puisque je l'entreprends, j'en viendrai à bout de manière ou d'autre, dussé-je vendre mes joyaux et tout ce que je possède. Vous verrez, dans la session prochaine, comment auront été employés les moyens que vous me donnez, et cela vous excitera, j'espère, à faire ce qu'il y aura encore à faire. Si j'ai tardé jusqu'ici à m'engager dans cette entreprise, c'est que j'espérais y réussir sans guerre. Il n'a tenu qu'à un cheveu que j'obtinsse, par un traité, la restitution du Palatinat à mes enfans. Puisque je n'y puis compter par cette voie, j'espère qu'en dépit du diable et de tous ses instrumens, Dieu, qui a mis dans vos cœurs de me donner ce conseil et dans le mien de suivre votre conseil, bénira nos efforts, et que je mettrai ma réputation au-dessus de toute calomnie. »

Quand la résolution du roi fut connue, des transports de joie éclatèrent dans Londres et dans tout le pays, presque aussi vifs que le jour où le prince Charles était rentré en Angleterre. Les rues comme les églises furent le théâtre des démonstrations populaires, tour à tour pieuses et désordonnées. Et telle était l'antipathie pour l'Espagne que, le lendemain, le duc de Buckingham fut obligé de dire à la chambre des lords « qu'au milieu des feux de joie et des réjouissances du peuple, quelques-uns des gens de l'ambassadeur d'Espagne avaient été fort maltraités : incident fâcheux qu'il priait la chambre de prendre en considération. » La chambre approuva la motion du duc, et décida, en ordonnant à ce sujet une enquête, que, si on pouvait découvrir les coupables, ils seraient punis conformément à une récente proclamation du roi qui interdisait toute manifestation offensante pour les ambassadeurs étrangers.

VIII.

Parmi les conditions du succès dans le gouvernement des peuples, il en est une qui domine toutes les autres : il faut que les hommes en possession du pouvoir soient, par l'esprit et le caractère, à la hauteur des questions qu'ils ont à résoudre et des événemens qu'ils sont chargés de diriger. La supériorité même la plus éclatante ne suffit pas toujours, tant la tâche est grande et compliquée, tant il est difficile d'y voir toujours clair quand on a à regarder si loin, et d'échapper au péril que la tête tourne quand on est placé si haut. L'histoire n'a point de plus puissant enseignement que le spectacle des fautes et des chutes des personnages qui font sa gloire : mais cet enseignement est triste autant que salutaire : c'est un pénible effort

d'avoir à mêler l'indignation à l'admiration, et à reconnaître la justice des coups qui frappent ceux qui avaient mérité leurs succès. J'éprouve ce sentiment à l'aspect d'Alexandre fou, de César assassiné, de Napoléon déchu. Les revers de ces rois du monde n'ont été que le naturel et légitime retour de leurs égaremens. Mais comment contempler sans une émotion douloureuse ces grandes créations tout à coup changées en grandes ruines? Rien de semblable ne s'éveille dans notre âme là où manque la grandeur; il n'y a rien de pénible à voir échouer la médiocrité vaniteuse, et les infortunes des petits esprits placés trop haut pour leur portée satisfont à la justice sans inspirer une tristesse sympathique. Je suis ramené à ce que j'ai dit en commençant ce récit : les problèmes et les événemens qui agitaient à son début le XVIIe siècle étaient les mêmes qu'au XVIe, et toujours aussi grands; c'était toujours le catholicisme et la monarchie européenne aux prises avec le protestantisme et l'équilibre européen des états. Les premiers représentans de ces grandes causes, Charles-Quint et Philippe II en Allemagne et en Espagne, Élizabeth en Angleterre, Guillaume de Nassau en Hollande, Henri IV en France, avaient été au niveau de leur tâche, et l'avaient, chacun à son poste, bien comprise et résolûment poursuivie. Quand on tombe de ces grandes figures à celles de Philippe IV et d'Olivarez, de Jacques Ier et de Buckingham, on ne saurait s'étonner, ni s'attrister de leurs échecs. Ils ne se sont pas doutés de la grandeur des questions posées devant eux; leur vue était trop courte pour les reconnaître, et leur cœur trop faible pour les accepter. Embarrassés et impuissans dans cette arène trop haute pour eux, ils ont substitué l'hésitation à la résolution et l'intrigue à la lutte. Anglais ou Espagnols, ils ont tous également échoué dans leurs petits desseins et leurs petits efforts, et on peut s'amuser de la comédie royale que je viens de retracer sans s'émouvoir pour les acteurs.

Je n'ai pas encore dit le dénoûment de cette comédie. Quand le roi Jacques, quoiqu'il continuât à en traiter, s'aperçut enfin que le mariage espagnol échouerait, il expédia sur-le-champ à Paris lord Kensington pour sonder de nouveau le terrain et y replanter, s'il était possible, les jalons du mariage français. Et au moment même où le prince Charles et Buckingham quittèrent Madrid, un moine en partit pour aller, de son côté, à Paris rouvrir devant Marie de Médicis, et pour sa fille, la princesse Henriette-Marie, la perspective du mariage anglais. Quelques documens jusqu'ici inconnus, et que je recueille, me manquent encore pour éclairer cette dernière scène du drame. Je ne tarderai pas à la raconter.

GUIZOT.

Val-Richer, juillet 1862.

LE

ROI GEORGE DE PODIEBRAD

ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE BOHÊME

I.

L'ÉLECTION DU ROI GEORGE.

Les révolutions du monde moderne offrent de singulières analogies à travers toutes les différences qui les séparent. Après les premières violences de la lutte, quand la mort a fauché sur la scène les principaux acteurs, on voit apparaître presque toujours une seconde génération de héros, ou du moins de chefs énergiques, de régulateurs puissans, à qui échoit la mission de consolider la société nouvelle et de consacrer les changemens accomplis. Calvin, parlant de ceux qui l'avaient précédé dans la révolution religieuse, dit que cette matière avant lui « a été démenée confusément, sans nul ordre de droit, et par une ardeur impétueuse plutôt que par une modération et gravité judiciaire. » Dans les révolutions politiques comme dans les révolutions religieuses, il y a toute une famille d'hommes qui peut tenir le même langage. Après nos guerres civiles du XVIe siècle, on voit se lever Henri IV; aux puritains de Cromwell succède Guillaume d'Orange, aux colons de Boston et de New-York le général Washington. Voilà des noms bien différens, voilà des chefs qui accusent des dispositions toutes contraires chez les peuples qui les ont acceptés ou subis; il y a pourtant un lien qui les rapproche, et, si opposés qu'ils soient les uns aux autres, ils attestent cette même loi historique : après les révolutions *démenées confusément*, si ces

révolutions apportent des idées légitimes et durables, il faut que l'organisateur apparaisse.

Une seule révolution jusqu'à présent semblait échapper à cette loi, je parle du grand tumulte religieux du xve siècle. Jean Huss, au nom de l'Évangile et du christianisme primitif, se révolte contre l'église romaine de son temps. Mandé au concile de Constance, il s'y rend avec quelques amis sur la foi de l'empereur Sigismond; n'est-il pas soutenu d'ailleurs par l'inspiration qui le possède? Il est arrêté, jugé, condamné au feu; il meurt sur le bûcher, ainsi que Jérôme de Prague, en invoquant Jésus-Christ, et la Bohême tout entière, soulevée d'indignation et de fureur, va faire aux deux martyrs, pendant un quart de siècle, d'horribles funérailles. S'il ne s'agissait que de venger la mort de deux hommes, les rancunes ne dureraient pas si longtemps; ce n'est pas ici une protestation contre une injustice isolée, la Bohême combat pour sa propre cause, c'est une révolution, c'est une guerre à la fois religieuse et nationale. Les sectes deviennent des armées; les réformateurs prêchent leur doctrine au milieu des camps; les vengeurs de Jean Huss et de Jérôme de Prague sont des chefs redoutables, un Ziska, un Hromadka, un Procope, qui pillent les couvens et mettent le feu aux églises, tandis que des tribuns théocratiques, Jacobell de Mies, Jean de Pribram, Procope de Pilsen, et surtout le remarquable personnage nommé le prêtre Jean, s'efforcent de contenir le mouvement pour en assurer le triomphe. Vains efforts! la révolution se détruit elle-même : calixtins, orphelins, taborites (1), les modérés et les violens, se déchirent les uns les autres au milieu d'une confusion épouvantable. N'est-ce pas alors qu'on voit d'anciens partisans de Jean Huss passer dans le camp des catholiques et de l'empereur Sigismond, non pas qu'ils aient capitulé avec l'église romaine, mais parce que, mettant les questions d'ordre social au-dessus des questions d'église, ils sont effrayés du fanatisme des taborites et invoquent dans l'empereur le dernier soutien de la société? N'est-ce pas aussi dans le même temps qu'un archevêque de Prague, un de ceux qui avaient mis le plus d'ardeur à brûler les hérétiques, abandonne tout à coup l'église de Rome et accepte solennellement les principes de Jean Huss? Enfin, après une guerre de douze années, malgré la plus sanglante anarchie qui fut jamais, malgré les croisades que le pape et l'empereur dirigent contre les *démons* de la Bohême, l'armée de Ziska reste maîtresse du territoire national, et le concile de Bâle, convoqué pour la pacification de l'église, est obligé de faire aux rebelles d'éclatantes concessions.

(1) Ces noms désignent diverses sectes de hussites : les calixtins réclamaient pour les laïques l'usage du calice dans la communion; les orphelins ne jugeaient personne digne de succéder à Jean Ziska; les taborites s'appelaient ainsi du nom de la ville de Tabor, ils rejetaient divers sacremens et niaient le purgatoire.

Les *compactats* de Bâle, comme les appelle l'histoire, mettent-ils fin à ce terrible drame? Non; la politique romaine, occupée à déjouer l'esprit de réforme qui anime les conciles, n'a garde de laisser subsister longtemps un pareil exemple; les concessions faites aux hussites sont reprises par le saint-siége, et la lutte va recommencer. Les désordres de la Bohême, les rancunes des partis, les rivalités des classes, tous ces résultats inévitables d'une si longue et si horrible crise, offraient une occasion trop commode aux projets de la réaction. Pendant une quinzaine d'années, tous les efforts du pape et de l'empereur ont pour but d'anéantir les transactions du concile. Ce qui semblait à jamais gagné est décidément remis en cause. Si quelque chef puissant ne vient pas défendre les conquêtes de la révolution, c'est en vain que des flots de sang auront coulé, en vain que sous les drapeaux de Ziska et de Procope le Grand tant de vaillans hommes auront donné leur vie pour leur foi. Ce chef si ardemment appelé a-t-il donc manqué aux événemens? On le croyait jusqu'ici, mais l'érudition de nos jours a retrouvé son héroïque figure. Il s'appelait George de Podiebrad. Issu de la noblesse de Bohême, longtemps mêlé aux guerres qui ont désolé sa patrie, c'est un hussite, c'est le représentant armé des intérêts nouveaux. La révolution, qui a besoin de lui, le prend par la main et le pousse aux premiers rangs de l'état. Elle l'a fait soldat, général, chef de parti, elle le fait roi. Le roi George de Podiebrad est le grand personnage de la Bohême dans la seconde moitié du xve siècle; si Matthias Corvin, son gendre, ne régnait alors en Hongrie, je dirais que le roi de Bohême est le plus grand personnage de l'Europe orientale. Il rassemble les héritiers de Ziska et de Procope à demi dispersés par la diplomatie romaine, il relève la cause de la religion de ses pères, il est ferme autant que circonspect, il négocie et il combat, il conçoit les plus grands projets en face de l'église et de l'empire acharnés à sa perte, il veut acheter du saint-siége la liberté religieuse de la Bohême en chassant les Turcs de Constantinople, il prépare une croisade, il rêve la couronne d'Orient; n'est-ce qu'un rêve? A voir ce qu'il a fait en Allemagne avec ses Bohêmes, on peut deviner ce qu'il eût fait contre les Ottomans, si le saint-siége, aidé du fanatisme hongrois, n'eût écrasé ce grand homme, le premier soldat de la liberté chrétienne dans le monde moderne. Après avoir tenu l'empire en échec pendant plus de vingt années, après des miracles d'activité, de patience, de sagesse, de courage, d'héroïsme, George de Podiebrad succombe; mais il a donné un magnifique cinquième acte à la tragédie hussite.

Autrefois, quand on parlait de cette dernière période des guerres de Bohême, on se bornait à signaler la chute définitive des partisans de Jean Huss. George de Podiebrad, enveloppé dans l'immense

hécatombe, n'avait pas de physionomie distincte aux yeux de l'histoire. Or l'historien de la Bohême, M. Franz Palacky, en poursuivant pied à pied ses grandes fouilles, en arrachant aux archives de Prague, aux chroniqueurs tchèques, à maints documens naguère indéchiffrables, la physionomie vivante et vraie de sa patrie, vient d'arriver enfin à ces tragiques aventures du xve siècle. Nous avons signalé ici même, il y a quelques années déjà, l'importance des recherches de M. Palacky, nous avons dit quel rôle à la fois politique et littéraire lui est échu dans le travail de rénovation qui agite les Slaves autrichiens; cet Augustin Thierry de la Bohême est un chef de parti, mais un chef si grave, si noble, si modéré, si amoureux de la justice, que la couronne elle-même, tout en redoutant parfois les idées qu'il représente, n'a pas craint, à l'heure du péril, de l'appeler dans ses conseils. Nommé ministre de l'instruction publique pendant les crises de 1848, M. Palacky, bien que tenu à l'écart dès le lendemain de la réaction et frappé d'une sorte de disgrâce, avait sa place marquée d'avance dans ce conseil de l'empire (*Reichsrath*) où François-Joseph a réuni les principaux représentans des intérêts de l'Autriche. Au milieu de ses devoirs publics, il n'oubliait pas cette histoire de Bohême dont l'avait expressément chargé la confiance de ses concitoyens. D'année en année son monument s'élève. Quand j'ai tracé ici ce singulier spectacle d'un peuple qui renaît à la lumière, et qui, choisissant un des siens parmi les plus dignes, lui donne mission de retrouver son histoire (1), M. Palacky avait déjà traversé victorieusement les siècles du moyen âge; il avait ressuscité la race royale des Prémysl, il avait montré une dynastie de rois de Bohême assise sur le trône des césars germaniques, il avait essayé de glorifier Charles IV, de réhabiliter Wenceslas, et il venait de raconter la guerre des hussites; les derniers volumes publiés par M. Palacky sont consacrés au concile de Bâle et à l'étonnant épisode du roi George (2). C'est toute une révélation. M. Palacky écrit ses livres en langue tchèque pour ses compatriotes, en langue allemande pour l'Europe lettrée, et il imprime en même temps, sous le titre d'*Archives tchèques* (*Archiv Cesky*), le recueil des documens qui sont la base de son histoire. Art d'un côté, érudition de l'autre, les deux œuvres se déploient ensemble. Aussi, provoqués par ces découvertes, des esprits studieux, hors des frontières de la Bohême, ont-ils attaqué déjà les mêmes questions que soulèvent les recherches de l'éminent historien. Au moment où paraissait le travail de M. Palacky sur le règne de George de Podiebrad, un écrivain allemand, M. Max Jordan, élève de l'historien ber-

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 avril 1855 l'étude intitulée *l'Histoire et l'Historien de la Bohême, M. Franz Palacky.*

(2) *Geschichte von Böhmen,* von Franz Palacky, 3e et 4e volumes. Prague 1857-1861.

linois Gustave Droysen, mettait au jour un volume qui porte ce titre : *La royauté de George de Podiebrad, étude sur le développement de l'état en face de l'église catholique* (1).

Je voudrais profiter à mon tour de ces précieux documens. La lutte de l'église et de l'état, l'avenir des formes religieuses, les rapports des diverses communions chrétiennes, ces grands problèmes et d'autres encore sont mêlés aux aventures du roi George; je voudrais raconter, comme je la comprends, cette dramatique histoire, et en faire jaillir les idées qu'elle renferme. M. Palacky est souvent un peu long, et comment lui reprocher les richesses qui embarrassent sa marche? M. Jordan est trop systématique; son récit a quelque chose d'une construction hégélienne. Après M. Jordan, comme après M. Palacky, il reste encore quelque chose à dire sur l'audacieux roi de Bohême. Essayons de mettre en son vrai jour cet épisode si heureusement retrouvé; tâchons de rendre plus accessibles ces trésors de science amassés avec un soin religieux. N'est-ce pas le plus digne hommage que nous puissions offrir à M. Palacky? N'est-ce pas la meilleure façon d'honorer une œuvre où le mérite de l'érudition et de l'art, si éminent qu'il soit, le cède pourtant, et de beaucoup, à la générosité du patriotisme?

I.

Le jeudi 5 juillet 1436, la petite ville d'Iglau, en Moravie, fut le théâtre de l'une des scènes les plus mémorables de l'histoire de Bohême. Dès les premières lueurs du matin, une foule immense couvrait la place principale et les rues environnantes. Un trône splendidement orné, des estrades somptueuses, attiraient tous les regards. Au lever du soleil, comme pour témoigner qu'un jour nouveau se levait aussi sur la chrétienté, l'empereur d'Allemagne Sigismond monta les degrés du trône. Devant lui, trois des plus hauts dignitaires de l'empire, parmi lesquels était le duc Albert d'Autriche, portaient la pomme, le sceptre et l'épée de justice. A sa droite s'assirent les députés du concile de Bâle, un peu plus loin les représentans des hussites. En face, on apercevait l'impératrice avec sa cour, et autour d'elle un grand rassemblement des divers ordres de la nation, princes et nobles, bourgeois et paysans. Il y avait, non loin du trône de l'empereur, des places réservées aux notaires et greffiers impériaux chargés de consigner par écrit tout ce qui allait se passer.

(1) *Das Koenigthum Georg's von Podiebrad. Ein Beitrag zur Geschichte der Entwickelung des Staates gegenuber der Katholischen Kirche,* von Max Jordan; 1 vol. Leipzig, 1861.

Un bourgeois de Prague, Jean Welwar, se leva le premier, tenant à la main un écrit revêtu du sceau du royaume de Bohême, du sceau de l'empereur Sigismond et de celui d'Albert, duc d'Autriche; il présenta ces pièces aux députés hussites, à l'empereur et au duc, qui les reconnurent pour authentiques, puis le notaire impérial lut le document à haute voix, et Jean Welwar en fit la remise solennelle aux légats du concile. C'était le texte des *compactats*, c'est-à-dire des concessions faites aux hussites par les pères du concile de Bâle, avec les engagemens que prenaient à cette occasion tous les hussites de Bohême et de Moravie; ils promettaient de rester fidèles à l'esprit de paix, d'union, de charité chrétienne, et quiconque manquerait à ce devoir, ajoutaient-ils, serait puni selon la loi, sans que la paix dût être troublée pour cela entre les chrétiens de la communion hussite et les chrétiens de la communion catholique. Quatre prêtres hussites désignés à cet effet par l'assemblée nationale de Bohême, Wenceslas de Drachow, Paul de Slawikowic, Wenceslas de Luznic, Bohunek de Chocen, se levèrent alors, et au nom de tous leurs frères, laïques ou prêtres, jurèrent obéissance à l'église. Ce serment, formulé par écrit et revêtu du sceau du royaume de Bohême, fut déposé aussi entre les mains des légats. A leur tour, les légats prirent la parole, livrèrent aux représentans des hussites les *compactats* du concile confirmés par l'empereur, et ordonnèrent à tous les princes et peuples de la chrétienté de vivre désormais en esprit de paix, d'union et de charité chrétienne avec les Bohêmes et les Moraves. « Que nul ne les outrage à l'avenir, parce qu'ils ont reçu et recevront la communion sous les deux espèces, ajoutaient les envoyés du concile; que nul ne les maudisse, mais que chacun au contraire les tienne pour bons chrétiens, fils de notre sainte mère l'église. » En même temps ils enjoignirent à l'archevêque de Prague, ainsi qu'aux évêques d'Olmutz et de Leitomysl, présens à la cérémonie, de donner la communion sous les deux espèces à tous ceux qui voudraient la recevoir sous cette forme; tous les évêques du royaume étaient tenus d'agir de même, tous devaient désigner des prêtres chargés de distribuer ainsi la communion dans les églises où s'était conservé cet usage, tous enfin devaient ordonner les prêtres hussites au même titre que les prêtres catholiques, sans leur faire la moindre opposition au sujet de leur croyance sur la forme de l'eucharistie. Bien plus, ces concessions n'étaient pas seulement pour ceux qui jusqu'alors avaient adopté la foi de Jean Huss; ceux-là mêmes qui n'avaient pas encore reçu la communion sous les deux espèces étaient libres de la demander à l'avenir. On ne se contentait pas d'amnistier hier et aujourd'hui; le droit restait acquis, disait le texte officiel, acquis pour demain, pour toujours, pour les siècles des siècles. Quand la lecture des pièces fut termi-

née, on annonça de par l'empereur que le jour suivant les députés hussites seraient conduits solennellement à l'église, et qu'ils communiqueraient au peuple, en langue tchèque, les *compactats* du concile. A ces mots, et sans attendre la cérémonie des actions de grâces, l'évêque catholique Philibert, dans un transport d'enthousiasme, entonna d'une voix retentissante un *Te Deum laudamus*, achevé par l'assemblée tout entière.

L'empereur, suivi des légats, se rendit alors à la cathédrale, où la messe fut dite en latin; les hussites, chantant leurs hymnes en langue nationale, allèrent célébrer le service divin dans la maison qu'on leur avait assignée jusque-là. Tout le jour et toute la nuit, les cloches sonnèrent à pleine volée; ce n'était partout que marques d'allégresse, maisons pavoisées, feux de joie, illuminations. Après tant de violences abominables, après tant de jours d'épouvante et d'horreur, il semblait qu'on vît enfin le commencement d'une ère nouvelle. Le concile de Bâle, avec son esprit de réforme, avait mis un terme à la révolution. « Réjouis-toi, sainte assemblée, — écrivaient ce jour-là même les légats du concile en adressant le récit de la fête à leurs commettans, — réjouis-toi et remercie le Seigneur! Annonce à toute la terre ce jour de bénédictions, fais chanter les actions de grâces à tous les enfans de l'église; il s'est levé enfin ce jour désiré où tu as recueilli les fruits de ton labeur, où tu en as chargé les corbeilles pleines sur les chariots de l'Éternel. C'est aujourd'hui qu'en face d'un peuple immense, en présence de l'empereur et au milieu de toutes les splendeurs impériales, le gouverneur, les barons, les nobles, les villes du royaume de Bohême nous ont remis les engagemens des compactats. Quelles paroles pourraient exprimer la joie qui débordait de tous les cœurs? Visages rayonnans, regards mouillés de larmes, chants, cris de triomphe, ce n'était là que le faible témoignage de l'allégresse universelle. Pour nous, mettant notre bonheur avant toute chose dans la joie du saint concile et de la chrétienté tout entière, nous nous bornons à dire avec le Psalmiste : Il est juste de te glorifier, Seigneur! Il est juste de chanter des hymnes à la gloire de ton nom, ô roi des rois! »

On comprend aisément cette exaltation, si l'on songe aux guerres atroces qui avaient déchiré la Bohême : soit désir de voir renaître la paix, soit espérance d'écarter l'hérésie, les motifs de joie ne manquaient pas aux spectateurs de la fête d'Iglau; mais si l'on se souvient des principes pour lesquels on se battait depuis vingt ans, il est impossible de ne pas apercevoir les plus singulières illusions dans les espérances des deux partis. La communion sous les deux espèces, l'usage du pain et du vin, de la coupe et de l'hostie, dans le sacrement eucharistique, était-il donc le seul objet de ces luttes acharnées? Nous ne voulons pas, on le pense bien, remuer ici des

questions de théologie sur l'administration des sacremens, nous ne voulons pas non plus recommencer après tant d'autres l'exposé des doctrines de Jean Huss et de Jérôme de Prague; rappelons seulement que les deux réformateurs, bien loin de rejeter le plus doux et le plus profond des symboles, étaient possédés au contraire à ce sujet d'une sorte de divin enthousiasme, et qu'ils avaient communiqué cet enthousiasme à tout un peuple; rappelons aussi que, dans la primitive église comme dans maintes périodes du moyen âge, la forme de la communion était une question libre, que la communion sous les deux espèces a été tour à tour ordonnée ou interdite selon les circonstances, et que les pères du concile de Bâle, en cédant sur ce point aux hussites, ne faisaient en réalité aucun sacrifice important à l'esprit de concorde évangélique. Quant à l'enseignement de Jean Huss, si indécis qu'il fût en ses formules, est-il besoin de dire qu'il ne se réduisait pas à une question de discipline? Pour les plus modérés des hussites, la question du calice, comme on disait, était avant tout un symbole, le symbole des libertés et des réformes si impatiemment désirées, le symbole d'un retour à la primitive église, à cette église sans hiérarchie, sans organisation extérieure, où l'on ne voyait que Dieu et l'homme, Jésus et ses disciples. M. Guizot, dans son *Histoire de la civilisation en Europe*, a parfaitement montré que le XVe siècle avait vu se produire deux tentatives de réforme, l'une dirigée par l'aristocratie ecclésiastique elle-même et représentée par les conciles, l'autre sortie du peuple, violente, passionnée, avec Jean Huss et les hussites. Entre ces deux puissances qui marchaient au même but, ajoute l'éminent historien, la lutte ne tarda pas à éclater, et Jean Huss succomba devant le concile, comme le concile à son tour succomba devant le saint-siége. La scène que nous venons de raconter semble marquer le terme de cette lutte entre les deux réformes. La réconciliation solennelle célébrée à Iglau le 5 juillet 1436 est comme la contre-partie de cette horrible journée du 6 juillet 1415, où les réformateurs aristocratiques avaient allumé le bûcher des réformateurs populaires. Cependant il y avait autre chose que des souvenirs de sang entre les deux partis, il y avait des principes hostiles. Les pères du concile voulaient corriger les abus et limiter le pouvoir de l'église romaine; les ardens schismatiques de Bohême faisaient appel aux mœurs, aux croyances, au culte, à la discipline de la primitive église, et, sans toucher à l'organisation ecclésiastique en dehors de la Bohême, ils réclamaient le droit de renouveler librement chez eux l'exemple des temps apostoliques. L'esprit de réforme tel que l'entendaient les conciles du XVe siècle devait conduire au gallicanisme, au système des concordats; l'esprit de réforme qui animait les hussites, adopté bientôt par une race d'hommes bien autrement hostile aux traditions latines que ne l'était

la famille slave, a suscité l'entreprise de Luther. Ces deux esprits, à leur point de départ, étaient aussi violemment opposés qu'ils ont pu le devenir jamais par la suite. Ajoutez à des instincts si contraires les souvenirs d'une lutte sauvage, ajoutez-y surtout les effets de la réaction, le grand art de la politique romaine, la persévérance du génie italien à ressaisir le gouvernement absolu de l'église, et vous ne serez pas surpris que cette fête d'Iglau, avec ses chants, ses larmes de joie, ses merveilleuses espérances, n'ait été qu'une illusion d'un jour.

Dès le lendemain, la défiance s'éveille. Un prêtre hussite a donné la communion sous les deux espèces dans la même église où officie un prêtre catholique. Est-ce son droit? Voilà un débat qui s'engage et toutes les passions qui se rallument. Le parti des hussites avait désarmé trop tôt; la réaction, d'abord circonspecte et doucereuse, s'étend, se développe, affermit ses positions, et finit par tout envahir; l'empereur Sigismond n'était que trop disposé à seconder ses intrigues, malgré la solennité qu'il venait de donner à la proclamation des *compactats*. L'homme qui, vingt et un ans plus tôt, avait appelé Jean Huss à Constance, et qui, malgré les engagemens scellés de son sceau impérial, l'avait laissé monter sur le bûcher, devait-il respecter les promesses du concile? Qu'était d'ailleurs le concile lui-même? Effrayé des réformes hardies qui venaient d'être votées par cette espèce d'assemblée constituante, le saint-siége épiait le moment de la dissoudre. Vainement quelques-uns des légats redoublaient de zèle dans les affaires de Bohême; vainement un prélat français (remercions M. Palacky de nous avoir révélé cette généreuse figure), vainement, dis-je, l'évêque de Coutances, Philibert, un digne émule des Pierre d'Ailly, des Clémengis, des Gerson, montrait libéralement le cœur d'un apôtre à ses frères de Bohême, donnait au parti catholique l'exemple de la charité, distribuait lui-même la double communion aux hussites, ordonnait leurs prêtres, consacrait leurs églises, s'efforçait enfin d'effacer tous les mauvais souvenirs, de mettre fin à toutes les divisions, et devenait, selon le vœu du concile, la vivante image de l'unité chrétienne. A quoi servait tant de vertu au moment où le concile, désorganisé déjà par les intrigues de Rome, était dépouillé violemment de ses droits et réduit à d'impuissantes protestations? Qu'on se rappelle les scènes scandaleuses du concile en 1437 : les luttes qui faillirent ensanglanter la cathédrale, la minorité romaine s'emparant du sceau du concile pour donner force de loi à ses décisions illégales; le concile transféré sur la terre italienne, c'est-à-dire sous la main du pouvoir qu'il s'agissait de réformer, à Ferrare d'abord, puis à Florence, puis enfin à Latran; la partie romaine de l'assemblée obéissant à l'injonction du saint-siége; les vrais pères du concile, les représentans

de l'église universelle, persévérant dans l'exécution de leur tâche, s'obstinant à siéger à Bâle, déployant la plus audacieuse vigueur, mais dépouillés aux yeux du monde de tout caractère œcuménique, et ne réussissant, en fin de compte, qu'à augmenter la confusion dont profitera si bien la diplomatie d'Eugène IV. Qu'on se rappelle ces événemens extraordinaires et qu'on rapproche les dates : c'est le 5 juillet 1436 que le concile de Bâle faisait proclamer à Iglau la transaction signée avec les députés hussites; c'est le 18 septembre de l'année suivante que le pontife romain, s'appuyant sur l'illégale décision d'une minorité factieuse, transfère le concile à Ferrare.

La grande assemblée constituante de l'église une fois désorganisée, le parti de la réaction devait triompher en Bohême. Chaque victoire d'Eugène IV dans les affaires générales de l'église est une victoire à Prague pour les adversaires des hussites. Il est vrai que le pape, dans une bulle du 11 mars 1436, avait accordé aux hussites à peu près les mêmes avantages que leur assurait le concile; mais cela se passait à une époque où le concile et le saint-siége rivalisaient de bienveillance envers les hussites, se disputant en quelque sorte l'honneur de terminer la révolution de Bohême. Dès que la cour de Rome fut délivrée de l'opposition du concile, la bulle du 11 mars fut promptement oubliée. Un des premiers actes de cette réaction, qui va grandir pendant une douzaine d'années, épouvanta la ville de Prague au mois de septembre 1437 : cinquante-trois des partisans de Jean Huss, parmi ceux qui s'éloignaient le plus des catholiques, cinquante-trois taborites, furent pendus haut et court sur la grande place. Au milieu de ces malheureux, on apercevait un homme en brillant costume et pendu avec une chaîne d'or : c'était leur chef, un chef qui s'était acquis une juste renommée dans les guerres de la patrie, un homme qui s'était battu pour sa foi, qui avait porté la bannière de la république évangélique. « Ce fut, dit le simple annaliste à qui M. Palacky emprunte ces détails, ce fut dans le peuple une désolation profonde; chaque fois qu'on en parlait, il n'était personne qui pût retenir ses larmes. » Quelques jours après, un autre chef illustré dans vingt batailles, un seigneur hussite, délégué à cet effet par les villes de la Bohême orientale, le sire de Miletinck, fit entendre à la diète de Prague les accusations les plus graves contre la politique de l'empereur. « Où sont, disait-il, les engagemens d'Iglau? Tous nos droits sont violés; notre archevêque, reconnu par le concile, a été obligé de prendre la fuite; nos prêtres ne peuvent recevoir l'ordination; les évêques du parti catholique, au mépris de la foi jurée, les repoussent comme des ennemis de l'église; les débauches, les péchés mortels, dont nous avions tari la source impure, s'étalent dans la ville aussi impudemment qu'autrefois. » L'ardent orateur continue sur ce ton, et, soit qu'il expose des

griefs religieux, soit qu'il dénonce les usurpations de l'empereur et revendique les vieilles libertés nationales, il trace le tableau de cette réaction qui avait repris en si peu de temps les conquêtes scellées du meilleur sang de la patrie.

Voilà donc ce qu'avaient produit la modération et le désir de la concorde! On avait consenti à négocier avec le concile de Bâle, on avait donné des otages, rendu des places fortes, renoncé aux droits de souveraineté sur maintes parties de la Bohême, on avait désarmé enfin pour faciliter la paix religieuse, et on n'avait fait que se livrer à l'ennemi. Mais les hommes qui tenaient ce langage n'en étaient pas encore réduits aux gémissemens, ni même à une guerre de paroles. Il y avait encore dans les lieux hauts plus d'un château-fort qui pouvait fournir des ressources aux opprimés; sans compter la république taborite, inaccessible dans ses montagnes, et dont le silence farouche était une perpétuelle menace, il y avait encore de vigoureux débris des vieilles bandes; tous les compagnons de Ziska et de Procope n'avaient pas rendu leur âme au dieu des armées. On ne sait pas ce que la diète de Prague répondit au discours du sire de Miletinck, on ne sait pas non plus ce qu'en pensa l'empereur, ni quelles résolutions lui inspirèrent ces fières paroles; il est certain seulement que, dans les semaines qui suivirent (octobre et novembre 1437), plusieurs coups de main furent tentés sur les villes où flottait la bannière de Sigismond. Inutiles tentatives : l'empereur et le parti romain s'étaient trop fortement établis dans les positions importantes. Les vœux de la nation pouvaient soutenir en secret ces intrépides soldats de la foi commune; au fond, la nation était lasse. Et puis à quel chef eût-elle pu se rattacher? Il faut un homme pour rallier la multitude, un homme déjà désigné par ses actes, et qui puisse justifier la confiance de tous. Les seigneurs hussites qui avaient essayé de soulever l'ancienne Bohême aux mois d'octobre et de novembre 1437 furent réduits à leurs seules forces et promptement écrasés.

II.

Il y eut quelque chose de pire que la réaction pour la Bohême, ce fut l'anarchie. L'empereur Sigismond étant mort peu de temps après les événemens que nous venons de rapporter (9 décembre 1437), son gendre Albert d'Autriche lui succéda comme roi de Bohême et mourut lui-même après un règne d'un an et dix mois. Bien que sous Albert comme au temps de Sigismond la cause nationale ait été opprimée par le parti impérial et romain, la mort d'Albert fut regardée comme une calamité publique. Après tout, les violences exercées contre les hussites entretenaient les sympathies du peuple en leur faveur,

et l'on commençait à pressentir un retour de l'opinion; au contraire pouvait-il rien arriver de plus malheureux pour la cause des hussites qu'un long et orageux interrègne? C'était, à vrai dire, l'interruption de la vie nationale chez un peuple déjà profondément divisé. Dans nos sociétés modernes, la royauté peut disparaître sans que l'état soit ébranlé : il y a des lois, des institutions, de grands services publics; mise en mouvement par des milliers de bras, l'immense machine fonctionne toujours; dans un pays comme la Bohême, le peu d'unité qui restait encore était comme attaché à la personne du souverain. C'est ce qui explique pourquoi les hussites, attachés de cœur et d'âme à la patrie, soldats de la cause nationale, ne songeaient pas, malgré leur audace, à remplacer la royauté par une république. Ils voulaient un roi, sauf à régner sur lui. Après la mort d'Albert d'Autriche, tous les partis, les hussites plus que tous les autres, comprirent le danger de la situation : plus de liens, plus de centre, chacun pour soi, la société se décomposait, et que pouvaient devenir alors ces grands intérêts religieux pour lesquels les hussites avaient si longtemps combattu?

Les prétendans ne manquaient pas au trône de Bohême : il y avait d'abord l'enfant de la reine Élisabeth, veuve d'Albert d'Autriche, car on venait d'apprendre que la reine était grosse au moment de la mort de son mari, et l'on sut bientôt, avant le jour fixé pour l'élection, qu'elle avait mis au monde un fils, celui qui régna longtemps plus tard sous le nom de Ladislas le Posthume; mais comment aurait-on songé à élire un enfant, quand le misérable état du royaume exigeait la présence d'un tuteur énergique? Tout ce qu'on pouvait faire, c'était de réserver les droits du nouveau-né et de pourvoir sans délai aux nécessités du moment. Quelques-uns des principaux seigneurs, après des pourparlers tumultueux, convoquent une diète à Prague, et lorsqu'ils ont établi, non sans de violens débats, une sorte de loi électorale conforme aux besoins du temps et du pays, on procède à l'élection du roi. Comme dans plusieurs constitutions de l'Europe moderne, le suffrage universel s'exerçait à deux degrés. On choisit d'abord les électeurs chargés d'élire le prétendant au trône. Ils étaient au nombre de quarante-six, dix-huit pour l'ordre des seigneurs, quatorze pour les chevaliers, et quatorze encore pour les bourgeois. Les titres des différens princes ayant été discutés tour à tour, on convint de circonscrire la lutte entre quatre d'entre eux; c'était Wladislas, roi de Pologne, Frédéric, margrave de Brandebourg, Louis, comte palatin, et Albert, duc de Bavière. Après plusieurs votes, ce dernier l'emporta, et presque à l'unanimité des suffrages. Aussitôt une députation des électeurs va le trouver à Munich et lui offre la couronne; Albert hésite, demande à consulter l'empereur, cherche à éviter les conditions qu'on lui impose, surtout

celle d'incorporer ses états héréditaires au royaume de Bohême et de faire respecter les *compactats* du concile de Bâle; bref, le duc et les électeurs ne peuvent réussir à s'entendre. Ce premier effort d'union accompli tant bien que mal entre les seigneurs, les chevaliers et les bourgeois, cette convocation d'une diète, ces délibérations, ces votes, ce choix d'un souverain, tout cela se trouvait annulé du même coup, et l'on retombait plus lourdement dans les ténèbres de l'anarchie.

Au milieu des partis sans nombre qui divisaient la Bohême, à travers les intérêts ou les griefs particuliers qui augmentaient encore les complications publiques, M. Palacky remarque pourtant quatre groupes qui se dessinaient assez bien dans ce pêle-mêle effroyable. Aux deux extrémités opposées se trouvaient les catholiques et les taborites, au centre les calixtins modérés et les calixtins ardens. Ces deux derniers partis représentaient la masse de la nation, l'un avec une modération parfois excessive et qui paralysait sa force, l'autre avec une ardeur intelligente qui devait lui assurer la victoire. Le chef des calixtins modérés était un seigneur nommé Meinhardt de Neuhaus; les ardens, les zélés, comme on les appelait (*die Eifriger*), obéissaient à un des personnages les plus considérables du royaume, le sire Ptacek de Pirkstein. C'était vraiment un chef, aussi intelligent que brave, habile à manier les hommes, vigilant, résolu, désintéressé, trop fier pour mettre ses hautes facultés au service d'une cause qui ne fût pas celle de la patrie. Sur ce théâtre obscur et dans la confusion d'une mêlée qui a fait fuir la muse de l'histoire, il y a eu là des efforts de génie, des preuves d'héroïsme moral qui eussent suffi à immortaliser un nom. Quelle activité! quelle persévérance! quel mélange de circonspection et d'audace! Avec quelle vigueur le sire de Pirkstein réunissait les élémens dispersés de la patrie et l'empêchait de se dissoudre! Comme il était prêt à recommencer sa tâche chaque fois qu'il voyait s'écrouler les bases à peine établies de son édifice! Si quelque force humaine a maintenu ce malheureux royaume pendant les cinq années qui suivirent la mort d'Albert d'Autriche, si quelque autorité, sans autre droit que celui du danger public, a pu arrêter l'œuvre de destruction préparée par cette épouvantable anarchie, ce fut la force et l'autorité du sire Ptacek de Pirkstein.

Son but, à ce qu'il semble, était d'amener à lui les calixtins modérés, de les réconcilier avec leurs frères, comme aussi de ramener les taborites à des vues plus sages, plus pratiques, ou bien de les écraser à jamais, s'ils persistaient à compromettre la révolution par leurs violences. Les modérés, satisfaits des concessions obtenues du concile de Bâle, déclaraient vouloir s'en tenir là : l'abstention d'un parti si nombreux, et recruté surtout dans la population des villes,

pouvait faire le plus grand dommage à la cause commune; mais l'inexécution des compactats, les progrès de la réaction, l'arrogance du parti romain, devaient réveiller tôt ou tard les modérés au sein de leur quiétude et leur imposer, bon gré, mal gré, un rôle plus énergique. Quant aux taborites, si les circonstances devaient aussi amener un grand nombre d'entre eux à se réunir aux calixtins ardens, le fond du parti demeurait intraitable. Il ne voyait qu'une chose, la pure doctrine évangélique; il n'éprouvait qu'un seul sentiment, la haine de l'église romaine sous quelque forme que ce fût, la haine du pouvoir absolu et de ceux qui prétendaient le réformer, la haine du pape et du concile. Qui sait même si des doctrines contraires à l'Évangile ne se glissaient pas obscurément dans ces âmes exaspérées? Qui sait si les accusations portées contre les tumultueux sectaires, tout envenimées qu'elles fussent par la passion et mêlées de calomnies odieuses, ne renfermaient point quelque part de vérité? L'anarchie des croyances répondait à l'anarchie politique, et il se peut bien que des doctrines anti-chrétiennes, introduites d'une façon ténébreuse chez de fanatiques esprits, eussent creusé un abîme entre les hommes que le sire de Pirkstein s'efforçait de réunir. N'importe : la gloire de ce noble chef est d'avoir compris qu'un large courant d'idées communes et d'intérêts solidaires finirait par concentrer les forces dispersées de la grande insurrection hussite, c'est-à-dire de la Bohême et du peuple tchèque. Au milieu du morcellement de la patrie, cette vue de l'avenir soutenait son courage. Il travaillait par tous les moyens à préparer ce foyer de vie et d'action, résolu à le diriger contre le parti qu'on ne saurait nommer le parti catholique sans défigurer le véritable aspect des choses, mais qu'il faut appeler, pour être exact, le parti étranger, le parti allemand et romain.

Le parti romain avait pour chef dans l'ordre temporel le sire Ulrich de Rosenberg, dans l'ordre spirituel le chapitre de la cathédrale de Prague. Au point de vue du nombre et des ressources générales, ce parti était le moins important des quatre, mais il profitait habilement de la division de ses ennemis, et il avait d'ailleurs deux avantages considérables, l'appui de la haute noblesse du royaume et l'importance personnelle de son chef. Ulrich de Rosenberg était le plus puissant et le plus riche des barons de la Bohême; ses domaines étaient immenses, il possédait maints châteaux, maintes places fortes, et de nombreux vassaux lui reconnaissaient une espèce de suzeraineté. Sans avoir besoin d'être sans cesse à l'œuvre, comme le sire de Pirkstein, pour rallier ses troupes débandées, sans avoir à payer de sa personne, à monter à cheval, à se montrer de tous côtés, à réparer chaque matin les brèches de la veille, il disposait d'une armée à qui son nom seul servait de ralliement et de drapeau.

Son autorité principale était hors des frontières du pays. Toutes les questions pendantes, l'élection d'un roi, la pacification religieuse, exigeaient des négociations avec l'empereur, avec les princes d'Allemagne, avec les pères du concile ou les cardinaux italiens; le seul représentant de la Bohême en ces occasions était Ulrich de Rosenberg. Il n'avait reçu pour cela aucune mission expresse, mais l'illustration de sa race, ses relations avec l'aristocratie germanique, sa richesse même, lui assuraient si bien ce titre de négociateur auprès de l'Europe, qu'aucun de ses adversaires ne songeait seulement à le lui disputer. Ce fut sa force dans les commencemens, ce fut aussi sa faiblesse. Plus il étendait son crédit auprès des princes d'Allemagne, plus son influence diminuait en Bohême. Un des grands moyens d'action dans les affaires intérieures, c'étaient ces diètes, ces assemblées d'états que convoquaient les principaux chefs, tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, et où se portaient à l'envi barons, chevaliers et bourgeois, comme dans un tumultueux forum. Ulrich de Rosenberg, qui voulait prolonger l'interrègne afin de réserver le trône au fils d'Albert d'Autriche ou plutôt à son tuteur Frédéric III, redoutait ces assemblées, où il était si naturel que le choix d'un souverain fût remis en question; sa constante politique était d'en obtenir l'ajournement. C'était lui qui, par d'habiles manéges, avait décidé le duc de Bavière à refuser la couronne des Prémysl; c'était lui qui, à chaque convocation d'états, suscitait des empêchemens inattendus. Or, pendant que ce fin diplomate ne songeait qu'au roi de l'avenir, le sire Ptacek de Pirkstein, attentif aux intérêts de l'heure présente, déjouait les intrigues de son rival, écartait les obstacles, rendait les réunions aussi faciles qu'elles étaient nécessaires, et comme tous les partis avaient le goût de ces *parlemens*, celui qui les provoquait avec tant de zèle, celui qui les présidait en l'absence du baron de Rosenberg, devenait peu à peu aux regards de tous le véritable représentant du pays.

On voit par les documens de M. Palacky que les partisans de Rosenberg ignoraient eux-mêmes le secret de cette temporisation perpétuelle. « Nous sommes surpris, — lui écrivaient un jour deux de ses alliés, Jean et Wilhelm de Riesenberg, — nous sommes surpris et affligés, messire baron, que tu n'aies point paru à la diète. L'absence des nôtres, et surtout la tienne, a été cause que notre couronne orpheline est plus abandonnée que jamais, et il en est résulté une panique dont nous aurons à nous repentir. Ceux par la faute desquels la diète n'a pu s'ouvrir ont manqué à Dieu et à la patrie. Les promoteurs de cette réunion sont indignés que tant de gens, oubliant leur parole, n'aient pas répondu à l'appel et les aient ainsi livrés à la risée du monde; mais la honte, à notre avis, n'est pas pour eux, elle est pour les hommes qui avaient promis de venir et

qui ne sont pas venus. » A la vivacité de ces reproches, on voit quels étaient les rapports des chefs et des soldats dans cette mêlée de tout un peuple. On devine aussi la politique et l'attitude de l'homme qui était le principal adversaire des hussites. Beaucoup moins occupé de questions religieuses que d'influences terrestres, songeant à ses alliances extérieures bien plus qu'aux problèmes de son pays, il courtisait surtout l'empereur, et par l'empereur la cour de Rome. Le parti qui avait accepté sa direction devait perdre bientôt son caractère spécialement catholique pour devenir le parti allemand; les hussites au contraire étant de plus en plus la vivante expression de la Bohême, tout ce qui se sentait un cœur national était poussé vers eux.

Tel était donc l'aspect du pays pendant les confuses années de l'interrègne : quatre partis, ou, comme on disait, quatre fédérations, — les calixtins modérés avec le sire de Meinhardt, les calixtins ardens avec le sire Ptacek de Pirkstein, les taborites sans chef reconnu, sans organisation puissante, terribles seulement par le fanatisme, et en face de ces trois corps distincts d'une même armée la fédération faussement appelée catholique, dirigée, on a vu comment, par le baron Ulrich de Rosenberg.

On aurait cependant une idée peu exacte des choses, si l'on se représentait ces divisions aussi nettement que nous venons de les exposer. C'est l'affaire de l'historien d'introduire la lumière et l'ordre dans les parties les plus sombres des annales humaines. Cet ordre, qui se fait de lui-même à distance, les contemporains ne le voient pas toujours. A vrai dire, pendant la plus grande partie de cette période, la confusion est au comble, et les scandaleuses discordes de l'église viennent l'augmenter encore. C'est le moment où il y a deux papes et deux conciles. On avait déjà vu plusieurs prétendans se disputer le saint-siége : deux papes et deux conciles à la fois, cela ne s'est vu qu'à cette époque. La France, occupée alors à se débarrasser des Anglais, n'a point ressenti le contre-coup de ces commotions, et notre histoire nous en parle peu; l'histoire d'Allemagne en est remplie, et aucun pays n'en a plus souffert que le pays de Jean Huss. Au mois de février 1439, le pape Eugène IV avait transféré à Florence le concile établi à Bâle, ce qui équivalait à la dissolution de l'assemblée souveraine de l'église, et le concile avait répondu par deux votes énergiques : le 25 mai, il avait déposé Eugène IV; le 17 novembre, il avait élu pape, sous le nom de Félix V, un prince de la maison de Savoie. Couronné à Bâle le 24 juillet 1440, Félix V avait organisé sa cour dans cette ville et créé un grand nombre de cardinaux. Pendant ce temps, le concile de Florence avait inauguré ses travaux comme si le concile de Bâle ne continuait pas de siéger. Entre les deux conciles et les deux papes, la confusion était si grande et le droit si incertain que plusieurs états catholiques, par une con-

tradiction singulière, reconnurent comme puissances établies, les uns le pape Eugène IV et le concile de Bâle, qui l'avait déposé, les autres le pape Félix V et le concile de Florence, qui lui jetait l'anathème. Que fit la Bohême au milieu de ce conflit? Assez tourmentée de ses propres embarras, elle essaya de rester neutre. Dans les premiers jours du mois de janvier 1441, selon le vieux chroniqueur cité par M. Palacky, on vit arriver à Prague les légats de Félix V: ils réunirent solennellement les principaux dignitaires de la ville, le recteur de l'université avec son cortége de maîtres et d'étudians, les barons, les chevaliers, les bourgeois, et, après avoir lu les actes du concile de Bâle, déclarèrent Félix V seul pape légitime, ordonnant, sous peine d'anathème, à tous les catholiques de reconnaître son autorité et de refuser obéissance à Eugène IV. C'était devant une assemblée de hussites qu'avaient lieu ces proclamations impérieuses. Ces hussites répondirent qu'ils n'étaient point séparés de l'église romaine, évitant ainsi de se prononcer sur la question de savoir quel était le chef de cette église; puis, allant droit au fait qui seul les intéressait, ils demandèrent des nouvelles des *compactats* d'Iglau. Le pape ou le concile avait-il donné des ordres pour que ces solennelles promesses fussent enfin exécutées? Les légats de Félix V, qui n'avaient pas reçu d'instructions à ce sujet, se trouvèrent fort embarrassés et comprirent que leur mission était finie. Ils n'avaient pas encore quitté la ville de Prague lorsque les légats d'Eugène IV y firent leur entrée de la même façon, furent accueillis avec les mêmes honneurs, lurent publiquement les mêmes lettres, les mêmes bulles, où il n'y avait qu'un nom de changé, déclarèrent enfin qu'Eugène IV était le vrai pape, le seul pape, et que tous les catholiques, sous peine d'excommunication, lui devaient obéissance.

L'attitude des hussites, en face de ces scandales, révèle un rare instinct de l'intérêt national; le peuple qui écartait ainsi ce nouvel élément de confusion était digne de triompher un jour de ses propres difficultés et de mettre fin à l'anarchie qui le dévorait. Cette sagesse, on doit le dire, n'était pourtant pas unanime. Il y avait des voix dissidentes, il y avait des hommes pour qui les déchiremens de l'église étaient une occasion de brouiller les affaires et de prolonger un interrègne propice à leurs intrigues. Au premier rang, — et M. Palacky n'en parle que la rougeur au front, — il faut placer le chef politique du parti romain, le baron Ulrich de Rosenberg, qui, reconnaissant tour à tour Eugène IV et Félix V, négociant, selon son intérêt, avec le concile de Bâle ou le concile de Florence, recevant l'argent de toutes mains, ne songeait qu'à augmenter son influence personnelle, et s'inquiétait peu de déshonorer son parti. N'était-ce pas en effet déshonorer tous les ardens catholiques de ce parti que de servir leurs passions au détriment de leur foi? On voit que, mal-

gré la réserve du peuple bohémien, le conflit des deux papes devait être nécessairement pour lui une nouvelle cause de troubles; selon que l'un ou l'autre pape était favorable ou hostile aux hussites, le baron de Rosenberg, très dégagé de tout scrupule, savait modifier ses alliances pour nuire à ses ennemis; les hussites au contraire, résolus à demeurer neutres et religieusement fidèles à leur parole, ne savaient plus, en cas de litige, auprès de quel juge suprême revendiquer leurs droits.

Un de ces grands litiges, une des questions capitales qui passionnaient tous les esprits pendant l'interrègne et qui les agiteront encore dans la période suivante, c'était la question de l'archevêque Rokycana. Après les conflits auxquels donnait lieu la communion sous les deux espèces, il n'y avait pas d'affaire plus grave et plus émouvante. Rokycana était un prêtre hussite, savant homme pour le temps, réformateur zélé des mœurs du clergé et du peuple, grand orateur, controversiste infatigable, également à l'aise devant un auditoire populaire et devant les théologiens du concile de Bâle, chrétien du fond de l'âme, mais attaché avec une obstination invincible à certaines formes du christianisme primitif, ayant vaguement l'idée d'un large système ecclésiastique où la variété ne nuirait point à l'unité, où chaque église aurait son caractère national, sans cesser d'appartenir à la grande patrie religieuse, où aucune de ces églises ne pourrait en opprimer une autre; en un mot, c'était un hussite, le plus éclairé comme le plus ardent des hussites, un théologien patriote commentant et développant en tous sens ces paroles du pape saint Grégoire le Grand au généreux moine Augustin, l'apôtre de l'Angleterre : *Ubi unus colitur Christus, nihil efficit rituum varietas.* Est-il nécessaire de dire que ce vaillant homme marchait avec le parti du mouvement et de l'action? Maître Jean Rokycana était dans l'ordre religieux ce qu'était dans l'ordre politique le sire Ptacek de Pirkstein. Ils appartenaient à la même fédération et combattaient en frères d'armes. Or, dans une diète tenue à Prague au mois de décembre 1435, maître Rokycana avait été élu archevêque de Prague, non par l'acclamation populaire comme aux temps primitifs, mais par les représentans de l'état et de l'église; deux barons, le sire Meinhardt et le sire Ptacek, deux chevaliers, trois bourgeois, neuf prêtres choisis dans toutes les parties du royaume, lui avaient conféré ces hautes fonctions, et, malgré sa résistance très sincère, l'avaient obligé au nom du bien public d'en accepter le fardeau. Le chapitre de la cathédrale de Prague était composé de catholiques inflexibles, alliés et agens du parti germanique : de là toute une suite de conflits, où les passions politiques envenimaient encore les haines religieuses. Rokycana, qui n'entendait pas se séparer de l'église, demandait au pape ou au concile l'institution canonique

dont il avait besoin; mais ni le concile ni le pape ne se hâtaient de résoudre une question si grave. Instituer un archevêque hussite dans la capitale de la Bohême, n'était-ce pas du premier coup donner gain de cause à la révolution? Au lieu d'accorder aux disciples de Jean Huss une espèce d'amnistie, ou du moins un édit de tolérance, comme le voulaient les *compactats* d'Iglau, n'était-ce pas proclamer leur victoire? On devine l'agitation que devait produire un pareil incident : l'archevêché de Prague était comme une forteresse qui, donnant la clé du pays, était assiégée par tous les partis avec une fureur croissante. Comment raconter tous les incidens de la lutte? Le pape Félix V, prenant un moyen terme, avait nommé un autre archevêque, choisi également dans les rangs des hussites, mais des hussites modérés, que commandait le sire Meinhardt : complication de plus et complication inutile! l'importance de Rokycana n'en fut pas diminuée. Il était toujours le protégé du hardi sire Ptacek de Pirkstein : c'était toujours lui que réclamait le parti de l'action, c'était lui qui, acclamé dans les diètes, appelé de tous côtés par le peuple des campagnes, devenait de plus en plus le représentant de la religion nationale; mais aussi que de fois il lui fallut payer de sa personne comme les évêques des premiers siècles! que d'émeutes à vaincre! que d'hérésies à combattre! Soit qu'il provoquât les taborites à des discussions solennelles, soit qu'il eût à conduire des négociations avec les calixtins modérés, tribun ou diplomate, il était sans cesse à son poste de combat, et ses victoires étaient souvent aussi périlleuses que ses défaites.

Quand l'anarchie est si grande dans l'ordre politique et religieux, que peut être le domaine des intérêts civils? A vrai dire, c'était le chaos. Point de tribunaux, nulle justice à invoquer; il n'y avait de droit que le droit du glaive. On se battait pour la limite d'un champ, pour l'usage d'un cours d'eau, pour le règlement d'une dette; on se battait un contre un ou bandes contre bandes. C'étaient des duels ou des batailles. Le plus souvent ces conflits d'intérêts privés n'étaient que la suite des conflits politiques. Un jour le sire Ptacek, ne pouvant obtenir le paiement d'une somme que lui devait le sire Meinhardt, son rival, alla lui prendre le château et la petite ville de Bilkow en Moravie. Quelquefois aussi il y avait lutte entre les hommes d'une même fédération : le vieil annaliste de ces confuses années, — quelque bourgeois de Prague sans doute, qui consigne jour par jour les événemens, comme faisait chez nous, en des heures presque aussi ténébreuses, son contemporain *le bourgeois de Paris*, — mentionne sans cesse des duels, des combats, des siéges, des prises de villes ou de châteaux-forts pour le règlement d'affaires particulières. La justice criminelle était expéditive : les bourgeois de la ville de Brunn, ayant on ne sait quel procès avec le sire Héralt

de Kunstatt, un des principaux chefs de leur parti, le mandèrent à leur hôtel de ville; il vint accompagné d'une escorte, et, se croyant tout permis, il manqua, — en quoi? comment? on ne sait, mais il manqua, disent les chroniques, et de la façon la plus grave, aux représentans de la cité. Les bourgeois, malgré toute résistance, mirent la main sur lui et le jugèrent : il fut décapité le soir même à la lueur des flambeaux.

C'est au milieu de ce chaos que le sire Ptacek de Pirkstein, à force d'activité, d'intelligence, de patriotisme, avait fait luire quelques rayons de lumière. On commençait à espérer de meilleurs jours. Tout n'était pas perdu : le sentiment des intérêts communs écartait peu à peu les élémens de dissolution et de ruine. L'image de la patrie se dégageait des ténèbres. C'était principalement sur la vaillante figure du sire Ptacek que brillait ce reflet divin, et quand il déployait la bannière nationale, quand il allait de ville en ville, d'assemblée en assemblée, parlant, agissant, entretenant la vie publique, combattant sous toutes ses formes la réaction allemande et romaine, c'est-à-dire la destruction de la Bohême, que d'intérêts sacrés reposaient sur un seul homme! Un jour que le sire Ptacek, après bien des difficultés, avait obtenu un *parlement* des hauts barons dans la petite ville de Dobrisch, il s'y rendait à cheval avec son escorte quand un mal subit et violent le força d'interrompre son voyage; on le ramena dans son château de Rataj, où il expira quelques heures après, le 27 août 1444.

III.

Ce fut un coup de foudre pour le parti national : la mort d'un seul remettait en question les intérêts de tous. Où trouver le successeur d'un pareil chef? Quelle était la main assez forte pour soutenir son œuvre ébranlée? Il y avait alors, parmi les plus dévoués compagnons du sire Ptacek, un jeune homme que ses souvenirs de famille non moins que sa valeur personnelle semblaient destiner à un grand rôle. Il était né au château de Podiebrad le 23 avril 1420, jour consacré à saint George; de là les deux noms qu'il reçut. Son père était le sire Vocek de Kunstatt; sa mère s'appelait Anna de Wartemberg. Ziska lui-même, le grand Ziska l'avait tenu sur les fonts baptismaux. Tout jeune encore, le filleul du terrible chef avait fait honneur à ce patronage. Dans la sanglante mêlée de Lipan, en 1434, à la bataille de Tabor en 1438, George de Podiebrad s'était déjà signalé par son courage, et il avait vingt ans à peine quand il fut nommé capitaine du cercle de Bunzlau. L'année suivante, il avait épousé une jeune fille de race noble, Kunhuta, fille du sire Smil Holicky de Sternberg. Par sa famille comme par celle de sa femme,

George de Podiebrad se trouvait en relations de parenté ou d'alliance avec les principaux chefs des partis qui divisaient la Bohême. Il était homme à profiter de cet avantage; sa prudence égalait sa hardiesse, et il voulait travailler au bien de tous. Énéas Sylvius, si longtemps mêlé aux affaires de Bohême avant de devenir pape sous le nom de Pie II, rend un éclatant témoignage à ses qualités morales. « C'était, dit-il, un homme petit, trapu, la peau très blanche, les yeux pleins de flamme, de mœurs paisibles, infecté, il est vrai, de l'erreur des hussites, mais amoureux de la justice et du droit. »

George de Podiebrad n'avait que vingt-quatre ans lorsque mourut son chef, le sire Ptacek de Pirkstein. Inspiré par le danger public, il eut l'ambition de le remplacer; il était initié à ses desseins, il avait les mêmes vues, la même politique, et il allait les soutenir avec la même ardeur, aidée de ressources nouvelles. Mais son heure a-t-elle déjà sonné? N'est-il pas trop jeune encore pour attirer les regards, pour commander la confiance, dans l'affreuse mêlée que nous avons décrite? Non, les hommes mûrissent vite au feu des révolutions; signalé aux hussites par le souvenir de Ziska, par l'amitié de Ptacek, par les services de sa famille et les siens propres, George de Podiebrad était moins jeune que son âge; il y avait dix ans qu'il était entré sur la scène et ne l'avait point quittée. Il faut se rappeler ces circonstances si l'on veut comprendre avec quelle rapidité ce capitaine de vingt-quatre ans devient un chef redoutable, la terreur de la réaction et l'espoir des hussites.

Assuré du concours de tous ceux qui marchaient naguère avec le sire de Pirkstein, George de Podiebrad s'empare de la direction des affaires. Son premier soin est de régler la question de l'archevêché de Prague. Qu'il réussisse ou non à obtenir l'institution canonique de maître Rokycana, l'ardeur qu'il va mettre à poursuivre ce but le signalera aux yeux de tous: ce sera la consécration de son pouvoir, ce sera sa prise de possession. A qui s'adresser cependant? Où est l'autorité suprême de l'église? Félix V ou Eugène IV, lequel choisir? La question est toujours pendante: la Bohême, comme tous les princes d'Allemagne, comme l'empereur Frédéric III lui-même, a résolu de rester neutre entre les deux pontifes. Le jeune chef imagine une combinaison nouvelle : un des éminens docteurs du concile de Bâle, le cardinal Julien, est légat d'Eugène IV dans les contrées allemandes; n'est-ce pas là le conciliateur indiqué par les événemens? Son rôle passé comme sa situation présente lui assurent une double autorité; puisqu'il représente à la fois le saint-siége et la grande assemblée de l'église, ce n'est pas rompre la neutralité que de s'adresser à lui. Subtilités bizarres qui montrent bien l'incroyable confusion de la société religieuse dans cette période! Mais cette ressource elle-même

échappera au négociateur; le capitaine des hussites combinait encore ses plans lorsqu'on apprit la mort ou la disparition mystérieuse du cardinal Julien. L'ardent prélat avait décidé le roi de Hongrie Ladislas à marcher contre les Ottomans, qui ravageaient déjà les contrées du Danube avant de s'emparer de Constantinople. L'armée hongroise fut détruite à Varna le 10 novembre 1444; le roi périt, le cardinal disparut : avait-il succombé dans la bataille, ou bien, fait prisonnier par les vainqueurs, comme l'affirment certains récits du temps, fut-il conduit à Andrinople et condamné à quelque horrible supplice? On ne sait; ce qui est certain, c'est qu'on ne le revit plus et qu'une des espérances de George de Podiebrad fut engloutie à jamais dans ce désastre. Signalons en passant ce que de telles catastrophes, à peine connues de l'Occident, avaient de terrifiant et de sinistre pour les peuples de l'Europe orientale; c'était sous le coup de l'invasion asiatique, c'était en face de Mourad et de ses barbares, que les chrétiens de Bohême, divisés par les factions, maudits du pape, abandonnés du concile, avaient à ressaisir leur vie politique et à fonder un culte national.

Décidément, puisque le cardinal Julien n'est plus là, il faut recourir à l'un des deux papes. George Podiebrad se tourne du côté d'Eugène IV, donnant par là un rare témoignage de sa modération autant que de son coup d'œil politique; n'est-il pas remarquable en effet qu'au moment où tous les princes de l'empire, l'empereur à leur tête, persistaient à demeurer neutres entre Eugène IV et Félix V, un simple chef de parti, un capitaine de *confédérés* au milieu d'une nation en désarroi, ait fait le premier son choix et pressenti l'avenir? Malgré ses sympathies pour le concile de Bâle, il a deviné que la victoire resterait à la cour de Rome, et, comme il est pressé d'en finir, c'est au pape romain qu'il s'adresse avec une loyauté hardie. Ainsi, étrange contraste, l'homme qui, le premier sur le territoire de l'empire, s'est prononcé pour Eugène IV contre Félix V, c'est celui-là même qui sera obligé de soutenir les plus terribles luttes contre les successeurs d'Eugène IV, celui que Paul II accablera d'invectives et contre lequel il essaiera de soulever l'Europe entière.

Il est à peine nécessaire de dire que les efforts de George furent inutiles. Il eut beau envoyer une députation à Rome, il eut beau faire parler au pape avec toute la candeur d'une âme chrétienne, sa cause était perdue d'avance. Des raisons politiques bien plus que des argumens de théologie entraînaient le saint-siége dans des voies absolument opposées; George demandait l'exécution des promesses du concile, et le saint-siége était résolu à les supprimer à jamais. D'un autre côté, le pape Félix V favorisait les calixtins modérés et semait ainsi la division parmi les hussites. Sans renoncer encore aux négociations, car sa prudence égalait son audace, Podiebrad commençait à

comprendre qu'il ne devait compter que sur lui-même et sur la volonté du peuple. Il s'attache dès lors à reprendre la politique du sire de Pirkstein, il entretient les sentimens publics, resserre les liens de son parti, provoque des parlemens, et, réunissant enfin dans la ville de Pilgram l'une des plus nombreuses assemblées que la Bohême eût vues depuis longtemps, il fait voter deux déclarations qui sont comme le principe d'un nouvel avenir. L'une concernait le roi, l'autre l'archevêque. « Ce n'est pas assez, disaient les états de Pilgram, que Ladislas, fils d'Albert, soit notre roi désigné pour l'avenir : nos députés iront supplier l'empereur de vouloir bien se dessaisir du royal enfant et le laisser passer de sa tutelle sous la nôtre; nous le voulons parmi nous, non pas d'espérance, mais de fait; nous le voulons présent de sa personne, acclamé, couronné, et, jusqu'au jour où il pourra tenir le sceptre, des lieutenans du royaume gouverneront en son nom. Nous voulons aussi que maître Rokycana, élu par nous archevêque de Prague, soit maintenu et confirmé dans ses fonctions; en même temps que nos députés iront trouver l'empereur pour lui demander notre roi, une autre ambassade ira, soit auprès du pape, soit ailleurs, pour obtenir la consécration de notre archevêque. »

On voit, surtout par ces dernières paroles, que le parti de George de Podiebrad avait eu la majorité à la diète de Pilgram. Un grand pas était fait : on pouvait bien prévoir, il est vrai, que les deux demandes relatives au jeune roi et au vieil archevêque n'amèneraient pas un résultat prochain; mais la diète avait demandé aussi l'établissement d'un pouvoir intérimaire qui gouvernerait la Bohême jusqu'à la majorité de Ladislas. C'était là le point décisif. A partir de cette date mémorable (12 juin 1446), la situation va se simplifier. Quels sont les prétendans à la lieutenance du royaume? Il y en a deux qui éclipsent tous les autres, Ulrich de Rosenberg et George de Podiebrad. La lutte qui s'engage est comme un duel acharné, un duel de tous les jours, de toutes les heures, et dont la Bohême entière est le théâtre. Rosenberg a blanchi depuis longtemps sous le harnais; Podiebrad est dans le feu de la première jeunesse. Rosenberg a plus d'expérience, Podiebrad plus d'audace. Rosenberg a pour lui une partie de la haute noblesse, une partie du haut clergé, le chapitre de l'archevêché de Prague, et hors du pays le pape et l'empereur, Eugène IV et Frédéric III; Podiebrad a pour lui la nation, le cœur de la nation, barons, chevaliers, bourgeois, tous ceux qui veulent avec plus ou moins de vigueur l'exécution des engagemens du concile; c'est lui qui tient la bannière de la patrie, et à ses côtés marche ce vieux lutteur des combats de la parole, l'héritier de Jean Huss, l'orateur de la Bohême devant les théologiens de Bâle, le chef de l'église nationale, Rokycana, archevêque de Prague. Ajoutons un dernier trait qui achève le contraste et lui donne un caractère tra-

gique : de ces deux champions si puissamment armés, l'un est l'oncle, l'autre le neveu; Catherine de Wartemberg, femme du vieux sire de Rosenberg, est la sœur d'Anna de Wartemberg, mère du jeune sire de Podiebrad. Représentée par ce vieillard et ce jeune homme, la lutte des partis qui déchirent la Bohême est presque une lutte parricide.

Ce fut d'abord une guerre de ruses et de mensonges. Ulrich de Rosenberg, pour tromper la vigilance de George, et aussi pour se faire des amis en Bohême, feignait de s'intéresser à la cause de Rokycana; il signait, lui et les siens, les pétitions que George de Podiebrad envoyait à Vienne et à Rome, puis, par missives secrètes, il perdait Rokycana et Podiebrad dans l'esprit du pape et de l'empereur. Ce système de calomnies allait devenir plus funeste encore : Eugène IV venait de mourir, au moment même où l'empereur Frédéric III s'était décidé enfin à le reconnaître et avait retiré sa protection au concile (23 février 1447); le pape élu dix jours après sous le nom de Nicolas V était un ami particulier de Rosenberg, qui avait eu l'honneur de le recevoir dans son château de Krumau, quand il se nommait simplement Thomas de Sarzana ou le cardinal de Bologne. Le choix du nouveau pape augmentait singulièrement le crédit de Rosenberg, même parmi les hommes de sa nation, car ce n'était pas chose indifférente d'avoir la confiance du saint-père, tant que la Bohême n'avait pas rompu avec la cour de Rome. Ce fut bien mieux encore quand on vit arriver à Prague un autre ami de Rosenberg, le cardinal Carvajal, expressément envoyé en Bohême pour examiner l'état des choses et donner une solution définitive à l'affaire de l'archevêque. Dans toutes les révolutions, on voit des hommes faibles qui, une fois la lutte engagée, ont peur de la soutenir et sont prêts à tout livrer par un impatient désir de la paix; de concessions en concessions, le sire Meinhardt de Neuhaus, chef des calixtins modérés, en était venu à faire cause commune avec Ulrich de Rosenberg. « Il n'y a qu'un moyen de rétablir la paix, disait Rosenberg au vieux seigneur féodal : c'est de nous soumettre à Rome, car Rome ne cédera pas. Et en vérité quel prix attachez-vous donc à ces *compactats* du concile? Rome, dès que vous serez soumis, vous fera des concessions plus sérieuses; il faut seulement qu'elle puisse les faire en toute liberté, et non sous la pression d'un concile qu'elle maudissait, d'un concile qui a osé prononcer la déchéance du pape romain et dont l'autorité n'existe plus. » Ces argumens, développés avec art, avaient produit leur effet. Rosenberg se croyait sûr de l'adhésion d'une moitié des hussites, et l'ambassade de Carvajal, arrivant en grande pompe, les mains pleines de bénédictions et de présens, allait consommer, il n'en doutait pas, l'alliance du parti romain et des calixtins modérés.

C'est le 1er mai 1443 que le cardinal Carvajal fit son entrée à

Prague. Nous avons déjà dit que la capitale de la Bohême appartenait alors aux calixtins modérés, et se trouvait par conséquent sous la direction du sire de Neuhaus. Neuhaus et Rosenberg firent la plus magnifique réception au cardinal : toute la ville se porta au-devant de lui, et les honneurs qu'on lui rendit furent si grands, les acclamations si vives, si joyeuses, que le cardinal, esprit très fin pourtant et des plus avisés, se crut assuré de la victoire : n'avait-on pas exagéré la sombre obstination des hussites? et serait-il bien difficile de ramener un tel peuple à l'obédience de Rome? On imaginerait difficilement un plus singulier malentendu que celui qui se produisit en cette circonstance : Rosenberg se croyait maître des hussites de Prague, parce qu'il dominait leur faible chef, le sire Meinhardt de Neuhaus; le cardinal, voyant l'enthousiasme de la ville, croyait avoir affaire à un peuple fatigué de la lutte et qui courait les yeux fermés au-devant de la paix; les hussites, impatiens d'atteindre leur but, croyaient saluer de leurs acclamations le légat qui venait établir officiellement leur église nationale et sacrer leur archevêque. Au bout de quelques jours, tous les voiles tombèrent, et l'irritation fut d'autant plus violente chez les habitans de Prague que la joie s'était plus naïvement épanouie. Quand on vit le cardinal opposer des fins de non-recevoir à toutes les requêtes, faire profession d'ignorance absolue au sujet des *compactats* du concile, s'exprimer avec dédain sur des croyances qui étaient la vie même, la vie religieuse et morale de la nation, plus d'un murmure accueillit ses paroles. « Prenez garde, lui dit un jour un des négociateurs, il pourrait bien se passer ici des choses terribles. » Les têtes s'échauffaient; le souvenir de Jean Huss se réveillait d'une façon tragique; on parlait déjà de châtimens, de représailles; enfin la colère du peuple devint si menaçante que le cardinal crut devoir quitter la ville en toute hâte, escorté d'une troupe de cavaliers que commandait Ulrich de Rosenberg. Le 1er mai, il avait été reçu avec vénération et allégresse comme l'envoyé du premier pouvoir de l'église universelle; le 23, il était obligé de s'enfuir au milieu des vociférations et des outrages. Le bruit se répandit bientôt qu'il s'était fait livrer les *compactacts* pour en prendre connaissance, et qu'il les emportait dans sa valise. C'était le trésor de la patrie. Aussitôt quatre cents cavaliers s'élancent à sa poursuite : on l'atteint, on l'arrête, on va fouiller sa voiture; il supplie qu'on veuille bien ne pas lui infliger cette honte en vue de la ville de Prague : au premier village, il ouvrira ses malles et restituera le dépôt qu'on lui réclame. Il s'exécuta en effet à Beneschau; le précieux titre, dit le chroniqueur, était tout au fond de sa valise. C'est ainsi qu'un prince de l'église romaine, grâce aux intrigues de Rosenberg, fut accueilli comme un libérateur et se sauva comme un larron.

Cette journée, si fatale à Rosenberg, fut désastreuse pour Meinhardt de Neuhaus. Son autorité dans la ville de Prague était perdue à jamais; entre le chef indécis qui avait presque vré son parti et le parti résolu qui avait déjoué cette lâche politique, tout lien était détruit, toute confiance impossible. Il était clair à tous les yeux que le sire Meinhardt connaissait mal les sentimens des hussites de Prague, et que les hussites de Prague connaissaient trop bien désormais l'imbécillité de leur chef. A qui appartenait la première ville du royaume? A celui qui représentait le mieux le sentiment national. Tous les yeux étaient tournés vers George de Podiebrad. Quelques semaines après, le jeune chef était avec son armée devant les murs de Prague. Meinhardt, qui commandait encore la ville, n'avait pour la défendre que ses amis personnels, les barons et chevaliers de sa fédération avec leurs hommes d'armes; les bourgeois et le peuple faisaient des vœux pour Podiebrad. L'issue de la lutte n'était pas douteuse. La troupe de Meinhardt avait pris position sur les hauteurs fortifiées qui dominent la ville du côté de Wischehrad. George donne le signal de l'assaut : ses hommes s'élancent, entrent par la brèche, culbutent l'ennemi, tandis que lui-même, enfonçant les portes de la ville basse, se précipite sur les fuyards et les empêche de se rallier. Sa victoire fut complète : la plupart des assiégés, chefs ou soldats, tombèrent entre ses mains. Le peuple, en courant à sa rencontre, avait coupé la retraite aux vaincus; ses plus redoutables ennemis furent arrêtés au moment même où un cortége immense, avec des cris de joie et de victoire, le conduisait de la ville basse jusqu'à l'hôtel de ville (3 septembre 1448).

IV.

Ce fut là un jour décisif dans cette tumultueuse période : les deux partis hussites, les modérés et les ardens, étaient désormais réunis; George était leur chef, et Prague leur capitale. Cette substitution d'un gouvernement à un autre dans la ville des calixtins modérés peut-elle s'appeler un coup d'état? Non certes, il n'y avait pas d'état constitué dans cette malheureuse Bohême : c'était simplement un acte de guerre dans un pays où le droit ne se maintenait que par la guerre. Les ennemis de George, si affaiblis qu'ils fussent, ne manquaient ni de prétextes ni de ressources pour reprendre l'offensive. Le vieux sire Meinhardt de Neuhaus, fait prisonnier au siége de Prague, avait été enfermé au château de Podiebrad, et, bien que traité par le jeune vainqueur avec une courtoisie chevaleresque, il avait bientôt succombé à ses chagrins. Son fils, Ulrich de Neuhaus, accusa George d'avoir fait empoisonner le vieillard. Aux clameurs poussées par Ulrich, la guerre civile recommence.

Les seigneurs qui suivaient le parti de Meinhardt, abandonnés des bourgeois et du peuple, font cause commune avec le parti allemand. Le baron de Rosenberg leur fournit secrètement de l'or et des soldats. C'est d'abord une guerre de coups de main : on pille les propriétés du vainqueur de Prague, on ravage ses domaines, on assassine ses vassaux; mais, tandis que l'ennemi se déshonore par ces violences inutiles, George, entouré de son armée, qui s'accroît et se discipline, apparaît de plus en plus avec la majesté d'un chef. Si Ulrich de Neuhaus, à l'aide du parti catholique, réussit à organiser ses pillards, si deux fédérations armées sont aux prises pendant toute l'année 1449, si la guerre extérieure ajoute ses complications aux malheurs de la patrie, si quelques princes allemands, le duc de Saxe, le margrave de Brandebourg, le margrave de Meissen, les uns excités par Rosenberg, les autres profitant de l'anarchie du royaume, essaient de faire la loi dans le pays de Jean Huss, George de Podiebrad tient tête à tous les périls, battant l'ennemi sur le terrain des négociations et de la ruse, comme il l'a battu en rase campagne ou sur la brèche sanglante de ses *burgs*. Surtout, à force d'activité guerrière et de sagesse politique, il accoutume la Bohême à voir en lui le représentant de l'ordre, de la paix, de la patrie, de la religion nationale, pendant que ses adversaires ne tirent l'épée que pour leur intérêt personnel. Le jour où la diète de Prague, après deux années de guerres civiles, réconcilia les partis, organisa la justice et promulgua une sorte de loi martiale contre tout violateur de la paix publique, c'est à George de Podiebrad que la reconnaissance populaire attribuait ce grand résultat.

L'empereur lui-même avait les yeux sur lui, et, soit qu'il eût compris le danger de disputer à un tel homme une prééminence si vaillamment acquise, soit qu'il voulût mettre à profit pour ses propres desseins la popularité de George de Podiebrad, il ne tarda pas à consacrer son pouvoir. Il faut se rappeler ici que l'empereur Frédéric III, simple duc de Styrie, était encore un très petit seigneur lorsqu'à la mort d'Albert, gendre de Sigismond, il accepta, non sans hésiter, la couronne impériale; il faut se rappeler que son principal souci était d'agrandir ses états héréditaires, qu'il s'inquiétait fort peu des affaires générales de l'empire, qu'il y intervenait aussi rarement que possible et avec une singulière mollesse; il faut se rappeler enfin que sa politique, à la date où nous sommes, était de prolonger indéfiniment l'interrègne dans les royaumes de Bohême et de Hongrie. Ces deux royaumes appartenaient à l'héritier des deux derniers empereurs, au fils d'Albert, au petit-fils de Sigismond, à ce Ladislas que l'histoire appelle Ladislas le Posthume, car Sigismond, de la maison de Luxembourg, était roi de Hongrie avant d'être élu empereur d'Allemagne, et il devint roi de Bohême à la mort de son

frère Wenceslas. Le petit-fils de Sigismond était donc roi de Hongrie et de Bohême par son grand-père, comme il était duc d'Autriche par son père; mais l'empereur, trouvant un prétexte tout naturel dans les troubles qui désolaient ces deux pays, s'obstinait à garder auprès de lui le royal enfant, jusqu'à l'heure, disait-il, où il deviendrait homme. Il s'était emparé de cette tutelle et la prolongeait à son gré. L'héroïque Jean Hunyade, tant de fois vainqueur des Turcs, gouvernait sagement la Hongrie, et l'empereur, comptant sur les péripéties de l'avenir, aimait mieux voir un simple seigneur qu'un prince souverain à la tête d'un royaume que des événemens inattendus pouvaient lui attribuer par la suite. La situation de la Bohême, moins satisfaisante jusque-là, ne venait-elle pas de s'éclaircir? Podiebrad ne pouvait-il pas rendre aux Tchèques les mêmes services que Hunyade rendait aux Magyars? C'est ainsi que l'idée de conférer la lieutenance du royaume de Bohême à George de Podiebrad s'éveilla peu à peu dans l'esprit circonspect et temporisateur de Frédéric III. Il avait jusqu'alors soutenu le parti catholique de Bohême, parce que le chef de ce parti, Ulrich de Rosenberg, avant tout dévoué à l'empereur, se prêtait à ses desseins et lui abandonnait volontiers la tutelle de Ladislas; il passa du côté de Podiebrad, quand il vit que Podiebrad était le plus fort et se trouvait en mesure de le servir bien plus énergiquement que le baron de Rosenberg. Il pensait que le chef des hussites, une fois lieutenant du royaume, ne demanderait pas mieux que de faire durer cette situation, et que le couronnement de Ladislas comme roi de Bohême était pour longtemps ajourné.

Assurés de la protection de l'empereur, les amis de George convoquent un parlement à Prague, et c'est là que, le 23 avril 1452, jour de son saint patron, les députés du royaume défèrent la lieutenance au jeune chef, en lui donnant pour mandat de pacifier le royaume et d'y rétablir la tranquillité publique sur des bases assez solides pour que la Bohême pût enfin obtenir son roi et son archevêque, c'est-à-dire un chef temporel et un chef spirituel. Ces conditions étaient remarquables; l'homme qui les acceptait, et qui sans doute les avait provoquées lui-même, n'était pas le personnage ambitieux sur lequel comptait Frédéric III. Un roi, un archevêque, Ladislas et Rokycana, voilà ce que demandaient les hussites; c'était aussi ce que le jeune chef, dans l'ardeur de son patriotisme, avait juré de donner à la Bohême.

On le vit bien dès les premiers actes de son gouvernement. Le pape avait envoyé en Allemagne deux nouveaux légats, le cardinal Nicolas de Cuse et l'évêque Jean Capistran, avec mission spéciale de surveiller de près les affaires de Bohême. Nicolas de Cuse, l'un des plus savans hommes de l'époque, unissait la sagesse d'un politique

au dévouement d'un apôtre. Avant de mettre le pied chez les hussites, il avait voulu gagner leur confiance; il parcourait l'Allemagne en réformateur des abus de l'église, et peut-être fût-il parvenu à s'entendre avec Rokycana, si les violences de son collègue n'avaient réveillé les vieilles colères. Jean Capistran, né à Capistrano, dans le pays de Naples, était un fanatique de la plus grossière espèce, mais dont l'énergie égalait la grossièreté; éloquent, infatigable, toujours à l'œuvre, toujours l'insulte à la bouche, secouant les torches de l'enfer devant les populations terrifiées, il avait ramené bien des dissidens à l'église et se faisait fort de conquérir la Bohême. Comme l'assiégeant qui creuse ses tranchées, il enveloppait la place avant de commencer l'assaut. En Autriche, en Moravie, en Silésie, dans le duché de Saxe, sur toutes les frontières du royaume, Jean Capistran allait vociférant contre les hussites, traitant de mensonge les *compactats* du concile de Bâle, appelant la communion sous les deux espèces une hérésie infernale et accablant l'archevêque Rokycana des plus outrageantes invectives. Pendant que cette prédication excitait contre les Tchèques la haine des populations allemandes, et, répétée de proche en proche, venait jusqu'au sein de la Bohême bouleverser les âmes simples, un personnage tout différent, un homme de l'esprit le plus fin, Æneas Sylvius Piccolomini, alors évêque de Sienne, avait une sorte de conférence théologique avec George de Podiebrad. Æneas Sylvius en cette circonstance n'était point légat du pape : Frédéric III l'avait chargé d'une mission auprès des états de Bohême rassemblés à Beneschau; mais quand on voit un évêque italien accepter de l'empereur d'Allemagne une mission diplomatique et s'intéresser si vivement à la pacification du pays de Jean Huss, on peut bien croire qu'il n'était pas seulement l'homme d'affaires de Frédéric III, mais le représentant du saint-siége. L'église hussite, dès le lendemain de la victoire de Podiebrad, se trouvait donc harcelée de trois côtés à la fois et par des armes très diverses : Nicolas de Cuse avec son zèle d'apôtre, Jean Capistran avec ses violences de terroriste, Æneas Sylvius avec les ressources d'un diplomate consommé, s'attaquaient à tous les sentimens du pays et à toutes les classes de l'état. Æneas Sylvius s'adressait au lieutenant du royaume, Jean Capistran à la multitude ignorante, Nicolas de Cuse au clergé hussite et à toutes les âmes religieuses. On ne sait pas si George de Podiebrad eut quelques rapports avec Nicolas de Cuse, qui en était encore aux préliminaires de sa mission; mais on sait, et de la façon la plus certaine, puisque Æneas Sylvius a pris soin de rédiger lui-même son entretien avec le jeune chef du peuple hussite, on sait que George de Podiebrad fut modéré, respectueux, sans aucun orgueil de sectaire, pleinement et naïvement chrétien, au point de réjouir le doux évêque de Sienne; on sait aussi que sa fermeté fut égale à sa

modération, et que dès qu'il appprit les violences de Capistran, il lui écrivit une lettre foudroyante (mai 1452). En attaquant l'archevêque de Prague, Capistran avait réveillé toute l'impétuosité du jeune chef, car l'archevêque, c'était l'église nationale, et si George était quelque chose en Bohême, c'était pour défendre l'église et l'archevêque.

Cette fière attitude du lieutenant du royaume amena un incident fort extraordinaire, un incident qui peut jeter quelque jour sur le caractère de l'église de Bohême, et dont nous devrons nous souvenir quand nous aurons à juger par la suite les luttes de Podiebrad avec le saint-siége. L'église grecque, s'il faut en croire certains symptômes, suivait avec un vif intérêt les événemens religieux de la Bohême. L'année même où George de Podiebrad faisait honte au légat du pape de ses violences anti-chrétiennes, les théologiens de Constantinople invitèrent les hussites à se réunir à l'église d'Orient. Nous avons ce document en grec et en latin. On y félicite les Bohémiens d'avoir résisté aux innovations romaines, on leur promet un accueil sympathique, une existence paisible, un refuge contre l'oppression; il y est parlé, bien entendu, de la suprême autorité de l'église grecque, mère et maîtresse de tous les orthodoxes, source de vie, fontaine de vin et de lait, mais il est dit en même temps que les dissidences, s'il y en a, seront conciliées par l'intermédiaire du Saint-Esprit, le plus vrai de tous les juges. Cette missive, en l'absence du patriarche, était écrite au nom de toute l'église orthodoxe et signée de ses représentans les plus considérables, trois évêques et trois docteurs. Parmi ces derniers était ce savant Gennadius, qui avait joué un rôle important au concile de Florence, et qui, élu patriarche pendant le siége de Constantinople, rendit de si grands services à l'église au milieu de l'horrible désastre, que son souvenir est vénéré aujourd'hui encore chez tous les chrétiens d'Orient. La lettre fut remise au consistoire hussite par un prêtre grec nommé Constantinus Angelicus. Le consistoire répondit avec un singulier mélange de reconnaissance et de fierté; avant de remercier l'église de Constantinople, les hussites rappellent qu'ils doivent tout à Dieu, que la grâce de Dieu les a éclairés, les a ramenés au christianisme primitif, et que dans les jours néfastes où l'Antechrist, après avoir brûlé leurs frères, envoya contre les disciples de l'Évangile des armées innombrables pour les anéantir, ce fut encore Dieu qui combattit à leur tête et chassa l'ennemi du territoire national. Ces nobles paroles ne semblent-elles pas indiquer la prétention de former une église à part, une église ayant son existence distincte, quoique attachée à la communauté universelle, une église chrétienne communiquant d'une façon directe avec celui qui est la voie, la vérité et la vie? Les hussites ne refusaient pas cependant de former alliance avec l'église de Constantinople; on voit par leur réponse qu'ils

avaient ouvert le fond de leur cœur à Constantinus Angelicus et l'avaient chargé d'être l'interprète de leurs vœux auprès de l'église d'Orient. Quels étaient ces vœux, et sur quelle base pouvait se conclure l'alliance? Qu'y avait-il de commun entre l'église byzantine et l'église de Bohême, l'une si subtile et si superficielle en même temps, l'autre si naïve et si ardente en sa naïveté? Ces rapports, s'ils se fussent établis, auraient éclairé sans doute d'un jour nouveau toutes les questions encore bien confuses que soulève la réforme de Jean Huss; malheureusement les négociations, à peine ouvertes, furent arrêtées à jamais. C'est le 29 septembre 1452 que le consistoire hussite rédigeait sa réponse à l'église grecque; huit mois après, le 23 mai 1453, les Turcs étaient maîtres de Constantinople. Sous le joug d'un conquérant sauvage et fanatique, le patriarche Gennadius avait d'autres problèmes à résoudre, d'autres intérêts à poursuivre que la réunion des hussites à l'église orthodoxe.

George de Podiebrad, on le voit par sa rupture avec le légat et par l'épisode que nous venons de raconter, n'avait donc point réussi à faire avancer d'un seul pas l'insoluble question de l'archevêque de Prague; n'était-ce rien pourtant que d'avoir maintenu le droit de l'église nationale et d'avoir déployé autant de vigueur en face de l'outrage que de modération et de finesse en face de la diplomatie romaine? Quant à la question du roi, George put la mener à bonne fin, grâce à des auxiliaires tout à fait inattendus. L'adversaire des hussites, Ulrich de Rosenberg, occupé jusqu'alors à prolonger l'interrègne pour complaire à l'empereur et mériter son appui, venait de changer de politique, en haine de Podiebrad. Le vieux seigneur, décidément battu par son jeune rival, n'avait plus qu'un moyen de le renverser du pouvoir, de ce pouvoir qui ressemblait à une royauté : c'était d'asseoir sur le trône le vrai roi, le royal enfant, le royal orphelin Ladislas, élevé auprès de l'empereur Frédéric III, et pour ainsi dire captif sous sa jalouse tutelle. Poussé par son intérêt dans un camp hostile à l'empereur, délié d'ailleurs de tout engagement envers le souverain qui avait aidé Podiebrad à prendre la lieutenance du royaume de Bohême, Ulrich de Rosenberg fit alliance avec deux partis puissans qui, à ce moment-là même, pour des motifs très différens, voulaient arracher Ladislas à la tutelle de l'empereur. Ladislas n'était pas seulement roi de Bohême, il était roi de Hongrie et duc d'Autriche. Or les Hongrois, Hunyade en tête, voulaient soustraire Ladislas aux conseils de son tuteur, les Autrichiens le réclamaient aussi, et quand Ulrich de Rosenberg vint se joindre aux deux partis en leur promettant l'appui de la Bohême, ce fut le signal d'une insurrection formidable. Frédéric III, assiégé dans son palais de Wienerisch-Neustadt, est forcé de remettre Ladislas aux mains du comte de Cilly, son parent (4 septembre 1452).

Le jeune roi est conduit à Vienne par les vainqueurs; Autrichiens, Hongrois, Bohémiens, l'accompagnent triomphalement, et là, tandis que chacun des chefs de parti lui impose certaines conditions pour prix de sa liberté qu'on assure et des couronnes qu'on lui rend, Ulrich de Rosenberg n'a pas de peine à obtenir les conditions les plus défavorables à Podiebrad, à Rokycana, et à tout le parti des hussites. Ainsi, vaincu à Prague, l'adversaire de la révolution prenait sa revanche à Vienne. Il le croyait du moins; singulière illusion et de courte durée! Pendant que ces choses se passaient en Autriche, le lieutenant du royaume de Bohême, ramenant à lui les taborites modérés, écrasant dans leur foyer même les fanatiques opiniâtres, puis frappant un dernier coup sur les restes du parti de Rosenberg, demeurait le maître du terrain. La ruine des deux factions extrêmes avait consolidé pour longtemps l'unité de la patrie et de la révolution. Soutenu par tout un peuple, entouré d'une armée victorieuse, la main sur cette couronne dont il était le gardien loyal, George de Podiebrad n'avait qu'à se montrer pour déjouer les intrigues du baron de Rosenberg. A son tour, il fit ses conditions : il les fit pour lui-même sans doute, car il avait le droit d'être ambitieux; il les fit surtout pour les grands intérêts religieux qu'il représentait dans son pays et qui déjà l'avaient porté si haut. En face de cette loyauté qu'appuyait une telle force, les conseillers de Ladislas virent bien qu'il fallait céder. George continuait à remplir la charge de lieutenant du royaume jusqu'à la majorité du roi; le roi reconnaissait les *compactats* du concile de Bâle, il reconnaissait aussi Rokycana comme archevêque de Prague et s'engageait à ne négliger aucune démarche pour le faire instituer par le saint-siége; il se proclamait roi de Bohême, non pas à titre héréditaire, mais par la libre élection du pays; il renonçait à tous les revenus de la couronne échus pendant l'interrègne, et approuvait l'emploi qui en avait été fait soit par les états, soit par le lieutenant du royaume. Ces points une fois réglés, George se rendit en Autriche pour y saluer son souverain. La première entrevue du glorieux chef avec l'enfant eut lieu le 29 avril 1453. Il passa trois jours à Vienne, et pendant ces trois jours ce ne fut plus le lieutenant du royaume, le chef armé de la Bohême, ce fut simplement le premier et le plus loyal des sujets; il ne quitta pas le jeune prince un seul instant : chacun était touché de cet empressement à la fois si respectueux et si digne, de ces hommages si complets et qui ne cessaient pas d'être nobles. On dit que l'enfant, un peu réservé d'abord, l'appela bientôt du nom de père.

Quelques mois après (octobre 1453), Ladislas, avec une brillante escorte de princes allemands, était reçu à la frontière de Bohême par George de Podiebrad et l'assemblée des états. On ouvrit devant lui les Évangiles. La main sur le saint livre, il jura fidélité aux lois,

aux franchises et libertés du royaume; puis tout le cortége, en grande pompe, se dirigea vers Prague. C'est là que le couronnement eut lieu, selon l'usage national, sur les hauteurs du Hradschin, dans cette merveilleuse cathédrale de Saint-Vite où dorment les Prémysl et les Ottocar.

V.

Ladislas venait d'atteindre sa quatorzième année. On devinait déjà chez l'enfant le brillant jeune homme qui allait devenir un type d'élégance et de noblesse. Il était grand, svelte, et toute sa personne respirait une grâce aristocratique. Des cheveux blonds et bouclés encadraient son visage, où s'épanouissait la fleur de l'adolescence. Ses yeux étincelans attestaient la vivacité de son esprit. Privé bien jeune encore de l'amour de sa mère, l'impératrice Élisabeth, soumis à la tutelle de son oncle, l'empereur Frédéric III, il n'avait pas tardé à soupçonner vaguement les dangers qui l'entouraient. De là un tact, une réserve, une pénétration vraiment extraordinaires à cet âge, de là aussi une application constante à dissimuler ses sentimens, et trop souvent, il faut le dire, une fausseté insigne. Cette défiance précoce, qui semblait avoir tari chez lui la source des affections vives, ne disparut que dans les rapports du jeune souverain avec George de Podiebrad. Certes nulle ressemblance entre eux : petit, trapu, robuste, le lieutenant du royaume, qui n'avait que dix-neuf ans de plus que le roi, mais dont la physionomie guerrière était assombrie par tant d'épreuves, offrait un étrange contraste avec la juvénile beauté de Ladislas. Qu'importe? une si loyale franchise illuminait son visage, que l'âme fermée de l'enfant s'ouvrit d'elle-même à ce rayon. Pendant les trois jours que George avait passés à Vienne, Ladislas n'avait cessé de l'appeler son père; ce fut bien mieux encore à Prague : Podiebrad ne quittait pas le jeune roi, et achevait son éducation tout en gouvernant le royaume. Il était son père, son maître, son ami. Pour l'honneur du souverain comme pour le bien de l'état, il voulait que Ladislas se rendît populaire. La première condition, c'était de parler la langue nationale, et le pupille de Frédéric III ne connaissait que l'allemand. Podiebrad l'entoura de Bohêmes : ses serviteurs, ses maîtres, les officiers et seigneurs de sa cour étaient choisis parmi les Tchèques. Intelligent, avide de savoir, l'esprit ouvert aux lettres et aux arts, Ladislas se prêtait de bonne grâce aux désirs du lieutenant, et c'est ainsi que son éducation, commencée à Vienne sous Æneas Sylvius Piccolomini, se terminait à Prague sous le chef des hussites.

Une seule chose séparait encore le *père* et le *fils* : c'était la question religieuse. Ladislas était pieux et très attaché aux formes du

culte catholique; il avait bien des préventions à vaincre pour voir des chrétiens dans les partisans de Jean Huss; les avertissemens d'Æneas Sylvius, sans parler des vociférations de Jean Capistran, résonnaient toujours à ses oreilles. Podiebrad comptait sur le temps, sur l'étude et l'expérience personnelle du jeune roi pour dissiper ses scrupules. Il évitait de heurter ses opinions, même il ajournait l'affaire toujours pendante de l'archevêché de Prague, afin de ne pas engager le souverain dans des complications auxquelles sa foi n'était pas préparée. Les amis de Podiebrad, dans leur impatience, ne comprenaient guère ces délicatesses, et l'un d'eux, en plein parlement, ne craignit pas de lui adresser une espèce de sommation avec une extrême violence de langage. Æneas Sylvius, trompé par sa modération, croyait aussi que son cœur était changé, et ne lui ménageait pas les flatteries pour le ramener complétement à l'obédience de Rome. Les argumens les mieux choisis se mêlaient aux félicitations caressantes dans les lettres du spirituel évêque. « Podiebrad avait fait de grandes choses, disait Æneas Sylvius, il avait dépassé tout ce qu'on espérait de lui; un royaume, naguère frappé au cœur, se relevait sous sa main; la chrétienté, déchirée elle-même par des divisions meurtrières, réclamait un bienfait semblable. Était-ce en face de l'invasion ottomane qu'un héros comme George de Podiebrad pouvait s'opposer à l'unité de l'église? » En même temps que l'évêque de Sienne lui tenait si habilement ce noble langage, Capistran, persuadé de son côté que l'heure décisive avait sonné, demandait au roi Ladislas la permission de venir prêcher à Prague. Podiebrad sut maintenir sa ligne avec une modération inflexible; il ne se laissa troubler ni par les clameurs des impatiens, ni par les flatteries des hommes qui mettaient si bien à profit les calamités publiques. Résolu à marcher contre les Turcs avec l'armée hussite, il ne croyait pas que ses devoirs envers l'Europe le déliassent de ses devoirs envers la patrie. Aux factieux du parlement il disait de sa voix retentissante : « Qui ose douter de ma parole? L'église nationale m'a confié sa cause, c'est à moi de choisir le jour et l'heure pour agir utilement. » Il promettait son épée, mais non pas sa conscience, à Æneas Sylvius. Quant à Jean Capistran, il lui refusait sans hésiter l'entrée de la ville de Prague. Montrer tant de mesure et de fermeté tout ensemble, déployer l'art d'un politique moderne sur un théâtre où s'agitait la mêlée du moyen âge, n'était-ce pas travailler encore à l'éducation du jeune roi?

Maintes questions de détail qui intéressaient l'intégrité du territoire, maintes querelles avec les états de Silésie, avec le duc de Saxe, le duc de Luxembourg, le margrave de Brandebourg, furent aussi pour Podiebrad une occasion d'initier Ladislas aux affaires de la Bohême, et de le faire apparaître en roi au peuple tchèque. Le grand

intérêt cependant qui domine tous les autres, c'est la lutte contre l'invasion ottomane. L'année même où Ladislas avait été couronné à Prague, le jeune sultan Mahomet II s'était emparé de Constantinople. L'Europe était consternée. Les deux pouvoirs qui représentaient l'unité européenne au moyen âge, l'empereur et le pape, n'étaient guère en mesure de répondre aux exigences de leur tâche. Le pape, Nicolas V, était un vieillard infirme qui sentait déjà les approches de l'heure suprême; Frédéric III, en apprenant la ruine de l'empire grec, s'enferma dans son palais, pleura, pria, fit pénitence, mais ce fut tout ce qu'il put faire pour secourir la chrétienté. L'empire entre ses mains n'était qu'un pouvoir nominal, et il n'avait pas l'énergie nécessaire pour tirer de cette situation amoindrie les ressources qu'elle renfermait encore. Toujours en querelle avec ses vassaux et occupé sans cesse à les tromper, il profitait trop bien des divisions de l'Allemagne pour souhaiter ardemment la vigoureuse union de toutes ses forces. L'idée seule d'une croisade effrayait sa politique de petites ruses et de misérables calculs. A vrai dire, tous les souverains de l'Allemagne pensaient de même; jamais les rivalités des princes dans une féodalité abâtardie ne produisirent un égoïsme plus lâche. Un seul état dans ce désarroi général était décidé à une lutte à mort contre les conquérans de la Grèce : c'était l'empire de Ladislas, avec ses Bohêmes et ses Hongrois. Dès le mois de janvier 1454, pendant que Rome, par la voix de Nicolas V, pousse quelques clameurs inutiles, pendant que l'Allemagne délibère dans ses diètes souveraines, avec l'intention de ne rien faire, la diète hongroise d'Ofen ordonne à tout ce qui possède un pouce de terre de se ranger sous la bannière de la croix. Le clergé même, prêtres et prélats, est appelé aux armes et répond à l'appel. Aussi, quelques mois après, Mahomet ayant pénétré en Serbie, Hunyade s'élance à la tête d'une armée enthousiaste, passe deux fois le Danube, atteint l'ennemi à Krusewac, l'enfonce, l'écrase, et du premier coup le met hors d'état de tenir la campagne pour toute l'année.

A côté des sujets de Ladislas, il y a deux hommes d'un autre pays qui ont joué un grand rôle dans cette lutte : ce sont ces deux personnages que nous avons rencontrés déjà sur le théâtre des affaires de Bohême et dans des circonstances bien différentes, Æneas Sylvius et Jean Capistran. Si Nicolas V se décida à convoquer la chrétienté au secours de l'Europe orientale, c'est Sylvius qui par ses exhortations et ses reproches a réveillé le vieux pontife; c'est lui encore qui secoue la torpeur de Frédéric III et qui harcèle princes et peuples d'Allemagne. Il prend la place des pouvoirs qui abdiquent; on dirait qu'il est le pape et l'empereur. Jean Capistran est près de lui à la diète de Francfort, à l'assemblée de Neustadt. Les passions qui l'animent cette fois sont de généreuses passions. N'est-ce pas un noble spec-

tacle de voir le fougueux ennemi de Podiebrad applaudir avec transport aux paroles du chef des hussites, quand celui-se se déclare prêt à marcher contre les Turcs avec toutes les forces de la Bohême, si les princes allemands ses voisins promettent de ne pas inquiéter ses frontières? Ainsi, devant le danger qui menace la civilisation chrétienne, les dissidences religieuses disparaissent, et les légats de la cour de Rome marchent sous la même bannière que les soldats de Jean Huss. Malheureusement l'Allemagne catholique n'est guère disposée à les suivre. Les parlemens se succèdent et ne concluent rien. « Ces diètes allemandes ne sont jamais stériles, disait Æneas Sylvius avec son fin sourire; chacune d'elles en enfante une autre. » Cela dura ainsi plus de deux années. Podiebrad veut se porter sur le Danube; mais, engagé dans des querelles sans fin avec les princes qui disputent à Ladislas tel ou tel morceau de ses frontières, avec les seigneurs féodaux qui essaient de lui enlever la confiance du roi, avec l'empereur lui-même, qui ourdit contre son neveu de misérables intrigues, il est forcé d'ajourner ses projets. C'est encore Hunyade, plus libre dans sa Hongrie, où ne bat qu'un seul cœur, c'est l'héroïque Hunyade qui va supporter le poids de l'invasion et sauver le monde chrétien. Il s'était jeté dans Belgrade pour en faire le boulevard de l'Europe; Capistran, avec des bandes de Polonais, d'Allemands, de Bohêmes, de Serbes, vraie croisade populaire qu'enflammait son exemple, était venu l'y retrouver. Mahomet ne tarda pas à envelopper la ville; sa flotte commençait déjà l'attaque du côté du Danube et de la Save, tandis qu'une immense multitude, maîtresse des abords, se préparait à monter à l'assaut. L'armée d'Hunyade et les bandes de Capistran rivalisèrent d'audace et d'énergie. Chefs et soldats, bourgeois et moines, chacun fit des miracles. Ce furent les bourgeois de Belgrade qui détruisirent la flotte dans le combat naval du 14 juillet 1454, et lorsque toute l'armée turque, s'ébranlant à la fois dans la nuit du 21 au 22, attaqua les remparts de la ville, qui sait si les chrétiens n'eussent pas succombé sous ce formidable choc sans l'enthousiasme de Capistran, qui se portait de tous côtés, soutenant les uns, ramenant les autres, enfin, comme dit un chroniqueur, forçant les morts eux-mêmes à recommencer le combat? Belgrade fut sauvée et l'armée de Mahomet anéantie. Qui avait remporté la victoire, Hunyade ou Capistran? Tous deux ensemble, tous deux aussi eurent ce même destin de ne pas survivre à leur triomphe. Quelques semaines après, le 11 août, Hunyade était emporté par la peste, et Capistran ne tardait pas à le suivre; le fougueux évêque napolitain mourut le 23 octobre dans la petite ville d'Ilok, où Ladislas alla deux fois le visiter sur son lit d'agonie.

L'année de cette héroïque victoire, trois mois après la mort de Hunyade et dans la ville même qu'il avait à jamais illustrée, eut

lieu une tragédie qui ne montre pas seulement l'attitude si différente de la Hongrie et de la Bohême en face du roi Ladislas, mais qui peut expliquer aussi le rôle qu'elles ont joué l'une et l'autre dans les révolutions de nos jours. Tandis que George de Podiebrad gouvernait la Bohême sans séparer les intérêts du roi de ceux de la nation hussite, Hunyade avait toujours gardé soit envers le jeune héritier du trône, soit envers son tuteur Frédéric III, cette défiance altière qui est propre à l'aristocratie magyare. Ladislas ne régnait que de nom dans son royaume de Hongrie; le pouvoir était aux mains du glorieux vainqueur des Turcs. Livrer à Ladislas les châteaux et les villes qu'il réclamait sans cesse, c'eût été les livrer aux conseillers du jeune roi, et le conseiller de Ladislas pour les affaires de Hongrie était le comte de Cilly, prince de la maison d'Autriche, l'un des plus violens ennemis de Hunyade. Ladislas avait bien essayé de réconcilier Hunyade et Cilly, il avait même obtenu que Cilly promît sa fille en mariage au fils aîné d'Hunyade; mais en dépit des efforts du roi, et malgré ces solennelles fiançailles, les haines persistaient toujours entre les deux maisons : le vainqueur de Belgrade, jusqu'à la dernière heure, avait refusé de livrer les places qui assuraient sa puissance, attendant que le roi fût majeur et capable d'agir avec une liberté entière. Hunyade mort, son fils aîné voulut prendre le commandement et suivre la même politique. Il s'engagea pourtant, sur les instances plus pressantes du roi Ladislas, à lui rendre tous ses châteaux, y compris la forteresse de Belgrade, dans un délai fixé. Le comte de Cilly espérait-il hâter la reddition de Belgrade? le roi voulait-il, sans arrière-pensée, exécuter enfin un projet formé depuis si longtemps et paraître avec son armée sur la frontière ottomane? On ne saurait le dire; ce qui est certain, c'est qu'il descendit le Danube avec une flotte de cent trois navires, qu'il arriva le 8 novembre à Belgrade, et y fut salué sur le rivage par les acclamations des Hongrois. Son armée, forte de quarante-quatre mille hommes, tant soldats que croisés, resta sur les navires; pour lui, confiant dans la soumission de Hunyade, il se dirigea vers la forteresse avec un petit nombre de seigneurs tchèques et allemands.

Il entre, mais aussitôt la porte est refermée derrière lui; en même temps on ordonne aux seigneurs de déposer leurs armes, et quiconque s'y refuse est renvoyé. C'est une ancienne coutume, une coutume inflexible, disait-on au jeune roi; nul homme étranger à la garnison ne peut entrer armé dans la forteresse. Le lendemain matin, le comte de Cilly, qui venait d'entendre la messe, est invité à une conférence dans le château-fort avec le comte Hunyade. Il hésite quelque temps, puis finit par s'y rendre, une cotte de mailles cachée sous son pourpoint. On n'admet avec lui que deux seigneurs

de sa suite, un jeune Tchèque de seize ans et le comte Frangipan, à qui par mégarde on avait laissé son épée. Dès les premiers mots que lui adresse Hunyade, à l'accent de sa voix, à l'attitude des gens qui l'entourent, Cilly comprend qu'il est attiré dans un guet-apens. Il ne lui reste qu'une chance, c'est d'attaquer le premier. Il saisit l'épée de son compagnon, blesse Hunyade et trois de ses chevaliers; mais, accablé par le nombre, il tombe percé de coups : il était mort déjà quand un des Hongrois lui trancha la tête d'un coup de hache. Le roi, enfermé dans des appartemens particuliers, entendit le bruit des armes et les cris des combattans; on lui dit qu'une dispute avait éclaté entre le comte de Cilly et le comte Hunyade, et que Cilly, ayant frappé le premier, venait d'expier son crime. Le roi n'avait rien à craindre, ajoutaient les Magyars; délivré de l'homme qui prétendait le dominer, délivré de cet ambitieux et de ce traître, il allait régner enfin, et tous les Hongrois s'empresseraient de lui obéir. Ladislas, à dix-sept ans, était aussi dissimulé qu'un vieux cardinal italien; il feignit d'approuver ce qui s'était passé, il affecta du moins la plus complète indifférence; apprenant même que ses troupes voulaient attaquer la forteresse pour le délivrer, il leur fit dire par ses barons qu'il n'avait besoin d'aucun secours; d'ailleurs la croisade était différée jusqu'à l'année suivante, l'approche de l'hiver et l'absence des renforts attendus d'Allemagne rendaient l'entreprise impossible, tous les croisés étaient libres de regagner leurs foyers. Est-il nécessaire d'ajouter que Ladislas n'avait pas amené tant de braves gens à Belgrade pour les congédier dès le lendemain? Cette décision lui avait été dictée par les Hongrois; mais le jeune prince s'y prêta de si bonne grâce, que tous y furent pris, amis et adversaires.

Quelques mois après, Ladislas était à Ofen, dans la forteresse, entouré de ses amis, assuré de l'appui des principaux chefs magyars, et il y proclamait sa majorité. Un jour, le 14 mars 1455, après un tournoi auquel assistaient les deux fils de Jean Hunyade, il prend l'aîné par le bras, cause familièrement avec lui, et le conduit jusqu'en ses appartemens, où, changeant tout à coup de ton, il le fait arrêter. Jugé et condamné comme meurtrier du comte de Cilly, le fils du héros de Belgrade fut décapité le surlendemain. « C'était, dit Æneas Sylvius, un jeune homme de vingt-quatre ans, beau, noble, avec de longs cheveux blonds qui tombaient sur ses épaules à la manière hongroise. Les mains liées derrière le dos, couvert d'un manteau de brocart d'or, il fut conduit sur la place du supplice. Il marchait gaîment à la mort, sans peur, sans angoisses, la tête haute, les regards librement dirigés sur la foule. » Arrivé à l'endroit fatal, il prononça quelques paroles, prit Dieu à témoin de son innocence, et s'agenouilla sous la hache. Le bourreau était si troublé, qu'il fut obligé de frapper quatre fois avant que la tête roulât sur l'échafaud.

Bien que ces scènes horribles ne fussent pas rares dans la tragique mêlée du moyen âge, bien que le théâtre de la politique y ait été trop souvent ensanglanté par le meurtre et déshonoré par la ruse, l'exécution du fils aîné de Jean Hunyade produisit la plus sinistre impression dans tous les états de Ladislas. On oublia le guet-apens tendu au comte de Cilly, et l'on ne vit plus que le coupable devenu victime à son tour. George de Podiebrad, séparé de Hunyade par tant de haines de race et d'intérêts contraires, n'en ressentit pas moins vivement la douleur publique en pensant à son maître. Quoi! une dissimulation si profonde chez un prince à peine sorti de l'enfance! Podiebrad était trop franc pour cacher ce qu'il pensait, et comme il en résulta une froideur marquée entre le roi et le lieutenant du royaume, les ennemis du chef des hussites voulurent profiter de l'occasion pour le perdre. Le bruit se répandit qu'une correspondance de Podiebrad trouvée parmi les papiers des Hunyade révélait chez lui des projets de rébellion contre le roi. Podiebrad évoqua lui-même l'affaire, non-seulement devant les états réunis à Prague au mois de juin 1455, mais dans le conseil de Ladislas. Les états répondirent en promettant de châtier les calomniateurs, et Ladislas, qui se trouvait alors à Vienne, où il avait emmené captif le plus jeune fils du héros de Belgrade, Mathias Corvin, écrivit au lieutenant du royaume de Bohême pour lui dire qu'il avait toute confiance dans la loyauté de ses services. Attribuer la même politique à George de Podiebrad et aux Hunyade, c'était méconnaître en effet et le caractère particulier du chef des hussites et l'esprit général de la Bohême. Nulle ressemblance entre les Tchèques et les Magyars : la Hongrie est fière, aristocratique, impatiente du joug étranger, et alors même qu'elle fait ses conditions à celui qui porte chez elle la couronne de saint Étienne, elle est toujours défiante envers le souverain, quand le souverain n'est pas sorti de ses rangs. La Bohême a ses traditions très hardies, son esprit national très fidèle au passé, ses croyances religieuses naïvement et obstinément téméraires; mais elle tient à ses rois, à ceux que lui ont donnés les complications de l'histoire comme à ceux qui représentent les plus antiques souvenirs de la patrie; elle y tient au point d'en être jalouse, et si son roi, comme Ladislas le Posthume, règne à la fois sur trois peuples différens, le souci qui la tourmente est que ce roi ne lui appartienne pas tout entier, qu'il subisse d'autres influences que les siennes, qu'il réside trop souvent dans une capitale étrangère. La Hongrie, sous Jean Hunyade et ses fils, tenait fort peu à la présence de Ladislas; la Bohême, sous George de Podiebrad, se plaignait de ne pas voir le roi dans son château de Prague, car elle ne demandait à la royauté que le bienfait général de l'ordre, l'unité du pays, le couronnement de l'état, et elle se sentait assez forte pour imposer à cette royauté, quelle qu'elle fût, le

respect des franchises nationales. La Bohême, à l'heure de son plus audacieux développement, était donc fidèle à son esprit distinct en même temps qu'elle était dévouée au monarque. N'est-ce pas ainsi que nous avons vu récemment le pays des hussites, en 1848, défendre la monarchie des Habsbourg? N'est-ce pas ainsi que les descendans de Podiebrad, sous le commandement de Jellachich, combattaient les descendans des Hunyade? L'Autriche était pour eux le lien d'une grande fédération, comme le roi était pour leurs ancêtres le lien de la société bohémienne : voilà pourquoi ils protégeaient l'empire sans cesser de réclamer leur vieille autonomie. Dans ces douloureuses et funestes complications, l'esprit des Tchèques du XVe siècle animait encore instinctivement les Tchèques du XIXe.

Les circonstances toutefois sont bien changées. Entre Bohémiens et Magyars, grâce à Dieu, les vieilles haines ont disparu. Qui sait si les Tchèques de nos jours, après tant d'espérances trompées, persisteraient dans leur ancienne conduite? Au XVe siècle, la grande préoccupation de George de Podiebrad est de consolider en Bohême la royauté de Ladislas. A la suite de ces tragédies hongroises que nous racontions tout à l'heure, Ladislas est allé s'installer à Vienne et ne paraît pas disposé à en sortir. On dirait qu'il craint la Bohême comme il craignait la Hongrie. Il est probable que les adversaires des hussites entretenaient chez lui ces sentimens. Podiebrad est obligé de négocier pour arracher le jeune roi à ses conseillers autrichiens aussi activement qu'on négociait naguère pour le soustraire à la tutelle de Frédéric III. Enfin, le 19 septembre 1457, Ladislas quitte Vienne, et dix jours après il arrive dans sa capitale de Prague, où il est reçu avec tous les témoignages d'une joie enthousiaste.

VI.

Ladislas était majeur et songeait à se marier. Est-ce un des seigneurs de sa cour de Vienne, est-ce George de Podiebrad qui lui suggéra la pensée de demander la fille du roi de France? On ne sait : mais un des premiers soins du jeune prince, dès son retour à Prague, fut d'envoyer à Charles VII une brillante ambassade de seigneurs, de dames et de demoiselles chargée de lui ramener sa fiancée, madame Madeleine, âgée de quinze ans. S'il faut en croire nos vieux chroniqueurs, ce serait Charles VII lui-même qui aurait souhaité cette alliance pour organiser plus sûrement une expédition contre les Turcs (1). Quoi qu'il en soit, l'ambassade, composée des plus grands seigneurs de la Bohême, arriva dans la ville de Tours, où

(1) Voir l'*Histoire de Charles VII, roi de France*, par Jean Chartier, sous-chantre de Saint-Denys, Jacques le Bouvier, Mathieu de Coucy et autres auteurs du temps ; Paris 1661, in-folio.

le roi résidait alors, le jour de Noël 1457. Le cortége se composait de sept cents hommes à cheval et de vingt-six voitures magnifiquement dorées, sans compter les chariots. La foule émerveillée se pressait sur le passage des envoyés de la Bohême. Ces cavaliers si fièrement en selle, ces archevêques, ces évêques, ces dignitaires d'un royaume lointain, ces nobles dames aux parures orientales, c'était comme une apparition d'un monde inconnu. Toute la noblesse de France était allée à leur rencontre à quelques lieues de Tours, et le double cortége avait fait son entrée dans la ville au bruit joyeux des cloches sonnant à pleine volée. Admis le jour même auprès de la reine et de sa fille, les seigneurs et les dames avaient déjà déployé aux yeux de la jeune fiancée les présens de Ladislas, tissus d'Orient, étoffes brodées d'argent et d'or, pierreries des mines de Bohême; enfin tout était joie, espérance, ivresse naïve, lorsque le lendemain 26 décembre une nouvelle inattendue changea en un deuil subit l'allégresse des deux peuples : le roi Ladislas, dans la fleur de la première jeunesse, venait de mourir à Prague. Charles VII fit célébrer un service funèbre pour l'âme du roi de Bohême dans l'église métropolitaine de Tours, un service vraiment royal, dit Jean Chartier, « tant en sonnerie, luminaire de torches et de cierges qu'autres choses, comme à un tel prince convenait et appartenait. » L'ambassade resta encore plusieurs jours à la cour de France, et quand elle prit congé, le 30 décembre, on ne vit pas seulement pleurer la reine et la jeune fiancée devenue veuve avant l'âge; il n'était personne qui pût retenir ses larmes. Le roi fit escorter ses hôtes par une troupe de seigneurs pendant leur voyage à travers la France. Toutes les villes avaient reçu l'ordre de leur préparer un accueil magnifique. Ils voulurent connaître Paris, qu'ils n'avaient pas encore vu, s'étant dirigés en droite ligne vers la Touraine. Ils y furent traités selon le vœu du roi, et prirent le plaisir le plus vif à examiner longuement les richesses de la ville, à visiter les monumens, les églises, le trésor de Notre-Dame, les reliques de la Sainte-Chapelle, les écoles et les bibliothèques. L'université, si fameuse dans toute l'Europe chrétienne, était un des principaux objets de leur curiosité. On les conduisit ensuite à Saint-Denis pour leur montrer l'antique abbaye et les sépultures royales. Tandis qu'ils admiraient tant de choses si nouvelles pour eux, ils étaient eux-mêmes un spectacle pour la ville. Ils étaient logés, les uns dans la Cité, les autres sur la rive gauche de la Seine, rue Saint-Jacques, aux alentours de la montagne Sainte-Geneviève; Jean Chartier raconte que leurs chariots, barricadés et défendus comme des forteresses, campaient nuit et jour dans les rues. On était surpris, dit le vieux chroniqueur, de voir « aucuns de leurs chariots demeurant tout chargés de leurs biens, emmy les rues par chaque nuit, en plusieurs lieux, tant

qu'ils demeurèrent à Paris; et y avoit des gens établis à coucher dessus, tous enchaînés de grosses chaînes, quelque froidure qu'il fît, qui étoit lors bien excessive; et étoient ces chaînes fermées à serrures et à clés que l'un des gouverneurs emportoit le soir, quand il s'en alloit coucher. » C'est ainsi que les seigneurs voyageaient en Bohême pendant les guerres civiles, et il paraît que ces habitudes n'avaient pas encore disparu sous Podiebrad et Ladislas. Le campement de l'ambassade bohémienne au milieu des rues de Paris n'est-il pas une vive et pittoresque image de la longue anarchie que nous avons décrite?

Que s'était-il passé à Prague depuis que l'ambassade avait pris la route de la France? De grands préparatifs se faisaient pour la célébration des noces royales. L'empereur et l'impératrice avaient promis d'y assister; les ducs de Saxe, de Bavière, de Silésie, le margrave de Brandebourg et bien d'autres princes de l'empire devaient aussi prendre part à la fête. Ils ne venaient pas seulement honorer de leur présence le mariage du roi de Bohême et de Madeleine de France, ils voulaient arrêter une convention définitive pour la défense de l'Europe contre les Turcs. L'alliance de Ladislas et de Charles VII était le signal d'une période nouvelle : de grandes choses, disait-on, allaient sortir de cette réunion de Prague; mais bientôt des signes funestes commencèrent à troubler les imaginations : deux comètes, une grande et une petite, avaient paru dans le ciel, et quand Ladislas les vit, disent les vieux annalistes, effrayé de ce mauvais présage, il pria Dieu de lui pardonner ses fautes. Ce n'est pas tout : les lions enfermés dans le jardin du château de Prague se mirent à pousser des rugissemens extraordinaires, des rugissemens effroyables et plaintifs, qui ne cessèrent pas durant plusieurs jours, et frappèrent la ville de terreur. Le 20 novembre, le roi, qui venait de tenir sur les fonts baptismaux l'enfant du burgrave de la ville, se plaignit de vives douleurs de tête en rentrant au château. Le lendemain, une éruption se produisit sur son corps, et, bien qu'il voulût cacher ce symptôme par une fausse honte, il fit appeler ses médecins. L'un d'eux, lui ayant tâté le pouls, s'empressa de le rassurer : « Ce n'est rien, sire roi, il n'y a ici aucun péril; » mais l'autre, après un examen plus attentif, lui dit : « Sire roi, tu es très malade, » et lui fit prendre une boisson destinée à provoquer la sueur. Voyant ses médecins si peu d'accord, Ladislas ne s'effraya point et voulut assister ce jour-là même à une séance de son conseil. « Hélas! le gentil seigneur, on ne le vit pas une seule fois sourire comme il avait coutume, » dit le vieil annaliste; son attitude était silencieuse et morne. Le soir encore, soupant avec ses conseillers, il était sombre et ne dit pas un seul mot. Le mal augmenta pendant la nuit, et le 22 au matin toute la ville apprit subitement que le roi était en danger de mort.

Ce fut une impression de stupeur. Podiebrad accourut, et comme il exhortait le roi à ne pas s'abandonner, à rassembler ses forces et son courage : « Mon cher George, lui dit le mourant, voilà bien des années que je connais ton cœur loyal et magnanime. C'est toi qui as fait que le peuple de Bohême m'a donné la couronne. J'espérais exercer longtemps dans ce pays ce souverain pouvoir que tu m'y as préparé; mais Dieu en a décidé autrement. Je sens que je meurs. Le royaume va être dans tes mains. J'ai deux demandes à te faire, mon cher George : je te prie d'abord de chercher à maintenir la paix parmi les peuples que j'abandonne à eux-mêmes, d'être un gouverneur loyal pour ce royaume, un juge équitable pour les veuves, les orphelins, les pauvres, et d'étendre sur eux ta main protectrice. Voici maintenant ma seconde demande : fais en sorte, je t'en prie, que tous ceux qui m'ont accompagné en Bohême, venant d'Autriche ou d'autres pays, puissent retourner chez eux sans éprouver aucun dommage, sans être exposés à aucun péril. C'est le dernier bienfait que je réclame de toi. Ne me le refuse pas. » George répondit que c'étaient là des pensées bien prématurées; le roi, disait-il, sera bientôt guéri et gouvernera son royaume à sa guise. Il le conjurait enfin de ne plus parler de choses si douloureuses pour ses amis, et qui devaient lui faire grand mal à lui-même. Le roi lui prit la main et dit : « Promets-moi de faire ce que je t'ai demandé; oh! je sens bien que je vais mourir. Si tu accomplis mes ordres, j'invoquerai pour toi la grâce de Dieu, car ma vie n'a pas été tellement mauvaise que l'entrée du royaume du ciel me soit refusée. Je quitte les biens de la terre pour ceux du paradis. Ainsi que mes prières et mes vœux te soient sacrés! » Podiebrad, éclatant en sanglots, promit au roi que tous ses ordres seraient religieusement accomplis. On amena les prêtres au lit du mourant, qui reçut avec grande dévotion les sacremens de l'église. L'agonie se prolongea doucement jusqu'au lendemain. Vers le soir, se sentant plus faible, Ladislas se fit présenter un crucifix avec des cierges allumés, et, les regards attachés sur l'image du Christ, il récita d'une voix mourante la prière que le Sauveur a enseignée aux hommes. Au moment où il disait : *Délivrez-nous du mal!* son souffle s'éteignit avec le dernier mot. C'était le mercredi 23 novembre 1457, quelques minutes avant le coucher du soleil.

Comment dire la stupeur dont la Bohême fut frappée? Après tant d'efforts pour mettre fin à une effroyable anarchie, tout était remis en cause. L'Europe orientale fut comme atteinte au cœur. Excepté Charles VII, enfin délivré des Anglais, il n'y avait pas dans la chrétienté un monarque plus puissant que Ladislas. Avec les états dont il était le roi et ceux qui le reconnaissaient pour suzerain, son empire allait bientôt s'étendre de la mer Baltique à la Méditerranée. Il y avait au sein de la féodalité allemande deux pouvoirs qui domi-

naient tous les autres, l'empereur et le roi. Or l'empereur s'effaçait de jour en jour, le roi grandissait au contraire, il tenait trois royaumes rassemblés sous sa main, et la Bohême, fière de l'avoir pour chef, voyait déjà un nouvel empire se substituer à l'empire germanique, un empire dont les Slaves formeraient le centre, comme sous le roi de Bohême Charles IV. Ceux-là mêmes qui n'aimaient pas le roi ne pouvaient s'empêcher de compatir à un si grand malheur. Ce nouvel exemple du néant de l'homme et de la fragilité des grandeurs d'ici-bas parlait aux imaginations avec une terrible éloquence. Que de péripéties tragiques on avait traversées avant que cet orphelin recouvrât son triple héritage! Il le possédait enfin; il tenait avec son triple sceptre l'épée de la Bohême, de la Hongrie et de l'Autriche; il avait dix-huit ans, et devant lui le long espoir; il allait épouser la fille du roi de France; tous les princes d'Allemagne, l'empereur et l'impératrice à leur tête, se réunissaient déjà pour lui rendre hommage. Quel début d'un grand règne! quelle révolution peut-être dans les destinées d'une partie du monde chrétien! Un vent empesté, venu d'Asie, souffle tout à coup sur l'Europe orientale; l'ange noir dont parlent les chroniqueurs, l'ange noir des grandes épidémies du moyen âge touche du bout de son aile cette jeune tête à chevelure d'or, et tout s'écroule aussitôt : présent, avenir, tout s'est évanoui comme un songe.

C'était la peste en effet qui venait de frapper Ladislas, la peste, qui avait ravagé la Bohême quelques années auparavant et qui sévissait encore en Pologne, en Hongrie, la peste qui l'année précédente avait emporté le grand Hunyade : le jeune roi fut une de ses dernières victimes. Au milieu de la désolation publique, des bruits sinistres se répandirent. C'étaient les Bohémiens, disaient les Allemands, c'étaient les Tchèques, les partisans de Jean Huss, qui avaient empoisonné le roi, et ces accusations remontaient jusqu'à George de Podiebrad, le premier en Bohême après Ladislas, le seul homme qui pût lui succéder dans le pays des hussites. Ces calomnies, si absurdes qu'elles soient, ont un intérêt historique; elles montrent combien les haines de races étaient alors violentes et aveugles. Quant aux écrivains routiniers qui les répètent aujourd'hui encore, ils prouvent qu'ils connaissent bien peu l'état de l'Europe orientale au xve siècle. Si Ladislas fut pleuré en Autriche, il ne le fut pas moins des peuples de la Bohême. La ville de Prague lui fit de splendides et touchantes funérailles. « Au premier rang, dit un témoin, marchaient toutes les confréries d'ouvriers, chacun d'eux portant une torche enflammée, puis les clercs, puis les moines, puis l'université tout entière; on voyait ensuite douze chevaux, les chevaux du roi, tout caparaçonnés de noir, et conduits par des écuyers; puis venaient le clergé en grand costume, l'archevêque hussite Rokycana

avec ses ornemens de deuil, tous les chevaliers du roi vêtus de noir, et, comme les moines, tenant chacun un cierge. Après eux s'avançait le cercueil, sous un baldaquin. Les seigneurs du conseil le portèrent du palais jusqu'au pont de la Moldau, et les chevaliers depuis le pont de la Moldau jusqu'à la forteresse. Le cercueil était ouvert; chacun pouvait voir une dernière fois ce beau visage dont la grâce était rehaussée par la majesté du trépas. A droite, à gauche, à la suite du cercueil marchaient les seigneurs de Bohême et d'Autriche. Derrière eux enfin se pressait le peuple, une foule immense, confuse, hommes, femmes, enfans, vieillards, toute la population de Prague, et c'est là surtout qu'on entendait éclater les sanglots. Il n'y avait pas eu plus de lamentations dans la ville le jour où le grand Bohême, l'empereur d'Allemagne Charles IV, était descendu aux caveaux de Saint-Vite. A l'entrée de la forteresse, le chapitre de la cathédrale, assisté du clergé, reçut le corps des mains des chevaliers et le porta, au milieu des chants de deuil, dans l'antique sépulture des rois de Bohême. Alors l'archevêque hussite, Rokycana, s'avançant au bord de la fosse, voulut prononcer une sorte d'oraison funèbre; mais le chapitre, composé de catholiques, lui contesta le droit de parler. C'était la grande querelle qui reparaissait toujours. Était-ce donc sur la tombe de ce jeune homme qu'il convenait de poursuivre la lutte? L'archevêque garda le silence; il savait bien que la meilleure harangue en ce moment, c'était l'attitude modérée des hussites et la douleur de tout un peuple. La cérémonie terminée, quand George de Podiedrad, selon la vieille coutume, brisa devant le cercueil le sceau, les insignes et la bannière de Ladislas, il sembla que la mort venait de le frapper une seconde fois. Tous les yeux se mouillèrent de larmes, et les sanglots redoublèrent.

Le roi est mort, vive le roi! disait-on dans l'ancienne France. Les difficultés ne pouvaient se dénouer si vite dans cette Bohême, accoutumée de tout temps aux tumultueux interrègnes. Dès qu'on apprit la mort de Ladislas, des prétendans au trône se levèrent de tous côtés. C'étaient d'abord les princes de la maison d'Autriche, l'empereur Frédéric III, son frère le duc Albert, Sigismond, duc de Tyrol; puis les deux beaux-frères de Ladislas, Guillaume, duc de Saxe, et Casimir, roi de Pologne; puis des princes de l'empire, Frédéric, électeur de Brandebourg, son frère le margrave Achille, et Albert, duc de Bavière; enfin deux compétiteurs tout à fait inattendus, le second fils du grand Hunyade, Mathias Corvin, et le roi de France Charles VII. Ceux-ci invoquaient des droits de parenté, ceux-là des conventions secrètes, des arrangemens de territoire, comme il s'en faisait si souvent dans les obscurs conflits de la féodalité germanique; les autres, sans droits, sans titres, intervenaient en vue de l'intérêt commun, se mettant au service de l'Eu-

rope orientale, et, par elle, de la chrétienté tout entière. Il y avait aussi un prétendant qui n'avait pas à révéler ses titres; les échos répétaient son nom d'un bout de la Bohême à l'autre. Est-il besoin de faire apparaître au milieu du tumulte sa calme et grande figure? Elle domine déjà tout ce tableau. C'était l'homme à qui Ladislas mourant avait dit : « Mon cher George, ce royaume est dans tes mains. » George de Podiebrad continuait de gouverner l'état avec la douceur et l'impartialité qui conviennent à la force. Il laissait toutes les compétitions se produire. Le choix des états devant donner un roi à la Bohême, il avait confiance dans les représentans de la nation, et tenait plus que personne à la liberté du vote. Il ne fallait pas que cette consécration, son meilleur titre, pût lui être contestée dans l'avenir. L'assemblée des états ouvrit ses séances dans l'hôtel de ville de Prague le 27 février 1458. Trois jours furent employés à écouter les orateurs des princes qui aspiraient au trône des Ottocar. On remarqua surtout le discours de l'ambassadeur de Charles VII. Le roi de France demandait la couronne de Bohême pour son second fils et s'engageait à payer toutes les dettes contractées par l'état sous le coup de la guerre civile; le jeune prince n'ayant encore que douze ans, la lieutenance du royaume continuerait d'appartenir pendant quatre années à George de Podiebrad, après quoi, le fils de Charles VII partirait pour la Bohême avec un trésor digne d'un roi. Ces offres d'argent faites à un peuple épuisé, le prestige toujours si grand du nom de la France, émurent beaucoup d'esprits dans le parlement; mais le lendemain, quand on sut la nouvelle, l'agitation fut si vive qu'on craignit une émeute. La patrie, elle aussi, ne devait-elle pas avoir ses orateurs? Le cri du peuple fut entendu. Le 2 mars, tous les envoyés des princes ayant terminé leur mission, l'assemblée dut accomplir la sienne. Une foule immense, pressée devant l'Hôtel de Ville et dans les rues environnantes, attendait impatiemment le résultat du vote. La séance ouverte, on fit d'abord la prière, selon l'usage national, pour invoquer l'assistance du saint des saints. Le plus haut personnage du parlement, le burgrave de Prague, Zdének de Sternberg, avait à opiner le premier. Au lieu de prononcer simplement un nom, il s'approcha du lieutenant du royaume, mit un genou en terre, et dit d'une voix émue : « Vive George, notre gracieux roi et seigneur! » On eût dit alors que l'assemblée n'avait qu'une seule âme; tous plièrent le genou, et ce même cri, répété aussitôt dans les escaliers, dans les cours, sur la place, de rue en rue, éclata, comme la voix de la patrie, par toute la ville de Prague : « Vive George de Podiebrad, roi de Bohême! »

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LA

LITTÉRATURE ROMANESQUE

IV.

LA REINE DE NAVARRE ET L'*HEPTAMÉRON*

D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENS.

En traitant ici de l'histoire du roman en France (1), je n'ai point encore parlé de cette branche particulière de la fiction romanesque à laquelle on a donné le nom de *nouvelle*. Je voudrais indiquer les caractères généraux et les variations de ce genre d'ouvrage jusqu'au XVIIe siècle, en m'attachant principalement au fameux recueil composé par la reine de Navarre; mais comment parler de l'*Heptaméron* sans discuter d'abord l'imputation très grave qu'on a portée dans ces derniers temps contre la mémoire de l'auteur? Si cette imputation, jusqu'ici étrangère à l'histoire et produite de nos jours pour la première fois dans un ouvrage sérieux, n'avait eu aucun retentissement, ceux qui la considèrent comme une hypothèse absolument chimérique pourraient se contenter de la repousser en passant. Quand on voit cependant avec quelle facilité une allégation si peu motivée et en elle-même si répugnante malgré les adoucissemens romanesques dont on l'entoure peut se propager et acquérir de la consistance; quand on voit l'interprétation la plus bizarre et la plus invraisemblable d'un document obscur se faire accepter non-seulement par des écrivains superficiels, mais par des historiens accrédités, et modifier plus ou moins leurs opinions sur des personnages historiques, on éprouve naturellement le besoin de serrer de près la prétendue

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1857, du 15 juillet 1858 et du 1er février 1862.

découverte faite, il y a quelques années, au sujet de la reine de Navarre, et d'examiner sur quels fondemens elle s'appuie.

Cet examen nous importe à plusieurs points de vue. D'abord, en se plaçant au point de vue de la vérité et de la justice, il ne saurait être indifférent à personne de savoir si une femme, intéressante non par son titre de princesse, mais par la bonté de son cœur, la noblesse de son caractère et les agrémens de son esprit, a mérité la flétrissure morale que lui infligent aujourd'hui des écrivains qui d'ailleurs se déclarent pleins de sympathie et même de respect pour elle. Ces écrivains croient pouvoir, en toute sûreté de conscience, attribuer à Marguerite d'Angoulême des sentimens incestueux sans nuire à sa considération, parce qu'en même temps (et cette seconde affirmation est aussi dénuée de preuves que la première) ils affirment que Marguerite n'a jamais franchi « la limite qui sépare le malheur et le crime. » L'étude préalable de cette question de moralité n'est pas non plus sans importance pour l'appréciation du recueil de nouvelles dont cette princesse est l'auteur, car si elle avait pu concilier la liberté d'esprit qu'un tel ouvrage suppose avec les sentimens douloureux et criminels que lui prêtent ceux qui la comparent à *la sœur de René*, cette conciliation serait tout simplement une monstruosité qui rejaillirait sur l'*Heptaméron* et en changerait notablement le caractère. Cette discussion présente enfin un autre genre d'utilité en nous fournissant un exemple curieux de l'audace malheureusement croissante avec laquelle s'introduisent de nos jours, même dans l'histoire, les inductions les plus hasardées et les hypothèses les plus arbitraires.

Voilà pourquoi nous diviserons ce travail en deux parties, qui, bien que distinctes, se rattachent l'une à l'autre et se fortifient l'une par l'autre. Avant de discuter la valeur littéraire et morale de l'*Heptaméron*, il faut donc examiner avec quelque détail le procès de tendance qu'on fait aujourd'hui aux sentimens de la reine de Navarre pour son frère.

I. — MARGUERITE D'ANGOULÊME ET FRANÇOIS Ier.

Lorsque M. Littré publia autrefois dans la *Revue* (1) son excellent travail sur les lettres de la reine de Navarre, le débat dont il s'agit n'était pas encore soulevé. Un écrivain qui ne manquait ni d'esprit ni de savoir, M. Génin, venait de mettre au jour, sous les auspices de la Société de l'Histoire de France, un premier recueil de lettres inédites de cette princesse. Il avait fait précéder ce premier recueil d'une notice très détaillée, discutable sur quelques points, mais généralement exacte, dans laquelle il réfutait avec beaucoup d'ardeur, même un peu de superfétation, les médisances que quelques écri-

(1) 1er juin 1842.

vains avaient très légèrement accueillies au sujet des mœurs de Marguerite d'Angoulême. M. Génin exagérait beaucoup la gravité de ces médisances. Il est certain que la sœur de François Ier n'avait pas autant besoin d'être réhabilitée qu'il le supposait. Elle n'avait besoin d'une réhabilitation qu'auprès des ignorans qui ne savaient rien d'elle, sinon qu'elle avait vécu pendant sa jeunesse dans une cour assez corrompue, et qu'elle avait composé un recueil de contes plus ou moins légers. Ceux qui s'en tenaient là en fait d'informations, et qui n'avaient même pas lu les récits à la fois scabreux et édifians de la reine de Navarre, étaient naturellement disposés à accueillir tous les contes qu'on a faits sur elle depuis le roman publié en 1696 par Mlle de La Force, depuis les inventions discréditées des auteurs anonymes des *Galanteries de la Cour de France*, jusqu'aux fantaisies de certains éditeurs enthousiastes de Marot, qui n'admettent pas qu'un poète du XVIe siècle ait pu adresser des vers galans à une princesse sans être son amant, et qui, pour rendre la chose plus sûre, prennent le parti de faire honneur à la princesse de tout ce que Marot écrit pour la première venue, et enfin jusqu'aux bévues de certains romanciers contemporains, qui ne prennent pas la peine de distinguer entre la grand'mère de Henri IV et sa première femme (1).

Tous ceux au contraire qui avaient étudié un peu sérieusement la figure de Marguerite d'Angoulême savaient que la sœur de François Ier avait conquis et mérité de son vivant la réputation d'une personne aussi respectable par ses vertus que distinguée par les agrémens et la solidité de son esprit. L'éditeur de ses lettres nous fait remarquer lui-même que, pendant la vie de Marguerite, « il ne s'éleva pas l'ombre d'un soupçon sur la pureté de ses mœurs (2). » On peut ajouter qu'après sa mort on ne citerait pas un seul écrivain du XVIe siècle qui ait positivement attaqué sa réputation sur ce point. Brantôme lui-même, qui ne respecte rien, n'a pas mérité le reproche que lui fait M. Génin « d'avoir osé ternir la réputation de Marguerite d'Angoulême. » Il a inséré au contraire dans ses *Dames illustres* un éloge très accentué de sa vertu, et si dans une autre partie de ses ouvrages il a écrit sur elle une phrase incidente qui n'est pas tout à fait dans le même ton de respect, il a fallu que M. Génin tronquât cette phrase pour légitimer son accusation contre Brantôme (3). Le

(1) Toutes deux portaient le même nom de Marguerite et le même titre de reine de Navarre, mais elles ont inspiré à leurs contemporains des sentimens très différens.

(2) Notice du premier recueil de lettres, p. 43.

(3) Il fait dire à celui-ci « qu'en fait de galanteries la reine de Navarre en savait plus que son pain quotidien. » Voici la phrase de Brantôme (il s'agit de l'aptitude de Marguerite à parler plusieurs langues) : « Bien qu'elle sût, dit-il, parler bon espagnol et bon italien, elle s'accommodait toujours de son parler paternel pour choses de consé-

témoignage de cet écrivain est en définitive bien plutôt favorable que contraire à Marguerite d'Angoulême, et à ce témoignage il faut ajouter celui des hommes les plus considérables ou les plus respectables du XVIe siècle, qu'ils soient protestans ou catholiques. Érasme, Mélanchthon, Calvin, le cardinal Du Bellay, Scévole de Sainte-Marthe, l'historien De Thou, sans parler d'une foule d'autres, s'accordent tous pour rendre hommage aux vertus de la grand'mère de Henri IV. Les plus sévères, comme De Thou par exemple, s'étonnent qu'une princesse si pieuse, un esprit si élevé, une si *grande héroïne* (*tanta heroïna*), ait pu composer des contes aussi légers que ceux de l'*Heptaméron*, et il excuse Marguerite en alléguant à tort, comme nous le verrons tout à l'heure, que cet ouvrage est une erreur de sa jeunesse.

Bayle, plus sagace que De Thou et non moins frappé que lui des grandes qualités morales de Marguerite, voit dans l'auteur de l'*Heptaméron* un exemple éclatant d'un certain genre de contraste qui se rencontre assez souvent entre quelques tendances de l'esprit ou de l'imagination et ce fonds d'idées et de sentimens qui détermine la rectitude ou le désordre de la vie. « Voici, nous dit-il en parlant de la reine de Navarre, une reine sage, très vertueuse, très pieuse, qui compose un livre de contes assez libres, et qui veut bien que l'on sache qu'elle en est l'auteur. Combien y a-t-il de dames actuellement plongées dans les désordres de la galanterie qui pour rien au monde ne voudraient écrire de cet air-là! Ce qu'elles écrivent et même ce qu'elles disent est d'une pudeur extraordinaire... Il y a d'étranges inégalités dans l'âme humaine, et beaucoup de disparates entre le cœur et l'esprit (1). » Bayle aurait pu en effet appuyer son observation d'un exemple en opposant à la première Marguerite, princesse vertueuse qui rédige des contes scabreux, la seconde reine de Navarre, la femme de Henri IV, qui a laissé, en même temps que la réputation d'une personne très légère, des mémoires très spirituels, mais surtout très pudiques.

Il ne faudrait pas toutefois conclure des réflexions de Bayle qu'un philosophe du XVIIIe siècle, Duclos, avait raison quand il osait soutenir devant Mmes de Mirepoix et de Rochefort que les femmes sont d'autant plus indifférentes aux libertés du langage qu'elles sont au fond plus honnêtes, et quand, pour montrer à ces deux dames l'estime qu'il faisait de leur vertu, il leur contait des histoires si franches, que Mme de Rochefort fut obligée de l'arrêter en lui di-

quence; mais quand il fallait en jeter quelques mots à la traverse de joyeusetés et de galanteries, elle montrait qu'elle en savait plus que son pain quotidien. » Ce dernier membre de phrase s'applique, ce me semble, au langage espagnol et italien, et non point aux mots *joyeusetés* et *galanteries*.

(1) *Dictionnaire historique* de Bayle, à l'article *Navarre*.

sant : Mais prenez donc garde, Duclos; vous nous croyez aussi par trop honnêtes femmes! Il est certain néanmoins qu'on rencontre à toutes les époques, avec des différences proportionnées à celles des époques mêmes, des femmes très vertueuses de fait et d'intention comme Marguerite d'Angoulême, douées aussi comme elle d'un esprit solide et sérieux, et qui sont capables en même temps de prendre goût à des gaillardises d'imagination qui dépassent plus ou moins la mesure imposée à leur sexe par les convenances de chaque époque. Si Mme de Sévigné par exemple, qui lisait avec tant de plaisir les contes de La Fontaine, s'était amusée à rédiger sous forme de nouvelles les anecdotes plus ou moins libres qu'elle raconte parfois dans ses lettres, on peut conjecturer, d'après la hardiesse de son langage, qu'elle eût composé un ouvrage d'un caractère assez analogue à celui de l'*Heptaméron*, quoique d'un tour plus délicat. Il est même probable qu'un des traits les plus saillans et les plus curieux du recueil de la reine de Navarre, qui consiste dans les sermons édifians dont l'auteur assaisonne des récits qui souvent le sont très peu, aurait été beaucoup moins marqué chez Mme de Sévigné, ce qui n'empêche pas cette personne charmante de passer à bon droit pour une des plus honnêtes femmes de son temps.

Non-seulement tous les hommes du XVIe siècle avaient de Marguerite d'Angoulême la même opinion, mais, à partir du siècle suivant, on ne citerait pas, je crois, un historien de quelque valeur, depuis Mézeray jusqu'à Sismondi, qui ait mis en question la moralité de cette princesse; on pourrait même citer quelques écrivains qui ont précédé et dépassé M. Génin dans l'admiration sans bornes qu'il professait d'abord pour ses vertus. Lémontey par exemple n'avait pas attendu son plaidoyer pour parler de Marguerite avec le plus vif enthousiasme. « L'envie, dit-il, qui assiége les princes, n'a pu nous transmettre un seul fait défavorable à Marguerite de Valois. Pour indiquer une tache à son caractère, il faudrait l'inventer. Étrangère aux vices de sa mère, aux folies de son frère et aux travers de son temps, belle et reine sans arrogance, vertueuse sans pruderie, savante sans pédantisme, douce et bonne sans faiblesse, chaste au milieu d'une cour corrompue, supérieure et fidèle à ses deux maris, elle est sans contredit la princesse la plus aimable et la femme la plus parfaite qui soit sortie de la maison royale de France. Je ne sache point de trône qu'elle n'eût embelli, et point de siècle qu'elle n'eût honoré (1). »

Il y avait donc beaucoup d'exagération de la part du spirituel éditeur des premières lettres inédites de Marguerite d'Angoulême à

(1) *Œuvres* de Lémontey, t. III, p. 232.

venir nous présenter cette princesse comme une des figures les plus *mal connues de l'histoire*, comme une figure qu'il était urgent de défendre *contre les calomnies des ignorans ou des méchans*. Si j'insiste sur cette exagération, c'est pour faire ressortir davantage le singulier revirement qui devait, un an plus tard, entraîner l'ardent apologiste de Marguerite à porter lui-même à sa mémoire le coup le plus cruel, le plus immérité, et à introduire le premier dans la circulation historique une hypothèse odieuse, qui ne repose sur aucun fondement sérieux.

Avant toutefois d'aborder cette nouvelle question, il faut dire que, si en effet la reine de Navarre avait eu besoin d'être réhabilitée, elle l'eût été par le premier recueil de ses lettres. Elle apparaissait dans cette première correspondance comme une personne douée des qualités à la fois les plus solides et les plus charmantes. Quoiqu'elle eût partagé cette fièvre de savoir qui dévorait les esprits au XVIe siècle, quoiqu'elle eût étudié non-seulement les langues modernes, mais le latin, le grec, qu'elle n'eût pas même reculé devant l'hébreu, la philosophie et la théologie, elle avait gardé intact le principal agrément d'une femme; elle restait ornée de la simplicité la plus attrayante et du naturel le plus parfait. Sur un seul point, on voyait son esprit sensé et lumineux subir parfois l'influence du mysticisme obscur et incohérent du respectable évêque de Meaux, Briçonnet; mais cette influence même avait sa cause dans une des tendances les plus remarquables de cette nature si distinguée, dans une préoccupation continuelle de la vérité religieuse et de la vie éternelle, préoccupation qui n'abandonne jamais Marguerite soit au milieu des divertissemens de la cour, soit parmi le tracas des affaires les plus épineuses, et qu'elle associe même, comme pour en corriger la frivolité, aux récits parfois égrillards de l'*Heptaméron*.

A cette piété sincère, Marguerite joignait un esprit de tolérance très rare de son temps, et qu'on a voulu à tort considérer comme le signe d'une adhésion secrète au calvinisme. Sur ce point, M. Génin nous paraît fondé en droit, lorsque, dans sa première notice, il soutient que la reine de Navarre fut toujours catholique de fait et d'intention, qu'elle appartenait seulement à ce groupe d'esprits éclairés et modérés dont les vues sont approuvées par Bossuet lui-même dans son *Histoire des Variations*, et qui, sans vouloir rompre l'unité de l'église, aspiraient à la réforme des désordres qui s'étaient introduits dans son sein.

Dans cette première correspondance, la princesse se montrait non-seulement bonne, pieuse, dévouée, toujours occupée des autres et presque jamais d'elle-même, mais encore douée pour les affaires d'une sagacité virile, soit qu'elle traite des questions de politique générale, soit qu'elle s'occupe des détails de son gouvernement

d'Alençon ou de Béarn. Comment donc le même écrivain qui nous avait d'abord présenté Marguerite sous le plus beau jour a-t-il été conduit, dans un second ouvrage, à jeter sur cette gracieuse figure une ombre funeste, qui la ternirait, si elle devait subsister? C'est ce qu'il reste à expliquer.

Dans la notice placée en tête du premier recueil, l'éditeur, en recherchant pour les combattre toutes les calomnies publiées contre la mémoire de la reine de Navarre, avait dépisté un romancier du XIXe siècle, assez obscur et dénué de toute autorité, qui, confondant sans doute la sœur de François Ier avec la sœur de Charles IX et de Henri III, avait reproduit contre la première Marguerite une rumeur que deux pamphlets du XVIe siècle, probablement mensongers au moins sur ce point, avaient répandue contre la seconde. Il ne s'agissait de rien moins que d'une accusation d'inceste. En lisant cette accusation si étourdiment transposée, l'éditeur, indigné contre le romancier en question, s'écriait : « Si ces horreurs étaient mises sur le compte d'une bourgeoise morte l'an dernier, il n'y aurait qu'un cri pour les flétrir; mais le premier venu barbouilleur de papier peut souiller impunément la mémoire d'une princesse morte il y a trois siècles! » Et, après avoir fait ressortir les erreurs grossières du roman insignifiant dont il s'agit, il concluait en disant : « Ces déplorables compositions, la honte de notre littérature, circulent parmi le peuple, qui va puiser là ses notions d'histoire nationale (1). »

Un an s'était à peine écoulé, et l'éditeur des lettres de Marguerite, ayant retrouvé et publiant une nouvelle correspondance de cette princesse, plus intéressante encore que la première, n'hésitait pas à se faire le propagateur, avec des adoucissemens plus apparens que réels, de cette imputation odieuse qui l'avait d'abord si vivement indigné. Un pareil changement d'opinion suppose la découverte de quelque document accablant, dont l'irrésistible évidence a dû contraindre un admirateur passionné, mais sincère, de Marguerite d'Angoulême à s'incliner avec douleur devant la vérité. On va en juger.

Le recueil qui avait échappé aux précédentes recherches de M. Génin se compose de cent trente-huit lettres de Marguerite à son frère François Ier. Sur ces cent trente-huit lettres, il y en a cent trente-sept écrites incontestablement de la main de Marguerite et signées de son nom. Le style de ces cent trente-sept lettres, dont l'écriture seule est difficile à lire, se distingue par la vivacité et la netteté des tours. Chacune d'elles exprime le plus clairement du

(1) *Notice sur Marguerite d'Angoulême*, premier recueil de lettres inédites, p. 44.

monde des sentimens exaltés, il est vrai, mais très nobles, très simples, et en eux-mêmes très naturels. On y voit une sœur animée, pour l'homme qui est à la fois son frère unique et son roi, d'une affection enthousiaste et dévouée dont le ton, sauf une nuance de respect, rappelle un peu celui des lettres de Mme de Sévigné à sa fille; mais on ne trouverait pas dans ces cent trente-sept lettres une seule phrase qui indique une réticence ou qui supporte une interprétation équivoque, et les sentimens les plus sacrés s'y combinent sans cesse avec l'affection que la sœur porte à son frère.

Tous deux par exemple sont liés par un trait d'union qui revient à tout propos dans les lettres de Marguerite : c'est la tendresse profonde qu'ils éprouvent pour leur mère, Louise de Savoie. Que des enfans aiment leur mère, qu'une mère aime ses enfans, il n'y a rien là qui mérite une remarque; mais il est certain qu'on a rarement vu, surtout dans ces hautes régions, séjour des orages, trois êtres éprouvant les uns pour les autres une sollicitude aussi tendre, aussi continuelle, et vivant dans une harmonie aussi intime, aussi inaltérable que ces trois personnes : Louise de Savoie, son fils et sa fille. Les contemporains les appelaient et ils s'appelaient eux-mêmes une *trinité*. Dans une lettre que la mère et la fille écrivent ensemble au prisonnier de Charles-Quint, elles lui disent : « Pour ce que le Créateur nous a fait la grâce que *notre trinité* a toujours été unie, les deux vous supplient que cette lettre, présentée à vous qui êtes le tiers, soit reçue de telle affection que de bon cœur la vous offrent (1). » Et Marguerite de son côté, qui se prépare à partir pour aller consoler son frère dans sa prison et négocier sa délivrance, après lui avoir dit avec sa vivacité accoutumée qu'elle est prête à *mettre au vent la cendre de ses os pour lui faire service*, ajoute : « Et à cette heure je sens bien quelle force a l'amour que Notre-Seigneur, par nature et connaissance, a mise en nous trois (2). »

Un autre sentiment, dont l'expression, très fréquente dans les lettres de Marguerite à son frère, suffirait pour écarter de ces lettres toute suspicion, si elles n'étaient par elles-mêmes d'une pureté ma-

(1) Cette lettre, que n'a pas recueillie M. Génin, a été publiée par M. Aimé Champollion-Figeac dans son volume intitulé *la Captivité de François Ier*. Marot et Marguerite ont également chanté en vers la *trinité* dont il vient d'être question.

(2) L'histoire, qui prétend tout savoir et qui souvent se contente de répéter indéfiniment l'erreur du premier venu, l'histoire est généralement très sévère pour la mère de François Ier et de Marguerite. Il se peut que Louise de Savoie ait eu de grands défauts, quoique tout ce qu'on a dit de ses prétendues débauches ne soit appuyé sur aucun témoignage sérieux; mais elle avait certainement de grandes qualités. Et aujourd'hui que nous pouvons lire tout à la fois des lettres de Marguerite, de François Ier et de leur mère, il me paraît incontestable que Louise de Savoie vaut mieux que sa réputation et que François Ier gagne également à être mieux connu.

nifeste, c'est la piété : une préoccupation vive des vues de Dieu sur les princes, des épreuves et des devoirs qu'il leur impose, se mêle souvent aux effusions de sa tendresse fraternelle. Le goût des sermons, qui est une des nuances curieuses de cet aimable caractère, se retrouve aussi bien dans les lettres à François Ier que dans les contes de l'*Heptaméron*. Marguerite s'excuse quelquefois de la liberté qu'elle prend de sermonner son roi, mais elle ne l'en sermonne pas moins. Ce sentiment de ferveur religieuse que Marguerite associe à sa tendresse pour son frère ne se remarque pas seulement dans ses lettres; il brille d'un éclat aussi pur que touchant dans le récit qu'un témoin oculaire, le président du parlement de Paris, Jean de Selves, qui avait accompagné cette princesse à Madrid, nous a laissé de ses premières entrevues avec le captif. Marguerite, après un long et pénible voyage, avait trouvé son frère mourant. Placé entre les exigences d'un vainqueur avide et obstiné, qui mettait à sa délivrance des conditions inacceptables, et la perspective d'une captivité éternelle qu'on lui rendait aussi dure que possible, François Ier, dont l'âme était plus intrépide devant le péril que devant le malheur, s'était abandonné au désespoir. Vingt-trois jours d'une fièvre continue avaient miné sa robuste constitution, et les médecins le considéraient comme perdu. Tous les signes de la mort y étaient, nous dit Jean de Selves, « car il demeura aucun temps sans parler, voir ne ouïr ne connaître personne. C'est alors que dans sa douleur Marguerite eut l'idée d'une invocation solennelle et suprême à celui qui tient dans ses mains la vie des rois. »

« Mme la duchesse (1), dit Jean de Selves, fit mettre en état tous les gentilshommes de la maison du roi et les siens, ensemble ses dames, pour prier Dieu, et tous reçurent notre créateur, et après fut dite la messe en la chambre du roi. Et à l'heure de l'élévation du saint sacrement monseigneur l'archevêque d'Embrun exhorta le roi à regarder le saint sacrement, et lors ledit seigneur, qui avait été sans voir et sans ouïr, regarda le saint sacrement, éleva ses mains, et après la messe Mme la duchesse lui fit présenter ledit saint sacrement pour l'adorer. Et incontinent le roi dit : « C'est mon Dieu qui me guérira l'âme et le corps, je vous prie que je le reçoive. » Et à ce qu'on lui dit qu'il ne le pourrait avaler, il répondit : « Que si ferait. » Et lors Mme la duchesse fit départir une partie de la sainte hostie, laquelle il reçut avec la plus grande componction et dévotion, qu'il n'y avait cœur qu'il ne fondît en larmes. Madite dame la duchesse reçut le surplus dudit saint sacrement. » Et de cette heure-là il est toujours allé en amendant, et la fièvre, qui lui avait duré vingt-trois jours sans relâcher, le laissa, et en est de tout net, grâce à Dieu. »

Les sentimens très vifs d'amour filial et de ferveur religieuse que

(1) Marguerite portait alors le titre de duchesse d'Alençon. Nous empruntons ce récit à la publication de M. Aimé Champollion-Figeac.

Marguerite associe continuellement à son affection pour son frère ne sont pas les seuls qui protestent contre l'hypothèse en question. Le langage qu'elle tient à François Ier, soit comme épouse, soit comme mère, soit comme tante (lorsqu'il s'agit des enfans du roi), ou comme belle-sœur, lorsqu'il s'agit de l'une ou l'autre de ses deux femmes, ce langage n'est pas moins incompatible avec cette donnée aussi désagréable que chimérique.

Quoique M. Génin n'ait incriminé qu'une seule des cent trente-huit lettres qui composent le recueil publié par lui, du moment où il suspectait la tendresse de Marguerite pour son frère, d'autres écrivains n'ont pas manqué d'épiloguer sur l'ensemble de cette correspondance; ils ont signalé comme un indice grave quelques formules superlatives qui étaient au XVIe siècle d'un usage commun. C'est ainsi que la reine de Navarre signe parfois *votre plus que sujette* ou *votre plus que sœur*. L'éditeur lui-même, sans y attacher autant d'importance que d'autres, croit devoir néanmoins noter aussi et souligner cette dernière formule; or il suffit de lire quelques lettres du XVIe siècle pour la retrouver dans les circonstances les plus insignifiantes. Si l'on ouvre par exemple le recueil publié par M. A. Champollion-Figeac, on voit l'archiduchesse Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, tante de Charles-Quint, écrire à la mère de François Ier et signer *la plus que toute votre bonne sœur*.

Il est aussi une autre formule qui se rencontre assez souvent dans les lettres de Marguerite, et dont on a cherché à abuser contre elle. Après la mort de son premier mari, le duc d'Alençon, on la voit écrire à son frère : « Je ne pense que en vous comme celui seul que Dieu m'a laissé en ce monde, *père, frère et mari*. » Les esprits assez bizarres pour attacher à ces mots quelque importance devraient au moins remarquer que la lettre qui les contient suit précisément une lettre dans laquelle la princesse exprime avec une grande vivacité la douleur amère que lui cause la perte du duc d'Alençon, son premier mari. On a dit, il est vrai (et cette assertion, qui n'est pas plus démontrée que beaucoup d'autres assertions historiques, a servi à corroborer la thèse que nous combattons), on a dit que Marguerite avait été une épouse très indifférente pour ses deux maris; on l'a dit surtout à l'occasion du duc d'Alençon, à qui il a suffi d'avoir encouru une mauvaise note à Pavie pour devenir l'objet de toutes les rigueurs de l'histoire. On a refusé tout mérite à ce prince, qui dans plusieurs circonstances, notamment à la bataille de Marignan, avait montré autant de valeur que d'habileté; on a dit que, revenu en France après la défaite de Pavie, il s'était vu reprocher sa lâcheté par sa femme et sa belle-mère en termes si durs et avec accompagnement d'outrages si sanglans qu'il en serait mort de honte et de désespoir. Les lettres éditées par M. Génin et un document intéressant publié

pour la première fois par M. Leroux de Lincy dans son excellente édition de l'*Heptaméron* réduisent à rien la valeur de cette tradition historique. Le duc d'Alençon mourut plus d'un mois après son arrivée à Lyon; il fut emporté en cinq jours par une pleurésie, et l'on constate dans le document dont je viens de parler que Marguerite ne cessa de lui prodiguer les soins les plus tendres, que, sa mère ayant voulu lui épargner la douleur de le voir mourir, elle refusa de le quitter et le tint dans ses bras en lui montrant un crucifix jusqu'à ce qu'il eût rendu le dernier soupir. Quand elle parle de lui à son frère, rien n'indique que la sœur pas plus que le frère aient gardé de sa conduite à Pavie un souvenir amer et irrité. Au contraire, en apprenant à François Ier la maladie du duc d'Alençon, en lui exprimant combien ce dernier regrette de n'avoir pu partager la captivité du roi, en lui faisant prévoir sa mort possible, Marguerite croit devoir ajouter : « Je vous supplie que *pour nul regret tant de lui que de celui que vous me sentirez avoir* ne vous en donner ennui, et soyez sûr que, quoi qu'il advienne, j'espère que Dieu me donnera force de le porter pour garder Madame (Louise de Savoie) d'ennui. » Et quand la mort de son mari est venue la frapper au milieu des désastres de la France, qui exigent qu'elle surmonte sa douleur pour ne point troubler la fermeté de sa mère, la duchesse s'excuse en quelque sorte auprès de François Ier d'avoir succombé d'abord à son chagrin avant de le dompter. « Ne doutez, lui écrit-elle, que, passé les deux premiers jours que *la contrainte me faisait oublier toute raison*, jamais depuis Madame ne m'a vu larme à l'œil ni visage triste, car je me tiendrais trop plus que malheureuse, vu que en rien ne vous fais service que je fusse occasion d'empêcher l'esprit de celle qui tant en fait à vous et à tout ce qui est de vous. » A coup sûr, ce n'est point là le langage d'une femme qui n'a jamais éprouvé (comme tant d'écrivains l'ont répété l'un après l'autre) que du mépris pour son premier mari.

Quant au second, on comprend plus difficilement encore qu'un historien contemporain, sans nous dire où il avait appris cette nouvelle, nous ait affirmé que Marguerite l'avait épousé par obéissance pour son frère et *en pleurant*. Ce second mariage passe au contraire plus généralement pour avoir été de la part de Marguerite un mariage d'inclination. Le jeune roi de Navarre, Henri d'Albret, était né, il est vrai, sans royaume, ou du moins dépouillé de celui dont il portait le nom; mais François Ier, en l'acceptant comme époux de sa sœur, promettait (ce qu'il ne tint pas) de lui faire restituer la Navarre. Henri d'Albret avait été élevé à la cour de France. C'était un brillant chevalier qui, fait prisonnier avec le roi à Pavie, après avoir héroïquement combattu à ses côtés, avait eu l'esprit de s'échapper de sa prison par un stratagème audacieux. Ce prince, beau, aimable

et vaillant, était âgé de vingt-quatre ans, et Marguerite, qui le connaissait depuis longtemps, avait trente-cinq ans quand elle l'épousa après deux ans de veuvage; il est donc permis de douter, quoi qu'en dise l'historien dont je parlais tout à l'heure, qu'elle ait beaucoup pleuré le jour de son mariage; l'hypothèse inverse me semble infiniment plus probable. On voit bien dans plusieurs de ses lettres, notamment dans celles qui sont adressées au maréchal de Montmorency, qu'elle n'est pas toujours contente de ce second mari, dont la légèreté lui donne des inquiétudes jalouses, vainement dissimulées par elle sous une apparence de raillerie; mais ce qu'on n'y voit jamais, c'est que ce jeune mari lui soit indifférent. Et ce qui aide à croire qu'en effet elle ne le détestait pas, c'est que l'histoire de ses grossesses nombreuses et souvent pénibles remplit une très grande partie de sa correspondance avec son frère. J'aime assez, pour ma part, à la voir, comme une brave, simple et honnête femme qu'elle est, éprouver quelque embarras à apprendre à son frère qu'elle est encore grosse à l'âge de *cinquante* ans. « Si je n'avais que vingt ans, lui écrit-elle, j'oserais dire ce que cinquante me font taire jusqu'à ce que autre que moi soit juge en ma cause, » c'est-à-dire jusqu'à ce que sa grossesse soit certifiée authentique par les médecins. Ce phénomène d'une grossesse à cinquante ans est en effet assez rare; mais on conviendra qu'il jure un peu avec la prétendue indifférence de Marguerite pour Henri d'Albret. Cette dernière grossesse se termina, comme quelques autres, par une fausse couche; la reine de Navarre perdit aussi des enfans en bas âge, et l'on sait qu'elle ne put sauver qu'une fille, Jeanne d'Albret, qui fut la mère de Henri IV.

Que tout en aimant très tendrement ses deux maris, ou au moins l'un ou l'autre, Marguerite ait éprouvé même une préférence de cœur pour le roi son frère, un tel fait, qui peut se rencontrer dans des conditions d'existence beaucoup plus ordinaires, n'aurait en lui-même rien de suspect. Et encore, pour décider la question, faudrait-il pouvoir comparer des lettres de Marguerite au duc d'Alençon ou à Henri d'Albret avec celles qu'elle écrit à son frère. Si les élémens de cette comparaison étaient sous nos yeux, peut-être verrions-nous Marguerite exprimer la tendresse conjugale avec d'autres nuances, mais avec les mêmes tours hyperboliques dont elle use pour exprimer la tendresse fraternelle. Non-seulement ces formes de langage étaient fort usitées de son temps, mais elles étaient particulièrement dans les habitudes de son esprit et de sa plume, car nous les retrouvons un peu modifiées, mais cependant très analogues, aussi bien dans les lettres d'amitié qu'elle adresse au maréchal de Montmorency que dans ses lettres à François Ier.

Il faut d'ailleurs, avant de se laisser étonner par ce style continuellement enthousiaste, se souvenir que le frère à qui elle écrit est en

même temps « son souverain seigneur, » que, quoique mariée, elle se considère toujours comme tenue, avant tout, au devoir d'obéissance envers lui, qu'en fait son bien-être dépend de lui, car elle est pauvre, elle a épousé en secondes noces un prince pauvre, et sa principale ressource consiste dans une pension que lui fait François Ier, et qu'elle fut un instant menacée de perdre sous Henri II. Il faut se souvenir également qu'avec un fonds de bonnes qualités François Ier est cependant un des princes en qui l'absolu pouvoir, ce grand corrupteur des rois, a le plus développé les penchans égoïstes, le besoin de tout rapporter à lui; c'est un enfant gâté, accoutumé dès son enfance à être non-seulement aimé, mais adoré, qui trouverait certainement fort mauvais que les attachemens qu'il permet à sa sœur soit comme épouse, soit comme mère, pussent entrer en rivalité avec le culte qu'elle lui doit. Il y a donc deux choses dans ce fanatisme continu que Marguerite exprime pour François Ier : il y a un sentiment très sincère, mais il y a aussi une petite part de diplomatie en quelque sorte involontaire et habituelle à l'égard d'un frère très affectueux il est vrai, mais très exigeant. Si l'on en doutait, il suffirait de lire quelques lignes d'une lettre du second recueil publié par M. Génin, où Marguerite se justifie auprès de son frère du crime énorme d'avoir dit que peut-être elle mourrait la dernière. Ce propos semble avoir été rapporté au roi comme l'expression d'un désir, tandis qu'il exprimait au contraire une crainte, et il n'en a pas fallu davantage pour que le roi, en quittant sa sœur, lui ait fait sentir son mécontentement par quelque phrase amère, destinée à l'encourager ironiquement dans l'espérance qu'il lui supposait. Marguerite s'explique à ce sujet avec une abondance et une vivacité de protestations très sincères assurément, puisqu'en définitive elle ne se consola jamais de la mort de son frère, mais qui me paraissent cependant dictées surtout par la crainte d'avoir offusqué sa susceptibilité ombrageuse.

« Monseigneur, je vous supplie très humblement ne me plus laisser soutenir ce purgatoire, et me faites cet honneur de penser que si j'ai autrefois dit que je pensais demeurer la dernière, c'était pensant avoir la perfection de tous les malheurs et ennuis que Dieu peut envoyer à sa créature; et si mon désir se fût accordé à ma peur, j'eusse mis peine de garder ma vie et santé plus soigneusement. Je suis sûre, monseigneur, que vous le sentez ainsi comme moi; mais la parole que vous me dites au partir, que peut-être Dieu voyait ma vie passer celle de vous et de Madame (Louise de Savoie) m'a été si pesante dans le cœur, que, sans vous avoir écrit cette lettre, espérant votre réponse dont j'ai besoin, je suis sûre que ma vie n'eût soutenu longuement cette peine, car je n'ai fin, regard ni intention que de vivre et mourir

« Votre très humble et très obéissante sujette et sœur. »

Ce qui est certain, c'est qu'en mettant à part les deux seules lettres qui indiquent entre le frère et la sœur un moment de mésintelligence, toute cette correspondance respire une ingénuité franche, honnête, souvent joyeuse et radicalement incompatible avec l'hypothèse d'une passion coupable (1). L'éditeur reconnaît du reste que sur les cent trente-huit lettres publiées par lui, il y en a cent trente-sept qui n'offrent aucune prise à son hypothèse; mais il a suffi qu'il en ait trouvé une, *une seule*, dont la signification est obscure et même incompréhensible, pour se sentir tout à coup éclairé par elle d'une lumière si vive qu'il ne tient plus compte de la lucidité de toutes les autres, et qu'il oublie même les affirmations si péremptoires qu'il avait émises dans son premier recueil. Ainsi le même écrivain qui, avant de connaître cette lettre obscure, nous disait, dans la notice du premier recueil, que « pendant la vie de Marguerite il ne s'éleva *pas l'ombre d'un soupçon* sur la pureté de ses mœurs, » nous déclare dans le second recueil, et sous la seule influence de cette lettre obscure, qu'il « savait qu'une rumeur vague, sortie probablement des profondeurs les plus ignorées du XVIe siècle, avait flétri d'une imputation terrible la mémoire de cette femme illustre et généreuse. » Il ajoute que, s'il n'avait fait aucune mention de cette rumeur dans son premier recueil, c'est qu'il n'avait pu remonter à sa source et la rencontrer formulée dans un ouvrage quelconque; mais il oublie qu'il avait au contraire repoussé cette rumeur en la présentant comme l'invention odieuse et ridicule d'un romancier du XIXe siècle.

Quand on prend la peine d'aller examiner à la Bibliothèque impériale la lettre en question dans le recueil manuscrit qui a servi à l'éditeur, on s'explique aisément que cette lettre ait tout d'abord attiré particulièrement son attention : non-seulement c'est la seule des cent trente-huit lettres qui ne porte pas de signature, non-seulement elle diffère de toutes les autres par le caractère embrouillé de la rédaction et par une orthographe plus irrégulière encore que ne l'est habituellement celle de Marguerite; mais, quoique l'écriture de cette princesse soit un peu variable d'une lettre à l'autre, l'écriture de celle-ci, qui est inscrite sous le numéro d'ordre trente-sept, est notablement différente de son écriture ordinaire, non pas qu'elle soit plus agitée : au contraire, elle semble à la fois plus posée, plus calme et moins expérimentée; il y a beaucoup moins de jambages,

(1) Citons seulement en passant, et entre mille autres traits de même nature, une phrase de Marguerite à son frère, qui jure singulièrement avec l'idée de ceux qui la représentent comme *dévorée* par cette *tendresse fatale qui consuma la sœur de René.* A propos du second mariage de François Ier, elle lui écrit, avec cette même gaillardise ingénue qui est dans son caractère, qu'elle « va prier Dieu de donner au roi bonne et heureuse vie et faire un enfant à la reine qui sente l'air d'Angoumois. »

et enfin, dans toutes les autres lettres sans exception, Marguerite écrit constamment, en parlant à son frère, *monseigneur*, et jamais *sire*, tandis que, dans la seule qui ne porte point sa signature, le roi est constamment qualifié *sire*, et jamais *monseigneur*. Ces circonstances auraient pu, ce me semble, faire naître dans l'esprit de M. Génin une première question, celle de savoir si la lettre dont il s'agit est bien de Marguerite d'Angoulême; ce ne serait pas la première fois qu'un collectionneur, surtout quand il s'agit de lettres du XVIe siècle, aurait inséré par erreur dans un recueil spécial une lettre sans signature qui ne lui appartiendrait pas. L'éditeur ne paraît pas avoir éprouvé le moindre doute à ce sujet. L'absence de signature provient, suivant lui, uniquement de ce que celle-ci a été coupée par mégarde par le couteau du relieur. La différence d'orthographe, de rédaction et d'écriture indique seulement que cette lettre a été écrite à une époque où Marguerite, jeune encore, rédigeait avec beaucoup moins de facilité et d'élégance que plus tard. Et cependant, quand il s'agit de fixer la date de cette lettre, qui n'est pas plus datée que toutes les autres, l'éditeur la fixe très arbitrairement, comme nous le verrons tout à l'heure, à l'année 1521; cette date ne la sépare des premières qui la suivent que de quatre ans, et si Marguerite en est l'auteur, elle l'aurait écrite à l'âge de vingt-neuf ans, âge où son instruction grammaticale et même littéraire a dû être, selon toute apparence, terminée. Quant à la dernière circonstance relative à la qualification insolite donnée au roi par sa sœur, et qui contribue aussi à inspirer du doute, M. Génin ne semble pas l'avoir remarquée, car il n'en dit mot, et il tranche la question en affirmant que le doute n'est pas possible une minute. N'ayant pas la même conviction, j'ai appelé sur cette lettre l'attention d'un paléographe plus habile et plus compétent que moi, et que je ne nomme pas, parce qu'il a désiré ne pas être nommé, son opinion restant incertaine. Il pense que sur cette question d'authenticité il y a du pour et du contre. La lettre en effet, à côté de mots écrits autrement qu'ils le sont dans les autres lettres, en offre plusieurs dont les caractères se retrouvent les mêmes, et quoique toutes les autres circonstances déjà signalées militent contre l'authenticité, il y a aussi dans cette lettre douteuse un certain nombre d'expressions et de tours hyperboliques qui rappellent le vocabulaire habituel de la reine de Navarre, et se retrouvent plus ou moins identiques dans les autres lettres. Je n'irai donc pas jusqu'à contester tout à fait l'authenticité de cette missive si étrangement interprétée. Toutefois, si par hasard il y avait erreur sur ce point, il serait assez tristement plaisant que la réputation de cette pauvre femme, si aimable et si bonne, après avoir été respectée par tous les historiens durant trois siècles, fût tout à coup défigurée par eux le plus cruellement du monde à l'oc-

casion d'un obscur chiffon de papier qu'elle n'aurait point écrit, et qui lui serait attribué par erreur.

Mais il est temps de soumettre au lecteur ce fameux document, en l'acceptant tel que l'éditeur l'a déchiffré et en modifiant seulement un peu la ponctuation qu'il a adoptée; il n'y a aucune ponctuation dans l'original, et l'on verra tout à l'heure que M. Génin arrange parfois cette ponctuation d'une manière plus conforme à son interprétation qu'à l'exactitude du sens. Cette lettre étant par elle-même très obscure, ce serait l'obscurcir encore que de la reproduire avec son orthographe très bizarre. La voici avec l'orthographe moderne, sauf un mot, dont le sens est douteux et que par conséquent il importe de reproduire exactement tel qu'il est écrit dans l'original.

« Sire, ce qu'il vous plut m'écrire que en continuant vous me feriez connaître, m'a fait continuer et davantage espérer que vous ne voudriez laisser votre droit chemin pour fuir ceux qui, pour principal de leur heur, désirent vous voir. Encore que de mal en pis mon intention soit *perscripte,* si ne vous faudra jamais l'honnête et ancienne servitude que j'ai portée et porte à votre heureuse bonne grâce. Et si l'imperfection parfaite de cent mille fautes vous fait dédaigner mon obéissance, au moins, sire, faites-moi tant d'honneur et de bien que de n'augmenter ma lamentable misère en demandant expérience pour défaite, là où vous connaissez sans votre aide l'impuissance, comme vous témoignera une enseigne que je vous envoie (1); ne vous requerant pour fin de mes malheurs et commencement de bonne année, sinon qu'il vous plaise que je vous sois quelque petit de ce que infiniment vous m'êtes et serez sans cesse en la pensée. En attendant cet heur de vous pouvoir voir et parler à vous, sire, le désir que j'en ai me presse très humblement vous supplier que si, ce ne vous est ennui, le me faire dire par ce porteur, et incontinent je partirai feignant autre occasion. Et n'y a ni fâcheux temps, ni pénible chemin qui ne me soit converti en très plaisant et agréable repos, et si m'obligerez tant et trop à vous, et encore davantage, s'il vous plaît ensevelir mes lettres au feu et la parole en silence. Autrement vous rendriez

Pis que morte, ma douloureuse vie
Vivant en vous de la seule espérance,
Dont le savoir me cause l'assurance,
Sans que jamais de vous je me défie.
Et si ma main trop faiblement supplie,
Votre bonté excusera l'ignorance,
Pis que morte.
Par quoi à vous seul je dédie
Ma volonté et ma toute-puissance.

(1) On donnait ce nom d'*enseigne*, au XVIe siècle, à des vers, à des dessins, à des figures emblématiques qu'on envoyait pour exprimer l'état de son esprit ou de son âme. François Ier et Marguerite s'envoient de temps en temps des ballades avec des figures de saints ou de saintes.

Recevez-la, car la persévérance
Sera sans fin ou tôt sera finie,
Pis que morte.

« Votre très humble et très obéissante
Plus que sujette et servante. »

Quand on croit pouvoir affirmer sans hésitation qu'une lettre non signée et aussi embrouillée que celle-ci est de la même princesse qui a écrit au même roi cent trente-sept autres lettres aussi lucides qu'irréprochables, il semblerait naturel qu'avant de chercher à extraire de celle-ci une révélation criminelle, on se demandât d'abord si elle ne comporte pas une, ou deux, ou trois interprétations parfaitement innocentes. Cela serait d'autant plus naturel qu'on se proclame un admirateur passionné de Marguerite. M. Génin ne paraît point avoir songé à cela. Du moment où la lettre était obscure, du moment surtout que la personne qui l'a écrite exprimait un très vif désir qu'elle fût brûlée, elle devenait par cela même immédiatement coupable, et l'éditeur ne s'est plus occupé qu'à se torturer l'esprit pour savoir quel genre de culpabilité il en ferait sortir. L'équité et le bon sens exigent, à mon avis, que l'on procède autrement; par conséquent, avant de discuter l'interprétation de l'éditeur, il convient d'examiner si cette lettre ne peut pas être aussi innocente qu'elle est obscure.

Deux circonstances paraissent évidemment avoir inspiré à cet ingénieux érudit un parti-pris de suspicion : la première, c'est la vivacité excessive avec laquelle la personne qui écrit exprime son chagrin, son trouble, sa *lamentable misère*, et la seconde, c'est le ton non moins vif avec lequel cette même personne demande le secret : si ce secret n'est pas gardé, elle sera *pis que morte*.

En ce qui touche l'exagération du langage, M. Génin aurait dû, moins que personne, se laisser influencer par ce détail, puisqu'il savait que c'était là un des caractères habituels du style épistolaire de la reine de Navarre. Il remarque lui-même que cette expression *pis que morte*, qui nous paraît au premier abord si effrayante, est une expression familière à Marguerite; il assure qu'elle est très fréquente chez les poètes espagnols du XVIe siècle, et que c'est à eux que la princesse l'a empruntée. Ce qui est certain, c'est qu'elle l'emploie assez souvent, soit textuellement, soit avec des équivalens, et cela dans des circonstances relativement insignifiantes. Ainsi, voulant exprimer à l'évêque Briçonnet qu'elle ne se sent pas assez fervente, elle signe *la pis que morte*, et, comme l'évêque trouve son expression trop forte, elle l'adoucit en se qualifiant dans une seconde lettre *la pis que malade*, et dans une troisième *la vivante en mort*. Dans sa vingt-sixième lettre à son frère, après avoir récriminé contre le sieur de Brion, qui, dit-elle, « glose toujours

mes paroles, » elle déclare que, si sa vie n'est employée au service du roi, elle l'*estimera pire que dix mille morts*. Dans la trente-septième lettre du même recueil, elle répète à son frère « qu'elle *estime sa vie pire que mort*, si elle n'est mise pour son service. » On a vu par une autre lettre, que nous avons citée plus haut au sujet d'un malentendu sur un mot qui aurait déplu au roi, avec quelle abondance de termes hyperboliques et désespérés elle exprime son chagrin à l'occasion du moindre nuage qui s'élève entre son frère et elle. Il serait donc tout à fait absurde de proportionner rigoureusement l'appréciation ou plutôt la recherche du motif inconnu, quel qu'il soit, qui a dicté la lettre dont il s'agit, à la nature des expressions excessives contenues dans cette même lettre. Il est plus probable qu'invraisemblable que la grande douleur exprimée ici par Marguerite (si la lettre est d'elle) n'a pas de cause plus importante que celle qui lui a dicté la lettre presque aussi désolée dont j'ai cité plus haut un fragment.

Reste comme motif de suspicion plus ou moins grave la recommandation très vive de brûler la lettre ou plutôt *les lettres* (l'affaire inconnue dont il est question ici ayant sans doute occasionné l'envoi de plusieurs lettres dont il n'a été conservé qu'une seule), et enfin la recommandation non moins vive de taire les paroles que Marguerite a pu prononcer dans cette affaire, qui nous est inconnue. Un instant de réflexion suffit pour faire comprendre que ce désir ardent et inquiet du secret peut se concilier avec la plus parfaite innocence de la personne qui le demande. Que faut-il en effet pour légitimer innocemment la vivacité de son désir? Il suffit qu'un tiers intéressant très vivement Marguerite puisse se trouver très blessé ou très mécontent de son intervention en paroles ou par écrit auprès de François Ier au sujet d'une affaire sur laquelle, de leur côté, le frère et la sœur ne sont pas d'accord, et cette dernière circonstance explique également l'insistance de Marguerite auprès de son frère, soit pour se plaindre que son intention soit *perscripte de mal en pis*, c'est-à-dire apparemment méconnue de plus en plus, soit pour demander à le voir et exprimer l'impossibilité de se passer de son aide.

Dès qu'on adopte cette interprétation, incontestablement la plus naturelle, on n'a plus qu'à choisir entre une foule d'hypothèses également innocentes. C'est ainsi que le consciencieux éditeur de l'*Heptaméron*, M. Leroux de Lincy, repoussant, comme moi, l'interprétation aussi invraisemblable qu'odieuse donnée par M. Génin, pense que cette lettre a tout simplement trait à quelque querelle de ménage très vive entre Marguerite et le plus léger et en même temps le plus violent de ses deux maris, si l'on en croit Brantôme, c'est-à-dire Henri d'Albret; mais, si l'on adopte Henri d'Albret, il est peut-être un peu plus difficile de s'expliquer que François Ier semble

dans cette circonstance, à en juger par la lettre de sa sœur, incliner plutôt à se ranger du côté du mari.

L'auteur anonyme d'un travail très distingué sur Marguerite d'Angoulême publié dans la *Revue Chrétienne* en 1861 repousse aussi l'hypothèse répugnante de M. Génin, mais il repousse également celle de M. Leroux de Lincy comme invraisemblable en elle-même et comme contrariée par le style, l'orthographe, la tournure de la lettre en question, qui semble dater de la première jeunesse de Marguerite. Je serais d'autant plus porté à admettre cette dernière objection que je crois la lettre antérieure à la date de 1521, adoptée par M. Génin, et que je m'expliquerais difficilement qu'il n'y eût pas un laps de temps assez considérable entre une série de lettres où le roi est toujours sans exception appelé *monseigneur* et une seule lettre où Marguerite l'appelle constamment *sire;* mais si la lettre incriminée remonte à la jeunesse de Marguerite, pourquoi cette lettre ne s'appliquerait-elle pas à une querelle de ménage entre Marguerite et son premier mari, le duc d'Alençon? Qui empêche de supposer que François Ier, qui aimait le duc d'Alençon au point de faire pour lui au connétable de Bourbon un passe-droit dangereux, ait dans cette circonstance, qui nous est inconnue, pris parti pour son beau-frère contre sa sœur?

Mais si l'on ne veut pas de l'explication par une querelle de ménage, qui empêche de supposer que cette fameuse *unité* tant célébrée de la mère, du fils et de la fille a été un instant troublée, que Louise de Savoie est irritée contre sa fille, que François Ier se prononce aussi contre sa sœur, que Marguerite se désespère, qu'elle voudrait s'expliquer avec son frère et le ramener sans offenser sa mère, et par conséquent à l'insu de celle-ci? De là une demande d'entrevue et une recommandation très vive de silence sur tout ce qu'elle lui a écrit ou lui a dit à ce sujet. On pourrait si bien multiplier dans cette circonstance les suppositions innocentes, qu'un critique fort distingué, M. Lutteroth, non content de faire justice dans *le Semeur* de la déplorable hypothèse de M. Génin, a entrepris de prouver que la lettre non datée dont il abusait si étrangement faisait tout simplement partie des lettres relatives au voyage et aux négociations de Marguerite pendant la captivité de François Ier à Madrid. Dans cette supposition, la première phrase de la lettre s'appliquerait au refus du roi prisonnier d'acheter sa délivrance en cédant la Bourgogne. Marguerite désirerait qu'il recouvrât sa liberté à tout prix, et, en le quittant malgré elle parce qu'il a voulu qu'elle rentrât en France, elle lui écrirait pour le ramener à son avis. Ainsi entendue, cette première phrase signifierait qu'elle supplie le roi de ne pas quitter le *droit chemin*, c'est-à-dire la seule ligne de conduite propre à le réunir à sa famille et à son peuple, qui pour le *principal de leur heur*

désirent le voir encore que de mal en pis, c'est-à-dire dépouillé de la Bourgogne, s'il faut qu'il la perde pour être libre. Toutes les autres phrases de la lettre sont expliquées dans un sens analogue. J'avoue que les explications de M. Lutteroth me paraissent plus ingénieuses que solides, et à son interprétation je préfère la critique très judicieuse qu'il a faite de celle de M. Génin.

Quant à celle-ci, elle me paraît la plus inadmissible de toutes, non pas seulement parce qu'elle est odieuse, et que l'odieux a besoin d'être prouvé deux fois plutôt qu'une avant d'être accueilli, mais parce qu'elle est tout à fait imaginaire. Suivant M. Génin, la lettre en question signifie tout simplement que Marguerite est amoureuse de son frère. « Elle a laissé, nous dit-il, s'allumer et se développer à son insu cette tendresse fatale qui, trois siècles plus tard, dévorait la sœur de René. On ne peut dans tout ceci former que des conjectures. François, non plus que René, ne partagea la passion qu'il inspirait. On voit qu'ayant à passer par le lieu qu'habitait sa sœur, il se détournait, afin d'éviter une rencontre dangereuse pour elle, pénible pour tous deux; mais Marguerite est avertie de sa résolution, elle la combat, elle le supplie de venir, elle veut le voir *encore que de mal en pis*; le voir, c'est là *le principal de son heur!* François alléguait les effets du temps et de l'absence; il y comptait comme sur un remède infaillible; il invoquait *l'expérience*, c'était là un vain prétexte, *une défaite;* Marguerite le lui sait bien dire : « Sire (n'osant l'appeler *mon frère*), n'augmentez pas *ma lamentable misère;* le temps ne peut rien pour ma guérison, si vous ne me secourez vous-même, et vous le savez bien! »

Après nous avoir ainsi présenté Marguerite mariée, âgée de vingt-neuf ans, recherchant et bravant le danger que fuit son frère, l'éditeur croit cependant devoir nous avertir « qu'il faut bien distinguer où finit le malheur et où commence le crime, et que cet intervalle, Marguerite ne l'a jamais franchi! » On est vraiment tenté de dire : Qu'en savez-vous? Puisque votre odieuse hypothèse ne vous a point paru téméraire, qui vous autorise à en limiter la gravité? A cela il nous répond : « Si quelqu'un conservait des doutes à cet égard, ils ne tiendront pas à la lecture des deux correspondances de la reine de Navarre avec Montmorency et avec François Ier. » Mais si la lecture de ces deux correspondances suffit pour nous empêcher d'attribuer à Marguerite des actions criminelles, comment n'a-t-elle pas suffi pour empêcher de lui supposer des sentimens criminels d'après une seule lettre qui ne dit rien? Enfin n'est-il pas exorbitant qu'après avoir ainsi fait les honneurs de la moralité intentionnelle d'une princesse illustre, l'éditeur vienne nous dire que son interprétation « ne peut en rien diminuer le respect dû au caractère de cette princesse, et qu'elle doit au contraire y ajouter cette admiration mêlée

de pitié que fait naître l'aspect d'une *grande et singulière infortune supportée, combattue avec courage?* » Le goût du *singulier* n'a-t-il pas égaré ici l'ingénieux éditeur? Il déclare que sa découverte repose sur un document *unique*; mais si ce document unique est interprété à sa manière, que peut-il inspirer pour Marguerite, sinon du mépris, ou tout au plus de la pitié? Quant à de l'admiration, comment son hypothèse pourrait-elle la légitimer?

Tout ceci est certainement fort étrange; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est la facilité avec laquelle une pareille hypothèse a été admise avec des modifications par deux de nos principaux historiens. M. Michelet aime, respecte et admire Marguerite d'Angoulême. Je partage tout à fait son sentiment : il la nomme dans son langage pittoresque le « pur élixir des Valois. » C'est en effet ce que cette race a produit de plus noble, de plus délicat, de plus distingué sous tous les rapports. Personne n'était plus en état que lui de faire justice de la répugnante supposition adoptée par l'éditeur de la correspondance de la reine de Navarre : cette supposition lui a évidemment déplu, il n'a pas compris qu'on pût tout à la fois respecter, admirer Marguerite et la présenter comme une sœur incestueuse d'intention qui écrit à son frère : « Venez à moi, j'ai besoin de vous voir, quoi qu'il en puisse arriver. Gardez-moi le secret. » Rien ne lui était plus facile que de démontrer la parfaite innocence de la lettre dont il s'agit; malheureusement l'obscurité de cette lettre l'a attiré par l'espoir d'y découvrir autre chose que M. Génin, mais une chose du même genre, c'est-à-dire quelqu'une de ces monstruosités morales qu'il aime à attribuer aux puissans de la terre. Il a certainement raison quand il affirme que ceux-ci sont plus sujets aux énormités que les simples mortels : Bossuet l'a dit avant lui et très énergiquement: mais encore faut-il ne pas les charger sans preuves, et encore moins sur des preuves qui leur sont plutôt favorables que contraires.

M. Michelet a donc imaginé de se servir de la lettre en question pour disculper Marguerite, qu'il aime, et accabler François Ier, qu'il n'aime pas. Sous sa main, cette lettre a changé non pas de sens, mais de direction: elle est restée criminelle, mais le coupable est devenu François Ier, et de ce document si vague, si obscur, son esprit ardent et inventif a tiré tout un petit drame très accentué, qu'il est assez difficile d'exposer en détail, et qui n'a qu'un léger défaut : celui d'être en contradiction flagrante avec le texte même d'où il est tiré. Suivant M. Michelet, cette lettre, qui, nous l'avons vu, peut subir tant d'interprétations différentes, prouve le plus clairement du monde qu'un beau matin François Ier osa dire à sa sœur qu'il ne croirait pas à sa tendresse à moins d'en avoir *la preuve* et *la définitive expérience*. C'est ainsi que M. Michelet traduit la phrase

ne me demandez pas expérience pour défaite, qui, suivant M. Génin, signifie que le roi invoque l'expérience pour se tenir éloigné de sa sœur, et que celle-ci n'y voit qu'un prétexte, *une défaite*. M. Michelet ajoute : « Nous ne savons bien que ce mot. » Cependant il vient de nous dire sept lignes plus haut : « La chose est trop constatée. » Dans sa donnée, Marguerite, épouvantée et désespérée, s'enfuit, et elle écrit *à genoux* une lettre dont le sens est celui-ci : « Elle se donne pour se mieux garder. » M. Michelet ne peut pas se dissimuler cependant que dans cette lettre Marguerite demande instamment à son frère, soit de la venir voir, soit de lui permettre d'aller le rejoindre; mais c'est, à son avis, un artifice prudent, une précaution oratoire pour arriver à le supplier de ne pas demander *expérience pour défaite*, c'est-à-dire *l'épreuve matérielle de sa défaite morale*. Ceci est une nouvelle traduction que fait M. Michelet de la phrase déjà citée.

J'en demande bien pardon à l'éloquent historien, mais cette interprétation ne tient pas devant le texte. Ou ce texte est criminel, ou il est innocent; s'il est criminel, ce qu'il offre de plus clair, c'est incontestablement le désir qu'y témoigne Marguerite, soit de recevoir son frère chez elle, soit d'aller le trouver chez lui. Quand elle lui dit d'abord : « J'espère que vous ne vous détournerez pas de votre chemin pour m'éviter; » quand elle ajoute ensuite : « Le désir que j'ai de vous pouvoir voir et parler à vous *me presse* de très humblement vous *supplier* que, si ce ne vous est ennui, me le faire dire par ce porteur, et *incontinent* je partirai, feignant autre occasion, » il est absolument impossible de reconnaître là le langage d'une « sœur qui a fui épouvantée devant une tentative infâme, et qui cherche à se garder de son frère. » Au lieu de travailler vainement à déplacer une culpabilité imaginaire, M. Michelet aurait bien mieux réussi en prouvant que cette culpabilité n'existait pas.

Quant à l'autre historien, M. Henri Martin, qui a pris également au sérieux cette donnée bizarre, il nous paraît probable qu'au lieu de recourir au texte il s'en est rapporté à M. Michelet. « S'il y eut, dit-il, du frère ou de la sœur un coupable d'intention, ce ne fut certainement pas Marguerite. » Ne serait-il pas plus simple de déclarer, jusqu'à preuve contraire, qu'ils ne le furent ni l'un ni l'autre?

C'est vainement qu'on prétendrait poétiser et noircir en même temps la figure de Marguerite en la comparant à la sœur de René. Les sœurs de René ne conservent un certain prestige qu'à la condition de disparaître aux regards des hommes aussitôt qu'elles se sont aperçues elles-mêmes du sentiment coupable qui les torture, et de cacher au fond d'un cloître leurs agitations et leurs souffrances. Si elles vivent dans le monde, si elles se marient, si elles ont des enfans, et surtout si elles écrivent l'*Heptaméron*, elles ne sont plus

des sœurs de René, ou bien elles sont tout simplement des créatures très dépravées et très vulgaires. Il reste donc à faire valoir, en faveur de la reine de Navarre, un dernier argument : c'est qu'elle a composé l'*Heptaméron*.

II. — MARGUERITE CONSIDÉRÉE COMME AUTEUR DE L'HEPTAMÉRON.

Quoiqu'on ait discuté la question de savoir si la reine de Navarre est bien l'auteur de l'ouvrage qui porte son nom, il nous paraît superflu d'entrer dans cette discussion, le petit nombre de ceux qui tiennent pour la négative n'ayant émis que des conjectures, tandis que l'opinion contraire s'appuie non-seulement sur l'ouvrage lui-même, où l'intervention de la princesse est indiquée très fréquemment et de la façon la moins équivoque, mais sur les témoignages de tous les contemporains de Marguerite, sur celui des deux premiers éditeurs de l'ouvrage, publié dix ans seulement après sa mort, et enfin sur le témoignage indirect, mais néanmoins très positif, de la fille de l'auteur. On sait en effet que Jeanne d'Albret permit au second éditeur de l'*Heptaméron*, à Claude Gruget, de lui dédier publiquement en 1559 ce recueil, comme étant l'œuvre de la feue reine sa mère.

Mais si rien ne permet de contester à Marguerite le titre d'auteur de l'*Heptaméron*, je n'en voudrais cependant pas conclure que tous les contes sans exception que renferme ce recueil ont été rédigés ou dictés par elle. L'érudit écrivain à qui nous devons la meilleure édition de l'*Heptaméron*, M. Leroux de Lincy, après avoir comparé un assez grand nombre de manuscrits, qui diffèrent plus ou moins entre eux, a cru devoir lui-même considérer trois nouvelles de l'édition de Gruget comme ayant été substituées par l'éditeur à trois autres plus authentiques que Gruget, suivant M. de Lincy, aurait supprimées comme trop significatives et trop satiriques. Il me semble en effet que les trois nouvelles de l'édition de Gruget pourraient bien n'être pas de la reine de Navarre; mais, loin de les trouver plus insignifiantes, elles sont à mon avis tout aussi satiriques et beaucoup plus indécentes que les trois autres nouvelles restituées par M. Leroux de Lincy d'après le plus grand nombre des manuscrits.

Cela est surtout vrai de la onzième nouvelle. Le texte rétabli par le dernier éditeur est une historiette très simple qui n'a qu'un défaut, celui de la malpropreté, mais qui n'offre rien d'immoral; c'est un de ces contes gras que des personnes ingénues pouvaient raconter du temps de Rabelais et peut-être même raconteraient encore aujourd'hui, tandis que la nouvelle qui correspond à celle-ci dans l'édition de Gruget, et que M. Leroux de Lincy a placée en ap-

pendice pour nous faciliter la comparaison, non-seulement est plus satirique, puisqu'elle raconte les propos obscènes tenus en chaire par un cordelier, mais nous présente, de la part d'un des interlocuteurs, des réflexions exprimées en un langage si indécent, qu'il est difficile de se figurer une princesse dictant ou écrivant de pareilles choses, même à une époque où le français ressemblait beaucoup au latin et bravait comme lui l'honnêteté. Il est bien vrai que le chevalier Simontault, qui s'émancipe à ce point, est gourmandé par celle des interlocutrices, Parlamente, qui, suivant M. de Lincy, représente Marguerite; mais il ne me paraît pas moins impossible que celle-ci ait rédigé ou dicté les propos prêtés à Simontault dans cette circonstance. Il est donc, je crois, tout naturel, au sujet d'un recueil composé comme celui-ci de morceaux détachés et en l'absence d'un manuscrit vraiment authentique, c'est-à-dire écrit par l'auteur même ou avec constatation qu'il a été rédigé sous sa dictée, il est tout naturel, chaque fois que la mesure du langage permis au XVIe siècle à une femme honnête semble dépassée, de supposer qu'il y a eu quelques altérations ou quelques interpolations faites dans le texte primitif par les nombreux copistes qui ont tour à tour écrit l'*Heptaméron* avant qu'il fût publié.

Est-ce à dire que les contes de la reine de Navarre soient, comme le croient bien des personnes qui ne les ont jamais lus, des récits exclusivement licencieux? Il n'en est rien, et, quoique M. Génin les embellisse un peu en les qualifiant de *contes moraux*, et même en ajoutant qu'ils s'appelleraient ainsi à bien meilleur titre que ceux de Marmontel, ils sont incontestablement supérieurs, sous le rapport de la moralité, à tous les ouvrages si nombreux du même genre qui ont paru avant eux, et sous le rapport littéraire ils l'emportent également, si l'on en excepte le chef-d'œuvre de Boccace, qui a servi de modèle à tous.

Considéré à ce double point de vue, l'*Heptaméron* représente au moins pour la France une date dans l'histoire du genre littéraire auquel cet ouvrage appartient. De même que nos grands poèmes chevaleresques du moyen âge, en passant de la poésie à la prose, ont donné naissance au roman moderne, de même la nouvelle, cette forme abrégée et légère de la narration romanesque, dérive des fabliaux, de ces petits poèmes en miniature qui, par leur tournure généralement moqueuse et licencieuse, servaient en quelque sorte de contre-poids à la gravité religieuse, guerrière ou sentimentale de nos antiques et volumineuses épopées.

Boccace, le premier, a tiré de nos fabliaux ce genre de récit en prose, qui n'a point le caractère fantastique et merveilleux du conte proprement dit, dont l'origine est orientale, et qui s'est appelé *nouvelle* (*novella*), comme pour indiquer ce qui a été longtemps un de

ses caractères essentiels, la prétention de raconter non pas des fictions, mais des faits vrais, des anecdotes ayant un fondement réel. Pendant plusieurs siècles, les innombrables *novellieri* engendrés par Boccace ont débuté presque toujours en précisant les lieux, les personnes et les époques qui figurent dans leurs historiettes, de manière à donner autant que possible à celles-ci la physionomie de la vérité.

En même temps que le talent de Boccace faisait du *Décaméron* un des chefs-d'œuvre de la prose italienne, ce recueil, par son immense succès, devenait en quelque sorte le type du genre, et produisait dans toutes les langues de l'Europe des ouvrages calqués sur le même modèle. Or, quoique tous les contes de Boccace ne soient pas également licencieux, quoiqu'il s'en trouve par exception quelques-uns qui portent l'empreinte d'une assez grande délicatesse morale, comme par exemple la touchante histoire de Griselidis, il est incontestable que, dans leur ensemble, les récits du nouvelliste florentin sont caractérisés par l'extrême liberté des inventions, des tableaux et souvent des expressions. Boccace lui-même croit devoir s'excuser quelque part auprès des lecteurs scrupuleux en alléguant que la gaillardise est une des lois du genre dans lequel il écrit, et Pétrarque fait valoir en faveur de Boccace le même argument.

Dans notre littérature en particulier, les premiers imitateurs du *Décaméron* se sont surtout attachés à reproduire, en les forçant, les couleurs licencieuses du modèle. C'est ce qui se remarque principalement dans le recueil intitulé les *Cent Nouvelles nouvelles*, qu'on suppose, à tort ou à raison, avoir été composé vers le milieu du XVe siècle par Louis XI, alors dauphin, réfugié à la cour de Philippe de Bourgogne, et par un certain nombre de seigneurs bourguignons. Cette prédominance de l'élément graveleux dans la nouvelle n'est pas moins sensible dans tous les recueils du même genre publiés chez nous au XVIe siècle; elle se remarque aussi bien dans les contes attribués à Bonaventure Desperriers que dans les récits obscènes qu'on a mis sur le compte de Béroalde de Verville, et il suffit de comparer ces divers recueils à celui de la reine de Navarre pour reconnaître que ce dernier, qui nous paraît aujourd'hui un ouvrage un peu audacieux pour une princesse honnête femme, est infiniment plus réservé et beaucoup moins dominé par le goût d'un seul genre d'invention et de tableaux que tous les ouvrages analogues appartenant à la même époque.

Si l'on compare l'*Heptaméron* aux contes de Boccace, on reconnaît aisément que ce qui a donné naissance au premier de ces deux ouvrages, ce n'est pas tant le goût de Marguerite pour les récits grivois qu'une sorte d'ambition littéraire d'entrer en lutte avec un auteur qui faisait les délices de la cour. De tous les ouvrages français

imités du *Décaméron*, le recueil de la reine de Navarre est celui qui tout à la fois se rapproche et diffère le plus du modèle italien. Ni les auteurs des *Cent Nouvelles nouvelles*, ni Bonaventure Desperriers, ne s'occupent d'encadrer leurs récits à la manière de Boccace. La grande affaire pour eux, c'est de broder après lui, et sur le même thème licencieux et satirique, une série d'historiettes plus ou moins différentes de celles du *Décaméron*, tandis que la reine de Navarre au contraire s'applique surtout à imiter Boccace dans ses prologues ou dans ses épilogues, c'est-à-dire dans la partie de son ouvrage tantôt la plus émouvante, tantôt la plus gracieuse, et toujours la moins immorale. Quant aux récits du conteur italien, même lorsqu'elle en reproduit les libres allures, c'est toujours avec plus de naïveté, moins d'agrément si l'on veut, mais plus de sobriété dans les détails scabreux. Elle s'écarte aussi beaucoup plus souvent que lui des données grivoises des *novellieri* pour y substituer des récits plus pathétiques ou plus délicats, et enfin, même quand elle s'abandonne aux gaillardises du genre, on la voit s'évertuer à faire de l'ordre avec du désordre, c'est-à-dire à tirer d'un conte léger des conclusions édifiantes.

L'origine de l'*Heptaméron*, telle que nous venons de l'indiquer, nous est d'ailleurs certifiée par Marguerite elle-même. Celle-ci nous apprend en effet dans son prologue que le succès de la seconde traduction française des contes de Boccace publiée en 1543 par un de ses secrétaires, Antoine Le Maçon, avait donné l'idée au roi François Ier, à son fils le dauphin (depuis Henri II), à la dauphine Catherine de Médicis et à Marguerite d'Angoulême de se réunir à quelques autres dames et seigneurs de la cour pour tenter ensemble une imitation du conteur florentin; chacune des dix personnes engagées dans l'entreprise devait composer dix récits, lesquels, partagés en dix chapitres ou journées, auraient reproduit exactement la dimension et la division du *Décaméron*. Il avait été convenu qu'on s'attacherait à différer de Boccace sur un point important : c'est qu'on n'*écrirait nulle nouvelle qui ne fût véritable histoire*. Il s'agissait d'exécuter strictement ce qui n'avait été jusqu'ici de la part des *novellieri* qu'un engagement fictif. Marguerite nous apprend que le dauphin avait exigé de plus « qu'aucun des narrateurs ne fût pris parmi ceux qui avaient étudié et étaient gens de lettres, parce qu'il ne voulait pas que leur art y fût mêlé, et aussi de peur que la beauté de la rhétorique fît tort en quelque partie à la vérité de l'histoire. »

Après nous avoir ainsi exposé le projet qui donna naissance à son livre, l'auteur nous apprend que l'exécution de ce projet primitif fut arrêtée par diverses affaires générales ou particulières qui survinrent à la cour. Il est possible que la modestie de Marguerite

la porte ici à déguiser la vérité, car, si l'on en croit Brantôme, la dauphine Catherine de Médicis et la princesse Marguerite, depuis duchesse de Savoie, essayèrent de travailler avec la reine de Navarre à l'ouvrage en question; mais quand elles eurent lu les récits de celle-ci, elles jetèrent, dit Brantôme, leur travail au feu et ne le voulurent mettre en lumière. Toujours est-il que la reine de Navarre, une fois engagée dans cette entreprise et pour distraire ses loisirs, résolut d'exécuter à elle seule l'œuvre commune, en tirant parti des sujets divers que ses collaborateurs, plus ou moins paresseux, pouvaient lui fournir.

Ce ne fut donc pas dans sa jeunesse, comme on l'a dit à tort, mais de 1541 à 1543, quand elle avait par conséquent dépassé la cinquantaine, qu'elle commença à rédiger ce recueil de contes. Il devait, comme celui de Boccace, se composer de cent récits divisés en dix journées, et porter par conséquent le titre de *Décaméron*, qui même lui est donné dans plusieurs manuscrits; mais, l'auteur s'étant arrêté à la soixante-douzième nouvelle, on a généralement adopté pour son ouvrage le titre d'*Heptaméron*, quoique ce titre soit en lui-même impropre, puisque l'ouvrage contient non-seulement sept journées, mais les deux premières nouvelles de la huitième journée. On voit du reste que Marguerite a travaillé à ce recueil jusque dans la dernière année de sa vie, car la soixante-sixième nouvelle a pour sujet une anecdote où figurent sa fille, Jeanne d'Albret, et le prince Antoine de Bourbon, nouvellement mariés. Or ce mariage eut lieu le 20 octobre 1548, et Marguerite mourut en octobre 1549.

Dans son désir d'imiter surtout les plus belles parties du *Décaméron*, la reine de Navarre débute par un prologue, évidemment inspiré par celui de Boccace, quoique fort inférieur. Tout le monde connaît le magnifique et sombre tableau de la peste de Florence, en 1348, qui sert d'introduction aux contes du nouvelliste italien. Pour fuir le fléau, sept jeunes dames et trois jeunes cavaliers se réunissent dans une charmante villa. Ils conviennent que la direction des amusemens de la société sera confiée chaque jour à un des associés choisi pour reine ou pour roi, que ce souverain ou cette souveraine d'un jour choisira son successeur, et que parmi les amusemens figurera pour chacun l'obligation de raconter une nouvelle par jour.

Pour préparer de la même manière le lecteur à ses récits, la reine de Navarre suppose « qu'une dame veuve de longue expérience, nommée Oisille, » qui s'est rendue aux eaux de Cauterets, se trouve retenue à l'abbaye de Notre-Dame-de-Sarrance par un débordement du Gave béarnais. Ce débordement, ayant rompu tous les ponts, amène dans la même abbaye, à la suite d'une série d'in-

cidens plus ou moins romanesques, cinq gentilshommes et quatre dames. Ces neuf personnes prient la dame Oisille de leur indiquer un moyen de passer le temps agréablement jusqu'à ce que les communications soient rétablies. « Mes enfans, leur répond la bonne dame, vous me demandez une chose que je trouve fort difficile de vous enseigner, un passe-temps qui vous puisse délivrer de vos ennuis, car, ayant cherché le remède toute ma vie, n'en ai jamais trouvé qu'un, qui est la lecture des *Saintes Lettres*... et si vous me demandez quelle recette me tient si joyeuse et si saine, c'est que incontinent que je suis levée, je prends la sainte Écriture et la lis. » Ce penchant de la dame Oisille à faire intervenir la Bible a servi quelquefois d'argument à ceux qui prêtent à l'auteur de l'*Heptaméron* des opinions calvinistes; mais le goût de la Bible n'était, pas plus alors qu'il ne l'est aujourd'hui, un signe suffisant de calvinisme, et pour montrer que l'induction porte à faux, il suffit d'ajouter que la dame Oisille termine son discours en ces termes : « Il me semble que si tous les matins vous voulez donner une heure à cette lecture (de la Bible) et puis, *durant la messe*, faire vos dévotes oraisons, vous trouverez en ce désert la beauté qui peut être en toutes les villes, car qui connaît Dieu voit toutes choses belles en lui, et sans lui tout laid. »

Sans exclure ce genre de récréation, les compagnons de la dame Oisille l'ayant jugé trop austère pour suffire seul à l'emploi de leurs journées, une des dames, nommée Parlamente, commence par raconter le projet d'une imitation de Boccace formé par les seigneurs et les dames de la cour de François Ier : elle propose à la société réunie à l'abbaye de Notre-Dame-de-Sarrance de l'exécuter. « S'il vous plaît, dit-elle, que tous les jours, depuis midi jusqu'à quatre heures, nous allions dedans ce beau pré, le long de la rivière du Gave, où les arbres sont si feuillés que le soleil ne saurait percer l'ombre ni échauffer la fraîcheur, là, assis à nos aises, dira chacun *quelque histoire qu'il aura vue, ou bien ouï dire* à quelque *homme digne de foi*. Au bout de dix jours, aurons parachevé la centaine, et si Dieu fait que notre labeur soit trouvé digne des yeux des seigneurs et dames ci-dessus nommés (c'est-à-dire de François Ier, du dauphin, de la dauphine, de la reine de Navarre, etc., en un mot des auteurs du projet en question), nous leur en ferons présent au retour de ce voyage, au lieu d'images et de patenostres, étant assurés qu'ils auront ce présent ici pour plus agréable. »

Le projet de Parlamente est agréé, mais à la condition qu'il se combinera avec la proposition plus édifiante de la dame Oisille. Tous les matins, on commence par aller entendre dans la chambre de celle-ci une lecture de la Bible qui dure *une bonne heure*, on assiste ensuite *dévotement* à la messe, on dîne à dix heures; à midi, on se rend au

pré, qui était, dit l'auteur, « si beau et si plaisant qu'il aurait besoin d'un Boccace pour le dépeindre, » et là chacun raconte tour à tour sa nouvelle en choisissant le narrateur qui doit prendre la parole après lui.

Ce mélange d'exercices de piété et de propos légers, entremêlés d'observations morales, se continue dans tout le cours de l'ouvrage et lui donne une physionomie à part. Ce n'est pas qu'il n'y ait aussi çà et là même dans les contes de Boccace quelques apparences de dévotion; mais ce ne sont que des apparences, qui tournent bien vite en moquerie. Le premier conte du *Décaméron* par exemple, celui de saint Chapelet, débute comme un sermon, et contient une satire très mordante de la béatification. L'intention du second, avec les mêmes formes de langage gravement ironiques, est une attaque encore plus audacieuse dirigée contre le catholicisme.

L'*Heptaméron* contient, il est vrai, un assez grand nombre de nouvelles qui roulent sur les vices et les fourberies des moines, particulièrement des cordeliers; mais c'est très loyalement et très ingénument que, dans les controverses qui suivent chaque nouvelle, la reine de Navarre distingue entre le respect dû aux préceptes de la religion et le mépris réservé à ceux qui s'en servent pour abuser au profit de leurs passions les âmes simples et crédules. Dans ces mêmes controverses, la reine de Navarre fait assez souvent soutenir par les interlocuteurs du sexe masculin des thèses d'une morale relâchée; mais l'une ou l'autre des cinq dames engagées dans la discussion ne manque presque jamais de réfuter et de renverser les propositions plus ou moins licencieuses mises en avant par les gentilshommes.

Il y a donc deux classes de nouvelles dans l'*Heptaméron*, les unes égrillardes parfois jusqu'à l'audace, les autres sérieuses et délicates. Toutefois l'audace des premières consiste moins dans le développement d'une idée immorale par elle-même que dans une certaine liberté de coloris, dans certaines situations trop détaillées ou trop précisées, ou bien parfois dans le choix de certains sujets assez scabreux pour offenser plus ou moins soit le goût, soit la pudeur, même quand la donnée morale qui en fait le fond est irréprochable. On doit reconnaître d'ailleurs, comme l'a remarqué M. Leroux de Lincy, que le style de la reine de Navarre, qualifié par Brantôme un style doux et fluant, offre déjà des délicatesses de langage, des périphrases élégantes, destinées à masquer les situations ou les idées un peu crues. Ce mérite est incontestable, surtout quand on compare les passages même licencieux de l'*Heptaméron* aux grossièretés des *nouvellistes* antérieurs; mais l'éditeur exagère un peu, ce me semble, quand il nous présente le style de la reine de Navarre comme étant de nature à ne choquer jamais les oreilles les plus chastes. Il

n'a pas toujours ce caractère; ce qui est certain également, c'est qu'aux récits les moins édifians l'auteur manque rarement d'associer des réflexions morales dont le ton est d'une bonne foi parfaite, et n'offre plus rien de commun avec la gravité malicieuse et ironique de Boccace.

Un simple sommaire des dix premières nouvelles de l'*Heptaméron* suffira pour donner à ceux qui n'auraient pas lu ce recueil une idée du singulier mélange de légèreté et de moralité qui le distingue.

Le premier des *devisans* qui prend la parole est le gentil chevalier Simontault, lequel nous est présenté comme éprouvant une passion malheureuse pour Parlamente, l'une des dames réunies à l'abbaye de Sarrance et mariée à un autre des narrateurs nommé Hircan. Simontault, pour se venger des rigueurs de Parlamente, recherche toutes les occasions de dire du mal des femmes. Il raconte l'histoire de la femme d'un procureur d'Alençon qui menait de front une double intrigue avec l'évêque de Séez et avec le jeune fils du lieutenant-général au bailliage. Abandonnée par le jeune homme, elle se venge de lui en l'attirant chez elle et le faisant assassiner par son mari. La duchesse d'Alençon (c'est-à-dire Marguerite elle-même, qui parle par la bouche de Simontault) fait condamner le mari aux galères. « La mauvaise femme, en l'absence de son mari, dit le narrateur, continua son péché plus que jamais et finit misérablement. »

Le chevalier Simontault s'appuyant de cette nouvelle pour calomnier les femmes, la dame Oisille, qui doit parler après lui, proteste contre ses conclusions et oppose à l'exemple cité l'histoire d'une muletière d'Amboise qui aima mieux mourir de la main de son valet que de céder à ses désirs criminels, puis elle termine sa nouvelle par un petit sermon qui commence ainsi : « Voilà, mesdames, une histoire véritable qui doit bien augmenter le cœur à garder cette belle vertu de chasteté. Et nous qui sommes de bonne maison, devrions morir de honte de sentir en notre cœur la mondanité pour laquelle éviter une pauvre muletière n'a point craint une si cruelle mort. Et telle s'estime femme de bien qui n'a pas encore su comme cette cy résister jusqu'au sang. »

La troisième nouvelle, racontée par le chevalier Saffredent, appartient au petit nombre de récits immoraux par le fond, sinon par les détails, qui figurent dans l'*Heptaméron*. Le roi de Naples Alphonse V ayant séduit la femme d'un gentilhomme de sa cour, celui-ci s'en plaint à la reine, qui consent à le venger de sa femme en se vengeant elle-même du roi son mari. Ce double adultère se continue tranquillement jusqu'à ce que, dit Saffredent, la vieillesse y mette ordre, et le narrateur, appliquant à des conclusions impertinentes les mêmes formes de langage que vient d'employer la dame Oisille, achève son récit en ces termes : « Voilà, mesdames, une his-

toire que volontiers je vous montrerai pour exemple, afin que quand vos maris vous donneront des cornes de chevreuil, vous leur en donniez de cerf. » Mais la dame Ennassuite, qui prend la parole après lui, s'empresse d'annoncer qu'elle va prouver que toutes les dames ne sont pas semblables à la reine de Naples et que tous les fols et *hasardeurs* ne viennent pas à leur fin, et elle raconte, en déguisant le nom de la reine de Navarre sous celui d'une princesse de Flandre, l'aventure très connue qui, suivant Brantôme, serait arrivée à Marguerite elle-même, lorsque cette princesse eut à défendre son honneur contre une tentative audacieuse de l'amiral Bonnivet. Dans cette histoire, Marguerite se peint au naturel et telle qu'elle devait être dans sa jeunesse, avec une gaîté aimable et même une nuance de coquetterie; toutefois, ajoute-t-elle, *sage et femme de bien*. Le gentilhomme en question, c'est-à-dire Bonnivet, la voyant, dit-elle, femme joyeuse et qui riait volontiers, pensa qu'il essaierait pour voir si les propos d'une honnête amitié lui déplairaient, ce qu'il fit; mais il trouva en elle réponse contraire à sa contenance, et combien que sa réponse fut telle qu'il appartenait à une princesse et vraie femme de bien, si est ce que, le voyant tant beau et honnête homme comme il était, elle lui pardonna aisément sa grande audace. Et montrait bien qu'elle ne prenait point déplaisir quand il parlait à elle, en lui disant souvent qu'il ne tînt plus de tels propos, ce qu'il lui promit, pour ne perdre l'aise et honneur qu'il avait de l'entretenir. »

On voit avec quelle ingénuité Marguerite nous montre comment le séduisant Bonnivet put se croire encouragé par sa douceur à devenir audacieux jusqu'à l'impudence, et il faut aussi que le triomphe définitif de la princesse soit bien incontestable pour expliquer son indulgence, quand elle apprécie plus loin les motifs de la témérité de Bonnivet et nous dit : « Il pensa que s'il la pouvait trouver en lieu à son avantage, elle qui était veuve, jeune et en bon point et de fort bonne complexion, prendrait peut-être pitié de lui et d'elle ensemble. » Toutefois la conclusion morale de cette quatrième nouvelle sauve ce qu'elle offre d'un peu scabreux dans le détail et la controverse qui suit le récit, portant sur la question de savoir si la princesse a été sauvée par sa propre vertu ou par l'insuffisance d'audace de la part du séducteur.

Un des devisans, Geburon, entreprend de prouver par une cinquième nouvelle que tout le sens et la vertu des femmes ne sont pas au cœur et tête des princesses, et il raconte l'histoire d'une batelière qui, passant dans son bateau deux cordeliers et menacée par eux de violence, les trompe habilement en feignant de vouloir leur complaire, dépose chacun d'eux dans une île, et revient ensuite avec son mari et des magistrats qui s'emparent des deux coupables.

La sixième nouvelle, bien que racontée par une des dames, par

Nomerfide, est du genre grivois, et, quoiqu'elle nous soit présentée comme une aventure advenue à un valet de chambre du duc d'Alençon, elle doit être rangée parmi les contes en petit nombre que Marguerite emprunte aux nouvellistes antérieurs. La septième et la huitième nouvelle appartiennent encore à la catégorie des récits grivois. La huitième en particulier, qui est encore empruntée aux nouvellistes antérieurs, donne lieu à une controverse plus délicate que l'histoire elle-même : il s'agit de la constance en amour. Un des gentilshommes, Dagoucin, soutient « que celui qui aime véritablement, n'ayant autre fin ne désir que bien aimer, laissera plutôt son âme par la mort que cette forte amour saille de son corps. » Le léger Simontault lui reproche de peindre la chose publique (la république) de Platon, qui *s'écrit*, dit-il, *et ne s'expérimente point*. Pour appuyer son opinion, Dagoucin raconte la neuvième nouvelle, qui est du genre le plus sentimental et le plus délicat : il s'agit d'un fait qui advint, dit-il, il n'y a pas trois ans.

« Un jeune gentilhomme aimait une damoiselle plus riche et de plus grande maison que lui. Comme il n'avait nul espoir de l'épouser, il n'osait, dit Marguerite, découvrir son affection, car l'amour qu'il lui portait était si grande et parfaite qu'il eût mieux aimé mourir que désirer une chose qui eût été à son déshonneur. La damoiselle l'aimait aussi, mais sans lui laisser connaître ses sentimens. Les parens de celle-ci se préparant à la marier avec un autre, le gentilhomme tombe malade et est bientôt à l'article de la mort. La mère de la damoiselle, qui avait de l'amitié pour lui, vient le visiter avec sa fille, l'exhorte à prendre courage, arrache de lui l'aveu de son amour, et lui promet que s'il revient à la santé, elle lui donnera sa fille; mais ce secours arrive trop tard : le malade, se sentant près d'expirer, demande à serrer dans ses bras celle qu'il aime, et il meurt dans cette dernière étreinte. »

Tandis que les dames qui écoutent cette histoire ont toutes la larme à l'œil, Hircan s'écrie : « Voilà le plus grand fol dont je ouïs jamais parler! » Et la discussion s'engage sur ce gentilhomme : Hircan et Saffredent soutiennent qu'au lieu de souffrir en silence et de mourir, il aurait mieux fait de commencer par séduire celle qu'il aimait, et qui n'aurait point été rebelle, puisqu'elle l'aimait aussi. « Je ne croirai jamais, dit Saffredent, que si l'amour est une fois au cœur d'une femme, l'homme n'en ait bonne issue s'il ne tient à sa besterie. » Une des dames, indignée de ce propos, Parlamente, s'écrie : « Et si je vous en nommais une bien aimante, bien requise, pressée et importunée et toutefois femme de bien, victorieuse de son cœur, de son corps, d'amour et de son ami, advoueriez-vous que la chose véritable serait possible? — Vraiment, dit-il, oui. — Vous seriez tous de dure foi, reprend Parlamente, si vous ne croyez cet exemple. »

Et pour les convaincre, elle termine la journée en leur racontant la dixième nouvelle, plus sentimentale et plus pathétique encore que la précédente. Cette histoire, très longue, où tous les noms sont déguisés et où la scène est transportée en Espagne, s'applique probablement à quelque aventure contemporaine advenue en France.

Une jeune personne de grande maison, Floride, fille de la comtesse d'Arande, aime un brillant chevalier espagnol, Amadour; mais, mariée à un autre, elle maintient inflexiblement celui qu'elle aime dans les bornes du devoir. La passion d'Amadour et la vertu de Floride sont aux prises dans des tableaux empreints d'un coloris à la fois très vif et très vrai. Floride va jusqu'à se défigurer de ses propres mains pour rendre cette lutte moins dangereuse pour son honneur. Elle triomphe à la fois de la passion qu'elle éprouve et de celle qu'elle inspire. Amadour, désespéré, se fait tuer dans un combat contre les Maures où périt également le mari de Floride, et celle-ci se retire au monastère de Jésus, « prenant, dit Marguerite, pour mari et ami celui qui l'avait délivrée d'une amour si véhémente que celle d'Amadour, et de l'ennui si grand de la compagnie d'un tel mari. Ainsi tourna toutes ses affections à aimer Dieu si parfaitement qu'après avoir vécu longuement religieuse, lui rendit son âme en telle joie que l'épouse a d'aller voir son époux. »

On voit par ce résumé des dix premières nouvelles de l'*Heptaméron* qu'il est assez difficile de décider si cet ouvrage, dans son ensemble, est moral ou immoral. L'austérité et la légèreté, la délicatesse sentimentale ou pathétique et la gaillardise plus ou moins grivoise, parfois même un peu grossière, l'esprit d'ironie et l'accent d'une piété sincère s'y mélangent à doses presque égales et en font une des compositions les plus bizarres de notre littérature.

Pour comprendre qu'une princesse sage et pieuse ait pu, à un âge voisin de la vieillesse, consacrer ses loisirs à un ouvrage de ce genre, il faut se souvenir que Marguerite n'inventait point le sujet de ses nouvelles, et ne faisait que reproduire en les arrangeant plus ou moins les anecdotes qu'elle avait entendu raconter autour d'elle. Le caractère distinctif de l'*Heptaméron*, remarque avec raison M. Leroux de Lincy, est de reproduire sous un voile assez transparent des événemens réels qui se sont passés à la cour de France (1). Il faut se souvenir aussi que non-seulement Marguerite n'inventait pas le fond de ses nouvelles, mais que si l'on en croit Brantôme, qui nous affirme que sa mère Anne de Vivonne était une des *devisantes* de l'*Heptaméron*, la princesse rédigea probablement de véritables conversations. Les dix personnages des deux sexes qui

(1) Il n'y a d'exception que pour cinq ou six contes empruntés par Marguerite aux nouvellistes antérieurs.

prennent part à ces récits et aux controverses dont chacun d'eux est l'objet sont peints avec des différences de physionomie, de sentimens et de caractères précisées et nuancées qui ne se rencontrent pas parmi les figures plus vagues et par conséquent plus imaginaires qui figurent dans le *Décaméron* de Boccace. Les devisans de l'*Heptaméron* sont assez caractérisés pour qu'on ait cherché à découvrir le véritable nom de chacun d'eux sous les noms de fantaisie que leur donne Marguerite; mais on en est réduit sur ce point à des conjectures : on avait cru jusqu'ici par exemple que la dame Oisille, personne âgée, dévote, qui parle souvent de la Bible et de la messe, qui exprime d'ordinaire les sentimens les plus austères, et à laquelle tous les interlocuteurs témoignent du respect, représentait la reine de Navarre elle-même. Ce portrait moral lui ressemble beaucoup en effet à l'âge qu'elle avait à l'époque où elle rédigea l'*Heptaméron*. Le dernier éditeur de ce recueil pense, contrairement à l'opinion la plus générale, que ce n'est pas elle-même que Marguerite a voulu représenter sous ce nom, mais sa mère Louise de Savoie, qu'elle aurait ressuscitée (car celle-ci était morte depuis assez longtemps au moment de la composition de l'*Heptaméron*), comme pour associer le souvenir maternel aux dernières distractions de son esprit. Les deux argumens sur lesquels s'appuie cette opinion sont tirés l'un de l'espèce d'anagramme de *Loise* que présente le nom d'*Oisille*, écrit dans quelques manuscrits *Oisile* ou *Osile*, l'autre de l'antipathie que Louise de Savoie, dans un fragment de journal laissé par elle, exprime contre les moines, sentiment qui se retrouve assez souvent dans la bouche de la dame Oisille. Ces deux argumens ne me paraissent pas très concluans, et quant au dernier, s'il s'applique à Louise de Savoie, il s'applique également à Marguerite, qui sur ce point partageait complétement les sentimens de sa mère, tandis que celle-ci ne nous a rien laissé qui nous autorise à lui attribuer cette nuance marquée de ferveur religieuse par laquelle la dame Oisille ressemble à la reine de Navarre, surtout dans les dernières années de sa vie. Ce serait la dame Parlamente, personne plus jeune et plus vive, laquelle, dit le texte, *n'était jamais oisive ni mélancolique*, qui, suivant M. Leroux de Lincy, représenterait plus particulièrement Marguerite d'Angoulême. Il y a en effet dans ce personnage des nuances d'enjouement alliées à une sentimentalité délicate et romanesque qui se retrouvent aussi dans le caractère de l'auteur. C'est ainsi que dans la discussion qui suit la dix-neuvième nouvelle, Parlamente nous dira : « Encore ai-je une opinion que jamais homme n'aimera parfaitement Dieu qu'il n'ait parfaitement aimé quelque créature en ce monde. — Qu'appelez-vous parfaitement aimer? dit Saffredent. Estimez-vous parfaits amans ceux qui sont transis et qui adorent les dames de

loin sans oser montrer leur volonté? — J'appelle parfaits amans, lui répondit Parlamente, ceux qui cherchent en ce qu'ils aiment quelque perfection, soit beauté, bonté ou bonne grâce, toujours tendant à la vertu, et qui ont le cœur si haut et si honnête qu'ils ne veulent pour mourir mettre leur fin aux choses basses que l'honneur et la conscience réprouvent, car l'âme, qui n'est créée que pour retourner à son souverain bien, ne fait tant qu'elle est dedans ce corps que désirer d'y parvenir... »

Il se pourrait que la reine de Navarre eût voulu se représenter elle-même à deux âges de sa vie, en se dédoublant en quelque sorte dans les deux personnages de dame Oisille et de Parlamente. J'ai plus de peine à admettre, avec le dernier éditeur de l'*Heptaméron*, que le gentilhomme Hircan, qui figure dans l'*Heptaméron* comme l'époux de Parlamente, soit la personnification du duc d'Alençon, premier mari de Marguerite, et qu'en même temps le gentil chevalier Simontault, qui dans l'*Heptaméron* soupire pour les beaux yeux de Parlamente, représente Henri d'Albret, le second mari de Marguerite. Pour établir que la reine de Navarre a eu cette idée, un peu subtile et forcée, de mettre en scène ses deux maris en rendant la vie à celui qui était mort depuis plus de quinze ans au moment de la composition de son ouvrage, et en transformant le second en un amant malheureux, il faudrait des preuves, tandis que l'éditeur de l'*Heptaméron* n'allègue ici que des conjectures très vagues. Quels que soient du reste les personnages réels déguisés sous ces noms fictifs, il importe moins de les connaître que de constater par leur intervention la vraie physionomie de l'ouvrage où ils figurent. Dès que l'*Heptaméron* n'est plus l'expression des idées et des sentimens d'un seul écrivain, qu'il est plutôt une sorte de tableau des habitudes et des formes de la conversation au XVIe siècle entre gens de cour, ce recueil prend un aspect plus intéressant pour l'histoire littéraire dans ses rapports avec l'histoire des mœurs, et en même temps la responsabilité morale de l'honnête princesse qui l'a rédigé se trouve diminuée à mesure que diminue la part d'invention qu'on doit lui attribuer.

L'*Heptaméron* représente pour la France la première période de cette histoire qu'un auteur de nos jours a appelée l'histoire de la société polie. Une grande dame du moyen âge n'aurait jamais rédigé un recueil de ce genre. La vie d'isolement que menaient les femmes à cette époque ne les empêchait pas d'écouter ou de lire des récits plus ou moins licencieux. Non-seulement les fabliaux que leur récitaient les trouvères se distinguaient par la crudité des tableaux et des expressions, mais même, parmi les romans du moyen âge les plus empreints de l'exaltation chevaleresque, on rencontre bien souvent des passages où l'amour est peint avec une naïveté brutale.

Toutefois, si les femmes du moyen âge ne restaient point étrangères au mouvement plus ou moins déréglé et grossier des imaginations à cette époque, elles n'y intervenaient pas directement, et le contrepoids qu'elles lui opposaient tenait en grande partie à leur séparation d'avec les hommes. L'enthousiasme respectueux que tant d'auteurs du moyen âge expriment pour les femmes, tandis que d'autres les rabaissent volontiers, s'explique par l'effet même d'un régime social où celles-ci vivent dans un état de séquestration relative, et ne se mêlent aux réunions des hommes que dans des circonstances assez rares et plus ou moins solennelles.

Ces rapports changent sous François Ier; la vie de cour commence, une fréquentation habituelle s'établit entre les hommes et les femmes d'un haut rang. L'esprit de société et de conversation apparaît sous sa première forme. Dans ce premier contact, les instincts de délicatesse et de réserve, qui sont l'attribut naturel de la femme, commencent par subir, non sans résistance toutefois, l'influence des goûts plus grossiers de l'autre sexe, et c'est précisément ce premier combat entre deux tendances contraires qui se trouve peint au vif dans les controverses qui suivent d'ordinaire chacun des récits de l'*Heptaméron*. Alors même que l'esprit féminin, avec ses délicatesses, triomphe sur le fond des questions, il cède plus ou moins dans la forme aux impulsions licencieuses du sexe fort. Ce n'est que dans le siècle suivant que, plus aguerri, l'esprit féminin prendra sa revanche, et, avant que l'équilibre s'établisse, s'imposera à son tour jusqu'à l'excès. Les raffinemens de fade subtilité introduits dans la littérature par l'hôtel de Rambouillet seront la contre-partie des licences que l'effronterie du XVIe siècle, si énergiquement représentée par Rabelais, a fait pénétrer jusque dans les conversations de l'*Heptaméron*.

Considérés exclusivement sous le rapport littéraire, les contes de la reine de Navarre ne sont pas ce qu'on peut appeler un chef-d'œuvre; ils n'offrent ni la puissance ni le charme du coloris que Boccace a répandus dans les descriptions du *Décaméron*. Le style de Marguerite n'a pas non plus l'originalité de celui de Rabelais ou de celui de Montaigne; ce dernier pourtant appréciait la valeur de l'*Heptaméron*, qu'il nomme un *gentil livre pour son étoffe*. Certains récits pourraient être présentés avec plus d'habileté dans la mise en scène et dans les péripéties. La prolixité, qui d'ailleurs est le défaut des meilleurs ouvrages français du XVIe siècle, se fait sentir fortement dans quelques parties de ce recueil; mais les défauts de l'*Heptaméron* sont compensés par des qualités charmantes, dont quelques-unes sont rares au XVIe siècle. C'est ainsi que le style de Marguerite dans ses contes n'offre ni étalage pédantesque d'érudition, ni tours de force de subtilité dans les argumens ou les rappro-

chemens, double maladie dont on peut dire qu'aucun ouvrage de la même époque n'est absolument exempt, et qui atteint la reine de Navarre elle-même quand elle parle théologie soit en prose, soit en vers, et surtout dans sa correspondance mystique avec l'évêque de Meaux Briçonnet. La prose de l'*Heptaméron*, quoiqu'un peu délayée, est coulante, facile, naturelle, élégante, souvent animée par des saillies fines et d'ingénieuses comparaisons. C'est le langage de la bonne compagnie française avec la part de hardiesse qu'il comporte encore au XVIe siècle, mais déjà empreint de la grâce facile et délicate qui sera un jour son caractère distinctif.

A ces mérites, le recueil de la reine de Navarre joint celui d'une féconde innovation littéraire. La portion de moralité, de piété, de sentimentalité élégante ou pathétique que l'auteur mêle aux gaillardises traditionnelles des *novellieri* annonce déjà le genre de composition que Cervantes intitulera en 1612 *Nouvelles exemplaires*, pour les distinguer des récits égrillards qui jusque-là ont porté ce nom. Au XVIIe siècle, la *nouvelle* tendra de plus en plus à perdre cette *spécialité* de libertinage que lui a imprimée Boccace, et qu'elle a gardée plus de deux siècles. La Fontaine ne la maintiendra sur ce terrain qu'en la revêtant d'une parure inaccoutumée depuis les fabliaux, celle du vers. C'est à tort que Voltaire place sur la même ligne, parmi les ouvrages dont La Fontaine est l'heureux imitateur, les contes de Boccace et ceux de la reine de Navarre. *Tous* les emprunts que le poète fait à l'*Heptaméron* se bornent à une *seule* nouvelle, celle de *la Servante justifiée*. C'est à la vérité une nouvelle grivoise ; mais l'imitateur aiguise encore beaucoup la malice de l'original.

Parmi les compositions romanesques du règne de Louis XIII dont j'ai déjà eu occasion de parler dans une précédente étude, il y a déjà des nouvelles dégagées de toute couleur licencieuse ou satirique. Par exemple, les plus courts des nombreux romans de l'évêque de Belley, Camus, sont de véritables nouvelles, très édifiantes par l'intention, sinon par l'exécution. Le besoin de réaction contre les interminables romans héroïques du règne de Louis XIV propagera encore le goût de récits plus brefs, mais non moins sérieux ou délicats, qui s'appelleront nouvelles. Si *la Princesse de Clèves*, par exemple, est encore un roman, *la Duchesse de Montpensier*, du même auteur, peut certainement être considérée comme une nouvelle. En un mot, ce genre d'ouvrage n'aura bientôt plus d'autre caractère particulier que celui d'être une forme plus restreinte de la narration romanesque, et c'est l'auteur de l'*Heptaméron* qui, en faisant entrer dans l'ancien moule de la nouvelle une forte dose d'élémens sérieux, délicats ou pathétiques, a préparé cette transformation.

LOUIS DE LOMÉNIE.

LITTÉRATURE ANGLAISE

DÉGÉNÉRESCENCE DU ROMAN.

Volontiers en quête de ces œuvres exotiques, plus rares qu'on ne pense, où gît, comme en un bloc à peine dégrossi, quelque idée heureuse, bonne à extraire de sa cachette, et qui, mise en son jour, dégagée de sa gangue, taillée, polie, sertie par un arrangeur laborieux, mérite de fixer le regard, nous faisons souvent « buisson creux, et on le croira sans peine. » Maint volume nous passe par les mains, que nous laissons échapper, une fois lu, avec une lassitude mêlée de regret. Un nom nous avait séduit, un titre nous avait alléché; mais c'étaient là de vaines promesses, une chimère, un mirage dont il eût fallu n'être point dupe. D'un autre côté, comment échapper à ces piéges, comment ne pas risquer ces mésaventures, lorsqu'on tient à l'indépendance de ses jugemens et de ses choix? Assez d'autres se mettent en campagne, courant à l'envi sur les pistes qu'on leur signale, et se résignent à n'être que les complaisans échos de la critique étrangère, sans réfléchir assez aux ignorances, aux caprices, aux calculs qui nous rendent ses arrêts suspects et dénoncent à nos méfiances ses appréciations si étrangement contradictoires. Nous leur laissons les sentiers frayés où l'on s'égare peut-être moins, mais où les découvertes sont impossibles, préférant pour notre compte quelques fatigues, quelques ennuis de plus, si, au prix de ces ennuis et de ces fatigues, nous pouvons çà et là compter sur une bonne chance qui nous en dédommage amplement.

Du reste, il faut être juste, tout n'est pas perte dans ces recherches avortées. Tel récit, banal dans l'ensemble, offre des dé-

tails intéressans et d'une incontestable originalité. Tel autre, dont la prolixité a mis notre patience à de rudes épreuves, se condense tout à coup, accélère sa marche traînante, et court au but avec une promptitude inespérée. Ailleurs c'est une esquisse mal faite, mais qui donne l'idée d'un excellent tableau : il y est en germe, à l'état d'embryon. Plus loin une conception énigmatique sollicite, bon gré, mal gré, toutes nos curiosités : l'intérêt alors ne porte plus sur l'œuvre elle-même, mais sur la source cachée dont elle émane. Quel cerveau l'enfanta? quelles passions la dictèrent? Questions presque insolubles, mais qui font rêver.

Nous les poserons volontiers à quiconque après nous lira *Sirenia*. Ce volume, sans nom d'auteur, renferme, nous dit-on, les *souvenirs d'une préexistence* (1). L'avant-propos, dogmatique au-delà du nécessaire, établit en principe la métempsycose, et s'autorise de ce que Pythagore croyait retrouver en lui les souvenirs distincts d'une vie antérieure, pour nous offrir, garanties authentiques, les réminiscences d'une sirène. Pourquoi cet être fabuleux? pourquoi ce motif d'incrédulité ajouté à tant d'autres? Impossible de le deviner. La sirène étant donnée, nous avons, par elle, les confessions d'un oiseau dont elle s'est constituée la protectrice, et qui a son nid au bord d'un lac où grandit un magnifique lis aquatique. Un arbre voisin, quelque peu parent des chênes de la forêt de Dodone, a révélé à la sirène que cet oiseau et cette fleur, presque également aimés d'elle, contiennent à eux deux, et par fractions égales, l'esprit de la femme la plus orgueilleuse qui jamais de ses pieds mortels ait foulé le sol de notre planète. Cette métempsycose en partie double durera jusqu'à ce que l'esprit en question ait été suffisamment ramené à l'humilité. Suivent les révélations de l'oiseau, à qui la sirène finit par apprendre sa langue; elles sont infiniment moins originales que le début ne pourrait le faire penser : il s'agit tout simplement d'une marquise espagnole mariée au meilleur des hommes, et qui l'a quitté pour mener une existence équivoque. A quatorze ans, la fille de cette noble dame s'éloigne à son tour de la maison paternelle, et n'y rentre, abandonnée bientôt par son séducteur, que pour y mourir de désespoir. Le marquis, dont la santé résiste mal à tant d'infortunes, et qui s'est retiré avec un serviteur fidèle au fond d'une solitude ignorée, y voit arriver bientôt une garde-malade dont les soins assidus, le zèle infatigable lui inspirent une profonde reconnaissance. Cette garde-malade n'est autre que la marquise savamment déguisée, et que le serviteur en question est allé arracher à ses dissipations pour l'amener ainsi au

(1) *Sirenia*, *Recollections of a past existence*, 1 vol. London. Rich. Bentley, 1862.

chevet de son époux. L'intervention de l'officieux Anthony porte tous les fruits qu'il en attendait : la femme et le mari se réconcilient; mais l'orgueil de la marquise survit tout entier au généreux pardon qui annule ses fautes passées. Les hommages d'un jeune duc, devenu poète pour l'amour d'elle, flattent singulièrement cet orgueil insatiable, et la belle Almoscinia, sur le point de succomber encore, s'estime fort humiliée des remontrances justement sévères que le vigilant Anthony croit devoir lui faire entendre. Il insiste néanmoins, et dans un moment décisif il va jusqu'à porter la main sur elle... Un coup de poignard punit cet irrévérencieux rigorisme, et la marquise ne craint pas, pour se justifier, d'avoir recours à la calomnie. Elle affirme n'avoir frappé qu'un insolent prêt à lui faire violence, et son crédule mari accepte sans hésiter cette explication, qui le dispense de tout regret; mais la Providence, moins aveugle que lui, fait déjà planer le châtiment sur la tête des coupables. Almoscinia et le duc, tous deux sans le moindre remords, se promènent à cheval sur des rochers et concertent un enlèvement dont l'heure est déjà fixée, quand vient à passer le cortége funéraire du pauvre Anthony. Le cheval monté par la marquise, devenu tout à coup fort ombrageux, s'emporte et roule avec sa maîtresse au fond d'un précipice. On la relève mourante, et le digne mari reçoit sa confession finale, « qui lui brisa le cœur, tout en lui inspirant une pitié profonde. » Ainsi finit ce triste récit, moins funèbre cependant qu'une autre série de souvenirs encore évoqués par une sirène, et toujours sans qu'on puisse savoir ce que la sirène vient faire là.

Dans cette nouvelle tragédie (*the Warning Star*), il s'agit d'une jeune Grecque, non moins belle et non moins fragile que notre marquise espagnole. Amanda, — ainsi se nomme-t-elle, — est avec son prétendu Zia d'une coquetterie qui passe les bornes et qui récompense mal le dévouement inaltérable de cet amant modèle. Après lui avoir donné les plus légitimes sujets de jalousie en s'occupant fort indiscrètement d'un certain Aristes, jeune galant d'humeur très peu accommodante, elle prend un beau jour la clé des champs, en costume d'homme, et sans qu'on puisse savoir ce qu'elle est devenue. On devine sans peine ce qu'une pareille escapade comporte de fâcheuses aventures, et la malheureuse Amanda court effectivement de grands risques avant d'arriver, tremblant la fièvre, dans un misérable village où elle est recueillie à grand'peine par une vieille harpie dont le premier soin est de la dépouiller du seul joyau qui lui restât : un portrait de son fiancé Zia, monté en or et enrichi de brillans. Ce portrait, vendu à la ville voisine par l'avide paysanne, fait retrouver les traces de l'imprudente jeune fille, que Zia vient chercher en toute hâte et qu'il épouse comme si de rien n'était. Grave erreur, et

fertile en conséquences tragiques! Amanda mariée retrouve Aristes, Aristes désappointé, dont elle a irrité d'abord, puis indignement déçu la passion quelque peu sauvage. Il a juré de se venger; il se venge en effet au moyen d'un déguisement qui lui a permis d'entrer comme jardinier au service de son rival. Attirée sous un vain prétexte dans une maison dont ce discourtois cavalier dispose en maître absolu, Amanda se voit réduite, — crainte de pis, — à se laisser enlever, et c'est après s'être ainsi compromise au premier chef qu'elle arrive, fort heureusement pour elle, chez le frère de son ravisseur. Ce frère est marié. Sa femme et lui veulent bien croire, malgré les apparences contraires, à ce qu'Amanda leur dit de son innocence encore intacte, et le farouche Aristes se voit arracher sa vengeance, alors qu'il avait bien le droit de la regarder comme certaine. Zia, l'honnête Zia prête une oreille favorable aux explications de son erratique moitié, et la paix du ménage n'est pas détruite par cette aventure, dont le héros vient d'ailleurs de disparaître, frappé par la foudre tandis qu'il s'éloignait au grand galop de la demeure fraternelle. Amanda du moins est-elle à jamais corrigée? On voudrait l'espérer, mais on en doute malgré soi, et on s'inquiète de voir le confiant Zia laisser grandir chez lui, sans y prendre garde, un adolescent d'une beauté remarquable. Ebur, — ainsi se nomme ce nouveau personnage, — est d'abord un compagnon de jeux pour le fils unique d'Amanda; mais cet enfant meurt, la jeune mère, qui croit de bonne foi reporter sur Ebur l'affection pure et sainte dont l'objet vient de lui être enlevé, ne laisse pas d'inspirer à cet adolescent un amour très peu filial, et peu à peu, sans qu'elle s'en doute, de partager cet amour coupable. Si peu clairvoyant et si indulgent qu'il puisse être, *messer* Zia finit pourtant par s'alarmer, et à bon droit, en voyant un jour son jeune hôte essuyer de ses lèvres une larme tombée sur les cheveux bouclés d'Amanda. Celle-ci, vivement blessée d'une méfiance qu'elle s'obstine à croire imméritée, n'y répond que par un transport de colère, et comme Ebur, ému de quelque remords, se dispose à s'éloigner, elle le supplie de n'en rien faire. Peut-être persisterait-il dans sa vertueuse résolution, mais Zia, fidèle à ses antécédens, s'est calmé soudain devant les apostrophes indignées d'Amanda; il s'excuse donc et demande, lui aussi, à son hôte de rester vingt-quatre heures encore, afin de témoigner ainsi que d'injustes soupçons injurieusement exprimés n'ont pas altéré leurs bons rapports. Il fait mieux : après avoir prié sa femme de leur chanter une tendre romance qu'Ebur a composée pour elle, il s'éloigne, les laissant tête à tête. Toujours confiante dans la pureté de sa tendresse, Amanda s'abandonne aux plus vives effusions avec l'ami qu'elle va perdre. Zia, qui

rentre à l'improviste et surprend de cet entretien remarquablement affectueux quelques paroles fort inquiétantes, s'emporte de plus belle et devient tellement menaçant qu'Ebur ne croit plus pouvoir, sans danger ni déshonneur, laisser Amanda aux mains de cet époux irrité. Celle-ci d'ailleurs, dans ce nouveau conflit, a nettement déclaré à Zia qu'elle ne le regardait plus comme son mari; puis, trouvant peut-être fort en règle ce divorce improvisé, elle entraîne dans sa chambre, malgré les efforts de Zia, — et après ce que l'auteur appelle « une triste lutte, » — le « frère » qu'elle accablait tout à l'heure des marques de sa tendresse. Un mari ordinaire eût probablement forcé la porte et brisé les verrous. Zia, lui, se tient pour rassuré par la perspective d'un bon duel et d'une bonne séparation qui, dès le lendemain, doivent le débarrasser et d'un odieux rival et d'une femme indigne. Ces intéressans personnages se livrent à tous les transports de leur colère et de leur tendresse, deux sentimens qui, s'exaltant l'un par l'autre, pourraient les mener fort loin. La sirène ne nous laisse que trop clairement entrevoir, dans sa confession naïve, combien furent prompts les ravages du double incendie. Ebur marche au combat du lendemain, à moitié désarmé par la conscience qu'il a d'avoir trahi les plus saints devoirs de l'hospitalité. Amanda, déjà dégradée à ses propres yeux par une faiblesse dont elle ne se croyait pas capable, et qui voit les remords et la honte succéder dans le cœur de son amant aux élans passagers d'un amour criminel, se poignarde comme Lucrèce. Zia survient alors, retrouve en lui devant ce cadavre toute la tendresse qu'il avait eue pour sa légère épouse, et, accusant Ebur du meurtre qui vient de s'accomplir, l'immole à son tour avant de disparaître pour jamais.

Encore une fois, sirène, que nous veux-tu?... En quoi la métempsycose et Pythagore sont-ils nécessaires à cette redite d'un conte cent fois répété? Tant de poésie, de métaphysique et de mythologie autour de tant de prose ont droit de nous étonner, d'autant mieux que, sous cet entourage hybride, il nous semble reconnaître le réalisme contemporain avec toutes ses nudités. Cette marquise espagnole, cette belle Phanariote rappellent, à s'y méprendre, les types de *flirt* anglaise que l'on peut étudier à la septième page des grands journaux de Londres, dans les comptes-rendus de la *Court of Probate and Divorce*, tribunal spécial, hanté par les amateurs de scandale et présidé par un des magistrats les plus sarcastiques dont on se puisse faire idée, sir C. Cresswell. C'est bien là cette faiblesse armée d'orgueil, cette naïveté, cet emportement dans la corruption, cette superbe obstinée après la chute, qui caractérisent chez nos voisins les « anges de l'adultère. » Faut-il ajouter que les maris, voire les amoureux, sont tout aussi ressemblans, et que, pour ren-

contrer des marquis Veyrandoni, des messer Zia, des Aristes et des Ebur, il n'est nullement besoin de les aller chercher dans l'île des sirènes, au bord de ce lac bleuâtre où les oiseaux parlent, où les arbres rendent des oracles, où les blanches nymphées enferment des moitiés d'âme?

Avec le spirituel auteur de *the Heir of Redclyffe*, *Heartsease*, *the Daisy Chain*, et de tant d'autres romans dont les mères conseillent la lecture aux jeunes filles tant soit peu lettrées, nous étions certain, par avance, de rentrer dans le domaine de la vie réelle que nous menons tous chaque jour, et dont les moindres incidens, bien observés, ont leur intérêt d'application actuelle, immédiate, leur attrait que volontiers on appellerait « photographique. » Ici (1), plus de vaines fantaisies, plus d'absurdes mélodrames, plus de dissonances grotesques entre la vulgarité du fond et les prétentions de la mise en œuvre. Le romancier choisit une situation particulière, mais nullement exceptionnelle; avec les difficultés spéciales de cette situation, il met aux prises un caractère nettement accusé, mais non tout d'une pièce. Son habileté consiste ensuite à grouper autour de ce personnage vivant d'autres types aussi divers, mais en même temps aussi vrais que possible, uniformes à la surface comme l'exige la vie de notre temps, mais doués de penchans, d'aptitudes, d'instincts qui varient à l'infini, comme le veut l'ordonnance éternelle des sociétés humaines. Albinia Ferrars est une de ces demoiselles à qui ne s'applique plus déjà le nom de « jeunes personnes; » ce sont de jeunes femmes, surtout de jeunes belles-mères, quand le mariage les appelle, un peu plus tard que de coutume, à une mission dont on pouvait douter qu'elles fussent jamais investies. Miss Ferrars a vingt-trois ans; sans qu'elle soit précisément belle, on lui reconnaît tous les charmes d'une physionomie agréable. Douée d'un cœur chaud, d'une volonté active et forte, d'une grande sérénité d'esprit, marchant à l'accomplissement de ses devoirs avec une gaîté, une résolution imperturbables, elle épouse un ex-*civilian* de la compagnie des Indes resté veuf avec trois enfans. M. Kendal accepte avec reconnaissance, mais sans aucun enthousiasme, la tendresse respectueuse et dévouée qui vient s'offrir à lui, et qui sollicite avec ardeur la moitié du fardeau qu'il est condamné à porter. Pour lui, la paternité n'est guère autre chose; il en accomplit strictement les devoirs, mais avec plus de résignation que d'entraînement. Ses goûts sont ailleurs. M. Kendal est par nature un érudit, un homme de cabinet et de bibliothèque. Marié de bonne heure à une

(1) *The Young Stepmother, or A Chronicle of Mistakes*, by the author of *the Heir of Redclyffe*, 1 fort volume, London, Parker, 1861.

femme vulgaire, et n'ayant jamais porté ses regards au-delà du cercle borné qu'elle offrait à ses observations, il ne soupçonne même pas la valeur réelle d'Albinia, et du haut de son équivoque supériorité, abaissant sur elle un regard protecteur, il n'apprécie d'abord en elle que la femme de charge intelligente, la *governess* bien instruite et bien douée. Si elle le prenait au mot, si elle acceptait humblement le rôle subalterne qu'il lui a destiné, Albinia serait à jamais déclassée; mais après le premier étonnement il y a réaction de sa riche nature, de son énergie native, contre cette espèce d'avilissement. La jeune belle-mère se met à l'œuvre avec une confiance qui sera plus d'une fois trompée; elle persiste malgré les erreurs, les malentendus, les fausses démarches dont toute sa bonne volonté ne la saurait préserver : à la longue, éclairée par ses fautes mêmes, se relevant plus courageuse après chaque faux pas, elle arrive, non certes au but idéal qu'elle s'était proposé, mais à la réalisation de ses vœux les plus essentiels, dans l'étroite mesure où se réalisent les vœux qu'on forme ici-bas.

Tel est en somme le sujet du roman. Par lui-même, on le voit, il n'a qu'un intérêt limité. La vérité des caractères, la probabilité des événemens, l'accent vif et naturel des longs entretiens que les personnages ont entre eux, telles sont les ressources par lesquelles l'écrivain supplée, quelquefois avec bonheur, quelquefois aussi d'une manière incomplète, aux lacunes presque inévitables que laisse dans cette trame un peu lâche l'absence de toute passion vive, de toute combinaison excitante. A la faiblesse des ressorts, au discret relief des caractères, son livre doit de rappeler mieux que beaucoup d'autres les conditions vraies de l'existence normale, sa monotonie, les mesquins intérêts qui s'y rattachent, ces « tempêtes » qui agitent notre « verre d'eau, » et qui aboutissent à quelque sauvetage de mouche, à quelque naufrage de fourmi. Après une centaine de ces pages denses et bavardes, pleines de petits faits, vides de tout idéal, — si toutefois la patience n'a pas failli, — l'effet voulu se produit, et, comme Gulliver garrotté pendant son sommeil par les nains de Lilliput, le lecteur est aussi bien prisonnier que si, au lieu de fils d'araignée, on eût employé de belles et bonnes cordes. Il connaît à fond deux ou trois familles, depuis l'aïeule qui s'endort, engourdie et béate, dans son grand fauteuil jusqu'au marmot bruyant dont les pleurs la réveillent; il a vécu dans leur intérieur, est au courant de leurs secrets, s'associe à leurs calculs, compatit à leurs chagrins, sourit à leurs bonnes fortunes, heureux si les garçons prospèrent, troublé si les filles se marient mal ou manquent le mariage qu'elles espéraient. Les « infiniment petits, » vus au microscope, sont devenus considérables. Le tout est de leur donner la valeur relative

que leur refuse une philosophie hautaine, accoutumée à ne tenir compte que des rapports généraux et absolus.

Acceptons pour un moment le point de vue auquel se place Albinia Ferrars elle-même. Que de problèmes intéressans vont se poser devant nous! Elle a son mari à réformer, à rendre plus communicatif, plus pratique, plus utile qu'il ne l'est. Y réussira-t-elle? Il faut qu'elle l'arrache à ses études sanscrites, à son isolement, à ses rêveries savantes, pour en faire non pas seulement un vrai chef de famille clairvoyant, avisé, obéi, sage conseiller, guide sûr, maître vénéré, mais encore un bon magistrat municipal, un juge de paix actif, énergique, tenant tête à l'impopularité. Sœur d'un ministre et « lui ayant longtemps servi de vicaire, » Albinia n'entend pas en effet circonscrire à l'enceinte du foyer domestique les efforts de sa charité laborieuse. Animée d'un zèle chrétien qu'elle exagère parfois, et dont le romancier n'hésite pas à dénoncer les excès, elle veut tout améliorer autour d'elle, tour à tour sœur de charité, maîtresse d'école, propagatrice du drainage, ne se refusant à aucune espèce d'apostolat, et, par son désir de tout embrasser, arrivant à ne pas toujours bien étreindre. Après son mari, ce sont les enfans de son mari qui l'occupent. Voici d'abord Lucy, l'aînée, naturel vulgaire masqué par des traits charmans, bonne, mais banale, tête à l'évent, médisante sans méchanceté, dépourvue de tact et de jugement, jolie perruche qui passe sa vie à lisser son beau plumage et à bavarder sans rime ni raison. — Sophy, la seconde, beaucoup moins favorisée quant aux dons extérieurs, cache sous des dehors passablement disgracieux une âme haute et fière, capable des plus nobles efforts, des sacrifices les plus héroïques. Concentrée en elle-même, sujette à des accès d'humeur qui, mal compris et mal supportés, annulent en partie ses grandes et solides qualités, elle est pour ainsi dire vouée d'avance au malheur, et semble le pressentir. — Edmund, le cadet du premier lit, est dépourvu de cette virilité que Sophy a de trop; indolent, paresseux, sans courage contre la souffrance, sans force contre les entraînemens au mal, il est toujours tenté de mentir pour se soustraire aux châtimens qu'il a mérités, et de mensonge en mensonge, de promesse vaine en promesse vaine, arrive à se mépriser lui-même. Tels sont les caractères auxquels la jeune belle-mère va devoir ses soins, les cœurs qu'il lui faudra gagner, les vices de nature contre lesquels elle engage la lutte.

Lutte courageuse, lutte obstinée, dans laquelle Albinia rencontrera plus d'un mécompte, plus d'une défaite! Mainte fois effectivement, tantôt par imprévoyance, tantôt par zèle indiscret, ici pour n'avoir pas su deviner, là pour avoir trop présumé d'elle ou d'autrui, elle

voit échouer ses meilleurs plans, avorter ses combinaisons les mieux ourdies. Lucy, quelque bornée que paraisse son intelligence, déploie assez de dissimulation et d'adresse pour contraindre ses parens à lui laisser épouser un riche dandy dont elle s'est éprise et dont elle ne comprendra que trop tard, si elle les comprend jamais, l'orgueilleuse ineptie, l'implacable égoïsme, l'*autolâtrie* monstrueuse. Sophy, elle, a mieux placé ses affections; mais elle les cache trop bien, dans son impénétrable fierté, au beau cousin irlandais qui, sans le savoir, est devenu le « mari de ses rêves. » Rebuté par ses dehors froids et dédaigneux, Ulick O'More se laisse aller au penchant bien naturel que lui inspire une jeune institutrice d'origine française, séduisante par ses malheurs autant que par son aménité modeste et sa grâce enfantine. Edmund enfin, après s'être épris, lui aussi, de cette aimable jeune fille et avoir vainement tenté de vaincre les obstacles opposés à leur union, las de lui-même, découragé par ses incessantes rechutes, va chercher dans la sévère discipline des camps l'appui moral dont sa faiblesse a besoin. Il y trouve une mort glorieuse, mais prématurée, sur le champ de bataille de Balaklava, et si la jeune belle-mère n'est pas absolument responsable de ce dénoûment tragique, encore peut-elle s'accuser, encore s'accuse-t-elle en effet de plus d'une faute commise par elle, tandis qu'elle avait la direction de cette existence si tôt moissonnée.

Ainsi se justifie le second titre du roman, qui est bien la « chronique des erreurs » d'Albinia en même temps que celle de ses consciencieux efforts et de ses infatigables dévouemens. Au moment où nous l'abandonnons, ses regrets, ses remords se sont apaisés. Elle accepte comme autant de leçons providentielles les résultats malheureux de son intervention toujours bienveillante, et comme autant de récompenses les rares épis qui ont fleuri sur le vaste champ par elle ensemencé. « Réjouis-toi malgré tes chutes, se dit-elle avec le poète. Les revers qui t'affligent enseigneront la victoire à qui saura les comprendre. Que ton labeur incomplet et semé de troubles ne soit pas un tourment pour ta conscience! Ce lot, tel que Dieu l'a fait, s'adapte exactement, dans ses vastes desseins, au lot de qui te succède. » C'est l'épigraphe et c'est aussi la morale de ce long récit essentiellement vrai, prodigue de détails, sobre de couleur, d'une moralité qui n'a rien de trop austère, œuvre consciencieuse et saine d'une femme d'esprit, d'une observatrice minutieuse, à qui de fréquens succès ont peut-être donné ses coudées un peu trop franches.

Telle fut aussi en son temps mistress Trollope, dont les fils semblent tenir à perpétuer la réputation. L'un d'eux, qui a longtemps résidé en Italie, nous donne aujourd'hui un tableau de la vie tos-

cane telle qu'on la menait il y a une vingtaine d'années (1). Sauf les changemens politiques survenus depuis, ce tableau doit être encore assez fidèle. On n'irait pas loin dans les rues de Florence sans rencontrer un palais du moyen âge comme le *palazzo Lunardi*, vieille demeure historique échue à des maîtres nouveaux, qui s'y ruinent à leur tour comme avaient fait les anciens possesseurs. Nobles d'hier, enrichis au temps de la domination française, les Perini ont remplacé les Lunardi, qui habitent maintenant, simples locataires, les combles de l'habitation construite par leurs ancêtres. Des premiers, nous aurons dit assez quand on saura qu'ils mènent la vie fastueuse des parvenus, et que le *marchese* actuel dissipe sa fortune autour des tapis verts. Quant aux seconds, témoins impassibles de cette décadence qui les venge, ils sont au nombre de trois, représentant, à vrai dire, trois générations. Voici donc *il canonico* Giacomo de' Lunardi, insouciant et bon vieillard, qui partage entre la paresse, la bonne chère et la belle musique ce qui lui reste de jours à passer ici-bas; puis un beau jeune homme aux yeux noirs, compositeur en herbe, qui compte sur ses futurs opéras pour relever de sa déchéance le grand nom dont le dépôt lui est confié; enfin, entre le vieux chanoine et le jeune *maestro*, entre Giacomo et Sebastian, — nièce du premier, tante du second, — la comtesse Marietta Lunardi, qui, mieux que l'un ou l'autre, représente l'orgueil et l'ambition de leur noble race. Elle veut lui rendre son antique splendeur, elle veut redorer les écussons envahis par la rouille, elle veut surtout reconquérir cet imposant palais, témoignage et symbole encore debout de leur grandeur passée. Pour arriver à son but, elle ne compte guère sur les talens de Sebastian, qui lui semble d'ailleurs déroger en embrassant une carrière d'artiste. La patience et l'épargne sont à ses yeux des moyens tout autrement sûrs. Chargée par son vieil oncle de gérer ses revenus ecclésiastiques et bien garantie contre tout contrôle par le naturel *pococurante* du bon chanoine, elle a su, sans lui imposer de privations trop cruelles, prélever une dîme quotidienne sur la dépense de famille et amasser ainsi une somme suffisante pour ce rachat, dont la pensée l'obsède. Un seul confident a le secret de cette longue série d'efforts et de sacrifices : c'est un collègue de son oncle, mais beaucoup plus jeune et d'un tout autre caractère. Le chanoine Guido Guidi avait jadis aspiré à la main de Marietta. Il n'est entré dans les ordres qu'après avoir été refusé par elle, et refusé seulement parce que, l'épousant, elle eût nécessairement renoncé à la mission qu'elle

(1) *Marietta*, a novel, by T. Adolphus Trollope, author of *La Beata*, *Filippo Strozzi*, *A Decade of Italian women*, two vol. London. Chapman and Hall, 1862.

s'était donnée. Leurs amours d'autrefois ne sont plus qu'un souvenir, mais ce souvenir les unit étroitement l'un à l'autre. Pour qui connaît, ne fût-ce que par ouï-dire, les mœurs florentines, — et n'eût-on à ce sujet que les traditions romanesques de Stendhal, — il y a dans cette « amitié » du beau chanoine et de la belle Marietta quelques sous-entendus fort probables. Nous imiterons, en n'insistant pas là-dessus, la réserve dont l'auteur anglais a fait preuve, et qui rappelle la devise de certaine jarretière historique.

Tandis que les choses vont ce train au palais Lunardi, un complot s'ourdit ailleurs pour la conquête de cette magnifique demeure. Les Perini ont pour gérant de leurs domaines (pour *fattore*, comme on dit) un fin *contadino*, Carlo Palli, qui s'est déjà taillé une belle ferme dans le meilleur et le plus productif des biens qu'il est chargé d'administrer. Le frère de ce digne fermier, Giuseppe Palli, joaillier au Ponte-Vecchio, s'entend avec Carlo pour fournir au marquis, moyennant bonnes hypothèques ou garanties, tout l'argent que réclament ses habitudes dispendieuses, ses mœurs dissipées, son constant malheur au jeu. C'est à qui, du madré négociant et du paysan retors, se fera la meilleure part dans la proie commune, quitte cependant à confondre les bénéfices de la double opération dans la fortune dotale qu'ils assureront à leurs enfans, si Nanni, fils unique du fermier, en vient à épouser sa cousine germaine, la belle Laura, fille unique de Giuseppe. Le cas échéant, les jeunes mariés ont toute chance d'habiter le palais Lunardi; mais de tout temps le dieu d'amour en ses malices s'est complu à déjouer de telles combinaisons, et Laura Palli n'a garde d'accepter les hommages un peu gauches, un peu intéressés de son rustique cousin. Il a été devancé par Sebastian de' Lunardi, qui n'a point cru manquer à ses aïeux en s'éprenant de la plus belle fille de Florence. Nanni s'en consolera, car il a lui-même un goût fort vif pour une gentille ouvrière, Catarina Boccanera, moins riche et moins belle que Laura, mais aussi plus aimante et moins dédaigneuse.

L'intrigue ainsi nouée se déroule sans trop de peine, et nous ne ferons pas à la perspicacité de nos lecteurs l'injure d'y insister longuement. Ils devineront sans peine qu'un double mariage finit par tout arranger en rendant parfaitement inutiles les patientes combinaisons de la comtesse Marietta. Les quarante mille écus qu'elle avait mis de côté deviennent la dot de Sebastian, à qui l'orfévre du Ponte-Vecchio ne refuse plus sa fille, dotée du fameux *palazzo*. L'unique péripétie un peu grave de cet *imbroglio* très peu savant consiste dans l'intervention du chanoine Guidi, qui, dans des vues personnelles, pratique à l'égard de son vieux collègue Giacomo de' Lunardi une tentative d'empoisonnement à laquelle il s'efforce d'associer indirecte-

ment la pauvre Marietta. Cet infâme complot avorte grâce à un petit bossu curieux et discret, qui intercepte au passage les bouteilles de vieux vin droguées par le terrible chanoine. La scène finale, préparée par cet incident, est prise au plus vif des anciennes mœurs florentines. La double noce vient d'avoir lieu, en présence des deux chanoines, chez le père de Laura. Le bossu en question, — frère de Catarina Boccanera, que Nanni vient d'épouser, — s'est ménagé un dernier triomphe en faisant apparaître après le dessert les bouteilles empoisonnées. Fort de ce témoignage muet, il accuse formellement Guidi et s'attend à le voir écrasé par cette dénonciation inattendue; mais le prêtre audacieux fait face à l'orage : au lieu de s'humilier, il se redresse; au lieu de se justifier, il menace. Il menace, et chacun baisse les yeux, même son accusateur. C'est à peine si le candide Nanni ose élever la voix en faveur de son beau-frère, à qui résolûment le chanoine a renvoyé ses infamantes accusations. C'est à peine si Marietta, stupéfaite un moment, ose laisser voir qu'elle a quelques motifs pour croire au témoignage porté par Alessandro Boccanera. Enhardi par la crainte qu'il inspire, le chanoine demande alors une enquête solennelle. Il veut, il exige qu'on vérifie la présence du poison dans les bouteilles produites. Plus il insiste, plus chacun s'effraie pour le pauvre bossu des suites que peut avoir une investigation judiciaire menée sous l'œil du clergé tout-puissant. En fin de compte, le prudent joaillier du Ponte-Vecchio croit prudent d'intervenir et de parer le coup. Il rejette le tout sur un malentendu, un malentendu qu'il déplore et dont il demande pardon au nom de ses hôtes, un malentendu qu'il regrette d'avoir vu se produire sous son toit; puis il propose comme moyen de transaction, comme garantie contre tout désagrément à venir, de vider tout bonnement dans l'égout voisin ces malheureux flacons, probablement fort innocens, et dont on a voulu se servir pour une mauvaise plaisanterie, dépourvue de tout bon sens... Se relâchant alors de ses exigences premières, mais toujours digne et hautain, Guidi consent, par égard pour son hôte, à cette pacifique mesure. C'est une grande concession qu'il déclare faire, et cela dans le seul intérêt des personnes que compromettrait une pareille affaire, si elle venait à s'ébruiter... Après quoi, et quand il a vu tomber dans l'égout le liquide accusateur, notre chanoine prend majestueusement congé de l'assistance et se retire, le front plus haut que jamais.

« — Mais du moins, s'écria le pauvre *Gobbo* (1), vous ne me croyez ni un faux témoin, ni un donneur de poison? — Il avait, disant ceci, des larmes dans la voix aussi bien que dans les yeux.

(1) *Il Gobbo* (*le Bossu*), désignation familière d'Alexandre Boccanera. Dans les habitudes toscanes, pareil surnom n'a rien de désobligeant.

« — Vraiment non, répondit Nanni,... et Dieu me préserve de jamais boire en compagnie du révérend chanoine Guidi!...

« — Je sais, moi, dit Marietta, que Sandro Boccanera n'a dit que la vérité! Je tiens à ce que personne ici présent n'ignore que nous lui devons la vie de notre oncle!

« — Hélas! dit à son tour le vieux chanoine, se peut-il qu'un si méchant homme soit un si excellent joueur de basse?

« — Mais vous, vous, *signore*, reprit le Gobbo, s'adressant cette fois au joaillier, je tiens à savoir ce que vous croyez de tout ceci...

— Je crois, mon cher signor Sandro, que la vérité n'est pas toujours bonne à dire. Je crois implicitement aux paroles de sa révérence le chanoine de San-Lorenzo, quand il affirme que si cette vilaine affaire était portée devant les tribunaux, vous vous en trouveriez fort mal, soit que vous ayez dit vrai, soit que vous ayez menti. Je crois qu'il eût été plus sage à vous, ayant heureusement subtilisé ce vin malfaisant, de n'en parler à qui que ce fût. Je crois enfin que nous serons bien avisés, tous tant que nous sommes, de revenir là-dessus le moins possible. »

Et le passage suivant complète la pensée de l'auteur, pensée protestante, il ne faut pas l'oublier :

« Quant au révérend Guido Guidi, son livre sur *les Cas réservés* reçut peu après l'approbation particulière des plus hautes autorités romaines. Ainsi que nous l'avons déjà dit, il fut promu à l'archevêché d'Hippopotamos *in partibus*, et devint, ainsi qu'il l'avait toujours ambitionné, le confesseur du plus grand personnage de la Toscane. Par la suite des temps, il obtint un important évêché, cette fois avec charge d'âmes, et finit par conquérir cette couronne suprême de la grandeur ecclésiastique, — un chapeau de cardinal. Dans tout le cours de cette longue carrière, dont chaque étape était marquée par une promotion nouvelle, chanoine, confesseur, évêque et membre du sacré collége, il garda la haute estime due à de pareils succès, à une prospérité si constante, approuvé de tous, admiré, respecté, envié, honoré d'un chacun. Quand il mourut, on plaça sur sa tombe un beau marbre sculpté où se lit une emphatique épitaphe, et de la haute voûte qui abrite ce marbre pend un chapeau rouge attaché à une longue corde. Telle fut sa récompense, et certes il l'avait bien méritée. »

Avec M. Noell Radecliffe, nous rentrons dans le monde anglais (1), et nous y rentrons en toute confiance, car nous devons à cet écrivain un récit dont les lecteurs de la *Revue* ont pu apprécier l'intérêt (2). Nous ne dirons certes pas que nous avons été déçu, ce qui ne serait ni courtois ni juste, mais nous avouerons que le dénoûment du livre nous a plongé dans une sorte d'étonnement inquiet. Il nous

(1) *Bryanston Square*, by Noell Radecliffe, author of *Alice Wentworth, the Lees of Blendon-Hall, Wheel within wheel*, two vol. London, Hurst and Blackett, 1862.

(2) Voyez *Une Parque* dans la *Revue* du 15 novembre et du 1er décembre 1860.

a laissé des doutes sur l'intégrité du récit, très brusquement interrompu, et si les mots sacramentels (*the end*) ne nous avaient édifié à ce sujet, nous aurions cru à l'existence d'un troisième volume, accidentellement égaré. Quoi qu'il en soit de cette impression, peut-être mal fondée, voici en quelques mots de quoi il s'agit. Issue d'un mariage mal assorti et déclassée par le mariage de sa mère avec une espèce d'aventurier, Laura Whitmore est ramenée pour quelques semaines chez un oncle riche et veuf, dont la nièce est charmante, dont le fils est passablement étourdi. Le mariage de ces deux jeunes gens est de ceux qu'on peut regarder comme écrits d'avance dans le livre du destin; mais l'arrivée de Laura est le point de départ d'un nouvel ordre de faits. Belle, adroite, insinuante, spirituelle, cette fatale créature, dont la jeunesse mal protégée a subi mainte influence corruptrice, commence par gagner le cœur de l'innocente Ida, et ne tarde pas à s'établir d'une manière permanente chez le parent de sa mère. Ce premier pas la conduit à séduire le fils de la maison, qui l'épouserait sans nul doute, si elle consentait immédiatement à cette union; mais l'artificieuse coquette, tout en se ménageant la main de Walter Stainforth comme pis-aller, ajourne, par tous les moyens dont elle dispose, ce mariage, qui semble pour elle une bonne fortune inespérée. On comprend que si elle agit ainsi, c'est en vue d'un autre hymen qui la placerait à un rang plus élevé dans la hiérarchie sociale. Toutefois le jeune patricien dont elle veut faire un mari, George Merton, se trouve un jouteur digne d'elle. La laissant à plaisir se bercer de chimères ambitieuses et se compromettre pour mieux l'engager, il lui échappe au moment décisif. Par malheur pour Laura, une dernière démarche, plus risquée que les autres, a éveillé les soupçons de Walter, et devant le piége qui lui était tendu, il recule avec une horreur bien naturelle. C'est après cette rupture décisive que M. Stainforth est averti des projets d'alliance formés par son fils, et que ce dernier avait tenus secrets, Laura l'ayant exigé de lui. De là entre le père et le fils un germe d'irritation que l'habile coquette saura tourner à son profit. Walter en effet s'éloigne, et une nouvelle campagne fait tomber son père dans les filets de la dangereuse sirène. Cette fois elle a victoire complète. Malgré la pauvre Ida, malgré l'impétueux Walter, — deux maladroits s'il en fut, — Laura Whitmore devient la tante de sa rivale, la belle-mère de son ancien prétendu. Walter songe alors pour la première fois, et un peu tard, à épouser sa belle et tendre cousine; mais en de telles circonstances pareille offre n'a rien de très séduisant pour un cœur tant soit peu délicat, et Ida refuse, bien à regret, cette main qu'on lui propose, peut-elle croire, par un simple mouvement de charité généreuse.

Mistress Stainforth travaille de son mieux, une fois mariée, à faire

sa place dans le monde aristocratique où l'opulence de son vieil époux ne lui ouvre pas toutes les portes, et bientôt reparaît sur la scène, avec mille chances favorables à ses prétentions, l'honorable George Merton, dont jadis elle avait essayé la conquête : dans la nouvelle lutte qui s'engage entre eux, tout le danger est pour elle, tous les avantages pour lui, et Walter Stainforth, revenu à Londres, peut bientôt se convaincre par d'innombrables indices que son père est appelé à payer ce qu'on peut appeler les « frais de la guerre. » Il veut intervenir et démasquer la femme perfide dont il a surpris les secrètes menées ; mais l'ascendant de Laura est trop bien établi, l'aveuglement de M. Stainforth est trop complet pour qu'une révélation pareille ne tourne pas contre le dénonciateur. Walter, accusé calomnieusement de toute sorte de méfaits, est chassé de la maison paternelle, et ne pourra plus désormais compter pour vivre que sur les émolumens de son grade dans l'armée anglaise. Or quiconque connaît l'organisation militaire de la Grande-Bretagne sait de reste ce que comporte de privations et de véritable misère la condition ainsi faite au malheureux jeune homme. Il accepte pourtant ce triste lot plutôt que de se donner à lui-même un indigne démenti, et, par un scrupule honorable, s'interdit, n'ayant pu détromper son père, de déshonorer, comme il le pourrait si bien, la femme hypocrite qui porte leur nom à tous deux. Ida de son côté se reproche d'avoir, par quelques révélations presque involontaires, éveillé les soupçons de son cousin, et par le fait causé sa ruine. Elle ne demanderait qu'à l'en dédommager; mais comment revenir sur un premier refus et faire comprendre à ce trop modeste prétendant les motifs, fort peu décourageans, pour lesquels il n'a pas été accepté? Nous connaissons plus d'une Française que cet embarras, ces scrupules, cette gaucherie pourront faire sourire; aucune cependant ne s'étonnera qu'après s'être ménagé une dernière et secrète entrevue, Ida et Walter aient fini par s'entendre et s'accorder. Il était temps, car le nouveau régiment où Walter était entré par voie d'échange allait s'embarquer pour l'Inde. Trois jours restaient cependant, et trois jours bien employés suffisent, paraît-il, chez nos voisins pour régulariser un mariage : celui de nos deux jeunes gens s'accomplit donc tel qu'il avait été rêvé par M. Stainforth, mais dans des circonstances bien différentes. Walter part immédiatement après; sa femme le suit quelques semaines plus tard. Quant à mistress Stainforth et à George Merton, étonnés d'abord, puis assez aises de ce résultat inattendu, nous ne voyons pas que l'auteur ait pourvu à leur châtiment. A peine laisse-t-il entrevoir quelques inquiétudes chez la femme coupable et quelque refroidissement chez le complice de sa faute. La crainte du scandale éteint déjà chez elle une affection

fondée sur des calculs de vanité; le séducteur qui a su les exploiter, désenchanté de sa victoire, commence à voir clair dans cette âme sordide et basse. Le tout finit (et de là cette surprise à laquelle nous avons fait allusion) par une conversation entre ces deux personnages, Laura laissant percer, à travers sa malveillance et ses mépris, une jalousie rétrospective de cette affection que Walter a pu reporter tout entière sur sa belle, mais « insipide » cousine, tandis que Merton, gardant à peine les formes d'une galanterie moqueuse, s'amuse à la tourmenter, en insistant au contraire sur la tendresse, le dévouement de la jeune épousée. Après le dernier mot de cette causerie sournoisement hostile, le récit s'arrête, et l'imagination du lecteur est appelée à suppléer tout ce qui manque au bonheur des jeunes mariés, au châtiment de l'intrigante Laura, aux désillusions tardives de son infortuné mari. M. Noell Radecliffe s'est dit, sans nul doute, que, dans le monde tel qu'il est, la vertu n'a pas toujours sa récompense, ni le vice sa légitime rétribution : en ceci certes nous n'avons pas à le contredire; mais il est absolument contraire aux lois de la poétique reçue de laisser ainsi suspendu l'intérêt d'une fable quelconque, et le lecteur fort embarrassé de savoir pourquoi l'écrivain a pris la plume.

Si nous voulions grossir le fascicule de ces analyses romanesques, rien ne nous serait plus aisé. Nous avons encore, dans le catalogue de nos récentes lectures, une idylle rustique (1), peinture exacte des mœurs de la paysannerie anglaise, et un gros drame de la vie privée assez habilement *machiné* par l'auteur d'*East Lynne* (2), un des « romans à succès » de l'an dernier. Il nous semble cependant qu'en voilà bien assez pour la bonne volonté des lecteurs qui auront consenti à nous accompagner dans cette excursion par monts et par vaux, faite sans autre guide que le bâton du pèlerin, ou, si l'on veut, la baguette de coudrier. Cette fois la baguette magique n'a pas frémi dans nos mains, et ne nous a mis, à vrai dire, sur la trace d'aucune source vive et d'aucun trésor caché. Nous ne regrettons pourtant ni notre temps ni nos peines. De cette promenade au hasard, toute d'aventure et de caprice, nous rapportons des impressions générales qui, si elles étaient partagées, rendraient nos voisins plus charitables pour la tendance générale de notre littérature. Le roman français, on le sait, est pour eux l'abomination de la désolation, et il n'est fils de bonne mère qui ne se voile la face devant les scandales dont Paris écrivant afflige le monde. Sans vouloir contester

(1) *Crow's Nest Farm, a true tale*, by Julia Addison; 1 vol. Saunders, Otley and Cᵉ, 1861.

(2) *The Earl's Heirs, a tale of domestic Life*, Philadelphia; Peterson and Brothers (édition américaine); 1 fort volume.

absolument la justice de cette réprobation, — et sans nous faire l'avocat de tel ou tel succès acheté trop cher, dont le paradoxe immoral a fait tous les frais, — nous dirons, preuves en mains cette fois, — que les dévergondages d'imagination, les témérités de pinceau existent aussi dans la pudique Angleterre. Il ne leur manque, pour faire éclat, peut-être pour faire école, que la vivacité du style et l'habitude de ce qu'on pourrait appeler les « roueries » du métier.

Inquiétant phénomène qui provoque naturellement à réfléchir sur certaines questions épineuses et complexes soulevées encore tout récemment par un écrit anglais sur *la population et le commerce de la France* (1)! L'auteur, après avoir complaisamment énuméré nos qualités, exposant le revers de la médaille et passant en revue nos défauts, nous déclarait nettement incorrigibles. Selon lui, l'indépendance de notre caractère, l'insoumission de notre esprit, surtout l'absence de tout instinct religieux, se sont opposés jusqu'ici et s'opposeront toujours à une réforme essentielle. Là-dessus, vertes semonces de maint critique, et l'un d'eux exprime son dissentiment dans quelques phrases trop caractéristiques, trop curieuses, pour n'être pas textuellement reproduites.

« Il nous paraît, dit-il, que le grand obstacle à l'amélioration des Français est leur haine de l'Angleterre et leur crainte traditionnelle de passer pour nos imitateurs, crainte soigneusement entretenue par une portion fanatique de leur clergé, puis aussi par les plus ardens zélateurs du parti républicain. Lorsqu'une longue durée de rapports amicaux les aura convaincus que nous ne sommes point une race perfide et que nous ne leur voulons aucun mal, nous estimons qu'ils ne se refuseront plus aux enseignemens utiles que nous leur pouvons offrir, que les travaux de la paix donneront plus d'assiette à leur caractère, que l'expérience modérera ce que leur élan peut avoir d'excessif, et que les sérieuses préoccupations de la vie industrielle mettront de plus en plus en lumière les nombreuses qualités par lesquelles ils se recommandent à l'estime des autres peuples. »

Si vaniteux et si étourdis qu'on nous suppose, nous sommes gens à ne pas nous révolter contre cette bienveillance un peu gourmée, ces pronostics empreints d'une si naïve condescendance. Aucune partialité vaine, aucun amour-propre déplacé ne nous empêchera de reconnaître qu'effectivement les Anglais ont à nous donner, de même qu'ils peuvent nous devoir, des qualités qui manquent aux uns comme aux autres. Qu'ils nous communiquent, nous nous en trouverons bien, leur sage docilité envers la loi, leur respectueuse

(1) *Population and Trade in France in 1861-62*, by Frederick Marshall; London, Chapman and Hall.

reconnaissance envers tout promoteur du bien public, surtout cet esprit de solidarité vaillante qui a été de tout temps l'inébranlable garantie de leurs libertés, la cheville ouvrière de leurs incessans progrès. Qu'ils y ajoutent quelques leçons de fermeté dans le malheur, d'énergie en face de longs revers, et bien malavisé qui de nous s'en voudrait plaindre. Quant à ce que nous pouvons leur enseigner, nous leur laisserons le soin de le chercher et de se le dire eux-mêmes. Il ne serait ni de bon goût, ni suffisamment modeste, à notre sens, de prétendre le leur indiquer ici. Notre silence d'ailleurs pourrait bien être une première leçon de savoir-vivre et de prudente réserve.

Nos voisins nous trouveront mieux inspirés sans nul doute, et nous serons beaucoup mieux venus à les prémunir contre les dangers que peut entraîner pour eux l'importation irréfléchie des idées fausses et des travers exotiques. S'il est vrai, comme tout semble l'indiquer, que les fleurs malsaines de notre « demi-monde » aient jeté par-delà le détroit qui nous sépare leurs graines rapidement écloses et d'une fécondité déplorable, nous avons bien le droit de crier : *Garde à vous!* Une fois déjà, du temps de Louis XIV et de Charles II, la France a exercé une influence très délétère sur les mœurs britanniques. Il serait honteux pour nous et désastreux pour les Anglais qu'on vît au milieu du XIXe siècle, et justement à deux cents ans de distance, se reproduire les scandales dont Mlle de Kerouailles et le chevalier de Grammont, Saint-Évremond et la duchesse de Mazarin peuvent sembler responsables. Prions donc ces censeurs un peu gourmés auxquels nous cédions tout à l'heure la parole de rétablir, s'il le faut, à certains égards, les prohibitions douanières entre les deux pays, et de rester strictement « protectionistes » en fait de rigorisme moral, de zèle religieux, de probité dans le mariage. Quelques procès récens, celui du jeune Wyndham, celui de lady Gethyn, vingt autres encore que nous pourrions citer, nous donnent à penser que certaines mauvaises branches du *free trade* fructifient en Angleterre à l'égal des plus utiles. Il ne faudrait pourtant pas étendre si loin les effets du traité de commerce, et si nos voisins d'outre-Manche ont de si excellentes leçons à nous donner, nous avons un intérêt direct et bien évident à ce qu'ils n'abusent pas ainsi de celles qu'on peut prendre au dehors. Qu'arriverait-il, grand Dieu, de ces pédagogues candides et bien intentionnés, si leurs turbulens écoliers venaient, par grand hasard, à les pervertir?... Supposition moins bizarre, moins gratuite qu'on ne pourrait le penser, à l'appui de laquelle vient la charmante boutade d'un spirituel caricaturiste : *Anglais pris par Paris depuis la prise de Paris par les Anglais.*

Plaisanterie à part, nous pouvons résumer ainsi ces remarques sur les mœurs de l'Angleterre à propos de quelques romans nouveaux. Au rapprochement, au mélange de deux nationalités aussi fortement contrastées que celles de l'Angleterre et de la France, il y a sans doute un bénéfice probable, mais il y a aussi un danger à prévoir. Cette merveille de l'art médical, la transfusion du sang, n'est pas une épreuve plus délicate et ne rencontre pas moins de difficulté, n'est pas sujette à moins de périlleux accidens. Il faut donc y veiller de près, et il appartient à quiconque peut agir sur le courant variable des idées et les fluctuations qu'il détermine de signaler tout fâcheux symptôme, de combattre tout principe désorganisateur ou corrupteur. C'est sous ce rapport que devient sérieuse et d'un intérêt pressant l'étude des fictions en apparence les plus insignifiantes et les plus frivoles. Le nombre de ces fictions, qui croît toujours, leur puissance d'expansion et de propagation, l'attentive curiosité qui leur est accordée, la popularité dont elles jouissent, ne permettent à personne de méconnaître le rôle qu'elles jouent dans l'enseignement de la société contemporaine. Mêlées pour ainsi dire à l'atmosphère intellectuelle que l'on respire, soit chez nous, soit chez nos voisins, elles peuvent, dans une certaine mesure, le purifier ou le vicier. Les analyser avec soin et apprécier avec exactitude les tendances qu'elles accusent, vérifier ainsi par de fréquentes observations les résultats de ces rapports qui s'établissent, multipliés de jour en jour, entre les deux littératures, anglaise et française, ce n'est, après tout, à notre avis, ni une tâche futile ni un travail superflu.

E.-D. Forgues.

LE

PRINCE DOMENTI

SCÈNES DE LA VIE GÉORGIENNE.

Indolemment assise sur un fleuve entre la Mer-Noire et la Mer-Caspienne, la ville de Tiflis est le rendez-vous de l'Asie et de l'Europe. Vingt religions, vingt peuples divers s'y coudoient, et les contrastes les plus curieux s'y réunissent pour surprendre et enchanter le voyageur. Égarez-vous le jour dans ces rues que brûle un soleil de feu, et d'étranges tableaux ne tarderont pas à se disputer votre attention. Une caravane d'une centaine de chameaux s'avance lourdement, chargée des marchandises de la Perse, de la Bessarabie, de l'Inde; leurs clochettes tintent monotones, sourdes, et involontairement on songe au morne silence des steppes. Quatre buffles attelés au col traînent avec lenteur une misérable charrette qui emporte toute une famille tatare ou géorgienne. Un galop de Cosaques, leur longue lance au poing, soulève des flots de poussière. Voici un enterrement grec qui défile, suivi de pleureuses qui déchirent l'air de leurs cris; des pauvresses en guenilles vous tendent une main amaigrie; un paysan rencontre un prêtre, il lui baise la main et reçoit en échange sa bénédiction; un soldat russe, en face d'une église, se signe à tour de bras et fait la révérence. Où va cette pauvre Géorgienne pieds nus sur la dalle brûlante, tout enveloppée d'une grande pièce d'étoffe blanche? A l'église, pour accomplir un vœu. Les marchands paresseux, assis devant leurs portes, regardent les passans en comptant les gros grains d'un chapelet. Sans craindre la chaleur du jour, les Arméniens, l'œil inquiet, pressent le pas en comptant leur gain de la veille et en pensant aux dupes qu'ils feront le lende-

main. Mais c'est au coucher du soleil qu'il faut surtout parcourir les rues de Tiflis. Les balcons se peuplent alors de femmes, les terrasses se garnissent de jeunes filles qui dansent au son du tambourin. De toutes parts éclatent les chants et la musique; la ville entière semble sortir du sommeil. Les jardins publics sont inondés de voitures, de cavaliers, de piétons. On se salue, on s'aborde, on cause, on se visite hors de chez soi pour ainsi dire. Les couples s'attablent devant les sorbets, les limonades, le thé, les fruits. La joie rayonne sur tous les fronts : après l'accablante chaleur de la journée, on éprouve une sensation de vrai bonheur à s'enivrer des souffles embaumés qui agitent mollement les arbres comme de grands éventails verts, et une sorte de familiarité s'établit entre des promeneurs qui n'ont ni la même patrie ni la même religion.

J'étais depuis plusieurs mois à Tiflis, et je ne pouvais me lasser du spectacle qu'offre la ville à ces belles heures du *far niente*. Au risque d'être classé parmi les *voyageurs curieux* dont parle Sterne, je me mêlais chaque soir à la foule, et bientôt je finis par avoir des amis de hasard qui soulevaient pour moi les voiles de leur vie intime, qui m'initiaient à leurs coutumes et me racontaient les histoires du pays. Je rencontrais souvent, entre autres, le prince Alexandré S... : c'était un Géorgien de très noble race, qui avait voyagé et qui avait rapporté de ses longs voyages une expérience inutile, comme il me le disait lui-même. Nous causions tous les deux de l'Asie, de l'Europe, des destinées du monde. Il souriait, et à mes rêves ambitieux il opposait les réalités de l'Orient actuel. — J'ai, ajoutait-il, visité la Russie, la Grèce, l'Allemagne; mais je suis resté à moitié sauvage au milieu des douceurs de ma vie passée. Le luxe, si cher aux Asiatiques, m'apportait ses séductions; mais les regrets de l'homme civilisé tombaient l'un après l'autre devant cette sauvagerie native qui reprenait sa proie. Les peuples orientaux ont beau venir boire aux sources européennes, ils sont comme peints des reflets de l'Occident : la civilisation ne les pénètre pas, et dès qu'une passion nous agite, on s'étonne de nous retrouver barbares.

— Prince, lui dis-je, depuis que vous êtes en relation avec l'Europe, vous n'avez gardé que le côté pittoresque et extérieur de la barbarie.

— Non, non, reprit-il, nous sommes des barbares, et je vais vous le prouver par l'histoire suivante.

Et le prince Alexandré me raconta en effet un épisode de la vie réelle à Tiflis qui me parut montrer dans tous leurs contrastes d'élégance et d'âpreté les mœurs géorgiennes.

I.

Après deux jours de maladie, le vendredi 13 juillet 1853, le prince Dimitri Domenti avait rendu le dernier soupir dans son palais de Tiflis. Le médecin ignorait quel mal avait causé sa mort; mais il avait quitté son chevet en ordonnant qu'on l'enterrât au plus vite, car la chaleur était excessive. Tout le monde était surpris d'une fin si prompte, si prématurée; le prince n'avait que trente ans. On s'apitoyait sur lui, sur sa fille unique encore au berceau; on plaignait le sort de la princesse Daria, qui atteignait à peine sa vingtième année. Chacun, la tristesse sur le front, allait et venait dans la maison, se racontant l'événement de la journée; les serviteurs se parlaient à voix basse, les servantes pleuraient. Quant à la nouvelle veuve, agenouillée devant une image de la Vierge qu'éclairait une petite lampe, elle sanglotait à l'écart, déchirait les dentelles de son voile blanc, se frappait la poitrine et essuyait ses larmes avec ses longues tresses brunes. Peu à peu le désespoir s'enfuit devant une douleur plus calme, et aux phrases incohérentes et entrecoupées de cris succéda un abattement morne et silencieux. Puis, pâle, épuisée et comme lasse de son affliction même, elle se jeta la face contre terre en poussant des sanglots qui retentissaient au loin dans la maison. Malgré les caresses de Salomé, sa camériste favorite, elle refusa toute nourriture, même une tasse de thé. — Puisqu'il est mort, criait-elle, je veux mourir! Seigneur, seigneur Dieu! me pardonneras-tu? Sois pour moi miséricordieux! — Elle demanda des habits de deuil, et avec l'aide de Salomé elle se vêtit d'une robe noire bordée d'une bande blanche. Exaltée par son chagrin, elle fit ensuite le vœu d'aller pieds nus sur le tombeau de son époux le vendredi de chaque semaine pendant trois mois, de ne pas manger de viande durant le temps de son deuil, et d'habiller sa fille en rouge jusqu'à l'âge de sept ans. La servante l'écoutait silencieusement; mais quand la veuve implora d'elle des ciseaux pour couper les quinze tresses qui la rendaient si belle, Salomé, fière elle-même des longs cheveux de sa maîtresse, s'écria que Dieu n'exigeait point tant de sacrifices. La princesse n'insista pas et se laissa tomber tout en larmes dans les bras de la fidèle camériste.

Pendant ce temps-là, Manoel, le frère de la veuve, qui était accouru en toute hâte, s'occupait des apprêts douloureux du lendemain; il commandait le cercueil, les cierges, le char funéraire, la musique de deuil et les pleureuses. Le jour même, à la tombée de la nuit, on apporta la bière, dont les ornemens contrastaient avec l'idée grave de la mort, car sur un fond jaune et violet se croisaient des

lames d'or et d'argent enroulées en capricieuses guirlandes. D'heure en heure, la princesse Daria quittait sa chambre pour venir s'agenouiller devant le mort, que veillaient un prêtre géorgien, une jeune servante et un garçon d'une douzaine d'années. Là, ses sanglots éclataient encore; elle s'arrachait les cheveux et prononçait souvent à mi-voix ce mot : — Pardon! — La plupart des domestiques de la maison, profitant du désordre général, s'étaient esquivés, et cherchaient des consolations dans les *doukans* (cabarets) du voisinage en buvant pour quelques *chaours* (1) de vin de Kakhétie.

Un peu avant la nuit, on avait revêtu le prince Dimitri de ses plus beaux habits et on l'avait couché sur un lit de parade, les bras collés le long du corps. A ses côtés brillaient, à la lueur des cierges, des armes précieuses, et sur sa poitrine reposait un rameau de buis bénit. Plusieurs fois on lui avait fermé les yeux, qui se rouvraient soudain, comme à demi vivans, mais froids et sans regard. Si ses traits eussent été moins blêmes, moins immobiles, on aurait pu le croire endormi d'un sommeil magnétique, tant la mort avait respecté la calme beauté de son visage.

Vers minuit, toute la maison se livrait au repos, à l'exception de ceux qui veillaient le prince et de deux domestiques qui stationnaient dans l'antichambre. Le prêtre, qui avait copieusement soupé, sommeillait le nez sur sa poitrine; une servante, jolie Géorgienne fraîche et blanche, déjà femme, dormait profondément aussi, allongée sur un tapis persan et la tête appuyée sur un coussin. Le petit drôle, voyant ses compagnons plongés dans le sommeil, se glissa doucement vers la servante, rampa sur ses mains et sur ses genoux, se signa trois fois et baisa la joue de la jeune fille, qui sans doute crut avoir été embrassée en songe, car elle ne s'éveilla point. Aux craquemens du plancher, le prêtre ouvrit les yeux, et, comme il avait soupé de caviar et de poisson salé, il demanda à boire. Le domestique lui apporta une lourde cruche d'argile pleine de vin que le saint homme tarit en un instant. Il marmotta une courte prière, aspergea le corps d'eau bénite, et se rendormit.

Les domestiques de l'antichambre, Basili et Iacob, las de jouer au loto, s'accroupirent l'un en face de l'autre et se mirent à causer.

— Aurais-tu cru, Basili, que le prince serait mort si vite?

— Dame! c'est aujourd'hui un vendredi, et le treize encore!

A ces mots, Iacob et Basili firent une demi-douzaine de signes de croix.

— Il était jeune, brave, robuste comme un platane; cet âne de médecin l'aura tué.

(1) Petite monnaie géorgienne. Le *chaour* vaut environ quatre sous.

— Basili, ne dis pas de mal des médecins; cela porte malheur.

— Écoute, frère Iacob, je ne m'étonne pas que le maître soit trépassé : l'an dernier, au mois de septembre, je l'accompagnais au pèlerinage de Mtzkhèta; nous revenions le soir à Tiflis; tout à coup la lune se leva derrière une montagne, et le cheval du prince s'effraya et jeta son cavalier à terre. Alors je me dis en moi-même que le maître ne referait ce pèlerinage que dans le ciel...

— Ou dans l'enfer, interrompit Iacob, car il ne s'est pas confessé, et il a eu une jeunesse...

— Tais-toi, murmura Basili, les murs ne sont ni aveugles ni sourds.

— Après cela, il était bon, indulgent, généreux.

— C'est vrai; jamais il ne nous a fait fouetter, quoique nous l'ayons mérité plus d'une fois, n'est-ce pas, Iacob?

— Oui, oui; mais la princesse, je ne l'aime guère, elle est orgueilleuse, parce qu'elle descend de nos anciens rois; je hais comme la fièvre Vamiran, ce riche Arménien qui vaut moins que ses chevaux, qui oublie que son père était usurier, et qui rôde sans cesse autour des jupes de la princesse Daria.

— J'ai vu ici des choses qui...

— Parle, Basili, parle.

— Seras-tu discret?

— Que ma langue se change en scorpion si je te trahis!

Basili approcha sa bouche de l'oreille de son compagnon.

— En es-tu sûr? demanda Iacob.

— Je l'ai vu, te dis-je; le maître était allé à Telaw, chasser sur les terres du prince Tchavtchavadzé.

— Et il n'a rien su?

— Est-ce que le buffle voit ses cornes?

— Ces chiens d'Arménie! s'écria Iacob indigné, une bonne peste ne viendra donc pas de la Perse pour les empoisonner tous! Si nous, enfans de la belle Géorgie, nous sommes pauvres, c'est la faute de ces misérables qui ont tout acheté, tout pillé, tout volé.

— Ami Iacob, dit Basili en bâillant, j'ai soif; cours à la cuisine, apporte la grande cruche, nous boirons à la santé de l'âme du prince Dimitri.

— J'ai peur, reprit Iacob, il y a un mort, et la vieille Sophio, qui est un peu sorcière, m'a assuré que l'esprit du défunt erre dans la maison jusqu'à ce qu'on ait mis le corps en terre.

— Tu es brave comme un poulet de Mingrélie. Jouons une partie de loto, le perdant ira chercher le vin.

Tels étaient les propos qu'échangeaient dans l'antichambre de la salle mortuaire les deux plus fidèles serviteurs du prince Dimitri.

Déjà cependant le soleil empourprait les cimes neigeuses de la chaîne du Caucase. Qui n'a pas vu ces fêtes matinales de l'Asie ignore la puissance de la lumière. Ce n'est ni le soleil d'Italie, qui se lève dans un ciel d'azur, ni celui de la Grèce, qui illumine un firmament presque doré. La voûte céleste en Géorgie semble de nacre et d'opale; au loin, grâce à la transparence de l'air, on aperçoit de cinq ou six lieues les vertes dentelures des sapins sur le haut des montagnes; le soleil n'éclaire pas seulement le paysage, il le colore et l'enveloppe d'une vapeur impalpable qui adoucit les violences de la lumière. Les arbres reluisent de verdure, et dans le ciel plein de silence de grands aigles joyeux planent en rond, et d'un coup d'aile volent d'une montagne à l'autre.

Le frère de Daria alla réveiller les gens de la maison, qui dormaient tout habillés sur les balcons intérieurs. Après quelques cérémonies pieuses, selon le rite grec, Manoel et le prêtre déposèrent le corps de Dimitri dans la bière découverte, qu'ils entourèrent d'une vingtaine de cierges. Le prince avait l'air d'un guerrier que le sommeil a surpris le lendemain d'une bataille. Toute la journée on récita des prières devant les restes de Dimitri, jusqu'à l'arrivée du char funéraire. Une foule immense encombrait les appartemens et les abords de la maison mortuaire : c'étaient des nobles, des officiers, des marchands, des soldats, des serfs, des gens de toutes nations, car Dimitri jouissait d'une haute réputation de bravoure et de générosité. On plaça le cercueil sur le char, que traînaient six chevaux noirs recouverts de noires draperies. Le convoi se mit en marche. Quatre hommes portaient en avant le couvercle de la bière; derrière le char plusieurs prêtres en étoles, qui brillaient aux rayons du soleil, chantaient l'hymne des trépassés. A travers les rues inégales et mal pavées, le cercueil suspendu tremblait à chaque pas des chevaux; on eût dit que le mort était bercé pour son dernier sommeil. Après la cérémonie, qui eut lieu dans l'église de Sion, la métropole de Tiflis, le cortége se dirigea vers le cimetière de Péra. De temps en temps une musique douce, lente et plaintive, exécutée par des soldats russes, alternait avec le chant des prêtres. Devant les musiciens, en souvenir des saintes femmes de Jérusalem, des pleureuses à gages suivaient le char et jetaient dans les airs des cris aigus. Quant à la princesse et aux femmes de sa maison, on ne les voyait pas : les femmes géorgiennes n'assistent pas aux enterremens, parce que le Christ a été mis au tombeau par les apôtres et ses disciples; le lendemain seulement, comme Marthe et Marie, elles vont prier et pleurer sur la tombe qui leur est chère.

Au cimetière, d'interminables cérémonies avaient commencé. Les prêtres géorgiens, qui sont fort avides, savaient que la famille du

prince était riche et se promettaient une bonne aubaine. A côté du champ de repos s'élève une petite chapelle, garnie d'images et de reliques, où, les dernières prières achevées, on recouvre la bière avant de la descendre dans la fosse. Lorsque le prêtre eut fait l'aspersion finale et jeté une pelletée de terre sur le cercueil, la foule, comme si elle fût revenue d'une fête, sauta à travers les pierres tumulaires et se dispersa. Il était environ quatre heures du soir; la chaleur était encore étouffante, et un immense nuage de poussière flottait au-dessus de Tiflis. Le fossoyeur, demeuré seul, s'assit auprès de la fosse béante, attendant un peu de fraîcheur pour la combler. Il laissa tomber sa tête dans sa main, fit le signe de la croix et pleura. Ce fossoyeur, nommé Grigory, avait, quelques années auparavant, sauvé la vie au prince dans une attaque contre les montagnards lesghiens, et le prince reconnaissant lui avait donné la liberté et son humble emploi. Il habitait une maisonnette en bois contiguë au cimetière; il gagnait quelque argent, car tous les ans la fièvre ravage Tiflis, surtout en automne. Grigory était là, immobile, les yeux fixes, songeant à son ancien maître; de temps à autre, il regardait la fosse où gisait celui qu'il avait aimé. — Il fait jour jusqu'à huit heures, se dit-il. — Et il alluma sa pipe.

En Géorgie, la mort n'est pas entourée des mornes tristesses de l'Occident, des longs regrets, des deuils intimes. La vie orientale est tout extérieure et de surface; les larmes sortent des yeux, non du cœur. Le matin, on enterre un parent, un ami, sans qu'un tel événement change le cours des habitudes quotidiennes; le soir, on en cause à souper, et le lendemain l'oubli recouvre le mort d'un second linceul. Le corps remis à la terre, chacun retourne à ses affaires ou à ses plaisirs. Le plus souvent, le jour même, à la sortie du cimetière, la foule inonde les doukans : plusieurs amis se réunissent dans une salle, autour d'une vaste outre gonflée de vin, mangent du caviar frais, du poisson salé, des œufs durs, du pain noir, et boivent au son de la bizarre musique géorgienne. Ils choisissent un président nommé *touloumbache*, une sorte de *magister bibendi*, maître passé en buverie. Chaque fois que le touloumbache vide son *azarpèche*, vase d'or, d'argent ou de cuivre, orné d'un long manche, tous les buveurs sont obligés de l'imiter, sous peine d'une amende fixée d'avance. Des musiciens payés, accroupis à la turque le long de la muraille, chantent en s'accompagnant d'un double tambour, d'un tambourin à grelots, d'un violon à trois cordes, d'une petite guitare et d'un fifre. Au touloumbache revient l'honneur d'ouvrir la séance par quelque chant populaire tel que celui-ci :

« Je suis Bacchus, j'ai la richesse, accourez! Buvons du vin. La vigne, je l'ai plantée pour rafraîchir les buveurs.

« Nous avons de l'or et des pierreries. nous pouvons boire toujours. Soyez sans peur : je suis assis ferme sur une outre qui ne tarira jamais. »

A peine a-t-il fini de chanter, que des cris de joie éclatent, et les convives frappent tous à la fois leurs mains l'une contre l'autre d'une façon bruyante et rhythmique. Les azarpèches et les cornes de buffle, historiées de chaînettes d'or et d'argent, circulent à la ronde; la conversation s'anime, fouettée par le vin, semée de propos joyeux et de grosses plaisanteries, et ne s'interrompt que lorsqu'un musicien tatar entonne d'une voix aiguë et nasillarde une chanson indigène.

La scène que nous venons de décrire se reproduisit exactement dans les doukans de Tiflis à la suite des funérailles du prince Dimitri; mais pendant que les rires et les éclats de voix des buveurs se croisaient ainsi aux sons redoublés de la musique, le cimetière était le théâtre d'une sorte de drame étrange. Rêvant à demi, son menton dans la main, le fossoyeur avait vu s'éteindre l'une après l'autre les clartés changeantes du couchant; il écoutait le Koura gronder à travers les roches voisines, lorsque tout à coup il tressaillit, comme réveillé en sursaut d'un songe pénible : la bière du prince s'était agitée dans la fosse. Grigory, qui avait accompagné son maître dans les montagnes escarpées du Caucase, avait souvent entendu sans tressaillir siffler à ses oreilles les balles lesghiennes; mais seul, le soir, dans ce lieu silencieux et désert, en face de ce cercueil qui remuait, il fut saisi d'une superstitieuse terreur, et se sauva à toutes jambes à travers les tertres inégaux. Haletant, blême, les genoux tremblans, il arriva à l'extrémité du cimetière.

Le pauvre homme ne s'était pas trompé : un soubresaut avait secoué le cercueil. Le prince Domenti, enseveli vivant, avait été tiré de sa léthargie profonde soit par les cahots du char funèbre, soit par l'humidité de la terre. Une légère sensation de chaleur se manifesta d'abord au cœur, qui se remit à battre, et à la gorge. Après de douloureux efforts, la respiration souleva la poitrine, et quelques larmes coulèrent. Peu à peu les idées s'éveillèrent dans le cerveau, où flottaient des images confuses; bientôt l'infortuné respira à pleins poumons, et les yeux grands ouverts dans les ténèbres visibles de la tombe, mais ignorant encore toute l'horreur de son prochain martyre : — Où suis-je? se demanda-t-il. Quelle nuit! quel silence! — Puis la réalité, aidée du souvenir, se dressa devant lui, implacable et plus terrible que le trépas même, et il devina qu'il était cloué dans un cercueil, à la fois mort et vivant. Il tenta de remuer dans l'étroit cachot où il était serré de toutes parts, et sa main désespérée se crispa sur le rameau de buis bénit. Comprenant alors

qu'il allait expirer là, loin des hommes et sous l'œil de Dieu, lui qui avait jeté sa jeunesse à la débauche, et qui n'avait pas reçu le suprême pardon de l'église, au lieu de se ronger les poings de rage, il sentit soudain une foi vive descendre dans son âme comme un rayon de la divine miséricorde. Cependant, raidissant ses muscles et rassemblant par instinct ses dernières forces, par un mouvement vigoureux qui agita la bière, il frappa aux portes de la vie.

C'est à ce bruit inattendu que Grigory le fossoyeur s'était enfui. Dès qu'il eut atteint la haie du cimetière, il se retourna pour s'assurer qu'aucun fantôme ne le poursuivait; n'entrevoyant point d'ombre lugubre, il reprit un peu de courage, et après une courte prière il se sentit plus ferme sur ses deux pieds. — Par sainte Nina notre patronne (1), se dit-il, je ne suis ni un poltron ni un fou! N'ai-je pas ouï conter à mon aïeule, une bonne chrétienne, que parfois les morts sortent du tombeau? Lazaré, un pauvre homme comme moi, n'a-t-il pas été, après trois soleils de séjour chez les morts, ressuscité par le Christ, qui peut encore du haut du ciel rendre miraculeusement la vie? Non, non, à cette heure le prince est froid comme la terre; par hasard sans doute une pierre aura glissé sur le bois du cercueil, voilà tout.

Rassuré par cette dernière réflexion, il revint lentement sur ses pas, sans trop d'audace, le cou en avant, l'œil au guet, et essayant de chasser la vision qui l'obsédait et l'attirait en même temps. Il parvint enfin au bord de l'obscure profondeur de la fosse. Çà et là le soir promenait ses larges ombres sur les mausolées, les cyprès et les croix byzantines. Le fossoyeur s'approcha, tendit l'oreille et crut entendre un bruit sourd qui diminuait de seconde en seconde. Un frisson lui courut de la tête aux pieds; mais, fortifié par un signe de croix, il sauta dans le trou, et à l'aide de sa bêche il enleva d'un bras robuste le couvercle mal attaché de la bière, d'où s'exhala un gros soupir, pareil au dernier râle d'un mourant. — Il vient de rendre l'âme, pensa-t-il. — Le fossoyeur était arrivé à temps, car le moribond était complétement évanoui et inondé d'une sueur glacée. L'air pénétra par degrés à travers les interstices du couvercle et caressa le visage du malade. — Bon! le cœur bat encore, dit le libérateur, qui enleva le corps et le déposa sur le gazon. Les vêtemens dégrafés, il lui frotta la poitrine, pour y ramener les tiédeurs de la vie. Les yeux se rouvrirent sans regard, les lèvres sans voix.

— Courage, prince! cria Grigory; c'est moi, Grigory, votre fidèle

(1) Sainte Nina est la patronne de la Géorgie, et saint George en est le patron. Ces deux personnages, qui appartiennent autant à la légende qu'à la religion, datent des premiers temps du christianisme; ils sont en très grande vénération dans le *Karthli*, nom indigène qui signifie Géorgie.

serviteur. — Puis, se parlant tout bas : — A quoi tient la mort d'un homme, même d'un prince! Si j'eusse comblé la fosse après la cérémonie, ou si je me fusse assis dix pas plus loin, le noble seigneur aurait déjà rendu ses comptes à Dieu.

II.

Pour comprendre la suite de ce récit, il est indispensable de se reporter quelque peu en arrière.

Né d'une grande famille de l'Iméreth, le prince Dimitri Domenti, jeune, beau et riche, emporté par le goût des voyages, visita la Turquie, la Russie et l'Allemagne; puis, de retour à Tiflis, il prit un grade dans l'armée du Caucase. Son esprit était vif, son cœur loyal; l'agitation d'une existence nomade et aventureuse l'avait arraché à l'indolence naturelle aux gens de sa race; il était instruit et parlait plusieurs langues, comme presque tous les Orientaux.

Tiflis, grâce à son admirable soleil, à ses paysages pittoresques et à ses souvenirs, peut être un séjour agréable pour les étrangers et les touristes, qui prennent la fleur du panier; mais à la longue c'est une ville intolérable par la monotonie des hommes et des choses, par la plate uniformité de la vie. Cette immobilité de l'Asie, qui semble craindre de déranger un des plis de sa robe, abêtit le corps, anéantit la pensée. Quant au prince, doué d'une âme ardente, d'une imagination toujours en éveil, pour échapper aux ennuis de l'oisiveté, il avait donné tête baissée dans tous les plaisirs chers à la jeunesse désœuvrée, — les excès de la table, les amours les plus folles, et surtout cette dévorante passion que les Russes ont importée en Géorgie, le jeu. De jour en jour, ou plutôt de nuit en nuit, son patrimoine s'engloutissait dans ce gouffre; mais, apercevant sa ruine à l'horizon et trop fier pour supporter la pauvreté, il résolut de relever sa fortune par une riche alliance. Il épousa la princesse Daria Matchvavassé, issue de la tige royale des Bagratides, qui lui apporta en dot des biens immenses. De plus, Daria, âgée de quinze ans à peine, était la plus belle fleur du Caucase, une *vardi* (une rose), comme on l'appelait. Par malheur pour son âme tendre, les parens en Géorgie se passent du consentement de leurs filles. Dans tout l'Orient même, sans excepter les peuples chrétiens, la valeur sociale et conjugale de la femme est à peu près nulle; aussi les mères se croient-elles bénies du ciel lorsqu'elles mettent au monde des enfans mâles. Le mari est tout-puissant, il règne et il gouverne; l'épouse obéit passivement et n'oserait jamais discuter la volonté ou les caprices du maître, dont elle est la première servante. Elle s'oc-

cupe uniquement du soin de la maison, où elle vit à moitié cloîtrée, ne sortant guère que pour se rendre au bain ou à l'église, presque entièrement voilée, à la mode persane, d'une longue pièce blanche de coton, de laine ou de soie, dont elle s'enveloppe de la tête aux pieds avec beaucoup de grâce et de coquetterie.

Avant d'être unie au prince Domenti, la belle Daria s'était « blessée d'amour, » selon une charmante expression du pays, pour un jeune Arménien, nommé Vamiran, qui avait été élevé en France; aussi versa-t-elle des larmes amères lorsque dans la cathédrale de Sion l'archevêque lui donna la bénédiction nuptiale. Quoique fidèle à son mari, la nouvelle épousée n'avait pu reprendre son cœur à son amant; elle souffrit en silence, sans se plaindre, mais elle ne se résigna pas : la résignation est le courage des âmes affligées, et la jeune princesse était faible comme un enfant. La calomnie avait fait siffler ses vipères autour de son nom honoré; quelques fâcheuses rumeurs vinrent même à l'oreille du prince, qui sut contenir ses fureurs jalouses. Dès ce moment toutefois il détesta Daria et courut de nouveau aux plaisirs qui avaient dévoré sa jeunesse. La princesse, délaissée, ennuyée de sa solitude, passait la plupart de ses journées à pleurer ou à raconter ses chagrins à Salomé, sa sœur de lait, qui pleurait avec elle, ou à jouer avec sa petite fille. Salomé, jolie et coquette, adorait les bijoux, les étoffes de soie, et, séduite par les nombreux cadeaux de Vamiran, elle attisait l'amour de sa maîtresse au lieu de l'éteindre. Par son entremise, des lettres furent échangées entre les deux amans; mais un jour Dimitri surprit dans la chambre de sa femme une ballade géorgienne, oubliée sur un divan. Un horrible pressentiment, mêlé d'un soupçon plus horrible encore, s'éleva soudain dans sa pensée. — Ils s'écrivent! ils s'aiment! murmura-t-il d'une voix étouffée.

Il ne connaissait pas l'écriture de son rival, mais il ne tarda pas à éclaircir le mystère. Il courut vers le chef du bureau de poste russe, et glissant cinquante roubles dans sa main déjà ouverte : — Voici, lui dit-il, un papier. Lorsque tu auras une lettre d'une écriture semblable, tu m'apporteras le papier et la lettre; cela te vaudra encore cinquante roubles.

Ce fut ainsi qu'il apprit les relations secrètes de Daria et de Vamiran, car il ne recevait pas le jeune Arménien chez lui. En général, les Géorgiens détestent cordialement les Arméniens, au point qu'il est très rare de voir ces deux peuples s'allier par le mariage. Du reste, ces derniers sont haïs dans tout l'Orient, depuis la Turquie jusqu'à l'Inde, pour leur fausseté, leur avidité et leur bassesse. Un Géorgien vous dira : « Il faut sept Juifs pour tromper un Arménien. » Interrogez un Persan, il répondra : « Un Cosaque nous vo-

lera nos habits; mais les Arméniens, s'ils le pouvaient, vendraient notre peau. »

Dimitri, jaloux et irrité, se rendit dans la chambre où, sur d'épais coussins, sa femme se reposait mollement de l'écrasante chaleur de juin; s'approchant d'elle, il la saisit par le bras. — Connais-tu cette écriture? lui dit-il d'une voix tremblante.

— Non, répondit Daria troublée.

Alors il rompit le cachet de la lettre de Vamiran. — Et celle-ci, la reconnais-tu? — Et il lui montrait du doigt le nom de Vamiran, qui flamboya aux yeux de Daria comme une épée. Elle pâlit et s'évanouit. Le prince s'éloigna en lui arrachant les dentelles de son voile. Ce ne fut pas l'unique supplice de la pauvre femme : à tous les repas, Dimitri fit dès ce jour venir un musicien tatar qui, sans songer à mal, chantait la ballade amoureuse envoyée à la princesse par son amant. Les domestiques qui servaient à table, entendant sans cesse la même chanson, ne savaient que penser et se disaient entre eux : « Le seigneur est devenu fou. » Chaque son de la guitare, chaque vers de la ballade tombait lourdement sur le cœur de la victime. Le bruit se répandit dans Tiflis que le prince Domenti avait perdu la tête; on chercha les causes de cette manie soudaine; les dévots parlèrent de sorts, de maléfices, de punition du ciel; les plus indulgens le prétendirent amoureux, et, les commentaires n'ayant pas manqué, la réputation de plusieurs grandes dames de la ville se trouva fort endommagée. Comme cette sorte de ballade devint à la mode, comme elle peut d'ailleurs donner une idée de la poésie amoureuse en Géorgie, il n'est pas inutile de la citer :

« Ame nouvellement née au paradis, âme créée pour mon bonheur, de toi, immortelle, j'attends la vie!

« De toi, printemps en fleur, lune de deux semaines, — de toi, mon ange gardien, de toi j'attends la vie!

« Rayonne par ton visage et réjouis par ton sourire. Je ne veux pas posséder le monde, je veux ton regard. De toi j'attends la vie!

« Rose des montagnes rafraîchie par la rosée, favorite choisie de la nature, trésor doux et mystérieux, de toi j'attends la vie (1)! »

Un mois environ après cette scène conjugale, le prince était allé à cheval à Kodjor, où il avait une maison de campagne qu'il voulait donner pour prison à sa femme. A peine rentré chez lui, il se plaignit de la fièvre; il se coucha, fut malade deux jours et ne se releva pas. Dans son délire, il répétait sans cesse les mêmes mots, le refrain de la ballade : « De toi j'attends la vie! »

(1) Cette ballade populaire en Géorgie a été traduite par Pouchkine dans son *Voyage à Erzeroum*.

On connaît maintenant l'histoire de l'homme qu'un étrange hasard venait d'enlever à la tombe. Le fossoyeur cependant tremblait d'avoir commis un sacrilége, parce que, selon une tradition superstitieuse, tout ce que le prêtre a béni et mis en terre doit y rester. Quoi qu'il en soit, le prince Domenti, grâce à l'activité et à l'énergie des soins de son serviteur, commençait à articuler quelques syllabes incohérentes. La première phrase qui s'échappa de ses lèvres fut celle qu'il avait prononcée la dernière à son lit de mort : « De toi j'attends la vie! » comme si l'âme se fût pour quelques heures seulement absentée du corps.

Grigory ne savait trop que faire de son ressuscité; il ne pouvait le laisser là, durant la nuit, au clair des étoiles. Quelles précautions prendre? Par bonheur, le prince, jeune et robuste, recouvra assez promptement l'usage de ses sens et de la parole, et il ne tarda pas à reconnaître son ancien serf.

— Grigor, c'est toi?

— Oui, seigneur, oui, votre Grigor.

— Pourquoi m'ont-ils mis là? Où suis-je?

— Vous le saurez plus tard, quand vous serez guéri.

— Je suis donc malade?

— Non, un peu de fièvre; rien, presque rien.

— Mais c'est le cimetière! s'écria Dimitri avec effroi en promenant ses regards autour de lui; voici les croix qui se détachent en noir sur le ciel... Ah! oui, je me rappelle, des cierges, de la musique, des chants d'église! Ce sont eux, vois-tu, qui m'ont jeté dans ce trou comme un chien; ce sont eux, les parjures! Oh! si je vis!

— Vous vivrez.

— La vie, toi, tu me l'as sauvée deux fois. Va! je te ferai riche. Eux, ce sont des misérables, des assassins, des Tcherkesses.

Naturellement Grigory ne comprenait rien à ces paroles; il écoutait néanmoins son ancien maître sans l'interrompre, épiant le moment propice de lui demander ce qu'il y avait à faire. — Où faut-il vous porter?

Dimitri ne répondit pas; il leva les yeux vers le ciel, où déjà s'allumaient les étoiles, absorbé dans une idée contre laquelle il semblait lutter. Au bout de trois ou quatre minutes de silence, le fossoyeur renouvela sa question : — Où faut-il vous porter? Dans votre maison?

— Non, non! s'écria le prince. Écoute, Grigor, emmène-moi dans ton logis; que tout le monde ignore ce qui s'est passé, sauf toi et ta femme!

— Bien.

— Maintenant aide-moi à marcher.

— Impossible. Je vais vous emporter sur mes épaules.

— C'est vrai, je me sens faible. Encore un mot : dès que tu m'auras caché dans ta demeure, tu iras reclouer le cercueil, et tu le couvriras de terre, comme si j'étais réellement mort.

Grigory souleva doucement le prince, le chargea sur ses larges épaules et le porta dans sa maisonnette en bois, qui fort heureusement était isolée et éloignée de soixante pas à peine. Au moment où ils allaient franchir le seuil, Dimitri fut pris soudain d'un tremblement nerveux : il venait d'entendre à peu de distance chanter par les buveurs des doukans la ballade géorgienne qui lui rappelait tant de malheurs!

Ils entrèrent. Maniska, la femme de Grigory, à la vue de son ancien bienfaiteur, qu'elle reconnut malgré son extrême pâleur, et qu'elle croyait enterré, fut épouvantée et poussa un cri. — Silence! dit Grigory en lui appuyant la main sur la bouche. Tout à l'heure tu sauras ce qui est arrivé. — Il déposa son fardeau sur des tapis grossiers et déchirés : — Tiens! il s'est évanoui de nouveau. Par sainte Nina! femme, on l'avait enseveli vivant, et sans moi c'était bien fini; mais ce n'est pas le moment de jouer de la langue, agissons! Toi, arrange vite et de ton mieux un lit avec des couvertures et des coussins, et tâche que personne n'entre ici. Moi, je cours chercher du bon vin et du pain blanc pour le restaurer un peu.

Un singulier médecin que Grigory! Il fut bientôt de retour. Le prince, qui avait repris connaissance, tremblait de tous ses membres. Un morceau de pain imbibé de vin versa quelque force aux veines du malade, qui, chaudement enveloppé, se coucha dans l'espèce de lit improvisé par Maniska et s'endormit. Grigory soupa en hâte de pain noir, d'oignons et de fromage de chèvre, et sortit pour exécuter les ordres de son maître; il recloua la bière et combla la fosse. Avant de toucher à la terre sacrée, le digne homme s'était assis, et presque à son insu il s'était rappelé la scène de la veille. Les Géorgiens sont superstitieux et doux, ou plutôt ils ont les grâces de la superstition, et leur esprit mobile s'élance vers des régions étranges sur les ailes d'une imagination toujours prompte à s'éveiller.

Le fossoyeur était misérable, et sa maison de bois, qui consistait en deux chambres étroites, n'était certes pas d'un brillant aspect. Au milieu de la salle d'entrée, sur un long bâton fiché en terre, brûlait une maigre chandelle. Aux parois pendaient au hasard un *koudi* ou bonnet en poil d'agneau, une ceinture de cuir, un fusil à canon évasé, deux *kindjals* (poignards), quelques pipes et une guitare sans cordes. Sur une petite table qui avait eu jadis quatre pieds, s'étalaient des vases d'argile au col allongé, une assiette de bois, où les deux pauvres gens mangeaient à la gamelle. Quant au verre, il n'y en avait

point : ils buvaient dans le même azarpèche. Dans un coin de cette salle, attristée encore par la demi-obscurité et les rumeurs de l'orage, gisaient sur le sol la pelle et la bèche, le double gagne-pain du fossoyeur. Par compensation, un frais bouquet de roses, cette fleur si chère aux Géorgiens, s'épanouissait dans un pot ébréché : là, il y avait une femme!

III.

Grigory, qui ne se piquait guère de coquetterie, s'était contenté, pour être prêt à l'aurore, de se remettre sur ses pieds, de se frotter les yeux, de retrousser sa moustache et de friser son *koudi*; puis il avait secoué ses amples pantalons et sa tunique de laine jaune, précaution utile dans les pays chauds où pullulent des compagnons de nuit fort incommodes pour tout autre qu'un paysan géorgien. Dimitri, dont la respiration égale présageait une prompte guérison, dormait encore au moment où Grigory, la jambe alerte et le cœur en liesse, s'éloigna de son logis en recommandant la prudence à Maniska. Il se dirigea vers le marché pour rapporter au prince du caviar frais, des œufs, du mouton, du pain blanc et du vin digne d'un si noble hôte. Le pauvre diable avait de petites économies, que sa soif quotidienne avait bien diminuées; mais par bonheur il lui restait environ deux cents *abaz* (1). D'ailleurs, avant l'épuisement de ce maigre trésor, qui sait? quelques bonnes aubaines viendraient peut-être réparer les vides de son sac de cuir... A son retour, il trouva sur le seuil sa femme qui faisait le guet. — Le maître est réveillé, dit-elle, il veut te parler.

Grigory entra. Le prince, fort pâle, les nerfs agités, accoudé sur un coussin, paraissait plongé dans de sombres réflexions. — Ah! te voilà, Grigor; viens auprès de moi et écoute-moi bien.

— Comment vous portez-vous ce matin?

— Mieux, beaucoup mieux.

— Avez-vous faim et soif?

— Non; ouvre tes deux oreilles, jamais tes lèvres.

— Par saint George, protecteur du Karthli, ma bouche sera plus fermée que la grotte du farouche Amiran, le filleul de Dieu (2)!

— As-tu de l'argent?

— Deux cents *abaz*; cette année est assez bonne, la fièvre va, et j'ai creusé...

— Bien, rends-toi au bazar où tu m'achèteras, comme pour toi-

(1) Un abaz vaut environ dix-huit sous.

(2) Allusion à une légende populaire. Cet Amiran est une espèce de Roland oriental.

même, puisque tu es de ma taille, des habits de paysan mingrélien, des sandales de porc, un *bachlik*, un *bourka* (1), car sous mes vêtemens de soie brodés d'or je serais reconnu, et je ne veux pas l'être.

— Seigneur, que désirez-vous faire?

— Point de questions, Grigor! sache attendre et souviens-toi du proverbe persan : « Avec du temps et de la patience, la feuille du mûrier devient satin. » Ton frère demeure dans une *sakli* (maison de paysan) isolée sur la route de Gori?

— Oui.

— Peut-il me cacher?

— Oui.

— Je le récompenserai plus tard... bientôt. Quant à toi, je t'achèterai une belle boutique au bazar ou sur la Perspective-Golovine, à ton choix.

— Oh! seigneur!

— Ne m'interromps pas. Je resterai ici une semaine, juste le temps de me rétablir, car quarante verstes à cheval par de mauvais chemins seraient une trop rude fatigue pour mes forces épuisées. Ce n'est pas tout : tu me rendras fidèlement compte jour par jour de ce qui se passera en ville, même dans la maison de la princesse, je te le permets; tu écouteras l'un et l'autre, tu questionneras avec adresse, tu recueilleras les moindres bruits et les propos les plus frivoles. M'as-tu compris?

— Oui, maître.

— L'heure venue, je te donnerai d'autres instructions. Maintenant que ta maison soit inaccessible à tous, car je suis mort et enterré.

Sa bourse en poche, le fossoyeur, l'air grave et méditatif, traversait les interminables rues de Tiflis afin d'acheter le déguisement du prince. Il passait vite devant les doukans, où il avait coutume de se rafraîchir sans soif; aussi, chemin faisant, entendait-il bourdonner à ses oreilles les railleries des amis qui le rencontraient.

— Tiens! Grigor a la fièvre, il méprise le vin. — Il va sans doute à la messe. — Il est aujourd'hui gai comme la citadelle Narakléa (2). — Non, il a un rat ou une grenouille dans la cervelle. — Est-il heureux, ce Grigor! il vit de la mort, lui; il fait griller du *tzradi* (mouton rôti) deux fois la semaine, sans compter les jours de fête, tandis que nous, nous sommes réduits à éplucher nos oignons et à nous blanchir les dents avec du fromage, le tout arrosé d'eau.

Indifférent à ces persiflages, Grigory marchait sans détourner la tête et sans répondre. Une heure après, il revint chez lui avec le

(1) *Bachlik*, sorte de capuchon qui sert de coiffure aux Mingréliens. — *Bourka*, épais manteau de feutre que portent tous les paysans de Géorgie.

(2) Narakléa est le nom de la citadelle de Tiflis.

nouvel accoutrement du prince. Vers midi, la même journée, assis sur un tertre à dix pas de sa porte, Grigory fumait à l'ombre d'un haut cyprès, ayant l'air de surveiller ses domaines, je veux dire le cimetière, lorsqu'il vit au loin, du côté de la ville, s'approcher une femme enveloppée dans les plis blancs d'une *tchadra* bordée d'un filet noir (1). Avant de la reconnaître, quoiqu'il eût un œil d'oiseau de proie, il devina la veuve de la veille, et un léger sourire plissa ses lèvres. Cette forme blanche, c'était la princesse Domenti, qui, selon l'usage, venait prier et gémir sur la tombe du défunt. Grigory, par respect, ôta sa pipe de sa bouche, s'avança vers elle, le bonnet à la main, pour lui indiquer le lieu où sa douleur devait s'exhaler, et se retira. Dimitri lui ayant ordonné de lui rendre compte du moindre événement, il courut avertir son maître, qui se traîna vers le seuil et regarda par la porte entrebâillée celle qu'il avait aimée et qui l'avait trompé.

La princesse était accompagnée de sa fidèle Salomé, qui portait sur ses bras une petite fille vêtue d'une robe rouge, et dont les cheveux étaient divisés en sept nattes. La servante déposa à terre, auprès de sa mère, l'enfant, qui se mit à jouer avec les cailloux recouvrant la tombe paternelle. Daria s'agenouilla, pria, pleura, se frappa la poitrine, où battait un cœur dont les palpitations n'étaient pas d'accord avec la violence de son désespoir. A peu de chose près, Salomé imitait sa maîtresse, et l'enfant jetait de temps en temps sur les deux femmes un regard étonné. Daria portait avec une grâce singulière ses habits de deuil : sa ceinture flottante, son diadème étoilé de perles, son voile de dentelle rejeté en arrière, ses longues tresses brunes, tout la faisait ressembler à l'ange de la douleur. Quiconque l'eût vue ainsi éplorée eût compris la réputation de beauté des Géorgiennes, et la princesse passait pour la plus belle femme de Tiflis.

Dimitri, qui la voyait moins avec ses yeux qu'avec les ardeurs d'un cher souvenir, murmura d'une voix étouffée : — Pourquoi me trahir, ou pourquoi me regretter? Si elle me pleure du fond de l'âme, ne faut-il pas pardonner? — La princesse, après s'être acquittée de tous ses devoirs de veuve, se retira; le prince rentra dans son asile, incertain, inquiet, accablé de la plus profonde douleur. Revenue chez elle, Daria reçut les nombreuses visites de condoléances de ses amis et de ses proches. Chaque fois que l'on vantait une des qualités de son époux, elle renchérissait et éclatait en sanglots; puis la conversation roulait sur des sujets futiles où il n'était nullement question du mort. Nouvelle visite, nouvelle explosion de

(1) *Tchadra*, longue pièce d'étoffe de coton, de laine ou de soie, dont s'enveloppent les Géorgiennes.

chagrin! Cette comédie funèbre dura jusqu'au coucher du soleil.

Le soir, les serviteurs du prince échangèrent comme d'habitude leurs réflexions. Iacob, couché sur le balcon du palais, à côté de Basili, lui dit à l'oreille : — La princesse a tant versé de larmes aujourd'hui, qu'elle a pleuré pour toute sa vie.

— La douleur, reprit Basili, c'est comme un méchant remède, il vaut mieux l'avaler au plus vite.

— Lorsqu'elle est vraie, la douleur entre dans le cœur comme la hache dans l'arbre.

— Crois-tu que la princesse aime l'Arménien?

— Frère, répondit le sage Iacob, ne nous mêlons pas des affaires d'autrui, sinon on nous enverra place d'Érivan, tu sais où, n'est-ce pas? et tu sais aussi qu'on en revient quelquefois, mais sans peau sur le dos.

— Personne ne nous entend, nous sommes seuls.

— Seuls! hum! ici méfie-toi de tout le monde, même des rats qui nous empêchent de dormir. Et là-dessus, Basili, bonne nuit!

Pendant une douzaine de jours, Daria vint assidûment renouveler au cimetière ses prières et ses lamentations, jusqu'au moment où l'on recouvrit le tombeau d'un lourd mausolée de granit sculpté par un ouvrier allemand. Le prince, qu'informait Grigory, ne manquait jamais l'occasion de repaître ses yeux des désespoirs vrais ou faux de sa femme, et, ne sachant où arrêter sa pensée, il prononçait tour à tour les mots de vengeance et de pardon. En voyageant, il était devenu, sauf le costume, à moitié européen, et pour lui l'amour, même dans le mariage, était un poème un peu romanesque. Pour les femmes géorgiennes, qui meurent, comme les plantes, où elles sont nées, l'amour est presque toujours une passion à fleur d'âme malgré les hyperboles de leur langage poétique et imagé. Aussi n'est-il pas difficile de comprendre que le regret de Daria devait s'adoucir vite, tandis que la jalousie de Dimitri s'accroîtrait de jour en jour...

Si l'on doutait de ces brusques retours à la vie sauvage qui forment dans la société géorgienne de si bizarres contrastes avec les plus délicats raffinemens de la civilisation, la fin de l'histoire du prince Domenti convaincrait les plus incrédules. Complétement guéri, caché sous le costume d'un paysan de Mingrélie, le prince choisit une nuit nuageuse et sortit à cheval de Tiflis, suivi de son ancien domestique. Ils arrivèrent avant l'aube à la *sakli* ou chaumière de Datho, frère de Grigory, qui attendait les voyageurs.

— Prince, dit le paysan, qui s'était respectueusement élancé au-devant de la bride du cheval de Dimitri...

— Écoute, Datho, ici je ne suis prince pour personne; je suis un

pauvre Mingrélien, tu m'appelleras Naskida, tu me traiteras comme ton égal. Pour être prince encore avant de recevoir ton hospitalité, puisque tu m'appartiens, dès aujourd'hui je te donne les terres que tu cultives à mon profit et ta liberté, en attendant mieux. Il est inutile que tu connaisses le motif de mon séjour ici. Naskida mangera donc de ta cuisine et boira de ton vin.

Datho, ivre de joie, baisa la main de son seigneur. Grigory, après s'être reposé et restauré, se prépara à retourner vers ses tombes; mais avant son départ Dimitri recommanda et même ordonna à son domestique de surveiller les événemens et d'accourir chez son frère pour l'en informer.

Si les villages de Géorgie sont misérables, une chaumière isolée est plus misérable encore. La *sakli* géorgienne est basse, aux deux tiers enfouie dans la terre et assez semblable à une tanière, contrairement aux chaumières de Kakhétie, qui sont élevées d'un étage. La toiture est plate, le jour on s'y assied, la nuit on s'y couche, de sorte que le Géorgien demeure dans sa maison, à côté de sa maison et sur sa maison. A l'intérieur, la *sakli* ne renferme ni chaises, ni table, ni banc : quelques menus ustensiles s'étalent çà et là; au centre étincelle le foyer, l'ami de la chaumière. Telle était à peu près la demeure dont le prince Domenti était devenu l'hôte. Il y entra bravement, salua la femme de Datho, qui, spirituel comme presque tous les Géorgiens, débuta dans son rôle de la façon suivante : — Femme, voici Naskida, un de mes vieux camarades d'enfance, un homme bizarre, brave comme une *chachka* (sabre recourbé), chasseur comme un vautour, et paresseux comme un Mingrélien qu'il est.

Dimitri avait eu soin d'apporter des balles, de la poudre et le fusil de Grigory. Quand on a tué une vingtaine de Lesghiens, on n'a peur ni des lièvres ni des chevreuils. Il s'installa d'emblée dans la cabane enfumée, déjeuna de bon appétit, fit une courte sieste, et sortit son fusil sur l'épaule. Datho l'accompagna pour lui indiquer les collines giboyeuses. Lorsqu'ils furent seuls, le paysan, encore peu habitué à traiter familièrement son maître, se tenait sur la réserve et gardait le silence. — De ce côté-ci, prince, lui dit-il en désignant une ravine.

— Datho, même quand nous serons éloignés de toute créature humaine, je te défends de m'appeler prince; j'entends que tu me nommes Naskida, parce qu'une oreille de hasard peut être ouverte derrière un arbre ou dans un buisson.

Le prince espérait, grâce à son adresse, enrichir un peu la table trop frugale de son hôte. D'ailleurs, par son ordre, Grigory, à son prochain voyage à la *sakli*, devait apporter du poisson salé. Avec la

souplesse des Orientaux, lui, riche et habitué au luxe, même aux excès du luxe, il se plia d'un seul coup à la pitoyable vie de paysan; il poussait la bienveillance jusqu'à jouer au loto avec Datho et sa femme, qui était charmée des façons du beau Mingrélien. Un souci travaillait souvent la cervelle du paysan : pour quelles raisons un haut seigneur se donnait-il la fantaisie de vivre si misérablement dans ses propres terres? Puis comment se faisait-il qu'il passât pour mort? Las de ne pas trouver l'énigme, il cherchait encore; mais, pour apaiser sa curiosité, il songeait que lui-même, le pauvre serf, il était libre et propriétaire, et il cessait de se creuser la cervelle.

Parfois un nuage obscurcissait le front du prince, qui restait une journée entière sans desserrer les dents, morne, couché à l'ombre de la *sakli*. Deux semaines déjà s'étaient écoulées depuis son séjour dans la cabane, et il n'avait pas revu Grigory, qui arriva enfin, couvert de sueur et de poussière. Il donna familièrement le bonjour à son frère et ôta son bonnet devant le prince. — Remets ton koudi, Grigor, dit celui-ci, et pas tant de façons! Que se passe-t-il?

— Vendredi dernier, la princesse n'est pas venue sur votre tombe; elle a envoyé pour la remplacer dans ses dévotions la vieille Sophio, votre nourrice, qui avait l'air bien désolé, et qui avait apporté une couronne. Pleurait-elle, la bonne âme! Aussi les mauvaises langues ont osé dire qu'elle irait en paradis à la place de la princesse.

— Pauvre Sophio! murmura Dimitri; est-ce tout, Grigor?

— Tout... Non, j'ai apporté du poisson salé, de la poudre et du plomb.

— Quand repars-tu?

— A l'heure où le soleil tombera derrière les montagnes, car la fatigue a aiguillonné ma faim. Ne faut-il pas que le cheval se repose?

— C'est juste. Aie soin de veiller, ouvre l'œil et l'oreille; j'y tiens, Grigor, plus qu'à ma vie.

Grigory pénétra dans la *sakli*.

— Elle m'oublie promptement! se dit à lui-même Dimitri; j'aurais pardonné, mais si elle aime ce Vamiran, oh! alors il y aura du sang entre nous!

A quelques jours de là, une troupe de tziganes, ces bohémiens de l'Asie qui errent de l'Inde à la Crimée, déploya ses deux tentes près de la *sakli*. Dans l'une, des hommes et des enfans, hâves, déguenillés, vêtus de trous pour ainsi dire, allumaient le feu avec des branches sèches, suspendaient à des trépieds de bois la marmite où devait cuire le riz bouilli, seule nourriture de ces vagabonds, qui vivent de rapines. Parmi eux se trouvait un Tatar de Tiflis, que ses instincts nomades avaient enchaîné à leur destinée. L'autre tente,

rayée de couleurs fanées par le soleil ou les pluies, était occupée par des femmes en haillons, presque nues, sauf l'une d'elles, grande, belle et jeune encore, bizarrement accoutrée, couverte d'anneaux, de fausses pierreries, d'amulettes, qui se tenait au centre et paraissait être la souveraine de la horde.

Datho, pour égayer ses loisirs, filait de la laine devant sa porte; sa femme accourut et voulut savoir sa bonne aventure. Une vieille bohémienne, tannée, laide à épouvanter Satan lui-même, contenta son envie moyennant un *chaour*. Dimitri sortit en ce moment de la cabane, et, pendant qu'il s'approchait, le Tatar, qui le reconnut sous son déguisement, dit à voix basse à la grande bohémienne : — Domenti-Bek! — Puis il ajouta d'autres mots en tatar, langue que le prince parlait aussi. — Et Naskida, demanda la femme de Datho, ne désire-t-il pas connaître l'avenir? Elle m'a prédit, à moi, que je serais riche.

Déjà la sorcière avait saisi le bras du faux Mingrélien, qui, peu crédule, se laissa faire en souriant. La mécréante fixait sur sa main des yeux attentifs et ardens, elle semblait en étudier les lignes les plus mystérieuses et regardait son visage comme pour percer les voiles de son âme; puis soudain, se dressant dans une pose de prophétesse, elle lui parla ainsi : — Je vois! je vois! Ta main est blanche, elle a porté le fusil, non la hache, et tu mourras deux fois. — Dimitri tressaillit. — Ta tête, continua-t-elle, est coiffé du *bachlik* de Mingrélie et non du *koudi* du Karthli; du sang coulera. Tiflis, la ville chaude, n'est pas loin, et ces lignes courbes annoncent que tu as une femme belle comme un épi de maïs. Lorsque le corbeau quitte la corneille, son nid, balancé au vent des hivers, est envahi par un autre corbeau qui pique son plumage avec son bec noir.

— Mais, s'écria le prince, qui sentit la pointe de l'allégorie lui entrer dans le cœur et arracha sa main des griffes de la tzigane, d'où sais-tu?...

Elle leva son doigt vers le ciel et répondit d'une voix gutturale : — Allah! Allah! Domenti-Bek!

A son véritable nom, Dimitri frissonna d'épouvante. Par prudence, il reprit son calme et lui demanda où elle allait. — A Koutaïs, en Iméreth, répondit-elle.

— Oui, cria Dimitri irrité, je suis le prince Domenti, et si jamais mon nom sort de votre bouche, je vous la coudrai avec une aiguille rougie au feu, et je ferai pendre ensuite toute votre nichée d'enfer.

Les tziganes, n'ayant nul goût pour la corde, n'attendirent pas le lendemain pour s'esquiver. Ils reployèrent leurs tentes et allèrent peut-être se faire pendre ailleurs. Les trois habitans de la *sakli* tournèrent le dos aux enfans du diable, Datho regardant le bout de

ses sandales, sa femme à demi joyeuse de devenir riche un jour et à demi effrayée du haut rang de son hôte, Dimitri sombre et songeant à la prédiction de la bohémienne.

IV.

Au grand étonnement de ses amis, Grigory était devenu sobre, vertu rare chez un Géorgien; il ne fêtait plus les doukans, il avait renoncé à sa sieste, il rôdait même de temps en temps autour de la cathédrale de Sion, et il était rêveur, presque taciturne. On le rencontrait sur la Perspective-Golovine ou dans les rues voisines, le nez au vent, jouant avec un gros chapelet d'ivoire dont ses doigts comptaient machinalement les grains. — Que peut avoir Grigory? demandait l'un.

— Il s'est réconcilié avec l'eau du Koura, répondait un autre.

— Cela m'étonne, disait un petit marchand; il m'achète une effroyable quantité de poisson salé, et l'eau ne désaltère pas.

— N'a-t-il pas plutôt l'esprit dérangé?

— Peut-être a-t-il vu des fantômes dans le cimetière.

— Non, sa grand'mère vient chaque nuit le menacer des flammes de l'enfer.

Ces bonnes gens le prenaient en pitié. Lui, il laissait jaser, il agissait, écoutait, furetait, espionnait enfin. Comme il l'avait promis à sa femme, il avait cassé sa cruche, mais si adroitement qu'elle contenait encore assez de vin pour l'enivrer un peu à huis clos le dimanche. Il n'aimait pas le son des cloches, qui lui rappelaient ses fatigues de la semaine. Au demeurant, il était dévoué corps et âme aux intérêts du prince. Muni de provisions et de nouvelles, il se rendait souvent à la *sakli* de Datho.

Sous les cieux d'Orient comme sous les brouillards du Nord, le temps adoucit les blessures intimes, quand il ne les guérit pas, et par tout pays l'oubli pousse plus rapidement dans l'âme que l'herbe sur les tombeaux. Daria, attirée avant son mariage par un autre amour, s'aperçut à son miroir que les pleurs ternissaient l'éclat de sa beauté, et de semaine en semaine elle en fut moins prodigue. — Vos larmes ne lui rendront pas la vie, lui disait l'insinuante Salomé, et il faut respecter la volonté de Dieu. — La princesse, qui était dévote, obéit, et au bout de trois mois à peine le défunt était tout à fait oublié.

Vamiran, doué de la subtilité arménienne, avait compris qu'il était prudent de ne point se heurter aux premières douleurs d'une veuve, et il évita avec soin de lui écrire, de la voir ou de la rencontrer. Lorsqu'il pensa que le chagrin avait perdu sa force, il reparut

de nouveau dans la vie de la princesse, dont le cœur se trouva entr'ouvert pour lui. Il s'y glissa sans bruit, comme une couleuvre à travers les fissures d'un rocher. Aux lettres succédèrent de rares visites; puis un jour, Salomé s'étant absentée, il arriva que la main de Daria, à moitié vaincue, tomba par hasard dans la main de Vamiran. Le lendemain, Salomé reçut de lui une riche turquoise. A Tiflis, où l'oisiveté est le fond de l'existence, les nobles et les gens du peuple ne se mêlent que des affaires d'autrui. On commenta les assiduités de Vamiran. Les Arméniens murmuraient, les Géorgiens s'indignaient de voir un Arménien cueillir la plus belle rose de leur jardin. — Oser lever seulement les yeux sur une princesse de sang royal, disaient ces derniers, lui dont le père vendait des clous!

— Oui, répondait quelqu'un, mais il les a changés en or.

— Un lâche, interrompait-on, un renégat qui a pris en France des mœurs inconnues et un costume étranger! Ah! son père n'était pas si fier : il portait, comme nous, le koudi, la ceinture de cuir, la tunique en poil de chameau, les manches longues, et toute sa défroque ne valait pas un *touman* (40 francs). Lui, on le verra bientôt jeter dans la rivière la religion de ses aïeux!

Les semaines, les mois s'écoulaient, lents et monotones, pour le prince Domenti, qui se morfondait dans sa tanière. Il passait presque tout son temps à gravir les montagnes; mais quand les pluies d'automne détrempèrent la terre, quand l'hiver couvrit de neige la nudité de la campagne, il dut se résigner, devant le foyer fumeux de la *sakli*, à dévorer l'ennui de sa solitude. Les jours de gelée, il chassait le loup et le renard. La saison rude redouble la misère du paysan géorgien; s'il est paresseux, du moins il oppose aux rigueurs de la pauvreté une force d'inertie qui révèle la douceur de son caractère. Datho et sa femme, on se l'imagine, n'étaient pas pour Dimitri de bien joyeux compagnons, car, malgré ses ordres de le traiter comme leur égal, ils n'avaient garde d'oublier le haut rang du Mingrélien. En face d'eux, Dimitri vivait silencieux, le cœur rempli de sinistres pensées, retournant le fer dans sa plaie, et attendant l'occasion de se venger. Comment? Il l'ignorait encore; mais souvent la jalousie est patiente, elle sait guetter sa proie. Les images du passé, les souvenirs de son bonheur, les insultes faites à son amour, à sa dignité de gentilhomme, tout cela voltigeait autour de lui durant les longues heures de l'hiver. Entendait-il sur la route, qui était voisine, le bruit d'un *arba* (charrette) ou le pas d'un cheval, d'un bond il franchissait le seuil de la cabane pour voir si ce n'était point Grigory. Par une pluie battante de mars, ce dernier survint un matin, mouillé jusqu'aux os. Dimitri fronça le sourcil et courut au-devant de lui. Il apprit que Vamiran visitait presque tous

les jours la princesse, et devait abjurer prochainement le culte arménien. — C'est bien, dit-il d'une voix étranglée. Viens te réchauffer.

Cinq mois cependant s'étaient passés. Daria avait quitté ses habits de deuil. La médisance et la calomnie avaient épuisé leurs malices contre elle; on s'accoutuma à la voir reparaître dans les opulens salons de Tiflis, dont son nom lui ouvrait toutes les portes, lorsque soudain la rumeur publique s'éveilla de nouveau, surtout dans les hauts rangs de la société. La princesse Domenti devait prochainement épouser l'Arménien Vamiran. Quel scandale! Une veuve se remariant! Une princesse géorgienne épousant un Arménien, même converti! Rassemblés sur la place d'Érivan, les Arméniens oubliaient leurs affaires pour envoyer sous mille formes leur malédiction au parjure Vamiran, et les Géorgiens se lamentaient de voir les idées européennes se greffer sur le vieil arbre indigène. Le prince Domenti sut par Grigory l'époque précise fixée pour la célébration du mariage, et il lui dit en souriant: — Grigory, ce jour-là, il me faut dès le matin un cheval. Je reviendrai seul à ta maison, où tu m'attendras. Là, je couperai ma longue barbe, et je me revêtirai des habits que je portais dans mon cercueil. Il est temps de redevenir prince.

— Bien, répondit le serviteur, s'imaginant que son maître allait enfin mettre un terme à ses fatigues et à ses craintes.

Vers le milieu du mois d'août, à six heures du soir, la noblesse de Géorgie se pressait dans les somptueux appartemens de la princesse Daria. Les bougies de cire parfumée rayonnaient sur les rubis et les diamans; de nombreux domestiques offraient des fruits de Perse, des confitures de Turquie, des pâtisseries, des vins de Kakhétie, et des liqueurs à profusion. Des musiciens rangés autour du salon principal animaient la joie des conviés par des chants de circonstance, les uns tatars, les autres géorgiens, en l'honneur de la nouvelle épousée, dont on célébrait les vertus et la beauté. Les dames, parées de leurs plus riches vêtemens, assises sur des divans, ressemblaient, par les éclatantes couleurs de leurs costumes, à un jardin tout en fleurs. Daria était vêtue d'une robe de soie blanche, avec une ceinture et une gorgerette roses; ses pieds se perdaient dans de petits souliers de satin; son voile de dentelle, retombant sur ses épaules, faisait ressortir quinze lourdes tresses brunes qui traînaient sur des tapis d'Ispahan. Le diadème qui couronnait son front était brodé de diamans. Au centre de ce diadème brillait une améthyste d'une valeur inappréciable, qui avait orné l'écrin de la race des Bagratides : elle avait été, disait-on, trouvée sur le mont Ararat, et contenait une goutte d'eau qui tremblait, et qui passait pour être la première larme d'Aïsha (Ève). Entraînée par la musi-

que, une jeune fille s'élança au milieu de la salle et dansa la danse géorgienne, tournant nonchalamment sur le tapis, comme si elle eût glissé, et arrondissant ses bras autour de sa tête. Les mouvemens étaient d'abord tendres, langoureux; les yeux de la danseuse se baissaient avec une pudeur charmante, puis elle les relevait, noirs d'ardeur, s'animait, courait, tourbillonnait, s'arrêtait soudain, comme pour défier un amant invisible, et bondissait encore d'un pied ailé, le corps voluptueusement ployé en arrière, et ralentissait de nouveau la mesure. Sur sa bouche passaient tour à tour un sourire amoureux et une moue de dédain. Son voile, sa ceinture, flottaient gracieusement. Les hommes accompagnaient la musique en frappant des mains. La danse cessa, et au son de la *dahira* (tambourin à grelots) et du *tchongouri* (guitare à trois cordes) un chanteur tatar entonna un hymne de fiançailles qui représente la joie de la fiancée et le désespoir de la vierge qui n'aura point d'époux. Cet hymne rappelle une cérémonie touchante nommée *vitchak*. La veille de l'Épiphanie ou du premier jour de l'année, une jeune fille s'en va, de minuit à trois heures du matin, silencieuse et cachée dans sa *tchadra*, puiser de l'eau à chacune des sources du voisinage, pour laver ses cheveux et la tête de ses amis réunis à cette fête nocturne. Elle rentre, et pendant qu'un Tatar chante, dès le lever du soleil elle effeuille une à une les fleurs d'un bouquet. Cette coutume se retrouve encore dans les villages et quelquefois chez les gens riches.

Le Tatar chanta :

« J'ai une pomme ornée; mon frère me l'a demandée, je la lui ai refusée : elle m'a été donnée par mon bien-aimé.

« Le ruisseau court à petites vagues; sur le ruisseau nagent deux pommes. Voilà mon bien-aimé qui revient; je le vois agiter sa main et son koudi.

« A côté de notre maison fleurit un potager; dans ce potager croît une herbe qu'il faut couper pour le beau garçon : A belle fille beau garçon!

« J'ai cuit du pain de froment, il m'a semblé d'orge... Et tu es loin d'ici, mon bien-aimé; mais, ton voyage fini, les paroles couleront de ta bouche, douces comme du miel.

« En chantant la rose, j'ai cueilli des fleurs; je rassemblerai ces fleurs et les mettrai dans un sac, et ce sac, je le coudrai tout alentour. J'irai rôder d'une cabane à l'autre, et je trouverai un plus beau garçon que toi.

« J'ai grimpé sur une montagne escarpée pour laver les vêtemens de noce. Le savon était doré; dans les yeux j'avais des larmes amères... O parens, ne vous affligez pas : quand je suis née, c'était déjà le destin!

« Je suis allée sous la pierre pesante, et je n'ai pris qu'un seul vêtement... Ah! dites à mes parens que la part lourde m'était échue. »

Il était environ sept heures du soir. Déjà les cloches de la cathédrale sonnaient à grandes volées et annonçaient l'arrivée prochaine

du prêtre qui allait bénir les deux époux sous le toit de la fiancée, selon l'usage du pays, avant la pompeuse cérémonie dans l'église, à la lueur des flambeaux et des cierges. A ce moment même, Dimitri, pâle comme un mort, ému, mais calme en apparence, se dirigeait mystérieusement vers sa maison par des sentiers détournés. Il escalada la muraille de la cour, et Mourzik, son vieux chien, vint lui lécher les mains. En se cachant la figure, il se fraya un passage à travers le peuple des domestiques, qui ne le reconnurent pas ou le prirent pour un invité. Il entra d'un pas ferme dans la salle en même temps que le prêtre, et, serrant la poignée de son *kindjal*, il se posa droit devant sa femme, sans ôter son koudi, et s'écria d'une voix mâle : — C'est moi, Dimitri Domenti! — La princesse, terrifiée par l'apparition du fantôme conjugal, tomba à la renverse et s'évanouit. La foule, saisie d'étonnement et d'épouvante, se précipita en tumulte vers les portes. La princesse se mourait. Dimitri, la haine dans les yeux, se retourna vers l'Arménien et lui dit froidement : — Vamiran, la noce est finie!...

Un moment de silence avait succédé à l'étrange récit du prince Alexandré. — Eh bien! me demanda-t-il un peu inquiet, que pensez-vous de mon histoire? Ne sommes-nous pas des barbares? Êtes-vous convaincu maintenant? Ce prince Dimitri Domenti a connu tous les raffinemens de la civilisation européenne, sa curiosité l'a porté dans divers pays, et cependant cet homme, au sortir de la tombe, n'a pas su pardonner; la passion qui l'agitait a étouffé en lui les sentimens généreux de l'homme civilisé. Nous, Géorgiens, quoique chrétiens, nous ressemblons un peu à certain pacha mahométan, aimable et doux à Paris, féroce à Trébizonde. L'air du pays nous rend le caractère que nous paraissions avoir perdu. Cette histoire n'est pas, je vous le jure, un conte fait à plaisir; à Tiflis, l'on s'en souvient encore, et l'on en parle le soir, à la veillée, mais en l'ornant un peu. Je la tiens de la bouche du prince Dimitri lui-même.

— Qu'est devenu Grigory?

— Son ancien maître a récompensé son dévouement. Grigor a quitté la pelle et la bêche. Tenez, cet homme rond et enluminé qui se pavane devant sa porte, c'est lui, c'est Grigory. Cette belle boutique où se mêlent les fruits, les fleurs et les légumes, lui a été donnée par son ancien maître. Datho cultive en paix son petit champ. Vamiran, qui est resté Arménien dans l'âme, spécule et s'enrichit encore.

— Et le prince Domenti?

— Il voyage.

HENRI CANTEL.

LA

GUERRE DU MEXIQUE

ET

LES PUISSANCES EUROPÉENNES

I. *Correspondence relating to affairs in Mexico.* — II. *Documens espagnols sur le Mexique.* — III. — *Documens français, Lettre au ministre des affaires étrangères,* mai 1862.

Ce n'est pas dans le vieux monde seulement que se jouent les destinées de la race humaine; elles s'agitent partout, dans le Nouveau-Monde comme dans l'ancien, à travers une multitude d'épisodes éclatans ou obscurs, et qui laissent voir la civilisation dans ses mêlées confuses, dans ses diversions, dans ses aventures. La politique de notre temps est pleine de ces épisodes hasardeux qui sont comme des défis jetés à l'inconnu. Un des plus récens, un des plus singuliers est assurément cette affaire du Mexique, si fertile en surprises, si troublée dans son cours, si énigmatique encore dans son dénoûment, et qui, sous une forme aussi dramatique qu'imprévue, résume aujourd'hui l'histoire du monde hispano-américain dans ses révolutions intérieures, dans ses rapports avec l'Europe, dans son contact avec la civilisation universelle. Certes, de toutes les républiques américaines qui, en s'émancipant de la domination de l'Espagne, se précipitaient, il y a un demi-siècle, dans les orages d'une vie indépendante, la république mexicaine n'est point la seule qui ait offert le spectacle d'une indescriptible anarchie. On parcourrait l'Amérique de la Sonora au cap Horn, qu'on trouverait partout

les mêmes phénomènes d'agitation désordonnée, — partout, excepté au Chili, où un bon sens populaire assez développé a su défendre un peu d'ordre, et au Paraguay, où la vie de claustration prolongée sous le régime du docteur Francia a contenu du moins les instincts de guerre civile. C'est un malheur peut-être inévitable, peut-être inhérent à une émancipation prématurée; mais enfin c'est la condition fatale de ces républiques que toutes ou presque toutes aient passé par ces épreuves de révolutions et de conflits extérieurs qui s'enchaînent, qui s'engendrent perpétuellement. Le Mexique n'a qu'un privilége, celui de résumer sous une forme plus saisissante et dans un cadre plus étendu ce travail de décomposition inexorablement croissant, à peine interrompu par quelques trèves, et en présence duquel un dictateur rentrant dans son pays, le général Santa-Anna, disait un jour : « Mexicains, nous nous sommes trop laissé dominer par des idées chimériques; nous avons perdu trop de temps en dissensions intestines. Une triste réalité est venue nous apporter la plus funeste déception. Où en sommes-nous après trente ans d'indépendance? Jetez un coup d'œil sur la carte de votre patrie, et vous trouverez une grande partie de votre territoire perdue. Quel est votre crédit au dehors? Quelle est votre réputation auprès des nations étrangères?... » Le dictateur mexicain parlait ainsi il y a près de dix ans, avant que la guerre civile, se réveillant de nouveau, n'eût fait passer cette malheureuse république par des alternatives plus terribles encore, à l'issue desquelles elle s'est trouvée en face de l'intervention étrangère.

C'est là en effet l'histoire du Mexique depuis sept ans : la guerre civile est devenue la condition fatale et permanente du pays. On a tant abusé de ces mots de conservateurs, de libéraux, de constitutionnels et même de *constitutionnalistes*, — expression nouvelle de quelque nuance sans doute inconnue de libéralisme, — que ce serait la plus puérile des erreurs de chercher dans ce mirage une sérieuse réalité politique, le secret des révolutions mexicaines. La vérité est que depuis sept ans le pays est livré à des partis qui occupent alternativement Mexico, sans étendre le plus souvent leur autorité au reste de la république, et que dans ces chocs de factions contraires, sous l'apparence de conflits d'opinions, c'est le règne universel de la dictature errante des chefs de bandes. Un jour, tout à l'origine de la situation actuelle, c'est une insurrection, conduite par un vieil Indien du sud, Alvarez, qui triomphe de Santa-Anna et inaugure une nouvelle ère radicale, démocratique. Un autre jour, c'est la réaction conservatrice qui triomphe à Mexico, qui se personnifie bientôt dans un jeune homme énergique de plus de hardiesse militaire que de sens politique, le général Miguel Miramon, tandis que

la révolution, momentanément vaincue, se réfugie à la Vera-Cruz avec M. Benito Juarez, qui commence à devenir un personnage, et dès lors une lutte acharnée s'engage entre ces deux pouvoirs ennemis. Sont-ils conservateurs? sont-ils libéraux? Je ne sais. L'un, il est vrai, représente le clergé, l'armée, les classes supérieures, des intérêts opiniâtres, des traditions surannées; l'autre, M. Juarez, inscrit sur son drapeau le libéralisme, les réformes; il groupe autour de lui des intérêts nouveaux par la dépossession du clergé; il a une armée composée de chefs de partisans, de *licenciés* transformés en généraux. Au fond, c'est une désorganisation universelle, une lutte où le pays est la première, la grande victime, jusqu'à ce qu'enfin M. Juarez reste maître de la situation et aille à son tour régner à Mexico après avoir régné à la Vera-Cruz. Si on regardait de plus près ces événemens, on y découvrirait peut-être un phénomène bien autrement caractéristique, bien autrement grave que la victoire de certaines idées libérales, quelque rôle que jouent ces idées dans les programmes du parti triomphant; on y verrait l'avénement au pouvoir de la race indienne dans la personne du nouveau président, Indien lui-même, ayant les passions, la ruse, le fanatisme de l'Indien et l'ambition d'une race qui sent sa force au sein d'une société incohérente où sur sept millions d'hommes il n'y a pas plus d'un million d'Européens. Sans doute dans les guerres civiles mexicaines tous les partis se sont toujours servis de ces malheureux Indiens, en les poussant à des luttes dont ils ne recueillaient aucun bienfait et dont ils ne comprenaient pas même le sens. La victoire de M. Juarez, il y a deux ans, avait une bien autre signification; elle représentait l'importance nouvelle de l'élément indien dans la politique. Alors, en présence de cet événement, la scène change. C'est le parti de M. Juarez qui devient le gouvernement à peu près reconnu du Mexique, d'insurgé qu'il était la veille; ce sont les bandes conservatrices qui tiennent la campagne, conduites, non plus par Miramon, qui va rejoindre tous les présidens exilés, mais par des chefs tels que Leonardo Marquez, Vicario, Cobos, qui étaient la veille des généraux du gouvernement et qui deviennent à leur tour des insurgés, opposant drapeau à drapeau, harcelant le pouvoir de M. Juarez et le menaçant quelquefois jusque dans Mexico. Ce n'est pas un dénoûment, c'est un changement de rôles entre les partis toujours en armes.

Deux faits se sont surtout développés dans cet enchaînement de convulsions qui sont l'essence de la vie mexicaine depuis quelques années. La guerre civile, en se prolongeant, en se compliquant, a pris un caractère d'implacable fureur, de déprédation violente, et cette invasion de l'élément indien que je signalais n'est peut-être

pas étrangère à l'acharnement de la lutte. Quoi qu'il en soit, entre les deux partis c'est un combat à outrance plein de meurtres et de dévastations, et sur ce terrain, il faut le dire, c'est une sinistre émulation. Il y a un an à peine, au mois de juillet 1861, un homme qui avait été le ministre des affaires étrangères de M. Juarez, don Melchior Ocampo, fut pris dans une maison de campagne par une bande d'insurgés; on le passa immédiatement par les armes sur la simple constatation de son identité. Que faisait de son côté le congrès de Mexico en apprenant cette exécution? Il répondait en mettant à prix les têtes de sept des principaux chefs conservateurs : 70,000 piastres pour sept têtes! Ce qu'était devenue cette guerre civile, on peut le voir par une sorte de programme parti au même instant du camp réactionnaire. « Que signifie la mort d'Ocampo? disait-on; c'est la plus juste, la plus convenable, la plus opportune des représailles. Ils ont dit : « Ocampo était la gloire du parti démocratique, le défenseur de la réforme, un des hommes les plus purs de la révolution; » il était naturel, par cela même, que sa mort suivît immédiatement sa capture. Depuis que le sang de l'immortel Manero fut brutalement jeté au visage de ses amis, toutes les victimes de la révolution réclament du sang. C'est du sang que veulent les ombres du vaillant Orihuela, de l'héroïque Blancarte, du brave colonel Pielago, de l'infortuné Arguelles, et aussi les froids assassinats du mont des *Cruces*, et les dernières fusillades du Palais-National... Dès aujourd'hui les événemens prendront un nouvel aspect, la comédie sera un drame. La guerre qui a été jusqu'ici dévastatrice, cruelle, sera à l'avenir féroce, sanglante, véritablement mortelle. Plus de ces traits de chevalerie, de ces considérations politiques, de ces attentions courtoises et de ces respects de l'humanité qui caractérisent la guerre chez les nations civilisées. Non, on nous exclut des garanties assurées à tous les hommes, on excite la cupidité des criminels en mettant nos têtes à prix. Soit, la réaction accepte... Guerre donc, guerre d'extermination, guerre sans miséricorde! la réaction ne demande ni n'accorde de merci!... » C'est entre ces défis sanglans et ces actes d'extermination de partis impuissans à se réduire que s'est formée au Mexique, parmi les hommes étrangers aux passions extrêmes, cette pensée d'un appel à l'Europe, invoquée comme médiatrice de civilisation et d'humanité, pensée qui n'était pas, autant qu'on le croit, le rêve de quelques émigrés jetés hors de leur pays.

Un autre caractère de cette guerre, qui mettait plus directement en cause l'Europe elle-même et qui lui créait une sorte d'obligation en lui donnant des armes, c'est que la sécurité de tous les intérêts étrangers n'a fait que devenir chaque jour plus problématique au milieu de ces scènes de meurtre et de dévastation. Des consuls as-

sassinés ou emprisonnés, des convois d'argent pillés alternativement par les deux partis, des conventions incessamment violées, tous les Européens, Allemands, Français, Anglais, Espagnols, atteints dans leur vie ou dans leur propriété, soumis au régime des exactions et des contributions forcées, c'est là depuis longtemps la désastreuse histoire des colonies étrangères au Mexique. Quelle était notamment la situation de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne en 1861, à la veille de l'intervention? La France avait à réclamer pour une multitude de ses nationaux pressurés ou égorgés, pour deux ou trois conventions toujours inexécutées. Un de ses agens, son consul à Tepic, avait été assassiné, et c'était un des officiers des bandes libérales, le colonel Rojas, qui avait été le promoteur de ce meurtre. A Mexico même, au mois d'août 1861, le ministre de France, M. Dubois de Saligny, était attaqué à main armée et menacé dans sa vie sans obtenir aucune protection du chef de la police du gouvernement. L'Angleterre avait aussi à réclamer pour un vol officiel de 600,000 piastres fait à la légation même de vive force, pour le rapt d'un convoi d'argent récemment pillé à Laguna-Seca. Quant à l'Espagne, ses griefs étaient plus nombreux et plus graves, et ils remontaient plus haut; ils dataient originairement d'une convention de 1853 qui n'avait jamais eu d'exécution. En 1856, de véritables massacres avaient été organisés contre les Espagnols dans les environs de Cuernavaca. Dès l'avénement de M. Juarez, le lendemain, l'ambassadeur de la reine, M. Pacheco, avait été brutalement expulsé. Ce ne sont là que quelques-uns des faits principaux.

Je n'ignore pas que l'Europe, dans ses rapports avec l'Amérique et particulièrement avec la république mexicaine, peut être portée quelquefois à pousser fort loin la protection d'intérêts qui ne sont pas tous également respectables. C'est la conséquence d'une situation violente où l'excès de la protection ne suffit même pas. Je ne nie pas non plus que tous les partis n'aient leur responsabilité dans les incidens que je signalais, que des convois d'argent n'aient été pillés par les chefs conservateurs, que le vol fait il y a deux ans à la légation britannique n'ait été notamment l'œuvre de Miramon; mais ce qu'on peut dire, c'est que ces exactions, ce mépris des intérêts étrangers ont pris surtout un caractère systématique depuis l'avénement au pouvoir de M. Juarez et de son parti. Rien ne le prouvait mieux que cette résolution étrange d'un gouvernement et d'un congrès prononçant, par la loi du 17 juillet 1861, la suspension de toutes les conventions étrangères, abolissant de leur propre autorité des garanties revêtues de l'inviolabilité diplomatique, et prétendant donner une sorte de sanction légale à ce qui n'était du moins jusque-là qu'un fait criant et abusif.

Il y a des publicistes, des politiques, qui ne voient dans M. Juarez que le représentant des idées libérales, et dans le gouvernement actuel du Mexique qu'une personnification de l'esprit de progrès injustement assaillie. Ils ne devraient pas, je pense, mêler ici ce grand mot de libéralisme, qui a certes une autre signification. Ce n'est pas de libéralisme qu'il s'agit au Mexique. La moralité de ces guerres civiles mexicaines au point de vue extérieur, un journal anglais publié à Mexico l'exprimait, il y a un an, avec une brutalité qui n'épargnait aucun parti. « L'expérience que nous avons faite des procédés des deux factions qui dévastent le pays, disait-il, laisse peu d'espoir de remède, parce qu'aucune de ces factions n'a un atome de patriotisme, n'est capable de sacrifices pour le bien général, et ne se soucie d'abandonner la lucrative profession à laquelle elle se livre, c'est-à-dire la spoliation des propriétés des étrangers aussi bien que des nationaux. Je parle des deux factions, parce que, qu'il s'agisse du prétendu gouvernement ou de l'insurrection, le résultat est le même. Toute la différence consiste en ce que le premier vole au nom de la loi, au moyen d'emprunts forcés, tandis que la seconde brise nos portes les armes à la main, et enlève tout ce qu'elle trouve au cri de la religion et de l'ordre. Mais la question principale, et du plus grand intérêt pour nous, est celle-ci : ne peut-on mettre une borne à de tels actes de violence et de spoliation contre les personnes et les propriétés des sujets anglais et des autres étrangers? Il se peut que nous soyons trop intéressés dans la solution de cette question pour juger avec impartialité; mais cela nous paraît certainement une anomalie, qu'une nation aussi puissante que la Grande-Bretagne permette que ses sujets soient pillés, expulsés, maltraités par un peuple de métis, et qu'elle ne trouve aucun remède à ce mal. » J'ajouterai qu'une question plus générale et plus élevée, plus grave pour la sécurité du Nouveau-Monde lui-même, naissait irrésistiblement pour l'Europe ce cet ensemble de complications. Fallait-il attendre que la dissolution du Mexique, si étrangement précipitée par les guerres civiles, fût arrivée à son terme, et que les États-Unis, retrouvant la liberté de leur action, pussent poursuivre l'œuvre d'annexion qu'ils n'ont accomplie jusqu'ici que partiellement, tantôt par la guerre, tantôt par des traités déguisant sous des prêts des cessions de territoire, en achetant, lambeau par lambeau, les plus fertiles provinces de cette malheureuse république? S'il y avait pour l'Europe un intérêt assez sérieux à ce que le Mexique existât encore, et ne fût point définitivement condamné à être absorbé, le moment d'une tentative n'était-il point venu?

Et c'est ainsi que cette pensée d'une intervention européenne naissait d'un sentiment universel de lassitude, de l'impuissance de

tous les partis mexicains, et des conditions de rapports extérieurs créés par des révolutions sans terme; elle naissait d'une nécessité immédiate de protection, de sécurité, de réparation, d'un sentiment d'humanité aussi bien que d'une idée d'avenir, et cette pensée n'était pas même nouvelle : elle s'était manifestée déjà lorsque la guerre civile sévissait dans toute son intensité entre Miramon et M. Juarez. L'Angleterre et la France avaient offert leur médiation, et la première condition était déjà que le pays serait consulté, qu'un congrès général serait appelé à constituer la république. Que s'était-il passé depuis ce moment jusqu'en 1861, et quelle différence y avait-il entre les deux époques? Lorsque se produisait ce premier et inutile essai de médiation, Miramon occupait Mexico, M. Juarez était à la Vera-Cruz, et les bandes libérales dévastaient le pays. En 1861, je le disais, c'était M. Juarez qui siégeait à Mexico, tandis que les bandes conservatrices à leur tour se répandaient de tous côtés, tenant en échec le gouvernement nouveau. Au fond, l'anarchie était la même, les griefs n'avaient fait que se multiplier et s'aggraver.

Tout ramenait donc l'Europe à cette nécessité d'assurer la protection de ses intérêts, la réparation de ses griefs, en aidant au besoin le Mexique à se raffermir, à se réorganiser dans des conditions d'une sécurité durable. Seulement sous quelles formes et dans quelles limites cette intervention pouvait-elle se réaliser pour devenir efficace, pour faire marcher ensemble la protection des intérêts européens compromis et la reconstitution possible du Mexique? Dans quelle mesure les diverses puissances étaient-elles disposées à faire sentir leur action? Comment combiner les vues, les intérêts, les desseins de gouvernemens rapprochés par ce premier lien d'injures communes à venger? C'est alors que survient le traité du 31 octobre 1861 entre la France, l'Angleterre et l'Espagne, associant leurs griefs et leurs plaintes.

Jusque-là, les trois puissances s'étaient bornées à échanger des vues bien plus qu'elles n'avaient formé des projets: elles avaient noué, interrompu, renoué de temps à autre des conversations diplomatiques bien plus qu'elles n'avaient songé à aller au Mexique essayer de créer une situation nouvelle. Jusqu'au dernier moment, l'Angleterre négociait: son représentant, sir Charles Wike, s'efforçait d'en finir par une convention ajoutée à tant d'autres conventions : il croyait avoir réussi lorsque le congrès de Mexico refusait de sanctionner ce dernier essai de transaction. Jusqu'à la dernière heure, la France, elle aussi, en était à tenter de faire accepter ses réclamations. L'Espagne elle-même, bien qu'en rupture ouverte avec le gouvernement mexicain, négociait par l'intermédiaire du ministre de France, resté chargé de la protection des intérêts espagnols. Depuis

bien des années déjà, l'Espagne essayait périodiquement de sonder la France et l'Angleterre pour les provoquer à une démonstration collective. Agitée de velléités et de désirs d'action, elle hésitait visiblement à s'engager seule; elle sentait le danger de s'aventurer dans une entreprise sérieuse en face des États-Unis, qui alors n'étaient pas eux-mêmes livrés à la guerre civile; elle n'ignorait pas que, plus que toute autre puissance, elle pouvait rencontrer au Mexique une résistance de sentiment national, les vieilles haines de la guerre de l'indépendance; enfin elle ne se sentait pas, et elle l'avouait, des forces navales suffisantes pour en appeler définitivement aux armes. C'est ce que le ministre des affaires étrangères, M. Calderon Collantès, répondait en 1859 à M. Pacheco, qui demandait qu'on agît énergiquement. L'Espagne se préparait sans doute, elle parlait quelquefois de partir seule; mais elle n'était pas partie, et en attendant elle épuisait les dernières ressources des négociations. Il n'y avait donc encore en 1861 que des efforts isolés et divergens. Le traité du 31 octobre venait donner une forme précise à une pensée jusque-là indécise et confuse. Une situation toute nouvelle s'ouvrait dès lors. On a là l'expédition mexicaine dans son point de départ, dans sa conception première. On ne négociait plus, on s'alliait pour agir; on savait d'où l'on partait, mais savait-on vers quel but on marchait et ce qu'on allait faire?

Certes, à n'observer que la situation générale du monde occidental, cette multitude de questions qui s'agitent en Europe, tous ces problèmes de réforme, de réorganisation, de nationalité, qui d'une heure à l'autre peuvent enflammer un continent où se débattent pour nous des intérêts de grandeur bien autrement puissans, — à n'observer que cette situation, peut-être eût-il mieux valu se borner à une action sommaire, essayer encore une fois d'infliger une correction à l'anarchie mexicaine, et de conquérir un peu de sécurité pour les intérêts européens sans se hasarder dans l'inconnu. C'est un doute qui a surgi à la fois dans bien des esprits, qui a pesé et qui pèse encore sur cette expédition du Mexique. Une action sommaire se bornant à demander et à imposer des satisfactions, des réparations toutes matérielles, était-ce là cependant la pensée de l'alliance du 31 octobre? En présence de toutes les interprétations qui sont entrées en conflit et qui ont conduit à un dénoûment si étrange, il faut bien se rappeler ce que dit ce traité du 31 octobre. Il dit que la France, l'Angleterre et l'Espagne, « se trouvant placées par la conduite arbitraire et vexatoire des autorités de la république du Mexique dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers elles par la république du

Mexique, se sont entendues pour conclure entre elles une convention dans le but de combiner leur action commune : » il dit encore que la France, l'Angleterre et l'Espagne enverront immédiatement des forces de terre et de mer pour pouvoir saisir et occuper les diverses positions militaires du littoral mexicain, et que « les commandans des forces alliées seront en outre autorisés à accomplir les autres opérations qui seraient jugées sur les lieux les plus propres à atteindre le but spécifié dans le préambule : » il dit enfin que les puissances alliées « s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes dans l'emploi des mesures coercitives prévues par la convention aucune acquisition de territoire, ni aucun avantage particulier, et à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement. » Quelque confusion et quelques réticences qu'il y ait dans ce traité du 31 octobre, il a évidemment un sens qui se dégage de lui-même. Il ne stipule que l'occupation du littoral mexicain, mais en même temps il laisse entrevoir une marche dans l'intérieur : il éloigne toute idée d'une transformation du Mexique sous la pression d'une force étrangère, mais il va manifestement jusqu'à prévoir une transformation librement accomplie par la nation mexicaine en présence et sous la protection des armées alliées.

Il y a mieux, ce qu'il y avait de plus scabreux, de plus problématique dans l'entreprise, cette arrière-pensée de chercher une sécurité nouvelle dans la fondation d'une monarchie au Mexique, n'avait rien d'imprévu, rien qui n'eût été débattu et accepté. L'Angleterre elle-même, sans promettre une coopération matérielle au-delà d'une occupation du littoral, sans avoir une illusion bien vive sur une transformation possible de la situation intérieure du Mexique, ne voyait dans un événement semblable rien que de compatible avec le traité du 31 octobre et de moralement favorable. L'Espagne allait bien plus loin : elle voyait dans l'établissement d'un ordre plus régulier et plus stable la seule politique digne de l'Europe : elle aurait voulu qu'on évitât de s'interdire, sous forme diplomatique et ostensible, toute immixtion dans les affaires intérieures mexicaines, de peur que cette obligation ne ressemblât « à la manifestation d'un dessein irrévocable d'abandonner le Mexique à ses propres forces, en rendant impossible l'organisation d'un gouvernement raisonnable par le découragement que la seule crainte de cet abandon pourrait produire dans les esprits droits et éclairés. » Une dépêche de l'ambassadeur de la reine Isabelle à Paris, en date du 13 octobre 1861, révèle les dispositions de la France et de l'Espagne à ce moment. « M. Thouvenel croit, disait M. Mon, que l'expédition en commun

des trois puissances doit avoir pour objet d'obtenir la réparation des offenses connues, mais que si, à la vue de notre action, les Mexicains veulent établir l'ordre dans le gouvernement de leur pays, nous devons leur prêter notre appui de la manière qui nous sera possible; que si, au moyen d'un congrès ou d'un vote spontané, ils veulent fonder une monarchie, nous devons leur prêter le même appui, et que, s'ils ne veulent rien de cela, nous devons nous contenter d'obtenir la réparation de nos griefs. J'ai répondu que c'étaient là les désirs de votre excellence. — M. Thouvenel a voulu me faire quelque indication sur la convenance de choisir un bon prince, si les Mexicains voulaient un roi; mais nous sommes convenus que je ne connaissais à votre excellence d'autre volonté que celle d'aller ensemble au Mexique poursuivre la réparation de nos injures, protéger et appuyer l'établissement d'un gouvernement d'ordre, même de forme monarchique, si tel était le désir des Mexicains. » C'est en présence de cette éventualité prévue et définie, quoique laissée à la libre décision du peuple mexicain, que le traité du 31 octobre était signé, et que des forces militaires allaient partir, cinglant vers le golfe du Mexique.

Une fois sur ce terrain d'une action combinée, il faut le dire, la conséquence était naturelle. Trois puissances, dont deux étaient les premières puissances du monde, ne pouvaient évidemment s'allier dans l'unique dessein d'aller au Mexique venger quelques injures ou chercher des indemnités. Une coalition de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne contre le Mexique et M. Juarez n'eût pas été exempte de ridicule. S'il ne s'agissait que d'aller imposer de nouveaux traités pour se retirer ensuite, ce n'était point la peine d'organiser une si formidable machine; chacune des puissances eût suffi par elle-même, on le comprend, à sauvegarder sa propre dignité et ses intérêts. Il y avait donc une autre pensée, et tout s'enchaînait par une irrésistible logique. Le simple fait d'une démonstration collective de l'Europe impliquait un système d'action plus étendu. La répression des attentats commis contre les étrangers n'était rien sans des garanties efficaces et durables; ces garanties, il n'y avait qu'un gouvernement plus stable, plus régulier qui pût les donner; ce gouvernement pouvait devenir une monarchie. C'était là, à vrai dire, la portée, le sens du traité du 31 octobre.

On peut avoir des doutes, je le répète, sur cette politique; mais du moins, pour qu'elle pût garder son prestige et son efficacité, il fallait qu'elle fût suivie avec une ferme et attentive prévoyance. Il fallait savoir où on allait, quelles ressources étaient nécessaires, sur quel terrain on s'engageait; il fallait, si on ne voulait aboutir à quelque déception solennelle, ne point laisser flotter la direction

d'une telle entreprise à la merci des interprétations divergentes et des résolutions contradictoires d'agens livrés à eux-mêmes à deux mille lieues de l'Europe, se contrariant entre eux, contrariant les vues de leurs gouvernemens, et exposés à accomplir des actes irréparables avant de pouvoir être redressés dans leur manière d'envisager les choses. Une fois au Mexique, il fallait en un mot, comme on l'a dit, pouvoir marcher et marcher d'accord. Une intelligence intime et forte était d'autant plus nécessaire qu'on allait se trouver dans une contrée lointaine, sur un terrain inconnu, en face de pouvoirs violens et faibles, dont toute la tactique est de gagner du temps, de se sauver par la ruse, de faire le vide devant les interventions, d'attirer les agens étrangers dans le piége de négociations évasives, de chercher à diviser les représentans européens quand ils ont affaire à plusieurs puissances. Malheureusement, sauf la nécessité d'obtenir des réparations, de venger des griefs, et la résolution d'agir en commun, tout était laissé dans une dangereuse obscurité, et c'est ainsi que commençait une expédition où, sous l'apparence d'une action collective, allaient éclater tous les antagonismes, toutes les contradictions, aggravées par l'éloignement, préparant à l'influence européenne une des plus difficiles épreuves qu'elle ait subies dans le Nouveau-Monde.

Qu'arrivait-il en effet? L'expédition partait au mois de novembre. Elle devait se rallier à La Havane, et, il faut le dire, ce point de ralliement, qui ne souriait pas à l'Angleterre, le gouvernement français l'avait accepté dans un sentiment de galanterie envers l'Espagne, à qui il laissait volontiers le premier rôle en ce moment. Outre les forces navales, le corps de débarquement espagnol devait être de six ou sept mille hommes; les forces françaises ne dépassaient pas deux mille cinq cents hommes; le contingent anglais se composait d'un millier de soldats de marine. L'expédition était à peine partie que les surprises commençaient. A son arrivée dans les eaux des Antilles, elle trouvait l'escadre anglaise tout occupée de l'affaire du *Trent*, qui venait d'éclater, et plus portée à tourner ses regards vers les États-Unis que vers le Mexique. L'affaire du *Trent* était une complication, en ce sens qu'elle pouvait d'un instant à l'autre attirer dans une lutte assurément plus sérieuse toutes les forces anglaises. En touchant à La Havane, on se trouvait en face d'un autre incident. L'expédition espagnole était déjà partie pour le Mexique sans attendre même le général Prim, comte de Reus, qui devait la commander: elle était arrivée devant la Vera-Cruz vers les premiers jours de décembre: elle avait sommé les autorités mexicaines de rendre la ville et le fort de Saint-Jean-d'Ulloa, et les Mexicains s'étaient retirés, laissant les Espagnols débarquer sans

combat, prendre possession du port. Tout cela s'était fait au nom de l'Espagne seule d'abord; seul, le drapeau de Castille flottait sur la ville et sur la citadelle. Les chefs des stations navales de la France et de l'Angleterre dans le golfe du Mexique n'avaient pas eu même le temps de recevoir des instructions de leurs gouvernemens, et n'avaient pu se joindre aux Espagnols.

Cette précipitation était une première complication dans l'affaire du Mexique, et elle était une double faute. Elle était peu explicable d'abord dans un moment où l'Espagne négociait les conditions d'une intervention collective avec la France et l'Angleterre. Le cabinet de Madrid avait eu tout le temps de prévenir le capitaine-général de l'île de Cuba, qui n'avait point ignoré les négociations. L'Espagne avait montré une patience peut-être extrême tant qu'elle n'avait pu compter que sur elle-même pour aller au Mexique. Elle avait vu ses conventions violées depuis 1853, ses nationaux massacrés en 1856, son ambassadeur expulsé brutalement en 1860; elle avait attendu depuis bien des années, elle aurait pu attendre quelques jours encore. Elle avait cédé visiblement à l'impatience de paraître la première en armes au Mexique, de planter la première son drapeau sur la Vera-Cruz. Elle se donnait le tort de ne paraître si impatiente que le jour où elle se sentait assurée du concours de la France et de l'Angleterre, et de plus ce débarquement prématuré, isolé, avait l'inconvénient de compromettre l'intervention européenne en la montrant tout d'abord sous son aspect le moins populaire au Mexique, en intéressant le sentiment national, car c'est un fait constaté et avoué, si les Français et les Anglais peuvent exciter des colères et des irritations au Mexique, les Espagnols seuls sont encore l'objet d'une haine nationale qui s'alimente aux souvenirs de la guerre de l'indépendance. On pourrait même dire que pour les Mexicains la haine de l'Espagne est la forme la plus réelle du sentiment d'indépendance. En arrivant trop vite et trop tôt pour rester d'ailleurs dans l'immobilité plus d'un mois, les Espagnols laissaient aux autorités mexicaines le temps de faire le vide devant l'expédition, d'organiser une sorte de blocus terrestre autour de la Vera-Cruz, et réduisaient les alliés à tout tirer d'eux-mêmes, à ne plus trouver aucune ressource dans le pays.

C'était une faute à tous les points de vue, et une faute par laquelle l'Espagne se préparait une déception d'amour-propre. C'est ce qui arrivait en effet le jour où la France trouvait dans cette précipitation même un motif d'augmenter son contingent pour faire face aux difficultés qui pouvaient surgir, pour rétablir l'équilibre. « J'ai vu le comte Flahaut, écrivait lord John Russell le 20 janvier 1862 à lord Cowley; il m'a dit qu'il était chargé de m'exposer que

le gouvernement français jugeait nécessaire d'envoyer de plus grandes forces de terre au Mexique. Le comte Flahaut croit que la précipitation avec laquelle on a commencé les opérations sans attendre les forces de la France et de l'Angleterre pourrait augmenter les difficultés de l'expédition, qu'il serait maintenant inévitable que les alliés s'avançassent dans l'intérieur, et que dans ce cas non-seulement les forces envoyées étaient considérées comme insuffisantes, mais que, l'affaire prenant ce caractère, l'empereur ne pouvait voir avec plaisir que les forces françaises fussent dans une position d'infériorité vis-à-vis de celles de l'Espagne, au risque de se trouver compromises. J'ai dit à l'ambassadeur français que je regrettais cet événement, mais que je n'avais rien à opposer dès que le gouvernement de l'empereur désirait que les forces de la France ne fussent pas inférieures à celles de l'Espagne. J'observai uniquement qu'il ne serait pas possible au gouvernement de sa majesté britannique de détacher au Mexique un plus grand nombre de troupes anglaises...» La France avait pu laisser d'abord volontiers une sorte de prééminence à l'Espagne dans l'expédition du Mexique; elle ne pouvait lui laisser le droit de peser sur la suite de la question par la supériorité de ses forces. Ainsi on était à peine parti qu'on se trouvait dans l'inconnu, qu'on n'était plus maître de ses résolutions, et que l'expédition se heurtait contre un premier hasard. Ce n'était pourtant encore qu'un commencement, un prologue un peu embarrassé.

On touche au Mexique; on est définitivement à la Vera-Cruz dans les premiers jours de janvier. Tous les plénipotentiaires se trouvent réunis. Le vice-amiral Jurien de La Gravière a le commandement en chef des forces de terre et de mer, et partage les pouvoirs diplomatiques avec M. Dubois de Saligny, ministre de France au Mexique. Sir Charles Wike, envoyé anglais à Mexico, et le commodore Dunlop représentent l'Angleterre. Le général Prim réunit dans ses mains tous les pouvoirs diplomatiques et militaires; il est à la fois général en chef du corps expéditionnaire espagnol et plénipotentiaire de la reine Isabelle. C'est ici justement qu'éclate au milieu de la division des pouvoirs, de l'incohérence des directions, de la divergence des conseils, de toutes les complications prévues ou imprévues d'hommes et de choses, une disproportion singulière entre la pensée première de l'expédition, si tant est qu'on se fût avoué exactement tout ce qu'on allait faire, et les moyens d'action. Et d'abord tout avait-il été bien calculé dans le choix de quelques-uns des hommes chargés d'aller remplir cette obscure et épineuse mission? Le général Prim avait fait sans doute ce *rêve de Vichy* qu'une lettre de l'empereur a révélé depuis, et qui a eu un si singulier réveil: il avait demandé, c'est le général O'Donnell qui l'a dit dans le congrès espagnol, le comman-

dement de l'expédition, et le cabinet de Madrid n'avait point été fâché d'éloigner à ce prix de la scène parlementaire une activité impatiente. Le comte de Reus, je le veux, est un brillant soldat, un esprit vif et hardi, une nature liante et facile : il a de la verve et de l'élan; mais il a marqué jusqu'ici dans la politique plus par sa pétulance et une excentricité un peu indisciplinée que par la maturité et le jugement. Chose à remarquer, seul de tous les généraux espagnols qui auraient pu être choisis, le comte de Reus avait des engagemens dans la question, et ces engagemens n'étaient rien moins que conformes à la mission qu'il allait remplir. Un jour, dans le sénat, dont il est membre, il avait proposé et soutenu un amendement à l'adresse tendant à blâmer nettement les querelles dont l'Espagne poursuivait le Mexique. « Le sénat est d'avis, proposait-il de dire, que l'origine de ces différends est peu honorable pour la nation espagnole, et par cela même il voit avec regret les préparatifs de guerre que fait votre gouvernement, parce que la force des armes ne peut nous donner la raison que nous n'avons pas. » Le général Prim enfin, par une circonstance plus propre à lui créer des embarras qu'à faciliter son rôle, avait des liens de parenté avec un homme d'une position et d'une fortune considérables au Mexique, M. Gonzales Echeverria, qui était le ministre des finances de M. Juarez. Ce n'était pas certainement un motif d'exclusion, et s'il acceptait et sollicitait même la mission d'aller représenter l'Espagne dans l'intervention, c'est qu'il était décidé sans doute à suivre la politique de son gouvernement. Il était difficile pourtant que l'homme ayant ses opinions, ses affinités de parti, ses vues propres, peut-être une ambition, ne se retrouvât pas en lui : en effet, à mesure qu'il s'approchait du Mexique, le général Prim semblait laisser entrevoir la pensée d'une action toute personnelle. Le général Serrano lui-même n'était pas sans le remarquer à La Havane. Le plénipotentiaire anglais, sir Charles Wike, n'était point dans la même position. Il s'était montré, dit-on, à une certaine époque, favorable à l'idée d'une intervention européenne, sans exclure une combinaison monarchique. Pour le moment, il avait des liens avec le gouvernement de M. Juarez, ou du moins avec un homme qui venait d'être appelé au pouvoir à Mexico comme ministre des affaires étrangères, M. Manuel Doblado, un esprit éclairé, souple et habile, d'un libéralisme modéré, mais peu sûr. « C'est un homme de talent et d'influence dans le pays, écrivait sir Charles Wike à lord John Russell le 27 décembre 1861. Son premier acte a été de me prier de ne pas quitter Mexico, désireux qu'il était de faire avec moi un arrangement qui donnât à l'Angleterre des garanties positives. Comme cette proposition me fut faite après l'arrivée du courrier annonçant qu'un traité

pour une intervention avait été signé, je ne pus accepter cette offre avantageuse, ainsi que je l'eusse fait certainement en suivant mes inspirations. » Sir Charles Wike comptait sur M. Manuel Doblado. M. Dubois de Saligny avait plutôt des engagemens avec le parti opposé. Seul peut-être, l'amiral Jurien de La Gravière arrivait sans lien, sans engagement, portant dans cette affaire les qualités d'un esprit conciliant et fin, d'un caractère aussi élevé que loyal, mais ayant aussi à compter avec les difficultés d'une opération où il ne disposait que de forces inférieures à celles du général Prim. C'est entre toutes ces volontés que devait se combiner une action où il y avait à interpréter à chaque pas un traité qui pouvait se prêter à toutes les politiques, et où la première question était de savoir quelle attitude il fallait prendre vis-à-vis du gouvernement existant au Mexique.

Présenter l'ultimatum des réclamations européennes, exiger en garantie l'occupation temporaire de certains points du Mexique, si ces réclamations étaient accueillies, et, si elles n'étaient point acceptées, tenter une marche sur Mexico pour en appeler au pays, pour le provoquer à se reconstituer, c'était là évidemment la pensée des gouvernemens alliés; mais c'est là que commençait la déception. Marcher d'accord et pouvoir marcher, c'était là, je le répète, la condition première. Dès le débarquement, on ne s'entendait plus sur rien. Dès la première conférence, tenue à la Vera-Cruz par les plénipotentiaires, le conflit éclatait à l'occasion des réclamations françaises, de ce qu'on a appelé la créance de la maison Jecker. Sir Charles Wike se refusait absolument à prêter l'appui de la conférence à cette réclamation. Je n'ai point certes le dessein d'apprécier la valeur et la moralité de cette créance Jecker, de cette somme de 15 millions demandée à M. Juarez pour 750,000 piastres prêtées à Miramon à la veille de sa chute; mais ici il y avait une bien autre question : il s'agissait de savoir comment les réclamations devaient être présentées, isolément ou solidairement, si chacune des puissances était juge des prétentions des autres. Le général Prim ne s'y méprenait pas, il faut le dire; il sentait la gravité de la question au point de vue de l'Espagne. « Si chacun, écrivait-il, doit présenter seul ses demandes sans s'inquiéter de celles des autres gouvernemens, l'Espagne pourrait se voir dans cette mauvaise position d'avoir à soutenir seule ses querelles, car il ne serait pas impossible que la France et l'Angleterre, voyant le gouvernement espagnol se refuser à appuyer leurs réclamations, cédassent aux instances faites par les autorités mexicaines auprès de leurs représentans pour que ceux-ci se prêtent à un arrangement d'où seraient exclues les réclamations espagnoles, ce qui créerait au gouvernement de sa majesté une situa-

tion très difficile, car il n'y a pas dans ce pays contre les Anglais et les Français les haines et les rancunes qu'il y a contre les Espagnols. » Et cependant le général Prim se rangeait à l'avis de sir Charles Wike en disant qu'il ne pouvait se résigner à mettre l'influence de sa « noble et généreuse nation » et le sang de ses soldats au service de « réclamations si injustes. » Il reconnaissait d'ailleurs qu'il manquait à ses instructions. Et qu'en résultait-il? C'est que dès la première conférence l'objet immédiat de l'alliance se trouvait écarté.

On ne s'entendait pas mieux sur ce qu'on pourrait appeler la question de politique générale, sur la manière de considérer le gouvernement de M. Juarez et la réorganisation du Mexique. L'incertitude était d'autant plus grande que rien de ce qu'on s'était plu à prévoir n'arrivait. Le pays ne s'était nullement soulevé à l'approche des alliés, laissés à la Vera-Cruz dans une solitude inquiétante, et c'était, à vrai dire, fort explicable, car M. Juarez s'était hâté de publier un décret mettant hors la loi comme pirate et condamnant à mort tout individu faisant partie des forces étrangères qui avaient envahi le territoire. Un autre décret, publié dans l'état de Guanajuato, celui-là même dont M. Doblado était gouverneur avant d'être ministre, disait : « Tout individu qui, verbalement ou par écrit, répandra des nouvelles favorables à l'intervention sera expulsé sur-le-champ de l'état, s'il est étranger, et condamné au service militaire, s'il est Mexicain. Si le crime est commis par la voie de la presse, le coupable sera fusillé sur la simple constatation de l'identité. » Aussitôt qu'on touchait à ces questions de réorganisation, le conflit d'opinions et de tendances éclatait. « Vous ne me surprendrez jamais dans aucune intrigue, disait un jour du mois de janvier l'amiral Jurien de La Gravière; il est bon cependant que vous sachiez que toutes les fois que des Mexicains me demanderont conseil, je leur indiquerai le gouvernement monarchique comme étant le seul qui puisse mettre un terme aux dissensions dont le Mexique nous donne depuis si longtemps le triste spectacle. — Le gouvernement monarchique! s'écriait le général Prim, les Mexicains n'en voudront jamais. » Puis, se reprenant, il ajoutait : « Comme sujet moi-même d'une monarchie, comme représentant de la reine Isabelle, je ne saurais sans doute donner d'autres conseils que les vôtres, seulement je les donnerai sans le moindre espoir de les voir écoutés. » Que voulait alors le général Prim? C'est ce qu'il ne disait pas.

Voilà où en était l'accord dès les premiers momens, et ce qu'il y avait de plus grave, c'est qu'au sens le plus strict du mot on ne pouvait marcher et entrer en campagne. On avait bien prévu en Europe un mouvement sur Mexico; mais on n'avait pas pris garde à ceci, qu'il

y avait cent lieues à franchir, vingt-cinq étapes à faire, des déserts sans eau et sans ressources à traverser, des chaînes de montagnes à forcer, des positions fortifiées à enlever. Or, pour exécuter cette marche et ces opérations, l'expédition n'avait ni artillerie suffisante, ni moyens de transport, ni objets de campement. Dans l'armée espagnole, débarquée depuis deux mois, un seul bataillon avait des tentes. Les chefs alliés ne pouvaient qu'à grand'peine former un convoi. On avait pris d'abord quelques campemens à une petite distance de la Vera-Cruz, à la Tejeria, à Medellin. On ne pouvait cependant attendre dans ces positions l'invasion des maladies, et d'ailleurs une inaction prolongée devenait un signe trop visible d'impuissance. Ce fut l'amiral Jurien de La Gravière qui proposa de sortir de cette situation pour aller chercher des positions plus salubres. Il indiquait Jalapa, qui est une des villes principales sur l'ancienne route de Mexico, et il proposait de demander au gouvernement mexicain de ne point s'opposer à cette marche. Le général Prim s'écriait alors : « On a vu quelquefois un gouvernement consentir à laisser occuper par des troupes étrangères soit un des ports de son littoral, soit un des points de ses frontières; mais il est sans exemple qu'un gouvernement ait cédé dans le cœur du pays une position qui ouvre à l'ennemi la route de la capitale. Si vous demandez au gouvernement mexicain à occuper Jalapa et s'il répond par un refus, vous devez être résolus à marcher en avant. Eh bien! je dois le déclarer ici, nous n'avons pas les moyens de conduire à bonne fin une pareille entreprise. En sortant de la Vera-Cruz, j'aurai tout au plus cinq mille hommes disponibles, le commandant français en aura deux mille cinq cents à peine, le commodore anglais cinq cents. C'est donc avec moins de huit mille hommes que vous voulez vous engager dans le pays... Nous serons assez forts sans doute pour sortir vainqueurs d'un premier combat, nous ne le serons pas assez pour résister longtemps avec succès à toutes les attaques de guerrillas qui viendront harceler nos flancs et intercepter nos convois... Un soldat est toujours heureux quand il meurt pour son pays; mais l'effet moral d'un insuccès, l'humiliation de nos trois pavillons, les comptez-vous pour rien, et n'est-ce pas là une considération qui mérite sérieusement qu'on s'y arrête? — Sans aucun doute, ajoutait sir Charles Wike, elle le mérite. » Il y avait assurément du vrai dans ce que le général Prim disait avec feu, et il n'y avait cependant pas moins de vrai dans ce que disait l'amiral : « Nous ne sommes plus maîtres de la situation. Pouvons-nous attendre que dans l'enceinte de la Vera-Cruz un climat meurtrier vienne décimer nos troupes et nous obliger à les rembarquer? Si une pareille décision pouvait sortir du sein de cette conférence, j'ex-

pédierais à l'instant une frégate en France pour demander à l'empereur d'envoyer ici une armée qui n'eût plus à compter que sur elle-même, dussé-je lui demander en même temps de la faire commander par son plus habile général. » C'est ainsi qu'on se débattait entre des impossibilités de diverse nature. De là ce système de temporisation et de compromis où les velléités belliqueuses qui se réveillaient quelquefois cédaient aussitôt au sentiment de la situation, où toutes les divergences ne faisaient que s'accroître, où faute d'accord et de ressources d'action suffisantes on ne pouvait que s'agiter dans le vide, où enfin l'on inclinait peu à peu, sous la pression de circonstances entièrement imprévues, vers un système assez distinct de celui qui avait été primitivement dans la pensée des puissances alliées.

Au lieu d'un ultimatum précis et décisif ne laissant place qu'à un refus ou à une acceptation, on adressait de la Vera-Cruz à Mexico une note collective qui était plutôt une démonstration morale qu'un acte diplomatique, et il y a ici une chose curieuse à observer : on n'avait pu s'entendre sur la présentation des réclamations européennes, qui étaient l'objet immédiat de l'alliance, et on posait au gouvernement de Mexico cette question de réorganisation intérieure, sur laquelle on s'entendait peut-être encore moins; on lui proposait de se suicider, et les plénipotentiaires s'offraient à être « les témoins et au besoin les protecteurs de la régénération mexicaine. » Le gouvernement de M. Juarez répondit naturellement qu'il savait gré aux puissances européennes de leur sollicitude pour le Mexique, mais que le Mexique n'avait pas besoin de leur secours, que les alliés n'avaient qu'à se rembarquer tout d'abord, et puis que les plénipotentiaires pourraient se rendre avec une garde de deux mille hommes à Orizaba, où on négocierait. Ce n'était pas à la vérité une réponse bien sérieuse, et le gouvernement mexicain envoyait en même temps M. Zamacona à la Vera-Cruz pour voir les chefs alliés, pour ne pas laisser tomber la négociation, pour atténuer en un mot l'effet de la réponse officielle. Le premier mouvement du comte de Reus à cette réponse, il faut le dire, avait été de rompre immédiatement et d'entrer en campagne malgré tout; mais il s'était bientôt laissé apaiser par sir Charles Wike, et c'est au reste ce qui arrivait périodiquement à tous les instans de crise. C'est ce qui arrivait aux premiers jours de février, lorsque le général Zaragoza, commandant de l'armée mexicaine, affectant de considérer le général Prim comme le chef de toutes les forces alliées, lui adressait une lettre d'insolente bravade pour lui signifier que, si les troupes européennes dépassaient les campemens qu'elles occupaient autour de la Vera-Cruz, il croirait de son devoir et de son honneur de général mexicain de s'y opposer

par les armes. Le général Prim fut extrêmement irrité, et sur la proposition que lui fit l'amiral Jurien de La Gravière de marcher aussitôt contre Zaragoza, il répondit avec vivacité : « Si telle est votre résolution, je vous promets qu'avant deux jours le général Zaragoza n'aura plus d'armée. — C'est bien en effet ma résolution, reprit l'amiral; je me mettrai en marche au moment précis que vous m'indiquerez. » Survint une parole froide de sir Charles Wike, faisant observer que ce mouvement était impossible, et le feu du général Prim diminua sensiblement. Il écrivit d'abord une réponse très vive à Zaragoza, puis il l'atténua sous l'influence du plénipotentiaire anglais. D'ailleurs l'entreprise n'était pas sans difficulté. Il fallait aller de la Tejeria à la Soledad, où se trouvait l'armée mexicaine, faire sept lieues dans un désert sans eau, puis se battre. On retombait toujours sur cette inexorable réalité.

Au fond, à travers ces incidens, on pouvait suivre un double fait : d'abord un système de négociations pacifiques, de transaction, tendait manifestement à se substituer au système d'action qui avait été dans les prévisions de l'alliance du 31 octobre, et de plus il était visible que le général Prim se rapprochait de plus en plus de sir Charles Wike. Ce n'est pas qu'il n'eût toujours avec l'amiral français les relations cordiales et confiantes qui s'étaient formées dès le commencement de l'expédition; mais dans toutes les résolutions il y avait une évidente intelligence entre le plénipotentiaire espagnol et le plénipotentiaire anglais. Peut-être le bruit de l'arrivée prochaine du général de Lorencez et de nouvelles forces françaises qui, en élevant l'importance de notre contingent, pouvaient diminuer la prépondérance de l'armée espagnole, n'avait-il pas peu contribué à ce rapprochement. Quoi qu'il en soit, l'identité de politique devenait complète; elle résistait même à des incidens pénibles pour l'amour-propre du plénipotentiaire espagnol. Le général Prim, comme sir Charles Wike, inclinait de plus en plus à la paix. L'un et l'autre, écartant et combattant toute combinaison, à leurs yeux chimérique, croyaient pouvoir s'entendre avec l'homme que le ministre d'Angleterre signalait précisément à lord John Russell, et dans lequel ils voyaient le représentant d'un libéralisme modéré, le ministre des affaires étrangères de M. Juarez. Ce fut l'origine d'une entrevue du général Prim et du général Manuel Doblado, entrevue d'où sortait la convention préliminaire de la Soledad, qui imprimait un caractère tout nouveau à l'expédition, ou qui peut-être ne faisait que révéler le caractère qu'elle prenait par degrés, depuis le jour du débarquement, sous la pression de circonstances assurément très compliquées.

Cette convention, signée dans un petit village du Mexique, œuvre propre du général Prim, momentanément chargé de représenter

l'intervention européenne dans l'entrevue du 19 février avec M. Doblado, cette convention de la Soledad, qui a eu la singulière fortune d'exciter des sentimens si divers au Mexique et en Europe, que l'Angleterre approuvait absolument, que l'Espagne, par un prodige de souplesse, blâmait dans chacune de ses clauses pour la sanctionner dans son ensemble comme un fait accompli, et qui devenait de la part de la France l'objet d'un désaveu durement signifié, cette convention, quelle était-elle? Elle reflétait la situation telle que les événemens l'avaient faite; elle ne résolvait rien, et elle laissait tout en suspens jusqu'au 15 avril, jour où devaient s'ouvrir des négociations définitives. Elle ne reconnaissait pas précisément le gouvernement de M. Juarez, que l'on continuait à considérer comme « le dépositaire actuel du pouvoir, » selon les termes des premières communications diplomatiques; mais elle partait de ce point, que ce gouvernement possédait « les élémens de force et d'opinion pour se maintenir, et que dès lors les alliés croyaient pouvoir entrer sur le terrain des traités, afin de formuler les réclamations qu'ils avaient à faire au nom de leurs nations respectives. » Elle autorisait les alliés à aller chercher des campemens plus salubres sur les hauts plateaux du Mexique, à Cordova, à Orizaba, à Tehuacan; mais les forces européennes devaient repasser la chaîne fortifiée du Chiquihuite, qui défend les plateaux, si une rupture survenait. Le drapeau mexicain devait être arboré de nouveau à la Vera-Cruz et à Saint-Jean-d'Ulloa à côté de ceux des alliés. D'autres questions restaient indécises, telles que celle de la douane de la Vera-Cruz, dont on avait pris l'administration depuis le jour du débarquement. Sans doute ce n'était pas pour en venir là que l'alliance du 31 octobre avait été signée et qu'on était allé au Mexique dans l'appareil un peu solennel d'une intervention collective. Il y avait dans ces préliminaires des conditions qui, sans être contraires à la dignité des puissances, étaient du moins contraires à leur politique, et avaient je ne sais quoi d'agaçant. Telle qu'elle apparaissait cependant, cette convention de la Soledad était la rançon décevante, mais inévitable, de la situation, de la divergence des conseils, de l'impossibilité matérielle de marcher, de l'insuffisance des moyens; elle était aussi le résultat du rapprochement du général Prim et de sir Charles Wike, qui ne laissait plus de place à une action réellement décisive. Si d'ailleurs il eût été possible de tenter un coup hardi dès le premier jour du débarquement, ce qui est encore douteux et ce qui eût été toujours hasardeux, cette possibilité avait disparu après un séjour de deux mois, qui avait déjà affaibli les contingens européens. A la lumière d'une telle situation, les préliminaires du 19 février redeviennent un incident de cet imbroglio diplomatique et militaire dont tout le monde mêlait les fils.

Allons au fond des choses : c'était, à vrai dire, un incident à double face. Sans doute la convention de la Soledad était une déviation de la politique générale de l'intervention ; elle donnait au gouvernement de M. Juarez, par une reconnaissance tout au moins indirecte, une force morale que les alliés n'avaient point eu précisément l'intention de lui donner, et c'est ce que le ministre des affaires étrangères de Madrid, M. Calderon Collantès, faisait observer au général Prim dans la dépêche qu'il lui adressait le 22 mars. Elle signalait une halte fâcheuse, une secrète impuissance de l'expédition. M. Juarez gagnait ainsi du temps, et pendant cet armistice il pouvait organiser sa défense, accroître les difficultés de l'entreprise pour l'Europe en s'efforçant d'exciter le sentiment national, tandis que d'un autre côté cette halte de l'intervention était de nature à décourager ceux des Mexicains qui ne demandaient pas mieux que de se ranger sous le drapeau de la médiation européenne ; elle exaltait M. Juarez et son parti en intimidant non-seulement ses adversaires, mais encore la population neutre et modérée. Enfin dans l'intervalle une complication de plus pouvait surgir. M. Juarez était en négociation avec le ministre des États-Unis, qui offrait en échange de quelques-unes des plus belles provinces mexicaines une somme suffisante pour faire face à la guerre ou pour répondre aux réclamations pécuniaires de l'Europe, et si on laissait s'accomplir cet acte, si ce traité était ratifié à Washington, le nuage pouvait grossir du côté du nord. Je ne parle pas de la saison des contagions, du *vomito*, qui approchait sur le littoral mexicain. C'était là le désavantage de la convention de la Soledad ; mais d'un autre côté, si le temps était favorable à M. Juarez, il n'était pas moins nécessaire aux alliés, qui ne pouvaient plus faire un pas sans attendre des instructions nouvelles de l'Europe. En s'avançant dans l'intérieur sans combat et sans obstacle, ceux-ci pouvaient à leur tour parler au pays, populariser l'intervention, gagner les esprits. Une chose est certaine, c'est qu'au point où l'on se trouvait, le chef de l'expédition française ne pouvait que souscrire à cette convention, qu'il considérait comme un armistice. Que pouvait-il faire ? Il n'avait avec lui qu'une force disponible de moins de deux mille hommes, une garde pour le drapeau en pays ennemi. En dehors d'un acquiescement, il n'avait d'autre alternative que de poursuivre isolément une action indépendante, ce qui eût été la plus dangereuse des témérités, ou de se rembarquer, ce qui ne pouvait lui venir à l'esprit. En fait, on pourrait dire qu'il y avait en ce moment trois politiques au Mexique, la politique de l'Europe, de l'Espagne aussi bien que de la France, voyant de loin et ne comprenant rien à ces temporisations, la politique de sir Charles Wike et du général Prim s'appliquant à restreindre le sens de l'intervention pour en venir à un arrangement pacifique avec le

gouvernement mexicain, la politique enfin de l'amiral français n'abdiquant nullement la pensée de l'alliance, mais espérant obtenir par la paix, par la persuasion, ce qu'il ne pouvait poursuivre par une action plus énergique. Cette attitude, au reste, n'impliquait nullement de la faiblesse et ne voulait pas dire que l'amiral subordonnât ses mouvemens à une autorisation du gouvernement mexicain. Le 25 février, comme la ratification des préliminaires de la Soledad tardait à arriver, il faisait prévenir le général Prim qu'il se mettrait en marche le lendemain matin, ce qui irritait fort au premier instant le comte de Reus. Et l'amiral partait en effet; il rencontra bientôt des forces mexicaines, et un officier parlementaire vint au-devant de lui, l'informant qu'on n'avait rien reçu de Mexico. L'amiral répondit qu'il laissait trois quarts d'heure pour aller consulter le général mexicain, et puis qu'il s'ouvrirait un chemin par la force, si on ne lui cédait le terrain; on n'eut point à se battre.

Un fait d'ailleurs prouvait immédiatement à quel point cette temporisation, qui semblait une énigme en Europe, était une inévitable nécessité. Pour gagner les plateaux du Mexique, où on rencontre Cordova, puis Orizaba, enfin Tehuacan, avant-garde des positions assignées aux alliées, il y a de dix à quinze étapes. Il fallait franchir le défilé du Chiquihuite, au-delà duquel on trouve un climat plus sain et des campagnes plus fertiles; mais d'abord il y avait à traverser un désert immense et désolé, sous un soleil torride. Dans cette première marche de quelques lieues à partir de la Tejeria, les soldats tombaient exténués, et les plus aguerris avouaient qu'ils n'avaient jamais fait une marche plus rude en Afrique; le quart des hommes à peine suivait la colonne jusqu'au premier campement. Ce n'est pas tout : le convoi, formé à grand'peine, restait dispersé sur un espace de plus de trois lieues. Les mules sauvages qu'on s'était procurées brisaient leurs traits et se roulaient dans le sable. Malgré toutes les combinaisons, on ne pouvait être assuré que de deux jours de vivres en arrivant à Orizaba. Voilà où sept semaines de travaux et d'efforts incessans avaient mené l'armée française! Et voilà, ajouterai-je, où en était l'expédition quatre mois après le traité du 31 octobre 1861! Ce n'est que le 13 mars 1862 que la colonne française arrivait à Tehuacan, tandis que les Espagnols gagnaient Orizaba, et que le petit nombre d'Anglais qui restait au Mexique, après un rembarquement récent, s'arrêtait à Cordova. — Dans cette situation nouvelle, l'expédition était dégagée d'un péril d'insalubrité; mais politiquement elle n'avançait pas, elle ne se dessinait pas avec plus de clarté : elle faisait halte entre l'imprévu, qui pouvait surgir de toutes parts, sous toutes les formes, et l'incertitude des résolutions que les premiers actes de l'intervention pouvaient inspirer aux gouvernemens en Europe. La séparation momentanée des plénipo-

tentiaires, dispersés l'un à Tehuacan, les autres à Orizaba, à Cordova ou à la Vera-Cruz, cette séparation, en dissolvant ou suspendant la conférence, voilait les divisions sans les supprimer. La vérité est que ces divisions subsistaient plus que jamais dans les actes comme dans les idées. Que pensait et que voulait le général Prim? Il était difficile de le dire; mais autour de lui, à son camp d'Orizaba, s'était formée une sorte d'atmosphère étrange. L'expédition espagnole avait son historiographe, son attirail d'imprimerie, qu'elle traînait avec elle, son journal, *l'Eco d'Europa*, et ce journal, où rien ne se publiait qui n'eût été autorisé au quartier-général, s'occupait à combattre les idées qu'on supposait être celles de quelque autre puissance ou à exalter le comte de Reus lui-même. « Il y a des personnes dont le nom même est un programme, disait-on; il y a des individualités qui sont le symbole d'une grande entreprise. La personne et le nom du général Prim sont le symbole et le programme de cette expédition... C'est que nous avons là un noble capitaine, que la Grèce et Rome auraient élevé au rang de leurs dieux, un héros qui au moyen âge aurait été le fondateur d'une dynastie de rois... Pour condenser nos remarques, afin de nous bien faire comprendre, nous personnifions la pensée de l'expédition en un seul de ses représentans, le comte de Reus, et il nous est bien permis de le faire sans apparence de vanité nationale, car le plénipotentiaire espagnol, quoiqu'il ait toujours agi de concert avec les plénipotentiaires des deux autres nations, a été l'inspirateur et le conseiller de toutes les mesures qui ont été adoptées. En un mot, c'est l'âme de l'entreprise... Si le général Prim s'était laissé emporter par ses instincts belliqueux, le monde n'y aurait vu rien d'étrange, car ce n'eût été de sa part qu'ajouter un sujet de plus à sa galerie de tableaux, et le monde est accoutumé à cela. Ce qui semble nouveau dans sa vie, c'est l'héroïsme de la patience. La conduite du comte de Reus n'a pas seulement servi à dissiper les doutes du gouvernement mexicain, elle exerce partout une influence magique sur les populations. Au Mexique, ses amis disent de lui qu'il est l'ange exterminateur, l'ange de consolation, le demi-dieu de la guerre, et, pour faire son portrait, Homère l'eût comparé à Mars... » La question ne s'éclaircissait pas dans cette fumée. Encore une fois, que voulait le général Prim?

Ce qui devenait clair bientôt, c'est que cette situation, créée par la convention de la Soledad, en paraissant conduire à une négociation et à la paix, cachait assez d'élémens incohérens pour être toujours à la merci de quelque incident imprévu, pour aboutir à quelque déception nouvelle plus irrémédiable que toutes les autres. Et d'abord c'était le gouvernement même de Mexico, qui, au sein d'un armistice, semblait redoubler d'hostilité et préparer une rupture en

multipliant les griefs dont les puissances avaient à demander la réparation, en infligeant aux armées de l'Europe le spectacle de nouvelles violences. Le gouvernement de M. Juarez frappait d'impôts de guerre les capitaux étrangers aussi bien que nationaux; il décrétait des contributions forcées sur cinq ou six maisons financières des plus importantes de Mexico. Les édits de mort du mois de janvier contre ceux qui communiqueraient avec les armées européennes étaient maintenus et exécutés. Enfin à quelques lieues, presque à la vue des camps alliés, les autorités mexicaines fusillaient impitoyablement un des hommes les plus distingués du pays, le général Robles Pezuela, sur le simple soupçon de connivence ou d'intelligence avec les chefs de l'expédition européenne. N'était-ce pas là, comme je le disais, la continuation des hostilités à l'abri d'un armistice, et les préliminaires de la Soledad n'étaient-ils pas une chimère décevante qui n'avait d'autre effet en réalité que d'immobiliser les armées combinées? D'un autre côté, un incident imprévu surgissait tout à coup : c'était le débarquement d'un personnage mexicain qui a joué un des premiers rôles dans le parti conservateur, le général Almonte, qui arrivait à la Vera-Cruz, se présentant comme investi de la confiance de l'empereur Napoléon et comme missionnaire de l'idée monarchique, comme le promoteur de la candidature de l'archiduc Maximilien d'Autriche au trône du Mexique. Lorsque le général Almonte, qui habitait depuis quelques années l'Europe, où il a représenté longtemps son pays, était parti pour le Mexique avec une mission dont il faisait un peu trop parade, on pensait sans doute, il pensait peut-être lui-même, qu'il trouverait la question au moins à demi résolue, et qu'il pourrait exercer une influence favorable; il arrivait au contraire au milieu d'une situation qui n'avait fait un pas que dans la confusion. Il n'était pas seul d'ailleurs; il était suivi d'autres émigrés : le père Miranda, un prêtre actif et énergique, mêlé à tous les mouvemens réactionnaires; M. Haro y Tamariz, qui a eu son rôle dans les révolutions mexicaines comme un des chefs du parti conservateur. Une fortune compromettante jetait ce flot d'émigrés sur le sol du Mexique dans un mauvais moment. — De ces deux ordres de faits, les vexations exercées par le gouvernement de M. Juarez et l'arrivée des émigrés, il ne pouvait sortir que des occasions nouvelles de conflit, et cette fois le choc ne risquait-il pas d'être décisif en faisant disparaître les préliminaires de la Soledad et la conférence, en achevant de jeter le désordre dans l'intervention européenne et en suspendant tout au moins le traité du 31 octobre?

Je touche ici au plus vif de cet imbroglio, qui commence par une escarmouche diplomatique assez vive, quoique toujours cordiale, entre l'amiral Jurien de La Gravière et le général Prim, pour finir par

la rupture de l'alliance et par le rembarquement de l'armée espagnole, aussi bien que de ce qui restait encore d'Anglais au Mexique. C'est entre le 20 mars et le 9 avril 1862 que se dénoue ce drame étrange de la rupture d'une alliance. Que le système de vexations et de violences obstinément suivi par le gouvernement de M. Juarez eût attiré l'attention des plénipotentiaires, c'est ce dont on ne peut douter, et, chose remarquable, il y eut un moment où le général Prim était le plus ardent aux récriminations, le premier à parler de rouvrir les hostilités. Il était, avec sir Charles Wike, repris d'une humeur belliqueuse qu'il épanchait dans des lettres pleines d'une familière vivacité. Le 20 mars, il écrivait d'Orizaba à l'amiral français, qui ne laissait point d'être surpris :

« Cher amiral, *suceda lo que Dios quiera,* — arrive ce que Dieu veuille! — Vous me conserverez votre amitié comme vous aurez la mienne, et puisque nos engagemens sont les mêmes depuis que nous faisons de la politique ensemble, j'espère en Dieu que nous nous en tirerons honorablement pour la gloire de nos souverains, pour la grandeur de nos pays et pour notre honneur même. Votre idée comme la mienne est de ne pas brûler nos vaisseaux sur un prétexte futile, car cela aurait l'air d'une querelle allemande, et par conséquent serait indigne des hautes puissances que nous représentons et indigne de nous-mêmes; mais en même temps, vous comme moi, nous sommes décidés à brûler nos vaisseaux et à brûler le Mexique même, depuis Vera-Cruz à la Sonora, sans épargner le fameux Chiquihuite, dans le cas où le gouvernement ne ferait pas droit à nos justes réclamations. N'êtes-vous pas de mon avis? Par exemple nous avons sur le tapis la question relative aux vexations que le gouvernement commet contre nos nationaux pour leur faire payer la contribution de 2 1/2 pour 100 sur les capitaux; nous avons encore à leur reprocher un autre attentat, celui d'exiger de six maisons de la capitale, dont trois sont espagnoles, un emprunt forcé de 500,000 piastres. Nous avons aussi à les empêcher d'exécuter la menace de M. Doblado, de fermer la communication commerciale de la Vera-Cruz avec l'intérieur du pays dans le cas où la douane ne leur serait pas rendue. En voilà trop pour des puissances comme nous le sommes ici! En voilà assez pour brûler nos papiers et marcher en soldats! Réunissons-nous ici au plus tôt et agissons. J'ai prié déjà M. de Saligny de venir; venez vous-même, le commodore arrivera aussi. Sir Charles Wike est d'accord avec moi. Réunissons-nous donc, et que cela finisse! »

Le lendemain 21, le comte de Reus renouvelait ses plaintes et reproduisait ses griefs en ajoutant : « Pouvons-nous permettre que, pendant que nous sommes tranquilles dans nos cantonnemens, le gouvernement continue ses vexations contre nos nationaux dans toute la république? » Et l'amiral répondait en élevant la question :

« Je regrette beaucoup les vexations dont vous vous plaignez, mon estimable comte; je les trouve odieuses, et je suis résolu à en tirer réparation; mais ce ne sont pas nos seuls griefs. Ce dont vous vous plaignez n'est que

la continuation de l'ancienne conduite de Juarez, de ses anciens attentats. Vous avez accepté d'ouvrir de nouvelles négociations diplomatiques, et la continuation de ces outrages suffit pour les rompre : soit, je suis disposé à tout. Depuis que nous sommes ici, je vous ai demandé de nous réunir pour imposer à Juarez une amnistie vraie et sincère. Si nous désirons voir la volonté du peuple mexicain légalement manifestée, demandons à Juarez qu'il n'y mette point d'obstacle. Réclamons de lui qu'il retire les édits de mort et qu'il laisse s'exprimer librement l'opinion de ses amis et de ses adversaires, et alors si le peuple mexicain, à l'abri des menaces, libre de cette oppression et de ces perpétuelles sentences de mort, vote la république sous Juarez, soit : il est dans son droit; mais imposons ou au moins demandons à Juarez une amnistie complète. »

On ne pouvait répondre par un plus noble langage. Cependant, lorsque l'amiral français parlait ainsi, un changement soudain s'était opéré dans l'esprit du général Prim, qui écrivait le lendemain même 23 mars : « Dès aujourd'hui, je commence à faire mes préparatifs pour rembarquer mes troupes aussitôt que nous aurons tenu la dernière conférence. » Que s'était-il donc passé? On a semblé attribuer ce changement d'opinion à une entrevue que le comte de Reus avait eue le 22 avec le ministre de la justice et le ministre des finances de M. Juarez. Ce qu'il y a de curieux, c'est que le cabinet de Madrid a publié lui-même une lettre que M. de Saligny, alors chargé de la protection des intérêts espagnols, écrivait de Mexico au général Serrano quatre mois auparavant, le 29 novembre 1861, et où il disait : « On continue à affirmer ici que le général Prim commandera en chef l'expédition espagnole, et on affirme aussi que le nouveau ministre des finances, M. Gonzalès Echeverria, oncle de la comtesse de Reus, n'aura besoin que d'une demi-heure de conversation pour régler la question espagnole. » La vérité est qu'en ce moment, dans l'esprit du général Prim, les vexations du gouvernement de M. Juarez s'éclipsaient devant l'autre question dont je parlais, celle des émigrés. Le général Almonte était arrivé au commencement du mois; il s'était avancé jusqu'à Cordova sous la protection d'un bataillon français, lorsque le gouvernement de Mexico demandait qu'on le lui livrât comme traître, et qu'on cessât de le couvrir de la protection des alliés. Sir Charles Wike et le général Prim communiquaient à l'amiral Jurien de La Gravière cette demande, qu'ils considéraient comme *raisonnable et juste*. On conçoit que l'amiral ne pût penser ainsi; c'était sans son aveu, il le disait lui-même, que les émigrés s'étaient avancés dans l'intérieur, et il eût désiré qu'ils eussent attendu l'amnistie qu'il ne cessait de réclamer; mais dès que le général Almonte était sous la protection du drapeau français, pouvait-il le livrer à ceux qui venaient de fusiller le général Robles, ou à la fièvre jaune en le renvoyant à la Vera-

Cruz? Il y avait une question d'humanité, de droit d'asile, d'inviolabilité du drapeau, et c'eût été réellement une condition trop étrange pour trois puissances telles que la France, l'Angleterre et l'Espagne de se prêter à se faire les exécutrices d'un décret de mise hors la loi.

D'ailleurs était-ce donc là un de ces actes d'intervention dans les affaires intérieures du Mexique qui pouvaient être considérés comme une atteinte au traité du 31 octobre? Par une circonstance singulière, le général Prim se mettait ici en contradiction avec lui-même, avec son propre gouvernement. Quelque temps auparavant en effet, un autre émigré, un ancien président, le général Miramon, avait voulu débarquer au Mexique; il était passé à La Havane au moment où les chefs alliés s'y trouvaient eux-mêmes. Le général Serrano avait demandé au général Prim ce qu'il devait faire, s'il devait donner un passeport à Miramon, et le comte de Reus avait répondu : « Laissez-le venir, laissez-les venir tous. » Avant de toucher à la Vera-Cruz, Miramon avait été enlevé par les Anglais, qui ne voyaient en lui que l'auteur du rapt de 600,000 piastres fait à la légation britannique. Or que disait le général Prim? « J'ai manifesté à sir Charles Wike et au commodore Dunlop, écrivait-il, que notre mission au Mexique n'était pas de prêter appui ou préférence à un parti plutôt qu'à l'autre, et que le fait de refuser à Miramon l'entrée du Mexique nous ferait taxer de partialité. » Le cabinet de Madrid lui-même se plaignait vivement de ce procédé. Ce qui était vrai pour Miramon ne l'était pas moins pour Almonte, et pourquoi les portes du Mexique auraient-elles dû s'ouvrir devant l'un, non devant l'autre? Le représentant de la France ne pouvait donc souscrire à l'étrange loi qu'on prétendait lui faire, et il louait au contraire hautement l'officier qui avait refusé de livrer le général Almonte aux autorités mexicaines. Seulement, dès que le gouvernement de M. Juarez pouvait voir dans cet acte quelque chose qui ne s'accordait pas avec les préliminaires de la Soledad, l'amiral, mû par un sentiment de délicatesse et de loyauté, signifiait qu'il se remettrait en marche le 1er avril, et irait se replacer derrière le défilé du Chiquihuite pour reprendre sa liberté d'action. C'est là ce que le général Prim regardait comme inadmissible sans manquer au traité du 31 octobre, et c'est sous l'impression de cet incident ou sur ce prétexte qu'il annonçait dès le 23 mars le rembarquement prochain de ses troupes. Quelques jours après en effet, le 9 avril, tout était fini; tout se dénouait à Orizaba dans une conférence où une discussion passionnée ne faisait que mettre en lumière l'impossibilité de s'entendre. Le lendemain, la retraite de l'armée espagnole commençait, et le caractère collectif de l'intervention était effacé.

Or il est impossible ici de ne point remarquer ce qu'il y avait de grave dans cette rupture accomplie spontanément, soudainement,

par les représentans de deux des puissances alliées ne laissant plus même à leurs gouvernemens la liberté d'un jugement, du choix d'une politique. Que les Anglais prissent le parti de se retirer matériellement de l'expédition, il n'y avait là rien que d'assez conforme à leur politique, à leurs engagemens. L'Angleterre s'était toujours refusée à un mouvement dans l'intérieur; après la convention de la Soledad, elle avait retiré une partie de ses forces, le reste s'embarquait après la conférence d'Orizaba. Le gouvernement anglais n'avait pas visiblement espéré beaucoup de l'expédition; il ne pouvait s'émouvoir. Pour l'Espagne, la question était bien autrement grave. Cette retraite précipitée était une véritable déception, une sorte d'abdication d'influence. Depuis bien des années, l'Espagne attendait, cherchait cette occasion d'une intervention européenne pour paraître au Mexique; l'occasion venue, elle se hâtait de partir la première, comme emportée par son ardeur, et elle tenait à montrer sur ces rivages une armée nombreuse et brillante. Quatre mois après, où en était-elle? Ses troupes se rembarquaient obscurément sur des navires anglais sans avoir rien fait, sans avoir obtenu une réparation; elle avait perdu deux mille hommes par la maladie ou les désertions, dépensé plusieurs millions, pour en venir là. Que fera-t-elle aujourd'hui? Attendra-t-elle qu'un gouvernement soit constitué au Mexique pour présenter de nouveau la liste de ses réclamations? Ce triste et peu glorieux résultat est évidemment le prix d'une politique toujours flottante, allant de contradictions en contradictions entre ce que veut le cabinet de Madrid et ce que fait son plénipotentiaire au Mexique. — Le gouvernement espagnol veut une action énergique et prompte, et le général Prim incline visiblement à la paix dès le premier moment. Le cabinet de la reine Isabelle ne veut point donner à M. Juarez la force morale d'une reconnaissance, et le comte de Reus reconnaît indirectement le pouvoir de M. Juarez. A Madrid, on accepte l'idée d'une réorganisation du Mexique, même sous la forme monarchique; le plénipotentiaire espagnol crible cette monarchie possible de ses railleries et se fait le garant de l'attachement des Mexicains à la république. M. Calderon Collantès écrit qu'il faut aller à Mexico, qu'aucune puissance ne doit y paraître avant les Espagnols, et au même instant l'embarquement s'accomplit déjà, si bien que dans cette voie le gouvernement espagnol, toujours devancé par les résolutions de son plénipotentiaire, qu'il ne désavoue ni n'approuve, est réduit à écrire cette triste épitaphe de l'expédition espagnole : « L'embarquement des troupes est un fait regrettable et irréparable. » Et c'est ainsi que la France est restée seule au Mexique, ayant à conduire une entreprise où la question d'honneur militaire domine toute considération politique depuis que notre petite armée a été arrêtée dans sa marche sur Mexico.

C'est une phase nouvelle qui commence dans cette étrange affaire.

A regarder de près la suite et les péripéties aussi mobiles que confuses de cette expédition, il y a eu sans doute bien des illusions, et je ne puis contester la justesse de ces paroles du président du conseil de Madrid, le général O'Donnell, prononcées à un moment où il ne croyait à rien d'irréparable : « On a commis bien des fautes; mais au lieu d'en exagérer l'importance, ce qui aurait du danger à une si grande distance, il faut songer à les réparer. » La première de toutes les fautes peut-être, et elle est celle de tout le monde, a été de s'engager dans une telle entreprise sans savoir où on allait, sans un sentiment précis des difficultés réelles et sans une règle commune d'action. Une autre faute qui ne serait plus maintenant que celle de la France, dont la France seule aurait la responsabilité et paierait le prix, serait d'accepter des solidarités qui pourraient l'affaiblir plus que servir son action, d'identifier sa cause avec celle d'une des factions qui se disputent depuis si longtemps le pouvoir dans cette malheureuse république. Au milieu des partis qui s'agitent, la France ne peut avoir qu'un rôle, celui de la médiation, de la conciliation; c'est le rôle défini par les plénipotentiaires français dans la proclamation qu'ils adressaient aux Mexicains dès le lendemain de la rupture d'Orizaba. « Nous ne sommes pas venus ici, disaient-ils, pour prendre une part dans vos dissensions; nous sommes venus pour les faire cesser. Ce que nous voulons, c'est appeler tous les hommes de bien à concourir à la fondation de l'ordre, à la régénération de ce beau pays. Nul homme éclairé ne croira que nous soyons venus dans l'intention de restaurer d'anciens abus et des institutions qui ne sont plus de ce siècle. Nous voulons une justice égale pour tous, et nous voulons que cette justice ne soit point imposée par nos armes. Le peuple mexicain doit être le premier instrument de son salut. » Et si on oppose encore que c'est là une entreprise contre le principe de l'indépendance des peuples, je ferai remarquer qu'en ce moment la France est justement en guerre au Mexique avec un pouvoir qui a songé tout d'abord à vendre une portion de son territoire aux États-Unis, pour soutenir la lutte contre une puissance qui veut au contraire sauver son intégrité. La France n'a point de passions de parti à soutenir, pas plus qu'elle n'a de conquête à faire au Mexique, et dans cette double condition cette entreprise, où une fatalité nous a entraînés, qui a ses côtés ingrats, qui irrite plus qu'elle ne séduit, est encore une œuvre où la pacification d'un pays peut jusqu'à un certain point compenser des sacrifices trop dangereux pour qu'ils puissent être souvent renouvelés, et pour qu'ils ne servent pas d'enseignement.

CH. DE MAZADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 juillet 1862.

L'esprit humain, l'opinion publique, pour employer un mot plus modeste, sont ainsi faits que c'est pour eux un besoin, un soulagement, une satisfaction, de voir se dérouler les faits politiques sous l'influence d'idées simples et générales. On croit voir clair dans les événemens quand on y peut lire la réalisation partielle et successive d'un principe qui vit, marche et se développe. L'histoire politique contemporaine semble alors avoir une âme. Cette union de l'idée au fait rend la politique plus intelligible à l'opinion; l'opinion prend aux faits dont elle a le sens un plus sympathique intérêt. C'est le moindre avantage encore de ces situations où il est permis d'entrevoir l'idée sous la matière grossièrement ébauchée des événemens. Le spectacle des choses politiques parle alors aux meilleures parties de l'humanité; il émeut les plus nobles facultés et les sentimens les plus généreux de l'homme; il nous élève au-dessus de nous-mêmes. En revanche, quand le flambeau, tombant aux mains de coureurs qui ne sont plus de taille à l'agiter sur nos têtes, s'obscurcit et s'éteint, la politique s'abaisse, se corrompt, et n'offre plus à l'opinion que le jeu embrouillé, malsain, démoralisant, de petites combinaisons d'intérêts, de mesquines roueries et d'intrigues décousues.

Contraste singulier! notre temps est rempli de ces drames où les plus grands intérêts moraux sont aux prises : nous assistons aux plus gigantesques batailles d'idées qui se puissent livrer au sein de l'humanité; mais la lutte est entrecoupée d'inconcevables défaillances, et s'engourdit par momens en de bizarres marasmes. Voyez par exemple les affaires d'Italie et les affaires d'Amérique. En Italie, sur la fin du pouvoir temporel de la papauté, c'est la question de la liberté religieuse dans sa portée la plus vaste, c'est la réforme politique du catholicisme qui se débat. En Amérique, c'est l'inhumaine institution de l'esclavage qui va se dissoudre dans une affreuse

guerre civile. A en juger cependant par ce qui se passe aujourd'hui en Italie et aux États-Unis, n'est-on pas frappé de la disproportion qui existe entre les questions et les hommes, et ne semble-t-il pas que les faits vont au rebours des idées? Est-il rien de moins intelligible que l'attitude du gouvernement italien et les récentes excentricités de Garibaldi? Comment expliquer les tâtonnemens de l'Union américaine, venant, malgré l'incontestable supériorité de sa puissance, échouer aux portes de Richmond?

L'état de l'Italie mérite d'être pris en sérieuse considération par les amis clairvoyans de la révolution italienne et par ceux qui, pour les avoir comprises, se sont attachés aux destinées de cette révolution. Quant à nous, nous ne dissimulerons pas la sollicitude avec laquelle nous suivons l'Italie dans la phase difficile qu'elle traverse. Certes nous ne songeons point à nous exagérer les difficultés en présence desquelles se trouve l'Italie; nous avons la ferme conviction que les Italiens sortiront victorieux de ces embarras. Nous croyons toutefois qu'il nous importe, ainsi qu'à eux, de bien voir le côté périlleux des affaires italiennes, afin de prévenir à temps les déviations qui pourraient compromettre le succès de la révolution.

C'est au moment où la cause italienne obtenait dans la politique extérieure deux avantages corrects, les reconnaissances de la Russie et de la Prusse, que se sont trahies les difficultés intérieures du nouveau royaume. Loin de nous la pensée de déprécier l'importance des actes diplomatiques par lesquels la Russie et la Prusse ont été amenées à reconnaître le royaume d'Italie! Convenons pourtant que la révolution italienne a un objet plus élevé que d'obtenir les suffrages de deux cours, de deux chancelleries plus ou moins formalistes, plus ou moins pédantes. C'est aux sympathies des peuples bien plus qu'aux condescendances des cabinets que la cause italienne s'adresse et demande un des principaux élémens de sa force. La révolution italienne a ce privilége, qu'a eu aussi la révolution française, d'être cosmopolite, et d'engager dans sa destinée une portion des destinées du monde. C'est dans la question romaine que la révolution italienne trouve cette vertu et cette force du cosmopolitisme, car l'Italie, en revendiquant et en obtenant sa capitale, n'achèvera pas seulement son organisation comme état indépendant; elle résoudra un problème d'un intérêt universel, elle changera chez toutes les nations catholiques les bases sur lesquelles reposent les relations de l'église avec l'état, elle introduira définitivement dans le monde l'entière séparation du spirituel et du temporel, et avec cette séparation la nécessité absolue dans tous les pays catholiques de la liberté religieuse et des libertés politiques, qui sont l'indispensable garantie de la liberté religieuse. Rome n'est donc pas seulement l'objet supérieur et final de la révolution italienne: en revendiquant Rome avec une infatigable énergie, en achevant la conquête de sa capitale nécessaire, l'Italie paiera sa dette de reconnaissance à cette portion vivante du monde qui l'a soutenue dans ses efforts de toute la puissance morale de ses sympathies. Que

l'Italie réussisse, au nom du droit populaire, à enlever la puissance temporelle au pouvoir spirituel, nous tenons par exemple qu'elle aura fait assez pour s'acquitter entièrement envers le libéralisme français.

M. de Cavour, avec la virile hardiesse et la sûre sagacité de sa raison, avait embrassé de cette façon et dans toute son étendue l'immense portée de la question romaine. Il savait bien qu'en inscrivant ce nom magique de Rome sur le drapeau de l'Italie, il attachait indissolublement à la cause italienne toutes les forces de la civilisation moderne, qui aspirent à séparer le domaine religieux du domaine politique et à fonder simultanément dans le monde, par la nécessité de leurs nouveaux rapports, la liberté religieuse et la liberté politique. A notre avis, la plus sérieuse des difficultés qui apparaissent dans la situation actuelle de l'Italie, est la conséquence d'une sorte d'obscurcissement qui s'est fait dans la pensée que M. de Cavour a léguée à son pays. Le présent ministère ne parle plus de Rome avec la hauteur de langage et la persévérance éloquente qu'employait M. de Cavour. A vrai dire, il n'en parle pas du tout, car les honnêtes espérances exprimées par le général Durando à la fin de son discours sur la politique extérieure de l'Italie, — discours intéressant d'ailleurs et attachant par un sincère accent de bonhomie, — sont surtout l'aveu d'une patience résignée, et n'ont pas le caractère décidé d'une réclamation légitime et fière. Il semble, et l'on comprend qu'ici nous ne pouvons parler que d'après les apparences, que l'on laisse dormir à Turin la question romaine. Or quelle est la conséquence de ce sommeil au moins apparent? C'est une certaine hésitation dans le mouvement de l'Italie. On entend par exemple discuter cette idée : ne vaudrait-il pas mieux placer Venise avant Rome dans l'ordre des répétitions italiennes? Doute puéril et déplacé. La question de Venise ne peut être résolue que par la guerre concourant avec certaines combinaisons diplomatiques. C'est donc une question de force et d'opportunité. Assurément, dès que les Italiens croiront pouvoir résoudre à leur avantage cette question de force ou d'opportunité, ils devront être prêts à le faire, qu'ils aient ou non pris possession de Rome; mais il n'y a pas d'analogie entre la question de Venise et la question romaine. Pour l'une, il faut livrer bataille; pour l'autre, il faut plaider avec l'énergie incessante d'une conviction morale; l'une dépend de l'occasion, l'autre est liée au droit, et la puissance qui en ajourne la solution, la France, est désarmée contre ce droit par les principes de sa révolution. Rien de plus oiseux par conséquent que d'engager une discussion sur la priorité qu'il conviendrait de donner à Venise ou à Rome. Malheureusement le silence trop circonspect du ministère actuel de Turin a des conséquences plus graves. Par ce silence, il semble abandonner la direction morale du mouvement italien: c'est le parti de l'action qui a l'air de s'en emparer. Tandis qu'à Turin le ministère se renferme dans une réserve qui a l'intention d'être prudente et habile, Garibaldi est en Sicile, au foyer même de sa popularité. Le héros passionné de l'indé-

pendance italienne y prononce des discours, y prépare des entreprises, — habiles? l'avenir le dira, — mais dont le mérite, on peut le dire dès à présent, n'est point à coup sûr la prudence.

Pour nous, étrangers, c'est à distance qu'il nous est donné d'observer l'Italie. Or, vue de loin, nous sommes contraints de l'avouer sans vouloir être sévères pour personne, la confusion que produisent l'attitude du gouvernement italien et l'attitude de Garibaldi est pour les amis de l'Italie un pénible spectacle. Nous savons qu'il y a des Italiens imperturbables dans l'optimisme et poussant la finesse jusqu'à une quintessence effrayante, qui ne sont point embarrassés pour si peu, et qui trouvent le moyen de concilier les sorties de Garibaldi contre la France et l'empereur avec la déférence du ministère italien pour l'alliance française. Que Garibaldi se lance sur les États-Romains, tout le monde, suivant ces raffinés, y trouvera son compte. Les troupes françaises feront face à Garibaldi; mais une émeute éclatera à Rome. Les Français laisseront la troupe pontificale se démêler avec la population insurgée. On devine le reste. Tandis que les Français repousseront Garibaldi, les Romains se déferont de leur gouvernement, et la France, satisfaite de sa victoire sur les volontaires, s'inclinera à Rome et battra en retraite devant le fait accompli. Nous ne voulons pas troubler les ingénieux flegmatiques qui arrangent ainsi l'avenir à leur fantaisie, et à qui au surplus le passé n'interdit point absolument de se repaître de telles illusions. La politique honnête et sérieuse ne peut pas tenir compte de semblables machinations, surtout lorsqu'elles ne sont que des rêves. En dépit de cette explication un peu machiavélique, la situation que fait à Garibaldi la stagnation de la question romaine n'en demeure pas moins, et pour l'Italie et pour l'Europe, une périlleuse énigme.

Nous avons en France une école de conservateurs sommaires qui croit posséder contre des difficultés de cette sorte un remède souverain : c'est la répression par la force. Les plus modérés disent qu'il faudrait en ce moment à l'Italie un homme qui organisât la résistance des forces conservatrices contre les forces dissolvantes, un Casimir Perier; les plus violens disent qu'il faudrait à l'Italie un coup d'état. De tels jugemens appliqués à l'Italie sont absurdes. Si nous allions jusqu'à admettre que les coups d'état puissent être quelquefois nécessaires, nous pensons que l'on reconnaîtra du moins que ces extrémités ne sont jamais glorieuses pour un peuple. Les coups d'état sont pour les nations des aveux d'impuissance; ils signifient que l'on demande l'ordre à la force, parce qu'on désespère de l'obtenir de la liberté et de la raison publique. Grâce à Dieu, l'Italie nouvelle n'en est point là; l'Italie a eu le bonheur de devoir son indépendance à la liberté, au statut, aux institutions parlementaires du gouvernement subalpin. C'est sa nationalité même qu'elle frapperait au cœur, si elle avait la lâcheté impie de sacrifier la liberté. Il n'y a pas plus de place en Italie à un système de résistance suivant les idées françaises qu'à un coup d'état. Une des prin-

cipales raisons pratiques de l'inutilité d'une telle résistance, c'est que l'élément conservateur est incontestablement dominant en Italie, et qu'en persévérant dans les voies libérales il n'a nullement à craindre les turbulences d'une petite minorité. D'ailleurs sur quoi résister? Ce que les exaltés demandent avec une passion tumultueuse, — Rome et Venise, — les hommes de gouvernement, les politiques pratiques, n'ont pas eux-mêmes d'autre pensée que de l'atteindre, il est évident que sans Rome il leur est impossible d'organiser le nouveau royaume et d'y établir cet ordre auquel tant d'esprits obtus parmi nous consentiraient à sacrifier la liberté. Les conservateurs en Italie n'ont donc à faire par les moyens les plus raisonnables, les mieux concertés, les plus pratiques, que ce que les exaltés veulent faire par bonds et par élan populaire. On ne peut être conservateur en Italie qu'à la façon de M. de Cavour. Les journaux italiens viennent de publier une lettre adressée par la nièce de l'illustre ministre, Mme la comtesse Alfieri, à M. W. de La Rive, de Genève, qui prépare un récit de la vie de M. de Cavour. Cette lettre touchante raconte les derniers momens du grand homme d'état. Peu d'heures avant sa mort, après avoir reçu la visite du roi, à qui il avait parlé des affaires de Naples, le mourant continua à entretenir avec abondance du même sujet les assistans éplorés. Il prévoyait les difficultés que présenteraient les provinces méridionales; il disait le bien qu'il y voulait faire, et il s'écriait dans un élan où le scrupule de l'ami de la liberté était relevé encore par l'orgueil de l'homme d'état, par la fierté de l'artiste qui ne veut devoir le succès qu'à son intelligence et à son talent, non à l'oppression de l'esprit et du talent des autres : « Pas d'état de siége, pas de ces moyens de gouvernement absolu! Tout le monde sait gouverner avec l'état de siége; moi, je les gouvernerai avec la liberté, et je montrerai ce que peuvent faire de ces belles régions dix ans de liberté... Non, jamais d'état de siége! je vous le recommande. »

Bien loin de provoquer les Italiens à des luttes intestines et d'exciter les conservateurs contre Garibaldi et le parti de l'action, il faut bien comprendre la position de Garibaldi à côté des hommes de gouvernement qui ont travaillé à l'émancipation de l'Italie et s'efforcer de prévenir en les déplorant les déviations qui pourraient changer une émulation patriotique en une hostilité déclarée. Ici encore nous citerons M. de Cavour. Certes personne n'avait eu plus que lui à souffrir des violences de Garibaldi; ses amis sont allés jusqu'à attribuer sa mort à l'émotion que lui inspira la scène parlementaire où l'homme qui venait de donner à l'Italie le royaume des Deux-Siciles vint dénoncer « la froide et malfaisante main du ministère. » Eh bien! le collaborateur le plus intime du ministre, M. Artom, dans l'intéressante notice qu'il a placée en tête de l'*Œuvre parlementaire de M. de Cavour*, déclare que, même après cette lutte, M. de Cavour ne se repentait pas d'avoir lui-même préparé un si grand rôle au soldat populaire de la cause italienne. Bien plus, à son lit de mort, il disait à la comtesse Alfieri :

« Garibaldi est un honnête homme, un brave. Je ne lui veux aucun mal. Il veut aller à Rome et à Venise, et moi aussi. Personne n'est plus impatient que nous d'y arriver. » Aucun vrai patriote italien et hors de l'Italie aucun de ceux qui prennent un loyal intérêt à cette cause ne peuvent souhaiter la perte de Garibaldi, l'humiliation ou la destruction de ce vigoureux instrument de la révolution italienne. Sans doute Garibaldi est un auxiliaire ou un initiateur souvent incommode; mais en temps de révolution et dans un régime libre les concours les plus utiles sont par momens très embarrassans. Il vaut mieux en tirer parti malgré les désagrémens qu'ils causent que de les user et de les détruire. Or le meilleur moyen d'en tirer parti, et jusqu'à un certain point de les contenir, c'est de marcher ouvertement, par les grands chemins, comme disait M. de Cavour, au but où l'on aspire ensemble; c'est de faire flotter au moins avec éclat le drapeau commun, et non de le mettre dans sa poche. Telle a été en général la position prise par les ministères italiens depuis 1859 à l'égard de Garibaldi. Dans un discours prononcé le mois dernier, un des collègues les plus actifs de M. de Cavour et du baron Ricasoli, M. Peruzzi, définissait avec justesse cette position. Sous MM. de Cavour et Ricasoli, il y avait entre le ministère et le général Garibaldi une alliance latente. Des deux côtés, on avait le même objet, le seul que l'on puisse déclarer aujourd'hui, Rome; le ministère le poursuivait par les moyens moraux qui étaient à sa disposition, surtout par un appel incessant à l'opinion. Lorsque M. Rattazzi est arrivé au pouvoir, l'alliance entre le gouvernement et le général des volontaires a pris un caractère plus marqué de publicité. Le jour où le cabinet fut formé, le général qui était à Turin rendit visite aux nouveaux ministres. Plusieurs de ses amis les plus connus furent nommés à des postes politiques ou militaires importans. Un de ses compagnons d'armes les plus actifs, le général Bixio, a un ascendant notoire sur le ministère, dont il est le puissant défenseur. Avant Sarnico, le cabinet s'était montré disposé à affecter une somme considérable à un emploi indiqué par le parti de l'action. Quand on récapitule ces diverses circonstances, on ne sait comment expliquer la rupture qui s'est accomplie entre le gouvernement et Garibaldi. Cette rupture n'est-elle qu'apparente? Nous avouons que, s'il y avait là une feinte, elle dépasserait notre intelligence. Nous prenons donc, si le mot de rupture paraît trop fort, la séparation comme réelle. A nos yeux, le cabinet circonspect qui à Turin préconise l'alliance française et se place sous son puissant patronage ne peut pas être secrètement d'accord avec le général qui, à Palerme et à Marsala, vitupère le gouvernement français et prêche de nouvelles vêpres siciliennes. Nous nous demandons alors quelle a pu être la cause de ce divorce? Ne serait-ce pas que le ministère aurait cru à tort que les impatiences du parti d'action pourraient être apaisées par des négociations avec les personnes, en mettant à l'écart pour quelque temps le programme qui passionne l'opinion italienne, et par l'exécution duquel cependant la passion nationale peut uniquement être contenue et conduite? En émettant cette

conjecture, ce doute, nous n'avons pas la pensée d'incriminer et d'affaiblir M. Rattazzi. Nous sommes sûrs au contraire que M. Rattazzi a cru suivre la politique la plus favorable aux intérêts de son pays. Il a dû croire que moins il parlerait de Rome et plus il s'en rapprocherait. Il a dû penser que le gouvernement impérial lui saurait gré des ménagemens qu'il avait pour nos propres embarras à Rome. Il a dû espérer qu'une telle conduite obtiendrait de la France une récompense prochaine. Nous ne blâmons pas M. Rattazzi d'avoir fait ainsi, à ses propres dépens, gagner du temps à la politique française. Sa conduite sera suffisamment justifiée par le succès. C'est vers notre propre gouvernement que nous nous tournons. De plus longues temporisations à l'égard de la question romaine ne feraient qu'user irréparablement en Italie un ministère qui a montré le prix qu'il attache à notre alliance. Ce n'est pas tout : elles condamneraient l'Italie à un état de désorganisation dont la conduite de Garibaldi est déjà un symptôme assez manifeste, et qui pourrait se compliquer des plus tristes accidens. Il ne faut pas trop croire aux folies dont Garibaldi nous menace, il ne faut pas non plus les trop mépriser. S'il réalisait son coup de tête contre les États-Romains, nous le battrions assurément, nous le punirions sans doute de son audace; mais l'effet moral de sa démonstration nous enchaînerait à Rome, et en prolongeant indéfiniment notre occupation, nous deviendrions pour l'Italie une cause permanente de désordre et de faiblesse.

En effet, malgré l'unanimité apparente qui le soutient dans le parlement, malgré la confiance du roi et la faveur de la France, il est visible que le ministère Rattazzi ne possédera point les conditions véritables de la force et de la durée, s'il ne peut bientôt relever son prestige par quelque avantage signalé obtenu dans la question romaine. Nous l'avons déjà montré, ce ministère renonce à un grand levier de popularité en s'abstenant, par égard pour le gouvernement français, de parler à l'imagination italienne de ce qui l'émeut et la passionne, et de parler à l'opinion publique de l'Europe de ce qui l'intéresse surtout dans les affaires d'Italie. M. Rattazzi a sans doute dans son administration des collaborateurs distingués, pleins de zèle et d'activité. En première ligne, il faut citer le ministre du commerce, M. le marquis Pepoli, le ministre des finances, M. Sella, et notre savant ami M. Matteucci, ministre de l'instruction publique. Il est impossible d'avoir plus d'aimable bonne volonté et plus d'ardeur au travail que M. Pepoli. Nous le signalerons volontiers comme un modèle à nos propres administrateurs, qui depuis deux sessions surtout se font remarquer par une si curieuse indolence. Les projets de loi utiles se sont multipliés sous la féconde élaboration de M. Pepoli : unification des monnaies, loi sur les courtiers et les agens de change, canaux d'irrigation, crédit foncier, le jeune ministre du commerce a rapidement mis la main à toutes les branches de son département. Bien que nous ayons pris la liberté de présenter, à propos de certaines dispositions de son projet de crédit foncier, quelques critiques dont il paraît d'ailleurs que le gouvernement italien a compris la justesse, nous devons reconnaître que

les projets de M. Pepoli annoncent de sérieuses études et sont inspirés par un esprit libéral. Le ministre des finances, M. Sella, dans un département où ne semblaient pas l'appeler ses occupations antérieures, a fait preuve de netteté d'esprit et d'intelligence. Quant à M. Matteucci, il a obtenu un succès qui passe pour rare dans le parlement italien : il est parvenu, après cinq jours de discussion, à faire voter une loi relative à l'instruction supérieure qui, bien qu'elle ne touche qu'aux émolumens des professeurs et aux inscriptions payées par les étudians, ouvre la voie à une organisation plus systématique des universités italiennes. Tout en rendant justice aux efforts des collaborateurs de M. Rattazzi, nous sommes forcés de reconnaître qu'ils ne suffisent point à donner au ministère l'ascendant parlementaire d'une administration vigoureuse.

Bloqué du côté de la question romaine, c'est-à-dire du côté de la politique générale italienne, il semble que le cabinet Rattazzi ait cherché une diversion dans ce que nous appelons en France les lois d'affaires. La pensée était louable. Il y a en matière de finances et d'intérêts matériels beaucoup à faire en Italie. C'est dans les finances que l'œuvre de l'unification laisse le plus à désirer, et c'est par les finances qu'il faut surtout chercher à consolider l'unité politique de l'Italie. Les finances italiennes vivent de ressources qu'on peut dire précaires, qui sont loin d'être en rapport avec la véritable richesse de la péninsule. L'on ne s'est pas occupé encore d'appliquer à tout le royaume un système uniforme d'impôts. Les contributions varient suivant les provinces; le régime de l'égalité des taxes n'existe donc pas encore. En un mot, l'Italie n'a point jusqu'ici organisé son revenu public. On n'a pas pris cette année la question de si haut; on n'a présenté que des lois partielles au lieu d'une conception systématique. Ce retard nous paraît regrettable. Les lois d'affaires paraissent arides, elles semblent ne toucher qu'à des intérêts subalternes; elles n'occupent pas l'opinion publique lorsqu'elles sont présentées fragmentairement et sans lien, lorsqu'elles n'ont pas l'air d'appartenir à une conception d'ensemble. Elles deviennent séduisantes au contraire dans les pays libres, elles y attirent et exercent les intelligences les plus distinguées, elles éclairent et intéressent utilement l'opinion, lorsqu'elles se classent dans un système général. Il y a un art de faire valoir et de mettre pour ainsi dire en scène les lois d'affaires. Cet art est possédé surtout par les ministres des finances d'Angleterre, et la façon dont il a été appliqué depuis Pitt jusqu'à M. Gladstone a beaucoup contribué aux progrès économiques de l'Angleterre, et a en quelque sorte appris l'économie politique au peuple anglais. S'il eût été déjà possible en Italie de trouver dans les affaires une diversion à la politique, c'est à la manière anglaise que l'on eût dû procéder. On ne l'a pas fait, et ici ce n'est pas un blâme, mais un regret que nous exprimons. Une conséquence de cet état de choses, c'est que les affaires n'ont pas donné à la session du parlement italien le brillant que la politique lui refusait, et que les débats sont demeurés ternes. Une autre conséquence, c'est que les projets ministériels,

n'émanant pas d'une pensée fermement arrêtée et mûrie, ont quelquefois porté les traces de la précipitation, et sont restés incomplets : ils ont dû être remaniés par les commissions. Comme les bureaux nomment ordinairement pour commissaires les députés les plus capables, et que les députés les plus capables à Turin ne sont pas généralement ministériels, le cabinet a perdu quelque chose de son autorité dans ses conflits avec les commissions. Nous ne citerons qu'un exemple de l'imperfection de l'élaboration ministérielle, et nous le prendrons dans les finances. Le gouvernement a pris une résolution heureuse, croyons-nous, en décidant l'aliénation des biens domaniaux et de ceux de la caisse ecclésiastique. La vente de ces propriétés associera par les intérêts une classe nombreuse de propriétaires au nouvel ordre de choses, et en même temps doit fournir au trésor une ressource considérable. Ces biens, d'après le ministre des finances, produisent un revenu net de 26 millions. D'après un tel revenu, en tenant compte de l'administration imparfaite par laquelle ils sont régis, il n'y a pas d'exagération à attribuer à ces biens une valeur d'au moins un milliard en capital. Il y a là pour le crédit italien une réserve puissante, qu'il faut se garder d'avilir et de compromettre par des ventes précipitées. Que le gouvernement italien ait laissé voir cette réserve dans son budget comme une ressource pour l'avenir, rien de mieux; mais il paraît étrange que l'on ait fait figurer une partie notable de cette ressource comme un moyen de trésorerie dans l'exercice courant, celui même de 1862, qui est déjà si avancé, et que l'on ait eu la pensée de lier à une opération qui doit être conduite avec une prudente lenteur la création immédiate d'une institution de crédit foncier, laquelle serait ainsi devenue, elle aussi, dès cette année, un autre moyen de trésorerie. On comprend encore plus difficilement cette hâte inconsidérée lorsqu'on étudie de près la situation du trésor. Le déficit annoncé par le ministre est en grande partie apparent. Le royaume d'Italie a un système de comptabilité imparfait, et qui a l'inconvénient de manquer de clarté. Toutes les dépenses votées sont loin d'être faites dans le courant de l'exercice; celles qui n'ont point été effectuées figurent sous le titre de *residui passivi,* reliquats passifs. De même les ressources prévues ne sont pas toutes réalisées, et ce qu'il reste à recouvrer s'appelle *residui attivi*, reliquats actifs. Il va sans dire que les reliquats passifs s'élèvent toujours, depuis quelques années, à des sommes bien plus considérables que les reliquats actifs; mais il ressort de cet usage des reliquats passifs et actifs que les déficit pour le trésor sont plus apparens que réels en fin d'exercice. En 1861 par exemple, les reliquats passifs ont dépassé les reliquats actifs de plus de 280 millions. Cependant les rentrées effectives du trésor avaient dépassé de 143 millions les sommes payées par lui; le trésor, en fin d'exercice, avait un encaisse de 143 millions contre une circulation de bons qui ne dépassait pas 37 millions. On doit s'attendre pour l'année courante à un résultat analogue; une partie considérable du déficit prévu par M. Sella entrera dans la catégorie des reliquats passifs; le ministre n'aura probablement pas à faire usage de

la totalité de la seconde émission de 100 millions de bons du trésor qu'il a sollicitée. A bien voir les choses, au lieu de prendre l'attitude d'un besoigneux pressé de faire argent de ce qu'il peut vendre, le gouvernement italien peut attendre, sans péril et au contraire avec grand profit pour son crédit, la session du mois de novembre, afin de donner aux discussions des lois relatives aux biens domaniaux et au crédit foncier le développement ample et réfléchi que réclament des débats de cette importance.

Il faut déplorer les derniers événemens des États-Unis : ils ne retardent pas seulement le triomphe d'une juste cause, ils jettent dans une lutte déjà si terrible de nouveaux et plus graves fermens d'irritation. Tous ceux qui en Europe encouragent le sud à une résistance désespérée vont directement contre les intérêts qu'ils ont à cœur : ils éloignent le moment où pourront se rétablir les prospères relations commerciales des États-Unis avec l'Europe ; ils se condamnent à la longue privation du coton américain et au pénible chômage du travail. De même tout avantage partiel obtenu par le sud prépare contre lui d'infaillibles et redoutables représailles. De ce que nous jugeons ainsi cette querelle, il ne s'ensuit pas que nous approuvions dans toutes ses parties la politique des États-Unis. Le gouvernement de Washington a commis sans doute bien des fautes. Ses erreurs dans la conduite des affaires militaires n'ont été que trop manifestées par le changement de position que le général Mac-Clellan a été obligé d'opérer avec tant de pertes devant l'armée de Richmond. Il était clair qu'en attaquant les confédérés sur tous les points de la circonférence où régnait l'insurrection, et en les refoulant, on les conduisait à une concentration de forces sur le point le plus important, Richmond. La plus simple prévoyance commandait de prodiguer les renforts au général qui aurait à supporter tout le poids des forces confédérées. Des rivalités, des jalousies se sont mises en travers des inspirations de la prudence; mais même au milieu de ces fautes la cause du nord nous paraît digne de l'intérêt des libéraux du monde. Qu'on le remarque en effet, ces fautes sont l'accompagnement inévitable de l'état de liberté que les Américains du Nord maintiennent parmi eux, même pendant la guerre. C'est volontairement qu'ils subissent les inconvéniens de la liberté, tandis que leurs adversaires ont sur eux la supériorité que donnent le pouvoir dictatorial, le pouvoir révolutionnaire, le gouvernement par la terreur et par les supplices. Au surplus, l'échec de l'armée du Potomac ne décourage pas le gouvernement de Washington. Le général Pope lui promet la prompte reddition de Wiksburg. Le cabinet de M. Lincoln croit que dans un mois les armées fédérales entreront à Richmond; il combine froidement et résolûment ses préparatifs militaires et maritimes contre toutes les éventualités de l'avenir.

Chez nous, les questions de liberté ne s'agitent encore que sourdement; mais, quelle que soit la scène où elles se présentent, c'est notre devoir de les signaler. Dans l'étroite enceinte scientifique où se dresse la chaire d'hébreu, c'est la cause de la liberté qui se présente avec M. Renan, traversé

dans l'exercice de son professorat par une interdiction administrative. Il est heureux, qu'on nous permette de le dire, que si la liberté devait être atteinte, ce soit dans la personne de M. Renan qu'elle ait eu à souffrir : en passant par un tel organe, elle peut au moins faire entendre des plaintes dignes d'elle. Tout le monde voudra lire les *explications* adressées par M. Renan à ses collègues du Collége de France. Il était impossible d'établir avec plus d'élévation et d'autorité dans le langage les droits de l'enseignement libre. Ici revient la nécessité de la séparation du spirituel et du temporel. Seulement c'est contre les empiètemens de l'état s'arrogeant la défense d'une doctrine religieuse qu'il faut protester. Nous le ferons avec les propres paroles de M. Renan : « L'état n'a pas de doctrine particulière, tel est l'axiome fondamental auquel on revient toujours quand on veut fonder dans les matières intellectuelles le droit des individus, c'est-à-dire la liberté. »

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Tableau de l'Empire romain depuis la fondation de Rome jusqu'à la fin du gouvernement impérial en Occident, par M. Amédée Thierry. — Didier, 1862.

Fidèle aux traditions de son illustre frère, M. Amédée Thierry interroge les vaincus. Vaincus d'hier, ils seront sans aucun doute les vainqueurs demain, si leur combat a fait partie de la lutte générale de l'humanité. Or comment en douter pour les peuples qui sont finalement entrés dans la grande unité romaine? Les historiens anciens les ont fort dédaignés et se sont contentés de raconter le perpétuel triomphe de l'ancienne république aristocratique dont les débris subsistaient encore sous l'empire. En étudiant l'action de Rome sur ces peuples, M. Amédée Thierry a bientôt aperçu dans les vicissitudes de sa vieille constitution l'effet d'une réaction qu'ils exerçaient à leur tour, et il a pressenti là une nouvelle lumière sur la formation de nos sociétés modernes.

On connaît la curieuse légende rapportée dans Plutarque : Romulus, ayant ouvert un asile, fit creuser un fossé dans lequel chacun de ses nouveaux compagnons jeta une poignée de terre apportée du pays d'où il était venu. De même, au xᵉ siècle de notre ère, les émigrans scandinaves qui, fuyant la centralisation monarchique et la civilisation chrétienne, allaient fonder en Islande une république pendant quatre cents ans florissante, emportaient sur leur navire un peu de terre norvégienne ou danoise pour édifier leurs nouveaux autels sur le sol sacré de la mère-patrie. Peut-être s'agit-il, dans le récit de Plutarque, d'une fête religieuse se rattachant au mythe du *mundus* étrusque, qui communiquait par les entrailles de la terre avec le monde souterrain des mânes. Quoi qu'il en soit, on a interprété cette légende (Plutarque lui-même, ce semble) dans le sens d'une allégorie historique que les destinées ultérieures de Rome devaient pleinement justifier. Rome était

destinée à devenir l'asile universel et à comprendre le monde, comme le *mundus* réunissait toutes les immigrations diverses. Dès l'origine de cette histoire, un naïf emblème donnait une forte idée de cette puissance d'assimilation et de cette soif d'unité au service desquelles Rome allait déployer une force si intense. — De quelle manière son action devait-elle se développer? De la manière la plus libérale, en se faisant toute à tous, c'est-à-dire en distribuant tout d'abord autour d'elle par une répartition inégale, mais constante, les démembremens du précieux droit de cité. L'aristocratie romaine croyait diviser par là et dominer en divisant; mais il arriva que, les Latins prétendant au droit de cité, les Italiens au droit latin, la guerre sociale abattit toute barrière devant les uns et les autres; fort contraire à l'esprit exclusif de la cité grecque, qui avait péri pour n'avoir pas voulu s'étendre, le génie héroïque et vraiment libéral de Rome allait se livrer sans réserve, au risque de se disperser dans une diffusion infinie. L'aristocratie s'était vainement opposée à ce mouvement énergique d'assimilation qui, en provoquant une réaction inévitable, avait accéléré à l'intérieur le progrès vers l'égalité. Ce dernier progrès, la démocratie romaine l'avait voulu dès les premiers temps avec passion; elle le réalisa autant que cela était possible dans un état de civilisation qui reposait sur le paganisme et sur l'esclavage, et ce fut son triomphe. Comment la liberté politique s'accommoda de ce triomphe, le passage de la république à l'empire suffit pour le montrer.

C'est un des mérites de M. Amédée Thierry d'avoir compris et montré par ses travaux quelle place importante doit occuper l'étude du droit dans l'interprétation de l'histoire. M. Amédée Thierry n'a eu qu'à se rappeler et à résumer les curieuses études insérées par lui jadis dans nos recueils de législation et de jurisprudence pour nous donner aujourd'hui de la révolution impériale un commentaire qui, reproduisant ces études publiées il y a vingt ans, échappe dans notre temps à des interprétations combattues par sa véritable date. Il y a fort bien montré comment, la cité ayant dû s'ouvrir aux populations diverses de l'Italie et des provinces, ces nouveau-venus ont accéléré par une pression nouvelle un mouvement déjà très rapide à l'intérieur vers l'égalité. Puis, prenant les textes rédigés plus tard par les grands jurisconsultes romains, textes qui contiennent dans son expression la plus rigoureuse la formule légale de l'empire, il commente cette formule, expression rigoureuse elle-même des faits qui se sont accomplis, et nous fait voir clairement la démocratie enivrée, sacrifiant, pour obtenir l'extrême égalité, tous ses pouvoirs et tous ses droits, les rejetant loin d'elle tous l'un après l'autre et les accumulant sur une seule personne, l'empereur chargé de réaliser et de maintenir une formidable unité. Un jour, pendant un de ses voyages sur mer, Auguste se vit abordé par un navire d'Alexandrie. Équipage et passagers demandèrent à être admis devant lui et s'y présentèrent, comme devant un dieu, vêtus de robes blanches et couronnés de fleurs, au milieu de la fumée de l'encens et des parfums : « O césar! lui disaient-ils, c'est par toi que nous vivons, par toi que nous naviguons, par toi que nous jouissons de notre liberté et de nos biens! » Auguste, par une réponse muette dont ils comprirent vivement le sens, leur fit distribuer à tous la toge romaine et fit prendre à son équipage romain le pallium grec; il voulut aussi que d'un navire à l'autre on échan-

geât les idiomes, que les Romains parlassent la langue des Grecs, et les Alexandrins le latin. Ainsi grandissait la majesté de l'empire, aux acclamations de tant de peuples qui demandaient à Rome de les admettre au partage de sa civilisation supérieure, dût sa propre liberté y périr. « Ainsi le voulait, dit M. Amédée Thierry, le progrès du monde; l'ambition de César l'avait mieux compris que la vertu des derniers Romains. »

Assisté par le christianisme, l'empire a du moins, il faut le reconnaître, fondé la liberté civile, que le monde ne connaissait pas avant lui. L'histoire de l'empire nous touche donc plus intimement encore, à vrai dire, que celle de la république. Au point de vue un peu étroit de la morale éloquente et didactique, point de vue qui a préoccupé la plupart des historiens du XVIIe et du XVIIIe siècle, alors qu'on représentait Sésostris arrêtant par pure modération l'élan de sa conquête, les vertus de la république romaine, racontées par Tite-Live et Plutarque, avaient assurément leur prix; mais nous avons eu depuis les vertus chrétiennes, qui ont, elles aussi, créé des héros. Au point de vue de la vérité historique et de la philosophie morale, qui intéresse pardessus tout nos modernes écrivains, le développement politique dont la constitution républicaine a été l'objet n'a produit en définitive ses résultats que pendant la période impériale, sans la connaissance de laquelle il resterait, peu s'en faut, lettre morte. L'empire a été, comme dit Plutarque, « l'ancre du monde prêt à flotter. » Bien plus, sa grande unité a été le creuset dans lequel s'est faite, dit avec raison M. Amédée Thierry, la refonte des nations; c'est là en effet qu'a eu lieu la transformation des peuples en nations modernes, et M. Thierry a consacré bien justement la meilleure partie de son livre à observer de près, comme le chimiste habile, cette intime opération qui a fixé à l'avance les destinées de l'Europe moderne.

En exposant les principaux traits de l'histoire impériale, M. Thierry avait deux mouvemens distincts à suivre : d'une part celui qui amenait les peuples dans le cercle d'action de l'empire, d'autre part celui par lequel cette action s'exerçait. L'étude de la première question a entraîné le savant auteur dans des recherches entièrement nouvelles. Personne encore n'avait osé interroger patiemment cette masse confuse de peuples qui se presse dès le Ier siècle sur toutes les frontières impériales, qui s'agite, se divise, se groupe de cent façons diverses, et qui peu à peu réclame sa place dans le monde civilisé et chrétien. A travers cette obscurité, M. Thierry distingue deux révolutions principales qui compromirent gravement l'œuvre d'assimilation à laquelle travaillait l'empire. « Une première fois, dit-il, sous l'influence religieuse de l'odinisme, les nations scandinaves, rejetées vers l'est et le midi, forcent la civilisation à recommencer son œuvre. Une seconde fois ce sont les hordes nomades de l'Asie qui viennent avec les nations finnoises écraser les races européennes, en partie civilisées, et les précipitent sur l'empire romain. Il y a dès lors une lutte, à l'intérieur même de cet empire, entre Rome et des peuples façonnés par elle, mais qui ne sont encore qu'à demi Romains. Dans cette lutte domestique, la forme politique périt, l'unité du gouvernement est brisée, et de l'organisation des peuples barbares jetés sur le territoire romain sortent les nations modernes. » Sur ces migrations gothiques et finnoises, on a bien peu de lumières, et c'est une raison pour accueillir avec intérêt les conjectures et

les systèmes, quand ils s'appuient sur l'étude et la réflexion. L'ouvrage de M. Amédée Thierry mériterait, pour cette partie et pour les autres, une étude critique étendue. Sans dépasser les limites d'un simple exposé tel que nous entendons le donner ici, nous pouvons dire qu'il a décrit avec une certitude fondée sur les meilleurs textes l'habile travail par lequel l'empire romain, cédant à un instinct ou plutôt à une mission providentielle, a su gagner ces peuples et les retenir par des attaches communes. Or l'histoire de ce travail grandiose n'est autre que celle de l'administration municipale et du gouvernement civil. Rome, en distribuant autour d'elle différens droits politiques, a fondé la future indépendance, a créé, pour ainsi parler, la personnalité des peuples destinés à figurer sur la scène moderne, en même temps qu'elle les rattachait à elle-même par une même sorte de liens; les pouvoirs municipaux ont été les germes de ces individualités nouvelles, filles de Rome; ils ont été les nœuds qui ont retenu les nations modernes fixées au sol pendant les premières et terribles tempêtes du moyen âge, les premières enveloppes enfin des institutions politiques modernes. Et quant à l'administration publique et au gouvernement purement civil, c'est de la Rome impériale aussi que la société européenne a reçu les plus directs enseignemens. L'auteur du *Tableau de l'Empire* a consacré un chapitre ingénieux aux transformations par lesquelles le droit local de la Rome primitive est devenu une formule générale applicable à toutes les sociétés. Il a montré comment, le droit primitif de l'ancienne aristocratie romaine devenant insuffisant en présence des nécessités qui découlaient de la conquête, on se vit amené à comparer les législations les plus considérables des nations conquises; en les comparant, on reconnut certains traités analogues ou identiques dans ces législations diverses, et l'on tira peu à peu de ces règles communes un droit commun qui fut le droit des gens, *jus gentium;* puis on s'élança vers des spéculations abstraites, l'élément importé de la philosophie grecque venant développer la faculté de l'abstraction, dont l'usage avait été jusque-là peu familier à l'esprit romain; on s'éleva ainsi jusqu'au droit naturel, et c'est le résultat de tout ce travail intellectuel et moral qui se traduit dans les écrits des jurisconsultes romains en axiomes dignes du beau nom de *raison écrite*. L'empire fut la période pendant laquelle ces règles furent rédigées en même temps qu'appliquées.

Nous en avons assez dit peut-être pour faire comprendre dès à présent quel est le caractère particulier du volume que M. Amédée Thierry vient de publier. L'histoire classique y est considérée d'un point de vue nouveau; l'auteur y a observé et suivi surtout les institutions issues de la démocratie romaine, et il est bien vrai que ces institutions, étudiées dans leurs origines, dans leur formation, dans leurs applications premières, présentent une idée exacte de la vie politique et morale que Rome a su faire naître et communiquer ensuite au reste du monde.

A. GEFFROY.

Essai sur la Situation russe, par M. N. Ogaref; Londres, chez Trubner, 1862.

Depuis qu'une certaine lumière commence à se faire en Russie et que la situation de cet immense empire devient l'objet d'une attention croissante

mêlée d'étonnement, tout ce qui touche à un pays si longtemps mystérieux prend un intérêt singulier. On se préoccupe de tous les incidens qui se succèdent dans l'intérieur de l'empire des tsars, et qui arrivent en Europe si souvent défigurés. On s'est ému récemment de ces incendies sinistres qui se sont développés tout à coup dans des proportions redoutables à Saint-Pétersbourg comme sur d'autres points, et qui semblent moins un fait accidentel échappant aux prévoyances ordinaires que le signe d'une situation. A travers ces flammes allumées par des mains qui restent cachées, on entrevoit le travail des partis, la tension dangereuse des passions, l'inquiétude du présent et de l'avenir. Tout annonce que le cabinet de Saint-Pétersbourg lui-même se sent en présence d'une fermentation sourde qui peut avoir ses dangers, et qui se révèle au moins tout d'abord d'une façon assez sinistre. Or, à part ces incendies, qui semblent heureusement cesser pour l'instant, comment s'est formée cette situation? quels en sont les élémens et les caractères? quelles passions, quels intérêts s'agitent dans cette demi-obscurité de la vie russe? Voilà ce que chacun recherche, et les Russes eux-mêmes, on le comprend, ne sont point les derniers à scruter leur propre histoire, à sonder le mystère d'une crise si profonde et si complexe, à rendre témoignage dans les affaires de leur pays. C'est un témoignage de ce genre que rend M. Ogaref dans son *Essai sur la situation russe,* un petit livre qui vient de paraître à Londres, et où sont débattus presque tous les problèmes agités à cette heure dans l'empire des tsars, réforme du servage, réforme financière, organisation communale, église, bureaucratie, hiérarchie sociale.

L'auteur est un de ces émigrés russes campés avec M. Hertzen à Londres. C'était autrefois un poète distingué. Les événemens l'ont jeté dans la politique, et il contribue aujourd'hui à la rédaction de *la Cloche,* de ce journal étrange qui se publie en Angleterre et qui est souvent mieux au courant des affaires de la Russie qu'on ne l'est à Saint-Pétersbourg même. M. Ogaref est évidemment un publiciste de l'école révolutionnaire. Il incline à certaines idées socialistes, ou plutôt on pourrait dire que ce sont les phénomènes qu'il décrit qui ont un caractère socialiste et qui communiquent à son langage la teinte de l'école. Au fond, en laissant de côté ce socialisme d'idées et une certaine phraséologie, ce qui est curieux dans cet *Essai,* c'est l'analyse pénétrante et instructive de tous les élémens de la situation politique et économique de la Russie que l'auteur décompose avec une verve substantielle, pour en arriver à cette conclusion, que de toutes les utopies la plus grande et la plus dangereuse aujourd'hui serait la prétention de ne rien faire, de maintenir ce qui existe. On peut ne point partager toutes les idées de M. Ogaref dans les développemens auxquels il se livre; mais son *Essai* n'en est pas moins un tableau curieux, animé et instructif, où les chiffres mêmes ont leur couleur et leur éloquence. CH. DE MAZADE.

V DE MARS.

HISTOIRE

DE SIBYLLE

PREMIÈRE PARTIE.

I. — LES FÉRIAS.

Une belle journée du mois d'août était près de finir. La petite et massive église de Férias, qui couronne le sommet arrondi d'une falaise, sur la côte orientale de la presqu'île normande, agitait ses deux cloches au timbre grêle sur un rhythme d'allégresse. Une multitude endimanchée venait de se répandre hors de l'église, et bourdonnait dans le cimetière : elle accueillit d'un murmure satisfait l'apparition d'une nourrice normande en grand appareil qui se présenta presque aussitôt sur le seuil du porche, berçant à l'ombre des grandes ailes de sa coiffe un enfant richement enveloppé dans ses langes de baptême. La foule s'ouvrit devant cette importante personne, qui daignait toutefois suspendre de temps à autre sa marche triomphale pour soulever, au bénéfice des commères attendries, les voiles de l'enfant. La nourrice était suivie par deux domestiques en livrée noire, chargés de lourdes sacoches, qui attiraient exclusivement l'attention de la partie la moins sentimentale du public. Tout à coup le curé, encore revêtu de l'étole, sortit de l'église avec une mine affairée, et adressa quelques mots aux domestiques, qui s'éloignèrent à la hâte, entraînant la foule sur leurs pas. Peu d'instans après, le curé, homme robuste, déjà mûr, et dont le visage respirait une honnête bonhomie, se trouvait seul dans l'enceinte du petit ci-

metière, et on entendait au loin, se mêlant à la confuse rumeur des flots sur la grève, les cris des enfans qui se disputaient, sur le revers de la lande, les largesses accoutumées. En même temps l'église cessa de faire résonner son carillon de fête, et sa simple architecture reprit dans la solitude ce caractère de rigidité et de mélancolie que l'Océan semble refléter sur tout ce qui l'approche. Derrière les grands bois qui voilent l'horizon du côté de la terre, et qui suivent à perte de vue parallèlement au rivage les ondulations des collines, le soleil descendait dans sa gloire, perçant de mille flèches d'or les masses épaisses du feuillage : ses obliques rayons glissaient encore sur le sommet de la falaise, et faisaient miroiter les vitraux de l'église; mais ils n'arrivaient déjà plus jusqu'à la mer, dont l'azur s'assombrissait brusquement.

En cet instant, la porte de l'église s'ouvrit : un vieux monsieur et une vieille dame, tous deux d'une taille élevée et un peu frêle, avec un grand air de distinction et de douce dignité, descendirent lentement les degrés du porche : ils s'avancèrent vers deux plaques de marbre blanc accouplées sur deux tombes voisines, et s'agenouillèrent côte à côte. Le curé s'agenouilla à quelques pas derrière eux.

Après quelques minutes, le vieux monsieur se releva : il toucha l'épaule de la vieille dame, qui priait la tête dans ses mains. — Allons, Louise! dit-il doucement. — Elle se leva aussitôt, le regarda, et ses yeux pleins de larmes lui sourirent. Il l'attira à lui, et posa ses lèvres émues sur le front pâle et pur qu'elle lui tendait. Le curé s'approcha. — Monsieur le marquis, dit-il avec une sorte de timidité, celui qui avait donné a repris : que son nom soit béni, n'est-ce pas?

Le vieillard soupira, attacha un moment son regard sur la mer, puis sur le ciel, et se découvrant : — Oui, monsieur, dit-il, qu'il soit béni! — Il prit alors le bras de la vieille dame et sortit avec elle du cimetière.

Une demi-heure plus tard, comme la nuit achevait de tomber, une voiture, roulant sans bruit sur la terre humide d'une sombre avenue, ramenait au château de Férias tout ce qui restait alors de l'antique famille de ce nom, les deux aïeux que nous avons vus penchés sur deux tombes, et l'orpheline aux yeux bleus qui venait de recevoir au baptême les noms de Sibylle-Anne, traditionnels depuis des siècles dans sa maison.

Il y avait à cette époque un peu plus d'un an que le marquis et la marquise de Férias avaient perdu successivement, à quelques jours d'intervalle, leur belle-fille Julie de Vergnes, créature angélique, qui n'avait vécu parmi eux que le temps de se faire adorer et d'être pleurée, et leur fils unique, Christian, comte de Férias, jeune homme grave, doux et tendre, qu'une convulsion de douleur avait foudroyé. Il n'est pas rare, en ce temps de sensibilités maladives et

de molles croyances, que de tels coups fassent de ceux qu'ils frappent des désespérés. Le marquis et la marquise de Férias avaient échappé à ce désastre moral : c'étaient cependant deux cœurs naturellement délicats jusqu'à la faiblesse, et qui sentirent leur déchirement dans toute sa rigueur incomparable; mais ils se soutinrent par la foi, par l'appui d'une affection mutuelle que les années n'avaient fait qu'épurer, enfin par le sentiment du devoir qu'il leur restait à remplir auprès de ce berceau sorti d'une tombe.

II. — LES BEAUMESNIL.

Une voisine de campagne, qui se nommait Mme de Beaumesnil, avait trouvé dans la catastrophe qui écrasa la maison de Férias une heureuse occasion d'exercer les talens qu'elle aimait à se reconnaître pour le rôle de consolatrice. On sait l'histoire de ce chirurgien qui estropiait les passans par le soupirail de sa cave, afin d'avoir des pratiques. Il y a des femmes de ce caractère, il y en a même beaucoup. Mme de Beaumesnil, superbe échantillon de l'espèce, éprouvait un tel besoin de répandre les trésors de charité déposés dans son sein par la nature, qu'on devait lui savoir un certain gré d'attendre, sans les provoquer, les malheurs de son prochain. Pour une personne animée d'un dévouement si actif, des couches laborieuses et deux morts presque subites se succédant sous le toit d'un ami dans une période de quinze jours avaient été une triple fête et un opulent banquet. Aux premières douleurs de la jeune comtesse, on avait donc vu accourir au château de Férias cette discrète matrone, les poches pleines d'élixirs. Nageant en plein dans son élément, elle n'avait cessé pendant cette fatale quinzaine de conseiller, de consoler, de crier et de s'agiter comme une mouette pendant la tempête, le tout pour être inutile et même importune. De tels transports de la part d'une étrangère contrastaient avec le calme des deux vieillards sur qui tombait tout le poids de ces terribles épreuves, et qui, se dérobant autant que possible au spectacle, cachaient leurs larmes avec la pudeur des âmes élevées. Cette attitude avait profondément choqué Mme de Beaumesnil. Quelques jours après, vers la fin d'un de ces repas énormes et succulens qui sont particuliers à la province, elle s'en expliquait devant ses convives dans le bas langage qui lui était habituel, et que nous demandons la permission de reproduire. — Décidément, disait-elle, ça n'a pas de cœur, ces Férias... Je m'en étais toujours doutée,... maintenant j'en suis sûre... Ça n'a que de l'orgueil! En vérité, si je n'avais pas été là, je crois que tout se serait passé un peu à la sèche, comme on dit... Et, ma foi, si ce n'était que pour les remercîmens que j'en ai rapportés, j'aurais aussi bien fait d'épargner mes mouchoirs et mes pauvres

yeux;... mais on a un cœur ou on n'en a pas... D'ailleurs ce que j'en fais, c'est pour le bon Dieu, qui voit tout et qui lit dans les âmes : n'est-ce pas, l'abbé? Buvez donc, mon cher abbé... Allons, vous boirez, curé!... un petit verre de ma bonne petite liqueur de ménage?... Vous ne pouvez pas me refuser ça!... Dame! vous n'êtes pas ici au château de Férias, mon pauvre curé!... Nous n'avons pas des caves de Cocagne comme eux; mais ce que nous offrons, nous l'offrons de bon cœur... C'est quelque chose. Allons, encore un verre! Bah! il est versé, vous le prendrez... Il faut vous refaire, l'abbé... Je vous ai vu joliment émotionné aux deux cérémonies... Vous pleuriez sur l'autel comme une rosée... A propos d'autel, votre nappe avance grand train, elle serait même déjà finie sans tout ce dérangement... Mais il faut se soutenir, voyez-vous... La vie n'est qu'une vallée de larmes, vous savez... D'ailleurs je me demande pourquoi nous nous montrerions plus désolés que les Férias, qui vraiment m'ont étonnée... Ce n'est pas l'embarras du reste, la Providence sait ce qu'elle fait... Cette pauvre Julie avait certainement des qualités, mais c'était une petite mijaurée parisienne qui aurait bien pu un jour ou l'autre donner du fil à retordre à ses beaux parens, surtout avec un mari comme Christian, qui n'était pas capable de mater une femme malgré ses grands airs... C'était un bon garçon, je ne dis pas, mais fier comme un paon, un vrai Férias de la semelle jusqu'aux cheveux,... et c'est bien le cas de dire avec le saint Évangile, curé, que ceux qui s'élèvent seront abaissés. — Sur quoi Mme de Beaumesnil essuya modestement ses lèvres minces ombragées d'un duvet presque viril, sur lequel la bonne petite liqueur de ménage avait déposé un vernis onctueux.

Malgré l'esprit profondément misérable dont ce bavardage a pu donner l'idée, Mme de Beaumesnil, qui était manifestement ne sotte, n'était point une bête. Une sorte de finesse vulgaire qui se loge à merveille dans les cerveaux les plus étroits, et qui peut être doublée d'ignobles sentimens, s'unissait chez elle à une volonté tenace et en faisait ce qu'on nomme une bonne tête, douée de capacité pour les affaires. Fille d'un mince hobereau de campagne chargé d'enfans, elle paraissait destinée, comme elle l'eût dit elle-même, à coiffer sainte Catherine, patronne des vierges martyres, quand une amie avisée désigna une proie à son désespoir; c'était un honnête gentilhomme d'un canton voisin, nommé M. de Beaumesnil, riche et d'une ancienne famille, mais d'une simplicité d'esprit qui touchait à l'idiotisme. Elle se dit qu'elle épouserait cet imbécile, et à sa gloire elle l'épousa. M. de Beaumesnil, qui était loin de s'entendre en affaires comme sa femme, n'en fit pourtant pas une mauvaise en donnant son nom à Mlle Desrozais, car elle s'empara énergiquement de la direction d'une fortune embarrassée qu'elle remit sur un bon pied et

qu'elle sut y maintenir. M. de Beaumesnil put désormais en toute sécurité s'abandonner à la douce somnolence qui occupait le plus souvent les intervalles de ses repas; le reste du temps, cet esprit mystérieux paraissait envisager la vie comme la chose la plus plaisante du monde, riant de tout et de rien. Il était du reste muet comme un poisson, si ce n'est quand il avait rêvé, car sa manie était de conter ses rêves. Quelquefois il lui arrivait de rêver qu'il était taureau; cette vision le charmait, on ne sait pourquoi, et il en régalait volontiers ses convives.

M. et Mme de Beaumesnil n'eurent point d'enfans, et il faut avouer que cette circonstance n'avait rien de particulièrement désespérant pour l'humanité; mais elle fut des plus heureuses pour la parenté de Mme de Beaumesnil : un de ses frères, Théodore Desrozais, qui se faisait appeler le chevalier pour se donner des airs de noblesse, ne tarda pas à fixer ses pénates dans le manoir de Beaumesnil. C'était un homme déjà mûr, avec un grand nez et de petits yeux, fécond en bons mots épicés qui faisaient rougir agréablement les dames au dessert. Pendant la semaine, il était tour à tour la terreur et l'idole des servantes du voisinage, et il chantait au lutrin le dimanche. Vint ensuite une cousine, Constance Desrozais, vieille fille grasse, souriante et servile, que Mme de Beaumesnil utilisa sans mesure dans les travaux de l'intérieur; puis enfin une nièce, Clotilde Desrozais, dont le père venait d'être tué en Afrique, belle enfant brune, emportée, capricieuse, follement gâtée, et qui s'annonçait terriblement.

— Voyez-vous, curé, disait encore Mme de Beaumesnil à son pasteur, confident assez ordinaire de ses pensées, mais de qui elle n'obtenait le plus souvent, pour rendre justice à ce brave homme, qu'une approbation molle et contrainte, — voyez-vous, il n'y a que les enfans gâtés qui tournent bien; j'ai toujours remarqué cela. A quoi bon contrarier ces chers petits êtres? Ils ont assez le temps d'être contrariés dans la vie, pauvres amours! D'ailleurs c'est manquer de confiance dans le bon Dieu qui veille sur eux... Je sais que ce n'est pas l'idée des Férias, et ils ne se gênent pas pour me l'insinuer à propos de Clotilde, comme si la chère enfant devait nous reprocher un jour de l'avoir gâtée, quand au contraire elle a pour M. de Beaumesnil et pour moi un amour et un respect qu'on peut difficilement imaginer... N'est-ce pas, ma Clotilde adorée? — Mlle Clotilde, qui avait alors de sept à huit ans, et qui écoutait ce discours les bras croisés, assise en équilibre sur le plus haut barreau d'une chaise, allongea pour toute réponse sa langue rose entre ses dents acérées. — Charmante espiègle! reprit sans se déconcerter Mme de Beaumesnil; quelle franchise de nature! Quant aux Férias, nous verrons ce qu'ils feront de leur Sibylle avec toutes leurs simagrées d'éducation... Ce n'est déjà pas de si bon augure, ce nom de païenne qu'ils lui ont donné! En-

core l'orgueil qui leur a soufflé cela... Retenez bien ce que je vais vous dire, curé : ils en feront une pimbêche à prétentions, comme sa pauvre mère !

On s'étonnera qu'une femme du caractère de Mme de Beaumesnil, escortée d'une famille assortie, pût être admise dans l'intimité d'une maison comme celle de Férias, où régnaient un goût naturel, une élégance de race et une noblesse d'habitudes composant un milieu parfaitement distingué; mais un des principaux inconvéniens de la province et de la vie de campagne, c'est qu'on y subit ses relations plus qu'on ne les choisit. D'ailleurs Mme de Beaumesnil, qui, malgré ses dédains, attachait un prix infini à vivre dans la familiarité des plus grands seigneurs du pays, avait assez de sens pour imposer aux siens et pour observer elle-même, en présence des châtelains de Férias, une réserve particulière de langage. En outre elle s'épuisait vis-à-vis d'eux en prévenances obséquieuses par lesquelles ces excellentes gens se sentaient enchaînés. La tolérance naturelle à d'honnêtes esprits et la fatale nécessité d'un second au billard et d'un quatrième au whist, jeux auxquels se plaisait le vieux marquis et où triomphait le chevalier Théodore, achevaient d'expliquer la liaison choquante d'élémens si contraires.

III. — SIBYLLE.

Le comte et la comtesse de Vergnes, aïeuls maternels de Sibylle, qui demeuraient à Paris et y tenaient un grand état de maison, ne firent aucune difficulté de souscrire à la convention qui leur fut proposée par les Férias à la suite de l'événement qui plongeait dans le deuil leurs deux familles. Sibylle dut être élevée à la campagne pour venir habiter l'hôtel de Vergnes quand arriverait le moment de polir son éducation, de la présenter dans le monde et de songer à son mariage. La comtesse de Vergnes en particulier, femme très mondaine, encore jeune et qui croyait l'être un peu plus qu'elle ne l'était, accepta avec empressement une combinaison qui ajournait son rôle de grand'mère et en éloignait les apparences sensibles.

Nous sommes forcé d'avouer que les premières années de Sibylle-Anne de Férias n'offrirent rien de très remarquable. L'enfant était jolie : elle avait de grands yeux d'azur, habituellement doux et sérieux, mais qui prenaient une teinte plus foncée quand elle se livrait à ces bruyantes et mystérieuses colères qui s'apaisent dans les vagues incantations des nourrices. Sibylle, pour dire la vérité, était assez prodigue de ces transports, qui ne sont pas le charme principal de son âge. Un soir d'été, comme on venait de la poser dans son berceau, en face d'une fenêtre qu'on laissait ouverte à cause de l'extrême chaleur de la journée, elle fut prise d'un accès de fureur si

véhément et si prolongé que le marquis et la marquise accoururent en même temps dans sa chambre. La nourrice avait épuisé toutes ses ressources sédatives, et déclarait n'y rien comprendre; la marquise chanta, le marquis gronda : l'enfant criait toujours et se pâmait.

— C'est réellement à n'y pas tenir! dit le marquis. Il faut qu'il y ait une épingle dans ses langes; voyez, nourrice!

— Non, mon ami, dit la marquise, ce n'est pas cela; elle veut quelque chose.

— Mais que veut-elle, ma chère? Tâchez de le découvrir, je vous en supplie, car, je le répète, on n'y tient pas!

— Mon ami, reprit la marquise, qui avait étudié avec la supériorité de son instinct maternel la direction des regards et des bras de l'enfant exaspérée, je sais ce qu'elle veut : elle veut une étoile.

— Dieu me pardonne, je crois que vous avez raison... Oui, cela est clair;... elle veut une étoile!

— Alors, dit la nourrice, il faut allumer un papier, monsieur le marquis, et le lui mettre dans la main.

— Non, non, dit le marquis, je n'entends point cela. Outre qu'il ne faut jamais mentir aux enfans, je ne céderai pas à ce caprice. Nourrice, ajouta-t-il d'un ton sévère, fermez la fenêtre.

Ce coup d'état fait et la fenêtre close, Sibylle-Anne, après un moment de réflexion, prit le parti de s'endormir, et rêva probablement qu'elle tenait son étoile dans son petit poing fermé.

Quand Sibylle put joindre la parole au geste, il n'y eut plus moyen de douter que cette jeune personne n'eût reçu de quelque méchante fée oubliée à sa naissance le don fatal de concevoir les fantaisies les moins raisonnables, et d'en exiger la satisfaction avec une ardeur impérieuse qui, devant l'obstacle, s'irritait jusqu'à la frénésie. Cette disposition vicieuse, malignement observée par la bonne Mme de Beaumesnil, lui faisait le plus grand plaisir; elle désespérait en revanche la marquise de Férias. — Convenez, mon ami, disait-elle en soupirant à son mari, qu'il y a du démon dans cet ange.

— Non, ma chère, répondait le vieux marquis, c'est de quoi je ne conviendrai pas. Il est certain que cette enfant voudra passionnément ce qu'elle voudra; mais tant mieux, si elle veut le bien. Je vous vois souvent, ma chère, admirer les ongles rosés et transparens de cette petite fille; je vous prierai de remarquer que, si vous n'en preniez soin, ils se tourneraient bientôt en griffes hideuses. Il en est de même des facultés qui nous sont départies par le ciel : ce sont des armes à deux tranchans, également propres au bien et au mal. Plus ces facultés sont déterminées et puissantes, plus le don est riche : le tout est de les régler et de les diriger convenablement; ce sera le devoir de Sibylle vis-à-vis d'elle-même le jour où elle sera entrée en possession de sa liberté morale; jusque-là, c'est

le nôtre. J'ai toujours considéré les parens, et tous ceux à qui échoit la tâche sacrée d'élever des enfans, comme responsables pour moitié des destinées qu'ils préparent. Je me fais cette idée de la justice de Dieu, qu'elle daigne remonter jusqu'à la source de nos fautes, les rechercher dans leurs premiers germes, et démêler avec une délicatesse d'équité suprême la part de tous dans la vie de chacun. Cette solidarité, dont nous rendrons compte, est un lourd fardeau sans doute; mais d'autre part, ma chère, il est doux de penser que notre influence sur l'avenir et sur le bonheur de nos enfans ne s'arrête pas à cette vie, et qu'elle se prolonge dans l'éternité. — Quant à Sibylle, sans briser en elle l'instrument précieux de la volonté, qui est une faculté d'élite et une arme sans égale en ce combat de la vie, j'userai de tout mon courage pour le ployer dans le sens du vrai, du raisonnable et du possible, bien que j'eusse préféré que cette lutte pénible eût été épargnée à ma vieillesse, car j'avoue mon faible extrême pour cette enfant, et je serais désespéré qu'elle prît son grand-père, — son unique père, — pour un homme dur et insensible. Dieu sait pourtant que je ne le suis pas!

— Dieu et moi! dit la marquise en levant vers son mari son clair regard empreint d'une tendresse infinie.

L'entretien de ces deux dignes vieillards fut interrompu soudain par des cris aigus qui venaient des jardins, et qui appelèrent immédiatement M. de Férias à la pratique de ses théories. Il se rendit sur-le-champ, le cœur oppressé, à son cruel devoir, et il aperçut sa petite-fille soutenant des pieds et des mains un combat acharné contre sa fidèle nourrice, laquelle avait été promue depuis deux ou trois ans aux fonctions de gouvernante. Cette scène déplorable se passait au bord d'un étang sur lequel trois ou quatre cygnes superbes promenaient sans bruit leur gracieuse majesté. A l'approche de son grand-père, Sibylle cessa de crier, et l'attendit, l'œil enflammé, les lèvres serrées, dans une attitude résolue.

— Qu'y a-t-il donc, s'il vous plaît? dit M. de Férias.

— Je veux monter sur le cygne! dit brièvement Sibylle.

— Comment, monter sur le cygne! reprit le marquis. Quelle est cette plaisanterie?

La nourrice expliqua alors que mademoiselle, après avoir distribué du pain aux cygnes avec beaucoup de gentillesse, avait tout à coup exprimé le désir énergique de monter à cheval sur un de ces oiseaux, et de faire en cet équipage le tour de l'étang. — N'est-ce pas, monsieur le marquis, qu'elle se noierait?

— Cela n'est pas douteux, dit le marquis, et elle mériterait qu'on lui en laissât faire l'expérience.

— Le cygne ne se noie pas! dit Sibylle.

— Le cygne a reçu de Dieu le don de nager, et vous ne l'avez pas.

— Je veux monter sur le cygne! reprit Sibylle frémissante.

— Vous allez monter à votre chambre, dit le marquis, puisque vous n'entendez pas la raison. Emmenez-la, nourrice.

Sibylle se débattant avec un redoublement de cris, M. de Férias la saisit par le corsage, l'enleva de terre, et, marchant à grands pas vers le château, alla la déposer dans une salle basse où il l'enferma; puis il revint vers la marquise, et, se laissant tomber tout tremblant dans un fauteuil : — Ce qui me console, ma chère, dit-il, c'est que je souffre plus qu'elle.

Il y a des lecteurs qui n'ont pas d'enfans, et nous ne devons pas l'oublier. Nous nous garderons donc de suivre pas à pas le marquis de Férias dans l'application douloureuse et méritoire de son système d'éducation. Il nous suffira de dire qu'après un assez bon nombre d'exécutions analogues à celle que nous venons de raconter, Sibylle comprit à merveille que la nature des choses et la raison supérieure de son grand-père pouvaient et devaient, en beaucoup de cas, arrêter le torrent de sa volonté, en attendant qu'elle connût les lois morales qui devaient en contenir le cours et en diriger le penchant. Un jour arriva où il suffisait que M. de Férias lui dît en souriant : — Sibylle, vous voulez monter sur le cygne! — pour faire tomber aussitôt l'orage d'un caprice déraisonnable. Bref, elle ne garda de ses instincts impérieux que la fermeté persévérante et passionnée dans les aspirations permises.

Mme de Beaumesnil, témoin jaloux de ces heureux résultats, changea de langage; au lieu de plaindre les parens de Sibylle, ce fut Sibylle qu'elle plaignit. — Il faut vraiment, disait-elle, que ce vieux Férias n'ait pas plus d'âme que mon soulier pour battre cette pauvre petite, une enfant sans mère!... car, bien qu'il ne l'ait jamais frappée devant moi (il ne l'oserait pas,... il connaît mon cœur;... il sait que je lui sauterais aux yeux, tout Férias qu'il est!), on voit que cette enfant a l'habitude d'être battue. Elle tremble devant eux, elle les déteste, et franchement ils ne l'ont pas volé : ce sera leur punition en attendant que le bon Dieu ait son tour.

Mme de Beaumesnil se trompait. Grâce à la bonté même de ce Dieu qu'elle invoquait si souvent, comme toutes les plates dévotes de son espèce, et qu'elle connaissait si mal, une mère peut châtier bravement sa fille coupable, sans courir l'horrible risque d'en être haïe. Il y a dans le cœur d'un petit enfant le même sentiment de profonde justice que dans l'âme d'une grande nation. Les enfans aiment leurs parens comme les peuples leurs souverains, — quand ils les respectent. Sibylle, loin de détester M. et Mme de Férias, qui d'ailleurs, hors des intervalles de sévérité nécessaire, lui faisaient entre leurs deux cœurs le plus doux nid du monde, avait pour eux une affection réfléchie qui n'était point de son âge. Elle les adorait,

elle les admirait. Son esprit fin, sérieux, un peu enthousiaste, était frappé à un degré extraordinaire du caractère en même temps élevé et candide qui présidait aux relations familières des deux vieillards, de leur exquise intimité, de la dignité tranquille, de la discipline un peu patriarcale qui distinguaient et honoraient la maison de ses pères. Les contrastes ne manquaient pas d'ailleurs pour éclairer son jugement. On l'envoyait quelquefois passer la journée au Manoir, chez Mme de Beaumesnil, qui déclarait avoir pour cette enfant les sentimens d'une mère, et qui les lui témoignait de reste en la bourrant de complimens ridicules et d'indigestes friandises. En ces occasions, le commérage trivial de son hôtesse, l'insipide gaîté de M. de Beaumesnil, les chansons à boire du chevalier, les entreprises bavardes de Mlle Constance avec les domestiques, la turbulence infernale de la brune et belle Clotilde, plus âgée qu'elle de quatre ou cinq ans, plongeaient Sibylle dans une surprise mêlée de malaise qu'elle exprimait naïvement à sa manière : — Vous vous êtes amusée, ma chérie? lui disait Mme de Férias. — Oui, grand'mère, on m'a bien amusée, mais je me suis ennuyée.

C'était surtout à la suite de ces excursions dans le voisinage que Sibylle goûtait sensiblement la saveur de l'atmosphère morale qu'on respirait à Férias. Elle aimait jusqu'à cette bonne odeur des vieillards qui se soignent et ces vagues parfums d'iris qu'elle retrouvait dans les caresses du retour.

Le marquis de Férias s'était réservé une partie de ses immenses propriétés, et il en dirigeait l'exploitation. Il avait coutume de distribuer lui-même tous les samedis la paie aux ouvriers qu'il employait, profitant de cette occasion pour s'informer de leurs intérêts particuliers et pour prodiguer les œuvres de charité. Cette cérémonie de la paie était une des fêtes de Sibylle. Elle s'accomplissait, dans la belle saison, sur une pelouse qui touchait à la limite du parc et de la campagne : au déclin du jour, le marquis et la marquise venaient s'asseoir sur un banc ombragé par un groupe de sapins; Sibylle se plaçait gravement entre eux. Elle entendait d'abord au loin les chants des moissonneurs, puis elle voyait apparaître leur longue file bariolée sur le sommet d'un coteau qui dominait le parc. Ils descendaient, toujours chantant, la serpe à la main ou la fourche sur l'épaule, un sentier qui courait dans les bruyères, et ne se taisaient qu'en arrivant à une barrière pratiquée dans la haie, en face des sapins. Ils venaient alors se ranger sur la pelouse, et recevaient tour à tour leur solde, et souvent quelque chose de plus, des mains de Sibylle, majestueuse et ravie.

M. de Férias avait hérité de son père une autre tradition qu'il maintenait avec la même fidélité. A l'heure de l'*Angelus*, il assemblait dans le salon du château ses domestiques et les ouvriers rési-

dens de sa ferme et faisait à haute voix la prière du soir, ajoutant aux formules du rituel quelques paroles empruntées à l'humble condition de ceux qui l'écoutaient et à ses malheurs particuliers. Le demi-jour dans lequel se passait cette scène de famille, le bruit sourd qui marquait l'entrée et la sortie des subalternes respectueux, les larmes qui coulaient sur les joues pâles de Mme de Férias, les allusions émues et réservées du vieux marquis, tout cela faisait encore pour Sibylle de cette solennité quotidienne une heure bénie, pleine d'un charme pénétrant et mystérieux.

Elle avait des plaisirs moins sévères. Mme de Férias, après son mari et sa petite-fille, aimait avec passion deux choses : les fleurs et les poules rares. On ignore si elle avait réellement ces deux manies, ou si elle se les était données pour procurer au marquis l'ineffable douceur de les satisfaire. Quoi qu'il en soit, il ne se passait guère de semaine où la marquise, à son lever, n'eût l'heur d'apercevoir sous sa fenêtre une cage ou une jardinière tombées du ciel pendant la nuit. M. de Férias cependant, discrètement caché dans le feuillage d'un massif, et Sibylle blottie à ses pieds, surveillaient avec des palpitations de cœur l'effet de ces surprises sur l'esprit de Mme de Férias. Il arrivait assez habituellement que Mme de Férias n'avait jamais vu ni même imaginé qu'il pût se rencontrer dans l'univers des fleurs d'un si riche éclat, ni des poules d'une beauté aussi phénoménale. De ces attentions, fidèlement répétées depuis tant d'années, il était résulté que la basse-cour et les serres de Férias étaient des merveilles qu'on signalait aux voyageurs. La marquise passait une bonne partie de sa douce existence dans ces lieux de délices, où elle bénissait le ciel et son mari, et où elle pleurait aussi quelquefois; mais pour Sibylle ce paradis était sans mélange : tout ce pays de fleurs et d'oiseaux, dont sa grand'mère lui semblait être la reine, l'enchantait. Elle croyait vivre dans un de ces contes de fée dont on l'avait bercée. Son grand-père, créateur de ces riantes magies, lui paraissait, sous son nuage de poudre, un être presque divin. Mme de Férias, au reste, ne considérait pas son mari d'un œil moins favorable. Sibylle, la voyant un jour penchée, dans une attitude d'extase, hors du vitrage de la serre, se pencha à son tour et aperçut M. de Férias écussonnant un rosier au soleil du matin. — Mon Dieu, ma mignonne, dit la marquise, voyez comme votre grand-père est beau! Que je le trouve beau! — Sibylle partit de son pied léger, et, s'approchant du vieux marquis, elle lui interpréta ce message affectueux dans sa langue un peu fière. — Grand-père, la marquise de Férias m'envoie vous dire qu'elle vous trouve beau.

Le marquis sourit. — Quelle folie! Allez lui dire que c'est elle qui est charmante. Puis, la rappelant : — Portez-lui cette fleur, ajouta-t-il.

IV. — LE FOU DE SIBYLLE.

En été, quand l'aube s'est levée radieuse dans un azur immaculé, les premières heures du jour ont une pureté et un calme que l'on croirait éternels. Cependant des brises folles s'élèvent tout à coup, inclinent les herbes et agitent le feuillage; des réseaux blanchâtres s'entre-croisent dans le ciel, d'un horizon à l'autre, comme des voiles tendus soudain par des mains invisibles. On s'inquiète, et l'on se dit qu'il pourrait bien venir de l'orage dans la journée.

Aucune image ne saurait aussi exactement que cette vieille image indiquer la phase nouvelle dans laquelle parut entrer l'enfance de Sibylle après cinq ou six ans de la parfaite sérénité que nous avons essayé de peindre. Son humeur devint subitement inégale. Elle avait des instans de folle gaîté; plus souvent, un souffle inconnu semblait faire frissonner son jeune cœur, et courbait sa blonde tête comme la cime d'un épi. En même temps une vague poésie chantait à son oreille, et elle se prenait par accès d'un goût bizarre pour la solitude. Elle entraînait alors sa nourrice dans les bois qui s'étendaient autour du parc de Férias, et ne rentrait que le soir au château.

— Que peut-elle faire tout le jour dans ces bois? Quel plaisir y trouve-t-elle, nourrice? demanda enfin M. de Férias, se préoccupant de ces étranges allures.

— Monsieur le marquis, répondit la nourrice, voici ce qui se passe. Nous nous promenons d'abord tranquillement un bon bout de temps, et mademoiselle est sage comme une image. Seulement, si elle vient à apercevoir entre les arbres un coin du bleu de la mer, elle s'affole, elle bat des mains, elle se met à crier : « Nourrice, la mer! la mer! » et puis elle me saisit par la main et me force à courir avec elle jusqu'à ce que je tombe, et elle crie toujours : « La mer! la mer! la mer! » et elle rit de toutes ses forces. Alors je m'assois au pied d'un arbre et je prends mon ouvrage; mademoiselle s'assoit le plus souvent à côté de moi; un rien l'amuse : c'est un feuillage, monsieur le marquis, une fleurette, un brin de mousse, qu'elle regardera avec son grand sérieux pendant des heures. D'autres fois elle s'en va en plein fourré, se couche dans les herbes, et s'endort comme une perdrix dans un sillon. Je dis qu'elle dort, monsieur le marquis, mais je n'en sais rien, car aujourd'hui, quand j'ai relevé son chapeau, qu'elle avait rabattu sur ses yeux, elle pleurait. C'était peut-être un rêve qu'elle faisait.

Cette dernière circonstance alarma la sollicitude du marquis. Sibylle fut mandée. — Pourquoi avez-vous pleuré aujourd'hui dans les bois, ma chérie? lui dit-il. Avez-vous quelque chagrin? êtes-vous malheureuse?

— Oh! Dieu, non! dit vivement l'enfant en sautant au cou de son aïeul.

— Pourquoi donc avez-vous pleuré?

— Je ne sais pas... Pour rien.

Il fallut se contenter de cette réponse.

Il y avait dans les bois de Férias un site pour lequel Sibylle témoignait une prédilection spéciale. C'était un étroit vallon fort retiré, dans le creux duquel courait un ruisseau à demi caché sous la verdure de ses bords. A la naissance du ruisseau, le sol était profondément déchiré en travers du bois. Une roche était adossée contre cet escarpement et laissait filtrer de minces filets d'eau limpide qui se réunissaient dans un bassin d'antique maçonnerie, dont le trop-plein s'échappait ensuite vers le vallon. Cette roche pleurante, dominée par d'épais ombrages, festonnée de lianes, tapissée d'une mousse humide et de grandes feuilles vernissées, avait dans cette solitude un aspect sauvage et charmant, qui lui avait apparemment valu autrefois les honneurs d'une légende dont il ne restait plus que le nom : on l'appelait la Roche à la Fée. Ce nom, qui évoquait tous les romans de son enfance, contribuait beaucoup sans doute à faire de ce lieu une des stations favorites de Sibylle. Elle demeurait là avec une singulière persévérance, surveillant d'un œil curieux cette merveilleuse roche, — à demi craintive, à demi enchantée. Elle attendait une aventure. Il lui en arriva deux.

Un soir d'été, elle était venue rendre visite à la Roche-Fée, tandis que sa nourrice, suivant l'usage, travaillait au pied d'un arbre dans la partie supérieure du bois. Sibylle aimait à être seule avec sa roche. Mlle de Férias était à cette époque une fillette de sept à huit ans, grande pour son âge, élégante et marchant bien. La masse épaisse de ses cheveux blonds était emprisonnée dans un réseau dont le poids semblait faire fléchir sa tête en arrière par un mouvement d'une grâce hautaine. Elle portait habituellement un chapeau à bords plats autour duquel était roulée une plume noire qui retombait légèrement sur son front et qui jetait sur ses yeux, naturellement profonds, une ombre un peu farouche; mais quelquefois elle avait la fantaisie d'enlacer dans ses cheveux des lianes, des feuillages et des fleurs qui formaient sur sa tête une de ces épaisses couronnes qui ombragent le front des jeunes pâtres joueurs de flûte dans les scènes figurées des âges mythologiques. — Elle avait eu, ce soir-là, cette fantaisie, et, se servant de la petite fontaine comme d'un miroir, elle s'était composé une coiffure d'une grâce sauvage. — Elle tenait à la main une baguette qu'elle avait dépouillée de son écorce : debout sur le bord du bassin, le regard vague et perdu, elle levait le bras de temps à autre et dessinait lentement dans l'air avec sa baguette blanche des signes mystérieux, comme si elle eût joué

un rôle dans quelque idylle féerique dont elle s'enchantait elle-même. Tout à coup, en face d'elle, le taillis s'entr'ouvrit, et un homme sauta légèrement sur le terre-plein qui entourait la fontaine. Sibylle fit un mouvement en arrière et entr'ouvrit les lèvres pour crier; puis elle demeura immobile, une main appuyée sur sa baguette, dans une pose intrépide, l'œil fixé sur l'inconnu. Cet inconnu n'avait à la vérité rien d'effrayant : c'était un jeune homme d'une vingtaine d'années au plus, en tenue de voyage, grand, souple, avec un reste de grâce adolescente et une douce flamme dans des yeux bien ouverts. L'aspect imprévu de l'enfant, sa beauté, sa couronne étrange, son attitude héroïque, avaient d'abord jeté ce jeune homme dans un étonnement silencieux. Il murmura enfin quelques mots en souriant et en se parlant à lui-même, puis il dit à haute voix : — Pardon, mademoiselle... Je suis peut-être ici chez vous?

— Oui, dit Sibylle.

— Excusez mon indiscrétion. Je vais me retirer. J'étais venu, ajouta-t-il en montrant un album, pour dessiner dans ces bois que je croyais ouverts au public. — Sibylle ne répondant point, il fit deux pas comme pour s'éloigner. — C'est dommage, reprit-il gaîment. Quel joli endroit! Puis-je vous demander comment on l'appelle?

— La Roche à la Fée.

— Ah! Et vous êtes la fée? dit le jeune homme, que le sérieux de l'enfant amusait.

Un sourire effleura la bouche fière de Sibylle. — Oui, dit-elle.

— Mon Dieu! me permettriez-vous de faire votre portrait?

— Non.

— Voulez-vous me permettre au moins de vous demander votre nom?

— Sibylle.

— Adieu donc, mademoiselle Sibylle. Me permettez-vous de vous embrasser, mon enfant?

— Non.

— Puis-je vous baiser la main?

Sibylle avança sa main avec un geste d'infante. Le jeune homme sourit, puis la baisa gravement.

— Je vous suis reconnaissant, mademoiselle. Maintenant je m'en vais, et je puis vous assurer que je n'oublierai jamais ni la roche ni la fée. Gardez-moi aussi un petit souvenir dans votre jolie tête. Voulez-vous?

— Je ne sais pas votre nom.

— Je m'appelle Raoul. Vous en souviendrez-vous?

— Toujours, dit l'enfant.

Raoul, un peu embarrassé, sans trop savoir pourquoi, la regarda encore un moment avec un sourire gauche, puis il la salua respectueusement et disparut dans le taillis.

Quelques jours plus tard, la marquise de Férias, tenant sa petite-fille attentive sur ses genoux, commençait en ces termes une de ces improvisations orientales où elle excellait : « Il y avait une fois dans une forêt, sur les bords du Gange, un fils de roi qui chassait; il était beau comme le jour, bien élevé, spirituel et modeste, il s'appelait... » La marquise cherchant le nom de ce fils de roi, Sibylle le lui fournit tout à coup : — Raoul, dit-elle. — Pourquoi Raoul? demanda avec un peu d'étonnement Mme de Férias. Une légère teinte rosée se répandit sur les joues de l'enfant. Par un sentiment qu'il lui eût été bien impossible d'expliquer, elle avait gardé pour elle jusque-là l'innocent mystère de son entrevue avec l'inconnu. Elle n'hésita pas à le confier sur l'heure à son aïeule, ajoutant tout bonnement que, ce Raoul lui ayant paru beau comme le jour, bien élevé, spirituel et modeste, son nom lui était venu naturellement à l'esprit pour en baptiser ce fils de roi qui avait tout juste les mêmes qualités. Mme de Férias rit beaucoup de l'histoire, et même plus qu'elle n'en avait envie; elle s'assura discrètement le lendemain, dans une petite excursion au bourg de Férias, que le prince Raoul, qu'on lui représenta d'ailleurs comme un jeune homme gai, honnête et du meilleur monde, avait quitté le pays le soir même du jour où il y avait paru : moyennant quoi, Sibylle put continuer librement ses chères promenades et rencontrer peu de temps après dans le même lieu une seconde aventure qui exige deux mots de préface.

Le ruisseau qu'épanchait l'urne de la fée de Férias, et qui traversait les bois, allait se jeter dans la mer à deux lieues de là; mais, chemin faisant, il s'enflait du tribut de deux ou trois affluens et finissait par former un cours d'eau respectable, lequel, peu d'années avant celle où commence cette histoire, avait l'honneur de faire tourner un moulin établi sur la lisière de la forêt. Le meunier de ce moulin se nommait Jacques Féray. Il avait gaîment accompli son temps de service sur la flotte, et avait trouvé au retour une fiancée fidèle à qui il fit hommage de ses boucles d'oreilles à la marinière, et qui devint bientôt après une meunière blanche et de bonne mine. Ce ménage fut heureux. Jacques Féray était un brave garçon de belle humeur; il était doué d'une jolie voix, qu'il avait perfectionnée dans les veillées du bord, et qu'il ne tarda pas à utiliser auprès du berceau d'une petite fille que lui donna sa femme. Il y avait devant le moulin un carré de jardin avec deux pieds de figuier et trois ruches à miel; tout cela avec cette jeune meunière, ce meunier poudré et chantant, et ce brin d'enfant qui dansait à travers, tout cela riait à l'œil sous le soleil de l'été. Après cinq ou six ans, Mme Féray fut favorisée d'une nouvelle grossesse, et Jacques Féray, qui devait à la vérité le savoir, jurait joyeusement que cette fois-ci c'était un garçon. Sur ces entrefaites, par une triste nuit d'automne, une trombe

d'eau s'abattit sur le canton de Férias; ce déluge local se prolongea toute la journée du lendemain : la nuit suivante, le paisible ruisseau, métamorphosé en torrent furieux, escalada ses rives, noya les campagnes et culbuta le moulin. Jacques Féray se sauva à grand'peine avec sa femme et sa fille; mais il fut parfaitement ruiné de ce coup, ayant perdu, avec sa maison renversée et son outillage détruit, une provision considérable de grains et de farine. La femme, les sens tournés, comme on dit, mourut trois jours après, et la petite fille, pour avoir passé la nuit les jambes dans l'eau, suivit sa mère au cimetière de Férias. — Le curé, le lendemain de l'inhumation de l'enfant, eut la charité d'aller rendre visite au père. Il trouva ce malheureux homme étendu à plat ventre, auprès d'une roue de moulin brisée, dans le limon jaunâtre qui recouvrait son jardinet, si gai autrefois. — Allons, Jacques! dit le curé en le secouant. — Jacques ne bougea pas. — Mon ami, reprit le curé, je vous en prie! — Jacques souleva la tête : — Allez-vous-en, dit-il. Il n'y a pas de bon Dieu! — Le curé, n'en pouvant tirer d'autre réponse, s'en alla tristement. Le lendemain il le retrouva à la même place et dans la même position, et toujours répondant à ses paroles de consolation par cette phrase unique : — Il n'y a pas de bon Dieu!

On reconnut bientôt que la raison de ce pauvre diable était sérieusement altérée. Il quitta les ruines de son moulin, s'empara d'un misérable chaume qu'on avait dressé sur le haut d'une falaise déserte pour y retirer des moutons pendant la chaleur, et vécut là comme une bête fauve. On l'entendait quelquefois, surtout les jours d'orage, pousser des cris qui glaçaient le sang. Une circonstance bizarre marqua les premiers temps de sa démence. On trouva le matin, à plusieurs reprises, les vitraux de l'église de Férias brisés et les dalles intérieures de la petite nef semées de pierres. On fit le guet, et une nuit Jacques Féray fut surpris lançant des pierres avec un acharnement puéril et farouche contre la maison de ce Dieu qui l'avait si cruellement frappé. Il fut question de le faire arrêter et enfermer; mais le curé, qui était bon, en eut pitié, et ne dit rien. C'était d'ailleurs le seul trait de violence qu'on pût reprocher à cet infortuné. Il était inoffensif, quoique sa mine fût effrayante. On le rencontrait souvent assis sur la berge d'un fossé, le visage tourné vers la haie. Comme tous les malheureux, il avait lassé la compassion à la longue, et n'était plus qu'un objet de terreur ou de risée. On l'appelait le fou Féray, et pendant qu'on lui donnait, un peu par crainte, quelque morceau de pain à la porte des fermes, les enfans lui attachaient des loques dans le dos.

Un jour Sibylle, ayant laissé sa nourrice à quelque distance, était venue s'agenouiller sur le bord de la fontaine qui recevait les filtrations de la Roche-Fée. Elle avait la tête nue, et après avoir examiné

curieusement pendant quelques instans les végétations qui germaient au fond du bassin, elle s'était affaissée peu à peu dans les herbes et dans les fleurs du bord; prise d'un de ces attendrissemens inexpliqués auxquels elle était sujette depuis quelque temps, elle se mit à pleurer, et regarda ses larmes tomber une à une comme des perles dans l'onde transparente et sonore. Un léger bruit lui fit soudain lever le front : elle aperçut le fou Féray blotti vis-à-vis d'elle dans les broussailles. Sa tête, couverte d'un débris de chapeau de paille, maigre, pâle, redoutable d'aspect, s'avançait hors d'un buisson; ses regards étaient dirigés sur Sibylle avec une intensité d'attention extraordinaire; de grosses larmes s'échappaient de ses yeux creux et coulaient dans sa barbe grise. Devant ce spectre, l'enfant, quoique brave, sentit un frisson dans ses veines; elle voulut appeler, et se trouva muette. Le fou comprit son effroi, et dit d'une voix basse et plaintive : — N'ayez pas peur, je ne vous ferai pas de mal. — Puis il se leva, pendant que Sibylle se levait de son côté par une sorte de mouvement mécanique, s'approcha d'elle et la regarda fixement : — Pauvre enfant! murmura-t-il, pauvre enfant! — Et, se laissant tomber sur le sol, il sanglota la tête dans ses bras.

Sibylle connaissait l'histoire de ce pauvre homme; elle entrevit que quelque vague ressemblance lui rappelait la petite fille qu'il avait perdue; la pitié domina un instant la terreur dans son âme délicate; elle se mit à genoux, et passa doucement sa main blanche sur la tête hérissée du fou. — Puis, comme effrayée de sa hardiesse, elle courut rejoindre sa nourrice, qui ne fut pas médiocrement alarmée en voyant l'instant d'après Jacques Féray s'attacher à leurs pas. Il les suivit comme un chien jusqu'au château. M. et Mme de Férias, émus du récit de Sibylle, s'approchèrent du malheureux, qui s'était arrêté derrière la grille du parc, lui adressèrent des paroles de bonté, et lui remplirent son sac de provisions. A partir de cette époque, on observa que sa folie affectait un caractère plus calme. Il ne se passait guère de jour sans qu'il se présentât à la grille du château, où Sibylle s'empressait d'accourir les mains pleines. Elle le rencontrait souvent dans ses promenades; il avait remarqué le goût de Sibylle pour les fleurs sauvages; il savait celles qu'elle préférait, il en faisait d'énormes bouquets, et venait sans mot dire les déposer aux pieds de l'enfant. Elle lui disait : « Merci, Jacques, » en souriant, et le fou se retirait satisfait. Le marquis et la marquise l'appelaient le fou de Sibylle, et les domestiques le fou de mademoiselle. Sibylle se montrait touchée et un peu fière de l'empire qu'elle exerçait sur cet esprit désolé et révolté. Cet empire toutefois échoua sur un point : conseillée par ses parens, elle essaya un jour d'emmener Jacques à la messe dans l'église de Férias; arrivé au

seuil du cimetière, il se dégagea violemment des mains de Sibylle, poussa un cri sauvage, et se mit à descendre la lande en courant.

Deux mois environ après sa première rencontre avec le fou Féray, Sibylle reçut la visite de son amie Clotilde Desrozais, qui se préparait à entrer dans un couvent de Paris, afin d'y achever son éducation, ou plutôt de l'y commencer. Mlle Clotilde était alors âgée de douze à treize ans; elle était grande, admirablement faite, l'œil superbe, habituellement à demi clos et voilé, mais dévorant quand il s'ouvrait; elle avait de lourdes nattes d'un noir bleuâtre, et montrait entre des lèvres pourprées des dents blanches comme la pulpe d'une noisette fraîche. Elle paraissait douée en outre d'une vive intelligence et d'une ardente sensibilité; mais, à vrai dire, on ne savait trop quels élémens fermentaient dans le chaos brûlant de cette riche nature, abandonnée à elle-même comme en pleine forêt, et qui inspirait à Sibylle un sentiment d'affection mêlé d'inquiétude. Mlle Clotilde la tourmentait le plus souvent par ses caprices de fougueuse autorité; mais l'instant d'après elle la séduisait par des effusions de tendresse irrésistibles. Elle la serrait sur son cœur, les yeux humides. — Je t'aime, ma Sibylle, disait-elle, et je t'aimerai toujours! Il faut que tu me jures de m'aimer aussi toute ta vie. Voyons, jure, jure! — Sibylle jurait timidement. — Vois-tu, reprenait Clotilde, j'aime tant ceux que j'aime que je voudrais les manger! — En attendant, elle les mordait quelquefois.

Mlle Desrozais était donc venue passer une journée à Férias. Pendant que Sibylle préparait une collation à son amie, celle-ci avisa par une fenêtre le fou Féray, qui dormait à l'ombre dans la cour du château. Clotilde, sans mot dire, courut à la cuisine, se fit donner un paquet de cordelettes, y enfila des ferrailles, de vieux éperons, des débris de vitre qu'elle récolta de côté et d'autre, et alla discrètement suspendre cet attirail aux vêtemens du fou endormi. Puis, ayant pris la précaution barbare de fermer toutes les grilles de la cour, elle appela son chien Max, espèce de molosse à demi sauvage qui la suivait partout. Elle poussa alors le fou d'un coup de pied et le réveilla en sursaut. — Ici, Max! Ici, mon chien! cria-t-elle. Mords-le! mords-le! — Jacques Féray avait grand'peur des chiens, qui lui témoignaient en général peu d'amitié. En voyant le bouledogue s'élancer vers lui, il prit sa course follement. Le bruyant appareil qui pendait à son collet se mit en mouvement et acheva de l'épouvanter. Il se précipitait et se heurtait d'une grille à l'autre, le chien sur ses talons, éperdu, haletant et hurlant, à la grande joie de la belle Clotilde. Cependant Sibylle, attirée par le bruit, était accourue à la fenêtre. Dès qu'elle eut vu ce qui se passait, elle bondit dans la cour et atteignit le fou au moment où le chien venait de saisir les lambeaux de toile qui enveloppaient ses jambes. L'enfant

usa de toutes ses forces pour repousser loin de son protégé le féroce bouledogue, qui, tournant subitement sa rage contre elle, lui mordit le bras, d'où le sang coula. Les domestiques arrivèrent, écartèrent le chien, et emportèrent Sibylle évanouie. Devant ce résultat final de son espièglerie, Clotilde fondit en larmes; mais lorsque son aimable tante l'emmena une heure après, et qu'elle vit Jacques Féray, qui s'était recouché sur le pavé, se soulever et lui montrer le poing en agitant la ferraille dont elle l'avait affublé, elle ne put s'empêcher de rire de la menace silencieuse de l'idiot : elle eut tort.

Sibylle resta au lit avec la fièvre pendant trois jours. Jacques Féray passa ces trois jours étendu comme un mort sous la fenêtre de sa chambre. Après de vaines tentatives pour l'arracher de cette place, on l'y laissa par l'ordre de M. de Férias, et on lui donna à manger là. Il n'en bougeait pas, même la nuit. Le quatrième jour au matin, il s'entendit appeler par son nom, et, se dressant brusquement, il vit Sibylle à sa fenêtre. Il y eut quelque chose de touchant dans le sourire qui passa alors comme un rayon du soleil d'hiver sur ce pauvre visage qui ne riait jamais.

V. — MISS O'NEIL.

M. de Férias, qui pensait que l'éducation morale des enfans doit être commencée dès le berceau, n'avait mis aucune hâte à entreprendre l'éducation intellectuelle de sa petite-fille. — L'âme, disait-il, est comme la moelle de ces jeunes arbres : elle veut être soutenue et dirigée dès qu'ils naissent; mais nous devons, comme fait la nature, attendre un certain degré de force et de maturité pour en tirer des fruits. Plus ce petit cerveau, ajoutait-il en caressant la blonde tête de Sibylle, témoigne d'heureuses et faciles dispositions, plus il demande à être ménagé et respecté dans sa fleur. — Cependant il y eut pour le marquis et la marquise de Férias, lorsqu'enfin ils jugèrent opportun d'initier Sibylle aux mystères de l'alphabet, il y eut une heure de doute et d'amertume qui fut pour Mme de Beaumesnil une heure d'extrême jubilation. Cette intelligence, qui semblait si prompte et si ouverte dans le monde de la fantaisie, le seul où elle se fût exercée jusque-là, se trouva devant la science positive de la lecture d'une incapacité affligeante. Ni tendresses ni rigueurs ne pouvaient vaincre le dégoût de cet esprit rêveur pour une application régulière. La pauvre marquise, y perdant ses peines et jusqu'à sa patience céleste, appela à son aide le curé de Férias, comme plus imposant. Le curé, qui était homme de conscience et de plus pénétré d'un profond respect pour la famille de Férias, apporta à sa tâche un soin religieux, et n'eut pas plus de succès. — J'en maigris, disait-il. (Avec le temps, il devait en voir

bien d'autres.) — La pauvre petite sera idiote, répondait Mme de Beaumesnil. Ils l'ont abrutie. J'en étais sûre... A cinq ans, Clotilde savait lire et même elle récitait des fables! — Je ne vois qu'un miracle, reprenait le curé, qui puisse nous tirer de cette impasse.

Le miracle eut lieu, non pas tel peut-être que l'entendait le curé, mais tel qu'il est toujours permis de l'espérer de la bienveillance divine. Les miracles se font dans les cœurs, c'est là qu'ils sont possibles et fréquens. — Sibylle n'ignorait pas qu'elle était orpheline, et elle savait le triste sens de ce mot; mais sur ce douloureux sujet M. et Mme de Férias, redoutant de donner un objet trop précis à sa vive sensibilité, lui avaient toujours refusé les éclaircissemens que réclamait parfois sa cruelle curiosité d'enfant. Son père et sa mère étaient au ciel, et c'était tout. Les subalternes avaient reçu et exécuté fidèlement l'ordre de s'en tenir à la même réponse. On leur avait surtout interdit toute parole, tout signe même qui aurait pu attirer l'attention de Sibylle sur les deux tombes blanches du petit cimetière. Malgré ces précautions, Sibylle, qui accompagnait chaque dimanche ses vieux parens à la messe de la paroisse, finit sans doute par surprendre dans leur air et dans leurs regards, lorsqu'ils passaient devant ces deux tombes, quelque chose de particulier; car un jour, sortant de l'église, elle alla droit aux deux marbres incrustés de lettres d'or, et se retournant vers sa nourrice, qui la suivait effrayée : — Qu'est-ce qu'il y a d'écrit là? dit-elle. — Rien, dit la nourrice. — Il y a des lettres, reprit Sibylle, le sourcil froncé : lis-moi ce qu'il y a? — C'est du latin, mademoiselle. — Sibylle leva légèrement les épaules et s'en alla. A dater de ce jour, le bon curé de Férias ne reconnut plus son élève; il se frottait les mains, il se félicitait : — Je savais, disait-il, qu'à force de patience j'en viendrais à bout. — Un mois après, Sibylle, sous prétexte de s'informer de la santé de son professeur, qui avait un peu de goutte, se fit conduire au presbytère. En passant, elle entra dans le cimetière, s'arrêta devant les tombes, demeura un moment silencieuse, l'œil fixé sur les lettres d'or, puis elle s'agenouilla et pleura. Le miracle était fait, Sibylle savait lire.

Une fois en possession de cette clé élémentaire des connaissances humaines, Sibylle, ainsi qu'il arrive souvent aux esprits de sa trempe, s'en servit avec une ardeur impatiente qui eut désormais besoin d'être modérée et contenue plutôt qu'excitée. Cette fièvre de savoir, qui se portait sur tout et touchait à tout assez indiscrètement, eut deux résultats principaux : le premier fut d'embarrasser à l'excès en mainte occasion l'humble précepteur de Sibylle, le second d'engager M. de Férias à retirer les clés de sa bibliothèque. Le vieux marquis avait trop de jugement toutefois pour se contenter de cette précaution banale; il ne s'alarmait pas d'ailleurs outre mesure de cette

fermentation où les rêveries mystiques, les curiosités positives semblaient s'agiter pêle-mêle. Ne rien négliger, ne rien étouffer, mais dégager les élémens confus qui bouillonnaient dans ce jeune cerveau, en régler les aspirations, en discipliner les forces, féconder enfin ce chaos en l'ordonnant, c'était une conduite qui lui était suffisamment tracée par ses principes; mais M. de Férias sentit que le gouvernement d'une intelligence si active ne pouvait être abandonné plus longtemps aux faibles mains et à la routine pédagogique de l'abbé Renaud : il résolut d'appeler sans retard une institutrice qui aurait, dans l'éducation de sa petite-fille, la charge de la partie temporelle, tandis que la partie spirituelle resterait naturellement confiée aux soins du prêtre. L'abbé eut la modestie de reconnaître la convenance et même la nécessité de cette combinaison : « L'enfant, dit-il simplement, laisse voir une sorte de petit génie bizarre dont je suis incapable de débrouiller l'écheveau; tout ce que je pourrai faire, monsieur le marquis, ce sera de lui apprendre son catéchisme, et cela encore, ajouta-t-il en soupirant, avec la grâce de Dieu. »

Pour le choix d'une institutrice, M. de Férias crut pouvoir s'en remettre à la sollicitude de son cousin le comte de Vergnes, grand-père maternel de Sibylle, auquel sa résidence à Paris et ses relations étendues dans le monde devaient faciliter cette tâche délicate. Il écrivit au comte une lettre grave et touchante dans laquelle, en l'édifiant amplement sur les dispositions de sa petite-fille, il le suppliait de ne rien négliger pour que l'institutrice fût digne de l'élève. Un mois après, M. de Férias, qui commençait à s'inquiéter du silence du comte, en reçut la réponse suivante :

« Mon cher cousin,

« A force de plonger, comme un pêcheur de perles, dans l'océan parisien, je crois avoir mis la main sur le trésor demandé. La personne n'est pas d'une physionomie très séduisante. Elle n'a point d'ailes; néanmoins c'est un ange, dit-on. Je me figurais les anges autrement, mais n'importe, et je vous l'expédie en même temps que ma lettre. Envoyez votre voiture à la gare de ***, train du soir (espoir!). La personne vient d'achever une éducation très heureuse dont elle a été maigrement récompensée. Votre domestique la reconnaîtra au signalement suivant : Miss O'Neil (Augusta-Mary), trente ans, d'un blond flamboyant, Irlandaise, d'une famille noble très ancienne, parle toutes les langues mortes et vivantes, tricote, peint, joue de la harpe et monte à cheval. Une foule d'*et cætera*.

« Pluie de baisers à Sibylle. Je languis aux pieds de la marquise. »

Une telle lettre, dans une circonstance à ses yeux si intéressante et si essentielle, parut au marquis de Férias d'une légèreté à peine

supportable, et, bien qu'accoutumé aux formes mondaines et évaporées qui recouvraient chez M. de Vergnes un fonds assez sérieux de réflexion et de sensibilité, ce ne fut pas sans appréhension qu'il se rendit de sa personne à la gare de *** pour y recevoir l'institutrice qui lui était annoncée dans un langage si équivoque. Le premier aspect de miss O'Neil descendant de wagon avec son sac de voyage fut loin de dissiper les angoisses du marquis : il la reconnut sans peine, malgré les ombres du crépuscule. Miss Augusta-Mary O'Neil affirmait immédiatement son identité. C'était une grande fille maigre, anguleuse, marchant avec une régularité et une raideur d'automate; instinctivement on évitait ses coudes, qui semblaient toujours près de percer ses manches; de chaque côté de son visage aux pommettes saillantes, de longues boucles couleur de feu pendaient comme deux branches de saule. Un chapeau d'été en paille brune, affectant vaguement la forme d'un saladier renversé, surmontait, comme un dôme, cette disgracieuse anatomie. Le cœur de M. de Férias se serra : — Vraiment, murmura-t-il, de Vergnes est bien coupable!

Cependant, lorsqu'il se fut approché de la pauvre miss O'Neil, il vit briller dans son œil d'un bleu pâle une clarté pareille à celle qui tombe des étoiles, si pure, si honnête, si tendre, en même temps si triste, qu'il en fut soudain ému et à demi conquis. Miss O'Neil, que la conscience de son malheureux extérieur rendait timide, répondit aux complimens courtois du vieux marquis avec un peu de gaucherie, mais en bons termes, sobres et convenables. Sa voix était d'une douceur musicale. M. de Férias commençait à croire, comme M. de Vergnes, que la personne pouvait être un ange, bien que ses ailes fussent effectivement peu apparentes. Il la fit asseoir à ses côtés dans sa voiture, qui prit le chemin de Férias, et ne différa pas un instant de l'éclairer sur le caractère du jeune esprit dont la direction allait lui être livrée. L'Irlandaise l'écouta religieusement sans l'interrompre jusqu'à ce qu'il eût terminé son discours par un bref résumé de ses principes en matière d'éducation. — Monsieur, dit alors miss O'Neil, je vois ce qu'est l'enfant, et je suis heureuse qu'elle soit ainsi. Quant à vos principes, ce sont exactement les miens. Développer et cultiver les dons naturels d'une intelligence, c'est un devoir, et ce n'est jamais un danger, si l'on fait en sorte que l'idée de Dieu domine tout et sanctifie tout.

Le marquis respira longuement sur cette phrase. Il secoua la tête à plusieurs reprises d'un air de satisfaction, et un nuage de poudre parfumée se répandit dans la voiture. — Ma chère miss O'Neil, reprit-il, je vous prierais maintenant, si je l'osais, de me conter votre histoire, sur laquelle je vous avoue que mon cousin de Vergnes m'a très incomplétement renseigné; mais n'allez pas au moins, miss

O'Neil, vous méprendre sur les motifs de mon indiscrétion : c'est uniquement au nom de l'intérêt dont vous m'avez tout de suite pénétré que je sollicite cette faveur de votre condescendance.

On ne saurait dire combien l'affectueuse urbanité du vieux marquis parut à miss O'Neil chose nouvelle et savoureuse. Pauvre et laide jusqu'au ridicule, le monde, on le conçoit, ne l'avait point gâtée. Enveloppée sans cesse d'une atmosphère glaciale qui la contractait, toujours empesée, crispée et nerveuse comme une personne qui marche sous des regards malveillans et ironiques, elle avait beaucoup souffert dans sa fierté, qui était grande et légitime. Pour la première fois de sa vie, elle se sentit appréciée : ce beau vieillard lui parlait un langage qu'elle n'avait jamais espéré entendre que dans le ciel, de la bouche des élus ses frères, uniquement épris de la beauté et de la splendeur morales. Profitant de l'obscurité, elle laissa glisser de sa paupière deux larmes qu'elle essuya du bout de son gant de soie noire; puis elle conta brièvement son histoire, qui était d'ailleurs fort simple. Le seul point sur lequel elle insista fut l'antique origine de sa famille : elle descendait des anciens rois d'Irlande, qui n'étaient à la vérité, ajoutait-elle, que des chefs de clan; mais enfin un de ses ancêtres, Fergus le Roux, figurait authentiquement au nombre de ces chefs irlandais auxquels le prince Jean Plantagenet (dont miss O'Neil ne prononçait le nom qu'avec une amertume dédaigneuse) avait eu l'indécence de tirer la barbe dans une cérémonie publique. Le père de miss O'Neil lui avait laissé une fortune assez ronde; mais elle avait deux frères qui n'avaient pas apporté dans l'administration de leur bien toute la prudence désirable. M. de Férias comprit que l'héritage de miss O'Neil s'était englouti bénévolement dans les désordres fraternels. — Au surplus, les fonctions auxquelles elle avait dû se consacrer lui plaisaient extrêmement, et lui avaient donné tout le bonheur possible, jusqu'au jour où elle avait dû quitter son élève; mais ce jour lui avait déchiré le cœur. Elle avait offert de demeurer auprès de la jeune personne à des conditions qui lui répugnaient un peu, mais qu'elle croyait acceptables (en qualité de femme de chambre probablement, la pauvre fille!); la famille s'y était refusée pour des raisons de convenance dont elle-même reconnaissait d'ailleurs la valeur.

— Miss Augusta, dit le marquis, permettez-moi de vous affirmer que vous n'aurez jamais à craindre dans ma maison un pareil déchirement. Tant que je vivrai, ma chère miss O'Neil, vous vivrez sous mon toit, et je me tromperais étrangement sur les sentimens de ma petite-fille, si elle ne faisait pas honneur, après moi, à la recommandation formelle que je compte lui laisser à cet égard.

Miss Augusta ne put que murmurer un remercîment indistinct; mais elle passa de nouveau son gant de soie noire sur sa joue osseuse.

Ce fut sur ce pied d'heureuse intelligence que M. de Férias et miss O'Neil descendirent de voiture dans la cour du château. Peu d'instans après, la marquise, que son mari avait eu soin de prémunir par deux mots de préface contre l'impression du premier coup d'œil, complétait le ravissement de l'Irlandaise par la tendre bienveillance de son accueil. Il était tard. On introduisit à petit bruit miss O'Neil dans la chambre de Sibylle, qui dormait dans ses rideaux blancs, un bras replié sous sa tête et perdu dans ses boucles soyeuses, avec la grâce que son âge charmant porte jusque dans le sommeil. La nourrice approcha une lampe, et miss O'Neil contempla longtemps sans parler l'enfant immobile et dont le souffle même semblait suspendu, tandis que le marquis et la marquise se penchaient derrière elle, le visage empreint d'un sourire d'extase. A un mouvement soudain que fit Sibylle, miss O'Neil posa un doigt sur ses lèvres, recula discrètement de quelques pas, et, montrant aux deux vieillards attentifs son œil humide et rayonnant : — C'est un archange, dit-elle d'un ton de mystère; je l'adore!

Installée aussitôt dans un appartement voisin avec une ampleur et des raffinemens auxquels elle avait été peu accoutumée, la descendante de Fergus le Roux, malgré la fatigue du voyage, demeura éveillée une bonne partie de la nuit, promenant un regard attendri sur les grandes tapisseries à personnages qui l'entouraient : c'étaient, dans des bocages élyséens, des bergers en culottes courtes et des bergères à paniers, qui paraissaient heureux, mais qui l'étaient assurément moins que miss O'Neil. Il est désolant de penser qu'au moment même où l'honnête créature prenait si délicieusement possession de ce paradis, l'épée flamboyante, toute prête à l'en chasser, planait déjà sur sa tête.

Le lendemain matin, Mme de Férias, après un entretien qui la fortifia dans tous les sentimens qu'elle avait déjà voués à miss O'Neil sur la parole de son mari, alla présenter l'institutrice à son élève. Sibylle, qui avait à un degré rare pour son âge le discernement de l'harmonie et de la beauté, considéra d'abord miss O'Neil avec inquiétude, et répondit froidement à ses avances, en personne mal édifiée par les circonstances extérieures, et qui réserve son jugement. La marquise les laissa ensemble pour qu'elles fissent connaissance plus commodément, et descendit au salon. Elle y trouva M. de Férias contant les mérites de miss O'Neil à l'abbé Renaud et à Mme de Beaumesnil, que l'importance de l'événement avait attirés tous deux au château dès l'aurore.

— Eh bien! ma chère? dit le marquis.

— Eh bien! mon ami, autant que je suis capable d'en juger, c'est un esprit très élevé et un cœur évangélique.

— Vous voyez, reprit le marquis d'un air radieux en s'adressant

à ses hôtes, vous voyez, c'est un diamant, et ce sera, je le lui ai promis du reste, un diamant de famille! Il faut avouer que de Vergnes, sous une apparente légèreté, cache un tact et une sûreté de jugement peu ordinaires! Elle n'est pas belle, c'est vrai; mais j'en suis bien aise. Ce sera pour Sibylle un enseignement de plus : nous lui démontrerons en quelque sorte, sur cet exemple vivant, combien les avantages physiques sont de mince valeur comparés à cette parure morale qui brille chez miss O'Neil comme dans un riche écrin, j'entends la noblesse des sentimens, la pureté de l'âme, les grâces de l'esprit...

— Les douces vertus du caractère,... dit la bonne marquise.

— Et les solides principes religieux, ajouta le curé.

Au milieu de ce concert, la porte du salon s'ouvrit avec fracas, et la nourrice, qu'on appelait dans le château Mme Rose, entra brusquement, les traits si étrangement bouleversés que l'annonce d'une catastrophe lui sortait pour ainsi dire par les yeux.

— Au nom du ciel! nourrice, qu'y a-t-il? s'écria le marquis en se levant.

— Monsieur le marquis, dit Mme Rose, reprenant difficilement haleine, elle n'est pas chrétienne!

— Quoi? qui? Miss O'Neil? Pas chrétienne?... C'est impossible! Vous êtes folle, nourrice!

— Elle n'est pas chrétienne! reprit Mme Rose en appuyant; c'est une chose sûre, puisqu'elle a demandé tout à l'heure à Jean s'il y avait un ministre protestant dans les environs, et si elle pourrait aller facilement au temple tous les dimanches.

— Protestante! dit le marquis, retombant anéanti sur son fauteuil. Protestante!... Puis, après une pause : — Madame Rose, reprit-il d'une voix altérée, c'est bien, laissez-nous!

Il y eut quelques minutes d'un silence complet : la marquise échangeait avec son mari des regards douloureux; le curé et Mme de Beaumesnil avaient joint les mains et les levaient de temps à autre vers le plafond avec un air de consternation sincère chez le premier, mais qui, chez la dame, n'était qu'une contenance, car en réalité la bombe qui venait d'éclater chez ses voisins n'avait jeté dans son cœur, toujours rongé d'envie, qu'une pluie de fleurs et de rosée.

— Il faut convenir, dit enfin le marquis avec éclat, que de Vergnes est impardonnable! Voilà bien l'indifférence et la frivolité parisiennes!... Une chose si capitale! il ne s'en informe même pas!... Il m'eût envoyé tout aussi bien une juive ou une mahométane,... mon Dieu! tout aussi bien! Voilà de Vergnes! Quant à moi, comment m'en serais-je informé? Comment m'imaginer pareille négligence? Comment une idée si insensée, si absurde, m'eût-elle un seul instant traversé le cerveau!... D'ailleurs elle était Irlandaise,

et j'ai dû croire... car il a fallu vraiment une fatalité particulière!... Au surplus, je n'apprendrai à personne ici que la nourrice, en refusant à miss O'Neil la qualité de chrétienne, parlait en ignorante femme du peuple. Miss O'Neil n'est pas catholique, voilà tout, et c'est parbleu bien suffisant; mais, à part la déplorable erreur de sa croyance, elle n'en reste pas moins une femme digne d'intérêt, digne d'égards,... et véritablement je me trouve vis-à-vis d'elle dans un embarras effroyable... Que faire?

— Il me semblerait difficile, monsieur le marquis, hasarda timidement le curé, de laisser une institutrice protestante auprès de Mlle Sibylle, surtout au moment où l'enfant se prépare à sa première communion.

— Oh! Seigneur! s'écria Mme de Beaumesnil avec un élan d'indignation qui se tourna aussitôt en hilarité réservée.

— Cela n'est pas possible, reprit le marquis, je n'y songe pas un instant, madame, veuillez le croire; mais j'ai l'âme navrée, je vous le confesse : outre que je ne renonce point sans amertume à faire profiter ma petite-fille des talens, et je dirai même, quoi qu'il en puisse être, des vertus de cette personne, je frémis du coup que je vais porter à un cœur aussi sensible, aussi délicat que m'a paru l'être celui de miss O'Neil. Moi-même j'aurai contribué, par l'imprudence de mon langage, — mais mon propre cœur m'entraînait, — à lui rendre ce mécompte plus poignant. Oui, je donnerais un de mes bras tout à l'heure pour lui épargner et pour m'épargner à moi-même l'explication et la séparation qui semblent désormais nécessaires.

— Cela est dur assurément, mon ami, dit la marquise; mais si vous reconnaissez que cela est nécessaire...

— Le plus tôt sera le mieux, interrompit brutalement Mme de Beaumesnil.

— Pardon, madame, répliqua un peu vivement le marquis; mais vous ne prétendez pas sans doute que je chasse cette jeune femme comme un voleur, si protestante qu'elle puisse être!

Il y eut une nouvelle pause de silence, après laquelle la marquise reprit avec douceur : — J'allais dire, mon ami, que, si vous le désiriez, je me chargerais d'interpréter vos intentions à miss O'Neil.

— Non, ma chère, non. Vous voulez toujours prendre les peines pour vous. Cela n'est pas juste. Miss O'Neil est-elle seule en ce moment, que vous sachiez?

— Sibylle est avec elle.

— Faites appeler l'enfant.

La pauvre miss O'Neil cependant, lorsqu'elle était demeurée seule avec Sibylle après le départ de la marquise, avait lu facilement dans les yeux de son élève la prévention peu favorable qu'elle lui inspirait. Elle s'était bien gardée de chercher à vaincre cette anti-

pathie par des prévenances et des caresses inopportunes. Elle n'embrassa même point Sibylle, bien qu'elle en mourût d'envie. Lui souriant seulement le plus doucement qu'elle put, elle l'emmena dans sa chambre, sous le prétexte, toujours bien accueilli des enfans, de la faire assister au déballage de ses caisses. Miss O'Neil, en effet, commença par exposer à la lumière son humble trousseau qu'elle casa ensuite dans les armoires avec méthode. Pendant cette partie de l'opération, qui du reste ne fut pas longue, Sibylle, debout au milieu de la chambre, les bras croisés par derrière, le front soucieux, contemplait sans mot dire, et non sans dédain, les allées et venues de l'affairée miss O'Neil, qui lui semblait, en vérité, se donner beaucoup de peine pour peu de chose; mais son joli visage se détendit et s'éclaira bientôt du plus vif intérêt, quand elle vit sortir successivement des profondeurs d'une caisse l'herbier de miss O'Neil, puis sa palette, ses pinceaux et son chevalet, enfin une demi-douzaine de tableaux, ouvrage de miss O'Neil. Les questions de l'enfant commencèrent alors ardentes et pressées; mais elles s'arrêtèrent soudain devant une vision plus éclatante et plus mystérieuse encore : c'était une harpe que l'Irlandaise dégageait de son étui; et quand miss O'Neil, ayant placé l'instrument sur sa base dorée, crut devoir en tirer quelques accords d'un air rêveur, l'enthousiasme de Sibylle pour cette merveilleuse étrangère ne connut plus de bornes.

— Vous m'apprendrez tout ce que vous savez, miss O'Neil?

— Tout, certainement, ma chérie.

— Je saurai, comme vous, le nom de toutes les fleurs?

— De toutes les fleurs, mon enfant.

— Je jouerai de ce bel instrument, comme les anges?

— Comme les anges.

— Et je ferai des tableaux comme les vôtres?

— Assurément, et meilleurs que les miens, j'espère.

— Je ne crois pas que cela soit possible, miss O'Neil, car ils sont superbes.

Et pour témoigner sans retard à miss O'Neil sa respectueuse admiration, Sibylle s'empressa de lui rendre tous les petits services que l'occasion pouvait réclamer. Elle l'aida de son mieux à classer et à ranger dans la chambre toutes ses richesses, et quand le moment fut venu de suspendre les tableaux, Sibylle, montée sur une chaise, présenta les clous à miss O'Neil. Ces tableaux, par parenthèse, sans être aussi superbes qu'ils le paraissaient à Sibylle, ne laissaient pas d'avoir quelque mérite, surtout par le sentiment et par la couleur; mais on pouvait leur reprocher une certaine monotonie de composition. Presque tous effectivement représentaient le même sujet, avec de très légères variantes, comme l'indiquaient

d'ailleurs les inscriptions, vraiment superflues, que miss O'Neil, dans sa modestie, avait jugé prudent de faire graver sur les cadres: « Vue d'un lac au clair de lune (par miss O'Neil). » — « La lune se levant sur un lac (par miss O'Neil). » — « Le lac. Effet de lune (par miss O'Neil), » etc.

L'Irlandaise, ayant terminé ce travail avec le concours de son officieuse petite amie, prit dans le fond de la caisse un dernier tableau qui était enveloppé précieusement d'une gaîne de toile cirée. — Celui-ci, mon enfant, dit miss O'Neil, n'est point de moi : c'est le dernier souvenir de la jeune fille qui a été avant vous mon unique élève. Elle a travaillé secrètement à cette toile, la pauvre enfant, pendant tout le mois qui a précédé mon départ, et en me la remettant elle m'a priée de ne la découvrir que quand je serais arrivée à ma destination. Ce n'est donc pas sans émotion, mon enfant, je vous l'avoue, que je vais détacher cette enveloppe.

L'enveloppe fut détachée d'une main tremblante. Le tableau, sur lequel miss O'Neil attacha aussitôt son regard impatient, représentait un lac vert-pomme, violemment éclairé par une lune monstrueuse, et au milieu du lac, dans un berceau flottant comme celui de Moïse, un enfant dont les traits, tournés à la caricature, offraient avec ceux de miss O'Neil une ressemblance grotesque. Sur le cadre on lisait : « Naissance de miss O'Neil sur un lac. Effet de lune. »

L'élève de miss O'Neil, jeune personne d'une humeur enjouée apparemment, avait cru très ingénieux, très plaisant et très aimable de laisser pour adieu à son institutrice cette allusion piquante à ses prédilections pittoresques. Miss O'Neil malheureusement n'en jugea pas comme son élève, car elle fondit en larmes, et, tombant tout éplorée sur une chaise : — Oh! dit-elle, quelle cruauté! C'est donc vrai,... j'ai eu beau faire,... elle n'a pas de cœur!... Non, elle n'en a pas!... Ah! que j'ai de peine!... Vous ne pouvez pas comprendre, ma pauvre petite, poursuivit-elle en pressant avec angoisse les mains de Sibylle, qui ne comprenait pas en effet, mais qui la regardait avec une émotion sympathique; mais tenez, je vais vous expliquer: cette jeune fille, je l'ai élevée, soignée, caressée pendant dix ans, comme une fleur chérie; pendant dix ans, elle a été jour et nuit ma vie, mon culte, ma passion... Pour ne pas la quitter, je lui offrais d'être sa servante et la servante de ses enfans!... Eh bien! sa dernière pensée, sa dernière parole, est une moquerie, une dureté, une insulte!... Vous ne pouvez pas savoir ce que je souffre, pauvre petite, vous ne pouvez pas,... c'est impossible! Imaginez que je suis seule au monde, plus seule qu'une autre, parce que je suis laide et disgraciée, et que cela me condamne à être toujours seule, sans affection, sans mari, sans enfans!... Et j'aurais été une si bonne mère,

voyez-vous, Sibylle, une si tendre mère!... Elle le sait bien, elle, cette malheureuse, que j'ai aimée plus que sa mère ne l'aima jamais. Et voilà,... elle me brise le cœur!

Et la pauvre fille cacha sa tête dans ses mains.

— Ne pleurez pas, miss O'Neil, dit Sibylle, essayant de lui prendre les mains; vous ne serez plus seule maintenant. Ma mère, à moi, est au ciel, vous la remplacerez : le voulez-vous?

— Oh! Dieu! chère petite! dit miss O'Neil, qui sanglotait.

— Nous ne nous quitterons jamais, miss O'Neil.

— Non, non, jamais.

— Comment vous appelez-vous, miss O'Neil?

— Augusta-Mary, murmura miss O'Neil à travers ses larmes.

— Eh bien! Augusta-Mary, nous ne nous quitterons jamais.

Miss O'Neil n'y put tenir : elle enleva l'enfant dans ses bras, et, la serrant convulsivement sur son cœur, elle la noya de pleurs et de caresses.

La nourrice les surprit dans cette expansion. — On demande mademoiselle au salon, dit-elle d'un ton sec.

Sibylle suivit la nourrice, mais non sans avoir envoyé, avant de sortir, un baiser suprême à son amie.

— Vous avez les yeux rouges, ma mignonne!... Que s'est-il donc passé? dit le marquis en voyant entrer Sibylle.

— C'est que j'ai pleuré avec miss O'Neil. Son élève, l'autre, lui a joué un méchant tour. Elle en a beaucoup de chagrin; mais je l'ai consolée en lui promettant d'être sa fille et de ne la quitter jamais.

— Bien! dit le marquis : il ne nous manquait plus que cela! Vous devez renoncer à cette idée, ma chère enfant : une circonstance imprévue nous force à congédier miss O'Neil.

— Vous ne le ferez pas, grand-père, je vous en prie. Elle en mourrait. Songez qu'elle est seule au monde, qu'elle est laide et disgraciée. Vous ne le ferez pas. D'ailleurs je l'aime de tout mon cœur, et je crois que j'en mourrais aussi.

— Parfait! de mieux en mieux! reprit le marquis. J'en suis aussi fâché que vous, ma chérie, poursuivit-il; mais malheureusement nous ne pouvons hésiter. Nous venons d'être informés que miss O'Neil appartient à la religion protestante, qui est une religion fausse et mauvaise.

— Je ne puis croire que miss O'Neil ait une mauvaise religion, grand-père. Soyez sûr que cela n'est pas vrai. Elle a le cœur trop bon, et d'ailleurs elle joue de la harpe comme sainte Cécile.

— Il ne s'agit point de harpe, dit avec un peu d'impatience M. de Férias : je vous répète, et vous devez me croire, que miss O'Neil, avec toutes ses vertus, a le malheur de vivre hors de notre religion, qui est la seule bonne et véritable.

— Eh bien! il faut la lui apprendre, grand-père. Je suis sûre qu'elle en sera très reconnaissante. Le curé la lui apprendra. N'est-ce pas, cher curé?

Le curé s'agitait sur sa chaise.

— Ah! si on pouvait espérer cela! dit à demi-voix la marquise.

— D'ailleurs, reprit Sibylle, qui enlaça de ses deux bras le cou de son aïeul, elle verra si bien, en vivant avec vous, que votre religion est la meilleure, qu'il ne peut pas y en avoir de meilleure au monde... Elle le verra si bien, grand-père! Je vous jure qu'elle le verra!

— Laissez, laissez donc, murmura le pauvre marquis en jetant un regard timide vers le curé.

— Dieu, monsieur le marquis, dit le curé en soupirant et en souriant, met quelquefois la vérité dans la bouche des enfans, vous savez.

Le marquis sauta sur cette branche. — N'insistez pas, curé, dit-il; vous voyez mon faible pour cette infortunée : un mot de plus, et je la garde.

— On pourrait toujours, dit le curé, essayer pendant quelque temps.

— Elle reste! elle reste! cria Sibylle. Merci, curé! merci, grand-père! — Et elle bondit hors du salon. On la rappela, mais faiblement. Elle était déjà dans les bras de miss O'Neil, qui apprit ainsi tout à la fois son danger et son salut par la douce voix du séraphin qui l'avait couverte de ses ailes.

VI. — SIBYLLE HORS DU GIRON DE L'ÉGLISE.

Cependant la généreuse détermination de M. de Férias à l'égard de miss O'Neil, aussitôt répandue et commentée dans le pays par la langue à triple dard de Mme de Beaumesnil, fit en général peu d'honneur à la judiciaire du vieux marquis, et n'en fit pas davantage à celle du curé, signalé comme son complice. Il faut convenir d'ailleurs que le monde, qui n'entre point dans les détails et qui juge les choses au point de vue absolu, était excusable de trouver bizarre et irrégulier pour le moins le fait qui était en ce moment soumis à son appréciation. M. de Férias lui-même, une fois le premier élan de son enthousiasme apaisé, ne laissa pas d'envisager avec une certaine inquiétude la responsabilité dont il s'était chargé en donnant à sa petite-fille une institutrice hérétique. Quant au curé, il eut, par-dessus la rumeur publique et les alarmes de sa conscience, le désagrément de recevoir à cette occasion les complimens du juge de paix du canton, vieillard d'une foi tiède, qui considérait Voltaire comme un dieu dont il paraissait se croire le prophète.

L'abbé Renaud se rendait au château de Férias deux ou trois jours après l'arrivée de miss O'Neil, quand il eut à subir, chemin faisant, les éloges équivoques du magistrat voltairien. Il continua sa route,

le front penché, et, rencontrant le marquis, qui faisait sous les châtaigniers de son avenue sa promenade du matin, il lui confia avec candeur ses scrupules et ses chagrins.

— Mon digne ami, lui répondit M. de Férias, vous pouvez croire que je ne suis point moi-même sur un lit de roses; j'entends comme vous les fâcheux murmures de l'opinion, je conviens en outre que le suffrage du juge de paix est un symptôme d'une mauvaise nature : en effet, après la tristesse de nos amis, ce que nous devons craindre le plus, dit le sage, c'est la liesse de nos ennemis. Néanmoins, mon cher abbé, je garderai miss O'Neil, car dans le cours de ma longue vie j'ai remarqué que les inspirations du cœur, beaucoup plus difficiles à suivre que celles d'une prudence égoïste et banale, sont toujours blâmées par le monde, mais souvent bénies par la Providence. Cependant il faut nous aider pour que Dieu nous aide, et nous ne devons rien négliger, vous et moi, mon digne ami, pour sortir à notre gloire de l'épreuve délicate où nous nous sommes engagés, c'est-à-dire pour ménager à Sibylle l'éducation forte et variée que miss O'Neil paraît si capable de lui donner, tout en maintenant l'enfant dans toute l'intégrité de la foi de ses pères.

Afin d'atteindre plus sûrement ce double but, et bien que deux années dussent encore s'écouler avant l'époque fixée pour la première communion de Sibylle, il fut convenu que l'abbé Renaud commencerait le jour même une série de conférences ayant pour objet d'asseoir sur des bases inébranlables l'orthodoxie de Mlle de Férias. Concurremment miss O'Neil procéderait sans danger, on devait s'en flatter, à la culture intellectuelle et morale de Sibylle-Anne. Miss O'Neil se conformerait fidèlement, — M. de Férias n'en doutait pas un seul instant, — à la recommandation formelle qui lui avait été faite de ne jamais traiter les questions religieuses avec son élève qu'au point de vue de la morale générale : mais si enfin, — car il fallait tout prévoir, — miss O'Neil, trompant douloureusement les espérances de M. de Férias et cédant à la manie de prosélytisme qui caractérise sa secte, s'avisait un jour de tirer une Bible de sa poche et d'entrer dans la polémique, l'abbé Renaud ne serait-il pas là, l'œil toujours ouvert, inquiet même, tout prêt à constater dès les premières apparences l'égarement de miss O'Neil?

M. de Férias joignit à ces précautions celle d'assister régulièrement pendant quelque temps aux leçons de l'Irlandaise ou de s'y faire suppléer par la marquise; mais il ne tarda pas à se relâcher d'une surveillance qui lui parut en même temps inutile et injurieuse à mesure qu'il put mieux apprécier, dans l'intimité de la vie commune, le caractère scrupuleusement honnête de miss O'Neil. — En vérité, disait le marquis, autant s'attendre à voir la délicate hermine se vautrer tout à coup dans un bourbier fétide comme le plus vil

animal de nos basses-cours que de redouter de la part d'Augusta-Mary l'ombre d'un procédé déloyal. — Telle était également la conviction de la marquise, et telle celle du curé lui-même. Ces trois honnêtes gens, délivrés alors de tout ombrage du côté de leur conscience, purent jouir avec un ravissement sans mélange de l'essor que prenaient peu à peu les heureuses facultés de Sibylle sous la baguette féerique de miss O'Neil. Cette rare intelligence en effet s'élançait vers la lumière avec une ardeur qui n'eût pas été sans danger, si elle n'eût été tempérée et guidée par un goût sûr et une prudente méthode; mais miss O'Neil était à la hauteur de sa tâche. — Je pourrais, en la poussant un peu, en faire un prodige, disait-elle à M. de Férias; mais j'aime mieux la retenir et en faire une femme distinguée. C'est à quoi je n'aurai pas d'ailleurs grand mérite, car cette petite tête aux cheveux d'or est comme une volière pleine d'oiseaux impatiens auxquels je n'ai que la peine de donner la volée.

M. et Mme de Férias, enchantés du zèle et des progrès de leur petite-fille, ne s'applaudissaient pas moins de l'agréable changement qu'ils avaient pu observer dans son caractère à dater du jour où des études positives et régulières avaient occupé sa pensée. Sans cesser d'être une fillette remarquablement sérieuse et digne, Sibylle avait perdu le goût de ces confuses rêveries auxquelles elle s'abandonnait autrefois avec un singulier plaisir, et qui répandaient presque continuellement sur son front une mélancolie étrangère à son âge. Son beau rire d'enfant, frais comme les cascades des bois, éveillait alors plus souvent les échos des vieux corridors. Elle montrait même volontiers, dans l'intimité de sa famille, une disposition d'esprit plaisante qui tournait quelquefois au burlesque. Cette sorte de jovialité, quand elle éclatait brusquement chez Mlle de Férias, formait avec la gravité habituelle de sa physionomie un contraste qui n'était pas sans grâce. S'il n'avait été adouci par un grand fonds de bienveillance naturelle, ce trait de caractère eût facilement dégénéré en humeur satirique; car Sibylle, comme une fine petite mouche qu'elle était, sous sa mine discrète et tranquille, avait le talent de saisir avec une vive sagacité les travers qui passaient sous ses yeux. Son goût pur sentait immédiatement le ridicule, de même qu'une oreille délicate sent les dissonances. Elle avait à peine un crayon dans les doigts que ce don de son esprit se révélait dans des esquisses informes, mais comiquement expressives. M. de Férias dut même un jour sévir assez durement à l'occasion d'un tableau de genre où les moustaches pudiques de Mme de Beaumesnil et le nez romain du chevalier Théodore figuraient dans des proportions insoutenables.

Mme de Beaumesnil, bien qu'elle ignorât cet incident, ne prenait, on s'en doute, qu'une très faible part aux douces émotions que le

succès de l'enseignement de miss O'Neil faisait régner dans le château de Férias. Ce n'était pas qu'elle ne fût ravie au fond, si on l'en croyait, que l'événement trompât ses prévisions; mais vraiment il y avait des gens qui étaient plus heureux qu'ils ne le méritaient. D'ailleurs il n'y a pas de bonne fin par de mauvais moyens, et enfin le dernier mot n'en était pas dit. « Et vous verrez, curé, qu'un jour ou l'autre il arrivera quelque chose, je ne sais pas quoi; mais il arrivera quelque chose qui rabattra l'orgueil des Férias, car enfin le bon Dieu est juste, et il ne le serait pas, s'il donnait raison jusqu'au bout à un entêtement si malavisé, à une charité si mal placée. Quant à vous, curé, je ne vous blâme pas; vos motifs étaient purs, je le sais : vous espériez convertir cette malheureuse créature; mais entre nous je crois que vos espérances sont depuis longtemps à vau-l'eau... hein? avouez-le, mon pauvre curé? »

Le curé l'avoua. Avec l'instinct sûr de la malignité, Mme de Beaumesnil avait posé le doigt sur le point douloureux de ce brave cœur. Ce n'était pas en effet sans une profonde amertume, encore mal dissipée, que l'abbé Renaud avait dû renoncer au rêve glorieux dont il s'était bercé un instant, et dans lequel il s'était vu couronnant miss O'Neil du voile des catéchumènes; mais il lui avait suffi de deux ou trois entretiens avec l'Irlandaise pour reconnaître en elle un certain développement de lumières et une fermeté de principes contre lesquels il avait eu la modestie de ne pas engager la lutte. M. de Férias avait confirmé lui-même le curé dans ce système de réserve, lui disant avec politesse qu'il ne fallait rien précipiter, qu'il était bon de laisser mûrir les choses, et que miss O'Neil n'était pas un esprit ordinaire, — ce qui ne paraissait pas signifier dans la pensée de M. de Férias que le curé fût un esprit extraordinaire.

Ce digne homme d'ailleurs, dégagé de toutes les illusions qu'il avait d'abord caressées à l'égard de miss O'Neil, n'en apportait que plus d'application à la partie de l'éducation de Sibylle qui lui était dévolue. De ce côté du moins, il n'éprouvait que des consolations. Il avait limité à l'enseignement de l'histoire sainte l'objet de ses leçons durant la première année, réservant pour la seconde les instructions dogmatiques du catéchisme. Or les grandeurs orientales de la Bible et ses touchantes légendes, les premiers temps du christianisme, leurs martyrs et leurs saints, parlaient vivement à l'imagination de Sibylle et éveillaient en elle une ferveur religieuse qui se substituait peu à peu à la vague poésie de son enfance. Ce n'étaient plus les fées aux robes d'or, les châteaux magiques et les princes chasseurs qu'elle évoquait dans les solitudes des bois; c'étaient les thébaïdes austères, les pâles ermites et les saintes bergères; c'était surtout ce Dieu mystérieux et imposant dont la puissance et la bonté, éclatant

autour d'elle dans toutes les scènes de la nature, germant avec les herbes, grondant avec les tempêtes, resplendissant avec les étoiles, troublaient sa pensée et charmaient son cœur.

L'enthousiasme religieux de Sibylle, bien qu'il fût en général pour le curé et pour les Férias une source de satisfaction et un sujet d'entretien délicieux, ne laissait pas de leur causer quelque embarras par les formes étranges sous lesquelles il se traduisait parfois. Il fallut un jour gronder sévèrement Sibylle, qui, se promenant dans l'avenue par une belle gelée, avait jugé sublime de se dépouiller de son manteau en faveur d'une petite mendiante, et y avait gagné un gros rhume. Une autre fois on la trouva faisant sa prière à genoux sur des mollettes d'éperons, afin d'imiter les austérités des saints dans les déserts. Il fut facile au reste de ramener au vrai un jugement aussi naturellement droit que celui de Sibylle, et quelques mots de bon sens eurent aisément raison de ces excès de zèle. Il arriva même plus d'une fois que M. de Férias eut lieu d'être surpris du caractère d'élévation et de pureté que revêtaient les élans de cette piété naissante. Une année environ après l'arrivée de miss O'Neil au château, le vieux marquis, toujours levé avec l'aurore, respirait à sa fenêtre l'air salubre d'une matinée d'avril, quand il aperçut Sibylle s'acheminant seule vers le parc. — Où peut donc aller Sibylle de si bonne heure, ma chère? dit M. de Férias en se retournant vers la marquise. Je ne la croyais même pas levée, et la voilà en campagne. On dirait qu'elle se cache. Que porte-t-elle donc dans ce panier?

— J'ignore, mon ami, ce qu'elle complote, dit la marquise; mais depuis quelques jours elle a eu de nombreuses conférences avec Jacques Féray. Hier elle s'est enfermée dans sa chambre pendant deux heures, et ce matin elle m'a emprunté mon brûle-parfums. Je n'en sais pas davantage.

— Il faut la suivre, ma chère.

M. et Mme de Férias n'eurent point de peine à retrouver sur le sable soigneusement tamisé qui recouvrait les allées dans les environs du château la trace des pas de Sibylle, et cette piste légère les conduisit, après quelques minutes de marche, aux abords d'une clairière qui couronnait le point le plus élevé du parc. Ce site était à juste titre renommé dans le pays. Entouré d'une futaie d'arbres magnifiques, il s'ouvrait du côté de la mer sur les pentes doucement étagées d'une série de collines verdoyantes. Entre les croupes de ces collines, dont les deux chaînes parallèles se touchaient par la base, une vaste ravine étendait ses déclivités jusqu'à la plage, formant à l'horizon une baie triangulaire que l'Océan remplissait tantôt d'un azur radieux, tantôt d'un flot de moire argentée. Au centre de

la clairière, un chêne colossal et miné par les siècles, s'élevait solitairement; il couvrait de son ombre un des rares monumens laissés sur la côte normande par les cultes celtiques, une énorme table de pierre brute, d'un aspect étrangement sauvage, dont il semblait être le contemporain.

M. et Mme de Férias, comme ils approchaient de la clairière, s'arrêtèrent soudain au son de la voix de Sibylle, qu'ils entendirent à quelques pas d'eux. L'enfant s'exprimait sur le ton d'une réprimande animée et presque menaçante; puis elle cessa de parler, et l'instant d'après une odeur d'encens se répandit dans l'air. Le marquis et la marquise, dont la curiosité était alors vivement surexcitée, quittèrent le chemin, s'engagèrent dans la futaie, et gagnèrent avec précaution le sommet du plateau. Ils aperçurent Sibylle agenouillée au pied du chêne et devant la table de pierre : ses yeux étaient dirigés vers le point de l'horizon où la mer se fondait avec le ciel, et ses lèvres entr'ouvertes semblaient prier. Au tronc du chêne étaient suspendues de grandes lettres figurées par un enlacement de violettes sauvages, et composant ce mot : DIEU. Sur la table de granit était posé le brûle-parfums qui laissait échapper un léger nuage de fumée, dont la spirale se déroulait lentement sur le bleu lointain de l'Océan. Un des traits les plus frappans de ce tableau, c'était la présence du fou Féray, qu'on voyait à quelque distance accroupi contre un arbre et observant Sibylle avec la mine en même temps humiliée et farouche d'un chien qu'on a battu.

Devant cette scène, Mme de Férias fondit en larmes, et, s'agenouillant sur le gazon, elle joignit son ardente prière à celle qui s'élevait vers le ciel du cœur pur de l'enfant. Cependant M. de Férias était demeuré immobile, le front pensif et presque soucieux.

— Qu'avez-vous donc, mon ami? dit la marquise en se relevant.

— Rien, dit-il. Allons l'embrasser.

Sibylle, au bruit de leur approche, bondit sur ses pieds et devint rouge comme une fraise. — Mon enfant, dit le vieux marquis en la serrant dans ses bras, c'est bien; mais il manque une croix à votre autel : il faut rappeler la bonté de Dieu à côté de sa puissance.

— C'est vrai, dit Sibylle; je mettrai une croix.

— Est-ce vous seule, ma mignonne, dit Mme de Férias, qui avez fait ces belles lettres de fleurs?

— C'est moi, répondit Sibylle, mais c'est Jacques qui a cueilli les violettes. Et croiriez-vous que je n'ai jamais pu le décider à prier avec moi? C'est un monstre! — Sibylle accompagna cette objurgation d'un jeu de sourcils terrible, qui parut affecter cruellement Jacques Féray. Il baissa ses yeux hagards vers le sol, et murmura d'une voix timide : Il n'y a pas de bon Dieu!

— Malheureux! s'écria Sibylle, et, le poussant tout à coup par les épaules, elle lui fit perdre l'équilibre. Le voyant alors étendu au pied de l'arbre dans une attitude de gaucherie effarée, elle lança brusquement dans les bois un de ses doux éclats de rire, et, haussant les épaules : — Grand sot! dit-elle.

Jacques parut enchanté.

La journée que Sibylle avait commencée par cet acte de foi naïve était un dimanche, et, suivant l'usage, les châtelains de Férias, après avoir déjeuné à la hâte, se rendirent à l'église de la paroisse. Ils arrivèrent quelques minutes avant l'heure de la messe, et la petite nef était encore déserte. Le chœur seul était occupé par un groupe composé de la famille Beaumesnil et du curé. Mme de Beaumesnil, remarquable par un air plus affairé et plus important que de coutume, mettait alors la dernière main à la décoration d'une petite table placée devant le maître-autel, et sur laquelle reposait une figure de cire au visage fardé, aux yeux d'émail et aux cheveux bouclés, encadrée de fleurs en papier et d'ornemens en chenille. Autour de cette image, don pieux et spirituel de Mme de Beaumesnil, étaient étalées diverses estampes coloriées où l'on voyait principalement des cœurs de toute dimension, les uns percés de flèches, les autres enflammés, quelques-uns avec des ailes. Le curé, le chevalier Théodore et Mlle Constance contemplaient cet édifiant chef-d'œuvre d'un œil profondément charmé, tandis que M. de Beaumesnil se pâmait dans un rire béat.

— Qu'est-ce que c'est? dit Sibylle en s'approchant curieusement.

— Mon enfant, dit Mme de Beaumesnil, c'est un nouveau bon Dieu que j'ai fait venir de Paris.

La foule se précipitait en ce moment dans la nef, et mit fin au dialogue. Sibylle prit sa place dans le banc de sa famille; mais le marquis observa qu'elle ne priait point avec son recueillement ordinaire. La distraction de Sibylle était du reste partagée par tous les fidèles, qui, pendant la cérémonie, ne cessaient de jeter des regards impatiens sur le petit autel supplémentaire et d'échanger des chuchotemens mêlés de sourires. Quand la messe fut terminée, la curiosité, si longtemps et si mal contenue, fit explosion, et le chœur fut pris d'assaut par la foule. En cet instant critique, le chevalier Théodore Desrozais, opposant ses grands bras au flot des envahisseurs et dominant le tumulte des éclats de sa voix de chantre, réussit à transformer la cohue en un défilé méthodique; puis, adoptant le rôle de cicerone, il démontra à chaque groupe de curieux les grâces et les mérites de la figure de cire, dont il se plut même à faire jouer les yeux d'émail par le moyen d'un ressort ingénieux. Les impressions que cette scène laissait dans l'esprit des assistans

étaient de diverse nature : quelques hommes, à peine sur le seuil du porche, riaient à leur aise du bon Dieu de Mme de Beaumesnil; quelques vieilles femmes, prises d'une dévotion subite pour cette image, lui consacraient des cierges. Mme de Férias, sur l'invitation pressante de Mme de Beaumesnil, eut la politesse de se ranger au nombre de ces prosélytes vulgaires.

Sibylle, en retournant au château, resta remarquablement triste et silencieuse. Avait-elle été choquée des indécentes familiarités d'un tel épisode, contrastant avec l'idée solennelle qu'elle s'était faite de la Divinité et du culte qui lui était dû? La logique droite et même un peu raide qui caractérise l'intelligence des enfans lui suggérait-elle à cette occasion des réflexions d'un ordre plus sérieux encore? Quelles que fussent ses pensées, l'enfant les garda pour elle.

Cependant l'époque fixée pour sa première communion approchait. L'abbé Renaud venait alors presque chaque jour au château de Férias; il y partageait le dîner de la famille, qui avait lieu à midi, et donnait ensuite à Sibylle une leçon de catéchisme. — Une après-midi, M. de Férias, qui peu d'instans auparavant avait laissé sa petite-fille enfermée avec le curé, fut surpris de la rencontrer tout à coup dans le jardin. — Mais que faites-vous là? lui dit-il: est-ce que l'abbé est déjà parti?

— Non, dit brièvement Sibylle, il dort.

— Comment! reprit le marquis, est-ce qu'il s'endort souvent ainsi?

— Très souvent après dîner.

— Il n'importe, dit gravement M. de Férias, votre devoir était d'attendre son réveil avec patience. Je n'aime ni votre conduite ni votre ton, qui manquent de respect.

Ce n'était pas la première fois que M. de Férias avait l'occasion de constater dans l'attitude et dans le langage de Sibylle vis-à-vis du curé une nuance assez indéfinissable d'irrévérence et presque de dédain. Alarmé de ce bizarre symptôme, il ne l'était pas moins de l'humeur mélancolique qui depuis quelque temps s'était emparée de l'enfant, et du goût qu'elle avait repris pour la solitude. En même temps, chose étrange, il croyait voir qu'une altération analogue se produisait peu à peu dans le caractère de l'abbé Renaud, dont la santé même ne paraissait pas aussi bonne qu'autrefois. L'incident du jour prêtait une nouvelle gravité à ces observations. La leçon finie, le marquis et la marquise mandèrent le curé. Le brave homme arriva tout haletant sous le poids de trois énormes in-quarto qui chargeaient son bras. — Ah! ah! qu'avez-vous donc là, l'abbé? dit M. de Férias.

— Monsieur le marquis, ce sont les Pères.

— Ah! ce sont les Pères?

— Oui, ce sont quelques volumes des Pères que je prends la liberté d'emprunter à votre bibliothèque, et que j'emporte au presbytère.

— Ah! vous relisez les Pères, l'abbé?

— Oui, monsieur le marquis: je me propose même de les relire à fond, et je me reproche de ne l'avoir pas fait plus tôt. Au surplus, j'y passerai mes nuits, s'il le faut.

M. de Férias toussa légèrement. — Hem! mais voilà du zèle, l'abbé, voilà du zèle!... Et vous êtes toujours content de Sibylle, mon ami?

Une faible teinte rosée nuança les joues du vieux prêtre. — Toujours, monsieur le marquis; mais, vous le savez, l'enfant a de l'esprit!

— Voulez-vous dire, l'abbé, qu'elle abuse de son esprit?

— Mon Dieu! monsieur le marquis, si quelqu'un doit être blâmé en cette affaire, c'est moi seul. Avant d'entrer en lice contre une intelligence si subtile, j'aurais dû sans doute fourbir à neuf mon arsenal théologique, un peu rouillé par les années.

— Comment! l'enfant discute donc avec vous?

— A dire vrai, monsieur le marquis, elle ne s'en fait pas faute depuis quelque temps. Aujourd'hui en particulier elle a soulevé quelques objections véritablement embarrassantes.

— Mais à propos de quoi, mon pauvre abbé?

— A propos de tout, monsieur le marquis, et spécialement à propos des mystères.

— A propos des mystères? Mais cela n'est pas naturel, l'abbé. Les mystères n'ont rien qui doive étonner l'intelligence des enfans, car pour eux tout est mystère. Il faut qu'il y ait là-dessous du parti-pris.

— Véritablement, monsieur le marquis, je serais quelquefois tenté de le croire.

— Expliquez-vous, mon digne ami : soupçonneriez-vous miss O'Neil d'exercer sur l'esprit de Sibylle quelque malfaisante influence?

L'abbé Renaud écarta les bras et leva légèrement les épaules. — Hélas! je ne sais qu'en penser, dit-il. Je dois reconnaître que miss O'Neil, lorsqu'elle assiste à mes leçons, s'y comporte avec une parfaite bienséance; mais il est trop évident que je perds chaque jour davantage la confiance et même le respect de l'enfant.

Au milieu des angoisses qui déchiraient en ce moment le cœur du vieux marquis, aucune circonstance ne pouvait lui être d'un surcroît plus désagréable que l'arrivée de Mme de Beaumesnil, qu'on introduisit tout à coup dans le salon. Mme de Beaumesnil cependant voulut bien ne triompher qu'avec modération de la douleur de ses voisins et de l'accomplissement de ses prophéties. Elle se contenta de prendre l'attitude du sage méconnu pour qui l'heure de la justice a

enfin sonné; puis elle demanda tranquillement si miss O'Neil était encore au château.

— Sans doute, madame, dit le marquis. Il ne faut pas que le malheur nous rende injustes. Miss O'Neil n'est encore que soupçonnée; mais je conviens qu'une matière aussi grave veut être éclaircie sans délai. Venez avec moi, l'abbé.

M. de Férias, en sortant du salon, rencontra un domestique qui avait laissé Mlle Sibylle et miss O'Neil au carrefour du vieux chêne. Le marquis et l'abbé se dirigèrent de ce côté. Ils convinrent, chemin faisant, que ce n'était pas l'heure d'écouter de vains scrupules, et que le seul moyen de connaître la vérité était de surprendre l'entretien de miss O'Neil et de son élève. Ils s'approchèrent donc avec précaution à travers le fourré, et parvinrent à gagner, sans être aperçus, la frange épaisse d'arbres et de buissons qui bordait la clairière. Miss O'Neil, assise sur la table druidique, tenait une sphère céleste; elle en expliquait le mécanisme à Sibylle, agenouillée près d'elle sur un coussin, et levait de temps à autre la main vers les différens points de l'horizon, comme pour appliquer sur le firmament ses démonstrations théoriques. Cette leçon du reste touchait à sa fin, car l'Irlandaise déposa la sphère, et après quelques mots insignifians sur la beauté de la journée elle détacha du tronc du vieux chêne quelques brins de mousse qu'elle mit dans la main de son élève attentive. Miss O'Neil fit admirer d'abord à Sibylle la structure délicate et compliquée de ces fleurettes innombrables dont elle lui analysait chaque détail avec précision; puis, découvrant dans ce nid velouté toute une tribu de petits insectes ailés, elle lui nomma cette peuplade microscopique et lui en décrivit les mœurs particulières. — Vous ne sauriez croire, ma chère enfant, ajouta miss O'Neil, combien j'aime à descendre dans ces mondes mystérieux et dédaignés, et à y retrouver la main du Créateur présente, prévoyante et paternelle comme dans l'ensemble grandiose de l'univers. Cela me fait du bien à l'âme. S'il m'arrive quelquefois de craindre qu'une humble créature comme moi, que sa vie obscure et sa faible prière ne puissent prétendre à l'intérêt du Dieu qui règne au milieu des étoiles, je regarde un de ces brins de mousse où sa providence est aussi visible que dans le soleil même, et je me rassure.

— J'aime bien Dieu, dit Sibylle.

— Et il vous aime, ma chère.

— Je n'en sais rien, dit l'enfant.

Miss O'Neil la regarda fixement. — Vous avez de tristes pensées depuis quelque temps, Sibylle.

— Très tristes, miss O'Neil. — Et deux larmes glissèrent sur les joues un peu pâlies de la pauvre petite.

— Et vous ne me les confiez pas, mon enfant?

— Vous m'avez défendu de vous parler de religion, dit timidement Sibylle.

— Sans doute, mon enfant. Il y a à la vérité quelques grandes notions religieuses communes à tous les êtres pensans et au-dessus de toute controverse humaine, comme celle d'un Dieu créateur, qu'il doit m'être permis de mêler sans cesse à mon enseignement, puisqu'elles sont mêlées à tout ce qui en fait l'objet; mais entrer avec vous dans des questions de doctrine, dans la discussion de points de foi particuliers, ce serait manquer odieusement à tous les devoirs que la reconnaissance, la délicatesse, la plus vulgaire probité, m'imposent vis-à-vis de vos parens et vis-à-vis de ma conscience. Je ne le ferai jamais. Ne parlons donc plus de vos tristesses, puisqu'elles se rapportent à la religion. Permettez-moi seulement de vous dire que je ne les conçois pas. Je crains réellement, Sibylle, que vous n'apportiez point dans ces matières assez de simplicité de cœur et d'humilité d'esprit. Il est si facile et si naturel d'adopter avec confiance la religion de ses parens, et surtout de parens comme les vôtres.

Sibylle baissa la tête et ne répondit pas.

Miss O'Neil se leva. — Venez courir dans les bois, dit-elle.

Et elle ajouta en souriant : — Cela sied mieux à votre âge, ma chère, que de faire l'esprit fort.

Sibylle l'embrassa, lui prit le bras, et toutes deux disparurent dans une allée.

Les deux témoins invisibles de cette scène se dégagèrent alors du fourré. — Eh bien! l'abbé, dit M. de Férias, se posant les bras croisés, et non sans un certain air victorieux, en face de son compagnon.

— Eh bien! monsieur le marquis, il est clair que nos embarras ne nous viennent point de ce côté.

— Mais au contraire, l'abbé : vous voyez que miss O'Neil nous seconderait plutôt. Quoi de plus sain, quoi de plus édifiant même que le ton de son enseignement? Avouez avec moi qu'après un tel éclaircissement, renvoyer cette jeune femme serait le comble de l'iniquité!

— Assurément, monsieur le marquis. C'est mon insuffisance seule, je le vois trop, qui nous suscite ces difficultés.

— Non, mon ami, non, ce n'est pas cela. Il n'y a là qu'une lubie d'enfant qui passera. Venez, allons retrouver ces dames.

Mme de Beaumesnil accueillit avec étonnement d'abord, puis avec un sourire de fine incrédulité le double témoignage de M. de Férias et du curé à la décharge de miss O'Neil. — Tout cela était fort beau sans doute; mais miss O'Neil, avertie par quelque indice de la pré-

sence des deux observateurs, n'avait-elle pu déjouer leur surveillance par une adroite comédie? C'était la question que Mme de Beaumesnil se posait dans l'amertume de son cœur, car il lui en coûtait d'accuser son prochain, fût-il Turc; mais enfin la résistance de Sibylle aux instructions du curé était une singularité qu'il fallait bien expliquer, qui évidemment ne pouvait provenir du fait de l'enfant elle-même, qui lui était donc suggérée par quelque inspiration étrangère, et quelle pouvait être cette inspiration, sinon celle de miss O'Neil?

Encore tout pénétrés de l'accent de sincérité dont le langage de l'institutrice avait été si clairement empreint, le marquis et le curé ne pouvaient être que faiblement ébranlés par la dialectique venimeuse de Mme de Beaumesnil; mais la marquise s'y montra plus sensible : c'était un soulagement pour elle que de pouvoir attribuer à une cause connue, positive et facile à écarter, les angoisses qui déchiraient son cœur et sa conscience. Toutefois, connaissant l'inflexible fermeté de son mari dans les voies de la justice, elle n'osa lui demander le renvoi de miss O'Neil : elle le supplia seulement de permettre que Sibylle allât passer quelques semaines en retraite chez les Beaumesnil, où le curé lui continuerait ses leçons, loin de toute influence suspecte. M. de Férias, cédant aux larmes de la marquise, accepta cet amendement, fruit des insinuations de Mme de Beaumesnil. On prit pour prétexte aux yeux de miss O'Neil et de Sibylle quelques fièvres qui s'étaient déclarées parmi les enfans de la ferme, et qu'on affecta de croire contagieuses. On prépara à la hâte le trousseau de Sibylle, et deux heures plus tard Mme de Beaumesnil, pleine de gloire, emmenait sa proie.

Le moindre événement qui vient agiter un instant la torpeur monotone de certaines existences provinciales y est reçu comme une bénédiction. L'arrivée et l'installation de Sibylle sous le toit pointu des Beaumesnil eurent ce caractère. Une allégresse infinie se répandit aussitôt comme un feu de joie dans toute la maison, depuis le salon chinois, où une cinquantaine de mandarins souriaient éternellement à M. de Beaumesnil, qui éternellement souriait aux mandarins, jusqu'à la cuisine, où Mlle Constance courut commenter la nouvelle aussi vite que le lui permit son embonpoint. Quant au chevalier Théodore, son premier mouvement en cette grande conjoncture fut de descendre à la cave, et le second d'en rapporter deux bouteilles de vin vieux, afin de faire honneur à Mlle de Férias, tout en se faisant plaisir à lui-même. On se mit à table au milieu de cette agréable excitation, qui, doucement entretenue par les fumées du repas, se traduisit par un déchaînement de verbeux commérages. Les voisins et les voisines, leurs habitudes, leurs opinions politiques, leur toilette du dernier dimanche, furent tour à tour passés en revue par

la maîtresse du logis, qui généralement blâma les uns et n'approuva pas les autres. — N'oubliant pas toutefois le but moral de la fête, Mme de Beaumesnil entremêlait çà et là sa charitable chronique de quelques anecdotes instructives qu'elle accompagnait de clins d'œil adressés à Sibylle. Tantôt c'était une petite fille qui, pour avoir mal fait sa prière, avait été tirée par les pieds pendant la nuit, tantôt c'était un petit garçon qui, pour avoir eu des distractions pendant le catéchisme, avait reçu le fouet d'une main invisible. Ces effrayantes légendes parurent malheureusement affecter M. de Beaumesnil beaucoup plus que Sibylle. Lui-même n'avait-il pas fait la nuit dernière un rêve bien digne de figurer parmi ces sinistres miracles? Il avait rêvé qu'il était mouton, et qu'il bêlait tristement sur le sommet d'une haute montagne. M. de Beaumesnil, pour donner plus de couleur à son récit, voulut bien l'appuyer de quelques bêlemens imitatifs qui eurent le privilége d'amener sur les lèvres de Sibylle son premier sourire de la soirée. — Au dessert enfin, le chevalier Théodore chanta quelques refrains de ses pères, dont tout ce que Sibylle put comprendre fut que le chevalier aimait à danser sur la fougère avec les bergères, ce qui effectivement lui arrivait quelquefois après vêpres. Puis le chevalier, qui était alors au comble de l'exaltation, saisissant d'une main la pauvre Sibylle et entraînant de l'autre l'épaisse Constance, commença à travers la salle une vive farandole, qui se termina brusquement par l'effraction d'une pile d'assiettes et par l'interpellation de stupide animal que sa sœur ne lui fit pas attendre.

Sibylle, qui se sentait comme naufragée au milieu d'une tribu de cannibales, éprouva enfin un moment de bien-être quand elle se trouva seule, installée dans la chambrette de son amie Clotilde et couchée sous ses rideaux blancs. Cachant alors sa tête dans les plis de l'oreiller, pour n'être pas entendue de Mlle Constance, sa voisine, et mordant une boucle de ses cheveux, elle pleura abondamment.

Le lendemain, l'abbé Renaud se présenta de bonne heure au Manoir. Mme de Beaumesnil s'inquiéta d'un peu de fatigue qui paraissait sur ses traits. — Ce n'est rien, dit-il : c'est que j'ai lu une partie de la nuit. — Le déjeuner le remit. Se trouvant alors en bonnes dispositions, l'excellent homme emmena son élève sous une tonnelle du jardin, et, posant sur une petite table sa tasse de café, dans laquelle il puisait une cuillerée de temps en temps, il répondit victorieusement aux questions épineuses que Sibylle lui avait posées la veille. Mme de Beaumesnil, assise à deux pas, tricotait en surveillant Sibylle d'un œil sévère. Contre l'habitude et à la vive satisfaction du curé, la leçon s'acheva sans que l'enfant eût soulevé la moindre objection.

En récompense de cette docilité, Mme de Beaumesnil organisa sur-

le-champ dans le salon chinois une petite chapelle qu'elle orna de coquillages et d'images de dévotion, et devant laquelle le chevalier se mit aussitôt à chanter vêpres comme s'il eût été au lutrin, tandis que Sibylle le regardait avec épouvante. A ce jeu édifiant succédèrent des lectures pieuses, faites alternativement d'une voix de psalmodie par Mme de Beaumesnil et Mlle Constance, qui s'interrompaient de temps à autre pour gourmander rudement, de leur voix ordinaire, les mendians qui se présentaient dans la cour. Elles ne semblaient point d'ailleurs comprendre les livres qu'elles lisaient, et pouvaient au surplus donner pour excuse qu'ils étaient incompréhensibles. Ces femmes n'avaient garde en effet de demander leur instruction ou leurs consolations à l'œuvre, si riche et si variée cependant, des grands hommes et des saints qui, dans tous les temps, ont honoré à la fois l'église et l'esprit humain en prêtant à la vérité un langage digne d'elle. Il leur fallait mieux : il leur fallait quelqu'une de ces niaises productions mystiques où toute vérité morale et religieuse disparaît sous les fleurs les plus fades d'un symbolisme raffiné; la phraséologie précieuse et vide de cette basse littérature avait l'avantage de bercer doucement la paresse de leur pensée, la mollesse de leur âme et le sommeil de leur conscience, en paraissant même les sanctifier. Sibylle, après avoir essayé vainement de saisir le sens de ce verbiage, avait fini par s'endormir; elle fut réveillée en sursaut par la voix formidable du chevalier, qui entonnait un cantique, soutenu par le contralto de Mme de Beaumesnil et par le fausset de Mlle Constance. Sibylle, invitée à se joindre à ce concert spirituel, s'y joignit.

M. et Mme de Férias vinrent ce jour-là dîner au Manoir. Mme de Beaumesnil les informa de la soumission de Sibylle et du succès complet de l'expérience, et reçut en retour leurs affectueux remercîmens. Le dîner se passa sans incidens; seulement, Sibylle s'étonnant que miss O'Neil ne fût pas venue la voir, et Mme de Férias alléguant qu'elle avait été retenue par une indisposition, Mme de Beaumesnil crut devoir exprimer l'espérance que miss O'Neil n'en mourrait pas, car si elle mourait, elle irait directement en enfer, ce qui était pénible à penser. Cette proposition, appuyée par quelques murmures de condoléance, fit ouvrir de grands yeux à Sibylle, qui apparemment avait peine à se figurer Mme de Beaumesnil couronnée de l'auréole des élus en regard de miss O'Neil plongée dans les puits de l'abîme.

Le soir, comme Sibylle venait de se mettre au lit, Mme de Beaumesnil, en l'embrassant, découvrit dans les plis de sa chemisette une petite médaille d'argent que l'enfant tenait de sa grand'mère. — Qu'avez-vous là, ma chère fille? — Elle examina la médaille. —

Otez cela, reprit-elle; je veux vous donner quelque chose de mieux. — Elle ouvrit une armoire et en tira une boîte remplie de médailles. Mme de Beaumesnil avait des médailles de toute sorte : elle en avait de bonnes, elle en avait de meilleures, elle en avait d'excellentes. Ce fut une de ces dernières qu'elle suspendit au cou de Sibylle en lui en expliquant les vertus particulières.

— Mais je voudrais garder la mienne avec la vôtre, dit Sibylle.

— Vous le pouvez, mon enfant; seulement ne vous étonnez pas si la vôtre devient en peu de jours terne comme du plomb.

— Et pourquoi, madame?

— C'est un miracle qui arrive souvent, dit Mme de Beaumesnil, quand une médaille est jalouse de sa sœur.

— Comment! de sa sœur! De quelle sœur? s'écria l'enfant avec une sorte d'effroi; mais il n'y a qu'une sainte Vierge, madame!

Mme de Beaumesnil y réfléchit un instant. — Sans doute, reprit-elle en hésitant, assurément;... mais cela ne fait rien. Voyons, tâchez de dormir, mademoiselle, au lieu de bavarder à tort et à travers comme une pie borgne.

Obéissant à cette pressante recommandation, Sibylle appela de tout son cœur le bienfaisant sommeil; mais elle l'appela longtemps avant de pouvoir échapper à la confusion d'idées qui torturait son cerveau.

Les jours qui suivirent cette première journée d'épreuve en furent la répétition à peu près exacte, et nous n'en dirons rien. Après trois semaines de ce régime, Sibylle, silencieuse et douce comme une colombe, était citée avec orgueil par Mme de Beaumesnil comme une néophyte exemplaire. — Désormais, disait-elle, Mlle de Férias était aussi bien préparée qu'elle-même aux plus hauts devoirs de la religion. — Grande fut donc la surprise de la dame, quand un matin Sibylle, arrivant sous la tonnelle pour prendre sa leçon de catéchisme, déclara tranquillement qu'elle ne la prendrait pas, que cela était inutile, puisqu'elle était décidée à ne pas faire sa première communion cette année-là. A cet étonnant discours, Mme de Beaumesnil, devenue subitement plus rouge qu'une pivoine, se dressa sur sa chaufferette comme une pythonisse sur son trépied, tandis qu'une pâleur de marbre s'étendait sur le visage du curé.

— Et pourquoi, mademoiselle, ne ferez-vous point votre première communion, s'il vous plaît? dit Mme de Beaumesnil d'une voix sifflante.

— J'ai des pensées qui ne me le permettent pas, madame.

— Quelles pensées?... Voyons! parlerez-vous?

— Je ne puis les dire.

— C'est bien, mademoiselle. Ah! la vilaine petite masque! Ah! comme je vous fouetterais, ma mie, si j'étais votre mère!

— Heureusement, madame, vous ne l'êtes point! dit Sibylle.

Mme de Beaumesnil descendit de sa chaufferette, la regarda en face un instant, et, ne pouvant la tuer, se retira.

Une demi-heure après, l'abbé Renaud faisait son entrée dans la cour du château de Férias, accompagné de Sibylle, qui lui avait refusé toute explication. Elle gagna sa chambre à la dérobée, tandis que le pauvre curé, essuyant les gouttes de sueur qui ruisselaient comme des larmes sur son visage, se présentait dans le salon.

En apprenant l'étrange détermination de leur petite-fille, M. et Mme de Férias furent atterrés : ce coup les atteignait dans les parties les plus vivantes et les plus sensibles de leur être: leur tendresse, leur conscience, leur fierté, tout souffrait, tout saignait à la fois. Miss O'Neil, qui était présente, partagea leur douleur. On fit appeler Sibylle. Elle descendit aussitôt. Sa pâleur était effrayante. Comme elle s'approchait de son aïeul pour l'embrasser, le vieillard l'arrêta de la main. — Ma fille, dit-il, gardez vos caresses; elles ne sont pas de saison quand vous nous brisez le cœur. Je ne vous reproche point vos pensées, vous n'en êtes pas maîtresse: mais votre confiance dépend de vous, et vous êtes impardonnable de nous la refuser. Vous me forcez de vous dire que j'ai le droit de l'exiger, et je l'exige. Vous entendez.

Sibylle l'avait regardé d'un œil fixe pendant qu'il parlait : elle sembla vouloir répondre, ses lèvres s'agitèrent vaguement, puis elles devinrent livides tout à coup, et l'enfant s'affaissa sur le parquet. On la mit au lit, et un accès de fièvre succéda à cette violente syncope. En revenant à elle, elle vit le marquis et la marquise penchés sur elle et lui souriant. — Ma chère fillette, lui dit son aïeul, calmez-vous. J'ai eu tort de vous presser. Si vous nous affligez, c'est à regret certainement; c'est pour obéir à quelques-uns de ces scrupules qui naissent souvent dans les consciences délicates. Ces chimères s'envoleront d'elles-mêmes quand il plaira à Dieu. En attendant, dans tout ce qui touche à la religion, je vous laisserai une pleine liberté.

— Vous êtes bon! dit Sibylle. Elle passa un bras autour du cou du vieillard, attira sa tête blanche sur l'oreiller, et s'endormit paisiblement.

M. de Férias, alarmé du profond ébranlement de ce jeune esprit, avait en effet résolu, non-seulement d'en respecter les mystérieuses angoisses, mais de le soustraire absolument pendant quelque temps à l'ordre de préoccupations qui semblait y avoir causé ces ravages. A dater de ce jour, les leçons de l'abbé Renaud furent suspendues : miss O'Neil fut priée d'éviter dans ses entretiens tout ce qui pouvait servir d'aliment à une exaltation dangereuse; le marquis enfin, bra-

vant les murmures de l'opinion, les tristesses du curé et les froideurs croissantes de Mme de Beaumesnil, eut le courage de dispenser Sibylle, jusqu'à nouvel ordre, de toute pratique religieuse. Le dimanche suivant, ce fut dans l'église de Férias une rumeur mêlée de blâme et de pitié quand on vit le marquis et la marquise prendre tristement place dans leur banc à côté de la chaise vide de leur petite-fille.

A part les restrictions que la prudence de M. de Férias jugeait nécessaires, les choses reprirent au château leur cours accoutumé. Des jours calmes s'y succédèrent. M. et Mme de Férias continuaient à tourner dans le cercle de leurs habitudes avec le même air de grave bienveillance; Sibylle et miss O'Neil poursuivaient leurs études et leurs promenades avec la même régularité. Tout semblait donc aller pour le mieux; seulement le visage des deux vieillards se montrait chaque matin plus altéré, comme si des larmes secrètes y eussent creusé chaque nuit un sillon plus profond : en même temps un cercle bleuâtre s'élargissait peu à peu sous les longs cils de l'enfant, et dès qu'elle était seule, sa tête s'inclinait comme sous le poids d'un fardeau. Quant à miss O'Neil, dont la structure osseuse était naturellement saillante, les pommettes de ses joues prenaient un relief extraordinaire. — Monsieur, dit-elle un jour à l'abbé Renaud, qui avait continué ses visites au château avec l'abnégation d'un vrai chrétien, vous voyez ce qui se passe : il y a ici une énigme fatale, un sphinx qui nous dévore tous. Il ne s'agit plus que de savoir lequel de nous succombera le premier, et je prie Dieu que ce soit moi.

VII. — LA BARQUE.

On était arrivé aux premiers jours de l'automne. C'était un dimanche; M. et Mme de Férias, qui dînaient au presbytère, avaient renvoyé leur voiture le matin, en donnant l'ordre qu'elle vînt les reprendre à la sortie des vêpres. Quelques instans avant l'heure indiquée, la voiture s'arrêtait, suivant la coutume, dans l'unique rue du village; Sibylle en descendit. Elle avait profité du retour de la voiture pour venir admirer du haut des falaises une des grandes marées de l'année, dont les effets devaient être doublés par l'ouragan violent qui depuis la veille sévissait sur la côte. L'enfant, un peu affaiblie, gravit avec effort le revers de la lande, arriva toute haletante sur le sommet, et, passant sous le mur du cimetière, elle s'avança vers quelques roches saillantes qui marquaient le bord extrême de la falaise. Au milieu de ces roches, elle aperçut la silhouette familière de Jacques Féray : il était assis les coudes sur ses genoux, la tête dans ses mains, et regardait la mer. Sibylle lui

toucha l'épaule. Le fou, troublé dans ses méditations, jeta de côté un regard furieux qui s'adoucit dès qu'il l'eut reconnue : il s'écarta un peu comme pour lui faire place et reprit ensuite sa pose avec sérénité ; Sibylle s'assit gravement près de lui. — Devant eux s'étendait le livide Océan, grondant, soulevé, terrible : des légions de vagues, dressant leurs crêtes écumantes, se précipitaient sur les falaises, et en mordaient la base avec de confuses et sauvages clameurs, auxquelles se mêlaient les plaintes aiguës du vent et par intervalles quelques fragmens de psalmodie sacrée qui s'élevaient de l'église voisine. Un lourd ciel d'automne où fuyaient en désordre des masses de nuages pareilles à des fumées d'incendie achevait de répandre sur cette scène un caractère saisissant de mélancolie et même de désolation.

Après quelques momens de contemplation silencieuse, Sibylle prit doucement une des mains du fou, qui tourna aussitôt vers elle son œil inquiet. — Mon pauvre Jacques, dit-elle, nous sommes bien malheureux. — Jacques Féray fit de la tête un triste signe d'assentiment. — Dieu nous a abandonnés, mon pauvre Jacques! — Les regards de Jacques s'attachèrent sur elle avec une expression de profonde surprise. — Vous aussi! dit-il à voix basse. — Oui, il m'a abandonnée, reprit l'enfant. — Jacques, sans se lever, se retourna vers la petite église, à laquelle il montra le poing; puis, haussant les épaules, il se replaça dans sa première attitude. Sibylle, ramenant sa mante sur son sein, qui frissonnait, se replongea de son côté dans sa sombre rêverie.

Elle en fut tirée brusquement par des cris de femme qui se firent entendre derrière elle dans l'enceinte du cimetière. Sibylle se leva aussitôt et vit s'agiter avec un air de désordre et d'effroi le petit groupe de fidèles qui, n'ayant pu trouver place dans l'église, stationnait suivant l'usage sur le seuil du porche. Quelques-uns étaient montés sur des tombes, d'autres sur le mur du cimetière, et tous dirigeaient vers le large des regards empreints d'une curiosité fiévreuse. Sibylle découvrit bientôt l'objet de cette alarme : c'était une grosse barque de pêche qui venait d'apparaître à l'angle d'une falaise, et qui semblait lutter péniblement contre la violence des vents et de la mer. Elle avait perdu une partie de sa voilure, et laissait voir d'autres signes de détresse évidens pour l'œil le moins exercé. Cette barque devait appartenir à quelque port voisin, le petit havre de Férias ne pouvant abriter derrière sa grossière jetée en pierres sèches que des chaloupes de la plus faible dimension, qui toutes d'ailleurs s'y étaient réfugiées depuis la veille. L'anse de Férias cependant pouvait offrir une certaine sécurité relative, grâce à une série de roches et de hauts-fonds qui la fermaient d'un côté,

et lui formaient, en s'avançant au loin dans la mer, une sorte de jetée naturelle. Bien que couverte aux trois quarts par le flot, cette ligne d'écueils et de bancs de sable n'en protégeait pas moins ce point de la côte contre les lames du large. C'était la pointe extrême de ces récifs que la barque, qui était alors en vue, s'efforçait de doubler en ce moment, avec l'intention manifeste de chercher dans le havre de Férias le seul refuge qu'elle pût désormais espérer.

Cependant au bruit de l'événement l'église avait été désertée, et une foule bourdonnante, au milieu de laquelle figurait le curé lui-même, encore revêtu des ornemens du culte, se pressait sur le bord de la falaise, et commentait avec animation les manœuvres désespérées de la barque en péril. On voyait alors distinctement les trois ou quatre hommes qui la montaient, les uns s'efforçant d'assujettir les haillons de toile qui leur restaient, les autres paraissant vider des seaux par-dessus le bord, tous déployant une activité convulsive. On croyait même de temps à autre entendre leurs cris. M. de Férias et le curé, profondément émus de ce spectacle, supplièrent les pêcheurs du village de mettre une chaloupe à la mer, et d'essayer de porter secours à ces malheureux; mais les plus libérales promesses du marquis échouèrent : le meilleur canot du port, lui fut-il répondu, serait chaviré en deux temps par une mer pareille; on plaignait ces pauvres gens, mais on ne voulait pas se perdre à plaisir avec eux.

Depuis une longue demi-heure, la barque affalée se maintenait laborieusement à la hauteur du petit cap sans pouvoir le franchir, quand soudain deux ou trois embardées plus heureuses la portèrent au-delà de cette limite fatale qui seule semblait la séparer du salut. On entendit sur la falaise un cri de joie, qui l'instant d'après se changea en une exclamation de terreur et de pitié : la barque venait d'être rejetée sur la pointe même du cap. Pendant deux ou trois minutes, elle talonna violemment contre les aiguilles rocheuses qui signalaient l'extrémité du haut-fond; puis elle bondit avec la vague, tomba brusquement sur le flanc comme un animal blessé, et ne se releva pas. Elle ne fut préservée d'une destruction immédiate que par quelques récifs invisibles entre lesquels sa quille paraissait être engagée; mais chaque coup de mer qui venait alors l'assaillir, en la couvrant d'écume, semblait devoir en emporter les épaves flottantes. Au milieu de ce désordre, on pouvait encore distinguer les hommes de l'équipage, l'un d'eux couché sur le plat-bord, les autres suspendus aux agrès. Il n'y avait plus qu'à souhaiter un prompt dénoûment à l'agonie de ces infortunés, perdus sur ce débris entre l'abîme bouillonnant qui les séparait de la côte et la plaine morne de l'Océan, sur laquelle s'étendaient déjà les ombres du soir.

Parmi la foule qui assistait du haut de la falaise à ce drame cruel, le silence s'était fait : il n'était plus troublé que par les sanglots de quelques femmes. L'une d'elles éleva la voix tout à coup d'un ton suppliant : — Monsieur le curé ! s'écria-t-elle, monsieur le curé ! — Sa pensée fut comprise aussitôt; il y eut un murmure d'approbation, puis tous les hommes se découvrirent, et presque tous s'agenouillèrent. Sibylle, qui avait suivi avec toute l'ardeur de son âme les moindres détails de cette scène, fut alors étonnée du caractère imposant que prit soudain la simple physionomie du vieux curé. Il était monté sur la roche où elle-même s'était assise quelques instans auparavant : le vent agitait ses cheveux gris sur son front, et son pâle visage, tendu vers le ciel, avait une expression presque sublime de douleur et de foi. Il leva une main dans la direction des naufragés, et dit d'une voix un peu tremblante, mais fortement accentuée : Vous qui allez mourir, — que je ne connais pas, mais que Dieu connaît, — je vous absous de vos péchés, au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit !

Ayant prononcé ces paroles au milieu de la vive émotion des assistans, il se mit à genoux sur le rocher et demeura quelque temps prosterné dans l'attitude de la prière. Quand il se releva, ses yeux se reportant avec angoisse vers la barque échouée, il vit qu'elle résistait encore, bien que sous l'effort des vagues elle fût agitée par intervalles de convulsions sinistres. — Mais enfin, s'écria-t-il, puisque Dieu leur accorde un peu de répit, ne peut-on rien faire pour eux? En êtes-vous bien sûrs, mes amis? — Un murmure négatif lui répondit. — Au moins, reprit-il, on peut essayer, on peut s'en assurer... Mes amis, je vous en prie,... descendez avec moi sur la grève. Nous verrons mieux, nous jugerons mieux... Vraiment ce spectacle est insoutenable! — Se dépouillant alors à la hâte des ornemens sacrés, il se mit à descendre le sentier rapide qui conduisait au village, entraînant la foule sur ses pas.

En ce moment, M. de Férias, qui avait tenté plusieurs fois de soustraire Sibylle aux douloureuses émotions de cette soirée, insista avec plus de force pour l'emmener au château. — Oh ! non, dit-elle, je vous en supplie... Laissez-moi encore,... je suis si heureuse !

M. de Férias la regarda avec étonnement : — Heureuse, mon enfant? dit-il.

— Oh ! oui, bien heureuse ! — Et, laissant son grand-père réfléchir, non sans inquiétude, à la singularité de cette expression appliquée à de telles circonstances, Sibylle suivit la foule en courant.

De la plage, l'aspect de la mer était effrayant. Elle déferlait furieusement sur ses rives avec des bruits de cataracte, et dans le

bassin même que protégeait la petite jetée les flots battaient avec force, entrechoquant les barques qu'on n'avait pas eu la précaution de retirer sur la grève. Deux ou trois même avaient coulé. Le brave curé, lui aussi, parut un instant découragé; mais il jeta un regard sur la barque en perdition dont on apercevait les mâts, et, pris d'une résolution soudaine : — J'irai seul s'il le faut, dit-il, mais j'irai! — Et avant qu'on eût pu songer à le retenir, il avait sauté dans une des chaloupes qui étaient amarrées au quai. Cet incident excita dans la masse des curieux une rumeur mêlée de cris. Quelques hommes paraissaient hésiter, mais ils furent entourés aussitôt de femmes et d'enfans en pleurs qui s'attachèrent à leurs vêtemens. Cependant il y avait au nombre des spectateurs un personnage qui s'était fait remarquer jusque-là, au milieu de l'agitation publique, par sa parfaite indifférence : c'était un vieux pêcheur à la mine froide, revêche et railleuse, qui passait pour le plus fin matelot du bourg. Il se promenait à pas lents sur le quai, son bonnet de laine bleue enfoncé sur les sourcils, les mains plongées dans les poches de sa vareuse, et une pipe à court tuyau entre les dents. On avait à plusieurs reprises réclamé les conseils de son expérience; il s'était contenté de hausser les épaules sans daigner répondre. Ce bonhomme interrompit tout à coup son insouciante promenade; il ôta sa pipe de sa bouche, en secoua les cendres dans sa main, et la mettant à sa poche : — Si le curé risque sa peau, dit-il, je risque la mienne! — En même temps il se laissa glisser dans la chaloupe et s'occupa d'en détacher l'amarre; mais le brusque dévouement du vieillard avait soulevé dans la foule un élan de généreuse sympathie que les larmes et les prières des femmes furent désormais impuissantes à contenir. Un groupe tumultueux se précipita sur la marge du quai, et une dizaine de voix mâles crièrent à la fois : — Moi! moi! j'en suis! Accoste! vite! — Le vieux pêcheur fit un signe de la main : — Trois avirons seulement avec le curé, dit-il, ce ne sera pas de trop, mais c'est assez! — Trois hommes descendirent aussitôt dans l'embarcation, et se partagèrent les rames, tandis que le vieux pêcheur saisissait résolûment le gouvernail : on entendit le bruit sourd des avirons broyant le plat-bord, et la chaloupe s'éloigna du quai. Pendant quelques minutes, on la vit s'élever et s'abaisser avec une sorte de régularité sur les eaux relativement calmes du petit bassin; puis, dès qu'elle eut dépassé la jetée, elle n'avança plus que par bonds désordonnés, tantôt portée sur la croupe d'une vague, tantôt disparaissant à demi dans le creux des lames; mais ce n'était déjà plus qu'avec peine que les regards des spectateurs pouvaient suivre les mouvemens du frêle esquif dans lequel se concentraient pour eux en ce moment tous les intérêts de l'univers; la nuit, accélérée

par le sombre aspect du ciel, achevait de tomber, et la chaloupe se perdit bientôt dans le brouillard et dans les ténèbres.

L'anxiété publique, réduite alors, sans diversion aucune, au vide navrant de l'incertitude et des conjectures, s'éleva peu à peu à un degré d'intensité qui, pour quelques-uns des assistans, fut intolérable. Il fallut emmener quelques femmes et leur donner des soins. M. et Mme de Férias, redoutant pour la sensibilité de Sibylle l'effet de ces ébranlemens, refusèrent de se rendre plus longtemps aux prières de l'enfant, et lui ordonnèrent de les suivre dans leur voiture; mais leur détermination céda à une seule parole de Sibylle : — Laissez-moi jusqu'à la fin, leur dit-elle, et ce soir-même je n'aurai plus de secret pour vous, je vous dirai tout. — Même au milieu des poignantes préoccupations du moment, le marquis et la marquise ne purent accueillir sans un doux battement de cœur l'espérance de voir enfin se dissiper le mystère qui, depuis de longs mois, empoisonnait leur vie. Sans comprendre le rapport secret qui semblait exister entre les événemens de cette soirée et les troubles de la pensée de Sibylle, ils la connaissaient trop pour mettre en doute le sérieux et la sincérité de sa promesse. Ils se contentèrent donc de faire apporter de la voiture un supplément de châles et de fourrures, et l'enfant put rester, comme elle l'avait demandé, jusqu'à la fin.

Elle s'appuya contre une des bornes du quai, et ses yeux fatigués continuèrent d'interroger l'ombre épaisse qui tombait du ciel sur l'Océan comme un rideau fermé. Autour d'elle, la foule, le plus souvent silencieuse, échangeait par intervalles quelques mots de découragement ou de timide espérance. Tous les bruits de l'Océan étaient saisis avec avidité et interprétés avec inquiétude. De temps à autre on croyait distinguer des sons lointains de voix humaines, des cris d'appel, de détresse, d'adieu peut-être. Quelques hommes qui étaient montés sur la falaise revinrent en disant que le bouillonnement de la mer autour des écueils y maintenait une sorte de clarté, mais qu'on n'apercevait sur la surface blanche des flots aucune trace de la chaloupe ni de la barque naufragée.

Une heure et demie environ s'était écoulée au milieu de ces transes, et l'on se disait que la moitié de ce temps eût suffi pour aller jusqu'au lieu du naufrage et pour en revenir, quand l'attention fut légèrement distraite par un incident trivial : c'était une querelle qui s'élevait entre un des assistans et sa femme. Ce couple, après avoir discuté un instant à voix basse, en était venu à l'explosion. L'homme s'était offert un des premiers pour accompagner le vieux pêcheur, son confrère, dans le canot de sauvetage : mais, pendant qu'il luttait contre l'énergique résistance de sa moitié, la bar-

que était partie sans lui. Il en était resté inconsolable, et, chose bizarre, à mesure que diminuaient les chances de jamais revoir le malheureux canot, les regrets de ce pauvre homme augmentaient. Après avoir longtemps ruminé à part lui sur ce texte, il n'avait pu y tenir. — C'était sa femme qui l'avait arrêté; sans elle, il serait là-bas, avec les autres; grâce à elle, il passerait le reste de ses jours pour un propre à rien, pour une demoiselle, pour un Anglais! — Au milieu de ces récriminations, cet homme s'interrompit tout à coup, fit un pas en avant, et parut écouter avec une attention extraordinaire : un silence de mort régna aussitôt dans la foule. — Je veux être Anglais tout de bon, dit-il, si je n'entends pas un aviron... Mais ça ne peut pas être la chaloupe, car je n'en entends qu'un. — Il écouta de nouveau, et tout le monde avec lui. — J'y suis, reprit-il gaîment; je n'en entends qu'un, parce qu'il ne va pas d'ensemble... C'est le curé! — Un frisson d'émotion joyeuse, mais encore incertaine, courut dans la foule; puis un cri, un seul, mais poussé par toutes les bouches à la fois, éclata sur le rivage : on voyait la chaloupe, remplie de formes indistinctes, glisser peu à peu hors des ténèbres et s'avancer dans la brume, pareille aux barques chargées d'ombres de la mythologie antique.

Pendant le court intervalle qui sépara cette apparition du moment où la chaloupe accosta le quai, les transports des spectateurs tinrent de l'ivresse. Beaucoup sanglotaient avec bruit; d'autres dansaient follement, d'autres s'embrassaient avec effusion. On jeta à la hâte quelques fagots sur la plage, et on y mit le feu. Le premier des gens de la chaloupe qui sauta à terre, écartant à grand'peine les flots de cette foule en délire, se retourna aussitôt pour tendre la main à celui qui le suivait : — c'était le curé. Ce brave homme, ému lui-même jusqu'aux larmes, transi de froid et brisé de fatigue, chancela en mettant le pied sur la rive. On l'entoura, on le soutint, on le porta : on le fit asseoir sur la quille d'un canot renversé, auprès des feux qu'on venait d'allumer. Pendant le trajet, chacun s'efforçait de toucher, de baiser ses mains, ses vêtemens, sa vieille soutane en lambeaux; il ne put que murmurer d'une voix éteinte : — Mes amis! mes bons amis! — Et il défaillit.

Quand il revint à lui après quelques minutes, son premier regard rencontra le joli visage de Sibylle, éclairé par les flammes du foyer improvisé; l'enfant attachait sur lui des yeux humides et rayonnans d'extase. Dès qu'elle se vit reconnue, elle s'élança, lui sauta au cou, et le serrant ardemment sur son cœur : — Mon bon curé, dit-elle, que je vous aime! — Le réveil du vieux prêtre eût à peine été plus doux, si un ange descendu de la nue lui eût dit : — Dieu est content de toi!

M. et Mme de Férias, après s'être assurés que les marins naufragés, qu'on avait eu le bonheur de sauver tous, recevaient dans le village les soins nécessaires, firent monter le curé dans leur voiture et le reconduisirent au presbytère. Ils reprirent ensuite le chemin du château. Sibylle ne cessa, pendant la route, de presser leurs mains et de les baiser avec effusion, mais sans parler. — Mon enfant, lui dit M. de Férias comme ils descendaient de voiture, vous êtes fatiguée : si vous voulez, nous attendrons jusqu'à demain ce que vous avez à nous dire.

— Oh! non, répondit-elle vivement, vous n'avez que trop attendu; tout de suite.

On fit aussitôt une joyeuse attisée dans le boudoir bleu de la marquise, et Sibylle, assise sur le tapis aux pieds des deux vieillards attentifs, leur ouvrit son cœur. Son récit fut long. On peut le résumer en quelques mots. Le lecteur a d'ailleurs pressenti la vérité. Sibylle, étonnée et blessée dans son enthousiasme religieux par les puérilités d'une étroite dévotion, froissée dans la pureté de son goût par quelques détails inconvenans, troublée dans la rectitude de son jugement par des pratiques malséantes soutenues de paroles malheureuses, en était venue à douter que la religion de ses parens, — puisqu'il y en avait deux, — fût la véritable et la meilleure, et que le bon Dieu de Mme de Beaumesnil valût le Dieu de miss O'Neil. Une telle pensée, une fois entrée dans un esprit aussi ardent et dans une âme aussi tendre, y avait sourdement creusé des abîmes. Tombée en défiance contre ses guides naturels, Sibylle s'était trouvée, disait-elle, aussi triste et aussi abandonnée que si elle eût été au fond de la mer. Elle avait désiré mourir. Elle avoua, en insistant sur quelques particularités expressives, que la bonhomie et les habitudes familières du curé l'avaient souvent choquée et même irritée, cette physionomie un peu vulgaire contrastant péniblement avec l'image idéale qu'elle s'était faite d'un prêtre et d'un apôtre; mais dans cette soirée même l'abbé Renaud s'était tout à coup comme transfiguré à ses yeux. Au moment où il appelait sur les marins en péril de mort l'absolution suprême, au moment où il s'élançait seul au secours des naufragés, elle avait compris que le vrai Dieu et la vraie foi pouvaient seuls inspirer ces grandes paroles et ces grands dévouemens. Dès cet instant, malgré les objections de détail qui pouvaient encore tourmenter sa pensée, Sibylle s'était sentie reconquise pour jamais à la religion de ses pères.

Le marquis et la marquise avaient écouté la confidence de Sibylle avec un soulagement de cœur inexprimable. — Ma chérie, lui dit M. de Férias quand elle eut terminé, — car jusque-là il ne l'avait interrompue que par des caresses ou par des sourires, — vous vou-

lez toujours monter sur le cygne; vous voulez l'impossible. Ce sera, je le crains, l'écueil de votre vie. Vous apportez aujourd'hui dans la recherche de la vérité, et vous apporterez un jour dans la recherche du bonheur, un rêve de perfection qui est noble, mais qui expose à beaucoup d'erreurs et de mécomptes. Pour ne parler que de ce qui nous occupe, mon enfant, une religion divine divinement pratiquée, c'est Dieu servi par les anges, c'est le ciel; mais nous sommes sur la terre, et la religion la plus parfaite n'y peut obtenir qu'un culte imparfait, car ce sont des hommes qui le lui rendent. Songez à cela, Sibylle, et ne faites jamais un crime à la Divinité de la faiblesse ou de l'ignorance de ses adorateurs. Ce n'est pas, ma fille, que j'approuve toutes les formes que la piété peut affecter en ce monde. Parmi ces formes, il y en a de regrettables, il y en a même de funestes. Je suis de ceux qui aimeraient à dégager la religion des pratiques excessives, des symboles exagérés, des coquetteries déplacées, qui, à mes yeux comme aux vôtres, profanent ses purs autels. Toutefois à mon âge on est plus tolérant qu'au vôtre; plus tard, vous aurez plus de justice, ayant plus d'indulgence; vous pardonnerez beaucoup aux cœurs sincères, vous pardonnerez même à la superstition, car elle est encore un hommage à la vérité. Là-dessus, ma fille, allez dormir; allez jouir vous-même de la paix que vous venez de nous rendre.

Sibylle toutefois ne prit point possession de sa couche blanche sans avoir auparavant embrassé miss O'Neil, qu'elle mit en deux mots au courant des circonstances. Miss O'Neil saisit aussitôt sa harpe, tristement abandonnée depuis plusieurs mois, et, jusqu'à une heure fort avancée de la nuit, des sons éoliens, se mêlant aux murmures des vents apaisés, éveillèrent dans l'imagination des habitans du château des idées confuses de béatitude céleste, de lacs et de clairs de lune.

VIII. — LE PRESBYTÈRE.

Le lendemain, un soleil radieux faisait étinceler sur les collines les bruyères humides. M. et Mme de Férias montèrent en voiture dès le matin et se rendirent au village pour visiter les marins naufragés. En passant, ils déposèrent Sibylle devant la barrière d'un petit jardin qui formait, à peu de distance de l'église, sur le versant méridional de la lande, une agréable oasis. A travers les lianes de clématite et de chèvrefeuille qui masquaient à demi le treillage de la barrière, on apercevait au fond du jardin une maisonnette tapissée de vigne vierge et ornée de volets blancs. Sibylle sonna : ce fut le curé qui vint ouvrir. Il avait sa soutane des dimanches, dont la par-

tie inférieure était soigneusement relevée par des épingles; il tenait un outil de jardinage qui lui échappa des mains quand il reconnut Sibylle.

— Comment! comment! dit-il en balbutiant, c'est vous, ma chère demoiselle?

— Oui, mon père, c'est moi qui viens prendre ma leçon de catéchisme.

Le curé la regarda longuement, regarda le ciel, et essuyant furtivement une larme qui se détachait de sa paupière : — Oh! dit-il, est-ce possible! Venez, ma chère enfant, venez, je suis à vous! — Puis, montrant avec confusion ses mains souillées de terre : — Marianne! cria-t-il, Marianne, vite, de l'eau!

Presque aussitôt une vieille femme, en costume du pays, sortit de la maison, portant un vase rempli d'eau.

— C'est Mlle de Férias, Marianne! reprit le curé.

— Oui, oui, mamzelle de Férias, parbleu, oui, sans doute, je la connais bien! dit la vieille femme, qui ne semblait pas être de la meilleure humeur du monde.

Et pendant que le curé se lavait les mains avec un empressement fébrile : — N'est-ce pas, mamzelle, reprit-elle sur le ton d'une amère ironie, qu'il a bonne mine ce matin... après ses folies et ses castilles! Il a l'air d'un déterré!

— Bah! répliqua gaîment le curé; où voyez-vous cela, Marianne? Je suis frais comme une rose au contraire!

— Oui, belle rose, ma foi! dit Marianne, et elle rentra en grommelant dans le presbytère.

L'abbé Renaud secoua la tête en riant et fit asseoir Sibylle près de lui sur un banc demi-circulaire qu'ombrageaient les larges feuilles d'un figuier. Elle lui mit aussitôt dans les mains son catéchisme, qu'elle avait apporté.

— Mais, mon enfant, apprenez-moi d'abord par quel miracle vous nous êtes rendue.

— Le miracle, mon père, dit-elle, c'est vous qui l'avez fait. Depuis hier je vous regarde comme un saint.

— O Dieu! dit le vieillard en rougissant, ma pauvre petite!

Elle lui conta alors avec effusion ses impressions de la veille, et pendant ce récit l'abbé Renaud ne cessa de porter à ses yeux son mouchoir à carreaux, large comme un plaid de *highlander*.

— Mais ne puis-je savoir, demanda-t-il, quelles raisons vous avaient écartée de la foi?

Sibylle les lui dit, mais elle n'apporta pas dans cette partie de sa confidence la même franchise d'accent. Elle parla un peu vaguement des pratiques, des discours qui l'avaient choquée; elle nomma

les Beaumesnil et quelques autres dévots de la même trempe, puis elle s'arrêta court et baissa les yeux.

— Allons, ma fille, dit le curé avec bonté, continuez; je vois bien que c'est mon tour... Parlez, je vous en prie.

Elle avait déposé depuis un moment son chapeau près d'elle sur le banc, et quelques rayons de soleil, filtrant à travers la cime épaisse du figuier, versaient sur sa tête blonde une lumière de nimbe; elle releva sur le curé ses grands yeux pleins de feu, et, mettant dans son sourire toute la délicatesse qui pouvait manquer à son langage d'enfant, elle lui confia les griefs qui l'avaient éloignée de lui. — Pour elle, un prêtre était un personnage sacré, un peu mystérieux, placé sur les marches d'un autel entre les hommes et Dieu; c'était un homme différent des autres, exempt de faiblesses, toujours occupé de hautes méditations, penché sur les livres saints, s'entretenant de Dieu ou avec lui, étranger à tout le reste. Elle aurait voulu qu'il ne se montrât habituellement que dans l'église au milieu des nuages de l'encens, comme autrefois les lévites, et qu'il vécût le reste du temps retiré dans l'ombre de son presbytère, comme les anachorètes des légendes, n'en sortant que pour visiter les malades et les pauvres. Elle ne pouvait respecter suffisamment à son gré, devant l'autel, dans la chaire et sous les ornemens sacrés, l'homme qu'elle avait vu l'instant d'avant manger à ses côtés, prendre le café, jouer au billard ou au whist, lire le journal. En se mêlant ainsi aux réunions banales de la vie mondaine, un prêtre lui semblait jouer un rôle peu digne du caractère auguste qu'elle aimait à lui attribuer : sur ce terrain en effet, ce n'était plus un prêtre; c'était l'abbé, le curé, — comme on disait le percepteur ou le notaire. C'était un homme pauvre qu'on mettait volontiers au bout d'une table avec les enfans. Elle ne voyait pas là de l'humilité, mais de l'humiliation. Elle exprimait même, dans sa langue, la pensée que les inconvéniens de ces relations familières avec ses riches paroissiens suivaient le prêtre jusque dans son église, où il demeurait l'obligé subalterne de ceux dont il n'eût jamais dû être que le supérieur spirituel. Peut-être alors se croyait-il forcé par reconnaissance, par politesse, de tolérer des paroles, des pratiques, des scènes contre lesquelles sa conscience, plus libre, eût protesté. — Bref, ces circonstances et quelques autres de même nature, qu'elle avait sans doute interprétées légèrement, lui avaient mis de la tristesse et du désordre dans l'esprit; mais la soirée de la veille lui avait ouvert les yeux : elle demandait pardon à l'abbé Renaud de l'avoir méconnu. Rien ne pourrait ébranler désormais le respect dont il l'avait pénétrée; seulement ce qui ne pouvait plus la troubler, elle, pouvait en troubler d'autres. — Et voilà pourquoi, mon père, dit-

elle en finissant, vous serez peut-être bien aise de savoir ce qui s'est passé dans ma tête et dans mon cœur, quoique ce ne soit que la tête et le cœur d'un enfant.

Pendant ce discours, dont nous n'avons présenté que la substance, le visage de l'abbé Renaud avait pris peu à peu l'expression d'une gravité inquiète et presque douloureuse. Son intelligence, plutôt paresseuse que faible, semblait s'éveiller à des clartés qui lui causaient une sorte d'éblouissement. Sa conscience, profondément honnête, était bouleversée. Il ne cherchait point à s'atténuer les torts qui lui étaient reprochés; il se les exagérait plutôt et en étendait la portée bien au-delà des circonstances particulières à Sibylle. Il repassait rapidement dans son esprit tout le cours de sa vie pastorale et se demandait avec anxiété si la tiédeur de son troupeau spirituel et les scandales dont sa paroisse avait pu être affligée ne devaient pas être imputés à ses défaillances personnelles, qui avaient compromis le prestige et l'autorité de la parole divine; mais n'y eût-il eu que Sibylle au monde, il ne se pardonnait pas d'avoir pu contribuer à détourner de la foi cette jeune âme dont il sentait la valeur exquise. Il se promettait du moins de réparer sa négligence, de secouer sa mollesse, de fortifier son esprit par l'étude et la méditation, de purifier sa vie par les privations, de tout faire pour s'élever à la hauteur morale où l'appelait cette douce voix qu'il n'était pas loin de croire inspirée. Ces dignes pensées prêtaient à ses traits et à son accent une noblesse touchante, quand, après quelques minutes de muet recueillement, il répondit à Sibylle : — Je vous remercie, ma fille; je ne suis plus jeune, mais à tout âge on peut devenir meilleur, et je le prouverai, avec l'aide de Dieu.

Ces notions idéales sur la vie et sur le caractère du prêtre, que Sibylle venait de lui indiquer naïvement, n'étaient point d'ailleurs pour l'abbé Renaud une conception nouvelle. Il n'avait qu'à descendre dans son souvenir pour y retrouver ces généreuses imaginations mêlées à la ferveur première de sa studieuse jeunesse. C'était bien ainsi, c'était bien sous cet aspect à la fois humble et grand qu'il avait rêvé, dans sa pauvre chambre d'étudiant et dans sa cellule de novice, la destinée, les devoirs, les austères douceurs de son ministère; mais, une fois aux prises avec la réalité et engagé dans les complications de la vie sociale, il s'était laissé glisser sur la pente commune et s'était assoupi peu à peu dans la routine. Quelques songes d'ambition qu'il avait eus autrefois étaient tombés avec le reste; c'était en vain qu'on lui offrait des cures plus importantes que celle de Férias; il ne voulait rien, il était heureux. Il n'aimait pas la peine, et il en avait peu dans sa petite paroisse. On l'y gâtait d'ailleurs. Né dans une ferme, il était l'hôte et le commensal quotidien des plus

grands personnages du pays, chez lesquels il portait le respect un peu servile d'un fils de la glèbe pour son seigneur. Bref, le jeune diacre enthousiaste était devenu un brave curé de campagne, honnête, effacé, apathique et vivant bien; mais qu'une circonstance exceptionnelle vînt frapper sur cette âme endormie, elle en faisait jaillir soudain la flamme évangélique, et au fond ce vieillard ami de ses aises, indolent et timide, était toujours prêt pour le martyre.

C'était précisément au martyre qu'il se dévouait en ce moment même avec résolution, et au plus difficile de tous peut-être, au martyre froid et patient qui chaque jour, à chaque heure, se résigne au sacrifice de quelque douce habitude, de quelque goût enraciné, de quelque faiblesse chère. Depuis longtemps, du reste, cet excellent homme était entré dans cette voie d'abnégation en prenant chaque nuit plusieurs heures sur son sommeil pour élever son enseignement au niveau de l'intelligence de Sibylle; dès cet instant, Sibylle fut étonnée de ne plus sentir dans les explications dont il accompagna sa leçon la molle banalité qui les caractérisait autrefois. Déjà son langage était empreint d'une pensée plus personnelle, plus précise et plus haute.

L'arrivée du marquis et de la marquise interrompit la leçon. Pendant qu'ils échangeaient avec le curé d'expansives félicitations, un coup de sonnette impérieux retentit, et l'on vit s'avancer à travers les allées bordées de buis la superbe Mme de Beaumesnil, serrant sur son corsage une brassée de fausses fleurs aux nuances éclatantes. Après s'être suffisamment informée de la santé de l'abbé et suffisamment étonnée de l'amendement de Sibylle : — Enfin mieux vaut tard que jamais, dit-elle, — elle demanda la clé de l'église. Le curé pâlit un peu et regarda Sibylle à la dérobée. — La clé de l'église!... Pourquoi faire, madame?

— Mais, curé, pour mettre ces fleurs dans les vases de l'autel... Vous savez que personne ne s'y entend comme moi... Et à propos, vous ne m'en dites rien de mes fleurs? Elles m'ont donné assez de mal pourtant, surtout les tulipes... Mais quand on travaille pour le bon Dieu, il ne faut pas craindre la peine, n'est-ce pas, curé?

— Non, madame, et vos fleurs sont très belles; mais, si vous le permettez, je les placerai moi-même sur l'autel avec l'aide de mon sacristain. Cela me semble plus convenable.

A cette réponse, Mme de Beaumesnil demeura un instant comme pétrifiée, la bouche entr'ouverte et l'œil fixe. On lui refusait tout simplement les clés de sa maison; l'église en effet était pour elle comme sa propre chambre; on l'y voyait presque chaque jour, perchée sur les chaises et même sur l'autel, faire le ménage, époussetant, arrangeant, combinant, et parfaitement convaincue que ces

petits travaux la sanctifiaient à tel point qu'elle pouvait hardiment, en sortant de là, cultiver à cœur joie les sept péchés capitaux. Dès qu'elle put parler : — Ah çà! dit-elle d'une voix aigre, qu'est-ce que cela signifie, mon cher abbé? Si vous ne voulez plus que je m'occupe de la décoration de votre église, dites-le!

— Tout ce que vous voudrez bien me donner pour mon église, madame, sera reçu avec reconnaissance; mais si vous avez la bonté d'y réfléchir, comme j'y ai réfléchi moi-même, vous penserez, j'en suis sûr, que la dignité du culte souffre de ces interventions étrangères. Les soins de l'autel ne regardent que moi et ceux que j'y commets sous mes ordres, dans le secret du sanctuaire. Remettez-moi vos fleurs, et je les offrirai à Dieu en votre nom.

Mme de Beaumesnil brandit brusquement le bouquet de fleurs artificielles, et l'on entendit un cliquetis de papier froissé, puis, se dirigeant à grands pas vers un vieux tonneau où croupissait une eau bourbeuse destinée à l'arrosage, elle y jeta violemment le bouquet. Après cet exploit, elle vint tomber sur le banc, fondit en larmes, et fut en proie à la moins intéressante des attaques de nerfs.

On la calma comme on put. Elle parut se rendre peu à peu aux paroles affectueuses du curé, et finit même par l'inviter à dîner; mais il refusa, comme il avait déjà refusé l'invitation des Férias, en alléguant le prétexte de sa santé.

Cependant, lorsqu'après le départ de ses hôtes, l'abbé Renaud se fut assis devant sa petite table solitaire, sur laquelle fumait un pigeon des plus maigres, flanqué d'un triste coulis d'épinards, il sentit un moment, — il était homme! — le cœur et l'appétit lui manquer à la fois.

— Est-ce que vous êtes malade, monsieur le curé? dit la vieille Marianne de son ton bourru. Vous ne mangez pas!

— Un peu de fatigue, Marianne, un peu de fatigue.

— Votre café va vous remettre, allez!

Il hésita quelques secondes; puis, avec un profond soupir : — Je ne prendrai pas de café, Marianne; je n'en prendrai plus à l'avenir.

— Bon! Qu'est-ce que c'est encore que cette lubie-là? Avisez-vous de changer vos habitudes à votre âge, et vous verrez qu'on vous portera en terre avant six mois!

— Soit, Marianne; on me portera en terre.

Et il alla s'enfermer dans l'église.

Pendant les jours et les mois qui suivirent, la conduite de l'abbé Renaud, dans son intérieur comme au dehors, répondit à la fermeté de ce début. Il se cloîtra dans son presbytère, où l'on sut qu'il menait la vie frugale et recueillie d'un cénobite. A la mortification de quelques-uns, mais à la grande édification de tous, il rompit toutes

les relations qui n'avaient pas pour objet direct les devoirs de son ministère, et, ne se montrant plus que dans l'exercice de ses saintes fonctions, une sorte d'idée solennelle devint peu à peu inséparable de sa présence et de sa personne. Outre le respect public, il gagna par cette gravité de mœurs une indépendance précieuse; il resta maître dans son église; il put en écarter tous ces empiétemens laïques qui, sous couleur de dévotion, tournent si souvent au scandale; il en bannit tous les abus qui s'y étaient introduits à l'abri de sa complaisance, et dont la décence du culte était parfois étrangement altérée. — Parmi ces heureuses réformes, lesquelles, comme on s'en doute, n'allèrent point sans résistance et sans combats, nous n'en citerons qu'une, parce qu'elle fut particulièrement réclamée par Sibylle. Le chevalier Théodore Desrozais daignait, comme nous l'avons dit, chanter au lutrin tous les dimanches. Cet honneur qu'il faisait à Dieu était en même temps pour les fidèles un agrément des plus vifs, car le chevalier, qui était connu dans le pays pour un bon compagnon, ne pouvait paraître en aucun lieu sans éveiller des pensées joviales; il portait ce privilége jusqu'au pied de l'autel, et il n'était pas rare qu'il outrât son rôle de plaisant accrédité jusqu'à égayer les cérémonies sacrées tantôt par quelques paroles saugrenues lancées dans l'auditoire, tantôt même par de bizarres intonations nasales dont il jugeait charmant d'entremêler la psalmodie. Le curé avait toujours au fond du cœur gémi de ces licences; elles étaient souverainement odieuses à Sibylle. Quelques avertissemens amicaux n'ayant pu réprimer les bouffonneries intempestives du chevalier, l'abbé Renaud en vint à lui interdire formellement les approches du lutrin. Cette mesure, s'unissant peut-être à quelques sévérités pastorales d'une nature plus confidentielle, exaspéra le chevalier. Le dimanche suivant, il ne parut pas à l'église, et il fit savoir qu'il avait emprunté au juge de paix les œuvres de Voltaire. Pendant six semaines environ, il se plongea dans ces lectures philosophiques, et courut les campagnes en répétant que les prêtres ne sont pas ce qu'un vain peuple pense; puis, l'agitation de ses humeurs s'étant résolue tout à coup en une violente attaque de goutte, il renvoya soudain le Voltaire au juge de paix, et fit mander le curé, qui se rendit aussitôt à son appel.

On peut croire que la réconciliation du chevalier avec son pasteur fut sincère, car ce vieil étourdi était bon homme au fond; mais cet incident ulcéra le cœur vaniteux de Mme de Beaumesnil, et porta au comble le ressentiment qu'elle nourrissait contre l'abbé Renaud depuis la fatale scène du bouquet. Les réformes successives accomplies par le curé l'avaient personnellement atteinte en beaucoup de points, et la pensée que Sibylle était dans une certaine mesure l'in-

spiratrice de ces innovations n'avait nullement atténué l'irritation qu'elles lui causaient. Au fait, Mme de Beaumesnil était malheureuse : sa haute réputation de piété et la suprématie qu'elle s'arrogeait dans le canton en matière religieuse ne reposant que sur son intimité avec le curé, qu'on ne voyait plus au Manoir, et sur quelques menues pratiques de dévotion aisée, qu'elle ne pouvait plus étaler en public, tout l'édifice de son orgueil s'écroulait. Il fallait désormais, si elle voulait passer pour une sainte femme, qu'elle eût quelques vertus chrétiennes. Cela était dur. Il lui vint une idée qui lui parut meilleure. Elle partit un beau matin pour la ville de ***, chef-lieu du diocèse dont relevait la paroisse de Férias. Malgré le mystère dont elle entoura ce voyage, on sut qu'il avait pour objet d'obtenir de l'autorité compétente qu'une vieille chapelle attenante au manoir de Beaumesnil fût rendue au culte, et qu'un chapelain spécial fût affecté à la desservir. De cette façon, Mme de Beaumesnil aurait eu son église, son prêtre et son Dieu à elle, dont elle aurait fait ce qu'elle aurait voulu, ce qui eût été de la dernière commodité. Par malheur, l'autorisation qu'elle sollicitait lui fut refusée, et quoiqu'elle n'eût pas d'ailleurs absolument perdu son voyage, comme on le verra bientôt, elle en rapporta une nouvelle dose de fiel et de malignité. Les viles passions qui l'agitaient ne manquèrent pas de trouver des complaisans et des complices, comme elles en trouveront toujours dans ce misérable monde, tant qu'il y aura quelque mérite à rabaisser, quelque beauté à flétrir, quelque juste à crucifier, et dès ce moment un système de calomnies, de tracasseries et de vexations de toute nature s'organisa contre le curé avec cet art de perfidie souterraine où les mauvais dévots excellent.

Les dégoûts dont l'abreuvaient ces pharisiens de village, se joignant à ses excès de travail et aux rigueurs ascétiques de son régime, éprouvèrent cruellement le courage et même la santé de l'abbé Renaud. Sibylle elle-même ne tarda pas à s'inquiéter de lui voir prendre les apparences physiques des saints légendaires dont il avait pris les vertus. Elle confia ses alarmes à ses parens, et, sur leur conseil, elle eut à ce sujet une conférence avec la fidèle Marianne. La vieille servante lui fit un accueil médiocre, car l'influence étrange que l'enfant avait usurpée sur son maître ne lui échappait pas. — Pardié! sans doute, dit-elle, c'est assez clair qu'il dépérit, et qu'il prend à grands pas le chemin du paradis, le pauvre homme; mais à qui la faute, mamzelle? Il y a assez longtemps que je lui dis que vous le ferez tourner en *bourrique* et en *esquelette!*

Malgré ses préventions, Marianne finit par céder au charme de cette nature angélique, et il y a apparence qu'un traité d'alliance fut signé entre elles, car dans l'après-midi du même jour, comme

le curé terminait à la hâte un de ses repas d'ermite, il ne fut pas peu surpris de respirer tout à coup dans l'atmosphère de sa petite salle un arome depuis longtemps oublié. L'instant d'après, Marianne plaçait devant lui une tasse de café fumante. — Mais, Marianne, dit-il, devenez-vous folle? Vous savez que, depuis plus de six mois, je ne prends pas de café!

— Bah! dit la vieille femme en grimaçant un sourire; quand vous saurez quelle main a préparé celui-là, vous le prendrez, j'en réponds!

— Comment! quoi? quelle main?... reprit le curé en la regardant d'un air interdit.

La riante apparition de Sibylle dans le cadre de la porte lui expliqua le mystère.

L'abbé Renaud remarqua, à dater de ce jour, que les talens économiques et culinaires de Marianne se développaient dans des proportions étonnantes, puisque, sans aucune augmentation de dépense, son menu lui paraissait chaque jour plus fortifiant, tant elle mettait d'art à le choisir et à l'apprêter. — Vous voyez, ma fille, lui disait-il avec bonhomie, que je n'avais pas tort de vous reprocher quelquefois un peu de négligence, et qu'avec du soin et de l'ordre on fait des miracles. — A quoi Marianne haussait les épaules sans répondre.

Cependant l'instruction religieuse de Sibylle avait suivi son cours et touchait à son terme. — L'abbé Renaud, se rendant un jour au château pour donner à Mlle de Férias, qui avait alors une douzaine d'années, une de ses dernières leçons, rencontra le facteur, qui lui remit une lettre scellée des armes épiscopales. Il s'assit pour la lire sous un des arbres du chemin. Il l'eut à peine parcourue qu'il devint pâle comme un mort. Il se baissa avec peine vers une source qui coulait près de là dans le fossé, y puisa de l'eau avec sa main et en but quelques gorgées, puis il se remit en route d'un pas chancelant. Comme il arrivait au château, M. et Mme de Férias, frappés du bouleversement de ses traits, l'interrogèrent avec anxiété: il leur tendit en soupirant la lettre qu'il venait de recevoir. Elle contenait un avertissement sévère et même menaçant : on lui reprochait son esprit de novation et de désordre, ses discussions avec son conseil de fabrique, mais par-dessus tout ses relations d'intimité avec des personnes appartenant à la secte protestante, qui semblaient exercer sur lui un empire scandaleux, et qui le poussaient dans des voies à peine orthodoxes. Ce dernier grief, qui était celui auquel on paraissait attacher le plus de gravité, reposait sur un fait véritable, bien qu'on en tirât des conséquences erronées : depuis quelques mois en effet, une intelligence amicale, fruit d'une mutuelle estime, s'était établie entre l'abbé Renaud et miss O'Neil.

Miss O'Neil, prise de vénération pour les vertus du vieillard, se plaisait à lui témoigner sa déférence en assistant plus régulièrement qu'autrefois à ses leçons, qui présentaient d'ailleurs plus d'intérêt que par le passé. Le curé, qui avait du reste abandonné toute idée de prosélytisme vis-à-vis de l'Irlandaise, se montrait touché d'un respect et d'une sympathie dont il appréciait la valeur. Leurs relations se bornaient là, et la méchanceté la plus noire avait pu seule y trouver le prétexte d'une dénonciation. — Je n'en ferai ni plus ni moins, dit tristement l'abbé Renaud en reprenant des mains du marquis la lettre comminatoire, car où il n'y a rien, le roi perd ses droits; mais je crains bien de ne plus rester longtemps parmi vous. Tout ce que je demande, c'est de pouvoir remettre Sibylle entre les mains de Dieu; il fera de moi ensuite ce qu'il voudra.

Il trouva Sibylle en compagnie de miss O'Neil dans une salle qui précédait la bibliothèque et qui était particulièrement réservée aux études de l'enfant. Ayant épuisé depuis quelque temps son enseignement dogmatique, il avait cru devoir consacrer deux ou trois semaines qui lui restaient encore, avant la première communion de Sibylle, à lui retracer une histoire générale de l'église. Par un hasard singulier, il avait à parler ce jour-là de la réforme et de la naissance du protestantisme. Miss O'Neil lui offrit de se retirer.

— Oh! mon Dieu, non! dit-il; pourquoi?

L'Irlandaise, les yeux penchés sur un ouvrage de broderie, reprit alors l'attitude muette et réservée qu'elle avait coutume de garder pendant les leçons du curé. Il rappela d'abord brièvement les détails historiques de la révolution religieuse du XVIe siècle; venant ensuite au commentaire moral de ce grand fait, il s'exprima ainsi, avec ce mélange de simplicité et d'élévation qui était devenu de our en jour l'accent de son langage :

« En résumé, ma fille, personne ne peut nier qu'à cette époque l'église catholique et la cour de Rome en particulier ne fussent en proie à des abus et à des scandales affligeans; mais ces désordres n'étaient qu'à la surface, l'église avait en elle-même, dans sa constitution, dans ses propres forces, dans ses lois, dans sa liberté, tous les élémens de sa régénération : elle l'a prouvé. La conscience publique avait donc raison de réclamer des réformes; mais fallait-il les chercher dans les ruines du temple? Fallait-il, pour corriger quelques abus passagers, renverser l'œuvre des siècles, l'œuvre de tant de génie et de vertu, cet édifice de l'unité de la foi, dont j'ai essayé de vous faire concevoir la grandeur? Fallait-il briser cette chaîne irréparable de traditions qui de concile en concile, de saint en saint, d'apôtre en apôtre, remontait fidèlement jusqu'au Christ lui-même, rompre à jamais cette union touchante et sublime de tous

les enfans de l'Évangile au pied des mêmes autels, autour de la même table? — Non, il ne le fallait pas. L'impatience de l'orgueil et des passions humaines perdit tout. Il faut être patient devant les choses éternelles. — Il y a des jours, ma fille, où le ciel se voile : il n'en est pas moins le ciel, et l'on attend avec confiance le soleil du lendemain. La même confiance n'était-elle pas permise, et même commandée vis-à-vis de l'église obscurcie, mais restée pure sous ses voiles? Ceux qui la profanaient étaient des hommes : ils pouvaient s'amender; en tout cas, ils devaient mourir. Il fallait attendre; au lieu d'attaquer et de détruire, il fallait prier et espérer... Et comment ne pas espérer? L'église n'avait-elle jamais, avant cette époque, traversé des jours sombres? n'en était-elle pas sortie avec tout son éclat? Dieu ne pouvait-il d'une heure à l'autre susciter une fois de plus un saint pontife, de saints évêques? Il lui faut si peu de chose pour toucher les esprits et transformer les cœurs! Le souffle d'un enfant y suffit!... Je suis bien humble sans doute, ma fille, pour entrer en comparaison avec ces grandeurs... Mais voyez cependant! Moi aussi, j'ai été un scandale; moi aussi, j'ai été pour vous, pour d'autres peut-être, une cause de trouble, de doute, d'éloignement de Dieu! Eh bien! votre faible voix m'a parlé, et j'ai tâché d'être moins mauvais... J'ai prié, j'ai veillé, j'ai souffert, et ma foi a été justifiée : Dieu vous a reprise, et quoiqu'il m'éprouve, je sens qu'il me pardonne! »

En achevant ces mots, la voix du vieillard tremblait : il se leva, comme n'étant plus maître de son émotion, et entra brusquement dans la pièce voisine.

La bibliothèque du château, où l'abbé Renaud venait de se réfugier, était une vaste salle, à laquelle des solives saillantes, des meubles rares, des armoires s'élevant jusqu'au plafond, et la couleur uniforme du vieux chêne noirci par les années, prêtaient un caractère claustral. Il s'y promena quelque temps à grands pas, en passant par intervalles une main sur ses yeux; puis il se laissa tomber dans un fauteuil, près d'une grande table qui occupait le centre de la pièce, et demeura plongé dans une méditation dont la contraction de son visage révélait les douleurs.

La porte s'ouvrit tout à coup en face de lui : il se leva, et vit entrer M. et Mme de Férias, suivis de Sibylle, qui tenait miss O'Neil par la main. Un air si particulier de mystère et d'allégresse illuminait les traits de tous ces personnages, que le curé, sans concevoir ni soupçonner la part qui pouvait lui revenir dans cette joie publique, sentit son cœur bondir dans sa poitrine. — Le marquis et la marquise, s'effaçant un peu, firent signe à Sibylle de s'avancer. Sibylle s'avança, tenant toujours miss O'Neil par la main.

— Mon père, dit-elle, voici miss O'Neil qui se fait catholique, et qui veut communier avec moi.

L'abbé Renaud étendit soudain ses deux bras par un geste d'étonnement inexprimable : ses joues maigres et pâles se teignirent de pourpre, et ses yeux incertains, après avoir interrogé chacun des assistans, s'arrêtèrent sur miss O'Neil. — C'est vrai, monsieur le curé, dit-elle. — Le pauvre homme alors chercha des paroles et n'en trouva pas; ses yeux se remplirent d'eau; il indiqua de la main qu'il ne pouvait parler; il tomba à genoux sur le parquet, et, appuyant sa tête grise sur la table qui était devant lui, il se mit à sangloter avec une telle violence, qu'on entendait le bruit de son front heurtant le bois.

Peu de jours après, la nouvelle se répandit dans le pays que l'évêque de *** était arrivé au château de Férias : le prélat avait cédé en effet à la prière du marquis; il avait cru juste de donner à l'abbé Renaud une éclatante réparation, et il voulut recevoir lui-même l'abjuration de miss O'Neil. L'instruction religieuse de l'Irlandaise fut d'ailleurs jugée si complète qu'on put la dispenser du noviciat usité en de pareilles circonstances.

Ces événemens avaient été, comme on pense, des coups de foudre pour Mme de Beaumesnil et pour son troupeau : le jour où elle connut l'arrivée de l'évêque à Férias, elle prit son parti, et alla se jeter tout en larmes aux pieds de l'abbé Renaud, qui eut la bonté de l'embrasser. Elle passa de là dans les bras de M. de Férias, qu'elle avait cessé de saluer, puis dans les bras de Sibylle et dans ceux de miss O'Neil, criant à travers ses pleurs « qu'elle avait la tête un peu vive, un peu près du bonnet, mais un cœur d'or, qu'on retrouvait toujours! »

La première communion de Sibylle et de miss O'Neil eut lieu le 1er mai. Le printemps était cette année-là tiède et doux. Pendant la nuit qui précéda ce grand jour, un rossignol, qui chantait habituellement dans les bois de Férias, s'exalta fort et redoubla de trilles merveilleux; il essayait de lutter avec des sons de harpe extrêmement mélodieux qui s'envolaient par une fenêtre entr'ouverte du château.

Jacques Féray se trouvait le lendemain dans le cimetière au moment où Sibylle le traversa, toute blanche comme une marguerite qui vient d'éclore. Elle lui sourit en passant, et on remarqua que pour la première fois depuis quinze ans Jacques Féray franchit ce jour-là le seuil de l'église. Il resta près de l'entrée, suivit la cérémonie avec un intérêt profond, et vers la fin, — pensant vaguement sans doute à sa petite fille morte, au ciel, aux anges, — il pleura.

OCTAVE FEUILLET.

(*La deuxième partie au prochain n°.*)

LE

MYTHE DE PROMÉTHÉE

ET LES ÉTUDES MODERNES SUR L'HUMANITÉ PRIMITIVE.

I. *Die Herabkunft des Feuers und des Gœttertranks; ein Beitrag zur vergliechenden Mythologie der Indo-Germanen.* (*la Descente du Feu et du Breuvage divin, étude pour servir à la Mythologie comparée des peuples indo-germains*), par Adalbert Kuhn; Berlin 1859. — II. *Ueber die ursprüngliche Form der Sage von Prometheus* (*De la Forme primitive du mythe de Prométhée*), par le Dr Steinthal; Berlin 1861.

Le nombre est grand, depuis les beaux jours de la muse hellénique, des esprits qui ont vu autre chose qu'une fiction légendaire dans le récit du titan enchaîné, expiant dans d'affreuses tortures son affection pour la race humaine et son indépendance en face de Jupiter; mais de quelles mystérieuses régions ce mythe étrange nous était-il venu? C'est l'érudition allemande qui a résolu cette énigme comme tant d'autres, et un savant prussien, M. Adalbert Kuhn, nous a donné, sur les notions de l'humanité primitive relativement à l'invention du feu, un travail plein de l'érudition la plus sagace à la fois et la plus prudente, vérifié plus tard et confirmé, pour ce qui concerne spécialement le mythe de Prométhée, par M. Steinthal, professeur de philologie à Berlin, et en France par les remarquables études de M. Frédéric Baudry. Peu de questions ont donné lieu à plus de surprises. C'est sans contredit un des résultats les plus intéressans de ce voyage de découvertes à travers les régions inexplorées de nos origines que d'avoir démontré les rapports étroits qui rattachent les mythes relatifs à l'invention du feu aux

mythes parlant de ce breuvage divin qui, sous les noms de *soma* dans les Indes, d'*ambroisie* chez les Grecs, d'*odhrærir* chez les peuples du Nord, joue un si grand rôle dans les mythologies aryennes. Un bâton qui tourne dans un trou pratiqué au milieu d'une bûche, voilà le point de départ. La plus auguste des conceptions que l'homme ait pu se former de la destinée et de la volonté divine, voilà le point d'arrivée, et c'est une ligne directe qui va de l'un à l'autre. Il faut plonger dans les abîmes de l'océan traditionnel de l'humanité, remonter bien au-delà d'Hésiode et d'Homère pour saisir le point initial du mythe et en suivre les transformations mystérieuses.

I.

Tout le monde sait que, selon la mythologie grecque, Prométhée est un titan puni par Jupiter pour avoir dérobé le feu du ciel et l'avoir communiqué aux hommes. Enchaîné sur un rocher du Caucase, chaque jour il voit un aigle ou un vautour se repaître de son foie, qui se reforme chaque nuit. Cependant le moment doit venir où un fils de Jupiter, Hercule, grand redresseur de torts, délivrera l'infortuné, et du consentement de son père lui permettra de reprendre sa place parmi les dieux. Tel est en quelques mots le fond de la tradition mythologique, immortalisé par la céramique, la statuaire, la peinture et la poésie. Tel est le fruit dont on a retrouvé le germe égaré dans les ténèbres de l'antiquité la plus reculée.

La linguistique et l'ethnologie comparées, ces deux sciences sœurs, de création récente encore, ont mis hors de discussion le fait que tous les peuples qui couvrent le sol de l'Europe depuis le commencement des temps historiques forment avec ceux qui ont habité dans l'antiquité l'Asie-Mineure, la Perse et l'Inde une même race que caractérisent des traits d'une évidente parenté. Les seules exceptions seraient, en Europe, les Basques, les Magyars, les Turcs, les Finnois, les Lapons et quelques tribus ougriennes et tartares de l'empire russe, et encore ces peuples, surtout les quatre premiers, par leur mélange avec la grande race qui les entoure ou les envahit graduellement, ont-ils été modifiés au point de se confondre presque entièrement avec elle. Dans l'Inde, il faut également distinguer les castes supérieures et conquérantes des populations inférieures, lesquelles passent par degrés insensibles dans le type dravidien et malais, qui prédominait dans l'énorme péninsule antérieurement à l'invasion brahmanique; mais, ces exceptions une fois reconnues, il est constant que les Hindous, les Perses, les Grecs, les Latins, les Slaves, les Germains, les Scandinaves, les Celtes sont les rameaux divergens d'un même arbre dont il est possible d'assigner le tronc

originel aux régions de la Bactriane et du Haut-Oxus. Des caractères communs de tout genre, physiques, linguistiques, intellectuels, religieux, moraux, les distinguent nettement de la race sémitique et de la race noire, qui les avoisinent au sud, de la race mongole, qu'ils ont laissée à l'ouest, et des Ougro-Finnois, qu'ils ont refoulés vers le nord.

Cela posé, il est facile de comprendre que les langues, les mythes et les traditions respectives des peuples de cette race aryenne (1) présentent au-dessous de leurs innombrables variétés des élémens communs qu'il est possible de dégager par l'analyse et la comparaison. Ainsi il n'est pas rare qu'une racine verbale primitive, désignant un objet quelconque, à la seule condition que cet objet remonte loin dans son application à la vie humaine, se retrouve sous toutes les dérivations qu'elle a subies dans les différentes langues, anciennes et modernes, parlées par les populations issues de ce tronc commun. Il en sera de même de certaines idées ou conceptions physico-religieuses particulières à tout le polythéisme indo-européen. Toutes les fois que l'on peut constater cette communauté de langage et de pensée, on a le droit d'affirmer qu'elle remonte jusqu'aux temps, d'ailleurs inconnus, où l'unité de la race était encore indivise. L'hypothèse, si aisément admise autrefois, d'un emprunt ou d'une propagation ne saurait se soutenir sérieusement quand il s'agit d'un mot ou d'une idée religieuse qui se retrouve, par exemple, sur les bords du Gange et sur ceux du Shannon. D'autre part, il est clair que les mots, les croyances, les usages, attestés par les monumens les plus anciens, les plus rapprochés du berceau commun, sont en possession d'une autorité supérieure, qui en fait les pierres de touche des mots, des croyances, des usages analogues qui ne nous sont connus que par des témoignages bien postérieurs. C'est ainsi que se fonde l'incontestable priorité du sanscrit et des Védas, ces livres sacrés du brahmanisme, tout remplis des hymnes que chantaient les premiers Aryas quand ils descendirent des plateaux supérieurs de l'Asie dans les vallées de l'Indus et du Gange : non pas, bien entendu, qu'on puisse considérer le sanscrit comme la langue même que parlaient les communs ancêtres des Indiens et des Européens, mais il en est le dérivé le plus pur, le plus immédiat,

(1) Nous préférons de beaucoup cette dénomination à celle d'*indo-germaine*, qui, entre autres défauts, a celui d'être fort inexacte. M. Pictet, dans ses *Aryas primitifs*, a très habilement démontré que ce nom d'Arya, *honorable, excellent, seigneur*, a été emporté du berceau commun, et par les conquérans védiques de l'Inde, et par le peuple zend de l'Iran, et par le rameau celtique, le plus ancien dans notre Occident, qui, resserré entre l'Atlantique et les migrations qui le suivaient, l'a finalement donné à l'*Ir*-lande et peut-être aussi à l'Ib-*érie*.

pour ainsi dire un dialecte. Le zend ou langue des anciens Perses participe, bien qu'à un degré déjà moindre, de cette aristocratie historique.

Ce que nous disons de la langue doit se dire aussi de la religion. Les croyances religieuses qui inspirent les chants les plus anciens des Védas représentent presque exactement le patrimoine que chacun des peuples issus du tronc primitif emporta avec lui en se répandant sur la terre. Et pour en revenir à notre sujet spécial, voilà pourquoi la science des étymologies et des religions grecques, forcée de s'arrêter à chaque pas devant d'insolubles problèmes, tant qu'elle était circonscrite dans le dictionnaire et dans la tradition purement helléniques, a pu augmenter indéfiniment ses trésors depuis que la philologie comparée, s'emparant de cette riche veine si longtemps ignorée, lui a permis de rapprocher des Védas la langue et les croyances d'Homère, d'Hésiode et de Pindare.

Pour connaître les origines du mythe de Prométhée, il faut donc remonter dans les croyances de notre race plus haut que les plus anciens poètes grecs, et c'est la littérature des Védas qui nous permettra de le faire; mais en même temps nous voici en face d'un de ces problèmes délicats et graves que pose à notre intelligence civilisée la grande question de la vie primitive de l'humanité. Comment l'homme découvrit-il le moyen de faire du feu? On cite avec éloges les noms des grands inventeurs qui, depuis les temps historiques, ont arraché quelques-uns de ses grands secrets à la nature jalouse, nous délivrant ainsi de la servitude et fondant le règne de l'esprit sur la matière; mais qui saura jamais le nom du grand génie qui le premier dota l'humanité du pouvoir divin de créer à volonté la chaleur et la lumière? C'est lui vraiment qui est le père de la civilisation. Que l'on songe à ce que l'homme pouvait être sans feu! Il lui était à peine possible de dépasser la vie grossière par laquelle il dut commencer quand il s'éveilla dans la forêt primitive à l'état d'innocence et d'animalité : pour nourriture, les fruits de la forêt et la chair crue; pour arme, un bâton arraché de l'arbre à grand'peine, tout au plus une pierre mal aiguisée contre une autre; pour demeure, les cavernes ou des *gourbis* de feuillage; pour vêtement, du feuillage encore ou les toisons des animaux déchirées avec ses ongles, telles pouvaient être ses seules ressources. Pas d'agriculture sans métal pour creuser la terre, et pas de métal sans feu. Pas de lumière pendant l'obscurité des nuits. Impossible de s'avancer vers les régions tempérées où l'hiver condamnait l'homme à mourir de froid et de faim, ou du moins le plongeait dans un hébétement inerte, à plus forte raison défense absolue de se répandre dans les contrées du nord. Pas de foyer domestique non plus, par conséquent aucun de ces liens sacrés qui réunissent le père, la

mère et les enfans autour de la source commune de lumière et de chaleur, ce sanctuaire le plus ancien de tous, qui a vu naître la famille, l'état, le culte, la pudeur de la femme, le dévouement de l'homme aux siens, la piété filiale, les affections les plus douces, les joies les plus pures, et qui, après avoir maintenu sa vénérable primauté dans les cultes antiques, est encore aujourd'hui, plus que jamais peut-être, le fondement et le protecteur de la civilisation la plus avancée (1). Vous pouvez juger de l'état d'un peuple par son attachement pour le foyer domestique. Qui se représentera jamais le bonheur, le ravissement, l'extase radieuse de celui de nos pères inconnus qui, le premier, montra en triomphe à la tribu stupéfaite le tison fumant d'où il avait réussi à faire jaillir la flamme!

Le souvenir du changement radical que cette invention merveilleuse apporta dans la vie humaine s'est conservé dans la plupart des traditions religieuses, dans celles des peuples surtout qui eurent à lutter contre l'hiver. Il est remarquable que la tradition biblique soit muette sur ce point. Pour elle, c'est le passage de l'état d'innocence ignorante à celui de la conscience morale qui marque la transition de la vie quasi-animale à la vie vraiment humaine. Au fond, il n'y a pas là de contradiction; il est certain que le progrès dans la vie physique a eu pour condition préalable dans l'humanité l'éveil de la réflexion, le retour sur soi-même, et par conséquent la conscience. Il est naturel, d'autre part, que la race qui devait être par excellence celle de la civilisation ait réservé dans ses réminiscences des temps primitifs une place de premier rang au pas de géant qu'elle fit dans sa destinée providentielle dès qu'elle fut en possession de l'art de faire du feu.

La nature, en apparence si dure envers l'homme, fut en ceci comme en tout son institutrice. Les phénomènes de lumière et de chaleur durent tout particulièrement exciter l'attention des premiers hommes, de même que sous nos yeux ils éveillent de si bonne heure celle des enfans. Les mythes variés relatifs à l'invention du feu, que les mythologies antiques mêlent souvent au point de les confondre, laissent entrevoir qu'une période assez longue s'écoula pendant laquelle l'homme avait bien distingué les phénomènes combinés de chaleur et de lumière, s'en était fait une idée mythique et religieuse, mais n'avait pas encore songé à en créer lui-même à sa guise. C'est une distinction très fine que M. Baudry a fait ressortir. Selon une très vieille conception du monde, vrai mythe de sauvage qui n'est pas encore sorti de sa forêt, l'univers est un arbre immense dont les

(1) Sans vouloir presser cette remarque plus que de raison, n'est-il pas singulier que la civilisation septentrionale, aujourd'hui prépondérante, n'ait pris un vigoureux et définitif essor qu'à partir du XIVe siècle, où les cheminées, inconnues des anciens sous leur forme actuelle, sont devenues d'un usage général en Europe?

nuées sont le branchage, dont les astres sont les fruits. Les phénomènes les plus marquans du monde physique sont ramenés à des analogies tirées de cette grossière intuition. Ainsi l'éclair est un fruit ou l'un des rameaux de cet arbre immense; en même temps, comme il descend du ciel sur la terre, l'éclair est aussi un oiseau porte-feu quittant son nid céleste et apportant à son bec une branche enflammée. De cette conception primitive découle une multitude de mythes locaux expliquant pourquoi le feu, originaire du ciel, est devenu habitant de la terre. Le mythe de Phoronée (1) dans le Péloponèse, le culte de Soranus, de Picus, de Feronia chez les Latins, beaucoup de croyances indo-européennes relatives à des oiseaux considérés comme porte-feu, tels que le pic-vert, l'épervier, le faucon, le roitelet (2), etc., s'y rattachent comme à leur centre commun, et l'on en peut voir encore une dérivation dans le mythe grec de Vulcain, le feu cosmique tombant du ciel et travaillant désormais dans les entrailles de la terre.

Ce fut vraisemblablement cette idée, que le feu tombé du ciel devait être resté caché quelque part et qu'il serait possible de le tirer de sa cachette, qui, jointe à l'observation de phénomènes conduisant à une conclusion analogue, dut suggérer à l'homme le désir de produire le feu à volonté. Cherchons bien à ressentir l'impression que devait faire sur l'homme primitif la vue d'un objet lumineux qui disparaissait après avoir jeté son éclat. Notre sentiment moderne de la nature, dominé par les notions scientifiques au sein desquelles nous grandissons, et qui ont pris racine dans notre intelligence lorsque l'âge de la réflexion arrive, serait pour cela le plus mauvais des guides. Aux yeux de l'homme primitif, l'éclair disparu, le feu éteint, la chaleur refroidie, devaient être rentrés quelque part. Outre le soleil et la foudre, il avait pu observer les éruptions volcaniques, les laves incandescentes, l'impression de chaleur produite par le frottement rapide de deux corps, l'étincelle jaillissant des pierres fortement lancées les unes contre les autres, pendant l'hiver la température relativement élevée des antres profonds, pendant l'été la fraîcheur également relative des grottes souterraines, comme si la chaleur avait quitté les entrailles du sol pour se répandre à sa surface, sa propre chaleur animale à lui-même, d'autant plus intense à mesure qu'elle pénétrait dans l'intérieur du corps, enfin et surtout les

(1) Phoronée est la transformation grecque du mot conservé dans le sanscrit, *bhuranyu, celui qui fond rapidement sur* quelque chose ou quelqu'un.

(2) Le roitelet est l'oiseau porte-feu celtique; des légendes normandes et bretonnes l'attestent encore. Le plus petit des oiseaux, mais hardi comme un lion, seul il eut l'audace d'aller chercher le feu du ciel au risque de s'y brûler toutes les plumes. Encore aujourd'hui le roitelet est respecté comme un oiseau sacré dans les districts reculés du pays de Caux.

incendies spontanés dans les forêts du premier âge, incendies qui devaient être beaucoup plus fréquens qu'aujourd'hui (1). La lave refroidie à l'extérieur était encore brûlante à l'intérieur. Les charbons déjà noircis provenant des arbres consumés se rallumaient quand un vent violent écartait leur enveloppe de cendres ou quand on les frottait légèrement l'un contre l'autre. Toutes ces expériences, rapprochées de la croyance relative à la disparition du feu céleste dans la terre, devaient amener l'homme à supposer que le feu était à l'intérieur des choses, et surtout des choses qu'il voyait s'enflammer comme d'elles-mêmes, par exemple du bois. Telle est, semble-t-il, la marche que suivit l'esprit, réfléchi dans sa naïveté même, de la première humanité. Je ne saurais accorder à M. Kuhn que l'homme apprit à faire du feu en observant que les branches d'un parasite, frottées par le vent contre l'arbre-souche, finissaient par produire la combustion. Une telle observation n'eût été possible que dans des cas bien rares, bien isolés, et surtout elle me paraît bien délicate pour l'homme encore si peu développé. C'est plutôt d'un ensemble d'expériences, d'une induction fondée sur un grand nombre d'analogies apparentes, surtout de celles qu'il pouvait observer pendant et après les incendies spontanés des forêts, qu'il en vint à l'idée que le feu était dans le bois, qu'il inventa le procédé pénible, mais simple, encore en usage chez tant de peuplades sauvages, et qui consiste à faire du feu en frottant longtemps deux morceaux de bois l'un contre l'autre. Entre un tison à moitié éteint et un morceau de bois sec, il n'y avait pour lui qu'une différence de degré. Le feu était plus profondément caché dans l'un que dans l'autre, plus difficile par conséquent à faire sortir; mais il y était.

Nous ne spéculons pas sur le pur inconnu. Cette idée, que le feu, d'origine celeste, se cache et doit être tiré de sa cachette, est contenue dans un des plus anciens mythes védiques sur l'origine du feu terrestre. Agni, le dieu du feu (en latin *ignis*), s'est blotti dans une caverne, et Mâtarichvan, être mythique obscur, dont le nom signifie étymologiquement « celui qui se gonfle, qui se dégage dans le sein de la mère (2), » l'en a tiré et l'a communiqué à Manou, le premier homme, ou à Bhrigu, *le luisant*, père de la famille sacerdotale du même nom. Mâtarichvan est donc un analogue indien, mais très lointain encore du Prométhée grec. Il exprime simplement l'effort nécessaire pour que le feu sorte de la matière qui le tient renfermé. Un trait de plus pourtant, qui rapproche déjà le mythe védique du mythe grec, c'est

(1) Les incendies spontanés naissent aisément dans les forêts vierges, soit par les amas fermentescibles des végétaux en décomposition, soit par l'état de siccité extrême auquel peuvent arriver de grands arbres morts sur pied. Deux arbres ainsi desséchés, déracinés et portés l'un contre l'autre par un ouragan, peuvent s'enflammer par le frottement.

(2) C'est un surnom d'Agni lui-même.

que Bhrigu ou les Bhrigus, devenus fiers et irrespectueux envers les dieux, par suite du pouvoir qu'ils doivent à la possession du feu, ressentent les effets de la colère de Varouna, irrité de leur insolence. En Grèce, la fable parlait d'un mortel appelé Phlégyas, et de son peuple, les Phlégyens, dont le nom a la même racine et le même sens que Bhrigu. Les Phlégyens habitaient la Phocide, aux mêmes lieux où l'on disait que Prométhée avait formé ou civilisé les hommes. Devenus impies et profanateurs des sanctuaires, ils furent précipités dans le Tartare. Les germes du grand mythe commencent à se montrer.

Ce fut, dès l'origine, le propre de la race aryenne de ne jamais se contenter du progrès accompli, d'aspirer à de nouvelles conquêtes, et en particulier de simplifier ou de faciliter par des moyens mécaniques les opérations de la vie quotidienne. L'art de produire le feu par le frottement de deux morceaux de bois mus simplement par la main de l'opérateur était difficile, pénible, d'un succès toujours douteux. Il semble que les cruelles punitions qui menaçaient les vestales oublieuses proviennent du temps où l'extinction du feu était une vraie calamité. Notre race se devait à elle-même de n'être pas toujours soumise à de pareilles terreurs. Dès la plus haute antiquité, nous la voyons en possession d'un ingénieux instrument fondé sur la propriété qu'a le bois de s'enflammer par le frottement, mais destiné à hâter beaucoup la production du feu. Un disque de bois creusé au milieu, un bâton qui tourne perpendiculairement, à la manière d'un foret ou d'une tarière, dans le trou pratiqué au centre du disque, voilà cet instrument. On imprime au bâton un rapide mouvement de rotation, alternativement à droite et à gauche, au moyen d'une lanière enroulée autour de la partie supérieure, et dont l'opérateur tient les deux extrémités. Encore aujourd'hui dans l'Inde on applique ce procédé, qui était également très connu des anciens Européens. Les Grecs nommaient l'instrument *pyréia*, et le bâton forant *trupanon* (1). Le feu des vestales, quand il s'éteignait, devait être rallumé chez les Romains par le même moyen. Chez les Germains, à défaut de renseignemens écrits, de singulières coutumes encore en vigueur nous attestent que ce procédé fut aussi en usage, et que, dans la pensée de ceux qui l'employaient à une époque où il n'était plus indispensable, il passait pour le moyen originel et divin auquel l'homme devait la possession de l'élément céleste et purificateur. Ainsi, pour allumer les feux dits *de nécessité* (*nothfeuer*), dans l'espoir de conjurer les épizooties, on se servait, et on se sert encore quelquefois, dans des districts écartés, d'une roue dans le moyeu de laquelle on fait tourner rapidement un

(1) D'où est venu le mot *trépan*.

essieu. Une vieille chronique saxonne du XIIIe siècle raconte, avec une pieuse indignation, qu'en un temps d'épizootie, des paysans s'étaient servis d'un « simulacre de Priape » pour tirer du bois, par le frottement, le feu magique auquel on attribuait la vertu de guérir les bestiaux de la péripneumonie. En 1828, l'auteur d'une mythologie allemande, M. Colshorn, était témoin d'une cérémonie toute semblable dans un village du Hanovre. Bien d'autres faits analogues ont été recueillis par M. Kuhn, et ne laissent aucun doute sur l'usage extrêmement reculé, antérieur à la dispersion des peuples aryens, de cette manière de produire le feu.

Comment tout cela nous rapproche-t-il insensiblement de Prométhée? On va le comprendre. Cet acte de forer le bois par le bois, provoquant par le frottement l'apparition de la flamme, s'exprime en langage védique par le mot *mathnâmi* ou *manthâmi*, qui signifie proprement *secouer, ébranler, produire dehors au moyen de la friction*. La même racine se retrouve en allemand et en anglais modernes dans les mots *mangeln* et *mingle*, désignant l'opération, bien connue des ménagères, qui consiste à calandrer le linge au moyen d'un rouleau, soumis à une forte pression, qui passe en tournant sur une table lisse. Dans certaines parties du nord de l'Allemagne, les paysans disent, quand il tonne, que « le bon Dieu calandre, *use herr Gott mangelt*, » ce qui est en rapport étroit, comme on va le voir, avec tout cet ordre d'idées. Le bâton générateur du feu s'appelait en sanscrit *matha*, puis *pramantha*, l'annexion de *pra* y ajoutant l'idée d'attirer avec force, d'arracher, de *ravir*. *Pramantha*, que rien ne nous empêche d'écrire déjà avec une majuscule, est donc celui qui découvre le feu, le fait sortir de l'endroit où il se tenait caché, le *ravit* et le communique aux hommes. Achevons la personnification. Nous aurons alors en sanscrit un être personnel du nom de *Pramâthyus*, *celui qui creuse en frottant* et *celui qui dérobe le feu*. Dès lors il n'est pas besoin d'être versé à fond dans la science délicate à laquelle nous empruntons ces lumières, pour affirmer, sans trop d'audace, que le *Pramâthyus* sanscrit n'est autre que le *Promêtheus*, le Prométhée grec.

De même que les Aryas encore plongés dans la première ignorance, avec cette promptitude à définir l'être universel qui a fait d'eux la race spéculative et philosophique par excellence, toujours portés à faire du monde entier l'extension pure et simple du monde qu'ils connaissaient, n'avaient pas hésité à voir dans l'univers un arbre immense, — de même ils poussèrent fort loin les explications des phénomènes de la nature en les assimilant à la production du feu par le *pramantha*. Ainsi le tonnerre provient du pramantha d'Indra, qui creuse le nuage. L'éclair à son tour est aussi un pramantha céleste. Sans entrer dans des détails que M. Kuhn avait le droit

d'exposer tout au long en vertu du privilége de la science qui purifie tout ce qu'elle touche, il nous suffira d'indiquer de loin à nos lecteurs le rapport assez naturel qui devait s'établir entre cette manière de produire le feu et la reproduction de la vie humaine. N'est-elle pas, elle aussi, un feu intérieur? L'être producteur du feu est donc bien près de devenir le créateur ou le formateur, dans tous les cas l'ami de la race humaine. C'est cette analogie qui porta les Aryens à composer ordinairement leur instrument à feu d'un bâton provenant d'un arbre parasite ou poussé dans le creux d'un autre arbre (ce qui, à leurs yeux, revenait au même) et d'un disque provenant de l'arbre antérieur. Il y avait dans cette réunion une sorte de mariage. A cela se joignit aussi l'idée que le parasite provenait d'une graine ignée, insérée par un oiseau porte-feu. Enfin le soleil lui-même n'est pour eux qu'un grand disque, une roue enflammée qui tourne dans le ciel, s'éteint chaque soir, et que chaque matin les Açwins, divinités crépusculaires, rallument avec un pramantha d'or. Si pendant le jour il lui arrive de s'éteindre parfois dans le nuage orageux, Indra sait aussi le rallumer avec son puissant pramantha, le tonnerre. C'est une chose fort étrange que le sentiment de l'humanité primitive en face de la nature. Bien des mythes, bien des détails mythiques du moins, démontrent qu'aux premiers jours où l'homme ouvrit un œil curieux sur le monde et commença à réfléchir sur tout ce qui s'y passait, il n'était pas bien sûr que le soleil disparu le soir reviendrait le lendemain. C'est le soleil considéré comme une roue qui nous a valu plus tard les chars et les chevaux mythologiques. C'est encore la même conception qui se trouve à la base d'une singulière coutume assez répandue autrefois dans les régions germaniques, et qui s'est conservée jusqu'à nos jours sur les bords de la Moselle et en Souabe. En 1779, Trèves était encore le théâtre d'une cérémonie du même genre. On faisait rouler du haut d'une montagne jusque dans le fleuve une grande roue recouverte de paille et traversée par une forte barre de bois. On y mettait le feu au moment de la lancer, et le disque enflammé se précipitait dans la direction de la rivière aux cris bruyans de la foule attirée par ce spectacle. Si le disque arrivait sans s'éteindre jusque dans l'eau, l'allégresse était générale, car on se promettait une année d'abondance pour les vignobles d'alentour : pittoresque superstition qui se rattache, dans les profondeurs de l'antiquité, à la tige commune d'où la poétique mythologie de la Grèce a tiré l'histoire de son Phaéton (1).

(1) Il est visible en effet que cette cérémonie n'a pas d'autre but que de représenter le cours annuel du soleil, et l'heureuse réussite de l'opération signifie que l'astre favorable aux vignes accomplira jusqu'au bout et sans interruption son fécondant office. C'est le propre de toutes les religions où le spiritualisme ne domine pas de confondre le

Nous n'avons plus qu'une circonstance à relever pour achever l'énumération des conceptions mythiques servant de base à la légende grecque sur l'invention du feu. Ce mot sanscrit *manthâmi*, qui signifie l'acte de tirer le feu du bois au moyen du pramantha, se retrouve, nous l'avons vu, dans la famille germanique avec sa signification matérielle quelque peu modifiée. Il se retrouve aussi dans la famille hellénique; mais là il a perdu son sens matériel pour revêtir un sens spirituel. Le *manthanô* grec veut dire *apprendre*. Apprendre en effet, n'est-ce pas s'approprier, faire sienne une chose qui vous était étrangère auparavant? Le mot français lui-même provient d'une manière identique de se réprésenter l'acte d'acquérir une connaissance nouvelle. Il en résulta que le nom de Prométhée, emporté par les Grecs de la patrie primitive, se spiritualisa sous l'influence du progrès analogue accompli par le mot sanscrit. Le nom de Prométhée a perdu dans la Grèce son sens originel, et signifie désormais *celui qui sait d'avance*, le prescient, le prévoyant. Par opposition, son frère Épiméthée, celui qui réfléchit sur le passé, qui ne sait qu'après et ordinairement trop tard, ne devait pas tarder à apparaître.

Nous sommes arrivés au confluent de tous ces courans divers. Il est établi que l'être producteur du feu est l'ami et le bienfaiteur des hommes, si même il n'en est pas le créateur; la manière dont il fait sortir le feu ressemble à un larcin; en le communiquant aux hommes, il les a civilisés, il les a rendus plus puissans, mais aussi moins soumis aux dieux. L'instrument générateur de la flamme porte un nom qui, se spiritualisant en même temps que le verbe dont il dérive, devient synonyme du savoir, de la pénétration, de la prévision. Il nous faut voir maintenant ce que le génie grec, travaillant avec sa merveilleuse habileté sur ces données originelles, a fait du *pramantha* védique.

II.

La légende grecque de Prométhée (et la plupart des mythes populaires de l'ancienne Grèce en sont là) se prête beaucoup moins qu'on ne le croirait à être condensée en un tout homogène. Nous sommes souvent trompés en pareille matière par la forme arrêtée que les beaux-arts ou la poésie classique ont donnée aux traditions religieuses de l'ancien monde. Une seule des nombreuses variantes qui se partageaient les esprits dans la haute antiquité est ainsi devenue canonique pour la postérité. Nous ferons donc une distinction entre les mythes dont Prométhée est le centre avant et après Eschyle et

symbole primitif avec l'objet qu'il représente, et d'attribuer à celui-là les vertus de celui-ci. Dans le Poitou, on faisait aussi courir une roue enflammée à travers champs pour avoir une bonne récolte.

l'élaboration définitive que ces mythes ont subie en passant par le moule de ce grand génie. C'est Eschyle en effet qui a pour jamais, et sous sa forme immortelle, gravé l'histoire de Prométhée dans la conscience du genre humain.

Antérieurement à lui, Hésiode nous offre la première condensation des légendes qui circulaient sur Prométhée. Il en fait un titan, c'est-à-dire l'un de ces rejetons du Ciel et de la Terre, l'un de ces révolutionnaires primitifs dans lesquels l'érudition moderne a reconnu d'anciens dieux locaux de même signification que les dieux classiques, mais généralement moins dégrossis, plus enfoncés dans la nature matérielle, et dont le culte fut ou absorbé ou rejeté dans l'ombre par suite de la suprématie dévolue insensiblement aux beaux dieux olympiens. Leurs noms servirent à représenter plus tard les forces brutales et indisciplinées de la nature. C'est un trait commun des mythologies aryennes que l'idée d'une lutte engagée entre les dieux régulateurs de l'ordre naturel et les élémens perturbateurs qui semblent s'insurger contre leur pouvoir, soit dans l'orage, soit dans les éruptions volcaniques, soit dans les tremblemens de terre. De là une tendance naturelle à ranger parmi les titans les êtres mythiques, égaux en développement spirituel aux dieux classiques, mais censés en rivalité ou en conflit avec eux. Japet, fils du Ciel et de la Terre, Japet, le représentant de la grande famille qui peupla l'Asie-Mineure et la Grèce, a eu de Clymène, fille d'Océan, quatre fils, Atlas, Ménœtius, Prométhée et Épiméthée. Cette lignée est peu amie et peu favorisée de Jupiter. Atlas vaincu doit supporter le monde; Ménœtius révolté a été précipité au fond du Tartare; Prométhée, bien que de race divine, n'en fait pas moins partie du genre humain, qui du reste est issu, comme lui, de la Terre. C'est lui qui le premier ose essayer de tromper les dieux et veut rendre leur joug moins lourd aux hommes. Dans la très ancienne ville de Sicyone, il y avait contestation entre les dieux et les hommes au sujet des parties des animaux sacrifiés qu'il fallait offrir aux immortels ou réserver aux mortels. Prométhée, en remettant le différend à l'arbitrage de Jupiter, a l'audace de lui tendre un piége. Il tue un bœuf, enveloppe la chair et presque toute la graisse dans la peau et l'estomac de l'animal, puis à côté entasse les os en les recouvrant d'une mince couche de graisse. Alors il invite le roi des dieux à choisir lui-même. Jupiter s'aperçoit de la ruse, mais il fait semblant de s'y laisser prendre, et saisit cette occasion, qu'il cherchait depuis quelque temps, pour retirer le feu aux hommes. Nous voyons ici se dessiner en traits fort accusés cette tendance irrespectueuse à l'égard des dieux que la légende védique rattachait déjà à l'invention du feu, et que l'esprit grec attribua d'une manière encore plus prononcée à l'homme avisé, fier de son intelligence, et désormais comptant pour

peu de chose la protection divine. Du reste, ce singulier conte reposait sur une réalité. Le fait est que, dans les anciens sacrifices, les sacrifians se réservaient ordinairement la meilleure part des animaux immolés; mais ce que la naïveté du premier âge avait institué comme une chose toute naturelle et allant de soi-même ne parut explicable plus tard que par l'effet d'une ruse intéressée. C'est ainsi que, dans d'autres fables, les immolations de victimes humaines, qui paraissent avoir été en vigueur dans les temps très reculés de la Grèce, deviennent d'abominables festins auxquels les dieux ne prennent part jamais que par surprise.

Voilà donc les hommes privés du feu et ramenés à leur détresse primitive; mais Jupiter avait compté sans Prométhée. Le hardi fils de Japet dérobe dans l'Olympe même le feu céleste, et le rapporte sur la terre dans une tige de férule. La férule est un arbre de la famille des ombellifères, dont la moelle desséchée, très inflammable, conserve aisément le feu, et sert encore aujourd'hui d'amadou aux populations de l'Archipel. Jupiter est plus furieux que jamais. Le génie inventif de l'homme, dont Prométhée est la personnification frappante, a déjoué ses projets. Remarquons ici ce trait tout à fait caractéristique des dieux olympiens. Leur puissance est à la fois très grande et très bornée. Ils peuvent se venger, punir cruellement ceux qui osent rivaliser avec eux ou contrarier leurs vues; mais ils ne peuvent revenir sur les faits accomplis. Jupiter ne saurait reprendre aux hommes le don que leur a fait Prométhée. Ceci est très significatif, et doit servir à nous orienter dans l'interprétation du mythe. Jupiter, personnification du ciel, est devenu le dieu suprême en tant qu'ordonnateur et régulateur du monde physique. Il représente donc l'ordre naturel dans sa loi la plus haute. Ce n'est pas impunément que l'homme s'élève par la force de son intelligence au-dessus de la nature physique. Ses progrès et ses conquêtes lui vaudront peut-être plus de douleurs morales qu'ils ne lui épargneront de misère matérielle; mais l'ordre de la nature est impuissant à les lui ôter.

Jupiter ne peut que se venger; mais il se vengera. D'abord il punit cruellement l'audacieux Prométhée en le faisant lier à une colonne et en envoyant son aigle se repaître continuellement de son foie. Le foie était chez les anciens regardé comme le siége des instincts moraux, des passions, de la mélancolie. Ici le mythe, qui n'était encore qu'ingénieux et naïf, devient d'une sombre profondeur. Sans doute le génie humain, dans sa séparation d'avec Dieu, toujours travaillé par la soif de l'infini, toujours en proie à d'impuissans désirs, s'agitera longtemps autour du bloc de pierre où une main inexorable semble l'avoir rivé, maudissant la destinée, torturé par ce messager divin, l'idéal, qui aurait dû être son espé-

rance et sa joie, et qui devient son bourreau. Assurément nous ne prétendons pas que telle soit l'idée que l'homme des temps mythologiques a voulu sciemment envelopper dans le tragique symbole de Prométhée enchaîné sur son rocher; mais n'avons-nous pas le droit de dire que c'est là au fond le sentiment qui l'a inspiré, surtout quand nous voyons ce sentiment des souffrances prolongées par lesquelles l'homme expie son indépendance de l'ordre physique et ses audacieuses conquêtes se reproduire dans toute la suite de cette histoire?

A leur tour, les hommes, qui ont profité du larcin de Prométhée, apprendront à leurs dépens qu'on ne se moque pas de Jupiter. Celui-ci ordonne à Vulcain, autre dieu du feu, mais de la famille olympienne et aveuglément obéissant à ses ordres, de pétrir avec de la boue une statue de vierge d'une beauté de déesse. Chacune des divinités célestes la dote d'un charme spécial. Minerve-Athéné lui enseigne les beaux-arts; Vénus anime ses traits de sa propre expression, qui fait que les cœurs sont blessés à mort de son doux regard; Mercure lui apprend le secret des paroles emmiellées, de l'indifférence égoïste, des ruses félines, et quand les Grâces ont encore ajusté son voile, sa couronne et ses colliers d'or, quand les Saisons ont paré sa tête des fleurs du printemps, Jupiter fait conduire la ravissante créature, la belle Pandore, vers Épiméthée, le frère du titan torturé. Par rapport à celui-ci, Épiméthée représente une sorte de contre-partie de l'esprit humain. Il n'est pas dépourvu d'intelligence, mais il ne sait jamais en faire usage à propos. Son esprit paresseux et lourd ne s'éveille à la conscience du mal que quand il est trop tard. C'est en vain que le prévoyant Prométhée l'avait averti d'avance de repousser les dons de Jupiter. Épiméthée était un réaliste qui dédaignait d'habitude les prévisions chagrines des idéologues; il tomba aux pieds de Pandore, trop heureux de voir son amour agréé. La suite funeste ne se fit pas attendre. La belle coquette avait reçu une amphore mystérieuse et fermée qu'elle ouvrit dans un mouvement de curiosité féminine. Aussitôt une foule de maux auparavant inconnus sur la terre se répandit sur l'humanité, les soucis, les crimes, les maladies mortelles. Pandore épouvantée voulut refermer précipitamment l'amphore; mais elle était déjà presque vide, et l'espérance seule était demeurée prise entre le rebord et le couvercle.

Dans cette fable ingénieuse, nous trouvons un exemple de ce travail de raccordement que les poètes comme Hésiode ont opéré en combinant les narrations isolées des mythologies locales de manière à en faire des histoires suivies. Pandore a dû être à l'origine une personnification de la terre fertile. Si les dieux comme les livres n'avaient pas leurs destinées, elle aurait pu devenir une Cérès, une

Dioné, peut-être même une Vénus. Au temps d'Hésiode, elle n'était plus qu'une déesse locale, bonne seulement à figurer dans quelque roman religieux comme celui qui l'a rendue si célèbre. Le sens de son histoire n'est pas douteux. L'homme, grâce à Prométhée, a beaucoup grandi en savoir et en pouvoir. Il s'est, dirions-nous en langage moderne, civilisé à vue d'œil; mais les passions haineuses, la cupidité, l'impiété inspirée par la confiance orgueilleuse en ses propres forces, les excès commis par l'homme qui ne sait pas encore user rationnellement de sa domination sur la nature, le cortége de maux inséparables d'une civilisation qui se raffine, font qu'il regrettera plus d'une fois l'état antérieur d'ignorance et d'innocence, qui, par comparaison, lui semblera un paradis; par comparaison, disons-nous, car en réalité ce point de vue est faux. L'homme, avant que la conscience morale fût éveillée en lui, devait être un fort méchant animal. Que l'on pense à la cruauté inconsciente des enfans! Avant que l'observation et la réflexion lui eussent permis d'améliorer son état matériel, il souffrait en réalité de maux bien pires encore qu'après ses ingénieuses découvertes; mais, s'il faisait le mal, c'était sans le savoir. S'il souffrait, c'était comme l'animal souffre, sans prévision de la souffrance à venir, sans comparaison réfléchie avec le bien-être antérieur, sans conscience claire de son état. Le mal passé était oublié, en sorte que, quand l'âge de la mémoire fut venu, il sembla à l'homme qu'il n'avait jamais souffert avant de se souvenir. Ceci est une illusion vieille comme le monde, et qui se renouvelle toujours. Vertus et agrémens des vieux âges, qu'on nous vante si fort, que devenez-vous, lorsque des études persévérantes révèlent l'état réel, sans embellissemens poétiques, des générations disparues?

Toutefois il ne faut pas nier que le progrès de l'homme dans le domaine de la vie physique, s'il n'est pas accompagné d'un progrès moral correspondant, lui est plus nuisible qu'utile, en ce sens qu'il fournit simplement de nouveaux excitans à ses passions, de nouveaux alimens à sa sensualité. La civilisation, c'est alors Pandore la bien nommée, brillante, souriante, tournant les têtes, enivrant les cœurs; mais que de maux cuisans elle traîne après elle, cette ravissante statue pétrie dans la boue!

Pendant ce temps-là, Prométhée souffre. Son supplice doit durer longtemps. Les Argonautes, en traversant le Pont-Euxin à la recherche de la toison d'or, ont aperçu l'aigle qui se dirigeait vers les montagnes de la côte. Peu après, ils entendirent l'infortuné, à qui la douleur arrachait des cris retentissant au loin dans les solitudes. Cependant la mythologie grecque ne veut pas que Prométhée soit à tout jamais dévoré vif sur son rocher. Le jour viendra où un fils favori de Jupiter tuera l'oiseau vorace et détachera le titan enchaîné.

Jupiter le permettra par amour pour Hercule et parce que le nom de son fils de prédilection n'en sera que plus glorieux sur la terre. Telle est la pensée presque chrétienne, unique en tout cas dans ces régions fabuleuses, et qui ressemble à une cime déjà colorée d'un soleil encore sous l'horizon, par laquelle se termine l'histoire de Prométhée selon le chantre d'Ascra.

D'autres traditions mythiques voulaient que Prométhée lui-même eût épousé Pandore. Ailleurs on le disait époux de l'océanide Hésione. D'après Hérodote au contraire, on lui donnait pour épouse Asia, comme si le souvenir s'était conservé de la partie du monde où l'humanité et la civilisation prirent également naissance. C'est une raison du même genre qui a fait désigner les régions caucasiennes comme le lieu de son supplice. La race hellénique se rappelait vaguement qu'elle avait laissé l'innocence et la sauvagerie derrière les hautes montagnes qui séparent l'Europe de l'Asie. Encore aujourd'hui les légendes tcherkesses parlent aux voyageurs de géans attachés et tourmentés sur les pics du Caucase. D'autres récits mythiques faisaient d'Asia la mère de l'inventeur du feu. Hésiode lui-même rattache à Prométhée la famille hellénique tout entière par Prynéia (1) ou Pyrrha, ses épouses. Il s'en faut que, malgré le travail évident de coordination que décèlent les poèmes hésiodiques, toutes les assertions qu'ils contiennent sur les dieux et les généalogies divines soient concordantes.

Dans d'autres traditions enfin, Prométhée joue un rôle assez difficile à concilier avec sa légende la plus répandue. Ainsi ce serait lui qui, lors de la naissance de Minerve, aurait fendu le front de Jupiter. Ordinairement c'est à Vulcain que la fable attribue cet office. Cette variante s'explique toutefois par l'identité originelle des deux personnages mythiques, qui sont l'un et l'autre des déterminations grecques de l'Agni védique. En même temps elle nous reporte vers la vieille idée aryenne du pramantha céleste, faisant revenir la lumière éteinte. Minerve-Athéné en effet personnifie le ciel éthéré, reparaissant pur et brillant après l'orage qui l'avait obscurci. Le pramantha, producteur du tonnerre, se changea en marteau entre les mains du forgeron Vulcain (2), et ne fit que se personnifier sous le nom de Prométhée.

Si de plus on se rappelle les rapports, saisis de très longue date, entre l'office du pramantha et la génération humaine, on comprendra non-seulement pourquoi, dans toutes ses légendes, Prométhée est considéré comme l'ami des hommes et leur bienfaiteur, mais en-

(1) Contraction probable de *Prótogénéia*.

(2) La massue ou le marteau de Thor, le Jupiter germanique, lui est aussi attribué en sa qualité de producteur de la foudre.

core par quelle analogie plusieurs mythes font de lui le créateur ou du moins le formateur de l'espèce humaine. C'est lui qui l'aurait animée du feu céleste après l'avoir pétrie du limon terrestre. D'autres fois néanmoins c'est Jupiter ou Minerve qui communique à l'homme l'étincelle de vie : intéressant parallèle de l'origine assignée à l'homme par la Genèse. Toutes ces idées furent révélées naturellement aux premiers observateurs par la surabondance de vie végétale et animale que déploie la nature aux lieux chauds et humides, jointe au sentiment qui n'a jamais abandonné l'homme, qu'il est en quelque sorte la dernière éjaculation, le dernier fils de la terre. C'est Prométhée encore qui, dans une autre légende, conserve la race humaine que Jupiter voulait faire périr par le déluge, car c'est lui qui conseille à Deucalion de construire l'arche. C'est avec la racine d'un rouge de sang, tirée de la terre humectée par la liqueur sortant de son foie lacéré, que Médée la magicienne compose le breuvage qui rend invulnérable et guérit toutes les maladies. Nous reconnaissons que l'idée de Prométhée créateur de l'homme n'est positivement et clairement définie que dans des auteurs relativement modernes; mais elle doit remonter beaucoup plus haut. Sapho déjà semble y avoir fait allusion. A Panopées, en Phocide, on montrait des blocs de pierre grise singulièrement contournés en disant que c'était là le limon dont Prométhée avait façonné les premiers hommes. Toutefois cette croyance ne devint générale et populaire que dans les derniers siècles du paganisme; elle se prêtait en effet aux allégories philosophiques si recherchées à cette époque, et offrait ce caractère de mélancolie particulier aux religions qui s'en vont et qui voient tout en noir. On finit par substituer la Prométhéia à Prométhée lui-même, ce qui faisait des hommes les enfans du souci.

III.

Tels sont les matériaux divers que la tradition grecque mit à la disposition du grand génie à qui surtout nous devons l'intelligence du mythe de Prométhée et de l'idée profonde qui en fait la tragique beauté. Eschyle en a tiré un de ces chefs-d'œuvre qui entrent dès leur apparition dans le trésor de l'humanité et n'en sortent plus. Il s'est bien gardé d'amalgamer tous les élémens de la légende. Avec la sobriété des grands maîtres, il a sacrifié les accessoires et s'est attaché avant tout à faire ressortir, vigoureusement dessinée sur le fond légendaire, la majestueuse figure du titan victime de son génie et de son amour. Le grand fleuve mythique dont nous avons retrouvé la source, se partageant en bras divergens, se serait perdu finalement

dans les sables, si la puissante pensée du tragique d'Athènes ne l'avait, pour ainsi dire, canalisé en le resserrant dans de fortes digues entre lesquelles il coule plus fort, plus profond que jamais.

Ainsi il laisse de côté l'histoire semi-burlesque du piége tendu à Jupiter dans la contestation de Sicyone, et il évite la faute dans laquelle tombait Hésiode, quand il supposait qu'antérieurement à cette scène les hommes étaient déjà en possession du feu. Cette conception ôtait à Prométhée son caractère de génie inventeur et ne laissait subsister que celui du personnage sceptique et rusé. Il fait de Prométhée un fils de la Terre divinatrice, Thémis (1), exprimant par là que l'intelligence humaine a grandi en observant, en écoutant la nature. Rien n'indique que ce soit lui qui ait créé ou formé les hommes; mais il a pour eux une sympathie profonde, fondée sur ce qu'après tout eux aussi sont fils de la Terre, et qu'ils sont pourtant ignorans et misérables. Ce sont de pauvres frères qu'il aime. Parmi ces épouses mythiques, le poète choisit la fille d'Océan, Hésione; nous verrons bientôt pourquoi. Le roman de Pandore et d'Épiméthée est également éliminé. Il ne reste que Prométhée l'inventeur, le génie rêvant au progrès et au bien de l'humanité, et cette idée, dont il est la personnification, ainsi dégagée d'un confus entourage, devient le centre de la fable tragique. En revanche Eschyle fait intervenir des personnages qu'ignorait la légende, et qui, personnifiant à leur tour d'autres tendances de la nature humaine, achèvent de mettre en évidence le rôle du héros principal. Cette incarnation d'idées abstraites dans des personnages pleins de réalité n'est pas l'allégorisme intentionnel d'un poète philosophe comme Euripide. C'est en suivant simplement les inspirations de son robuste génie, ne distinguant jamais l'idée de la forme qu'elle revêt, que le vieux poète s'est trouvé philosophe sans le vouloir, sans s'en douter.

Le personnage de Prométhée doit avoir tenu une grande place dans les préoccupations du poète athénien, car outre une pièce, probablement du genre satirique, *Prométhée l'Allumeur*, où l'on riait aux dépens des satyres maladroits qui se brûlaient les doigts au feu récemment découvert, il a composé trois grandes tragédies sur les trois momens principaux de la vie du titan, *Prométhée Porte-Feu*, *Prométhée enchaîné* et *Prométhée délivré*. Dans *Pro-*

(1) Observons à ce sujet qu'un vers d'Eschyle vient donner raison aux savans modernes qui voient dans Géa, Rhéa, Cybèle, Thémis, etc., autant de personnifications de la terre. « Forme unique portant divers noms, » dit-il v. 210, en parlant de Géa et de Thémis. Cette citation et plusieurs autres du même genre tendraient à prouver que les païens, à l'époque où ils croyaient encore sérieusement à leur religion, en comprenaient la véritable nature mieux que nous ne le pensons.

méthée Porte-Feu, le fils de Thémis, devinant l'avenir, conseillait aux titans de ne pas s'insurger contre Jupiter. Voyant ses conseils méconnus, il se rangeait du côté du vainqueur désigné par la destinée et l'aidait à triompher de ses rudes ennemis; mais lorsque Jupiter voulut étendre aux hommes la haine qu'il portait aux titans et les faire périr de misère et de besoin, Prométhée eut compassion d'eux, déroba le feu aux demeures éthérées et l'apporta aux hommes dans une tige de férule. Ici la vieille tradition demeure intacte; mais au rebours du récit d'Hésiode, c'est Prométhée lui-même qui sculpte et anime Pandore. Si, comme nous l'avons dit, Pandore est la civilisation née de l'usage du feu, cette variante vaut mieux que la première.

La seconde tragédie, *Prométhée enchaîné*, est la fleur épanouie de la plante dont nous avons retrouvé la racine. La scène commence par un dialogue entre Force et Violence d'un côté, Vulcain de l'autre, qui amènent le titan au lieu de son supplice. Vulcain est le type de l'obéissance passive. Parent au fond de Prométhée, bon et honnête caractère tant qu'il n'a qu'à suivre ses propres inspirations, il devient par soumission envers l'autorité l'instrument d'une vengance qu'il trouve lui-même exécrable. Il faut en effet qu'il enchaîne Prométhée sur un âpre rocher de Scythie et le rive à la pierre avec des chaînes que rien ne puisse rompre. C'est presque en demandant pardon à Prométhée qu'il se met à l'œuvre. Aussi pourquoi Prométhée a-t-il été se brouiller avec Jupiter pour l'amour des hommes? Comment n'a-t-il pas prévu que Jupiter, nouveau-venu sur le trône du monde, est soupçonneux et violent? Un moment le forgeron ne peut s'empêcher d'admirer comme son ouvrage est bien fait; mais son bon naturel reprenant le dessus, lorsque tout est fini, il s'emporte contre Force et Violence, qui ne répondent que par l'ironie.

Alors commence une scène solennelle. Prométhée, qui s'était tu tant que ses bourreaux avaient été là, exhale son gémissement amer. Abandonné des dieux et des hommes, il prend à témoin la nature entière des maux immérités qu'il endure : « O divin éther, vents aux ailes rapides, ô sources des fleuves, et toi, rire incommensurable des mers, et toi, terre, universelle génératrice, et toi, disque du soleil qui vois toute chose, venez contempler les douleurs que les dieux infligent à un dieu! » Cette sympathie de la nature pour le génie persécuté est une des belles conceptions du drame. Prométhée n'a pas eu tort de lui adresser sa plainte. Un bruit d'ailes frappant les airs se fait entendre. Ce sont les Océanides, les filles d'Océan, ses belles-sœurs et ses cousines, qui ont entendu dans leurs antres humides le bruit du marteau de Vulcain, et qui « pleurent des nuées de larmes » en voyant leur frère dans cet affreux

état. Ce sont elles qui formeront le chœur. Frêles et douces créatures, pleines de tendre sympathie pour celui qui souffre, murmurant volontiers avec lui contre les décrets terribles de Jupiter, mais craintives, timides, elles représentent cette foule d'âmes sensibles que la vue d'un malheur immérité fait fondre en larmes, mais qui inclineraient plutôt à conseiller au génie l'abdication, à lui inspirer le regret de s'être dévoué, qu'à le fortifier par des résolutions généreuses.

Devant le chœur des vierges marines, Prométhée raconte ce qu'il a fait pour Jupiter et pour les hommes. A ceux-ci il a donné l'espérance qui console et le feu qui ranime. Ce qui arrive ne le surprend pas, il avait tout prévu; il ne lui reste plus qu'à supporter fièrement son malheur, et, comme les sympathies des Océanides lui font du bien, il les prie de se rapprocher de lui pour le voir de plus près. Les Océanides s'approchent; leur sympathie est féminine. Toute prompte et sincère qu'elle soit, beaucoup de curiosité s'y mêle. Au même instant arrive le père Océan. Renfermé dans une sorte de passivité indifférente où la vieillesse finit souvent par voir la sagesse, il n'opposa qu'une majestueuse insouciance aux révolutions dont le ciel et la terre sont le théâtre. Comme son frère Saturne, le vieil Océan se voit préférer des dieux plus jeunes ou plus accessibles, mais il n'en est nullement jaloux et ne cesse pas pour cela d'occuper l'humide élément avec ses nombreuses filles, peu désireux de lutter contre Jupiter ou son frère Neptune, sachant bien d'ailleurs qu'on ne l'inquiétera pas lui-même dans son insondable empire. On dirait qu'il en a tant vu qu'un certain scepticisme à l'endroit des grands changemens s'est emparé de son esprit. Se soumettant sans murmure aux pouvoirs de fait, il est satisfait de ce qu'il a, mène une vie honorée et paisible, et conjure son pauvre neveu, qu'il estime et qu'il aime, de se soumettre aussi au plus fort, de s'humilier devant Jupiter. A cette condition, le bon oncle intercédera lui-même auprès du souverain des dieux; mais ce conseil échoue devant l'indomptable fierté du titan. Il ne veut entendre parler ni d'intercession, ni de soumission. Plutôt tout endurer que de recevoir une grâce de Jupiter! Océan ne peut contester la noblesse de ces sentimens; mais, ne pouvant non plus les approuver, voyant que ses insistances sont inutiles, il s'en retourne comme il était venu, presque fâché de s'être dérangé, « lui et son cheval ailé, qu'une course si longue doit avoir fatigué, et qui certainement sera bien aise de se reposer. »

Le chœur des Océanides et Prométhée sont de nouveau seuls. Le chœur chante en vers plaintifs l'immense commisération dont les peuples à l'entour sont émus pour le divin martyr, et ceux qui

habitent « la sainte Asie, » et le peuple des Amazones, et la multitude farouche des Scythes nomades. — Prométhée continue à se plaindre de l'ingratitude des dieux régnans, qui lui doivent leur pouvoir. C'est l'esprit, l'esprit dans son sens le plus général, qui permet aux dieux de régner et aux hommes de se civiliser. Prométhée décrit aussi les bienfaits dont ceux-ci lui sont redevables. « Auparavant, dit-il, leur vie n'était qu'un rêve. Ils regardaient sans voir, écoutaient sans entendre, n'avaient qu'un amas confus de sensations semblables à celles qu'on éprouve dans les songes. Ils ne savaient ni construire des maisons de brique, ni travailler le bois. Ils habitaient sous la terre, comme des fourmis, blottis dans des antres obscurs. Ils ne savaient prévoir ni l'hiver, ni le printemps fleuri, ni l'été qui donne les fruits. Ils vivaient sans rien connaître, lorsque je vins à eux et leur appris à observer les astres et leur cours. J'inventai pour eux les nombres et les lettres. Le premier, je soumis au joug les cavales que leurs colliers dirigent, et pour épargner au corps mortel des hommes de pénibles fatigues, j'attelai aux chars les chevaux rongeant leur frein. Nul autre que moi n'a inventé ces véhicules qui voguent sur les mers en déployant leurs ailes. » C'est lui aussi qui a appris aux hommes, livrés auparavant sans défense à toutes les maladies, à composer les boissons salutaires, ainsi qu'à interpréter les songes, les augures, les entrailles des victimes, les voix mystérieuses de la nature. « Et les trésors que la terre dérobait aux hommes, l'airain, le fer, l'argent et l'or, qui, si ce n'est moi, oserait dire qu'il les a découverts? » Nulle part on ne voit mieux comment l'antique Pramantha des traditions aryennes est insensiblement devenu le génie civilisateur de l'humanité.

Tout à coup des paroles entrecoupées, des cris de douleur se font entendre. C'est la « vierge cornigère, » Io (1), aiguillonnée sans relâche par un taon furieux qui la force à parcourir la terre entière sans lui accorder un moment de repos. Sa sympathie pour Prométhée, dont la vue lui fait un moment oublier ses propres douleurs, s'explique aisément. Elle ressent comme lui pour l'idéal, pour la gloire et la puissance, un attrait que la fatalité rend irrésistible et qui fait son tourment. Elle aussi naguère avait des

(1) Io, dans la fable grecque ordinaire, est une personnification de la lune, dont Jupiter ou le ciel est épris, mais que Junon jalouse fait espionner par Argus aux cent yeux (le ciel étoilé). Mercure, dieu du crépuscule, parvient toutefois à endormir le vigilant gardien. Io était donc une déesse lunaire qui fut supplantée dans la suite par les déesses congénères Hécate, Diane et Sélénè. La Lune, conçue comme Io, est l'astre errant sans cesse, comme si elle était poursuivie par un implacable aiguillon, dans les plaines solitaires du firmament, jusqu'à ce qu'elle arrive enfin, après toutes ses transformations, au repos et à la couche de Jupiter. Sa métamorphose en génisse est suggérée par les cornes du croissant.

songes qui lui mettaient l'ambition au cœur tout en la remplissant d'inquiétudes. Elle entendait en rêve des voix séductrices. Elle implore du savant Prométhée la révélation de ce qui l'attend encore. Io est comme lui victime de Jupiter; mais la différence est que Prométhée lutte énergiquement, résiste avec audace, va même jusqu'à braver le pouvoir brutal qui enchaîne son corps et ne pourrait asservir son esprit, tandis que la fille plaintive d'Inachus est misérablement et malgré elle poussée vers la couche fatale à la fois et glorieuse du souverain des dieux. L'un est actif dans sa poursuite de l'idéal, l'autre est passive sous un pouvoir vainqueur. L'un pousse la plainte jusqu'au blasphème, l'autre ne sait que se lamenter sans songer même à se soustraire à l'attrait qui la fascine. Prométhée trouve encore la force d'encourager et de consoler la pauvre exilée. D'ailleurs sa prescience lui révèle que Io doit être mère d'une lignée glorieuse d'où sortira son libérateur à lui-même. Il lui indique un itinéraire bizarre qu'elle doit suivre pour se rendre en Égypte. Là, son union définitive avec Jupiter la rendra mère d'Épaphus. A la troisième génération, issue de cette union divine, naîtra un vaillant archer qui délivrera l'ami de l'humanité.

Le chœur cependant se flatte de continuer à vivre dans sa tranquille obscurité et de ne jamais être aimé de Jupiter. Puis le taon impatient recommence à piquer « la vierge cornigère, » qui s'enfuit désespérée où les destins l'appellent. La pauvre humanité, faible et plaintive, a beau s'arrêter dans son long pèlerinage pour écouter un voyant dont les paroles lui dévoilent la destinée et l'encouragent, l'ordre *marche*, *marche toujours*, ne tarde jamais à retentir ; il faut bien qu'elle reparte, le flanc ensanglanté, et qu'elle aille au-devant de cet idéal qui l'attire à la fois et l'épouvante. Mais qu'elle ne renonce jamais à l'espérance. Prométhée, qui voit de plus loin et de plus haut qu'elle, sait bien que le taon insatiable qui s'acharne après elle la mène, à travers sa passion, au point marqué d'en haut où la délivrance doit s'accomplir et les gémissements se changer en cris de triomphe.

Ici en effet se dévoile la pensée fondamentale du poème. Déjà confusément indiquée dans les dialogues de Prométhée avec les Océanides, plus clairement énoncée dans l'entretien avec Océan, elle est enfin nettement exposée dans le discours tenu à Io. Hardiesse inouie! blasphème plein de mystère! Prométhée prédit en termes on ne peut plus fermes que Jupiter à son tour cessera un jour de régner. Du moins, s'il ne prend pas conseil de Prométhée, qui seul pourrait lui indiquer le moyen d'échapper à une ruine certaine, la malédiction de son père Saturne s'accomplira sur lui, de même que Saturne, malgré ses cruelles précautions, a dû succomber à la fin

sous le poids de la malédiction de son père Uranus, qu'il avait détrôné. Prométhée enchaîné défie audacieusement le maître du tonnerre. Ou bien il sera délivré, ou bien Jupiter s'en repentira. Le titan peut même dire d'avance quelle sera la cause de sa déchéance. Ce sera un mariage inconsidéré, d'où naîtra un fils plus fort que lui, possesseur d'une flamme supérieure à la foudre et d'une puissance plus formidable que le trident de Neptune. Les attaques dirigées par Prométhée contre le tyran des dieux et des hommes sont même de telle sorte qu'on s'est souvent demandé comment Eschyle, poète croyant, nullement sceptique, avait pu concilier sa foi religieuse avec les déclarations qu'il met dans la bouche de son héros, surtout quand on voit que son intention évidente est de lui donner raison au point de vue moral; mais ce genre de questions ne doit pas se poser quand on connaît bien l'esprit du polythéisme grec. A partir du moment où la tradition religieuse, généralement acceptée en Grèce, avait reconnu des déchéances célestes et fait de Jupiter un dieu relativement jeune, il est clair que rien absolument ne pouvait garantir l'éternite de son règne. Ses prédécesseurs et lui-même étaient soumis au Destin. Prométhée n'avait pas manqué de le rappeler : les Parques et les Érinnyes, le Destin fatal et vengeur sont plus forts que Jupiter, qui ne saurait échapper à leurs décrets. Voir de l'incrédulité réfléchie dans les prévisions que le poète met dans la bouche de Prométhée, c'est donc se tromper de temps et de lieu. Eschyle, dira-t-on, fut traduit en justice comme contempteur des dieux; mais ce ne fut pas comme incrédule, ce fut sous l'inculpation d'avoir révélé les secrets des mystères, et du reste il fut absous. D'ailleurs la doctrine religieuse du polythéisme n'eut jamais cette fixité dogmatique à laquelle le christianisme traditionnel nous a habitués, comme si c'était la forme nécessaire de toute religion. Nous avons, Dieu merci, dépouillé l'intolérance pratique, mais nous avons conservé, en matière de religion comme en tout le reste, ce qu'on peut appeler l'intolérance logique. Le contradictoire nous est insupportable. Adorer comme l'être absolu un dieu né dans le temps, d'un caractère très imparfait, qu'une autre divinité pourrait renverser, nous serait complétement impossible. Or cette antinomie, l'antiquité païenne la supportait sans le moindre effort. C'est de la même manière qu'elle put considérer comme gardiennes et protectrices de la loi morale des divinités qui la violaient à chaque instant dans leurs passions ou leurs caprices. Il faut se le rappeler toujours : l'absolu, pour le paganisme antique, fut cette idée mystérieuse, mal définie, du Destin, de la Némésis, véritable fondement et des divinités personnelles et des lois morales, réalisant celles-ci au moyen et souvent aux dépens de celles-là, et dont les décrets, aveugles en ce

sens qu'ils pouvaient épargner les coupables et laisser s'accomplir des iniquités révoltantes, ne s'accomplissaient pas moins avec une inexorable certitude sur les descendans ou les proches des criminels. Eschyle put adorer Jupiter, le dieu suprême de l'ordre physique, institué tel par le Destin, tout en faisant de Prométhée un martyr dans la pleine acception du mot, et sans croire qu'il blasphémait en laissant entrevoir la chute possible du dieu souverain.

Qu'il y ait dans le sentiment irréfléchi de la caducité des dieux adorés un germe de mort pour la religion qui l'inspire, je suis loin d'en disconvenir. Plus d'une prophétie inconsciente de ce genre minait par la base les polythéismes antiques. Les dieux du paganisme étaient des dieux issus de la nature, qui ne revêtaient un caractère moral que d'une façon indirecte et par dérivation de leur caractère phénoménal. Le Dieu-esprit seul peut être toujours adoré par l'homme. Il n'y a au fond rien que de très logique à rencontrer la déchéance future des dieux énoncée avec une clarté, une vigueur exceptionnelles dans le drame où la pensée religieuse de l'antiquité est arrivée à sa plus haute expression.

Nous ne devons pas nous étonner davantage du rôle fort peu noble que joue le dernier acteur divin qui entre en scène dans la tragédie d'Eschyle. Hermès ou Mercure était l'objet d'un culte fort populaire à Athènes. En le prenant simplement tel que la mythologie nationale le lui donnait, comme un messager de Jupiter, entièrement soumis à ses ordres, éloquent et rusé, mais sans aucune grandeur morale, le poète en fait sans impiété le type directement opposé à celui de Prométhée. C'est encore une des beautés de son drame que d'avoir finalement opposé au génie bienfaiteur de l'humanité un caractère d'une grande souplesse et d'une grande habileté, mais d'une sécheresse, d'un égoïsme imperturbable. Mercure est le courtisan, humble devant le maître, insolent envers les malheureux, méprisant les grandes âmes victimes de leur grandeur même, ne croyant qu'à la force et ne cherchant qu'à rester en bons termes avec les puissances établies. Il vient de la part de Jupiter trouver le titan coupable, l'ennemi des dieux, le voleur du feu. Son maître le somme de dire quel est ce mariage dont la consommation entraînera sa perte. Prométhée répond fièrement qu'il a déjà vu tomber deux dieux souverains, qu'il verra bien la chute du troisième, et que Mercure peut s'en retourner d'où il est venu. Ce que le prophète a consenti à révéler devant la pauvre Io, il le taira devant l'insolent messager dont il méprise le caractère et le métier. Il hait tous ces dieux nouveaux qui tyrannisent le monde. Ni machination ni tourment ne pourront le forcer à dévoiler l'avenir à Jupiter avant que celui-ci n'ordonne sa délivrance. Alors Mercure lui dénonce le re-

doublement d'infortunes qui suivra son endurcissement. D'un coup de son tonnerre, Jupiter retournera le rocher qui le porte et qui pendant longtemps pèsera sur son corps. Prométhée reparaîtra à la lumière, mais alors l'oiseau vorace de Jupiter viendra chaque jour se repaître de son foie. Il y a là discordance avec la légende vulgaire : celle-ci en effet ne distinguait pas la punition première de Prométhée de l'aggravation de peine due au courroux croissant de Jupiter. La variante préférée par Eschyle est sans contredit supérieure. Au nom des dieux régnans, le génie humain est condamné à l'immobilité après ses conquêtes. Cette condamnation l'exaspère, il rompt en visière avec les divinités tyranniques, et, victime des dieux, reste sans dieu. C'est alors que, tombant au-dessous de lui-même, il ne se réveille que pour être rongé d'esprit, torturé dans son âme. Son supplice, d'après Eschyle, sera de longue durée. Il ne prendra fin que dans le cas bien improbable où un autre dieu consentirait à descendre à sa place dans les horreurs du Tartare. Le chœur épouvanté supplie Prométhée de céder, de s'humilier devant le maître du monde. Prométhée riposte fièrement qu'il n'y a rien de honteux à être traité en ennemi par son ennemi, et que d'ailleurs il défie Jupiter, qui ne saurait le tuer. Cette force que Prométhée tire de son immortalité est remarquable. Mercure, voyant échouer sa mission, se décide à partir, et par ses menaces force le chœur, qui aurait voulu rester près du martyr, à l'abandonner aussi. La tragédie se termine par une scène de terreur : la terre tremble, le tonnerre gronde, les vents mugissent, la mer se soulève. C'est l'assaut de Jupiter contre le titan indompté. Prométhée, au milieu de ces horreurs, en proie à d'intolérables douleurs, ne peut plus que jeter un dernier cri, où il prend à témoin « sa mère et l'air pur » des tourmens qu'il lui faut endurer.

Il est bien regrettable que nous ne possédions pas la troisième tragédie qui nous faisait assister à la délivrance de Prométhée. On ne peut que faire des conjectures sur le plan de ce drame. D'après quelques citations des auteurs de l'antiquité qui l'ont lue, il semble qu'à la longue Prométhée aurait senti son obstination s'amollir sous les coups de la fortune implacable. Cela était naturel au point de vue religieux d'Eschyle, qui, tout en lui donnant raison au point de vue moral, ne pouvait le laisser toujours en révolte contre les dieux qu'il adorait lui-même. Il semble aussi que la nouvelle période dans laquelle cette dernière tragédie faisait entrer le spectateur devait être une ère de délivrance générale. Du moins les titans en masse paraissent délivrés et viennent aux bords du Phase sympathiser avec leur frère encore enchaîné. Du reste, le grand rôle de ce nouveau Prométhée devait revenir à Hercule, le descendant invincible de Io, lequel

rencontre le sublime captif dans son voyage aux Hespérides. Il se fait raconter son histoire, et, sans craindre le ressentiment de Jupiter, tue l'aigle qu'on voyait arriver pour consommer son affreux repas, puis il déchaîne le titan. En même temps, et pour que la clause mise autrefois par Mercure à cette délivrance soit aussi exécutée, il se trouve que Chiron, blessé par mégarde dans le combat d'Hercule contre les centaures et souffrant d'insupportables douleurs, est las de son immortalité et consent à descendre au Tartare à la place de Prométhée. Celui-ci rentre donc en possession des honneurs divins. Réconcilié avec Jupiter, il lui conseille de renoncer à l'amour de Thétis, qui devient mère d'Achille en épousant le mortel Pélée, mais qui eût enfanté un fils plus puissant que son père, si Jupiter avait persisté à s'unir à elle. Toutefois, si Prométhée est réintégré dans sa charge de prophète et conseiller des dieux, il portera désormais un anneau de pierre au doigt et une couronne de saule sur la tête en souvenir de son long martyre.

Il est assez difficile d'asseoir un jugement critique sur ces données incomplètes, lesquelles ne diffèrent pas essentiellement des légendes vulgaires dont Prométhée était le sujet. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que la légende et le génie tragique étaient d'accord pour stipuler une rédemption finale du génie persécuté. L'homme se refuse instinctivement à croire à l'éternité des peines. Reste à savoir si le drame de la délivrance pouvait se rattacher à celui du supplice autrement que par le lien extérieur, peu satisfaisant pour l'esprit, du mythe populaire, ou bien si le génie du poète a su corriger les inconséquences de ce mythe tout en respectant la forme consacrée. Cette dernière supposition est peu probable. La situation était insoluble au point de vue païen. Prométhée et Jupiter ne se sont réconciliés qu'à la condition, pour le premier de se démentir, pour le second de s'adoucir; mais reconnaissons-nous là le Jupiter et le Prométhée des deux premiers drames? Ne sont-ils pas l'un et l'autre infidèles à leur caractère?

Quoi qu'il en soit, voilà ce qu'est devenue dans l'antiquité grecque l'histoire aryenne de Pramantha. C'est en Grèce que l'idée s'est dégagée du chaos mythologique et que le bâton producteur du feu est devenu finalement l'incarnation de l'esprit humain en lutte audacieuse et constante avec l'ordre de la nature.

IV.

On conçoit aisément qu'un mythe comme celui de Prométhée, surtout sous la forme achevée qu'il a revêtue dans la tragédie d'Es-

chyle, ait souvent attiré l'attention des penseurs religieux. La couleur romantique qui en fait une exception dans le milieu grec où nous le rencontrons devait lui valoir les sympathies particulières des grands poètes les plus rapprochés de nous, Schiller, Goethe, Shelley, Byron. Tout le monde connaît en France l'interprétation hardie qu'en a donnée un éloquent écrivain, M. Edgar Quinet. Cependant on ne peut pas dire que la sérieuse appréciation des vérités philosophiques et religieuses impliquées dans ce mythe remonte très loin dans l'histoire de la pensée chrétienne. On ne trouve que de rares allusions à Prométhée dans la littérature des pères de l'église, et cela est d'autant plus étonnant que leurs réflexions se reportent très souvent sur les fables païennes, soit que, sous l'influence des idées alexandrines, ils cherchent dans les vérités religieuses et morales symbolisées par la mythologie des inspirations imparfaites, mais déjà respectables, de la raison divine, universellement répandue dans l'humanité, soit qu'ils ne voient dans ces analogies que des ruses du démon. Comment donc n'ont-ils pas été plus frappés de tout ce qu'il y a de chrétien longtemps avant le christianisme dans le merveilleux déroulement du drame d'Eschyle? Tertullien seul, du moins à ma connaissance, en a tiré parti, et seulement en passant. Il présente quelque part le Christ aux païens comme le *verus Prometheus blasphemiis lancinatus*. Chez les autres, c'est tout au plus si l'on peut signaler de vagues indications tendant à montrer dans Prométhée *le prévoyant* une personnification de la Providence, ou dans la fable qui le représente pétrissant l'homme avec de l'argile un écho du récit de la Genèse. Cela tient d'abord au manque absolu de critique et de goût qui dépare ordinairement les appréciations que les pères faisaient du paganisme, mais surtout au fait, démontré par l'histoire du dogme, que le côté par lequel la tragédie d'Eschyle se prête le mieux à un parallèle avec l'Évangile, savoir le caractère rédempteur du héros expiant par d'horribles souffrances son généreux dévouement à l'humanité, n'était pas plus compris de leur temps que la face correspondante du christianisme. L'unité de Dieu et, par une conséquence naturelle, les rapports du Fils avec le Père concentrent l'attention des premiers siècles de l'église, engagée en plein dans sa lutte à mort avec le vieux polythéisme. La doctrine de la rédemption reste sur l'arrière-plan de l'enseignement ecclésiastique, au moins jusqu'à Augustin. Après lui, il y eut de trop bonnes raisons pour qu'on ne se préoccupât plus guère de rechercher les affinités des religions antiques et de la religion chrétienne.

Il en fut autrement depuis la renaissance, et surtout depuis la réforme. Celle-ci, s'inspirant des épîtres de Paul, avait remis au centre même de l'enseignement chrétien l'œuvre de rédemption accomplie

par le Christ sur la croix. Dans ce cours d'idées, il était naturel que Prométhée apparût comme une sorte de prophétie païenne de l'auguste drame de la passion. On retrouvait là, cloué par les mains et les pieds, un être divin plein d'amour pour les hommes, affrontant pour eux la plus cruelle destinée, payant par ses souffrances imméritées le salut du genre humain, que Jupiter irrité voulait faire périr. Cette coïncidence pouvait appuyer soit la théorie, renouvelée de Philon, des emprunts que la littérature grecque aurait faits aux livres de la Bible, soit l'hypothèse d'une révélation primitive qui, conservée pure dans les annales d'Israël, se retrouverait chez les autres peuples à l'état fragmentaire. On ne réfléchissait guère qu'il eût été bien difficile de tirer des livres bibliques existant au temps d'Eschyle quelque chose de semblable aux doctrines du Nouveau-Testament sur le salut du genre humain. On prenait alors la Bible en bloc, comme un tout homogène, enseignant une seule et même doctrine depuis la Genèse jusqu'à l'Apocalypse. Les détails du drame païen venaient, comme à point nommé, donner à l'analogie générale qu'on avait constatée un degré d'intimité que l'imagination complaisante renforçait encore. Prométhée, comme le Christ, avait le flanc percé. Il prophétisait la chute de Jupiter et des dieux régnans. La vierge Io, que Jupiter devait féconder par un simple attouchement, ressemblait à s'y méprendre à la vierge Marie. Les Océanides venaient pleurer devant Prométhée attaché sur son rocher comme les saintes femmes au pied de la croix. Prométhée descendait aux enfers, pendant un tremblement de terre, sous le poids des colères divines, et la théologie protestante d'alors, poussant jusqu'à l'absurde les théories d'Anselme, voulait que Dieu le père eût fait sentir au Christ mourant le poids infini de son courroux contre les hommes en le plongeant dans des tortures dépassant toute mesure humaine. De plus, d'après un des évangélistes, la terre trembla lors de la mort du Christ. En un mot, les ressemblances, plus ou moins forcées, étaient telles qu'à la fin il se trouva des écrivains incrédules qui prétendirent que c'était non pas la fable qui avait prédit l'Évangile, mais l'Évangile qui avait copié la fable.

Nous ferions injure au bon sens de nos lecteurs en discutant sérieusement ces deux exagérations. L'Évangile n'a rien copié, la fable n'a rien prédit. Prométhée n'est pas un rédempteur, car il a lui-même besoin d'être délivré (1). Sa disposition religieuse n'est rien moins

(1) La grande différence se résume en ceci : Prométhée souffre en révolté, le Christ meurt plein d'amour et d'espérance. Ces joies du sacrifice, où consiste la supériorité du point de vue chrétien sur le point de vue païen, manquent à Prométhée. Sans insister sur ces rapprochemens, tantôt profonds, tantôt puérils, de la donnée antique avec la doctrine de la rédemption, remarquons encore que le fameux mythe compte parmi les

qu'irréprochable. Io n'est pas sa mère, et Jupiter n'est pas le moins du monde son père. Les ressemblances et les analogies incontestables que l'on doit reconnaître à côté de différences non moins évidentes tiennent à une cause bien plus profonde qu'à des emprunts réfléchis ou à de vagues réminiscences d'une révélation primitive. C'est l'unité de l'esprit humain qui est au fond de ce rapport entre la fable païenne et l'histoire évangélique. Le supplice du Golgotha est la plus auguste application d'une loi de l'histoire que l'intelligence avait pu déjà, sinon formuler, du moins pressentir et présenter sous le splendide manteau d'une légende admirable. L'intuition du génie grec, dirons-nous, était juste, car le fait évangélique lui a donné raison, et il n'est pas surprenant que la réflexion chrétienne se soit rencontrée avec la pensée antique pour affirmer une même et grande vérité.

Cette vérité, proclamée d'un commun accord par le mythe, par la poésie et par l'Évangile, c'est que les grands bienfaiteurs de l'humanité, ses libérateurs, ses vrais amis, paient leur dévouement de leur bonheur, et doivent expier dans la souffrance la sainte ambition qui les dévore. Tel est l'ordre, telle est la loi de l'histoire. On dirait qu'un dieu jaloux ne permet pas que l'homme grandisse impunément en savoir et en puissance. Jupiter, conservateur des lois du monde, le veut ainsi. Le Jéhovah lui-même de la Genèse chasse de l'Éden l'homme arrivé à la vie morale, « de peur, dit-il, qu'avançant sa main, il ne prenne du fruit de l'arbre de vie, n'en mange et ne vive toujours (1). » Plus tard, Jacob n'entra dans la terre promise qu'après avoir lutté toute une nuit contre un être mystérieux et sans nom qui dut disparaître à l'aurore. Pour pouvoir s'en aller, cet esprit des ténèbres se vit forcé de bénir son opiniâtre adversaire, lequel, quoique vainqueur, revient boiteux de son duel nocturne avec le Fort que nul œil ne pouvait voir (2). Prométhée aussi, réintégré dans l'Olympe, porte éternellement à son doigt un anneau découpé dans la pierre témoin de son martyre. On voit par là combien cette notion du progrès acheté par la souffrance et pour ainsi dire par la lutte avec Dieu remonte loin dans les croyances religieuses. On voit quels liens sacrés la pensée moderne a pu saisir entre le drame fictif du Caucase et le drame réel du Calvaire.

ALBERT RÉVILLE.

élémens de la discussion que soulève l'hypothèse d'un état de perfection de l'humanité primitive auquel aurait succédé une chute de l'espèce entière. Voilà encore un point où les recherches de la science amèneront tôt ou tard la pensée religieuse à modifier gravement ses données traditionnelles.

(1) Gen., III, 22.

(2) Gen., XXXII, 24-32.

L'ADMINISTRATION LOCALE

EN

FRANCE ET EN ANGLETERRE

II.

DE L'ESPRIT DES RACES.

L'ESPRIT INDIVIDUALISTE ET L'ESPRIT CENTRALISTE.

I.

Il n'est personne, ayant entrevu seulement l'Angleterre et les Anglais, qui n'y reconnaisse une ardeur inconcevable en toutes choses : politique, mode, religion, sciences, affaires, charité, voyages, sport. La vie chez ces gens-là est un épanchement ou plutôt une éruption qui ne tarit pas, et l'on a pu voir dans une étude précédente (1) que le gouvernement local de ce pays, tantôt avec une souveraine largeur d'attributs, tantôt avec des pouvoirs bornés, mais toujours véhémens, ne déroge pas à ce phénomène. Il me semble évident que tout ici tient à la race. Je ne vois pas et je ne saurais imaginer d'autre fond, d'autre cratère, si vous aimez mieux, pour supporter et pour allumer tant de choses si diverses où éclate le même esprit, ce *conatus* universel, une destinée de nation ainsi poussée dans tous les sens.

Cependant une opinion très répandue, très accueillie, prétend expliquer tout autrement la forte allure dont nous sommes frappés en toute chose britannique. Cette opinion a des partisans nombreux

(1) *Revue* du 15 mars 1862.

et considérables, qu'il faut laisser parler à leur tour. « La race, disent-ils, n'est rien pour rendre compte de ce qui se passe chez un peuple, de son caractère et de ses destinées : la loi est tout. Qui dit *race* dit un mot vide de sens, ou du moins se paie d'une explication superficielle pour échapper à l'étude laborieuse de l'effet des institutions sur le moral des peuples. Laissons là cette étiquette sous laquelle il n'y a rien. Savez-vous ce qui fait en Angleterre tant d'énergie et de vitalité? C'est que le législateur s'abstient, c'est qu'il livre à elles-mêmes les personnes et les choses, c'est que l'ingérence officielle, l'intervention réglementaire, le patronage et la tutelle de l'état ne sont pas de mise en ce pays. La conséquence en est précieuse. Dans ce délaissement d'en haut, dans cette occasion incessante que l'état lui laisse, le pays s'assiste lui-même et déploie hardiment toutes ses forces : un exercice où il a bientôt pris les qualités qui tiennent aux œuvres, volonté, audace, obstination, confiance exclusive en soi-même. Voilà comme grandissent les nations! l'état se retirant, tout aussitôt la nation paraît, se dilate et pour ainsi dire se virilise, ainsi qu'il convient parmi des êtres qui ont des forces, qui ont des besoins et qui apparemment vont se servir des unes pour satisfaire les autres, si rien d'extérieur et d'artificiel ne vient usurper cette fonction et troubler cette nature, cette harmonie des choses. »

Tout cela, vous l'avez sûrement entendu dire et redire, au point même d'en être un peu rassasié. Pour ma part, plus je pénètre dans cette doctrine (car c'en est une, et fort éprise d'elle-même), moins j'y crois : j'ai cessé même de la trouver spécieuse. Quelle apparence en effet qu'un homme ou qu'un peuple soit d'autant plus actif qu'il est moins excité à agir et moins assisté dans son action? C'est, à mon sens, une étrange façon d'entendre l'homme et l'histoire. Est-ce que vraiment nous ressemblons à cette théorie? Je me demande ce qui nous détermine à agir : tout d'abord il me semble que c'est la faculté dont nous sommes plus ou moins doués à cet effet, la trempe plus ou moins forte de nos ressorts volontaires et musculaires. Telle activité, tels actes : le fond est surtout ce qui détermine les produits, et les phénomènes se proportionnent à la substance dont ils émanent. On me dira peut-être que je commets un truisme énorme; mais la faute est au sophisme que je combats : il vaut encore mieux affirmer l'évidence que la nier. Quand le malade imaginaire répond que l'opium fait dormir *quia habet virtutem dormitivam*, vous souriez; mais si par hasard il répondait que ce spécifique a son effet parce qu'il laisse les gens libres de dormir,... où s'arrêteraient vos épaules? Le naturel, voilà tout d'abord ce qu'il faut classer au plus haut de nos impulsions.

Je trouve en second lieu, pour déterminer nos actes, l'appui et

l'appât qui leur sont offerts. Nos facultés actives prendront, bien sûr, d'autant plus d'essor, qu'elles vont trouver chemin faisant plus d'assistance et finalement apercevoir plus de récompense au bout de la carrière. Ceci n'est pas moins que l'éducation, une chose qui ne se passe pas tout entière dans les écoles, une chose surtout qui ne consiste pas seulement en contraintes et en discipline, mais aussi bien en récompenses et en exaltations. Or prenez bien garde que l'état est *éducateur* dans toute la force du terme lorsqu'il accorde une prime à certains armemens maritimes, une subvention à certains transports transatlantiques ou mieux encore un monopole aux industries nationales. On en peut dire autant du concours et des dotations de l'état en fait de chemins de fer, de caisses d'épargne, de crédit foncier, de drainage, de secours mutuels. Il encourage, il développe par là dans une nation les qualités industrielles, commerciales, agricoles : il cultive ainsi parmi les individus un fonds de libéralité, d'énergie, de prévoyance, qui autrement serait peut-être resté improductif. Cela est juste dans un pays où l'encouragement officiel est prodigué à d'autres facultés, à celles de l'ordre politique, administratif et intellectuel, sous forme d'emplois publics et de mandats représentatifs. Comme ces emplois et ces mandats, outre qu'ils sont accessibles à tous, ne sont nullement gratuits, on voit à ce dernier trait qu'il n'y a pas là simplement un privilége aboli, une liberté rendue, une carrière ouverte, mais une incitation caractérisée : de quoi l'on se rend bien compte, quand on pense à cette société d'outre-Manche où le pouvoir politique et même quelquefois le pouvoir administratif est toute sa récompense à lui-même.

Je ne vois qu'un cas où la liberté suffise, celui des ouvrages et des exercices d'esprit. Si *laisser faire et laisser passer* est une triste ressource en matière économique, ce précepte (à part l'instruction primaire) suffit et excelle aux choses d'intelligence. L'esprit français n'en demande pas davantage. Il dirait même volontiers à ses gouvernans ce qu'Ajax disait à Jupiter : « Rends-nous le jour et combats contre nous! » Partout ailleurs il ne faut pas regretter l'immixtion officielle. En France, où manque la passion d'agir, rien n'est fréquent comme de rencontrer des hommes d'une fortune inférieure à leurs facultés. N'avez-vous pas réfléchi quelquefois sur tant d'existences qui s'éteignent sans avoir montré la flamme d'esprit et de courage que vous leur connaissiez? C'est qu'il leur a manqué quelqu'un pour les révéler à elles-mêmes, pour les tirer d'elles-mêmes et les produire au grand jour. Le gouvernement ne peut faire à l'égard de chacun cet office de père, de mentor; mais il le peut à l'égard des divers ordres de facultés répandues dans un pays par l'assistance ou la récompense qui leur est offerte. J'appelle cela édu-

cation, quelque chose qui s'ajoute au naturel, un stimulant qui n'est pas de trop vis-à-vis de certaines races.

Reste ceci, qu'un peuple ayant charge de lui-même et réduit à ses seules forces sentira plus vivement dans ses chairs l'aiguillon du besoin, — dans ses chairs, oui, mais pas ailleurs, pas dans son âme, pas dans son esprit, qui ne crient pas la faim. La paresse est de ce monde, c'est même pour certaines races le plus impérieux des besoins : livrez-les à elles-mêmes et ce qui leur plaira le mieux, la moindre subsistance une fois gagnée, c'est de ne rien faire. Tel est le naturel bien connu qui se déploie au Mexique, à Naples, en Espagne, à Saint-Domingue, éclatant et scandaleux parmi les masses, mais qui ne fait défaut nulle part. Aggravez le cas, supposez l'inertie des gouvernemens outre l'inertie des individus, et voilà un peuple arrêté à ce niveau où les êtres subsistent, ni plus ni moins, les seuls besoins qui se fassent écouter et servir étant ceux de l'animal que nous sommes.

Vous n'êtes pas convaincu : vous pensez peut-être que la nécessité est une grande école où de l'effort naissent toutes les vertus, et que si l'état se fait providence, il va soustraire les peuples à cette discipline cuisante et féconde. Regardez-y de plus près, percez la surface des choses et vous verrez uniquement ceci : qu'il se rencontre çà et là, malgré tout, des saints, des preux, des cyclopes, qu'à un très petit nombre d'élus rien n'est obstacle, tout est impulsion. Il y a des titans que rien ne foudroie; mais cette part faite à l'héroïsme et au génie, c'est-à-dire à l'exceptionnel, au merveilleux, ne croyez pas légèrement que l'obstacle en soi possède une vertu, que l'impulsion et l'assistance soient en elles-mêmes choses pernicieuses et malsaines. Rien n'est moins obéi que ce prétendu empire de la nécessité : le commun des hommes en est écrasé, refoulé dans le désespoir et dans une incurable apathie. On l'a remarqué cent fois, les classes les plus misérables sont les plus inertes, les plus imprévoyantes. C'est parmi elles que vous rencontrez le moins d'épargnes et le plus d'enfans, et cela vient de leur misère, un mal dont elles cherchent l'oubli dans toutes les ivresses, un abîme qu'elles ne peuvent remonter, une partie dont elles désespèrent.

Les hommes sont ainsi faits : une misère d'où ils ne peuvent se tirer qu'avec de grands efforts est une misère où ils s'éternisent. C'est à propos de l'Irlande que Malthus a fait cette remarque : « Jamais les habitans d'un pays ne prendront des habitudes d'ordre et d'industrie, si, pour être occupés constamment et utilement, il leur faut déployer un degré extraordinaire d'application et de persévérance. » Songez donc que si la nécessité avait les vertus souveraines qu'on lui prête, le mal ne serait pas de ce monde : il suffirait de sentir le mal pour y échapper par l'effort.

J'allais concéder que la nécessité est un aiguillon pour les forts : ce serait une faiblesse impardonnable. Non, la nécessité n'est bonne à qui que ce soit. Il est vrai que l'homme de génie besoigneux est en possession d'étonner le monde. Luttant pour du pain ou contre des dettes, il finit par atteindre les honneurs, la renommée, le pouvoir, qui représentent des services rendus et quelquefois même un effort de Samson contre les colonnes de la société; mais si cet homme, au lieu des besoins qui crient en lui, est le grand Condé ou simplement le fils du chancelier Letellier, le fils de lord Chatham, vous le verrez pour son coup d'essai gagner la bataille de Rocroy, jeter les fondemens de l'armée française, maîtriser la politique de son pays et même un peu celle de l'Europe. « C'est un grand avantage, dit Pascal, que la qualité, qui, dès dix-huit ou vingt ans, met un homme en passe, connu et respecté, comme un autre pourrait avoir mérité à cinquante ans : c'est trente ans gagnés sans peine. » Au fond, cette nécessité qu'on glorifie, c'est l'obstacle, c'est le mal, dont quelques-uns triomphent, où la plupart succombent, mais où les plus triomphans n'ont rien à gagner, le temps passé devant l'obstacle étant perdu pour les jouissances et pour le progrès.

Laissons là les individus, si grands qu'ils soient, et regardons les races. Il est vrai que la race anglo-saxonne, dans une petite île, sur un sol médiocre, sous un climat pesant et disgracieux, a pris la tête des peuples; mais suivez-la dans sa patrie nouvelle et merveilleuse des États-Unis! Il me semble qu'elle y a créé en soixante années autant d'êtres et de capitaux qu'elle en avait laissé, après un effort de douze siècles, dans la mère-patrie. Si je vous comprends bien, l'Anglo-Saxon aurait dû se négliger et s'éteindre dans cette abondance des choses qui satisfont les besoins de l'homme, parmi tant de bois, tant de sol végétal, de cotons, d'engrais et de détritus, enfin parmi tant de largesses et de bénédictions naturelles. Il n'en est rien cependant, et nous voyons là-bas cette race multipliant les dons de la nature par ses dons intimes, aidée par le ciel, mais s'aidant elle-même d'un effort inoui. Quand l'assistance naturelle laisse aux gens toute leur activité, pourquoi l'officielle agirait-elle comme un énervant? Considérons maintenant ce que peut l'obstacle, la nécessité, sur une race indolente. On sait que les colonies espagnoles végétaient misérablement dans l'éden du Mexique: mais sur le sol d'Afrique, sous un climat dévorant et parmi des populations rétives, l'Espagne n'a pas même l'ombre d'une colonie, encore que Charles-Quint ait passé par là. C'est tout au plus si elle a pris pied sur le littoral africain, où elle n'occupe guère que la place d'un bagne, d'une chiourme. Ainsi les peuples se développent par leurs dons intimes, que la nature ne peut ni énerver par ses munificences ni développer par son inclémence.

On ne croit pas médire de l'humanité en reconnaissant que les hommes tirent d'eux-mêmes ou du gouvernement qu'ils se sont donné leurs plus grandes impulsions, que les influences physiques sont secondaires, qu'en tout cas ces influences ont une action logique et conforme à leur nature, bienfaisantes ou malfaisantes selon la facilité ou la difficulté qu'elles apportent à la satisfaction de nos besoins. Vous forcez tout, et l'on ne sait plus où l'on en est, quand vous dites que les faveurs de la nature sont des obstacles et que ses obstacles sont des faveurs.

Serait-il plus sensé de considérer comme une bénédiction l'inertie des gouvernemens? Ici encore revenons à l'Espagne. Il y a vingt ans, ce pays avait les plus mauvaises routes du monde, tandis que l'Angleterre en avait d'excellentes : à tel point que le mulet était la providence de l'Espagne, lui tenant lieu tout ensemble et de voie de communication et de moyen de transport, *un chemin qui marche*, comme dit Pascal à propos des rivières. On sait le rôle immémorial que jouent les *arrieros* dans tout récit d'Espagne. Or il faut se rappeler que la loi était la même dans les deux pays au sujet des routes, l'état ne faisant rien par lui-même et n'imposant rien aux localités: les deux peuples étaient absolument livrés à eux-mêmes, dans leur force et dans leur liberté. Dans ces conditions, ce que l'un fit et ce que l'autre ne fit pas montre clairement que l'inertie des gouvernemens n'est pas une impulsion, mais que les peuples vivent de leur génie, d'où ils tirent, l'état s'abstenant, tantôt l'activité, tantôt l'apathie.

En voilà bien assez sur cette singulière doctrine qu'un peuple est actif à proportion de ce que son gouvernement est inerte. Toutefois cette maxime a un pendant, un corrélatif qui vaut la peine qu'on s'y arrête autrement. Ici je fais allusion à ce dire si répandu, que l'activité des gouvernemens éteint celle des peuples, quand elle les prévient en des choses dont ils sont curieux et capables. Voilà du moins qui est supportable au premier aspect. Sans doute il reste à expliquer pourquoi les gouvernemens se mettent à faire des choses dont les individus ou les compagnies se fussent acquittés, pourquoi un gouvernement absolu qui n'a rien à gagner en fait de pouvoir ou de prestige (celui par exemple de Louis XIV) s'impose une besogne accablante de soins purement superflus. Ceci expliqué (je ne prévois pas comment), j'avoue que la maxime est spécieuse. Naturellement les personnes ou plutôt les partis qui l'émettent en font application à la France, mais non sans être vivement combattus : nous sommes témoins à ce sujet d'une dispute où apparaissent les deux propositions les plus contradictoires qu'on puisse imaginer.

Les uns disent : « Nous n'avons pas en France l'esprit entreprenant et spontané qui distingue les Anglo-Saxons, parce que nos lois nous ont habitués à les laisser tout faire et à tout prévoir pour

nous. » D'autre part on répond : « Nos lois ne sont si pénétrantes et si prévoyantes que parce qu'elles ont tantôt à suppléer le caractère national en certaines lacunes, à faire ce qu'il ne ferait pas, tantôt à lui complaire et à l'interpréter dans ses tendances. »

Les deux propositions sont plausibles et se tiennent merveilleusement en échec. Comment sortir de là? Je n'en vois qu'un moyen, qui est de remonter à l'essence du naturel français, d'en saisir les traits primitifs, les purs élémens. Cela fait, on verra bien ce qui peut appartenir à ce naturel dans les choses mêmes qui comportent l'action des lois, l'influence officielle, et qui passaient pour purement imputables à cette influence. Ainsi, dans le cas actuel, l'inertie relative qu'on observe parmi nous pourrait à toute rigueur être considérée comme un effet d'éducation politique, comme le vice d'un peuple qui fut toujours chargé de règlemens excessifs. L'hypothèse est violente;... on suppose là un pur machiavélisme ou une pure fantaisie, et cela chez tous nos gouvernemens sans exception, alors qu'ils ont été tant de fois renouvelés, corps et âme! Je veux bien toutefois que l'hypothèse soit proposable; mais qu'en restera-t-il si l'on découvre au fond même de la nation quelque chose pour expliquer et pour fonder cette abondance de gouvernement sans laquelle on ne nous a jamais vus? Ce que vous prenez pour un fait politique et arbitraire est peut-être un fait naturel, une expression de la race.

On va me dire que je procède moi-même par supposition, que tout cela ne résout rien, qu'il reste à savoir comment on découvre le naturel d'un peuple, et singulièrement celui de la France. J'avoue que rien n'est moins simple; on ne saurait même rien imaginer de plus complexe que ce sujet, un peuple, — c'est-à-dire toutes les époques, toutes les classes, tous les climats, toutes les variétés d'idées et de conduite à reconnaître et à fixer en quelques traits généraux. Il me semble toutefois que je vais pénétrer le naturel d'un peuple, si je le cherche dans certaines choses où les lois n'ont pas de prise, où l'influence officielle n'a pu rien créer ni rien empêcher, si je l'étudie en ces fibres intimes et souveraines, impalpables à toute grossièreté de balance, de glaive, de compas... Telles sont au plus haut point les choses de langage et d'esprit. Est-ce que là enfin je ne vais pas voir un peuple dans la pureté de ce qui le constitue? Est-ce que les hommes ne sont pas ingouvernables et inaltérables en ces sources profondes? Où le maître n'a pas accès, le naturel doit paraître tout entier.

Dans ce dessein, arrêtons-nous sur deux faits que nul ne conteste : l'universalité de la langue française, la contagion de l'idée française. Il suffit, ce me semble, de les énoncer. Chacun sait comme la diplomatie et le Nord parlent français! Ailleurs, où il n'est pas la langue courante, il est la science des classes supérieures, un article

d'éducation littéraire ou même simplement mondaine, une élégance de mœurs qu'elles n'auraient garde de négliger. Quant au caractère contagieux et sympathique, quant au rayonnement dont est douée l'idée française, cela est écrit en traits de feu dans l'histoire des temps que nous traversons. Certes les révolutions n'ont manqué nulle part au monde moderne; mais il est bien connu que celles qui naissent entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées franchissent les fleuves et les monts. La France fait sur elle-même des expériences politiques à l'usage du monde entier. Ce qu'elles valent, pour mon compte, je ne le mets pas en doute; mais comme chacun le juge à sa manière, comme ce jugement n'est pas nécessaire ici, et que j'ai bien assez de l'épine que je tiens en ce moment, je veux seulement constater le fait de la diffusion innée, du débordement organique pour ainsi dire qui appartient aux révolutions françaises. Un apôtre avec charge d'âmes, une langue de feu sur les peuples, telle nous apparaît la France, avec l'idiome et l'esprit conquérans, expansifs, universels, qui la constituent.

Or d'où viennent-ils, ces fiers gallicismes? Ce n'est pas de la loi, bien sûr. Nulle institution, que je sache, ne crée des grammaires et des propagandes. De quelles facultés primitives, irréductibles, sont-ils donc l'indice et l'expression? Il faut y voir, si je ne me trompe, le fruit nécessaire de ces deux choses : sociabilité, esprit philosophique. Pour que la langue d'une nation ait le don de plaire et de se naturaliser partout comme Alcibiade, pour que l'usage en prédomine soit dans les affaires des peuples, soit dans la conversation des honnêtes gens, il faut qu'elle ait été assouplie et perfectionnée par le commerce assidu des esprits les plus variés, qu'au lieu d'être un idiome de mandarins, réservé aux lettres et aux sciences, ou bien une petite monnaie propre seulement à la circulation des idées vulgaires et courantes, elle soit l'œuvre et l'expression de tous, intelligible pour tous, une moyenne accommodée aux choses les plus grandes comme aux plus déliées et aux plus fugitives. La sociabilité est seule capable de créer un pareil langage, souple, facile, étendu, nuancé, car il n'appartient qu'à elle de mettre en présence les classes et les conditions les plus diverses, avec la loi d'abdiquer chacune le technique, le professionnel, et de créer pour s'entendre l'instrument le plus capable d'un échange universel d'idées. Ainsi la sociabilité de la France explique ce que sa langue a d'universel. Ce que ses idées ont de contagieux procède d'un principe non moins certain : l'esprit philosophique, cet autre attribut de la France.

La philosophie est de franchir en toutes choses le temporaire, le local, le particulier, et de poursuivre la raison des choses, la règle des faits, les rapports essentiels des êtres par-delà tout ce qui s'appelle tradition, convention, lois positives, accident, apparences. Un

philosophe tient école d'idées générales, soit à l'égard de ce qui est, soit à l'égard de ce qui doit être. Naturaliste, il vous dira les lois qui gouvernent le monde physique; moraliste, celles qui sont faites pour gouverner les hommes. A ce compte, un peuple où cet esprit domine a des pensées politiques qui ne sont pas pour lui seul, des pensées qui s'adressent au monde entier: il a un Capitole, un Vatican d'où il parle *urbi et orbi*, et quelque jour il découvrira les droits de l'homme, tandis qu'ailleurs on ne dépasse pas la notion du *privilége*. Pour bien juger de ceci, renversez l'hypothèse et supposez un peuple où le droit existe fortement, mais sur une base faite comme une borne : tradition ou convention. Rien de ce droit ne va percer au dehors, car ce droit repose sur des idées qui sont à l'unique usage de ce peuple. Nulle de ces institutions ne peut faire fortune dans le monde, car ces institutions sont taillées pour ce peuple seulement, qui les a tirées de ses précédens et de son génie, particulières comme le besoin, comme le tour d'esprit d'où elles sont nées. Il fera peut-être pour les acquérir ou pour les améliorer des efforts qui peuvent être qualifiés de révolutions, mais sans qu'il y paraisse chez les peuples voisins, sans les émouvoir, sans les entraîner à la poursuite d'un bien dont la séduction n'existe que dans sa pensée propre et nationale. Un peuple ainsi conformé appartient visiblement à certaines religions toutes particulières : celles du passé, des précédens, des ancêtres, de la coutume. Pour ne rien outrer, et comme il ne peut être question en tout ceci que de plus ou de moins, la raison théorique ne lui est pas étrangère : c'est par là qu'il avance, mais conservant toujours encore plus de choses anciennes qu'il n'accueille de choses nouvelles. « Il n'y a jamais eu un moment dans la constitution anglaise, dit Macaulay, où l'élément ancien ne l'ait emporté sur l'élément nouveau. »

Burke est entre tous le champion, l'apologiste passionné de cet esprit anglais, avec une énergie et une crudité ravissantes. « La véritable Angleterre, s'écrie-t-il, tous ceux qui ont sur leur tête un bon toit et sur leur dos un bon habit, n'a que de l'aversion et du dédain pour les actes de la révolution française. La seule idée de fabriquer un nouveau gouvernement suffit pour nous remplir de dégoût et d'horreur: nous avons toujours souhaité dériver du passé tout ce que nous possédons, comme un héritage légué par nos ancêtres. Nos titres ne flottent pas en l'air, dans l'imagination des philosophes: ils sont consignés dans la grande charte. Nous réclamons nos franchises, non comme droits des hommes, mais comme droits des hommes de l'Angleterre: nous méprisons ce verbiage abstrait, qui vide l'homme de toute équité et de tout respect, pour le gonfler de présomption et de théories. Nous n'avons pas été préparés et troussés, comme des oiseaux empaillés dans un muséum, pour

être remplis de loques, de paille et de misérables chiffons de papier sali, à propos des droits de l'homme. »

Des chiffons! homme éloquent et tudesque! Attendez la suite, tâchez de survivre à certains dégoûts qui vous sont réservés, et vous verrez ces chiffons, changés en drapeaux, courir et entraîner le monde au commandement de *marche!* laissant derrière eux la flamme qui brûle et qui éclaire, un souffle de révolte, une semence de nations parmi des troupeaux fameux pour leur obéissance. Voilà ce qui ne sortira jamais de vos traditions, incohérentes et bornées comme elles vous plaisent. Vos lois sont comme ces armes de l'Indoustan qui figurent à vos *exhibitions*, d'une poignée si étroite que pour y entrer et s'en servir il faut être la main qui les a faites.

Burke n'a pas vécu ce qu'il fallait pour voir cette fortune des armes et des idées françaises; mais un jour vint qu'il trouva sur son chemin les bornes de l'esprit anglais et s'y heurta rudement. Ce fut dans le procès fameux de Warren Hastings, une des passions de Burke, cet homme passionné, et qui troubla, qui empoisonna, dit-on, jusqu'à la folie les derniers jours de son existence. Burke était commissaire de la chambre des communes; il soutenait, en cette qualité, l'accusation intentée devant la chambre des lords contre le déprédateur de l'Inde. Or il arriva que la chambre où était née l'accusation fut dissoute au bout de quelques années, qui n'avaient pas suffi à débrouiller tant de crimes et de grandes choses. Alors s'éleva une incroyable question,... véritablement il n'y a que l'Angleterre pour ces mièvreries : on se demanda si l'accusation ne disparaissait pas avec la chambre accusatrice, si la poursuite, l'instruction et peut-être le crime lui-même ne prenaient pas fin en même temps que l'assemblée qui s'était avisée de tout cela!... Burke à ce propos rugit horriblement : il ne parla plus parchemins et précédens, il se souvint qu'il y a une justice, qu'il y a des peuples, que la société a des droits; il s'indigna d'une argutie de procureur opposée au peuple anglais, à l'accusation qu'avaient portée les représentans du peuple, en quoi il était fort inconséquent. On lui remontra fort bien qu'il se payait là de vains mots et de théories nébuleuses. Où prenait-il le peuple anglais? Quelle vision! Le lord-chancelier, un habile homme, fit doctement observer que « le peuple n'est pas un élément de la constitution anglaise, mais bien les communes; que la constitution se résume en trois mots, roi, lords et communes; que le peuple n'y figure point, que le peuple n'était donc point partie au procès. »

On ne peut pas dire que cette étrange question ait été précisément résolue : elle cessa, moyennant que la nouvelle chambre des communes déclara que le procès était toujours pendant, par où elle semblait renouveler et s'approprier l'accusation intentée par ses devanciers. Burke, le plus violent des hommes, éclata en injures et

en sarcasmes contre les *lawyers*. « Plût à Dieu, s'écria-t-il, que l'Angleterre fût gouvernée par la loi et non par les légistes! » Et cependant qu'est-ce que l'esprit légiste dont Burke faisait litière à ce moment, si ce n'est l'esprit traditionnel, arboré d'ailleurs et revendiqué par lui avec tant de véhémence, comme la sagesse, comme l'esprit même de la Grande-Bretagne? Tenir aux textes ou aux précédens, s'arrêter à la lettre des lois ou à la limite des coutumes, n'est qu'une seule et même superstition : *ce qui est* préféré à *ce qui doit être*.

Tout n'est pas à glorifier dans cette continence où se plaît la Grande-Bretagne; on peut même dire que tout n'y est pas équilibre et sûreté. Les Anglais firent une périlleuse expérience au commencement de ce siècle, quand, ayant promis le droit politique à l'Irlande pour prix du parlement irlandais qui venait d'être aboli, ils ne purent tenir leur engagement, empêchés par le *veto* de la couronne. Une pauvre tête portait cette couronne, George III, préludant à la folie par le bigotisme. Ne croyait-il pas avoir prêté contre l'Irlande catholique son serment de roi? Dans cette imagination, il s'arma violemment de toute sa prérogative contre ses ministres, contre son parlement, qui marchaient dès lors à l'émancipation des catholiques. Rappelez-vous que c'étaient de glorieux ministres, Pitt en tête, et que la chambre des communes, en ces temps critiques, votait comme un seul homme et procédait à coups de majorités énormes. Le roi s'exposait donc, mais surtout il exposait le pays. Quoi! désespérer l'Irlande, quand on a devant soi la France en armes au camp de Boulogne, quand Trafalgar n'a pas encore anéanti la marine de la France et de ses alliés! Il y allait de tout.

Cependant ces hommes d'état, les plus hardis que l'Angleterre ait jamais eus, ce parlement aristocratique, cette majorité compacte et acquise à toutes leurs audaces, tout cela, dis-je, qui n'était pas moins que l'élite du pays, s'arrêta court devant le scrupule d'un bigot qui devait finir en idiot, mais qui parut inviolable, retranché dans son for intérieur et constitutionnel. Il fallut que l'Irlande attendît trente ans son émancipation. Elle ne servit pas pour cela d'alliée et de pied-à-terre à l'invasion française, le hasard des batailles ayant détruit nos moyens de transport; mais pendant ces trente années l'Irlande, perdue d'incendies et de meurtres, devint inhabitable : on y vit l'absentéisme, la scission des classes, un gouvernement de police, un débordement de misère à fatiguer encore, après cinquante ans, les finances de la Grande-Bretagne, un empoisonnement de haines et de colères, où la haine de prêtre elle-même n'était qu'un détail. Voilà ce qu'il en coûta à l'Angleterre pour avoir déféré quand même à la prérogative de son roi. Il faut voir tout au long le récit de ces perplexités, de ces angoisses dans les mémoires récemment publiés de sir Robert Peel. On me dira que l'Angleterre

ne perdit pas à ce jeu tout ce qu'elle risquait, et que tout est bien qui finit bien. Soit. Cependant, si l'on veut mesurer au juste ce que valent ces façons et ces mœurs, il ne faut pas en juger par l'événement tout seul, encore qu'il ait été peu gracieux, mais aussi bien par les éventualités. C'était une sagesse à tout perdre.

Quoi qu'il en soit, telle est la manière britannique, qui se conçoit fort bien, de caste à royauté. Tout autre est le procédé français. En France, avec des vues comme celles de Pitt sur la question d'Irlande, avec une majorité comme celle qui soutenait Pitt, on eût brisé le *veto* royal, on eût peut-être brisé le roi. Ce sont deux grandes manières. Si l'une a des révolutions, l'autre en a la monnaie sous forme de troubles variés, d'émeutes soutenues, de conflits venimeux qui n'excluent pas toujours la guerre civile. Il est consolant de penser que dans aucun cas la monarchie ne court de péril. Seulement c'est affaire au monarque de ne pas croiser le courant de l'opinion (*caveat rex*), d'y céder avec grâce comme le gladiateur antique, de s'arranger enfin pour qu'on ne lui dise pas quelque jour : *Il est trop tard!* Après cela reste le principe de l'inviolabilité royale, un principe tout semblable à cet anneau précieux, à cette pierre que portait au doigt le chevalier Luis Perez d'Acaiba, dont telle était la vertu que, quand le chevalier tombait du haut d'un clocher,... la pierre ne se cassait pas.

Légende à part (je ne l'ai pas inventée, hélas! elle appartient à Henri Heine), la France a un tout autre esprit que la Grande-Bretagne, un esprit qu'on ne mène pas avec des précédens, qu'on ne bride pas avec des textes, fût-ce de vieux parchemins ou quelque constitution récente et solennelle. Par-delà le droit écrit, chaque conscience regarde le droit absolu, dont elle est un exemplaire vivant. C'est pourquoi le jury prétend juger tout, encore que sa mission légale soit uniquement de nier ou d'affirmer un fait : il se considère comme la société elle-même et comme exerçant la souveraineté des jugemens. C'est pourquoi le magistrat préfère volontiers son équité à celle de la loi et des codes, qui sont là néanmoins pour lier ses décisions. Voici enfin le trait suprême de cet esprit, et le plus dispendieux assurément : une constitution, dix constitutions peuvent bien proclamer que le roi est inviolable, que ses ministres seuls doivent être recherchés; mais le citoyen, sans s'arrêter à cette fiction, frappera autant de coupables qu'il en apparaît, et ne se gênera pas pour en apercevoir jusque sur le trône.

Il ne faut pas s'étonner que ce pays ait des révolutions si contagieuses, ayant des idées si générales. Ce qu'il conçoit, ce qu'il découvre, est chose qui se propage, parce qu'il est sujet à découvrir telle chose que les droits de l'homme. M. de Maistre me semble bien imprudent, quand à ce propos il prodigue la raillerie, traitant

ces droits de pure abstraction et *les renvoyant à l'homme dans les espaces imaginaires qu'il habite*. Qu'il y prenne garde : il fait là le procès au christianisme, qui se pique apparemment d'universalité, qui en tire son nom parmi nous. Est-ce que le christianisme n'a pas révélé les *devoirs de l'homme* en général? Est-ce qu'il ne professe pas des dogmes pour tous, des commandemens à l'adresse du monde entier? C'est un fait notoire et glorieux : en même temps qu'il prêche l'Évangile dans toutes les capitales de l'Europe, il a des missionnaires porteurs de la même nouvelle en Chine et au Cap, parmi les Esquimaux et dans l'Océanie. Or ces espaces sont-ils imaginaires ou ces dogmes fantastiques? Stipuler et réserver, comme fait M. de Maistre, la diversité, l'inégalité politique parmi les hommes, c'est chose étrange, quand d'autre part on les croit capables de l'unité religieuse. Pourquoi traiter l'homme d'une manière si différente dans deux cas où il s'agit également du juste et du vrai? Est-ce que la morale n'est pas le fonds commun où reposent la religion et la politique? Si les circonstances de climat et de mœurs ne diminuent en aucun lieu le devoir humain, pourquoi leur serait-il donné d'attenter aux droits humains?

L'inadvertance du christianisme est qu'il n'applique pas aux relations politiques des hommes les grands principes dont il leur apporte la nouvelle : il ne fait pas aux souverains la leçon de fraternité, il ne compte pas la charité parmi les vertus de gouvernement, il ne nomme même pas ces vertus, et la morale qu'il enseigne est une morale purement privée. C'est la gloire immortelle de l'esprit français d'avoir achevé la théorie, y ajoutant même la puissance des œuvres. Prodigieux esprit, d'une ardeur et d'une netteté qui emportent l'action. Il n'habite pas un brouillard allemand : comme il a l'éclair, il a le coup de foudre, dont on voit les marques çà et là parmi certains trônes et certaines théocraties. Je constate cette puissance d'action, moins pour glorifier telle colonne ou tel arc de triomphe que pour marquer la puissance de l'idée, de la conviction française. Joad l'a presque dit : « La foi qui prend les armes est une foi sincère. »

Il faut que je m'arrête un instant ici pour répondre à une impatience, à un soulèvement du lecteur, qui va peut-être trouver qu'on lui parle sans fin des propriétés théoriques et philosophiques de l'esprit français, comme s'il n'y avait que la France au monde pour être douée de la sorte... Et les Allemands? Certes je ne nie pas les Allemands en tant que philosophes; mais chacun plane à sa manière, et la France, sur ces hauteurs mêmes de la pensée, a des voies qui lui sont propres. Elle philosophe comme une race sociable, c'est-à-dire très adonnée au point de vue théorique, mais pour y considérer la société encore plus que le *cosmos*, tandis qu'ailleurs l'enchantement

des esprits est de tirer au clair l'essence, l'origine et la fin des choses.

Ici d'ailleurs, outre le naturel de la race, n'oubliez pas l'école où elle a grandi : il s'agit d'une race élevée au droit romain, c'est-à-dire tenant son éducation d'un peuple éminemment dénué du sens métaphysique, mais juriste et casuiste comme on ne l'est pas, auteur d'une législation qui s'est appelée *raison écrite*, dont l'effort pacifique fut de mettre le droit dans tous les replis de la société sinueuse et luxuriante qui naissait déjà il y a deux mille ans. Cette tradition est fort à considérer : c'est par là peut-être que l'esprit philosophique de la France, nonobstant ses ailes, touche à terre volontiers, et, si haut qu'il monte, aspire à redescendre en lois, en mesures de gouvernement, en propagande. Il tire de ses origines le caractère précis et humain de sa philosophie. Il y en a peut-être de plus haute, mais non de plus communicative, de plus contagieuse, et peut-être mérite-t-elle, pour ce prosélytisme organique, d'être signalée entre toutes.

II.

Ainsi nous pouvons tenir pour certain que la France est sociable et douée d'esprit philosophique; voilà ce que signifient cette langue, cette pensée rayonnantes que nous avons observées en elle. Or dans ce fait de la sociabilité française nous trouvons tout d'abord une lumière sur la question qui nous occupe, une certaine explication de tant de règlemens et de disciplines qui apparaissent en ce pays.

La société est pour chacun une abdication partielle de ses droits et de son indépendance, un accord de toutes les libertés à se respecter les unes les autres, c'est-à-dire à se borner chacune. A moins d'aller à nos semblables pour les battre ou pour les voler, ce qui est un contact assez fréquent, nous ne les rencontrons qu'à la condition de céder et d'effacer quelque chose de nous-mêmes, de nous réduire et de nous incommoder pour eux : c'est le prix auquel nous entrons avec eux en commerce d'idées, de sentimens et de produits. Supposez un moment l'essor égoïste et illimité de toutes les forces, de tous les instincts individuels; ce n'est plus la société, mais la guerre, la sauvagerie. Ainsi la société est un état de choses où l'homme est limité par l'homme. Naturellement, plus la société comptera de personnes et de choses, de sujets et d'objets, plus cette limite se fera sentir et requerra de force gardienne. Vous subissez plus de règlemens dans une ville qu'en rase campagne : cela tient au voisinage, au froissement des biens et des gens: *police* vient de ville. En toute réunion publique ou privée, mille sujétions vous apparaissent en même temps que vos semblables. Allez à eux pour une association ou pour une profession, même indépendante, vous y trouvez des engagemens, une discipline non moins qu'appui et profit.

Les gouvernemens nous imposent partout cette limite de nos semblables à respecter, ce précepte de l'inoffensif; mais nous les avons créés, ou du moins nous les supportons pour qu'ils nous fassent cette légitime violence. Ceci est l'effet élémentaire de la sociabilité humaine; on peut même dire que, parmi la moyenne des hommes, c'est l'effet le plus clair, l'unique triomphe du sens moral. Il faut voir ce qu'est en nous le sens moral, simple notion et simple sentiment, combattu par l'égoïsme, qui a la véhémence d'un instinct. En cet état, le sens moral n'est pas de force à nous porter vers le bien; mais il nous décide à subir des pouvoirs extérieurs qui nous interdisent la malfaisance. A ce point de vue, dire qu'une race est sociable, c'est dire qu'elle se plie volontiers aux disciplines qui sont la loi naturelle de toute société. Or il faut convenir que cette résignation tournée en habitude prédispose les hommes à plier, à s'annuler un peu partout, à concéder le superflu aux gouvernemens.

Ainsi une race sociable est une race qui a besoin d'être gouvernée, qui se prête, qui s'expose par cela même à une foule d'interventions et de médiations officielles, lesquelles ne sont pas de trop dans cette mêlée où elle se plaît. Que si en outre elle a l'esprit philosophique, par là encore elle aboutit et conclut à un certain luxe de gouvernement. Elle y aboutit en ce sens que, la pensée étant chez elle un attribut dominant plutôt que la volonté, l'état pourrait bien avoir à suppléer par son action à quelque inertie nationale. Elle y conclut d'un autre côté en ce sens qu'elle érigera sur une base de raison théorique l'étendue et la vigilance du gouvernement. En effet, la première chose que va découvrir cet esprit en s'appliquant aux lois, qui sont, comme dit Montesquieu, les rapports essentiels des choses, c'est la justice. Il concevra la justice comme la règle de tous les rapports humains; il la proposera comme fin essentielle aux sociétés, bien plutôt que le déploiement individuel. Son grand souci sera de mettre la justice partout. Or il n'y a que l'état pour imposer cette observance. L'individu a une autre mission, je dirai presque une mission contraire, où s'emploient, où s'épuisent presque tous ses organes, qui est de se conserver lui-même. Dans la physiologie des sociétés, on n'aperçoit que l'état qui puisse passer pour l'organe du droit.

Il vous semble peut-être que cet appétit de justice n'est pas un trait de caractère à distinguer une nation, que toutes les nations professent la justice, et que c'est un programme, que c'est même, dans une certaine mesure, un aliment commun à toutes les sociétés. Cette objection exagère quelque chose de vrai. En effet, l'humanité est une : c'est pourquoi elle nous apparaît partout en société, partout avec des gouvernemens pour garder le lien social, la loi morale; mais la loi morale peut être entendue d'une manière plus ou moins

complète, en conséquence de quoi le lien social peut être plus ou moins étroit. Ceci tient à ce que sous le fond de l'unité humaine il y a des variétés : d'abord celle des individus, qui se voit avec les yeux de la tête; puis une autre, moins évidente, que vous pouvez contester dans une foule de cas et de personnes, certaine toutefois, saillante, éclatante dès que vous embrassez du regard l'ensemble des choses, la suite des temps, la moyenne des hommes. Cette variété est celle des races. Comment y aurait-il des nations, c'est-à-dire des groupes distincts, indépendans et même volontiers hostiles, s'il n'y avait pour répartir ainsi les hommes des qualités non moins distinctes, par où tantôt ils s'attirent, tantôt ils se repoussent? Puisque l'homme est libre (vous admettez, je suppose, le libre arbitre), pourquoi, à la différence du règne animal et du règne végétal parqués chacun en sa région, l'homme ne choisirait-il pas sa localité, sa région morale? C'est l'observation des naturalistes que les êtres sont d'autant moins assujettis aux influences physiques, extérieures, qu'ils sont plus intelligens (1). On peut supposer dès lors que la plus intelligente des espèces obéit, dans la constitution des sociétés, à des répulsions et à des affinités de l'ordre intellectuel et volontaire; à ce compte, les races feraient les nations.

Vous déplaît-il de voir là quelque combinaison, quelque préméditation humaine? Qu'à cela ne tienne! On peut imaginer autre chose. On peut supposer que la Providence a diversifié l'homme selon les régions, comme la faune et la flore, semant çà et là sur le théâtre que nous traversons des qualités de sol et d'atmosphère, des accidens de géographie auxquels sont attachés un certain tour d'esprit et de mœurs, une certaine fatalité d'institutions. Tels milieux, tels êtres; c'est ainsi que l'entendent Montesquieu et Humboldt.

Ici, on peut l'entendre comme on voudra. Que les hommes portent en eux la variété qui fait les races, ou que cette variété les attende et les *spécifie* pour ainsi dire sur la scène où ils naissent, que les nations *se fassent* elles-mêmes ou qu'elles *soient toutes faites* par une harmonie préétablie des lieux et des personnes, peu importe. Je veux seulement montrer que les peuples ne doivent pas leur génie, tout leur génie du moins, à leurs lois. L'influence partielle des lois n'est pas contestable, non plus que celle des événemens et du tour que prend la formation historique des peuples. Bref, il y a pour les peuples une éducation; mais croyez bien que le naturel n'est pas un vain mot, surtout parmi les peuples, ces êtres durables qui ont pour eux le temps et l'espace, avec la chance de rencontrer quelque jour des occasions pour leur génie, et de se faire à la longue une destinée semblable à leurs instincts, à leur naturel.

(1) Pritchard, *Histoire naturelle de l'Homme*, t. Ier, p. 81.

Il faut admettre chez les hommes des qualités primordiales préexistantes aux institutions, quand ce ne serait que les qualités par lesquelles ils ont voulu ces institutions et se sont faits nation sous une même loi. Autrement dites-moi un peu ce qui déterminerait les groupemens humains! Remarquez bien que nous parlons ici de nationalités, c'est-à-dire du fait le plus durable, le plus obstiné et pour ainsi dire le plus renaissant dont l'histoire fasse mention. N'admettrez-vous à l'origine de ce fait que les jeux de la force et du hasard? Ce qui naît violemment, fortuitement, a-t-il cette vitalité indomptable?

Ainsi quelques variétés se détachent sur le fond de l'unité humaine, et ces variétés se caractérisent surtout parmi ces personnages qu'on appelle nations. Une variété digne d'observation entre toutes est celle qui distingue les nations les plus civilisées en individualistes d'une part, en socialistes ou centralistes d'autre part.

J'appelle individualistes des hommes dont la passion est d'être libres, non-seulement de cette liberté qui institue le législateur, mais de celle qui ne subit pas de lois : — non que telle soit sur ce dernier point leur préméditation, encore moins leur pratique; j'entends parler seulement d'un instinct, d'un premier mouvement où se trahit la race, qui est tout d'abord de nier, de rejeter le règlement, pour n'en garder, même toute réflexion faite, que le moins possible. L'idéal de ces hommes n'est pas la justice, mais la force; expliquons-nous : la force de chacun franchement exercée, l'espace ouvert, l'entrave abolie, le prochain à distance; bref, le déploiement de l'individu. Les Anglais appellent cela, aujourd'hui qu'ils font la théorie de la chose, *le principe volontaire*. On n'aspire pas directement par là au vrai et au bien, mais on ne s'en détourne pas non plus. Cet idéal n'est pas la même chose que l'égoïsme, ou du moins il ne l'est pas nécessairement. En tout cas, de quelque nom qu'on l'appelle, il a sa part de droit et de grandeur. C'est un titre qu'il invoque, un titre sans pareil, quand il entend faire de l'individu, au nom de la conscience et de l'intelligence humaine, un être inviolable à certains égards, quelque chose d'indépendant et de souverain. Bossuet a décrit et maudit comme il lui appartenait la passion de controverse théologique qui possédait Cromwell et ses compatriotes; mais trouvez donc quelque chose de plus irréprochable, de plus élevé que cet individualisme, que ce besoin de croire et de porter témoignage de sa croyance, *sans être repris par aucune autorité ecclésiastique ni séculière!*

Puisque nous tenons l'Angleterre, ne la quittons pas. Aussi bien parler d'individualisme, c'est parler de ce pays, auquel il est advenu de rejeter le droit romain, de rejeter le catholicisme, de rejeter le classique : une originalité, un relief de nation comme on n'en voit pas. De quelque côté qu'on se tourne, l'unité ou du moins l'uni-

formité s'y brise à chaque pas, et d'abord par le fait des provinces : le royaume-uni se compose de provinces alliées plutôt que fondues, avec le même législateur, mais non avec les mêmes lois. Voilà pour l'individualité locale; mais l'individualité est partout. L'autonomie est le fond des caractères non moins que de l'Irlande et de l'Écosse, lesquelles ont chacune, comme on sait, leurs lois civiles et criminelles.

Regardez un peu comme les Anglais se comportent à l'égard de la chose publique. Vous pensez bien qu'ils instituent et contrôlent de fort près leur gouvernement, cela va sans dire; mais il y a plus : leur effort, leur aspiration incessante est de réduire ou même d'éliminer le gouvernement. Ils ignorent la conscription, les livrets, les passeports. L'impôt qu'ils préfèrent est l'impôt indirect, c'est-à-dire aussi facultatif que possible. Ils forment des sociétés, même politiques; ils élèvent des usines, fût-ce de vitriol, sans le moindre besoin d'une autorisation préalable. Liberté absolue des ligues électorales, des sectes religieuses, des coalitions ouvrières. Nulle loi n'oblige les communes soit à faire des routes, soit à entretenir des écoles. L'indépendance est le principe qui semble admis à l'égard de tout être collectif, que cet être soit une localité ou une association : *routes parlementaires*, *trains parlementaires*, c'est ainsi qu'on appelle certaines routes et certains trains, exceptionnels, soyez-en sûrs; autrement le nom qu'on leur donne, la distinction qu'on en fait, n'auraient pas de sens. Enfin les Anglais n'ont pas de codes, cela est capital, et constitue, selon moi, un des grands témoignages que ce peuple ait portés sur lui-même. Quand les lois d'un pays ne peuvent tenir dans un livre, c'est qu'il ne leur est pas permis de former un système simplifiant et abrégeant tout sous le niveau de quelque idéal agréé ou imposé, c'est qu'elles ont à rester, comme les choses elles-mêmes, incohérentes et sinueuses, c'est que nulle situation, nulle existence ne se laisse toucher, même aux angles les plus difformes, quand elle a titre ou possession, le tout en vertu de cette arrogance, de cette apothéose du sens individuel, où chaque droit semble dire, comme Jéhovah : *Je suis celui qui est.*

On voit bien en ce pays que les localités, les corps, les individus s'appartiennent plus que partout ailleurs, et sont en quelque sorte confiés à eux-mêmes. Ce n'est pas assez dire : les individus sont quelquefois érigés en puissances, et la garde des lois leur est abandonnée. Il n'existe pas parmi les Anglais un organe de surveillance et de répression tel que notre ministère public : c'est affaire aux individus de dénoncer les délits et de saisir les tribunaux. C'est affaire à l'accusé de se défendre : la loi ne lui donne pas d'avocat. Ceci, pour le dire en passant, jette une certaine lumière sur un détail de mœurs dont vous avez eu sans doute les oreilles rebattues : je veux parler de ce soin que met le juge anglais à ménager l'accusé, à le

mettre en garde contre ses aveux. Ailleurs le juge peut bien charger à fond l'accusé, puisque celui-ci sera défendu à outrance par un conseil dont c'est la mission légale, et qui fera valoir en faveur du plus scélérat, du plus parricide, toutes les excuses de la misère, de l'inéducation, de l'inexpérience, des entraînemens du bel âge! Ces façons feraient scandale parmi les Anglais, où il est entendu que le citoyen ne doit être ni vexé ni assisté par la puissance publique.

Mais il faut citer un autre échantillon de cette prodigieuse liberté, et surtout il faut bien se dire qu'à ce régime tout n'est pas profit pour l'individu. Voici ce que raconte, sans songer le moins du monde à la question qui nous occupe, un témoin qu'on ne récusera pas, lord Dufferin, dans ses *Lettres sur les régions polaires*. Quelques armateurs anglais imaginent une spéculation qui est de construire des bâtimens à vapeur pour remonter les fleuves de l'Australie, pour pénétrer dans l'intérieur de ce continent encore inconnu il y a dix ans. On voit tout d'abord quel est le problème : il faut de petits bâtimens, propres à une navigation fluviale, capables toutefois d'une traversée des plus longues et des plus hasardeuses. On trouva, en les payant bien, je suppose, les équipages qu'il fallait pour ces cinq navires. Or un seul arriva à grand'peine, mais enfin à bon port, se vendit admirablement et couvrit les frais de l'affaire; on n'entendit jamais parler des quatre autres... Que voulez-vous? Dans le pays où cela s'est passé, l'industrie est libre, les conventions sont libres, permis à chacun de spéculer à sa manière et d'amorcer comme il l'entend sa spéculation. La vie des hommes n'est peut-être pas chose à traiter avec si peu de façons, cet enjeu paraît excessif; mais il ne s'agissait que de marins : *nihil tam capax fortuitorum quam mare*. Cela me rappelle cet indulgent commentaire d'un historien sur la journée du 10 août : ***D'abord c'étaient des Suisses...***

Si des lois nous passons aux mœurs, le spectacle est le même. Tout y dépose d'un individualisme profond et imperturbable. Les champs, les voyages, c'est-à-dire la solitude et l'espace, voilà ce qui attire l'Anglais. Dans les villes, à chacun sa maison; hors de la maison, à chaque convive sa table isolée et cloîtrée pour ainsi dire. La stalle qu'il donne à ses chevaux dans l'écurie, l'Anglais la veut pour lui-même. Pourtant il faut bien se rencontrer, se coudoyer dans certains lieux, spectacles, promenades, courses, gares de chemins de fer, bals publics. Là et *ailleurs*, point ou peu de ces précautions qui abondent parmi certains peuples gardés à vue jusque dans leurs plaisirs. Véritablement il n'y a pas moyen de se croire en France, quand même il n'y aurait autour de vous que conversations françaises et paysages normands, ce qui n'est pas rare de l'autre côté du détroit.

Tout cet individualisme peut tenir en quatre mots : aversion de la discipline, goût de l'isolement. Et ceci n'est pas une excentricité, mais la prédominance chez cette race d'un goût ou si vous aimez mieux d'un dégoût naturel. Si l'homme est un *animal politique*, c'est-à-dire sociable, il n'est pas moins vrai d'ajouter qu'il est un animal solitaire; les deux choses se mêlent en lui. J'ai lu cette inscription à la Grande-Chartreuse, sur la porte d'une cellule : *O beata solitudo! sola beatitudo!* Vous vous avancez beaucoup, mon révérend. Non, la solitude n'est pas notre seul bonheur. Rappelez-vous donc comme vous allez à vos frères les jours de *spatiament*, comme vous employez aux conversations les plus continues et les moins écoutées ces deux heures par semaine où la parole vous est rendue! Mais tenez, sans aller plus loin, auriez-vous mis sur la porte de votre cellule un latin si agréable, n'était quelque souvenir du monde? D'un autre côté, je rends hommage à votre pénétration : vous êtes pour une bonne moitié dans le vrai. Chacun de nous est chartreux à ses heures, encore plus fatigué de son prochain que de lui-même, avec un besoin intermittent, mais impérieux de sécession et de repli. Il y a des momens où l'homme rejette violemment son semblable : tel est ce dégoût qu'il devient quelquefois un appétit de destruction personnelle. Retrouvant l'homme au fond de nous-mêmes, l'homme qui nous est un objet d'horreur et de mépris, nous finissons par nous haïr nous-mêmes et par nous fuir d'une fuite qui nous emporte jusqu'au néant. Il n'est pas clair que ceci soit un paradoxe ni même une hyperbole : il est fort avéré au contraire que l'Anglais n'a pas son pareil pour le suicide comme pour l'isolement.

Au fond, qu'est-ce que ce besoin de solitude plus ou moins prononcé selon les races? Le besoin de liberté sous une de ses formes les plus impérieuses, à telles enseignes que les peuples les plus libres sont ceux que vous voyez le plus épris de la vie domestique, les gardiens les plus jaloux de leur foyer contre l'œil du fisc et de la police. Si les dieux lares existaient, les Anglais les eussent découverts. Ils ont bien inventé la religion du chez soi, *home*, *sweet home*, ainsi qu'ils l'appellent. Rien n'est plus conforme au génie individualiste de cette race, la famille, le foyer étant encore plus que la propriété un appendice et une extension de l'individu.

III.

L'individualisme, qui est une objection contre le prochain, contre l'homme en général, en est une à plus forte raison contre l'homme de pouvoir et de police qui vient à nous la main pleine de sujétions et de contraintes : de là parmi les Anglais une réduction systématique de ce personnage.

Vous apercevez au contraire une véritable efflorescence de règlemens et d'interventions officielles chez le peuple centraliste, sous l'influence des instincts sociables et de l'esprit philosophique qui le constituent. Et cela est en vérité fort naturel. Autrement que ferait-il de cette notion du droit qui est son grand trait de lumière intellectuelle? Une pratique spontanée, une tendance obéie d'elle-même par chacun? Vous n'y pensez pas... Rentrons dans nos limites. Il en fera ou plutôt il en laissera faire un texte inépuisable de lois et d'institutions: n'en demandez pas beaucoup plus à notre indigente espèce. Sans doute, quand on porte en soi un idéal, c'est pour le reproduire: mais l'artiste qui convient ici n'est autre que le législateur, car cette idée du droit, grosse qu'elle est de violences faites à notre égoïsme, ne va pas apparemment s'imposer d'elle-même.

Une nation où vit cet idéal l'appliquera donc, si haut qu'il porte, au règlement légal de toutes les relations humaines, d'abord aux relations des individus entre eux. Quelle police! Je ne vais pas l'énumérer, ce serait sans fin. Un seul cas, un cas extrême, il est vrai, va nous donner la mesure de tout le domaine qui lui appartient et qu'elle remplit. Rappelons seulement cette police des manufactures, qui a pour but de protéger l'enfant contre le père. Telle est la confiance du législateur dans le cœur humain, dans les émotions les plus tendres et les plus harmonieuses qu'il nous soit donné de ressentir : il n'y croit pas, il s'en défie profondément : aux suavités instinctives (qui feraient travailler quinze heures par jour un enfant de huit ans) il ajoute la voix de ses commandemens et la sanction de ses pénalités. On ne voit pas que ce soit de trop, il paraît même que c'est indispensable. Tous les peuples, les uns après les autres, font une loi là-dessus à mesure que l'industrie leur vient. Étonnez-vous donc après cela que l'égoïsme soit suivi et réglementé pas à pas, partout ailleurs où il serait une pure exaction, une entreprise ou plutôt un attentat de tous les jours, sans limite et sans tempérament!

Cette répression est chose où excelle une race centraliste en vertu des instincts que nous y avons reconnus. Comme elle a un goût de la société très propre à multiplier et à compliquer les rapports humains, comme elle n'a pas moins le goût du droit, il s'ensuit qu'elle souffre, qu'elle fait même volontiers tout ce qu'il faut de règlement à cette complication sociale.

Tels sont les soins qu'elle prend des relations civiles : elle ne s'applique pas moins à réglementer les relations politiques, celles des individus avec la société, avec l'état, qui est le gérant social. Si l'on ne savait pas comment elle opère, il serait aisé de le prévoir de par ses instincts. Vous pouvez y compter : elle multipliera les prévisions et les solutions favorables à l'intérêt général, soit que la société lui

apparaisse comme un être à part, avec des droits à reconnaître et à respecter, — soit que la prédominance de l'intérêt général sur les intérêts privés figure à ses yeux une des formes du droit, — soit enfin que l'intérêt même des individus, pris dans un sens prévoyant et élevé, lui semble identique au droit et encore plus satisfait que blessé par quelque gêne, par quelque sacrifice dont il est grevé çà et là. Cette dernière hypothèse reviendrait à dire qu'il est plus avantageux pour un individu d'habiter un pays bien pourvu de routes et de défenses qu'il n'est gênant pour lui de supporter les servitudes relatives au recrutement, à l'expropriation, au défrichement des bois, aux zones militaires, à l'entretien des routes, etc.

Cette considération n'est pas de mise en tout état de société. Le chancelier Miroménil raisonnait fort mal, faisant valoir à l'appui des corvées le profit que trouvaient les paysans eux-mêmes aux bonnes routes obtenues de la sorte. « Monsieur le chancelier me permettra de croire, lui répondit Turgot, que le plaisir de marcher sur un chemin bien caillouté ne compense pas pour les paysans la peine qu'ils ont eue à le construire seuls, sans salaire. » Étant donné le droit commun, l'égalité des charges, l'argument du naïf chancelier retrouve peut-être quelque valeur.

Quoi qu'il en soit au point de vue théorique, le fait est que tous les intérêts publics, — défense du territoire, répression, fisc, viabilité, procès de l'état, — auront toujours chez un peuple centraliste un avantage marqué sur le droit et l'intérêt individuels.

Là vous verrez toutes choses marquées à cette empreinte, — cent soixante-huit mille fonctionnaires pour verbaliser, mais nul droit du prévenu à la liberté sous caution, encore moins de l'acquitté à un dédommagement, — le marché du pays réservé aux industries du pays, infraction sans doute au droit individuel de vendre et d'acheter, mais création de richesse publique, de matière imposable, — nul obstacle à la route qui prétend traverser l'usine, le manoir, le cimetière, — privilége du fisc sur les biens du contribuable et du comptable, — exploitation des mines avec ou sans le propriétaire du fonds, — le fonctionnaire public quasi inviolable, — l'état déclinant comme plaideur les juges ordinaires, se couvrant comme débiteur de prescriptions extraordinaires, de déchéances courtes et inexorables; nos lois contre l'arriéré sont de petites banqueroutes.

On n'en finirait pas s'il fallait poursuivre cette tendance partout où elle paraît : voirie, alignemens, cours d'eau, discipline des professions libérales, pensions, ateliers insalubres, etc. La subordination des intérêts privés est le pain quotidien de notre politique administrative, car on sent bien que c'est de la France qu'il est question dans cette hypothèse ou plutôt dans cette peinture d'une société centraliste. Sous ce rapport, nous touchons à l'idéal. Une secte, une

utopie peut aller plus loin dans cette voie; mais nulle société connue n'y a dépassé la nôtre.

Vous soupçonnez peut-être en tout ceci quelque virus monarchique ou révolutionnaire. Eh bien! non : ce que vous avez là devant vous, c'est le pur esprit de la France, impérieux et immuable, traitant ces choses en 89 absolument comme elles étaient traitées dans les conseils de Louis XIV. Que voulez-vous? C'est le tempérament, c'est le fond même de ce pays, à toute époque, de tenir pour la société contre les individus, pour l'état contre les castes, les ordres, les compagnies. La France est ainsi faite : en toute question où apparaissent ces deux termes, elle a un parti qui semble pris de longue date et à jamais, une solution innée pour ainsi dire. La France, qu'elle soit représentée par Richelieu et Colbert ou par l'assemblée constituante, abonde résolûment dans la préférence des intérêts publics et des pouvoirs publics, on peut même dire jusqu'à un certain point du pouvoir exécutif. Ce n'est pas une tradition vraiment (est-ce que les traditions nous arrêtent?), c'est un instinct; nous n'y renoncerions qu'en cessant d'être nous-mêmes, en nous dénaturant corps et âme.

Rien n'étonne les étrangers civilisés comme notre justice administrative, un régime d'apparences bizarres où l'état veut des juges à lui, des juges de sa main et demeurant sous sa main, pour vider ses procès avec les particuliers, et surtout pour reconnaître ce contentieux, pour le reprendre à la justice ordinaire. Voilà qui semble énorme. Est-ce que le droit des individus ne va pas périr à coup sûr et toujours devant cette illusion de tribunal? Cette appréhension est fort naturelle, il ne tient qu'à vous de croire que l'état est son propre juge à lui-même; mais d'un autre côté vous plairait-il de laisser juger l'état avec cette conséquence de voir intercepter l'impôt qu'il demande, le conscrit qu'il appelle, la route qu'il veut ouvrir, de voir périr à l'application les lois qui l'ont armé et crédité pour le bien public? Il est admis de tous que l'administratif et le judiciaire doivent demeurer soigneusement distincts; mais, si cette limite n'est pas gardée par l'administration elle-même, l'état va tomber en tutelle de magistrats, ce qui promet certaines entreprises. Sous prétexte des droits privés dont ils sont gardiens, vous les verrez entraver tous les services publics, attirant à eux des questions dont ils ne sont pas juges, et les traitant soit avec une complaisance acquise à l'intérêt individuel, soit avec une entente fausse et bornée de l'intérêt général.

Il s'agit d'opter entre deux maux. Or ce choix est fait : il est de l'assemblée constituante à sa meilleure époque. Il ne lui vint point à l'esprit que les tribunaux ordinaires pussent toucher sous aucun prétexte aux lois d'où dépendent les services publics. Elle sentit bien que ces juges du gouvernement seraient le gouvernement lui-

même. Elle estima que la souveraineté serait déplacée du coup. Celui-là en effet est supérieur à tout et maître de la loi qui peut la défaire en l'appliquant, la rouer d'interprétations, la réduire à néant, ou tout au moins la dénaturer comme bon lui semble. Cela n'est pas à craindre du pouvoir exécutif, responsable comme il est de l'exécution des lois envers la nation qui les a faites, et même responsable de tout, y compris l'abus des lois contre les citoyens : ce n'est pas impunément qu'il prévariquerait; mais le moyen de mettre à la raison des juges indépendans, souverains, tels enfin qu'il les faut pour rendre bonne justice aux citoyens dans leurs débats privés? Ce serait chose grave partout ailleurs que la souveraineté et pour ainsi dire l'impunité des juges. Entre particuliers, le pire jugement n'est après tout qu'une lésion particulière. Tout autre est la portée des jugemens où l'état est partie, c'est-à-dire où la société est intéressée en quelque endroit vital : finances, armée, travaux publics. Voilà le côté à garantir avant tout. Je le répète, c'est l'assemblée constituante, où apparurent toutes les grandes idées, qui créa parmi nous ce prétendu scandale de la justice administrative. Le grand point, à ses yeux, était que les juges demeurassent hermétiquement étrangers aux affaires d'état. Aussi décide-t-elle que « les fonctions judiciaires seront distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives, que les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions (1). »

Ce n'est pas tout : les administrations des départemens eurent à connaître du contentieux des contributions directes et des travaux publics (2). Il n'est question pour cela ni des tribunaux ordinaires, ni même d'un tribunal administratif; l'administration se juge elle-même. Il y avait bien une autorité pour statuer sur les recours des particuliers : c'était déjà le conseil d'état, mais qui se composait uniquement alors du roi et des ministres (3). Enfin voici la fameuse matière des conflits toute tranchée dès cette époque par une loi déclarant que « les réclamations d'incompétence à l'égard des corps administratifs devaient être portées au roi, chef de l'administration générale, et n'étaient dans aucun cas du ressort des tribunaux (4). »

L'esprit de l'assemblée constituante n'est pas douteux. Ce n'était pas l'époque où, ayant reconnu un principe, on lui marchandait les satisfactions; on allait volontiers au fond des questions et même jusqu'au bout des choses. Le principe qui sépare l'administratif et

(1) Loi des 16-24 août 1790, titre II, article 13.
(2) Loi des 7-11 septembre 1790.
(3) Loi du 25 mai 1791, article 15.
(4) Loi du 14 octobre 1790.

le judiciaire une fois reconnu, ce principe fut consacré dès lors dans toute sa rigueur, à l'encontre surtout du judiciaire. Si profonde à cet égard était la défiance de l'illustre assemblée, qu'il lui plut d'attirer à elle et de juger elle-même dans ses comités, plutôt que de les laisser aux juges ordinaires, certaines matières spéciales relatives à la liquidation des dettes de l'état, à la trésorerie, à l'apurement des comptes. Elle eût mieux fait sans doute de créer pour cela quelque justice particulière; mais on peut croire qu'il y avait urgence, et son inspiration fut saine de se préférer elle-même pour cet office aux tribunaux ordinaires : c'était un juste sentiment du lien étroit qui unit le contentieux des services publics à l'exécution même de ces services et à toute la marche du gouvernement. C'était comprendre comme il faut qu'on ne peut charger de ce contentieux des autorités étrangères à l'action et à l'esprit de gouvernement.

On pourrait croire que les juges d'autrefois valaient encore moins que les gouvernemens d'autrefois (une opinion spécieuse, si l'on se rappelle comment en usèrent les parlemens contre la vaccine, contre Turgot, contre l'Académie Française, contre les protestans, contre les imprimeurs), et que le pouvoir judiciaire portait la peine de ces souvenirs dans l'estime de l'assemblée constituante; ceci n'expliquerait pas mal l'insigne méfiance dont elle a fait preuve contre ce pouvoir. Toutefois certaine autre explication n'est pas à dédaigner. Il paraît assez constant que les tribunaux de l'ancien régime prenaient parti volontiers pour le contribuable, et contrariaient souvent les mesures administratives, les perceptions surtout. A première vue, cela est d'une créance difficile. On ne se représente pas ces juges pitoyables en fait d'impôt, quand ils l'étaient si peu en d'autres rencontres, maintenant la torture en plein XVIIe siècle, allant même (en des temps plus reculés) jusqu'à refuser un confesseur au condamné, « avec cet instinct de férocité, dit Lémontey, qui caractérise la magistrature française. » Cependant il ne faut pas rejeter *à priori* ce qui fait anomalie et même contradiction, si l'on a quelque souci de la vérité historique; il y a de bonnes raisons pour que l'histoire nous ressemble. Ici d'ailleurs le fait, peu probable en soi, est passablement prouvé par de bons témoignages, ou plutôt par des énonciations incidentes, par des allusions non contredites qui valent encore mieux peut-être que des témoignages directs. C'est la marque en effet qu'il s'agit de choses connues et avouées de tous, qui n'ont que faire de preuves, que l'on rappelle d'un mot. Le dernier mot à cet égard se trouve dans la bouche de M. Rœderer : « Les juges, disait-il, s'étaient fait un esprit contraire à la trésorerie... » Il se signait peut-être en rappelant ce scandale devant le conseil d'état de l'empire; mais l'assemblée constituante elle-même ne pouvait être bien éloignée de ce sentiment. Songez qu'elle créait le gouvernement de

la nation, et que même elle l'exerçait! On comprendrait à moitié moins les saines conditions du pouvoir exécutif, et que les juges n'ont rien à y voir sous couleur de procès.

On voit là un de ces cas où certaines conclusions sont inévitables, s'offrant et sortant de toutes parts. La France s'acheminait de longue date vers celles qui prévalurent à cette époque pour ériger l'état en personnage prépondérant et l'intérêt public en loi supérieure. On ne peut traiter légèrement les solutions ou plutôt les mœurs qui vinrent de si loin se faire consacrer en 89. Peut-on même les regretter? peut-on croire que l'individu y soit purement oublié et maltraité? Cela n'est guère admissible. Ce n'est pas qu'on n'ait vu des nations sacrifiées à des castes ou à des dynasties réputées propriétaires d'un pays; mais cela ne se voit plus : un holocauste permanent du citoyen, de l'individu, quand il s'agit de choses qui n'intéressent pas les dynasties, ou quand les dynasties sont devenues des gérances nationales, cela est sans exemple. Le fait est que l'individu est la substance sociale, et qu'il est la fin de toutes choses, liberté ou règlement, dans une société qui s'appartient. Nos lois actuelles en font foi : il convient de remarquer non-seulement leur pénétration universelle, leur ubiquité pour ainsi dire, mais leur qualité intrinsèque, leur inspiration. L'œuvre de police, privée ou publique, en est la moindre partie : le bienfait y domine. Il ne s'agit pas seulement d'empêcher le mal, mais de faire le bien. Voyez un peu ce commerce : en même temps que le législateur impose plus de contraintes et de sacrifices aux individus, ceux-ci obtiennent plus de bien-être et de protections. J'en veux citer un exemple : la voie publique est semée en France des règlemens les plus détaillés pour tout ce qui en regarde l'entretien et la conservation; mais l'usage de cette voie est gratuit, tandis que de l'autre côté du détroit il est hérissé de péages perçus par les compagnies qui ont fait la route à leurs frais. En France, c'est l'impôt qui l'a construite, l'impôt général, et cela est vrai non-seulement pour les routes générales, mais jusqu'à un certain point pour les routes locales, auxquelles concourt ce que nos lois de finances appellent le fonds commun : « une sorte d'assistance fraternelle, disait naguère un ministre de l'intérieur, que les départemens se fournissent entre eux; une bourse commune, par laquelle le département le plus riche vient au secours du département le plus pauvre. » Et ce secours n'est pas peu de chose, car, sur une dépense de 31 millions consacrés aux dépenses ordinaires des départemens, ce *fonds commun* figure pour 12 millions. L'heureuse définition qu'on vient de voir se trouve dans une circulaire ministérielle du 22 août 1849. Ne vous arrêtez pas toutefois à cette date, n'y soupçonnez pas une influence des temps. Ce communisme est une prose dont l'usage est immémorial parmi nous; en 1848, nous l'avons reconnu et ap-

pelé par son nom, voilà tout. Quand on plonge dans nos documens officiels, dans nos *blue-books*, on sort de cette étude tout pénétré de la conviction que nous sommes le plus communiste des peuples.

Nous disions tout à l'heure que la route est en France affaire et dépense d'état. Il en est de même de l'église, de l'école, de la justice, toutes choses qui constituent ailleurs ou qui constituaient autrefois parmi nous une dépense pour le croyant, le plaideur, le père de famille, une industrie et un métier pour le prêtre, le juge, l'instituteur. Il n'y a pas de société pareille à la nôtre pour défrayer l'individu, pour s'imposer comme siennes tant de charges considérées ailleurs comme des charges privées. Si l'on tient à discerner ce qu'il y a au fond de ces pratiques, on ne peut se défendre d'y voir ceci : que chacun paie l'impôt selon ses facultés, et *dans certains cas* en profite selon ses besoins. Or ceci n'est autre chose que le communisme, dont le trait saillant est la considération unique des besoins comme base des droits, ou du moins la prééminence donnée aux besoins sur les œuvres et sur les mérites. Voilà ce qu'on démêle en rapprochant les règles bien connues qui concernent l'assiette de l'impôt des règles moins remarquées qui déterminent l'emploi de ce même impôt.

Mais l'élément communiste que nous venons de constater en certaines applications de détail est visible dans les œuvres les plus considérables et les plus suivies. Par exemple, qu'est-ce que notre régime financier, si ce n'est un régime centralisé? Et en fait de finance qu'est-ce que centralisation, si ce n'est communisme? Jugez-en plutôt. Ç'a été depuis soixante ans l'effort constant de nos financiers de créer, pour tout ce qui compose la fortune publique, non-seulement la publicité des recettes et des dépenses, mais encore l'uniformité d'administration et l'unité de caisse. De là une série de lois où se poursuit et se développe cette pensée. Les unes prescrivent l'annexion au budget de l'état des budgets particuliers de la Légion d'honneur, de l'université, etc. : les autres, non contentes de cette annexion, c'est-à-dire de cette publicité, soumettent les budgets de ces établissemens à toutes les règles qui concernent les crédits supplémentaires et le règlement définitif de chaque budget, ne s'en tiennent pas à ces fins de publicité et d'uniformité, mais transportent à l'état la fortune particulière des mêmes établissemens, et les font passer du régime de *services dotés* au régime de *services crédités*. Ainsi furent traités les invalides de la guerre, la caisse du sceau, la chambre des pairs, la caisse de vétérance, etc. Ces divers établissemens virent, d'une part, leurs rentes annulées, les droits et les produits divers qui se percevaient à leur profit comptés en recette par le trésor, de l'autre des crédits portés au budget pour l'exé-

cution des services qu'ils accomplissaient naguère avec leurs ressources particulières (1).

Faire apparaître en un seul document toute la fortune publique, la faire gérer par une seule méthode, la faire tenir dans une seule caisse, c'est de la centralisation au plus haut degré. Et l'esprit, s'il vous plaît, la conséquence finale de ces mesures si bien avisées? Serait-ce là simplement un progrès de méthode, une amélioration de mécanisme? Non pas, vraiment. Ces innovations touchent au fond des choses par un point capital où reparaît le communisme, et qui consiste en ceci : que l'état, réglant les dépenses des établissemens dont le budget se publie et se confond avec le sien, considère non leurs recettes, mais *leurs besoins*. Tel est le fait promis ou exprimé par cette centralisation. En voulez-vous la preuve? Vous l'obtenez en comparant l'allocation de crédit dont jouissent ces établissemens au montant de leur dotation primitive. Pour la Légion d'honneur par exemple, les crédits alloués en 1862 excèdent de 8 millions au moins le montant de ce qui était sa dotation. Quant à l'université, qu'est-ce que la rente de 400,000 francs, qu'est-ce que le produit des droits à elle propres, qui étaient toute la donation impériale, auprès du chiffre sans cesse grossissant de son budget, qui dépasse aujourd'hui 15 millions?

Je conviens que les communes et les départemens ont leur budget distinct, que du moins les recettes locales y sont affectées aux dépenses locales, et qu'il y a là l'apparence d'un cas où des besoins spéciaux ne sont satisfaits que dans la mesure de ressources également spéciales. N'allons pas croire toutefois que la centralisation ne soit pour rien dans l'organisation financière des localités.

Nous avons vu tout à l'heure le rôle du fonds commun; or le fonds commun est en grande estime auprès de nos financiers : c'est le procédé dont ils usent le plus volontiers. Fonds de non-valeurs, fonds des pensions et indemnités des administrations centrales, fonds des chancelleries consulaires, fonds du cadastre, tout cela est au régime du *fonds commun*. Il est vrai que tout cela n'est guère important, si l'on regarde à la colonne des chiffres. Il y a un sens toutefois à cette abolition des caisses particulières, à cette réprobation des recettes profitables seulement, soit aux localités, soit aux individus qui les fournissent. Il y a là une entente de l'équité, qui est d'attribuer à chacun, non la part que lui fait le hasard des circonstances, mais celle que réclament ses besoins. Ajoutons qu'en

(1) Voyez article 4 du budget des dépenses de 1830, loi du 2 août 1829, — article 50 du budget des recettes de 1832, loi du 21 avril 1832, — article 19 de la loi du 24 août 1833 portant règlement définitif de l'exercice de 1830, — article 17 de la loi du 9 juillet 1836 portant règlement définitif de l'exercice 1833.

certaines rencontres la pensée intime du *fonds commun* se dégage et s'exprime le plus nettement du monde.

On sait que nos lois de finances ont créé un fonds pour le dédommagement du contribuable qui justifie d'une perte de revenu; cela s'appelle le *fonds de non-valeur*, lequel se compose de centimes additionnels payés par les départemens au prorata de leurs facultés contributives. Or, il faut le remarquer, ce fonds ainsi fait profite aux départemens, non pas selon la part qu'ils y ont fournie, mais selon la gravité des sinistres qu'ils ont essuyés : destination qui, nonobstant quelques doutes et quelques résistances, lui fut expressément maintenue au budget de 1847. Il fut bien entendu que le « fonds de non-valeur (ce sont les paroles mêmes du rapporteur) est une association générale de bienfaisance, ayant pour objet d'exonérer de leur impôt ceux qui perdent leur revenu (1). »

Le fonds commun, principe s'il en fut, ainsi qu'on vient de le voir, fait quelquefois fonction d'expédient. On l'applique en passant aussi bien qu'à titre normal et permanent : ainsi vous le retrouvez dans la loi sur l'indemnité des émigrés; mais l'application la plus saillante qu'on en fait à ce titre est en matière de travaux publics, et remonte à certaines lois de 1839 et de 1841. Il s'agissait alors de faire de nouvelles routes, de creuser des canaux, d'améliorer nos ports, de perfectionner la navigation fluviale. Il faut voir comment procéda le gouvernement : s'adressa-t-il par hasard aux localités intéressées? Pas le moins du monde. Ces travaux s'exécutèrent aux dépens de la communauté tout entière; les fonds en furent faits au budget général de l'état. Or comment dénier le caractère de fonds commun à l'impôt qui, en fin de compte, soldait ces dépenses, à cette cotisation de tous pour subvenir à des améliorations, à des besoins plus ou moins locaux, plus ou moins collectifs? Si l'on nous dit que tous ces travaux avaient caractère de travaux publics et répondaient à des nécessités générales, qu'à bon droit dès lors l'état en fit son affaire, nous n'aurons garde d'en disconvenir; mais, notons-le bien, ailleurs on en juge autrement.

Certaines sociétés ne mettent en commun que les frais de défense et de répression. Adam Smith a fait la théorie ou plutôt le portrait de cet état social dans le chapitre, qui peut bien passer pour un livre, où il traite *des dépenses qui sont à la charge du souverain*. Est-il besoin de dire que les travaux publics ne figurent point parmi ces dépenses et constituent dans le livre comme dans le pays d'Adam Smith, non pas un département ministériel, mais une industrie, une exploitation particulière ou une dépense locale? C'est donc un trait spécial à notre pays que ce souci de gouvernement, cet emploi de

(1) Voyez le rapport de M. Magne sur le budget des recettes de 1847, p. 10 et suiv.

l'impôt en fait de travaux publics, en un mot cette notion compréhensive de l'intérêt général, des devoirs de l'état, des dépenses du souverain, qui embrasse tant de besoins et d'intérêts particuliers.

Dans tout cela d'ailleurs, rien de bien alarmant. Ce que nous avons voulu dire, c'est que le communisme est un élément entre autres de nos institutions, une des allures que prend volontiers la loi française. Il ne résulte nullement de l'exposé qu'on a lu qu'il en soit le principe unique et fondamental. A ce point de vue, notre société n'a rien de lamentable, et même il y aurait lieu de la congratuler. En effet, si quelque chose recommande et fortifie une société, c'est de pouvoir montrer à sa base des élémens nombreux et variés. Que de mérites dans ce seul mérite! D'abord elle ressemble à l'individu, elle répond et se proportionne à son objet, qui a toujours passé pour complexe et onduleux. Ensuite elle ne ressemble pas aux sectes dont la manie est de livrer tout à un seul principe; elle n'est ni saint-simonienne, ni icarienne, ni fouriériste. L'unité est le grand mal à éviter : c'était le mal de l'antiquité, frappant de décadence tantôt un peuple, tantôt un autre, pour abus de l'unique chose dont il vivait, théocratie ou démocratie. Il n'est pas de bonne chose, fût-ce la religion, dont ne périsse un peuple, si c'est là tout son régime. D'un autre côté, telle chose équivoque, prise à dose convenable, peut être d'un bon service social : voyez plutôt l'égoïsme, où manque la moralité, mais où abonde la force.

Il y a de bonnes raisons pour que la société ne supporte pas l'empire absolu d'un seul principe : c'est que l'homme, la substance sociale, n'est pas un. On vit bien quelque chose de tout autre dans l'antiquité : çà et là des pays purement démocratiques, d'autres purement sacerdotaux, quelques-uns au pouvoir d'une caste ou d'une dynastie. Plus néanmoins les sociétés se développent, plus vous y voyez paraître toute la nature humaine sous forme de droits plus étendus, de sentimens plus sympathiques, de travaux plus variés, de forces et d'aspirations nouvelles qui se tiennent en respect les uns les autres. Que ne découvre-t-on pas de nos jours? L'égalité devant la loi, la dignité du travail, l'homme sous le nègre, la richesse hors du sol, la Providence dans l'histoire, la tolérance et l'indifférence en matière de religion. Tel est le train immémorial du progrès, tel est le fonds d'équilibre et de variété qui s'établit sous ses pas. Une société en est-elle à ce point, la dernière aventure qu'elle ait à craindre, c'est l'invasion de quelque principe nouveau et absolu.

Ainsi un principe n'est point à répudier par cela seul que, dans sa plus grande élasticité, il confine logiquement aux abîmes. A cette épreuve, tous les principes sont mauvais, désastreux; la société aurait à se défier de toutes ses bases et ferait aussi bien de rentrer dans le néant. On sait parfaitement de quoi la démagogie, le despotisme,

la superstition sont les inconvéniens. Acceptons les choses dès qu'elles sont justes et utiles dans certaines limites, sans nous inquiéter de leur aptitude logique à franchir ces limites. Cette tendance est sans danger : la nature humaine, la jurisprudence sociale sont là, pleines de principes et de précédens qui feront place au nouveau-venu, mais sans abdiquer devant lui.

Qu'est-ce que viendrait faire la logique dans les choses sociales? La société n'est pas la science pour suivre partout où ils mènent, pour appliquer à outrance les principes qui la constituent. Comme ces principes sont divers, mais également nécessaires, il n'y a pas de science sociale, mais un art social, qui est de les faire vivre ensemble, émoussés les uns par les autres. Il est consolant, il est encourageant de penser combien l'on peut émettre de principes détestables et ineptes qui ne tirent pas à conséquence. Voyez *la loi des pauvres*, telle que nos voisins l'ont pratiquée si longtemps. C'était le droit à la paresse, dont ce pays toutefois n'a été ni énervé ni ruiné. Cette loi des pauvres, pour le dire en passant, est le communisme des Anglais, quelque chose, il faut croire, qui a sa place dans toute société : seulement chez eux le communisme est cantonné, concentré dans cette mesure, tandis que chez nous il se détaille et se répand un peu partout. A ce titre, il n'est pas plus alarmant ici que de l'autre côté de la Manche, il est même moins dispendieux; mais, comme il apparaît à chaque pas, il marque nos institutions d'un caractère très prononcé, très visible : on croit y apercevoir une façon toute particulière d'entendre la société.

IV.

La vérité est que parmi le peuple centraliste, avec cette idée du droit toujours présente, l'état, qui en est l'organe, se déploie à plus d'un titre, tantôt pour cause de police, tantôt pour le bien commun. De là tous les impôts et tous les services publics que nous avons énumérés tout à l'heure. Cela fait une société où le lien social est plus serré, soit par des bienfaits, soit par des contraintes.

Que voulez-vous? l'esprit français aspire à réaliser la loi morale tout entière, laquelle prescrit le bien et ne se borne pas à défendre le mal. Il a deviné Kant et sa fameuse théorie des devoirs de justice et des devoirs de vertu. Telle est l'insigne différence qui le sépare des races individualistes. Celles-ci ne vont pas abolir la morale et refuser cette âme à leurs institutions; mais elles la réduisent de moitié, ne mettant dans leurs lois que le précepte qui interdit la malfaisance. Voilà une différence fortement tranchée et qui paraît volontiers dans mainte application; mais, à tout prendre, la différence des choses ne répond pas à celle des instincts, et cela pour

plusieurs raisons. Il y a d'abord un certain fonds d'identité humaine qui supporte toutes les races; il y a ensuite et surtout les accidens historiques ou économiques qui viennent troubler le jeu des instincts et traverser la fructification des races.

Si deux nations, deux races différentes nous apparaissaient et pouvaient être étudiées au même âge de civilisation, avec la même histoire, au même degré de richesse, la différence des races éclaterait dans toute sa crudité; mais il n'en est pas ainsi : ces données extérieures sont variables et inégales, avec cet effet d'apporter quelque déviation ou quelque relief aux destinées qui semblent contenues dans le naturel des peuples.

Ce n'est pas la France qui la première abolit la traite des noirs et racheta ses esclaves : cet exemple nous est venu de l'Angleterre. C'est que la France, plus portée par son génie vers cette proclamation du droit humain, en était moins capable par son éducation. Quand l'Angleterre mit la main à cette œuvre, la main du second Pitt, elle était libre, depuis environ deux cents ans, d'une liberté politique et religieuse dont l'usage et l'abus, dont les convictions et les déclamations devaient cueillir plus tôt un fruit plus naturel peut-être au génie de la France. Plus âgée que la nôtre, la civilisation anglaise fut la première par cela même à rencontrer ce problème : un de ces cas où la serre vaut bien le climat.

La race individualiste a une autre chance, une autre manière de corriger son individualisme, qui est l'aristocratie. Comme elle est folle de son passé, parce qu'il est une partie d'elle-même, c'est son bon plaisir de conserver les traditions, les pouvoirs, les fortunes, les familles, qui lui représentent ce passé. L'Angleterre en use avec tout cela comme avec ses dynasties, gardant quelque chose du pouvoir féodal dans ses juges de paix et dans le droit d'aînesse, tout comme elle retient quelque chose du sang des Stuarts dans les Brunswick. De là une certaine élévation de l'individualisme.

Le degré de richesse où un pays est parvenu, quoique cette influence soit moindre que les influences signalées tout à l'heure, est à prendre en certaine considération. Vous verrez peut-être chez un peuple qui excelle à créer des capitaux un certain empressement vers les choses de philanthropie et de bien public : routes, écoles, hôpitaux. Il est assez naturel que les œuvres ressemblent aux facultés, il l'est encore plus que les enrichis s'assimilent, en faisant acte de patronage, aux riches et aux nobles.

C'est ainsi que l'individualisme se tempère parmi les Anglais sous des accidens faits pour l'ennoblir et l'épurer. Il arrive d'ailleurs en ce pays que l'état y acquiert par la force et la conspiration des choses tous les pouvoirs dont il se soucie le moins, et que la société lui refuserait, si elle était libre d'en user ainsi. Cela tient à une loi qui

s'applique partout, bien ou mal venue des peuples : nous retrouvons ici ce fait, un des plus généraux et des plus impérieux de l'histoire, que les attributions viennent à un gouvernement comme le progrès vient à une société. Rien ne se perfectionne dans les sociétés, en fait de politique, de morale ou de bien-être, qu'à la condition d'armer l'état, de développer et de détailler son personnage.

C'est fort bien fait à vous, peuple inventif et ardent, d'avoir de la monnaie de papier; mais laisserez-vous chacun battre cette monnaie comme bon lui semble? Laisserez-vous payer en papier les artisans, les ouvriers, toutes les classes humbles et ignorantes, qui sont hors d'état de refuser ou d'apprécier cette monnaie? « Je reconnais, dit lord Liverpool, que le papier de circulation d'une valeur élevée peut être très convenable pour mener à bien beaucoup de branches de commerce dans un pays aussi riche que la Grande-Bretagne; mais il est un genre de papier auquel je m'oppose de toutes mes forces, c'est celui qui prétend remplacer le numéraire, particulièrement dans le paiement des ouvriers, des artisans, des matelots, du soldat, et dans le moindre commerce de détail (1). »

Ainsi parlait cet homme d'état en 1819. Vingt-cinq ans après, sir Robert Peel réglementait les banques avec étonnement, avec indignation de ce que son pays eût supporté si longtemps les abus crians de leur liberté. Singulier peuple, pour le dire en passant, notre aîné, notre précurseur à ce point, qu'il corrigeait en 1844 les abus d'une chose dont nous avions à peine l'usage!

Un moment vint dans l'histoire de ce pays, une famine, où l'émigration coula comme un torrent. On sait que deux millions d'Irlandais s'expatrièrent aux environs de 1846, tandis qu'un million de leurs compatriotes se laissait mourir de faim sur place. On en était presque à ne plus comprendre la théorie de Malthus : il y avait plus de monde pour mourir et pour émigrer que pour naître; mais une chose fut admirablement comprise, c'est qu'il n'était pas permis d'abandonner ces émigrans aux entrepreneurs de transports, pour être traités comme des ballots, pour être arrimés comme des nègres, sans air, sans jour, sans pudeur, sans médecin, sans aumônier. Cette idée n'était pas supportable. La loi parut au milieu de ces rapports nouveaux, elle vint se mettre entre l'émigrant et le spéculateur; elle décréta un maximum de malaise et d'indécence qui ne put être dépassé. Du même pas, la loi descendit jusque dans les mines pour en chasser les femmes; elle avait déjà pénétré dans les manufactures pour y stipuler, pour y imposer des écoles, quoi qu'en eussent le père et le maître.

Ce pays exerce dans toute leur tension l'énergie des individus,

(1) *A Treatise on the coin of the realm*, p. 239.

l'énergie de l'association, l'énergie des forces naturelles; ce n'est pas pour négliger un instrument tel que la force des lois et de l'état. Il en fit un solide usage pour parer le coup du *blocus continental*, ayant désormais à se nourrir lui-même, à se convertir en champ de blé, en manufacture de céréales. Alors fut ouverte, sous l'autorité de la loi, une immense expropriation, celle de tous les biens communaux qui étaient des pâturages, puis celle de tous les droits de pâturage qui existaient sur les biens des particuliers. Dans cette prairie qu'est l'Angleterre en vertu de son climat, c'était une grande opération. Y déclarer expropriable ou rachetable tout ce qui était pâturage était à peu près de même conséquence que si l'on eût institué parmi nous le rachat de tous les baux à métairie qui cultivaient la France, et cela pour passer à une culture meilleure, plus avantageuse au pays, aux propriétaires. Cette grosse affaire fut traitée par les Anglais avec la véhémence qui les distingue. On ne vit partout que défrichement, ce que Mac-Culloc appelle *agricultural mania;* nullement un caprice, quoi qu'il en dise, mais le sentiment d'un besoin public et impérieux, une spéculation utile à tout le monde. Ce fut l'effet des *inclosure-bills*, ainsi nommés, parce que la clôture était l'obstacle au parcours du bétail, la prise de possession, la marque et la garantie de l'appropriation agricole.

On voit comment il peut arriver que les races les plus diversement douées se touchent par quelque côté, — soit que les défauts de l'une portent en eux-mêmes un certain correctif, tandis que les qualités de l'autre n'ont pas eu l'éducation voulue, — soit que la race éprouve dans ses défauts comme dans ses dons l'influence des institutions, celles-ci à leur tour fondées ou dominées par les événemens. Il en est des peuples comme des individus, subissant non-seulement leur naturel, mais leur condition, l'empire des circonstances où ils vivent; le naturel des peuples, si prononcé qu'il soit, ne fait pas à lui seul toute leur destinée. On a ses instincts sans doute, mais on a son histoire, son éducation. Un passé qui consacre et oblige les classes supérieures, une liberté qui a cultivé toutes les classes dans leurs sentimens et leur intelligence, un sentiment religieux entre autres, plus sincère et plus persistant, entretenu qu'il est par de libres controverses, voilà des influences qui élèvent une nation au-dessus d'elle-même, au niveau des mieux douées. La liberté et la religion ont cela de grand qu'elles tirent l'homme de sa routine et lui posent des problèmes au nom du bien public, au nom d'une autre vie. Quand on est interpellé de la sorte, il faut bien un jour ou l'autre, si peu qu'on y soit porté, à travers les ennuis et les aspérités du sillon que l'on trace, lever les regards vers la patrie et vers le ciel.

Une race individualiste avec les difficultés de tout ce qu'elle veut

faire, avec l'imperfection naturelle de ce qu'elle a déjà fait, ne peut donc manquer, quoi qu'elle en ait, d'employer et de déployer l'état; mais, de son côté, un peuple centraliste, socialiste, ne saurait faire abstraction de l'individu et sacrifier tout à l'état. Il faut être une secte pour abandonner à l'état la production, le sol, le jugement des capacités, la répartition des tâches, ou même, sans aller si loin, certains monopoles tels que les chemins de fer et l'émission de la monnaie de papier. Quand un peuple a une telle idée, un tel souci du droit, qu'il va jusqu'à considérer la société comme un être qui a des droits, est-ce qu'il pourrait négliger les êtres réels et palpables, les individus, qui sont la substance sociale? Vous verrez au contraire ce peuple compter et respecter comme il faut l'individu, à l'occasion même le restaurer : un détail que vous trouverez tout au long dans la déclaration des droits de l'homme de 91, et qui a passé presque mot pour mot dans toutes nos chartes ultérieures; mais nos lois criminelles portent entre toutes la marque de ce progrès. Il faut bien croire que la France moderne a retrouvé les titres de l'individu, quand on la voit se purgeant tout ensemble et des tribunaux révolutionnaires et de la justice d'autrefois, qui, pour le dire en passant, leur avait servi de modèle.

Rien ne juge le passé, rien ne classe les régimes comme ceci : les temps nouveaux, à l'heure où ils étaient ivres de périls et de rage, trouvèrent une cruauté suffisante dans le droit commun, dans les procédés réguliers de ce qui osait s'appeler, il y a quatre-vingts ans, justice et magistrature. Le général Houchard fut jugé et condamné absolument comme l'avait été le général comte de Lally-Tollendal trente ans auparavant. Même sans-façon dans les deux cas. 93 n'imagina de mieux que l'ordonnance criminelle de 1667, laquelle, il est vrai, refusait aux accusés un défenseur, un public, la confrontation des témoins, tout enfin excepté la torture. Comment aggraver cette œuvre de Pussort, tellement conçue que, selon la jactance de l'auteur, *le procès pouvait être fait et parfait à un accusé dans les vingt-quatre heures?* Une perfection, vous entendez bien, qui était de pendre son homme.

On tient aujourd'hui que l'accusé doit être écouté, défendu, pesé publiquement et contradictoirement avec tout ce qui le charge, la société elle-même intervenant, quand la chose en vaut la peine, par cette délégation qu'on appelle le jury. Voilà en vérité des façons nouvelles où l'on voit clairement que l'individu est estimé à sa valeur, et que la société n'est plus l'absorbant qu'elle était autrefois.

Quant aux droits du citoyen, quant à la liberté politique, rien ne découle plus directement du naturel d'un peuple qui est particulièrement sensible à l'idée du droit. Le moyen en effet de mettre le

droit dans les lois, c'est de mettre la nation dans la législature. Autrement la loi serait le caprice, le bénéfice d'un homme ou d'une classe, en un mot l'arbitraire, ce qu'il y a de plus opposé à l'idée de droit. Parlant de liberté politique, je trouve superflu, pour ne pas dire mieux, de m'arrêter à ce point de vue du droit; il me répugne de prouver que la liberté est un droit français. Entamer à ce propos une discussion régulière, il me semble que ce serait mettre en compromis et en arbitrage l'honneur de la nation. Tant pis pour qui demande ici une démonstration : elle lui serait donnée qu'il ne la comprendrait pas. La liberté ne se prouve pas plus que le soleil. Laissons là les espèces qui ne la voient pas.

Au surplus, il y a bien d'autres légitimités, bien d'autres nécessités pour charger telle nation de son propre gouvernement. La liberté est chose qui arrive, qui s'impose d'elle-même dans une société progressive; c'est l'hygiène ou plutôt la santé des nations adultes. La civilisation fait la liberté, quand elle n'en vient pas; la liberté est l'achèvement logique d'une nation policée, une tête qui pousse d'elle-même à tous les développemens de vie et d'organes que suscite le progrès. Quand un peuple prend possession de la nature, quand il excelle à constituer des mandataires, à créer partout des pouvoirs (ce qui est le fait de l'association), comment les pouvoirs publics, le mandat politique, resteraient-ils en dehors de ses prises et de son contrôle?

L'ascension politique est inévitable parmi des hommes parvenus à ces conquêtes, nantis de ces instrumens. L'activité et la puissance des esprits, par où ils se répandent en maîtres sur le monde physique et économique, ne peut les laisser en dehors du monde officiel, c'est-à-dire en dehors d'une sphère où habitent des influences qui peuvent leur être soit des auxiliaires, soit des ennemis. En même temps qu'un pays est entraîné vers la chose publique par toutes les forces qui lui viennent, celle-ci, par cela même, ne peut être la chose d'un homme. Les pouvoirs publics perdent non-seulement le droit, mais la faculté d'être absolus. On peut bien dire dans le sens fiscal qu'*où il n'y a rien, le roi perd ses droits*. Il ne les perd pas moins (je parle du roi absolu) où il y a cette accumulation de trésors qui distingue un grand peuple. Comment tant de lumières générales, de connaissances positives, de combinaisons, de conduite apprise, de raison et de moralité publiques, pourraient-elles tenir dans la main d'un homme? Où est l'homme assez grand pour conserver sur la société de nos jours les proportions de supériorité que Charlemagne, Henri IV même, avaient sur leurs contemporains? Il n'y a aucune raison de croire que la nature soit épuisée de grands hommes. Pourquoi donc aurait-elle renoncé à ce produit quand elle ne cesse d'ailleurs de s'épancher en créations immondes et serviles?

Seulement voici ce qui arrive : elle laisse aux grands hommes un rôle moindre dans une société agrandie et développée; elle diminue même leur prestige dans un milieu où ils n'ont plus le même relief et ne paraissent plus avoir la même taille. Le colosse n'est plus de notre temps, faute de nains. Le chœur est un personnage à proportions croissantes dans le drame des sociétés modernes. Il y a des batailles gagnées, des conquêtes et, je crois même, jusqu'à des découvertes scientifiques sans nom d'auteur. Quant aux ouvrages d'esprit, les plus originaux doivent tout à tous, et je trouve plaisant ce domaine public de s'ériger en propriété, en héritage surtout. L'humanité n'a plus de maîtres, à peine des chefs : voilà le fait.

Cependant il faut noter ici une différence de quelque portée entre l'individualisme et le centralisme, qu'on me passe le mot. Le peuple individualiste aboutit tout d'abord et nécessairement à la liberté politique. Il n'est pas en lui d'obéir à une loi qu'il n'a pas faite lui-même ou par ses représentans; l'idée qu'il a de sa souveraineté le conduit invinciblement à cette forme ou plutôt à ce fond de gouvernement. Comme il lui en coûte d'obéir, au moins veut-il être le dispensateur de son obéissance, créant lui-même les pouvoirs et concourant aux lois qu'il subit. Il a une objection péremptoire contre les meilleures lois, s'il ne les a point faites, et contre la meilleure politique, dès qu'elle lui est imposée. Bref, il aime la liberté pour elle-même et n'aime rien sans elle. Quant au peuple centraliste, encore qu'il aspire à la liberté, il est susceptible, chemin faisant, de quelque distraction. Ce goût de justice et de grandeur morale dont il est possédé est surtout l'impatience et le dégoût des gouvernemens iniques ou simplement défectueux, vulgaires, par où il arrive à tolérer les gouvernemens qui ne se détournent pas des grandes vues et des grandes choses, encore que la liberté n'y ait pas toute sa place, et à les supporter plus ou moins longtemps pour ce seul mérite.

Reste une question délicate, scabreuse. Quelle est la meilleure à tout prendre de la tendance anglo-saxonne ou de la tendance latine, telles qu'on vient de les caractériser? Rien n'est moins clair, quelque soit à cet égard le préjugé, que je tiens d'ailleurs pour très généreux et très opportun. Être libre comme l'entend l'Anglo-Saxon, c'est n'obéir qu'à soi-même, c'est s'affirmer soi-même et tout entier, y compris l'égoïsme. Être centralisé et gouverné ainsi que les races latines y consentent, c'est obéir à la règle, à la loi morale, c'est prendre hors de soi son idéal et son impulsion.

Il n'est pas de peuple ainsi fait qu'on y obéisse, chacun et dans chaque cas particulier, spontanément, aux préceptes du droit. Une telle supériorité n'existe pas d'un peuple sur un autre, ce n'est point là ce que nous entendons par le goût du droit inné chez un peuple. Il peut arriver cependant qu'une race n'ait pas d'objection absolue

contre un ensemble de lois destinées à la police universelle de l'égoïsme, à l'observance détaillée de la loi morale. Tel est, parmi les nations, l'effet d'une idée du droit plus lumineuse, d'une ardeur vitale et animale moins exubérante. Cette race a quelque chose de remarquable en ce sens que, si elle n'obéit pas au droit plus volontiers qu'une autre, elle se laisse plus volontiers imposer cette obéissance. Égoïste dans le présent et dans la pratique, ce qui est l'infirmité incurable de l'homme, elle ne l'est pas en principe, c'est-à-dire à l'encontre des lois qui règlent l'avenir et l'ensemble des choses, qui la toucheront peut-être, mais qui ne la touchent pas encore.

Il vous semble peut-être que cette race est subalterne et disgraciée, que le grand côté de l'être humain est le don de voir et d'agir par lui-même, tandis que tout le reste obéit aux lois de la végétation et de l'instinct, que plus nous conservons dans l'état social notre individu libre et intact, plus nous abondons dans notre nature et dans notre supériorité. A cela je réponds qu'il faut se rendre compte de toute notre nature et démêler au juste le dernier terme de cette supériorité. Tout comme l'être humain se distingue des plantes et des animaux par l'impulsion spontanée dont il porte en lui le principe, de même il se distingue de ses semblables par la qualité de ses impulsions, qui paraît surtout dans la quantité des lois, celles-ci abondantes comme celles-là sont généreuses, car les lois seules, par la force qui est en elles, peuvent mener ou plutôt entraîner à leur fin les meilleures impulsions, qui ne sont après tout, dans une espèce foncièrement égoïste, que simple tendance, simple velléité.

Ce qui masque cette vérité, c'est que les peuples amplement gouvernés n'ont pas constitué d'une manière expresse leur gouvernement dans ces proportions et à ces fins salutaires. Il vous semble peut-être qu'ils subissent cette plénitude de gouvernement, qu'ils ne l'ont pas voulue, et qu'on ne peut leur imputer à mérite une soumission qui n'est pas volontaire. Cela est vrai dans beaucoup de cas: les gouvernemens s'imposent et se développent en vertu de l'égoïsme humain, qui ne leur fait pas défaut; mais le bien public, dont ils usent comme d'un prétexte, est leur véritable raison d'être et de grandir. Ne croyez pas qu'ils se feraient supporter, s'ils n'étaient bons qu'à eux-mêmes. Un abus aussi ancien que le monde n'est pas purement un abus. Se nourrissant peut-être de pensées égoïstes, les gouvernemens ne vivent que par l'illusion qui les prend pour une magistrature, pour une fonction. D'ailleurs *illusion* n'est pas le mot; les pires gouvernemens tiennent la place qu'occuperaient à leur défaut tous les vices et tous les crimes déchaînés, l'anarchie en un mot. César Borgia ne souffrait dans ses états d'autres voleurs et d'autres empoisonneurs que lui-même, d'où il suit qu'un peuple étendant volontiers la sphère du gouvernement croit peut-être

étendre par là l'observance de la loi morale, et ne fait pas nécessairement preuve de servilité.

On ne peut bien juger de tout cela qu'au moyen d'une hypothèse, l'histoire, la réalité manquant. Il faudrait supposer des hommes indépendans et égaux délibérant sur la convenance de se soumettre à un gouvernement. Il est clair que le triomphe du bien serait cette soumission, et que les opinans pour l'affirmative seraient supérieurs en lumières et en vertu aux partisans de la négative. Supposez qu'on se demande aux États-Unis s'il convient de faire des lois sur la propriété, sur la banqueroute, sur les abus de la concurrence, sur la répression et la police des voies de fait. Est-ce que la supériorité morale ne serait pas avec ceux qui encourraient cette sujétion, qui abdiqueraient leur indépendance au profit de la justice et de la vérité, qui voudraient un organe, une force extérieure à l'appui de ce qu'ils ont dans l'âme, de ce qu'ils confessent, tout en le sacrifiant à chaque pas, pour le droit et le bien public?

Donc il y a question. On peut se demander laquelle est supérieure de la race qui porte en elle une passion d'indépendance, de libre déploiement physique et moral, ou de la race animée d'un goût de justice et de vérité, lequel autorise ou subit volontiers un grand essor de législation et de gouvernement; l'une où prédomine l'idée du droit poussé jusqu'à l'égoïsme, l'autre avec une telle idée du devoir que l'individu pourrait bien arriver à l'effacement et à l'abdication.

Comme on ne gouverne les hommes que sous une étiquette et même avec un certain fonds de justice, on pourrait dire que la grandeur d'un peuple ne se mesure pas à ses goûts d'indépendance, mais à ses aptitudes gouvernables,... moyennant toutefois qu'il soit son gouvernement à lui-même. Voilà une solution, mais non celle du problème qu'on posait tout à l'heure, car cette solution ajoute à l'essence de la race latine la condition du *self government*. Or, pour continuer le parallèle entre les deux races dans des termes équitables, il faudrait prendre l'anglo-saxonne à ce degré d'éducation où elle subit toute la plénitude de gouvernement voulue par les nécessités modernes. On se fait trop beau jeu, on commet une naïveté, quand on compare les qualités de la race à laquelle on appartient aux vices de l'autre race, ou plutôt quand on considère l'une dans toute la maturité dont elle est capable, prenant l'autre dans son état de verdeur et de crudité. Le fait est que les races latine et anglo-saxonne sont chacune incomplètes : chacune du moins a des tendances qui, prises au mot et poussées à bout, vont droit à l'excès, à l'abîme.

Êtes-vous de ceux qui ont une objection innée contre toute discipline, contre le gouvernement en général? Il n'y a pas lieu de triompher. Sachez bien que vous avez là le fonds d'un sauvage, le fonds de ces peuplades qui guerroient comme nous chassons, faisant de

leur ennemi une proie, un gibier, où l'on tue son vieux père d'un coup de massue, où l'on tue sa femme de travail, où l'on se tue soi-même d'eau-de-vie. Regardez-vous bien; c'est votre caricature qu'on vous montre là, c'est-à-dire la figure que vous pourriez faire en livrant à toute leur saillie les traits de votre naturel. Voilà ce que c'est que l'indiscipline et la souveraineté des instincts, — l'individualisme, puisqu'il faut l'appeler par son nom!

Maintenant êtes-vous de ceux qui conçoivent par-dessus tout la règle, qui pratiquent volontiers l'obéissance? Triste condition! Vous voilà semblables à ces troupeaux asiatiques qui se croient des hommes sur certaines apparences, mais qui ne le sont pas, vu qu'ils obéissent à un homme. Allez paître en Orient. Je sais bien que l'Orient croit obéir à des pouvoirs divins en obéissant comme il fait, ce qui sauve sa dignité. Cependant l'homme disparaît et s'abîme en face de Dieu tout comme sous le poids des instincts brutaux. Le maître qui vient à lui comme délégué d'en haut l'accable, l'annule. A cette école, nous désapprenons notre jugement, notre volonté, nos ressorts individuels et cette faculté de progrès qui distingue les sociétés occidentales de celles du castor, de l'abeille, de la Chine.

On voit quel est le problème : il s'agit de constituer des pouvoirs publics, mais qui ne soient ni à base divine ni d'un seul homme. Dans le premier cas, c'en est fait de l'humanité; dans le second cas, il y va de l'honneur. Cela revient à dire que la liberté politique est tout, mettant l'homme sous l'empire du droit exprimé par des pouvoirs nationaux, et néanmoins le laissant en possession de tout son individualisme pour instituer et pour juger ces pouvoirs, ces organes du droit.

V.

Nous ne croyons pas en tout ce qui précède avoir commis de digressions et prodigué les détails inutiles. A tout hasard, nous ferons bien de revenir sur nos pas et de rassembler la preuve que nous avons voulu faire, éparse qu'elle est en bon nombre de détours et d'embranchemens. Il s'agit de savoir si la France est ce que nous la voyons, c'est-à-dire moins entreprenante et moins active que telle autre nation par le fait de ses maîtres, qui l'auraient toujours serrée de trop près, comblée de tutelles et de disciplines, — ou bien si elle est ainsi naturellement, par où elle mérite un gouvernement d'une étendue et d'une sollicitude inconnues ailleurs.

La question est des plus graves, car si nous sommes la créature de nos institutions, défectueux comme nous le reconnaissons à certains égards, impropres comme nous le paraissons à une liberté stable et régulière, il faut réformer nos institutions; il faut jeter

bas surtout celle qui semble la plus coupable en tout ceci, la centralisation, et répandre la souveraineté à travers le pays, parmi des localités et des corps dont chacun en aura sa part; il faut enfin créer une organisation de pouvoirs parfaitement dissemblable de celle qui nous a surchargés de règlemens et qui nous a énervés par cet excès, par cette surabondance. Toutefois, avant d'en venir là, ce qui est un grand parti, sachons bien ce que nous sommes, au plus profond de nous-mêmes, comme race et comme nation, dans les vices et dans les qualités qui nous constituent. Quand nous aurons reconnu en son gîte et en son essence le naturel français, nous saurons peut-être quelles sont les choses dans notre destinée qui proviennent de ce fond, qui ne peuvent être imputées à la violence ou au caprice, et qui ont le droit de persister.

L'inconvénient de cette étude, répandue à travers un champ d'observations immense et variable, où abondent les anomalies, où la règle et l'accident ne sont pas faciles à démêler, c'est le vague, l'arbitraire. Rien de hasardeux en de telles données comme une proposition générale. Les époques se contredisent, et non-seulement les époques, mais les classes, mais le nord et le midi, sans parler de tant d'autres diversités qui se disputent un peuple, un grand peuple surtout, largement étalé dans le temps et dans l'espace. Est-ce à dire que l'on soit réduit en cette recherche à de pures allégations, sans preuve possible, et que notre unique ressource soit d'interpeller les souvenirs et la conscience de chacun, qui répondront capricieusement tantôt *oui*, tantôt *non?* Je ne le pense pas. Les qualités fondamentales d'une nation, si profonde qu'en soit la source, si confus qu'en soit le développement, paraissent dans ses mœurs et dans son histoire. Ces qualités ont leurs produits distincts, reconnaissables à ce signe que les institutions n'y sont pour rien et qu'ils éclatent en des choses impénétrables au législateur, auxquelles les gouvernemens n'ont pas touché, n'ont pas même songé.

Regardez donc la France avec ses deux traits, ses deux organes pour ainsi dire : universalité de la langue, contagion de l'idée! Vous ne direz pas que ce sont les gouvernemens qui construisent de telles grammaires, qui allument un tel prosélytisme. Nous sommes donc en droit d'interroger ces faits, d'en chercher le principe, qui ne peut être que l'esprit même de la France, pour appliquer ce principe, une fois découvert, au problème qui nous arrête.

Or ce qui fait une langue universelle, c'est une nation sociable. Une langue ne parvient à cette fortune que pour s'y être préparée par un certain commerce des classes, des partis, des sectes, des écoles, cultivant un lien, conservant un attrait dans leur diversité même, et créant sous cette influence un instrument d'échange intellectuel, une monnaie d'esprit propre à tous les usages et à tous

les peuples. La sociabilité! nous tenons là, et pour l'avoir trouvé à sa place, un trait essentiel de la France. Or ceci tout d'abord ne nous explique pas mal pourquoi nous sommes tant gouvernés : c'est que nous sommes gouvernables, et cela par ce besoin de discipline qui caractérise toute relation, toute agglomération humaine, besoin d'autant plus impérieux, discipline d'autant plus serrée que la relation est plus multipliée, l'agglomération plus dense et plus nombreuse. Plus les égoïsmes que nous sommes se touchent de près, se rencontrent souvent, plus ils ont besoin de répression.

Telle sociabilité, telle réglementation : les deux choses vont ensemble, celle-ci proportionnée de tout point à celle-là, et naturellement fort abondante parmi nous. Ainsi à ce titre déjà nous sommes une race destinée à une certaine ampleur de gouvernement. Toutefois l'esprit de la France ne la soumet pas moins à cette conclusion que son humeur ne l'y incline. Comment aurions-nous cette idée contagieuse qu'on nous connaît, si cette idée n'était générale? Et d'où viendrait cette généralité, si ce n'est d'un esprit philosophique? Faites un pas de plus, et vous verrez que cet esprit, se donnant carrière dans la cité, y voudra mettre la justice comme le rapport essentiel des hommes, par où il arrive tout droit à l'emploi de la force contre les égoïsmes, au déploiement de l'état contre les individus. Dieu me garde de surfaire et de flatter les gouvernemens! Ils sont égoïstes, eux aussi, mais hypocrites. Voilà leur supériorité sur l'individu, lequel est tout à la fois égoïste et cynique. Hypocrisie oblige : les gouvernemens, dans l'exercice de leur rôle, disent des choses que les peuples finissent par penser, avec certaines conséquences pratiques.

D'ailleurs, il ne faut rien outrer, les gouvernemens ne sont pas et ne peuvent être de simples masques à maximes édifiantes, à proverbes instructifs. Leur rôle finit par entrer en eux et devient à certaines heures une conviction. Quand il n'est personne qui n'emprunte quelque chose, et quelque chose de bon au métier qu'il fait, au corps ou à la caste dont il est membre, à l'atmosphère enfin qu'il respire, pourquoi l'homme d'état resterait-il purement homme, c'est-à-dire égoïste? On a la preuve que le cardinal Mazarin, qui prenait de toutes mains, pensait parfois au bien public : sa correspondance en fait foi pendant les négociations du traité de Westphalie. Quand on découvrirait quelque chose de pareil sur le cardinal Dubois, cela ne m'étonnerait pas. Personne n'est à l'abri de sa conscience, non-seulement pour ce qu'il a fait (c'est le cas bien connu du remords), mais pour ce qu'il doit faire. Il est aussi difficile aux gouvernemens d'être égoïstes que d'être fainéans, en France surtout depuis 89. Il faut bien qu'ils agissent. Or ils ne peuvent se défendre de mettre çà et là dans leurs actes quelque chose de ce qui devrait en être le fond

permanent, et de céder à quelque tentation de bien faire dans l'occasion incessante qu'ils en trouvent sous leurs pas.

Ainsi tout n'est pas illusion dans cet instinct français qui confie beaucoup d'attributions et qui demande beaucoup de services à ses gouvernans. Au surplus, quelle que soit la valeur intrinsèque et morale des pouvoirs publics, comme ils sont la seule force connue à l'appui du droit, la France, de l'humeur philosophique dont elle est, doit faire tout ensemble de grandes applications de droit et de gouvernement. Par ce tour d'esprit comme par la sociabilité qui abonde dans son tempérament, c'est une race où le règlement prospère à souhait, où les disciplines sont souffertes et même invoquées. Il n'en faut pas plus pour mettre à néant la doctrine, l'hypothèse qui fait naître tout cela d'une pure invasion, d'un pur caprice officiel.

Ici donc la race peut être comptée comme une explication, et nous en avons fini avec notre sujet. Il nous reste seulement à prendre certaines précautions pour marquer la limite de ce que nous admirons dans ce que nous expliquons. Ceci est capital. Nous ne saurions trop dire combien la race est à reprendre en certains côtés de la tendance que nous avons décrite. Le plus difforme, le plus monstrueux, est le préjugé qu'elle entretient en faveur du pouvoir exécutif comme gardien exclusif de l'ordre. Elle ne sait qu'une chose en ses alarmes, qui est de lâcher tous ses droits pour armer le pouvoir exécutif contre le citoyen et aux dépens du citoyen : aberration encore plus qu'exagération, car on ne peut trop aimer l'ordre. A cet égard, la race qui porte en elle le sentiment du droit est bien inspirée et fidèle à elle-même. La bévue est d'oublier : — premièrement, que l'arbitraire est un des ennemis de l'ordre, un ennemi qu'il a fallu détruire, contre lequel ont été faites certaines révolutions; — ensuite, que la représentation de tous les droits et de tous les intérêts est l'ordre même dans sa notion la plus haute et la plus sûre; — enfin, que, pris matériellement et considéré dans la rue, l'ordre est gardé par la loi, par le droit commun, même en pays libre, et peut se passer de dictature, d'arbitraire.

Après cela, c'est à peine s'il faut noter dans la race latine et centraliste quelques dépravations de détail qui y sont inhérentes, la police tracassière non moins que protectrice, la formalité tournant à la minutie et à l'entrave. Peut-être même vous plaira-t-il de blâmer les assistances pécuniaires de l'état, défrayées qu'elles sont par l'impôt, ou tout au moins d'admirer médiocrement ce bienfait qui est de prendre aux uns pour donner aux autres, sans qu'il soit même bien établi que les uns soient les riches et que les autres soient les pauvres.

Trop de règlement, trop de pouvoir exécutif, voilà le vice, je di-

rais volontiers la souillure du régime et de l'esprit français. Ceci nous ramène à cette question des pouvoirs locaux, qui n'est pas seulement le prétexte des développemens qu'on vient de voir. Convient-il, dans un pays ainsi fait, d'instituer des pouvoirs locaux quasi-souverains, à grandes attributions? Rien ne serait plus hasardeux, car le vice de ces pouvoirs est justement celui qui foisonne déjà dans la race, la manie de gouverner outre mesure, la passion de réglementer à l'infini. C'est en effet l'aptitude et le bon plaisir des petits états d'abuser du gouvernement. Une commune livrée à elle-même, c'est une coterie souveraine enfonçant toutes les épingles de sa colère dans la vie de ses ennemis, de ses voisins. Dévote, elle tiendra le juron pour un cas pendable, ainsi que cela s'est vu parmi les puritains du Massachusetts. Envieuse, elle fera des lois somptuaires. Chargée de population, elle fera des règlemens contre le mariage, comme dans tel canton suisse ou dans telle principauté allemande. Industrielle enfin, elle inventera ou plutôt elle a inventé les jurandes et les maîtrises : on sait que ce beau régime est né dans les communes du moyen âge. Cette tyrannie imposera ou défendra mille petites choses : or la vie journalière en est tissue et composée. Elle aura de plus le pouvoir de se faire obéir dans ce champ clos où chacun vit sous l'œil de chacun. C'est de l'histoire que ceci, même aujourd'hui, même en France, où tantôt un règlement d'octroi, tantôt un arrêté de police municipale est annulé par un ministre, rejeté par un juge. Nos communes s'emportent, même sous l'œil de l'autorité centrale : que feraient-elles donc dans leur force et dans leur liberté?

Telle est l'essence des pouvoirs locaux; or la race latine a tout ce qu'il faut pour en abuser, tandis qu'il n'est pas clair qu'elle porte comme un fruit naturel l'ardeur et l'audace des efforts privés, des entreprises individuelles. Dans ces données, l'état se relâchant, on peut prévoir une de ces deux choses, peut-être toutes les deux : inertie chez les individus, faute de stimulant officiel; excès parmi les autorités locales, faute de surveillance officielle. Encore une fois, ce qu'il nous faut, c'est la liberté politique, c'est-à-dire un gouvernement riche d'attributions, mais national en ses origines et en ses contrôles, où les faiblesses de la race trouvent leur renfort, ses travers leur discipline, ses rares qualités l'exercice politique et administratif, où enfin tout est debout, tout est sauf, y compris l'honneur.

DUPONT-WHITE.

LE

ROI GEORGE DE PODIEBRAD

ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE BOHÊME

II.

LA LUTTE DU ROI DE BOHÊME ET DU SAINT-SIÉGE.

I.

La Bohême avait élu son roi (1); ce n'était que la moitié de sa tâche. Ce roi, désigné aux vœux de la patrie par de si sérieux et de si éclatans services, était sorti des rangs du peuple. On l'avait préféré aux parens du souverain qui venait de mourir, à l'empereur, au roi de Pologne, au duc de Saxe, aux électeurs et aux margraves, à toute cette féodalité germanique aussi avide que hautaine; il fallait maintenant lui assurer sa place au sein de la hiérarchie impériale. Les états de Bohême et le nouveau roi s'empressèrent de notifier l'élection aux princes de l'empire. Si la joie était vive dans la plus grande partie de la Bohême, les nouvelles de Prague excitèrent un sentiment bien opposé dans les cours allemandes. Excepté Mathias Corvin, chacun se sentit blessé. L'empereur, selon sa coutume, affecta une parfaite indifférence; mais le duc d'Autriche, son frère, incapable de contenir sa fureur, se vengea immédiatement sur les amis de George Podiebrad qui se trouvaient à la portée de ses coups. Podiebrad avait des alliés en Autriche; ils furent arrêtés et jetés en prison comme ayant contribué à la mort de Ladislas. Les deux ducs de Saxe, Guillaume et Frédéric, adressèrent une protestation au

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

pape, à l'empereur, à tout le collége des électeurs, demandant que la cour romaine ne permît pas le couronnement du *vieil ennemi de la foi catholique*, et que les électeurs ne l'admissent point parmi eux. Le margrave de Brandebourg, Albert-Achille, un des personnages les plus considérables de l'époque, avait signé avec eux cette protestation menaçante. En même temps une résistance tumultueuse s'organisait dans les états qui reconnaissaient la suzeraineté du royaume de Bohême; ces *pays de la couronne*, comme on les appelait (*kronländer*), c'était la Moravie à l'est, la Silésie au nord, deux contrées slaves à l'origine, mais envahies par l'élément germanique, et où les dissidences religieuses se compliquaient de violentes haines nationales. On sait que les Allemands du xve siècle, ceux-là mêmes qui devaient, soixante ans plus tard, se lever si impétueusement aux cris de Luther, les Allemands de la Saxe, de la Thuringe, du Brandebourg, partageaient toutes les passions de l'Autriche et de la Bavière contre le chef des hussites. C'étaient ces Allemands, devenus les maîtres en Moravie, en Silésie surtout, par la supériorité de la culture morale et l'avantage de la richesse, qui préparaient une insurrection contre le roi George.

La situation était grave; George, appuyé sur son peuple, fit face à tous les périls avec autant de calme que de résolution. Les Bohémiens, on l'a vu, étaient accoutumés à paraître dans les parlemens; les grands colloques publics ne les effrayaient pas plus que la mêlée des champs de bataille. Le roi envoya de tous côtés ses orateurs, et comme ces braves gens avaient le droit de parler en leur nom aussi bien qu'au nom de leur élu, c'était vraiment la Bohême qui se levait avec eux, revendiquant son indépendance à la face de l'empire. L'affaire la plus urgente était d'arrêter la sédition dans les pays de la couronne : les députés bohémiens réussirent à diviser les Allemands et les Slaves à la diète de Moravie, si bien que les Slaves, sous certaines conditions, et malgré les colères des Allemands, promirent d'assister au couronnement du roi. Avec les Silésiens, les envoyés de George s'appliquèrent surtout à gagner du temps, et la Silésie en effet résolut d'attendre la décision du saint-siége; les esprits se calmaient, excepté dans la ville de Breslau, où la haine des hussites était entretenue depuis bien des années par des prédicateurs fanatiques. Le roi se réservait d'aller châtier ses ennemis dans Breslau même aussitôt qu'il porterait la couronne. En ce moment, ses affaires réglées ou à peu près, ayant reçu d'ailleurs quelques bonnes paroles du légat du pape, le cardinal Carvajal, il avait hâte de procéder à la cérémonie du couronnement.

C'était l'archevêque de Prague qui couronnait les rois de Bohême; or on sait que depuis plus de vingt ans il n'y avait pas d'archevêque à Prague, le prélat nommé par les hussites, maître Rokycana,

n'ayant pas encore pu se faire instituer par le pape. George s'adressa aussitôt à Mathias Corvin et le pria de déléguer pour cette cérémonie du sacre l'archevêque-primat de Hongrie. George était alors en bonnes relations d'amitié avec le jeune Magyar; qui aurait pu prévoir, à ce début des deux règnes, que le fils de Hunyade serait un jour le plus implacable ennemi du roi de Bohême? Leur rôle n'est-il pas semblable? Ne sont-ils pas exposés aux mêmes périls? ne sont-ils pas l'un et l'autre de glorieux parvenus en présence d'une féodalité altière? N'est-ce pas George de Podiebrad qui, dès le lendemain de la mort de Ladislas, donne la liberté à Mathias Corvin, lequel, emprisonné d'abord en Autriche après l'exécution de son frère aîné, venait d'être transporté de la prison de Vienne à la forteresse de Prague? George, qui sent bien que la Hongrie doit marcher de front avec la Bohême dans la lutte contre l'empire, délivre le fils d'Hunyade, s'unit à lui par les liens du sang, lui donne sa fille en mariage, et le renvoie en Hongrie, plein d'ardeur et d'enthousiasme. Hélas! de mauvais jours viendront, ces belles heures seront oubliées; Mathias Corvin, poussé par le pape et l'empereur, poussé surtout par une ambition barbare, commettra contre cette noble Bohême des attentats que sa patrie sera obligée d'expier par deux siècles d'oppression et de douleurs. Encore une fois, qui aurait pu pressentir ces péripéties effroyables? Mathias Corvin, en 1458, est l'ami et le fils du roi George; c'est George qui lui a frayé la route vers le trône, c'est la fille de George qui va s'asseoir auprès de lui sur ce trône des Magyars, et quand le roi de Bohême veut se faire couronner, Mathias lui envoie deux évêques de Hongrie pour cette consécration solennelle.

Le cardinal-légat Carvajal avait défendu aux évêques hongrois de couronner le roi de Bohême, s'il ne jurait pas, comme tous les rois chrétiens, obéissance et fidélité au saint-siége. Quelle devait être la formule du serment? Le roi, en jurant fidélité, ne ferait-il pas ses réserves? ou bien fallait-il qu'il abandonnât les concessions accordées aux hussites par le concile de Bâle? Revendiquer dans son serment ces *compactats* que la cour de Rome avait déchirés avec fureur, c'était obliger les évêques à se récuser pour la cérémonie du sacre, et en présence des menaces de l'empire le roi ne pouvait se passer du couronnement. Renoncer aux *compactats*, c'était se parjurer de toutes les manières et à tous les degrés, c'était se trahir soi-même, trahir la patrie, trahir l'immense majorité de ceux qui l'avaient porté au trône. Qu'était George en face de la Bohême, s'il n'était pas le chef et le défenseur des hussites? Que pouvait-il être en face de l'empire, s'il n'était pas roi de Bohême couronné par l'église? Des deux côtés, même péril.

Après bien des négociations, on convint d'une formule où il n'était

question ni des *compactats* du concile ni de la coupe des hussites, mais seulement de la foi en général, de l'unité de la foi, de l'obéissance à l'église romaine considérée comme centre et foyer des croyances communes du monde chrétien. Si le roi de Bohême s'engageait en outre à combattre dans ses états les sectes et les hérésies, il n'avait pas besoin d'interpréter ces paroles pour y souscrire; il est certain qu'il ne se mettait ni lui, ni les calixtins, au rang des hérétiques ou des sectaires. Était-ce donc se séparer de l'église que de se rapprocher du Christ? était-ce faire un choix parmi les dogmes de l'Évangile que de réclamer la cène tout entière? On ne peut nier toutefois qu'il n'y ait eu ici un malentendu des plus graves entre le saint-siége et le roi, et quand on voit plus tard ce serment jeté avec injure au visage du roi George, quand on voit ce vaillant homme accusé de trahison ou de fausseté, de parjure ou d'hypocrisie, comment ne pas regretter que, soit modération, soit impatience d'en finir, il ait reculé devant l'expression complète de sa foi et de ses projets? Ce serment, qui nous a été transmis en latin, fut prononcé en langue tchèque, le 6 mai 1458, par le roi et la reine, en présence des évêques hongrois et des principaux magistrats du royaume. Le lendemain 7 mai eut lieu le couronnement du roi, et il fut suivi dès le 8 du couronnement de la reine. On ne remarquait à ces deux fêtes aucun prince, aucun prélat de l'empire, comme dans les cérémonies féodales; mais toute la noblesse de Bohême environnait le souverain, et une foule immense se livrait à la joie. George fut conduit en grande pompe du château à l'église de Saint-Vite. Trois des premiers seigneurs portaient devant lui la couronne, le sceptre, la pomme d'or, et les deux évêques qui devaient présider la cérémonie chevauchaient à ses côtés. Partout sur son passage retentissaient les acclamations populaires; elles retentirent avec plus de force que jamais lorsque le roi, selon l'usage national, jura de rester fidèle aux lois, aux coutumes, aux franchises de la Bohême, et promit à haute voix de faire respecter les concessions du concile de Bâle. C'était la fin et le commentaire du serment prêté la veille entre les mains des évêques.

Quelques semaines après, le pape, ayant à envoyer un bref au roi de Bohême, l'appelait *mon cher fils le roi George*, et l'empereur, attaqué par son propre frère au milieu de ses états, se hâtait d'appeler au secours l'armée des Bohémiens. Courir aux armes, délivrer l'empereur, faire un traité avec lui, ce fut le premier acte de George en dehors de ses frontières. L'empereur, il est vrai, ne le reconnaissait pas encore officiellement comme roi de Bohême, mais il renonçait pour lui-même à la couronne de Ladislas, et déclarait que les autres princes autrichiens, Albert et Sigismond, n'y avaient aucun droit. La cause était à demi gagnée.

Restaient encore les princes de l'empire, surtout ces terribles voisins de Podiebrad, ducs de Saxe et margraves de Brandebourg, dont l'orgueil féodal, irrité par des espérances déçues, ne paraissait guère disposé à fléchir. Heureusement pour le roi George, de graves événemens vinrent lui prêter main-forte. Quelques semaines après le couronnement de Prague, tous les princes allemands étaient en guerre les uns avec les autres pour une affaire de succession qui menaçait l'équilibre des territoires, et le roi de Bohême, étranger à toutes ces querelles, devenait par la force des choses l'arbitre des combattans. Ce parvenu qu'on méprisait hier, on recherche aujourd'hui son alliance. Le duc Albert de Saxe, son orgueilleux ennemi de la veille, est heureux de s'unir à lui en épousant sa fille. Le 11 novembre 1459, de grandes fêtes s'ouvrirent à Égra; le roi et la reine de Bohême s'y étaient rendus avec leurs enfans, accompagnés des plus hauts barons, des plus nobles dames et de trois mille cavaliers; les deux ducs de Saxe Albert et Guillaume, les deux margraves de Brandebourg Albert-Achille et Frédéric, le duc Otto de Bavière, l'archevêque de Magdebourg, sans compter tout un cortége de seigneurs, y étaient venus de leur côté avec trois mille cavaliers allemands. Quel était le but de ce rendez-vous solennel? Pourquoi tous ces princes, les chefs les plus altiers de la féodalité impériale, venaient-ils saluer George de Podiebrad dans une petite ville de Bohême? On célébrait les fiançailles de la fille de George avec le duc Albert de Saxe, et les fiançailles de son fils avec la fille du duc Guillaume. La fille de George n'avait que dix ans; elle fut fiancée au duc Albert par l'archevêque de Magdebourg et conduite aussitôt dans sa nouvelle famille. L'Allemagne connaît son nom et ses vertus. Le souverain qui règne aujourd'hui sur la Saxe descend de cette princesse Zdéna, la fille de George, qui aurait pu mourir ignorée dans quelque château de Bohême, mais qui, portée sur un trône par une révolution, y a fait monter avec elle la religion, la charité, la grâce, et est devenue l'aïeule vénérée de l'une des premières maisons royales de l'Europe (1). En même temps que la fille de George quittait son père et sa mère pour achever son éducation à Dresde, la fille du duc Guillaume de Saxe, Catherine, âgée de six ans, se séparait aussi de sa famille pour aller résider à Prague auprès de la reine de Bohême. Catherine était fiancée au plus jeune des fils du roi George, au prince Hynek, qui n'avait alors que sept ans; elle devint si vite et si complétement tchèque, dit M. Palacky, que, cinq années après, âgée de onze ans à peine, elle avait oublié la langue allemande.

(1) On peut consulter sur ce point le curieux ouvrage de M. F.-A. de Langenn : *Herzog Albrecht der Beherzte, Stammvater des königl. Hauses Sachsen.* Leipzig 1838.

Au milieu des fêtes des fiançailles, tandis que les souverains de la Bohême et de la Saxe échangeaient ainsi leurs enfans, d'autres affaires furent réglées, d'autres alliances conclues entre le roi George et plusieurs princes d'Allemagne. Devenu ainsi le pacificateur de l'empire, le roi George n'eût pas été digne de sa fortune, s'il n'eût point senti s'accroître son ambition. Il y avait d'ailleurs bien des regards dirigés vers lui du sein de l'anarchie germanique; certains personnages très influens le croyaient appelé à faire en Allemagne ce qu'il avait fait en Bohême; on lui disait de ne pas s'arrêter en chemin, on le conjurait de se porter médiateur, non pas seulement aujourd'hui, mais toujours, non pas accidentellement, mais d'une manière perpétuelle et constante, entre ces princes dont les rivalités détruisaient l'empire. Qui donc pouvait mieux que le roi George rallier les forces de la Germanie, accomplir l'unité, organiser le chaos? Le saint-empire romain tombait en ruine; qui donc, si ce n'est lui, était assez fort pour le relever?

Ces hardis appels étaient adressés au roi de Bohême par les premiers diplomates de l'Europe. On sait que la diplomatie n'a pas toujours formé un corps politique, une assemblée internationale où chaque pays a ses représentans; c'est seulement au XVIe siècle que cette puissance toute moderne commence à naître, et que de transformations en transformations elle arrive à cette organisation régulière qu'on lui voit de nos jours. A l'époque du roi George, la haute diplomatie européenne était aux mains d'un petit nombre de savans, jurisconsultes fameux, maîtres en droit public, qui n'appartenaient pas à tel ou tel pays, mais qui, occupés des affaires générales de l'Europe, se mettaient tour à tour au service des princes qui pouvaient exécuter leurs programmes. Quelque chose de cela s'est conservé dans l'Allemagne de nos jours; n'a-t-on pas vu, assez récemment encore, des jurisconsultes de Gœttingue, de Leipzig, de Heidelberg, consultés par des gouvernemens étrangers sur des questions de droit européen? Ces légistes, au XVe siècle, n'eussent pas été seulement appelés à donner leur avis dans une circonstance particulière; ils auraient été, comme leurs ancêtres, les chefs de cette libre diplomatie qui travaillait à consolider l'équilibre de l'Europe. Il y a trois de ces diplomates, un Français et deux Allemands, qui parurent souvent à la cour du roi de Bohême. Le Français, d'origine italienne probablement, était un certain Antoine de Marini, né à Grenoble; très savant et très infatué de sa science, accoutumé à la produire sous les formes pédantesque de son temps, il avait, au milieu de ses prétentions scolastiques, de véritables éclairs de génie. C'était un promoteur d'idées sur les finances, sur le crédit, sur l'étalon des monnaies, sur le développement du commerce, sur les rapports de l'église et de l'état, sur l'organisation de la communauté

européenne: il avait des vues hardies, des vues neuves et fécondes, qui ne devaient être réalisées que par le progrès des siècles. Le grand projet qui occupa les dernières années d'Henri IV, l'idée de constituer un tribunal de souverains qui réglerait pacifiquement les querelles des états, fut l'objet des méditations de Marini, et il y cherchait surtout un moyen de soustraire peuples et rois à la tutelle du saint-siége. L'émancipation politique de l'Europe était la pensée dominante de l'audacieux légiste. Antoine de Marini a été tour à tour au service de Louis XI et de George de Podiebrad. Louis XI lui confia plusieurs missions secrètes, d'abord auprès des Vénitiens, puis auprès des rois de Pologne et de Hongrie; le roi de Bohême le garda longtemps à sa cour, en fit son conseiller, on dirait aujourd'hui son ministre des affaires étrangères, et se fit représenter par lui de 1460 à 1464 auprès des principales puissances de l'Europe. Les deux autres jurisconsultes qui joueront un rôle important dans cette histoire, et qu'on voit paraître dès le commencement du règne de Podiebrad, sont Martin Mayr et Grégoire de Heimbourg; Allemands tous deux, dignes émules d'Antoine de Marini pour l'étendue de la science comme pour la hardiesse des pensées, ils seront surtout les champions de l'esprit germanique contre la cour de Rome. A quelle époque Antoine de Marini est-il devenu un des conseillers du roi George? On l'ignore. Grégoire de Heimbourg ne devait entrer en scène que plus tard; quant à Martin Mayr, c'est à la date même où nous sommes, c'est aux fêtes d'Égra, en novembre 1459, qu'il vit le roi George pour la première fois, et que, frappé de son génie politique, il conçut pour lui l'ambition la plus haute.

Martin Mayr était ardemment dévoué à sa patrie, et la honte de l'empire lui faisait monter le rouge au visage. Il écrivait un jour, dans son latin énergique : « C'est en vain qu'on poussera les Allemands à la guerre contre les Turcs, tant qu'ils se redouteront les uns et les autres. L'empire est tellement ébranlé de toutes parts, qu'il n'en reste plus deux fragmens qui se soutiennent. C'est une guerre perpétuelle, guerre des princes contre les villes, guerre des villes contre les princes, et il n'est si mince personnage qui ne se permette de défier son voisin. Aussi d'un bout de l'Allemagne à l'autre pas un coin où se soient réfugiés le repos et la sécurité: partout des embûches, partout la spoliation et le meurtre. Le clergé même ne connaît plus la paix; la noblesse ne connaît plus l'honneur. L'Allemagne a horreur de ces meurtres, de ces brigandages sans fin : elle veut la paix: seulement cette paix qu'elle désire, elle ne cherche pas les moyens de l'établir. Sans la justice en effet, nulle paix à espérer, la justice seule assure le repos des états; mais à quoi sert de promulguer des lois, de consacrer des tribunaux, de

prononcer des sentences, s'il n'y a pas une main armée pour réprimer la sédition? Or cette main-là nous manque, et chacun n'obéit que selon qu'il lui plaît. La guerre est donc éternelle, puisque chacun se dit roi. » Martin Mayr, sachant bien que l'indolent Frédéric III ne montrerait jamais à l'Allemagne cette main de justice qu'elle réclamait, avait conçu l'idée, non pas de remplacer l'empereur, mais de lui donner un coadjuteur puissant sous le titre de roi des Romains. Il songea d'abord à Philippe de Bourgogne, puis à l'archiduc d'Autriche, frère de Frédéric III. Bientôt enfin, ayant vu le roi George aux fêtes d'Égra, ayant admiré l'ordre qui régnait en Bohême, la sécurité des routes, la bonne administration de la justice, il crut avoir trouvé l'homme que la Providence réservait à l'Allemagne. Il lui envoya donc une supplique, une exhortation, dès le mois de février 1460, pour stimuler son âme, qu'il savait ardente et généreuse. « Quel autre que vous, lui écrivait-il, peut donner l'ordre et la justice à l'empire d'Allemagne? Vous êtes par votre puissance le premier des électeurs; de plus, vous êtes étranger aux querelles qui divisent les princes, et c'est pour cela qu'ils viennent tous à vous, demandant des conseils ou des secours. Quand l'empereur lui-même a besoin d'une prompte assistance, c'est à vous qu'il s'adresse. Je dirai donc à votre majesté : Osez, osez une grande chose! Relevez le saint-empire romain! Vous vous assurerez par là une mémoire éternellement glorieuse. Il faut parler d'abord à l'empereur et aux princes, et savoir s'ils ne seraient pas disposés à vous laisser l'administration de l'état. J'ai lieu de croire qu'ils ne s'y refuseront pas. Quelle occasion pour vous d'augmenter votre puissance et votre renommée! »

George fit un accueil enthousiaste aux idées de Martin Mayr. Les négociations relatives à cette affaire remplirent l'année 1460, sans aboutir à aucun résultat. Accepté par les uns, tenu en suspicion par les autres a cause de cette puissance même qui avait séduit Martin Mayr, le roi de Bohême ne devint pas roi des Romains. Qu'importe? cette candidature, si sérieusement discutée, attestait assez haut le rang qu'il s'était conquis en Allemagne, et si l'on songe à toutes les hostilités qui se dressaient contre lui dès le lendemain de son couronnement, il est impossible de ne pas admirer ce mélange de sagesse et de vigueur, d'esprit patriotique et de vastes pensées, qui caractérisa tout d'abord la politique du glorieux parvenu. Qu'on ait reconnu ou non le titre que souhaitait pour lui la haute diplomatie européenne, George de Podiebrad était en réalité, à la fin de l'année 1460, le pacificateur de l'Allemagne et le coadjuteur de l'empire.

II.

Cette influence si habilement acquise en Allemagne avait pourtant ses inconvéniens en Bohême. Le parti catholique s'était empressé d'applaudir à l'ambition du roi George et de l'encourager dans cette voie: plus le roi devait être mêlé aux affaires de l'Allemagne, plus aussi on avait lieu d'espérer qu'il abandonnerait peu à peu les hussites et leur archevêque, maître Rokycana. Les hussites comprirent le danger, et déjà grondaient les murmures. Une fermentation extraordinaire ne tarda pas à éclater; il fallut sévir contre ces esprits exaltés qui ne manquent à aucune révolution, et qui ont surtout beau jeu quand une révolution semble mise en péril. Aux taborites dispersés et détruits avait succédé une secte moins fanatique, mais très dévouée à sa foi, et d'où est sortie plus tard cette communauté des *frères de Bohême* qui jouera un rôle si important dans l'histoire religieuse de l'Allemagne. Il y avait dans ce parti des savans et des gens du peuple, des maîtres de l'université de Prague et de pauvres ouvriers. On chassa les savans, on jeta les ouvriers en prison. Les plus opiniâtres furent soumis à des traitemens cruels. Un gentilhomme devenu moine, et, comme Bossuet l'a dit de saint François d'Assise, amateur désespéré de la pauvreté, était un des principaux chefs du mouvement; il se faisait appeler seulement « frère Grégoire, » et, sans aucun désir de domination personnelle, il exerçait un ascendant extraordinaire sur les âmes pieuses. On prétend qu'il fut mis à la torture. Il échappa cependant au supplice, et ce fut lui qui organisa dans la suite la communauté des *frères de Bohême*. Le roi George, en frappant les nouvelles sectes comme il avait frappé les taborites, était fidèle à son serment. Il se peut aussi que ces rigueurs, si surprenantes de la part d'un tel homme, fussent le résultat d'un calcul : il était sur le point d'entamer des négociations définitives pour le maintien des *compactats* du concile de Bâle, et il voulait prouver à la cour de Rome que les hussites eux-mêmes savaient réprimer l'hérésie. La Bohême cependant n'était pas disposée à comprendre sa politique. Que ce fût un loyal désir d'exécuter ses engagemens ou un moyen de se concilier le saint-siége en faveur du culte national, les esprits alarmés y voyaient autre chose. Au moment même où l'on persécutait les exaltés, l'évêque de Breslau, croyant le moment propice, s'en vint prêcher dans la cathédrale de Prague contre l'usage de la coupe. Aussitôt la ville entière se souleva, et l'évêque fut chassé. « Nous sommes trahis! criaient des milliers de voix. George veut devenir roi des Romains, coadjuteur de l'empire, et, pour gagner la confiance des Allemands, il sacrifie les intérêts de la Bohême. Que nous sert d'avoir

pris un Bohémien pour notre roi, si ce Bohémien ne songe qu'à se faire Allemand? » La trahison semblait si manifeste, l'irritation générale était si vive, que maître Rokycana lui-même, l'archevêque élu des hussites, l'ami, le champion, l'ancien compagnon d'armes du roi, commença des prédications contre lui. Averti par cette explosion populaire, le roi George comprit la faute qu'il avait commise. Il renonça pour toujours à la direction des affaires d'Allemagne, et resta roi de Bohême. Martin Mayr, l'auteur du plan qui venait d'échouer, fut obligé de quitter la cour de Prague; son départ avait presque l'importance d'une révolution ministérielle dans un gouvernement libre : il annonçait tout un changement de politique.

Au moment où George de Podiebrad, élu roi de Bohême, avait dû prêter serment de fidélité à l'église catholique, le saint-siége était occupé par un vieux prêtre espagnol, Alphonse Borgia, dont il y aurait peu de chose à dire, s'il n'avait eu le malheur de frayer la route à son neveu Alexandre. Il est impossible de prononcer ce nom sans se rappeler les hideuses souillures du trône de saint Pierre. L'oncle d'Alexandre VI était pourtant un souverain respectable, et s'il songea un peu trop à enrichir sa famille, il montra en général beaucoup de modération et de sagesse dans son gouvernement. Ni Calixte III (tel était le nom d'Alphonse Borgia comme souverain pontife), ni son prédécesseur Nicolas V, n'avaient continué la politique altière d'Eugène IV. Maintes questions que ce dernier, en vrai patricien de Venise, avait prétendu résoudre par la violence ou la ruse, étaient demeurées pendantes au moment de sa mort; telle était la question des *compactats*. Les concessions accordées aux hussites par le concile de Bâle et promulguées à Iglau d'une manière si solennelle étaient-elles respectées par la cour de Rome ou reniées à jamais? Personne ne le savait exactement. Si Eugène IV avait décrété l'annulation de tous les actes du concile de Bâle, de son côté, on l'a vu, le concile de Bâle avait déposé Eugène IV; or, à la date où nous sommes, le concile, bien que dispersé depuis longtemps, avait encore des partisans nombreux, soit parmi les théologiens allemands, soit dans notre église gallicane et à l'université de Paris. Les deux successeurs d'Eugène IV évitèrent donc de se prononcer, et peut-être était-ce le meilleur moyen d'effacer le souvenir d'une période scandaleuse, car enfin comment toucher à ces questions sans rappeler au monde chrétien ces deux papes et ces deux conciles se jetant tour à tour l'anathème? Lorsque Calixte III, acceptant de Podiebrad un serment assez vague, feignait d'ignorer le serment très explicite par lequel le nouveau roi de Bohême s'engageait devant son peuple à maintenir la décision du concile, le vieux pontife obéissait à une inspiration très sage et presque à un scrupule de conscience. Bientôt cependant allait venir un pape moins scrupuleux.

Ce fin diplomate, ce brillant et ingénieux prélat, Æneas Sylvius Piccolomini, si longtemps mêlé aux affaires des hussites et qui avait eu de si curieuses conférences à Prague avec George de Podiebrad, est élu pape sous le nom de Pie II l'année même où George de Podiebrad est élu roi de Bohême (1). Le roi George et le pape Pie II, le chef des hussites assis sur le trône de Sigismond et l'ancien secrétaire du concile de Bâle assis sur le trône d'Eugène IV, voilà certes un rapprochement extraordinaire, et si l'on songe que ces deux hommes, issus du même parti, associés du moins à la même œuvre de conciliation chrétienne, vont se livrer une lutte à mort et inaugurer la bataille séculaire qui se termine aujourd'hui sous nos yeux, ne faut-il pas dire que c'est là une des plus tragiques péripéties de la tragédie hussite?

Æneas Sylvius Piccolomini, dès l'âge de vingt-six ans, assistait aux premiers travaux du concile de Bâle comme secrétaire du cardinal Capranica. Le parti qui voulait limiter le pouvoir papal, en le soumettant à l'autorité de l'église, n'avait pas de plus intrépide soldat que ce jeune docteur. Il attaquait les abus de la cour romaine avec l'impétuosité d'un tribun. Quand le concile de Bâle eut déposé Eugène IV et donné la tiare au prince Amédée de Savoie, Æneas Sylvius accepta un poste de confiance auprès du nouveau pape. On ne pouvait pas être plus engagé dans l'opposition; mais bientôt le parti du concile n'ayant plus de centre, plus de chefs, et au contraire l'ardent Vénitien Eugène IV redoublant de vigueur et d'audace, le secrétaire de Félix V ne tarda pas à capituler. Diplomate au service d'Eugène IV, évêque sous Nicolas V, cardinal sous Calixte III, il devint surtout le grand homme d'affaires de l'église romaine en Allemagne, en Bohême, en Hongrie, en Moravie, dans toute l'Europe centrale et orientale. Louer l'esprit, le talent, la sagacité, le brillant savoir, la plume vive et alerte d'Æneas Sylvius Piccolomini, serait un soin superflu; ses écrits sont là pour nous dire les dons qu'il avait reçus, dons variés, précieux, et qu'il développa en tous sens par l'action comme par l'étude. Son tableau de l'Allemagne au xve siècle, ses récits de la guerre des hussites, son histoire de l'empereur Frédéric III pendant la période où il le servit comme ministre et ambassadeur, ses lettres surtout, ses messages, ses relations diplomatiques, toutes ces pages rédigées d'une plume si fine et pleines de documens si précieux pour l'histoire du temps, nous montrent le spirituel négociateur sur le théâtre de son infatigable activité. Æneas Sylvius Piccolomini est un des plus savans personnages de cette renaissance si féconde en érudits illustres; on ne vit pas sa renommée pâlir à côté des Grecs ingénieux

(1) L'élection de Pie II eut lieu le 14 août 1458. George de Podiebrad, élu le 2 mars, avait prêté serment le 6 mai devant les légats de Calixte III.

que le pape Nicolas V accueillait magnifiquement en Italie après la prise de Constantinople. C'est à ce moment-là même que le vieux pontife le nomma cardinal. Toutefois, s'il est impossible de ne pas admirer l'esprit de Sylvius, que dire des rôles si différens qu'il a joués dans les luttes politiques et religieuses du xve siècle? Notre vieille université de Paris, espèce de concile permanent au milieu des désordres de la chrétienté, jugeait sans ménagement sa versatilité. Le pieux historien de cette grande école est l'interprète fidèle des sentimens de ses ancêtres quand il écrit ces lignes à propos de l'avénement de Pie II : « Tout le monde sait quelle étonnante différence s'est trouvée entre Æneas Sylvius et le pape Pie II. Æneas Sylvius, secrétaire du concile de Bâle, prit part à tout ce que cette sainte et généreuse assemblée fit de plus vigoureux contre la cour de Rome. Le même homme devenu pape agit avec emportement contre la pragmatique sanction, formée des décrets de ce concile. Il n'est point de mon sujet de discuter ces démarches si contradictoires et leurs motifs. J'observerai seulement qu'il lui aurait mieux convenu de garder au moins quelque modération à l'égard de ceux qui continuaient à penser comme il avait pensé lui-même, et que son zèle amer contre ses anciens sentimens n'était pas propre à lui faire honneur (1). »

Si l'université de Paris jugeait ainsi Pie II, on devine l'opinion qui régnait en Bohême. George de Podiebrad, à l'époque où il était lieutenant du royaume, avait eu avec Æneas Sylvius, évêque de Sienne, une conférence célèbre que ce dernier lui-même a racontée longuement dans ses lettres. Æneas Sylvius s'y était montré à la fois théologien et diplomate; George, avouant son ignorance théologique, avait parlé au nom du bon sens politique avec une loyauté simple et hardie. « Trois choses nous séparent, avait dit l'évêque de Sienne : les *compactats* dont vous réclamez en vain l'exécution, puisque l'église romaine n'en veut plus, les confiscations de biens ecclésiastiques accomplies par vous sur plusieurs points de la Bohême, enfin votre entêtement à réclamer pour archevêque de Prague ce Rokycana, que le pape, sachez-le bien, ne reconnaîtra jamais. » Sur la question des biens confisqués et même sur celle de l'archevêque de Prague, le vice-roi ne voyait pas de difficultés insurmontables; quant aux *compactats*, il avait répondu sans hésiter : « Les *compactats* violés, c'est la guerre, la guerre à outrance. Plus de paix, plus de trève possible. Une fois que nous aurons pris les armes, vous aurez beau nous rappeler les traités qui ont terminé nos anciennes luttes, nous ne les reconnaîtrons plus. Quels traités invoquer après avoir porté la main sur le pacte fondamental? Vous nous

(1) Crevier, *Histoire de l'Université de Paris*, tome VI.

croyez peu nombreux ; détrompez-vous. Il y a dans les contrées voisines bien des peuples dont les sentimens sont les nôtres, et qui n'attendent pour se lever que l'heure où nous serons entrés en campagne. Vous savez ce qui s'est passé naguère : si le pape est sage, il ne nous forcera pas, en nous disputant les libertés que nous avons conquises, à en conquérir de plus grandes. On ne refuse guère à la puissance des armes ce qu'on est souvent tenté de refuser au bon droit. Peut-être certaines gens vous bercent-ils de brillantes espérances : ils mettront sur pied des armées formidables, ils vous conduiront triomphans en Bohême, ils sauront vous frayer une route jusqu'à nous, le fer et le feu à la main... Ah! croyez-moi, je connais les habitudes et les forces de nos voisins; si j'avais à conseiller le saint-père, je le supplierais de ne pas toucher aux *compactats*. » Ainsi parle Podiebrad dans les dépêches d'Æneas Sylvius; que serait-ce si nous avions quelque récit de cet entretien composé par Podiebrad lui-même? Il n'eût pas dissimulé sans doute son antipathie pour le négociateur : quoi! l'homme qui lui opposait durement le *veto* de l'église romaine, l'homme qui foulait aux pieds un des actes les plus solennels du concile de Bâle, c'était celui qui avait pris une part si ardente à l'opposition de l'illustre assemblée! C'était l'adversaire d'Eugène IV, le secrétaire du concile, le secrétaire de Félix V! Un tel souvenir devait révolter l'âme loyale de George, et il eut besoin de sa prudence consommée pour n'en rien laisser paraître sur son visage. Quant à Æneas Sylvius, quoique la modération du vice-roi lui eût inspiré, dit-on, certaines espérances pour l'avenir, combien de fois, après son exaltation au pontificat suprême, a-t-il dû méditer les fermes paroles qu'on vient de lire!

Pendant les deux premières années du pontificat de Pie II, il est évident que le roi de Bohême et le pape, sans être directement en lutte, se préparent au combat, ou du moins essaient de s'intimider l'un l'autre. Si le roi George va au secours de l'empereur, s'il s'attache les princes allemands par des alliances, s'il prend une position souveraine au sein de l'empire et songe à devenir le coadjuteur de Frédéric III, ce n'est pas seulement pour consolider son trône, c'est pour faire reculer l'ennemi, dont il connaît les desseins et les ruses. Pourquoi, d'un autre côté, le pape Pie II est-il si empressé à détruire tout ce qui reste du concile de Bâle? Parce qu'il veut isoler le roi de Bohême, c'est-à-dire l'enfermer dans une hérésie ou l'obliger de se soumettre. Il sait que Podiebrad ne cédera pas facilement sur l'article des *compactats;* mais il sait aussi que le roi de Bohême est une âme loyale, sans haine, sans fanatisme; il n'ignore pas non plus que ce fier soldat avoue son ignorance en théologie, et il espère ébranler sa foi en frappant un grand coup.

Ce grand coup, ce sera l'anéantissement suprême et solennel du

parti qui invoquait encore les décisions du concile de Bâle. Il y avait surtout deux pays où l'esprit libéral, l'esprit réformateur et noblement chrétien du concile était soutenu par un grand nombre de docteurs : c'était l'Allemagne et la France. En Allemagne, où le morcellement des territoires opposait maintes entraves à la vie et à l'expression de la pensée publique, il n'avait pas été difficile aux légats du saint-siége d'affaiblir peu à peu les partisans du concile, de gagner celui-ci, de décourager celui-là; le dernier des réformateurs, parmi les prélats allemands, fut un archevêque de Mayence nommé Diether, qui, effrayé de se trouver presque seul, se soumit, rétracta toutes ses paroles, s'humilia comme un coupable et se frappa la poitrine au moment même où il venait d'accuser le pape et ses légats devant une espèce d'assemblée provinciale. Il ne resta plus sur la brèche que l'intrépide Grégoire de Heimbourg. Abandonné de l'archevêque Diether, qui l'avait appelé à Mayence pour la défense de la cause commune, l'illustre docteur ne courba point la tête. Il était de ceux qui savent dire : *Etiamsi omnes, ego non.* En France, au contraire, les réformateurs formaient une phalange. Grâce à l'unité retrouvée du territoire et de l'église, grâce surtout à l'université de Paris, les partisans du concile de Bâle n'avaient pu être dispersés comme en Allemagne et frappés l'un après l'autre. Tout le clergé du royaume, prêtres et docteurs, était attaché à la pragmatique sanction, c'est-à-dire à la déclaration des droits de l'église gallicane formulée par le concile national de Bourges et promulguée par Charles VII. Cette pragmatique sanction était pour la France à certains égards ce qu'étaient les *compactats* pour la Bohême, avec cette différence toutefois que la charte gallicane avait été décrétée chez nous malgré tous les efforts du pape, tandis que la charte bohémienne avait été remise aux hussites par les représentans de l'église, sans aucune opposition de la part de Rome et en présence de l'empereur Sigismond. La remise solennelle des *compactats* avait eu lieu en 1436; la promulgation de la pragmatique sanction est de 1438. Ces deux chartes appartiennent au même mouvement d'idées; elles représentent l'une et l'autre la victoire des églises nationales sur l'église de Rome, la victoire de la grande république fédérative des nations chrétiennes sur l'absolutisme latin. Aussi tous les efforts de Pie II tendaient-ils à l'abolition de la charte de Bourges comme à l'abolition de la charte d'Iglau. Charles VII, Dieu merci, refusa toute concession au pape, soit qu'il se souvînt de l'appui que lui avait prêté le concile de Bâle dans sa lutte contre les Anglais, soit qu'il appréciât l'importance des droits proclamés par les théologiens de Bourges; mais, Charles VII étant mort (22 juillet 1461) au moment même où les derniers partisans du concile de Bâle étaient si vivement poursuivis en Allemagne, l'habile Pie II s'empressa de circonvenir Louis XI. On sait

comment la pragmatique fut abolie le 27 novembre de la même année. Nos historiens ont raconté cette comédie si dévotement jouée par Louis XI, comédie dans laquelle il voulait jouer à la fois l'église gallicane et l'église romaine, les parlemens et le saint-siége; mais il fut joué lui-même par le pape. Ce qu'on ne savait pas jusqu'ici et ce qui est mis en pleine lumière par les révélations de l'histoire de Bohême, c'est l'usage que Pie II a fait de la soumission de Louis XI pour provoquer la soumission du roi George. « L'abolition de la pragmatique fut une bonne scène, dit M. Michelet. Le roi, en parlement, devant le comte de Charolais et les grands du royaume, déclara que cette horrible pragmatique, cette guerre au saint-siége, pesait trop à sa conscience, qu'il ne voulait plus seulement en entendre le nom. Il exhiba ensuite la bulle d'abolition, la lut dévotement, l'admira, la baisa, et dit qu'à tout jamais il la garderait dans une boîte d'or. Il avait préparé cette farce dévote par une autre, impie et tragique, où le mauvais cœur n'avait que trop paru. Il crut ou parut croire que son père était damné pour la pragmatique : il pleura sur cette pauvre âme. Le mort, à peine refroidi, eut à Saint-Denis l'outrage public d'une absolution pontificale; il fut, qu'il le voulût ou non, absous sur sa tombe par le légat : acte grave, qui désignait au simple peuple comme damnés d'avance tous ceux qui avaient été pour quelque chose dans la pragmatique. Or c'étaient à peu près tous les grands et prélats du royaume, c'étaient tous les bénéficiers nommés sous ce régime, c'étaient toutes les âmes qui depuis vingt ans auraient reçu la nourriture spirituelle d'un clergé entaché de schisme. Il était difficile de produire une plus générale agitation. Le parlement réclamait. Paris était ému... » Pendant que cette émotion, gagnant de proche en proche, se répandait par toute la France, Louis XI, et c'est là l'épisode que nos historiens ne mentionnent pas, envoie à Pie II une ambassade chargée de renoncer solennellement à l'héritage du concile de Bâle. Or sait-on qui elle rencontra au Vatican, cette ambassade du roi de France? Les ambassadeurs du roi George, qui venaient au contraire maintenir énergiquement les *compactats* de la grande assemblée et le droit de la Bohême.

On a vu que le roi George, une fois son serment prêté aux légats de Calixte III, avait évité des rapports trop directs avec le saint-siége. Il fut plus circonspect encore après l'exaltation de Pie II, tout en se préparant à une lutte qui pouvait éclater au premier jour. Il avait, comme les autres princes chrétiens, envoyé au nouveau pape son serment d'obédience; Pie II lui fit savoir que la situation particulière de la Bohême exigeait une démarche exceptionnelle, que l'hommage du souverain ne suffisait pas, qu'il fallait un engagement au nom de la nation tout entière. Il finit par demander une

ambassade très nombreuse, très solennelle, représentant à la fois le roi et le royaume. George, sans s'y refuser, ajourna de mois en mois, d'année en année, « comme s'il eût deviné, dit M. Palacky, toutes les suites funestes de cette convocation. » Enfin, sur les instances de ses amis, qui, ne soupçonnant pas le piége, voyaient là une occasion de régler définitivement les difficultés pendantes, George envoya ses ambassadeurs à Pie II. Ils arrivèrent à Rome quelques jours avant les ambassadeurs de Louis XI.

Quel contraste! l'ambassade du roi de France vient se soumettre, l'ambassade du peuple tchèque vient réclamer son droit. L'ambassade de Louis XI apporte une déclaration hypocrite, car Louis XI rit sous cape en courbant la tête, et ces priviléges qu'il restitue au pape, il espère bien en profiter tout seul. L'ambassade du roi George, loyalement, la tête haute, demande la consécration de la paix religieuse en Bohême et invoque la liberté de sa foi. Les uns sont des prélats politiques, les autres sont des chrétiens. Le 10 mars 1462, les envoyés du roi George arrivèrent à Rome par une triste journée de pluie; le 13, les envoyés de Louis XI y firent leur entrée avec pompe par un splendide soleil. Admis aussitôt auprès du pape, ils parurent le surlendemain devant la plus solennelle assemblée de cardinaux, de prélats, de docteurs, et renoncèrent dans toutes les formes aux libertés de leur église. A la suite de cette déclaration, il y eut des réjouissances à Rome pendant trois jours. La populace fêta aussi à sa manière cette défaite de l'église gallicane : on lui livra le texte de la pragmatique sanction, et elle le traîna insolemment par les rues de la ville.

III.

Pendant que les envoyés de Louis XI étaient reçus avec tant d'empressement et de solennité par le pape, l'ambassade du roi George, peu soucieuse d'ailleurs d'une solennité comme celle-là, était obligée de subir maintes formalités dilatoires avant d'être admise au Vatican.

Les principaux membres de la légation étaient le chancelier Procope de Rabstein, le sire Zdének Kostka de Postupic, ami et confident du roi, le jurisconsulte français Antoine de Marini, alors au service du roi de Bohême, maître Wenceslas Wrebensky, doyen de Saint-Apollinaire, et maître Wenceslas Koranda, bourgmestre de Prague. Hussites et catholiques étaient en nombre égal. Le chancelier Procope de Rabstein, ancien ami du pape, avait à porter la parole au nom des catholiques de Bohême; le sire Kostka de Postupic, par son intimité avec le roi, était le mandataire le plus autorisé des hussites. A côté du chancelier Procope marchait le doyen de Saint-Apolli-

naire, à côté du sire de Postupic se tenait maître Wenceslas Koranda. Ces quatre personnages, sans compter ceux qui leur faisaient cortége, étaient comme les délégués de la nation; Antoine de Marini, étranger aux querelles religieuses de la Bohême, représentait la politique du roi. Ajoutons que maître Wenceslas Koranda écrivait jour par jour le récit des faits et gestes de l'ambassade, et que ce journal, mis plus tard sous les yeux du roi au parlement de Prague, fut attesté sans réserve par tous les intéressés, adversaires ou amis. On a encore le récit de l'ambassade par le chancelier Procope et les rapports qu'une plume inconnue, sans doute celle d'un prêtre catholique, envoyait alors à Breslau. Grâce à ces révélations contrôlées l'une par l'autre, le passé se débrouille et revit sous nos yeux. C'est une bonne fortune de pouvoir assister familièrement à ces curieuses conférences d'où vont sortir des événemens si tragiques.

Le chancelier Procope de Rabstein, qui avait maintes fois hébergé Æneas Sylvius pendant ses voyages en Bohême, fut reçu très cordialement par Pie II et logé dans son palais. Le jour même de l'arrivée à Rome, Rabstein fit dire à son collègue, le sire Kostka, que le pape voulait les entretenir tous les deux avant de recevoir l'ambassade. Kostka vint le rejoindre au palais, et Rabstein parla ainsi à Pie II : « Très saint père, le roi de Bohême nous envoie prêter serment d'obéissance à votre sainteté et lui adresser quelques prières; ce serment, quand votre sainteté le permettra, nous sommes disposés à le prêter selon l'usage des royaumes chrétiens et selon la tradition des rois prédécesseurs de notre maître. » Le pape répondit : « Je ne puis accepter ce serment d'obéissance dans la forme usitée pour les autres souverains. Le royaume de votre maître n'est pas dans l'unité de l'église: il s'en est séparé en adoptant des rites particuliers, et votre roi lui-même, sorti du sein de l'hérésie, avait juré, en recevant la couronne, non-seulement d'obéir au saint-siége, mais de ramener son peuple à l'obéissance. Il n'en a rien fait. Rokycana, ce méchant homme, continue de prêcher toujours comme autrefois; le peuple communie toujours sous les deux espèces; la reine assiste aux prédications de nos ennemis; le jour de la fête du Saint-Sacrement, on a vu le roi quitter la procession de l'église catholique de Prague et se mêler à celle des sectaires. Je ne puis donc accepter son hommage, à moins qu'il ne s'oblige de nouveau à exécuter sa promesse : voilà le serment que j'attends de vous. » Les deux ambassadeurs répondirent que, n'ayant pas mission de prêter serment dans cette forme, l'acte serait de nulle valeur. « Eh bien! dit le pape, je vous enverrai quatre de mes cardinaux; entendez-vous avec eux pour trouver un moyen terme. »

La première de ces conférences particulières eut lieu le lendemain 14 mars. D'un côté étaient les deux envoyés bohémiens, Procope de

Rabstein et Kostka de Postupic, de l'autre les cardinaux Bessarion, Carvajal et Nicolas de Cuse. Le cardinal Carvajal, qui présidait ce jour-là, se contenta de développer l'allocution prononcée la veille par le saint-père; les deux envoyés ne purent que persister dans leur réponse, et l'on se sépara sans avoir avancé d'un seul pas. Le 16 mars, ce fut le cardinal Bessarion qui reçut les envoyés. Rabstein prit la parole pour justifier son maître. « On lui reproche, disait-il, de suivre les processions de Rokycana; il suit également les processions de la cathédrale. » Rabstein ajoutait : « Vous savez qu'il y a deux sortes de chrétiens en Bohême, et que notre maître est le roi de tous. S'il se déclarait pour les uns, les autres l'abandonneraient. » Alors le cardinal Bessarion, rappelant aux envoyés bohémiens la cérémonie de la veille, je veux dire l'abjuration solennelle du roi de France et l'anéantissement de la pragmatique, ne craignit pas de prononcer ces incroyables paroles : « Vous savez pourtant qu'il y a cent et un évêques en France, et de riches abbés, et des prélats puissans. Tout le clergé s'opposait de toutes ses forces à cette résolution du roi; mais le roi a voulu, le clergé a cédé. Aussi vous avez vu quels honneurs lui ont été rendus dans la journée d'hier. Que le roi de Bohême imite le roi de France! Il sera fêté aussi magnifiquement. » Ainsi l'indépendance de l'esprit, de la conscience, de la foi vis-à-vis des puissans de la terre, ce principe tant de fois invoqué par le saint-siége, c'était le saint-siége qui le sacrifiait. Le saint-siége disait à l'église gallicane : « Rendez à César ce qui est à Dieu! »

Cet exemple d'un pays comme la France pouvait bien toucher le chancelier Procope; il fallait d'autres argumens pour vaincre la résistance des envoyés hussites. Le 19 mars, l'ami du roi George, Kostka de Kostupic, fut mandé seul auprès du pape. Là, en présence du cardinal Nicolas de Cuse et de quelques évêques, Pie II s'efforça de prouver à l'ambassadeur bohémien que les *compactats* n'avaient plus aucune valeur, ayant été faits seulement pour une génération qui avait disparu de la terre. L'argument était hardi dans la bouche d'un pape. Il y a donc des décisions du saint-siége qui peuvent être révisées, modifiées, supprimées, car elles ont été prises pour une génération et ne conviennent point à une autre! Appliquez cela au culte, aux institutions, à tel ou tel dogme, c'est toute une révolution dans le catholicisme. Les pontifes du moyen âge, dans la plénitude de leur foi, ont souvent de ces hardiesses-là. Un pape moderne, nécessairement plus timoré, craindrait, en parlant ainsi, d'ébranler les voûtes de l'édifice. Un autre argument, moins élevé, moins hardi, mais de nature plus italienne, fut développé ensuite par Pie II. « Ces *compactats*, disait-il, on ne les a octroyés aux hussites que pour vaincre leur opiniâtreté et rétablir plus prompte-

ment la paix. Ainsi faisait Moïse avec les Juifs. A présent que la paix est rétablie, il est temps que les Tchèques abandonnent la double communion et ne se séparent plus de l'église de Rome. » Kostka répondit au pape que les Tchèques étaient attachés à leur foi, que cette foi était conforme aux décisions du concile de Bâle, et que certainement ils n'y renonceraient pas, à moins qu'il ne leur fût démontré que leur foi portait à faux et que le concile s'était trompé. A ce mot de concile, le cardinal Nicolas de Cuse et quelques-uns des évêques présens intervinrent pour expliquer dans quel sens les théologiens de Bâle avaient entendu le texte des *compactats*. La discussion, déjà si subtile, si scolastique, du moins quant à la forme, alla bientôt se perdre en des chicanes singulières. Le pape y coupa court par une véhémente apostrophe. « Quel est donc l'homme, s'écria-t-il, de qui vous tenez cette communion sous les deux espèces? Est-ce quelque grand esprit, quelque personnage illustre? Il s'appelait Jacomell; c'était un maître d'école qui enseignait la grammaire aux enfans. Et voilà votre guide! Ah! revenez, revenez à l'unité de l'église, et votre roi, votre pays, vous tous enfin, vous en recueillerez tant de gloire et de bénédictions que jamais peuple sur la terre n'aura fait une moisson pareille à la vôtre! »

A l'accent passionné des paroles du saint-père comme à la résistance opiniâtre du député hussite, on voit qu'il s'agit ici de tout autre chose que d'une simple question de forme. C'est la première fois dans le monde chrétien qu'un peuple se sépare de l'église romaine au nom de l'Évangile. La modération même de ses pensées rend son exemple plus redoutable. Il est chrétien, ce peuple; il est chrétien et catholique dans le sens primitif de ce mot; il a l'instinct d'une église universelle dont la variété même attesterait la vie, et, tout en maintenant le culte qu'il préfère, il déclare ne pas se séparer de l'église de Rome. « Revenez à l'unité de l'église, dit le pape Pie II. — Nous ne l'avons pas quittée, » répond l'ambassadeur du roi George. Dans une question ainsi posée, quelle solution possible?

D'une manière ou d'une autre il fallait en finir. La première audience solennelle accordée aux députés du roi George eut lieu dans la journée du 20 mars. Pie II siégeait sur son trône dans la grande salle du consistoire; en face de lui étaient assis vingt-quatre cardinaux; derrière eux les ambassadeurs se tenaient debout; puis venait le clergé, archevêques, évêques, prélats, docteurs, occupant toutes les places et remplissant la salle entière. Le docteur Wolfgang Forchtenauer, représentant de l'empereur Frédéric III, se leva le premier et demanda au nom de son maître la bienveillance du pape pour les députés du roi de Bohême. Après lui, la parole fut donnée au chancelier Procope, qui offrit au saint-père les excuses du roi pour le long retard de l'ambassade, et prêta le serment d'obédience.

« Mais ce serment n'est qu'au nom du roi, s'écria Pie II; il est d'usage de le prêter au nom de tout le royaume. » Alors le chancelier, se tournant vers Kostka : « Que faire? dit-il à voix basse. Je puis prêter ce serment pour les miens (les catholiques), car je suis sûr de leur adhésion; à toi de décider ce que tu dois faire pour les tiens! — Prête serment au nom de tous, répondit Kostka. La nation et le roi marchent d'accord; ce que le roi trouve bon, la nation l'approuvera. » Le chancelier prêta le serment d'obédience au nom du roi et du royaume de Bohême. « Maintenant, dit le pape, si vous avez quelque chose sur le cœur, parlez. » C'était le signal de la lutte, c'était l'occasion prévue et désirée qui allait provoquer la sentence.

Un des députés du roi George, un de ceux qui n'avaient pas encore paru dans les conférences particulières, maître Wenceslas Koranda, représentant plus particulier des croyances religieuses du peuple tchèque, entra en lice pour la justification de ses frères, et demanda, au nom des *compactats*, que les partisans de la double communion ne fussent plus regardés comme des hérétiques. Il s'exprimait d'abord en suppliant, il parla bientôt en accusateur. Sa voix retentissante, les paroles qui se précipitaient de ses lèvres (*voce sonora, torrenti oratione*) révélaient, avec la fermeté de sa foi, l'irrésistible élan d'une pensée longtemps contenue qui vient de rompre ses freins. Il raconta l'histoire de Bohême sans trouble, sans remords, rapportant au contraire à l'assistance du Père, du Fils et du Saint-Esprit tout ce que le peuple tchèque avait entrepris et exécuté. Qui avait inspiré à ses frères l'ardent amour de la vérité évangélique? Qui les avait protégés contre tant d'ennemis? Qui avait détruit avec une poignée d'hommes de si nombreuses armées? A Dieu seul en revenait la gloire. Et ces Tchèques, toujours vainqueurs, comment avaient-ils profité de leur triomphe? Ils avaient tendu la main aux pères du concile de Bâle pour arrêter l'effusion du sang; ils avaient accepté comme roi et seigneur le plus cruel de leurs ennemis, l'empereur d'Allemagne, Sigismond, ne lui demandant, en échange de la couronne de Bohême, que le respect des *compactats*. Sigismond avait juré de respecter cette grande charte; ses successeurs l'avaient juré aussi. Le nouveau roi avait prêté le même serment, et, gouvernant d'après cette loi sainte, il donnait à la Bohême des jours de paix et de bonheur que les vieillards du pays ne se souvenaient pas d'avoir jamais connus. O bénédiction de Dieu! mais bénédiction troublée par les violences des hommes! « De toutes parts, ajoutait l'orateur, la ruse et la calomnie nous enveloppent. Le roi et le peuple sont outragés. On nous appelle schismatiques, sectaires, fauteurs d'hérésies, et on affirme impudemment que c'est l'opinion du saint-siége, comme si de ce foyer d'amour pouvait sortir l'œuvre de haine. Nous n'avons opposé à nos ennemis que notre patience, car les *compactats*

nous font une loi d'oublier les outrages et de ne pas y chercher l'occasion de rompre la paix; mais nous attendons que le saint-père nous vienne en aide. Nous attendons que, châtiant les violateurs de la foi jurée, il rétablisse l'alliance entre la Bohême et le reste du monde chrétien. Nous le prions, nous le supplions de reconnaître solennellement les *compactats*, afin que toute division cesse parmi nous, et que la Bohême, assurée de son repos intérieur, puisse enfin, selon ses vœux, ouvrir la croisade contre les Turcs. »

L'assemblée écoutait dans un religieux silence. L'orateur s'exprimait avec tant de force et d'autorité, qu'aucun murmure, aucun souffle n'avait interrompu son discours. Quand il eut fini, le pape prit la parole, et, comprenant qu'il fallait détruire l'effet d'une harangue plus semblable à une accusation qu'à une requête, il déploya pendant plus de deux heures toutes les ressources du savoir et de l'éloquence. Avant d'exercer l'autorité de sa charge, il voulut faire apparaître à tous l'autorité de l'esprit. Lui aussi, comme maître Koranda, il connaissait l'histoire de la Bohême; il avait été mêlé à ces tragiques événemens. Légat du pape ou chargé d'affaires de l'empereur, il avait rempli plus d'une mission à Prague. Ces pays dévastés par la guerre civile et par les passions religieuses, il les avait parcourus en tous sens, il avait recueilli la tradition, il savait la vérité comme un témoin, et déjà il l'avait proclamée à la face du monde. L'Europe n'avait-elle pas lu sa description de l'Allemagne, son tableau de la Bohême, sa vie de l'empereur Sigismond? Cette histoire, il la refit à grands traits, insistant sur les horreurs que le député hussite avait laissées dans l'ombre et faisant frissonner l'auditoire au récit des massacres. Koranda, qui ne pouvait ni réveiller ni écarter complètement ces souvenirs, les avait justifiés d'un mot, à la manière biblique, en attribuant au glaive de Dieu l'épouvantable hécatombe; son devoir était de peindre avant tout la paix, l'ordre, la sécurité, rétablis en Bohême par la main du roi George. Pie II, en avocat consommé, détourne l'attention des auditeurs de ce tableau des choses présentes, et les reporte trente ans en arrière. « Ah! que de ruisseaux de sang! que de prêtres égorgés! que de couvens souillés et détruits! Les plus beaux monumens de l'antique piété de la Bohême ne sont plus que des ruines, et quelles ruines! des charniers. Un jour, sous le roi Ladislas, j'arrive à Beneschau, et je m'empresse d'aller revoir une de ces belles églises de Bohême, les plus grandes, les plus riches qui fussent dans toute la chrétienté. Hélas! si horrible était la dévastation, que je ne pus retenir mes sanglots. Pourquoi donc parler des *compactats* du concile de Bâle? Ils n'ont été accordés aux hussites que pour mettre fin à tant de barbarie. C'est la contrainte qui les a fait voter; la contrainte cessant, le droit commun reparaît. Vous désirez la paix, vous demandez la

paix, dites-vous, et ce que vous sollicitez de ce saint-siége est le contraire de la paix, puisque c'est une atteinte à l'unité de l'église. Cependant vous êtes nos fils, nous sommes votre père; comptez sur notre paternelle sollicitude. Si un fils sollicite de son père une grâce qui doit lui être funeste, c'est par amour pour son fils que le père est tenu de rester inflexible. Nous convoquerons nos frères, nos conseillers, et nous vous donnerons une réponse conforme à notre honneur et à vos intérêts. »

La réponse était indiquée d'avance. Pendant une dizaine de jours, les conférences particulières recommencent entre les cardinaux et les envoyés du roi de Bohême. Mêmes argumens de part et d'autre, même impossibilité de s'entendre. Enfin le mercredi 31 mars Pie II, dans un consistoire solennel, en présence de plus de quatre mille personnes, proclame sa décision. Son discours, très long, très étudié, reproduit tous les argumens que les cardinaux et le pape lui-même ont déjà mis en œuvre. Pour des motifs de discipline, de théologie, de morale, bien plus, pour des raisons politiques et dans l'intérêt du peuple tchèque, la communion sous les deux espèces est déclarée contraire à la foi orthodoxe. « Revenez à votre mère, disait le pape en terminant, revenez à l'église infaillible; alors seulement la gloire et la paix resplendiront de nouveau sur ce royaume, que frappent depuis si longtemps la malédiction et la mort. » Lorsque Pie II a fini de parler, Antoine d'Eugubio, procureur de la foi, se lève et prononce cette sentence à voix haute : « Je déclare publiquement devant l'assemblée des vénérables cardinaux, archevêques, évêques, et de toutes les personnes ici présentes, que le saint-père rapporte et supprime les *compactats* accordés au peuple de Bohême par le concile de Bâle, que la participation des laïques à l'eucharistie sous les deux espèces est défendue et interdite, enfin que le serment d'obédience prêté par le roi de Bohême est accepté, mais seulement sous la condition pour lui d'extirper l'hérésie de ses états, de rentrer dans le sein de l'église romaine, de se conduire et de conduire son royaume d'après la loi du saint-siége. Et j'ordonne aux notaires publics de consigner cet événement en plusieurs manuscrits pour tous les temps à venir. »

Le lendemain, 1er avril, les députés de la Bohême étant venus prendre congé du pape, Pie II les reçut dans son jardin en présence de quelques cardinaux et leur adressa ces paroles : « Dites bien à votre roi que nous l'aimons et que nous sommes prêt à faire pour lui tout ce qui ne sera pas contraire à l'honneur de ce saint-siége. Votre requête était inadmissible. Dites au roi, à la reine, aux barons, de fuir les nouveautés religieuses. Et toi, Kostka, si cher à ton souverain, toi qu'il aime entre tous, exhorte-le à nous obéir. Ce sera une source de gloire pour le royaume. Qu'il ait le courage de

communier publiquement sous une seule espèce, qu'il fasse communier avec lui la reine, ses enfans, toute la cour; le peuple le suivra sans résistance, car le roi est aimé, et le peuple en tout pays imite volontiers le roi qu'il aime. Et vous, maîtres, docteurs, excitez à l'obéissance envers nous toutes les âmes dont vous avez la charge. Songez-y, si l'erreur continuait à se propager dans l'ombre, nous serions obligé de recourir à des mesures de rigueur, voulant que ce royaume soit ramené à l'église, quelque prix qu'il en coûte. Ne vaut-il pas mieux se soumettre de bonne grâce que céder à la force? »

Telle fut la conclusion de ces mémorables scènes. Pie II, qui connaissait si bien la Bohême, effaçait d'un trait de plume quarante années de son histoire, au risque de réveiller les fureurs que le concile de Bâle était venu apaiser. N'avait-il pas vu de ses yeux avec quelle facilité un peuple est poussé au fanatisme lorsque des gens qui valent moins que lui essaient de lui arracher sa foi? ou bien croyait-il que l'ardeur des vieux hussites était à demi éteinte chez leurs enfans, et qu'il suffisait d'un coup d'état pour l'étouffer sans retour? Mais ces événemens mémorables soulèvent de bien autres questions. Pourquoi les fils des vieux hussites ne sont-ils pas plus conséquens avec eux-mêmes? Pourquoi, repoussant l'autorité de Rome, veulent-ils rester dans l'église catholique? D'où vient qu'ils n'osent pas se séparer? ou plutôt d'où vient que l'idée d'une séparation est aussi douloureuse pour eux que l'idée d'une soumission absolue? Avant les profondes études de M. Palacky, on regardait les hussites comme des précurseurs de Luther. Cela est faux, cela n'est vrai du moins qu'avec bien des explications et des nuances. A la lumière des faits nouveaux révélés par l'historien de la Bohême, tout un ordre de pensées se déroule devant nous; il faut bien les résumer en quelques mots avant de continuer notre récit. On comprendra mieux tout ce qui va suivre.

Quand nous lisons aujourd'hui ces scènes d'un autre âge, il nous est difficile d'en apprécier l'importance et de les juger d'une manière équitable. Certes, à première vue, on ne peut donner tort à Pie II quand il dit aux hussites : « Choisissez! » On est forcé d'approuver sa logique, et même sur plusieurs points son esprit de sagesse; je mets à part la versatilité de sa conduite, je ne pense plus à Æneas Sylvius, mais au pape. Le pape avait-il tort de répéter : « Décidez-vous! » et les hussites avaient-ils le droit de répondre : « Nous voulons être hussites et catholiques tout ensemble? » La logique n'est-elle pas du côté du pontife de Rome? La contradiction n'est-elle pas chez les chrétiens de Bohême? Prenez garde : si vous allez au fond des choses, vous verrez que l'opposition des Tchèques ne ressemble pas à celle qui éclatera bientôt avec Luther; elle ren-

fermait, nous l'avons dit, l'ébauche confuse d'un système où l'église catholique, c'est-à-dire l'église chrétienne universelle, admettrait maintes libertés particulières, ouvrirait son vaste sein à maintes églises nationales. Les Tchèques du XVe siècle, ne se rendant pas compte de leurs idées, paraissaient enfoncés dans une contradiction aussi absurde qu'opiniâtre quand ils disaient sans vouloir en démordre : « Nous sommes hussites, et nous ne cessons pas d'être catholiques; » mais qu'importe la contradiction? Un des esprits les plus pénétrans de nos jours a dit que, sans un peu de contradiction, c'est-à-dire sans une certaine ampleur de pensée, on n'aboutit qu'à des vérités étroites et incomplètes. Est-ce qu'il ne nous arrive point, dans notre conduite comme dans nos pensées, de réunir souvent des principes contraires en apparence, dont le lien, quoique réel, nous échappe? Ce lien nous faisant défaut, notre conduite est illogique, notre pensée est contradictoire; il nous est impossible d'en rendre raison. Nous persistons cependant; pourquoi? Parce que l'instinct, dans son premier essor, va quelquefois plus loin que la pensée réfléchie, parce que nous atteignons tout d'abord par l'inspiration inconsciente des choses qui ne nous seront dévoilées que longtemps après par l'analyse. C'est là un phénomène que nulle psychologie vivante ne saurait contester, et on le retrouve chez les peuples comme chez les individus. Si les Tchèques du XVe siècle avaient pu analyser leurs sentimens comme un moraliste du XIXe, l'apparente contradiction de leur attitude se serait vite évanouie.

Au reste, ce que faisaient les Bohémiens du roi George au grand étonnement de l'étroite logique italienne, nos gallicans le faisaient aussi à leur manière et précisément dans cette même période. « Jamais, dit Bossuet, il ne fut tant parlé qu'à cette époque des libertés de l'église gallicane. » La contradiction que nous venons de signaler, moins grave chez nos savans docteurs, ne se produisait pas avec cette candeur véhémente qui donne aux sujets du roi George une physionomie si originale; elle avait toutefois de bien étranges hardiesses. Chose digne de remarque, le système qui réclame à la fois la liberté et l'union, la vie particulière et la vie commune, le système qui voudrait faire de l'église universelle un grand fédéralisme chrétien, apparaît au moment même où le moyen âge finit et où commence le monde moderne. Il apparaît dans deux pays bien différens, chez un peuple de race romane et chez un peuple slave, en France et en Bohême. Il est représenté chez nous par les hardis gallicans du concile de Bourges, et chez les Tchèques par les nouveaux hussites. Or ce système, non formulé encore, et qui est moins une doctrine qu'un pressentiment, la papauté le combat de tout son pouvoir, en France par une diplomatie infatigable, en Bohême par une guerre d'extermination. Qu'arrive-t-il? Cinquante ans après,

un autre peuple réclame aussi son autonomie religieuse, et, acceptant le dilemme de Pie II avec cette logique résolue que les Italiens s'étonnaient de ne pas rencontrer chez les hussites, il n'hésite pas à déchirer l'église. Si le système des hussites et des gallicans avait triomphé au XVe siècle, l'histoire aurait suivi un autre cours : l'église allemande eût pris sa place sans troubles, sans déchirement, comme l'église de Bohême et l'église gallicane, au sein du christianisme universel.

IV.

Les ambassadeurs de Bohême partirent de Rome le 3 avril et arrivèrent à Prague vers la fin du mois de mai. Un courrier dépêché par eux avait déjà porté au roi la terrible nouvelle : les titres de l'église nationale étaient anéantis par le pape. Dire la douleur et la colère de George, c'est chose impossible. Il vit là un coup de mort pour la patrie, et lui-même le ressentit au cœur. Se soumettre, pouvait-il y penser? A part la question d'honneur et de foi, c'eût été se perdre aux yeux de tout un peuple et déchaîner la révolution, cette révolution furieuse, hideuse, qu'il avait domptée à force de vigueur et de sagesse. Entrer en lutte avec le pape, quel péril! La croisade allemande allait peut-être se former de nouveau contre la Bohême. De quelque côté qu'il dirigeât ses regards, l'avenir était menaçant. Toutefois il n'hésita point. Sans rien faire pour précipiter la lutte, il l'attendit de pied ferme La seule politique à suivre, c'était de tenir pour nulle et non avenue la sentence du 31 mars, de veiller comme par le passé à l'exécution des *compactats*, et d'être toujours prêt à parer le coup du saint-siége. Ce n'est pas tout : la prévision de cette rupture inévitable lui inspire subitement une pensée audacieuse et grandiose. Il conçoit le plan d'une nouvelle Europe. Le pape et l'empereur, dans la hiérarchie du moyen âge, sont les tuteurs du monde chrétien ; George de Podiebrad a l'ambition d'émanciper les peuples et les rois. Il veut organiser une vaste ligue d'états dont l'indépendance n'aura plus rien à redouter ni du pape ni de l'empereur. S'il réussit, ce sera toute une révolution : le moyen âge aura reçu le coup de mort, et la société moderne atteindra en naissant le but que lui a marqué la Providence. Immense et périlleuse entreprise! il faut la mûrir en silence, il faut en préparer les voies avec une stratégie consommée. Il sera long et pénible, le siége de la vieille forteresse; en attendant l'heure d'investir la place, le roi George s'empresse de rassurer ses sujets. Il convoque les états dans le palais même le 8 août 1462, impatient de s'expliquer avec le pays simplement et à cœur ouvert sur la situation qui lui est faite.

Les représentants de la nation vinrent en grand nombre, non-seulement de la Bohême, mais de tous les pays de la couronne; la Moravie, la Silésie, la haute et basse Lusace y avaient leurs députés. Des évêques catholiques, les évêques de Breslau, d'Olmütz, d'autres encore, accompagnés des principaux dignitaires de l'église, prieurs d'abbayes et doyens de chapitres, s'étaient rendus à l'appel, car le roi George, dans sa loyale impartialité, avait convoqué même ses ennemis. La première séance publique s'ouvrit le 12 août à onze heures du matin. Le roi présidait en personne; à ses côtés étaient assis la reine Jeanne et ses fils. Il voulait que ce fût comme une grande assemblée de famille. La séance ouverte, le roi prit la parole; il rappela brièvement tout ce qu'il avait fait pour l'honneur, la paix et la prospérité du pays; il ajouta que pour couronner son œuvre, et sur le conseil de ses plus fidèles amis, il avait envoyé une ambassade au pape, espérant que cette démarche dissiperait les préventions de Rome, espérant qu'elle consoliderait la restauration politique et religieuse d'un état longtemps dévasté par la tempête, mais ardemment chrétien. L'ambassade était revenue, et avec quelle réponse! les représentans de la Bohême allaient l'entendre. Alors le sire de Kostka fit une sorte d'introduction en quelques mots, puis le chancelier Procope de Rabstein et maître Koranda lurent le journal qu'ils avaient rédigé des travaux de la mission. Pas un détail n'y manquait, la lecture dura plusieurs heures. Reprenant ensuite son discours, le roi exprima noblement la douleur qu'il ressentait à titre de roi et de chrétien. La première pensée qui s'offrait à lui, c'était le souvenir de la longue anarchie qui avait désolé la Bohême; cette anarchie heureusement vaincue grâce à la loi de concorde votée à Bâle par les plus hauts représentans de l'église, le pape voulait-il donc la déchaîner de nouveau en détruisant l'œuvre de ses supérieurs? On lui reprochait, à lui George de Podiebrad, d'avoir manqué au serment qu'il avait prêté en recevant la couronne; quel était donc ce serment? Il en lut le texte à haute voix et s'écria : « Vous l'entendez, nous avons juré d'extirper de ce royaume les hérésies et les sectes. Or, vous le savez, nous n'aimons ni les hérétiques ni les sectaires : nous les avons frappés et dispersés; mais la communion sous les deux espèces est-elle une hérésie? Est-ce une hérésie, la cène instituée par le Sauveur? Est-ce une hérésie, la foi consacrée par un concile œcuménique? Élevé dans cette foi dès notre enfance, fidèle à nos religieuses pratiques comme simple membre de la noblesse, puis comme lieutenant du royaume, nous n'y avons pas renoncé en montant sur le trône; pouvait-on croire que sous ce nom de sectes et d'hérésies le roi George comprenait la religion de sa patrie et la sienne? Si quelqu'un au monde a jamais pensé que, pour obtenir la consécration de mon pouvoir, j'étais ca-

pable de renier ma foi et mon Dieu, c'est une étrange erreur, une erreur que rien de ma part n'a pu autoriser; je n'en suis pas responsable. Or, pour qu'il n'y ait plus nul doute à cet égard, sachez tous que nous resterons éternellement fidèles à la communion sous les deux espèces, je dis nous tous, moi, le roi, ma femme assise à mes côtés et tous mes chers fils qui m'entourent, et non-seulement nous resterons fidèles à notre foi jusqu'à la dernière heure, mais, s'il faut y sacrifier notre couronne et notre vie même, nous sommes prêts. »

Le roi avait prononcé ces paroles avec une si vive émotion, que l'assemblée presque tout entière ne put retenir ses larmes (1). On agita ensuite la question de savoir si les *compactats*, malgré le décret du pape, devaient toujours être considérés comme la loi fondamentale du royaume. Le roi fit lire aux états le récit officiel des négociations des hussites avec le concile de Bâle, le texte authentique des *compactats*, les confirmations scellées du sceau des rois ses prédécesseurs, Sigismond, Albert, Ladislas, et après avoir ainsi confronté le décret de Pie II avec les titres imposans du droit public de la Bohême, il demanda que chacun des assistans répondît à cette question : « Si quelqu'un, au sujet des *compactats*, attaque le roi ou le royaume, soit l'outrage à la bouche, soit les armes à la main, êtes-vous prêt à le défendre? » La séance fut suspendue quelque temps pour que l'assemblée pût délibérer. Les députés, comme on devait s'y attendre, se divisèrent en deux groupes. Les véritables représentans du pays, les députés hussites, s'empressèrent de parler les premiers; Kostka, leur interprète, remercia le roi, la reine, leurs enfans, de cette généreuse profession de foi qui allait enflammer la Bohême, et déclara au milieu des acclamations de ses amis qu'ils étaient tous résolus à donner leurs biens et leur sang pour la défense du trône. Les catholiques ne pouvaient tenir ce langage; ils avaient deux maîtres à servir, le roi et le souverain pontife. C'étaient presque tous des membres de la haute noblesse, seigneurs et barons; leur chef, Zdéněk de Sternberg, promit au roi l'assistance de ses amis en tout ce qui ne serait pas contraire aux instructions du saint-siége. On comprend que le roi n'ait pas été satisfait d'une telle réponse. Il n'y avait pas de concordat au xve siècle, le pape s'attribuait le droit de régenter tous les états chrétiens; dans une lutte entre Pie II et le roi George, les catholiques n'avaient pas de mesure pour discerner le juste de l'injuste, ils ne pouvaient plus obéir qu'à un seul maître, et ce maître était un souverain italien. Le roi, tout mécontent qu'il était, dit aux évê-

(1) *Ad cujus professionem fere tota synodus, aut pro majori parte, præ fletu effudit lacrymas,* comme dit le greffier, témoin de ces grandes scènes.

ques et aux barons qu'il se fiait à leur loyauté, à leur patriotisme, qu'il voulait le respect des consciences, et ne souffrirait pas que la paix publique fût jamais troublée par des questions religieuses.

Cette âme vraiment royale, et qui pratiquait si bien les devoirs de sa royauté, n'était pas disposée à la laisser avilir. On le vit clairement à la seconde séance, où le légat du pape fut entendu. Ce légat était un de ces docteurs, théologiens ou légistes, qui se mettaient au service des divers gouvernemens, et formaient, nous l'avons vu, la libre diplomatie du xve siècle. Il était Dalmate de naissance et ardemment catholique; George, qui n'était pas un chef de secte, mais un roi, s'était fait représenter par lui auprès de Pie II. Fantin de Valle, c'est son nom, occupait encore cette charge quand l'ambassade bohémienne était arrivée à Rome. Les envoyés du roi, craignant que leurs compatriotes ne les accusassent de faiblesse ou d'inhabileté, n'étaient pas fâchés de ramener un témoin qui pût certifier l'exactitude de leurs récits. Le pape, de son côté, n'avait pas cru possible, dans les circonstances présentes, de trouver un légat plus convenable que le théologien du roi George. C'est ainsi que le docteur Fantin de Valle, après avoir servi le roi de Bohême comme chargé d'affaires à Rome, revenait à Prague comme légat du pape. Au moment de le faire introduire dans la salle des états (13 août), le roi parla ainsi aux députés : « Nous allons l'entendre aujourd'hui en qualité d'ambassadeur du pape; demain, il comparaîtra comme notre chargé d'affaires. Quels que soient les discours qu'il tienne ici au nom du souverain pontife, je vous ordonne à tous de demeurer calmes et de ne pas l'interrompre. » Fantin fut introduit et traité de la même façon que les envoyés bohémiens au consistoire de Rome : il dut rester debout en présence du roi, comme les envoyés du roi étaient restés debout en présence du pape.

« Avant d'exposer l'objet de ma mission, dit le légat, je demande si je puis parler librement et en toute sécurité. — Librement et en toute sécurité, » répondit le roi. Alors Fantin commença son discours, qui ne fut qu'une paraphrase véhémente des paroles prononcées par Pie II dans le consistoire du 31 mars. A des récriminations violentes contre les premiers hussites, à une interprétation sophistique des *compactats*, à des lieux communs déclamatoires sur l'unité romaine, enfin à la proclamation du décret pontifical qui mettait à néant la charte religieuse du concile de Bâle succédèrent bientôt des exhortations altières renfermant une insulte pour le roi. « Tenez votre serment! s'écriait-il. Recevez la communion des mains des prêtres catholiques, vous, sire, et la reine et toute votre maison. Chassez de la cour tous ces chapelains effrontés, maîtres d'erreur et ministres de ruine; livrez-les à l'administrateur du chapitre de Prague pour qu'il châtie leur impudence; défendez à tout sectaire la distribution

du saint sacrement, qui devient une profanation entre leurs mains; sinon, devant Dieu et devant les hommes, vous n'échapperez point à la honte du parjure. » A ces mots, le roi ne put s'empêcher d'interrompre l'orateur, prenant Dieu et sa conscience à témoin que jamais, et envers qui que ce fût, il n'avait violé son serment. « Il ne vous appartient pas, répliqua Fantin, d'interpréter ce serment à votre guise. C'est à celui qui l'impose, non à celui qui le prête, d'en fixer le sens et la portée. » Le roi répondit avec calme : « Dans les choses de conscience, je ne reconnais personne ici-bas pour mon juge. — Voulez-vous donc braver l'autorité du saint-siége? reprit impétueusement le légat. Prenez garde : le pape ne laissera aucune révolte impunie, et ses coups portent loin, ne l'oubliez pas. Quelle est la source de tous les pouvoirs de la terre? Qui donne aux rois leurs couronnes, aux prélats leurs priviléges, aux universités leurs franchises? Celui qui confère les droits peut aussi les retirer. » La mission du légat était finie; en jetant cette menace au roi de Bohême, il quitta l'assemblée.

Aussitôt le roi prit la parole : « Vous l'avez entendu, barons, chevaliers, bourgeois, peuple de Bohême! Vous qui nous avez nommé votre protecteur, votre roi, on vient vous dire que ce n'est pas à vous, mais à un étranger, de choisir le roi de ce pays! Cet homme a osé toucher à notre honneur! S'il n'était pas l'envoyé du pape, je jure Dieu que cette heure serait la dernière de sa vie. L'honneur, mes amis, je l'ai toujours placé au-dessus de tous les biens d'ici-bas : a-t-on jamais vu sur ce trône un seul manquement à l'honneur comme il y en a eu de toute sorte sur le siége romain? Mais Fantin recevra son châtiment, et nous espérons que vous tous, en fidèles sujets, vous ressentirez l'insulte faite à l'honneur de votre roi! » Après avoir donné ce libre cours à son indignation, il revint avec plus de calme à l'exposé des choses publiques. L'intérêt le plus urgent était d'écarter les orages qui pouvaient fondre de nouveau sur le royaume. Le roi, dès les premières nouvelles de Rome, s'était déjà mis à l'œuvre; il apprit aux députés que le comte palatin Frédéric et le duc Louis de Bavière offraient leur médiation entre la Bohême et le saint-siége. Il promit de réunir encore les états, d'invoquer encore leur appui, leurs conseils, et la séance fut levée.

Quand on sut ce qui s'était passé aux états, une formidable agitation se répandit dans la ville. On ne pouvait supporter l'idée que le légat du pape, en pleine séance royale, eût traité d'hérétiques tous les calixtins de Bohême. Si le roi n'avait annoncé la punition de Fantin, l'émeute eût éclaté. Les amis du légat lui conseillaient de fuir; mais lui, fier de l'impression qu'il avait produite, sentait redoubler son audace. Soit qu'il eût confiance dans la modération du roi, soit qu'il ne craignît pas le martyre, il resta ferme à son

poste. Le lendemain, le roi le fit mander devant son conseil. Ce n'était plus le légat du pape remplissant sa mission en présence des états de Bohême, c'était simplement, et on le lui déclara tout d'abord, le fonctionnaire du roi George appelé à rendre compte de l'exécution de son mandat. « Il est vrai, répondit insolemment Fantin, que j'ai servi le roi comme chargé d'affaires, tant que j'ai espéré que le roi serait fidèle à ses promesses et tiendrait son serment; mais depuis que je l'ai vu parler d'une façon et agir d'une autre, j'ai quitté son service. » A ce nouvel outrage, le roi tira son épée : « Je ne sais qui me retient, s'écria-t-il, de t'étendre mort à mes pieds! » Fantin, bravant jusqu'au bout la colère trop légitime de son maître, répondit qu'il ne pouvait souhaiter un trépas plus glorieux. Cette bravade fut un avertissement. Le roi sentit quelle faute il eût commise. Était-ce à lui de punir de sa main le mandataire infidèle, l'homme qui avait trahi la confiance du roi, la confiance de tout un peuple, et qui se vantait de sa félonie? Il suffisait de le livrer à ses juges. Le procès ne fut pas long. On produisit immédiatement des pièces apportées de Rome par l'ambassade, et prouvant que le docteur Fantin de Valle, loin de servir les intérêts de son maître, avait excité contre lui la haine des Romains. La sentence portait qu'il avait mérité la mort, mais que le roi, par déférence pour le pape, exerçait son droit de grâce et se bornait à tenir le condamné sous bonne garde. Le légat fut enfermé le jour même dans les prisons de l'hôtel de ville. La chancelier Procope de Rabstein, convaincu aussi d'infidélité, fut destitué de sa charge, et obligé sur parole à rester prisonnier chez lui jusqu'à nouvel ordre. A cette nouvelle, quelques-uns des chefs catholiques, l'évêque de Breslau et le baron Zdének de Sternberg, furent saisis d'une terreur panique et s'éloignèrent de Prague sans prendre congé du roi. Au contraire l'évêque d'Olmütz, Procas de Boscowic, resta plusieurs jours dans la ville et s'employa charitablement à calmer les esprits.

Ce n'était pas devant la colère du roi, dont la sagesse était connue, c'était devant l'irritation populaire que les chefs catholiques avaient pris la fuite. L'émotion publique était extrême; les imaginations effarées attribuaient au gouvernement les plus sinistres projets. Le roi, pour étouffer ces rumeurs, crut devoir signifier ses intentions au clergé des deux églises. Il ordonna au consistoire hussite et au chapitre de l'archevêché de rassembler à Prague, le 16 septembre, tous les prêtres soumis à leur autorité. Cet ordre était formulé en termes si sévères que le doyen du chapitre, Hilaire de Leitmeritz, exigea de tous ses subordonnés un reçu de la convocation, afin que nul ne pût alléguer son ignorance. De tous les points de la Bohême, les deux clergés répondirent à l'appel. Le matin du jour où ils devaient se présenter devant le roi, sept cent quatorze prêtres

catholiques, réunis chez le doyen Hilaire, écoutaient les instructions de leur chef. Le digne doyen leur recommanda la prudence, la fermeté; ni paroles arrogantes ni capitulations peureuses, c'était l'attitude qui leur convenait. Si la colère du roi tombait sur l'un d'entre eux, pourquoi celui-là se troublerait-il? Ils marchaient tous ensemble, ils avaient une même âme pour soutenir une même cause. Après avoir invoqué Dieu dans la vieille cathédrale, près du tombeau des saints martyrs de Bohême, ils se rendirent au palais comme s'ils marchaient au supplice, les uns fort effrayés, silencieux, abattus, et n'obéissant qu'à la contrainte, les autres transportés d'enthousiasme et heureux de donner leur vie, s'il le fallait, pour attester leur foi. Tous se trompaient. L'homme qui les faisait comparaître devant lui n'était pas un inquisiteur du moyen âge; ils allaient voir une chose dont ils ne se doutaient guère, l'image du christianisme humain, l'un des premiers types, le plus noble peut-être, du vrai souverain moderne.

Le long cortége, descendant des hauteurs du Hradschin, traversa le pont de la Moldau et se dirigea vers le palais du roi. Ils marchaient deux à deux, trois à trois, au milieu d'une population hostile, mais apaisée, car elle avait confiance dans son chef. Quand ils arrivèrent, les prêtres hussites, plus nombreux encore selon toute vraisemblance (les documens n'indiquent pas le chiffre), étaient déjà rassemblés dans la salle des états, sous la conduite de maître Rokycana, l'archevêque élu. Chacun ayant pris place, le roi parla ainsi : « Depuis que la grâce de Dieu m'a fait monter sur ce trône, j'ai consacré tous mes jours, toutes mes veilles, à maintenir au dehors l'honneur du royaume et sa tranquillité au dedans. Vous au contraire, prêtres des deux églises, vous ne cessez de vous quereller, vous vous injuriez les uns les autres, vous vous traitez réciproquement d'hérétiques, de sectaires, vous refusez la sépulture aux morts et l'entrée des temples aux vivans. Ce n'est pas tout : il en est parmi vous qui se déshonorent en fréquentant des femmes de mauvaise vie, en se livrant au jeu, en se souillant de débauches que j'aurais honte de nommer. Si vous ne vous amendez vous-mêmes, je serai obligé de prendre des mesures pour que l'honnêteté publique ne reçoive pas d'atteintes. En outre nous vous ordonnons à tous, membres des deux clergés, d'observer religieusement les *compactats* que le concile de Bâle a donnés à ce royaume pour y établir la paix. Quiconque osera les violer n'échappera point à ma colère. Je ne souffrirai pas que vos dissensions nuisent à la prospérité du royaume.» Le doyen du chapitre catholique et l'archevêque hussite répondirent brièvement, chacun au nom de son troupeau. Tous deux commencèrent par rendre grâce au roi des biens dont il avait comblé la patrie. Rokycana soutint que les reproches formulés par le roi ne pou-

vaient s'adresser aux prêtres hussites, qu'aucun d'eux n'avait violé les *compactats*, qu'aucune infraction aux bonnes mœurs n'était restée impunie. Le doyen Hilaire de Leitmeritz prononça aussi quelques mots pour la justification de ses frères, et sans s'expliquer sur la valeur des *compactats*, protesta de son amour pour la paix. Après ce colloque, le roi fit connaître le sujet de sa querelle avec le saint-père, exposa les motifs de l'emprisonnement de Fantin, et défendit que personne intervînt en sa faveur. On remarqua beaucoup un des incidens de la séance. Rokycana s'étant plaint de la désobéissance d'un de ses prêtres : « Maître, dit le roi d'un ton sévère, tu veux toujours que tout le monde t'obéisse, et toi, tu n'obéis à personne. » Craignant sans doute que les chefs du clergé hussite, animés par la lutte et confians dans l'énergie du roi, ne se crussent dispensés de l'équité, il voulait montrer que, s'il était résolu à maintenir l'église nationale, il était avant tout le grand justicier de la Bohême, le protecteur du droit commun.

V.

L'arrestation d'un légat du pape par le roi George produisit une impression extraordinaire non-seulement en Bohême et en Allemagne, mais dans toute la chrétienté. La lutte était décidément ouverte entre George de Podiebrad et Pie II. Quels événemens allaient sortir de là? Serait-ce la guerre? serait-ce une croisade contre l'hérétique? Les deux ennemis avaient les yeux fixés sur l'Europe, celui-ci pour trouver un successeur au roi de Bohême, celui-là pour écarter les intrigues et conjurer l'orage. Une lettre de l'empereur au saint-père, en date du 1er octobre 1462 (six semaines après les événemens dont nous venons de faire le récit), nous apprend que déjà un prince étranger, on ne sait lequel, avait sollicité à Rome le titre de roi de Bohême.

C'était demander trop tôt une mesure qui, ne pouvant être soutenue à demi, exigeait de vastes ressources et une guerre à outrance. L'heure des grands coups n'avait pas encore sonné. Au contraire les premiers événemens de cette période nouvelle sont favorables au roi George. Le prince auquel Pie II devait s'adresser tout d'abord pour combiner avec lui la déposition de Podiebrad, l'empereur Frédéric III, avait été fort mécontent de la suppression des *compactats*, non qu'il éprouvât la moindre sympathie pour la cause religieuse des Tchèques, mais parce que, menacé d'une insurrection en Autriche, il prévoyait qu'il aurait besoin avant peu de l'énergique secours du roi de Bohême. L'explosion fut plus prompte qu'il n'avait cru. Le 28 octobre, un seigneur autrichien nommé André Baumkircher arrivait de Vienne à Prague à bride abattue,

après avoir crevé une trentaine de chevaux, dit la chronique. Couvert de sueur et de poussière, il se présente à la porte du palais. La nuit était fort avancée, et déjà le roi s'était retiré dans sa chambre. Les gardes ajournent le messager au lendemain; il insiste, il se nomme, il vient de la part de l'empereur, il faut qu'il parle au roi. On l'introduit enfin. « Sire, l'empereur est perdu, si vous ne venez à son aide. » Et il raconte au roi l'insurrection de Vienne. Enfermé dans la forteresse avec l'impératrice et sa famille, Frédéric n'a que trois ou quatre cents gardes pour se défendre, et la forteresse est enveloppée par une armée de onze mille hommes que grossit de jour en jour une population exaspérée. Ce n'est plus une de ces luttes féodales où les états révoltés arrachent des concessions au souverain; c'est tout un peuple en révolution. Les insurgés en veulent à la vie de l'empereur et des siens. La forteresse peut tenir encore, mais ses jours sont comptés; sans le secours du roi de Bohême, il n'y a plus d'espoir. Le roi écoute les prières du messager et se recueille un instant. Laissera-t-il périr ce souverain qui peut lui faire tant de mal? Essaiera-t-il de le vaincre par la grandeur du bienfait? Après une délibération de quelques minutes, il dit à Baumkircher : « Repose-toi cette nuit; mais demain, au point du jour, hâte-toi de retourner vers ton maître, et annonce-lui mon arrivée. Quelques jours seulement pour rassembler mes troupes, et je pars. Nous sauverons l'empereur, je le jure, ou nous mourrons avec lui. » Le danger était si grand que cette promesse ne suffisait pas; l'envoyé de l'empereur voulait un signe, un gage, qui fît connaître la résolution du roi de Bohême et jetât la terreur parmi les insurgés; il demanda que le fils du roi, le prince Victorin, accompagné de quelques seigneurs de la cour, partît avec lui dès le lendemain. « Il partira, » dit le roi.

Que se passait-il donc en Autriche? Il y avait depuis longtemps des querelles très vives entre les états et l'empereur, l'empereur travaillant sous main à étendre son pouvoir dans ses provinces héréditaires, les états défendant leurs franchises avec vigueur. L'ambition de Frédéric III lui faisait des ennemis que sa faiblesse enhardissait de jour en jour. Au reste, les orages qu'il soulevait ainsi ne paraissaient guère l'effrayer; il disait que l'orage s'apaiserait, que le temps calmerait les passions, et, comptant sur cet auxiliaire infaillible, il poursuivait tranquillement ses desseins. En vain l'impératrice, une vive et ardente Portugaise, le poussait-elle à se venger de ses ennemis : « Le vengeur, c'est le temps, » répondait-il. Il savait aussi que, dans les momens critiques, les secours ne lui manqueraient pas; n'y avait-il pas toujours quelque prince dans l'empire qui pouvait avoir besoin de lui? La majesté impériale n'était-elle pas encore un talisman? Économe jusqu'à l'avarice, circonspect jus-

qu'à l'inertie, il souriait dans sa barbe en pensant que tel ou tel de ses puissans vassaux, par déférence pour son titre, ne demanderait pas mieux que de soutenir le poids de la guerre. Il faut connaître ce caractère bizarre, ce mélange de ruse, de ladrerie, d'insouciance apparente, d'impassibilité calculée, pour comprendre les témérités de sa conduite. Cette opposition dont il s'inquiétait si peu avait fini par s'étendre des seigneurs aux bourgeois, des états aux communes. Le chef des mécontens était son propre frère, le duc Albert d'Autriche. Sa bonne ville de Vienne, jusque-là si fidèle, venait de se soulever à son tour. Que lui reste-t-il dans ce désarroi général de ses états héréditaires? Il lui reste l'empire, l'empire, qu'il ne connaît point, où il n'a jamais paru, dont toutes les affaires lui sont indifférentes. Il faut pourtant qu'il ait un point où rallier ses amis, en attendant les secours qu'il va solliciter. Il part de son château de Neustadt avec une petite armée, et se dirige sur Vienne pour arrêter l'insurrection. A cette nouvelle, la ville est en feu, on se prépare pour une lutte à mort, et l'empereur, qui n'a eu que le temps de se jeter dans la forteresse avec sa famille et une poignée de serviteurs, s'empresse de licencier son armée, croyant apaiser la tempête. Malheureusement il a renvoyé ses troupes sans leur payer leur solde : les soldats veulent se venger sur les bourgeois et menacent de piller la ville; mais bientôt bourgeois et soldats s'unissent contre l'empereur enfermé dans son fort. C'est alors que Frédéric III envoya demander l'assistance du roi de Bohême. De leur côté, les bourgeois de Vienne, apprenant que George de Podiebrad allait accourir avec ses terribles bandes, firent prévenir aussitôt leur chef naturel, le duc Albert d'Autriche.

Frédéric III, malgré son inertie, montra qu'un sang royal coulait dans ses veines : il se battit vaillamment sur la brèche. L'impératrice elle-même, assistée de ses enfans, fit si bien son devoir, que la petite troupe des assiégés, enflammée par son exemple, put résister pendant plusieurs jours à un ennemi bien supérieur en nombre et attendre les secours du roi George. Le duc Albert était arrivé à Vienne le 2 novembre (1462) avec tout un cortége de seigneurs révoltés, ce qui portait à vingt mille hommes l'armée de l'insurrection. Le 14, le roi George est au bord du Danube avec sept mille soldats, et son armée, grossie chaque jour par des renforts arrivés des divers points de la Bohême, s'élève bientôt à vingt-deux mille combattans.

Nous n'avons pas à raconter ici les péripéties de la lutte : disons seulement que, le 4 décembre, l'empereur et sa famille, réduits à toute extrémité par le froid et la faim, purent sortir de cette forteresse, où une mort certaine les attendait. Le prince Victorin, accompagné des premiers seigneurs de Bohême, alla leur ouvrir les portes

et les escorter par les faubourgs de la ville. Bien que le trajet ne fût pas long, on vit à l'attitude injurieuse du peuple combien était violente et générale l'irritation soulevée par l'empereur. L'impératrice, sous la garde des troupes de Styrie et de Carinthie, récemment arrivées au secours de leur maître, prit la route du château de Neustadt. L'empereur, traversant le Danube à Nussdorf, se porta au-devant du roi de Bohême, qui l'attendait sur la rive gauche du fleuve. Malgré un froid des plus vifs, le roi, à cheval dès le matin, y était resté à son poste, afin d'accueillir l'empereur à sa sortie du *burg*. Les deux souverains se saluèrent avec une grande cordialité; puis, chevauchant l'un à côté de l'autre, ils se rendirent à Kronenburg, où était le quartier-général du roi de Bohême.

Le roi George employa tous ses soins à la réconciliation des deux frères. Il manda le duc Albert à Kronenburg et le fit introduire dans la grande salle du palais au moment même où il s'y entretenait avec Frédéric III. Aussitôt que le duc aperçut l'empereur, il s'élança vers lui, s'inclina profondément, s'agenouilla presque, non comme un frère devant un frère, mais comme un vassal devant son souverain. L'empereur, détournant la tête, refusa de l'écouter. Le duc renouvela ses hommages, ses prières même, car il demandait à l'empereur de vouloir bien signer sans rancune le traité dont le roi de Bohême avait été l'intermédiaire. L'empereur, marquant toujours une invincible répugnance à lui parler, répondait indirectement en s'adressant à un des seigneurs qui se trouvaient là. Le duc allait s'emporter peut-être, mais le roi, qui s'était retiré à l'écart, s'empressa d'intervenir : « Puisque vous ne pouvez vous entendre, dit-il, c'est à moi de vous imposer la paix en vertu du pouvoir que vous m'avez attribué l'un et l'autre. » Et il leur fit signer le traité par lequel il les mettait d'accord. Ainsi croissait, en face du pape inquiet et soupçonneux, l'autorité morale du roi de Bohême. Pendant les quatre jours que l'empereur passa auprès du roi, il lui montra la plus cordiale amitié. Sa reconnaissance était aussi ardente que sincère, et il la témoignait sous maintes formes. Sans parler des indemnités de guerre promises au royaume, aux villes, à certains barons, à tel ou tel combattant, Frédéric III récompensa son libérateur par de véritables largesses. Les franchises de la Bohême furent augmentées et ses redevances impériales diminuées de moitié. L'empereur s'engagea par écrit à ne plus se mêler des affaires intérieures de la Bohême, si ce n'est sur l'appel du roi et pour lui venir en aide. Le second des fils de George, Hynek (Henri), fut élevé au rang des princes de l'empire. La reine Jeanne reçut une couronne d'or. Enfin voici les marques les plus inattendues de cet enthousiasme de l'empereur pour le roi de Bohême : il décida que s'il venait à mourir avant la majorité de son fils Maximilien, George de Podiebrad serait

le tuteur du jeune prince; bien plus, si Maximilien lui-même n'atteignait pas sa majorité, l'héritier de ses états (Autriche, Styrie, Carinthie), ce serait encore Podiebrad, à l'exclusion du duc Albert et de tous les princes autrichiens. Ces quatre journées de Kronenburg furent comme la fête de l'amitié. Les deux souverains ne se quittaient pas; ils vivaient de la même vie, mangeaient et chassaient ensemble. Frédéric, si prudent, si cérémonieux, avait oublié toutes les lois de l'étiquette impériale : quand il prit congé du roi le 8 décembre, il se jeta le premier dans ses bras.

On devine l'irritation de Pie II à mesure que les événemens de l'Allemagne agrandissent le rôle du roi de Bohême. Il va jusqu'à nier les services rendus à l'empereur par le roi, et c'est à l'empereur lui-même qu'il s'efforce de persuader qu'il est dupe. « Le rusé Bohémien, écrit le rusé Sylvius, aurait pu t'épargner ces humiliations en se portant plus vite à ton secours. Il a voulu que tu ne fusses ni complétement vaincu ni complétement vainqueur. Sa politique est de perpétuer les guerres civiles en Autriche, afin d'y apparaître en médiateur et de tromper tous les partis. Dieu te garde de tomber jamais aux mains de l'hérétique! » La colère aveuglait ici cette intelligence ordinairement si fine; Pie II connaissait mal la politique loyalement hardie de son adversaire. Au lieu de ces misérables intrigues en Autriche qu'il lui impute bien à tort, les plus vastes projets occupaient le génie de Podiebrad. Assuré pour quelque temps au moins que le pape ne peut soulever l'Allemagne contre lui, il sait aussi que la situation peut changer, que l'empereur est une âme versatile, que Pie II est actif, infatigable, opiniâtre, que le point d'honneur pontifical ne lui permettra jamais de reculer, et que la lutte, un instant suspendue, éclatera un jour infailliblement. Il sait tout cela, il songe à l'avenir, et, reprenant son projet d'un grand parlement de rois, d'une grande ligue des états chrétiens contre la théocratie romaine, il travaille avec ardeur à l'accomplissement de son rêve. Pendant toute l'année 1463, on voit que cette préoccupation ne le quitte pas. C'était précisément l'époque où Louis XI, s'apercevant enfin du tort causé à la France par l'abolition des libertés gallicanes, remettait en vigueur les doctrines du concile de Bourges et invoquait de nouveau la pragmatique, comme s'il ne l'avait pas déchirée avec componction dans une comédie sacrilége. Se démentir ainsi à deux ans de distance, après une scène comme celle-là, c'était un peu fort, même pour Louis XI; mais la lutte était si vive entre l'église de France et les prétentions théocratiques de Pie II, le clergé, les parlemens, la nation tout entière protestaient si énergiquement contre le despotisme de Rome, que ce rétablissement indirect de la pragmatique dut paraître à toute l'Europe, et peut-être aussi à Pie II, la chose la plus naturelle du monde. Il se trouva qu'en violant sa pa-

role personnelle, le hardi comédien rentrait dans le droit public. Le roi de Bohême était-il informé de ces grands mouvemens de l'église de France en 1463? Savait-il que nos parlemens condamnaient de nouveau les empiétemens de la théocratie au nom de cette pragmatique sanction, abolie naguère, qui se rattachait par le concile national de Bourges au concile œcuménique de Constance? Préoccupé comme il l'était de sa lutte contre Rome, il est impossible qu'il ait ignoré de tels événemens. On peut même affirmer qu'il en connaissait tous les détails lorsqu'on voit auprès de lui le grand légiste Antoine de Marini, ancien conseiller du roi de France. Quoi qu'il en soit, c'est au commencement de l'année 1464 que le roi George, après avoir mûri ses plans, envoie une ambassade à Louis XI.

Dans le tableau si savant, si original où M. Michelet fait revivre la France de Louis XI, l'éminent historien, arrivé à l'année 1465, nous montre le roi isolé par ses fourberies et ses violences en face de la réaction féodale qui se dresse dans l'ombre, si tristement isolé qu'il s'en va quêter au loin des alliances singulières. « Louis XI voyait venir la crise, et il se sentait seul, seul dans le royaume, seul dans la chrétienté. Il fallait qu'il sentît bien son isolement pour aller chercher, comme il le fit, l'alliance lointaine du Bohémien et de Venise, alliance contre le Grand-Turc, assez bizarre dans un pareil moment; mais en réalité, si les affaires n'eussent marché trop vite, le Bohémien eût probablement attaqué le Luxembourg, Venise eût fourni des galères. » Les découvertes de M. Palacky nous permettent de compléter le récit de l'écrivain français et d'ajouter une page intéressante à notre histoire du xve siècle. Ce n'est pas Louis XI qui a recherché en 1465 l'alliance du Bohémien, pour l'employer à quelque coup de main contre le duc de Bourgogne. Le Bohémien, c'est-à-dire le roi George, avait envoyé des ambassadeurs à Louis XI dès l'année 1464 pour lui proposer cette grande chose : l'organisation d'une nouvelle Europe.

L'ambassade partit de Prague le 16 mai 1464. Elle avait pour chefs le sire Albert Kostka de Postupic, frère de celui que nous avons déjà vu à Rome, et le jurisconsulte Antoine de Marini. Quarante personnes environ, secrétaires et gentilshommes, les accompagnaient. Homme d'étude autant qu'homme de guerre, Albert Kotska était considéré comme le premier diplomate du royaume. Il n'y avait pas à la cour de Bohême un esprit plus fin, plus cultivé, un grand seigneur d'une vie plus élégante et plus noble. Il était hussite de naissance, mais sans nul fanatisme. La double communion n'était pas pour lui un dogme rigoureux, et il croyait volontiers que l'autre manière de pratiquer la cène contenait la même vertu divine. Très disposé à s'entendre sur ce point avec les catholiques, il remplissait les meilleures conditions pour s'unir à eux contre la théocratie ro-

maine. Si l'absolutisme du saint-siége commence à révolter à cette époque toutes les grandes nations chrétiennes de l'Europe, les hussites d'un autre côté excitaient de vives défiances. On voulait restreindre l'autorité du pape, on voulait que le pape fût soumis au concile; mais qui n'eût repoussé avec horreur l'idée de sortir du catholicisme? Or, il faut bien le dire, c'était l'opinion générale en Europe que les partisans de la coupe sainte avaient rompu avec l'église universelle. Nul n'était mieux fait que l'envoyé du roi George pour détruire ces préventions; nul ne représentait mieux le nouvel esprit hussite avec sa largeur conciliante et ce grand catholicisme dont il avait l'instinct. Quant à son collègue Antoine de Marini, nous avons déjà dit qu'il était un des chefs de la diplomatie européenne. Chargé de plusieurs missions par Louis XI, très initié à tous ces conflits de l'état et de l'église, qui sont le grand et mystérieux travail du xve siècle, est-il nécessaire d'ajouter qu'il avait accueilli avec enthousiasme les projets du roi George?

Le journal de l'ambassade, rédigé par un des secrétaires nommé Jaroslaw et mis en lumière par M. Palacky, est un curieux tableau de l'époque. Quand les envoyés traversent l'Allemagne et la France, le contraste des peuples est vivement accusé. Pour l'homme du peuple, dans les contrées allemandes, le Bohémien est toujours l'hérétique abominable dont on se détourne avec horreur. Les Français, qui se rappellent Ziska et les fanatiques du Tabor, sont tout étonnés de voir des Bohémiens si nobles, si graves, des chrétiens et non pas des démons d'enfer. Les Bohémiens au contraire sont surpris et scandalisés de la légèreté des mœurs, surtout dans le clergé, du nombre et de l'impudence des femmes de mauvaise vie. Héritiers d'une révolution terrible, ils en ont gardé la haute sévérité morale en y ajoutant ce qui manquait à leurs pères, la modération dans la force. Ce double trait de caractère est peint avec candeur dans le récit détaillé de Jaroslaw. Les ambassadeurs, par ordre du roi, s'étaient arrêtés dans les cours de Stuttgart, de Bade, où ils avaient reçu un accueil très cordial. A Strasbourg, *les fiers bourgeois de la ville*, comme dit Jaroslaw, leur avaient donné une garde de cent hommes pour les protéger dans les défilés des Vosges contre les brigandages du comte Hans d'Ebersbourg. A Bar-le-Duc, ils passèrent deux jours (13 et 14 juin) chez le roi René, qui les traita magnifiquement. Ils arrivent enfin à Amiens, et s'informent de la résidence du roi Louis XI, qui chassait alors dans les forêts de la Picardie, tout en combinant son autre chasse, son âpre et juste chasse aux tyrannies féodales. Le roi leur donne rendez-vous d'abord à Abbeville, puis bientôt au village de Dompierre, et c'est là qu'il les reçoit dans un petit château-fort environné de marais.

La première audience eut lieu le 30 juin en présence de la reine

et de son frère le roi de Chypre. « Quand on nous présenta au roi Louis XI, écrit Jaroslaw, Albert Kostka lui adressa les complimens du roi George et déploya ses lettres de créance; Antoine de Marini lui fit ensuite les mêmes complimens de la part des rois de Pologne et de Hongrie, et produisit aussi ses titres d'ambassade. Le roi prit les lettres, en fit lui-même la lecture à ses conseillers, et invita les deux ambassadeurs à prendre place sur les siéges préparés pour eux. Ceux-ci refusant par respect, un des conseillers du roi leur dit que c'était l'usage de France, et que tout ambassadeur de prince souverain avait droit de s'asseoir pour lire son message: en même temps il les pria, au nom du roi, d'être aussi brefs que possible. » Albert Kostka prit la parole le premier et exposa la demande de son maître. « Le roi de Bohême suppliait le roi de France, à titre de roi très chrétien et au nom de son dévouement à l'intérêt général, de convoquer au jour et au lieu par lui fixés un parlement de rois et de princes, pour qu'ils y vinssent en personne ou qu'ils s'y fissent représenter. L'auguste assemblée travaillerait à la gloire de Dieu, au bien de l'église universelle et à l'indépendance des états. » L'orateur développa ce thème dans un discours plein de belles pensées, de paroles heureuses, au dire de Jaroslaw, et qui ne dura pas moins d'une heure. Antoine de Marini confirma la harangue de son collègue par un tableau des pays qu'il venait de parcourir. Il rendit compte de ses missions en Pologne, en Bohême, en Hongrie, à Venise, à Rome; il parla des sympathies des Polonais, des Hongrois, mais surtout des Bohémiens et des Vénitiens pour la France; il raconta ses querelles avec certains évêques magyars, il fit connaître l'état moral de ces contrées et les lettres injurieuses que le pape y écrivait contre Louis XI; il conclut enfin à la nécessité d'un parlement de rois pour mettre fin à une théocratie, plus turbulente que forte, et sauver la dignité de l'église en même temps que la liberté des peuples. Le roi avait écouté attentivement les deux orateurs : il répondit que, l'affaire étant de grande conséquence et méritant réflexion, il leur donnait rendez-vous dans Abbeville, où il irait bientôt les retrouver.

A Abbeville, avant le retour du roi, les ambassadeurs eurent plus d'une conférence avec ses conseillers, et ne tardèrent pas à voir leurs illusions s'évanouir. Bien que Louis XI fût au plus fort de sa guerre avec le saint-siége, bien qu'il n'hésitât point à confisquer le temporel de trois cardinaux, à saisir les impôts romains, à frapper le pape et ses amis à grands coups d'ordonnances, il avait près de lui des conseillers qui prétendaient ménager Rome en haine des parlemens. Il les laissait faire, sauf à les désavouer. Sa politique était d'employer tour à tour le pape contre les parlemens et les

parlemens contre le pape. Ses représentans aux conférences d'Abbeville étaient le chancelier Morvilliers, l'évêque La Balue et le patriarche de Jérusalem; ils jetèrent les hauts cris quand les ambassadeurs bohémiens parlèrent d'annihiler le pouvoir politique du pape. On leur avait écrit non-seulement de Rome, mais de Prague, que le roi de Bohême était mis au ban de l'église, que ses envoyés étaient des hérétiques comme leur maître, et que ce serait une honte pour la France de s'allier à de tels mécréans. Il y eut des scènes presque violentes entre les trois conseillers de Louis XI et les deux Bohémiens. Il ne s'agissait même plus du parlement de rois, les conseillers juraient que toute alliance était impossible entre la France et la Bohême. Le roi pourtant fut d'un autre avis. Revenu dans Abbeville le 10 juillet, il emmena les ambassadeurs à Dieppe, puis à trois lieues du port, dans le petit château de Neuville. Là il fut décidé que Louis XI enverrait une ambassade à Prague après les fêtes de la Toussaint; Albert Kostka reçut le titre de conseiller du roi de France, et un traité d'alliance fut conclu entre les deux pays dans les termes mêmes que désiraient les ambassadeurs. Comme les évêques essayaient encore de s'y opposer : « Que cela vous fasse plaisir ou non, dit Louis XI, je veux être l'ami du roi de Bohême. » Ce traité, dont le texte original est aux archives de Vienne, porte que « les deux rois, pour le bien et l'honneur des deux royaumes, de la sainte église et de toute la chrétienté, veulent être frères, amis, alliés, dans tous les temps à venir. » Il n'y est pas dit un mot de ce parlement des souverains de l'Europe qui était le principal objet de l'ambassade.

« Ce n'était pourtant pas, s'écrie M. Palacky, une chimérique pensée pour l'époque, comme on serait tenté de le croire aujourd'hui. Les dernières assemblées générales de l'église, les conciles de Bâle et de Constance, avaient été des foyers de vie et d'action, non-seulement pour les choses religieuses, mais pour les intérêts politiques des nations chrétiennes. Pie II lui-même, en convoquant l'assemblée de Mantoue afin d'armer l'Europe contre les Turcs, avait montré combien ces délibérations solennelles étaient conformes à l'esprit public et aux nécessités du temps. Le XVe siècle est le premier qui ait vu naître ces congrès internationaux, étouffés et rendus impossibles par les déchiremens de la période suivante. Si le projet du roi George avait triomphé, l'histoire de l'Europe aurait pris une direction plus humaine; mais il fallait pour cela un Henri IV sur le trône de France, et non pas un Louis XI. Les plus vivantes idées sont frappées de paralysie quand elles viennent se heurter contre l'égoïsme. » Noble langage assurément, et très vrai dans ce qu'il a de général; appliqué à Louis XI, il est inexact et injuste. Louis XI n'était pas libre d'agir comme Henri IV. Qu'était-ce que ce parle-

ment de princes dans la pensée du roi de Bohême? Un moyen de lutter contre le pape, mais aussi un moyen d'affermir, de consolider l'état présent de l'Europe. On voit bien le prix que devait y attacher George de Podiebrad, le hardi parvenu, l'héritier d'une révolution partielle, qui ne songeait plus qu'à maintenir son œuvre. Toutefois l'Europe du xve siècle, cette Europe encore enveloppée dans mille complications féodales, cette Europe qui travaillait à l'enfantement des nouveaux peuples, pouvait-elle se confier à une institution de ce genre? Ces grandes magistratures ne sont possibles qu'entre des nations adultes, au moment où l'équilibre général s'établit. Le roi de France, pour ne parler que de lui seul, avait encore une moitié de la France à conquérir. Il faut répéter ici les vives paroles de M. Michelet sur la politique de Louis XI : « Ce n'étaient pas seulement les primitives vieilleries du moyen âge, c'étaient les parlemens et universités, secondes antiquités, ennemies des premières, que ce rude roi maltraitait. Naguère importans, redoutables, ces corps se voyaient écartés, bientôt peut-être, comme outils rouillés, jetés au garde-meuble... Les machines révolutionnaires les plus utiles aux siècles précédens risquaient fort d'être à la réforme sous un roi qui était lui-même la révolution en vie. » Voilà le vrai point de vue: cette pensée juste et forte nous aide à rectifier la sentence de M. Palacky. Le projet de George de Podiebrad était aussi une machine révolutionnaire, non pas vieillie, usée, mais d'un emploi dangereux; organisée trop tôt, elle pouvait arrêter la révolution. La révolution en vie, ayant sa tâche à poursuivre, l'écarta sans la condamner. Louis XI, avec sa vue perçante, ajournait à cent cinquante ans le parlement des rois et des nations.

Si Podiebrad avait échoué dans l'audacieuse entreprise qui devait le mettre à l'abri des coups du saint-siége, Pie II n'avait pas mieux réussi dans ce projet de croisade combiné à la fois pour repousser l'invasion ottomane et vaincre la rébellion du Bohémien. Le pape avait su que le roi de Bohême songeait à marcher contre les Turcs. Il le voyait déjà, pacificateur de l'Allemagne, joindre à sa redoutable armée quelques-unes des troupes de l'empire, et prendre l'initiative d'une guerre qui allait le consacrer désormais aux yeux de la chrétienté. Impatient de lui ravir une gloire dont il ne le croyait pas digne et qui le rendrait invulnérable, poussé d'ailleurs par sa foi, par son généreux enthousiasme, par la colère que lui inspirait l'apathie de l'Occident, il prit lui-même le commandement de la croisade. Il avait dit un jour : « Si le vicaire de Jésus-Christ, entouré de ses frères les cardinaux, marche le premier au combat sous la bannière de la croix, il n'y aura pas un roi, pas un prince, pas un seigneur, pas un homme d'armes dans toute la chrétienté, qui soit assez lâche pour rester en arrière. » Il partit donc de Rome pour An-

cône au moment même où Louis XI recevait en Picardie les ambassadeurs du roi de Bohême; il partit plein d'ardeur, plein de confiance, mais auparavant il avait lancé une bulle par laquelle George de Podiebrad était cité, à cent quatre-vingts jours de date, devant le tribunal du saint-siége pour y répondre à l'accusation d'hérésie. Ainsi les deux grands ennemis, le Turc et le Bohémien, ces deux ennemis qu'il s'obstinait à confondre dans l'emportement de sa colère, allaient être foudroyés du même coup. Tous les princes chrétiens étaient convoqués à Ancône avec leurs troupes. Un seul, celui qui, avec le Hongrois ou le Roumain, était le plus résolu à prendre les armes, celui qui sollicitait l'honneur et le péril du commandement, exclu de la convocation, était traduit comme un coupable devant la cour de Rome et condamné d'avance. Hélas! le pape est à Ancône. Quel vide autour de lui, quel silence dans cette ville où devaient se rassembler par terre et par mer tous les soldats du monde chrétien! A peine quelques bandes de *condottieri*, quelques compagnies de lansquenets, avaient répondu à l'appel. La bannière pontificale ne les garda pas longtemps. Les aventuriers avaient compté sur l'argent du pape, et le pape comptait sur la générosité des rois. Pie II eut la douleur poignante de voir s'évanouir sous ses yeux ce fantôme d'armée. L'intrépide vieillard voulait partir avec ses galères, se faire prendre par les Turcs, appeler sur lui les derniers supplices, espérant que le martyre d'un pape réveillerait enfin l'Europe chrétienne. Sans son neveu, le cardinal de Pavie, qui l'empêcha de céder au désespoir, il couronnait par cette sublime folie de la croix les tragiques scènes d'Ancône. Brisé par tant de secousses, il se sentait mourir. Le 14 août, malade, épuisé, sans forces, il eut la consolation de voir arriver les galères vénitiennes; il se fit porter à la fenêtre pour les saluer de loin. Le lendemain, son agonie commençait; il expira dans la nuit en répétant ces paroles : « Continuez, continuez ma sainte entreprise! »

Il n'y a pas de scène plus touchante dans l'histoire. Quarante ans après, Raphaël, tout jeune encore, chargé de dessiner des cartons pour le dôme de Sienne, y retraçait la vie d'Æneas Sylvius. La grandeur du pontife à demi mort se levant pour saluer les galères de Venise est un des premiers spectacles qui inspirèrent ce merveilleux génie. Comment ne pas oublier les fautes et les violences du prêtre en face de ce trépas héroïque? On aime à croire que Podiebrad, si magnanime lui-même, pleura son adversaire. Son émotion eût redoublé sans doute, s'il avait su quelles luttes bien autrement violentes, quelles luttes impies, féroces, anti-chrétiennes, allait lui susciter l'implacable successeur de Pie II.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

RECHERCHES NOUVELLES

SUR L'AME ET SUR LA VIE

Du Principe vital et de l'Ame pensante, par M. Francisque Bouillier, correspondant de l'Institut; 1 vol. in-8°. — *L'Ame et le Corps*, par M. Albert Lemoine; 1 vol. in-12. — *Stahl et l'Animisme*, par le même auteur; 1 vol. in-8°. — *La Vie dans l'homme*, par M. Tissot; 1 vol. in-8°. — *De vitæ Natura*, par M. Charles; 1 vol. in-8°.

Notre siècle, en vieillissant, devient, à ce qu'il semble, de plus en plus positif. C'est l'âge d'or des sciences exactes et de l'industrie, c'est l'âge de fer de la métaphysique. On est las de spéculations abstraites, on a peur de penser. Des faits, des résultats matériels, des applications utiles, voilà ce qu'on demande aux savans et aux philosophes. Au milieu de ce courant d'empirisme qui nous entraîne, il y a cependant pour l'esprit le plus rebelle aux recherches spéculatives, le plus âpre à la curée des biens de ce monde, il y a des momens de crise, des heures de mécompte et de dégoût, où apparaissent tout à coup ces étranges problèmes : — Que suis-je? où vais-je? et comment tout cela finira-t-il? — Ces questions en amènent d'autres : Suis-je tout entier dans ce corps que je soigne et que j'aime, machine admirable, mais bien fragile, bulle de savon semée de couleurs brillantes, que le plus faible choc suffit à briser? Qu'est-ce après tout que cette enveloppe matérielle? Une sorte de crible où passe incessamment un flot toujours renouvelé de particules changeantes. Or il faut bien, ne serait-ce que pour conserver à mon corps la forme qui le constitue, qu'il y ait en lui un je ne sais quoi capable de le maintenir, une force cachée, un principe de vie. Et puis, abstraction faite de ma vie organique, est-ce que je ne sens pas au dedans de moi quelque chose qui raisonne, qui rêve, qui souffre, qui jouit, qui

veut, qui ne veut pas, une pensée, une âme? Étrange nature que la mienne? Tout à l'heure, en regardant mon corps, je me croyais un être assez simple; maintenant je vois en moi deux êtres au lieu d'un, que dis-je, deux êtres? peut-être trois : mon corps premièrement, puis la vie qui l'anime, puis, au-dessus de la vie, la pensée. Suis-je véritablement un être double ou même triple, ou bien cette complication n'est-elle qu'apparente, la pensée n'étant qu'un degré supérieur de la vie, et la vie qu'une propriété de la matière organisée?

Quand on s'est une fois posé de tels problèmes, il est difficile de s'en distraire tout à fait; car enfin, si je ne suis qu'un corps analogue à ceux qui m'entourent, j'aurai le sort de la fourmi que j'écrase, de l'herbe que je foule aux pieds. Fils de la terre, en lui rendant mes os, je lui rendrai tout ce que je suis. Si au contraire il y a en moi un principe indépendant du corps, les sages ont eu raison de dire que l'*homme n'est pas une plante de la terre, mais une plante du ciel* (1), et alors la vie présente, qui tout à l'heure était tout pour moi, n'est plus qu'un jour, une heure, une minute, en face de l'éternité qui m'attend.

Ce n'est pas hier que le cœur de l'homme s'est pour la première fois troublé devant ces alternatives. Cessera-t-il d'y penser demain? On le dit; on assure qu'une philosophie nouvelle est venue qui se flatte de supprimer les problèmes métaphysiques et prophétise le jour prochain où l'esprit humain, élevé à sa perfection par les sciences positives, cessera de s'inquiéter de son origine et de sa destinée : jour heureux, jour de gloire et d'allégresse qui ouvrira aux hommes une ère d'harmonie et de paix! Je laisse de bon cœur aux honnêtes gens qui se bercent de ce rêve la satisfaction qu'ils paraissent y trouver; mais soit que je regarde en moi-même, soit que j'ouvre les yeux sur ce qui se passe autour de moi, à voir renaître les sectes, les écoles, à voir les esprits se partager en deux camps de plus en plus irréconciliables, ceux qui affirment l'âme, Dieu, l'immortalité, et ceux qui les nient, il semble que les jours d'accord et de sérénité promis par la philosophie positive ne sont pas près d'arriver. Parlons donc encore de l'âme et de la vie, puisque ces vieux mots, ces antiques problèmes, ont encore le privilége de susciter des recherches, de diviser des esprits d'élite et d'intéresser nos contemporains.

I.

Une des causes qui ont donné au père de la philosophie moderne, à Descartes, une si prodigieuse influence, c'est l'idée singulièrement

(1) Φυτὸν οὐκ ἔγγειον, ἀλλ' οὐράνιον (Platon, *Timée*).

nette, simple, originale, qu'il se formait de l'homme en résolvant à sa manière le problème de la matière et de l'esprit. Voyez en effet quelle admirable simplicité! La matière en général n'est autre chose que l'étendue, avec ses deux modes, la figure et le mouvement. Qu'est-ce en particulier que le corps humain? Un mode déterminé de l'étendue universelle, un peu plus compliqué que les autres modes, mais régi par les mêmes lois. Et maintenant qu'est-ce que l'âme humaine? C'est ce qui en nous sent, imagine, désire, raisonne, veut. Or tout cela, c'est penser. L'âme se réduit donc à la pensée et à ses modes, comme le corps à l'étendue, à la figure et au mouvement. Quoi de plus clair, de plus rigoureux en apparence, que ces définitions, et quoi de plus comparable à la lumineuse précision des sciences mathématiques! Voyez aussi comme les problèmes de la spiritualité et de l'immortalité de l'âme se posent et se résolvent simplement! La pensée excluant les modes de l'étendue, l'étendue excluant les modes de la pensée, il s'ensuit que l'âme est distincte et indépendante du corps. Que ces deux êtres se séparent à la mort, que la pensée survive aux organes, rien de plus aisé à concevoir. Ce qui est difficile à comprendre, ce n'est pas la séparation des deux natures, c'est leur union. Aussi cette union est-elle accidentelle, et la mort ne fait que rendre à l'âme humaine son indépendance naturelle et sa pleine liberté.

On comprend qu'une telle théorie devait rapidement charmer et conquérir un siècle éminemment religieux. De là le peu de peine qu'eut le XVIIe siècle à se faire cartésien, et certes ce moment de parfait accord entre tant de brillans génies fut très beau, mais il ne dura pas. De toutes parts le spiritualisme cartésien fut battu en brèche. Les uns attaquèrent sa définition de l'âme, les autres sa définition du corps. Parmi les adversaires de Descartes, un de ceux qui lui portèrent les plus rudes coups, ce fut Stahl, le chimiste ingénieux, le physiologiste éminent, le grand médecin sur lequel se reporte aujourd'hui à bon droit l'attention des philosophes, et dont la pensée profonde, mais un peu enveloppée, a rencontré pour interprète un esprit d'une netteté et d'une justesse singulières, M. Albert Lemoine (1). C'est surtout le mécanisme cartésien que Stahl attaque dans ses deux représentans les plus illustres, Boerhaave et Hoffmann. Réduire le corps humain à un automate, expliquer la cir-

(1) Voyez l'écrit intitulé *Stahl et l'Animisme* (Paris, chez Baillière). C'est le physiologiste philosophe dans Stahl que M. Lemoine a surtout étudié. Un autre écrivain compétent a considéré Stahl comme médecin (*De Stahl et de sa doctrine médicale*, par le docteur Lasègue). Tout récemment enfin, deux savans médecins de Montpellier, M. Blandin et M. Boyer, ont commencé la publication d'une traduction complète des œuvres de Stahl. L'école de Montpellier devait cet hommage au médecin de génie qui, après Hippocrate, a été son plus fécond inspirateur.

culation, l'assimilation, la génération, comme on explique le jeu d'une horloge, c'est ce que Stahl ne pouvait souffrir. Il soutint que les combinaisons les plus subtiles et les plus profondes de l'étendue ne peuvent produire un brin d'herbe, à plus forte raison le corps d'un animal, à plus forte raison celui de l'homme. La vie suppose un principe supérieur au mécanisme, voilà la grande et durable conquête de Stahl.

Ce principe, quel est-il? Ici Stahl s'engage dans une hypothèse. Il admet que le principe qui a présidé aux fonctions du corps humain, c'est l'âme, l'âme pensante. Quoi! dira-t-on, c'est mon âme qui préside à la digestion, à la circulation du sang? Mais l'âme ignore profondément le jeu de ces fonctions. — Qu'importe? répond Stahl. L'âme fait bien d'autres choses dont elle n'a pas conscience. Il y a en elle deux vies, celle de la pensée réfléchie et de la volonté en pleine possession d'elle-même, et puis avant celle-là, au-dessous de celle-là, la vie organique, vie spontanée, inconsciente, qui ne laisse aucune trace dans la mémoire, parce qu'elle est étrangère à la réflexion et au raisonnement. C'est en vertu de cette activité latente que l'âme à l'origine s'empare du germe, l'organise et se construit à elle-même sa demeure; après avoir formé les organes, c'est elle qui les maintient, les administre, et quand le corps est fatigué ou malade, c'est elle encore qui travaille à le réparer et à le guérir.

Telle est l'ingénieuse et paradoxale doctrine de Stahl. On l'appelle l'*animisme* à cause du rôle souverain qu'elle assigne à l'âme dans les fonctions organiques. Il est clair qu'elle fut d'abord une réaction violente contre le mécanisme cartésien, qui regardait l'âme dans le corps comme une étrangère, et ne savait où lui trouver un point d'appui pour agir sur son compagnon matériel. Bientôt cependant il advint à Stahl ce qui était arrivé à Locke, à Leibnitz, à tous les premiers adversaires de Descartes : il fut dépassé par la réaction. On se moqua de l'esprit pur et des idées innées. A force d'agrandir la part du corps et des sens dans la formation de nos idées, on ne vit plus dans l'homme que la sensation. La sensation elle-même parut n'être qu'un état particulier de l'organisme, de sorte que, de degré en degré, de chute en chute, on passa de Locke à Condillac, de Condillac à Helvétius, d'Helvétius à Cabanis et à Lamarck. Il ne fut plus question désormais de Stahl et de son animisme; on tomba dans le matérialisme absolu.

C'est au milieu de cet état de choses que la philosophie du XIXe siècle a pris naissance. Elle a commencé par une revendication énergique des droits de l'âme humaine. Reprenant l'héritage de Descartes, mais prémunie par les leçons du passé contre les illusions de l'idéalisme, et sachant, à l'exemple des sages de l'Écosse, ses maîtres de prédilection, se conformer aux besoins et aux légitimes exigences

du temps présent, elle s'est donné la mission d'asseoir un spiritualisme nouveau sur la base de l'expérience. Chacun a apporté sa part à l'œuvre commune, Maine de Biran son génie d'observation intérieure, Royer-Collard sa dialectique puissante, M. Cousin son goût du grand et du beau, sa force d'initiative, ses larges vues historiques, son sens profond des traditions. Au-dessous de ces illustres promoteurs, s'il y a un homme qui ait bien mérité du spiritualisme, qui ait entrepris avec une suite, une netteté, une force d'analyse supérieures, d'établir d'une manière définitive les titres de l'âme humaine à une existence indépendante, cet homme, c'est Théodore Jouffroy. Il commença par adopter purement et simplement les idées écossaises. Il distinguait, avec Reid et Dugald Stewart, deux ordres de faits, les uns que nous révèlent les sens, ou faits extérieurs, les autres qui nous sont donnés par la conscience, ou faits internes. Ces faits, disait-il, sont également réels, également positifs; car s'il est vrai que le soleil luise, il n'est pas moins vrai que j'éprouve de la joie à sentir sa lumière et sa chaleur. Or un sentiment de joie, ou bien encore un désir, une pensée, tout cela se dérobe à l'œil et au toucher. Et de même une roue qui tourne, une pierre qui tombe, sont choses inconnues et inaccessibles à la conscience. Voilà donc deux ordres de faits profondément hétérogènes et saisis par des procédés très différens. Il s'ensuit que la psychologie, qui s'applique à l'analyse des faits internes, est distincte des sciences physiques, qui n'observent que les faits extérieurs. C'est une science originale, qui a ses objets propres, ses procédés à elle, ses conditions et ses lois.

Jouffroy n'allait guère au-delà de ces vues en 1826 (1). Il n'affirmait rien sur le principe des faits internes. Ce principe est-il un ou multiple? est-il esprit ou matière? Jouffroy hésitait à se prononcer. Le spiritualisme n'était pour lui qu'une vraisemblance: il s'en tenait aux questions de fait et ajournait la métaphysique; mais bientôt, à mesure qu'il s'enfonça dans l'observation des faits internes, sa pensée s'enhardit. Une méditation obstinée le fit descendre dans la conscience à des profondeurs qu'il n'avait pas d'abord soupçonnées. Un jour il ramassa tous les résultats de ses analyses et toutes les forces de son esprit net et lumineux, et il composa son *Mémoire sur la distinction de la psychologie et de la physiologie*, modèle accompli de fine observation et de solide dialectique, impérissable titre d'honneur d'une carrière philosophique que la mort a si cruellement abrégée.

L'objet principal de Jouffroy, en écrivant son mémoire, c'était de fermer la bouche aux adversaires qu'avait rencontrés l'école psycho-

(1) Voyez la préface tant citée et tant calomniée de sa traduction des *Esquisses de Philosophie morale*, de Dugald Stewart.

logique naissante, à Magendie, à Gall, à Broussais. Ces intraitables ennemis du spiritualisme soutenaient que l'idée de constituer à part une science des faits internes était une idée chimérique, que la pensée, la sensation, la volonté, ne sont autre chose que des effets, des prolongemens de la vie organique, par conséquent que la prétendue science appelée psychologique n'est qu'un rameau de la physiologie. Il s'agissait donc pour Jouffroy d'établir qu'il y a une barrière naturelle entre la psychologie et la physiologie, de définir les faits internes et d'en assigner le criterium avec une telle exactitude et une telle précision qu'il fût impossible de le contester.

Ce fut à quoi il s'appliqua de toutes ses forces, soutenu par son rare talent d'analyse psychologique et peut-être aussi inspiré à son insu par les travaux de Maine de Biran. Il se demanda ce que c'est, à parler rigoureusement, qu'un fait interne, un fait psychologique, et ce qui le distingue d'un fait externe en général, et particulièrement d'un fait physiologique. Si on appelait fait interne celui qui n'est pas atteint naturellement par un de nos cinq sens, alors la transformation du sang veineux en sang artériel et la sécrétion de la bile seraient des faits internes aussi bien que l'action de raisonner ou celle de vouloir, car l'hématose et la sécrétion de la bile sont des faits qui se dérobent à la vue et dont la nature ne nous instruit pas. Il faut donc appliquer ici une analyse plus profonde. L'école écossaise appelle fait interne un fait dont nous sommes avertis par la conscience, et considère tout le reste comme des faits externes. A ce compte déjà, la transformation du sang veineux en sang artériel a beau s'opérer dans l'intérieur de mon corps et se dérober à la vue et au toucher; elle n'en est pas moins un fait externe, en ce sens qu'elle s'opère hors de la conscience. Toutefois ce criterium, qui avait paru longtemps suffisant à Jouffroy, ne lui suffit plus. — Quand je considère, dit-il, un fait physiologique, quand par exemple j'essaie de me rendre compte de l'action des valvules dans la circulation du sang, que puis-je en connaître? Serais-je un physiologiste de profession, un expérimentateur habitué à l'usage du microscope, mes yeux peuvent-ils saisir la cause de ce phénomène? Atteignent-ils la force vitale et l'action de cette force sur les valvules des vaisseaux sanguins? Il est trop clair que non. Qu'atteignent-ils donc? Le résultat de l'action de cette force, c'est-à-dire un certain mouvement, une certaine disposition extérieure, un certain arrangement de parties, rien de plus.

Or en est-il de même quand j'analyse un fait interne, non plus avec mes sens, mais avec ma conscience? Je prends pour exemple le mouvement volontaire. Je veux soulever un poids, et j'y réussis. Que se passe-t-il? Mes muscles se sont raidis, ma main s'est serrée, la résistance que lui opposait le poids du corps a été vaincue. Est-

ce tout? Suis-je, comme tout à l'heure, dans une ignorance absolue touchant la cause de ce phénomène? Évidemment non. La cause ici, c'est ma volonté, et ma volonté, c'est moi-même. Je sais que j'ai le pouvoir de remuer certains muscles et d'agir ainsi sur les corps étrangers; je veux user de ce pouvoir, j'en use en effet. J'en use dans la mesure jugée par moi convenable. J'augmente ou je diminue l'effort de mon bras; je le proportionne à la résistance. Je fais tout cela, voulant le faire, sachant que je le fais. La cause du mouvement, l'énergie de cette cause, l'effet de cette énergie, tout cela m'est connu. Je ne dis pas qu'ici je sache tout, je ne dis pas que j'aie du mouvement volontaire une connaissance adéquate. J'ignore en effet comment ma volonté agit sur mes muscles; je ne sais pas si elle s'applique directement à telle ou telle partie du système nerveux. Il y a, ici comme en tout, la part de l'inconnu, peut-être celle de l'impénétrable; mais que ce soit ma volonté qui, par un libre effort, cause le mouvement de mon bras, c'est là ce que je sais d'une science certaine et immédiate.

Je considère un autre fait psychologique, mais cette fois un fait purement subjectif; le contraste y paraîtra mieux. J'éprouve un sentiment violent d'antipathie ou de jalousie. En même temps que je l'éprouve, j'en reconnais l'injustice; je me blâme de l'éprouver. Je fais effort pour détourner ce sentiment ou pour l'affaiblir; j'y réussis plus ou moins, mais je lutte avec vigueur, et, sentant que j'ai quelque prise sur l'ennemi, je m'encourage à le combattre de front ou à le tourner à l'aide de cette stratégie vertueusement subtile et ingénieuse, bien connue des âmes accoutumées à se combattre et à se vaincre elles-mêmes. Voilà un fait que nul observateur du cœur humain ne contestera. Ici encore il y a autre chose qu'un simple résultat; il y a la connaissance d'une cause, il y a la connaissance de l'action de cette cause et des effets de cette action. Le mouvement d'antipathie est un premier acte, un premier état de la personne humaine, du moi; l'action de la raison sur ce sentiment en est un second: l'apaisement qui en résulte est le troisième. Tout est donné par l'observation; tout est immédiatement connu. C'est après avoir analysé nombre de faits analogues que Jouffroy parvint enfin à cette formule du fait interne ou psychologique : tout phénomène qui se produit dans l'homme et qui est donné par la conscience comme un acte du moi est un phénomène psychologique; tout le reste appartient à la physiologie.

On ne peut trop admirer cette analyse : elle est d'une exactitude et d'une profondeur que nul philosophe n'avait encore atteintes. Je ne prétends pas en faire honneur au seul Jouffroy. C'est Maine de Biran qui lui a frayé la route, je le sais, et si je l'ignorais, M. Ernest Naville me le rappellerait au besoin, lui qui a récemment publié les

écrits de Maine de Biran et en a fait ressortir avec force et délicatesse quelques aspects nouveaux ou moins connus (1); mais sans rien retrancher à l'originalité de Maine de Biran, il faut convenir que Jouffroy a profité en maître des leçons de ce maître excellent. Maine de Biran d'ailleurs avait admis un criterium trop étroit en assignant pour caractère aux phénomènes psychologiques d'être des produits de l'activité volontaire. Il y avait là le germe d'un système exclusif. Jouffroy est plus large et plus près des faits. Peu importe que la personne morale, le moi, soit cause volontaire et active ou sujet plus ou moins passif d'un phénomène de conscience. Du moment que ce phénomène implique le moi, est rapporté au moi comme à son centre, le phénomène est psychologique.

De là une foule de conséquences, et celle-ci entre autres, à laquelle Jouffroy tenait singulièrement : c'est que la confusion n'est plus possible entre la science des faits internes et la physiologie. En effet, si loin que le physiologiste pénètre dans la profondeur des tissus organiques, à quelque degré de finesse que la micrographie puisse atteindre, les faits que la physiologie observe, si différens d'ailleurs qu'ils puissent être à d'autres égards des phénomènes chimiques et mécaniques, auront toujours avec eux ce point commun d'être des faits objectifs, des faits extérieurs, des faits étrangers à la personne morale, des faits dont la cause reste inaccessible à l'observateur. La psychologie seule a ce privilége d'atteindre autre chose que des faits, des résultats matériels; elle saisit une cause, une substance, un être un, identique, simple, durable, l'être qui a conscience de soi. Et dès lors il n'y a plus à raisonner sur l'origine des faits psychologiques; il n'y a plus à se perdre en syllogismes, en hypothèses métaphysiques pour démontrer la spiritualité de l'âme, et Kant a eu raison de mettre en poussière tous ces vieux raisonnemens. La spiritualité de l'âme est un fait, un fait positif, un fait aussi éclatant que la lumière du soleil. On cherche encore et on cherchera peut-être toujours ce que c'est que la matière; mais quant à l'esprit, nous le connaissons, car nous en avons en nous le type, savoir le moi pensant, sentant et voulant.

Arrivé à ces grands résultats, Jouffroy ne put retenir un cri de satisfaction. Il vint lire son mémoire à l'Académie des Sciences morales et politiques en présence de Broussais, ne doutant pas que la

(1) M. Cousin avait déjà rendu un grand service à la philosophie en publiant tout ce qu'il avait pu ressaisir des écrits, alors peu connus et dispersés, de Maine de Biran; il restait à mettre au jour les derniers travaux de ce grand métaphysicien, surtout l'*Essai sur les fondemens de la psychologie*, son ouvrage le plus complet et le meilleur. C'est la tâche que s'est donnée M. Ernest Naville, digne dépositaire de tous les manuscrits de Maine de Biran. Voyez les *Œuvres inédites*, publiées en 1859, avec une savante et lumineuse introduction de l'éditeur; 3 vol. in-8°, chez Dézobry.

physiologie ne rendît les armes devant l'évidence de sa démonstration psychologique. « A tout le moins, disait-il à M. Cousin, les philosophes m'accorderont que j'ai trouvé une nouvelle preuve de la spiritualité de l'âme. » Il y aura bientôt vingt ans que Jouffroy lisait son mémoire. Le matérialisme s'est-il déclaré vaincu? La doctrine de Jouffroy a-t-elle réussi à mettre d'accord les philosophes spiritualistes? Hélas! non. Le matérialisme semble aussi obstiné que jamais, et voici dans le camp spiritualiste une réaction croissante contre la doctrine de Jouffroy. Le signe le plus expressif de cette réaction, c'est la renaissance récente de l'animisme de Stahl. Si on se bornait à remettre en honneur ce personnage illustre, à réimprimer ses écrits, à marquer sa place dans l'histoire de la philosophie et de la médecine, nous n'aurions qu'à applaudir; mais on ne s'en tient pas là : un certain nombre d'hommes distingués, M. Bouillier, M. Tissot, M. Charles, d'autres encore, reprennent l'idée stahlienne pour leur propre compte : ils nous proposent de considérer désormais les actes vitaux ou physiologiques comme une fonction de l'âme pensante, c'est-à-dire de renverser la barrière que Jouffroy croyait avoir établie pour jamais. Examinons la portée et la valeur de cette prétention.

II.

Le nouvel animisme est une réaction contre le spiritualisme de Maine de Biran et de Jouffroy, comme l'animisme de Stahl était une réaction contre le spiritualisme de Descartes, et j'ajoute : comme l'animisme d'Aristote avait été une réaction contre le spiritualisme de Platon; car ce n'est point Stahl qui a inventé l'animisme, il n'a fait que reprendre, sans le savoir à la vérité, la tradition péripatéticienne, qui ne s'était jamais perdue, grâce à l'école d'Alexandrie, et plus tard à la philosophie des Arabes et des scolastiques chrétiens. Platon avait dit que l'âme est d'origine céleste, que son essence est de vivre d'une vie toute spirituelle, qu'elle est tombée dans le corps à la suite d'une chute mystérieuse (1), que sa destinée en ce monde est de s'affranchir des organes, et, à travers une série de voyages et d'épreuves corporelles, de reconquérir sa vie primitive en Dieu (2). Contre cette haute doctrine, chère aux âmes mystiques, s'éleva le génie critique d'Aristote. Il ne voyait dans la préexistence des âmes, dans la chute et la métempsycose, que des mythes ingénieux, des métaphores poétiques. Il se moquait de ces âmes qui voyagent à la recherche d'un corps et changent d'organes comme on change d'hô-

(1) Voyez le *Phèdre*.
(2) Voyez surtout le *Phédon*.

tellerie. Pour lui, l'âme en général est naturellement dans le corps, et telle âme est appropriée à tel corps et non à un autre. *L'âme*, disait-il, *c'est la forme du corps*, entendez l'acte, l'énergie, la force qui anime le corps et se sert des organes pour sentir, penser et agir. Lors donc qu'Aristote énumère les facultés de l'âme, il compte parmi elles la faculté nutritive. C'est la plus humble il est vrai, mais cette faculté pourtant est la base solide sur laquelle s'élèvent progressivement la faculté de se mouvoir, la faculté de sentir, la faculté de penser. Telle est la doctrine qu'Aristote enseigna à Théophraste, et qui, à travers mille vicissitudes, prit possession des écoles du moyen âge, fut acceptée par la théologie, formulée par saint Thomas, et élevée, peu s'en faut, à la hauteur d'un dogme reconnu par l'église et soutenu au besoin par le bras de l'état.

Quand Stahl, à la fin du XVIIe siècle, vint produire ses vues sur le principe de la vie et combattre les théories mécaniques de Descartes, il se croyait très hardi et très original. Au fond, il ressuscitait une idée de saint Thomas, qui lui-même pensait d'après Aristote. Stahl pourtant faisait quelque chose : il développait hardiment l'animisme d'Aristote, et le poussait à des conséquences nouvelles. L'auteur du Περὶ Ψυχῆς avait considéré la faculté nutritive comme une fonction inférieure de l'âme; mais il n'avait jamais dit que l'âme en tant que douée de raison et de volonté présidât aux actes de la vie organique. Stahl osa le dire, et c'est là le côté original et aussi le côté vulnérable de son animisme. L'illustre physiologiste de Berlin est convaincu que si le sang circule dans les veines, c'est que l'âme veut qu'il circule. L'âme veut cette circulation, parce qu'elle sait que le mouvement est nécessaire pour empêcher la corruption des humeurs et pour réparer les pertes de l'organisme (1). Si cette circulation s'opère par un mécanisme admirable, s'il y a un double système de vaisseaux sanguins et dans ces vaisseaux des valvules, si le sang sort du cœur pour aller aux poumons et rentrer dans le cœur ranimé et purifié, c'est l'âme qui a disposé toutes les pièces de cette merveilleuse machine hydraulique. Elle s'y est proposé une fin générale et mille fins partielles, et elle y a approprié mille moyens, car c'est elle qui a construit les organes, et elle les a construits pour un but précis. Quand une cause étrangère vient troubler la vie, l'âme attentive s'inquiète de ce désordre. Elle active la circulation, et n'hésite pas à donner à son corps une agitation salutaire. On appelle cela la fièvre, et les bonnes gens s'imaginent que la fièvre est une maladie. Point du tout, la fièvre est un effort de

(1) Voyez, parmi les œuvres de Stahl, la *Theoria medica vera*, dont M. Albert Lemoine a traduit les passages les plus caractéristiques dans son écrit : *Stahl et l'Animisme*.

l'âme pour guérir le corps, car l'âme est le premier des médecins, et tout l'art de la médecine consiste à épier les démarches de l'âme et à la seconder dans son ministère réparateur (1).

Toute cette théorie, où se mêle à des vues profondes une forte part d'hypothèses chimériques, toute cette théorie appartient en propre à Stahl. Est-ce là la doctrine que M. Tissot, M. Charles et leurs partisans veulent réhabiliter? Non, pas tout à fait; il faut rendre justice à leur modération et à leur prudence. Ils reconnaissent que Stahl a exagéré les choses. Ce n'est pas eux qui soutiendraient que si le lait d'une femme grosse se porte vers les mamelles, c'est par l'effet d'une sage prévoyance de l'âme et d'un ordre formel donné à son corps. Quelle est donc leur prétention? C'est d'attribuer à l'âme tout à la fois les fonctions vitales et les fonctions intellectuelles, mais à un titre différent. L'âme, suivant eux, a deux sortes de fonctions : les unes dont elle a conscience et qu'elle rapporte au moi, par exemple la faculté de penser, la faculté de remuer certains membres; elle en a d'autres dont elle n'a pas conscience, ce sont là les fonctions vitales. Une seule âme tour à tour consciente et inconsciente, gouvernant le corps sans le savoir ni le vouloir et se gouvernant elle-même avec intelligence et volonté, tel est le système des nouveaux animistes, qui viennent de trouver dans M. Francisque Bouillier, bien connu par ses beaux travaux sur la philosophie cartésienne, l'avocat le plus habile, l'interprète le plus savant et le plus ingénieux (2).

Pour dire en deux mots toute notre pensée, le livre de M. Bouillier nous paraît à la fois très fort et très faible. Il est très fort quand il réclame, au nom de l'observation, contre certaines exagérations, réelles ou possibles, du spiritualisme de Maine de Biran et de Jouffroy; mais il devient très faible, à notre avis, lorsqu'il passe de la négation à l'affirmation, et nous présente comme un résultat scientifiquement démontré la réduction des fonctions vitales et des fonctions intellectuelles à l'unité d'un seul et même principe.

M. Bouillier signale dans la doctrine de Biran et de Jouffroy un premier point faible : c'est qu'ils réduisent l'âme humaine à la personne morale, au moi. Suivant ces philosophes en effet, le caractère essentiel et distinctif d'un fait interne, d'un fait psychologique, c'est de tomber sous la conscience, d'où il suit que tout ce qui est hors de la conscience est étranger à l'âme. Or c'est là une doctrine insoutenable. N'y a-t-il pas un nombre immense de faits qui sont certainement des actes de l'âme, et qui cependant échappent à la conscience? A peine un enfant vient-il de naître qu'il cherche la mamelle de sa mère et accomplit toute sorte de mouvemens pour la sai-

(1) *Stahl et l'Animisme*, par M. Albert Lemoine, p. 86 et suiv.

(2) *Du Principe vital et de l'Ame pensante*, par M. Bouillier, correspondant de l'Institut, 1 vol. in-8°, chez Baillière.

sir et la sucer. On assure qu'il y a jusqu'à vingt-quatre paires de muscles employés à cette opération. Quoi qu'il en soit, il est certain que le mouvement de succion est un mouvement instinctif dont l'enfant n'a pas conscience, et cependant c'est bien son âme qui dirige en secret ce mouvement. La preuve, c'est que peu à peu, à mesure que l'enfant se développe, à mesure que la profonde obscurité où son âme était ensevelie se dissipe et reçoit les premières lueurs de la vie intellectuelle, l'enfant ne se borne plus à presser instinctivement le sein maternel, il sait qu'il est capable d'opérer ce mouvement, et il s'y applique avec un commencement d'intention et de volonté. Plus tard, il ira chercher des alimens, les portera à sa bouche, et exécutera avec pleine conscience et pleine volonté tous les mouvemens nécessaires pour préparer et pour aider la déglutition et la digestion. Voilà un fait très simple. On pourrait en citer des milliers de semblables. Ils rendent manifeste cette loi psychologique, qu'il y a dans l'âme une activité spontanée, instinctive, inconsciente, qui arrive par degrés à la conscience plus ou moins claire d'elle-même.

Ce n'est pas tout : voici un nouvel ordre de faits qui aboutissent à une conclusion non moins importante. Tout le monde sait que, pour apprendre à jouer d'un instrument de musique, une assez longue éducation est nécessaire. Il faut s'astreindre à répéter un très grand nombre de fois certains mouvemens, à frapper certaines touches, à faire vibrer certaines cordes, lesquelles répondent à tels et tels sons, produisent tels et tels accords. Par degrés, la main s'assouplit, l'oreille se forme. On lit plus vite la musique, on manie plus aisément les touches ou l'archet. On exécute bientôt en une minute des centaines de mouvemens, sans en avoir presque aucune conscience. On en vient enfin à ce point qu'il suffira quelque jour d'avoir pressé par hasard les touches d'un piano pour qu'à l'instant même l'imagination et la mémoire nous rappellent un air que la main exécute involontairement, sans que nous en soyons guère avertis autrement que par l'air lui-même, qui retentit à notre oreille distraite et glisse légèrement sur notre âme, occupée d'autres objets. Ici encore nous trouvons une activité qui se déploie sans réflexion, sans volonté, presque sans conscience, par l'effet d'une longue habitude. Rapprochez de ce fait tous les faits analogues, et le nombre en est infini, et vous arriverez à une nouvelle loi psychologique, je veux dire à constater dans l'homme une activité d'abord réfléchie, intentionnelle, qui devient par degrés irréfléchie, inconsciente, aveugle, et, passant bientôt du grand jour de la réflexion au demi-jour de la vie distraite et aux vagues lueurs de la rêverie, se perd enfin dans l'obscurité. Cette loi est la contre-partie de la précédente : là-bas une activité inconsciente qui arrive par une série continue de degrés à la conscience complète; ici une activité consciente qui arrive

insensiblement à l'inconscience absolue. Quelle est la conclusion de cette double série de faits? C'est que la volonté, le moi, ne sont pas l'âme tout entière. Le moi est un état particulier et intermittent de l'âme; il y a derrière le moi un principe plus profond, une source de vie d'où sort l'activité inconsciente pour devenir réfléchie, et où rentre l'activité réfléchie pour devenir inconsciente.

Telle est la première argumentation de M. Bouillier (1). Quelle en est au fond la valeur? Je commencerai par rendre justice aux nouveaux animistes. Ils ont le mérite incontestable d'avoir attiré l'attention sur un ordre de faits très intéressans : je parle de tous ces faits qu'on pourrait appeler *phénomènes de pénombre*, parce qu'en effet ils ne se passent pas au grand jour de la conscience. Voici par exemple une excellente page d'analyse psychologique de M. Tissot : « Ce qui prouve, dit-il,... le travail secret, involontaire et inconscient de l'âme, c'est l'effort, d'abord inutile, que nous faisons souvent pour évoquer un souvenir, et l'apparition subite de ce souvenir dans un moment où nous n'y pensons plus, quelquefois assez longtemps après, et lorsque l'âme, consciente de son activité volontaire, est occupée à toute autre chose, ou que le sommeil a passé sur la tentative infructueuse du rappel. Si rien ne s'était passé dans l'âme à propos de ce souvenir depuis l'abandon d'une tentative de rappel avortée, à coup sûr l'état de l'âme serait toujours à cet égard tel qu'il était à la fin de cet effort inutile de la mémoire. Il faut donc qu'un travail intime, exécuté au-dessous et en dehors de la conscience, au-dessous et en dehors du moi, sans le moi, quoique certainement dans l'âme et par l'âme, il faut, disons-nous, qu'un tel travail ait eu lieu dans l'intervalle, et qu'il ait en quelque sorte exhumé des profondeurs les plus secrètes et les moins éclairées de l'âme, pour l'amener à sa surface éclairée par la conscience, le souvenir qu'il avait en vain demandé à la mémoire. » Tout cela est très bien dit et parfaitement observé; mais la question est de savoir ce que prouve l'existence, incontestable d'ailleurs, de ces faits. Renversent-ils le spiritualisme de Jouffroy? Pas le moins du monde. J'accorde que les phénomènes de pénombre sont bons à citer contre certaines théories excessives de Maine de Biran, observateur d'ailleurs si éminent, qui n'ignorait certainement pas les faits qu'on signale, qui les a même analysés d'une manière supérieure, mais qui, trop préoccupé du rôle éminent de la volonté dans l'âme humaine, tendait à éliminer de l'enceinte psychologique tout ce qui n'émane pas de la volonté (2). Contre ce système visiblement

(1) Voyez le très bon chapitre intitulé : *Des Perceptions insensibles*, p. 341 et suiv.

(2) Voyez, dans les écrits publiés par M. Naville, l'*Essai sur les fondemens de la psychologie*, t. II, p. 41 et suiv.

étroit et exclusif, M. Bouillier a cent fois raison; mais, s'il triomphe d'une vue erronée de Maine de Biran, il n'en est pas quitte à si bon marché avec la doctrine tout autrement large et exacte de Jouffroy. Jamais Jouffroy n'a pensé à exclure de la psychologie tout ce qui ne tombe pas sous la conscience directe et claire. La conscience, le sentiment du moi, voilà son criterium; mais ce criterium est beaucoup plus large, plus élastique qu'on ne paraît le croire. Tout ce qui arrive à la conscience, même obscure, tout ce qui peut y arriver un jour, tout ce qui est tombé autrefois sous son regard et n'y tombe plus aussi directement, tout cela fait partie intégrante du domaine psychologique. Les phénomènes si curieux de l'instinct, ceux de l'habitude, ces *pensées sourdes*, ces *perceptions aveugles* dont parle Leibnitz (1), et qu'il compare à ces mille petits bruits que produit au bord de la mer le choc de chaque vague, et qui composent par leur ensemble un sonore et majestueux mugissement, tous ces infiniment petits de la psychologie qui, suivant la remarque ingénieuse de M. Bouillier, ne pouvaient échapper au coup d'œil pénétrant de l'inventeur du calcul infinitésimal, tout cela trouve sa place dans la doctrine de Jouffroy, qui n'est autre chose après tout que le spiritualisme de Platon, de Descartes, de Leibnitz, de Maine de Biran, dégagé de tout système, purifié de toute erreur, et ramené par une analyse profonde à son dernier degré de vérité et de précision. Aucun des faits, je parle de faits certains et reconnus, aucun des faits dont se prévalent les nouveaux animistes n'échappe absolument à la conscience. Ils tombent tous sous la conscience, ou directement ou indirectement, un peu plus, un peu moins, tantôt dans le passé, tantôt dans l'avenir. S'ils n'y tombaient d'aucune façon, ils seraient absolument insaisissables, et nous n'aurions pas à nous en occuper.

Et maintenant de ce que l'âme n'a pas toujours conscience claire, actuelle et immédiate de ce qu'elle fait, faut-il conclure que c'est elle qui exécute le mouvement de systole et de diastole, elle qui dirige l'action du suc pancréatique sur les alimens? Entre cette conclusion et les prémisses d'où on la tire, l'intervalle est énorme. Mais avant de discuter de front l'assertion des nouveaux animistes, continuons de recueillir leurs objections contre un certain spiritualisme.

Il y a longtemps qu'on reproche aux psychologues de séparer tellement l'âme du corps que leur union devient un mystère et une impossibilité. Cette vieille accusation, il faut l'avouer, n'a pas toujours été sans quelque fondement. Quand Descartes vint soutenir que l'âme, ayant pour essence la pensée, ne peut faire autre chose

(1) *Perceptiones surdæ, cæcæ cogitationes.* Voyez l'avant-propos des *Nouveaux Essais* de Leibnitz.

que penser, et qu'elle est par conséquent incapable de mouvoir le corps, l'action de mouvoir impliquant un rapport avec l'étendue, et l'âme ne pouvant avoir avec l'étendue aucun rapport effectif et naturel, nous comprenons à merveille les réclamations de Gassendi, de Molière (1) et de tous les hommes de bon sens. La théorie de Descartes était tellement contraire aux données de l'observation que lui-même, qui était un observateur du premier ordre, l'a démentie plus d'une fois. Quoi de plus fort que cet aveu qui se trouve au beau milieu du *Discours de la méthode?* « Je suis conjoint à mon corps très étroitement, dit Descartes, et tellement confondu et mêlé que je compose comme un seul tout avec lui. » Impossible de dire mieux; mais le bon sens de Descartes fait ici la guerre à son système. L'observateur contredit le géomètre.

Autre contradiction. On sait que Descartes, parmi les recherches d'anatomie qui ne cessèrent de l'occuper toute sa vie (2), essaya de déterminer le siége de l'âme, et crut l'avoir trouvé dans une certaine glande située entre les deux hémisphères du cerveau. C'est là le centre d'où partent et où reviennent sans cesse les esprits animaux, ces messagers rapides qui courent dans les nerfs comme dans de petits tuyaux d'orgue, et qui, à leur passage dans la glande pinéale, y reçoivent l'action de l'âme : action très bornée au surplus, car l'âme peut bien modifier le cours des esprits animaux, mais elle est hors d'état de leur donner la plus petite quantité de mouvement. Au lieu de rire avec Voltaire de la glande pinéale et du corps calleux, il vaut mieux peut-être savoir gré à Descartes d'avoir fait à l'expérience quelques concessions, tout insuffisantes qu'elles soient, car au fond sa théorie ne lui en permettait aucune. L'âme, n'étant que pensée, ne peut avoir de siége dans le corps; elle ne peut pas plus diriger le mouvement que le créer. Son union avec le corps est donc inintelligible et impossible.

Il serait injuste d'imputer de telles aberrations à la sage école écossaise et au spiritualisme de Jouffroy. Je n'oserais pourtant pas dire qu'on n'y retrouve pas quelque chose des habitudes d'esprit imprimées par Descartes à la philosophie moderne. Jouffroy en particulier est tellement préoccupé de distinguer la psychologie de son envahissante voisine, la physiologie, qu'il tend quelque peu à les séparer plus que de raison. Le sentiment profond de leurs différences lui ôte quelquefois la vue claire de leurs points de contact. Et certes, si on considère avec lui l'âme humaine dans cet état rare et particulier où, repliée en elle-même, elle oublie la nature et son corps pour s'ensevelir dans une méditation profonde; si en face d'un tel

(1) Dans *les Femmes savantes*, acte Ier, scène Ire; acte II, scène VII; acte IV, scène II.

(2) Voyez le chapitre intitulé *Descartes médecin* dans le livre de M. Albert Lemoine : *l'Ame et le Corps*, p. 295.

état psychologique, tout interne, tout spirituel, tout subjectif, on place un de ces phénomènes organiques qui n'ont aucun rapport précis avec la conscience et paraissent tout à fait étrangers à la vie intérieure du moi, tel par exemple que ce travail merveilleux qui s'accomplit dans les os, pour en renouveler et quelquefois pour en recréer la substance, voilà deux faits qui n'ont presque rien de commun. C'est au psychologue d'analyser le premier; c'est à l'anatomie et à la physiologie de s'occuper du second. Toutefois entre ces deux anneaux de la chaîne des faits humains il y a des anneaux intermédiaires. Outre la vie végétative, il y a dans l'homme la vie de relation. A chaque instant, le monde extérieur frappe pour ainsi dire à la porte de mon esprit et m'adresse mille sollicitations. Ce sont des couleurs qui attirent et charment mon regard, des mouvemens, des bruits, des sons, qui m'alarment, m'étonnent, m'avertissent, m'intéressent à des titres divers. L'âme à son tour n'est pas une minute sans réagir contre les impressions du monde extérieur. Tantôt elle les dédaigne et fait effort pour s'en détacher, tantôt, et le plus souvent, elle en subit l'empire, en suit les impressions, en écoute les avertissemens. Dans les deux cas, l'âme n'est plus retirée en elle-même, comme ces monades de Leibnitz qui, disait-il, n'avaient pas de fenêtres sur le dehors, *monades non habent fenestras* (1). Lorsque par une froide journée de décembre je m'approche du feu et que je sens une chaleur bienfaisante s'insinuer par degrés dans mon corps, je ne suis plus une pensée pure, un moi abstrait; je sens mes organes, je suis présent à mon corps, je me répands en quelque sorte dans toute l'étendue de ma sensation. Et de même, lorsqu'un repos trop prolongé a engourdi mes jambes et que je veux leur rendre leur élasticité en me promenant, la tension que je donne à mes muscles n'est pas un fait complétement extérieur à la conscience et au moi. Je sens mes muscles, et mon énergie s'y localise. Ce fait de la localisation de certaines sensations et de certains actes du moi vivant dans les siéges organiques est d'une portée considérable. Il nous donne la clé d'un problème vraiment insoluble pour les spiritualistes cartésiens, le problème de la perception des objets extérieurs. Ne pouvant expliquer cette perception, les cartésiens en étaient venus au parti désespéré de nier les corps (2). C'était une extravagance, mais très logiquement déduite des prémisses posées par Descartes. A la place de cette âme réduite à la pensée pure, sans rapport concevable avec le corps, mettez l'âme humaine telle que Dieu l'a faite, telle que nous

(1) Leibnitz, *Theses in gratiam principis Eugenii.*

(2) Voyez, dans les écrits du cartésien Berkeley, évêque de Cloyne, l'étrange et ingénieux dialogue intitulé *Entretiens d'Hylas et de Philonoüs.* Hylas, c'est la matière; Philonoüs, c'est l'esprit, et il va sans dire que le dialogue se termine par la défaite d'Hylas et le triomphe complet de Philonoüs.

la montre l'observation, et vous reconnaîtrez qu'il n'y a pas une minute de la vie où le métaphysicien le plus idéaliste, où le mystique le plus dégagé de la terre ne soit averti tantôt par une sensation passive, tantôt par une action ou une réaction spontanée, de l'existence actuelle de telle ou telle partie de son corps, et par suite de la présence et des qualités sensibles des corps environnans.

Mais il y a encore une série de faits saisis par une analyse plus délicate et qui ont été, sinon niés, au moins passés sous silence par Jouffroy. Nous ne sentons pas seulement certains de nos organes quand ils sont frappés par les corps extérieurs; nous avons aussi le sentiment des organes les plus cachés toutes les fois qu'un désordre, un accident quelconque vient en exalter la vitalité. Je ne dis rien là que de très facile à vérifier. Qu'une émotion forte ou une autre cause quelconque accélère le mouvement de notre sang, nous sentons, quelquefois même très distinctement, les battemens de notre cœur, les pulsations de nos artères. D'autres fois c'est le diaphragme qui nous avertit de son existence à la suite d'une émotion pénible ou d'une brusque impression de joie. Ces faits, et tous ceux de même famille, n'avaient pas échappé à Maine de Biran, qui avait à la fois le génie et le tempérament d'un observateur. C'était une nature physiquement délicate, plus exposée que les autres par la faiblesse et la finesse de ses organes à subir les impressions du monde extérieur. « Il est des hommes, dit-il, d'une certaine organisation ou tempérament qui se trouvent sans cesse ramenés au dedans d'eux-mêmes... ils entendent pour ainsi dire crier les ressorts de leur machine; ils les sentent se monter ou se détendre, tandis que les idées se succèdent, s'arrêtent et semblent se mouvoir du même branle (1). »

Mais il n'est pas nécessaire que tel ou tel ressort de la machine vienne à crier pour que nous sentions nos organes. Même dans l'état le plus calme, en l'absence de toute impression vive, nous avons un sentiment continu du cours de la vie organique. Tantôt la vie coule en nous abondante et facile, tantôt elle semble s'alanguir. Cela se sent particulièrement au réveil : c'est aujourd'hui un sentiment de faiblesse, de lourdeur, qui jette l'âme dans une insurmontable mélancolie; un autre jour, ce sera une impression de force, de vigueur, un désir d'action extérieure, un goût de mouvement qui s'associera avec l'ardeur, la gaîté, l'allégresse de l'âme. Personne n'a mieux décrit ce fait qu'un philosophe de nos jours, observateur pénétrant autant que vigoureux logicien et écrivain plein de nerf, M. Louis Peisse. Il appelle fort bien ce sentiment continu de la vie organique *le retentissement, le perpétuel murmure du travail vital universel.*

(1) Maine de Biran, *Nouvelles considérations sur les rapports du physique et du moral de l'homme*, édition de M. Cousin, pages 118 et suivantes.

A l'appui de ce fait général, M. Peisse cite une impression très caractéristique : quand une partie de notre corps vient, comme on dit, à s'endormir, nous éprouvons une sorte de vide : « Cette sensation, dit-il, est comme une lacune, un déchet que subit le sentiment universel de la vie corporelle. Elle prouve que l'état du membre endormi était très réellement, quoique très obscurément senti, et constituait un élément partiel du sentiment général de la vie. Ainsi en arrive-t-il d'un bruit continu, monotone, qui cesse d'être perçu, quoiqu'il soit toujours entendu. Vient-il à cesser brusquement, tout aussitôt on s'aperçoit qu'il n'a plus lieu, et il fait pour ainsi dire défaut à notre oreille (1). » Dès la fin du XVIIIe siècle, Leibnitz et Stahl avaient signalé cet important phénomène. Un physiologiste allemand du dernier siècle, Reil, proposait de lui donner le nom de *cœnesthèse* (κοινὴ αἴσθησις), c'est-à-dire sentiment général de la vie organique. De nos jours, plusieurs psychologues habiles, en recueillant ces premières indications, ont mis le fait en pleine lumière et en ont tiré d'importantes conséquences. M. Albert Lemoine en particulier, dans une série d'études psychologiques où se révèle une véritable vocation d'observateur (2), a insisté sur ce sentiment que nous avons de nos organes les plus cachés, de leurs états notables et du mouvement général de la vie. Il propose d'introduire une sorte de sens nouveau, distinct à la fois des cinq sens proprement dits qui nous mettent en relation avec le monde extérieur, et de ce qu'on appelle sens intime ou conscience. Ce sens nouveau s'appellerait *sens vital*. De quelque nom qu'on veuille le désigner, il est certain qu'il existe un ensemble de faits que le spiritualisme cartésien et la psychologie écossaise avaient écartés ou négligés, faits intermédiaires, qui ne sont ni des actes purement subjectifs de l'âme, ni des phénomènes objectifs absolument étrangers à la conscience et à la personne. Ces faits se placent sur la frontière de la psychologie et de la physiologie. Ils sont spirituels et psychologiques en tant qu'ils intéressent le moi d'où ils émanent ou qu'ils affectent; ils sont objectifs et physiologiques en tant qu'ils sont localisés dans les organes, tantôt d'une manière vague, tantôt d'une façon plus ou moins précise, et donnent à notre âme le sentiment de son union réelle, intime, effective, continue, avec le corps vivant.

La question est maintenant de savoir quel parti les nouveaux animistes prétendent tirer de ces faits. Tant que M. Bouillier se borne à les rappeler aux spiritualistes qui les oublient, tant qu'il s'applique à les observer et à les décrire, M. Bouillier est dans le vrai; mais quand il veut se servir de ces faits pour établir sa théorie, il les exa-

(1) M. Peisse, note de son édition du livre de Cabanis, p. 108.
(2) *L'Ame et le Corps*, 1 vol. in-18, chez Didier.

gère, les défigure et en tire mille conséquences forcées. L'âme est active par essence, dit-il; soit, mais qu'est-ce que cela prouve? Apparemment l'activité de l'âme n'est pas sans limites. Jusqu'où s'étend-elle? A quoi s'applique-t-elle? C'est à l'expérience de le dire. Le savant auteur a senti sans doute le faible de son premier argument, et il a cru le renforcer par une addition très notable, il est vrai, mais très compromettante. L'âme, suivant lui, n'est pas seulement une activité; cette définition est trop générale. L'âme est une activité essentiellement motrice (1). Je rappellerai peut-être tout à l'heure cette définition à l'auteur, qui paraît l'avoir complétement oubliée à la fin de son livre, quand il s'applique à faire voir que sa théorie ne compromet nullement l'existence indépendante de l'âme et la possibilité d'une vie future; à l'heure qu'il est, je me borne à lui faire remarquer que sa définition est complétement arbitraire. Comment l'auteur sait-il que la puissance locomotrice fait partie essentielle de l'âme humaine? Est-ce là une donnée de l'observation? En fait, l'âme est capable de mouvoir certains organes, et je consens à admettre qu'elle exerce ce pouvoir d'une manière assez constante, quoique non rigoureusement continue, puisque devant le sommeil, surtout quand il est profond (2), tout semble indiquer que l'âme a suspendu son effort locomoteur; mais enfin, le pouvoir de l'âme sur les muscles étant un pouvoir très borné d'une part et très mystérieux de l'autre, il est assez naturel de croire que ce pouvoir résulte, non pas de l'essence de l'âme, mais de sa condition présente, du rapport momentané qui enchaîne l'être pensant à des organes matériels et périssables. De quel droit l'auteur affirme-t-il que l'âme est par essence une activité motrice? C'est sans doute qu'il croit avec Stahl que l'âme non-seulement meut certains organes, mais les gouverne tous: il croit qu'elle agit sur le corps, non pas seulement durant la veille, mais durant le sommeil, qu'il est dans sa nature de vivre dans un corps, de se faire des organes et de leur donner le mouvement et la vie. En d'autres termes, l'auteur est stahlien; il pose en principe une définition de l'âme toute stahlienne. Et pourquoi cela? Pour démontrer la thèse de Stahl. Serait-il trop dur d'appeler pétition de principe une telle manière de raisonner?

(1) *Du Principe vital*, etc., p. 24.

(2) C'est une délicate question de psychologie de savoir si le sommeil interrompt jamais complétement la pensée et la conscience. Voyez, sur cette question et sur beaucoup d'autres, un livre de M. Alfred Maury plein d'observations qui ont l'avantage précieux d'avoir été faites par l'auteur sur l'auteur lui-même avec une parfaite bonne foi scientifique (*le Sommeil et les Rêves*, études psychologiques, par M. Maury, de l'Institut; 1 vol. in-12, chez Didier).

Il paraît d'ailleurs que l'auteur ne tient pas beaucoup à sa définition stahlienne, car il la retire un peu plus loin, et, réservant le nom d'activité motrice pour les forces aveugles de la nature, il déclare que le caractère distinctif de l'âme humaine, c'est d'être une activité ayant conscience de soi, *vis sui conscia*. A la bonne heure : j'aime cette définition, je la préfère infiniment à celle de Stahl, je crois que c'est la seule définition convenable au spiritualisme; mais une telle définition mène fort loin. Si l'essence de l'âme humaine est d'avoir conscience d'elle-même, il s'ensuit que ce qui est absolument étranger à la conscience est absolument étranger à l'âme, et cela ne fait pas les affaires de l'animisme.

Il est certain, dit l'auteur, que l'âme est essentiellement active, et de plus qu'elle est capable de mouvoir certains organes. Il est donc possible qu'elle meuve tous les organes. Et si cela est possible, pourquoi n'admettrait-on pas que cela est réel, du moment surtout que cette supposition est de toutes la plus simple? J'avoue que je goûte peu cette façon d'argumenter *a priori* sur ce qui est possible. Savons-nous bien ce qui est possible et ce qui ne l'est pas? Est-il conforme à une méthode sévère de deviner ce qui peut être, ce qui doit être, au lieu de chercher ce qui est? Quel singulier raisonnement que celui-ci : mon âme agit sur mes bras, pourquoi n'agirait-elle pas sur mon foie et sur ma rate? — Je répondrai au savant auteur : J'affirme que c'est ma volonté qui meut mon bras, parce que la conscience me l'atteste; mais, la conscience ne m'attestant pas que j'agisse sur ma rate et sur mon foie, je n'affirme rien touchant le principe de cette action. Vous convenez expressément que le caractère distinctif de mon activité personnelle, c'est d'avoir conscience de ses actes; je ne dois donc, d'après vous-même, m'imputer que les actes dont j'ai conscience. De deux choses l'une, retirez votre seconde définition, ou renoncez à votre argument.

Ce serait une chose bien étrange, poursuit l'habile avocat de l'animisme, que l'âme, qui a du pouvoir sur tel muscle, n'en eût aucun sur le muscle voisin! — Je conviens qu'il y a là quelque chose de mystérieux; mais l'animisme enlève-t-il ce mystère? Supposons avec lui qu'en réalité ce soit mon âme qui, à l'aide du nerf grand sympathique ou autrement, agisse sur la circulation de la lymphe ou sur la formation de l'urée, en même temps qu'à l'aide des nerfs de l'axe cérébro-spinal elle agit sur les organes de la vie de relation : n'est-ce pas une chose étrange que la première de ces actions échappe complétement à la volonté et à la conscience, tandis que la seconde tombe sous la prise de la conscience et de la volonté? L'animisme n'explique pas cela; il ne supprime donc un mystère que pour en créer un nouveau.

Il faut accorder au moins, dit-on, qu'il est plus simple de n'admettre pour ces deux faits qu'un seul et même principe. L'argument est d'un emploi dangereux. Il faut se défier des systèmes simples. Quoi de plus simple que le matérialisme absolu, qui explique l'homme tout entier avec des atomes plus ou moins subtils? — On aura beau faire, l'homme est un être très compliqué, et l'animisme, en dépit de son goût pour l'unité, est forcé de reconnaître au moins une certaine dualité, celle de l'âme et du corps.

J'ai hâte de sortir de ces abstractions, de ces raisonnemens *a priori*, de ces conjectures métaphysiques. Consultons les faits. Depuis Stahl, l'animisme se plaît à constater l'influence qu'exercent les passions de l'âme sur l'état des organes. En effet, cette influence est considérable, et j'ajoute qu'elle est réciproque. Une injure toute morale fait bouillonner le sang. Une joie très forte arrête la respiration. La peur paralyse les membres et empêche de fuir. Je n'irai pas jusqu'à dire, avec le docteur Feuchtersleben, que pour vivre il suffit de le vouloir (1). Le savant homme se permet là une hyperbole un peu trop forte; mais qui n'a entendu attester par des hommes de guerre combien *un bon moral* soutient le soldat dans les fatigues de la marche et du bivac? Et quand il est blessé, si l'énergie de sa volonté l'accompagne à l'ambulance, elle aide le chirurgien dans ses opérations les plus sanglantes et les plus périlleuses. On me permettra de citer ici un fait qui est à ma connaissance presque personnelle. Un ami de ma famille me racontait, pendant mon enfance, que son père, homme très attaché de cœur à nos anciens rois, le jour où il apprit la condamnation de Louis XVI, tomba mort. Si un chagrin de l'âme peut tuer le corps, l'influence réciproque du corps sur l'âme n'est pas moindre. Qui peut nier qu'une bonne hygiène ne soit nécessaire à l'équilibre des facultés intellectuelles? Il suffit, pour troubler la plus puissante intelligence du monde, d'un de ces petits cailloux dont parle Pascal, qui, placés ici plutôt que là, causent d'effroyables douleurs. N'insistons pas : tous ces faits sont bien connus. Stahl, Cabanis, Maine de Biran, et depuis ces maîtres Frédéric Bérard, M. Flourens, M. Lélut (2), en ont composé une science des plus riches et des plus intéressantes, qu'on appelle la science des *rapports du physique et du moral*. Ces faits prouvent qu'il existe entre l'âme et le corps des rapports intimes; prouvent-ils que l'âme soit la cause des actes vitaux? Nullement : à côté de chaque fait cité

(1) *Hygiène de l'Ame*, traduit de l'allemand sur la vingtième édition, par le docteur Schlesinger-Rahier, avec une introduction par M. Delondre, 1 vol. in-12.

(2) Voyez le livre récent de M. Lélut, intitulé *Physiologie de la pensée* (2 vol. in-8°, chez Didier). C'est le résumé d'une vie entière consacrée à l'observation des rapports de la pensée avec l'organisme.

pour établir la dépendance où l'âme est de la vie organique, on peut citer un autre fait qui plaide pour l'indépendance.

Il y a des hommes chez qui l'énergie vitale est languissante et qui déploient la plus rare puissance d'esprit : témoin Pascal, Spinoza et tant d'autres. Qui n'a entendu citer quelqu'un de ces vieillards qui nous offrent le spectacle admirable d'une force d'âme invincible au milieu du dépérissement des organes? En général, la vigueur de l'esprit, soit dans la politique, soit dans la science, ne se déploie dans toute sa plénitude qu'à l'âge où l'activité vitale vient à s'affaiblir. Descartes assure quelque part que le chagrin, à un certain degré, aiguise l'appétit (1). Si le fait est vrai, il prouve, quoique assez humiliant, l'indépendance réciproque et l'opposition de l'âme et de la vie organique. Aussi bien quelle âme élevée, au milieu des plus nobles contemplations, n'a senti avec un peu de confusion les demandes de la bête, les importunités de cet hôte exigeant que l'aimable et spirituel Xavier de Maistre appelle l'*autre?* On assure qu'à la guerre le premier coup de canon produit une émotion involontaire chez les plus braves, et que lorsque les balles sifflent dans l'air, un mouvement machinal fait baisser la tête. On appelle cela *saluer les balles.* Le mot de Turenne est assez connu : « Tu trembles, carcasse, tu tremblerais bien plus, si tu savais où je veux te conduire. » De cet ensemble de faits qu'on pourrait grossir à l'infini, ne semble-t-il pas résulter que, dans notre être divers et compliqué, la vie organique et la vie intellectuelle sont aux prises comme deux principes rivaux, destinés sans doute à s'accorder en général, mais ayant souvent bien de la peine à se mettre d'accord dans les cas particuliers?

Le défenseur de l'animisme paraît s'être aperçu qu'il n'arriverait avec ce genre d'argumens qu'à des vraisemblances combattues par des vraisemblances. Que fait-il dans cet embarras? Une manœuvre étrange et hardie, ce qu'on appelle en stratégie un changement de front. Jusqu'à ce moment, il avait raisonné comme si les actes vitaux ne tombaient pas sous la conscience. De là ses recherches sur l'essence de l'âme considérée *a priori*, de là ses conjectures sur ce que l'âme peut et ne peut pas faire, sur ce qu'il est plus ou moins simple, plus ou moins commode de supposer qu'elle fait; de là aussi le soin avec lequel il analyse les perceptions insensibles, les actes de l'instinct et de l'habitude; de là enfin son zèle contre la psychologie de Maine de Biran et de Jouffroy, coupable à ses yeux

(1) « J'observe, dit Descartes, que dans la tristesse ou le danger, ou bien quand j'ai des affaires désagréables, mon sommeil est profond et ma faim canine... » Voyez les *Pensées* de Descartes, fragmens inédits récemment publiés par M. Foucher de Careil, tome Ier, page 6, chez Ladrange.

d'enchaîner trop exclusivement la psychologie aux faits de conscience. Tout à coup l'auteur se ravise : il se demande si les actes vitaux sont véritablement étrangers à la personne morale; il conjecture qu'en observant bien on pourrait apercevoir quelques lueurs de conscience dans l'exercice de l'activité organique. Enfin après quelques tâtonnemens l'auteur se décide. Il affirme résolûment que les actes vitaux tombent sous la conscience; que dis-je? non-seulement les actes vitaux, mais le principe même de la vie.

On est confondu de cette brusque déclaration. Quoi! vous avez la preuve d'un fait si nouveau, si décisif, et pendant trois cents pages vous en faites mystère à votre lecteur! Vous l'amusez à chercher ce qui peut être, quand vous savez pertinemment ce qui est! Vous lui présentez l'animisme comme une hypothèse recommandable par sa simplicité, et puis cette hypothèse n'en est plus une; elle est un fait, une donnée immédiate de l'observation! Cette marche oblique, ces louvoiemens de la démonstration me mettent en défiance. J'oserai vous demander si vous êtes bien sûr de votre fait, car vous n'en paraissez pas toujours très convaincu. La main sur la conscience, sentez-vous que ce soit votre activité personnelle qui produise dans vos artères la circulation du sang? Oui, dites-vous; mais j'hésite à vous prendre au mot. Il y a peut-être ici quelque malentendu. Quand vous parlez de la conscience de la vie, vous entendez sans doute ce fait déjà cité plus haut et sur lequel nous sommes d'accord, je veux dire le sentiment particulier que nous avons de tel ou tel de nos organes, à l'occasion d'une sensation venant du dehors, d'un mouvement volontaire, d'une lésion interne, ou bien encore ce sentiment général du cours difficile ou aisé, fort ou languissant, de la vie organique. Plusieurs psychologues ont constaté et décrit ce phénomène; mais ils n'en ont pas conclu que l'âme fût le principe des fonctions vitales. Vous êtes trop exercé à l'analyse pour ne pas voir l'énorme différence qu'il y a entre sentir l'état particulier d'un organe et l'état général de l'organisme, ce qui est le point accordé, et d'un autre côté produire la vie organique et avoir conscience qu'on l'a produite, ce qu'il s'agit pour vous d'établir. Le premier de ces faits, sentir la vie, est un fait passif; le second, produire la vie, est un fait actif au suprême degré. Quoi! vraiment, vous avez conscience de produire la circulation du sang! Cette affirmation est étrange. Il a fallu des siècles à la physiologie avant de découvrir ce grand et capital phénomène. Aristote, Galien l'ont ignoré. Et quand Michel Servet l'eut décrit en partie, quand Harvey l'eut établi par des expériences précises, que de peine on eut à persuader aux hommes que le sang circule dans leurs veines? Or, si l'on en croit le nouvel animisme, l'acte qui fait circuler le sang est un acte que chaque homme

produit et dont il a conscience. Cette conscience est donc bien obscure, s'il a fallu tant de siècles pour la porter au grand jour. J'admire la prodigieuse lucidité de nos animistes, et cela donnerait envie d'en profiter pour jeter quelque lumière sur une foule de mystères physiologiques. On cherche encore aujourd'hui à quoi sert la rate. Je demanderai aux animistes de vouloir bien nous renseigner à cet égard, car si l'âme agit sur la rate en ayant conscience de son action, il est difficile qu'elle ne sache pas quelque chose sur le résultat de cette action.

Les nouveaux animistes m'accuseront de leur imputer les exagérations de Claude Perrault et de Stahl. Je conviens qu'il y en a de fort singulières, et lorsque j'apprends de M. Bouillier, dans un des chapitres les plus neufs et les plus intéressans de son livre, que, selon Claude Perrault (1), précurseur de Stahl, dès la naissance d'un enfant et même au sein de sa mère, son âme a résolu de faire circuler le sang dans l'intérêt du corps, et qu'elle a pratiqué cette sage résolution avec une assiduité si louable et si constante qu'elle s'en est fait une habitude, une de ces habitudes auxquelles on obéit sans s'en rendre compte, j'avoue que j'ai de la peine à prendre cette théorie au sérieux. Je crois entendre Voltaire dire à l'âme de Claude Perrault : C'était bien la peine, ma pauvre âme, d'être si savante au ventre de ta mère, pour être obligée d'aller ensuite à l'école et d'y apprendre péniblement ce que tu savais si bien sans avoir rien appris!

M. Bouillier, qui est homme de sens et d'esprit, ne se défend pas de rire aussi quelque peu (2) aux dépens de Claude Perrault, bien qu'ancêtre de l'animisme et ancêtre par lui presque découvert; mais à parler sérieusement, et en laissant de côté les écarts d'un esprit excentrique, sur le fond de la théorie, j'oserai dire que le nouvel animisme dépasse l'ancien en témérité. Claude Perrault a la bonne foi de convenir que, par une raison ou par une autre, l'âme ne s'aperçoit plus après quelque temps qu'elle fait digérer le corps. Stahl, qui semble au contraire concevoir la digestion comme une affaire de raison et de volonté, corrige cette étrange assertion par une distinction ingénieuse entre deux formes de la raison. Il y a, dit-il, le λόγος et le λογισμὸς. Le λογισμὸς, c'est la raison réfléchie, ayant conscience et mémoire; le λόγος, c'est une raison antérieure et supérieure, une raison qui agit d'une manière simple, sans se redoubler dans la conscience, et c'est pourquoi ses opérations ne peuvent être représentées à l'imagination ni rappelées par la mémoire. C'est le λόγος qui

(1) Il s'agit de Perrault l'architecte, l'auteur de la colonnade du Louvre, qui a aussi laissé sa trace dans l'histoire des sciences physiologiques et médicales.

(2) *Du Principe vital*, etc., ch. XIV.

éclaire l'âme, quand elle dirige les organes avec tant de spontanéité, de sûreté, de précision. Quand au contraire l'âme agit d'une manière indécise, laborieuse, inégale, c'est qu'elle se sert du λογισμὸς.

Stahl développe cette distinction avec beaucoup d'esprit. Considérant l'état de maladie, il compare l'âme, ce médecin presque infaillible qui travaille avec une énergie sûre d'elle-même à l'expulsion du principe morbide, à ces médecins indécis et maladroits, à ces raisonneurs qui, au lieu de surveiller du regard le mouvement réparateur de la nature, imaginent des maladies, raisonnent à perte de vue, prodiguent les remèdes et finissent par tuer le malade selon toutes les règles. C'est qu'ils se servent du λογισμὸς, tandis que la nature se sert du λόγος.

Tout cela est très ingénieux; tout cela est-il solide et vrai? Je ne cherche pas en ce moment à le savoir; mais je constate que Stahl, cet esprit si hardi, cet animiste si convaincu, a au moins reconnu que les actes vitaux ne sont pas des phénomènes de conscience. Notre nouvel animiste est plus hardi que Stahl. Il veut d'abord que l'âme forme, gouverne et guérisse le corps, et de plus qu'elle ait conscience de faire tout cela. Voilà toute une révolution dans la science de l'homme. Toute barrière tombe entre la physiologie et la psychologie. La physiologie en effet est la science des fonctions vitales. Or, si les fonctions vitales, non-seulement émanent de l'âme pensante, mais tombent immédiatement sous la conscience, elles sont des fonctions psychologiques au même titre que les fonctions intellectuelles et celles de la volonté. Il n'y a plus en dehors de la psychologie, science générale de la vie, que l'anatomie; encore pourrait-on soutenir que l'anatomie est une partie de la psychologie, car il est impossible que l'âme, agissant sur les organes les plus cachés avec conscience de son action, n'ait pas sur les tissus, les nerfs et les os, toute sorte de belles connaissances dont l'anatomiste grossier, qui n'a que ses yeux et son scalpel, ne manquera pas de profiter. C'est ainsi que le nouvel animisme, en exagérant l'union des deux sciences qui se partagent l'homme, est arrivé à les confondre, et, pour avoir voulu donner à l'hypothèse de Stahl une base dans les faits, en est venu à outre-passer le stahlianisme et à se mettre en contradiction flagrante avec l'expérience et le sens commun.

III.

Nous avons fait ressortir quelques-unes des difficultés que rencontre l'animisme. On nous demandera peut-être si nous l'avons combattu dans l'intérêt d'un autre système. Vous ne voulez pas de

la théorie de Stahl, nous dira-t-on; vous êtes donc pour la théorie de Barthez? ou peut-être pour celle de Bichat?

Nous l'avouerons, Barthez et Bichat ne nous satisfont pas plus que Stahl, et nous inclinons à croire que le problème de la vie est un de ceux qui n'ont pas encore été résolus. Ce qui nous met d'abord en défiance, c'est le nombre même des systèmes. J'en puis citer au moins cinq, et il semble qu'il y en ait presque autant qu'il y a de sciences particulières se partageant les phénomènes de l'univers. Et d'abord se présente la physique avec la prétention de ramener la vie à une disposition moléculaire. Cette tendance absorbante des physiciens date, comme nous l'avons vu, de Descartes. « Donnez-moi de l'étendue et du mouvement, disait l'audacieux auteur du système des tourbillons, et je me charge de faire le monde. » Il se mit à l'œuvre en effet, et quand il crut avoir expliqué mécaniquement tous les grands phénomènes du ciel et de la terre, il fit subir enfin à son système l'épreuve la plus redoutable; il entreprit de ramener la vie à un mécanisme, et composa ses traités *de l'Homme* et *de la formation du fœtus*. Pour lui, l'homme est un petit tourbillon, et tout s'y passe comme dans les tourbillons célestes. « Les corps qui ont vie, dit-il, ne sont que des petits ruisseaux qui coulent toujours. » On dira que cette explication de la vie n'a plus, à l'heure où nous sommes, un seul partisan. Il n'en est rien; le mécanisme de Descartes et de Boerhaave subsiste encore, sinon à l'état de doctrine, du moins à l'état de tendance. Il y a aujourd'hui et il y aura longtemps encore des physiciens convaincus qu'on peut ramener tous les phénomènes de la nature, même ces phénomènes si délicats et si compliqués de l'organisation, aux lois générales du mouvement.

Mais à côté de la physique il y a une science plus jeune qui a fait depuis Lavoisier de merveilleux progrès, c'est la chimie. Cette science a devant elle un nombre immense de phénomènes qu'il paraît difficile de réduire au pur mécanisme. Voici deux corps qui peuvent exister à part, l'hydrogène et l'oxygène; chacun a ses propriétés physiques, sa densité, son élasticité, etc. Ce sont deux gaz. Rapprochez-les dans certaines conditions, ils se combinent et produisent de l'eau. Il y a là autre chose, à ce qu'il semble, qu'un simple changement dans la disposition des molécules. Il y avait *affinité* entre les deux gaz; il y a eu *combinaison*. L'affinité, la combinaison, ce sont là des phénomènes parfaitement originaux. Or il est certain que ce genre de phénomènes joue un grand rôle dans les fonctions organiques. Qu'est-ce que la respiration? Mécaniquement, on peut comparer le mouvement des poumons à celui d'un soufflet de forge; mais ce n'est pas là tout le phénomène. Il y a de plus un rapprochement qui s'établit par endosmose entre l'air atmosphé-

rique et le sang qui se répand dans les poumons à travers les mille ramifications de l'artère pulmonaire, par suite une combinaison entre l'oxygène de l'air et le carbone du sang, par suite une combustion toute semblable à celle qui a lieu dans nos foyers, et de là formation d'acide carbonique, production de chaleur, transformation du sang veineux en sang artériel. La respiration, à ce point de vue, paraît un phénomène tout chimique. On en peut dire autant de la digestion; elle consiste en une certaine combinaison qui se forme entre les alimens préparés par la mastication et la salivation et certains sucs que sécrète l'estomac. Généralisez ces faits, et vous aurez une nouvelle manière d'envisager et d'expliquer la vie, une nouvelle doctrine ou du moins une nouvelle tendance; elle peut s'exprimer ainsi : la vie est un système de réactions chimiques.

Voilà déjà deux systèmes; mais l'expérience survient, qui leur oppose de graves difficultés. Pour n'en citer qu'une, si la vie n'est qu'un phénomène mécanique ou une combinaison chimique, d'où vient l'impuissance absolue de la physique et de la chimie à produire le plus petit être organisé? Nos chimistes modernes font de l'urée, ils font de la stéarine, de la butyrine... Que ne font-ils pas? On assure que plus d'un se flatte d'arriver à quelque chose d'infiniment plus surprenant. Qu'est-ce à dire? en reviendrions-nous aux illusions de l'alchimie? En attendant qu'on nous fasse l'*androïde* tant espéré des sorciers du moyen âge, je demande qu'on me montre, je ne dis pas un insecte, mais le plus petit végétal, le moindre mycoderme, sorti des cornues de la chimie.

Il faut donc, paraît-il, admettre l'organisation comme un acte *sui generis;* mais ici les physiologistes se divisent : les uns font de la vie une propriété de certains corps, de certains tissus; ils la supposent répandue dans les corps vivans comme la pesanteur est répandue dans tous les corps. Il y a certains corps, disent-ils, qui, outre leurs propriétés physiques et chimiques, manifestent une propriété d'un nouveau genre : ils sont susceptibles de se contracter, de s'irriter, de sentir. Contractilité, irritabilité, sensibilité, ce sont là les formes, les manifestations de la vie, comme la chute des corps est une manifestation de la pesanteur.

Tel est le système un peu indécis auquel se rallient, à des titres divers, Haller, Bichat, et généralement l'école médicale de Paris. On l'appelle l'organicisme, parce que la vie, à ce point de vue, est inséparable des organes vivans. Mais contre l'école de Paris voici l'école de Montpellier qui proteste. Barthez et ses disciples, Dumas, Fouquet, et le plus illustre survivant de cette école, le professeur Lordat, opposent à l'organicisme un grand fait, l'unité de la vie. Si la vie n'est autre chose qu'une force diffuse, semblable à la pesanteur, comment comprendre l'harmonie des fonctions organiques?

Et quand on considère surtout les animaux les plus élevés de la série, la différence des tissus dont ils sont formés, la multiplicité prodigieuse de leurs organes, comment expliquer l'unité qui s'y fait sentir? Il faut donc admettre quelque chose de plus que des propriétés vitales; il faut reconnaître une force propre, une, identique, qui a formé les organes, qui les conserve, qui les répare. C'est là le principe vital, qui a donné son nom au vitalisme.

Qu'est-ce pourtant que ce principe vital? Est-il matière ou esprit? est-il distinct du corps et distinct aussi de l'âme pensante, de l'âme proprement dite? Barthez ne s'expliquait pas très nettement là-dessus. Fils d'un siècle où la peur de la métaphysique était à l'ordre du jour, et craignant qu'on ne traitât le principe vital d'entité à la Duns Scot, il hésita, il capitula et réduisit son principe à une sorte d'inconnue, x, cause indéterminée des phénomènes vitaux (1). Ses disciples ont eu plus de bravoure, et ils soutiennent aujourd'hui qu'il y a dans l'homme, outre la matière toujours changeante, deux forces qui persistent, un double dynamisme, comme ils disent : d'abord la force vitale qui préside à la vie organique, et puis au-dessus le sens intime ou l'âme pensante, principe de la vie intellectuelle.

Ce système est spécieux. Maine de Biran et Jouffroy y ont incliné. Son côté faible, c'est l'excès de complication. Trois substances dans l'homme, c'est beaucoup. Ce principe vital, qui n'est ni une âme intelligente ni un corps, est assez difficile à concevoir. Il a le tort de rappeler les *archées* de Paracelse et de van Helmont, les forces plastiques de Cudworth. Et puis que devient au milieu de cette complication de principes l'unité de l'homme? On peut voir dans le livre de M. Bouillier le développement très habile, très vif, très spirituel, de ces objections contre le duo-dynamisme de l'école de Montpellier; mais on a pu voir dans les pages qui précèdent que le système animiste est aussi sujet à bien des difficultés.

Tels sont en substance les cinq systèmes qui se combattent depuis trois siècles, et dont aucun n'est parvenu à ruiner définitivement aucun des quatre autres. Cela ne laisse-t-il pas soupçonner que la question n'est pas résolue? Aussi le reproche que nous avons adressé aux nouveaux animistes, ce n'est pas que leur système soit plus mauvais que les autres; mais c'est de nous donner une hypothèse pour une vérité scientifique. Quant à nous, le rôle qui nous paraît le plus philosophique dans cet état de la question, c'est d'a-

(1) Dans ses *Élémens de la Science de l'Homme*, récemment réimprimés par un digne héritier du nom de Barthez, l'illustre chancelier de la faculté de Montpellier accepte la formule suivante comme une expression exacte de sa doctrine : « La chose qui se trouve dans les êtres vivans et ne se trouve pas dans les morts, nous l'appellerons âme, archée, principe vital, x, y, z, comme les qualités inconnues des géomètres. » (Note 2 du tome Ier de l'édition de 1806).

bord de ne pas conclure sur le mystère de la vie, et puis de proclamer et de maintenir, en face des hypothèses et des tâtonnemens de la physiologie, les titres et les droits de sa sœur aînée, la psychologie, car la physiologie est d'hier : elle date d'Harvey, comme la chimie date de Lavoisier. La psychologie remonte à Socrate, et dès Aristote elle a été constituée par des travaux immortels.

On entend célébrer à grand bruit la gloire des sciences physiques et naturelles. Rien de plus légitime, et certes il y aurait de l'ingratitude à ne pas reconnaître la beauté de leurs découvertes et le bienfait de leurs applications; mais regardez ces sciences, non pas du côté pratique, mais du côté spéculatif : demandez-leur, non plus ce qu'elles procurent d'agréable à notre corps, mais ce qu'elles apprennent à notre esprit; vous serez confondu de l'immensité de leurs lacunes. La physique, la chimie, la physiologie amassent des myriades de faits, découvrent chaque jour de nouvelles lois. C'est à merveille; cependant un fait n'est qu'un fait, et une loi n'est qu'un fait encore, un fait généralisé. Je demande maintenant à comprendre le fait, et il n'y a qu'un moyen pour cela, c'est de m'éclairer sur la cause. La loi de la gravitation universelle est admirable. C'est une belle loi aussi que celle des équivalens chimiques et celle des proportions multiples. Les découvertes de Bell et de Magendie sur le rôle distinct des nerfs de la sensibilité et des nerfs du mouvement sont les plus intéressantes du monde; mais quand vous me parlez de gravitation, d'affinités chimiques, d'action musculaire et d'action nerveuse, me parlez-vous d'un fait ou d'une cause? La gravitation comme fait est un mouvement, cela est clair; l'action musculaire comme fait est aussi un mouvement, rien de plus simple; mais la cause? Quelle est la cause de la gravitation? Direz-vous que c'est l'attraction? Pure métaphore. Autant vaudrait parler des *sympathies* des corps à la façon des alchimistes du XIIIe siècle. Je répète donc que tant qu'il s'agit de constater les phénomènes de la gravitation, de l'affinité, de l'action nerveuse, et de ramener ces faits à une forme générale, les sciences s'en acquittent parfaitement; mais s'agit-il de comprendre ces phénomènes, de savoir quelle est la cause de l'attraction, quelle est la cause de l'affinité, quelle est la cause de la vie, voilà ce que la physique, la chimie et la physiologie ne m'apprennent pas. La psychologie, tant dédaignée de certains savans, n'a pas les découvertes inattendues et les applications éblouissantes de la physique et de la chimie; mais elle a un avantage incomparable : elle saisit une cause. Au-delà des faits, au-dessus des lois, elle atteint un principe, elle le saisit d'une prise immédiate, elle peut le décrire, l'analyser et en marquer les attributs essentiels. Cette cause, c'est l'être qui a conscience de lui, c'est le principe qui sent, qui pense, qui veut,

qui meut. Là est le type de la notion de cause. On se rit des causes finales et des causes efficientes; mais, quand je fais un acte de volonté, voilà une cause efficiente, une cause intentionnelle, agissant pour une fin. Avec la cause, la psychologie me donne la substance, qui n'est que la cause considérée dans sa virtualité; elle me donne l'unité, l'identité, la durée, toutes les notions essentielles. C'est ainsi que la psychologie fournit une base expérimentale à la métaphysique. Elle doit un tel privilége à ce que, seule entre toutes les sciences d'observation, elle saisit autre chose que des faits et des lois : elle est l'intuition immédiate d'une cause.

On nous pardonnera maintenant de n'avoir pas épargné les reproches à la doctrine des nouveaux animistes. Cette doctrine a un tort capital à nos yeux, c'est de mettre en péril le caractère distinctif de la psychologie, qui est de se développer à la lumière de la conscience. J'accorde maintenant que plus cette science maîtresse a d'importance, plus il est grave de la rétrécir. Je reconnais que, dans leur effort pour constituer la psychologie, l'école cartésienne, l'école écossaise, et de nos jours enfin plus d'un philosophe spiritualiste ont laissé quelque chose à regretter. Sans tomber dans l'excès de Descartes, de Malebranche, de Leibnitz, qui brisaient les liens qui unissent l'âme au corps, le spiritualisme contemporain n'est pas tout à fait exempt de reproche à cet égard. Il faut une psychologie plus exacte et plus étendue qui nous montre l'homme tel qu'il est, l'homme tout entier. Pour nous borner ici à quelques indications, il y a au moins deux facultés nouvelles à introduire dans les cadres de la science : d'une part le *sens vital*, ou de quelque nom qu'on l'appelle, ce sentiment que nous avons de l'état particulier de nos organes et de l'état général de l'organisme; de l'autre la *faculté locomotrice* ou la puissance de mouvoir une partie de nos organes. Ce qu'on appelle proprement la volonté ne peut ici suffire. Avant de vouloir remuer mes membres, je les ai remués sans le vouloir. Je ne puis vouloir les remuer que si je m'en sais capable. Il y a donc, antérieurement à l'activité volontaire et réfléchie, une activité spontanée qui s'applique aux organes de la vie de relation et les meut directement (1).

Voilà le côté terrestre de l'homme; mais il y en a un autre qu'on pourrait appeler son côté céleste : je veux parler de toutes ces tendances primitives, cachées dans les plus secrètes profondeurs de l'âme humaine, notions innées, aspirations mystérieuses, semences obscures qui semblent ensevelies dans le sommeil, mais qui se ré-

(1) Si la faculté locomotrice, reconnue par Aristote dans le περὶ ψυχῆς, rentre, après un long exil, dans les cadres de l'enseignement psychologique, l'honneur en reviendra à un éminent observateur, M. Adolphe Garnier, qui représente et qui continue la tradition franco-écossaise de Royer-Collard et de Jouffroy. Voyez son traité *des Facultés de l'âme*, livre III, tome Ier, pages 61 et suivantes.

veillent tout à coup, éclatent comme le feu qui jaillit du caillou, comme l'étincelle qui couve sous la cendre. Ce sont là ces *rapidæ cogitationes* de saint Augustin, ces *perceptions sourdes* de Leibnitz, tout un monde de faits que le rationalisme aurait d'autant plus tort de dédaigner qu'ils lui fournissent l'explication vraie de toutes les sublimités et de toutes les illusions du mysticisme. Un grand psychologue dont le nom s'est présenté bien des fois sous notre plume, Maine de Biran, après avoir, pendant la plus grande partie de sa carrière, fait effort pour établir les droits de la volonté, sentit enfin que la volonté ne se suffit pas à elle-même. Il admit qu'il y a dans l'âme humaine trois vies : la vie sensitive, la vie volontaire, enfin la vie religieuse ou mystique. Dans cette théorie, que Maine de Biran n'a fait qu'ébaucher, il y a une vérité profonde. La psychologie comprend en effet trois régions distinctes que Maine de Biran avait seulement le tort de trop séparer : au centre, la vie réfléchie, volontaire, toute resplendissante de clarté; à côté, au-dessous, une vie obscure et subalterne, la vie animale, la vie de la bête; à l'extrémité opposée, au-dessus, non-seulement de la bête, mais de ce qu'il y a de proprement humain dans la réflexion et la volonté, une vie sublime et obscure, qui inspire la raison, qui prévient et soutient la volonté, qui fait les saints et les héros, et jette dans les âmes, même les plus médiocres ou les plus dégradées, quelques éclairs d'héroïsme, quelque instinct confus du grand, du beau et du saint. Cette partie angélique et presque divine de l'âme humaine, Malebranche la signalait sous le nom de *grâce naturelle* par opposition à la grâce surnaturelle des théologiens; de nos jours, M. Cousin l'a appelée spontanéité, raison impersonnelle, et en a inauguré la théorie scientifique. Quant à Maine de Biran, il ne savait comment unir ces trois vies. Il aurait volontiers admis trois âmes. L'exagération est manifeste, car une vie sensitive étrangère à la personne morale, au moi, c'est quelque chose d'inconcevable, et une vie en Dieu où le moi serait aboli, c'est la vieille illusion des mystiques, invinciblement repoussée par le sens commun.

Reconnaître ces trois formes d'une seule et même vie, en déterminer les différences et les harmonies, s'établir dans le centre lumineux de la conscience et de là rayonner en tous sens, donner une main à la physiologie, et de l'autre rejoindre la métaphysique et la religion, voir l'homme tout entier, aussi bien dans sa condition terrestre que dans ses hautes parties et dans ses perspectives immortelles, le mettre en un juste rapport avec cet univers où il passe, avec Dieu qui le guide et qui l'attend, tel est le cadre que nous proposerions volontiers à quelque esprit à la fois observateur et métaphysicien, qui s'acquerrait en le remplissant une gloire durable.

ÉMILE SAISSET.

UN

PHILOSOPHE POÈTE

Gravenhurst, dialogues sur le bien et le mal, par W. Smith; 1 vol. Blackwood et fils, Londres 1862.

Que pense l'oiseau entre les serres de l'épervier? Que pense le cerf blessé par son rival ou par l'homme, et qui va mourir dans un coin? Que se dit le rouge-gorge pendant les jours de famine et de froid d'un long hiver? Qui le sait? L'animal est pour nous un mystère. Sans doute il subit passivement son sort; il souffre et ne pense pas. Ou plutôt, car c'est là aussi une sorte de philosophie muette, l'animal ne croit qu'à lui-même : s'il le pouvait, il voudrait bien repousser loin de lui cette souffrance; mais il ne le peut pas, et tout absorbé dans la douleur du moment, sans prévoir ce qui doit suivre, sans ajouter à l'angoisse présente par la crainte de l'avenir, il se couche pour mourir. Il n'en est pas ainsi de l'homme. Sous le coup de la douleur du moment, il se rappelle les douleurs du passé, il donne à tous ces maux un même nom, et par cela seul il y voit comme les actes d'une même puissance ou d'une même loi; le mot n'importe. Il redoute dans l'avenir les coups de cet être qui l'a frappé dans le passé : c'est comme un ennemi qu'il a devant lui, un ennemi qui a voulu le blesser, qui veut encore le blesser, et il se révolte contre cet adversaire, il le hait, il lui demande compte de sa haine. C'est la question du bien et du mal, éternelle énigme, question que l'homme s'est sans cesse posée et qui le tourmentera sans cesse, question qui est presque à elle seule l'histoire entière de l'humanité.

Les religions, les philosophies, les législations, toutes les divinités même qui ont peuplé le ciel ou l'enfer des mythologies, que sont-

elles après tout, sinon l'expression ou la personnification des idées que l'esprit humain dans son mouvement s'est faites tour à tour du bien et du mal? Et la société a beau déclarer le problème résolu, il faut qu'il se rouvre pour chacun de nous, qu'il se débatte, s'épuise, ou trouve lui-même sa solution au fond de chaque âme. Depuis les premières révoltes de la jeunesse jusqu'à la résignation plus ou moins consolée de la vieillesse, jusqu'à la mort pour mieux dire, la voix inquiète en réalité ne se tait jamais : la vie nous en distrait; mais qu'il se fasse en nous un moment de silence, et nous l'entendons qui continue à murmurer, qui en est continuellement à l'interrogation. Chez ceux même qui sont le plus assurés dans la réponse qu'ils lui font, qui dira pour combien la fatigue et l'horreur de l'incertitude sont entrées dans leur foi?

Cette question si intimement liée à notre être, et qui est toujours dans nos sentimens avant d'être dans nos pensées, voici un nouveau livre qui entreprend de la résoudre. Qu'il y réussisse ou non, c'est un livre qui la traite au moins comme il convient au sujet. A quelques égards, l'œuvre peut rappeler Platon : elle se compose en partie de dialogues où la pensée abstraite prend le mouvement et l'émotion de la vie, et elle est aussi un intime mélange de métaphysique et d'imagination. M. William Smith, qui a débuté par un volume de drames remarquables, renferme en lui un poète que la réflexion n'a pas tué. Il a le sentiment de la nature, il s'intéresse à ses semblables, il voit le côté scénique des choses, et il doit à cela un heureux privilége. En général, les philosophes n'ont pas le don de la parole : pour poursuivre leurs idées, il est rare qu'ils ne quittent pas du pied la terre; leur pensée est un effort où ils concentrent toutes leurs facultés; leur langage est un travail et une contorsion. On ne sait plus bien s'ils vivent dans notre monde, dans un monde égayé par des nuages, des fleurs et d'incessantes transformations; on ne s'aperçoit plus guère s'ils sont des hommes capables d'aimer, d'agir, de sympathiser. Avec eux, on voyage dans un vide gris, en compagnie d'un esprit impalpable, aussi loin de la grammaire usuelle que du mouvement ordinaire de la vie. Chez M. Smith au contraire, l'écrivain a toujours une grâce et une simplicité que je comparerais à l'indicible aisance du grand seigneur. Son style est net et pourtant coloré, n'évitant pas le mot technique, mais sachant lui donner je ne sais quelle animation familière, et cette clarté comme cette couleur ne sont pas le résultat d'une volonté après coup, elles font partie de la substance même des idées. M. Smith en effet n'a pas seulement le talent de peindre, il peint en même temps qu'il juge; sa pensée se dégage facilement au milieu du jeu de ses autres facultés : c'est comme la pensée qui jaillit d'elle-même pendant une conversation en plein air, à un instant de laisser-aller

et non de réflexion, et qui vient toute pleine d'allusions aux images du lieu, au caractère des interlocuteurs, aux jouissances du moment. L'idée est animée par des émotions, égayée par les reflets de la nature, individualisée par ce qu'il y a de plus personnel chez l'homme, par cette vitalité qui s'appelle l'imagination, et qui n'est que l'action simultanée de tout notre être, de nos affections, de notre intelligence et de notre volonté.

Je relisais dernièrement un extrait des jugemens portés par la presse sur l'avant-dernier ouvrage de M. Smith : *Thorndale ou le Conflit des opinions;* — il s'agissait d'une œuvre assez analogue à *Gravenhurst*, d'une étude profonde et délicate, où les formes du drame ne servaient qu'à mettre en lumière ce qu'il y a de plus impalpable dans les tendances qui se partagent les esprits de notre siècle. — J'étais frappé du ton de tous ces jugemens. Les appréciations des juges ne s'accordaient pas. « On respire partout, disait l'un, les sentimens élevés du gentilhomme et du chrétien; — l'auteur, disait l'autre, est un esprit si délicatement équilibré, qu'il peut peser avec une égale justesse les opinions les plus opposées; en somme, c'est une intelligence singulièrement sceptique et impartiale. » Mais à travers ces dissidences d'opinions on sentait chez les divers critiques la même impression d'attrait, je dirais volontiers d'allèchement. Les uns et les autres avaient été évidemment gagnés : ils s'accordaient à représenter le livre comme une œuvre qui demandait à être savourée à loisir, qui devait avoir été écrite lentement, écrite plutôt par intermittence et aux heures favorables, tant elle renfermait de délicieuses pensées, et tant les pensées avaient la fraîcheur et comme le duvet du premier moment!

L'attrait ou du moins un certain attrait, c'est bien là aussi ce qui domine dans l'impression que me laisse *Gravenhurst*. J'en aime mieux la poésie que la métaphysique, j'y trouve plus de finesse de pensée que de profondeur ou de largeur. L'intelligence de l'auteur se dissémine sur un vaste espace et elle creuse volontiers dans les coins oubliés; elle ne manque pas non plus d'originalité, mais c'est une originalité de détail. En nous présentant le général Mansfield, un vétéran de l'armée indienne, M. Smith dit avec sa délicatesse ordinaire : « J'allais ajouter que le général eût été partout un homme remarquable, mais j'aurais peur d'employer une expression inexacte. Ce qu'il y a de particulier chez lui, c'est le caractère complet de son esprit et de son individualité, et en général les hommes remarquables sont plutôt ceux qui ont fait quelque acte extraordinaire ou qui ont développé à un point insolite une de leurs facultés. » Cela s'appliquerait assez bien à l'écrivain lui-même : les qualités de son esprit tiennent essentiellement à tout ce qui accompagne son intelligence; c'est un homme animé à la fois de plusieurs vies, un

penseur que son imagination défend de la fatigue, que la variété de ses impressions relance à chaque instant, que ses sympathies de tout genre entraînent à réfléchir sur les sujets les plus divers, et qui, dans toutes ces excursions partielles, garde toujours l'entrain d'une véritable inspiration. Si l'on aime mieux, c'est un esprit qui pense souvent et qui a beaucoup d'idées plutôt qu'un de ces esprits qui embrassent d'un seul coup tout l'horizon, ou qui, par une série obstinée d'efforts, font entrer toutes leurs connaissances et leurs forces dans chacune de leurs conclusions. — La métaphysique et la psychologie de M. Smith sont loin d'avoir l'étendue de la nature humaine, elles n'ont même pas l'étendue de sa propre nature. Dans ses idées, il n'a pas tenu compte de mille instincts qui se manifestent dans ses sentimens; il y a conflit entre le poète et le penseur.

Mais avant de nous préoccuper des épines, nous avons plus d'une fleur à cueillir. L'œuvre de M. Smith est fort décousue : elle ressemble moins à un livre qu'à une collection de notes, et je ne conseillerais à personne d'imiter l'auteur; mais de la part d'une nature à la fois pensive et réfléchie comme la sienne, le défaut de forme est presque une qualité, parce qu'il est une vérité de plus. M. Smith nous raconte qu'un soir, accoudé au petit pont d'un village qu'il veut nommer Gravenhurst, et l'esprit encore tout rempli d'un entretien sur les horreurs de la guerre de l'Inde, il se surprit en face d'un beau coucher de soleil à méditer péniblement sur l'antique problème du bien et du mal. Pendant plusieurs mois, les mêmes pensées continuèrent à l'obséder et à jeter leur reflet ou leur ombre sur tout ce qui l'entourait. Les arbres, la rivière, les enfans jouant dans la prairie semblaient sans cesse faire allusion à l'objet de ses préoccupations. Le village entier de Gravenhurst était tourmenté par le problème du bien et du mal. Avec ses amis, la conversation revenait si naturellement et si souvent sur le même sujet, qu'il eut l'idée de jeter sur le papier quelques-unes de ces causeries. C'est donc par une description de Gravenhurst qu'il ouvre son livre : il retrace les incidens et les objets qui ont été ses muets collaborateurs, puis il continue par une exposition de sa propre philosophie, pour terminer par des dialogues qui ont réellement tant de laisser-aller, que, pour ma part, je les accepte volontiers comme des souvenirs d'entretiens réels.

Je regrette de ne pouvoir donner une idée du joli sentiment qui respire dans toute la partie descriptive. Il y a peu de traits saillans qui puissent se détacher, car « pour peindre ce village de Gravenhurst, nous dit l'auteur, je ne puis employer que des mots qui s'appliqueraient tout aussi bien à des centaines d'autres villages en Angleterre. Ce n'est en effet qu'un village tout ordinaire, tout banal; tant mieux peut-être pour moi, qui me propose de rechercher ce

qu'il y a de général dans l'homme et son sort. » Voici cependant deux petites scènes d'idylle qui ne se laissent pas oublier :

« Comme je traverse la prairie, je m'appuie sur la barrière qui y donne entrée; j'aperçois un petit enfant, presque un bébé, trébuchant dans les grandes herbes. Les hauts boutons-d'or ont poussé plus vite que lui et les reines-marguerites masquent à sa vue la cabane voisine où habitent ses parens. L'enfant a perdu son chemin au milieu des fleurs qu'il venait cueillir; il ne sait de quel côté tourner dans cette jungle d'herbe tendre. J'entends un cri de détresse; — un autre enfant, une petite fille qui a quelque deux ans de plus, j'imagine, accourt à son aide, le caresse et le calme, le reconduit à la cabane, qui est leur demeure à tous deux. Avec quelle gentillesse elle protége, et avec quel orgueil, elle qui est assez grande pour voir par-dessus les herbes! Vous devinez que la bonne, l'aimable petite créature répète une leçon apprise, qu'elle fait comme elle a vu faire à sa mère; vous remarquez avec un sourire le sentiment déjà complexe (sentiment de puissance mêlé d'amour) qui se révèle dans son zèle de protectrice; vous observez comme le fil de la vie, alors même qu'il est le plus soyeux, se tisse vite de peine et de plaisir. Vous savez en outre que, sous le chaume de cette maison vers laquelle les deux enfans s'en vont la main dans la main, il bat un cœur de mère, source de cet amour mutuel, un cœur tendre et vrai dont vous oseriez à peine diminuer les anxiétés... »

La petite fille reparaît encore plus loin :

« Certains maux, dites-vous, ne poussent pas à l'action, ne mettent en jeu aucune énergie. Ce sont des maux qu'il faut simplement endurer, soit; les endurer, c'est en triompher, c'est en tirer une force et une fierté... Je retourne à la prairie où j'ai vu les deux enfans au milieu des fleurs. L'enfance me fournira mon exemple. Cette fois je rencontre la sœur aînée toute seule. Elle ne me voyait pas; je pus l'observer à son insu. Une touffe luxuriante d'orties poussait à côté de la haie; je la vis avancer lentement, résolûment sa petite main et toucher une des feuilles. Elle voulait essayer si elle pourrait supporter la douleur, la grave petite Spartiate! Je lui demandai si elle savait que l'ortie fût piquante. Oh! oui, elle le savait; mais, ajouta-t-elle en rougissant moitié de souffrance, moitié de se voir observée, maman dit que si nous ne savons pas supporter la douleur, nous ne serons jamais bons à rien. Je voulais essayer; cela ne fait pas tant de mal. — Ah! petite Annette Foster, il n'y avait pas besoin d'aller chercher l'ortie, mais tu as bien supporté la cuisson, et je ne doute pas que tu ne supportes bien de plus grandes épreuves. »

Nous avons déjà fait connaissance avec le général Mansfield. Sa nièce Ada, qu'une infirmité a rendue plus réfléchie sans lui enlever la grâce de la femme, joue comme lui un rôle important dans les dialogues, et l'auteur se souvient ici d'avoir été poète dramatique : quelques touches lui suffisent pour faire vivre sous nos yeux ces deux figures principales. L'histoire des jeunes amours du général est d'un pathétique doux et simple. Officier sans fortune, au mo-

ment de s'embarquer pour l'Inde, il était allé dire adieu à une jeune fille qu'il aimait sans s'être déclaré, et en partie pour cacher son trouble sous les formes d'une vieille galanterie chevaleresque, il lui avait baisé la main en mettant un genou à terre. Le respect de la jeune fille pour sa main baisée, la tranquillité avec laquelle elle réserve son cœur en se disant qu'il sera pour *lui* s'il le demande, le retour de Mansfield qui n'a pas oublié et qui le demande, son bonheur enfin et la mort de la seule femme qu'il ait aimée après trois ans à peine de mariage, tout cet épisode forme un arrière-plan qui jette un intérêt particulier sur les opinions du général, car c'est ce même homme qui a aimé et qui a connu les horreurs de la guerre, qui a possédé et qui a perdu la seule joie infinie de la terre, c'est cet homme capable d'affection et de désespoir qui parle ainsi de la vie :

« Pour moi, si j'avais quelque talent d'expression, si j'étais capable de prononcer ou d'écrire une parole qui pût remuer ou convaincre une douzaine d'hommes en Angleterre, je prendrais pour texte ce fait merveilleux de l'existence humaine. Je voudrais dire mon mot pour faire aimer, admirer ce grand don de la vie. Je voudrais montrer comment à lui seul il renferme d'innombrables trésors, — des trésors, entendons-nous, qu'il s'agit en général de gagner, de conquérir par l'énergie et de défendre par la fermeté. J'ai bien peu à offrir à l'inertie ou à la pusillanimité. Le progrès! les beaux jours à venir! Soit! Croyez dévotement au progrès : c'est une généreuse et noble foi; mais elle ne signifie rien, excepté chez l'esprit noble et généreux. Le progrès! oui certes, autant que possible; mais si, dans le monde *tel qu'il est,* vous ne trouvez rien qui soit digne de votre amour et de votre admiration, vous auriez beau vivre des milliers d'années, vous ne retireriez aucun bénéfice du progrès de l'espèce. Si cette vie de tous les jours, avec ses affections et son mouvement de pensées, avec ses joyeuses surprises et ses tendres chagrins, si ces choses vulgaires n'ont pas gagné votre respect, je ne sais pour ma part quelle utopie pourrait valoir un fétu... Ces banalités-là dureront, je l'imagine, aussi longtemps que les autres banalités qui s'appellent la terre, le soleil, les étoiles. Si, je le répète, vous ne trouvez rien de divin dans l'amour de la femme et de l'enfant, dans l'amitié, dans les volontés énergiques tendant au bien général, d'où attendez-vous donc votre progrès? de quels élémens espérez-vous le voir sortir? »

La philosophie de l'auteur s'indique assez complétement dans ces paroles, et elle s'y montre par son meilleur côté : on sent là qu'il n'est pas seulement un raisonneur optimiste, et qu'il a réellement en lui toutes ces dispositions aimantes et sympathiques qui sont la seule source véritable du contentement; mais c'est de ses argumens qu'il s'agit. M. Smith n'a pas la prétention d'innover. Il n'a aucun paradoxe à énoncer pour surprendre ou amuser le lecteur. « Ses vues, nous dit-il, sont simplement celles qui doivent se produire à une époque scientifique comme la nôtre. L'optimisme qui viendrait bravement déclarer que nous sommes ici dans le meil-

leur de tous les mondes possibles n'appartient pas à un siècle qui comprend les limites de ses connaissances. Pour parler du meilleur des mondes, il faudrait être capable de comparer entre eux une multitude de mondes. Ce que nous nous disons, nous hommes de ce temps, c'est que le seul monde dont nous sachions quelque chose est un, qu'il forme un grand tout, un système compacte où le simple est le principe du complexe, où l'infime est la base de l'élevé, et qu'il est vain de chercher querelle à telle ou telle des parties, à moins de pouvoir s'attaquer au tout, ou à moins de pouvoir détacher ce détail qui soulève nos critiques de toutes les grandes lois qui constituent l'ensemble. »

La folle idée m'est souvent venue que, si j'étais Jupiter, je punirais les hommes de leurs murmures en leur accordant le pouvoir magique de refaire à leur gré l'univers; je voudrais que leurs souhaits s'accomplissent à l'instant, que tous leurs rêves d'âge d'or, de perfection, de beau idéal, devinssent une réalité. Seulement j'y mettrais une condition, qui n'est pas peu de chose, il est vrai; mais je serais Jupiter, et les miracles ne me coûteraient rien : j'ordonnerais que, malgré toutes les incongruités et les impossibilités de leurs désirs, le monde restât obstinément debout, et je les condamnerais à supporter, sans pouvoir mourir, la vie qu'ils se seraient faite, — pas trop longtemps pourtant, ce serait trop cruel, mais assez longtemps pour qu'ils pussent faire l'expérience de leur sagesse.

L'auteur de *Gravenhurst* est moins sévère : il se contente de justifier la création en nous mettant au défi de supprimer un seul des élémens que nous dénonçons comme un mal sans faire écrouler tout ce que nous aimons comme un bien, tout ce que nous tenons le plus à conserver. Par rapport à l'individu, la souffrance et le mal ne sont que trop réels, M. Smith ne songe ni à nier ni à atténuer cette vérité; mais il cherche à prouver que la douleur est simplement l'accident, et que le mal, sous toutes ses formes, remplit lui-même un ministère bienfaisant, qu'il n'est en tout cas qu'une suite et un corollaire nécessaire d'un plan général combiné tout entier pour le bien de l'ensemble, pour la *joie* des créatures. Si ce monde de la nature et de l'homme n'est pas le plus heureux de tous les mondes possibles, au moins est-ce un monde où le *bonheur* est la grande fin et le grand résultat, le produit net des lois qui régissent tous les faits de détail.

C'est à peu près la thèse que soutenait Malebranche. Ne pourrait-on pas lui reprocher d'amoindrir le Créateur pour le disculper? N'est-ce pas se faire une idée bien finie de l'être infini que de le traiter et de l'excuser comme un homme qui a établi dans sa famille les meilleurs règlemens, et qui n'est pas cause si, en s'occupant du général, il n'a pas pu pourvoir à tous les cas particuliers? Je laisse

à d'autres le soin de le décider. Du reste, le mérite de M. Smith est bien moins dans ses axiomes que dans les développemens dont il les appuie. Avec une grande richesse de fines observations et d'exemples parlans que le poète chez lui fournit à l'observateur, il nous fait suivre à travers les faits l'entrelacement de la joie et de la douleur, les utilités et les bienfaits secrets de la maladie, les racines par lesquelles le bien plonge dans le mal et y puise sa nourriture. Il nous montre comment la souffrance est l'aiguillon de notre activité, la mère de notre développement, comment elle est le travail pénible d'enfantement d'où sortent toutes les énergies et les facultés qui sont notre gloire, et qui, une fois nées, trouvent en elles-mêmes d'incessantes jouissances, car ce qu'il nous faut, c'est de la vie, toujours plus de vie, et une vie plus pleine. Il nous montre comment la douleur encore est la principale source de la sympathie qui nous unit les uns aux autres, qui constitue la base de la société humaine, le lien de la famille, le principe de nos plus douces affections.

« Sans doute nous prenons part aux plaisirs non moins qu'aux peines de nos semblables; mais le bonheur même que nous partageons implique toujours plus ou moins la joie d'échapper à quelque danger, et, à parler en général, cette forme de sentiment n'appartient qu'à une phase avancée d'éducation et de développement. Aux premiers âges des sociétés, la sympathie qui répond à la douleur, aux blessures, à la mort, exerce une bien plus grande influence: l'élan qui, en face de l'individu attaqué ou abattu, enrôle de son côté les passions de vingt hommes, voilà le grossier commencement de la justice criminelle et de la réprobation morale.

« La mort même, le plus inévitable des maux, entre pour la plus large part dans tout ce qui donne du prix à la vie. C'est le printemps; les mêmes ormes dont j'écoutais tomber les feuilles séchées il y a quelques mois étoilent maintenant le ciel bleu de leurs bourgeons dorés... Les saules jettent à travers leurs branches une chaîne de pâle verdure, chaîne si légère, qu'elle ne parvient pas à arrêter la plus jeune brise qui joue dans cette brillante matinée de mai. Moi pourtant, elle m'arrête, elle retient mes pas et mon regard. Je resterais volontiers prisonnier sans mes deux peupliers, qui attendent ma visite. Ils s'éveillent de leur rêve d'hiver, et je remarque qu'ils commencent l'été avec le même éclat, la même teinte de flamme qu'ils avaient prise pour mourir en automne. Et avec la feuille vient l'oiseau, qui se hâte, au milieu des chansons d'amour, de construire son nid. D'abord ce sont des notes courtes et faibles qui tombent de branche en branche : elles me rappellent ces baisers que les enfans se soufflent l'un à l'autre; puis vient le tapage de la joie et des gazouillemens. Est-il besoin de vous rappeler que ce renouvellement perpétuel du printemps, de la jeunesse, de l'amour, de l'enfance et de la maternité a pour condition nécessaire la sombre mort? L'inévitable est aussi l'indispensable. Comme notre vie serait amoindrie, si nous vivions sans fin! Comme la condition de l'homme serait stagnante! »

Sur ces bienfaits de la souffrance, j'aime surtout cette remarque

de Mansfield, que nous noircissons sans cesse les épreuves de la vie en les jugeant seulement d'après l'aspect terrible qu'elles présentent à l'œil d'un spectateur, et en ne tenant pas compte du surcroît d'énergie qu'elles éveillent chez le lutteur qui se débat contre elles. Ailleurs déjà M. Smith avait exprimé la même pensée par une ravissante image, celle des oiseaux de mer qui volent dans la tempête, *moitié ailes, moitié rafale,* comme nous sommes nous-mêmes, nous tous qui avons un vol quelconque. Notre force est moitié à nous, moitié à la nature.

Mais le mal moral, le meurtre prémédité et accompli par malice?... Depuis longtemps déjà, Goethe avait répondu que sans l'ombre il n'y aurait pas de lumière. « C'est une vérité claire comme un théorème d'Euclide, que le bien moral et le mal moral prennent en même temps naissance. Vous dites que les mobiles, les énergies de l'homme devraient être uniformément gouvernés par la conscience et la raison. Eh! comment donc l'homme pourrait-il avoir une conscience et une raison, s'il n'était pas sujet à être emporté par des passions malfaisantes? La conscience ne consiste pas à fonctionner machinalement suivant une certaine loi; elle consiste à *vouloir* vivre d'après une certaine loi, à s'imposer soi-même, ou à accepter une bonne règle. Supposons une race d'êtres qui, par instinct ou par suite de passions admirablement équilibrées, auraient toujours agi de la manière la plus bienfaisante pour l'ensemble, il n'y aurait plus eu de place chez eux pour une force morale quelconque. Il y aurait eu des actes que vous pouvez considérer, si cela vous plaît, comme un code parfait de moralité en action : toujours est-il que ces actes n'auraient pas été déterminés par des sentimens de responsabilité, de devoir, de mérite. La morale eût été aussi étrangère à ces machines vivantes qu'elle est étrangère aux castors et aux fourmis. »

Mais les fureurs effrénées et les monstrueuses folies de l'homme barbare?... Toutes ces fureurs, ces folies sont simplement l'explosion des instincts qui ignorent leurs limites, et ne peuvent les apprendre que par les représailles qu'ils provoquent. En elles-mêmes, les passions que nous nommons mauvaises sont des organes indispensables à la vie. Depuis la faim, l'épouvante et l'aveugle égoïsme, qui ont déterminé les premières agrégations, depuis la cruauté, l'orgueil, le fouet du maître, qui ont contraint l'indolence, encore incapable d'agir par prévoyance, à commencer la longue odyssée de l'industrie, il n'est pas une des forces les plus accusées de notre nature qui ne soit entrée et qui n'entre encore comme un facteur dans nos vertus et nos meilleures œuvres. La colère et la vengeance sont les germes de la justice sociale et de l'indignation; l'orgueil est l'aliment du respect de soi-même. L'amour même pro-

cède de la haine, comme l'union est la fille de la discorde. Patriotisme, esprit de caste, esprit de famille, toutes les alliances qui ont rapproché les hommes ont été en même temps des pactes d'agression ou d'opposition.

Enfin comment concilier l'origine du mal avec un Dieu bon? — Regardons en face cet épouvantail, réplique toujours M. Smith, et il se réduit à rien. « Un chien ou un idiot nous blesse, il n'y a là qu'un accident, un mal naturel. Si l'action malfaisante devient chez l'homme un mal moral, c'est parce qu'elle est le propos délibéré d'une créature qui se préoccupe ou qui peut se préoccuper des intérêts de la société et des jugemens présumés de Dieu. Ajoutez à la passion de l'animal une raison capable d'appréciations morales, vous avez l'origine du crime et du vice. On voit par là l'impossibilité de les attribuer à un agent diabolique. De quelle manière sont-ils entrés dans le monde? Ils y sont entrés par le développement de l'intelligence humaine, par l'apparition chez l'homme d'un principe plus élevé. » S'en épouvanter comme d'un désordre qui fait tache à l'œuvre divine, c'est s'indigner que Dieu ait couronné son œuvre par la plus sublime de ses créations, c'est lui reprocher d'avoir fait de nous des êtres moraux capables de connaissance, de volonté et de grandeur. « Ainsi, conclut M. Smith, la création entière, nature et humanité, se présente à nous comme une grande pensée harmonieuse et toujours ascendante. Dans les étages inférieurs de l'univers, tout gravite vers l'homme, vers l'intelligence progressive de l'homme. Toute cette nature qui ne pense pas a pour but ou pour couronnement l'être pensant, chez qui elle éveille la connaissance et le plaisir, chez qui elle devient vérité et beauté, et cet être lui-même est le début d'une évolution où l'erreur mène au vrai, le vice à la vertu, l'emportement effréné à l'empire sur soi-même. A partir de ses passions et de ses appétits les plus élémentaires, qui tous ont un rôle marqué et en apparence indispensable pour élaborer les progrès futurs, nous voyons l'homme s'élever régulièrement à des émotions plus nobles, à des vérités de plus en plus hautes. Du point culminant où il parvient à la fin, ce n'est peut-être pas sans quelque chagrin et quelque mépris qu'il reporte ses regards sur les élémens inférieurs de sa nature. Cela n'est pas sage, s'il ne reconnaît en même temps les énormes obligations qu'il a envers eux, s'il ne sent qu'ils sont la base même de l'édifice intellectuel qu'il a construit. Les élémens supérieurs peuvent prédominer, ils peuvent même, une fois développés, se faire à eux-mêmes un point d'appui indépendant. Pour autant, ils n'auraient jamais pu se développer sans l'assistance des élémens inférieurs. Le tout est un. »

Ici la philosophie touche de bien près à la théologie, et en vérité la religion tient tant de place dans le livre de M. Smith que l'on se

demande si, sciemment ou à son insu, sa pensée principale n'a pas été de combattre ou d'émettre certaines idées religieuses. A l'égard de la foi, il ne montre pas seulement un esprit indépendant et hardi; il m'apparaît aussi comme une intelligence qui traverse une phase particulière, qui est en train de s'éloigner des croyances chrétiennes. Lorsqu'au lieu d'en être encore à chercher et à découvrir ce que la raison peut objecter à la foi, on a déjà terminé cette besogne, et que les objections ont perdu l'attrait de la nouveauté, on ne doute peut-être pas moins, mais on est moins satisfait de son doute. On l'a en soi, il est ce qui règne dans l'esprit, et par conséquent ce qui ne peut manquer, comme tous les pouvoirs régnans, de provoquer l'opposition. En fait d'idées aussi, posséder, c'est apprendre par expérience les inconvéniens et les insuffisances de ce que l'on possède. Toujours est-il que pour nous cette attitude de l'auteur à l'égard de la religion n'est pas ce qu'il y a de moins curieux dans son livre. Je ne voudrais pas grandir M. Smith en le présentant comme un type du siècle, comme une expression des formes nouvelles que prend de nos jours en Angleterre l'éternelle révolte de la raison contre la foi, — et pourtant il est certain que l'auteur de *Gravenhurst* se ressent largement de certains courans de pensées qui circulent autour de lui, et dans un autre sens la nature des convictions religieuses qu'il avait sous les yeux n'a pas moins marqué *en creux* sur ses idées. Notre siècle est loin de l'époque de Voltaire, et l'Angleterre protestante n'est pas moins éloignée de la France catholique. Avec M. Smith, il ne s'agit plus d'une polémique décidée contre l'influence sacerdotale : elle ne signifierait rien sur le sol anglais. Il ne s'agit pas davantage de cette incrédulité du XVIIIe siècle qui tournait directement à l'irréligion et volontiers à l'immoralité : cette philosophie-là a fait son temps, et ce qu'il en reste n'est qu'une vieillerie attardée.

« Depuis mon retour en Angleterre (fait dire l'auteur au général Mansfield), rien ne m'a plus frappé que le sérieux et la ferveur qui s'étaient introduits de part et d'autre dans les polémiques religieuses; mais ce qui m'a paru tout à fait digne d'attention, c'est le mouvement qui tendait à rapprocher une partie de l'église chrétienne, — celle qui y représente la critique et la philosophie, — et le camp opposé des penseurs qui ne s'en rapportent qu'à la raison. Il m'a semblé qu'il existait un petit noyau de chrétiens qui étaient presque résignés à abandonner le principe de la révélation, à la seule condition d'être assurés que certaines vérités importantes de la religion seraient généralement acceptées comme reposant sur la raison humaine. D'un autre côté, il s'est produit parmi nous un nouveau scepticisme, scepticisme grave et pieux, qui sent sa responsabilité envers Dieu et envers l'homme, et qui se demande avec anxiété comment il prendrait soin de la société, si elle se trouvait jetée entre ses bras. Je n'ai pu m'empêcher

d'observer combien nos incrédules modernes tenaient du croyant, combien nos croyans tenaient de l'incrédule. »

Sur une objection de sa nièce Ada, qui remarque très justement que la foi aussi s'est renouvelée chez le chrétien moderne, le général reprend :

« Cela peut être, mais ce que j'ai aperçu, c'est moins un nouvel esprit de foi qu'un nouvel esprit de critique, et un esprit de critique dont la tendance était hostile à ce que l'on peut nommer, pour plus de brièveté, le principe de la révélation. »

Pour sa part, ce que M. Smith attaque plus particulièrement, c'est la morale et la psychologie du christianisme, ce sont les deux bases précisément sur lesquelles repose le christianisme protestant : l'idée du péché d'abord, c'est-à-dire d'un vice qui a son siége dans notre propre manière d'être, et en second lieu l'idée des châtimens et de la réprobation auxquels cette seule souillure nous expose au-delà de la tombe. Il est assez vain de décider ce qui serait arrivé si Annibal ne s'était pas arrêté à Capoue, et cependant je ne puis m'empêcher de croire que M. Smith, s'il eût vécu en France, n'aurait jamais écrit *Gravenhurst*. En présence du catholicisme, qui, sauf la part faite à l'imagination, est avant tout une règle de moralité terrestre, un système de direction pour amener les hommes à bien vivre, il est probable qu'une intelligence active comme celle du penseur anglais se serait tournée surtout du côté des inconvéniens de l'utilitarisme; mais en présence du protestantisme c'est contre le spiritualisme protestant qu'elle s'est exercée, contre la tendance qui est l'âme de tout spiritualisme, celle qui regarde au mobile intérieur plutôt qu'aux actes, qui fait résider le mal dans l'état de la volonté, dans la nature du sentiment d'où résulte la détermination, et qui a pour idéal, non plus exclusivement d'amener l'homme à pratiquer les actions les plus bienfaisantes par leurs conséquences, mais de transformer les mobiles qui règnent au cœur de son être.

Comment M. Smith a-t-il résolu le problème du mal? De la façon la plus héroïque : en le supprimant totalement. Il ne se borne pas à affirmer que dans notre monde actuel le mal est le seul échelon par où l'on monte au bien, — ce que nul ne songe à contester; — il ne se borne même pas à présenter absolument le mal comme une simple phase de croissance, comme le commencement normal et tout à fait indispensable du bien, — ce qui est en tout cas fort difficile à réfuter; — il va jusqu'à nier le mal, jusqu'à éliminer ce qui fait des passions funestes un défaut moral, un vice propre à l'homme, et entraînant pour lui une culpabilité, ou en tout cas une infirmité qui est sa honte à lui.

« Pourquoi l'homme, écrit M. Smith, est-il sujet à l'erreur et à la passion? La nature même de la connaissance ou de ce que l'on appelle la raison humaine est une réponse suffisante. La grande faculté qui le distingue est la puissance qu'il a de transmuter ses expériences partielles en des vérités générales qui deviennent une norme pour ses actes et un objet de contemplation pour son esprit... L'homme fait du tort à lui-même et à ses semblables par son ignorance et sa passion. Avec le temps, les mauvais résultats de sa conduite lui enseignent la tempérance, lui enseignent l'équité; le propre de ces vertus est d'être des leçons qui ne s'apprennent que par l'expérience du bien et du mal, et qui s'apprennent toujours peu à peu. Que l'on se retourne comme on voudra, on ne saurait échapper à cette nécessité. La connaissance de soi-même et de la vie suppose que l'on a vécu d'abord sans cette connaissance; c'est dire qu'il faut avoir vécu au gré des passions spontanées et des impressions irréfléchies avant d'en venir à se gouverner par la réflexion et par une connaissance systématique de ce qui constitue le bonheur individuel et social. La vie supérieure a besoin de croître. Le savoir scientifique ne peut avoir pour point de départ que des suppositions et des tâtonnemens. »

Prenons-y garde, ce n'est point par un entraînement accidentel de parole que M. Smith compare la morale à une science, qu'il la réduit à une sorte d'art que l'intelligence, en acquérant la connaissance des conséquences, arrive à concevoir pour nous assurer le bonheur. Il n'y a pas jusqu'au nom sous lequel il aime à désigner la Divinité qui ne révèle son idée dominante. Il l'envisage constamment comme la *raison suprême*, je pourrais ajouter, comme la raison infinie au service de la philanthropie infinie. A propos de la vie future, il répète qu'à ses yeux le châtiment ne saurait être qu'un moyen utile de répression, un moyen destiné en tout cas à produire un résultat avantageux, et que si Dieu, comme on l'a prétendu, punissait le péché uniquement à titre de péché, uniquement par suite d'une hostilité et d'une répulsion que la sainteté divine éprouverait pour le mal moral, il serait incapable pour sa part de concilier ce fait avec l'idée que Dieu ait pu être le créateur de notre monde. Contre ceux enfin qui croient à l'existence d'un sens moral spécial, il soutient que cette prétendue faculté de conscience est purement le jugement que nous portons sur notre conduite en la jugeant d'après des règles qui ont grandi chez l'homme avec le développement de sa raison et de ses *affections*. Ce dernier mot vient là assez étrangement sans que l'auteur s'aperçoive qu'il appartient à un autre ordre d'idées. M. Smith ailleurs traduit beaucoup mieux sa pensée en disant que le sens moral n'est que la *raison jugeant* pour le bien de l'ensemble. Il n'y a pas à s'y tromper : c'est là, de toutes pièces, le vieil utilitarisme de Bentham et de Paley; c'est le vieil intellectualisme du XVIIIe siècle, la foi à la raison, et tout le système de M. Smith n'a pas d'autre clé de voûte. S'il se débarrasse de la difficulté qui a

tant tourmenté la conscience humaine et qui l'a forcée à recourir à l'idée d'une chute ou d'un principe diabolique, il y réussit seulement au moyen de cette psychologie et de cette métaphysique. Son opinion décidée, celle qu'il entend nous donner comme le résumé de ce qu'il a vu en étudiant la vie, c'est que le bonheur général des créatures est le grand but de la création, et que par conséquent la morale humaine n'a pas d'autre norme et d'autre fin que l'avantage de la communauté humaine. Le mal est simplement le malfaisant, ce qui porte des fruits de souffrance; le bien est simplement le bienfaisant, ce qui augmente sur la terre la somme du bonheur. La valeur de l'acte dépend exclusivement des effets qu'il entraîne hors de nous, elle ne dépend nullement des sentimens d'où provient la volonté. En réalité donc, il n'existe que des œuvres dangereuses et des œuvres avantageuses. Ce qu'on appelle le vice, ou autrement dit le fait d'être sujet à commettre des actions d'où sortent des souffrances, signifie simplement que l'homme n'a pas eu le temps d'apprendre les conséquences des actes. Ce qu'on appelle la vertu, ou autrement dit la volonté et le fait d'accomplir les œuvres bienfaisantes, résulte purement de ce que l'intelligence a acquis la science des conséquences. La thèse de l'auteur est ainsi prouvée et parfaitement prouvée; oui, mais elle l'est seulement à la condition que bien véritablement le mal ne vienne que d'une ignorance, que la vertu et la générosité, comme dit M. Smith, résultent purement d'une connaissance, c'est-à-dire à la condition qu'il n'y ait rien de bon et de mauvais dans l'homme que la connaissance et l'ignorance, à la condition que toutes nos décisions ne soient déterminées que par notre savoir ou notre défaut de savoir, à la condition enfin que l'intelligence soit le seul principe de nos volontés, de nos progrès, de nos transformations.

Tout cela n'est-il pas un peu sec, et la grâce des sentimens qui enveloppent la pensée suffit-elle toujours à déguiser ce qu'elle a de glacial? Si ce point de vue utilitaire ne fausse pas positivement les jugemens partiels de M. Smith, il leur donne souvent, il donne du moins à ses vues sur le rôle social des religions ou des superstitions un certain air de complaisante satisfaction qui ressemble à un faux sourire. Il me semble que, si je pouvais me mêler aux entretiens de l'auteur, j'aurais plus d'une chose à lui opposer. Pourquoi après tout ne le ferais-je pas? ou plutôt pourquoi n'userais-je pas de la même liberté que s'accorde M. Smith, en me tenant moi-même dans l'ombre et en introduisant un nouveau masque pour lui répondre?

« BUTLER. — Vous avez raison : notre monde est une unité dont toutes les parties se nécessitent l'une l'autre, et je l'admets volontiers : vous avez parfaitement montré que, dans ce monde tel qu'il est, la douleur est le stimulant nécessaire de l'activité, que le mal est la condition de la liberté qui

nous rend capables du bien. Oui, tout cela est vrai dans l'économie actuelle de l'univers; mais cela ne répond point à la véritable question, à la véritable plainte du cœur humain, car c'est à cette économie même qu'il s'attaque. Ce qu'il demande, c'est la raison d'un monde tel que le nôtre. A quoi bon cette création? à quoi bon cette terre où l'humanité nous apparaît comme un pâle troupeau chassé par la douleur, forcé de payer chaque sourire d'une larme, chaque progrès d'une souillure? Mon chat, quand il est bien repu, s'endort près du feu, il ne désire rien de plus. Pourquoi ne suis-je pas comme lui? Que cette inquiétude soit nécessaire pour nous forcer à avancer, cela n'est point encore une réponse. Quand je suis arrivé à connaître un peu la vie, la tombe s'ouvre pour m'engloutir; quand le monde aura atteint toute la perfection dont il est capable, la fin du monde viendra : la terre, comme une fleur sèche, tombera pour jeter sa semence dans l'infini. Ce sont là des mystères qu'il faut accepter, soit! Parlez-moi de mes impuissances et dites-moi que je dois être humble; dites-moi que la révolte est mauvaise, qu'il est plus noble d'exercer les forces que j'ai pour comprendre, aimer, admirer. Ma raison aura beau objecter, elle ne pourra pas nier : j'ai en moi une voix qui me tient le même langage; mais vouloir me prouver que je dois être entièrement satisfait par ce que je puis savoir de cet univers, cela ne sert qu'à provoquer en moi des exigences qui s'obstinent à réclamer; cela réussit seulement à me faire sentir comment en réalité je ne suis pas satisfait.

« Sandford. — Oh! sans doute, c'est l'auteur d'*Aurora Leigh* qui l'a dit :

. . . . . Pensez-y bien,
Le pauvre mastodonte, au moment de descendre
A l'état de fossile, eût peu gagné d'apprendre
Qu'en sa place un beau jour l'éléphant florirait.
Il n'était pas lui-même éléphant; il était
Un simple mastodonte. . . . .

Je pense comme elle. Pour consoler notre génération actuelle, si elle avait besoin de consolation, je ne songerais pas à lui parler du bonheur qu'atteindra probablement quelque génération future. L'idée que chaque époque ne travaille pas seulement pour elle-même agrandit sans doute la vie présente du penseur; mais chaque époque est complète en soi : elle renferme sa propre harmonie et son propre contentement. Le progrès n'est pas le passage du mauvais au bon, mais d'un certain genre de bien à un plus grand bien.

« Mansfield. — Si le bonheur se mesurait uniquement au contentement de soi-même, nous serions certainement forcés de tenir le sauvage pour beaucoup plus heureux que nous, car il est la créature la plus vaniteuse qui soit au monde... Par une disposition bienveillante de la nature, l'ignorance a toujours pour compensation la plus triomphante des vanités. Voyez l'histoire des religions : c'est justement aux époques où l'homme avait le moins sujet de s'enorgueillir, c'est seulement alors que les divinités nous sont représentées comme jalouses de l'humanité.

« Butler. — Ce n'est pas au point de vue du bonheur que je parlais :

aussi bien je ne crois guère aux Manfred qui se drapent dans leur désespoir philosophique; en réalité, l'énigme de notre destinée ne les empêche pas de rire et de dormir, et si leur tristesse est vraie, c'est qu'ils ont quelque autre maladie qui épanche de ce côté ses humeurs malsaines. Sous le rapport des jouissances, je veux bien encore que notre ignorance nous donne plus de bénéfice que de perte. Chercher sans trouver, c'est ce qui nous vaut la joie d'être sans cesse occupés à chercher; d'ailleurs c'est à cela que nous devons ces pensées profondes et troublées qui sont le ravissement du poète, ces arcs-en-ciel faits de larmes et de soleil, comme vous disiez si bien. Mais ce qui m'étonne précisément, c'est que vous ne portiez la cause que devant notre appétit de bonheur. J'ai en moi, j'ai droit d'avoir d'autres besoins, et il me semble que vous traitez bien légèrement la plus noble des tristesses de notre être. Quoi! voilà l'homme qui aspire avec angoisse à connaître sa destinée future, et qui, en dépit de sa volonté, ne peut s'arrêter dans l'indifférence! S'il l'essaie, les troubles, les vides, les terreurs de son être l'obligent à recommencer. Voilà l'homme qui s'efforce de plonger son regard dans ce monde de la tombe où il a vu descendre les siens, où il descendra lui-même. Le caractère le plus brave n'est pas sûr d'être toujours à l'abri de la peur; l'intelligence la plus solide, celle qui se suffit le mieux, qui a le plus de force pour braver l'incertitude, et qui se vante le plus haut de ne jamais céder à d'indignes faiblesses, ne peut pas répondre que le lendemain, que pendant la maladie, à la veille de la mort, elle ne sera pas vaincue. Sa bravoure même, qui sait jusqu'à quel point elle est réelle? En tout cas, laissez faire le temps; qu'elle se blase sur l'orgueil de se montrer ou de se croire forte, que l'horizon terrestre se rétrécisse, et vous verrez! le monde est plein de ces exemples; vous la verrez peut-être fermer les yeux et embrasser la croyance qui se trouvera le plus près d'elle,... oui, sans choix aucun, peu importe laquelle : elle ne regardera pas même autour d'elle pour chercher la meilleure des croyances connues, elle prendra celle qui est là, celle qui lui est déjà connue... Son besoin n'est pas de croire à ceci plutôt qu'à cela, c'est de croire. Ainsi est l'homme : depuis le commencement du monde, il a fallu qu'il crût, il le faudra encore longtemps. Et vous voulez que je sourie en apprenant que cette soif éternellement condamnée à s'assouvir de mensonges, que cette prédestination à d'éternelles superstitions était nécessaire pour procurer à l'homme l'avantage et la jouissance d'être une intelligence toujours en mouvement! Vous me dites complaisamment que cette ignorance éternellement condamnée à se persuader qu'elle a trouvé ce qu'elle ne doit jamais trouver était après tout la meilleure combinaison possible, et que je dois la tenir pour telle, parce que le doute et la foi avaient chacun son rôle à jouer dans notre développement, parce qu'il fallait d'un côté que beaucoup prissent l'impénétrable nuit pour une glorieuse lumière, afin que chaque époque eût une croyance capable de lui servir de règle, et de l'autre côté que nulle foi ne pût satisfaire entièrement l'esprit humain, afin qu'il y eût toujours des douteurs pour le forcer à imaginer de meilleures superstitions. Eh! tout cela peut être très vrai, et, je l'avouerai sans peine, je ne conçois pas plus que vous comment l'homme eût pu avoir

l'honneur de faire des progrès, s'il eût été capable de découvrir tout de suite la vérité absolue; mais cela ne m'empêche pas de trouver bien creuses et même bien factices toutes ces considérations humanitaires et utilitaires dont, moi aussi, je cherche par momens à me payer. Je n'admettrai pas, je ne le puis pas sans avilir l'homme, qu'il y ait là de quoi contenter toutes les exigences de notre être, — et vraiment j'ai peur que notre philosophie, quand elle veut trop s'élever pour voir de haut, ne réussisse qu'à nous faire perdre le sentiment de nous-mêmes, à nous empêcher de voir et de sentir ce que nous sommes et ce que nous pensons réellement. Si notre raison est susceptible d'embrasser à la fois le présent et le passé, d'être ici et là-bas, cette omniprésence est pour elle une telle fatigue qu'en voulant trop longtemps s'enfler de la sorte elle risque à tout moment d'éclater. La bête se cabre, et elle nous jette à terre pendant que notre esprit se promène dans l'éternel et l'universel.

« Ada. — Après toutes nos généralisations, la vie est triste pour beaucoup d'entre nous. Il y a de glorieuses choses sur la terre et dans le ciel; mais que dit notre grande femme poète (1) :

« Pour cacher tout cela, c'est assez de deux larmes? »

Cependant ce n'est pas sur le terrain de la théologie que je voudrais porter le débat. Je ne trouve nullement extraordinaire que M. Smith n'en appelle pas à la vie future pour expliquer notre destinée terrestre, bien au contraire. Quoi qu'on ait voulu dire, c'est un rêve enfantin et souvent peu sincère, une prétention avec arrière-pensée que de nous représenter la philosophie et la foi comme deux séries d'idées qui se complètent sans s'entraver l'une l'autre. La philosophie, pour rester philosophie, doit commencer par être incrédule. Elle raisonne, elle cherche ce que peut nous révéler la raison, qui est purement la faculté de comprendre les choses visibles et de les rattacher l'une à l'autre; il lui est donc impossible de s'aventurer dans le monde invisible de la foi : c'est sur la terre et rien que sur la terre, c'est dans les seules conséquences sensibles des faits sensibles qu'il s'agit pour elle d'en trouver, s'il se peut, les lois et les destinations. M. Smith, à mon sens, fait bien plus que de ne pas sortir de l'expérience, il a le tort de se mettre en contradiction avec elle. Ce que je lui reproche, c'est sa psychologie et sa morale, c'est une conception de l'homme qui ne cadre pas avec la nature humaine telle qu'elle se montre sur la terre, qui lui conteste des organes et des forces sans lesquels je ne puis plus comprendre les trois quarts de notre passé terrestre, qui surtout me paraît, pour la terre même, pour notre progrès et notre prospérité dans ce monde, grosse de désastreuses conséquences.

(1) C'est mistress Browning que veut désigner Ada.

Et vraiment je m'étonne que M. Smith n'ait pas été frappé des contradictions que renferme son système. Si l'instinct du bonheur est tout chez l'homme, que signifie de justifier la douleur et de chercher à nous en consoler en faisant valoir l'accroissement de facultés qu'elle nous assure? La consolation est excellente : pour ma part, je n'en connais pas d'autre qui puisse nous guérir de notre révolte et de nos aigreurs; mais pour l'accepter il faut que déjà nous soyons arrivés à préférer notre amélioration et notre dignité morale à notre plaisir, c'est-à-dire il faut que l'instinct du bonheur ait été détrôné en nous par cette autre tendance qui a été appelée le sens moral, et dont M. Smith conteste l'existence.

Que signifie encore cette théorie qui nous présente la morale comme une simple règle d'intérêt général adoptée par l'individu, et qui croit nous rendre compte du vice et de la vertu en les attribuant purement à l'ignorance et au savoir? Avec un peu de complaisance, j'admets que mon intelligence pourra m'enseigner à reconnaître la règle de conduite qui serait la plus favorable au bien public; mais toutes les connaissances du monde ne suffiront jamais pour créer en moi l'amour du bien public, la volonté d'accomplir aux dépens de ma propre satisfaction ce qui me semble le meilleur pour mes voisins. Quel est le mobile qui règne au fond de mon cœur? Là est tout le secret du parti que je prendrai et de l'emploi même que je ferai de mon intelligence. Ignorant ou savant, si c'est l'amour de mon agrément personnel qui l'emporte en moi, je n'userai de mon petit ou de mon gros savoir que pour tâcher de choisir habilement les moyens les plus propres à contenter mon désir. En réalité donc, la question à laquelle M. Smith croyait avoir répondu attend encore de lui une réponse; il nous reste toujours à savoir comment nous arriverons à cet amour du bien public dont la science ne nous a pas rapprochés d'un pas.

Serait-ce qu'au fond l'auteur de *Gravenhurst* ne nous laisse que l'égoïsme pour nous mener au but? Je ne le prétendrai pas précisément, quoique je ne sache guère que nous y gagnions grand'chose. M. Smith évidemment accorde à la nature humaine des instincts généreux aussi bien que des instincts égoïstes, des besoins d'affection aussi bien que des passions malfaisantes; mais le sentiment du devoir, suivant lui, le je ne sais quoi qui a l'air de nous enjoindre la conduite que nous jugeons la meilleure, est simplement une crainte éveillée par la menace d'une loi ou par la perspective d'un châtiment. Au total, s'il échappe à la théorie de l'égoïsme absolu, ce n'est qu'en tombant à moitié dans celle de la vertu phalanstérienne, qui n'est que l'attrait de céder aux bons penchans; ce n'est surtout qu'en donnant une fabuleuse prépondérance à l'intelligence, qui en

définitive devient l'arbitre suprême de nos déterminations. Tout cela, je dois le dire, m'apparaît, à moi, comme un mélange fort peu satisfaisant de sentimentalité et de pessimisme; cela me fait l'effet d'une idylle qui n'est pas vraie, qui n'a pas le mérite d'être gracieuse. La bonté native du cœur humain ou l'égoïsme, la morale qui est un aimable entraînement ou la morale qui n'est qu'un savant calcul d'intérêt, c'est là qu'ont abouti tous ceux qui se refusaient à croire au sens moral. Ils me rappellent une coutume fort poétique et pourtant qui trahit peut-être bien de la faiblesse, la coutume qu'ont les Italiens, à la mort d'un ami, d'envoyer des guirlandes et des corbeilles de fleurs blanches pour couvrir le lit mortuaire, et pour changer ainsi le pâle cadavre en un spectacle de beauté. Le plus clair, c'est que notre philosophie aussi aime fort à se déguiser sous des fleurs les pierres et l'âpre montée de la voie étroite. A tout prix, au prix des mensonges les plus flagrans, elle ne veut pas s'avouer qu'on n'arrive au dévouement et même à la vraie bonté que par le sentiment du devoir, par une victoire et un sacrifice. Que l'homme ait de bons entraînemens, cela n'est pas contestable : il est capable même de risquer sa vie rien que pour s'épargner un effort, rien que pour contenter le besoin qu'il éprouve de sauver un enfant qui se noie; mais ce qui me semble monstrueux, c'est de croire que l'homme est incapable de rien de mieux. A côté d'une tendance à céder à ses penchans, bons ou mauvais, mes yeux, à moi, découvrent chez lui une puissance de résister à ses entraînemens. Outre les actes qui viennent d'un laisser-aller, d'une sorte de faiblesse, et qui signifient seulement qu'il s'accorde le plaisir de faire ce qui lui plaît le plus à ce moment, je distingue d'autres actes qui viennent au contraire d'une résolution, d'une contrainte qu'il exerce sur lui-même, des actes qu'il n'accomplit qu'en renonçant à son plaisir, et tous ces actes-là, il m'est impossible de me les expliquer par la crainte qu'éveillent les menaces des lois ou par n'importe quel calcul de notre jugement. Je ne puis absolument me les expliquer que par une faculté qui est en nous, et qui nous y décide parce qu'elle les approuve et les admire, parce qu'ils ont pour elle une beauté et un ascendant qui la subjuguent. Malgré toutes les voix attendries qui ont chanté la philanthropie et les miracles de la sensibilité, je suis convaincu qu'à bien regarder, jamais un seul homme ne s'est dévoué par pur zèle pour le bonheur d'autrui; tout au contraire, si nous sommes zélés pour le bien d'autrui, c'est parce que nous avons l'admiration du dévouement.

Mais ce qui me préoccupe surtout, c'est la question pratique, c'est la voie dangereuse où M. Smith et bien d'autres s'efforcent de nous pousser en voulant nous donner pour guide *la raison qui*

juge au point de vue du bien de l'ensemble. Qu'est-ce après tout que cette préoccupation et cette science de l'intérêt général? C'est toujours l'intérêt pour mobile et le calcul pour moyen. Que nous calculions au profit des autres plutôt qu'à notre profit, il n'importe : c'est toujours l'art de nous bien diriger en n'écoutant que notre intelligence, en nous déterminant par la seule considération des avantages et des inconvéniens que notre jugement aperçoit au bout des actes. L'art en question est bien vieux, et l'expérience ne s'est pas prononcée en sa faveur. Toutes les sociétés de l'antiquité, toutes les religions païennes, en tant qu'elles ont été une règle de conduite, ont partagé et appliqué la philosophie de M. Smith : elles sont parties aussi de l'idée que le mal était simplement le nuisible, que la morale consistait uniquement à agir de la manière la plus conforme à l'intérêt général, et que la seule sagesse, la seule bonne méthode de direction était de consulter d'abord notre raison sur les conséquences des actes, pour nous astreindre ensuite, en dépit de nos sentimens, à faire ce que nous jugions le plus avantageux pour la communauté. Que l'on interroge l'histoire, et on verra où a conduit cette morale du bien public : elle a conduit au plus odieux asservissement de l'individu, asservissement des consciences, asservissement des volontés et des affections. Au nom des intérêts de l'état, on a enseigné le vol aux enfans, l'impudeur aux jeunes filles; un des plus beaux génies de l'antiquité est allé jusqu'à refuser à l'homme la liberté de l'amour paternel. — Ce sont là de vieilles erreurs, dira-t-on peut-être, des erreurs produites par une expérience insuffisante, et dont un savoir plus complet nous a révélé la fausseté. — Oui, sans doute, nos lumières se sont accrues; prenons garde toutefois de ne pas oublier l'influence qu'ont exercée sur nous des sentimens développés à une autre école. La raison évidemment finit toujours par découvrir que le plus avantageux pour nous est de tenir la conduite que la conscience nous recommande indépendamment de tout avantage. De nos jours, elle est arrivée à comprendre comment la dignité, la sincérité et même l'abnégation étaient une bonne politique, parce qu'elles nous rapportaient la confiance et l'affection de nos semblables. Elle s'est aperçue de cela, comme elle en est venue à voir *après coup* les mille inconvéniens des banqueroutes publiques, des abus de pouvoir et des autres injustices dont elle n'avait aperçu à l'avance que les utilités. Malheureusement il en est toujours ainsi de la pauvre intelligence humaine : elle ne comprend qu'après avoir vu, et elle a encore cette autre infirmité, qu'elle ne peut regarder que du côté où nos désirs du moment dirigent son attention. Si elle est habile, c'est seulement à nous expliquer comment les fautes où elle nous a poussés, en ne tenant compte que des conséquences qu'elle

prévoyait, se trouvent être en définitive très funestes, par suite de mille autres conséquences qu'elle n'avait pas prévues. Voilà pourquoi il est si dangereux, pourquoi il sera si dangereux à tout jamais de ne nous diriger que d'après nos calculs d'intérêt public ou privé. Notre raison aura beau s'éclairer, elle sera toujours sûre de ne pas tout savoir et de ne pas tout prévoir; toujours, en n'écoutant que ses prévisions de profit et de perte, nous serons positivement certains de n'aboutir qu'à des déceptions et à des fondrières. Il ne s'agit point de rejeter les conseils de notre science et de notre jugement, mais il s'agit de profiter de toutes les facultés qui sont en nous, et pour éviter les dangers qui échappent au regard de notre esprit, pour que nos préoccupations momentanées ne nous entraînent pas à des actes de nature à retomber douloureusement sur d'autres besoins de notre être dont nous n'avions pas conscience, je ne vois qu'une ressource, c'est de prendre aussi l'avis de ce tact intérieur qui nous révèle spontanément si nos inspirations sont saines ou malsaines, si elles ont ou non l'assentiment de tous les besoins et de toutes les nécessités qui existent en nous au su ou à l'insu de notre raison.

Mais je me suis bien éloigné de M. Smith pour discuter ses idées, et avant de terminer je voudrais me résumer à son égard. Je ne puis mieux le faire qu'en insistant encore sur ce point : c'est que chez l'auteur de *Gravenhurst* il y a un homme d'imagination et de sentiment qui s'accorde mal avec le penseur; l'élément poétique qui se mêle à ses idées et la douce émotion qui rend l'œuvre entière si attrayante me semblent tout à fait contredire sa théorie de l'intérêt. M. Smith sait peindre; hommes et choses, il sait tout présenter sous des aspects sympathiques. D'où peut lui venir ce talent, sinon de ce qu'il a vraiment le don d'aimer et d'admirer, c'est-à-dire de s'oublier lui-même pour s'intéresser à la beauté des choses et aux émotions des hommes? A quelque dégré que l'on soit poète, on ne l'est toujours que par là.

J. Milsand.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 août 1862.

On nous parle avec pompe, dans la nouvelle feuille où l'on veut voir le journal du sénat, de l'organisation en France d'un régime conservateur et libéral. C'est la résurrection d'un accouplement de mots, d'une devise qui a depuis longtemps perdu sa fraîcheur. Les résurrections sont rarement heureuses. Le principal malheur de celle-ci est d'être un prodigieux anachronisme. Libéral! mais l'édifice n'est pas encore couronné; mais la liberté politique fait défaut par la plupart de ses garanties nécessaires et de ses instrumens obligés : elle manque à la presse, aux associations, aux élections, et les plus optimistes l'attendaient, il y a quelques jours, comme une surprise, de la fête de demain. Conservateur! mais ce mot ne jure-t-il pas avec la situation même au milieu de laquelle on le prononce? L'Europe est-elle dans un état où il soit possible de faire de la politique conservatrice? « Qui dit politique, — c'est une remarque excellente de M. Thiers dans son dernier volume, — dit respect et lent développement du passé; qui dit révolution au contraire dit rupture complète et brusque avec le passé. » Ne sommes-nous pas à peu près partout en Europe dans une de ces époques de radicales et violentes ruptures avec le passé? C'est un des sens malheureusement trop nombreux donnés au mot révolutionnaire que de l'appliquer à ces situations qui ne sont point régies par la déduction régulière d'un système et l'enchaînement logique des faits, à ces situations où au contraire tout dépend d'un accident imprévu, et quelquefois des résolutions capricieuses ou énergiques, mais non moins inopinées, de telle ou telle personnalité puissante et populaire. Certes le mot de politique conservatrice produit un plaisant effet au moment où il suffit d'une fantaisie passionnée de Garibaldi pour jeter le trouble dans la plus importante entreprise de cette politique. A quel spectacle assistons-nous depuis huit jours? Nous sommes là haletans après les dépêches qui nous annonceront ce qu'a fait ou ce qu'a dit l'impétueux *guerillero* italien. A propos de ces télégrammes sibyllins, les journaux ne semblent plus avoir d'autre métier que

de nous dire la bonne aventure. Combien d'étranges questions s'est-on adressées sur les projets de Garibaldi et sur ses moyens d'action? Où veut-il réellement aller? Les plus rusés devins l'envoyaient en Orient; ceux qui, dans la complication des affaires italiennes, craignent toujours d'être dupes en prenant les choses dans leur sens naturel voulaient que ces manifestations imprudentes couvrissent une entente secrète, politiques ridiculement profonds qui avaient oublié le mot du régent à Dubois dans une mascarade où le favori prenait envers son maître d'excessives licences : « Coquin, tu me déguises trop! » Ah! messieurs les nouveaux conservateurs libéraux, vous voudriez vous balancer noblement dans l'éther du juste-milieu; la réalité révolutionnaire ne vous permet pas un si bel essor, elle vous saisit au collet et vous pend aussi bien que le commun des mortels au fil électrique; la curiosité publique vous ordonne de lui expliquer les secrets, les incidens, les surprises de l'équipée garibaldienne. Quand vous seriez les plus éloquens des théoriciens politiques, aujourd'hui qui en aurait souci? Pour avoir l'oreille de la foule, bornez votre ambition : tâchez d'être de bons sorciers.

Quant à nous, qui n'avons point d'ailleurs envers le public les mêmes obligations, si l'on nous demandait comment il se fait que Garibaldi ait pu réunir auprès de lui des centaines et des milliers de volontaires à l'insu ou devant l'inaction du gouvernement italien, jusqu'à quel point on a pu se tromper sur ses intentions véritables et s'amuser de la pensée qu'il préparait une expédition pour l'Orient; s'il veut en réalité se jeter immédiatement sur le territoire romain, ou s'il ne songe pas plutôt, sous le couvert de Rome, à imprimer d'abord à l'Italie une commotion révolutionnaire; s'il aura pour lui non-seulement le sentiment, mais le concours des masses; s'il créera un grand courant d'enthousiasme national dans lequel viendra se confondre l'armée régulière du royaume d'Italie; si le gouvernement italien aura le courage et la force de disperser ses adhérens et de l'arrêter lui-même; s'il cédera aux représentations prudentes de son roi et même, dit-on, de ses amis politiques ordinaires; s'il rentrera à Caprera satisfait d'avoir donné cette violente secousse à la politique italienne et cet énergique avertissement à la politique européenne; si, dépouillé de moyens d'action, déjoué dans ses combinaisons, il culbutera dans un dénoûment ridicule; si enfin il ira à l'encontre de nos soldats braver à Rome une fin tragique : — plutôt que de nous perdre dans ce dédale d'explications ou de conjectures, nous aimerions mieux donner tout de suite notre langue aux chiens. C'est un souci sincère et non une vaine curiosité que nous inspire l'état présent de l'Italie, et ce souci, c'est pour la France que nous le ressentons. Nous ne voulons point nous occuper de l'issue probable des plans de Garibaldi, nous ne cherchons même pas à savoir s'il ira plus avant dans l'exécution de ces plans; quand les choses en resteraient là, l'impétueuse équipée de Garibaldi nous fait entrevoir une série de difficultés et de périls pour la politique française, et c'est sur ces difficultés et ces périls que nous avons le droit d'appeler l'attention la plus sérieuse des esprits réfléchis.

La responsabilité de la France est profondément engagée dans le sort actuel de l'Italie. Ce n'est pas en une seule fois, c'est par des actes successifs que nous avons contracté, étendu, renouvelé cette grave responsabilité. Dès le principe, nous avons, pour notre compte, vu toute la portée des engagemens auxquels la France se liait. Aussi, et avant la guerre de 1859 et dans chaque occasion où la France a eu la faculté de limiter ou d'étendre ses responsabilités, dans ces momens solennels où nous avions le choix des conduites, où nous étions maîtres encore de la conserver ou de l'aliéner, où il était sage d'hésiter et de bien peser les partis que l'on allait prendre, nous avons plus d'une fois pressé vivement notre gouvernement de conserver sa liberté d'action et de s'arrêter devant des résolutions décisives. C'est une terrible chose dans les affaires humaines que de susciter arbitrairement par son initiative, et en recourant à l'un des deux engins de la force, la guerre ou la révolution, des questions formidables que l'on aurait pu abandonner à l'élaboration pacifique des agens libres et à l'action mûrissante du temps. Il y a une grande distinction à faire entre ceux qui ne reculent point devant la responsabilité de créer les questions et de les imposer à leurs contemporains et ceux qui, devant les questions une fois posées, appliquent et consacrent la logique de leurs principes et la constance de leurs opinions au développement des événemens et des situations ainsi provoqués, ou amenés par la volonté des audacieux ou par la force des choses. Il peut se faire que ce soit une témérité coupable d'introduire dans les affaires humaines la fatalité en recourant à la révolution ou à la guerre; c'est du moins une faute de ne pas prévoir les conséquences nécessaires de ces périlleux appels à la force : la réparation ou l'expiation de cette faute, c'est d'accepter fidèlement jusqu'au bout ces conséquences que l'on n'avait pas prévues, ou de les subir en victimes résignées. Par contre, ce peut être un acte honnête de s'efforcer, quand il en est temps encore, de détourner la guerre et la révolution, d'en éloigner les conséquences violentes et fatales, même lorsqu'elles semblent devoir servir la cause à laquelle on est attaché par ses affections et ses idées; mais il est honnête aussi celui qui demeure fidèle à ses principes et à ses sympathies, même lorsque sa cause a été engagée par les procédés qu'il avait cru devoir blâmer d'avance, et compromise en des conséquences dont il aurait voulu pouvoir prévenir la précipitation violente. La politique, qu'on en soit sûr, a, elle aussi, sa morale, et cette morale est en grande partie dans la distinction que nous venons d'indiquer. S'il nous était permis de parler de nous-mêmes en un débat si vaste et de justifier la suite de nos appréciations touchant les affaires d'Italie, nous dirions que c'est cette morale que nous nous sommes appliqués à pratiquer. L'on nous a plus d'une fois accusés d'inconséquence et de contradiction, parce que nous avons blâmé certains actes dont nous devions aimer les suites, tandis qu'après avoir exprimé les réserves et les conseils de la prudence à propos de résolutions décisives qui pouvaient ouvrir précipitamment toute une série d'événemens graves, obligés de prendre

parti sur ces événemens à mesure qu'ils s'accomplissaient, nous n'avions voulu, ni à un dépit passager ni à un esprit de taquinerie puérile, rien sacrifier des principes supérieurs et des sympathies naturelles du libéralisme.

Rappelons sommairement, — cette récapitulation est en ce moment opportune, — les circonstances décisives où l'on était libre de s'engager ou de ne pas s'engager dans la question italienne et les séries de conséquences nécessaires qui ont découlé des résolutions prises.

La guerre de 1859 a eu sans doute des causes naturelles dans l'état d'exaspération où la domination odieuse de l'Autriche avait depuis si longtemps poussé les Italiens. Cependant on ne saurait contester que la guerre, en tant qu'elle a eu lieu à cette date et non à une autre, a été voulue. On pouvait ne pas la faire alors; on pouvait l'ajourner. Ceux qui la résolurent furent sans doute des hommes rares par le courage de la volonté, des hommes d'une supériorité marquée. Ils avaient bien le sentiment de l'ascendant qu'ils pouvaient exercer sur les destinées de leurs contemporains. M. W. de La Rive, dans le livre si intéressant, tout rempli de curieuses confidences, qu'il vient de publier sur la vie de son illustre ami et parent M. de Cavour, cite un mot prononcé à Plombières dans ces entretiens où la guerre à bref délai fut décidée, un mot qui prouve bien la confiance qu'avaient en eux-mêmes les suprêmes acteurs. « Voici, dit-il, une anecdote qui a le mérite de l'authenticité; elle est du séjour de Plombières, et renferme aussi un élément inconnu.— Savez-vous, dit un jour l'empereur à Cavour, qu'il n'y a en Europe que trois hommes, nous deux, puis un troisième que je ne nommerai pas? » N'essayons pas de dégager l'inconnu; la courtoisie nous permet peut-être de supposer que ce mystérieux troisième homme de l'Europe est lord Palmerston : nous n'en voudrions pourtant pas jurer. Tout ce que nous voulons induire de l'anecdote, c'est que les éminens interlocuteurs de Plombières, dans leurs hardies préméditations, ne doutaient point d'eux-mêmes. Personne assurément ne nie leurs droits à une telle assurance. Toutefois nous sommes de ceux qu'un scrupule arrête devant ces grandes initiatives : il nous semble qu'au temps où nous vivons il ne faudrait pas que deux ou trois hommes, si grands qu'ils soient, si autorisés qu'ils puissent être à se considérer comme n'ayant pas leurs égaux, prissent sous leur seule responsabilité de si gigantesques déterminations; il nous semble que les nations intéressées dans les conséquences d'actes si graves devraient être consultées de très près, et que les initiateurs n'auraient qu'à gagner à soumettre leurs plans au débat préalable le plus large et le plus sincère. C'est cette réserve que nous avons maintenue pour notre compte jusqu'au moment où la guerre a été déclarée.

La guerre de 1859 n'ayant pas été le résultat inévitable de la force des choses, ayant été voulue, il faut avouer que ses auteurs ont dû consentir d'avance aux conséquences logiques de cette guerre. Nous n'insisterons que sur deux de ces conséquences qu'il était impossible de se dissimuler à soi-

même. Il était certain que la guerre d'Italie serait une crise pour le pouvoir temporel de la papauté; il était certain que la guerre d'Italie exigerait l'emploi de quelques élémens et de quelques moyens révolutionnaires. Comment eût-il été possible de fermer les yeux sur l'ébranlement que la guerre donnerait à la souveraineté du saint-siége? Le procès italien avait été commencé au congrès de Paris en 1856. Or aux dépens de qui l'avait-on ouvert? Aux dépens surtout du gouvernement pontifical. Ce ne fut pas l'Autriche que les plénipotentiaires français, anglais et sardes mirent directement en cause devant le congrès; ce fut le gouvernement romain surtout, et un peu aussi le gouvernement des Deux-Siciles. Après de telles prémisses, lorsqu'on allait réaliser les espérances que le congrès de 1856 avait données aux Italiens, lorsqu'on allait réformer par les armes l'état politique de l'Italie, comment eût-on pu se figurer de bonne foi que le pouvoir temporel de la cour de Rome traverserait impunément cette épreuve et y survivrait? Voilà donc une conséquence de la guerre dont on devait, suivant toute logique, avoir pris son parti d'avance. Il en est de même de la seconde des conséquences que nous avons indiquées, l'emploi des élémens révolutionnaires. Quel fut justement l'argument de l'ultimatum autrichien qui motiva la guerre en donnant au dernier moment à l'Autriche l'apparence et la maladroite attitude de l'agression? Il y a un singulier intérêt à rappeler aujourd'hui cette circonstance : ce fut l'organisation en Piémont des corps de volontaires recrutés sur tous les points de l'Italie. L'Autriche somma le cabinet de Turin de dissoudre cette organisation révolutionnaire. Or cet enrôlement des volontaires avait été une des préparations à la guerre que M. de Cavour avait eues le plus à cœur. Un jour, c'est encore à M. W. de La Rive que nous empruntons ce souvenir, « le valet de chambre du ministre entra dans le cabinet où Cavour travaillait. — Il y a là un homme, dit-il, qui demande à voir monsieur le comte. — Quel est son nom? — Il n'a pas voulu le dire. Il a un gros bâton et un grand chapeau; il prétend que monsieur le comte l'attend. — Ah! reprit Cavour en se levant, faites entrer. » Celui que le valet de chambre appelait « un homme, » ce gros bâton, ce grand chapeau, c'était Garibaldi, arrivant, sur l'invitation de M. de Cavour, de son rocher de Caprera. Cavour, à ce que raconte M. de La Rive, avait toujours eu du goût pour Garibaldi depuis le temps où le *condottiere* commençait ses aventures à Montevideo. Il aimait à le défendre contre les gens du métier, qu'offusquait la renommée d'un général dont la promotion n'était inscrite sur aucun annuaire. « En 1859, dit M. de La Rive, Cavour avait, pour désirer le concours de Garibaldi, deux raisons : l'une purement politique, tenant à la position de chef de parti du défenseur de Rome, l'autre provenant d'une juste appréciation des services que rendrait un soldat habile et brave jusqu'à la témérité... De là l'organisation des volontaires; mais il fallut toute la fermeté et surtout le pouvoir de Cavour pour vaincre les obstacles que cette organisation rencontra de la part du ministère de la guerre, qui y voyait un élément de désordre militaire, et de la part de la diplomatie, qui y voyait

un élément de désordre politique. Je me rappelle avoir, en avril 1859, à maintes reprises, entendu Cavour se plaindre de ne pouvoir obtenir les uniformes, les munitions, les fusils, qu'on avait promis de lui livrer pour les volontaires. D'ailleurs il faisait grand fonds sur ces corps irréguliers. » L'ancien secrétaire de M. de Cavour, M. Artom, rend le même témoignage. « Une nuit, le général vint s'asseoir au chevet du comte de Cavour, et accepta le rôle dans lequel il devait peu de temps après accroître avec tant de bonheur sa juste renommée. Quant au comte de Cavour, il ne songea pas même aux embarras, aux préoccupations que devait lui attirer ensuite cette alliance avec le parti avancé. Et lorsqu'au milieu des crises des deux années suivantes on le blâmait d'avoir prêté des forces à ce parti en rappelant sur le théâtre de l'action le héros de Montevideo, il répondait nettement qu'il était loin de s'en repentir, si grande était la nécessité de transformer en armée d'Italie la brave armée du roi de Sardaigne, et de faire que le plus grand nombre possible d'Italiens prît part à la guerre nationale. » Ainsi les grandes difficultés du présent, la question romaine, les volontaires, Garibaldi, étaient visibles dès l'origine même de la guerre de 1859. « Qui veut la fin veut les moyens, » dit le bon sens populaire. N'est-il pas aussi juste de dire que quand on a voulu les moyens, il faut vouloir la fin?

Il ne s'est écoulé que trois années depuis la guerre de 1859, temps bien court, lorsqu'on songe qu'il a suffi pour développer les conséquences extrêmes de la révolution italienne. N'y a-t-il pas eu dans cette période et parmi les péripéties diverses de la crise des momens où l'on aurait pu ralentir au moins un mouvement si rapide, et choisir des haltes où l'on aurait trouvé quelque moyen de mûrir les questions avant d'en essayer les solutions improvisées? Nous croyons que de tels momens ont existé, et nous avons pris soin de les noter au passage. Malheureusement tous les partis qui ont été pris en ces occasions importantes ont eu pour effet de faire peser plus lourdement sur la question romaine le courant et l'effort de la révolution italienne.

La paix de Villafranca fut une déviation au programme de la guerre. Cette paix, cela n'est douteux pour personne, a improvisé l'unité italienne. Il est certain que, si le programme de la guerre eût été exactement observé, si l'Italie eût été délivrée des Alpes à l'Adriatique, l'essai d'une confédération italienne eût été possible. Nous ne disons point que la confédération eût longtemps réussi : les déchiremens auxquels sont aujourd'hui en proie tous les systèmes fédératifs ne sont pas faits pour inspirer une grande confiance dans la force et la vitalité des combinaisons de ce genre. L'on se serait du moins ménagé une situation transitoire, pendant laquelle on aurait eu le temps de préparer et de mûrir des arrangemens plus raisonnables. La confédération eût prolongé le bail de la papauté avec la puissance temporelle. Les conventions de Villafranca réglementées par le traité de Zurich n'ont pas été appliquées. Certes la France eût pu facilement en imposer l'exécution par la force. Si, lorsque nous avons évacué l'Italie, une portion de

notre armée eût opéré son retour par la Toscane et escorté le grand-duc à Florence, aucune résistance matérielle ne nous eût été opposée; mais ce n'est pas nous qui blâmerons le gouvernement français de n'avoir point fait un tel emploi de sa puissance, d'avoir reculé devant une solution repoussée par les populations italiennes, solution étroite, car elle n'aurait donné d'autre résultat à la guerre que d'ajouter une province au royaume de Sardaigne, solution oppressive qui n'eût ni organisé ni pacifié l'Italie. On dut renoncer à l'exécution du traité de Zurich. Là se présenta une occasion de marquer un temps d'arrêt à la révolution italienne. Pour mettre cette occasion à profit, il fallait consentir à l'union des provinces septentrionales sans imposer à cette union aucune condition qui pût affaiblir auprès des Italiens l'autorité modératrice de la France. Tout le monde sait que les provinces du nord de l'Italie, arrivées au même degré de civilisation, animées d'un égal patriotisme, ont d'étroites affinités, et peuvent aisément s'assimiler entre elles dans une commune fusion. A l'Italie du nord satisfaite dans ses vœux immédiats, on eût pu demander l'ajournement indéfini d'aspirations plus ambitieuses. L'Italie du nord eût pu prendre patience et employer utilement et noblement son temps à organiser par la législation, par les finances, par l'administration, son unification partielle. La dynastie napolitaine, la cour de Rome surtout, eussent obtenu par là un répit : nous ne savons si elles auraient justifié l'espoir que la diplomatie a si longtemps entretenu de les voir se réformer; en tout cas, les populations soumises à leur autorité eussent toujours gagné quelque chose à l'influence d'exemple exercée sur la péninsule par l'Italie du nord, et si celle-ci était destinée à s'incorporer un jour l'Italie méridionale, elle n'eût du moins accompli cette conquête qu'après avoir établi dans son propre sein des ressources plus grandes et des moyens de gouvernement plus efficaces. Au lieu de cela, que s'est-il passé?

Nous avons mis un prix au consentement de la France dans l'affaire des annexions italiennes; nous avons voulu pour compensation Nice et la Savoie. Nous n'avons plus à discuter si nous avons eu tort ou raison au point de vue français. Ce qui n'est plus maintenant contestable, c'est que, par le fait des annexions françaises, l'Italie a perdu une occasion de s'arrêter dans sa marche, et que la révolution italienne a reçu une nouvelle et plus violente impulsion. C'est alors qu'a eu lieu l'expédition des mille, et que Garibaldi a conquis Naples en menaçant Rome. Nous ne savons si, en donnant le royaume de Naples à l'unité italienne, Garibaldi a rendu à son pays un aussi grand service que l'imagination populaire se l'est figuré au premier moment. La publication des documens diplomatiques nous a révélé depuis que, lui aussi, il avait mal pris son temps. A cette époque, la France allait retirer ses troupes de Rome, d'accord avec le pape, qui ne voulait plus demander sa sécurité qu'à la petite armée formée par le général de Lamoricière. Si Garibaldi ne se fût point tant hâté de partir pour Naples, la France eût évacué Rome et n'y serait plus revenue. Vraisemblablement il n'y aurait plus aujourd'hui de question romaine; mais les progrès des volontaires dans le

royaume de Naples et surtout les déclamations de Garibaldi contre notre occupation nous obligèrent à la maintenir au moment même où nous allions la cesser. Quoi qu'il en soit, l'expédition napolitaine, conséquence des annexions dont nous avions profité, devint la cause d'une perte nouvelle pour le pouvoir temporel. Sous prétexte d'arrêter Garibaldi et en réalité pour lui donner la main, l'armée piémontaise s'empara des Marches et de l'Ombrie. Nous-mêmes sanctionnâmes implicitement cette réduction nouvelle de l'état romain en traçant une limite à l'invasion, en nous contentant d'interdire aux armées italiennes l'accès de la Comarque et de Rome. A partir de ce moment, on peut dire que la question romaine a été résolue en principe, sinon entièrement, contre le maintien du pouvoir temporel, et que la France a tour à tour, par son initiative ou par son abstention, moralement accepté cette solution. Pourquoi donc tardons-nous tant à laisser s'achever dans les faits cette conséquence nécessaire et suprême de la guerre de 1859 et de la révolution italienne? Pourquoi, par une temporisation excessive, nous exposons-nous à exciter les ardeurs du parti d'action italien, à grandir dans la péninsule ces élémens révolutionnaires qui ont pris nécessairement part à l'œuvre entreprise en 1859? Pourquoi enfin nous laisser enchaîner par la prise que nous donnons sur notre point d'honneur aux provocations de ces impatiens, dans une situation pleine pour nous d'obscurités, de contradictions et d'ennuis?

Rome, capitale de l'Italie, est devenue, par une suite d'incidens qui ont découlé de notre initiative et auxquels nous avons directement et indirectement concouru, l'achèvement nécessaire de la guerre de 1859 et de la reconstitution de l'Italie. Voyez ce que l'aspiration à Rome est pour les Italiens. Rome, capitale de l'Italie, c'est pour eux l'expression la plus haute de l'idée de la nationalité rendue à la vie et à la gloire. Ce n'est pas seulement une idée, c'est une condition de gouvernement. Rome coupe l'Italie en deux; l'aliment incessant que la privation de Rome donne aux protestations du patriotisme ne permet pas l'apaisement des élémens révolutionnaires. Il est pratiquement impossible d'opérer l'unification de l'Italie, si ce n'est pas de Rome que part la promulgation des lois constitutives de l'unité. Sans Rome, les anciennes divisions reparaissent en dépit des efforts des bons citoyens : Naples est rebelle à l'impôt et demeure déshonorée par le brigandage; la Sicile honnête et découragée déserte le parlement; aucun ministère fort ne peut s'établir; si le ministère a pour chef Ricasoli, on dit : « C'est un cabinet de Toscans; » s'il a Rattazzi à sa tête, on dit : « C'est un cabinet piémontais. » La triste lutte des influences étrangères paralyse la vie politique : celui-ci est la personnification de l'influence française, cet autre représente l'influence anglaise; le parlement et les ministères vivent de petites condescendances mutuelles et usent lentement leur force et leur considération. Une nation renaissante, qui aurait besoin de séve et d'élan, est exposée ainsi à s'user au début même de sa nouvelle existence dans un marasme stérile. Enfin Rome capitale n'est pas seulement une idée, une condition

de gouvernement, c'est une passion nationale qui s'est incarnée dans un homme à la fois exalté et naïf, dans Garibaldi. Pourquoi la France demeure-t-elle en péril de se commettre avec ce fou, si Garibaldi n'est qu'un démagogue vulgaire, ou de se heurter à un vivant symbole du patriotisme italien, si Garibaldi est le véritable héros d'une passion nationale?

Quelle occasion attendrons-nous pour quitter Rome? Nous le reconnaissons, il est impossible à la France de céder à une sommation de Garibaldi, et c'est là le mal dont nous nous plaignons, qu'une provocation insolente ait ce pouvoir de nous attacher à une situation fausse; mais espère-t-on qu'une occasion purement diplomatique vienne s'offrir de nous dégager de cette occupation? Une telle espérance nous paraîtrait mal fondée. L'occasion diplomatique s'était présentée en 1860, mais en des circonstances qu'il n'est plus au pouvoir de personne de ramener. Alors le pape pouvait espérer qu'il organiserait une force militaire suffisante pour sa protection. Depuis ce temps, il a perdu les deux tiers de ses possessions, il n'est plus capable de se défendre lui-même; nous ne pouvons compter qu'il nous dégage, comme il l'avait fait en 1860, de la charge que nous remplissons à Rome. Cette année même, une occasion plus grande s'était offerte : nous voulons parler de la manifestation des évêques accourus à Rome à propos de la canonisation des martyrs japonais. Les évêques, dans leur adresse au pape, avaient élevé le débat dans la sphère des principes: ils avaient, avec une singulière franchise, revendiqué le pouvoir temporel au nom d'idées que répudie la civilisation actuelle, au nom d'un droit qui est la négation radicale du droit moderne. C'était le bon moment pour décliner toute solidarité avec de telles doctrines; mais l'on a laissé passer cette occasion, et l'on ne sait si nous n'avons pas été encore une fois dérangés dans quelque conception diplomatique par l'incartade de Garibaldi.

Par justice autant que par courage, nous devons dire où est la difficulté. Nous ne sommes pas retenus à Rome par un principe; nous avons reconnu le royaume d'Italie, et, comme toutes les puissances qui ont ainsi donné leur sanction au régime nouveau, nous l'avons reconnu après la déclaration solennelle du parlement italien qui a proclamé Rome capitale de l'Italie. Nous ne sommes donc à Rome que par la continuation d'une position prise, par un sentiment de sympathie pour la personne du saint-père, en un mot par un simple accident de notre volonté. Nous ne pouvons quitter Rome que de deux façons, ou par un simple changement de volonté, ou après l'affirmation éclatante des principes modernes qui condamnent la confusion théocratique des deux pouvoirs. De ces deux manières d'en finir avec nos compromissions romaines, quelle est la plus sûre et la plus digne? Évidemment c'est la seconde, c'est celle que M. de Cavour avait adoptée. Ce sagace et libéral esprit avait compris qu'il fallait, en retirant le pouvoir temporel au pape, compter avec les consciences catholiques si nombreuses, accoutumées à voir dans la souveraineté temporelle la ga-

rantie de l'indépendance de leur foi; il avait compris qu'il ne fallait pas brutaliser ces consciences honnêtes, quoique égarées, qu'il était injuste, au moment où on leur apprenait que ce n'est pas le soleil qui tourne autour de la terre, de ne point leur démontrer que c'est la terre qui tourne autour du soleil; qu'en un mot il fallait faire entrer dans leur esprit que la garantie de la liberté religieuse réside dans la liberté civile et politique, et non dans un misérable petit despotisme théocratique. *Frate, frate, libera chiesa in libero stato,* ce furent presque les derniers mots de ce grand libéral, ceux qu'il adressait à cet honnête père Jacques qui lui administrait les derniers sacremens. Nous nous expliquons loyalement les hésitations, les répugnances qu'éprouve l'empereur à porter le dernier coup à la papauté temporelle par une décision qui n'aurait l'air d'être qu'un acte de sa volonté. Il se peut qu'il n'y ait en Europe que deux hommes (Cavour étant mort), et il se peut que l'empereur soit un de ces hommes; mais, à quelque hauteur qu'un homme puisse être placé au-dessus de ses semblables, nous concevons le trouble honnête de sa conscience lorsqu'on lui demande d'imprimer, par sa seule initiative personnelle, un ébranlement définitif à la conscience de tant de millions d'hommes. Quant à nous, nous trouverions que la responsabilité d'une telle décision serait bien lourde pour un seul homme; ce fardeau ne peut être porté que par la conscience collective d'une nation s'éclairant par la discussion la plus libre et prononçant son arrêt par l'organe de ses libres représentans. Ah! si lorsque l'adresse des évêques a été publiée, il y eût eu dans le plus grand des pays catholiques une chambre populaire investie du droit d'interpellation et d'initiative parlementaire, le gouvernement eût été facilement affranchi des responsabilités de la question romaine. Pas un homme dans une telle assemblée ayant au cerveau quelque flamme de 1789, dans les veines quelques gouttes de sang révolutionnaire, n'eût laissé passer sans protestation le manifeste de ces idées théocratiques dont la révolution a voulu nous affranchir; mais alors aussi nous aurions eu l'état libre, et nous aurions pu offrir avec un sincère esprit de conciliation et de justice aux catholiques la *libera chiesa in libero stato,* c'est-à-dire l'indépendance et la paix des consciences dans la pleine possession de leurs droits. Quand on est convaincu, comme nous le sommes, que la France trouverait dans la liberté la seule solution honorable et efficace de la question romaine, on n'a guère le cœur d'accuser les Italiens des soucis qu'ils nous donnent et d'exhaler sa mauvaise humeur en conseils ou en objurgations stériles à l'adresse du cabinet de Turin ou des partisans de Garibaldi.

La situation aux États-Unis n'a point changé depuis les grands combats du mois dernier; mais les partisans du sud en Europe, ceux qui voulaient que la France et l'Angleterre offrissent leur médiation aux parties belligérantes, ceux qui au fond voudraient amener les puissances occidentales à consacrer le déchirement de l'Union en reconnaissant la confédération séparatiste, ne semblent point découragés par la stérilité de leurs efforts. On s'explique

difficilement la fausse idée que les adversaires de l'Union se font de l'état des choses en Amérique. Quand on réfléchit à la position respective du nord et du sud, on aperçoit aisément ce qui rend la paix impossible entre ces deux fractions de l'ancienne république, et l'on ne voit pas ce qui la rendrait possible avant longtemps. Que l'on suppose qu'au lieu d'être deux groupes d'un état en guerre civile, la république du nord et celle du sud forment deux nations différentes et deux états distincts, — avant d'en venir à la paix, les deux républiques auraient à combattre longtemps encore. Des deux côtés, des intérêts de vie ou de mort poussent à la guerre. Le sud, avec l'esclavage pour pierre angulaire de sa constitution sociale, est obligé de faire la guerre jusqu'à ce qu'il se soit incorporé tous les états à esclaves et qu'il ait obtenu des territoires assez étendus pour y pouvoir développer le travail servile; mais le nord ne peut, sous ce rapport, accorder au sud ce qui est nécessaire à l'existence de celui-ci sans courir à une ruine certaine. Les états du nord-ouest, ces grands exportateurs de blé et de substances alimentaires, n'ont d'autre issue pour leurs produits que le Mississipi. Ils ne peuvent pas laisser le débouché du grand fleuve en des mains étrangères, et par conséquent pouvant devenir ennemies. Si le nord perd la possession du Mississipi, le nord-ouest est perdu pour lui. Les états situés au nord de l'Ohio servent de lien entre l'est et l'ouest; ils ne pourraient pas demeurer étranglés entre le Canada et le Kentucky sans que la communication essentielle de l'est et de l'ouest fût exposée à être interrompue par des puissances hostiles. Enfin la possession de la Virginie est nécessaire pour couvrir Washington, la seule capitale possible des États-Unis tant qu'il y aura des États-Unis. Si par miracle la paix pouvait se faire en ce moment sur le principe de ce que l'on appelle en diplomatie l'*uti possidetis*, c'est-à-dire les deux parties gardant respectivement les positions qu'elles occupent, la sécession ne pourrait pas vivre. Le gouvernement fédéral occupe en effet la Nouvelle-Orléans, le cours du Mississipi, les états du Missouri, du Kentucky, une partie du Tennessee et de la Virginie. Ces positions seules enlèveraient à la république tous les moyens d'expansion qui sont nécessaires à son existence. On voit donc que dans un tel état de choses la paix n'est pas possible avant longtemps, et que ceux qui l'invoquent au nom des intérêts matériels de l'Europe ont été bien inconséquens, lorsqu'ils se sont réjouis des derniers succès du sud.

E. FORCADE.

LITTÉRATURE MUSICALE.

MENDELSSOHN ET SA CORRESPONDANCE.[1]

Il y a un an paraissait à Leipzig un recueil de lettres de Félix Mendelssohn. Ces lettres intimes, adressées aux divers membres de sa famille pen-

(1) Leipzig, chez Hermann Mendelssohn.

dant un long voyage que fit l'illustre compositeur, ont été accueillies en Allemagne avec faveur. Nous venons de les lire aussi avec un certain plaisir, et comme elles contiennent de nombreuses révélations sur les travaux, sur les idées, les sentimens et les vues de ce musicien éminent mort à la fleur de l'âge, comme Mozart, nous avons pensé que les lecteurs de la *Revue* nous sauraient gré de les entretenir d'un homme qui occupe une si grande place dans l'histoire de la musique moderne.

On sait que Félix Mendelssohn-Bartholdy est né à Berlin le 3 février 1809, d'une famille israélite qui était dans le commerce. Moïse Mendelssohn, le philosophe platonicien, était son grand-père. De très bonne heure, le jeune Mendelssohn montra d'heureuses dispositions pour la musique; il fut confié aux soins de Zelter, un maître ingénieux qui lui donna des leçons d'harmonie et de contre-point. L'élève si bien doué fit des progrès rapides, devint un pianiste excellent, et il eut une enfance épanouie et pleine d'enchantement. Ses succès dans le monde furent précoces et éclatans, et tout ce qui l'entourait lui présageait une carrière brillante. Dès l'année 1824, Mendelssohn publia quelques œuvres de sa composition, et il renouvela cette tentative avec plus d'efforts en 1827, où il fit représenter à Berlin un opéra en trois actes sur le sujet des *Noces de Gamache*. Cette forme de la musique dramatique, qui n'a cessé de préoccuper Mendelssohn, ne devait jamais lui être favorable. C'est en 1829 que Mendelssohn, âgé de vingt ans, quitta sa ville natale et l'excellente famille où sa noble nature était heureusement éclose, et qu'il entreprit un long voyage à travers l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre pour connaître le monde et développer ses instincts. Ce sont les impressions de ce voyage qui dura trois ans que racontent avec charme les lettres qui vont nous occuper. Nous suivrons Mendelssohn et ferons ressortir, dans ses confidences et ses épanchemens, les traits qui nous paraîtront révéler un coin curieux de la personnalité aimante de ce grand artiste.

La première lettre est écrite de Weimar, où il arrive dans le mois de mai 1830. Mendelssohn est reçu par Goethe avec la bienveillance souveraine qui caractérisait ce grand génie. Le jeune Mendelssohn plaît beaucoup au poète, qui, tous les matins, lui fait jouer du piano devant lui. « Il me questionne beaucoup, écrit Mendelssohn, sur le caractère et la date du morceau que j'exécute, et il faut que je lui réponde immédiatement et avec précision. Il ne voulait d'abord rien entendre de Beethoven; mais, après que je lui eus joué la première partie de la symphonie en *ut mineur*, il me dit : « Cela émeut, cela est grand... imposant! » Et après avoir essayé de redire entre ses dents un des motifs de la symphonie : « C'est très grand! ajouta-t-il, et on devrait craindre que le développement d'une pareille idée ne fît écrouler la maison où on l'exécute. » — « Il est plein d'aménité pour moi (nous laissons encore parler Mendelssohn). Tous les jours je dîne à sa table, et après le dîner il m'emmène dans son cabinet, où il me questionne sur mes projets d'avenir. Il me parle d'art, de théâtre, de poésie, de l'*Hernani* de Victor Hugo, de Lamartine, et beaucoup des jolies femmes. — Jeune homme, me dit-il un soir, il faut vivre avec les femmes, il faut chercher à leur plaire. »

Quelques jours avant que Mendelssohn partît de Weimar, Goethe lui

donna une page de son manuscrit de *Faust* avec ces mots de sa main : « A l'aimable Félix Mendelssohn, maître souverain du piano, souvenir d'amitié, par un beau jour du mois de mai 1830! »

Après avoir quitté Weimar et traversé rapidement Prague, Munich, Presbourg, Mendelssohn arrive à Venise au commencement du mois d'octobre 1830. Il pousse un cri de joie en voyant pour la première fois cette ville unique qui a été le rêve de sa vie « depuis qu'il a l'âge de raison, » écrit-il à ses deux sœurs. — Et savez-vous devant quelles œuvres le jeune musicien berlinois, l'élève gourmé de Zelter et de Sébastien Bach, tombe en extase? Devant les tableaux de Titien, dont l'*Assomption de la Vierge* surtout excite son ravissement. Quel singulier contraste entre la nature intime de cet artiste de l'Allemagne du nord, de ce Juif, enfant d'une race qui n'a jamais su rire, dit M. Renan, de cet esprit morose, occupé de métaphysique et de rêverie, et le goût de l'artiste pour les œuvres éclatantes et splendides du plus grand peintre de l'école vénitienne! N'existe-t-il point à Paris un peintre justement fameux, dont la verve fiévreuse s'est épanchée dans des tableaux pleins de fracas et d'émotions violentes, et qui professe, dans ses causeries spirituelles et parfois dans ses remarquables écrits, une admiration sincère, dit-on, pour les maîtres et les théories de l'art classique? Les oppositions de ce genre sont plus fréquentes qu'on ne le croit dans la vie des hommes illustres, et je connais un compositeur immortel qui n'aime pas que l'on compare son génie à celui de Titien, dont il a pourtant l'éclat, la passion et la magnificence.

Mendelssohn est plus fidèle aux penchans du peuple auquel il appartient par son amour sincère de la nature, dont il comprend les beautés mystérieuses. Il est ravi de l'aspect de l'Italie, et il décrit avec complaisance ses campagnes sereines, comme les habits soyeux des *contadini*. Dans une lettre qu'il adresse à son maître, le vieux Zelter, Mendelssohn parle avec une juste sévérité d'un peu de musique qu'il a entendue dans une église de Venise. A l'appui de son blâme, Mendelssohn transcrit quelques mauvais accords plaqués que l'organiste a tirés d'un instrument délabré, et cela devant les plus beaux chefs-d'œuvre de la peinture vénitienne. Ce contraste le frappe avec juste raison, et il se demande comment un peuple qui a produit de si grandes merveilles dans les arts plastiques des siècles passés a pu tomber aussi bas et se contenter de la musique misérable qu'on exécute chaque jour dans les plus belles églises du monde.

Dans la même lettre, Mendelssohn fait part à son maître des projets de composition qui l'occupent, — un choral à quatre voix, une chanson, un psaume, une ouverture qu'il se propose de mener à bonne fin. Mais c'est à Rome, où Mendelssohn arrive dans le mois de novembre 1830, qu'il faut le suivre et qu'il faut l'entendre exprimer les sentimens que lui inspirent les hommes et les choses de la ville éternelle. Un Allemand, un Juif, un musicien rompu à la dialectique du contre-point, un disciple de Sébastien Bach et un contemporain de Hegel, de quelle manière jugera-t-il les monumens de ce vieux monde de la forme, de la ligne et de la pensée profonde, mais claire et saisissable? Comment une imagination rêveuse et chargée de brouillards, comment un esprit réfléchi et laborieux, dont l'œuvre péniblement enfantée porte la trace des efforts qu'elle lui a coûtés, jugera-t-il

un simple rayon de soleil fixé sur la toile par une main inspirée, la grâce naïve d'une fille de l'Ombrie, une mélodie divine entourée de quelques accords boiteux? D'abord le jeune Mendelssohn est fort étonné qu'on connaisse à Rome l'œuvre très sérieuse d'un musicien allemand du XVIIIe siècle, *la Mort de Jésus*, de Graun, et qu'il se trouve dans la ville de Palestrina un vieil abbé Santini, savant archéologue, qui désire ardemment connaître la partition de *la Passion* de Sébastien Bach, une œuvre considérable d'un musicien protestant. Mendelssohn avoue même que les chanteurs italiens n'ont pas trop mal interprété la musique de Graun, qui dans son temps n'a été qu'un lourd imitateur des maîtres ultramontains. Enfin Mendelssohn s'oriente dans cette grande nécropole de l'histoire. Il voit les hommes, les monumens, les merveilles de toute nature qui s'y trouvent accumulés, et il en parle avec un enthousiasme sincère et éclairé. Il se loue beaucoup de l'abbé Santini, qui lui communique avec libéralité les raretés historiques de sa bibliothèque, et il prie sa famille de lui envoyer d'Allemagne un recueil de six cantates de Sébastien Bach pour en faire hommage au savant abbé.

« Hier (écrit-il malicieusement à sa sœur Fanny), je suis allé chez M. de Bunsen, où j'ai entendu un musicien allemand. Hélas! hélas! j'aurais voulu être Français. Après dîner, nous avons vu arriver Catel, Egger, Senf, Wolf et autres peintres. On m'a prié de faire de la musique et de jouer du Bach, ce que j'ai fait, à la grande satisfaction des auditeurs. Je leur ai parlé aussi de la possibilité d'exécuter à Rome *la Passion* du grand Sébastien; mais les chanteurs de la chapelle du pape ont déclaré, après avoir examiné la partition, qu'elle était inchantable. Je pense tout le contraire. » Dans cette même lettre, Mendelssohn parle de l'abbé Baini, le savant historien de Palestrina. « Je lui ai été présenté, dit-il, par M. de Bunsen. Je suis heureux d'avoir fait la connaissance de cet homme distingué, dont le savoir me sera très utile pour éclaircir beaucoup d'énigmes. » Il ajoute quelques lignes plus bas : « Je t'envoie, ma chère Fanny, pour le jour de ta naissance, une composition que je viens d'achever. C'est un psaume pour chœur et orchestre, — *Non nobis, Domine*. — Tu en connais déjà la partie vocale. Il s'y trouve un air dont la conclusion te plaira, j'espère. Maintenant je vais achever une ouverture qui est sur le métier depuis longtemps, et puis, si Dieu me prête vie, j'aborderai une symphonie. Je projette aussi le plan d'un concerto de piano que je réserve pour le public de Paris. »

Mendelssohn se plaint beaucoup de l'inaptitude des musiciens d'orchestre. « Les orchestres de ce pays-ci, écrit-il à sa sœur, sont au-dessous de tout ce que l'on peut imaginer. Les concerts que donne la Société philharmonique ne sont accompagnés qu'au piano, et lorsque tout récemment on a voulu aborder *la Création* d'Haydn, il a fallu y renoncer, parce que les musiciens de l'orchestre ont déclaré ce chef-d'œuvre inexécutable. » Dans une autre lettre pleine de vivacité et de douce ironie, où Mendelssohn fait le récit d'une promenade au *Monte-Pincio*, il dit : « Je suis entré vers le soir dans l'église la *Trinità-dei-Monti*, où j'ai entendu chanter deux nonnes françaises d'une manière admirable,... car je deviens tolérant ici, et j'écoute les choses les plus incroyables avec une suprême indifférence. Cependant la voix de chacune de ces deux femmes n'était pas mauvaise, et j'ai même conçu le projet d'écrire expressément pour elles un morceau de

musique religieuse, que je leur enverrai sans me faire connaître. L'idée d'entendre chanter par deux pieuses catholiques la composition d'un *barbaro Tedesco* me fait sourire. J'ai déjà dans la tête le plan de ce morceau, ainsi qu'un choral de Luther pour la semaine sainte. Après le jour de l'an, je veux m'occuper de musique instrumentale, écrire aussi quelque chose pour le piano et terminer peut-être l'une ou l'autre des deux symphonies que j'ai commencées. » On voit que Mendelssohn ne perd pas son temps, et qu'au milieu de tant de merveilles et des nombreuses distractions qu'il trouve à Rome, il pense à l'avenir, et il édifie son œuvre. Introduit chez M. Horace Vernet, qui dirigeait alors l'école française, Mendelssohn parle de ce peintre célèbre en termes fort aimables.

« Il faut, ma chère mère, écrit-il le 17 janvier 1831, que je te fasse part d'une bonne fortune qui vient de m'arriver et qui te fera aussi bien plaisir. J'ai été l'autre jour chez Horace Vernet, où j'ai joué du piano devant un petit nombre de personnes qui se trouvaient dans son salon. Il m'avait dit, avant que je ne me misse au clavier, qu'il avait une grande admiration pour le *Don Juan* de Mozart. J'eus alors l'idée de changer le morceau que je me proposais de lui faire entendre, et qui était le *Concert-Stuck* de Weber, et je me mis à improviser sur différens motifs du chef-d'œuvre de Mozart. Il fut ravi de mon intention et m'en témoigna chaudement sa gratitude. Un instant après il me dit : « Faisons un échange, car, moi aussi, je sais improviser. » Comme je paraissais désireux de connaître son talent en ce genre : « C'est un secret, » me répondit-il, et il disparut. Revenant à moi quelques minutes après, il me conduisit dans une autre chambre, où il me montra une toile toute préparée pour recevoir des couleurs. « Si vous avez un peu de temps à perdre, me dit-il, je fixerai vos traits sur cette toile, et vous pourrez la rouler ensuite et l'envoyer à vos parens. » J'acceptai avec joie sa proposition, et je ne puis vous exprimer tout le bonheur que j'ai éprouvé en me voyant accueilli avec tant de bienveillance par un tel artiste. » Il ajoute quelques lignes plus bas : « Le soir, on se mit à danser, et il fallait voir alors Mlle Louise Vernet, suspendue au bras de son père, bondir sur un rhythme de saltarelle! Elle se dégage soudain, prend un tambourin sur lequel elle frappe des coups périodiques et s'élance comme une muse de la Grèce. Ah! que j'aurais voulu être peintre pour fixer une si charmante image! » On sait que Mlle Louise Vernet, dont parle ici Mendelssohn, est devenue Mme Paul Delaroche, dont tout Paris a pu admirer la rare distinction.

Parmi les artistes étrangers avec qui Mendelssohn se trouva en relation à Rome, il mentionne deux jeunes compositeurs français, deux lauréats de l'Institut. Le nom de ces messieurs a été probablement effacé par l'éditeur des lettres; mais j'ai reconnu l'un d'eux au jugement très juste qu'en porte le musicien allemand. « Les deux Français dont je t'ai déjà parlé, écrit-il à sa sœur le 29 mars 1831, sont venus encore aujourd'hui me proposer une *flânerie*. Ce sont deux originaux peu amusans, dont la conversation est ou profondément triste, ou d'une vulgarité désespérante, selon le degré de sérieux qu'on accorde à leurs paroles. M. *** respire, digère et dort sans posséder une étincelle de génie et de talent. Il se drape, il se pose fiè-

rement comme un homme qui porte un monde nouveau dans sa tête. Il parle avec exubérance de Schiller, de Goethe, de Beethoven, et il écrit les choses les plus misérables. Il est rempli d'une vanité si ridicule et il s'exprime avec tant de dédain sur Haydn et sur Mozart, que je doute fort de son prétendu enthousiasme pour Beethoven et pour Gluck, dont il me fatigue sans cesse les oreilles (1). » Je ne doute pas que les lecteurs de la *Revue* n'aient reconnu l'original de ce portrait fidèle. Mendelssohn, Robert Schumann, tous les musiciens d'un mérite incontestable, l'ont jugé comme nous l'avons fait bien souvent ici.

Une lettre très intéressante pour l'objet qui nous occupe est celle du 4 avril 1831, où Mendelssohn rend compte des cérémonies de la semaine sainte et du chant qu'il a entendu à la chapelle Sixtine. C'est ici qu'il importe de ne pas oublier que c'est un Allemand qui parle, un Allemand du nord nourri de la forte harmonie de l'école des Bach, et dont l'oreille est habituée aux plus vastes combinaisons de la fugue et du contre-point. Encore une fois, c'est un scolastique moderne, un dialecticien juif et protestant qui va juger la grâce enfantine d'un Pérugin, l'onction attendrissante d'un Fra-Angelico, l'harmonie divine, mais simple et consonnante, d'un Palestrina; enfin c'est un blond Germain élevé dans la forêt sombre où il a entendu le cor enchanté de la légende, c'est une imagination à la Shakspeare que les fées ont bercée sur leurs genoux, une âme remplie d'échos mystérieux et de divins pressentimens, c'est l'auteur du *Songe d'une nuit d'été* et de la *Walpurgisnacht* qui va juger les monumens d'une civilisation lumineuse, profonde mais précise, et révélant l'infini sous une forme belle, simple et accessible à tous.

Voilà Mendelssohn dans la chapelle Sixtine, où, pendant plusieurs jours de suite, il assiste aux belles cérémonies qui s'accomplissent dans ce sanctuaire magnifique de la papauté et du catholicisme triomphant. « Je ne vous parlerai pas en détail de tout ce que j'ai vu et entendu, écrit-il le 4 avril 1831, je veux seulement essayer de vous donner une idée de l'ensemble de ce beau spectacle, sur lequel je n'avais aucune notion. » Il décrit ensuite les évolutions des ministres de Dieu, la distribution des palmes, la marche du pape, qui, précédé de ses cardinaux, s'avance vers le trône qu'on lui a préparé. Le chœur à l'unisson qu'on chante pendant ce défilé de la cour pontificale, entonné d'abord avec force, s'amortit peu à peu par l'éloignement des chanteurs qui suivent le cortége. Un second chœur éclate tout à coup dans la chapelle, qui fait écho à celui qui s'est éloigné, et les deux théories se réunissent ensuite et forment un ensemble qui frappe Mendelssohn. « On dira ce qu'on voudra, dit-il; mais cet effet est beau, quoiqu'on puisse le trouver un peu monotone. » Il parle aussi avec un sentiment assez juste du chant des psaumes et de celui des *Lamentations de Jérémie*, dont il apprécie bien la monotonie solennelle. Quant au fameux *Miserere* d'Allegri, sur lequel Halévy a écrit des naïvetés, Mendelssohn en loue la haute simplicité. « Les premières mesures de ce morceau célèbre, dit-il, qu'on chante *pianissimo*, ont produit sur moi une vive sensation. Le reste m'a paru mé-

(1) Voyez page 120.

discrète, mais ce commencement est d'un effet saisissant. » Dans une lettre adressée à son maître, le vieux Zelter, Mendelssohn revient sur les cérémonies de la semaine sainte, et il entre dans plus de détails sur la musique et le chant de la chapelle Sixtine. « Les psaumes sont chantés par deux chœurs de voix d'hommes qui alternent et se répondent comme deux coryphées. Les paroles de chaque verset sont déclamées rapidement, excepté la dernière syllabe, sur laquelle la voix s'arrête pour conclure, et cette sorte de déclamation syllabique à l'unisson se termine par un doux accord parfait qui surprend agréablement l'oreille. Après le psaume 70, où tout le monde se lève pour réciter tout bas un *Pater noster*, on commence à chanter, d'une voix murmurante et contenue, les *Lamentations de Jérémie*, musique de Palestrina. Lorsque cette composition est rendue par des voix de soprano et de ténor, et qu'elle se développe lentement d'un accord à l'autre, l'effet en est vraiment divin (*ganz himmlisch!*) »

A la bonne heure! Tu sens donc la grâce ineffable de la religion du Christ et de l'art qu'elle a inspiré, ô fils de Jacob et de Sébastien Bach, disciple du Talmud et de la synagogue! Tu es assez heureusement doué pour comprendre la sublimité de celui qui a dit : « Laissez venir à moi les petits enfans, » paroles saintes et fécondes qui ont restauré le cœur humain et divinisé l'amour dans la vie comme dans l'art. « La première fois, ajoute Mendelssohn quelques lignes plus bas, que j'entendis les leçons sur les psaumes d'après le traité de saint Augustin, je fus frappé de la singularité de l'effet. Une voix seule expose d'abord le sujet dans une espèce de récitatif d'une allure lente et solennelle, en faisant ressortir nettement chaque mot et en s'arrêtant selon la ponctuation de la phrase. Viennent ensuite les psaumes, et puis les antiennes. C'est alors qu'on commence à éteindre successivement les lumières de l'autel et que l'obscurité envahit le sanctuaire. Le chœur tout entier entonne alors avec beaucoup de force et à l'unisson le *canticum Zachariæ*, et pendant la durée de ce cantique on achève d'éteindre les autres lumières. Le *fortissimo* du chœur qui éclate dans l'obscurité profonde où l'on se trouve tout à coup produit un effet magique. Le chant de ce chœur, écrit dans le ton de *ré mineur*, est charmant. Tout cela (ajoute Mendelssohn après avoir signalé d'autres détails de la cérémonie et de l'exécution) est du plus grand intérêt. Le *Miserere* que j'ai entendu le premier jour est celui de l'abbé Baini, composition sans caractère et sans force comme toute la musique du savant abbé. Le second jour, j'ai entendu celui d'Allegri, dont le commencement me fait toujours plaisir. En général cependant toute cette musique est un peu monotone. C'est par les nuances infinies de l'exécution, par les *embellimenti* que les chanteurs y ajoutent presque à chaque accord, qu'elle acquiert un mérite réel. Ces embellissemens, paraît-il, sont tous de tradition, et les chanteurs en font un mystère. Je ne pense pas cependant que ces nuances et ces modifications que les chanteurs de la chapelle Sixtine ajoutent aux morceaux qu'ils interprètent soient d'une date bien ancienne. »

Je ne suivrai pas Mendelssohn dans l'analyse minutieuse de quelques passages et de quelques formes étranges du plain-chant grégorien, dont il ne semble pas bien comprendre l'esprit et la vague tonalité. On sent que, dans

un pareil sujet, Mendelssohn n'est pas à l'aise, et que son oreille, habituée aux modulations ardentes de la musique moderne, a de la peine à se faire aux formes solennelles de la mélopée ecclésiastique. Toutefois je ne puis résister au désir de mettre sous les yeux des lecteurs un passage curieux de cette même lettre à Zelter, où Mendelssohn juge la grande question de la musique religieuse au point de vue de l'art moderne. « Je ne puis le cacher, j'ai souvent souffert d'entendre les plus belles paroles de la Bible défigurées par une mélodie vague, monotone et sans accent. Ils répondent à ce reproche : « C'est du *canto-fermo*, c'est du plain-chant. » Eh! que m'importent le nom et l'antiquité de la chose? Si dans le siècle barbare de saint Grégoire on sentait comme cela, ou si on n'a pu mieux s'exprimer, ce n'est pas une raison pour que nous suivions les erremens du passé. J'ai été bien souvent indigné d'entendre à la chapelle Sixtine le mot *pater* orné d'un *gruppetto*, et le pronom *meum* surmonté d'un trille. Est-ce là de la musique religieuse? » Mais il dit aussi à ce même Zelter : « J'ai assisté à la cérémonie touchante de l'adoration de la croix. On place un christ au milieu de la chapelle, et tout le monde, après avoir ôté sa chaussure, va se prosterner aux pieds du symbole divin et l'embrasse. Pendant que s'accomplit cet acte de foi, le chœur chante les *improprii* de Palestrina. Après avoir entendu plusieurs fois cette composition exquise, il me semble que c'est ce que Palestrina a fait de mieux. L'exécution en est parfaite et d'une douceur pénétrante. Les chanteurs font ressortir chaque nuance sans interrompre le cours harmonieux de l'ensemble. Ce chant dure pendant toute la cérémonie, qui s'accomplit dans le plus grand silence. C'est vraiment très beau (*wirklich herrlich*). »

Ainsi parle de la musique de Palestrina un jeune et grand artiste allemand que son éducation n'avait pas préparé à comprendre des effets d'une si sublime simplicité. Il se loue d'avoir éprouvé dans la chapelle Sixtine, pendant l'exécution de ces *improprii* de la pénitence, l'émotion profonde qu'avait ressentie Goethe à la fin du XVIIIe siècle. Osons dire ce que ni Mendelssohn ni Goethe peut-être n'auraient voulu admettre : c'est que le génie de Palestrina et la forme naïve et sereine où il s'est révélé à la fin du XVIe siècle sont, devant Dieu et devant les hommes, bien supérieurs aux profondes et vastes combinaisons de Sébastien Bach. Quel que soit l'état de dépérissement où se trouvent aujourd'hui l'art religieux à Rome et surtout la musique de la chapelle Sixtine, ces débris vénérables d'un passé glorieux méritent encore d'exciter l'intérêt des connaisseurs. Une femme distinguée, dont je n'aime guère cependant ni l'esprit ni la piété fastueuse et aristocratique, Mme Swetchine, parle en ces termes de la musique qu'elle a entendue sous les voûtes peintes par Michel-Ange : « Vous me demandez si j'ai été contente de la semaine sainte? J'en ai admiré la pompe; mais l'imagination devine ou dépasse si aisément tout ce qui est de la magnificence, que la surprise n'a rien ajouté à mon admiration, si j'en excepte la musique, dont le caractère solennel et religieux et l'étonnante exécution sont au-dessus de tout éloge. Cette musique fait rêver avec Pythagore à l'harmonie des corps célestes et à toutes les merveilles qu'on leur attribue dans les premiers âges du monde. C'est vraiment sublime, et le sublime du langage des anges. »

Après un assez long séjour fait dans la capitale du monde catholique, Mendelssohn va à Naples, dont il admire seulement le climat et la situation. Il ne parle du théâtre de Saint Charles, de son orchestre et des opéras qu'on y exécute qu'avec dédain. Il s'exprime très légèrement sur le talent de Donizetti, qui n'avait pas encore produit alors ses œuvres les plus charmantes, et il ne mentionne que rarement le nom de Rossini, sans jamais l'accompagner d'une épithète louangeuse. Pauvre Mendelssohn! il n'était pas né pour comprendre le génie de l'auteur du *Barbiere di Siviglia*, et ce ne sont pas les hommes de sa nation ni ceux de sa race qui ont inventé l'art d'exprimer la gaîté et les passions vives et profondes du cœur humain. Nous verrons plus tard comment Mendelssohn juge à Paris *Guillaume Tell* et *Robert-le-Diable*. Revenu un instant à Rome, Mendelssohn la quitte pour la seconde et dernière fois, se rend à Florence, traverse Gênes et s'arrête un instant à Milan, où il fait l'heureuse rencontre d'une femme distinguée, Mme Ertmann, une élève chérie de Beethoven, à qui le grand maître a dédié la sonate pour piano en *la majeur*. Il fut accueilli avec beaucoup de grâce par Mme Ertmann, qui exécuta immédiatement devant lui la sonate en *ut dièze mineur* et celle en *ré mineur* de son illustre maître. Mendelssohn eut aussi l'occasion de connaître à Milan le fils aîné de Mozart, qui portait avec dignité le nom d'un si grand homme. Dans une lettre qu'il écrit de cette ville à l'auteur dramatique Édouard Devrient, Mendelssohn lui demande : « Si tu connais un homme qui sache écrire un poème d'opéra, nomme-le-moi, je t'en conjure, car je ne cherche pas autre chose. En attendant que je trouve ce *libretto* tant désiré, je compose des chants religieux sur le texte de la Bible, comme le faisait Sébastien Bach. J'ai aussi écrit un grand morceau de musique que je crois destiné à réussir : c'est la *Walpurgisnacht* de Goethe. J'ai commencé cette composition, parce que le sujet me plaisait et sans me préoccuper des moyens d'exécution. Maintenant que je l'ai terminée, je crois qu'elle produira de l'effet dans un grand concert. Je vais bientôt partir pour Munich, où l'on me propose d'écrire un opéra. Je serais bien heureux, si je rencontrais dans ce pays le poète que je cherche. »

Mendelssohn n'a cessé de caresser l'idée de composer un opéra sur un sujet de son choix, et jamais son vœu n'a pu se réaliser complétement. Nous laisserons encore une fois le voyageur parcourir lentement et pédestrement la Suisse, où son cœur, son imagination et ses instincts poétiques trouvent amplement de quoi se satisfaire. Il décrit avec amour et un enthousiasme sincère tous les sites pittoresques qu'il aperçoit, dessine au crayon les chalets qu'il visite, compose des chansons sans paroles, et lit avec ravissement le *Guillaume Tell* de Schiller sur les lieux mêmes où se passa la scène de ce beau drame. « Aujourd'hui, écrit-il d'Engelberg, j'ai composé dans ma tête le morceau symphonique que l'orchestre devrait jouer à la fin du premier acte de la pièce de Schiller. Il m'est survenu bien d'autres idées encore, que je voudrais pouvoir exécuter. Il y a tant de choses nouvelles à faire dans ce monde! » Il écrit encore à un ami, Guillaume Taubert : « J'ai une envie démesurée de composer un opéra, et je n'aurai de repos que lorsque ce désir sera satisfait. Je suis tellement attiré

vers cette idée, que, si j'avais un *libretto* sous la main, l'opéra serait fait demain. »

A Munich, où Mendelssohn se trouve pour la seconde fois en octobre 1831, il donne des concerts où il fait entendre plusieurs œuvres de sa composition, entre autres *le Songe d'une Nuit d'été,* et un concerto pour piano et orchestre qu'il exécute lui-même. Il obtient le plus grand succès comme compositeur et comme virtuose. « Lorsque je me mis au piano, dit-il, pour improviser sur le thème de l'air *Non più andrai* que m'avait donné le roi, j'eus un peu d'émotion. Dès la fin du concert, je commençai à penser que c'est une folie de se produire ainsi devant le public, et j'ai pris la résolution de ne plus tenter la fortune de cette sotte manière. »

C'est dans les derniers jours de l'année 1831 que Mendelssohn arrive à Paris. Ce fut pour sa carrière d'artiste un moment décisif. Accueilli avec empressement par tous les musiciens et par tous les hommes distingués de la capitale, Mendelssohn eut à choisir entre les différentes voies qui s'offraient à lui pour conquérir la gloire qu'il ambitionnait. Restera-t-il à Paris, s'établira-t-il à Londres, les deux plus grands foyers de la civilisation du monde, ou bien retournera-t-il dans sa chère Allemagne, où l'attirent ses souvenirs, ses affections de famille et ses instincts de poésie? Telle est la question qu'il se pose pendant qu'il obtient de si beaux succès à la Société des Concerts et dans les plus grands salons de Paris. Comme l'avait fait Mozart un siècle avant, dans des conditions bien moins heureuses, Mendelssohn tranchera la question en faveur de sa patrie, et il dédaignera les faveurs d'un public séduisant qui cache un si grand goût et un si grand sens sous des apparences de frivolité. En attendant, le jeune compositeur allemand, qui parle le français comme il parle l'anglais et l'italien, court partout, à la chambre des pairs, à la chambre des députés, dans les musées, dans les théâtres, et il se plonge dans le bruit joyeux de la grande ville. Il s'étonne qu'on s'occupe autant de politique dans la capitale d'un grand pays qui vient de subir une révolution, et qu'on y parle d'autre chose que de musique. O naïveté d'un noble et grand artiste! « Je vis, écrit-il à sa sœur Rebecca, comme un païen. Le soir et l'après-dîner je suis constamment dehors. Aujourd'hui j'ai été chez Baillot; après-demain je vais chez les Fould, mardi chez Hiller, mercredi chez le peintre Gérard, et ainsi de suite pendant toute la semaine. J'ai rendu visite aussi au grognon Cherubini et à l'aimable Henri Herz. *A propos,* s'écrie-t-il, dois-je me faire lithographier des pieds à la tête comme on me le propose? Tu diras ce que tu voudras, mais je n'en ferai rien. J'ai juré depuis longtemps qu'on ne verrait jamais ma figure accrochée à la vitrine d'un marchand d'estampes... Hier j'ai passé une délicieuse soirée chez Baillot. Cet artiste, qui joue admirablement du violon, réunit autour de lui un public d'élite. On y a exécuté mon quatuor en *mi majeur* avec une rare perfection. On a demandé ensuite une sonate de Bach, et nous avons choisi celle en *la majeur:* puis j'ai improvisé sur le piano avec assez de bonheur. »

Dans une autre lettre adressée à sa sœur Fanny, Mendelssohn revient sur les incidens de la vie parisienne, et il peint avec assez de vérité l'état où se trouvaient les arts en ce moment difficile de crise sociale et politique.

« Le théâtre de l'Opéra-Comique a fait banqueroute. Le dernier ouvrage qu'on a donné à l'Opera, c'est l'*Armide* de Gluck, réduite en trois actes. L'institution musicale de Choron est fermée, la chapelle royale s'est éteinte; on ne peut pas entendre une messe en musique dans aucune église. La Malibran quitte Paris la semaine prochaine. » Il écrit à un ami qui habite Düsseldorf, Charles Immermann : « On donne depuis quelque temps à l'Académie royale de Musique *Robert-le-Diable* de Meyerbeer, dont la musique a beaucoup plu. C'est un grand spectacle où sont employés tous les artifices de la mise en scène. Le sujet est *romantique*, mais ce n'est après tout qu'une très mauvaise pièce, où il n'y a que deux belles scènes de fantasmagorie ; l'ensemble ne *produit aucun effet*. Je ne puis comprendre qu'on fasse de la musique sur un pareil sujet; aussi celle de Meyerbeer ne me satisfait pas. *Je la trouve froide, dépourvue d'action et de sentiment!* (*kalt und herzlos!*) » Bravo, voilà qui est jugé en bon Allemand, en digne ami de Robert Schumann, qui en a dit autant du chef-d'œuvre de Meyerbeer! Pauvre Mendelssohn! il a bien fait de ne pas se fixer à Paris et d'aller écrire dans le pays des Bach les amusantes jérémiades de *Paulus* et d'*Élie*.

Quant au *Guillaume Tell* de Rossini, Mendelssohn l'abandonne au mauvais goût des Français, et il lui préfère presque, savez-vous quoi? le *Faust* de Spohr, qui sera joué sur le grand théâtre de Londres, et que « les Parisiens considèrent, dit-il, comme un chef-d'œuvre classique. » Je vous le dis en vérité, quand un Allemand ne s'appelle pas Goethe, Herder, Mozart, Humboldt, Heine, il ne faut pas lui permettre d'avoir un avis sur les actes et la sociabilité des peuples de l'Occident, où l'on sait rire et pleurer à bon escient. Voyez Lessing jugeant les tragédies de Racine, voyez Beethoven appréciant à la simple lecture *le Barbier de Séville* de Rossini! Homère, Dante, Michel-Ange ne seraient pas plus étonnés en lisant *le Mariage de Figaro* que ne l'a été l'auteur de la *Symphonie pastorale* en parcourant du regard un chef-d'œuvre de charme et de gaîté humaine. De là je conclus que plus le génie est sublime et puissant, moins il lui est facile de sortir de l'idéal qu'il s'est créé et de comprendre ce qui n'est pas lui. Mendelssohn, qui n'avait pas cette excuse pour être exclusif et sourd, expiera l'étroitesse de son esprit et de son organisation monotone en échouant au théâtre et dans la musique dramatique, où il s'est vainement essayé toute sa vie.

« Je ne saurais trop me louer des artistes de ce pays, écrit Mendelssohn à un membre de sa famille. Avant-hier on a exécuté à la Société des Concerts l'ouverture du *Songe d'une Nuit d'été*, ce qui m'a fait un plaisir infini. Dans l'un des prochains concerts, on la redira, et l'on exécutera en même temps ma symphonie. Je dois jouer aussi pour mon compte le concerto en *sol majeur* de Beethoven. Je ne crois pas qu'il soit possible d'entendre une exécution aussi parfaite que celle de la Société des Concerts... Je vois avec bonheur que mon nom ici est partout bien accueilli. Le monde sait enfin que j'existe et que je puis quelque chose. Les éditeurs me font des visites et me demandent à acheter de mes œuvres. J'ai tant fait de musique depuis quelque temps que je ne sais plus où j'en suis. Je sors d'une répétition du Conservatoire où tout a été à merveille. Si le public de demain partage l'enthousiasme que les musiciens m'ont témoigné aujourd'hui,

je serai au comble de la joie. Habeneck a harangué son orchestre en mon honneur; il lui a recommandé d'être attentif et soigneux des nuances. Après la répétition, Baillot a fait exécuter dans sa classe mon *ottetto,* et s'il existe au monde un homme qui sache encore jouer du violon, c'est lui; il a été admirable, ainsi qu'Urban, Norblin et les autres. Le 7 de ce mois (avril 1832), Baillot donne un grand concert où je jouerai quelque chose de Mozart, et le lendemain je prends la poste et je m'embarque pour Londres. »

En effet, Mendelssohn arrive à Londres pour la seconde fois dans le mois d'avril 1832; il se fait entendre dans plusieurs concerts publics. Il obtient un très grand succès aussi bien comme compositeur que comme pianiste. C'est à Londres qu'il apprend la mort de son vieux maître Zelter, et cet événement douloureux pour son cœur le décide à quitter l'Angleterre et à retourner dans sa patrie après trois ans d'absence. Arrivé à Berlin dans le mois de juin 1832, Mendelssohn se consulte et refuse la succession de Zelter comme directeur de l'école de chant qu'il avait fondée et qui subsiste encore aujourd'hui. Après d'autres hésitations, Mendelssohn se décide à accepter, je ne sais trop à quelle date, la direction de la Société philharmonique de Leipzig, et c'est en cette ville savante que, dans l'espace de cinq ans qui lui restent encore à vivre, il conquiert par des œuvres solides et nombreuses la réputation d'un grand musicien de l'Allemagne et de tous les pays.

J'ai suivi Mendelssohn dans ses pérégrinations à travers l'Europe. Dans sa correspondance si vive, si franche et si remplie de doux épanchemens, j'ai noté et fait ressortir les traits qui pouvaient le mieux nous révéler son âme délicate et sa souple intelligence. Ce Germain enté sur un Juif a été ébloui par l'Italie. En cela, il est resté fidèle aux traditions de sa race, qui a toujours aspiré vers les contrées bienheureuses où *fleurissent les citronniers.* Venise et sa gloire passée l'ont étonné, la magique couleur de Titien lui a donné le vertige. Il a compris la grandeur de Rome, où se trouvent les débris de la civilisation du monde; il a senti la sublimité de Raphaël, il a été touché, pénétré par l'onction divine de Palestrina. Il a marqué d'une croix rouge l'impuissance héroïque de M. Berlioz et il a manqué de justice envers Donizetti, qu'il a jugé avant l'heure. A Paris, où Mendelssohn a été accueilli avec tant de bienveillance, il n'a pas su voir que, sous l'activité fiévreuse de la nation et sous la frivolité apparente du public français, il y a un bon sens admirable et un goût si sûr que ses jugemens donnent la vie ou la mort. Il n'a rien compris au grand drame de Meyerbeer, et il a méconnu le plus grand musicien qui se soit produit au théâtre depuis la naissance de l'opéra. Enfin, après s'être fait un peu d'illusion sur la portée des succès qu'il avait obtenus à Londres, Mendelssohn est retourné dans son pays, où, après quelques années de pénibles labeurs, il s'est courbé sous le poids du jour comme une fleur qui a exhalé ses parfums. P. SCUDO.

V DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXIIe ANNÉE.

JUILLET — AOUT 1862

Livraison du 1er Juillet.

TROIS MINISTRES DE L'EMPIRE ROMAIN SOUS LES FILS DE THÉODOSE. — STILICON, par M. AMÉDÉE THIERRY, de l'Institut..... 5

L'ANGLETERRE ET LA VIE ANGLAISE. — XVI. — L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1862, par M. ALPHONSE ESQUIROS..... 50

LES MARINES COMPARÉES DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE DEPUIS 1815. — III. — LES BATIMENS CUIRASSÉS ET L'ARTILLERIE, par M. XAVIER RAYMOND..... 91

LE COMTE KOSTIA, troisième partie, par M. VICTOR CHERBULIEZ..... 118

LES ANIMAUX DANS L'AGRICULTURE. — LES BÊTES DE RENTE ET L'ACCLIMATATION DES ESPÈCES NOUVELLES, par M. L. VILLERMÉ..... 160

ENCORE UN MOT SUR LA FRESQUE DE S. ONOFRIO, par M. L. VITET, de l'Académie Française..... 186

L'ART DU MOYEN AGE ET LES CAUSES DE SA DÉCADENCE, par M. ERNEST RENAN, de l'Institut..... 203

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE..... 229

LES ROMANS NOUVEAUX, par M. CHARLES DE MAZADE..... 242

ESSAIS ET NOTICES. — DEUX POÈMES POPULAIRES DE LA FINLANDE, par M. A. GEFFROY..... 251

Livraison du 15 Juillet.

UN PROJET DE MARIAGE ROYAL, ÉTUDE HISTORIQUE, première partie, par M. GUIZOT..... 257

LE COMTE KOSTIA, quatrième partie, par M. VICTOR CHERBULIEZ..... 300

LA GRÈCE DEPUIS L'AVÉNEMENT DU ROI OTHON, par M. RENÉ DE COURCY..... 334

LE BRÉSIL ET LA COLONISATION. — II. — LES PROVINCES DU LITTORAL, LES NOIRS ET LES COLONIES ALLEMANDES, par M. ÉLISÉE RECLUS..... 375

Les Marines comparées de la France et de l'Angleterre depuis 1815. — IV. — Des Conditions de la Puissance maritime, dernière partie, par M. Xavier RAYMOND 415
Le Roman en France depuis l'*Astrée* jusqu'à *René*, par Mme Du PARQUET.... 455
Poésie. — Pages intimes, par M. Eugène MANUEL 478
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire 485
Les Sopranistes. — Gizzielo et Guadagni, par M. P. SCUDO 496
Essais et Notices. — Saint Augustin et la Liberté de Conscience, par M. Saint-René TAILLANDIER 503

Livraison du 1er Août.

Le Comte Kostia, dernière partie, par M. Victor CHERBULIEZ 513
Un Projet de Mariage royal, Étude historique, seconde partie, par M. Guizot 553
Le Roi George de Podiebrad, Épisode de l'Histoire de Bohême. — I. — L'Élection du Roi George, par M. Saint-René TAILLANDIER 605
La Littérature romanesque. — IV. — Marguerite d'Angoulême et l'*Heptaméron*, d'après de nouveaux documens, par M. Louis de LOMÉNIE 651
Littérature anglaise. — Dégénérescence du Roman, par M. E.-D. FORGUES. 688
Le Prince Domenti, Scènes de la Vie géorgienne, par M. Henri CANTEL 707
La Guerre du Mexique et les Puissances européennes, par M. Charles de MAZADE 733
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire 762
Essais et Notices sur les Ouvrages nouveaux 772

Livraison du 15 Août.

Histoire de Sibylle, première partie, par M. Octave FEUILLET 777
Le Mythe de Prométhée et les Études modernes sur l'Humanité primitive, par M. Albert RÉVILLE 842
L'Administration locale en France et en Angleterre. — II. — De l'Esprit des races. L'Esprit individualiste et l'Esprit centraliste, par M. DUPONT-WHITE 871
Le Roi George de Podiebrad, Épisode de l'Histoire de Bohême. — II. — La Lutte du Roi de Bohême et du Saint-Siége, par M. Saint-René TAILLANDIER 915
Recherches nouvelles sur l'Ame et sur la Vie, par M. Émile SAISSET 957
Un Philosophe poëte anglais, par M. J. MILSAND 988
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire 1009
Littérature musicale. — Mendelssohn et sa Correspondance, par M. P. SCUDO. 1019

ERRATA.

Dans *l'Angleterre et la Vie anglaise, exposition universelle*, livraison du 1er juillet 1862, p. 77, ligne 27, au lieu de : « envoyés par *les comptoirs du gouvernement*, » lisez : « par *le comptoir du commerce groënlandais.* »

Même livraison, p. 78, ligne 17, au lieu de : « Il y a aussi une *statue de Bissen*, etc., » lisez : « Il y a aussi *une statue d'OErsted par le sculpteur Bissen. OErsted est justement signalé*, etc. »

Dans *Un Projet de Mariage royal*, livraison du 1er août 1862, page 563, lignes 40 et 41, au lieu de : « se félicitant qu'ils *ne cherchassent* le mariage espagnol que comme une épreuve, etc., » lisez : « se félicitant qu'ils *recherchassent le mariage espagnol comme*, etc. »

Même article, même livraison, p. 594, l. 5, au lieu de : « *chances*, » lisez : « *choses.* »

Paris. — Imprimerie de J. CLAYE, 7 rue Saint-Benoît.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 515 980